

ACADÉMIE DES SCIENCES DE L'U.R.S.S.
INSTITUT D'ÉCONOMIE

MANUEL
D'ÉCONOMIE
POLITIQUE



ÉDITIONS SOCIALES

MANUEL D'ECONOMIE POLITIQUE

La portée internationale d'un manuel marxiste d'économie politique

« Je pense que les camarades ne tiennent pas suffisamment compte de la portée d'un manuel marxiste d'économie politique. Ce manuel n'est pas seulement nécessaire à notre jeunesse soviétique. Il l'est surtout aux communistes de tous les pays et à ceux qui sympathisent avec eux. Nos camarades à l'étranger veulent savoir comment nous avons fait pour secouer le joug capitaliste, réorganiser l'économie du pays dans l'esprit du socialisme, pour gagner l'amitié de la paysannerie ; comment nous avons fait pour qu'un pays hier encore misérable et faible se transforme en pays riche, puissant ; ce que sont les kolkhozes ; pourquoi, malgré la socialisation des moyens de production, nous maintenons la production marchande, l'argent, le commerce, etc. Ils veulent savoir tout cela et bien d'autres choses, non point par simple curiosité, mais pour apprendre de nous et utiliser notre expérience dans leur propre pays. Ainsi la publication d'un bon manuel marxiste d'économie politique a-t-elle une importance non seulement nationale, mais encore une immense portée internationale.

Il faut donc un manuel pouvant servir de livre de chevet à la jeunesse révolutionnaire non seulement à l'intérieur du pays, mais aussi au-delà de ses frontières. Il ne doit pas être trop volumineux, sinon il ne pourra pas être un livre de chevet, et l'on aura de la peine à l'assimiler, à en venir à bout. Mais il doit contenir toutes les choses essentielles concernant aussi bien l'économie de notre pays que celle du capitalisme et du système colonial. Certains camarades ont proposé, au cours des débats, d'inclure dans le manuel plusieurs nouveaux chapitres, les historiens : sur l'histoire, les hommes politiques : sur la politique, les philosophes : sur la philosophie, les économistes : sur l'économie. Mais cela aurait fait prendre au manuel des proportions illimitées. Naturellement, il ne faut pas le faire. Le manuel utilise la méthode historique pour illustrer les problèmes d'économie politique mais cela ne veut pas encore dire que nous devons faire du manuel d'économie politique une histoire des rapports économiques.

Il nous faut un manuel de 500, de 600 pages au plus. Ce sera un livre de chevet en matière d'économie politique marxiste, un excellent cadeau aux jeunes communistes de tous les pays. Du reste, étant donné le niveau insuffisant de la formation marxiste de la plupart des Partis communistes étrangers, ce manuel pourrait être d'une grande utilité aussi pour les cadres communistes plus âgés de ces pays. »

J. Staline

Les problèmes économiques du socialisme, février 1952.

Cet ouvrage, traduit du russe, a été publié dans son texte original sous le titre : POLITITCHESKAIA EKONOMIIA (Outchebnik) (Gossoudarstvennoï Izdatelstvo, polititcheskoï litératoury, Moscou, 1955.)

Cet ouvrage est idéal pour assimiler les bases de l'économie politique marxiste-léniniste. Publié juste avant l'expurgation des œuvres de Staline, il contient les enseignements essentiels de l'expérience de l'édification du socialisme en URSS. Il comporte néanmoins quelques erreurs (comme l'appréciation anti-matérialiste du régime social en Yougoslavie et en Chine) ou omissions (concernant les apports de l'ouvrage de Staline « Les Problèmes économiques du socialisme en URSS », à l'exemple de l'absence du thème de l'introduction de l'échange direct de produits entre l'industrie et les kolkhozes), illustrant le début du triomphe de l'influence révisionniste au sein du PCUS. Cette version du manuel ne comporte cependant pas encore de modifications importantes touchant à la base de la compréhension de l'économie politique du socialisme telles qu'elles seront introduites dans la 3^{ème} édition du manuel en 1958, consécutivement à l'introduction en 1957-1958 des premières réformes du « socialisme de marché » dans l'économie soviétique.

V.G., le 05/02/2006

Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse à partir de l'ouvrage publié en mars 1956 aux Editions Sociales, Paris. Texte conforme à la 2^{ème} édition de 1955.

WWW.MARXISME.FR

Sommaire :

Préface de la première édition (p. 5)

Préface de la deuxième édition (p. 6)

Introduction (p. 7)

PREMIÈRE PARTIE — Les modes de production précapitalistes (p. 12)

Chapitre I — Le mode de production de la communauté primitive : L'apparition de la société humaine — Les conditions de la vie matérielle dans la société primitive. Le perfectionnement des instruments de travail — Les rapports de production dans la société primitive. La division naturelle du travail — Le régime de la gens. Le droit maternel. Le droit paternel — Les débuts de la division sociale du travail et de rechange — L'apparition de la propriété privée et des classes. La désagrégation de la communauté primitive — Les représentations sociales à l'époque primitive — Résumé (p. 12)

Chapitre II — Le mode de production fondé sur l'esclavage : La naissance de l'esclavage — Les rapports de production de la société esclavagiste. La situation des esclaves — Le développement de l'échange. Le capital commercial et le capital usuraire — L'aggravation des contradictions du mode de production esclavagiste — La lutte de classe des exploités contre leurs exploiters. Les révoltes d'esclaves. La fin du régime de l'esclavage — Les conceptions économiques de l'époque de l'esclavage — Résumé (p. 19)

Chapitre III — Le mode de production féodal : L'avènement de la féodalité — Les rapports de production de la société féodale. L'exploitation du paysan par le seigneur — La ville médiévale. Les corporations. Les guildes des marchands — Les classes et les castes de la société féodale. La hiérarchie féodale — Le développement des forces productives de la société féodale — La naissance de la production capitaliste au sein du régime féodal. Le rôle du capital marchand — L'accumulation primitive du capital. L'expropriation violente des paysans. L'accumulation des richesses — Les révoltes des serfs. Les révolutions bourgeoises. La chute du régime féodal — Les conceptions économiques de l'époque féodale — Résumé (p. 28)

DEUXIÈME PARTIE — Le mode de production capitaliste (p. 45)

A — Le capitalisme prémonopoliste (p. 45)

Chapitre IV — La production marchande. La marchandise et la monnaie : La production marchande est le point de départ et le trait général du capitalisme — La marchandise et ses propriétés. Le double caractère du travail incorporé dans la marchandise — Le temps de travail socialement nécessaire. Le travail simple et le travail complexe — L'évolution des formes de la valeur. Le caractère de la monnaie — Les fonctions de la monnaie — L'or et le papier-monnaie — La loi de la valeur est la loi économique de la production marchande — Le caractère fétiche de la marchandise — Résumé (p. 45)

Chapitre V — La coopération capitaliste simple et la manufacture : La coopération capitaliste simple — La phase manufacturière du capitalisme — Le mode capitaliste du travail à domicile — Le rôle historique de la manufacture — La différenciation de la paysannerie. Le passage de l'économie fondée sur la corvée à l'économie capitaliste — La formation du marché intérieur pour l'industrie capitaliste — Résumé (p. 57)

Chapitre VI — La phase du machinisme sous le capitalisme : Le passage de la manufacture à l'industrie mécanique — La révolution industrielle — L'industrialisation capitaliste — le développement des villes et des centres industriels. La formation de la classe des prolétaires — La fabrique capitaliste. La machine comme moyen d'exploitation du travail salarié par le capital — La grande industrie et l'agriculture — La socialisation capitaliste du travail et de la production. Les limites de l'usage des machines en régime capitaliste — Résumé (p. 64)

Chapitre VII — Le capital et la plus-value. La loi économique fondamentale du capitalisme : La base des rapports de production en régime capitaliste — La transformation de l'argent en capital — La force de travail en tant que marchandise. La valeur et la valeur d'usage de la marchandise force de travail — La production de plus-value est la loi économique fondamentale du capitalisme — Le capital en tant que rapport social de production. Le capital constant et le capital variable — Le taux de la plus-value — Deux moyens d'augmentation du degré d'exploitation du travail par le capital. La plus-value absolue et la plus-value relative — La plus-value extra — La journée de travail et ses limites. La lutte pour sa réduction — La structure de classe de la société capitaliste. L'Etat bourgeois — Résumé (p. 73)

Chapitre VIII — Le salaire : Le prix de la force de travail. La nature du salaire — Les formes principales du salaire — Les systèmes de salaires de surexploitation — Le salaire nominal et le salaire réel — La baisse du salaire réel en régime capitaliste — La lutte de la classe ouvrière pour l'augmentation des salaires — Résumé (p. 84)

Chapitre IX — L'accumulation du capital et la paupérisation du prolétariat : La production et la reproduction — La reproduction capitaliste simple — La reproduction capitaliste élargie. L'accumulation du capital — La composition organique du capital. La concentration et la centralisation du capital — L'armée industrielle de réserve — La surpopulation agraire — La loi générale de l'accumulation capitaliste. La paupérisation relative et absolue du prolétariat — La contradiction fondamentale du mode de production capitaliste — Résumé (p. 93)

Chapitre X — Le cycle et la rotation du capital : Le cycle du capital. Les trois formes du capital industriel — La rotation du capital. Le temps de production et le temps de circulation — Le capital fixe et le capital circulant — Le taux annuel de la plus-value. Les méthodes d'accélération de la rotation du capital — Résumé (p. 102)

Chapitre XI — Le profit moyen et le prix de production : Les coûts de production capitalistes et le profit. Le taux du profit — La formation du taux moyen du profit et la transformation de la valeur des marchandises en prix de production — La baisse tendancielle du taux de profit — Résumé (p. 107)

Chapitre XII — Le capital commercial et le profit commercial : Le profit commercial et sa source — Les frais de circulation — Les formes du commerce capitaliste. Les Bourses de marchandises — Le commerce extérieur — Résumé (p. 114)

Chapitre XIII — Le capital de prêt et l'intérêt de prêt. La circulation monétaire : Le capital de prêt — L'intérêt et le bénéfice d'entrepreneur. Le taux d'intérêt et sa tendance à la baisse — Les formes de crédit. Les banques et leurs opérations — Les sociétés par actions. Le capital fictif — La circulation monétaire des pays capitalistes — Résumé (p. 119)

Chapitre XIV — La rente foncière. Les rapports agraires en régime capitaliste : Le régime capitaliste de l'agriculture et la propriété privée de la terre — La rente différentielle — La rente absolue. Le prix de la terre — La rente dans l'industrie extractive. La rente sur les terrains à bâtir — La grande et la petite production agricole — L'aggravation de l'opposition entre la ville et la campagne — La propriété privée de la terre et la nationalisation de la terre — Résumé (p. 126)

Chapitre XV — Le revenu national : Le produit social total et le revenu national — La répartition du revenu national — Le budget de l'Etat — Résumé (p. 137)

Chapitre XVI — La reproduction du capital social : Le capital social. La composition du produit social total — Les conditions de la réalisation dans la reproduction capitaliste simple — Les conditions de la réalisation dans la reproduction capitaliste élargie — Le problème du marché. Les contradictions de la reproduction capitaliste — Résumé (p. 143)

Chapitre XVII — Les crises économiques : Le fondement des crises capitalistes de surproduction — Le caractère cyclique de la reproduction capitaliste — Les crises agraires — Les crises et l'aggravation des contradictions du capitalisme — La tendance historique du développement du capitalisme. Le prolétariat, fossoyeur du capitalisme — Résumé (p. 149)

B. — Le capitalisme monopoliste ou impérialisme. (p. 157)

Chapitre XVIII — L'impérialisme, stade suprême du capitalisme. La loi économique fondamentale du capitalisme monopoliste : Le passage à l'impérialisme — La concentration de la production et les monopoles. Les monopoles et la concurrence — La concentration et les monopoles dans les banques. Le nouveau rôle des banques — Le capital financier et l'oligarchie financière — L'exportation des capitaux — Le partage économique du monde entre les unions de capitalistes. Les monopoles internationaux — L'achèvement du partage territorial du globe entre les grandes puissances et la lutte pour un nouveau partage — La loi économique fondamentale du capitalisme monopoliste — Résumé (p. 157)

Chapitre XIX — Le système colonial de l'impérialisme : Le rôle des colonies dans la période de l'impérialisme — Les colonies, réserves de produits agricoles et de matières premières pour les métropoles — Les méthodes d'exploitation coloniale des masses laborieuses — La lutte des peuples coloniaux pour la libération nationale — Résumé (p. 170)

Chapitre XX — La place historique de l'impérialisme : L'impérialisme, dernier stade du capitalisme — L'impérialisme, capitalisme parasite ou pourrissant — L'impérialisme, prélude de la révolution socialiste — Le capitalisme monopoliste d'Etat — La loi de l'inégalité du développement économique et politique des pays capitalistes à l'époque de l'impérialisme et la possibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays — Résumé (p. 177)

Chapitre XXI — La crise générale du capitalisme : L'essence de la crise générale du capitalisme — La première guerre mondiale et le début de la crise générale du capitalisme — La victoire de la Grande Révolution socialiste d'Octobre et la scission du monde en deux systèmes : capitaliste et socialiste — La crise du système colonial de l'impérialisme — L'aggravation du problème des marchés, la sous-production chronique des entreprises et le chômage chronique de masse — L'aggravation des crises de surproduction et les modifications dans le cycle capitaliste — Résumé (p. 185)

Chapitre XXII — L'aggravation de la crise générale du capitalisme. Après la deuxième guerre mondiale : La deuxième guerre mondiale et la deuxième phase de la crise générale du capitalisme — La formation de deux camps sur la scène internationale et la désagrégation du marché mondial unique — L'aggravation de la crise du système colonial de l'impérialisme — L'accentuation du développement inégal du capitalisme. L'expansion de l'impérialisme américain — La militarisation de l'économie des pays capitalistes. Les modifications dans le cycle capitaliste — L'accentuation de la paupérisation de la classe ouvrière des pays capitalistes — Le renforcement de la domination des monopoles dans l'agriculture des pays capitalistes et la ruine de la paysannerie — Résumé (p. 195)

Théories économiques de l'époque du capitalisme : L'économie politique bourgeoise classique — La naissance de l'économie politique vulgaire — L'économie politique petite-bourgeoise — Les socialistes utopistes — Les démocrates révolutionnaires en Russie — La révolution accomplie par K. Marx et F. Engels en économie politique — Le déclin de la science économique bourgeoise. L'économie politique bourgeoise contemporaine — La critique petite bourgeoise de l'impérialisme — Les théories économiques des opportunistes de la II^e Internationale et des socialistes de droite contemporains — Le développement par Lénine de l'économie politique marxiste du capitalisme. L'élaboration d'une série de nouvelles thèses de l'économie politique du capitalisme par Staline (p. 207)

TROISIÈME PARTIE — Le mode de production socialiste (p. 223)

A. — La période de transition du capitalisme au socialisme (p. 223)

Chapitre XXIII — Les principaux traits de la période de transition du capitalisme au socialisme : La révolution prolétarienne et la nécessité d'une période de transition du capitalisme au socialisme — La dictature du prolétariat, instrument de la construction d'une économie socialiste — La nationalisation socialiste — Les types d'économie et les classes dans la période de transition. L'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie — L'apparition des lois économiques du socialisme — Les principes fondamentaux de la politique économique pendant la période de transition du capitalisme au socialisme — Résumé (p. 223)

Chapitre XXIV — L'industrialisation socialiste : La grande industrie, base matérielle du socialisme. La nature de l'industrialisation socialiste — Les rythmes de l'industrialisation socialiste — La méthode socialiste d'industrialisation. D'où viennent les ressources nécessaires à l'industrialisation socialiste — Les grands travaux. L'assimilation de la nouvelle technique et le problème des cadres — De pays agricole arriéré, l'U.R.S.S. se transforme en puissance industrielle avancée — Résumé (p. 237)

Chapitre XXV — La collectivisation de l'agriculture : La nécessité historique de la collectivisation de l'agriculture. Le plan coopératif de Lénine — Les conditions préalables à la collectivisation intégrale — La collectivisation intégrale et la liquidation des koulaks en tant que classe — L'artel agricole, principale forme de l'économie collective — L'U.R.S.S., autrefois pays de petites exploitations paysannes, devient le pays de l'agriculture la plus grande et la plus mécanisée du monde — Résumé (p. 245)

Chapitre XXVI — La victoire du socialisme en U.R.S.S. : L'affermissement du mode socialiste de production — Les changements intervenus dans la structure de classes de la société — La disparition de l'inégalité économique entre les nations — L'U.R.S.S. entre dans la phase de l'achèvement de l'édification de la société socialiste et du passage graduel du socialisme au communisme — Résumé (p. 254)

B. — Le système socialiste d'économie nationale (p. 263)

Chapitre XXVII — La base matérielle de production du socialisme : Les principaux caractères de la base matérielle de production du socialisme — L'industrie socialiste — L'agriculture socialiste — Les voies du progrès technique en régime socialiste — La répartition géographique de la production socialiste — Résumé (p. 263)

Chapitre XXVIII — La propriété sociale des moyens de production, base des rapports de production en régime socialiste : Le système socialiste d'économie nationale et la propriété socialiste — Les deux formes de propriété socialiste — La propriété personnelle en régime socialiste — Le caractère des rapports de production socialistes — Résumé (p. 272)

Chapitre XXIX — La loi économique fondamentale du socialisme : Le caractère des lois économiques en régime socialiste — Les traits essentiels de la loi économique fondamentale du socialisme — La loi économique fondamentale du socialisme et le développement de la production socialiste — La loi économique fondamentale du socialisme et l'accroissement du bien-être des travailleurs — Le rôle économique de l'Etat socialiste — Résumé (p. 280)

Chapitre XXX — La loi du développement harmonieux, proportionné, de l'économie nationale : La nécessité d'un développement harmonieux de l'économie nationale en régime socialiste — Les traits et les exigences essentiels de la loi du développement harmonieux de l'économie nationale — La loi du développement harmonieux de l'économie nationale et la planification socialiste — Les avantages de l'économie planifiée — Résumé (p. 289)

Chapitre XXXI — Le travail social en régime socialiste : Le caractère du travail en régime socialiste — Le travail, devoir des membres de la société socialiste. La réalisation du droit au travail — La répartition selon le travail, loi économique du socialisme — La coopération socialiste du travail — L'émulation socialiste — L'augmentation constante de la productivité du travail, loi économique du socialisme — Les sources et les réserves de l'augmentation de la productivité du travail — Résumé (p. 299)

Chapitre XXXII — La production marchande, la loi de la valeur et la monnaie en régime socialiste : La nécessité de la production marchande en régime socialiste; ses particularités — La valeur d'usage et la valeur de la marchandise dans l'économie socialiste — Le caractère de l'action de la loi de la valeur en régime socialiste — La monnaie et ses fonctions dans l'économie socialiste — Résumé (p. 310)

Chapitre XXXIII — Le salaire en régime socialiste : Le salaire et la loi économique de la répartition selon le travail — Les formes du salaire. Le système des tarifs — L'augmentation constante du salaire réel en régime socialiste — Résumé (p. 318)

Chapitre XXXIV — La gestion équilibrée et la rentabilité. Le prix de revient et le prix : La gestion équilibrée et la rentabilité des entreprises — Les fonds des entreprises. Les fonds fixes et les fonds circulants — Le prix de revient de la production — Le revenu net de l'entreprise d'Etat. Le revenu net centralisé de l'Etat — Le prix dans l'entreprise industrielle d'Etat — Résumé (p. 326)

Chapitre XXXV — Le système socialiste d'agriculture : La place et le rôle de l'agriculture socialiste dans l'économie nationale — Les stations de machines et de tracteurs, base industrielle de la production kolkhoziennne — L'exploitation collective des kolkhoz. La planification de la production kolkhoziennne — Les formes socialistes d'organisation du travail dans les kolkhoz. La journée-travail — La production kolkhoziennne. Les revenus des kolkhoz — La rente différentielle en régime socialiste — La répartition de la production et des revenus des kolkhoz. Le bien-être croissant de la paysannerie kolkhoziennne — Le développement des sovkhos et les moyens d'élever leur rentabilité — Résumé (p. 337)

Chapitre XXXVI — Le commerce en régime socialiste : La nature et le rôle du commerce en régime socialiste — Les formes du commerce en régime socialiste — Les prix et les frais de circulation dans le commerce d'Etat et le commerce coopératif — Le commerce extérieur — Résumé (p. 354)

Chapitre XXXVII — Le revenu national de la société socialiste : Le produit social total et le revenu national en régime socialiste — L'augmentation constante du revenu national en régime socialiste — La répartition du revenu national — Résumé (p. 363)

Chapitre XXXVIII — Le budget d'Etat, le crédit et la circulation monétaire en régime socialiste : Les finances de la société socialiste — Le budget de l'Etat socialiste — Le crédit en régime socialiste — Les banques dans la société socialiste — La circulation monétaire en régime socialiste — Résumé (p. 368)

Chapitre XXXIX — La reproduction socialiste : Le caractère de la reproduction socialiste — La richesse nationale de la société socialiste. La composition du produit social total — Le rapport entre les deux sections de la production sociale — La formation et la destination des fonds sociaux en régime socialiste — L'accumulation socialiste. L'accumulation et la consommation dans la société socialiste — Résumé (p. 378)

Chapitre XL — Le passage graduel du socialisme au communisme : Les deux phases de la société communiste — La tâche économique fondamentale de l'U.R.S.S. — La création de la base matérielle de production du communisme — Comment disparaîtra la différence essentielle entre la ville et la campagne — Comment disparaîtra la différence essentielle entre le travail intellectuel et le travail manuel — Le passage au principe communiste : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins » — Résumé (p. 388)

C. — L'édification du socialisme dans les pays de démocratie populaire (p. 400)

Chapitre XLI — Le régime économique des pays européens de démocratie populaire : Les conditions préalables de la révolution démocratique populaire — Le caractère de la révolution démocratique populaire — Les classes et les types d'économie — L'industrialisation socialiste — La transformation socialiste de l'agriculture — L'élévation du bien-être et du niveau de vie culturel des travailleurs — Résumé (p. 400)

Chapitre XLII — Le régime économique de la République populaire de Chine : Les conditions préalables à la révolution populaire en Chine — Le caractère de la révolution chinoise — Les transformations agraires révolutionnaires. La nationalisation socialiste — Les types économiques et les classes dans la République populaire de Chine pendant la période de transition — Les voies de l'industrialisation socialiste en Chine — La transformation socialiste graduelle de l'agriculture — L'élévation du niveau de vie matérielle et culturelle du peuple chinois — Résumé (p. 412)

Chapitre XLIII — La coopération économique des pays du camp socialiste : La naissance et l'affermissement du marché mondial des pays du camp socialiste — Le caractère des relations économiques entre les pays du camp socialiste — Les formes essentielles de coopération économique des pays du camp socialiste — Résumé (p. 428)

Conclusions (p. 435)

Préface de la première édition

Ce manuel d'économie politique est l'œuvre collective des économistes K. Ostrovitianov, de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S., D. Chepilov et L. Leontiev, correspondants de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S.; I. Laptev, de l'Académie Lénine des Sciences agricoles de l'U.R.S.S.; du professeur I. Kouzminov; L. Gatovski, docteur es sciences économiques; P. Ioudine, de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S.; A. Pachkov, correspondant de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S.; V. Peresleguine, candidat ès sciences économiques. La sélection et la présentation des données statistiques ont été faites avec le concours de V. Starovski, docteur ès sciences économiques.

Lors de la mise au point du projet de cet ouvrage, un grand nombre d'économistes soviétiques ont apporté, sur le texte, de précieuses observations critiques et d'utiles suggestions, dont les auteurs ont tenu compte par la suite.

La discussion économique organisée par le Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique en novembre 1951 a eu la plus grande importance pour la mise au point de ce manuel : au cours de cette discussion, à laquelle des centaines d'économistes soviétiques prirent une part active, le projet de manuel d'économie politique présenté par les auteurs fut l'objet d'un ample examen critique. Les propositions formulées à la suite de la discussion ont grandement contribué à en améliorer la composition et à en enrichir le contenu.

K. Ostrovitianov, D. Chepilov, L. Leontiev, I. Laptev, I. Kouzminov et L. Gatovski ont procédé à la rédaction définitive. Conscients de l'importance d'un manuel marxiste d'économie politique, les auteurs s'appliqueront à améliorer le texte du présent ouvrage en tenant compte des observations critiques et des propositions qui leur seront faites sur cette première édition. Ils prient donc les lecteurs de faire parvenir leurs appréciations et suggestions à l'Institut d'Economie de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S., Volkhonka, 14, Moscou.

LES AUTEURS.

Moscou, août 1954.

Préface de la deuxième édition

La première édition du « Manuel d'économie politique », publiée à la fin de 1954 à un tirage de plus de six millions d'exemplaires, a été rapidement épuisée. En plus de l'édition russe, le manuel a été édité en un grand nombre de langues des peuples de l'U.R.S.S., ainsi que dans plusieurs pays étrangers. Une deuxième édition était nécessaire. En préparant cette édition, les auteurs se sont proposé de compléter l'ouvrage par des thèses et des faits nouveaux illustrant l'essor constant de l'économie socialiste en U.R.S.S. et dans les pays de démocratie populaire, ainsi que l'aggravation de la crise générale du capitalisme.

Les auteurs se sont efforcés de tenir compte au maximum de l'expérience de l'étude de l'économie politique dans les établissements d'enseignement supérieur, les écoles et les cercles du Parti communiste, ainsi que de l'étude individuelle d'après ce manuel. Au cours de l'année qui vient de s'écouler, ce manuel a été discuté dans de nombreuses chaires d'économie politique. Les auteurs ont reçu également un grand nombre de lettres de lecteurs qui proposaient des améliorations au texte. En mars-avril 1955 a eu lieu une large réunion d'économistes : travailleurs scientifiques, professeurs, directeurs d'entreprises de Moscou, Leningrad, Kiev, Minsk, Riga, Tallin, Vilnius, Tbilissi, Erevan, Bakou, Tachkent, Achkhabad, Stalinabad, Alma-Ata, Sverdlovsk, au cours de laquelle il a été procédé à un examen complet de la première édition du manuel.

Les auteurs ont fait une étude minutieuse des critiques et suggestions de toutes origines, qui leur ont été communiquées et ils ont cherché à utiliser tout ce qui était susceptible d'améliorer ce manuel. Néanmoins, ils ont jugé nécessaire de s'en tenir au même type d'ouvrage, destiné à un large public, et de n'en pas augmenter sensiblement le volume. La deuxième édition de ce manuel a été mise au point par K. Ostrovitianov, D. Chcpilov, L. Léontiev, I. Laptev, I. Kouz-minov et L. Gatovski et pour la sélection et la présentation des données statistiques par V. Starovski.

Les auteurs remercient toutes les personnes qui par leurs critiques et leurs suggestions ont contribué à cette deuxième édition. Ils ont l'intention de poursuivre l'amélioration de ce manuel et prient les lecteurs de leur faire part de leur opinion et de leurs suggestions à l'Institut d'Economie de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S., Volkhonka, 14, Moscou.

Moscou, septembre 1955.

Introduction

L'économie politique fait partie des sciences sociales («Economie politique» vient des mots grecs « oïkonomia » et « politéia ». Le mot « oïkonomia » se compose lui-même de deux mots : « oïkos » (maison, ménage), et « nomos » (loi). « Politéia » signifie « organisation sociale». Le terme d'« économie politique» n'est apparu qu'au début du XVII^e siècle.). Elle étudie les lois de la production sociale et de la répartition des biens matériels aux différents stades du développement de la société humaine.

La production matérielle constitue la base de la vie de la société. Pour vivre, les hommes doivent avoir de la nourriture, des vêtements et d'autres biens matériels. Pour se procurer ces biens, ils sont dans l'obligation de les produire, dans l'obligation de travailler. Les hommes produisent les biens matériels, c'est-à-dire luttent contre la nature, non pas isolément mais en commun, en groupes, en sociétés. C'est pourquoi la production est toujours et quelles que soient les conditions une production sociale, et le travail une forme d'activité de l'homme social.

La production des biens matériels suppose : 1° le travail de l'homme; 2° l'objet du travail et 3° les moyens de travail.

Le travail est une activité rationnelle de l'homme au cours de laquelle celui-ci modifie et utilise pour la satisfaction de ses besoins les objets fournis par la nature. Le travail est une nécessité naturelle, une condition absolue de l'existence des hommes. Sans lui, la vie humaine serait impossible.

Est objet de travail tout ce à quoi l'homme applique son travail. Les objets du travail peuvent être donnés directement par la nature : ainsi, l'arbre que l'on abat dans la forêt, le minerai que l'on extrait du sol. Les objets du travail qui ont déjà été soumis à l'action d'un travail, comme le minerai à l'usine métallurgique, le coton à la filature, les filés à l'usine textile portent le nom de matières premières.

Les moyens de travail désignent toutes les choses à l'aide desquelles l'homme agit sur l'objet de son travail et le modifie : ce sont avant tout les instruments de production, ainsi que la terre, les bâtiments d'exploitation, les routes, les canaux, les entrepôts, etc. Parmi eux le rôle déterminant appartient aux instruments de production. Ces derniers comprennent les instruments variés que l'homme utilise dans son travail, depuis les grossiers instruments de pierre des primitifs jusqu'aux machines modernes. Le niveau de développement des instruments de production donne la mesure du pouvoir de la société sur la nature, la mesure du développement de la production. Ce qui distingue entre elles les différentes époques économiques, ce n'est pas ce qu'elles produisent mais la manière de produire les biens matériels, les instruments de production dont elles se servent.

Les objets du travail et les moyens de travail constituent les moyens de production. S'ils ne sont associés à la force de travail, ceux-ci ne peuvent rien créer par eux-mêmes. Pour que le processus du travail, le processus de création des biens matériels puissent commencer, la force de travail doit s'associer aux instruments de production.

La force de travail est la faculté que l'homme a de travailler, la somme des forces physiques et spirituelles grâce auxquelles il est capable de produire des biens matériels. La force de travail est l'élément actif de la production; c'est elle qui met en œuvre les moyens de production. Avec le progrès des instruments de production se développent aussi chez l'homme l'aptitude au travail, le savoir-faire, l'habileté, l'expérience de la production.

Les instruments de production à l'aide desquels les biens matériels sont produits, les hommes qui mettent en œuvre ces instruments et produisent les biens matériels, grâce à une certaine expérience de la production et à des habitudes de travail, constituent les forces productives de la société. Les masses laborieuses sont la principale force productive de la société humaine à toutes les étapes de son développement.

Les forces productives traduisent les rapports des hommes avec les objets et les forces de la nature dont ils se servent pour produire les biens matériels. Cependant, dans la production les hommes agissent non seulement sur la nature, mais aussi les uns sur les autres.

Ils ne produisent qu'en collaborant d'une manière, déterminée et en échangeant entre eux leurs activités. Pour produire, ils entrent en relations et en rapports déterminés les uns avec les autres,

et ce n'est que dans les limites de ces relations et de ces rapports sociaux que s'établit leur action sur la nature, la production. (Karl Marx : Travail salarié et capital, suivi de Salaire, prix et profit, p. 31, Editions Sociales, Paris, 1952.)

Les rapports sociaux déterminés des hommes entre eux dans le processus de la production des biens matériels constituent les rapports de production. Les rapports de production comprennent : a) les formes de propriété des moyens de production; b) la position des divers groupes sociaux dans la production qui en découle et les rapports entre eux; c) les formes de répartition des produits qui dépendent de la propriété des moyens de production et de la position des hommes dans la production.

Le caractère des rapports de production est déterminé par celui de la propriété des moyens de production (terre, forêts, eaux, sous-sol, matières premières, instruments de production, bâtiments d'exploitation, moyens de transport et de communication, etc.) : ou bien cette propriété est celle d'individus, de groupes sociaux ou de classes qui s'en servent pour exploiter les travailleurs, ou bien celle d'une société dont le but est de satisfaire les besoins matériels et culturels des masses populaires. L'état des rapports de production montre comment les moyens de production, et par conséquent les biens matériels produits par les hommes, sont répartis entre les membres de la société. Ainsi, c'est la forme particulière de la propriété des moyens de production qui constitue le trait déterminant des rapports de production.

Les rapports de production déterminent aussi les rapports de répartition qui leur correspondent. La répartition constitue le lien entre la production et la consommation. Les produits fabriqués dans la société servent soit à la consommation productive, soit à la consommation individuelle. La consommation productive, c'est l'utilisation des moyens de production en vue de créer des biens matériels. La consommation individuelle satisfait les besoins de l'homme en nourriture, vêtements, logement, etc.

La répartition des articles de consommation individuelle qui ont été produits dépend elle-même de la répartition des moyens de production. Dans la société capitaliste les moyens de production, et par suite les produits du travail, appartiennent aux capitalistes. Les ouvriers sont privés des moyens de production, et pour ne pas mourir de faim, ils sont obligés de travailler pour les capitalistes qui s'approprient les fruits de leur travail. Dans la société socialiste les moyens de production sont propriété sociale. Aussi les fruits du travail appartiennent-ils aux travailleurs.

Dans les formations sociales où existe la production marchande, la répartition des biens matériels s'accomplit par l'échange des marchandises. Production, répartition, échange et consommation forment une unité où le rôle déterminant appartient à la production. Les formes déterminées de répartition, d'échange et de consommation réagissent à leur tour activement sur la production, favorisant ou freinant son développement. L'ensemble des

rapports de production constitue la structure économique de la société, la base réelle sur quoi s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de conscience sociale déterminées. (Karl Marx : Contribution à la critique de l'économie politique, Préface. Voir Marx-Engels : Etudes philosophiques, p. 73, Editions Sociales, 1951.)

Une fois venue au monde, la superstructure réagit activement à son tour sur la base dont elle accélère ou entrave le développement. La production présente un aspect technique et un aspect social. L'aspect technique de la production est étudié par les sciences naturelles et techniques, telles que la physique, la chimie, la métallurgie, la mécanique, l'agronomie, etc. L'économie politique étudie l'aspect social de la production, les rapports des hommes entre eux dans la production sociale, c'est-à-dire les rapports économiques.

L'économie politique, écrivait Lénine, ne s'occupe nullement de la « production », mais bien des rapports sociaux des individus dans la production, de la structure sociale de la production. (V. Lénine : « Le développement du capitalisme en Russie », Œuvres, t. III, p. 40-41 (4^e éd. russe).

L'économie politique étudie les rapports de production dans leur interaction avec les forces productives. Les forces productives et les rapports de production forment un ensemble qui est le mode de production. Les forces productives sont l'élément le plus mobile et le plus révolutionnaire de la production. Le développement de la production commence par des changements dans les forces

productives et, avant tout, par le changement et le développement des instruments de production; des changements correspondants se produisent ensuite dans les rapports de production. Les rapports de production entre les hommes, dont le développement dépend de celui des forces productives, exercent à leur tour une puissante action sur les forces productives.

Celles-ci ne peuvent se développer pleinement que si les rapports de production correspondent à l'état des forces productives. A un certain degré de leur développement, les forces productives dépassent le cadre des rapports de production existants et entrent en conflit avec eux. Les rapports de production, de forme de développement des forces productives qu'ils étaient, deviennent leurs chaînes.

C'est pourquoi les anciens rapports de production sont tôt ou tard remplacés par de nouveaux rapports qui correspondent au niveau de développement et au caractère des forces productives de la société. Un changement de la base économique de la société entraîne un changement de sa superstructure. Les conditions matérielles du passage des anciens rapports de production à des rapports nouveaux apparaissent et se développent au sein même de la vieille formation. Les nouveaux rapports de production donnent libre cours au développement des forces productives. La loi de la correspondance nécessaire entre les rapports de production et le caractère des forces productives est donc une loi économique du développement de la société.

Dans une société qui repose sur la propriété privée et l'exploitation de l'homme par l'homme, les conflits entre les forces productives et les rapports de production se manifestent par la lutte des classes. Le passage de l'ancien au nouveau mode de production s'accomplit alors par une révolution sociale. L'économie politique est une science historique. Elle étudie la production matérielle dans ses formes sociales historiquement déterminées, les lois économiques propres aux différents modes de production. Les lois économiques expriment l'essence des phénomènes et des processus économiques, le rapport interne de cause à effet et d'interdépendance qui existe entre eux.

Les lois du développement économique sont des lois objectives. Elles naissent et agissent sur la base de conditions économiques déterminées, indépendamment de la volonté des hommes. Les hommes peuvent connaître ces lois et les utiliser dans l'intérêt de la société, mais ils ne peuvent pas abolir ou créer des lois économiques. L'utilisation des lois économiques dans une société de classes a toujours un contenu de classe : la classe d'avant-garde de chaque formation sociale utilise les lois économiques dans l'intérêt d'un développement progressiste de la société, tandis que les classes qui ont fait leur temps s'y opposent. Chaque mode de production a sa loi économique fondamentale qui en exprime l'essence et en définit les principaux aspects et les principales lignes de développement. L'économie politique

étudie d'abord les lois particulières à chaque degré d'évolution de la production et de l'échange, et ce n'est qu'à la fin de cette étude qu'elle pourra établir les quelques lois tout à fait générales qui sont valables en tout cas pour la production et l'échange. (F. ENGELS : Anti-Dühring, 2^e partie, ch. I, p. 179, Editions Sociales, Paris, 1950.)

Par conséquent, le développement des différentes formations sociales obéit tant aux lois économiques qui leur sont propres, qu'à celles aussi qui sont valables pour toutes les formations, comme, par exemple, la loi de la correspondance nécessaire des rapports de production et du caractère des forces productives. Les formations sociales ne sont donc pas seulement séparées par les lois économiques propres uniquement au mode de production considéré; elles sont aussi reliées l'une à l'autre par des lois économiques valables pour toutes.

L'économie politique étudie les types fondamentaux de rapports de production que connaît l'histoire : la communauté primitive, l'esclavage, la féodalité, le capitalisme, le socialisme. La communauté primitive est un régime social antérieur à l'existence des classes. L'esclavage, la féodalité et le capitalisme sont des formes différentes de sociétés fondées sur l'asservissement et l'exploitation des masses laborieuses. Le socialisme est un régime social qui a mis fin à l'exploitation de l'homme par l'homme.

L'économie politique étudie l'évolution de la production sociale, des formes inférieures aux formes supérieures ; l'apparition, le développement et la disparition des régimes sociaux fondés sur l'exploitation de l'homme par l'homme. Elle montre comment toute la marche de l'histoire prépare la

victoire du mode de production socialiste. Elle étudie, ensuite, les lois économiques du socialisme, les lois de la naissance de la société socialiste et de son développement vers la phase supérieure du communisme.

Ainsi, l'économie politique est la science qui traite du développement des rapports des hommes entre eux dans la production sociale, c'est-à-dire des rapports économiques des hommes. Elle fait apparaître les lois qui régissent la production et la répartition des biens matériels dans la société humaine aux différents stades de son développement. La méthode de l'économie politique marxiste est celle du matérialisme dialectique. L'économie politique marxiste-léniniste applique les principes fondamentaux du matérialisme dialectique et du matérialisme historique à l'étude du régime économique de la société.

A la différence des sciences de la nature, telles que la physique, la chimie, etc., l'économie politique ne peut recourir, pour étudier le régime économique de la société, à des essais, des expériences de laboratoire faites dans des conditions artificielles, éliminant les phénomènes qui empêchent l'examen d'un processus à l'état pur.

L'analyse des formes économiques, signalait Marx, ne peut s'aider du microscope et des réactifs fournis par la chimie ; l'abstraction est la seule force qui puisse lui servir d'instrument. (K. Marx : Le Capital, livre I, t. I. Préface de la première édition allemande, p. 18, Editions Sociales, Paris, 1947.)

Tout régime économique offre une physionomie complexe et contradictoire. Une étude scientifique doit aller au-delà des apparences superficielles que présentent les phénomènes économiques et, s'aidant de l'analyse théorique, mettre en évidence les processus sous-jacents, les traits économiques fondamentaux qui expriment l'essence des rapports de production considérés, et faire abstraction des traits secondaires. Cette analyse scientifique conduit aux catégories économiques, c'est-à-dire aux notions qui sont l'expression théorique des rapports réels de production de la formation sociale considérée, tels que, par exemple, la marchandise, la valeur, la monnaie, la gestion équilibrée, le prix de revient, la journée-travail, etc.

La méthode de Marx consiste à s'élever progressivement des catégories économiques les plus simples aux plus complexes, ce qui correspond au mouvement ascendant de la société évoluant des formes inférieures aux formes supérieures. Dans cette étude des catégories de l'économie politique, la recherche logique se double d'une analyse historique du développement social.

Marx, analysant les rapports de production capitalistes, commence par dégager le rapport général le plus simple et le plus fréquent : l'échange d'une marchandise contre une autre. Il montre dans la marchandise, cellule de l'économie capitaliste, le germe des contradictions du capitalisme. Partant de l'analyse de la marchandise, il explique l'apparition de la monnaie, retrace, le processus de la transformation de l'argent en capital, dévoile l'essence de l'exploitation capitaliste. Il montre comment le développement social conduit inéluctablement à la chute du capitalisme, à la victoire du communisme.

Lénine a indiqué que l'exposé de l'économie politique devait caractériser les périodes successives du développement économique. Aussi le présent cours examine-t-il les principales catégories de l'économie politique — marchandise, valeur, monnaie, capital, etc. — dans l'ordre historique où elles sont apparues aux différents stades de l'évolution de la société humaine. C'est ainsi qu'on trouvera déjà des notions élémentaires sur la marchandise et la monnaie dans les chapitres consacrés aux formations précapitalistes. Mais ces catégories sont examinées plus à fond dans la partie où est étudiée l'économie capitaliste évoluée, où elles atteignent leur plein développement. Le même ordre d'exposition est suivi pour l'économie socialiste. Dans la partie consacrée à la période de transition du capitalisme au socialisme, il est donné une notion élémentaire de la loi économique fondamentale du socialisme, de la loi du développement harmonieux, proportionné de l'économie nationale, de la répartition selon le travail, de la valeur, de la monnaie, etc. Mais l'étude complète de ces lois et de ces catégories est abordée dans la partie consacrée au « Système socialiste d'économie nationale ».

L'économie politique, à la différence de l'histoire, ne se propose nullement d'étudier l'histoire du développement de la société dans toute sa diversité concrète. Elle donne des notions fondamentales

sur les traits essentiels de chaque système d'économie sociale. A côté de l'économie politique, il existe d'autres disciplines scientifiques qui étudient les rapports économiques dans les branches particulières de l'économie nationale, sur la base des lois découvertes par l'économie politique : l'économie de l'industrie, l'économie de l'agriculture, etc.

L'économie politique s'occupe non de problèmes nébuleux, détachés de la vie, mais de problèmes réels et brûlants s'il en est, qui affectent les intérêts vitaux des hommes, de la société, des classes. La chute du capitalisme et la victoire du système socialiste d'économie sont-elles inévitables ? Les intérêts du capitalisme sont-ils en contradiction avec ceux de la société et du progrès humain ? La classe ouvrière est-elle le fossoyeur du capitalisme ? Est-elle appelée à libérer la société du capitalisme ? A toutes ces questions et à d'autres questions semblables les économistes donnent des réponses différentes selon les intérêts des classes dont ils se font les interprètes. On s'explique ainsi qu'il n'existe pas à l'heure actuelle une économie politique commune à toutes les classes de la société, mais qu'il en existe plusieurs : l'économie politique bourgeoise, l'économie politique prolétarienne, et enfin celle des classes intermédiaires, l'économie politique petite-bourgeoise.

Il est donc absolument faux de prétendre, comme certains économistes, que l'économie politique est une science neutre, qu'elle n'est pas une science de parti, qu'elle est indépendante de la lutte des classes sociales et sans aucune attache, directe ou indirecte, avec un parti politique quelconque.

Peut-il exister une économie politique objective, impartiale, qui ne craint pas la vérité ? Sans aucun doute. Ce ne peut être que celle de la classe qui n'a pas intérêt à dissimuler les contradictions et les plaies du capitalisme, à voir se perpétuer l'ordre capitaliste, de la classe dont les intérêts se confondent avec ceux de l'affranchissement de la société asservie par le capitalisme, de la classe dont les intérêts sont aussi ceux du progrès humain. Cette classe, c'est la classe ouvrière. Aussi seule une économie politique qui défend les intérêts de la classe ouvrière peut-elle être objective et désintéressée. Cette économie politique est celle du marxisme-léninisme.

L'économie politique marxiste est un élément essentiel de la théorie marxiste-léniniste. Les grands dirigeants et théoriciens de la classe ouvrière, Karl Marx et Friedrich Engels, ont été les fondateurs de l'économie politique prolétarienne. Dans son ouvrage génial, Le Capital, Marx a mis en lumière les lois qui régissent la naissance, le développement et la chute du capitalisme ; il a apporté la démonstration économique de la nécessité de la révolution socialiste et de l'établissement de la dictature du prolétariat. Marx et Engels ont formulé dans ses grandes lignes la théorie de la période de transition du capitalisme au socialisme et des deux phases de la société communiste.

La doctrine économique du marxisme a été développée dans les ouvrages de Lénine, fondateur du Parti communiste et de l'Etat soviétique et génial continuateur de l'œuvre de Marx et d'Engels. Lénine a enrichi la science économique marxiste d'une synthèse de l'expérience acquise dans les conditions nouvelles du développement historique en créant la théorie marxiste de l'impérialisme; il a montré la nature économique et politique de l'impérialisme et fourni les premiers éléments de la loi économique fondamentale du capitalisme moderne; il a élaboré dans ses grandes lignes la théorie de la crise générale du capitalisme; il est l'auteur d'une théorie nouvelle, achevée, de la révolution socialiste; il a donné une solution scientifique aux principaux problèmes de l'édification du socialisme et du communisme. S'appuyant sur les ouvrages fondamentaux de Marx, Engels et Lénine, qui ont créé une économie politique réellement scientifique, Staline, le grand compagnon d'armes et le disciple de Lénine, a formulé et développé un certain nombre de thèses nouvelles. Les décisions du Parti communiste de l'Union soviétique et des partis communistes frères, les travaux des compagnons d'armes et des disciples de Lénine et de Staline, dirigeants de ces partis, ne cessent d'enrichir la théorie économique marxiste-léniniste de déductions et de thèses nouvelles en partant de la synthèse de la pratique de la lutte révolutionnaire et de l'édification du socialisme et du communisme.

L'économie politique marxiste-léniniste est une arme idéologique puissante entre les mains de la classe ouvrière et de toute l'humanité laborieuse qui luttent pour s'affranchir de l'oppression capitaliste. Ce qui fait la force et la vitalité de la théorie économique du marxisme-léninisme, c'est qu'elle arme la classe ouvrière et les masses laborieuses de la connaissance des lois du développement économique de la société, qu'elle leur donne de claires perspectives et la certitude de la victoire définitive du communisme.

PREMIÈRE PARTIE :

LES MODES DE PRODUCTION PRÉCAPITALISTES

CHAPITRE I – LE MODE DE PRODUCTION DE LA COMMUNAUTE PRIMITIVE

L'apparition de la société humaine.

L'homme est apparu au début de la période actuelle de l'histoire de la Terre, dite période quaternaire, qui compte selon les savants un peu moins d'un million d'années. Dans différentes régions d'Europe, d'Asie et d'Afrique au climat chaud et humide vivait une espèce très évoluée de singes anthropomorphes dont l'homme est descendu à la suite d'une longue évolution qui passe par toute une série de stades intermédiaires.

L'apparition de l'homme a marqué un tournant décisif dans le développement de la nature. Ce tournant s'est opéré lorsque les ancêtres de l'homme *se sont mis à confectionner des instruments de travail*. L'homme commence à se distinguer foncièrement de l'animal au moment où il se met à fabriquer des instruments, aussi simples soient-ils. On sait que les singes se servent souvent d'un bâton ou d'une pierre pour abattre les fruits de l'arbre ou se défendre quand ils sont attaqués. Mais jamais aucun animal n'a confectionné même l'outil le plus primitif. Les conditions d'existence incitaient les ancêtres de l'homme à fabriquer des instruments. L'expérience leur suggéra qu'ils pouvaient utiliser des pierres aiguisées pour se défendre en cas d'attaque ou pour chasser. Ils se mirent à confectionner des outils de pierre en frappant une pierre contre une autre. Ceci marque le début de la fabrication des outils. Et c'est par la fabrication des outils que le travail a commencé.

Grâce au travail, les extrémités des membres antérieurs du singe anthropomorphe sont devenues les mains de l'homme, ainsi qu'en témoignent les restes du pithécanthrope (être intermédiaire entre le singe et l'homme) trouvés par les archéologues. Le cerveau du pithécanthrope était beaucoup moins développé que celui de l'homme, mais déjà sa main se distinguait relativement peu de la main humaine. La main est donc l'organe, mais aussi le produit du travail. A mesure que les mains se déchargeaient de tout emploi autre que le travail, les ancêtres de l'homme s'habituèrent de plus en plus à la station verticale. Quand les mains furent prises par le travail, s'accomplit le passage définitif à la station verticale, ce qui joua un rôle très important dans la formation de l'homme.

Les ancêtres de l'homme vivaient en hordes, en troupeaux; les premiers hommes aussi. Mais entre les hommes un lien était apparu, qui n'existait pas, et ne pouvait pas exister, dans le règne animal ; ce lien, c'était le travail. C'est en commun que les hommes fabriquaient des outils, en commun qu'ils les mettaient en œuvre. Par conséquent, l'apparition de l'homme a aussi marqué le début de la *société humaine*, le passage de l'état zoologique à l'état social.

Le travail en commun a entraîné l'apparition et le développement du langage articulé. Le *langage* est un moyen, un instrument à l'aide duquel les hommes communiquent entre eux, échangent leurs idées et parviennent à se faire comprendre. L'échange des idées est une nécessité constante et vitale ; sans elle les hommes ne pourraient se concerter pour lutter ensemble contre les forces de la nature, la production sociale elle-même ne pourrait exister.

Le travail et le langage articulé ont exercé une influence déterminante sur le perfectionnement de l'organisme de l'homme, sur le développement de son *cerveau*. Les progrès du langage sont étroitement solidaires des progrès de la pensée. Dans le processus du travail, l'homme étendait le champ de ses perceptions et de ses représentations, il perfectionnait ses organes des sens. A la différence des actes instinctifs des animaux, les actes de l'homme au travail prirent peu à peu un caractère conscient. Ainsi, le travail est

la condition fondamentale première de toute vie humaine, et il l'est à un point tel que, dans un certain sens, il nous faut dire : le travail a créé l'homme lui-même. (F. Engels : « Le rôle du travail

dans la transformation du singe en homme », *Dialectique de la nature*, p. 171, Editions Sociales, Paris, 1952.)

C'est grâce au travail que la société humaine est née et qu'elle a commencé à se développer.

Les conditions de la vie matérielle dans la société primitive. Le perfectionnement des instruments de travail.

L'homme primitif dépendait dans une très large mesure de la nature environnante ; il était complètement écrasé par les difficultés de l'existence, de la lutte contre la nature. Ce n'est qu'avec une extrême lenteur qu'il est parvenu à dompter les forces de la nature, par suite du caractère rudimentaire de ses instruments de travail. Une pierre grossièrement taillée et un bâton ont été ses premiers outils. Ils continuaient en quelque sorte artificiellement les organes de son corps, la pierre prolongeant le poing et le bâton le bras tendu. Les hommes vivaient en groupes comptant au plus quelques dizaines de membres : un nombre plus élevé d'individus n'aurait pu trouver à se nourrir ensemble. Quand deux groupes se rencontraient, des conflits éclataient parfois entre eux. Beaucoup de ces groupes mouraient de faim ou devenaient la proie des bêtes féroces. Aussi le travail en commun était-il pour les hommes la seule possibilité et une nécessité absolue.

Longtemps l'homme primitif a surtout vécu de la *cueillette* et de la *chasse* effectuées collectivement à l'aide des instruments les plus simples. Les fruits du travail en commun étaient de même consommés en commun. La précarité de la nourriture explique l'existence chez les hommes primitifs du cannibalisme. Au cours des millénaires, les hommes ont appris en quelque sorte à tâtons, par une expérience très lentement accumulée, à fabriquer les instruments les plus simples, propres à frapper, à couper, à creuser et à exécuter les autres actions peu compliquées auxquelles se réduisait alors presque toute la production.

La *découverte du feu* a été une grande conquête de l'homme primitif en lutte contre la nature. Il a d'abord appris à se servir du feu allumé fortuitement : il voyait la foudre enflammer un arbre, il observait les incendies de forêt et les éruptions des volcans. Le feu obtenu par hasard était longuement et soigneusement entretenu. Ce n'est qu'après des millénaires que l'homme perça le secret de la production du feu. A un stade plus avancé de la fabrication des instruments, il nota que le feu s'obtenait par le frottement, et il apprit à le produire.

La découverte et l'usage du feu permirent aux hommes de dominer certaines forces de la nature. L'homme primitif se détacha définitivement du règne animal; la longue période de la formation de l'homme avait pris fin. La découverte du feu modifia profondément les conditions de sa vie matérielle. D'abord, le feu lui servit à préparer les aliments et à en augmenter ainsi le nombre : il put désormais se nourrir de poisson, de viande, de racines et de tubercules féculents, etc., en les taisant cuire. Ensuite, le feu commença à jouer un rôle important dans la fabrication des instruments de production ; d'autre part il protégeait du froid, ce qui permit aux hommes de se répandre sur une partie plus étendue du globe. Enfin, il permettait de mieux se défendre contre les bêtes féroces.

Longtemps la chasse resta la principale source de moyens d'existence. Elle procurait aux hommes les peaux dont ils se vêtaient, les os dont ils faisaient des outils, une nourriture carnée qui influa sur le développement ultérieur de l'organisme humain, et surtout du cerveau. A mesure qu'il se développait physiquement et intellectuellement, l'homme devenait capable de produire des instruments de plus en plus perfectionnés. Il se servait pour chasser d'un bâton à bout aiguisé. Puis il fixa à ce bâton une pointe de pierre. Il eut ensuite des lances à pointe de pierre, des haches, des râcloirs, des couteaux, des harpons et des crochets de pierre, instruments qui permirent de chasser le gros gibier et de développer la pêche.

La pierre est restée très longtemps la principale matière dont on faisait les outils. On a donné le nom *d'âge de la pierre* à l'époque où prédominent les instruments de pierre, et qui s'étend sur des centaines de milliers d'années. Plus tard l'homme apprit à fabriquer des outils en métal, en métal natif pour commencer, et d'abord en cuivre (mais le cuivre, métal mou, ne pouvait être largement utilisé pour la fabrication d'outils), puis en bronze (alliage de cuivre et d'étain) et ensuite en fer. A l'âge de la pierre succède l'*âge du bronze*, puis l'*âge du fer*.

Les traces les plus anciennes de la fonte du cuivre remontent, dans l'Asie antérieure, aux V^e-IV^e millénaires avant notre ère ; dans l'Europe méridionale et centrale, aux III^e-II^e millénaires. Les premiers vestiges du bronze datent en Mésopotamie du IV^e millénaire avant notre ère. Les traces les plus anciennes de la fonte du fer ont été découvertes en Égypte et en Mésopotamie et se situent 2.000 ans avant notre ère. En Europe occidentale, l'âge du fer commence environ 1.000 ans avant notre ère.

L'invention de l'arc et des *flèches* marqua une importante étape dans l'histoire du perfectionnement des instruments de travail. Désormais la chasse fournit en quantités accrues les moyens d'existence indispensables. Les progrès de la chasse donnèrent naissance à *l'élevage* primitif. Les chasseurs se mirent à domestiquer les animaux : le chien d'abord, puis la chèvre, les bovidés, le porc et le cheval.

L'agriculture primitive constitua un nouveau progrès considérable dans le développement des forces productives de la société. En récoltant les fruits et les racines, les hommes primitifs avaient remarqué des milliers de fois, sans comprendre pourquoi, que les graines tombées à terre se mettaient à germer. Mais un jour arriva où leur esprit établit un rapport entre ces faits, et ils commencèrent à cultiver les plantes. Ce fut le début de l'agriculture. Longtemps les procédés de culture restèrent des plus primitifs. On ameublissait le sol au moyen d'un simple bâton, et plus tard, d'un bâton à bout recourbé : la houe. Dans les vallées des cours d'eau, on jetait les semences sur le limon déposé par les crues. La domestication des animaux permit d'utiliser le bétail comme force de trait. Par la suite, quand les hommes apprirent à fondre les métaux, l'emploi d'outils en métal rendit le travail agricole plus productif. L'agriculture reçut une base plus solide. Les tribus primitives devinrent progressivement sédentaires.

Les rapports de production dans la société primitive. La division naturelle du travail.

Les rapports de production sont déterminés par le caractère, l'état des forces productives. Dans la communauté primitive, la propriété commune des moyens de production constitue la base des rapports de production. La propriété commune correspond alors au caractère des forces productives, les instruments de travail étant trop primitifs pour permettre aux hommes de lutter isolément contre les forces de la nature et les bêtes féroces.

Ce type primitif de la production collective ou coopérative, *écrit Marx*, fut, bien entendu, le résultat de la faiblesse de l'individu isolé, et non de la socialisation des moyens de production. (Brouillon d'une lettre de Marx à Véra Zassoulitch : K. Marx et F. Engels : *Œuvres*, t. XXVII, p. 681 (éd. russe).)

D'où la nécessité du travail collectif, de la propriété commune de la terre et des autres moyens de production, ainsi que des produits du travail. Les hommes primitifs n'avaient pas la notion de la propriété privée des moyens de production. Seuls quelques instruments de production, qui constituaient en même temps des moyens de défense contre les bêtes féroces, étaient leur propriété individuelle et étaient utilisés par certains membres de la communauté.

Le travail de l'homme primitif ne créait aucun excédent par rapport au strict nécessaire, autrement dit aucun *produit supplémentaire* ou *surproduit*. Il ne pouvait donc exister ni classes ni exploitation de l'homme par l'homme. La propriété sociale ne s'étendait qu'à de petites communautés plus ou moins isolées les unes des autres. Ainsi que l'a fait observer Lénine, le caractère social de la production n'englobait que les membres d'une même communauté. Le travail, dans la société primitive, reposait sur la coopération simple. La *coopération simple*, c'est l'emploi simultané d'une quantité plus ou moins grande de force de travail pour exécuter des travaux du même genre. La coopération simple permettait déjà aux hommes primitifs de s'acquitter de tâches qu'il aurait été impossible à un homme seul d'accomplir (par exemple, la chasse aux grands fauves).

Le niveau extrêmement bas des forces productives imposait la division d'une maigre nourriture en parts égales. Toute autre méthode de partage était impossible, les produits du travail suffisant à peine à satisfaire les besoins les plus pressants : si un membre de la communauté avait reçu une part supérieure à celle de chacun, un autre aurait été condamné à mourir de faim. Ainsi la *répartition égalitaire* des produits du travail commun était une nécessité.

L'habitude de tout diviser en parts égales était profondément ancrée chez les peuples primitifs. Les voyageurs qui ont séjourné dans les tribus se trouvant encore à un stade inférieur du développement social ont pu le constater. Il y a plus d'un siècle le grand naturaliste Darwin, accomplissant un voyage autour du monde, rapportait le fait

suivant : on avait fait cadeau d'un morceau de toile à des indigènes de la Terre de Feu ; ils le déchirèrent en parties absolument égales pour que chacun en eût autant.

La loi économique fondamentale du régime de la communauté primitive consiste à assurer aux hommes les moyens d'existence nécessaires à l'aide d'instruments de production primitifs, sur la base de la propriété communautaire des moyens de production, par le travail collectif et par la répartition égalitaire des produits. Le développement des instruments de production entraîne la division du travail dont la forme la plus simple est la *division naturelle du travail* d'après le sexe et l'âge : entre les hommes et les femmes, entre les adultes, les enfants et les vieillards.

Le célèbre explorateur russe Mikloukho-Maklaï, qui a étudié la vie des Papous de la Nouvelle-Guinée dans la seconde moitié du XIX^e siècle, décrit ainsi le travail collectif dans l'agriculture. Quelques hommes alignés enfoncent profondément des bâtons pointus dans le sol, puis d'un seul coup soulèvent un bloc de terre. Derrière eux, des femmes s'avancent à genoux et émiettent à l'aide de bâtons la terre retournée par les hommes. Viennent ensuite les enfants de tout âge qui triturent la terre avec leurs mains. Quand le sol a été ameubli, les femmes pratiquent des trous à l'aide de bâtonnets et y enfouissent les graines ou les racines des plantes. Le travail a donc un caractère collectif et est divisé d'après le sexe et l'âge.

Avec le développement des forces productives, la division naturelle du travail s'affermir et se stabilise. La chasse est devenue la spécialité des hommes, la récolte des aliments végétaux et le ménage celle des femmes, d'où un certain accroissement de la productivité du travail. Le régime de la « gens » [Nom latin de la communauté réunissant des membres unis par les liens du sang. Au pluriel : « gentes » ; de là l'adjectif : gentilice. (N.T.)]. Le droit maternel. Le droit paternel. Tant que l'humanité ne s'était pas entièrement détachée du règne animal, les hommes vivaient en troupeaux, en hordes, comme leurs ancêtres immédiats. Par la suite, quand une économie primitive se fut constituée et que la population eut augmenté peu à peu, *la société s'organisa en « génies »*.

Seuls des hommes unis par les liens du sang pouvaient, à cette époque, se grouper pour travailler ensemble. Le caractère primitif des instruments de production ne permettait au travail collectif de s'exercer que dans le cadre restreint d'un groupe d'individus liés entre eux par la consanguinité et la vie en commun. L'homme primitif considérait d'ordinaire comme un ennemi quiconque n'était pas lié à lui par la parenté consanguine et la vie en commun au sein de la gens. La gens s'est d'abord composée de quelques dizaines d'individus unis par les liens du sang. Chacune de ces gentes vivait repliée sur elle-même. Avec le temps, l'effectif du groupe augmenta et atteignit plusieurs centaines d'individus ; l'habitude de la vie en commun se développa ; les avantages du travail collectif incitèrent de plus en plus les hommes à rester ensemble.

Morgan qui a étudié la vie des primitifs, décrit le régime gentilice encore en vigueur chez les Indiens Iroquois au milieu du siècle dernier. Les principales occupations des Iroquois étaient la chasse, la pêche, la cueillette des fruits et la culture. Le travail était divisé entre les hommes et les femmes. La chasse et la pêche, la fabrication des armes et des outils, le défrichage, la construction des cases et les travaux de fortification étaient le lot des hommes. Les femmes s'acquittaient des principaux travaux des champs, levaient et rentraient la récolte, cuisaient la nourriture, confectionnaient les vêtements et les ustensiles d'argile, cueillaient les fruits sauvages, les baies et les noisettes, récoltaient les tubercules. La terre était la propriété de la gens. Les gros travaux : coupe du bois, essouchage, grandes chasses, étaient exécutés en commun. Les Iroquois vivaient dans ce qu'ils appelaient de « grandes maisons » pouvant abriter vingt familles et plus. Chaque groupe de ce genre avait ses entrepôts communs où étaient déposées les provisions. La femme qui se trouvait à la tête du groupe distribuait la nourriture entre les familles. En cas de guerre, la gens élisait un chef militaire qui ne bénéficiait d'aucun avantage matériel et dont le pouvoir prenait fin en même temps que les hostilités.

Au premier stade du régime gentilice, la femme occupait une situation prépondérante, ce qui découlait des conditions de la vie matérielle d'alors. La chasse à l'aide d'instruments des plus primitifs, qui était alors l'affaire des hommes ne pouvait assurer entièrement l'existence de la communauté, ses résultats étant plus ou moins aléatoires. Dans ces conditions, les formes même embryonnaires de la culture du sol et de l'élevage (domestication des animaux) acquéraient une grande importance économique. Elles étaient une source de subsistance plus sûre et plus régulière que la chasse. Or, la culture et l'élevage primitifs étaient surtout le lot des femmes restées au foyer pendant que les hommes allaient à la chasse. La femme joua pendant une longue période le rôle prépondérant dans la société gentilice. C'est par la mère que s'établissait la filiation. C'était la gens matriarcale, la prédominance du *droit maternel*.

Avec le développement des forces productives, quand l'élevage nomade (pâturage) et l'agriculture plus évoluée (culture des céréales), qui étaient l'affaire des hommes, commencèrent à jouer un rôle déterminant dans la vie de la communauté primitive, la gens matriarcale fut remplacée par la gens *patriarcale*. La prépondérance passa à l'homme qui prit la tête de la communauté. C'est par le père que s'établit désormais la filiation. La gens patriarcale a existé au dernier stade de la communauté primitive.

L'absence de propriété privée, de division en classes et d'exploitation de l'homme par l'homme rendait impossible l'existence de l'Etat.

Dans la société primitive,... on ne trouve pas encore de traces de l'existence de l'Etat. Nous y voyons la domination des usages, l'autorité, le respect, le pouvoir dont jouissaient les chefs du clan; nous voyons que ce pouvoir était reconnu parfois aux femmes — la situation de la femme ne ressemblait pas alors à celle qu'elle occupe aujourd'hui, privée de tous droits et opprimée — mais à cette époque nous ne voyons nulle part d'hommes élevés à un rang spécial et se distinguant des autres pour les gouverner et qui systématiquement, continuellement dans les intérêts et les buts du gouvernement, possédaient un appareil de contrainte, un appareil de violence. (V. LENINE : « De l'Etat », *L'Etat et la révolution*, pp. 112-113. Editions Sociales, 1947.)

Les débuts de la division sociale du travail et de l'échange.

Avec le passage à l'élevage et à la culture du sol apparut la *division sociale du travail* : diverses communautés, puis les différents membres d'une même communauté commencèrent à exercer des activités productrices distinctes. La *formation de tribus de pasteurs* a marqué la *première* grande division sociale du travail. En se livrant à l'élevage, les tribus de pasteurs réalisèrent d'importants progrès. Elles apprirent à soigner le bétail de manière à obtenir plus de viande, de laine, de lait. Cette première grande division sociale du travail entraîna à elle seule une élévation sensible pour l'époque de la productivité du travail.

Toute base d'échange fit longtemps défaut entre les membres de la communauté primitive : le produit était tout entier créé et consommé en commun. L'échange naquit et se développa d'abord entre les gentes et garda durant une longue période un caractère accidentel. La première grande division sociale du travail modifia cette situation. Les tribus de pasteurs disposaient de certains excédents de bétail, de produits laitiers, de viande, de peaux, de laine. Mais elles avaient aussi besoin de produits agricoles. A leur tour, les tribus qui cultivaient le sol réalisèrent avec le temps des progrès dans la production des denrées agricoles. Agriculteurs et pasteurs avaient besoin d'objets qu'ils ne pouvaient produire dans leur propre exploitation. D'où le développement des échanges.

A côté de l'agriculture et de l'élevage, d'autres activités productrices prenaient leur essor. Les hommes avaient appris à fabriquer des récipients en argile dès l'âge de la pierre. Puis apparut le tissage à la main. Enfin, avec la fonte du fer, il fut possible de fabriquer en métal des instruments de travail (araire à soc de fer, hache de fer) et des armes (épées de fer). Il s'avérait de plus en plus difficile de cumuler ces formes de travail avec la culture ou l'élevage. Peu à peu se constitua au sein de la communauté une catégorie d'hommes exerçant des métiers. Les articles produits par les artisans : forgerons, armuriers, potiers, etc., devenaient de plus en plus des objets d'échange. Les échanges prirent de l'extension.

L'apparition de la propriété privée et des classes. La désagrégation de la communauté primitive.

Le régime de la communauté primitive atteignit son apogée à l'époque du droit maternel; la gens patriarcale renfermait déjà les germes de la désagrégation de la communauté primitive. Les rapports de production, dans la communauté primitive, correspondirent jusqu'à une certaine époque au niveau de développement des forces productives. Il n'en fut plus de même au dernier stade de la gens patriarcale, après l'apparition d'outils plus perfectionnés (âge du fer). Le cadre trop étroit de la propriété commune, la répartition égalitaire des produits du travail commencèrent à freiner le développement des nouvelles forces productives.

Jusque là, l'effort collectif de quelques dizaines d'individus permettait seul de cultiver un champ. Dans ces conditions, le travail en commun était une nécessité. Avec le perfectionnement des instruments de production et l'élévation de la productivité du travail, une famille à elle seule était déjà capable de cultiver un terrain et de s'assurer les moyens d'existence dont elle avait besoin. L'amélioration de

l'outillage permit donc de passer à l'exploitation individuelle, plus productive dans les nouvelles conditions historiques. La nécessité du travail en commun, de l'économie communautaire se faisait de moins en moins sentir. Si le travail en commun entraînait nécessairement la propriété commune des moyens de production, le travail individuel requérait la propriété privée.

L'apparition de la propriété privée est inséparable de la division sociale du travail et du progrès des échanges. Ceux-ci se firent au début par l'entremise des chefs des communautés gentiles (anciens, patriarches) au nom de la communauté qu'ils représentaient. Ce qu'ils échangeaient appartenait à la communauté. Mais avec le développement de la division sociale du travail et l'extension des échanges, les chefs des gentes en vinrent peu à peu à considérer le bien de la communauté comme leur propriété.

Le principal article d'échange fut d'abord le *bétail*. Les communautés de pasteurs possédaient de grands troupeaux de moutons, de chèvres, de bovins. Les anciens et les patriarches, qui jouissaient déjà d'un pouvoir étendu dans la société, s'habituaient à disposer de ces troupeaux comme s'ils étaient à eux. Leur droit effectif de disposer des troupeaux était reconnu par les autres membres de la communauté. De la sorte le bétail, puis peu à peu tous les instruments de production devinrent *propriété privée*. C'est la propriété commune du sol qui se maintint le plus longtemps.

Le développement des forces productives et la naissance de la propriété privée entraîna la désagrégation de la gens. Celle-ci se décomposa en un certain nombre de grandes familles patriarcales. Du sein de ces dernières se dégagèrent par la suite certaines cellules familiales qui firent des instruments de production, des ustensiles de ménage et du bétail leur propriété privée. Avec les progrès de la propriété privée les liens de la gens se relâchaient. La *communauté rurale*, ou territoriale, se substitua à la gens. A la différence de celle-ci, elle se composait d'individus qui n'étaient pas forcément liés par la consanguinité. L'habitation, l'exploitation domestique, le bétail étaient la propriété privée de chaque famille. Les forêts, les prairies, les eaux et d'autres biens restèrent propriété commune, de même que, pendant une certaine période, les terres arables. Celles-ci, d'abord périodiquement redistribuées entre les membres de la communauté, devinrent à leur tour propriété privée.

L'apparition de la propriété privée et de l'échange marqua le début d'un bouleversement profond de toute la structure de la société primitive. Les progrès de la propriété privée et de l'inégalité des biens déterminèrent chez les divers groupes de la communauté des intérêts différents. Les individus qui exerçaient les fonctions d'anciens, de chefs militaires, de prêtres mirent leur situation à profit pour s'enrichir. Ils s'approprièrent une partie considérable de la propriété commune. Les hommes qui avaient été investis de ces fonctions sociales, se détachaient de plus en plus de la grande masse des membres et formaient une aristocratie dont le pouvoir se transmettait de plus en plus par hérédité. Les familles aristocratiques devenaient aussi les plus riches, et la grande masse des membres de la communauté tombait peu à peu, d'une manière ou d'une autre, sous leur dépendance économique.

Grâce à l'essor des forces productives, le travail de l'homme, dans l'élevage et l'agriculture, lui procura plus de moyens d'existence qu'il n'en fallait pour son entretien. Il devint possible de s'approprier le surtravail ou *travail supplémentaire* et le *surproduit* ou *produit supplémentaire*, c'est-à-dire la partie du travail et du produit qui excédait les besoins du producteur. Il était donc profitable de ne pas mettre à mort les prisonniers de guerre, comme auparavant, mais de les faire travailler, d'en faire des esclaves. Les esclaves étaient accaparés par les familles les plus puissantes et les plus riches. A son tour, le travail servile aggrava l'inégalité existante, car les exploitations utilisant des esclaves s'enrichissaient rapidement. Avec les progrès de l'inégalité des fortunes, les riches se mirent à réduire en esclavage non seulement les prisonniers de guerre, mais aussi les membres de leur propre tribu appauvris et endettés. Ainsi naquit la première *division de la société en classes* : la division en maîtres et en esclaves. Ce fut le début de l'*exploitation* de l'homme par l'homme, c'est-à-dire de l'appropriation sans contre-partie par certains individus des produits du travail d'autres individus.

Peu à peu les rapports de production propres au régime de la communauté primitive se désagrégeaient et étaient remplacés par des rapports nouveaux, qui correspondaient au caractère des nouvelles forces productives. Le travail en commun fit place au travail individuel, la propriété sociale à la propriété privée, la société gentile à la société de classes. Désormais l'histoire de l'humanité sera, jusqu'à l'édification de la société socialiste, *l'histoire de la lutte des classes*.

Les idéologues de la bourgeoisie prétendent que la propriété privée a toujours existé. L'histoire dément cette assertion ; elle atteste que tous les peuples ont passé par le stade de la communauté primitive, qui est fondée sur la propriété commune et ignore la propriété privée.

Les représentations sociales à l'époque primitive.

A l'origine, l'homme primitif, accablé par le besoin et les difficultés de la lutte pour l'existence, ne s'était pas encore entièrement détaché de la nature environnante. Il n'eut pendant longtemps aucune notion cohérente ni de lui-même, ni des conditions naturelles de son existence.

Ce n'est que peu à peu qu'apparaissent chez lui des représentations très limitées et primitives sur lui-même et sur les conditions de sa vie. Il ne pouvait encore être question de conceptions religieuses, que les défenseurs de la religion prétendent inhérentes de toute éternité à la conscience humaine. C'est seulement par la suite que l'homme primitif, incapable de comprendre et d'expliquer les phénomènes de la nature et de la vie sociale, se mit à peupler le monde d'êtres surnaturels, d'esprits, de forces magiques. Il animait les forces de la nature. C'est ce qu'on a appelé l'animisme (du latin *animas* : âme). De ces notions confuses sur l'homme et la nature naquirent les mythes primitifs et la religion primitive où l'on retrouvait l'égalitarisme du régime social. L'homme, qui ignorait la division en classes et l'inégalité des fortunes dans la vie réelle, ne hiérarchisait pas non plus le monde imaginaire des esprits. Il divisait ceux-ci en esprits familiers et étrangers, favorables et hostiles. La hiérarchisation des esprits date de l'époque de la désagrégation de la communauté primitive.

L'homme se sentait intimement lié à la gens ; il ne se concevait pas en dehors de celle-ci. Le culte des ancêtres communs était le reflet idéologique de cet état de choses. Il est significatif que les mots « moi » et « mon » n'apparaissent qu'assez tard dans la langue. La gens exerçait sur chacun de ses membres un pouvoir extraordinairement étendu. La désagrégation de la communauté primitive s'accompagna de la naissance et de la diffusion de notions centrées sur la propriété privée, ce dont témoignent éloquentement les mythes et les idées religieuses. A l'époque où s'établirent les rapports de propriété privée et où l'inégalité des fortunes commença à s'affirmer, on prit l'habitude dans de nombreuses tribus, de conférer un caractère sacré (« tabou ») aux biens que s'étaient attribués les chefs des familles riches (dans les îles du Pacifique le mot « tabou » s'applique à tout ce qui est frappé d'interdiction, soustrait à l'usage général). Avec la désagrégation de la communauté primitive et l'apparition de la propriété privée, l'interdit religieux consacra les nouveaux rapports économiques et l'inégalité des fortunes.

Résumé

1. C'est grâce au travail que les hommes se sont dégagés du règne animal et que la société humaine a pu se constituer. Le travail humain est avant tout caractérisé par la confection d'instruments de production.

2. Les forces productives de la société primitive se trouvaient à un niveau extrêmement bas, les instruments de production étaient extrêmement primitifs. D'où la nécessité du travail collectif, de la propriété sociale des moyens de production et de la répartition égalitaire. Sous le régime de la communauté primitive, l'inégalité des fortunes, la propriété privée des moyens de production, les classes et l'exploitation de l'homme par l'homme étaient inconnues. La propriété sociale des moyens de production était limitée au cadre restreint de petites communautés plus ou moins isolées les unes des autres.

3. La loi économique fondamentale du régime de la communauté primitive consiste à assurer aux hommes les moyens d'existence nécessaires à l'aide d'instruments de production primitifs, sur la base de la propriété communautaire des moyens de production, par le travail collectif et par la répartition égalitaire des produits.

4. Pendant longtemps les hommes, qui travaillaient en commun, accomplirent le même genre de travail. L'amélioration progressive des instruments de production contribua à l'établissement de la division naturelle du travail selon le sexe et l'âge. Le perfectionnement ultérieur des instruments de production et du mode d'obtention des moyens d'existence, le développement de l'élevage et de l'agriculture firent apparaître la division sociale du travail et l'échange, la propriété privée et l'inégalité des fortunes, entraînèrent la division de la société en classes et l'exploitation de l'homme par l'homme. Ainsi, les forces productives accrues entrèrent en conflit avec les rapports de production ; en conséquence, le régime de la communauté primitive fit place à un autre type de rapports de production, à la société esclavagiste.

CHAPITRE II - LE MODE DE PRODUCTION FONDÉ SUR L'ESCLAVAGE

La naissance de l'esclavage.

L'esclavage est, historiquement, la première et la plus grossière forme d'exploitation. Il a existé chez presque tous les peuples.

Le passage du régime de la communauté primitive à celui de l'esclavage s'est d'abord produit dans les pays d'Orient. Le mode de production fondé sur l'esclavage était prépondérant en Mésopotamie (Sumerie, Babylonie, Assyrie, etc.), en Egypte, dans l'Inde et en Chine du IV^e au II^e millénaire avant notre ère. Au I^{er} millénaire avant notre ère, il régnait en Transcaucasie (Ourartou) ; depuis les VIII^e et VII^e siècles avant notre ère jusqu'aux V^e et VI^e siècles de notre ère, il a existé au Khorezm un puissant Etat esclavagiste. La civilisation des pays de l'Orient antique, où régnait l'esclavage, exerça une influence considérable sur les peuples européens. En Grèce, l'apogée du mode de production basé sur l'esclavage se situe aux V^e et IV^e siècles avant notre ère. Par la suite, l'esclavage se développa en Asie mineure, en Egypte, en Macédoine (du IV^e au I^{er} siècle avant notre ère). Il atteignit son plus haut degré de développement à Rome, du II^e siècle avant notre ère au II^e siècle de notre ère.

L'esclavage revêtit d'abord un caractère *patriarcal, domestique*. Les esclaves étaient relativement peu nombreux. Le travail servile ne constituait pas encore la base de la production et ne jouait qu'un rôle auxiliaire dans l'économie dont le but restait de subvenir aux besoins de la grande famille patriarcale qui n'avait presque pas recours aux échanges. Le maître avait déjà sur ses esclaves un pouvoir illimité, mais le champ d'application du travail servile restait limité.

Le passage de la société au régime de l'esclavage s'explique par le progrès des forces productives, le développement de la division sociale du travail et des échanges. Le passage des outils de pierre aux outils de métal ouvrit au travail humain des domaines nouveaux. L'invention du soufflet de forge permit de fabriquer des instruments de fer d'une solidité encore inconnue. La hache de fer rendit possible le défrichement des terrains couverts de forêts et de buissons et leur mise en culture; l'araire à soc de fer permit de cultiver des superficies relativement étendues. L'économie primitive fondée sur la chasse céda la place à la culture et à l'élevage. Les métiers firent leur apparition.

Dans l'agriculture, qui restait la principale branche de la production, les procédés de culture et d'élevage s'améliorèrent. De nouvelles plantes furent cultivées : vigne, lin, plantes oléagineuses, etc. Les troupeaux s'accrurent rapidement dans les familles riches. L'entretien du bétail réclamait toujours plus de bras. Le tissage, l'art de traiter les métaux, la poterie et les autres métiers se perfectionnèrent. Le métier, qui était auparavant une occupation annexe pour le cultivateur et l'éleveur, devint pour beaucoup une activité autonome. *Le métier se détacha de l'agriculture.*

Ce fut la *deuxième* grande division sociale du travail.

Avec la division de la production en deux branches essentielles : l'agriculture et le métier, apparaît la production directe pour l'échange, sous une forme encore peu développée, il est vrai. L'élévation de la productivité du travail augmenta la masse du surproduit, ce qui, en raison de l'existence de la propriété privée des moyens de production, permit à une minorité de la société d'accumuler des richesses et, grâce à elles, d'assujettir la majorité laborieuse à la minorité exploiteuse, de réduire les travailleurs en esclavage. Dans les conditions de l'esclavage, l'économie était avant tout une économie naturelle. On entend par *économie naturelle* une économie dans laquelle les fruits du travail ne font pas l'objet d'échange et sont consommés dans l'exploitation même. Mais en même temps l'échange se développait. Les artisans produisirent d'abord sur commande, puis pour le marché. Beaucoup, du reste, continuèrent longtemps encore à cultiver de petits lopins de terre pour subvenir à leurs besoins. Les paysans, qui vivaient pour l'essentiel en économie naturelle, se voyaient pourtant obligés de vendre une partie de leurs produits sur le marché pour acheter des articles aux artisans et payer les impôts. Ainsi une partie des produits du travail des artisans et des paysans se transforma peu à peu en marchandises.

La *marchandise* est un produit fabriqué non pour être directement consommé, mais pour être échangé, vendu sur le marché. La production pour l'échange caractérise *l'économie marchande*. Ainsi, la séparation du métier d'avec l'agriculture, l'apparition du métier comme activité autonome marquaient la naissance de la production marchande.

Tant que l'échange ne fut qu'occasionnel, on échangeait directement un produit du travail contre un autre. Mais quand les échanges prirent de l'extension et devinrent réguliers, une marchandise se dégagait peu à peu, contre laquelle on échangeait volontiers toute autre marchandise. C'est ainsi qu'apparut la monnaie. La *monnaie* est la marchandise universelle qui sert à évaluer toutes les autres marchandises et joue le rôle d'intermédiaire dans les échanges.

Le développement du métier et de l'échange eut pour conséquence la formation des *villes*. Celles-ci sont apparues dès la plus haute antiquité, à l'aube du mode de production esclavagiste. La ville se distingua d'abord fort peu du village. Mais peu à peu le métier et le commerce s'y concentrèrent. Par le genre d'occupation de leurs habitants, par leur mode de vie, les villes se différencièrent de plus en plus de la campagne. Ainsi commença la *séparation de la ville et de la campagne* et se dessina leur *opposition*.

A mesure que la masse des marchandises à échanger augmentait, les limites territoriales de l'échange s'élargissaient elles aussi. Des *marchands* apparurent qui, pour réaliser un gain, achetaient les marchandises aux producteurs, les amenaient sur des marchés parfois assez éloignés du lieu de la production, et les revendaient aux consommateurs.

L'extension de la production et des échanges accrut l'inégalité des fortunes. La monnaie, les animaux de trait, les instruments de production, les semences s'accumulaient entre les mains des riches. De plus en plus souvent les pauvres étaient obligés de recourir à ces derniers pour obtenir un prêt, la plupart du temps en nature, mais parfois aussi en argent. Les riches prêtaient instruments de production, semences, argent, assujettissant leurs débiteurs qu'ils réduisaient en esclavage et dépouillaient de leur terre en cas de non-remboursement de la dette. Ainsi naquit *l'usure*. Elle apporta aux uns un surcroît de richesses, aux autres la sujétion du débiteur.

La terre, à son tour, devint propriété privée. On se mit à la vendre et à l'hypothéquer. Si le débiteur ne pouvait rembourser l'usurier, il devait abandonner sa terre, vendre ses enfants et se vendre lui-même comme esclaves. Parfois, sous un prétexte quelconque, les gros propriétaires fonciers s'emparaient de prairies et de pâturages appartenant aux communautés rurales.

C'est ainsi que la propriété foncière, l'argent et la masse des esclaves se concentrèrent entre les mains de riches propriétaires. La petite exploitation paysanne se ruina de plus en plus alors que l'économie fondée sur l'esclavage se renforçait, s'élargissait et s'étendait à toutes les branches de la production.

L'accroissement constant de la production, et avec elle de la productivité du travail, accrut la valeur de la force de travail humaine; l'esclavage qui, au stade antérieur, était encore à l'origine et restait sporadique, devient maintenant un composant essentiel du système social; les esclaves cessent d'être de simples auxiliaires; c'est par douzaines qu'on les pousse au travail, dans les champs et à l'atelier. (F. ENGELS : *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, p 149, Editions Sociales, Paris, 1954.)

C'est sur le travail servile que repose désormais l'existence de la société. Celle-ci se divise en deux grandes classes antagonistes : celle des esclaves et celle des propriétaires d'esclaves.

Ainsi se constitua le *mode de production fondé sur l'esclavage*.

Sous le régime de l'esclavage, la population se divisait en hommes libres et en esclaves. Les hommes libres jouissaient de tous les droits civiques, politiques et de propriété (sauf les femmes réduites en fait à la condition d'esclaves). Les esclaves étaient privés de ces droits et l'accès de la classe des hommes libres leur était interdit. Les hommes libres, à leur tour, se divisaient en deux classes : les grands propriétaires fonciers, qui étaient en même temps de grands propriétaires d'esclaves, et les petits producteurs (paysans, artisans) dont les plus aisés utilisaient également le travail servile et possédaient des esclaves. Les prêtres, qui jouaient un rôle important à l'époque de l'esclavage, se rattachaient par leur situation à la classe des grands propriétaires de terres et d'esclaves.

Outre la contradiction de classe entre maîtres et esclaves, il en existait une autre : entre grands propriétaires fonciers et paysans. Mais étant donné qu'avec le développement du régime esclavagiste le travail servile, qui était le moins coûteux, s'étendit à la plupart des branches d'activité et finit par constituer la principale base de la production, la contradiction entre maîtres et esclaves devint la contradiction fondamentale de la société.

La division de la société en classes rendit nécessaire la formation de l'Etat. Avec les progrès de la division sociale du travail et le développement de l'échange, les gentes et les tribus se rapprochèrent, s'unirent en confédérations. Le caractère des institutions gentilices se modifia. Les organes du régime gentilice perdirent de plus en plus leur caractère populaire. Ils se transformèrent en organes de domination sur le peuple, en organes ayant pour objet de spolier et d'opprimer leurs propres tribus et les tribus voisines. Les anciens et les chefs militaires des gentes et des tribus devinrent des *princes* et des *rois*. Ils devaient autrefois leur autorité à leur qualité d'élus de la gens ou d'une fédération de gentes. Ils usèrent dorénavant de leur pouvoir pour défendre les intérêts des couches possédantes, pour tenir en bride leurs concitoyens en train de se ruiner, pour réprimer les esclaves. C'est aussi à quoi servirent les détachements armés, les tribunaux, les organismes punitifs.

Ainsi naquit le *pouvoir d'Etat*.

C'est seulement quand la première forme de division de la société en classes, l'esclavage, est apparue, quand une classe d'hommes, en se consacrant aux formes les plus rudes du travail agricole, a pu produire un certain excédent; quand le propriétaire d'esclaves s'est approprié cet excédent qui n'était pas absolument indispensable à l'existence misérable de l'esclave; quand, de la sorte, l'existence de cette classe de propriétaires d'esclaves s'est affermie, et pour qu'elle pût s'affermir, qu'il fallut que l'Etat apparut. (V. LENINE : « De l'Etat », *L'Etat et la révolution*, p. 116. Editions Sociales, 1947.)

L'Etat a surgi pour tenir en bride la majorité exploitée dans l'intérêt de la minorité exploiteuse. L'Etat esclavagiste a joué un rôle considérable dans le développement et la consolidation des rapports de production de la société fondée sur l'esclavage. Il maintenait dans l'obéissance les foules d'esclaves. Il grandit, se ramifia et devint un vaste appareil de domination et de violence dirigé contre les masses populaires. Les démocraties de la Grèce et de la Rome antiques, qu'exaltent les manuels d'histoire bourgeois, n'étaient au fond que des démocraties de propriétaires d'esclaves.

Les rapports de production de la société esclavagiste. La situation des esclaves.

La propriété du maître non seulement sur les moyens de production, mais aussi sur les producteurs, les esclaves, formait la base des rapports de production de la société esclavagiste. L'esclave était considéré comme une chose; son maître avait sur lui un pouvoir absolu. Il n'était pas seulement exploité; on pouvait le vendre et l'acheter comme du bétail, ou même le tuer impunément. Si, à l'époque de l'esclavage patriarcal, il était regardé comme un membre de la famille, avec le développement du mode de production esclavagiste, il cessa même d'être considéré comme un homme.

L'esclave ne vendait pas sa force de travail au possesseur d'esclaves, pas plus que le bœuf ne vend le produit de son travail au paysan. L'esclave est vendu, y compris sa force de travail, une fois pour toutes à son propriétaire. (K. Marx : *Travail salarié et capital*, suivi de *Salaires, prix et profit*, p. 32, Editions Sociales.)

Le travail servile avait un caractère de contrainte non dissimulé. On obligeait les esclaves à travailler par les moyens les plus brutaux. On les poussait au travail à coups de fouet, on les punissait féroce­ment à la moindre peccadille. On les marquait pour les retrouver plus facilement s'ils s'enfuyaient. Beaucoup portaient jour et nuit un collier de fer sur lequel était inscrit le nom de leur maître.

Celui-ci s'appropriait la totalité des fruits du travail servile. Il ne donnait aux esclaves qu'un minimum de moyens d'existence, juste assez pour qu'ils ne meurent pas de faim et puissent continuer à travailler pour lui. Il s'attribuait le surproduit, mais aussi une grande partie du produit nécessaire.

Le développement du mode de production fondé sur l'esclavage s'accompagnait d'une demande d'esclaves toujours accrue. Dans certains pays les esclaves, en règle générale, n'avaient pas de famille. Une exploitation brutale entraînait leur usure rapide. Il en fallait sans cesse de nouveaux. La *guerre* était la grande pourvoyeuse d'esclaves. Les Etats esclavagistes de l'Orient ancien étaient sans cesse en guerre pour conquérir d'autres peuples. L'histoire de la Grèce antique est pleine des guerres que se livraient les cités entre elles, les métropoles et les colonies, les Etats grecs et orientaux. Rome fit constamment la guerre; à son apogée, elle soumit la plus grande partie du monde alors connu. On réduisait en esclavage non seulement les soldats faits prisonniers, mais encore une grande partie de la population des pays conquis.

Les provinces et les colonies fournissaient également des esclaves. Elles procuraient cette « marchandise vivante » au même titre que toute autre marchandise. Le commerce des esclaves était une des branches de l'activité économique les plus lucratives et les plus florissantes. Il existait à cet effet des centres spéciaux, des marchés où vendeurs et acheteurs, venus de lointains pays, se rencontraient.

Le mode de production esclavagiste ouvrait de plus larges possibilités à l'accroissement des forces productives que la communauté primitive. La concentration d'un grand nombre d'esclaves entre les mains de l'Etat esclavagiste et des propriétaires d'esclaves permettait d'appliquer la coopération simple sur une très large échelle. En témoignent les ouvrages gigantesques réalisés dans l'antiquité par les peuples de la Chine, de l'Inde, de l'Egypte, de l'Italie, de la Grèce, de la Transcaucasie, de l'Asie Centrale, et d'autres encore : systèmes d'irrigation, routes, ponts, fortifications, monuments.

La division sociale du travail se développait, elle aboutissait à la spécialisation dans l'agriculture et les métiers, et par suite à une augmentation de la productivité du travail.

En Grèce, la main-d'œuvre servile était largement employée dans les métiers. De grands ateliers (*ergasteries*) firent leur apparition, où des dizaines d'esclaves travaillaient ensemble. Le travail servile était également utilisé dans la construction, l'extraction du minerai de fer, de l'argent et de l'or. A Rome, il était très répandu dans l'agriculture. L'aristocratie romaine possédait des *latifundia*, vastes domaines où peinaient des centaines et des milliers d'esclaves. Ces latifundia avaient été constitués par l'accaparement des terres paysannes et par des usurpations sur le domaine public.

Le bon marché du travail servile et les avantages de la coopération simple permettaient aux latifundia de produire du blé et d'autres denrées agricoles à meilleur compte que les petites exploitations des paysans libres. La petite paysannerie était évincée, réduite en esclavage, ou allait à la ville grossir les rangs des couches misérables de la population.

L'opposition entre la ville et la campagne, qui était apparue dès le passage du régime de la communauté primitive au régime esclavagiste, s'accroissait de plus en plus. Les villes deviennent les centres de rassemblement de l'aristocratie esclavagiste, des marchands, des usuriers, des fonctionnaires de l'Etat esclavagiste, qui tous exploitaient les masses de la population paysanne.

Grâce au travail servile, le monde antique atteignit un degré de développement économique et culturel remarquable. Mais un régime fondé sur l'esclavage ne pouvait créer les conditions d'un progrès technique de quelque importance. Le travail servile était caractérisé par un rendement extrêmement bas. L'esclave ne portait aucun intérêt à son travail. Il avait en haine le labeur auquel il était astreint. Souvent sa protestation et son indignation se traduisaient par des détériorations d'outils. Aussi ne lui confiait-on que des instruments grossiers qu'il eût été difficile de détériorer.

La production restait à un niveau technique très bas. Malgré un certain développement des sciences naturelles et des sciences exactes, celles-ci n'étaient presque pas appliquées dans la production. Si quelques inventions techniques étaient utilisées, c'était uniquement pour la guerre et dans la construction. Au cours des siècles que dura sa domination, le mode de production esclavagiste se contenta d'instruments manuels empruntés au petit cultivateur et à l'artisan, il ne dépassa jamais le stade de la coopération simple. La principale force motrice restait la force physique de l'homme et des animaux domestiques.

L'emploi généralisé de la main-d'œuvre servile permit aux possesseurs d'esclaves de se décharger sur ces derniers de tout travail physique. Les propriétaires d'esclaves méprisaient le travail, qu'ils regardaient comme une activité indigne d'un homme libre, et menaient une existence de parasites. A mesure que l'esclavage se développait, des masses de plus en plus considérables de la population libre tournaient le dos à toute activité productrice. Seule une partie de la couche privilégiée des propriétaires d'esclaves et du reste de la population libre s'occupait des affaires publiques, de science et d'art. Ceux-ci atteignirent un important développement.

Le régime de l'esclavage a engendré *l'opposition entre le travail manuel et le travail intellectuel*, a creusé entre eux un fossé.

L'exploitation des esclaves par leurs maîtres est le trait essentiel des rapports de production de la société esclavagiste. Mais dans chaque pays le mode de production fondé sur l'esclavage présente des particularités.

Dans l'Orient antique, la prédominance de l'économie naturelle était encore plus accusée que dans le monde gréco-romain. Le travail servile était largement utilisé dans les domaines de l'Etat, des grands propriétaires d'esclaves et des temples. L'esclavage domestique était très répandu. Dans l'agriculture chinoise, indienne, babylonienne et égyptienne, les membres des communautés paysannes étaient exploités en masse parallèlement aux esclaves. L'esclavage pour dettes prit une grande extension. Le membre de la communauté rurale, qui ne s'était pas acquitté de sa dette envers l'usurier ou n'avait pas payé son fermage au propriétaire foncier, se voyait contraint de travailler pendant un certain temps dans les domaines de ces derniers en qualité d'esclave débiteur.

Dans les pays d'esclavage de l'Orient ancien, la terre appartenait souvent à la communauté ou à l'Etat. Ces formes de propriété étaient liées au système d'agriculture, fondé sur l'irrigation. Dans les vallées fluviales, l'agriculture irriguée exigeait de grands travaux pour la construction de digues, de canaux et de réservoirs, pour l'assèchement des marais. D'où la nécessité de centraliser la construction et l'exploitation des systèmes d'irrigation à l'échelle de vastes territoires.

L'irrigation artificielle y constitue la première condition de l'agriculture, et ceci est l'affaire des communautés, des provinces ou du gouvernement central. (Lettre de Friedrich Engels à Karl Marx, du 6 juin 1853. Cf. *Correspondance K. Marx-F. Engels*, t. III.)

Avec le développement de l'esclavage, les terres des communautés se concentrèrent de plus en plus entre les mains de l'Etat. Le roi, qui exerçait un pouvoir absolu, devint le propriétaire suprême du sol. Monopolisant la propriété de la terre, l'Etat esclavagiste accablait les paysans d'impôts, faisait peser sur eux toutes sortes de charges, les réduisant ainsi à la condition d'esclaves. Les paysans continuaient à faire partie de leurs communautés. Mais la terre se trouvant aux mains de l'Etat esclavagiste, la communauté formait la base permanente du despotisme oriental, c'est-à-dire d'un pouvoir monarchique absolu et sans contrôle. L'aristocratie sacerdotale jouait un rôle important dans les pays d'Orient où dominait l'esclavage. Les vastes domaines appartenant aux temples reposaient sur le travail servile.

Sous le régime de l'esclavage, la majeure partie du travail servile et de son produit était, dans tous les pays, dépensée par les propriétaires d'esclaves de façon improductive pour satisfaire des caprices individuels, amasser des trésors, construire des ouvrages militaires et mettre sur pied des armées, bâtir et entretenir des palais et des temples somptueux. Les pyramides d'Egypte sont un exemple frappant de ces énormes dépenses de travail improductives. Seule une partie infime du labeur servile et de son produit était consacrée à l'extension de la production dont le développement, de ce fait, était très lent. Les guerres dévastatrices entraînaient la destruction des forces productives, l'extermination d'une grande partie de la population non combattante et la disparition de civilisations entières.

La loi économique fondamentale du régime de l'esclavage réside dans la production d'un surproduit pour la satisfaction des besoins des possesseurs d'esclaves en exploitant brutalement les esclaves sur la base de la propriété complète des moyens de production et des esclaves par les possesseurs d'esclaves, par la ruine et l'asservissement des paysans et des artisans, ainsi que par la conquête et l'asservissement des peuples des autres pays.

Le développement de l'échange. Le capital commercial et le capital usuraire.

L'économie esclavagiste restait pour l'essentiel une économie naturelle. Ce qu'elle produisait était surtout destiné à être directement consommé par le propriétaire d'esclaves, ses nombreux parasites et sa valetaille, et non à être échangé. L'échange joua pourtant un rôle de plus en plus marquant, surtout à l'apogée du régime esclavagiste. Dans certaines branches de la production, une partie des produits était régulièrement vendue sur le marché, autrement dit convertie en marchandises.

Avec le progrès des échanges, le rôle de la monnaie s'accrut. D'ordinaire, c'était la marchandise le plus fréquemment échangée qui devenait monnaie. Chez de nombreux peuples, notamment ceux qui s'adonnaient à l'élevage, le bétail remplit d'abord cet office. Ailleurs, ce fut le sel, le blé, les fourrures. Peu à peu ces différentes formes de monnaie furent remplacées par la monnaie métallique.

Les premières monnaies métalliques firent leur apparition dans l'Orient antique où elles circulèrent sous forme de lingots de bronze, d'argent et d'or dès les III^e et II^e millénaires avant notre ère, et sous forme de monnaies frappées à partir du VII^e siècle avant notre ère. Des monnaies de fer avaient cours en Grèce huit siècles avant notre ère. Aux V^e et IV^e siècles avant notre ère, Rome ne connaissait encore que la monnaie de cuivre. Par la suite, l'argent et l'or remplacèrent le fer et le cuivre en qualité de monnaie.

Les cités grecques entretenaient un commerce assez actif, notamment avec leurs colonies dispersées le long du littoral de la Méditerranée et de la mer Noire. Les colonies fournissaient régulièrement des esclaves, principale force de travail, des matières premières et des moyens d'existence : peaux, laine, bétail, blé, poisson.

Outre le commerce des esclaves et d'autres marchandises, le commerce des objets de luxe jouait un rôle important à Rome comme en Grèce. Ces objets étaient fournis par les peuples d'Orient, principalement à titre de tribut. Le commerce s'accompagnait du pillage, de la piraterie et de l'asservissement des colonies.

Sous le régime de l'esclavage, l'argent n'était pas seulement un moyen d'acheter et de vendre des marchandises. Il servait aussi à s'approprier le travail d'autrui par le commerce et l'usure. L'argent dépensé pour s'approprier le surtravail et son produit devient *capital*, c'est-à-dire un moyen d'exploitation. Le capital commercial et le capital usuraire ont été, historiquement, les premières formes de capital. Le *capital commercial* est le capital engagé dans la sphère de l'échange des marchandises. En achetant et en revendant, les marchands s'approprièrent une importante partie du surproduit créé par les esclaves, les petits paysans et les artisans. Le *capital usuraire* est le capital utilisé sous forme de prêts d'argent, de moyens de production ou d'objets de consommation pour s'approprier le surtravail des paysans et des artisans par le prélèvement d'intérêts élevés. Les usuriers prêtaient également de l'argent à l'aristocratie et avaient ainsi part au surproduit que fournissait à celle-ci le travail de ses esclaves.

L'aggravation des contradictions du mode de production esclavagiste.

L'esclavage a été une étape nécessaire dans l'histoire de l'humanité.

Ce fut seulement l'esclavage qui rendit possible sur une assez grande, échelle la division du travail entre agriculture et industrie et, par suite, l'apogée du monde antique, l'hellénisme. Sans esclavage, pas d'Etat grec, pas d'art et de science grecs ; sans esclavage, par d'Empire romain. Or, sans la base de l'hellénisme et de l'Empire romain, pas non plus d'Europe moderne. (F. ENGELS : *Anti-Dühring*, p. 213.)

C'est sur les ossements de générations d'esclaves que s'est épanouie la civilisation qui a été à la base des progrès ultérieurs de l'humanité. De nombreuses branches du savoir : mathématiques, astronomie, mécanique, architecture, ont atteint dans le monde antique un degré de développement remarquable. Les objets d'art, les chefs-d'œuvre de la littérature, de la sculpture et de l'architecture que nous a légués l'antiquité, font à jamais partie du trésor de la culture humaine.

Mais le régime esclavagiste était déchiré par des contradictions insolubles, qui le conduisirent finalement à sa perte. La forme d'exploitation qu'était l'esclavage détruisait la principale force productive de la société : les esclaves. La lutte de ces derniers contre l'exploitation féroce dont ils étaient les victimes, se traduisait de plus en plus fréquemment par des révoltes. L'afflux ininterrompu de nouveaux esclaves, leur bon marché, était la condition d'existence de l'économie esclavagiste. La guerre était la grande pourvoyeuse d'esclaves. La puissance militaire de la société esclavagiste reposait sur la masse des petits producteurs libres : paysans et artisans, qui composaient l'armée et supportaient le poids principal des impôts nécessités par la guerre. Mais la concurrence de la grande production fondée sur le travail servile meilleur marché, et les charges écrasantes ruinaient les paysans et les artisans. L'antagonisme irréductible entre les latifundia et les exploitations paysannes ne cessait de s'aggraver.

La disparition de la paysannerie libre sapait la puissance économique, mais aussi la puissance militaire et politique des Etats esclavagistes, et notamment de Rome. Aux victoires succédèrent les défaites, aux guerres de conquête des guerres défensives. La source était tarie, qui fournissait jadis sans arrêt des esclaves à bon compte. Les côtés négatifs du travail servile se manifestaient avec toujours plus de

netteté. Les deux derniers siècles de l'Empire romain furent marqués par un déclin général de la production. Le commerce fut désorganisé; des contrées autrefois riches s'appauvrirent; la population diminua; les métiers dépérèrent; les villes se vidèrent.

Les rapports de production fondés sur le travail servile étaient devenus des entraves pour les forces productives accrues de la société. Le travail des esclaves, aucunement intéressés à la production, avait épuisé ses possibilités. Il était devenu historiquement nécessaire de remplacer les rapports de production fondés sur l'esclavage par d'autres rapports, qui permettraient de modifier la situation sociale des masses laborieuses, principale force productive. La loi de la correspondance nécessaire entre les rapports de production et le caractère des forces productives exigeait que les esclaves fussent remplacés par des travailleurs ayant quelque intérêt aux résultats de leur travail.

Comme la grande production fondée sur l'esclavage avait cessé d'être rémunératrice, le maître affranchissait en masse ses esclaves, dont le travail ne lui fournissait plus de revenus. Les grands domaines furent morcelés en petites parcelles remises à certaines conditions soit à d'anciens esclaves, soit à des citoyens autrefois libres, qui étaient astreints désormais à toutes sortes de redevances au bénéfice du propriétaire foncier. Ces nouveaux cultivateurs étaient attachés à leurs parcelles et pouvaient être vendus avec elles. Mais ils n'étaient plus esclaves.

C'était une nouvelle catégorie de petits producteurs dont la situation était intermédiaire entre celles des hommes libres et des esclaves, et qui avait quelque intérêt au travail. Ces *colons*, comme on les appelait, furent les prédécesseurs des serfs du Moyen âge.

Ainsi apparaissaient, au sein même de la société esclavagiste, les éléments d'un mode de production nouveau, le mode féodal.

La lutte de classe des exploités contre leurs exploiters. Les révoltes d'esclaves. La fin du régime de l'esclavage.

L'histoire des sociétés fondées sur l'esclavage dans l'Orient ancien, en Grèce et à Rome montre qu'avec le développement de l'économie esclavagiste la lutte de classe des masses asservies contre leurs oppresseurs s'intensifiait. Les révoltes d'esclaves se combinaient avec la lutte des petits paysans exploités contre la couche privilégiée des grands propriétaires d'esclaves et de terres.

La contradiction entre les petits producteurs et les grands propriétaires fonciers donna naissance dès le début du développement de la société esclavagiste, parmi les hommes libres, à un mouvement démocratique qui se proposait d'annuler les dettes, de procéder au partage des terres, de retirer ses privilèges à l'aristocratie foncière, de donner le pouvoir au peuple, au « démos ».

Parmi les nombreuses révoltes d'esclaves dont l'Empire romain fut le théâtre, la plus importante est celle que dirigea Spartacus (74-71 avant notre ère), au nom duquel se rattache l'épisode le plus glorieux de la lutte des esclaves contre leurs maîtres. Au cours des siècles, les soulèvements d'esclaves furent fréquents; les paysans ruinés se joignaient à eux. Les plus importants éclatèrent aux II^e et I^{er} siècles avant notre ère et du III^e au V^e siècle de notre ère. Les propriétaires d'esclaves réprimèrent ces révoltes avec la dernière cruauté.

Les soulèvements des masses exploitées, et surtout des esclaves, minèrent la puissance de Rome. Ces poussées internes étaient de plus en plus souvent accompagnées de poussées externes. Les habitants des pays voisins emmenés en esclavage se soulevaient dans les champs d'Italie tandis que leurs compatriotes restés en liberté attaquaient et forçaient les frontières de l'Empire, renversaient la domination romaine. Toutes ces circonstances hâtèrent la fin du régime esclavagiste à Rome. C'est dans l'Empire romain que le mode de production fondé sur l'esclavage atteignit son apogée. La chute de l'Empire romain marqua aussi la fin du régime de l'esclavage dans son ensemble.

A ce régime succéda la féodalité.

Les conceptions économiques de l'époque de l'esclavage.

Les conceptions économiques de la période de l'esclavage ont trouvé leur expression dans maints ouvrages que nous ont laissés les poètes, les philosophes, les historiens, les hommes d'Etat et les personnalités publiques, pour qui l'esclave n'était pas un homme, mais une chose entre les mains de son maître. Le travail servile était méprisé; or, le travail devenait de plus en plus le lot des esclaves; aussi fut-il bientôt considéré comme une activité indigne d'un homme libre.

Le code du roi Hammourabi (XVIII^e siècle avant notre ère) témoigne des conceptions économiques de la société esclavagiste babylonienne. Ce code protège la propriété et les droits des riches et des nobles, des propriétaires d'esclaves et de terres. Quiconque cache un esclave fugitif est passible de mort. Le paysan qui n'a pas payé sa dette au créancier ou son fermage au propriétaire foncier doit livrer sa femme, son fils ou sa fille qui sont réduits en esclavage, jusqu'à ce qu'ils aient acquitté la dette par leur travail. Les *lois de Manou*, dans l'Inde antique, sont un recueil de prescriptions sociales, religieuses et morales qui consacrent l'esclavage. L'esclave n'a aucune propriété. La loi punissait de mort quiconque «cachait dans sa maison un esclave fugitif».

Les idées des classes dominantes se retrouvaient dans la religion. Ainsi le *bouddhisme*, qui se répandit dans l'Inde à partir du VI^e siècle avant notre ère, prêchait la résignation, la non-résistance à la violence et l'humilité devant les classes dominantes ; l'aristocratie esclavagiste s'en servit pour consolider sa domination.

Même les penseurs éminents de l'Antiquité ne pouvaient se représenter une société sans esclaves. Ainsi le philosophe grec *Platon* (V^e-IV^e siècles avant notre ère), qui composa la première *utopie* connue, maintenait l'esclavage dans sa république idéale. Le travail des esclaves, des cultivateurs et des artisans devait procurer les moyens d'existence indispensables à la classe supérieure, celle des gouvernants et des guerriers.

Aux yeux d'*Aristote*, le plus grand penseur de l'Antiquité (IV^e siècle avant notre ère), l'esclavage était pour la société une nécessité éternelle. Aristote a exercé une influence considérable sur la vie intellectuelle de l'Antiquité et du Moyen âge. Tout en s'élevant bien au-dessus de son temps lorsqu'il formule ses hypothèses et ses prévisions scientifiques, il reste, sur la question de l'esclavage, prisonnier des idées de la société de son époque. Son raisonnement est le suivant : de même que le gouvernail est pour le pilote un instrument inanimé, l'esclave est un instrument animé. Si les outils travaillaient d'eux-mêmes sur notre ordre, si par exemple les navettes tissaient toutes seules, on n'aurait pas besoin d'esclaves. Mais comme nombre d'occupations exigent un travail grossier, peu compliqué, la nature, dans sa sagesse, a créé les esclaves. Certains sont nés pour être esclaves et les autres pour les diriger. Le travail servile procure aux hommes libres des loisirs pour leur perfectionnement. Tout l'art du maître consiste donc à tirer le meilleur parti de ses esclaves.

C'est Aristote qui a créé le terme d' « oïkonomia ». De son temps l'échange, le commerce et l'usure avaient déjà pris un certain développement, mais dans l'ensemble l'économie restait une économie naturelle, consommatrice. Aristote considérait comme seuls légitimes les biens acquis par l'agriculture et le métier; c'est un partisan de *l'économie naturelle*. Mais il comprenait la nature réelle de *l'échange*, trouvant parfaitement normal l'échange pour la consommation « puisque les hommes ont d'ordinaire certains objets en quantité supérieure, et d'autres objets en quantité inférieure à leurs besoins ». Il comprenait que la monnaie était nécessaire aux échanges. Par ailleurs Aristote condamnait le commerce s'il était exercé à des fins de lucre, ainsi que l'usure. A la différence de l'agriculture et du métier, ces activités, disait-il, ne posent aucune borne à l'acquisition des richesses. Les anciens Grecs avaient déjà une idée de la *division du travail* et de son rôle dans la vie sociale. Platon, par exemple, la plaçait à la base du régime dont il dotait sa république idéale.

Les idées des *Romains* en matière économique étaient également fonction du mode de production fondé sur l'esclavage, qui prédominait alors. Les écrivains et les hommes politiques, idéologues de la classe des propriétaires d'esclaves, considéraient les esclaves comme de simples instruments. C'est au polygraphe *Varron* (I^{er} siècle avant notre ère), qui composa entre autres une sorte de manuel d'agriculture à l'usage des propriétaires d'esclaves, qu'appartient la célèbre division des instruments en : 1, instruments muets (chariots); 2, instruments qui émettent des sons inarticulés (bétail) ; et 3, instruments doués de la parole (esclaves). Il ne faisait qu'exprimer par là les opinions généralement admises par les propriétaires d'esclaves. L'art de diriger les esclaves préoccupait les esprits, à Rome comme en Grèce. L'historien *Plutarque* (I^{er}-II^e siècles de notre ère) rapporte que Caton, maître « modèle », achetait ses esclaves encore enfants, « dans un âge où, pareils aux petits chiens et aux poulains, ils se prêtent facilement à l'éducation et au dressage ». Il relate ensuite qu'« il imaginait sans cesse de nouveaux moyens d'entretenir parmi les esclaves la discorde et la division, car il craignait leur bonne entente, qu'il considérait comme dangereuse ».

Par la suite, dans l'Empire romain, l'écroulement et la désagrégation de l'économie fondée sur le travail forcé des esclaves s'accrochèrent. L'écrivain latin *Columelle* (I^{er} siècle de notre ère) se plaignait en ces termes : « Les esclaves causent un grave préjudice aux champs. Ils prêtent les bœufs et soignent mal le troupeau. Ils labourent de façon déplorable. » *Plin l'Ancien*, son contemporain, déclarait: « Les latifundia ont perdu l'Italie et les provinces. » De même que les Grecs, les Romains considéraient comme normale l'économie naturelle où le maître n'échange que ses excédents. Les ouvrages de l'époque condamnent parfois les profits commerciaux élevés et l'intérêt usuraire. Mais les marchands et les usuriers n'en amassaient pas moins d'immenses fortunes. Dans la dernière période de l'histoire romaine des voix s'élevèrent pour condamner l'esclavage et proclamer *l'égalité naturelle des hommes*. Il va sans dire que ces idées ne trouvaient point d'écho parmi la classe dominante, celle des propriétaires d'esclaves. Quant aux esclaves, ils étaient si accablés par leur situation misérable, si brutalisés et si ignorants, qu'ils étaient incapables d'élaborer une idéologie plus progressiste

que les idées périmées de la classe esclavagiste. C'est d'ailleurs là une des raisons du caractère tout spontané et inorganisé des révoltes d'esclaves.

La lutte entre la grande et la petite propriété foncière constituait une des contradictions profondes du régime de l'esclavage. La paysannerie dont la situation devenait de plus en plus difficile réclamait dans son programme la limitation de la grande propriété foncière et le partage des terres. Tel était aussi le but de la réforme agraire défendue par les *Gracques* (II^e siècle avant notre ère). A l'époque de la désagrégation de l'Empire romain, alors que la grande majorité de la population des villes et des campagnes, esclaves et hommes libres, n'apercevait aucune issue à la situation, l'idéologie de la Rome esclavagiste traversa une crise profonde.

Les contradictions de classe de l'Empire agonisant donnèrent naissance à une nouvelle idéologie religieuse : le *christianisme*, qui traduisait à l'époque la protestation des esclaves, des masses ruinées de la paysannerie, des artisans et des déclassés contre l'esclavage et l'oppression. Le christianisme répondait aussi à l'état d'esprit de larges fractions des classes dominantes qui avaient conscience de leur situation sans issue. C'est pourquoi, tout en adressant des avertissements sévères aux riches et aux puissants, le christianisme de la chute de l'Empire romain exhortait à l'humilité et à la recherche du salut dans la vie d'outre-tombe. Dans les siècles qui suivirent, le christianisme devint définitivement la religion des classes dominantes, l'arme spirituelle chargée de défendre et de justifier l'exploitation et l'oppression des masses laborieuses.

RESUME

1. Le mode de production fondé sur l'esclavage s'est instauré grâce à l'accroissement des forces productives de la société, à l'apparition du surproduit, à la naissance de la propriété privée des moyens de production, y compris la terre, et à l'appropriation du surproduit par les détenteurs des moyens de production. L'esclavage est la première et la plus grossière forme d'exploitation de l'homme par l'homme. Le maître avait la propriété pleine et entière de son esclave. Il disposait à sa guise non seulement du travail de l'esclave, mais encore de sa vie.

2. Avec le régime de l'esclavage naquit aussi l'Etat. Celui-ci est le résultat de la scission de la société en classes irréductiblement hostiles ; c'est un appareil permettant à une minorité exploiteuse d'opprimer la majorité exploitée de la société.

3. L'économie esclavagiste était essentiellement une économie naturelle. Le monde antique se subdivisait en une multitude d'unités économiques subvenant elles-mêmes à leurs besoins. Le commerce portait principalement sur les esclaves et les objets de luxe. Le développement de l'échange engendra la monnaie métallique.

4. La loi économique fondamentale du mode de production fondé sur l'esclavage réside dans la production d'un surproduit pour la satisfaction des besoins des propriétaires d'esclaves en exploitant sauvagement les esclaves sur la base de la propriété complète des moyens de production et des esclaves par les possesseurs d'esclaves, par la ruine et l'asservissement des paysans et des artisans, ainsi que par la conquête et l'asservissement des peuples des autres pays.

5. L'esclavage permit l'essor d'une civilisation (sciences, philosophie, arts) d'un niveau relativement élevé, mais dont la mince couche privilégiée de la société esclavagiste était seule à bénéficier. La conscience sociale du monde antique correspondait au mode de production fondé sur l'esclavage. Les classes dominantes et leurs idéologues ne considéraient pas l'esclave comme un homme. Le travail manuel, lot des esclaves, était regardé comme une activité déshonorante, indigne d'un homme libre.

6. Le mode de production esclavagiste entraîna un accroissement des forces productives de la société par rapport au régime de la communauté primitive. Mais par la suite, le travail des esclaves, qui n'avaient aucun intérêt à la production, épuisa toutes ses possibilités. L'extension du travail servile et la situation de parias faite aux esclaves avaient pour conséquence la destruction de la main-d'œuvre, principale force productive de la société, et la ruine des petits producteurs libres : paysans et artisans. D'où la chute inévitable du régime esclavagiste.

7. Les révoltes d'esclaves ébranlèrent le régime esclavagiste et hâtèrent sa destruction. Le mode de production fondé sur l'esclavage fut remplacé par le mode de production féodal, la forme d'exploitation esclavagiste par la forme d'exploitation féodale qui permettait dans une certaine mesure un développement nouveau des forces productives de la société.

CHAPITRE III - LE MODE DE PRODUCTION FÉODAL

L'avènement de la féodalité.

Le régime féodal a existé, avec des particularités différentes, dans presque tous les pays.

La féodalité s'étend sur une longue période. En Chine, le régime féodal a existé plus de deux mille ans. En Europe occidentale, il a duré plusieurs siècles, depuis la chute de l'Empire romain (V^e siècle) jusqu'aux révolutions bourgeoises d'Angleterre (XVII^e siècle) et de France (XVIII^e siècle); en Russie, du IX^e siècle à la réforme paysanne de 1861; en Transcaucasie, du IV^e siècle jusque vers 1870 ; chez les peuples de l'Asie centrale, des VII^e et VIII^e siècles à la victoire de la révolution prolétarienne en Russie. En *Europe occidentale*, la féodalité s'est constituée sur les ruines de la société romaine esclavagiste, d'une part, et sur celles de la gens, chez les tribus conquérantes, d'autre part; elle résulta de l'action réciproque de ces deux processus.

Des éléments de féodalisme existaient, nous l'avons déjà dit, au sein de la société esclavagiste sous la forme du colonat. Les colons étaient tenus de cultiver la terre de leur maître, grand propriétaire foncier, de lui verser une somme d'argent ou de lui remettre une importante partie de la récolte; ils étaient en outre astreints à certaines redevances. Néanmoins, les colons avaient plus d'intérêt à leur travail que les esclaves, puisqu'ils possédaient leur propre exploitation.

Ainsi se formèrent de nouveaux rapports de production, qui reçurent leur plein développement à l'époque féodale.

L'Empire romain fut détruit par les tribus germaniques, gauloises, slaves et autres, qui habitaient différentes parties de l'Europe. Le pouvoir des propriétaires d'esclaves fut renversé, l'esclavage disparut. Les latifundia et les grands ateliers artisanaux reposant sur le travail servile se disloquèrent. Après la chute de l'Empire romain, la population se composait de grands propriétaires fonciers (anciens propriétaires d'esclaves qui avaient adopté le système du colonat), d'esclaves affranchis, de colons, de petits paysans et d'artisans. A l'époque où elles soumièrent Rome, les tribus conquérantes se trouvaient au stade de la communauté primitive en voie de désagrégation. La *communauté rurale*, qui chez les Germains portait le nom de « marche », jouait un rôle important dans la vie sociale de ces peuplades. La terre, à l'exception des grands domaines de l'aristocratie de la gens, était bien communal. Les forêts, les friches, les pacages, les étangs restaient indivis pour l'usage collectif. Au bout de quelques années, on procédait à un nouveau partage des champs et des prairies entre les membres de la communauté. Mais, peu à peu, le terrain attenant à l'habitation, puis toute la terre arable, passèrent aux familles, en jouissance héréditaire. La répartition des terres, l'examen des affaires concernant la communauté, le règlement des litiges qui s'élevaient entre ses membres, étaient du ressort de l'assemblée de la communauté, des anciens et des juges qu'elle élisait. A la tête des tribus conquérantes se trouvaient des chefs militaires qui, ainsi que leurs suites, possédaient de vastes étendues de terre.

Les tribus qui soumièrent l'Empire romain s'emparèrent de la plus grande partie des terres publiques et d'une partie des terres appartenant aux gros propriétaires fonciers. Les forêts, les prairies et les pacages restèrent en jouissance commune, alors que la terre arable était divisée entre les exploitations. Les terres ainsi partagées devinrent par la suite la propriété privée des paysans. Ainsi se constitua une couche nombreuse de petits paysans indépendants.

Mais les paysans ne pouvaient garder longtemps leur indépendance. L'inégalité des fortunes entre les membres de la communauté rurale devait nécessairement s'accroître du fait de l'existence de la propriété privée de la terre et des autres moyens de production. Il y eut, parmi la paysannerie, des familles pauvres et des familles aisées. A mesure que grandissait l'inégalité des fortunes, les membres enrichis de la communauté acquéraient sur celle-ci un pouvoir toujours croissant. La terre se concentrait entre les mains des familles riches, de l'aristocratie de la gens et des chefs militaires. Les paysans perdaient petit à petit leur liberté personnelle au profit des grands propriétaires fonciers.

La conquête de l'Empire romain hâta la décomposition du régime de la gens chez les tribus conquérantes. Pour maintenir et consolider leur pouvoir sur les paysans dépendants, les grands propriétaires fonciers devaient renforcer le pouvoir d'Etat. Les chefs militaires, s'appuyant sur l'aristocratie de la « gens » et les guerriers de leurs suites, concentrèrent le pouvoir en leurs mains et se transformèrent en rois, en monarques.

Sur les ruines de l'Empire romain se constituèrent un certain nombre d'Etats nouveaux ayant des rois à leur tête. Ces rois distribuaient généreusement à leurs proches, à titre viager, puis héréditaire, les terres qu'ils avaient conquises; ceux-ci leur devaient en échange le service militaire. L'Eglise, appui important du pouvoir royal, reçut elle aussi de nombreuses terres. Le sol était cultivé par les paysans désormais tenus de s'acquitter de certaines obligations au bénéfice de leurs nouveaux maîtres. D'immenses propriétés foncières passèrent aux mains des guerriers et des serviteurs du roi, du haut clergé et des monastères. Les terres ainsi concédées étaient désignées sous le nom de fiefs (en bas latin : *feodum*). D'où le nom de *féodalité* donné au nouveau régime social.

En Europe, la transformation graduelle des terres des paysans en propriété féodale et l'asservissement des masses paysannes (féodalisation) se poursuivit pendant des siècles (des V^e et VI^e siècles aux IX^e et X^e siècles). Le service militaire ininterrompu, les pillages et les impôts ruinaient la paysannerie libre. Réduit à demander assistance au grand propriétaire foncier, le paysan devenait dépendant de ce dernier. Il était souvent contraint de se placer sous la « protection » du seigneur féodal; un homme isolé, sans défense, n'aurait pu subsister en raison des guerres continuelles, des incursions de brigandage. La propriété de sa parcelle passait au seigneur et le paysan ne pouvait la cultiver qu'en échange de diverses redevances qu'il devait au seigneur. Parfois aussi, les représentants et les fonctionnaires du roi accaparaient, par la fraude et la violence, les terres des paysans libres, les obligeant à reconnaître leur pouvoir.

La féodalisation s'accomplit différemment dans les divers pays, mais elle aboutit partout aux mêmes résultats : les paysans autrefois libres devenaient personnellement dépendants des féodaux qui s'étaient emparés de leur terre. Cette dépendance était plus ou moins dure. Avec le temps, les différences qui avaient d'abord existé entre anciens esclaves, colons et paysans libres, finirent par s'effacer, et tous se fondirent dans la masse de la *paysannerie serve*. Peu à peu se constitua un état de choses caractérisé par l'adage du Moyen âge : « Pas de terre sans seigneur ». Les rois étaient les propriétaires suprêmes de la terre.

La féodalité a été un stade nécessaire dans l'histoire de la société. L'esclavage avait épuisé toutes ses possibilités. Un nouveau développement des forces productives n'était désormais possible que grâce au travail de la masse des paysans dépendants possédant leur propre exploitation, leurs instruments de production et ayant quelque intérêt au travail.

Pourtant l'histoire atteste qu'il n'est nullement obligatoire que chaque peuple parcourre successivement toutes les étapes de l'évolution sociale. Beaucoup de peuples se trouvent placés dans des conditions qui leur permettent d'éviter telle ou telle phase du développement et de passer d'emblée à un stade supérieur.

En *Russie*, l'esclavage patriarcal fit son apparition à l'époque de la désagrégation de la communauté. Mais ici le développement social s'engagea pour l'essentiel, non dans la voie de l'esclavage, mais dans celle de la féodalisation. Les tribus slaves, où régnait encore le régime gentilice, attaquèrent l'Empire romain esclavagiste à partir du III^e siècle de notre ère pour libérer les villes du littoral nord de la mer Noire et jouèrent un rôle important dans la chute de l'esclavage. Le passage de la communauté primitive à la féodalité s'effectua en Russie au moment où l'esclavage avait depuis longtemps disparu et où les rapports féodaux s'étaient consolidés dans les pays de l'Europe occidentale.

Chez les Slaves de l'Est, la communauté rurale portait le nom de « verv » ou de « mir ». Les prairies, les forêts, les étangs restaient indivis, alors que la terre arable devenait possession des différentes familles. A la tête de la communauté se trouvait un ancien. Le développement de la propriété privée de la terre entraîna peu à peu la décomposition de la communauté. Les anciens et les princes de la tribu s'emparèrent du sol. Les paysans (*smerdy*), d'abord membres libres de la communauté, tombèrent sous la dépendance des grands propriétaires fonciers, ou boyards.

L'Eglise devint le plus important des propriétaires féodaux de l'époque. Les dons des princes, les donations et les legs testamentaires la mirent en possession de vastes territoires et de très riches domaines.

Quand se constitua l'Etat russe centralisé (XV^e et XVI^e siècles) les grands princes et les tsars prirent l'habitude d'« installer » (en russe *pomechtchat*) comme on disait alors, sur des terres leurs proches et

leurs serviteurs, autrement dit de leur concéder terres et paysans, à charge pour eux de les servir à la guerre. De là sont venus les noms de *pomestié* (fief) et de *pomechtchik* (seigneur féodal).

A l'époque, les paysans n'étaient pas encore définitivement attachés au propriétaire foncier et à la glèbe : ils avaient le droit de changer de seigneur. A la fin du XVI^e siècle, les grands propriétaires fonciers intensifièrent l'exploitation de la paysannerie afin de produire davantage de céréales pour la vente. Aussi, en 1581, l'Etat retira-t-il aux paysans le droit de changer de seigneur. Les paysans, désormais complètement attachés à la terre de leur propriétaire, furent ainsi transformés en serfs.

Sous la féodalité, l'économie rurale, et surtout la culture du sol, jouaient un rôle prépondérant. Des améliorations furent apportées au cours des siècles à la culture des céréales; la culture maraîchère, le jardinage, l'industrie vinicole, la fabrication de l'huile se développèrent.

Durant la première phase de la féodalité prédominait un système de culture à jachère complète, ou à brûlis dans les régions boisées. On pratiquait la même culture sur une terre plusieurs années de suite jusqu'à ce que le sol fût épuisé. Après quoi on mettait en culture une autre terre. Ce système fut ensuite remplacé par *l'assolement triennal* : la terre arable était divisée en trois soles dont chacune était alternativement cultivée en céréale d'hiver, en céréale de printemps et laissée en friche. L'assolement triennal se répandit en Europe occidentale et en Russie à partir des XI^e et XII^e siècles. Il resta en usage pendant des centaines d'années, jusqu'au XIX^e siècle, et est encore appliqué aujourd'hui dans maints pays.

Au début de la féodalité, l'outillage agricole restait médiocre, Les instruments de travail étaient l'araire à soc de fer, faucille, la faux, la bêche. Puis on se mit à employer la charrue de fer et la herse. La mouture du grain s'effectuait longtemps à la main, jusqu'au moment où se répandit l'usage des moulins à vent et à eau.

Les rapports de production de la société féodale. L'exploitation du paysan par le seigneur.

La base des rapports de production de la société féodale était la propriété du seigneur sur la terre et sa propriété limitée sur le serf. Ce dernier n'était pas un esclave. Il avait sa propre exploitation. Le seigneur ne pouvait plus le tuer, mais il pouvait le vendre. La propriété féodale coexistait avec la propriété individuelle du paysan et de l'artisan sur les instruments de production et sur leur exploitation privée; cette propriété individuelle était fondée sur le travail personnel.

La grande propriété foncière féodale était à la base de l'exploitation du paysan par le seigneur. Le domaine proprement dit du féodal s'étendait sur une partie de sa terre. L'autre partie, le seigneur la donnait en jouissance aux paysans à des conditions qui les asservissaient. Le féodal « lotissait » le paysan et s'assurait ainsi une main-d'œuvre. En échange de la jouissance héréditaire de son lot, le paysan devait travailler pour le propriétaire, cultiver la terre de celui-ci avec ses propres instruments et son bétail, ou bien lui remettre son surproduit, en nature ou en argent.

Ce système d'économie supposait qu'un lien de dépendance personnelle attachait le paysan au propriétaire foncier, il supposait une contrainte extra-économique :

Si le seigneur n'avait été expressément le maître de la personne du paysan, il n'aurait pu obliger à travailler pour lui un homme possédant son lopin de terre et l'exploitant lui-même. (V. LENINE : « Le développement du capitalisme en Russie », *Œuvres*, t. III, p. 159 (en russe).)

Le temps de travail du serf se divisait en deux parties : le temps nécessaire et le temps supplémentaire. Pendant le temps nécessaire, le paysan créait le produit nécessaire à sa subsistance et à celle de sa famille. Pendant le temps supplémentaire, il créait le produit supplémentaire, le surproduit, que le seigneur s'appropriait. Le fruit du surtravail du paysan travaillant dans le domaine seigneurial, ou le surproduit créé par le paysan dans sa propre exploitation et que s'appropriait le seigneur, constituaient la *rente foncière* féodale.

Souvent la rente féodale absorbait non seulement le surproduit du paysan, mais encore une partie de son produit nécessaire. Cette rente avait sa base dans la propriété féodale de la terre, à laquelle se rattachait la domination directe du propriétaire féodal sur les paysans placés sous sa dépendance.

Il a existé sous la féodalité trois formes de rente foncière :

La rente-travail, la rente en nature et la rente en argent ; elles sont toutes trois la manifestation non déguisée de l'exploitation des paysans par leurs propriétaires.

La *rente-travail* ou *corvée* a prédominé aux premiers stades de la féodalité : le paysan travaillait une partie de la semaine — trois jours ou davantage — avec ses instruments de production (araire, bêtes de somme, etc.) dans le domaine du seigneur, et les autres jours de la semaine dans son exploitation. De la sorte, le travail nécessaire et le surtravail du paysan étaient nettement délimités dans le temps et dans l'espace. Les travaux à exécuter pendant la corvée étaient très nombreux : le paysan labourait, semait et rentrait la récolte, paissait le bétail, charpentait, coupait du bois, transportait à l'aide de son cheval des denrées agricoles et des matériaux de construction.

Le serf astreint à la corvée n'avait intérêt à accroître le rendement de son travail que sur son exploitation. Il en allait autrement sur la terre du seigneur. Aussi celui-ci avait-il des surveillants pour obliger les paysans à travailler.

Par la suite, la *rente-travail* fit place à la *rente en nature*, à la *redevance en nature*. Le paysan était tenu de livrer régulièrement au seigneur une certaine quantité de blé, de bétail, de volailles et d'autres produits agricoles; le plus souvent la redevance s'ajoutait à certaines survivances de la corvée, c'est-à-dire à des travaux à exécuter par le paysan dans le domaine seigneurial.

La *rente en nature* permettait au paysan de disposer à son gré de son travail nécessaire comme de son surtravail. Le travail nécessaire et le surtravail ne se distinguaient plus de façon aussi tangible que dans la *rente-travail*. Le paysan acquérait *une* indépendance relative, ce qui l'encourageait jusqu'à un certain point à accroître la productivité de son travail.

A un stade ultérieur de la féodalité, quand l'échange eut pris une assez large extension, apparut la *rente en argent* sous la forme d'une *redevance en argent*. La *rente en argent* est caractéristique de la période où la féodalité se désagrège et où les rapports capitalistes font leur apparition.

Les différentes formes de la *rente féodale* ont souvent coexisté.

Dans toutes les formes étudiées, nous avons admis que celui qui payait la *rente* possédait et travaillait réellement la terre, et que son surtravail non rétribué revenait directement au propriétaire foncier. Dans la *rente en argent*, transformation de la *rente en nature*, c'est non seulement possible, c'est la réalité ! (K. MARX : *Le Capital*, Livre III, chap. XLVII, § IV.)

Pour accroître leurs revenus, les seigneurs levaient une foule de taxes sur les paysans. Souvent, ils monopolisaient les moulins, les forges et autres entreprises auxquelles le paysan était obligé de recourir moyennant un paiement exorbitant en nature ou en argent. Outre la *redevance en nature* ou en argent qu'il versait au seigneur, le paysan devait acquitter une série d'impôts d'Etat, de taxes locales et, dans certains pays, payer la *dîme*, c'est-à-dire remettre à l'Eglise le dixième de sa récolte.

Le travail des serfs était donc à la base de l'existence de la société féodale. Les paysans non seulement produisaient les denrées agricoles, mais encore travaillaient dans les domaines seigneuriaux en qualité d'artisans, construisaient châteaux et monastères, faisaient les routes; ce sont eux qui ont bâti les villes.

L'économie seigneuriale, surtout au début, était essentiellement une *économie naturelle*. Chaque domaine féodal, qui se composait de la résidence du seigneur et des villages lui appartenant, vivait en économie fermée et avait rarement recours aux échanges. Les besoins du seigneur, de sa famille et de sa nombreuse valetaille étaient couverts au début par les produits provenant du domaine seigneurial et par les redevances des paysans. Les domaines plus ou moins importants disposaient d'un nombre suffisant d'artisans, pour la plupart des serfs attachés à la demeure seigneuriale. Ces artisans confectionnaient des vêtements et des chaussures, fabriquaient et réparaient les armes, les engins de chasse et le matériel agricole, construisaient les bâtiments.

L'exploitation du paysan était elle aussi une économie naturelle. Les paysans se livraient non seulement aux travaux agricoles, mais aussi à des travaux d'artisanat, notamment au traitement des matières premières provenant de leur exploitation : ils filaient, tissaient, fabriquaient des chaussures et des outils pour leur exploitation.

La féodalité fut longtemps caractérisée par l'*association de l'agriculture*, principale branche d'activité, et du *métier à domicile*, qui ne jouait qu'un rôle auxiliaire. Les quelques produits importés dont on ne pouvait se passer, comme le sel, les articles en fer, étaient d'abord fournis par des marchands

ambulants. Par la suite, avec le développement des villes et de la production artisanale, la division du travail et le développement des échanges entre la ville et la campagne réalisèrent d'importants progrès.

L'exploitation des paysans dépendants par les seigneurs constitue le principal trait de la féodalité chez tous les peuples. Mais dans certains pays le régime féodal a présenté des particularités. En Orient, les rapports féodaux se sont longtemps combinés avec l'esclavage, comme ce fut le cas en Chine, dans l'Inde, au Japon et dans quelques autres pays. La propriété d'Etat féodale sur la terre y a joué un rôle important. Ainsi, à l'époque du califat de Bagdad, sous la domination arabe (notamment aux VIII^e et IX^e siècles de notre ère), une partie considérable des membres des communautés rurales vivait sur les terres du calife et payait la rente féodale directement à l'Etat. En Orient, la féodalité était également caractérisée par la survivance des rapports patriarcaux que les seigneurs mettaient à profit pour intensifier l'exploitation des paysans. Dans les pays d'Orient où l'agriculture irriguée joue un rôle déterminant, les paysans se trouvaient sous la coupe des féodaux du fait que non seulement la terre, mais aussi l'eau et les systèmes d'irrigation étaient la propriété de l'Etat féodal ou des seigneurs.

Chez les peuples nomades, la terre était utilisée comme pâturage. L'étendue des terres possédées par les féodaux était déterminée par l'importance de leurs troupeaux. Les grands seigneurs propriétaires de bétail étaient aussi en fait de grands propriétaires de pâturages. Ils asservissaient et exploitaient la paysannerie.

La *loi économique fondamentale de la féodalité* réside dans la production d'un surproduit pour la satisfaction des besoins des seigneurs féodaux en exploitant les paysans dépendants sur la base de la propriété du féodal sur la terre et de sa propriété limitée sur les producteurs les paysans serfs.

La ville médiévale. Les corporations. Les guildes des marchands.

Les villes sont apparues dès l'époque de l'esclavage : ainsi Rome, Florence, Venise, Gênes en Italie; Constantinople, Alexandrie dans le Proche-Orient; Paris, Lyon et Marseille en France; Londres en Angleterre, Samarcande en Asie centrale et bien d'autres encore sont un héritage qu'a reçu le Moyen âge de l'époque de l'esclavage. Le régime fondé sur l'esclavage s'écroula, mais les villes restèrent. Les grands ateliers d'esclaves se morcelèrent, mais les métiers continuèrent d'exister.

Dans le haut Moyen âge, les villes et les métiers ne connurent qu'un faible développement. Les artisans des villes produisaient des articles pour la vente, mais c'est par leur travail personnel qu'ils tiraient la plupart des biens de consommation dont ils avaient besoin. Beaucoup possédaient une parcelle de terre, un jardin, du bétail. Les femmes filaient le lin et la laine pour les vêtements. Ce qui témoignait du caractère limité des marchés et de l'échange.

A la campagne, le traitement des matières premières agricoles ne fut d'abord pour le cultivateur qu'une activité auxiliaire. Puis des artisans, desservant leur village, commencèrent à se détacher de la masse paysanne. La productivité de leur travail s'accrut. On put fabriquer plus d'articles qu'il n'était nécessaire au seigneur ou aux paysans d'un seul village. Les artisans commencèrent à se grouper autour des châteaux forts et des monastères, dans les gros bourgs et autres centres commerciaux. C'est ainsi que petit à petit on vit apparaître de nouvelles cités, la plupart du temps sur des cours d'eau (comme ce fut en Russie le cas de Kiev, Pskov, Novgorod, Vladimir).

Avec le temps, les métiers devinrent de plus en plus lucratifs. L'habileté des artisans augmenta. Le seigneur féodal prit l'habitude d'acheter des articles artisanaux chez les citoyens, ceux de ses propres serfs ayant cessé de le satisfaire. Le métier, en se développant, se détacha définitivement de l'agriculture.

Les villes, qui se trouvaient sur les terres des féodaux laïques et ecclésiastiques, relevaient de leur juridiction. Les citoyens étaient tenus à certaines obligations envers le seigneur, ils lui versaient des redevances en nature ou en argent, ils étaient justiciables de son administration et de ses tribunaux. De bonne heure, la population des villes engagea la lutte pour s'affranchir de cette dépendance féodale. De force ou en se rachetant, les villes obtinrent le droit de s'administrer, d'avoir leurs tribunaux, de battre monnaie et de lever des impôts.

La population urbaine se composait surtout d'artisans et de marchands. Beaucoup de villes donnaient asile aux serfs fugitifs. La ville représentait la production marchande, par opposition à la campagne, où

dominait l'économie naturelle. La concurrence croissante des serfs fugitifs affluant dans les villes, la lutte contre l'exploitation et les exactions des seigneurs obligèrent les artisans à se grouper en *corporations*. Le régime corporatif a, sous la féodalité, existé dans presque tous les pays.

Les corporations sont apparues à Byzance et en Italie aux IX^e et X^e siècles et, par la suite, dans toute l'Europe occidentale et en Russie. En Orient (Égypte, Chine, califat arabe), les corporations sont nées plus tôt encore. Elles groupaient les artisans urbains exerçant la même profession ou des professions connexes. Seuls les maîtres de métier en étaient membres de plein droit. Le maître de métier avait sous ses ordres un petit nombre de compagnons et d'apprentis. La corporation protégeait jalousement le droit exclusif de ses membres d'exercer leur métier et réglementait strictement la production : elle fixait la durée de la journée de travail, le nombre des compagnons et des apprentis que chaque maître pouvait avoir, la qualité des matières premières et des articles finis, ainsi que les prix; elle organisait souvent l'achat en commun des matières premières. Les procédés de travail, consacrés par une longue tradition, étaient obligatoires pour tous. Une réglementation sévère visait à empêcher qu'un maître de métier s'élevât au-dessus des autres. Les corporations étaient en outre des organisations de secours mutuel.

Les corporations étaient la forme féodale de l'organisation du métier. Elles jouèrent au début un rôle bienfaisant en contribuant à affermir et à développer les métiers dans les villes. Mais avec la croissance de la production marchande et l'extension du marché, elles devinrent de plus en plus un frein au progrès des forces productives.

La réglementation stricte du travail par les corporations paralysait l'initiative des artisans et entravait le développement de la technique. Pour limiter la concurrence les corporations firent dépendre l'acquisition de la maîtrise de conditions de plus en plus restrictives. Les apprentis et les compagnons, dont le nombre avait fortement augmenté, étaient pratiquement dans l'impossibilité d'accéder à la maîtrise. Ils étaient condamnés à rester toute leur vie des salariés. Aussi les rapports entre le maître et ses subordonnés perdirent-ils leur caractère plus ou moins patriarcal. Les maîtres intensifiaient l'exploitation de leurs subordonnés, les faisant travailler quatorze ou seize heures par jour pour un salaire misérable. Les compagnons commencèrent à se grouper, pour défendre leurs intérêts, en associations secrètes, ou compagnonnages, que les corporations et les autorités de la ville persécutaient violemment.

Les *marchands* formaient la partie la plus riche de la population urbaine. Le commerce se développait dans les villes, nées à l'époque de l'esclavage ou apparues sous la féodalité. Aux corporations dans l'artisanat correspondaient les guildes dans le commerce. Les *guildes des marchands* ont existé un peu partout à l'époque de la féodalité. On constate leur existence en Orient à partir du IX^e siècle, en Europe occidentale à partir des IX^e et X^e siècles, en Russie à partir du XII^e siècle. Elles se proposaient surtout de lutter contre la concurrence des autres marchands, d'assurer l'unification des poids et mesures, de protéger les droits des marchands contre les entreprises des seigneurs.

Aux IX^e et X^e siècles, il existait déjà un commerce important entre l'Orient et l'Europe occidentale, commerce auquel la Russie de Kiev prenait une part active. Les croisades (du XI^e au XIII^e siècle) contribuèrent à son extension en ouvrant aux marchands d'Europe occidentale les marchés du Proche-Orient. L'or et l'argent d'Orient affluèrent en Europe. La monnaie fit son apparition là où on l'ignorait encore. Les villes italiennes, notamment Gênes et Venise, dont les navires assuraient le transport et le ravitaillement des croisés, participèrent directement à la conquête des marchés orientaux.

Les ports de la Méditerranée furent longtemps les principaux intermédiaires entre l'Europe occidentale et l'Orient. Mais le commerce se développa également dans les villes de l'Allemagne du Nord et des Pays-Bas situées sur les voies commerciales de la mer du Nord et de la Baltique. Au XIV^e siècle il s'y constitua une confédération commerciale, la Ligue hanséatique, qui groupa au cours des deux siècles qui suivirent près de 80 villes de différents pays d'Europe. La Ligue faisait le commerce avec l'Angleterre, la Scandinavie, la Pologne et la Russie. Les produits industriels d'Europe occidentale : draps de Flandre et d'Angleterre, toiles, articles métalliques d'Allemagne, vins de France, étaient échangés contre les fourrures, les peaux, le lard, le miel, le blé, le bois, la poix, les tissus de lin et autres articles artisanaux du nord-est de l'Europe. Les marchands rapportaient d'Orient les épices (poivre, clous de girofle, muscade), des parfums, des teintures, des cotonnades et des soieries, des tapis, et bien d'autres produits.

Aux XIII^e et XIV^e siècles les villes russes : Novgorod, Pskov et Moscou, étaient en relations très suivies avec l'Asie et l'Europe occidentale. Les marchands de Novgorod entretenaient des relations commerciales régulières

avec les peuples du Nord (littoral de l'océan Glacial et pays au-delà de l'Oural), d'une part, avec la Scandinavie et l'Allemagne, d'autre part.

Le développement des villes et les progrès du commerce exercèrent une influence considérable sur la campagne féodale. L'économie seigneuriale était peu à peu entraînée dans la circulation marchande. Les seigneurs avaient besoin d'argent pour se procurer les objets de luxe et les articles de la ville. Aussi préféraient-ils remplacer la corvée et la redevance en nature par une redevance en argent. L'exploitation féodale se fit dès lors plus lourde. L'opposition entre la ville et la campagne, apparue avec l'esclavage, s'accroissait.

Les classes et les castes de la société féodale. La hiérarchie féodale.

La société féodale se composait de deux classes principales : les féodaux et les paysans. Elle

présentait une division en classes où l'énorme majorité — la paysannerie serve — se trouvait sous l'entière dépendance d'une infime minorité : les propriétaires fonciers. (V. LENINE : « De l'Etat », *L'Etat et la révolution*, p. 119.)

La classe féodale n'était pas homogène. Les petits féodaux payaient tribut aux grands, les aidaient dans la guerre, mais bénéficiaient en revanche de leur protection. Le protecteur s'appelait *suzerain*, le protégé *vassal*. Les suzerains étaient à leur tour les vassaux de seigneurs plus puissants. C'est ainsi que se forma la hiérarchie féodale.

Classe dominante, les propriétaires fonciers féodaux étaient à la tête de l'Etat. Ils formaient une couche sociale : la *noblesse*. Au sommet de l'échelle sociale, les nobles jouissaient de privilèges politiques et économiques étendus.

Le *clergé* (séculier et régulier) était, lui aussi, un gros propriétaire foncier. Il possédait de vastes territoires sur lesquels vivait une nombreuse population dépendante et serve, et formait, comme la noblesse, une couche sociale dominante.

La hiérarchie féodale reposait sur la large base que constituait la *paysannerie*. Les paysans devaient obéissance au seigneur et se trouvaient placés sous la juridiction suprême du premier féodal : le roi. La paysannerie était une couche sociale dépourvue de tout droit politique. Les seigneurs pouvaient vendre leurs serfs, et ils usaient largement de ce droit. Ils infligeaient aux paysans des châtiments corporels. Lénine a appelé le servage l'« esclavage de l'homme attaché à la glèbe ». Le serf était presque aussi féroce exploité que l'Antiquité. Il pouvait toutefois travailler une partie de son temps sur son lopin de terre, il pouvait jusqu'à un certain point être son propre maître.

La contradiction de classe entre féodaux et paysans serfs domine l'histoire de la société féodale. La lutte de la paysannerie exploitée contre les seigneurs s'est poursuivie durant toute la féodalité; elle devint particulièrement aiguë à la fin de cette époque, quand l'exploitation des serfs se fut aggravée à l'extrême.

Dans les villes qui s'étaient affranchies de la dépendance féodale, le pouvoir appartenait aux riches citadins : marchands, usuriers, propriétaires de terrains et d'immeubles. Les artisans des corporations, qui formaient la grande masse de la population des villes, étaient souvent en lutte contre l'aristocratie urbaine pour obtenir le droit de participer conjointement avec elle à l'administration de la cité. Les petits artisans et les compagnons luttèrent contre l'exploitation que leur faisaient subir les maîtres de métier et les marchands.

A la fin de l'époque féodale, une différenciation déjà très poussée s'était opérée parmi la population des villes. Il y avait, d'un côté, les riches marchands et les maîtres de métier ; de l'autre, la masse des compagnons et des apprentis, des pauvres gens. Les couches inférieures de la population luttèrent contre l'aristocratie urbaine et les seigneurs coalisés. Leur lutte rejoignait celle des paysans serfs contre l'exploitation féodale.

Le pouvoir suprême était censé appartenir aux rois (en Russie, aux grands princes, puis aux tsars). Mais hors de leurs domaines, le pouvoir des rois était infime au début de l'époque féodale, souvent même purement nominal. Toute l'Europe était divisée en une foule d'Etats grands et petits. Les grands feudataires étaient maîtres absolus sur leurs terres. Ils édictaient les lois, en assuraient l'exécution, rendaient la justice, possédaient une armée, se livraient à des incursions contre leurs voisins; ils ne se

faisaient pas faute non plus de piller sur les grands chemins. Beaucoup d'entre eux battaient monnaie. Les féodaux moins puissants jouissaient aussi de droits très étendus sur leurs sujets et cherchaient à s'aligner en tout sur les grands seigneurs.

Avec le temps, les rapports féodaux finirent par constituer un écheveau extrêmement embrouillé de droits et de devoirs. Les désaccords et les conflits étaient continuels entre seigneurs. Ils étaient d'ordinaire tranchés par la force, au cours de guerres intestines.

Le développement des forces productives de la société féodale.

Les forces productives atteignirent à l'époque féodale un niveau plus élevé qu'à l'époque de l'esclavage.

La technique agricole se perfectionna. L'emploi de la charrue en fer et d'autres instruments en fer se généralisa. De nouvelles cultures furent introduites, la viticulture, l'industrie vinicole, les cultures maraîchères connurent un essor remarquable. L'élevage progressa, surtout celui du cheval, en raison des besoins militaires des féodaux; la fabrication du beurre se développa. Dans certaines régions, l'élevage du mouton prit une grande extension. On agrandit et on améliora les prairies et les pâturages.

Les outils des artisans et le traitement des matières premières se perfectionnèrent. Les anciens métiers commencèrent à se spécialiser. C'est ainsi que du métier du forgeron, qui produisait d'abord tous les articles de métal, se détachèrent l'armurerie, la clouterie, la coutellerie, la serrurerie; de la peausserie, la cordonnerie et la bourrellerie. Aux XVI^e et XVII^e siècles, le rouet se répandit en Europe. Le métier à étirer fut inventé en 1600.

L'amélioration des procédés de la fonte et du traitement du fer joua un rôle décisif dans le perfectionnement des instruments de travail. Au début, on produisait le fer par des méthodes tout à fait primitives. Au XIV^e siècle, on commença à utiliser la roue hydraulique, pour actionner les soufflets de forge et les gros marteaux destinés à concasser le minerai. Un meilleur tirage dans les fours permit d'obtenir, au lieu d'une masse malléable, une niasse en fusion : la fonte. Avec l'emploi de la poudre à des fins militaires et l'apparition de l'artillerie (XIV^e siècle), il fallut de grosses quantités de métal pour fabriquer les boulets; à partir du début du XV^e siècle, on prit l'habitude de les couler en fonte. La confection des outils agricoles et d'autres instruments demandait aussi toujours plus de métal. Les premiers hauts fourneaux firent leur apparition dans la première moitié du XV^e siècle. L'invention de la boussole contribua aux progrès de la navigation. L'invention et la diffusion de l'imprimerie eurent une importance considérable.

La Chine, où les forces productives et la civilisation connurent déjà du VI^e au XI^e siècle un développement remarquable, devança l'Europe sur bien des points. C'est aux Chinois que l'on doit l'invention de la boussole, de la poudre, du papier et de l'imprimerie sous sa forme la plus élémentaire.

Le développement des forces productives de la société se heurtait de plus en plus au cadre trop étroit des rapports de production féodaux. La paysannerie, courbée sous le joug de l'exploitation féodale, était incapable de produire davantage de denrées agricoles. Le rendement du travail du paysan asservi était extrêmement bas. Dans les villes, l'augmentation de la productivité du travail artisanal se heurtait aux statuts et aux règlements corporatifs. La lenteur des progrès de la production, la routine, l'empire de la tradition, caractérisaient le régime féodal.

Les forces productives qui s'étaient développées dans la société féodale réclamaient de nouveaux rapports de production. La naissance de la production capitaliste au sein du régime féodal. Le rôle du capital marchand.

On assiste, à l'époque féodale, au développement graduel de la production marchande et à l'extension de l'artisanat urbain; les produits de l'économie paysanne sont de plus en plus entraînés dans le mouvement des échanges.

La production des petits artisans et des paysans, fondée sur la propriété privée et le travail personnel, et créant des produits pour l'échange, est ce qu'on appelle la *production marchande simple*.

Le produit fabriqué en vue de l'échange est, nous l'avons déjà dit, une marchandise. Les différents producteurs de marchandises dépensent pour produire des marchandises identiques une quantité

différente de travail, qui dépend des conditions dans lesquelles ils se trouvent placés. Ceux qui disposent d'instruments plus perfectionnés dépendent moins de travail que les autres pour produire une même marchandise. Les travailleurs diffèrent également par la force, l'adresse, l'habileté, etc. Mais peu importe au marché dans quelles conditions et à l'aide de quels instruments a été produite telle ou telle marchandise. On paye sur le marché la même somme d'argent pour des marchandises identiques, quelles que soient les conditions individuelles de travail dans lesquelles elles ont été fabriquées.

Aussi les producteurs de marchandises, chez qui les dépenses individuelles du travail sont supérieures à la moyenne du fait qu'ils se trouvent placés dans de plus mauvaises conditions, ne couvrent-ils qu'une partie de ces dépenses en vendant leurs marchandises et ils finissent par se ruiner. Par contre, ceux chez qui les dépenses individuelles de travail sont inférieures à la moyenne, grâce à de meilleures conditions, sont en excellente posture pour vendre, et s'enrichissent. D'où une aggravation de la concurrence. Une différenciation s'opère parmi les petits producteurs de marchandises : la majorité s'appauvrit de plus en plus, alors qu'une infime minorité s'enrichit.

Le morcellement politique fut, sous le régime féodal, un gros obstacle au développement de la production marchande. Les féodaux établissaient à leur guise des droits sur les marchandises amenées du dehors, percevaient des péages et créaient ainsi de graves obstacles au commerce. Les besoins de celui-ci, et plus généralement du développement économique de la société, exigeaient la suppression du morcellement féodal. Les progrès de la production artisanale et agricole, de la division sociale du travail entre la ville et la campagne eurent pour conséquence l'établissement de relations économiques plus actives entre les différentes régions d'un même pays, la formation d'un *marché national*. Celui-ci créa à son tour les conditions économiques d'une centralisation du pouvoir politique. La bourgeoisie naissante des villes avait intérêt à la destruction des barrières féodales; aussi était-elle favorable à la constitution d'un Etat centralisé.

S'appuyant sur la couche plus large de la petite noblesse, sur les « vassaux de leurs vassaux », ainsi que sur les villes dont l'ascension se poursuit, les rois portent à l'aristocratie féodale des coups décisifs et affermissent leur domination. Ils deviennent les maîtres de l'Etat non plus seulement de nom, mais aussi en fait. De grands Etats nationaux se constituent sous forme de monarchies absolues. La fin du morcellement féodal et l'établissement d'un pouvoir politique centralisé contribuent à l'apparition et au développement de rapports capitalistes.

La formation d'un *marché mondial* joua également un rôle considérable dans l'avènement du régime capitaliste.

Dans la seconde moitié du XV^e siècle, les Turcs s'emparèrent de Constantinople et de toute la partie orientale de la Méditerranée. La grande route commerciale était coupée, qui mettait l'Europe occidentale en communication avec l'Orient. Christophe Colomb découvrit en 1492 l'Amérique, alors qu'il cherchait la voie maritime des Indes, que Vasco de Gama trouva en 1498, après avoir fait le tour de l'Afrique.

A la suite de ces découvertes, la Méditerranée perdit sa primauté commerciale au profit de l'Atlantique, et la première place dans le Commerce échut aux Pays-Bas, à l'Angleterre et à la France. La Russie jouait elle aussi un rôle important dans le commerce européen.

Avec la naissance du commerce mondial et d'un marché mondial, l'artisanal n'était plus en mesure de satisfaire la demande accrue de marchandises. Cette circonstance hâta le passage de la petite production artisanale à la grande *production capitaliste* fondée sur l'exploitation d'ouvriers salariés.

Le passage du mode de production féodal au mode de production capitaliste s'accomplit de deux façons : d'une part, la différenciation des petits producteurs de marchandises fit apparaître des entrepreneurs capitalistes; d'autre part, le capital commercial, en la personne des marchands, plaça directement la production sous sa dépendance.

Les corporations pouvaient limiter la concurrence et la différenciation parmi les artisans tant que la production marchande restait peu développée. Avec les progrès de l'échange, la concurrence se fit de plus en plus âpre. Les maîtres de métier travaillant pour un marché plus étendu cherchaient à obtenir l'abolition des restrictions corporatives, ou bien les tournaient purement et simplement. Ils allongeaient la journée de travail des compagnons et des apprentis, en augmentaient le nombre, appliquaient des

méthodes de travail plus productives. Les plus riches d'entre eux devenaient peu à peu des capitalistes; les plus pauvres, les compagnons et les apprentis, devenaient des ouvriers salariés.

En désagrégant l'économie naturelle, le capital commercial contribua à l'avènement de la production capitaliste. Il ne fut d'abord qu'un intermédiaire dans l'échange des marchandises des petits producteurs — artisans et paysans — et lors de la réalisation par les féodaux d'une partie du surproduit que ceux-ci s'approprièrent. Puis le marchand se mit à acheter régulièrement aux petits producteurs les marchandises qu'ils fabriquaient, pour les revendre sur un marché plus large. Il devenait de la sorte un *accapareur* [Le mot est pris ici dans son sens propre, sans la nuance péjorative qu'il a prise aujourd'hui (N.T.)]. Avec les progrès de la concurrence et l'apparition de l'accapareur, la situation de la masse des artisans se modifia sensiblement. Les maîtres de métier appauvris imploraient l'aide du marchand accapareur qui leur avançait de l'argent, des matières premières et des matériaux, à la condition qu'ils lui vendent le produit fini à un prix très bas, convenu d'avance. Les petits producteurs tombaient de la sorte sous la dépendance économique du capital commercial.

Peu à peu un grand nombre de maîtres de métier appauvris se trouvèrent dépendre d'un riche accapareur. Celui-ci leur distribuait des matières premières, par exemple des filés dont ils faisaient des tissus, contre le paiement d'une certaine somme, et devenait ainsi un *distributeur*.

La ruine de l'artisan fit que l'accapareur dut lui fournir non seulement la matière première, mais encore les instruments de travail. De la sorte, l'artisan perdit son dernier semblant d'autonomie et devint définitivement un ouvrier salarié, tandis que l'accapareur se transformait en capitaliste industriel.

Groupés dans l'atelier du capitaliste, les artisans d'autrefois exécutaient un même travail. Mais il apparut bientôt que certaines opérations réussissaient mieux aux uns, et d'autres opérations aux autres. Il était donc plus avantageux de confier à chacun la partie du travail où il était le plus habile. C'est ainsi que la *division du travail* s'introduisit peu à peu dans les ateliers employant une main-d'œuvre plus ou moins nombreuse. Les entreprises capitalistes où des ouvriers salariés accomplissent un travail manuel sur la base de la division du travail, sont appelées *manufactures* [« Manufacture » signifie littéralement travail fait à la main.].

Les premières sont apparues dès les XIV^e et XV^e siècles à Florence et dans certaines républiques italiennes du Moyen âge. Du XVI^e au XVIII^e siècle, les manufactures produisant du drap, des tissus de lin et de soie, de l'horlogerie, des armes, de la verrerie, se multiplièrent dans tous les pays d'Europe.

Elles firent leur apparition en Russie au XVII^e siècle. Au début du XVIII^e siècle, sous Pierre I^{er}, elles connurent un essor rapide, notamment les manufactures d'armes, de drap, de soieries. Des usines sidérurgiques, des mines, des sauneries furent créées dans l'Oural.

A la différence des manufactures d'Europe occidentale, reposant sur le travail salarié, les entreprises russes des XVII^e et XVIII^e siècles, tout en recourant à des travailleurs libres salariés, employaient surtout des paysans et des ouvriers serfs. A partir de la fin du XVIII^e siècle, les manufactures fondées sur le travail libre salarié reçurent une large extension. Ce processus s'intensifia au cours des dernières décennies qui précédèrent l'abolition du servage.

La désagrégation des rapports féodaux se poursuivait également à la campagne. A mesure que se développait la production marchande, le pouvoir de l'argent augmentait. Les seigneurs remplaçaient les obligations en nature des paysans par des obligations en argent. Les paysans durent vendre les produits de leur travail et remettre aux féodaux l'argent qu'ils en avaient retiré. D'où, chez les paysans, un perpétuel besoin d'argent. Les accapareurs et les usuriers mettaient à profit cette situation pour les asservir. L'oppression féodale devenait plus lourde, la situation des serfs s'aggravait.

Le développement des relations monétaires donna une forte impulsion à la *différenciation de la paysannerie*, autrement dit à sa division en différents groupes sociaux. L'immense majorité de la paysannerie était dans la misère, s'épuisait au travail et se ruinait. Parallèlement apparurent des paysans riches qui exploitaient leurs voisins par des prêts léonins, en achetant à vil prix leurs produits agricoles, leur cheptel, leurs instruments de travail.

C'est ainsi que la production capitaliste naquit au sein du régime féodal. L'accumulation primitive du capital. L'expropriation violente des paysans. L'accumulation des richesses.

La production capitaliste suppose réalisées deux conditions principales : 1° l'existence d'une masse de non-possédants personnellement libres mais dépourvus de moyens de production et d'existence, obligés par suite de se louer aux capitalistes et de travailler pour eux; et 2° l'accumulation des richesses monétaires indispensables pour créer de grandes entreprises capitalistes.

Nous avons vu que le capitalisme a pour milieu nourricier la petite production marchande fondée sur la propriété privée, où la concurrence enrichit quelques-uns et ruine la plupart des autres. Mais la lenteur de ce processus ne correspondait pas aux besoins du nouveau marché mondial créé par les grandes découvertes de la fin du XV^e siècle. L'avènement du mode de production capitaliste fut accéléré par l'emploi des méthodes de contrainte les plus brutales de la part des grands propriétaires fonciers, de la bourgeoisie et du pouvoir d'Etat qui se trouvait aux mains des classes exploiteuses. La violence, selon l'expression de Marx, a été l'accoucheuse qui a hâté la venue au monde du nouveau mode de production capitaliste.

Les savants bourgeois dépeignent sous des couleurs idylliques la naissance de la classe capitaliste et de la classe ouvrière. Dans des temps immémoriaux, assurent-ils, une poignée d'hommes laborieux et économes accumulèrent des richesses par leur travail, alors qu'une foule de paresseux et d'oisifs gaspillaient tout leur avoir et devenaient des prolétaires.

Ces fables imaginées par les défenseurs du capitalisme n'ont rien de commun avec la réalité. En fait, la formation d'une masse de non-possédants — les prolétaires — et l'accumulation de richesses aux mains de quelques-uns résultèrent du fait que les petits producteurs furent privés par la violence de leurs moyens de production. Le processus de séparation des producteurs de leurs moyens de production (terre, instruments de production, etc.) s'accompagna de spoliations et de cruautés sans nombre. Il a reçu le nom *d'accumulation primitive du capital*, car il a précédé l'apparition de la grande production capitaliste.

C'est d'abord en Angleterre que la production capitaliste prit un développement considérable. A la fin du XV^e siècle, un douloureux processus d'expropriation violente de la paysannerie s'amorça dans ce pays. L'impulsion directe fut donnée par la demande accrue de laine de la part des grandes manufactures de drap apparues d'abord en Flandre, puis en Angleterre même. Les seigneurs se mirent à élever de grands troupeaux de moutons. Ils avaient besoin pour cela de pâturages. Ils chassaient en masse les paysans de leurs demeures, s'emparaient de la terre dont ceux-ci avaient toujours eu la jouissance, et transformaient les champs cultivés en pâturages.

L'expropriation des paysans s'accomplit de différentes façons, mais principalement par une mainmise éhontée sur les terres communales. Les seigneurs entouraient ces terres de clôtures, démolissaient les maisons des paysans, expulsaient ces derniers. Si ceux-ci tentaient de recouvrer la terre dont ils avaient été illégalement dépossédés, la force armée de l'Etat volait au secours du seigneur. Une série de lois sur les « enclosures » consacrèrent au XVIII^e siècle cette spoliation du paysan.

La foule des paysans ruinés et dépouillés encombrait les villes, les bourgs et les routes d'Angleterre. Privés de moyens d'existence, ils étaient réduits à la mendicité. Les autorités édictèrent contre les expropriés des lois sanguinaires, d'une cruauté exceptionnelle. Ainsi, sous le règne d'Henri VIII (XVI^e siècle), 72.000 personnes furent exécutées pour « vagabondage ». Au XVIII^e siècle, la peine de mort fut remplacée pour les « vagabonds » et les sans-logis par l'incarcération dans des « maisons de travail », qui méritèrent le nom de « maisons d'horreur ». La bourgeoisie entendait ainsi plier la population rurale, chassée de ses terres et réduite au vagabondage, à la discipline du travail salarié.

Dans la *Russie* des tsars, engagée après les autres pays d'Europe dans la voie du développement capitaliste, la séparation du producteur de ses moyens de production fut réalisée par les mêmes méthodes qu'ailleurs. En 1861, le gouvernement tsariste, sous la pression des soulèvements paysans, se vit contraint d'abolir le servage.

Cette réforme constitua une gigantesque spoliation de la paysannerie. Les grands propriétaires fonciers s'emparèrent des deux tiers du sol. Ils se réservèrent des enclaves (« otrezki »), sur les terres les mieux situées, et parfois aussi les pacages, les abreuvoirs, les chemins conduisant aux champs, etc., dont les paysans avaient auparavant la jouissance. Les enclaves devinrent pour les propriétaires fonciers un moyen d'asservir les paysans, obligés de prendre des terres à bail aux plus dures conditions. La loi établissant la liberté personnelle du paysan maintint provisoirement la corvée et la redevance. En échange du lot tronqué qu'il avait reçu, le paysan devait

satisfaire à ces obligations au bénéfice du propriétaire foncier tant que la terre n'aurait pas été rachetée. Le montant des droits de rachat avait été calculé sur la base de prix de la terre fortement majorés, et il s'éleva à environ deux milliards de roubles.

Caractérisant la réforme paysanne de 1861, Lénine écrivait :

C'est une première violence massive contre la paysannerie au profit du capitalisme naissant dans l'agriculture. Les propriétaires fonciers ont déblayé le terrain pour le capitalisme. (V. LENINE : *Le Programme agraire de la social-démocratie dans la première révolution russe de 1905-1907*, p. 72. Editions en langues étrangères, Moscou, 1954. (Traduction revue.))

L'expropriation des paysans eut un double résultat. D'une part, la terre devint la propriété privée d'un nombre relativement restreint de grands propriétaires fonciers. La propriété féodale de la terre, la propriété d'une couche sociale, se transforma en propriété bourgeoise. D'autre part, l'industrie bénéficia d'un afflux considérable d'ouvriers libres, prêts à se louer aux capitalistes.

Pour que la production capitaliste pût apparaître, il fallait non seulement une main-d'œuvre à bon marché, mais encore une accumulation de richesses considérables entre les mains de quelques-uns sous forme de sommes d'argent pouvant être transformées en moyens de production et servir à embaucher des ouvriers.

Au Moyen âge, marchands et usuriers avaient édifié de grandes fortunes qui permirent par la suite de créer de nombreuses entreprises capitalistes.

La conquête de l'Amérique, qui s'accompagna du pillage massif et de l'extermination de la population indigène, procura aux conquérants des richesses incalculables qu'accrut plus rapidement encore l'exploitation des mines de métaux précieux d'une richesse extraordinaire. Pour faire valoir ces mines, il fallait de la main-d'œuvre. Les Indiens périssaient en masse par suite des conditions inhumaines dans lesquelles ils travaillaient. Les marchands européens organisèrent en Afrique la chasse aux nègres comme s'il s'était agi de bêtes sauvages. Le commerce des nègres d'Afrique réduits en esclavage était des plus lucratifs. Les négriers réalisaient des profits fabuleux. Le travail servile des nègres reçut une grande extension dans les plantations de coton américaines.

Le *commerce colonial* fut, lui aussi, à l'origine de grosses fortunes. Les marchands de Hollande, d'Angleterre et de France fondèrent les compagnies des Indes orientales pour faire le commerce avec l'Inde. Ces compagnies bénéficiaient de l'appui de leurs gouvernements. Elles monopolisaient le commerce des produits coloniaux et avaient reçu le droit d'exploiter sans aucune restriction les colonies en usant des pires méthodes de violence. Leurs bénéfices annuels dépassaient de plusieurs fois le capital engagé. En Russie, le commerce avec la Sibérie qui mettait en coupe réglée les populations et la ferme de l'eau-de-vie, par laquelle l'Etat accordait à des traitants le droit exclusif de produire et de vendre des spiritueux contre le paiement d'une certaine somme, procuraient de gros profits aux marchands.

Le capital commercial et le capital usuraire concentrèrent de la sorte de prodigieuses richesses monétaires. C'est ainsi que par le pillage et la ruine de la masse des petits producteurs s'accumulèrent les ressources monétaires indispensables à la création de grandes entreprises capitalistes. Analysant ce processus, Marx a écrit que le capital arrive au monde « suant le sang et la boue par tous les pores ». (K. MARX : *Le Capital*, livre I, t. III, p. 202.)

Les révoltes des serfs. Les révolutions bourgeoises. La chute du régime féodal.

La lutte de la paysannerie contre les seigneurs féodaux s'est poursuivie durant toute l'époque féodale, mais c'est à la fin de celle-ci qu'elle a atteint sa plus grande acuité.

Au XIV^e siècle, la *France* fut le théâtre d'une guerre des paysans connue dans l'histoire sous le nom de Jacquerie. La bourgeoisie naissante des villes, qui avait d'abord appuyé le mouvement, s'en détourna au moment décisif.

A la fin du XIV^e siècle, une révolte paysanne éclata dans une grande partie de *l'Angleterre*. Les paysans armés, ayant à leur tête Wat Tyler, se répandirent à travers le pays, détruisant les demeures seigneuriales et les monastères, et s'emparèrent de Londres. Les seigneurs étouffèrent le soulèvement par la violence et la ruse. Tyler fut tué par trahison. Confiant dans les promesses du roi et des seigneurs, les révoltés rentrèrent chez eux, après quoi des expéditions punitives passèrent dans les villages; la répression fut féroce.

Au début du XVI^e siècle, une guerre des paysans soutenus par les petites gens des villes et conduits par Thomas Münzer se déroula en *Allemagne*. Les paysans réclamaient la cessation de l'arbitraire et des violences des nobles.

En *Russie*, citons les grandes guerres paysannes dirigées par Stépan Razine au XVII^e siècle et Emélian Pougatchev au XVIII^e. Les révoltés demandaient l'abolition du servage, la remise aux paysans des terres de la noblesse et de l'Etat, la fin de la domination féodale. L'aggravation de la crise du système féodal d'économie entre 1850 et 1860 se traduisit par une puissante vague d'insurrections paysannes à la veille de la réforme de 1861.

Des guerres et des révoltes paysannes d'une ampleur exceptionnelle se sont déroulées en *Chine* pendant des siècles. L'insurrection des Taïpings, sous la dynastie des Tsing (milieu du XIX^e siècle), mit en mouvement des millions de paysans. Les révoltés occupèrent Nankin, ancienne capitale de la Chine. La loi agraire des Taïpings proclamait l'égalité dans le droit, la jouissance de la terre et des autres biens. Leur organisation politique combinait de façon originale la monarchie avec la démocratie paysanne, trait que l'on retrouve aussi dans les mouvements paysans d'autres pays.

Les révoltes paysannes ont une importance révolutionnaire, car elles ont ébranlé les bases mêmes de la féodalité et conduit en définitive à l'abolition du servage.

Le passage du régime féodal au capitalisme en Europe occidentale s'est accompli grâce aux *révolutions bourgeoises*. La bourgeoisie montante profita de la lutte des paysans contre les seigneurs pour hâter la chute du régime féodal, remplacer l'exploitation féodale par l'exploitation capitaliste, et s'emparer du pouvoir. Lors des révolutions bourgeoises, les paysans fournirent le gros des forces qui renversèrent le régime féodal. Il en fut ainsi au cours de la première révolution bourgeoise dans les Pays-Bas, au XVI^e siècle, pendant la révolution anglaise du XVII^e siècle, pendant la révolution bourgeoise en France à la fin du XVIII^e siècle.

La bourgeoisie s'appropriera les fruits de la lutte révolutionnaire de la paysannerie et se hissa au pouvoir sur les épaules de celle-ci. La force des paysans résidait dans leur haine des oppresseurs. Mais leurs révoltes étaient spontanées. La paysannerie, en tant que classe de petits propriétaires privés, était morcelée; elle ne pouvait formuler un programme clair ni mettre sur pied une organisation solide et cohérente pour mener la lutte. Pour triompher, les révoltes paysannes doivent se combiner avec le mouvement ouvrier et être dirigées par les ouvriers. Mais lors des révolutions bourgeoises des XVII^e et XVIII^e siècles la classe ouvrière était encore faible, peu nombreuse et inorganisée.

C'est au sein même de la société féodale qu'avaient mûri les formes plus ou moins achevées du régime capitaliste; une nouvelle classe exploiteuse, celle des capitalistes, avait grandi en même temps qu'étaient apparues des masses d'hommes dépourvus de moyens de production : les prolétaires.

A l'époque des révolutions bourgeoises, la bourgeoisie a utilisé contre la féodalité la loi économique de correspondance nécessaire entre les rapports de production et le caractère des forces productives; elle a renversé les rapports de production féodaux, créé des rapports de production nouveaux, des rapports bourgeois, et fait concorder les rapports de production avec le caractère des forces productives développées au sein du régime féodal.

Les révolutions bourgeoises mirent fin au régime féodal et instaurèrent la domination du capitalisme.

Les conceptions économiques de l'époque féodale.

Les conceptions économiques de l'époque féodale reflètent les rapports sociaux qui régnaient alors. Toute la vie intellectuelle se trouve sous le contrôle du clergé et revêt de préférence pour cette raison une forme *religieuse et scolastique*. Aussi les considérations sur la vie économique forment-elles des chapitres particuliers des traités de théologie.

En Chine, les conceptions économiques furent pendant des siècles Influencées par la doctrine de *Confucius*. Idéologie religieuse, le confucianisme naquit au V^e siècle avant notre ère. Il exige le maintien strict de la hiérarchie féodale des castes dans l'ordre politique aussi bien que dans la famille. « Les ignorants, dit *Confucius*, doivent obéir aux nobles et aux sages. L'insubordination des petites gens à l'autorité supérieure est principe de désordre. » Cependant Confucius demandait aux hommes « bien nés » de faire preuve d'« humanité » et de ne pas être trop durs envers les pauvres. Confucius prônait la nécessité de l'union de la Chine, alors morcelée, sous le pouvoir d'un monarque. Confucius et ses disciples idéalisent les formes d'économie arriérées. Ils exaltent « l'âge d'or » que représente pour eux le passé patriarcal. La paysannerie, écrasée par l'aristocratie féodale et les

marchands, mettait dans le confucianisme ses espérances d'une amélioration de sa situation, bien que cette doctrine n'exprimât pas les intérêts de classe de la paysannerie. Au cours de son évolution, le confucianisme devint l'idéologie officielle de l'aristocratie féodale. Il fut exploité par les classes dirigeantes pour élever le peuple dans l'esprit d'une soumission servile aux seigneurs féodaux, pour perpétuer le régime féodal.

Saint Thomas d'Aquin (XIII^e siècle), un des idéologues du féodalisme de l'Europe médiévale, a tenté de justifier par la théologie la nécessité de la société féodale. Tout en proclamant que la propriété féodale est nécessaire et raisonnable, et en déclarant que les serfs sont des esclaves, il affirme, contrairement aux esclavagistes de l'antiquité, que « l'esclave est libre en esprit » et que par conséquent son maître n'a pas le droit de le tuer. Il ne considère plus le travail comme indigne d'un homme libre. Le travail manuel est à ses yeux une activité d'ordre inférieur, et le travail intellectuel une occupation noble; il voit dans cette distinction la base de la division de la société en différents ordres. Ses idées sur la richesse s'inspirent du même point de vue de caste. L'homme doit disposer de la richesse à laquelle lui donne droit la situation qu'il occupe dans la hiérarchie féodale. Très caractéristique à cet égard est la théorie des théologiens du Moyen âge sur le « juste » prix. Le « juste » prix doit correspondre à la quantité de travail dépensée pour produire un objet et à la situation sociale du producteur.

Les défenseurs du « juste » prix ne protestaient nullement contre le profit du marchand. Ce qu'ils voulaient, c'était lui fixer des bornes pour qu'il ne compromît pas l'existence économique des autres ordres. Ils condamnaient l'usure comme déshonorante et immorale. Mais avec le développement de la production marchande et de l'échange, le clergé lui-même se livra à l'usure pour laquelle l'Eglise se montra de plus en plus indulgente.

La lutte de classe des masses opprimées contre les classes dominantes de la société féodale prit pendant des siècles une forme religieuse. Les paysans et les compagnons exploités citaient souvent la Bible à l'appui de leurs revendications. D'innombrables sectes prirent une grande extension. L'Eglise catholique et l'Inquisition persécutaient férocelement les « hérétiques », les envoyaient au bûcher.

Avec le développement de la lutte de classe, le mouvement des masses opprimées se dégaga de plus en plus de son enveloppe religieuse, et son caractère révolutionnaire s'affirma avec une netteté croissante. Les paysans réclamaient l'abolition du servage et des privilèges féodaux, l'égalité des droits, la suppression des ordres, etc.

Au cours des guerres paysannes en Angleterre, en Bohême et en Allemagne, les mots d'ordre des révoltés prirent un caractère toujours plus radical. L'aspiration à l'égalité des masses exploitées de la campagne et de la ville se traduisit par la revendication de la *communauté des biens*, c'est-à-dire de l'égalité en matière de consommation. Revendication impossible à réaliser, mais qui avait à l'époque une portée révolutionnaire, car elle soulevait les masses pour la lutte contre l'oppression féodale.

C'est au déclin de l'époque féodale qu'apparurent les deux premiers grands socialistes utopistes : l'Anglais *Thomas More*, auteur de *l'Utopie* (XVI^e siècle), et l'Italien *Tommaso Campanella* qui écrivit *La Cité du soleil* (XVII^e siècle). Constatant dans la société de leur temps une inégalité et des contradictions croissantes, ces penseurs ont exposé sous une forme originale leurs idées sur la cause des maux dont elle souffre; ils ont donné la description d'un régime qu'ils considèrent comme idéal et où ces maux auront été supprimés.

Le régime social qu'ils préconisent ignore la propriété privée et les vices qu'elle entraîne. Chacun est à la fois artisan et agriculteur. La journée de travail est de six, voire de quatre heures par jour, ce qui suffit parfaitement à couvrir tous les besoins. Les produits sont répartis selon les besoins. L'éducation des enfants est confiée à la société.

Les ouvrages de More et de Campanella jouèrent un rôle progressiste dans l'histoire de la pensée sociale. Ils renfermaient des idées très en avance sur leur temps. Mais faute de tenir compte des lois du développement social, ces idées étaient irréalisables, utopiques. On ne pouvait alors supprimer l'inégalité sociale: le niveau des forces productives exigeait que l'exploitation féodale fit place à l'exploitation capitaliste.

L'apparition du capitalisme remonte au XVI^e siècle. C'est aussi à cette époque que furent faites les premières tentatives pour interpréter et pour expliquer certains phénomènes propres au capitalisme. Ainsi prit naissance et se développa, du XVI^e au XVIII^e siècle, le courant de la pensée et de la politique économiques, qui a reçu le nom de *mercantilisme*.

Né en Angleterre, le mercantilisme se répandit ensuite en France, en Italie et dans les autres pays. Il posait le problème de la richesse nationale, de ses formes et des moyens de l'accroître.

C'était à l'époque où le capital, sous sa forme commerciale et usuraire, dominait le commerce et le crédit. Il ne faisait encore que ses premiers pas dans la production où il fondait des manufactures. Après la découverte et la conquête de l'Amérique les métaux précieux affluèrent en Europe. Les guerres et le commerce opéraient une redistribution permanente de l'or et de l'argent entre les Etats européens.

Dans leur conception de la nature de la richesse, les mercantilistes partaient de l'analyse des phénomènes superficiels de la circulation. Leur attention se portait non sur la production, mais sur le commerce et la circulation monétaire, en particulier sur les mouvements de l'or et de l'argent. Pour les mercantilistes, la seule richesse véritable est constituée non par la production sociale, mais par la monnaie : l'or et l'argent. Ils demandent que l'Etat intervienne énergiquement dans la vie économique pour faire en sorte que la monnaie afflue le plus possible dans le pays et s'en aille le moins possible à l'étranger. Les mercantilistes pensèrent d'abord y parvenir en interdisant par de simples mesures administratives la sortie de la monnaie. Ils estimèrent par la suite qu'il était nécessaire pour cela de développer le commerce extérieur. Ainsi, l'Anglais *Thomas Mun* (1571-1641), gros marchand et directeur de la Compagnie des Indes orientales, écrivait : « Le moyen ordinaire d'augmenter notre richesse et nos trésors est le commerce avec l'étranger où nous devons toujours avoir pour règle de vendre chaque année aux étrangers nos marchandises pour une somme supérieure à celle que nous dépensons pour nous procurer les leurs ».

Les mercantilistes exprimaient les intérêts de la bourgeoisie, qui naissait au sein du régime féodal, et qui était impatiente d'accumuler des richesses sous forme d'or et d'argent en développant le commerce extérieur, en pillant les colonies et en engageant des guerres commerciales, en asservissant les peuples moins évolués. Avec le progrès du capitalisme, ils exigèrent que l'Etat protègeât le développement des entreprises industrielles, des manufactures. Des *primes à l'exportation* furent accordées aux marchands qui vendaient des marchandises à l'étranger. Les *droits d'entrée* acquirent bientôt une importance plus grande encore. A mesure que se développaient les manufactures, puis les fabriques, l'imposition de droits de douane sur les produits importés devint la mesure la plus fréquemment appliquée pour protéger l'industrie nationale contre la concurrence étrangère.

C'est ce qu'on appelle le *protectionnisme*, politique qui a subsisté dans de nombreux pays bien après l'abandon des théories mercantilistes.

En *Angleterre*, les tarifs protecteurs jouèrent un rôle important aux XVI^e et XVII^e siècles, alors qu'il s'agissait d'écarter la concurrence des manufactures plus développées des Pays-Bas. A partir du XVIII^e siècle, l'Angleterre l'assura de façon durable la primauté industrielle. Les autres pays, moins évolués, ne pouvaient rivaliser avec elle. Aussi l'idée du libre-échange commença-t-elle à se faire jour en Angleterre.

Il en allait autrement dans les pays qui s'étaient engagés dans la voie du capitalisme après l'Angleterre. En *France*, le ministre de Louis XIV, Colbert, encouragea les manufactures par tout un ensemble de mesures protectionnistes : droits de douane élevés, interdiction d'exporter les matières premières, implantation d'industries nouvelles et création de compagnies pour le commerce extérieur, etc.

Le mercantilisme joua à l'époque un rôle progressiste. La politique protectionniste qu'il inspira contribua dans une mesure appréciable à l'extension des manufactures. Mais la théorie mercantiliste de la richesse traduisait le faible développement de la production capitaliste. Les progrès du capitalisme firent de mieux en mieux apparaître la faiblesse de cette théorie.

En *Russie*, le système féodal prédomina aux XVII^e et XVIII^e siècles. L'économie était essentiellement une économie naturelle. Néanmoins le commerce et l'artisanat prirent un développement considérable, un marché national se constitua, des manufactures furent fondées; ces transformations contribuèrent à renforcer l'absolutisme.

Les économistes russes développèrent certaines idées propres au mercantilisme en tenant compte des particularités historiques et économiques du pays. Toutefois, à la différence de nombreux mercantilistes d'Europe occidentale, ils attachaient une grande importance non seulement au commerce, mais aussi au développement de l'industrie et de l'agriculture.

Les conceptions économiques de cette époque ont inspiré les ouvrages et les actes de A. L. Ordyne-Nachtchokine, homme d'Etat russe du XVII^e siècle, la politique économique de Pierre le Grand, les œuvres de I. T. Possokhov, le plus éminent des économistes russes du début du XVIII^e siècle.

Dans son livre *De la pauvreté et de la richesse* (1724), *I.T. Possokhov* expose un vaste programme de développement économique de la Russie qu'il justifie dans le détail. Il y montre la nécessité d'appliquer un certain nombre de mesures pour protéger l'industrie nationale, le commerce et l'agriculture, améliorer le système financier.

A partir du dernier tiers du XVIII^e siècle, une tendance à la désagrégation des rapports fondés sur la féodalité et le servage se dessina en Russie; elle s'accrut au cours du premier quart du XIX^e siècle et aboutit à une véritable crise du servage.

A.N. Radichtchev (1749-1802), qui est à l'origine du courant démocratique et révolutionnaire dans la pensée sociale russe, fut un économiste éminent. S'élevant vigoureusement contre le servage et prenant la défense de la

paysannerie opprimée, il soumit le régime féodal à une critique impitoyable, dénonça l'exploitation à laquelle les seigneurs féodaux, les propriétaires des manufactures et les marchands devaient leur richesse, et proclama que la terre doit appartenir à ceux qui la travaillent. Il était convaincu qu'une révolution pouvait seule mettre un terme à l'absolutisme et au servage. Il proposa l'application d'un ensemble de mesures économiques progressistes pour l'époque dont la réalisation aurait permis rétablissement en Russie d'un régime bourgeois démocratique.

Les *décembristes* (premier quart du XIX^e siècle) furent des révolutionnaires d'une époque où commençait à se faire sentir en Russie la nécessité de remplacer le régime féodal par le capitalisme. Leur critique était avant tout dirigée contre le servage. Ardents champions du développement des forces productives en Russie, ils voyaient dans l'abolition du servage et l'affranchissement de la paysannerie la condition essentielle de ce développement. Non contents de prêcher la lutte contre le servage et l'autocratie, ils organisèrent une insurrection contre la monarchie absolue. On doit à *P.I. Pestel* (1793-1826) un projet original de règlement de la question agraire. Son projet de constitution, la *Rousskaïa Pravda*, prévoyait l'affranchissement immédiat et complet des paysans, ainsi que des mesures d'ordre économique pour protéger leurs intérêts à l'avenir. Il préconisait dans ce but la constitution d'un fonds social des terres, grâce auquel chaque paysan pourrait recevoir en jouissance gratuite la terre dont il avait besoin pour sa subsistance. Ce fonds devait se composer de terres de la noblesse et de l'Etat, une partie de celles qui appartenaient aux seigneurs les plus riches étant aliénée sans indemnité. Révolutionnaires issus de la noblesse, les décembristes étaient loin du peuple, mais leur lutte contre le servage fit progresser le mouvement révolutionnaire en Russie.

C'est avec la désagrégation du régime féodal et la naissance du capitalisme que s'élabora l'idéologie de la bourgeoisie marchant à la conquête du pouvoir. Cette idéologie était dirigée contre le régime féodal et contre la religion, arme spirituelle de la féodalité. Aussi la conception du monde de la bourgeoisie en lutte pour le pouvoir revêt-elle dans une série de pays un caractère progressiste. Ses représentants les plus en vue, économistes et philosophes, soumièrent à une critique impitoyable tous les fondements — économiques, politiques, religieux, philosophiques et moraux — de la société féodale. Ils jouèrent un rôle important dans la préparation idéologique de la révolution bourgeoise et exercèrent une influence féconde sur les sciences et les arts.

RESUME

1. La féodalité est née de la décadence de la société esclavagiste et de la désagrégation de la communauté rurale dans les tribus qui avaient conquis les Etats esclavagistes. Dans les pays qui n'ont pas connu l'esclavage, la féodalité est née de la désagrégation de la communauté primitive. L'aristocratie des gentes et les chefs militaires des tribus s'emparèrent d'une grande partie des terres qu'ils distribuèrent à leurs proches. Les paysans furent peu à peu asservis.

2. La base des rapports de production de la société féodale était la propriété du seigneur sur la terre et sa propriété limitée sur le producteur : le paysan serf. La propriété féodale coexistait avec la propriété individuelle du paysan et de l'artisan fondée sur le travail personnel. La société féodale reposait sur le travail des serfs. L'exploitation féodale se traduisait par la corvée à laquelle les paysans étaient astreints au profit du seigneur, ou par le paiement à celui-ci d'une redevance en nature et en argent. Le servage était souvent pour le paysan presque aussi dur que l'esclavage. Mais le régime féodal offrait certaines possibilités de développement aux forces productives, puisque le paysan pouvait consacrer une partie de son temps à cultiver sa terre et avait quelque intérêt à son travail.

3. La loi économique fondamentale de la féodalité réside dans la production d'un surproduit pour la satisfaction des besoins des seigneurs féodaux en exploitant les paysans dépendants sur la base de la propriété du féodal sur la terre et de sa propriété limitée sur les producteurs : les paysans serfs.

4. La société féodale, surtout au début du Moyen âge, était divisée en une foule de petites principautés et de petits Etats. Les couches sociales dominantes de la société féodale étaient la noblesse et le clergé. La paysannerie n'avait aucun droit politique. La lutte de classe entre paysans et seigneurs féodaux s'est poursuivie tout au long de l'histoire de la société féodale. L'Etat féodal, expression des intérêts de la noblesse et du clergé, les aidait activement à maintenir leur droit de propriété féodale sur la terre et à intensifier l'exploitation des paysans opprimés et dépourvus de tout droit.

5. Sous le régime féodal, l'agriculture jouait un rôle primordial et l'économie était essentiellement une économie naturelle. Avec le développement de la division sociale du travail et de l'échange, les vieilles cités, qui avaient survécu à la chute de l'esclavage, connurent une animation nouvelle; d'autres apparurent. Les villes étaient les centres de l'artisanat et du commerce. L'artisanat était

organisé en corporations qui visaient à empêcher la concurrence. Les commerçants étaient groupés en guildes de marchands.

6. Désagréant l'économie naturelle, les progrès de la production marchande entraînent une différenciation parmi la paysannerie et les artisans. Le capital commercial hâta la décomposition de l'artisanat et contribua à l'apparition d'entreprises capitalistes : les manufactures. Les entraves féodales et le morcellement territorial freinaient l'essor de la production marchande. Des marchés nationaux se formèrent peu à peu. Des Etats féodaux centralisés se constituèrent sous forme de monarchies absolues.

7. L'accumulation primitive du capital prépara l'avènement du capitalisme. Des masses considérables de petits producteurs — paysans et artisans — furent privés de leurs moyens de production. Les grands propriétaires fonciers, les marchands et les usuriers concentrèrent entre leurs mains d'importantes richesses monétaires par l'expropriation brutale de la paysannerie, le commerce avec les colonies, les impôts et la traite des noirs. Ainsi se trouva accélérée la formation des principales classes de la société capitaliste : celle des ouvriers salariés et celle des capitalistes. C'est au sein même de la société féodale que surgirent et mûrirent les formes plus ou moins achevées du régime capitaliste.

8. Les rapports de production féodaux, la faible productivité du travail des paysans serfs, les restrictions corporatives entravaient le développement des forces productives. Les révoltes des serfs ébranlèrent le régime féodal et aboutirent à l'abolition du servage. La bourgeoisie prit la tête du combat contre la féodalité. Elle mit à profit la lutte révolutionnaire des paysans contre les seigneurs féodaux pour s'emparer du pouvoir. Les révolutions bourgeoises renversèrent le régime féodal, assurèrent la victoire du capitalisme et donnèrent libre cours au développement des forces productives.

DEUXIÈME PARTIE : **LE MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE**

A — Le capitalisme prémonopoliste

CHAPITRE IV - LA PRODUCTION MARCHANDE. LA MARCHANDISE ET LA MONNAIE

La production marchande est le point de départ et le trait général du capitalisme.

Le mode de production capitaliste, qui a succédé au mode de production féodal, est fondé sur l'exploitation de la classe des ouvriers salariés par la classe des capitalistes. Pour comprendre ce qu'est au fond le mode de production capitaliste, il faut tout d'abord ne pas perdre de vue que le régime capitaliste est fondé sur la production marchande : tout y prend forme de marchandise, partout prévaut le principe de l'achat et de la vente.

La production marchande est plus ancienne que la production capitaliste. Elle existait déjà sous le régime de l'esclavage et sous le régime féodal. Dans la période de décomposition de la féodalité, la production marchande simple a servi de base à la naissance de la production capitaliste.

La production marchande simple implique, premièrement, la division sociale du travail dans laquelle des producteurs isolés se spécialisent dans la fabrication de produits déterminés, et, en second lieu, l'existence de la propriété privée des moyens de production et des produits du travail.

La production marchande simple des artisans et des paysans se distingue de la production capitaliste en ce qu'elle repose sur le travail individuel du producteur de marchandises. Cependant, elle est, quant à sa base, *du même type* que la production capitaliste, puisqu'elle prend appui sur la propriété privée des moyens de production. La propriété privée engendre nécessairement, entre les producteurs de marchandises, la concurrence qui aboutit à l'enrichissement d'une minorité et à la ruine de la majorité. La petite production marchande est donc à l'origine de la formation et du développement des rapports capitalistes.

La production marchande revêt en régime capitaliste un caractère prédominant, universel. L'échange des marchandises, écrivait Lénine, constitue

dans la société bourgeoise (marchande) le *rapport* le plus simple, le plus habituel, le plus fondamental, le plus fréquent, le plus courant, qui se rencontre des milliards de fois. (V. Lénine : « A propos de la dialectique », *Cahiers philosophiques*, p. 280, Editions Sociales, 1955.)

La marchandise et ses propriétés. Le double caractère du travail incorporé dans la marchandise.

La marchandise est une chose qui, premièrement, satisfait un besoin quelconque de l'homme et qui, deuxièmement, est produite, non pas pour la consommation propre, mais pour l'échange.

L'utilité d'un objet, ses propriétés qui lui permettent de satisfaire tel ou tel besoin de l'homme, en font une *valeur d'usage*. La valeur d'usage peut satisfaire directement le besoin individuel de l'homme, ou servir de moyen de production de biens matériels. Ainsi, le pain satisfait le besoin de nourriture; le tissu, le besoin de s'habiller; la valeur d'usage du métier à tisser consiste en ce qu'il sert à produire des tissus. Au cours du développement historique, l'homme découvre des propriétés utiles toujours nouvelles dans les objets et des procédés nouveaux de leur utilisation.

De nombreuses choses qui n'ont cependant pas été créées par le travail de l'homme, ont une valeur d'usage, comme par exemple, l'eau de source, les fruits sauvages, etc. Mais toute chose ayant une valeur d'usage ne constitue pas une marchandise. Pour qu'un objet puisse devenir marchandise, il doit être un produit du travail destiné à la vente.

Les valeurs d'usage forment le contenu matériel de la richesse, quelle que soit la forme sociale de cette richesse. Dans l'économie marchande, la valeur d'usage porte en soi la valeur d'échange de la marchandise. La *valeur d'échange* se présente tout d'abord comme un *rapport quantitatif* dans lequel les valeurs d'usage d'espèce différente sont échangées l'une contre l'autre. Par exemple, une hache est échangée contre 20 kilogrammes de grain. Dans ce rapport quantitatif des objets échangés se trouve exprimée leur valeur d'échange. Des marchandises en quantités déterminées sont assimilées les unes aux autres; par conséquent, elles ont quelque chose de commun. Ce ne peut être aucune des propriétés physiques des marchandises — leur poids, leur volume, leur forme, etc. Les propriétés naturelles des marchandises déterminent leur utilité, leur valeur d'usage. La diversité des valeurs d'usage des marchandises est une condition nécessaire de l'échange. Personne n'échangera des marchandises identiques en qualité, par exemple, du froment pour du froment ou du sucre pour du sucre.

Les valeurs d'usage des diverses marchandises, qualitativement différentes, ne sont pas quantitativement commensurables.

Les différentes marchandises n'ont qu'une seule propriété commune qui les rende comparables entre elles lors de rechange : elles sont des *produits du travail*. A la base de l'égalité de deux marchandises échangées se trouve le travail social dépensé pour les produire. Quand le producteur porte au marché une hache pour l'échanger, il constate que l'on donne pour sa hache 20 kilogrammes de grain. Cela veut dire que la hache *vaut* autant de travail social que 20 kilogrammes de grain. La *valeur* est le travail social des producteurs, incorporé dans la marchandise.

La valeur des marchandises incarne le travail social dépensé pour leur production; c'est ce que confirment des faits connus de tous. Les biens matériels qui, utiles par eux-mêmes, n'exigent pas de dépenses de travail, n'ont pas de valeur, comme par exemple l'air. Les biens matériels nécessitant une grande quantité de travail possèdent une grande valeur, comme par exemple l'or, les diamants. Beaucoup de marchandises qui coûtaient d'abord cher, ont considérablement diminué de prix depuis que le progrès technique a réduit la quantité de travail nécessaire à leur production. Les variations de dépenses de travail dans la production des marchandises se reflètent d'ordinaire aussi dans le rapport quantitatif des marchandises échangées, c'est-à-dire dans leur valeur d'échange. Il en résulte que la valeur d'échange d'une marchandise est la forme de la manifestation de sa valeur.

L'échange des marchandises implique la division sociale du travail entre les propriétaires de ces marchandises. Les producteurs, en assimilant les différentes marchandises les unes aux autres, identifient par là même leurs différentes espèces de travail. Ainsi donc, la valeur exprime des rapports de production entre les producteurs. Ces rapports apparaissent dans l'échange des marchandises.

La marchandise revêt un *double* caractère : 1° elle est une valeur d'usage et 2° elle est une valeur d'échange. Le double caractère de la marchandise est déterminé par le *double caractère du travail* incorporé à la marchandise. Les espèces de travail sont aussi variées que les valeurs d'usage produites. Le travail du menuisier diffère qualitativement de celui du tailleur, du cordonnier, etc. Les différentes espèces de travail se distinguent les unes des autres par leur but, les procédés de fabrication, les outils et, enfin, par les résultats. Le menuisier travaille à l'aide d'une hache, d'une scie, d'un rabot, et produit des articles en bois : tables, chaises, armoires; le tailleur produit des vêtements à l'aide d'une machine à coudre, de ciseaux, d'aiguilles. C'est ainsi que chaque valeur d'usage incarne une espèce déterminée de travail : la table, le travail du menuisier; le costume, le travail du tailleur; les chaussures, le travail du cordonnier, etc. Le travail dépensé sous une forme déterminée constitue le *travail concret*. Le travail concret crée la valeur d'usage de la marchandise.

Lors de l'échange, les marchandises les plus variées provenant des formes diverses du travail concret, sont comparées et assimilées les unes aux autres. Par conséquent, les différentes espèces concrètes de travail cachent derrière elles quelque chose de commun à tout travail. Le travail du menuisier comme celui du tailleur, malgré leur différence qualitative, comporte une dépense productive du cerveau humain, des nerfs, des muscles, etc., et c'est dans ce sens qu'il apparaît comme un travail humain identique uniforme, du travail *en général*. Le travail des producteurs de marchandises en tant que dépense de la force de travail de l'homme en général, indépendamment de sa forme concrète, est du *travail abstrait*. Le travail abstrait forme la valeur de la marchandise.

Travail abstrait et travail concret sont les deux aspects du travail incorporé dans la marchandise.

Tout travail est d'une part dépense, dans le sens physiologique, de force de travail humaine, et à ce titre de travail humain identique ou travail humain abstrait il forme la valeur des marchandises. D'autre part, tout travail est dépense de force de travail humaine, déterminée par un but particulier, et à ce titre de travail concret utile il produit des valeurs d'usage. (K. Marx : *Le Capital*, livre I, t. I, p. 61.)

Dans une société où règne la propriété privée des moyens de production, le double caractère du travail incorporé dans la marchandise reflète la *contradiction entre le travail privé et le travail social* des producteurs. La propriété privée des moyens de production *sépare* les hommes, fait du travail de chaque producteur son affaire *privée*. Chaque producteur de marchandises travaille isolément. Le travail des différents ouvriers n'est ni concerté ni coordonné à l'échelle de toute la société. Mais d'autre part, la division sociale du travail traduit l'existence d'une *multitude de liens* entre les producteurs qui travaillent les uns pour les autres. Plus la division du travail dans la société est poussée et plus il y a de diversité dans les produits des différents producteurs, et plus leur interdépendance est grande. Par conséquent, le travail du producteur isolé est au fond un travail *social*; il constitue une parcelle du travail de la société dans son ensemble. Les marchandises, qui sont les produits de diverses formes de travail privé concret, sont également en même temps les produits de travail humain en général, de travail abstrait.

La contradiction propre à la production marchande consiste donc en ce que le travail des producteurs de marchandises, tout en étant directement leur affaire privée, revêt en même temps un caractère social. Par suite de l'isolement des producteurs de marchandises, le caractère social de leur travail dans le processus de production reste caché. Il ne se manifeste que dans le processus de l'échange, au moment où la marchandise apparaît sur le marché pour être échangée contre une autre marchandise. C'est seulement dans le processus d'échange qu'il est possible d'établir si le travail de tel ou tel producteur est nécessaire à la société et s'il obtiendra l'agrément de la société. Le travail abstrait, qui forme la valeur de la marchandise, constitue une catégorie historique, il est la forme spécifique du travail social propre seulement à l'économie marchande. Dans l'économie naturelle, les hommes produisent non pas pour l'échange, mais pour leur propre consommation; en conséquence, le caractère social de leur travail se présente directement sous sa forme concrète. Ainsi, quand le seigneur féodal prenait aux serfs le surproduit sous la forme d'une rente-travail ou d'une rente en nature, il s'appropriait leur travail directement sous la forme de redevance en travail ou de certains produits. Le travail social dans ces conditions ne prenait pas la forme d'un travail abstrait. Dans la production marchande, les produits sont confectionnés non pour la consommation personnelle du producteur, mais pour la vente. Le caractère social du travail ne se manifeste que sur le marché, par l'assimilation d'une marchandise à une autre, en ramenant les formes concrètes du travail au travail abstrait qui constitue la valeur de la marchandise. Ce processus s'opère spontanément, en dehors de tout plan général, à l'insu du producteur.

Le temps de travail socialement nécessaire. Le travail simple et le travail complexe.

La *grandeur* de la valeur d'une marchandise est déterminée par le temps de travail. Plus la production d'une marchandise nécessite de temps, et plus grande est sa valeur. On sait que les producteurs travaillent dans des conditions différentes et dépensent pour la production de marchandises identiques une quantité différente de temps. Est-ce à dire que plus le travailleur est paresseux, plus les conditions dans lesquelles il travaille sont défavorables, et plus la valeur de la marchandise produite par lui sera élevée ? Non, évidemment. La grandeur de la valeur de la marchandise n'est point déterminée par le temps de travail individuel dépensé pour la production de la marchandise par tel ou tel producteur, mais par le temps de travail socialement nécessaire.

Le temps de travail socialement nécessaire est celui qu'exige la fabrication de telle ou telle marchandise, dans des conditions sociales de production moyennes, c'est-à-dire avec un niveau technique moyen, une habileté moyenne et une intensité de travail moyenne. Il correspond aux conditions de production, dans lesquelles sont fabriquées la plupart des marchandises d'un type donné. Le temps de travail socialement nécessaire varie selon le degré de la productivité du travail.

La *productivité du travail* s'exprime dans la quantité de produits créés en une unité de temps de travail. Elle augmente grâce au perfectionnement ou à l'utilisation plus complète des instruments de

production, aux progrès de la science, à l'habileté accrue du travailleur, à la rationalisation du travail et à d'autres améliorations dans le processus de production. Plus la productivité du travail est élevée, et moins de temps est nécessaire à la production d'une unité d'une marchandise donnée, et plus la valeur de cette marchandise est basse.

De la productivité du travail, il faut distinguer l'intensité du travail. *L'intensité du travail* est déterminée par les dépenses de travail en une unité de temps. L'accroissement de l'intensité du travail signifie l'augmentation des dépenses de travail dans un laps de temps donné. Un travail plus intensif s'incarne dans une plus grande quantité de produits et crée plus de valeur en une unité de temps qu'un travail moins intensif.

A la production des marchandises prennent part des travailleurs de toute qualification. Le travail de l'homme ne possédant aucune formation spéciale est un travail *simple*. Le travail demandant une formation spéciale est un travail *complexe*, ou un travail *qualifié*.

Le travail complexe crée dans une même unité de temps, une valeur plus grande que le travail simple. La valeur de la marchandise créée par le travail complexe contient aussi la part du travail consacrée à l'apprentissage du travailleur et à l'augmentation de sa qualification. Le travail complexe prend la signification d'un travail simple *multiplié*; une heure de travail complexe équivaut à plusieurs heures de travail simple. C'est de façon spontanée que, dans la production marchande fondée sur la propriété privée, toutes les espèces de travail complexe se ramènent à un travail simple. La grandeur de la valeur d'une marchandise est déterminée par la quantité de travail simple socialement nécessaire.

L'évolution des formes de la valeur. Le caractère de la monnaie.

La valeur de la marchandise est créée par le travail dans le processus de production, mais elle ne peut se manifester que si l'on compare une marchandise à une autre dans le processus d'échange, c'est-à-dire dans la valeur d'échange.

La forme la plus simple de la valeur est l'expression de la valeur d'une marchandise en une autre marchandise : par exemple, une hache = 20 kilogrammes de grain. Examinons cette forme.

Ici la valeur de la hache est exprimée en grain. Le grain sert de moyen d'expression matériel de la valeur de la hache. La valeur de la hache ne peut s'exprimer dans la valeur d'usage du grain que parce que la production du grain, de même que la production de la hache, a nécessité du travail. Derrière l'égalité des marchandises se cache l'égalité du travail dépensé à leur production. La marchandise (dans notre cas la hache) exprimant sa valeur en une autre marchandise se présente sous la forme *relative* de la valeur. La marchandise (dans notre exemple le grain), dont la valeur d'usage sert de moyen d'expression de la valeur d'une autre marchandise, se présente sous une forme *équivalente*. Le grain est l'équivalent d'une autre marchandise : la hache. La valeur d'usage d'une autre marchandise : le grain, devient ainsi la forme d'expression de la valeur d'une autre marchandise : la hache.

A l'origine l'échange, qui apparaît déjà dans la société primitive, présentait un caractère fortuit et s'effectuait sous forme d'échange direct d'un produit contre un autre. A cette phase du développement des échanges correspond la forme *simple* ou *accidentelle* de la valeur :

Une hache = 20 kilogrammes de grain.

Avec la forme simple de la valeur, la valeur de la hache ne peut être exprimée que dans la valeur d'usage d'une marchandise, le grain dans notre exemple.

Avec l'apparition de la première grande division sociale du travail, la séparation des tribus de pasteurs de l'ensemble des tribus, l'échange devient plus régulier. Certaines tribus, celles des éleveurs, par exemple, commencent à produire un excédent de produits d'élevage, qu'elles échangent contre les produits agricoles ou artisanaux qui leur manquent. A ce degré d'évolution des échanges correspond une forme *totale* ou *développée* de la valeur. Interviennent alors dans les échanges non plus deux, mais toute une série de marchandises :

Un mouton =
40 kilogrammes de grain,

ou 20 mètres de toile,
ou 2 haches,
ou 3 grammes d'or, etc.

Ici la valeur de la marchandise reçoit son expression dans la valeur d'usage non pas d'une seule, mais de beaucoup de marchandises, qui jouent le rôle d'équivalent. En même temps les rapports quantitatifs, dans lesquels s'effectue l'échange, prennent un caractère plus constant. A ce degré toutefois se conserve encore l'échange direct d'une marchandise contre une autre.

Avec le développement de la division sociale du travail et de la production marchande, la forme d'échange direct d'une marchandise contre une autre devient insuffisante. On voit surgir, dans le processus de l'échange, des difficultés dues à l'accroissement des contradictions de la production marchande, des contradictions entre travail privé et travail social, entre la valeur d'usage et la valeur d'une marchandise. De plus en plus souvent apparaît une situation dans laquelle, par exemple, le possesseur d'une paire de bottes a besoin d'une hache, mais la valeur d'usage des bottes fait obstacle à l'échange, car le possesseur de la hache a besoin non de bottes, mais de grain : la transaction ne peut avoir lieu entre ces deux possesseurs de marchandises. Alors le possesseur de bottes échange sa marchandise contre la marchandise qui est plus souvent demandée en échange, et que tout le monde accepte volontiers, par exemple un mouton, et il échange contre ce mouton la hache qui lui est nécessaire. Quant au possesseur de la hache, une fois qu'il a reçu en échange de sa hache un mouton, il échange celui-ci contre du grain. C'est ainsi que sont résolues les contradictions de l'échange direct. L'échange direct d'une marchandise contre une autre disparaît progressivement. De la masse des marchandises, il s'en dégage une, par exemple le bétail, contre laquelle on commence à échanger toutes les marchandises. A ce degré de développement de l'échange correspond la forme *générale* de la valeur :

40 kilogrammes de grain,
ou 20 mètres de toile,
ou 2 haches,
ou 3 grammes d'or, etc.
= un mouton.

La forme générale de la valeur se caractérise par le fait que toutes les marchandises commencent à s'échanger contre une marchandise qui joue le rôle d'*équivalent général*. Cependant, dans cette phase, le rôle d'équivalent général n'a pas encore été réservé à une seule marchandise. Selon les lieux, ce rôle est rempli par des marchandises différentes. Là, c'est le bétail; ici, ce sont les fourrures; ailleurs encore, c'est le sel, etc.

L'accroissement des forces productives, l'apparition des outils de métal et de la deuxième grande division sociale du travail, la séparation de l'artisanat et de l'agriculture, amènent le développement de la production marchande et l'élargissement du marché. L'abondance de marchandises d'espèces différentes, jouant le rôle d'équivalent général, entre en contradiction avec les besoins croissants du marché, qui exige l'adoption d'un équivalent unique.

Lorsque le rôle d'équivalent général se fut attaché à une seule marchandise, on a vu surgir la forme *monnaie* de la valeur. Divers métaux ont joué le rôle de monnaie, mais en fin de compte, il a été réservé aux métaux précieux, l'or et l'argent. L'argent et l'or présentent au plus haut degré toutes les qualités qui rendent les métaux propres à jouer le rôle de monnaie : ils sont homogènes, divisibles, inaltérables et ont une grande valeur sous un poids et un volume faibles. C'est pourquoi la fonction de la monnaie échut aux métaux précieux, et finalement à l'or.

La forme monnaie de la valeur peut être représentée de la façon suivante :

40 kilogrammes de grain,
ou 20 mètres de toile,
ou 1 mouton,

ou 2 haches, etc.

= 3 grammes d'or.

Avec la forme monnaie, la valeur de toutes les marchandises s'exprime dans la valeur d'usage d'une seule marchandise, qui est devenue équivalent général.

Ainsi la monnaie a fait son apparition à la suite d'un long processus de développement de l'échange et des formes de la valeur. Avec l'apparition de la monnaie s'effectue la division du monde des marchandises selon deux pôles : à un pôle restent les marchandises courantes; à l'autre se trouve la marchandise qui joue le rôle de monnaie. Désormais toutes les marchandises commencent à exprimer leur valeur en marchandise-monnaie. Par conséquent, la monnaie, contrairement à toutes les autres marchandises, joue le rôle d'incarnation générale de la valeur, d'équivalent général. La monnaie a la faculté de pouvoir être échangée directement contre toutes les marchandises, et ainsi de servir de moyen de satisfaction de tous les besoins des possesseurs de marchandises, tandis que toutes les autres marchandises ne sont à même de satisfaire qu'une espèce de besoins particuliers, par exemple les besoins en pain, en vêtements, etc...

Par conséquent, la *monnaie* est une marchandise qui sert d'équivalent général pour toutes les marchandises; elle incarne le travail social et exprime les rapports de production entre les producteurs de marchandises.

Les fonctions de la monnaie.

A mesure que la production marchande croît, se développent les fonctions exercées par la monnaie. Dans une production marchande évoluée la monnaie sert : 1° de mesure de la valeur; 2° de moyen de circulation; 3° de moyen d'accumulation; 4° de moyen de paiement et 5° de monnaie universelle.

La fonction essentielle de la monnaie est de servir de *mesure de la valeur* des marchandises. C'est au moyen de la monnaie que le travail privé des producteurs de marchandises trouve une expression sociale, que s'opère le contrôle spontané et la mesure de la valeur de toutes les marchandises. La valeur d'une marchandise ne peut être exprimée directement en temps de travail, puisque dans les conditions d'isolement et de dispersion des producteurs privés il est impossible de déterminer la quantité de travail que dépense non pas un producteur isolé, mais la société dans son ensemble pour la production de telle ou telle marchandise. De ce fait la valeur de la marchandise ne peut être exprimée qu'indirectement, en assimilant la marchandise à la monnaie dans le processus d'échange.

Pour remplir la fonction de mesure de la valeur, la monnaie doit être elle-même une marchandise, posséder une valeur. De même que la pesanteur d'un corps ne peut être mesurée qu'à l'aide d'un corps pesant, de même la valeur d'une marchandise ne peut être mesurée qu'à l'aide d'une marchandise ayant une valeur.

La mesure de la valeur des marchandises par le moyen de l'or se fait avant que s'effectue l'échange d'une marchandise donnée contre de la monnaie. Pour exprimer en monnaie la valeur des marchandises, il n'est pas nécessaire d'avoir en main de l'argent liquide. En fixant un prix déterminé pour une marchandise, le possesseur exprime mentalement ou, comme le dit Marx, idéalement, la valeur de la marchandise en or.

Cela est possible parce que, dans la réalité vivante, il existe un rapport déterminé entre la valeur de l'or et celle d'une marchandise donnée; à la base de ce rapport se trouve le travail socialement nécessaire dépensé pour leur production.

La valeur d'une marchandise, exprimée en monnaie, s'appelle son prix. Le *prix* est l'expression monétaire de la valeur de la marchandise.

Les marchandises expriment leur valeur en des quantités déterminées d'argent ou d'or. Ces quantités de marchandise-monnaie doivent être mesurées à leur tour. D'où la nécessité d'une unité de mesure de la monnaie. Cette unité est constituée par un certain poids du métal devenu monnaie.

En Angleterre, par exemple, l'unité monétaire s'appelle livre sterling; autrefois, elle correspondait à une livre d'argent. Plus tard, les unités de monnaie se sont différenciées des unités de poids. Cela est dû à l'emprunt de monnaies étrangères, au passage de l'argent à l'or, et principalement à la dépréciation

des pièces de monnaie par les gouvernements, qui peu à peu en diminuèrent le poids. Pour faciliter la mesure les unités monétaires se divisent en parties plus petites : le rouble en 100 kopeks ; le dollar en 100 cents ; le franc en 100 centimes, etc.

L'unité monétaire avec ses subdivisions sert *d'étalon des prix*. A ce titre, la monnaie joue un tout autre rôle qu'en tant que mesure de la valeur. Comme mesure de la valeur, la monnaie mesure la valeur des autres marchandises; en tant qu'étalon des prix, elle mesure la quantité du métal monétaire. La valeur de la marchandise-monnaie varie avec les variations de la quantité de travail socialement nécessaire à sa production. Le changement de valeur de l'or n'affecte pas sa fonction d'étalon des prix. Quelles que soient les variations de la valeur de l'or, le dollar reste toujours cent fois supérieur au cent.

L'Etat peut modifier la teneur en or de l'unité monétaire, mais il ne peut changer le rapport de valeur entre l'or et les autres marchandises. Si l'Etat diminue la quantité d'or contenue dans une unité monétaire, c'est-à-dire s'il en diminue la teneur en or, le marché réagira par une hausse des prix, et la valeur de la marchandise s'exprimera comme par le passé en une quantité d'or qui correspond au travail dépensé pour la fabrication de cette marchandise. Seulement, pour exprimer maintenant la même quantité d'or, il faut un plus grand nombre d'unités monétaires qu'auparavant.

Les prix des marchandises peuvent monter ou s'abaisser sous l'influence des variations que subissent la valeur des marchandises, ainsi que la valeur de l'or. La valeur de l'or, comme celle de toutes les autres marchandises, dépend de la productivité du travail. Ainsi, la découverte de l'Amérique avec ses riches ruines d'or a amené une « révolution » dans les prix. L'or en Amérique était extrait avec moins de travail qu'en Europe. L'afflux en Europe de l'or américain à meilleur marché a provoqué une hausse générale des prix.

La monnaie fait fonction de *moyen de circulation*. L'échange des marchandises effectué avec de la monnaie s'appelle circulation des marchandises. La circulation des marchandises est étroitement liée à la circulation de la monnaie : lorsque la marchandise passe des mains du vendeur dans celles de l'acheteur, la monnaie passe des mains de l'acheteur dans celles du vendeur. La fonction de la monnaie comme moyen de circulation consiste précisément dans son rôle d'intermédiaire dans le processus de circulation des marchandises. Pour remplir cette fonction la monnaie est indispensable.

A l'origine, dans l'échange des marchandises, la monnaie se présentait directement sous forme de lingots d'argent ou d'or. Cela créait certaines difficultés; nécessité de peser le métal-monnaie, de le fragmenter en petites parcelles, d'en établir le titre. Peu à peu les lingots de métal-monnaie furent remplacés par des pièces de monnaie. La *pièce de monnaie* est un lingot de métal de forme, de poids et de valeur déterminés, qui sert de moyen de circulation. La frappe des monnaies fut centralisée entre les mains de l'Etat.

Dans le processus de circulation, les monnaies s'usent et perdent une partie de leur valeur. La pratique de la circulation monétaire montre que les pièces usées peuvent faire office de moyen de circulation aussi bien que les pièces de monnaie demeurées intactes. Cela s'explique par le fait que la monnaie dans sa fonction de moyen de circulation joue un rôle passager. En règle générale, le vendeur d'une marchandise l'échange contre de la monnaie pour acheter avec cette monnaie une autre marchandise. Par conséquent, la monnaie comme moyen de circulation ne doit pas avoir obligatoirement une valeur propre.

Constatant la circulation des pièces de monnaie usées, les gouvernements se sont mis sciemment à déprécier les pièces de monnaie, à en diminuer le poids, à abaisser le titre du métal-monnaie, sans changer la valeur nominale de la pièce de monnaie, c'est-à-dire la quantité d'unités monétaires marquées sur les pièces. Les pièces de monnaie devenaient de plus en plus des symboles de valeur, des *signes monétaires*. Leur valeur réelle est de beaucoup inférieure à leur valeur nominale.

Le dédoublement de la marchandise en marchandise et en monnaie marque le développement des contradictions de la production marchande. Lors de l'échange direct d'une marchandise contre une autre, chaque transaction présente un caractère isolé, la vente est inséparable de l'achat. Tout autre est l'échange effectué par l'intermédiaire de la monnaie, c'est-à-dire la circulation des marchandises. Ici, l'échange suppose une multitude de liens entre producteurs et un entrelacement constant de leurs transactions. Il offre la possibilité de séparer la vente et l'achat. Le producteur peut vendre sa marchandise et garder pour un temps la monnaie qu'il a retirée de cette vente. Lorsque beaucoup de producteurs vendent sans acheter, il peut se produire un arrêt dans l'écoulement des marchandises. Ainsi, déjà dans la circulation simple des marchandises se trouve impliquée la possibilité des

crises. Mais pour que les crises deviennent inévitables, il faut une série de conditions qui n'apparaissent qu'avec le passage au mode de production capitaliste.

La monnaie fait fonction de *moyen d'accumulation* ou de *moyen de thésaurisation*. La monnaie devient trésor dans les cas où elle est retirée de la circulation. Comme on peut toujours convertir la monnaie en n'importe quelle marchandise, elle est le représentant universel de la richesse. On peut la garder en n'importe quelle quantité. Les producteurs accumulent de la monnaie, par exemple pour l'achat de moyens de production ou à titre d'épargne. Le pouvoir de la monnaie grandit avec le développement de la production marchande. C'est ce qui engendre la passion de l'épargne de la monnaie, la passion de la thésaurisation. Seule la monnaie non dépréciée peut exercer la fonction de thésaurisation : les pièces d'or et d'argent, les lingots d'or et d'argent, ainsi que les objets en or et en argent.

Quand ce sont les pièces d'or ou d'argent qui servent de monnaie, leur quantité s'adapte spontanément aux besoins de la circulation des marchandises. En cas de diminution de la production des marchandises et de réduction du commerce, une partie des pièces d'or est retirée de la circulation et est thésaurisée. Par contre, quand la production s'élargit et que le commerce s'accroît, ces pièces de monnaie rentrent de nouveau dans la circulation.

La monnaie exerce la fonction de *moyen de paiement*. En tant que moyen de paiement elle intervient dans les cas où l'achat et la vente de la marchandise se font à *crédit*, c'est-à-dire quand le paiement est différé. Dans l'achat à crédit, la remise de la marchandise des mains du vendeur dans celles de l'acheteur se fait sans paiement immédiat de la marchandise achetée. A l'échéance du paiement de la marchandise, l'acheteur verse la monnaie au vendeur pour la marchandise dont la livraison a déjà été effectuée auparavant. La monnaie sert aussi de moyen de paiement quand elle sert à acquitter les impôts, la rente foncière, etc.

La fonction de la monnaie comme moyen de paiement reflète le développement des contradictions de la production marchande. Les liaisons entre les divers producteurs s'étendent, leur interdépendance s'accroît. L'acheteur devient débiteur, le vendeur se transforme en créancier. Lorsque beaucoup de possesseurs de marchandises achètent à crédit, le défaut de paiement de traites à leur échéance, par l'un ou plusieurs des débiteurs, peut se répercuter sur toute la chaîne des obligations de paiement et provoquer la faillite d'un certain nombre de possesseurs de marchandises, liés les uns aux autres par des rapports de crédit. C'est ainsi que la possibilité des crises, impliquée déjà dans la fonction de la monnaie comme moyen de circulation, s'accroît.

L'analyse des fonctions exercées par la monnaie comme moyen de circulation et comme moyen de paiement permet d'établir la loi déterminant la quantité de monnaie nécessaire à la circulation des marchandises.

Les marchandises se vendent et s'achètent en beaucoup d'endroits simultanément. La quantité de monnaie nécessaire à la circulation à une période donnée dépend tout d'abord de la *somme des prix* des marchandises en circulation; cette somme dépend à son tour de la quantité de marchandises et du prix de chaque marchandise prise à part. En outre, il faut tenir compte de la *vitesse* avec laquelle la monnaie circule. Quand la monnaie circule plus vite, il en faut moins pour la circulation, et inversement. Si, par exemple, pendant une période donnée, mettons un an, il se vend pour un milliard de dollars de marchandises, et si chaque dollar effectue en moyenne cinq rotations, il faudra 200 millions de dollars pour la circulation de toute la masse des marchandises.

Grâce au crédit que les producteurs s'accordent les uns aux autres, le besoin de monnaie diminue de la somme des prix des marchandises vendues à crédit, ainsi que des créances réciproques qui s'annulent au jour de l'échéance. L'argent liquide n'est nécessaire que pour acquitter les dettes, dont le remboursement est venu à échéance.

Ainsi donc, la loi de la circulation monétaire est la suivante : *la quantité de monnaie nécessaire à la circulation des marchandises doit évaluer la somme des prix de toutes les marchandises, divisée par la moyenne des rotations des unités monétaires de même nom*. De la somme des prix de toutes les marchandises, il faut déduire la somme des prix des marchandises vendues à crédit, les sommes mutuellement remboursables et y ajouter les sommes dont le remboursement est venu à échéance.

Cette loi a une portée générale pour toutes les formations sociales où il y a production et circulation marchandes.

Enfin la monnaie joue le rôle de *monnaie universelle* dans le trafic entre les pays. Le rôle de monnaie universelle ne peut être joué par des pièces de monnaie dévalorisées ou par du papier-monnaie. Sur le marché mondial, la monnaie perd la forme de pièces de monnaie et se présente sous son aspect primitif de lingots de métal précieux. Sur le marché mondial dans les transactions entre les pays, l'or est le moyen d'achat universel, dans le règlement des marchandises importées d'un pays dans un autre; il est le moyen de paiement universel dans l'amortissement des dettes internationales, dans le paiement des intérêts des emprunts extérieurs et des autres obligations; il est l'incarnation de la richesse sociale dans les transferts de richesse sous forme monétaire d'un pays dans un autre, par exemple dans les cas d'exportation de capitaux en monnaie, destinés à des placements dans des banques étrangères ou à des octrois de prêts ainsi que dans les impositions de contributions par un pays vainqueur à un pays vaincu, etc.

Le développement des fonctions exercées par la monnaie exprime le progrès de la production marchande et de ses contradictions. La monnaie dans les formations sociales fondées sur l'exploitation de l'homme par l'homme a une nature de classe : elle est un moyen d'accaparer le travail d'autrui. Elle a joué ce rôle dans les sociétés esclavagiste et féodale. Nous verrons par la suite que c'est dans la société capitaliste que la monnaie sert au plus haut degré d'instrument d'exploitation des travailleurs.

L'or et le papier-monnaie.

Quand la production marchande est développée, on emploie souvent pour les achats et les paiements, au lieu de pièces d'or, le papier-monnaie qui les remplace. L'émission du papier-monnaie a été engendrée par la pratique de la circulation des pièces usées et dépréciées, qui devenaient des symboles d'or, des signes monétaires.

Le *papier-monnaie* consiste en signes monétaires émis par l'Etat et ayant cours forcé, qui remplacent l'or dans sa fonction de moyen de circulation. Il n'a pas de valeur propre. Aussi ne peut-il pas remplir la fonction de mesure de la valeur des marchandises. Quelle que soit la quantité de papier-monnaie émis, elle ne représente que la valeur de la quantité d'or, nécessaire pour assurer les échanges. Le papier-monnaie n'est pas échangeable avec l'or.

Si le papier-monnaie est émis proportionnellement à la quantité d'or nécessaire à la circulation, son pouvoir d'achat, c'est-à-dire la quantité de marchandises qu'il permet d'acheter, coïncide avec le pouvoir d'achat de la monnaie d'or. Mais l'Etat émet généralement le papier-monnaie pour couvrir ses dépenses, notamment pendant les guerres, les crises et autres bouleversements, sans tenir compte des besoins de la circulation des marchandises. Lorsque la production et la circulation des marchandises se contractent, ou qu'on émet une quantité excessive de papier-monnaie, celle-ci excède la quantité d'or nécessaire aux échanges. Admettons que l'on ait émis deux fois plus de monnaie qu'il n'est nécessaire. En ce cas, chaque unité de papier-monnaie (dollar, mark, franc, etc.) représentera une quantité d'or deux fois moindre, c'est-à-dire que le papier-monnaie sera déprécié de moitié.

Les premiers essais d'émission de papier-monnaie ont eu lieu en Chine dès le XII^e siècle; du papier-monnaie fut émis en Amérique en 1690, en France, en 1716; l'Angleterre a procédé aux émissions de papier-monnaie pendant les guerres de Napoléon. En Russie, le papier-monnaie a été émis pour la première fois sous le règne de Catherine II.

L'émission excessive de papier-monnaie, qui entraîne sa dépréciation et qui est utilisée par les classes régnautes pour faire retomber les dépenses de l'Etat sur le dos des masses laborieuses et en renforcer l'exploitation, porte le nom *d'inflation*. Celle-ci, en provoquant la hausse des prix des produits, affecte surtout les travailleurs, car le salaire des ouvriers et des employés reste en retard sur la montée des prix. L'inflation profite aux capitalistes et aux propriétaires fonciers, surtout par suite de l'abaissement du salaire réel des ouvriers de l'industrie et de l'agriculture. L'inflation favorise les capitalistes et les propriétaires terriens qui exportent leurs marchandises à l'étranger. Par suite de la chute du salaire réel et de la diminution des dépenses de production qui en résulte, il devient possible de concurrencer avec succès les capitalistes et les propriétaires terriens étrangers et d'accroître l'écoulement de ses propres marchandises.

La loi de la valeur est la loi économique de la production marchande.

Dans l'économie marchande fondée sur la propriété privée, les marchandises sont fabriquées par des producteurs privés, isolés. Entre les producteurs de marchandises règnent la concurrence et la lutte. Chacun s'efforce d'évincer l'autre, de maintenir et d'élargir ses positions sur le marché. La production se fait sans aucun plan d'ensemble. Chacun produit pour son compte, indépendamment des autres, nul ne connaît quel besoin les marchandises qu'il produit doivent satisfaire ni le nombre des autres producteurs qui travaillent à la fabrication de la même marchandise, ni s'il pourra vendre sa marchandise au marché et si sa dépense de travail sera dédommée. Avec le développement de la production marchande, le pouvoir du marché sur le producteur se renforce de plus en plus.

Cela veut dire que dans la production marchande fondée sur la propriété privée des moyens de production agit *la loi économique de la concurrence et de l'anarchie de la production*. Cette loi exprime le caractère spontané de la production et de l'échange, la lutte entre les producteurs privés pour des conditions plus avantageuses de la production et de la vente des marchandises.

Dans les conditions de l'anarchie de la production, qui règne dans l'économie marchande fondée sur la propriété privée, c'est la loi de la valeur agissant par la concurrence du marché, qui joue le rôle de régulateur spontané de la production.

La *loi de la valeur* est la loi économique de la production des marchandises, d'après laquelle l'échange des marchandises s'opère conformément à la quantité de travail socialement nécessaire à leur production.

Spontanément la loi de la valeur *règle*, par le mécanisme des prix, *la répartition du travail social et des moyens de production entre les diverses branches de l'économie marchande*. Sous l'influence des fluctuations qui se produisent dans le rapport de l'offre et de la demande, les prix des marchandises s'écartent sans cesse de leur valeur (au-dessus ou en dessous de celle-ci). Ces écarts ne sont pas le résultat de quelque déficience de la loi de la valeur; au contraire, c'est le seul moyen pour cette loi de se réaliser. Dans une société où la production est détenue par des propriétaires privés qui travaillent à l'aveuglette, seules les fluctuations spontanées des prix sur le marché font connaître aux producteurs quels sont les produits qui sont en excédent ou qui manquent par rapport à la demande solvable de la population. Seules les fluctuations spontanées des prix autour de la valeur obligent les producteurs à élargir ou à réduire la production de telle ou telle marchandise. Sous l'influence de la variation des prix, les producteurs se tournent vers les branches plus avantageuses, où les prix des marchandises sont supérieurs à leur valeur, et ils se retirent de celles où les prix des marchandises sont inférieurs à leur valeur.

L'action de la loi de la valeur conditionne le *développement des forces productives* de l'économie marchande. Comme on le sait, la grandeur de la valeur d'une marchandise est déterminée par le travail socialement nécessaire. Les producteurs qui appliquent pour la première fois une technique plus avancée, produisent leurs marchandises avec des dépenses inférieures aux dépenses socialement nécessaires; ils les vendent cependant à des prix correspondant au travail socialement nécessaire. Ce faisant, ils reçoivent un surplus de monnaie et s'enrichissent. Cela incite les autres producteurs à moderniser leurs entreprises au point de vue technique. C'est ainsi qu'à la suite d'actions disséminées de producteurs isolés, qui ne songent qu'à leur profit personnel, la technique progresse, les forces productives de la société se développent.

La concurrence et l'anarchie de la production font que la répartition du travail et des moyens de production entre les différentes branches, et le développement des forces productives dans l'économie marchande, sont réalisés au prix de grosses pertes de travail social et aboutissent à une aggravation constante des contradictions de cette économie.

Dans le cadre de la production marchande fondée sur la propriété privée, l'action de la loi de la valeur conduit à *la naissance et au développement des rapports capitalistes*. Les variations spontanées des prix du marché autour de la valeur, les écarts des dépenses individuelles de travail par rapport au travail socialement nécessaire qui détermine la grandeur de la valeur de la marchandise, accentuent l'inégalité économique et la lutte entre les producteurs. La concurrence provoque la *ruine* et la disparition de certains producteurs qui deviennent des prolétaires, *l'enrichissement* de certains autres,

qui deviennent des capitalistes. L'action de la loi de la valeur conduit ainsi à la différenciation des producteurs.

La petite production *engendre* le capitalisme et la bourgeoisie constamment, chaque jour, chaque heure, d'une manière spontanée et dans de vastes proportions. (V. LENINE : *La Maladie infantile du communisme (le gauchisme)*, p. 8, Editions Sociales, 1953.)

Le caractère fétiche de la marchandise.

Dans le cadre de la production marchande fondée sur la propriété privée des moyens de production, le lien social qui existe entre les hommes dans le processus de production ne se manifeste que par l'échange des objets-marchandises. Le sort des producteurs se trouve étroitement lié à celui des objets-marchandises qu'ils ont créés. Les prix des marchandises varient sans cesse indépendamment de la volonté et de la conscience des hommes, cependant que le niveau des prix est souvent une question de vie et de mort pour les producteurs.

Les rapports des choses masquent les rapports sociaux entre les hommes. Ainsi, la valeur de la marchandise exprime le rapport social entre producteurs, toutefois elle apparaît comme une propriété aussi naturelle de la marchandise que, par exemple, sa couleur ou son poids.

C'est seulement un rapport social déterminé des hommes entre eux qui revêt ici pour eux la forme fantastique d'un rapport des choses entre elles. (K. MARX : *Le Capital*, livre I, t. I, p. 85.)

Ainsi, dans l'économie marchande fondée sur la propriété privée, les rapports de production entre les hommes se présentent inévitablement comme des rapports entre objets-marchandises. C'est dans cette matérialisation des rapports de production que réside justement le *caractère fétiche* [La matérialisation des rapports de production, inhérente à la production des marchandises, porte le nom de « fétichisme marchand » par analogie avec le fétichisme religieux qui consiste dans la déification par les hommes primitifs des objets qu'ils avaient eux-mêmes créés.] propre à la production des marchandises.

Le fétichisme de la marchandise se manifeste de façon particulièrement éclatante dans la monnaie. La monnaie dans l'économie marchande est une force énorme qui confère un pouvoir sur les hommes. Tout s'achète avec de la monnaie. On a l'impression que cette faculté de tout acheter est la propriété naturelle de l'or, alors que, en réalité, elle résulte de rapports sociaux déterminés.

Le fétichisme de la marchandise a des racines profondes dans la production marchande, où le travail du producteur se manifeste directement comme travail privé, et où son caractère social n'apparaît que dans l'échange des marchandises. C'est seulement avec l'abolition de la propriété privée des moyens de production que disparaît le caractère fétiche de la marchandise.

RÉSUMÉ

1. La production marchande simple des artisans et des paysans est à l'origine du capitalisme. Elle diffère de la production capitaliste en ce qu'elle repose sur le travail individuel du producteur. Elle a en même temps une base analogue à la production capitaliste, puisqu'elle est fondée sur la propriété privée des moyens de production. Sous le régime capitaliste, quand, tout comme les produits du travail, la force de travail devient aussi marchandise, la production marchande prend un caractère prédominant, universel.

2. La marchandise est un objet produit en vue de rechange. Elle constitue d'une part une valeur d'usage, d'autre part une valeur proprement dite. Le travail qui crée la marchandise possède un double caractère. Le travail concret est celui que l'on dépense sous une forme déterminée; il crée la valeur d'usage de la marchandise. Le travail abstrait est une dépense de force humaine de travail en général; il crée la valeur de la marchandise.

3. La valeur est le travail social — matérialisé dans la marchandise — des producteurs. La valeur est une catégorie historique propre uniquement à l'économie marchande. La grandeur de la valeur d'une marchandise est déterminée par le travail socialement nécessaire à sa production. La contradiction de la production marchande simple réside en ce que le travail des producteurs, qui est directement leur affaire privée, revêt en même temps un caractère social.

4. Le développement des contradictions dans la production marchande fait que, de la masse des marchandises, il s'en dégage spontanément une, qui devient monnaie. La monnaie est une marchandise qui joue le rôle d'équivalent général. La monnaie exerce les fonctions suivantes : 1° mesure de la valeur; 2° moyen de circulation; 3° moyen d'accumulation; 4° moyen de paiement et 5° monnaie universelle.

5. Avec le développement de la circulation monétaire apparaît le papier-monnaie. Celui-ci, n'ayant pas de valeur propre, est le signe de la monnaie métallique qu'il remplace comme moyen de circulation. L'émission excessive de papier-monnaie, qui en provoque la dépréciation (inflation), conduit à l'abaissement du niveau de vie des travailleurs.

6. Dans l'économie marchande fondée sur la propriété privée des moyens de production, la loi de la valeur est le régulateur spontané de la répartition du travail social entre les branches de la production. L'action de la loi de la valeur détermine la différenciation des petits producteurs et le développement des rapports capitalistes.

CHAPITRE V - LA COOPÉRATION CAPITALISTE SIMPLE ET LA MANUFACTURE

La coopération capitaliste simple.

Le capitalisme se rend d'abord maître de la production telle qu'il la trouve, c'est-à-dire avec sa technique arriérée d'économie artisanale et petite-paysanne, et ce n'est que plus tard, à une phase supérieure de son développement, qu'il la transforme sur des bases économiques et techniques nouvelles.

La production capitaliste commence là où les moyens de production sont détenus par des particuliers, et où les ouvriers privés des moyens de production sont obligés de vendre leur force de travail comme une marchandise. Dans la production artisanale et dans les petites industries des paysans se forment des ateliers relativement importants, qui appartiennent aux capitalistes. Ces derniers étendent la production, sans modifier au début ni les instruments, ni les méthodes de travail des petits producteurs. Cette phase initiale du développement de la production capitaliste s'appelle la coopération capitaliste simple.

La coopération capitaliste simple est une forme de socialisation du travail dans laquelle le capitaliste exploite un nombre plus ou moins important d'ouvriers salariés occupés simultanément à un travail de même espèce. Cette coopération capitaliste simple apparaît lors de la désagrégation de la petite production marchande. Les premières entreprises capitalistes furent fondées par des marchands accapareurs, des usuriers, des maîtres-ouvriers et des artisans enrichis. Dans ces entreprises travaillaient des artisans ruinés, des apprentis, qui n'avaient plus la possibilité de devenir maîtres-ouvriers, des paysans pauvres.

La coopération capitaliste simple présente des avantages sur la petite production marchande.

La réunion de nombreux travailleurs dans une seule entreprise permet d'économiser les moyens de production. Construire, chauffer et éclairer un atelier pour vingt personnes coûte moins cher que construire et entretenir dix ateliers occupant chacun deux ouvriers. Les dépenses nécessitées par les outils, les entrepôts, le transport des matières premières et des produits finis, sont également réduites.

Le fruit du travail d'un artisan pris à part dépend dans une large mesure de ses qualités individuelles : de sa force, de son habileté, de son art, etc. Dans le cadre d'une technique rudimentaire ces différences entre travailleurs sont très grandes. Déjà de ce seul fait la situation du petit producteur est extrêmement précaire. Les producteurs qui pour la fabrication d'une marchandise d'une seule et même espèce dépensent plus de travail qu'il n'en faut dans les conditions moyennes de la production, finissent inévitablement par se ruiner. Les ouvriers étant nombreux dans un atelier, les différences individuelles entre eux s'effacent. Le travail de chaque ouvrier s'écarte dans un sens ou dans l'autre du travail social moyen, mais le travail d'ensemble de nombreux ouvriers occupés simultanément correspond plus ou moins à la moyenne du travail socialement nécessaire. De ce fait, la production et la vente des marchandises d'un atelier capitaliste deviennent plus régulières et plus stables.

La coopération simple permet une économie de travail, un accroissement de la productivité du travail.

Prenons un exemple : la transmission de briques de la main à la main par des ouvriers faisant la chaîne. Chaque travailleur accomplit ici les mêmes mouvements, mais ses actes font partie d'une seule opération commune. Résultat : le travail va beaucoup plus vite que si le transport des briques était effectué par chacun pris à part. Dix personnes travaillant ensemble produisent, pendant une journée de travail, plus que ces mêmes dix personnes travaillant isolément ou qu'une seule personne travaillant pendant dix journées de même durée.

La coopération permet de conduire des travaux simultanément sur une grande superficie, par exemple : l'assèchement de marais, la construction de barrages, de canaux, de voies ferrées; elle permet également de dépenser sur un espace réduit une grande quantité de travail, par exemple, pour la construction d'édifices ou pour les cultures agricoles qui réclament beaucoup de travail.

La coopération a une grande importance dans les branches de la production où des travaux doivent être exécutés rapidement, par exemple, pour la rentrée des récoltes, la tonte des moutons, etc. L'emploi

simultané d'un grand nombre d'ouvriers permet d'accomplir rapidement ce genre de travaux et d'éviter par là de grosses pertes.

Ainsi, la coopération a engendré une *nouvelle force productive sociale* du travail. Déjà la simple réunion des efforts de divers travailleurs aboutissait à l'accroissement de la productivité du travail. Cela permettait aux propriétaires des premiers ateliers capitalistes de fabriquer à meilleur compte les marchandises et de concurrencer avec succès les petits producteurs. Accaparés gratuitement par les capitalistes, les résultats de la nouvelle force productive sociale du travail servaient à leur enrichissement.

La phase manufacturière du capitalisme.

Le développement de la coopération capitaliste simple a amené la naissance des manufactures. La *manufacture* est la coopération capitaliste fondée sur la division du travail et la technique artisanale. La manufacture, comme forme du processus de production capitaliste, a dominé en Europe occidentale à peu près depuis la moitié du XVI^e siècle jusqu'au dernier tiers du XVIII^e siècle.

Le passage à la manufacture s'est effectué selon deux voies différentes.

La première, c'est la réunion par le capitaliste, dans un seul atelier, d'artisans de *différentes* spécialités. C'est ainsi qu'est née, par exemple, la manufacture de la carrosserie, qui groupait dans un même local des artisans autrefois indépendants : charrons, selliers, tapissiers, serruriers, chaudronniers, tourneurs, passementiers, vitriers, peintres, vernisseurs, etc. La fabrication des carrosses comporte un grand nombre d'opérations qui se complètent les unes les autres, et dont chacune est exécutée par un ouvrier. Cela étant, le caractère antérieur du travail artisanal se modifie. Par exemple, l'ouvrier serrurier ne s'occupe alors, pendant un temps assez long, que d'une opération déterminée dans la fabrication des carrosses et cesse peu à peu d'être le serrurier qui, autrefois, fabriquait lui-même une marchandise finie.

La seconde voie, c'est la réunion par le capitaliste, dans un seul atelier, d'artisans d'une *seule* spécialité. Auparavant, chacun des artisans accomplissait lui-même toutes les opérations nécessitées par la fabrication d'une marchandise donnée. Le capitaliste décompose le processus de production dans l'atelier en une suite d'opérations dont chacune est confiée à un ouvrier spécialiste. C'est ainsi qu'est apparue, par exemple, la manufacture d'aiguilles. Le fil de fer y passait par les mains de 72 ouvriers et même plus : l'un étirait le fil, l'autre le redressait, un troisième le sectionnait, un quatrième taillait la pointe, etc.

La division manufacturière du travail est une division du travail à l'intérieur de l'entreprise lors de la fabrication *d'une seule et même* marchandise à la différence de la division du travail dans la société entre les différentes entreprises lors de la fabrication de marchandises *différentes*.

La division du travail à l'intérieur de la manufacture suppose la concentration des moyens de production entre les mains du capitaliste qui est en même temps le propriétaire des marchandises fabriquées. L'ouvrier salarié, contrairement au petit producteur, ne fabrique pas lui-même la marchandise; seul le produit commun du travail de plusieurs ouvriers se convertit en marchandise. La division du travail à l'intérieur de la société suppose la dissémination des moyens de production entre des producteurs isolés, indépendants les uns des autres. Les produits de leur travail, par exemple de celui du menuisier, du peaussier, du cordonnier, du cultivateur, se présentent comme des marchandises, et le lien entre les producteurs indépendants s'établit par le marché.

L'ouvrier qui accomplit dans la manufacture une opération particulière de la fabrication d'une marchandise, devient un ouvrier *parcellaire*. Répétant sans cesse une opération simple, toujours la même, il dépense moins de temps et de force que l'artisan qui exécute tour à tour une série d'opérations diverses. D'autre part, avec la spécialisation, le travail devient plus intensif. Auparavant, l'ouvrier dépensait une certaine quantité de temps pour passer d'une opération à une autre, pour changer d'outil. Dans la manufacture, ces pertes de temps étaient moindres. Peu à peu la spécialisation s'est étendue non seulement à l'ouvrier, mais aussi aux instruments de production qui se perfectionnaient, s'adaptaient de plus en plus à l'opération partielle à laquelle ils étaient destinés.

Tout cela devait aboutir à un nouvel accroissement de la productivité du travail.

La fabrication des aiguilles en est un exemple frappant. Au XVIII^e siècle, une petite manufacture avec 10 ouvriers produisait, en appliquant la division du travail, 48.000 aiguilles par jour, soit 4.800 aiguilles par ouvrier. Or, sans la division du travail, un ouvrier n'aurait même pas pu produire 20 aiguilles par jour.

La spécialisation du travail dans la manufacture, comportant la répétition constante des mêmes mouvements peu compliqués, mutilait l'ouvrier physiquement et moralement. Il y eut des ouvriers à la colonne vertébrale déviée, à la cage thoracique comprimée, etc. Ainsi, la productivité du travail dans la manufacture augmentait au prix de la mutilation de l'ouvrier.

Elle [*la manufacture*] estropie le travailleur, elle fait de lui quelque chose de monstrueux en activant le développement factice de sa dextérité de détail, en sacrifiant tout un monde de dispositions et d'instincts producteurs. (K. MARX : *Le Capital*, livre I, t. II, p. 49, Editions Sociales, Paris, 1951.)

Les ouvriers des manufactures étaient l'objet d'une exploitation féroce. La journée de travail atteignait jusqu'à 18 heures et plus ; le salaire était extrêmement bas; l'immense majorité des ouvriers des manufactures était sous-alimentée ; la nouvelle discipline capitaliste du travail était inculquée par des mesures implacables de coercition et de violence.

La division manufacturière du travail, écrivait Marx,

crée des circonstances nouvelles qui assurent la domination du capital sur le travail. Elle se présente donc et comme un progrès historique, une phase nécessaire dans la formation économique de la société, et comme un moyen civilisé et raffiné d'exploitation. (K. MARX : *Ibidem*, p. 53.)

Dans les sociétés esclavagiste et féodale, il existait deux formes de capital — le capital commercial et le capital usuraire.

La naissance de la production capitaliste marquait le début du capital industriel. Le *capital industriel* est le capital engagé dans la production des marchandises. Un des traits caractéristiques de la phase manufacturière du capitalisme est le lien étroit et indissoluble entre le capital commercial et le capital industriel. Le propriétaire d'une manufacture a presque toujours été aussi un accapareur. Il revendait les matières premières aux petits producteurs, distribuait des matériaux à domicile pour les faire transformer, ou bien il achetait aux petits producteurs des éléments d'articles manufacturés, pour les revendre. La vente des matières premières et l'achat du produit se mêlaient à une exploitation usuraire. Cela avait pour effet d'aggraver considérablement la situation du petit producteur, aboutissait à la prolongation de la journée de travail, à la baisse des salaires.

Le mode capitaliste du travail à domicile.

Dans la phase manufacturière du capitalisme, la distribution de travail à domicile prit une large extension.

Le travail à domicile pour le capitaliste consiste à transformer, pour un salaire aux pièces, les matériaux reçus de l'entrepreneur. Cette forme d'exploitation se rencontrait parfois déjà au temps de la coopération simple. Elle a lieu aussi dans la phase de la grande industrie mécanisée, mais elle caractérise précisément la manufacture. Le travail à domicile pour le capitaliste apparaît ici comme un *appendice* de la manufacture.

La division manufacturière du travail décomposait la production de chaque marchandise en un certain nombre d'opérations séparées. Souvent l'accapareur manufacturier trouvait avantageux de fonder un petit atelier où ne s'opérait que l'assemblage ou la finition de la marchandise. Toutes les opérations préparatoires étaient exécutées par des artisans à domicile, mais ceux-ci n'en étaient pas moins sous la dépendance absolue des capitalistes. Souvent les artisans, disséminés dans les villages, ne traitaient pas avec le propriétaire de l'atelier, mais avec des maîtres-ouvriers intermédiaires qui les exploitaient à leur tour. Les artisans travaillant à domicile recevaient du capitaliste un salaire de beaucoup inférieur à celui de l'ouvrier occupé dans l'atelier du capitaliste. L'industrie attirait les masses de paysans que le besoin d'argent contraignait à chercher un gagne-pain auxiliaire. Pour gagner une petite somme d'argent, le paysan s'épuisait et faisait travailler tous les membres de sa famille. Une journée de travail excessivement longue, des conditions de travail nuisibles à la santé, l'exploitation la plus impitoyable, tels sont les traits distinctifs du travail capitaliste à domicile.

Ces traits sont caractéristiques des nombreux métiers artisanaux de la Russie tsariste. Les accapareurs, devenus en fait les maîtres des industries artisanales du village ou du district, pratiquaient largement la division du travail parmi les artisans. Par exemple, dans l'établissement des Zavialov, à Pavlovo (dont l'atelier d'assemblage, entre 1860 et 1870, occupait plus de 100 ouvriers) un simple canif passait par les mains de 8 à 9 artisans. Forgeron, coutelier en lames, emmancheur, trempé, polisseur, finisseur, affileur, marqueur travaillaient à sa fabrication. Un grand nombre d'ouvriers parcellaires étaient occupés, non dans l'atelier du capitaliste, mais à domicile. De même étaient organisées la fabrication des voitures, du feutre, les industries travaillant le bois, la cordonnerie, la boutonnerie, etc. De nombreux exemples d'exploitation féroce des artisans ont été cités par Lénine dans son ouvrage *Le Développement du capitalisme en Russie*. Ainsi, dans la province de Moscou, vers 1880, 37.500 ouvrières travaillaient au dévidage des filés de coton, au tricotage et à d'autres métiers de femmes. Les enfants commençaient à travailler à 5 ou 6 ans. Le salaire moyen était de 13 kopeks par jour; la journée de travail atteignait 18 heures.

Le rôle historique de la manufacture.

La manufacture a été la transition entre la petite production artisanale et la grande industrie mécanisée. La manufacture se rapprochait de l'artisanat parce qu'elle avait à sa base la technique manuelle, et de la fabrique capitaliste, parce qu'elle était une forme de grande production fondée sur l'exploitation des ouvriers salariés.

La division manufacturière du travail représentait un grand pas en avant dans le développement des forces productives de la société. Cependant la manufacture, basée sur le travail manuel, était incapable de supplanter la petite production. Un fait est typique de la manufacture capitaliste : c'est le petit nombre des établissements relativement importants et le grand nombre de petits établissements. Les manufactures fabriquaient une partie des marchandises, mais l'immense majorité de celles-ci était fournie, comme auparavant, par les artisans qui se trouvaient, à divers degrés, sous la dépendance des accapareurs capitalistes, des distributeurs et des manufacturiers. La manufacture ne pouvait donc embrasser la production sociale dans toute son étendue. Elle était une sorte de superstructure; la base demeurait comme avant la petite production avec sa technique rudimentaire.

Le rôle historique de la manufacture a été de préparer les conditions du passage à la production mécanique. A cet égard, trois circonstances apparaissent particulièrement importantes. Premièrement, la manufacture, en portant à un haut degré la division du travail, a simplifié beaucoup d'opérations. Elles se ramenaient à des mouvements si simples qu'il devint possible de substituer la machine à l'ouvrier. En second lieu, le développement de la manufacture a abouti à la spécialisation des instruments de travail, à leur perfectionnement considérable, ce qui a permis de passer des outils manuels aux machines. Troisièmement, la manufacture a formé des cadres d'ouvriers habiles pour la grande industrie mécanique, grâce à leur spécialisation prolongée dans l'exécution de différentes opérations.

La petite production marchande, la coopération capitaliste simple et la manufacture avec son appendice : le travail à domicile pour le capitaliste, sont actuellement très répandues dans les pays économiquement arriérés et sous-développés, tels que l'Inde, la Turquie, l'Iran, etc.

La différenciation de la paysannerie. Le passage de l'économie fondée sur la corvée à l'économie capitaliste.

Dans la phase manufacturière du développement du capitalisme, l'industrie s'est de plus en plus séparée de l'agriculture. La division sans cesse accrue du travail avait pour résultat que, non seulement les produits de l'industrie, mais aussi ceux de l'agriculture se convertissaient en marchandises. Il s'effectuait dans l'agriculture une spécialisation des régions suivant les cultures et les branches agricoles. On a vu se former des régions *d'agriculture commerciale* : lin, betterave à sucre, coton, tabac, lait, fromage, etc. C'est sur cette base que se développait l'échange non seulement entre l'industrie et l'agriculture, mais aussi entre les différentes branches de la production agricole.

Plus la production marchande pénétrait dans l'agriculture, et plus la concurrence se renforçait entre les agriculteurs. Le paysan tombait de plus en plus dans la dépendance du marché. Les variations spontanées des prix du marché renforçaient et aggravaient l'inégalité matérielle entre les paysans. Des disponibilités de monnaie s'accumulaient entre les mains des couches aisées de la campagne. Cette monnaie servait à asservir, à exploiter les paysans non possédants; elle se transformait en capital. Un

des moyens de cet asservissement était l'achat à vil prix des produits du travail paysan. La ruine des paysans atteignait peu à peu un tel degré que beaucoup d'entre eux étaient obligés d'abandonner totalement leur exploitation et de vendre leur force de travail.

Ainsi, avec le développement de la division sociale du travail et l'accroissement de la production marchande, s'opérait une différenciation de la paysannerie; des rapports capitalistes s'établissaient à la campagne, on y voyait apparaître de nouveaux types sociaux de population rurale, qui formaient les classes de la société capitaliste : la bourgeoisie rurale et le prolétariat agricole.

La *bourgeoisie rurale* (les *koulaks*) pratique une économie marchande en employant le travail salarié, en exploitant les ouvriers agricoles permanents, et encore davantage les journaliers et les autres ouvriers temporaires engagés pour les travaux agricoles saisonniers. Les koulaks détiennent une part considérable de la terre (y compris la terre affermée), des bêtes de trait, des produits agricoles. Ils possèdent également des entreprises pour la transformation des matières premières, des moulins, des batteuses, des reproducteurs de race, etc. Au village, ils jouent généralement le rôle d'usuriers et de boutiquiers. Tout cela sert à exploiter les paysans pauvres et une partie considérable des paysans moyens.

Le *prolétariat agricole* est constitué par la masse des ouvriers salariés qui ne possèdent pas de moyens de production et sont exploités par les propriétaires fonciers et la bourgeoisie rurale. C'est de la vente de sa propre force de travail que le prolétaire agricole tire surtout sa subsistance. Le représentant typique du prolétariat rural est l'*ouvrier salarié pourvu d'une parcelle de terre*. L'exploitation de son minuscule lopin de terre, l'absence de bêtes de trait et de matériel agricole contraignent fatalement ce paysan à vendre sa force de travail.

Le *paysan pauvre* s'apparente au prolétariat agricole. Il possède peu de terre et peu de bétail. Le blé qu'il produit ne suffit pas à le nourrir. L'argent nécessaire pour manger, se vêtir, pour tenir le ménage et payer les impôts, il est obligé de le gagner surtout en se louant. Il a déjà cessé ou presque d'être son maître pour devenir un semi-prolétaire rural. Le niveau de vie du paysan pauvre, comme celui du prolétaire rural, est très bas et même inférieur à celui de l'ouvrier industriel. Le développement du capitalisme dans l'agriculture aboutit à grossir de plus en plus les rangs du prolétariat rural et de la paysannerie pauvre.

La paysannerie moyenne occupe une position intermédiaire entre la bourgeoisie rurale et les paysans pauvres.

Le *paysan moyen* exploite son terrain sur la base de ses propres moyens de production et de son travail personnel. Le travail qu'il fournit ne pourvoit à l'entretien de sa famille que si les conditions sont favorables. De là sa situation précaire.

Par ses rapports sociaux ce groupe oscille entre le groupe supérieur vers lequel il tend et dans lequel ne parvient à s'intégrer qu'une petite minorité de paysans chanceux, et le groupe inférieur où le pousse tout le cours de l'évolution sociale. (V. LENINE : « Le développement du capitalisme en Russie » *Œuvres*, t. III, p. 148 (en russe).)

Et c'est la ruine, le « lessivage » de la paysannerie moyenne.

Les rapports capitalistes dans l'agriculture des pays bourgeois s'entremêlent avec des survivances du servage. La bourgeoisie, en accédant au pouvoir, n'a pas supprimé dans la plupart des pays la grande propriété féodale. Les exploitations des propriétaires fonciers s'adaptaient progressivement au capitalisme. La paysannerie, libérée du servage, mais dépouillée d'une notable partie des terres, étouffait du manque de terre. Elle se vit obligée d'en louer au propriétaire foncier à des conditions asservissantes.

En Russie, par exemple, après la réforme de 1861, la forme d'exploitation la plus répandue des paysans par les propriétaires fonciers était *la redevance en travail* : le paysan, à titre de fermage ou pour acquitter un emprunt de servitude, était astreint à travailler sur le domaine du propriétaire foncier, en employant ses propres moyens de production, ses animaux de trait et son matériel primitif.

La différenciation de la paysannerie sapait les fondements de l'économie féodale fondée sur les redevances en travail, sur l'exploitation du paysan économiquement dépendant, sur une technique

arriérée. Le paysan aisé pouvait louer de la terre contre de l'argent; aussi n'avait-il pas besoin d'un bail asservissant pour faire face aux redevances. Le paysan pauvre ne pouvait pas non plus s'adapter à ces redevances, mais cette fois pour une autre raison : n'ayant pas de moyens de production, il devenait ouvrier salarié. Le propriétaire foncier pouvait utiliser principalement pour les redevances en travail la paysannerie moyenne. Mais le développement de l'économie marchande et de l'agriculture commerciale en ruinant la paysannerie moyenne, sapait le mode d'exploitation fondé sur les redevances ou prestations. Les propriétaires fonciers multipliaient l'emploi du travail salarié, qui était plus productif que le travail du paysan dépendant; l'importance du système capitaliste d'exploitation augmentait, tandis que celle du système des redevances déclinait. Mais les redevances, en tant que survivance directe de la corvée, demeurent encore longtemps à côté du système d'exploitation capitaliste.

La formation du marché intérieur pour l'industrie capitaliste.

Avec le développement du capitalisme dans l'industrie et dans l'agriculture, se formait un *marché intérieur*.

Déjà dans la phase manufacturière, une série de nouvelles branches de la production industrielle avaient fait leur apparition. De l'agriculture se détachaient l'une après l'autre les différentes formes de traitement industriel des matières premières agricoles. Parallèlement au progrès de l'industrie augmentait la demande des produits agricoles. Le marché prenait donc de l'extension; les régions qui s'étaient spécialisées, par exemple, dans la production du coton, du lin, de la betterave à sucre, de même que dans l'élevage du bétail de rapport, demandaient du blé. L'agriculture augmentait sa demande d'articles industriels variés.

Le marché intérieur pour l'industrie capitaliste se crée grâce au développement même du capitalisme, par la différenciation des petits producteurs.

La séparation du producteur direct d'avec ses moyens de production, c'est-à-dire son expropriation, qui marque le passage de la production marchande simple à la production capitaliste (et qui constitue la condition nécessaire de ce passage), *crée* le marché intérieur. (V. LENINE : « Le développement du capitalisme en Russie », *Œuvres*, t. III, p. 45-46 (éd. russe).)

La création du marché intérieur revêtait un double caractère. D'une part, la bourgeoisie des villes et des campagnes présentait une demande de moyens de production : instruments perfectionnés de travail, machines, matières premières, etc. nécessaires pour agrandir les entreprises capitalistes existantes et en construire de nouvelles. Elle accroissait également sa demande d'objets de consommation. D'autre part, l'augmentation des effectifs du prolétariat industriel et agricole, étroitement liée à la différenciation de la paysannerie, s'accompagnait d'une demande accrue de marchandises constituant les moyens de subsistance de l'ouvrier.

Les manufactures, fondées sur une technique primitive et sur le travail manuel, étaient incapables de satisfaire la demande croissante de marchandises industrielles que présentait le marché en extension. C'était une nécessité économique de passer à la grande production mécanisée.

RESUME

1. La coopération capitaliste simple est une forme de production fondée sur l'exploitation par le capitaliste isolé d'un nombre plus ou moins important d'ouvriers salariés occupés simultanément à un travail identique. Elle permettait d'économiser les moyens de production, créait une nouvelle force sociale productive du travail, diminuait la dépense de travail par unité de produit fabriqué. Les résultats de l'augmentation de la force productive du travail social étaient accaparés gratuitement par les capitalistes.

2. La manufacture est la grande production capitaliste, fondée sur la technique manuelle et la division du travail entre ouvriers salariés. La division manufacturière du travail augmentait sensiblement la productivité du travail et mutilait du même coup l'ouvrier salarié, qu'elle vouait à un développement extrêmement unilatéral. La manufacture a créé les conditions nécessaires au passage à la grande industrie mécanique.

3. Le développement de la production marchande aboutit à la différenciation de la paysannerie. Les couches supérieures peu nombreuses de la campagne rejoignent les rangs de la bourgeoisie; une partie importante des paysans rejoint les rangs du prolétariat urbain et rural; la masse des paysans pauvres augmente; la vaste couche intermédiaire de la paysannerie moyenne se ruine. La différenciation de la paysannerie sape les fondements du système des redevances en travail. Les propriétaires fonciers passent de plus en plus de l'exploitation par corvées à l'exploitation capitaliste.

4. C'est le développement du capitalisme lui-même qui crée le marché intérieur. L'extension du marché intérieur signifiait une demande croissante de moyens de production et de moyens de subsistance. La manufacture fondée sur une technique arriérée et sur le travail manuel était incapable de satisfaire la demande de marchandises industrielles que présentait le marché en extension. La nécessité s'affirme de passer à l'industrie mécanique.

CHAPITRE VI - LA PHASE DU MACHINISME SOUS LE CAPITALISME

Le passage de la manufacture à l'industrie mécanique.

Tant que la production avait pour base le travail manuel, comme ce fut le cas dans la phase manufacturière, le capitalisme ne pouvait réaliser une révolution radicale de toute la vie économique de la société. Cette révolution se fit lors du passage de la manufacture à l'industrie mécanique, qui naquit dans le dernier tiers du XVIII^e siècle et se développa dans les pays capitalistes les plus importants de l'Europe et aux Etats-Unis, au cours du XIX^e siècle.

La base technique et matérielle de cette révolution fut la *machine*.

Tout ensemble de machines perfectionné comporte trois parties : 1° le moteur; 2° le mécanisme de transmission; 3° la machine d'opération ou machine-outil.

Le *moteur* donne l'impulsion à tout le mécanisme. Il engendre lui-même la force motrice (par exemple, la machine à vapeur), ou la reçoit du dehors, d'une force naturelle toute prête (par exemple, la roue hydraulique mise en mouvement par la puissance d'une chute d'eau).

Le *mécanisme de transmission* comporte toutes sortes de dispositifs (transmissions, engrenages, courroies, fils électriques, etc.), qui règlent le mouvement, en modifient en cas de nécessité la forme (par exemple, le changent de rectiligne en circulaire), le distribuent et le transmettent à la machine d'opération. Le moteur comme le mécanisme de transmission mettent en mouvement la machine d'opération.

La *machine-outil* agit directement sur l'objet du travail et y produit les modifications nécessaires selon le but assigné. Si l'on examine de près la machine-outil, on peut y trouver en général, quoique souvent sous une forme sensiblement modifiée, les mêmes instruments dont on se sert pour le travail manuel. Mais en tout état de cause, ce ne sont plus des instruments de travail manuel, mais des mécanismes, des instruments mécaniques. La machine-outil a été le point de départ d'une révolution qui a amené la substitution de la production mécanique à la manufacture. Après l'invention des instruments mécaniques, des changements radicaux se sont produits dans la structure des moteurs et des mécanismes de transmission.

Dans sa course au profit, le capital a acquis, avec la machine, un puissant moyen pour augmenter la productivité du travail.

Premièrement, l'emploi des machines qui actionnent simultanément une multitude d'outils, a libéré le processus de la production de son cadre étroit déterminé par le caractère limité des organes humains. En second lieu, l'emploi des machines a permis pour la première fois d'utiliser dans le processus de la production d'immenses sources nouvelles d'énergie : la force motrice de la vapeur, du gaz et de l'électricité. Troisièmement l'emploi des machines a permis au capital de mettre au service de la production la science qui étend le pouvoir de l'homme sur la nature et ouvre des possibilités toujours nouvelles d'augmenter la productivité du travail. C'est sur la base de la grande industrie mécanique que s'est affirmée la domination du mode de production capitaliste. Avec la grande industrie mécanique le capitalisme acquiert la base matérielle et technique qui lui correspond.

La révolution industrielle.

C'est en *Angleterre* que la grande industrie mécanique a son origine. Il s'est formé dans ce pays des conditions historiques favorables à un prompt développement du mode de production capitaliste : le servage aboli de bonne heure et la liquidation du morcellement féodal, la victoire de la révolution bourgeoise au XVII^e siècle, le dépouillement du paysan de sa terre, ainsi que l'accumulation de capitaux au moyen d'un commerce très développé et du pillage des colonies.

Au milieu du XVIII^e siècle, l'Angleterre possédait un grand nombre de manufactures. La branche la plus importante de l'industrie était la production textile. C'est à partir de cette branche qu'a commencé la *révolution industrielle* en Angleterre, au cours du dernier tiers du XVIII^e et du premier quart du XIX^e siècle.

L'agrandissement du marché et la course aux profits engagée par les capitalistes ont déterminé la nécessité de perfectionner la technique de la production.

Dans l'industrie cotonnière, qui s'est développée plus vite que les autres branches de production, prédominait le travail manuel. Le filage et le tissage sont les principales opérations de l'industrie cotonnière. Le produit du travail des fileurs sert d'objet de travail aux tisseurs. La demande accrue des étoffes de coton s'est fait sentir tout d'abord sur la technique du tissage : en 1733 a été inventée la *navette volante*, qui a doublé la productivité du travail du tisseur. Cela a déterminé un retard du filage sur le tissage. Dans les manufactures, les métiers à tisser ont eu souvent des arrêts par manque de filés. L'amélioration de la technique du filage devint un besoin urgent.

Le problème fut résolu grâce à l'invention (en 1705-1767) des *machines à filer*, dont chacune possédait une quinzaine ou une vingtaine de broches. La force motrice des premières machines était l'homme lui-même ou les bêtes de trait ; ensuite, il y eut des machines actionnées par la force hydraulique. Les perfectionnements techniques ultérieurs permirent non seulement d'augmenter la production des filés, mais encore d'en améliorer la qualité. A la fin du XVIII^e siècle existaient déjà des machines à filer comptant 400 broches. Ces inventions ont permis d'augmenter sensiblement la productivité du travail dans le filage.

Une nouvelle disproportion s'est manifestée alors dans l'industrie cotonnière : le filage avait gagné de vitesse le tissage. Disproportion qui fut éliminée grâce à l'invention en 1735 du *métier à tisser mécanique*. Après une série de perfectionnements, ce métier a pris de l'extension en Angleterre et, vers 1840, il a supplanté entièrement le tissage à la main. Le mode de traitement des tissus — blanchiment, teinture, impression — a lui aussi foncièrement changé. L'application de la chimie a eu pour effet de diminuer la durée de ces opérations et d'améliorer la qualité du produit.

Les premières fabriques textiles ont été implantées le long des cours d'eau, et les machines étaient mises en action au moyen de roues hydrauliques. Ceci limitait notablement les possibilités d'application du machinisme. Il fallait un nouveau moteur, qui ne dépendît ni de la localité ni de la saison. Ce fut la *machine à vapeur*.

La machine à vapeur sous sa forme primitive fut inventée dès la phase manufacturière du capitalisme et entre 1711 et 1712 commença à être employée dans l'industrie minière anglaise pour actionner les pompes installées dans les mines. La révolution industrielle en Angleterre provoqua le besoin d'un moteur à vapeur universel. Ce problème fut résolu en Angleterre vers 1780 par le perfectionnement de la machine à vapeur.

L'emploi de la machine à vapeur eut une importance énorme. C'est un moteur exempt des nombreux défauts propres au moteur hydraulique. Consommant le combustible et l'eau, la machine à vapeur produit une force motrice entièrement soumise au contrôle de l'homme. Cette machine est mobile; elle permet à l'industrie de ne plus être tributaire des sources naturelles d'énergie et donne la possibilité de concentrer la production dans n'importe quel endroit.

L'emploi de la machine à vapeur s'est rapidement généralisé non seulement en Angleterre, mais aussi au-delà de ses frontières, créant ainsi les conditions nécessaires à l'apparition de fabriques importantes dotées d'une multitude de machines et comptant un grand nombre d'ouvriers.

Les machines ont révolutionné la production dans toutes les branches de l'industrie. Elles ont été mises en place non seulement dans l'industrie cotonnière, mais aussi dans l'industrie de la laine, du lin et de la soie. On découvrit peu après les procédés d'utilisation de la machine à vapeur dans les transports : en 1807, aux Etats-Unis, fut créé le premier bateau à vapeur et, en 1825, on construisit en Angleterre la première voie ferrée.

Au début, les machines furent fabriquées dans les manufactures au moyen du travail manuel. Elles revenaient cher et n'étaient pas suffisamment puissantes ni parfaites. Les manufactures ne pouvaient fabriquer la quantité de machines nécessaire au développement rapide de l'industrie. Le problème fut résolu par le passage à la production mécanique des machines. Une nouvelle branche de l'industrie apparut, qui se développa rapidement : les *constructions mécaniques*. Les premières machines étaient fabriquées surtout en bois. Ensuite, les pièces de bois furent remplacées par des pièces métalliques, ce qui permit d'augmenter la durée et la solidité des machines et de travailler avec une vitesse et une intensité inconnues jusque là. Au début du XIX^e siècle, on inventa des marteaux-pilons, des presses, des machines-outils pour le travail des métaux : le tour, ensuite la fraiseuse et la perceuse.

La fabrication de machines, locomotives, rails, bateaux nécessita des quantités énormes de fer et d'acier. La *métallurgie* fit des progrès rapides. Le développement de la métallurgie fut considérablement favorisé par la découverte des procédés de fonte des minerais de fer au combustible minéral au lieu du bois. Les hauts fourneaux se perfectionnèrent sans cesse. A partir de 1830, le soufflage à froid a été remplacé par le soufflage à chaud, ce qui accélérât les opérations dans les hauts fourneaux et fournissait une importante économie de combustible. On découvrit de nouveaux procédés, plus perfectionnés de production de l'acier. L'extension de la machine à vapeur, les progrès de la métallurgie réclamèrent d'importantes quantités de houille, ce qui amena un accroissement rapide de l'industrie houillère.

La révolution industrielle fit de l'Angleterre l'atelier industriel du monde. Après l'Angleterre, la production mécanique se répandit dans les autres pays d'Europe et en Amérique.

La révolution industrielle se poursuivit en *France* pendant des dizaines d'années à la suite de la révolution bourgeoise de 1789-1794. La situation dominante dans l'industrie de ce pays n'appartint à la fabrique capitaliste que dans la seconde moitié du XIX^e siècle.

En *Allemagne*, par suite du morcellement féodal et du maintien prolongé des rapports féodaux, la révolution industrielle se fit plus tard qu'en Angleterre et en France. La grande industrie ne commença à se développer qu'à partir de 1840 et particulièrement vite après l'unification de l'Allemagne en un seul Etat, en 1871.

Aux *Etats-Unis*, la grande industrie naquit au début du XIX^e siècle. L'industrie mécanique américaine se développa rapidement au lendemain de la guerre civile de 1861-1865. Et l'on utilisa sur une grande échelle les réalisations techniques de l'industrie anglaise, ainsi que l'afflux des capitaux disponibles et des cadres d'ouvriers qualifiés venus d'Europe.

En *Russie*, le passage de la manufacture à la phase de la production mécanique commença ayant l'abolition du servage, et prit toute son ampleur dans les premières décennies qui suivirent la réforme paysanne de 1861. Cependant, même après la disparition du servage, de nombreuses survivances de la féodalité retardèrent le passage de la production manuelle au machinisme. Cela se fit sentir surtout dans l'industrie minière de l'Oural.

L'industrialisation capitaliste.

La révolution industrielle marque le début de l'industrialisation capitaliste. L'industrie lourde, la production des moyens de production forme la base de l'industrialisation.

L'industrialisation capitaliste s'opère spontanément dans la poursuite du profit par les capitalistes. Le développement de la grande industrie capitaliste commence généralement par le développement de *l'industrie légère*, c'est-à-dire des branches produisant les objets de consommation individuelle. Ces branches demandent moins d'investissements, la rotation du capital y est plus rapide que dans *l'industrie lourde*, c'est-à-dire dans les branches d'industrie produisant les moyens de production : machines, métaux, combustibles. Le développement de l'industrie lourde ne commence qu'après une période pendant laquelle l'industrie légère accumule des profits. Ceux-ci sont progressivement attirés par l'industrie lourde. Ainsi donc, l'industrialisation capitaliste constitue un processus qui dure des dizaines et des dizaines d'années.

En Angleterre, par exemple, l'industrie textile resta pendant longtemps la principale et la plus développée des branches industrielles. Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, c'est l'industrie lourde qui commence à jouer le rôle dominant. On constate le même type de développement des branches industrielles dans les autres pays capitalistes.

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, la métallurgie continua à se développer; la technique de la fonte des métaux s'améliorait, la dimension des hauts fourneaux augmentait. La production de fonte se développait rapidement. En Angleterre, elle passait de 193.000 tonnes en 1800 à 2.285.000 tonnes en 1850, 6.059.000 tonnes en 1870 et 7.873.000 tonnes en 1880; aux Etats-Unis, de 41.000 tonnes en 1800 à 573.000 tonnes en 1850, 1.692.000 tonnes en 1870 et 3.897.000 tonnes en 1880.

Jusqu'au dernier tiers du XIX^e siècle, la machine à vapeur demeura le seul moteur employé dans la grande industrie et les transports. La vapeur a joué un rôle considérable dans le développement de l'industrie mécanique. Durant tout le XIX^e siècle se poursuivit le perfectionnement de la machine à vapeur : sa puissance augmentait, de même que le coefficient d'utilisation de l'énergie thermique. Après 1880 on créa la *turbine à vapeur*. Grâce à ses avantages, elle commença à évincer dans une série d'industries la machine à vapeur.

Mais plus la grande industrie se développait, et plus vite se manifestait l'insuffisance de la vapeur en tant que force motrice. On inventa un nouveau type de moteur, le *moteur à combustion interne*, d'abord à gaz (1877), puis un moteur fonctionnant au combustible liquide, le diesel (1893). Le dernier tiers du XIX^e siècle voit paraître, dans la vie économique, une force nouvelle et puissante, qui devait révolutionner encore davantage la production : *l'électricité*.

Au XIX^e siècle, le système mécanique gagne une industrie après l'autre. L'industrie minière — minerais, houille, — se développe. A la suite de l'invention du moteur à combustion interne, l'extraction du pétrole augmente. L'industrie chimique prend un large développement. L'accroissement rapide de la grande industrie mécanique s'accompagne d'une construction intense des voies ferrées.

L'industrialisation capitaliste se réalise au prix de l'exploitation des ouvriers salariés et de la ruine de la paysannerie de chaque pays, de même que par la spoliation des travailleurs des autres pays, notamment des colonies. Elle conduit inéluctablement à l'aggravation des contradictions du capitalisme, à l'appauvrissement de millions d'ouvriers, de paysans et d'artisans.

L'histoire fait apparaître différents moyens d'industrialisation capitaliste. Le premier est la mainmise sur les colonies et leur pillage. C'est ainsi que s'est développée l'industrie anglaise. Après s'être emparée de colonies dans toutes les parties du monde, l'Angleterre en a tiré, durant deux siècles, d'énormes profits qu'elle investissait dans son industrie. Le deuxième moyen est la guerre et les contributions prélevées par les pays vainqueurs sur les pays vaincus. Ainsi l'Allemagne, après avoir écrasé la France dans la guerre de 1870, la contraignit à payer cinq milliards de francs de contributions, qu'elle investit dans son industrie. Le troisième moyen, ce sont les concessions et les emprunts de servitude, qui mettent les pays arriérés sous la dépendance économique et politique des pays capitalistes développés. La Russie tsariste, par exemple, a accordé des concessions et s'est fait consentir des emprunts par les puissances occidentales à des conditions asservissantes, cherchant ainsi à s'engager progressivement dans la voie de l'industrialisation.

Dans l'histoire des différents pays, ces moyens d'industrialisation capitaliste se sont souvent enchevêtrés pour se compléter les uns les autres. L'histoire du développement économique des Etats-Unis en est un exemple. La grande industrie des Etats-Unis a été créée au moyen d'emprunts extérieurs et de crédits à long terme, et aussi par un pillage effréné de la population autochtone de l'Amérique.

Malgré les progrès de l'industrie mécanique dans les pays bourgeois, une grande partie de la population du monde capitaliste continue à vivre et à travailler avec la technique primitive du travail à la main.

Le développement des villes et des centres industriels. La formation de la classe des prolétaires.

L'industrialisation capitaliste a déterminé la croissance rapide des villes et des centres industriels. Au cours du XIX^e siècle, le nombre des grandes villes d'Europe (avec une population de plus de 100.000 habitants) a été multiplié par 7. La part de la population urbaine s'est constamment accrue aux dépens de la population rurale. En Angleterre, dès le milieu du XIX^e siècle, et en Allemagne au début du XX^e siècle, plus de la moitié de la population se trouvait concentrée dans les villes.

Dans la phase manufacturière du capitalisme, les masses d'ouvriers salariés ne formaient pas encore une classe de prolétaires bien constituée. Les ouvriers des manufactures étaient relativement peu nombreux, liés pour une bonne part à l'agriculture, disséminés dans une multitude de petits ateliers et divisés par toutes sortes d'intérêts corporatifs étroits.

La révolution industrielle et le développement de l'industrie mécanique donnèrent naissance dans les pays capitalistes au *prolétariat industriel*. La classe ouvrière, dont les rangs grossissaient sans cesse par l'afflux de paysans et artisans en train de se ruiner, vit ses effectifs se multiplier rapidement. L'essor de la grande industrie mécanique fit disparaître peu à peu les intérêts et les préjugés locaux, corporatifs et de caste, des premières générations d'ouvriers, leurs espoirs utopiques de reconquérir la condition de petit artisan du Moyen âge. Les masses ouvrières se fondaient en une seule classe, le prolétariat. Définissant la formation du prolétariat en tant que classe, Engels écrivait :

Seul le développement de la production capitaliste, de l'industrie et de l'agriculture modernes dans de grandes proportions, a pu conférer un caractère de constance à son existence, l'a numériquement

augmenté et formé en tant que classe particulière, avec ses intérêts particuliers et sa mission historique particulière. (F. ENGELS : « Le mouvement ouvrier en Amérique », K. MARX et F. ENGELS : *Œuvres*, t. XVI, 1^{re} partie, p. 287 (éd. russe).)

En *Angleterre*, le nombre des ouvriers dans l'industrie et les transports dans la seconde décennie du XIX^e siècle s'élevait à près de 2 millions d'individus; au cours des cent années suivantes, il a plus que triplé.

En *France*, il y avait deux millions d'ouvriers dans l'industrie et les transports vers 1860, et au début du XX^e siècle leur nombre atteignait environ 3.800.000 hommes.

Aux *Etats-Unis*, le nombre des ouvriers dans l'industrie et les transports était de 1.800.000 en 1859 et 6.800.000 en 1899.

En *Allemagne*, le nombre des ouvriers occupés dans l'industrie et les transports passe de 700.000 en 1848 à 5 millions en 1895.

En *Russie*, après l'abolition du servage, le processus de formation de la classe ouvrière se développe rapidement. En 1865, les grandes fabriques et usines, l'industrie minière et les chemins de fer occupent 700.000 ouvriers ; en 1890, 1.433.000. En 25 ans, le nombre des ouvriers dans les grandes entreprises capitalistes a donc plus que doublé. Vers 1900, dans les cinquante provinces de la Russie d'Europe, le nombre des ouvriers des grandes fabriques et usines, de l'industrie minière et des chemins de fer s'élève à 2.207.000 et dans toute la Russie, à 2.792.000.

La fabrique capitaliste. La machine comme moyen d'exploitation du travail salarié par le capital.

La fabrique capitaliste est une grande entreprise industrielle, fondée sur l'exploitation des ouvriers salariés et faisant usage d'un système de machines pour la production de marchandises.

Un *système de machines* est un ensemble de machines-outils accomplissant simultanément les mêmes opérations (par exemple, les métiers à tisser de même espèce), ou un ensemble de machines-outils d'espèces différentes, mais complémentaires les unes des autres. Le système de machines d'espèces différentes est une combinaison de machines-outils parcellaires, fondée sur la division des opérations entre elles. Chaque machine parcellaire fournit du travail à une autre machine. Comme toutes ces machines fonctionnent simultanément, le produit se trouve sans cesse à des degrés divers du processus de production, passant d'une phase à l'autre.

L'emploi des machines assure un accroissement considérable de la productivité du travail et un abaissement de la valeur de la marchandise. La machine permet de produire la même quantité de marchandises avec une dépense de travail beaucoup moindre, ou de produire avec la même dépense de travail une quantité sensiblement plus grande de marchandises.

Au XIX^e siècle, pour transformer une même quantité de coton en filés au moyen d'une machine, il fallait 180 fois moins de temps de travail qu'avec un rouet. Au moyen de la machine, un ouvrier adulte ou un adolescent imprimait par heure autant de cotonnade à quatre couleurs que 200 ouvriers adultes, autrefois, travaillant à la main. Au XVIII^e siècle, avec la division manufacturière du travail, un ouvrier produisait par jour 4.800 aiguilles ; au XIX^e siècle un ouvrier, travaillant simultanément sur 4 machines, fabriquait jusqu'à 600.000 aiguilles par jour.

Avec le mode de production capitaliste, tous les avantages que procure l'emploi des machines deviennent la propriété des possesseurs de ces machines, les capitalistes, dont les profits augmentent.

La fabrique est la forme supérieure de la coopération capitaliste. La coopération capitaliste étant un travail accompli en commun à une échelle relativement importante, rend nécessaires les fonctions particulières d'administration, de surveillance, de coordination des différents travaux. Dans l'entreprise capitaliste, la fonction d'administration est réalisée par le capitaliste; elle possède des traits spécifiques, s'affirmant en même temps comme fonction d'exploitation des ouvriers salariés par le capital. Le capitaliste n'est pas capitaliste parce qu'il administre une entreprise industrielle; au contraire, il devient dirigeant d'une entreprise parce qu'il est capitaliste.

Déjà avec la coopération simple, le capitaliste se libère du travail physique. La coopération du travail étant réalisée à une plus grande échelle, il se libère aussi de la fonction de surveillance directe et constante des ouvriers. Ces fonctions sont confiées à une catégorie particulière de travailleurs salariés, administrateurs et contremaîtres, qui commandent dans l'entreprise au nom du capitaliste. Par son caractère, l'administration capitaliste est despotique. Avec le passage à la fabrique s'achève la création

par le capital d'une discipline particulière, la *discipline capitaliste du travail*. C'est la discipline de la faim. Avec elle l'ouvrier, constamment menacé de renvoi, vit dans la crainte de se retrouver dans les rangs des chômeurs. Une discipline de caserne est le propre de la fabrique capitaliste. Les ouvriers sont frappés d'amendes et de retenues sur le salaire.

La machine est par elle-même un puissant moyen pour alléger le travail et en augmenter le rendement. Mais en régime capitaliste, la machine sert à renforcer l'exploitation du travail salarié.

Dès son introduction, la machine devient le concurrent de l'ouvrier. L'emploi capitaliste des machines prive tout d'abord de moyens de subsistance, des dizaines et des centaines de milliers d'ouvriers manuels, devenus inutiles. Ainsi, avec l'introduction en grand des métiers à tisser à vapeur, 800.000 tisserands anglais ont été jetés à la rue. Des millions de tisserands de l'Inde ont été voués à la famine et à la mort, car les tissus indiens faits à la main ne pouvaient résister à la concurrence des tissus anglais de fabrication mécanique. L'emploi accru des machines et leur perfectionnement évincent une quantité toujours plus grande d'ouvriers salariés, les mettent à la porte de la fabrique capitaliste et ils viennent grossir l'armée toujours plus nombreuse des chômeurs.

La machine simplifie le processus de production, rend inutile l'emploi d'une grande force musculaire. Aussi, avec le passage au machinisme le capital fait-il participer largement à la production femmes et enfants. Le capitaliste les fait travailler dans de dures conditions pour un salaire de misère. Cela entraîne une mortalité infantile élevée dans les familles ouvrières, la mutilation physique et morale des femmes et des enfants.

La machine crée de grandes possibilités pour réduire le temps de travail nécessaire à la production d'une marchandise, créant ainsi les conditions favorables à la réduction de la journée de travail. Cependant en régime capitaliste elle est un moyen de prolonger la durée de la journée de travail. Dans sa course aux profits, le capitaliste cherche à utiliser au maximum la machine. En premier lieu, plus l'action utile de la machine est longue dans le courant de la journée de travail, et plus vite elle s'amortit. En second lieu, plus longue est la journée de travail et plus complète est l'utilisation de la machine, moins on risque de la voir vieillir au point de vue technique et de voir d'autres capitalistes réussir à introduire chez eux des machines plus perfectionnées ou moins coûteuses, ce qui les ferait bénéficier de conditions plus avantageuses de fabrication. Aussi bien le capitaliste cherche-t-il à prolonger au maximum la journée de travail.

La machine aux mains du capitaliste est utilisée pour tirer de l'ouvrier plus de travail dans un temps donné. L'intensité excessive du travail, l'exiguïté des locaux industriels, le manque d'air et de lumière, l'absence des mesures nécessaires à la protection du travail entraînent l'apparition massive de maladies professionnelles, ruinent la santé et raccourcissent la vie des ouvriers.

Le machinisme ouvre un large champ à l'utilisation de la science, dans le cours de la production; il permet d'utiliser davantage dans le travail les facultés intellectuelles et créatrices. Mais l'emploi capitaliste des machines fait de l'ouvrier un *appendice de la machine*. Il ne lui reste qu'un travail physique uniforme et exténuant. Le travail intellectuel devient le privilège de travailleurs spécialisés : ingénieurs, techniciens, savants. La science passe au service du capital. En régime capitaliste *l'opposition entre le travail manuel et le travail intellectuel* devient de plus en plus profonde.

La machine marque le pouvoir accru de l'homme sur les forces de la nature. En augmentant la productivité du travail, la machine augmente la richesse de la société. Mais cette richesse va aux capitalistes, tandis que la condition de la classe ouvrière — principale force productive de la société — s'aggrave sans cesse.

Marx a prouvé dans son *Capital* que ce ne sont pas les machines par elles-mêmes qui sont l'ennemi de la classe ouvrière, mais le régime capitaliste sous lequel elles sont employées. Il disait que

la machine... moyen infaillible pour raccourcir le travail quotidien... le prolonge entre les mains capitalistes...; triomphe de l'homme sur les forces naturelles, elle devient entre les mains capitalistes l'instrument de l'asservissement de l'homme à ces mêmes forces...; baguette magique pour augmenter la richesse du producteur, elle l'appauvrit entre les mains capitalistes. (K. Marx : *Le Capital*, livre I, t. II, p. 122.)

Dès l'apparition des rapports capitalistes, commence *la lutte de classes entre ouvriers salariés et capitalistes*. Elle se poursuit durant toute la période manufacturière, et lorsque apparaît la production mécanique elle prend une grande ampleur et une acuité sans précédent.

La première expression de la protestation du mouvement ouvrier à ses débuts contre les conséquences néfastes de l'emploi capitaliste de la technique mécanique, a été la tentative de détruire les machines. Inventée en 1758, la première tondeuse a été brûlée par les ouvriers qui, avec l'introduction de cette machine, étaient restés sans travail. Au début du XIX^e siècle, dans les comtés industriels d'Angleterre, s'est développé un vaste mouvement de « briseurs de machines », dirigé tout d'abord contre le métier à tisser à vapeur. Il fallut à la classe ouvrière un certain temps et une certaine expérience pour se rendre compte que l'oppression et la misère ne provenaient pas des machines, mais de leur usage capitaliste.

Les capitalistes ont largement utilisé la machine comme instrument de répression des soulèvements périodiques des ouvriers, des grèves, etc., dirigés contre l'arbitraire du capital. Après 1830, un nombre important d'inventions en Angleterre n'ont dû leur apparition qu'aux intérêts de la lutte de classe des capitalistes contre les ouvriers, aux efforts des capitalistes pour briser la résistance opposée par les ouvriers à l'oppression du capital, en réduisant le nombre des ouvriers qu'ils employaient et en utilisant une main-d'œuvre moins qualifiée.

Ainsi l'usage capitaliste des machines aggrave la situation des ouvriers, ainsi que les contradictions de classes entre le travail et le capital.

La grande industrie et l'agriculture.

Le développement de la grande industrie entraîna aussi l'emploi des machines dans l'agriculture. La possibilité de faire usage des machines est un des avantages les plus importants de la grande production agricole. Les machines élèvent énormément la productivité du travail dans l'agriculture. Mais elles ne sont pas à la portée de la petite exploitation paysanne, car pour en faire l'achat, il faut disposer de sommes considérables. L'emploi de la machine peut être efficace dans les grandes exploitations possédant de grandes surfaces emblavées, introduisant, dans la production, les cultures industrielles, etc. Dans les grandes exploitations, fondées sur l'utilisation des machines, les dépenses de travail par unité de production sont sensiblement inférieures à celles des petites exploitations paysannes, fondées sur une technique arriérée et le travail manuel. Il s'ensuit que la petite exploitation paysanne ne peut soutenir la concurrence de la grande exploitation capitaliste. L'emploi des machines agricoles accélère, dans le cadre du capitalisme, le processus de différenciation de la paysannerie.

L'emploi systématique des machines dans l'agriculture élimine le paysan « moyen » patriarcal aussi inexorablement que le métier à vapeur élimine le tisseur travaillant sur son métier à main. (V. LENINE : « Le développement du capitalisme en Russie », *Œuvres*, t. III, p. 193-194 (éd. russe).)

Le capitalisme, en faisant progresser la technique agricole, ruine la masse des petits producteurs. De plus, la main-d'œuvre salariée dans l'agriculture est tellement bon marché que beaucoup de grandes exploitations n'emploient pas de machines; elles préfèrent se servir de la main-d'œuvre manuelle. Cela retarde le développement du machinisme dans la production agricole.

L'usage capitaliste des machines dans l'agriculture s'accompagne nécessairement d'une exploitation accrue du prolétariat agricole par l'intensification du travail. Par exemple, une espèce de moissonneuse largement répandue à un moment donné a reçu en russe le nom de « lobogreïka » (chauffe-front), parce qu'il fallait un gros effort physique pour la faire fonctionner.

Dans la période du machinisme capitaliste s'achève la séparation de l'industrie et de l'agriculture, s'approfondit et s'aggrave *l'opposition entre la ville et la campagne*. En régime capitaliste, l'agriculture retarde de plus en plus dans son développement sur l'industrie. Lénine disait que l'agriculture des pays capitalistes au début du XX^e siècle par son niveau technique et économique, était plutôt voisine de la phase manufacturière.

L'introduction du machinisme dans la production agricole en régime capitaliste s'opère avec beaucoup plus de lenteur que dans l'industrie. Si le moteur à vapeur a permis des transformations techniques fondamentales dans l'industrie, il n'a pu être utilisé dans l'agriculture que sous forme de batteuse à vapeur. Plus tard la batteuse mécanique complexe mènera de front les opérations de battage, de nettoyage et de triage du grain. Ce n'est que dans le dernier quart du XIX^e siècle qu'apparaissent les machines à récolter le blé à traction hippomobile : les

moissonneuses-lieuses. Le tracteur à chenilles a été inventé après 1880, et le tracteur à roues, au début du XX^e siècle, mais les grandes exploitations capitalistes n'ont commencé à faire un usage plus ou moins étendu du tracteur qu'à partir de 1920, principalement aux Etats-Unis.

Cependant, dans l'agriculture de la plupart des pays du monde capitaliste, la force motrice fondamentale est jusqu'à nos jours la bête de trait, et pour le travail du sol on emploie la charrue, la herse, le cultivateur à cheval.

La socialisation capitaliste du travail et de la production. Les limites de l'usage des machines en régime capitaliste.

Sur la base du machinisme, en régime capitaliste, un grand progrès a été réalisé dans le développement des forces productives de la société par rapport au mode de production féodal. La machine a été la force révolutionnaire qui a transformé la société.

Le passage de la manufacture à la fabrique marque une révolution technique complète qui détruit l'habileté manuelle que l'artisan a mis des siècles à acquérir, et cette révolution technique est nécessairement suivie d'une transformation complète des rapports sociaux dans la production, d'une scission définitive entre les différents groupes participant à la production, de la rupture complète avec la tradition, de l'aggravation et de l'extension de tous les aspects négatifs du capitalisme, en même temps que de la socialisation massive du travail par le capitalisme. La grande industrie mécanique apparaît donc comme le dernier mot du capitalisme, le dernier mot de ses « facteurs positifs » et négatifs. (V. LENINE : « Le développement du capitalisme en Russie », *Œuvres*, t. III, p. 397 (éd. russe).)

Sur la base de la grande industrie mécanique s'opère un processus spontané de vaste *socialisation du travail* par le capital.

Premièrement, grâce à l'emploi des machines la production industrielle se concentre de plus en plus dans les grandes entreprises. La machine exige par elle-même le travail collectif de nombreux ouvriers.

En second lieu, avec le capitalisme se développe de façon continue la division sociale du travail. Le nombre des branches industrielles et agricoles augmente. En même temps, l'interdépendance des branches et des entreprises devient de plus en plus étroite. Avec la haute spécialisation des branches d'industrie, le fabricant qui produit, par exemple, des tissus, dépend directement du fabricant qui produit les filés; ce dernier, du capitaliste produisant le coton, du propriétaire de l'usine de constructions mécaniques, des houillères, etc.

Troisièmement, le morcellement des petites unités économiques propre à l'économie naturelle disparaît, et les petits marchés locaux se fondent en un immense marché national et mondial.

Quatrièmement, le capitalisme avec son industrie mécanique refoule les diverses formes de dépendance personnelle du travailleur. Le travail salarié devient la base de la production. Il se crée une grande mobilité de la population, ce qui assure un afflux constant de main-d'œuvre dans les branches ascendantes de l'industrie.

Cinquièmement, avec l'expansion de la production mécanique, on voit apparaître une multitude de centres industriels et de grandes villes. La société se scinde de plus en plus en deux classes antagonistes fondamentales : la classe des capitalistes et la classe des ouvriers salariés.

La socialisation du travail et de la production, réalisée sur la base du machinisme, constitue un grand pas en avant dans le développement progressif de la société. Mais le bas égoïsme des capitalistes, après au gain, met des limites au développement des forces productives.

Du point de vue social, l'emploi de la machine est avantageux si le travail que nécessite la fabrication de la machine est inférieur à celui que son emploi permet d'économiser, et aussi si la machine allège le travail. Mais ce qui importe pour le capitaliste, ce n'est pas l'économie du travail social ni l'allègement du travail de l'ouvrier, mais l'économie réalisée sur le salaire.

Les limites de l'emploi des machines pour le capitaliste sont donc plus étroites. Elles sont déterminées par la différence entre le prix de la machine et le salaire des ouvriers qu'elle élimine. Plus le salaire est bas, plus faible est la tendance du capitaliste à introduire des machines. Aussi le travail manuel est-il

encore jusqu'à présent largement utilisé dans l'industrie des pays capitalistes même les plus développés.

La grande industrie mécanique a aggravé la concurrence entre les capitalistes, renforcé le caractère spontané, l'anarchie de toute la production sociale. L'usage capitaliste des machines a contribué non seulement au développement rapide des forces productives de la société, mais aussi à l'oppression du travail par le capital, à l'aggravation de toutes les contradictions inhérentes au mode de production capitaliste.

RÉSUMÉ

1. Le passage de la manufacture à la grande industrie mécanique a constitué la révolution industrielle. Particulièrement importante pour le passage à l'industrie mécanique furent l'invention de la machine à vapeur, l'amélioration des procédés de fabrication du métal et la création de machines produisant des machines, La machine a conquis, les unes après les autres, les branches de la production.

2. Avec le développement du capitalisme s'opère le processus d'industrialisation capitaliste des pays les plus importants de l'Europe et de l'Amérique. L'industrialisation capitaliste commence généralement par le développement de l'industrie légère. Le pillage des colonies et des pays vaincus et l'obtention d'emprunts asservissants jouent un grand rôle dans l'industrialisation des pays capitalistes. Celle-ci est fondée sur l'exploitation du travail salarié et elle accentue la ruine des grandes masses de la paysannerie et de l'artisanat. Elle conduit à de nouveaux progrès de la division sociale du travail, achève la séparation de l'industrie et de l'agriculture, aggrave l'opposition entre la ville et la campagne.

3. La fabrique capitaliste est une grande entreprise fondée sur l'exploitation des ouvriers salariés et qui fait usage d'un système de machines pour la production des marchandises. L'administration de la fabrique capitaliste revêt un caractère despotique. Dans la société capitaliste l'emploi des machines augmente le fardeau du travail salarié, renforce l'exploitation de l'ouvrier, entraîne à l'usine des femmes et des enfants qui touchent un salaire de misère. Le machinisme capitaliste achève la séparation du travail intellectuel et du travail manuel et aggrave leur opposition.

4. Le développement de la grande industrie mécanique contribue à l'agrandissement des villes, à l'accroissement de la population urbaine aux dépens de la population rurale, à la formation de la classe des ouvriers salariés — le prolétariat —, à l'augmentation de ses effectifs. L'emploi des machines dans l'agriculture est un avantage de la grande production, il entraîne l'élévation de la productivité du travail et accélère le processus de différenciation de la paysannerie. En régime capitaliste, l'agriculture retarde de plus en plus sur l'industrie, ce qui aggrave l'opposition de la ville et de la campagne.

5. La grande industrie mécanique joue dans l'histoire un rôle progressif, elle mène à l'accroissement de la productivité du travail et à la socialisation du travail par le capital. Les limites de l'emploi capitaliste des machines sont déterminées par le fait que les capitalistes n'introduisent la machine que lorsque son prix est inférieur à la masse des salaires des ouvriers qu'elle élimine.

CHAPITRE VII - LE CAPITAL ET LA PLUS-VALUE. LA LOI ÉCONOMIQUE FONDAMENTALE DU CAPITALISME

La base des rapports de production en régime capitaliste.

Avec le passage de la manufacture à la grande industrie mécanique, le mode de production capitaliste est devenu prédominant. Dans l'industrie, les ateliers artisanaux et les manufactures fondés sur le travail manuel, font place aux fabriques et aux usines dans lesquelles le travail s'effectue à l'aide de machines complexes. Dans l'agriculture, de grandes exploitations capitalistes apparaissent, qui introduisent la technique agronomique relativement perfectionnée et les machines agricoles. Une nouvelle technique est née, de nouvelles forces productives se sont formées, des rapports de production nouveaux, capitalistes, ont prévalu. L'étude des rapports de production de la société capitaliste dans leur naissance, leur développement et leur déclin fait l'objet principal du *Capital* de Marx.

La propriété capitaliste des moyens de production forme la base des rapports de production dans la société bourgeoise. La *propriété capitaliste* des moyens de production est la propriété privée des capitalistes, qui n'est pas le fruit du travail et qui est utilisée aux fins d'exploitation des ouvriers salariés. D'après la définition classique de Marx

le mode de production capitaliste... consiste en ceci que les conditions matérielles de production sont attribuées aux non-travailleurs sous forme de propriété capitaliste et de propriété foncière, tandis que la masse ne possède que les conditions personnelles de production : la force de travail. (K. MARX et F. ENGELS : *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, p. 25-26, Editions Sociales, Paris, 1950.)

La production capitaliste est fondée sur le travail salarié. Les ouvriers salariés sont libérés des liens du servage. Mais ils sont privés des moyens de production et, sous peine de mourir de faim, ils sont obligés de vendre leur force de travail aux capitalistes. L'exploitation du prolétariat par la bourgeoisie constitue le principal trait caractéristique du capitalisme, et le rapport entre bourgeoisie et prolétariat est le rapport de classe fondamental du régime capitaliste.

Les pays où règne le mode de production capitaliste conservent, à côté des formes capitalistes, des survivances plus ou moins importantes des formes précapitalistes d'économie. Le « capitalisme à l'état pur » n'existe dans aucun pays. Outre la propriété capitaliste, il y a dans les pays bourgeois la grande propriété foncière, de même que la petite propriété privée des simples producteurs — paysans et artisans — qui vivent de leur travail. La petite production joue en régime capitaliste un rôle subalterne. La masse des petits producteurs des villes et des campagnes est exploitée par les capitalistes et les propriétaires fonciers, possesseurs des fabriques et des usines, des banques, des entreprises commerciales et de la terre. Le mode de production capitaliste dans son développement comprend deux phases : prémonopoliste et monopoliste. Les lois économiques générales du capitalisme agissent à ces deux phases de son développement. Mais le capitalisme monopoliste se distingue par toute une série de particularités essentielles, dont nous parlerons plus loin.

Passons à l'examen de la nature de l'exploitation capitaliste.

La transformation de l'argent en capital.

Tout capital commence sa carrière sous la forme d'une somme déterminée d'argent. L'argent par lui-même n'est pas un capital. Lorsque, par exemple, de petits producteurs indépendants échangent des marchandises, l'argent intervient comme moyen de circulation, mais non comme capital. La formule de la circulation des marchandises est la suivante : M (marchandise) — A (argent) — M (marchandise), c'est-à-dire vente d'une marchandise pour achat d'une autre marchandise. L'argent devient capital quand il est employé aux fins d'exploitation du travail d'autrui. La formule générale du capital est A — M — A. c'est-à-dire acheter pour vendre aux fins d'enrichissement.

La formule M — A — M signifie qu'une valeur d'usage est échangée contre une autre : le producteur livre la marchandise dont il n'a pas besoin et reçoit en échange une autre marchandise dont il a besoin pour sa consommation. La valeur d'usage est le but de la circulation. Inversement, avec la formule A — M — A, les points de départ et d'arrivée du mouvement coïncident : au départ le capitaliste avait de

l'argent, et il en a au terme de l'opération. Le mouvement du capital serait inutile si, à la fin de l'opération, le capitaliste avait la même somme d'argent qu'au début. Tout le sens de son activité est qu'à la suite de l'opération il se trouve avoir une plus grande somme d'argent qu'auparavant. Le but de la circulation est l'augmentation de la valeur. La formule générale du capital dans sa forme intégrale est donc celle-ci : $A - M - A'$ où A' désigne la somme d'argent accrue.

Le capital avancé, c'est-à-dire le capital mis en circulation, retourne à son possesseur avec un certain excédent.

D'où vient l'excédent du capital ? Les économistes bourgeois, soucieux de masquer la vraie source de l'enrichissement des capitalistes, affirment fréquemment que ce surplus provient de la circulation des marchandises. Affirmation gratuite ! En effet, si l'on fait l'échange de marchandises et d'argent d'égale valeur, c'est-à-dire d'équivalents, aucun des possesseurs de marchandises ne peut tirer de la circulation une valeur plus grande que celle qui est incorporée dans sa marchandise. Et si les vendeurs réussissent à vendre leurs marchandises à un prix plus élevé que leur valeur, par exemple de 10 %, ils doivent, en devenant acheteurs, payer aux vendeurs en sus de la valeur les mêmes 10 %. Ainsi, ce que les possesseurs de marchandises gagnent comme vendeurs, ils le perdent comme acheteurs. Or, en réalité, toute la classe des capitalistes bénéficie d'un accroissement de capital. Il est évident que le possesseur d'argent, devenu capitaliste, doit trouver sur le marché une marchandise dont la consommation crée une valeur, et une valeur supérieure à celle qu'elle possède elle-même. En d'autres termes, le possesseur d'argent doit trouver sur le marché une marchandise dont la valeur d'usage posséderait elle-même la faculté d'être source de valeur. Cette marchandise est la force de travail.

La force de travail en tant que marchandise. La valeur et la valeur d'usage de la marchandise force de travail.

La force de travail, l'ensemble des facultés physiques et morales dont l'homme dispose et qu'il met en action lorsqu'il produit des biens matériels, quelle que soit la forme de la société, est un élément indispensable de la production. Mais c'est seulement en régime capitaliste que la force de travail devient *marchandise*.

Le *capitalisme* est la production marchande au plus haut degré de son développement, quand la force de travail elle-même devient marchandise. Avec la transformation de la force de travail en marchandise, la production marchande prend un caractère *universel*. La production capitaliste est fondée sur le travail salarié, et l'embauchage de l'ouvrier par le capitaliste n'est autre chose qu'une opération de vente-achat de la marchandise force de travail : l'ouvrier vend sa force de travail, le capitaliste l'achète.

En embauchant un ouvrier, le capitaliste reçoit sa force de travail dont il dispose sans réserve. Il l'utilise dans le processus de production capitaliste, dans lequel s'opère l'accroissement du capital.

De même que toute autre marchandise, la force de travail est vendue à un prix déterminé, à la base duquel se trouve la valeur de cette marchandise. Quelle est cette valeur ?

Pour que l'ouvrier conserve sa capacité de travail, il doit satisfaire ses besoins en nourriture, vêtements, chaussures, logement. Satisfaire les besoins vitaux, c'est reconstituer l'énergie vitale dépensée par l'ouvrier : l'énergie des muscles, des nerfs, du cerveau; c'est reconstituer sa capacité de travail. En outre, le capital a besoin d'un afflux incessant de force de travail; l'ouvrier doit donc avoir la possibilité non seulement de s'entretenir lui-même, mais d'entretenir aussi sa famille. Par là se trouve assurée la reproduction, c'est-à-dire le renouvellement constant de la force de travail. Enfin, le capital a besoin non seulement d'ouvriers non spécialisés, mais aussi d'ouvriers qualifiés sachant manier les machines complexes; or, acquérir une qualification comporte certaines dépenses de travail pour l'apprentissage. Aussi les frais de production et de reproduction de la force de travail comprennent-ils un minimum de dépenses pour la formation des générations montantes de la classe ouvrière.

Il ressort de tout cela que *la valeur de la marchandise force de travail* est égale à la valeur des moyens de subsistance nécessaires à l'entretien de l'ouvrier et de sa famille.

Cette marchandise, de même que toute autre, possède une valeur. Comment la détermine-t-on ?
Par le temps de travail nécessaire à sa production. (K. MARX : *Le Capital*, livre I, t. I, p. 173.)

Avec le développement historique de la société se modifient le niveau des besoins habituels de l'ouvrier, mais aussi les moyens de satisfaire ces besoins. Dans les différents pays, le niveau des besoins usuels de l'ouvrier n'est pas le même. Les particularités de l'évolution historique suivie par un pays donné, ainsi que celles des conditions dans lesquelles s'est formée la classe des ouvriers salariés, déterminent sous bien des rapports le caractère de ses besoins. Les conditions climatiques et autres exercent également une certaine influence sur les besoins de l'ouvrier en nourriture, en vêtements, en logement. La valeur de la force de travail renferme non seulement la valeur des objets de consommation nécessaires à la restauration des forces physiques de l'homme, mais aussi les frais que comporte la satisfaction des besoins culturels de l'ouvrier et de sa famille, tels qu'ils résultent des conditions sociales dans lesquelles vivent et sont élevés les ouvriers (éducation des enfants, achat de journaux, de livres, cinéma, théâtre, etc.). Les capitalistes cherchent toujours et partout à ramener les conditions matérielles et culturelles de vie de la classe ouvrière au niveau le plus bas. Pour engager une affaire, le capitaliste commence par acheter tout ce qui est nécessaire à la production : bâtiments, machines, équipement, matières premières, combustible. Ensuite, il embauche la main-d'œuvre et le processus de production commence à l'entreprise. Dès que la marchandise est prête, le capitaliste la vend. La valeur de la marchandise produite renferme, premièrement, la valeur des moyens de production dépensés : matières premières traitées, combustible, une partie déterminée de la valeur des bâtiments, des machines et des outils; en second lieu, la valeur nouvelle créée par le travail des ouvriers de l'entreprise.

Qu'est-ce que cette nouvelle valeur ?

Le mode de production capitaliste suppose un niveau relativement élevé de la productivité du travail, tel que l'ouvrier, pour créer une valeur égale à celle de sa force de travail, n'a besoin que d'une partie de la journée de travail. Admettons qu'une heure de travail moyen simple crée une valeur égale à un dollar, et que la valeur journalière de la force de travail soit égale à six dollars. Alors, pour compenser la valeur journalière de sa force de travail, l'ouvrier doit travailler pendant 6 heures. Mais le capitaliste ayant acheté la force de travail pour toute la journée fait travailler le prolétaire non pas 6 heures, mais pendant une journée de travail entière qui comporte, par exemple, 12 heures. Pendant ces 12 heures, l'ouvrier crée une valeur égale à 12 dollars, cependant que sa force de travail ne vaut que 6 dollars.

Nous voyons maintenant en quoi consiste la valeur d'usage spécifique de la marchandise force de travail pour l'acheteur de cette marchandise, le capitaliste. *La valeur d'usage de la marchandise force de travail* est sa propriété d'être une source de valeur, d'une valeur plus grande qu'elle n'en possède elle-même.

La production de la plus-value est la loi économique fondamentale du capitalisme.

La valeur de la force de travail et la valeur créée dans le processus de sa consommation sont deux grandeurs différentes. La différence entre ces deux grandeurs est la condition préalable nécessaire de l'exploitation capitaliste.

Dans notre exemple, le capitaliste, en dépensant 6 dollars pour embaucher un ouvrier, reçoit une valeur créée par le travail de l'ouvrier, égale à 12 dollars. Le capitaliste récupère le capital qu'il a d'abord avancé avec une augmentation ou un excédent égal à 6 dollars. Cet excédent constitue la plus-value.

La *plus-value* est la valeur créée par le travail de l'ouvrier salarié en plus de la valeur de sa force de travail, et que le capitaliste s'approprie gratuitement. Ainsi, la plus-value est le fruit du travail non payé de l'ouvrier.

La journée de travail dans l'entreprise capitaliste comporte deux parties: le temps de travail nécessaire et le temps de travail supplémentaire; le travail de l'ouvrier salarié se décompose en travail nécessaire et surtravail. Pendant le temps de travail nécessaire, l'ouvrier reproduit la valeur de sa force de travail, et pendant le temps de surtravail, il crée la plus-value.

Le travail de l'ouvrier en régime capitaliste est processus de consommation par le capitaliste de la marchandise force de travail, c'est-à-dire processus pendant lequel le capitaliste soutire à l'ouvrier la plus-value. Le processus de travail en régime capitaliste est caractérisé par deux particularités fondamentales.

Premièrement, l'ouvrier travaille sous le contrôle du capitaliste à qui appartient le travail de l'ouvrier. En second lieu, au capitaliste appartient non seulement le travail de l'ouvrier, mais aussi le produit de ce travail. Ces particularités du processus de travail font du travail de l'ouvrier salarié un dur et odieux fardeau. Le but immédiat de la production capitaliste est la production de la plus-value. En conséquence, seul un travail créateur de plus-value est considéré comme travail productif en régime capitaliste. Si donc l'ouvrier ne crée pas de plus-value, son travail est un travail improductif, inutile pour le capitaliste.

Contrairement aux anciennes formes d'exploitation — esclavagiste et féodale — l'exploitation capitaliste se présente sous une forme déguisée. Lorsque l'ouvrier salarié vend sa force de travail au capitaliste, cette transaction apparaît au premier abord comme une transaction habituelle entre possesseurs de marchandises, comme un échange ordinaire d'une marchandise contre de l'argent, effectué en accord avec la loi de la valeur. Mais la transaction vente-achat de la force de travail n'est qu'une forme extérieure derrière laquelle se cachent l'exploitation de l'ouvrier par le capitaliste, l'appropriation par l'entrepreneur, sans aucun équivalent, du travail non payé de l'ouvrier.

En analysant l'essence de l'exploitation capitaliste, nous supposons que le capitaliste, en louant l'ouvrier, lui paie la valeur intégrale de sa force de travail, déterminée par la loi de la valeur. Plus tard, en examinant le salaire, nous montrerons qu'à la différence des prix des autres marchandises, le prix de la force de travail, en règle générale, oscille *au-dessous* de sa valeur. Cela a pour effet d'augmenter encore l'exploitation de la classe ouvrière par la classe des capitalistes.

Le capitalisme permet à l'ouvrier salarié de travailler et, par conséquent, de vivre, dans la mesure seulement où il travaille un certain temps à titre gratuit pour le capitaliste. Lorsqu'il quitte une entreprise capitaliste, l'ouvrier, dans le meilleur des cas, entre dans une autre entreprise capitaliste où il subit la même exploitation. En dénonçant le travail salarié comme un système d'esclavage salarié, Marx disait que si l'esclave romain était chargé de fers, l'ouvrier salarié est attaché à son maître par des fils invisibles. Ce maître, c'est la classe des capitalistes dans son ensemble.

La plus-value créée par le travail non payé des ouvriers salariés constitue la source commune des revenus, non acquis par le travail, des différents groupes de la bourgeoisie : industriels, commerçants, banquiers, ainsi que de la classe des propriétaires fonciers.

La production de la plus-value est la *loi économique fondamentale du capitalisme*. En définissant le capitalisme, Marx disait :

Fabriquer de la plus-value, telle est la loi absolue de ce mode de production. (K. MARX : *Le Capital*, livre I, t. III, p. 59.)

Les traits essentiels de cette loi consistent dans la production sans cesse croissante de plus-value, et dans l'appropriation de celle-ci par les capitalistes sur la base de la propriété privée des moyens de production et grâce à l'intensification de l'exploitation du travail salarié et à l'élargissement de la production. La loi économique fondamentale exprime l'essence même des rapports de production capitalistes; elle est la loi du mouvement du capitalisme; elle détermine le caractère inévitable de l'accroissement et de l'aggravation de ses contradictions.

Le capital n'a pas inventé le surtravail. Partout où la société est composée d'exploiteurs et d'exploités, la classe dominante soutire du surtravail aux classes exploitées. Mais contrairement au maître d'esclaves et au seigneur féodal, qui, par suite du régime d'économie naturelle qui régnait alors, consacraient la plus grande partie des produits du surtravail des esclaves et des serfs à la satisfaction immédiate de leurs besoins et de leurs caprices, le capitaliste convertit en argent tout le produit du surtravail des ouvriers salariés. Le capitaliste consacre une partie de cet argent à l'achat d'objets de consommation et d'objets de luxe; l'autre partie de cet argent, il la met de nouveau en œuvre à titre de capital additionnel qui produit une nouvelle plus-value. Aussi le capital manifeste-t-il, selon l'expression de Marx, une voracité de loup pour le surtravail.

La course à la plus-value est le principal moteur du développement des forces productives en régime capitaliste. Aucune des formes antérieures de régime d'exploitation — ni l'esclavage ni la féodalité — ne possédait un tel stimulant du progrès technique.

Lénine a appelé la théorie de la plus-value la pierre angulaire de la théorie économique de Marx. En révélant dans sa théorie de la plus-value l'essence de l'exploitation capitaliste, Marx a porté un coup mortel à l'économie politique bourgeoise et à ses affirmations sur l'harmonie des intérêts des classes en régime capitaliste et il a donné à la classe ouvrière une arme spirituelle pour renverser le capitalisme.

Le capital en tant que rapport social de production. Le capital constant et le capital variable.

Les économistes bourgeois appellent capital tout instrument de travail, tout moyen de production, à commencer par la pierre et le bâton de l'homme primitif. Cette définition du capital a pour but d'estomper l'essence de l'exploitation de l'ouvrier par le capitaliste, de présenter le capital comme une condition éternelle et immuable de l'existence de toute société humaine.

En réalité, la pierre et le bâton servaient d'outil de travail à l'homme primitif, mais n'étaient point du capital. Ne sont pas non plus du capital les instruments et les matières premières de l'artisan, le matériel, les semences et les bêtes de trait du paysan qui exploite son terrain sur la base de son travail personnel. Les moyens de production ne deviennent du capital qu'à une phase déterminée du développement historique, lorsqu'ils sont propriété privée du capitaliste et servent de moyen d'exploitation du travail salarié. Avec la liquidation du régime capitaliste les moyens de production deviennent propriété sociale et ils cessent d'être du capital. Ainsi le capital n'est pas une chose, mais un rapport social de production qui a un caractère historique transitoire.

Le *capital* est une valeur qui — par l'exploitation des ouvriers salariés — rapporte la plus-value. Selon Marx, le capital est

du travail mort, qui, semblable au vampire, ne s'anime qu'en suçant le travail vivant, et sa vie est d'autant plus allègre qu'il en pompe davantage. (K. MARX : *Le Capital*, livre I, t. I, p. 229.)

Le capital incarne le rapport de production entre la classe des capitalistes et la classe ouvrière, rapport qui consiste en ce que les capitalistes, en tant que possesseurs des moyens et des conditions de production, exploitent les ouvriers salariés qui créent pour eux la plus-value. Ce rapport de production, comme d'ailleurs tous les autres rapports de production de la société capitaliste, prend la forme d'un rapport entre objets et apparaît comme la propriété de ces objets (moyens de production) de procurer un revenu au capitaliste.

C'est en cela que consiste le *caractère fétiche du capital* : avec le mode de production capitaliste se crée une apparence trompeuse, selon laquelle les moyens de production (ou une certaine somme d'argent avec laquelle on peut acheter les moyens de production) possèdent par eux-mêmes la faculté miraculeuse de procurer à leur possesseur un revenu régulier ne provenant pas du travail.

Les différentes parties du capital ne jouent pas le même rôle dans le processus de production de la plus-value.

L'entrepreneur dépense une certaine partie du capital pour construire les bâtiments d'une fabrique, acquérir de l'équipement et des machines, acheter les matières premières, le combustible, les matériaux accessoires. La valeur de cette partie du capital est transférée à la marchandise nouvellement produite à mesure que les moyens de production sont consommés ou usés au cours du travail. La partie du capital, qui existe sous forme de valeur des moyens de production, ne change pas de grandeur en cours de production; aussi porte-t-elle le nom de capital *constant*.

L'entrepreneur consacre l'autre partie du capital à l'achat de la force de travail, à l'embauchage des ouvriers. En échange de cette partie du capital dépensé, l'entrepreneur, le processus de production terminé, reçoit une nouvelle valeur créée par les ouvriers dans son entreprise. Cette nouvelle valeur, on l'a vu, est supérieure à celle de la force de travail achetée par le capitaliste. C'est ainsi que la partie du capital, dépensée pour l'embauchage d'ouvriers, change de grandeur au cours de la production : elle augmente à la suite de la création par les ouvriers d'une plus-value que le capitaliste accapare. La partie du capital qui est consacrée à l'achat de la force de travail (c'est-à-dire à l'embauchage d'ouvriers) et qui augmente en cours de production, s'appelle capital *variable*.

On désigne le capital constant par la lettre c , et le capital variable par la lettre v . La division du capital en partie constante et partie variable a été établie pour la première fois par Marx. Cette division a mis en lumière le rôle particulier du capital variable destiné à l'achat de la force de travail. L'exploitation des ouvriers salariés par les capitalistes constitue la source véritable de la plus-value.

La découverte du double caractère du travail incarné dans la marchandise, a été la clef qui a permis à Marx d'établir la distinction entre le capital constant et le capital variable, et de dégager l'essence de l'exploitation capitaliste. Marx a montré que l'ouvrier par son travail crée simultanément une nouvelle valeur et transfère la valeur des moyens de production à la marchandise fabriquée. Comme travail concret et déterminé, le travail de l'ouvrier transmet au produit la valeur des moyens de production dépensés, et comme travail abstrait, en tant que dépense de la force de travail en général, le travail de ce même ouvrier crée une nouvelle valeur. Ces deux aspects du processus du travail se distinguent de façon très marquée. Par exemple, en doublant la productivité du travail dans sa branche, le fileur transmet au produit, pendant une journée de travail, une valeur de moyens de production deux fois plus grande (puisqu'il traite deux fois plus de coton); pour ce qui est de la nouvelle valeur, il en créera autant qu'auparavant.

Le taux de la plus-value.

Le degré d'exploitation de l'ouvrier par le capitaliste trouve son expression dans le taux de la plus-value.

Le taux de la plus-value est le rapport exprimé en pourcentage de la plus-value au capital variable. Le taux de la plus-value montre dans quelle proportion le travail dépensé par les ouvriers se divise en travail nécessaire et en surtravail; autrement dit, quelle est la partie de la journée de travail que le prolétaire dépense pour compenser la valeur de sa force de travail et quelle partie de la journée il travaille gratuitement pour le capitaliste. On désigne la plus-value par la lettre p et le taux de la plus-value par $p' = p / v$. Dans le cas cité plus haut (p. 121) le taux de la plus-value, exprimé en pourcentage, est :

$$p' = p / v = 6 \text{ dollars} / 6 \text{ dollars} \times 100 = 100 \text{ \%}.$$

Le taux de la plus-value est ici égal à 100 %. Cela veut dire que dans le cas présent le travail de l'ouvrier est divisé pour moitié en travail nécessaire et en surtravail. Avec le développement du capitalisme s'élève le taux de la plus-value, ce qui marque l'élévation du degré d'exploitation du prolétariat par la bourgeoisie. La *masse* de plus-value s'accroît encore plus rapidement, du fait qu'augmente le nombre des ouvriers salariés exploités par le capital.

Dans son article « Salaire des ouvriers et profit des capitalistes en Russie », rédigé en 1912, Lénine présente le calcul suivant qui montre le degré d'exploitation du prolétariat dans la Russie d'avant la Révolution. Une enquête officielle effectuée en 1908 sur les fabriques et les usines, et dont les chiffres sans aucun doute surestiment les salaires des ouvriers et sous-estiment les profits des capitalistes, établissait que les salaires des ouvriers se montaient à 555,7 millions de roubles, tandis que les profits des capitalistes étaient de 568,7 millions de roubles. Le nombre total des ouvriers des entreprises inspectées de la grande industrie était de 2.254.000. Ainsi, la moyenne du salaire d'un ouvrier était de 246 roubles par an, et chaque ouvrier apportait en moyenne au capitaliste 252 roubles de bénéfice annuel.

Ainsi donc, dans la Russie des tsars, l'ouvrier travaillait un peu moins de la moitié de la journée pour lui-même, et un peu plus de la moitié de cette journée pour le capitaliste.

Deux moyens d'augmentation du degré d'exploitation du travail par le capital. La plus-value absolue et la plus-value relative. Tout capitaliste, afin d'accroître la plus-value, cherche par tous les moyens à augmenter la part du surtravail qu'il extorque à l'ouvrier. L'augmentation de la plus-value se réalise par deux moyens principaux. Prenons à titre d'exemple une journée de travail de 12 heures, dont 6 heures forment le travail nécessaire et 6 heures le surtravail. Représentons cette journée de travail sous la forme d'une ligne dont chaque division est égale à une heure.

Journée de travail = 12 heures

Temps de travail nécessaire = 6 heures

Temps de surtravail = 6 heures

Le premier moyen d'augmenter le degré d'exploitation de l'ouvrier consiste pour le capitaliste à augmenter la plus-value qu'il reçoit, en allongeant la journée de travail, par exemple, de 2 heures. Alors la journée de travail se présentera comme suit :

Journée de travail = 14 heures

Temps de travail nécessaire = 6 heures

Temps de surtravail = 8 heures

La durée du surtravail a augmenté par suite de rallongement *absolu* de la journée de travail dans son ensemble, tandis que le temps de travail nécessaire est resté invariable. La plus-value produite par la prolongation de la journée de travail s'appelle *plus-value absolue*.

Le second moyen d'augmenter le degré d'exploitation de l'ouvrier consiste, sans modifier la durée générale de la journée de travail, à augmenter la plus-value que reçoit le capitaliste en réduisant le temps de travail nécessaire. L'augmentation de la productivité du travail dans les branches fabriquant les objets de consommation pour les ouvriers, et aussi dans celles qui fournissent les instruments et les matériaux pour la production des objets de consommation, aboutit à réduire le temps de travail nécessaire à leur production. Il en résulte que la valeur des moyens de subsistance des ouvriers diminue et la valeur de la force de travail décroît en conséquence. Si auparavant on dépensait 6 heures pour la production des moyens de subsistance de l'ouvrier, maintenant on ne dépense, par exemple, que 4 heures. La journée de travail se présente alors comme suit :

Journée de travail = 12 heures

Temps de travail nécessaire = 4 heures

Temps de surtravail = 8 heures

La longueur de la journée de travail reste invariable, mais la durée de surtravail augmente du fait que le *rapport* s'est modifié entre le temps de travail nécessaire et le temps de surtravail. La plus-value résultant, par suite de l'augmentation de la productivité du travail, de la diminution du temps du travail nécessaire et de l'augmentation correspondante du temps de surtravail s'appelle *plus-value relative*.

Ces deux moyens d'augmenter la plus-value renforcent l'exploitation du travail salarié par le capital. En même temps ils jouent un rôle différent aux différentes phases du développement historique du capitalisme. Dans les premières phases du développement du capitalisme, alors que la technique était rudimentaire et avançait relativement lentement, l'augmentation de la plus-value absolue avait une importance primordiale. Le capital à la poursuite de la plus-value réalisa une révolution radicale dans les méthodes de production, la révolution industrielle, qui donna le jour à la grande industrie mécanique. La coopération capitaliste simple, la manufacture et l'industrie mécanique, dont il a été question plus haut (ch. V et VI), représentent des degrés successifs de l'élévation de la productivité du travail par le capital. Dans la période du machinisme, alors que la technique hautement développée permet d'accroître rapidement la productivité du travail, les capitalistes s'attachent à élever considérablement le degré d'exploitation des ouvriers, avant tout par l'augmentation de la plus-value relative. En même temps, ils cherchent comme par le passé à prolonger au maximum la journée de travail et surtout à intensifier encore le travail. L'intensification du travail des ouvriers a pour le capitaliste la même importance que l'allongement de la journée du travail : l'allongement de la journée de travail de 10 à 11 heures ou l'augmentation d'un dixième de l'intensité du travail lui fournit le même résultat.

La plus-value extra.

La course à la plus-value extra joue un grand rôle dans le développement du capitalisme. Elle s'obtient dans les cas où certains capitalistes introduisent chez eux des machines et des méthodes de production plus perfectionnées que celles qui sont employées dans la plupart des entreprises de la même branche d'industrie. C'est ainsi que tel capitaliste obtient dans son entreprise une plus haute productivité du

travail par rapport au niveau moyen existant dans une branche d'industrie donnée. Dès lors, la valeur individuelle de la marchandise produite dans l'entreprise de ce capitaliste se trouve être inférieure à la valeur sociale de cette même marchandise. Mais comme le prix de la marchandise est déterminé par sa valeur sociale, ce capitaliste reçoit un taux de plus-value supérieur au taux ordinaire.

Prenons l'exemple suivant. Admettons que, dans une manufacture de tabac, un ouvrier produise 1.000 cigarettes à l'heure et travaille 12 heures, dont 6 lui servent à créer une valeur égale à celle de sa force de travail. Si l'on introduit dans la manufacture une machine doublant la productivité du travail, l'ouvrier, tout en continuant à travailler 12 heures, ne produit plus 12.000, mais 24.000 cigarettes. Le salaire de l'ouvrier est compensé par une partie de la valeur nouvellement créée, incarnée (déduction faite de la valeur de la part transférée du capital constant) dans 6.000 cigarettes, c'est-à-dire dans le produit de 3 heures. Au fabricant revient l'autre partie de la valeur nouvellement créée, incarnée (déduction faite de la valeur de la part transférée du capital constant) dans 18.000 cigarettes, c'est-à-dire dans le produit de 9 heures.

Ainsi, le temps de travail nécessaire est réduit et le temps de surtravail de l'ouvrier est allongé en conséquence. L'ouvrier compense la valeur de sa force de travail, non plus en 6 heures, mais en 3 heures ; son surtravail passe de 6 heures à 9 heures. Le taux de la plus-value a triplé.

La *plus-value extra* est l'excédent de plus-value que reçoivent, en sus du taux ordinaire, les capitalistes en abaissant la valeur individuelle des marchandises produites dans leurs entreprises.

L'obtention de la plus-value extra ne constitue, dans chaque entreprise, qu'un phénomène passager. Tôt ou tard, la plupart des entrepreneurs de la même branche d'industrie introduisent chez eux des machines nouvelles ; quiconque ne possède pas un capital suffisant pour cela finit par se ruiner dans cette concurrence. Résultat : le temps socialement nécessaire à la production d'une marchandise donnée diminue, la valeur de la marchandise baisse, et le capitaliste qui a appliqué avant les autres les perfectionnements techniques, cesse de recevoir une plus-value extra. Cependant, en disparaissant dans une entreprise, la plus-value extra apparaît dans une autre où sont introduites des machines nouvelles encore plus perfectionnées.

Chaque capitaliste ne vise qu'à s'enrichir personnellement. Cependant l'action dispersée des différents entrepreneurs a pour résultat le progrès technique, le développement des forces productives de la société capitaliste. En même temps, la course à la plus-value incite chaque capitaliste à protéger ses réalisations techniques contre ses concurrents, elle engendre le secret sur le plan commercial et technique. Il apparaît ainsi que le capitalisme pose des limites au développement des forces productives. Les forces productives, en régime capitaliste, se développent sous une forme contradictoire. Les capitalistes ne font usage de nouvelles machines que si leur emploi donne lieu à un accroissement de la plus-value. L'introduction de nouvelles machines sert de base à l'élévation systématique du degré d'exploitation du prolétariat, à l'allongement de la journée de travail et à l'intensification du travail; le progrès technique se réalise au prix d'infinis sacrifices et privations de nombreuses générations de la classe ouvrière. Ainsi le capitalisme traite avec une rapacité extrême la principale force productive de la société, la classe ouvrière, les masses laborieuses.

La journée de travail et ses limites. La lutte pour sa réduction.

Dans leur course au relèvement du taux de la plus-value, les capitalistes s'efforcent d'allonger la journée de travail au maximum. La *journée de travail*, c'est le temps pendant lequel l'ouvrier se trouve à l'entreprise, à la disposition du capitaliste. Si la chose était possible, l'entrepreneur contraindrait ses ouvriers à travailler 24 heures par jour. Mais, pendant une certaine partie de la journée, l'homme doit rétablir ses forces, se reposer, dormir, manger. Par là, des *limites purement physiques* sont assignées à la journée de travail. Celle-ci a de plus des *limites morales*, puisqu'il faut à l'ouvrier du temps pour satisfaire ses besoins culturels et sociaux.

Le capital, dans sa soif ardente de surtravail, refuse de tenir compte non seulement des limites morales, mais encore des limites purement physiques de la journée de travail. Selon Marx, le capital ne ménage ni la vie ni la santé du travailleur. L'exploitation effrénée de la force de travail réduit la durée de la vie du prolétaire, provoque une extraordinaire élévation de la mortalité parmi la population ouvrière.

A l'époque où le capitalisme naissait, le pouvoir d'Etat a promulgué, en faveur de la bourgeoisie, des lois spéciales pour contraindre les ouvriers salariés à travailler le plus d'heures possible. Alors la technique demeurait à un niveau inférieur, des masses de paysans et d'artisans pouvaient travailler

pour leur propre compte, et de ce fait le capital ne disposait pas d'un excédent de main-d'œuvre. La situation s'est modifiée avec l'introduction des machines et les progrès de la prolétarisation de la population. Le capital disposait alors d'une quantité suffisante d'ouvriers qui, sous peine de mourir de faim, durent se laisser asservir aux capitalistes. La nécessité d'avoir des lois officielles, tendant à allonger la journée de travail, avait disparu. Le capital eut la possibilité, par des contraintes économiques, de prolonger la durée du travail à l'extrême. Dès lors la classe ouvrière engagea une lutte opiniâtre pour la réduction de la journée de travail. Cette lutte s'est déroulée tout d'abord en Angleterre.

A la suite d'une lutte prolongée, les ouvriers anglais obtinrent la promulgation en 1833 d'une loi sur les fabriques qui limitait le travail des enfants au-dessous de 13 ans à 8 heures et celui des adolescents de 13 à 18 ans, à 12 heures. En 1844 fut promulguée la première loi limitant le travail des femmes à 12 heures et celui des enfants à 6 heures et demie. La plupart du temps la main-d'œuvre enfantine et féminine était utilisée parallèlement au travail des hommes. Aussi, dans les entreprises que visait la loi, la journée de 12 heures fut-elle étendue à tous les ouvriers. La loi de 1847 limitait le travail des adolescents et des femmes à 10 heures. La loi de 1901 limitait la journée de travail des ouvriers adultes à 12 heures pendant les cinq premiers jours de la semaine et à 5 heures et demie le samedi.

Au fur et à mesure que la résistance des ouvriers augmentait, les lois limitant la journée de travail apparurent aussi dans les autres pays capitalistes. Après la promulgation de chacune de ces lois, les ouvriers durent lutter inlassablement pour en assurer l'application. La lutte pour la limitation législative du temps de travail fut particulièrement intense, après que la classe ouvrière eut adopté comme mot d'ordre de combat la revendication de la *journée de huit heures*. Cette revendication fut proclamée en 1866 par le Congrès ouvrier en Amérique et le Congrès de la I^{re} Internationale sur la proposition de Marx. La lutte pour la journée de 8 heures devint partie intégrante non seulement de la lutte économique, mais aussi de la lutte politique du prolétariat.

Dans la Russie tsariste, les premières lois ouvrières parurent à la fin du XIX^e siècle. Après les fameuses grèves du prolétariat de Saint-Pétersbourg, la loi de 1897 limita la journée de travail à 11 heures et demie. Cette loi fut, d'après Lénine, une concession imposée, conquise par les ouvriers russes sur le gouvernement du tsar.

A la veille de la première guerre mondiale, dans la plupart des pays développés au point de vue capitaliste, prédominait la journée de travail de 10 heures. En 1919, sous l'influence de la peur devant le mouvement révolutionnaire ascendant, les représentants d'une série de pays capitalistes passèrent à Washington un accord sur l'introduction de la journée de 8 heures à l'échelle internationale, mais ensuite tous les grands Etats capitalistes se refusèrent à ratifier cet accord. Pourtant sous la pression de la classe ouvrière, dans de nombreux pays capitalistes fut introduite la journée de travail de 8 heures. Mais les entrepreneurs compensaient la diminution de la journée de travail par un accroissement brutal de l'intensité du travail. Dans une série de pays capitalistes, à une intensité du travail exténuante s'ajoute une longue journée de travail, notamment dans l'industrie de l'armement. Une journée de travail excessivement longue est le lot du prolétariat des pays coloniaux et dépendants.

La structure de classe de la société capitaliste. L'Etat bourgeois

Ce qui caractérisait les modes de production esclavagiste et féodal, c'était la division de la société en différentes classes et castes, division qui lui donnait une structure hiérarchique complexe. L'époque bourgeoise a simplifié les antagonismes de classes et substitué aux diverses formes de privilèges héréditaires et de dépendance personnelle le pouvoir impersonnel de l'argent, le despotisme illimité du capital. Avec le mode de production capitaliste, la société se scinde de plus en plus en deux grands camps ennemis, en deux classes opposées : la bourgeoisie et le prolétariat.

La *bourgeoisie* est la classe qui possède les moyens de production et les utilise pour exploiter le travail salarié. Elle est la classe dominante de la société capitaliste.

Le *prolétariat* est la classe des ouvriers salariés, dépourvus de moyens de production et obligés, par suite, de vendre leur force de travail aux capitalistes. Sur la base de la production mécanique le capital a entièrement mis sous sa coupe le travail salarié. Pour la classe des ouvriers salariés, la condition prolétarienne est devenue son lot pour la vie. La situation économique du prolétariat en fait la classe la plus révolutionnaire.

Bourgeoisie et prolétariat sont les classes fondamentales de la société capitaliste. Tant qu'existe le mode de production capitaliste, ces deux classes sont indissolublement liées entre elles : la bourgeoisie ne peut exister et s'enrichir sans exploiter les ouvriers salariés; les prolétaires ne peuvent vivre sans se louer aux capitalistes. En même temps, la bourgeoisie et le prolétariat sont des classes antagonistes, dont les intérêts s'opposent et sont irréductiblement hostiles. Le capitalisme, en se développant, approfondit l'abîme entre la minorité exploiteuse et les masses exploitées.

A côté de la bourgeoisie et du prolétariat en régime capitaliste existent la classe des propriétaires fonciers et celle des paysans. Ces classes sont des survivances du régime féodal antérieur, mais elles ont pris un caractère sensiblement différent, en rapport avec les conditions du capitalisme.

Les *propriétaires fonciers* en régime capitaliste sont la classe des grands propriétaires terriens, qui, d'ordinaire, afferment leurs terres à des fermiers capitalistes ou à de petits paysans producteurs, ou bien qui pratiquent sur la propriété qui leur appartient la grande production capitaliste à l'aide de travail salarié.

La *paysannerie* est la classe des petits producteurs possédant leur propre exploitation, fondée sur la propriété privée des moyens de production, sur une technique arriérée et le travail manuel. La paysannerie constitue dans les pays bourgeois une partie importante de la population. La masse essentielle de la paysannerie, exploitée sans merci par les propriétaires fonciers, les paysans riches, les marchands et les usuriers, court à sa ruine. Dans le processus de sa différenciation, la paysannerie dégage constamment de son sein, d'une part, des masses de prolétaires, et de l'autre, des paysans enrichis, des capitalistes.

L'Etat bourgeois qui, à la suite de la révolution bourgeoise, est venu remplacer l'Etat féodal, est par son caractère de classe, entre les mains des capitalistes, un instrument d'asservissement et d'oppression de la classe ouvrière et de la paysannerie. L'Etat bourgeois protège la propriété privée capitaliste des moyens de production, garantit l'exploitation des travailleurs et réprime leur lutte contre le régime capitaliste. Comme les intérêts de la classe capitaliste s'opposent foncièrement à ceux de l'immense majorité de la population, la bourgeoisie est obligée de cacher par tous les moyens le caractère de classe de son Etat. Elle s'efforce de le présenter comme un Etat de « démocratie pure », soi-disant au-dessus des classes et appartenant au peuple tout entier. Mais en fait la « liberté » bourgeoise est la liberté pour le capital d'exploiter le travail d'autrui, l'« égalité » bourgeoise est une apparence qui masque l'inégalité de fait entre l'exploiteur et l'exploité, entre l'homme rassasié et l'affamé, entre le propriétaire moyen de production et la masse des prolétaires qui ne possèdent que leur force de travail.

L'Etat bourgeois réprime les masses populaires à l'aide de son appareil administratif, de sa police, de son armée, de ses tribunaux, de ses prisons, de ses camps de concentration, et d'autres moyens de coercition. L'action idéologique à l'aide de laquelle la bourgeoisie maintient sa domination est le complément indispensable de ces moyens de coercition. Cela comprend la presse bourgeoise, la radio, le cinéma, la science et l'art bourgeois, les Eglises.

L'Etat bourgeois est le comité exécutif de la classe des capitalistes. Les constitutions bourgeoises ont pour but de renforcer le régime social, agréable et avantageux pour les classes possédantes. L'Etat bourgeois déclare sacré et inviolable le fondement du régime capitaliste, la propriété privée des moyens de production.

Les formes de l'Etat bourgeois sont très variées, mais leur essence est la même : dans tous ces Etats, la *dictature est exercée par la bourgeoisie* qui essaie par tous les moyens de conserver et de fortifier le régime d'exploitation du travail salarié par le capital.

A mesure que se développe la grande production capitaliste, augmentent les effectifs du prolétariat qui prend conscience de plus en plus de ses intérêts de classe, progresse politiquement et s'organise pour la lutte contre la bourgeoisie.

Le prolétariat est la classe de travailleurs, liée à la forme d'avant-garde de l'économie, la grande production.

Etant donné le rôle économique qu'il joue dans la grande production, le prolétariat est seul capable d'être le guide de *toutes* les masses travailleuses et exploitées. (V. LENINE : *L'Etat et la révolution*, p. 28, Editions Sociales, Paris, 1947.)

Le prolétariat industriel qui est la classe la plus révolutionnaire, la plus avancée de la société capitaliste, est appelé à réunir autour de lui les masses travailleuses de la paysannerie, toutes les couches exploitées de la population et de les mener à l'assaut du capitalisme.

RÉSUMÉ

1. *En régime capitaliste, la base des rapports de production est la propriété capitaliste des moyens de production, utilisée pour l'exploitation des ouvriers salariés. Le capitalisme est la production marchande au plus haut degré de son développement, quand la force de travail elle-même devient marchandise. En tant que marchandise, la force de travail en régime capitaliste a une valeur et une valeur d'usage. La valeur de la marchandise force de travail est déterminée par la valeur des moyens de subsistance nécessaires à l'entretien de l'ouvrier et de sa famille. La valeur d'usage de la marchandise force de travail réside dans sa propriété d'être source de valeur et de plus-value.*

2. *La plus-value est la valeur créée par le travail de l'ouvrier en plus de la valeur de sa force de travail, et que le capitaliste accapare gratuitement. La production de la plus-value est la loi économique fondamentale du capitalisme.*

3. *Le capital est de la valeur qui rapporte — au moyen de l'exploitation des ouvriers salariés — de la plus-value. Le capital incarne en lui le rapport social entre la classe des capitalistes et la classe ouvrière. Dans le cours de la production de la plus-value, les différentes parties du capital ne jouent pas un rôle identique. Le capital constant est la partie du capital qui est dépensée en moyens de production; cette partie du capital ne crée pas de nouvelle valeur, ne change pas de grandeur. Le capital variable est la partie du capital qui est dépensée pour l'achat de la force de travail; cette partie du capital augmente du fait de la création par les ouvriers d'une plus-value, que s'approprie le capitaliste.*

4. *Le taux de la plus-value est le rapport de la plus-value au capital variable. Il exprime le degré d'exploitation de l'ouvrier par le capitaliste. Les capitalistes augmentent le taux de plus-value par deux moyens : la production de la plus-value absolue et la production de la plus-value relative. La plus-value absolue est celle qui est créée par l'allongement de la journée de travail ou par l'intensification du travail. La plus-value relative est celle qui est créée par la réduction du temps de travail nécessaire et par l'augmentation correspondante du temps de surtravail.*

5. *Les intérêts de classe de la bourgeoisie et ceux du prolétariat sont inconciliables. La contradiction entre la bourgeoisie et le prolétariat constitue la principale contradiction de classe de la société capitaliste. L'Etat bourgeois, dictature de la bourgeoisie, est l'organe de protection du régime capitaliste et d'oppression de la majorité laborieuse et exploitée de la société.*

CHAPITRE VIII - LE SALAIRE

Le prix de la force de travail La nature du salaire.

Avec le mode de production capitaliste, la force de travail, comme toute autre marchandise, possède une valeur. La valeur de la force de travail, exprimée en argent, est le *prix de la force de travail*.

Le prix de la force de travail se distingue du prix des autres marchandises. Quand le producteur vend sur le marché, par exemple, de la toile, la somme d'argent qu'il en retire n'est autre chose que le prix de la marchandise vendue. Quand le prolétaire vend au capitaliste sa force de travail et en reçoit une somme d'argent déterminée sous forme de salaire, cette somme d'argent n'apparaît pas comme le prix de la marchandise force de travail, mais comme *le prix du travail*.

Cela tient à plusieurs causes. Premièrement, le capitaliste paye son salaire à l'ouvrier après que celui-ci a accompli son travail. En second lieu, le salaire est établi soit au prorata du temps de travail fourni (heures, jours, semaines), soit au prorata de la quantité du produit fabriqué. Prenons l'exemple de tout à l'heure. Supposons que l'ouvrier travaille 12 heures par jour. En 6 heures, il produit la valeur de 6 dollars, égale à la valeur de sa force de travail. Pendant les 6 autres heures, il produit la valeur de 6 dollars qui constitue la plus-value que le capitaliste s'approprie. L'entrepreneur ayant loué le prolétaire pour une journée de travail complète, lui paye pour ce total de 12 heures de travail 6 dollars. De là, l'apparence trompeuse selon laquelle le salaire serait le prix du travail, et 6 dollars le paiement complet de toute une journée de travail de 12 heures. En réalité, les 6 dollars ne représentent que la valeur journalière de la force de travail, tandis que le travail du prolétaire a créé une valeur égale à 12 dollars. Et si l'entreprise paye selon la quantité du produit fourni, l'apparence se crée que l'ouvrier est payé pour le travail dépensé par lui pour chaque unité de marchandise fabriquée, c'est-à-dire que, cette fois encore, tout le travail dépensé par l'ouvrier est payé intégralement.

Cette apparence trompeuse n'est pas une erreur due au hasard. Elle est engendrée par les conditions mêmes de la production capitaliste dans lesquelles l'exploitation est masquée, estompée, et où les rapports de l'entrepreneur et de l'ouvrier salarié sont présentés de façon déformée comme des rapports entre possesseurs égaux de marchandises.

En réalité, le salaire de l'ouvrier salarié n'est pas la valeur ou le prix de son travail. Si l'on admet que le travail est une marchandise ayant une valeur, la grandeur de cette valeur doit pouvoir se mesurer. Il est évident que la grandeur de la « valeur du travail », comme celle de toute autre marchandise, doit se mesurer par la quantité de travail qui y est incorporée. Une telle hypothèse conduit à un cercle vicieux : le travail est mesuré par le travail.

De plus, si le capitaliste payait à l'ouvrier la « valeur du travail », c'est-à-dire tout son travail, il n'y aurait pas de source d'enrichissement pour le capitaliste, pas de plus-value, autrement dit il ne pourrait y avoir de mode de production capitaliste.

Le travail est créateur de la valeur des marchandises, mais lui-même n'est pas une marchandise et ne saurait avoir une valeur. Ce qu'on appelle dans la vie courante la « valeur du travail » est en réalité la valeur de la force de travail.

Le capitaliste achète sur le marché non pas le travail, mais une marchandise particulière, la force de travail. La consommation de force de travail, c'est-à-dire la dépense d'énergie musculaire, nerveuse, cérébrale de l'ouvrier, est le processus du travail. La valeur de la force de travail est toujours inférieure à la valeur nouvellement créée par le travail de l'ouvrier. Le salaire n'est le paiement que d'une *partie* de la journée de travail, du temps de travail nécessaire. Mais comme le salaire apparaît sous forme de paiement du travail, on a l'impression que la journée de travail est payée intégralement. C'est pourquoi Marx qualifie le salaire dans la société bourgeoise de *forme transformée* de la valeur, ou du prix, de la force du travail.

Le salaire du travail n'est pas ce qu'il *paraît* être, à savoir la *valeur* (ou le *prix*) du travail, mais seulement une forme déguisée de la *valeur* (ou du *prix*) de la *force de travail*. (K. MARX et F. ENGELS : *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, p. 30, Editions Sociales, Paris, 1950.)

Le *salaire* est l'expression monétaire de la valeur de la force de travail, son prix qui apparaît extérieurement comme le prix du travail.

Sous le régime de l'esclavage, entre le maître et l'esclave, il n'y a pas de transaction vente-achat de la force de travail. L'esclave est la propriété du maître. C'est pourquoi il semble que tout le travail de l'esclave est fait gratuitement, que même la partie du travail qui couvre les frais d'entretien de l'esclave est un travail non payé, travail fait pour le compte du maître. Dans la société féodale, le travail nécessaire du paysan dans son exploitation et le surtravail sur le domaine du seigneur sont nettement délimités, dans le temps et l'espace. En régime capitaliste même le travail non payé de l'ouvrier salarié apparaît comme du travail payé.

Le salaire dissimule toutes les traces de la division de la journée de travail en temps de travail nécessaire et en temps de surtravail, en travail payé et non payé, et c'est ainsi qu'il masque le rapport d'exploitation capitaliste.

Les formes principales du salaire.

Les formes principales du salaire sont le salaire au temps et le salaire aux pièces.

Le *salaire au temps* est une forme de salaire dans laquelle la grandeur du salaire de l'ouvrier dépend du temps qu'il a fourni : heures, jours, semaines, mois. Il y a donc lieu de distinguer : le paiement à l'heure, à la journée, à la semaine, au mois.

Pour un salaire au temps de même grandeur, le salaire effectif de l'ouvrier peut être différent, selon la durée de la journée de travail.

La mesure de la rémunération de l'ouvrier pour le travail fourni par unité de temps est le prix d'une heure de travail. Bien que, comme on l'a déjà dit, le travail par lui-même n'ait pas de valeur, ni par conséquent de prix, pour déterminer la grandeur de la rémunération de l'ouvrier, on adopte l'appellation conventionnelle de « prix du travail ». L'unité de mesure du « prix du travail » est la rémunération ou le prix d'une heure de travail. Ainsi, si la durée moyenne de la journée de travail est de 12 heures, et si la valeur journalière moyenne de la force de travail est égale à 6 dollars, le prix moyen "d'une heure de travail (600 cents : 12) sera égal à 50 cents.

Le salaire au temps permet au capitaliste de renforcer l'exploitation de l'ouvrier en allongeant la journée de travail, de diminuer le prix de l'heure de travail, en laissant inchangé le salaire journalier, hebdomadaire ou mensuel. Supposons que le salaire journalier demeure comme précédemment de 6 dollars, mais que la journée de travail passe de 12 à 13 heures; en ce cas, le prix d'une heure de travail (600 cents : 13) s'abaissera de 50 à 46 cents. Sous la pression des revendications des ouvriers, le capitaliste est parfois contraint d'augmenter le salaire journalier (et, en proportion, les salaires hebdomadaire et mensuel), mais le prix d'une heure de travail peut rester invariable ou même diminuer. Ainsi, si le salaire journalier est augmenté de 6 dollars à 6 dollars 20 cents, la journée de travail passant de 12 à 14 heures, le prix d'une heure de travail tombera alors (620 cents : 14) à 44 cents.

Au fond, l'intensification du travail signifie aussi la baisse du prix de l'heure de travail car, avec une plus grande dépense d'énergie (ce qui équivaut en fait à l'allongement de la journée de travail) la rémunération reste la même. Avec la baisse du prix de l'heure de travail le prolétaire, pour vivre, est obligé d'accepter un nouvel allongement de la journée de travail. L'allongement de la journée de travail et l'intensification excessive du travail entraînent une dépense plus élevée de force de travail et son épuisement. Moins est payée chaque heure de travail, et plus grande est la quantité de travail ou bien plus longue est la journée de travail nécessaires pour que l'ouvrier soit assuré ne serait-ce que d'un faible salaire. D'autre part, la prolongation du temps de travail provoque à son tour une baisse de la rémunération de l'heure de travail. Le capitaliste utilise dans son intérêt le fait qu'avec l'allongement de la journée de travail ou avec l'intensification du travail, le salaire horaire baisse.

Quand les conditions de la vente des marchandises sont favorables, il allonge la journée de travail, introduit les *heures supplémentaires*, c'est-à-dire un travail en plus de la durée établie de la journée de travail. Mais si les conditions du marché sont défavorables et si le capitaliste est obligé de diminuer momentanément le volume de sa production, il réduit la journée de travail et introduit la rémunération à l'heure. La rémunération à l'heure, la journée ou la semaine de travail étant incomplètes, diminue notablement le salaire. Si, dans notre exemple, la journée de travail est diminuée de 12 à 6 heures avec maintien de l'ancien salaire horaire de 50 cents, le salaire à la journée de l'ouvrier sera de 3 dollars en tout, c'est-à-dire deux fois moins que la valeur journalière

de la force de travail. Par conséquent, l'ouvrier perd non seulement si la journée de travail est excessivement allongée, mais également quand il est obligé de travailler à temps réduit.

Le capitaliste peut maintenant extorquer à l'ouvrier un certain *quantum* de surtravail, sans lui accorder le temps de travail nécessaire à son entretien. Il peut anéantir toute régularité d'occupation et faire alterner arbitrairement, suivant sa commodité et ses intérêts du moment, le plus énorme excès de travail avec un chômage partiel ou complet. (K. MARX : *Le Capital*, livre I. t. II, p. 216.)

Avec le salaire au temps, la grandeur du salaire de l'ouvrier n'est pas en raison directe du degré d'intensité de son travail : si celui-ci augmente, le salaire au temps n'augmente pas, et le prix de l'heure de travail baisse en fait. Afin de renforcer l'exploitation, le capitaliste entretient des surveillants spéciaux, qui veillent au respect — par les ouvriers — de la discipline capitaliste du travail, ainsi qu'à son intensification ultérieure.

Le salaire au temps était appliqué dès les premières phases du développement du capitalisme, quand l'entrepreneur qui ne rencontrait pas encore de résistance tant soit peu organisée de la part des ouvriers, pouvait rechercher un accroissement de la plus-value en allongeant la journée de travail. Mais le salaire au temps se maintient aussi au stade supérieur du capitalisme. Dans nombre de cas, il offre au capitaliste de notables avantages : en accélérant la vitesse des machines, le capitaliste fait travailler les ouvriers avec plus d'intensité, sans augmenter pour autant leur salaire.

Le *salaire aux pièces* est une forme de salaire dans laquelle la grandeur du salaire de l'ouvrier dépend de la quantité d'articles ou de pièces détachées fabriquées en une unité de temps, ou bien du nombre des opérations exécutées. Avec le salaire au temps, le travail dépensé par l'ouvrier se mesure par sa durée; avec le salaire aux pièces, par la quantité des articles fabriqués (ou des opérations exécutées), dont chacun est payé d'après un *tarif* déterminé.

En fixant les tarifs, le capitaliste tient compte, premièrement, du salaire au temps journalier et, en second lieu, de la quantité d'articles ou de pièces que l'ouvrier fournit au cours d'une journée, en prenant d'ordinaire pour norme le plus haut rendement de l'ouvrier. Si, dans une branche de production donnée, la moyenne du salaire au temps est de 6 dollars par jour, et si la quantité d'articles d'une espèce déterminée fabriqués par l'ouvrier est de 60 unités, le tarif aux pièces pour un article ou une pièce détachée sera de 10 cents. Le tarif aux pièces est établi par le capitaliste de telle sorte que le salaire par heure (par jour, par semaine) ne soit pas supérieur au salaire au temps. Ainsi, le salaire aux pièces est, à l'origine, une forme modifiée du salaire au temps.

Le salaire aux pièces, plus encore que le salaire au temps, crée l'illusion que l'ouvrier vend au capitaliste non pas sa force de travail, mais son travail et reçoit une rémunération complète, proportionnelle à la quantité de production fournie.

Le salaire aux pièces capitaliste aboutit à l'intensification constante du travail. Il facilite, d'autre part, pour l'entrepreneur la surveillance des ouvriers. Le degré d'intensité du travail est contrôlé ici par la quantité et la qualité des produits que l'ouvrier doit confectionner pour acquérir les moyens de subsistance qui lui sont nécessaires. L'ouvrier est obligé d'augmenter le rendement aux pièces, de travailler avec de plus en plus d'intensité. Mais dès qu'une partie plus ou moins importante des ouvriers atteint un niveau plus élevé d'intensité du travail, le capitaliste diminue les tarifs aux pièces. Si, dans notre cas, le tarif aux pièces est diminué, par exemple, de moitié, l'ouvrier pour conserver le salaire précédent est obligé de travailler le double, c'est-à-dire d'augmenter son temps de travail ou d'intensifier son travail encore davantage pour produire dans le cours d'une journée non plus 60, mais 120 pièces.

L'ouvrier cherche à conserver la masse de son salaire en travaillant davantage, soit en faisant plus d'heures, soit en fournissant davantage dans la même heure... Le résultat est que *plus il travaille, moins il reçoit de salaire*. (K. MARX : *Travail salarié et capital* suivi de *Salaire, prix et profit*, p. 42, éditions Sociales, Paris, 1952.)

C'est là la particularité essentielle du salaire aux pièces en régime capitaliste.

Les formes de salaire au temps et aux pièces sont appliquées assez souvent simultanément dans les mêmes entreprises. En régime capitaliste, ces deux formes de salaire ne sont que des méthodes différentes pour renforcer l'exploitation de la classe ouvrière.

Le salaire aux pièces capitaliste se trouve à la base des systèmes de surexploitation pratiqués dans les pays bourgeois.

Les systèmes de salaires de surexploitation.

Un trait essentiel du salaire aux pièces capitaliste est l'intensification excessive du travail qui épuise toutes les forces du travailleur. Cependant le salaire ne compense pas les dépenses accrues de force de travail. Au-delà d'une certaine durée et d'une certaine intensité du travail, aucune compensation additionnelle n'est capable de conjurer la destruction pure et simple de la force de travail.

L'emploi, dans les entreprises capitalistes, de méthodes d'organisation du travail exténuantes, amène généralement, en fin de journée, un surmenage des forces musculaires et nerveuses de l'ouvrier, qui conduit à la baisse de la productivité du travail. Soucieux d'augmenter sa plus-value, le capitaliste a recours à toutes sortes de *systèmes de salaires fondés sur le surmenage* pour obtenir une haute intensité du travail durant toute la journée. En régime capitaliste, l'« organisation scientifique du travail » poursuit les mêmes buts. Les formes les plus répandues de cette organisation du travail, avec application de systèmes de salaire qui épuisent complètement le travailleur, sont le *taylorisme* et le *fordisme*, à la base desquels se trouve le principe de l'intensification maxima du travail.

Le taylorisme (système qui porte le nom de son auteur, l'ingénieur américain F. Taylor) consiste essentiellement en ceci : On choisit dans l'entreprise les ouvriers les plus forts et les plus habiles. On les fait travailler avec le maximum d'intensité. L'exécution de chacune des opérations est évaluée en secondes et en fractions de secondes. Sur la base des données du chronométrage, on établit le régime de production et les normes de temps de travail pour l'ensemble des ouvriers. La norme — la « tâche » — étant dépassée, l'ouvrier reçoit un petit supplément à son salaire journalier, une prime; si la norme n'est pas remplie, l'ouvrier est payé d'après des tarifs fortement diminués. L'organisation capitaliste du travail d'après le système Taylor épuise complètement les forces de l'ouvrier, fait de lui un automate qui exécute mécaniquement toujours les mêmes mouvements.

Lénine cite un exemple concret (le chargement de la fonte dans une benne), qui montre qu'avec l'introduction du système Taylor le capitaliste a pu, rien que pour l'exécution d'une seule opération, réduire le nombre des ouvriers de 500 à 140, soit de 72% ; c'est en intensifiant monstrueusement le travail qu'on est arrivé à augmenter la norme journalière de l'ouvrier occupé au chargement, de 16 à 59 tonnes, soit de 270 %. En accomplissant, durant une journée, un travail qui demandait auparavant 3 ou 4 jours, l'ouvrier voit son salaire journalier augmenter nominalement (et seulement dans les premiers temps) de 63 % au total. En d'autres termes, avec l'introduction de ce système de paiement, le salaire journalier de l'ouvrier a diminué en fait, par rapport aux dépenses de travail, de 56,5%. « Il s'ensuit, *écrivait Lénine*, que dans les mêmes 9 à 10 heures de travail, on extorque à l'ouvrier trois fois plus d'effort, on épuise sans merci toutes ses forces, on suce trois fois plus vite chaque parcelle d'énergie nerveuse et musculaire de l'esclave salarié. Et s'il meurt plus tôt ? Beaucoup d'autres attendent à la porte !... » (V. LENINE ; « Le « sweating-system » scientifique », *Œuvres*, t. XVIII, p. 556, (éd. russe).)

Cette organisation du travail et du salaire ouvrier, Lénine l'a qualifiée de *sweating-System* scientifique.

Le système d'organisation du travail et du salaire, introduit par le « roi de l'automobile » américain H. Ford et beaucoup d'autres capitalistes (système du fordisme) poursuit le même but : tirer de l'ouvrier la plus grande quantité de plus-value sur la base de l'intensification maxima du travail. On y arrive en accélérant le plus possible les cadences des chaînes et en introduisant des systèmes de salaires de surexploitation. La simplicité des opérations sur les chaînes de Ford permet d'employer largement les ouvriers non qualifiés et d'établir pour eux de bas salaires. L'intensification énorme du travail ne s'accompagne pas d'une augmentation des salaires ou d'une réduction de la journée de travail. Il s'ensuit donc que l'ouvrier s'use rapidement, devient invalide: on le renvoie de l'entreprise pour incapacité, et il va grossir les rangs des chômeurs.

Le renforcement de l'exploitation des ouvriers s'obtient aussi par d'autres systèmes d'organisation du travail et des salaires, qui sont des variétés du taylorisme et du fordisme. Parmi eux, citons par exemple, le *système de Hantt* (Etats-Unis). Contrairement au système de salaire aux pièces de Taylor, le système de Hantt est un système de salaire au temps et aux primes. On assigne à l'ouvrier une « tâche » et on lui fixe un paiement garanti très bas par unité de temps fourni, indépendamment de l'exécution de la norme. On paye à l'ouvrier qui accomplit la « tâche » un petit supplément au minimum garanti, une « prime ». A la base du *système Halsey* (Etats-Unis) se trouve le principe du paiement d'une prime pour le temps « économisé » en supplément de « la paye moyenne » par heure de travail. Avec ce système, par exemple, si l'intensité du travail est doublée, chaque heure « économisée » comporte une « prime » de l'ordre d'un tiers environ de la rémunération horaire. Dans ces conditions, plus le travail est intense, et plus le salaire de l'ouvrier diminue par rapport au travail qu'il a dépensé. Le *système Rowan* (Angleterre) repose sur les mêmes principes.

Un des moyens d'augmenter la plus-value, qui n'est qu'une duperie des ouvriers, est celui que l'on appelle *participation des ouvriers aux bénéfices*. Sous prétexte d'intéresser l'ouvrier à l'augmentation de la rentabilité de l'entreprise, le capitaliste diminue le salaire de base et organise ainsi un fonds de « répartition des bénéfices entre ouvriers ». Puis, en fin d'année, sous forme de « bénéfices », on remet en fait à l'ouvrier la retenue effectuée précédemment sur son salaire. En fin de compte, l'ouvrier « qui participe aux bénéfices » reçoit en fait une somme inférieure à son salaire habituel. Dans le même but, on pratique le placement parmi les ouvriers d'actions d'une entreprise donnée.

Les subterfuges des capitalistes, quel que soit le système de rémunération, visent à tirer de l'ouvrier la plus grande quantité possible de plus-value. Les entrepreneurs utilisent tous les moyens pour intoxiquer la conscience des ouvriers par l'intérêt qu'ils ont soi-disant à voir s'intensifier le travail, diminuer les dépenses de salaires par unité de production, augmenter la rentabilité de l'entreprise. C'est ainsi que les capitalistes s'efforcent d'affaiblir la résistance du prolétariat face à l'offensive du capital, d'obtenir la scission du mouvement ouvrier, le refus des ouvriers de se syndiquer, de prendre part aux grèves. Malgré la multiplicité des formes du salaire aux pièces capitaliste, son essence reste inchangée : avec l'intensification du travail, de sa productivité, le salaire de l'ouvrier diminue en fait, les revenus du capitaliste augmentent.

Le salaire nominal et le salaire réel.

Aux premiers stades du développement du capitalisme, la rémunération des salariés *en nature* était pratiquée sur une grande échelle : l'ouvrier recevait un gîte, une maigre pitance et un peu d'argent.

Le salaire en nature subsiste dans une certaine mesure à la période du machinisme. Il était pratiqué, par exemple, dans l'industrie extractive et textile de la Russie d'avant la Révolution. La rémunération en nature est répandue dans l'agriculture capitaliste, lorsqu'elle utilise le travail des ouvriers agricoles, dans certaines industries des pays capitalistes, dans les pays coloniaux et dépendants. Les formes de rémunération en nature sont variées. Les capitalistes mettent les ouvriers dans une situation qui les contraint à prendre à crédit les produits dans le magasin de l'usine, à utiliser les logements de la mine ou des plantations, à des conditions onéreuses établies par l'entrepreneur, etc. Le capitaliste, en payant un salaire en nature, exploite l'ouvrier salarié non seulement comme vendeur de la force de travail, mais aussi comme consommateur.

Le salaire *en argent* est caractéristique du mode de production capitaliste évolué.

Il faut distinguer entre le salaire nominal et le salaire réel.

Le *salaire nominal* est celui qui est exprimé en argent; c'est la somme d'argent que l'ouvrier reçoit pour la force de travail qu'il a vendue au capitaliste. Le salaire nominal ne donne pas par lui-même une idée du niveau réel de la rémunération de l'ouvrier. Il peut, par exemple, demeurer inchangé, mais si, en même temps, les prix des objets de consommation et les impôts augmentent, le salaire effectif de l'ouvrier baissera. Le salaire nominal peut même augmenter, mais si le coût de la vie durant cette période vient à s'élever plus encore que le salaire nominal, le salaire effectif diminuera.

Le *salaire réel* est celui qui s'exprime en moyens de subsistance de l'ouvrier; il indique la quantité et la qualité des objets de consommation et des services que l'ouvrier peut se procurer pour son salaire en argent. Pour déterminer le salaire réel de l'ouvrier, il faut partir du taux du salaire nominal, du niveau des prix des objets de consommation, du loyer, des charges fiscales acquittées par l'ouvrier, des journées non payées avec la semaine de travail réduite, du nombre des chômeurs totaux et partiels qui sont entretenus aux frais de la classe ouvrière. Il faut tenir compte également de la durée de la journée de travail et du degré d'intensité du travail.

En établissant le niveau moyen du salaire, les statistiques bourgeoises déforment la réalité : elles rangent dans la catégorie des salaires les revenus des couches dirigeantes de la bureaucratie industrielle et financière (administrateurs d'entreprises, directeurs de banques, etc.), n'introduisent dans leurs calculs que le salaire des ouvriers qualifiés et en excluent celui de la couche nombreuse des ouvriers non qualifiés et mal payés, du prolétariat agricole; elles ne font pas état de l'armée nombreuse des chômeurs totaux ou partiels, de la hausse des prix des objets de consommation courante et du relèvement des impôts; elles ont recours à d'autres méthodes de falsification pour présenter sous un jour favorable la situation de fait de la classe ouvrière en régime capitaliste.

Mais même les statistiques bourgeoises falsifiées ne peuvent dissimuler le fait que le salaire en régime capitaliste, par suite de son bas niveau, du renchérissement du coût de la vie et de la croissance du chômage, n'assure pas à la majorité des ouvriers le minimum vital.

En 1938, les économistes bourgeois des Etats-Unis, adoptant des normes très inférieures, ont évalué pour les Etats-Unis le minimum vital d'une famille ouvrière de quatre personnes, à 2.177 dollars par an. Or, en 1938 la moyenne du salaire annuel d'un ouvrier industriel aux Etats-Unis était de 1.176 dollars, soit un peu plus de la moitié de ce minimum vital, et en tenant compte des chômeurs, de 740 dollars, c'est-à-dire un tiers seulement de ce minimum vital. En 1937, le minimum vital très restreint d'une famille ouvrière moyenne en Angleterre était évalué par les économistes bourgeois à 55 shillings par semaine. D'après les chiffres officiels, 80 % des ouvriers de l'industrie houillère, 75 % des ouvriers de l'industrie extractive (sans l'industrie houillère), 57 % des ouvriers des entreprises municipales d'Angleterre gagnaient moins que ce minimum vital.

La baisse du salaire réel en régime capitaliste.

Sur la base de l'analyse du mode de production capitaliste, Marx a établi la loi fondamentale suivante en ce qui concerne le salaire.

La tendance générale de la production capitaliste n'est pas d'élever le salaire normal moyen, mais de l'abaisser. (K. MARX : *Travail salarié et capital*, suivi de *Salaire, prix et profit*, p. 114.)

Le salaire en tant que prix de la force de travail, de même que le prix de toute marchandise, est déterminé par la loi de la valeur. Les prix des marchandises dans l'économie capitaliste oscillent autour de leur valeur sous l'influence de l'offre et de la demande. Mais à la différence des prix des autres marchandises, le prix de la force de travail, en règle générale, *oscille au-dessous* de sa valeur.

Le décalage du salaire par rapport à la valeur de la force de travail est dû avant tout au *chômage*. Le capitaliste entend acheter la force de travail à meilleur compte. Avec le chômage, l'offre de la force de travail excède la demande. Ce qui distingue la marchandise force de travail des autres marchandises, c'est que le prolétaire ne peut en différer la vente. Pour ne pas mourir de faim, il est obligé de la vendre aux conditions que lui offre le capitaliste. Dans les périodes de chômage total ou partiel l'ouvrier ou bien ne reçoit aucun salaire ou un salaire considérablement réduit. Le chômage accentue la concurrence entre ouvriers. Le capitaliste en profite et paye à l'ouvrier un salaire inférieur à la valeur de sa force de travail. Ainsi donc, la situation misérable des chômeurs, qui font partie de la classe ouvrière, influe sur la situation matérielle des ouvriers occupés à la production, abaisse le niveau de leur salaire.

Ensuite, le machinisme ouvre aux capitalistes de larges possibilités de remplacer dans la production la main-d'œuvre masculine par le travail des *femmes* et des *enfants*. La valeur de la force de travail est déterminée par la valeur des moyens de subsistance nécessaires à l'ouvrier et à sa famille. Aussi, lorsque la femme et les enfants de l'ouvrier sont entraînés dans la production, le salaire diminue, toute la famille reçoit dès lors à peu près autant que recevait auparavant le seul chef de famille. L'exploitation de la classe ouvrière dans son ensemble s'en trouve encore aggravée. Dans les pays capitalistes, les ouvrières qui fournissent un travail égal à celui de l'homme touchent un salaire sensiblement inférieur.

Le capital extorque la plus-value par une exploitation effrénée de la main-d'œuvre enfantine. Le salaire des enfants et des adolescents dans tous les pays capitalistes et coloniaux est de plusieurs fois inférieur à celui des ouvriers adultes.

Le salaire moyen d'une ouvrière était inférieur au salaire moyen d'un ouvrier, aux Etats-Unis (en 1949) de 41 %, en Angleterre (en 1951) de 46 %, en Allemagne occidentale (en 1951) de 42 %. Cette différence est encore plus importante dans les pays coloniaux et dépendants. Aux Etats-Unis, en 1949, selon des données inférieures à la réalité, on compte parmi les salariés plus de 3,3 millions d'enfants et d'adolescents. La durée de la journée de travail des enfants et des adolescents est très longue. Ainsi dans les amidonneries, les usines de conserves et de viande, dans les blanchisseries et les entreprises pour le dégraissage des vêtements, les enfants travaillent de 12 à 13 heures par jour.

Au Japon, on pratique couramment la vente des enfants pour le travail dans les fabriques. La main-d'œuvre enfantine était largement employée dans la Russie des tsars. Une partie assez importante des ouvriers des fabriques textiles et de certaines autres entreprises se composait d'enfants de 8 à 10 ans. Dans l'industrie cotonnière de l'Inde les enfants forment de 20 à 25 % de la totalité des ouvriers. L'exploitation de la main-

d'œuvre infantine par le capital prend des formes particulièrement féroces dans les pays coloniaux et dépendants. En Turquie, dans les fabriques de textile et les manufactures de tabac, les enfants de 7 à 14 ans travaillent, tout comme les adultes, une journée complète.

Les bas salaires des ouvrières et l'exploitation des enfants provoquent de nombreuses maladies, un accroissement de la mortalité infantile, exercent une action néfaste sur l'éducation et l'instruction des jeunes générations.

La baisse du salaire réel des ouvriers est aussi conditionnée par le fait qu'avec le développement du capitalisme, la situation d'une grande partie des *ouvriers qualifiés* s'aggrave. Comme on l'a déjà dit, la valeur de la force de travail comprend aussi les frais nécessités par l'apprentissage du travailleur. Le travailleur qualifié crée dans une unité de temps plus de valeur, donc plus de plus-value, que l'ouvrier non spécialisé. Le capitaliste est obligé de payer le travail qualifié plus que le travail des manœuvres. Mais avec le développement du capitalisme et le progrès technique, d'une part, on demande des ouvriers hautement qualifiés, capables de manier des mécanismes complexes; d'autre part, beaucoup d'opérations sont simplifiées, le travail d'une partie importante des ouvriers qualifiés devient inutile. De larges couches d'ouvriers spécialisés perdent leur qualification, ils sont éliminés de la production et se voient obligés de faire un travail non qualifié, payé beaucoup moins.

L'augmentation du coût de la vie et la baisse du niveau du salaire réel qu'elle entraîne sont déterminées avant tout par la *hausse des prix* systématique des objets de consommation courante. Ainsi, en France, par suite de l'inflation, les prix de détail des denrées alimentaires en 1938 avaient dépassé de plus de sept fois leur niveau de 1914.

Le *loyer* absorbe une grande partie du salaire de l'ouvrier. En Allemagne, de 1900 à 1930, le loyer a augmenté en moyenne de 69 %. D'après les chiffres du Bureau International du Travail, après 1930, les ouvriers dépensaient pour le loyer, le chauffage et l'éclairage aux Etats-Unis 25 %, en Angleterre 20 %, au Canada 27 % du budget de la famille. Dans la Russie tsariste, les frais de logement chez les ouvriers atteignaient jusqu'à un tiers du salaire.

Une somme importante à décompter du salaire est constituée par les *impôts* perçus sur les travailleurs. Dans les principaux pays capitalistes, après la guerre, les contributions directes et indirectes absorbent au moins un tiers du salaire de la famille ouvrière.

Un moyen très répandu de réduire le salaire est le système des *amendes*. En Russie tsariste, avant la promulgation de la loi sur les amendes (1886), qui limita un peu l'arbitraire des fabricants, les retenues sur les salaires sous forme d'amendes atteignaient, dans certains cas, la moitié du salaire mensuel. On infligeait des amendes à tout propos : pour un « travail mal fait », pour « infraction au règlement », pour bavardage, participation à une manifestation, etc. Les amendes sont non seulement un moyen de renforcer la discipline capitaliste du travail, mais aussi une source de revenu supplémentaire pour le capitaliste.

La baisse du salaire réel est également conditionnée par les salaires extrêmement bas du *prolétariat agricole*. La grande armée de travailleurs en surnombre de la campagne exerce une pression constante sur le niveau des salaires des ouvriers occupés, dans le sens de la baisse.

Ainsi, par exemple, de 1910 à 1939, le salaire moyen mensuel de l'ouvrier agricole aux Etats-Unis a oscillé entre 28 et 47 % du salaire de l'ouvrier d'usine. La situation des ouvriers agricoles de la Russie tsariste était extrêmement dure. Avec une journée de 16 à 17 heures de travail, le salaire journalier moyen d'un ouvrier agricole saisonnier, en Russie, de 1901 à 1910, était de 69 kopeks, et avec ce salaire dérisoire qu'il touchait durant la période des travaux des champs, il lui fallait se tirer d'embarras pendant les autres mois de chômage complet ou partiel.

Ainsi, avec le développement du mode de production capitaliste, le salaire réel de la classe ouvrière est en baisse.

En 1924, le salaire réel des ouvriers allemands, par rapport au niveau de 1900, était de 75%; en 1935, de 66%. Aux Etats-Unis, de 1900 à 1938, le salaire nominal moyen (compte tenu des chômeurs) a augmenté de 68%; mais, pour la même période, le coût de la vie a été multiplié par 2,3, ce qui ramenait le salaire réel des ouvriers en 1938 à 74 % du niveau de 1900; en France, en Italie, au Japon, sans parler des pays coloniaux et

dépendants, la baisse du salaire réel, au cours des XIX^e et XX^e siècles, a été beaucoup plus sensible qu'aux Etats-Unis. En Russie tsariste, en 1913, le salaire réel des ouvriers d'usine était tombé à 90 % du niveau de 1900.

Dans les différents pays, la valeur de la force de travail est inégale. Les conditions qui déterminent la valeur de la force de travail changent dans chaque pays. De là des *différences nationales* dans le salaire. Marx écrivait qu'en comparant les salaires dans les différents pays, il fallait mettre en ligne de compte tous les facteurs qui déterminent des modifications dans la grandeur de la valeur de la force de travail : les conditions historiques qui ont présidé à la constitution de la classe ouvrière, ainsi que le niveau de ses besoins, les dépenses nécessitées par la formation de l'ouvrier, le rôle de la main-d'œuvre féminine et enfantine, la productivité du travail et son intensité, les prix des objets de consommation, etc.

On observe un niveau particulièrement bas des salaires dans les pays coloniaux et dépendants. Dans sa politique d'asservissement et de pillage systématique des pays coloniaux et dépendants, le capital bénéficie d'un important excédent de main-d'œuvre dans ces pays et rétribue la force de travail à un prix de beaucoup inférieur à sa valeur. Ce faisant, on tient compte de la nationalité de l'ouvrier. Ainsi, par exemple, les Blancs et les Noirs, qui fournissent un travail égal sont payés différemment. En Afrique du Sud, le salaire moyen du Noir est le dixième du salaire moyen de l'ouvrier anglais. Aux Etats-Unis, le salaire des Noirs dans les villes est inférieur de 60 % et, dans l'agriculture, de 66 % à celui des Blancs pour un même travail.

En diminuant les salaires de la masse essentielle des ouvriers et en pillant les colonies, la bourgeoisie crée des conditions privilégiées pour une couche relativement réduite d'ouvriers hautement qualifiés. La bourgeoisie utilise cette *aristocratie ouvrière*, formée de ces couches hautement payées et comprenant des représentants de la bureaucratie des syndicats et des coopératives, une partie des contremaîtres, etc., pour diviser le mouvement ouvrier et intoxiquer la conscience de la grande masse des prolétaires en prêchant la paix sociale, la communauté des intérêts des exploités et des exploités.

La lutte de la classe ouvrière pour l'augmentation des salaires.

Dans chaque pays, le niveau du salaire est établi sur la base de la loi de la valeur, à la suite d'une lutte de classe acharnée entre le prolétariat et la bourgeoisie.

Les écarts du salaire par rapport à la valeur de la force de travail ont leurs limites.

La limite *minima* du salaire en régime capitaliste est déterminée par des conditions purement *physiques* : l'ouvrier doit disposer de la quantité de moyens de subsistance qui lui est absolument nécessaire pour s'entretenir et reproduire sa force de travail.

Quand il tombe à ce minimum, le prix [*de la force de travail*] est descendu au-dessous de la valeur de la force de travail, qui alors ne fait plus que végéter. (K. MARX : *Le Capital*, livre I, t. I, p. 176.)

Lorsque le salaire descend au-dessous de cette limite, il se produit un processus accéléré de destruction physique pure et simple de la force de travail, de dépérissement de la population ouvrière. Il s'exprime par une diminution de la durée moyenne de la vie, un abaissement de la natalité, une augmentation de la mortalité de la population ouvrière aussi bien dans les pays capitalistes développés que surtout dans les colonies. La limite *maxima* du salaire en régime capitaliste est la valeur de la force de travail. Le niveau moyen du salaire se rapproche plus ou moins de cette limite selon le rapport des forces de classe du prolétariat et de la bourgeoisie.

Dans sa chasse aux profits, la bourgeoisie cherche à abaisser le salaire au-dessous de la limite du minimum physique. La classe ouvrière lutte contre les amputations du salaire, pour son augmentation, pour l'établissement d'un minimum garanti, pour l'introduction des assurances sociales et la réduction de la journée de travail. Dans cette lutte, la classe ouvrière fait face à la classe des capitalistes dans son ensemble et à l'Etat bourgeois.

La lutte acharnée de la classe ouvrière pour l'augmentation des salaires a commencé en même temps que naissait le capitalisme industriel. Elle s'est déroulée d'abord en Angleterre, puis dans les autres pays capitalistes et coloniaux.

A mesure que le prolétariat se forme en tant que classe, les ouvriers, pour mener à bien la lutte économique, s'unissent en *syndicats*. Aussi l'entrepreneur se trouve-t-il en face non plus d'un prolétaire

isolé, mais de toute une organisation. Avec le développement de la lutte de classe, à côté des organisations professionnelles locales et nationales se créent des fédérations syndicales internationales. Les syndicats sont une *école de la lutte de classe* pour les grandes masses des ouvriers.

Les capitalistes forment de leur côté des unions patronales. Ils corrompent les chefs des syndicats réactionnaires, organisent les briseurs de grèves, divisent les organisations ouvrières, utilisent pour réprimer le mouvement ouvrier la police, la troupe, les tribunaux et les prisons.

Un des moyens efficaces de lutte des ouvriers pour l'augmentation des salaires, la réduction de la journée de travail et l'amélioration des conditions de travail en régime capitaliste, est la *grève*. A mesure que les antagonismes de classe s'aggravent et que le mouvement prolétarien se renforce dans les pays capitalistes et coloniaux, des millions d'ouvriers sont entraînés dans les mouvements de grève. Lorsque les ouvriers en lutte contre le capital font preuve de résolution et de ténacité, les grèves économiques obligent les capitalistes à accepter les conditions des grévistes.

C'est seulement grâce à la lutte opiniâtre de la classe ouvrière pour ses intérêts vitaux que les Etats bourgeois sont amenés à promulguer des lois sur le salaire minimum, la réduction de la journée de travail, la limitation du travail des enfants.

La lutte économique du prolétariat a une grande importance : avec une direction judicieuse, animée d'une haute conscience de classe, les syndicats résistent avec succès au patronat. La lutte de la classe ouvrière arrête dans une certaine mesure la chute des salaires. Mais la lutte économique de la classe ouvrière est impuissante à supprimer les lois du capitalisme et à soustraire les ouvriers à l'exploitation et aux privations. Tout en reconnaissant le rôle important de la lutte économique de la classe ouvrière contre la bourgeoisie, le marxisme-léninisme enseigne que cette lutte est dirigée uniquement contre les conséquences du capitalisme et non contre la cause première de l'oppression et de la misère du prolétariat. Cette cause est le mode de production capitaliste lui-même.

C'est seulement par la lutte politique révolutionnaire que la classe ouvrière peut supprimer le système d'esclavage salarié, source de son oppression économique et politique.

RÉSUMÉ

1. Le salaire dans la société capitaliste est l'expression monétaire de la valeur de la force de travail, son prix qui apparaît comme le prix du travail. Le salaire masque le rapport de l'exploitation capitaliste, en créant une apparence trompeuse qui fait croire que l'ouvrier est payé pour tout le travail fourni, alors qu'en réalité le salaire n'est que le prix de sa force de travail.

2. Les formes essentielles du salaire sont le salaire au temps et le salaire aux pièces. Avec le salaire au temps, la grandeur du gain de l'ouvrier se trouve dépendre du temps qu'il a fourni. Avec le salaire aux pièces, la grandeur du gain de l'ouvrier est déterminée par la quantité des articles fabriqués par lui. Afin d'augmenter la plus-value, les capitalistes appliquent toutes sortes de systèmes de surexploitation qui mènent à l'intensification extrême du travail et à la prompte usure de la force de travail.

3. Le salaire nominal est la somme d'argent que l'ouvrier reçoit pour la force de travail qu'il vend au capitaliste. Le salaire réel est le salaire exprimé en moyens de subsistance de l'ouvrier ; il indique la quantité de moyens de subsistance et de services que l'ouvrier peut acheter avec son salaire.

4. Le développement du capitalisme a pour effet de diminuer le salaire réel. Contrairement au prix des autres marchandises, le prix de la force de travail, en règle générale, oscille au-dessous de sa valeur. Cela est dû avant tout au chômage, à l'emploi en grand du travail des femmes et des enfants, au salaire extrêmement bas des ouvriers agricoles, et aussi des ouvriers des pays coloniaux et dépendants. L'augmentation des prix des objets de consommation, les loyers élevés et l'accroissement des impôts sont des éléments importants de la baisse du salaire réel.

5. La classe ouvrière, unie dans les syndicats, lutte pour la réduction de la journée de travail et pour l'augmentation du salaire. La lutte économique du prolétariat contre le capital ne peut, par elle-même, le soustraire à l'exploitation. Ce n'est qu'avec la liquidation du mode de production capitaliste, par la lutte politique révolutionnaire, que seront éliminées les conditions de l'oppression économique et politique de la classe ouvrière.

CHAPITRE IX - L'ACCUMULATION DU CAPITAL ET LA PAUPÉRISATION DU PROLÉTARIAT

La production et la reproduction.

Pour vivre et se développer, la société doit produire des biens matériels. Elle ne peut en arrêter la production, comme elle ne peut s'arrêter de consommer.

De jour en jour, d'une année à l'autre, les hommes consomment du pain, de la viande et d'autres aliments, usent vêtements et chaussures, mais en même temps des quantités nouvelles de pain, de viande, de vêtements, de chaussures et d'autres produits sont fabriquées par le travail de l'homme. Le charbon est brûlé dans les poêles et les chaufferies, mais en même temps de nouvelles quantités de charbon sont extraites des entrailles de la terre. Les machines s'usent peu à peu, les locomotives vieillissent tôt ou tard, mais dans les entreprises on fabrique de nouvelles machines-outils, de nouvelles locomotives. Quelle que soit la structure des rapports sociaux, le processus de production doit constamment se renouveler.

Ce renouvellement incessant, cette répétition ininterrompue du processus de production porte le nom de *reproduction*.

Considéré, non sous son aspect isolé, mais dans le cours de sa rénovation incessante, tout procès de production sociale est donc en même temps procès de reproduction. (K. MARX : *Le Capital*, livre I, t. II, p. 9.)

Les conditions de la production sont aussi celles de la reproduction. Si la production revêt la forme capitaliste, la reproduction revêt la même forme.

Le processus de reproduction consiste non seulement en ce que les hommes fabriquent des quantités toujours nouvelles de produits pour remplacer et au-delà les produits consommés, mais aussi en ce que, dans la société, les rapports de production correspondants se renouvellent sans cesse.

Il faut distinguer deux types de reproduction : la reproduction simple et la reproduction élargie.

La *reproduction simple* est la répétition du processus de production dans ses proportions précédentes, les produits nouvellement fabriqués ne faisant que compenser la dépense des moyens de production et des objets de consommation individuelle.

La *reproduction élargie* est la répétition du processus de production dans des proportions plus étendues, la société ne se bornant pas à compenser les biens matériels consommés, mais produisant, en plus, un supplément de moyens de production et d'objets de consommation.

Avant l'apparition du capitalisme, les forces productives se développaient avec beaucoup de lenteur. Le volume de la production sociale ne s'est guère modifié d'une année à l'autre, d'une décennie à l'autre. Avec le capitalisme, l'état ancien d'immobilisme relatif et de stagnation de la production sociale a fait place à un développement beaucoup plus rapide des forces productives. La reproduction élargie, interrompue par des crises économiques, au cours desquelles il y a une baisse de la production, est caractéristique du mode de production capitaliste.

La reproduction capitaliste simple.

Avec la reproduction capitaliste simple, le processus de production se renouvelle sans changer de volume; la plus-value est entièrement dépensée par le capitaliste pour sa consommation personnelle. L'analyse de la reproduction simple suffit déjà pour approfondir l'étude de certains traits essentiels du capitalisme.

Dans le processus de reproduction capitaliste se renouvellent sans cesse non seulement les produits du travail, mais aussi les rapports d'exploitation capitalistes. D'une part, dans le cours de la reproduction se crée constamment la richesse qui appartient au capitaliste et qu'il utilise pour s'approprier la plus-value. Au terme de chaque processus de production, l'entrepreneur se retrouve en possession d'un capital qui lui permet de s'enrichir par l'exploitation des ouvriers. D'autre part, l'ouvrier demeure à l'issue du processus de production un prolétaire non possédant; il est donc obligé, pour ne pas mourir de faim, de vendre sans cesse sa force de travail au capitaliste. La reproduction de la force de travail salariée demeure la condition nécessaire de la reproduction du capital.

Le procès de production capitaliste reproduit donc de lui-même la séparation entre travailleur et conditions de travail. Il reproduit et éternise par cela même les conditions qui forcent l'ouvrier à se vendre pour vivre et mettent le capitaliste en état de l'acheter pour s'enrichir. (K. MARX : *Le Capital*, livre I, t. III, p. 19-20.)

Ainsi, dans le processus de production, le rapport capitaliste fondamental se renouvelle constamment : le capitaliste d'un côté, l'ouvrier salarié de l'autre. L'ouvrier, avant même d'aliéner sa force de travail à tel ou tel entrepreneur, appartient déjà au capitaliste collectif, c'est-à-dire à la classe des capitalistes dans son ensemble. Lorsque le prolétaire change de lieu de travail, il ne fait que changer d'exploiteur. L'ouvrier est sa vie durant enchaîné au char du capital.

Si l'on considère un processus de production isolé, il semble à première vue qu'en achetant la force de travail, le capitaliste prélève sur ses propres fonds une somme d'argent pour l'avancer à l'ouvrier, puisque, à la date du paiement du salaire, le capitaliste peut ne pas avoir eu le temps de vendre la marchandise fabriquée par l'ouvrier dans une période donnée (par exemple en un mois). Mais si l'on prend la vente et l'achat de la force de travail non pas isolément, mais comme un élément de la reproduction, comme un rapport sans cesse répété, alors apparaît en pleine lumière le véritable caractère de cette transaction.

Premièrement, alors que l'ouvrier par son travail crée, dans une période donnée, une nouvelle valeur renfermant la plus-value, le produit fabriqué par l'ouvrier dans la période précédente, est réalisé sur le marché et se convertit en argent. Il apparaît donc clairement que le capitaliste paye au prolétaire le salaire non pas sur ses propres fonds, mais sur la valeur créée par le travail des ouvriers dans la période précédente de production (par exemple, pendant le mois précédent). Selon l'expression de Marx, la classe des capitalistes agit suivant la vieille recette du conquérant : elle achète la marchandise des vaincus avec leur propre argent, avec l'argent dont elle les a dépouillés.

En second lieu, contrairement aux autres marchandises, la force de travail n'est payée par le capitaliste qu'après que l'ouvrier a fourni un travail déterminé. Il se trouve donc que ce n'est pas le capitaliste qui avance au prolétaire ; c'est au contraire, *le prolétaire qui avance au capitaliste*. Aussi bien, les entrepreneurs s'efforcent-ils de payer les salaires aux dates les plus espacées possible (par exemple, une fois par mois), afin de prolonger les délais du crédit gratuit que les ouvriers leur ont consenti.

La classe des capitalistes verse constamment aux ouvriers de l'argent, sous forme de salaire, pour leur permettre d'acheter les moyens de subsistance, c'est-à-dire une certaine partie du produit créé par le travail des ouvriers et que les exploités se sont approprié. Cet argent, les ouvriers le restituent aussi régulièrement aux capitalistes, en acquérant avec lui les moyens de subsistance produits par la classe ouvrière elle-même.

L'analyse des rapports capitalistes dans le cours de la reproduction fait apparaître la source véritable du salaire, mais aussi celle de tout capital.

Admettons que le capital avancé par l'entrepreneur — 100.000 livres sterling — rapporte une plus-value de 10.000 livres sterling par an, et que cette somme soit entièrement dépensée par le capitaliste pour sa consommation individuelle.

Si l'entrepreneur ne s'appropriait pas le travail non payé de l'ouvrier, son capital se trouverait au bout de dix ans entièrement englouti. Il n'en est pas ainsi parce que la somme de 100.000 livres sterling dépensée par le capitaliste pour sa consommation personnelle, se renouvelle entièrement durant les délais indiqués grâce à la plus-value créée par le travail non payé des ouvriers.

Par conséquent, quelle que soit la source initiale du capital, celui-ci, dans le cours même de la reproduction simple, devient, au bout d'une période déterminée, de la valeur créée par le travail des ouvriers et *accaparée gratuitement* par le capitaliste. C'est là la preuve de l'absurdité des affirmations des économistes bourgeois, selon lesquels le capital serait une richesse gagnée par le propre travail de l'entrepreneur.

La reproduction simple fait partie intégrante, elle est un élément de la reproduction élargie. Les rapports d'exploitation, inhérents à la reproduction simple, sont encore plus accusés dans le cadre de la reproduction capitaliste élargie.

La reproduction capitaliste élargie. L'accumulation du capital.

Avec la reproduction élargie, une partie de la plus-value est consacrée par le capitaliste à l'accroissement de la production : achat de moyens de production supplémentaires et embauchage d'un supplément de main-d'œuvre. Par conséquent, une partie de la plus-value est ajoutée au capital précédent, elle est accumulée.

L'accumulation du capital est l'adjonction d'une partie de la plus-value au capital ou sa conversion en capital. La plus-value constitue donc la source de l'accumulation. C'est par l'exploitation de la classe ouvrière que le capital grandit et, qu'en même temps, les rapports de production capitalistes se reproduisent sur une base élargie.

L'élément moteur de l'accumulation pour l'entrepreneur capitaliste, c'est avant tout la *course à l'augmentation de la plus-value*. Avec le mode de production capitaliste, la soif d'enrichissement ne connaît point de bornes. Avec l'élargissement de la production augmente la masse de plus-value que s'approprie le capitaliste, et, par suite, aussi la partie de la plus-value destinée à satisfaire les besoins individuels et les caprices des capitalistes. D'un autre côté les capitalistes obtiennent la possibilité, grâce à l'accroissement de la plus-value, d'élargir de plus en plus la production, d'exploiter une quantité de plus en plus grande d'ouvriers et de s'approprier une masse sans cesse croissante de plus-value.

Un autre élément moteur de l'accumulation est la *concurrence* acharnée, qui place les grands capitalistes en meilleure position et leur permet d'écraser les petits. La concurrence oblige chaque capitaliste, sous peine de faillite, à améliorer son outillage, à élargir sa production. Arrêter le progrès technique, l'élargissement de la production, c'est rester en arrière, et les retardataires se font battre par leurs concurrents. La concurrence oblige donc chaque capitaliste à augmenter son capital, et il ne peut le faire que par l'accumulation constante d'une partie de la plus-value.

L'accumulation du capital est la source de la reproduction élargie.

La composition organique du capital. La concentration et la centralisation du capital.

Au cours de l'accumulation capitaliste, la masse générale du capital augmente et ses différentes parties subissent des changements inégaux, d'où résulte un changement de la structure du capital.

En accumulant la plus-value et en élargissant son entreprise, le capitaliste introduit généralement de nouvelles machines et des perfectionnements techniques, qui lui assureront une augmentation de ses bénéfices. Le progrès technique marque un accroissement plus rapide de la partie du capital qui existe sous forme de moyens de production : machines, bâtiments, matières premières, etc., c'est-à-dire du capital constant. Au contraire, la partie du capital dépensée à l'achat de force de travail, c'est-à-dire de capital variable, s'accroît avec beaucoup plus de lenteur.

Le rapport entre capital constant et capital variable, considéré comme rapport entre la masse des moyens de production et la force de travail vivante, est appelé *composition organique du capital*. Prenons, par exemple, un capital de 100.000 livres sterling réparti en 80.000 livres de bâtiments, machines, matières premières, etc., et 20.000 livres de salaires. Alors la composition organique du capital est égale à $80 c : 20 v$, ou $4 : 1$.

Dans les différentes branches de l'industrie et dans les différentes entreprises d'une même industrie, la composition organique du capital est inégale : elle est plus élevée là où il y a par ouvrier une quantité plus grande de machines complexes et coûteuses, de matières premières transformées; elle est inférieure là où prévaut le travail vivant, où par ouvrier il y a moins de machines et de matières premières qui coûtent relativement moins cher.

Avec l'accumulation du capital, la composition organique du capital *augmente* : la part du capital variable diminue, celle du capital constant augmente. Ainsi, dans l'industrie des Etats-Unis la composition organique du capital est passée de $4,4 : 1$ en 1889, à $5,7 : 1$ en 1904, à $6,1 : 1$ en 1929 et à $6,5 : 1$ en 1939.

Dans le cours de la reproduction capitaliste les capitaux augmentent de volume du fait de la concentration et de la centralisation du capital.

On appelle *concentration du capital* l'accroissement du capital par l'accumulation de la plus-value créée dans une entreprise donnée. Le capitaliste, en investissant dans l'entreprise une partie de la plus-value qu'il s'est appropriée, devient possesseur d'un capital sans cesse accru.

On appelle *centralisation du capital* l'accroissement du capital par la fusion de plusieurs capitaux en un seul capital plus important. Avec la concurrence, le gros capital ruine et absorbe les petites et les moyennes entreprises, moins importantes, qui ne résistent pas à la compétition. En accaparant à vil prix les entreprises d'un concurrent ruiné ou en les liant à la sienne d'une manière ou d'une autre (par exemple, par endettement), le gros fabricant augmente les capitaux qu'il détient. La fusion de nombreux capitaux en un seul se fait également par l'organisation de sociétés en commandite, de sociétés par actions, etc.

La concentration et la centralisation du capital rassemblent entre les mains d'un nombre restreint de personnes d'immenses richesses. L'accroissement des capitaux ouvre de larges possibilités à la concentration de la production dans de grandes entreprises.

La grande production a des avantages décisifs sur la petite. Les grandes entreprises peuvent introduire des machines et des perfectionnements techniques, pratiquer largement la division et la spécialisation du travail, ce qui n'est pas à la portée des petites entreprises. De ce fait, la fabrication des produits revient moins cher aux grandes entreprises qu'aux petites. La concurrence entraîne de gros frais et de grandes pertes. Une grande entreprise peut supporter ces pertes pour, ensuite, les compenser largement, tandis que les petites entreprises et souvent aussi les moyennes se ruinent. Les grands capitalistes reçoivent des crédits avec beaucoup plus de facilité et à des conditions plus favorables; or, le crédit est une des armes les plus importantes dans la concurrence. Tous ces avantages permettent à des entreprises toujours plus importantes, puissamment équipées, de prendre le premier rang dans les pays capitalistes, tandis qu'une multitude de petites et moyennes entreprises se ruinent et disparaissent. Grâce à la concentration et à la centralisation du capital, une minorité de capitalistes, possesseurs de fortunes énormes, préside aux destinées de dizaines et de centaines de milliers d'ouvriers.

Dans l'agriculture, la concentration capitaliste aboutit à ce que la terre et d'autres moyens de production se concentrent de plus en plus dans les mains des gros propriétaires, tandis que les larges couches des petits et moyens paysans, privés de terre, de matériel et d'attelage sont asservis par le capital. Des masses de paysans et d'artisans se ruinent et deviennent des prolétaires.

Ainsi donc, la concentration et la centralisation du capital ont pour effet *d'aggraver les contradictions de classes*, d'approfondir l'abîme entre la minorité bourgeoise, exploiteuse, et la majorité non possédante, exploitée, de la société. En même temps, par suite de la concentration de la production, les grandes entreprises capitalistes et les centres industriels rassemblent des masses toujours plus grandes du prolétariat. Cela facilite le rassemblement et l'organisation des ouvriers pour la lutte contre le capital.

L'armée industrielle de réserve.

L'accroissement de la production en régime capitaliste, comme on l'a déjà dit, s'accompagne d'une augmentation de la composition organique du capital. La demande de main-d'œuvre est déterminée par la grandeur, non du capital tout entier, mais seulement de sa partie variable. Or, la partie variable du capital, avec le progrès technique, diminue relativement par rapport au capital constant. Aussi, avec l'accumulation du capital et le progrès de sa composition organique, la demande de main-d'œuvre se *réduit-elle relativement*, encore que les effectifs d'ensemble du prolétariat augmentent en même temps que le capitalisme se développe.

Il en résulte qu'une masse importante d'ouvriers ne peut trouver à s'employer. Une partie de la population ouvrière se trouve être « en surnombre » ; il se produit ce qu'on appelle une *surpopulation relative*. Cette surpopulation est relative, parce qu'une partie de la force de travail ne s'avère en surnombre que par rapport aux besoins d'accumulation du *capital*. Ainsi, dans la société bourgeoise, au fur et à mesure qu'augmente la richesse sociale, une partie de la classe ouvrière est vouée à un travail toujours plus dur et excessif, tandis que l'autre partie est condamnée à un chômage forcé.

Il faut distinguer les formes essentielles suivantes de surpopulation relative.

La *surpopulation flottante* est constituée par les ouvriers qui perdent leur travail pour un certain temps par suite de la réduction de la production, de l'emploi de nouvelles machines, de la fermeture d'entreprises. Avec l'élargissement de la production, une partie de ces chômeurs trouve à s'employer, de même qu'une partie des nouveaux ouvriers de la jeune génération. Le nombre total des ouvriers employés augmente, mais dans une proportion sans cesse décroissante par rapport à l'échelle de la production.

La *surpopulation latente* est constituée par les petits producteurs ruinés, et avant tout par les paysans pauvres et les ouvriers agricoles qui ne sont occupés dans l'agriculture que pendant une faible partie de l'année, ne trouvent pas à s'employer dans l'industrie et traînent une misérable existence, en vivant tant bien que mal à la campagne. Contrairement à ce qui se passe dans l'industrie, le progrès technique dans l'agriculture entraîne une diminution absolue de la demande de main-d'œuvre.

La *surpopulation stagnante* est constituée par les groupes nombreux de gens qui ont perdu leur emploi permanent, et dont les occupations irrégulières sont payées bien au-dessous du niveau habituel du salaire. Ce sont de larges couches de travailleurs occupés dans la sphère du travail capitaliste à domicile, et aussi ceux qui vivent d'un travail occasionnel à la journée.

Enfin, la couche inférieure de la surpopulation relative est constituée par les gens qui ont été depuis longtemps éliminés de la production, sans aucun espoir de retour, et qui vivent d'un gagne-pain de hasard. Une partie de ces gens est réduite à la mendicité.

Les ouvriers éliminés de la production forment l'*armée industrielle de réserve*, l'armée des chômeurs. Cette armée est un attribut nécessaire de l'économie capitaliste, sans lequel elle ne peut ni exister, ni se développer. Dans les périodes d'essor industriel, quand l'élargissement rapide de la production s'impose, une quantité suffisante de chômeurs se trouve à la disposition des entrepreneurs. L'élargissement de la production a pour effet de réduire momentanément le chômage. Mais ensuite une crise de surproduction arrive et, de nouveau, des masses importantes d'ouvriers sont jetées à la rue et vont grossir l'armée de réserve des chômeurs.

L'existence de cette armée permet aux capitalistes de renforcer l'exploitation des ouvriers. Les chômeurs sont contraints d'accepter les plus dures conditions de travail. Le chômage crée une situation instable pour les ouvriers employés dans la production, et réduit considérablement le niveau de vie de la classe ouvrière tout entière. Voilà pourquoi les capitalistes n'ont pas intérêt à voir supprimer l'armée industrielle de réserve, qui pèse sur le marché du travail et assure au capitaliste une main-d'œuvre à bon marché.

Avec le développement du mode de production capitaliste l'armée des chômeurs, diminuant dans les périodes d'essor de la production et augmentant pendant les crises, dans l'ensemble s'accroît.

En Angleterre, 1,7 % des membres des trade-unions étaient chômeurs en 1853; en 1880, 5,5%; en 1908, 7,8%; en 1921, 16,6%. Aux Etats-Unis, d'après les données officielles, le nombre des chômeurs par rapport à la totalité de la classe ouvrière, était : de 5,1 % en 1890, de 10 % en 1900, de 15,5% en 1915, de 23,1 % en 1921. En Allemagne, le nombre des chômeurs parmi les syndiqués était : de 0,2 % en 1887, de 2 % en 1900, de 18 % en 1926. La surpopulation relative dans les pays coloniaux et semi-coloniaux d'Orient atteint des proportions énormes.

Avec le développement du capitalisme, le *chômage partiel* prend des proportions toujours plus étendues : l'ouvrier ne travaille alors qu'une partie de la journée ou de la semaine.

Le chômage est un véritable fléau pour la classe ouvrière. Les ouvriers n'ont pas de quoi vivre, si ce n'est de la vente de leur force de travail. Renvoyés de l'entreprise, ils sont menacés de mourir de faim. Souvent, les chômeurs restent sans toit, car ils n'ont pas de quoi payer un gîte. Ainsi, la bourgeoisie s'avère incapable d'assurer aux esclaves salariés du capital, ne fût-ce qu'une existence d'esclave.

Les économistes bourgeois tentent de justifier le chômage en régime capitaliste en invoquant des lois éternelles de la nature. C'est à ce but que servent les inventions pseudo-scientifiques de Malthus, économiste réactionnaire anglais de la fin du XVIII^e - début du XIX^e siècles. D'après la « loi de population », inventée par Malthus, depuis l'origine de la société humaine la population se multiplierait suivant les termes d'une progression géométrique (comme 1, 2, 4, 8, etc.), et les moyens d'existence, étant donné le caractère limité des richesses naturelles, augmenteraient suivant les termes d'une progression arithmétique (comme 1, 2, 3, 4, etc.). C'est là, d'après Malthus, la cause première du surplus de population, de la famine et de la misère des masses populaires. Le prolétariat, d'après Malthus, peut se libérer de la misère et de la famine, non pas par l'abolition du régime capitaliste, mais en s'abstenant du mariage et en réduisant artificiellement les naissances. Malthus considérait

comme autant de bienfaits les guerres et les épidémies qui diminuent la population laborieuse. La théorie de Malthus est foncièrement réactionnaire. Elle permet à la bourgeoisie de justifier les tares incurables du capitalisme. Les inventions de Malthus n'ont rien de commun avec la réalité. Les moyens techniques puissants dont l'humanité dispose sont à même d'augmenter la quantité des moyens d'existence à des rythmes que l'accroissement même le plus rapide de la population est incapable d'égaliser. Le seul obstacle est le régime capitaliste, qui est la cause véritable de la misère des masses.

Marx a découvert la *loi capitaliste de la population*, selon laquelle dans la société bourgeoise, l'accumulation du capital fait qu'une partie de la population ouvrière devient inévitablement superflue, est éliminée de la production et vouée aux affres de la misère et de la faim. La loi capitaliste de la population a été engendrée par les rapports de production de la société bourgeoise.

La surpopulation agraire.

Comme il a été indiqué plus haut une des formes de surpopulation relative est la surpopulation latente ou surpopulation agraire. La *surpopulation agraire* est, dans l'agriculture des pays capitalistes, l'excédent de la population qui résulte de la ruine des grandes masses de la paysannerie; cette population ne peut être que partiellement occupée dans la production agricole et ne trouve pas à s'employer dans l'industrie.

Le capitalisme en développement accentue la différenciation de la paysannerie. Il se forme une armée nombreuse d'ouvriers agricoles et de paysans pauvres. Les grandes exploitations capitalistes créent une demande d'ouvriers salariés. Mais à mesure que la production capitaliste s'étend d'une branche de l'agriculture à l'autre et que l'emploi des machines se répand et se développe, la masse de la paysannerie se ruine de plus en plus, et la demande en salariés agricoles diminue. Les couches ruinées de la population rurale se transforment constamment en prolétariat industriel ou viennent grossir l'armée des sans-travail dans les villes. Mais une grande partie de la population rurale ne trouvant pas de travail dans l'industrie, reste à la campagne où elle ne trouve que partiellement à s'employer dans l'agriculture.

Le caractère latent de la surpopulation agraire consiste en ce que la force de travail excédentaire dans les campagnes est toujours plus ou moins liée à la petite et à la très petite exploitation paysanne. Le salarié agricole exploite généralement un petit lopin de terre qui lui permet de compléter son gagne-pain ou de végéter misérablement à la morte-saison. Ces exploitations sont nécessaires au capitalisme pour disposer de main-d'œuvre à bon marché.

La surpopulation agraire en régime capitaliste prend des proportions énormes. En Russie tsariste, à la fin du XIX^e siècle, le chômage latent à la campagne frappait 13 millions d'individus. En Allemagne, en 1907, sur 5 millions d'exploitations paysannes, 3 millions de petites exploitations formaient l'armée de réserve du travail. Aux Etats-Unis, après 1930 on comptait selon les données officielles manifestement inférieures à la réalité, 2 millions de fermiers « en trop ». Chaque année, pendant la saison d'été, un à 2 millions d'ouvriers agricoles américains, avec leurs familles et leurs maigres biens, errent à travers le pays en quête d'un gagne-pain. La surpopulation agraire est particulièrement grande dans les pays économiquement arriérés. Ainsi, dans l'Inde où l'agriculture emploie les trois quarts environ de la population du pays, la surpopulation agraire forme une armée forte de millions d'hommes. Une grande partie de la population agricole est réduite à l'état de famine chronique.

La loi générale de l'accumulation capitaliste. La paupérisation relative et absolue du prolétariat.

Le développement du capitalisme a pour résultat qu'avec l'accumulation du capital, à un pôle de la société bourgeoise d'immenses richesses se concentrent, le luxe et le parasitisme, le gaspillage et l'oisiveté des classes exploiteuses augmentent; tandis qu'à l'autre pôle de la société s'intensifie de plus en plus le joug, l'exploitation, s'accroissent le chômage et la misère de ceux dont le travail crée toutes les richesses.

L'armée industrielle de réserve est d'autant plus nombreuse que la richesse sociale, le capital en fonction, l'étendue et l'énergie de son accroissement, donc aussi la masse absolue du prolétariat et la force productive de son travail, sont plus considérables... La grandeur relative de l'armée industrielle de réserve s'accroît donc en même temps que les ressorts de la richesse. Mais plus cette armée de réserve grossit, comparativement à l'armée active du travail, plus grossit la surpopulation consolidée, excédent de population, dont la misère est inversement proportionnelle aux tourments de son travail... *Voilà la loi absolue, générale, de l'accumulation capitaliste.* (K. MARX : *Le Capital*, livre I, t. III, p. 87 (trad. sur l'édition allemande).)

La loi générale de l'accumulation capitaliste est l'expression concrète du fonctionnement de la loi économique fondamentale du capitalisme, la loi de la plus-value. La course à la plus-value aboutit à l'accumulation des richesses entre les mains des classes exploiteuses et à l'augmentation de l'appauvrissement et de l'oppression des classes non possédantes.

Le développement du capitalisme s'accompagne de la paupérisation relative et absolue du prolétariat.

La paupérisation relative du prolétariat consiste en ce que dans la société bourgeoise la part de la classe ouvrière dans le montant global du revenu national décroît sans cesse, alors que la part des classes exploiteuses est en progression constante.

Malgré l'accroissement absolu de la richesse sociale, la part des revenus de la classe ouvrière diminue rapidement. Les salaires des ouvriers de l'industrie américaine par rapport aux profits des capitalistes, étaient de 70 % en 1889, de 61 % en 1919, de 47 % en 1929 et de 45 % en 1939.

Dans la Russie tsariste, de 1900 à 1913, l'ensemble des salaires nominaux, étant donné le nombre accru des ouvriers d'usine, avait augmenté d'environ 80 %, malgré une diminution du salaire réel, tandis que les bénéfices des industriels avaient plus que triplé.

D'après les données d'économistes bourgeois, américains, vers 1920, aux Etats-Unis 1 % des propriétaires possédait 59 % de toutes les richesses, tandis que les couches pauvres formant 87 % de la population ne possédaient que 8 % de la richesse nationale. En 1920-1921, les plus gros propriétaires anglais, qui représentaient moins de 2 % de la totalité des propriétaires, détenaient 64 % de toute la richesse nationale, tandis que 76 % de la population n'en possédaient que 7,6 %.

La paupérisation absolue du prolétariat consiste dans l'abaissement pur et simple de son niveau de vie.

L'ouvrier se paupérise *de façon absolue*, c'est-à-dire qu'il devient véritablement plus pauvre qu'auparavant ; force lui est de vivre encore plus mal, de se nourrir plus chichement, d'être plus souvent sous-alimenté, de s'entasser dans les caves et les greniers-La richesse croît dans la société capitaliste avec une rapidité invraisemblable, parallèlement à la paupérisation des masses ouvrières. (V. LENINE : « La paupérisation dans la société capitaliste », *Œuvres*, t. XVIII, p. 405-406 (éd. russe).)

Pour enjoliver la réalité capitaliste, l'économie politique bourgeoise s'efforce de nier la paupérisation absolue du prolétariat. Les faits cependant attestent qu'en régime capitaliste le niveau de vie de la classe ouvrière est en baisse constante. Cela se manifeste sous bien des formes.

La paupérisation absolue du prolétariat se traduit par la baisse du salaire réel. Comme on l'a déjà dit, la hausse des prix des objets de consommation courante, l'augmentation des loyers et des impôts entraînent la diminution constante du salaire réel des ouvriers.

La paupérisation absolue du prolétariat se manifeste par l'ampleur et la durée accrues du chômage.

Elle se manifeste dans l'intensification et dans l'aggravation des conditions de travail, qui aboutissent au vieillissement rapide de l'ouvrier, à la perte de sa capacité de travail, à sa transformation en invalide. L'intensification du travail et l'absence de mesures nécessaires à la protection du travail multiplient les accidents et les cas de mutilation.

La paupérisation absolue du prolétariat se manifeste dans de plus mauvaises conditions d'alimentation et de logement des travailleurs, ce qui a pour effet de ruiner la santé et d'abrèger la vie des travailleurs.

Dans l'industrie houillère des Etats-Unis, de 1878 à 1914, sur mille ouvriers occupés, le nombre d'accidents mortels a augmenté de 71,5 %. Dans la seule année 1952, dans les entreprises des Etats-Unis, environ 15.000 personnes ont été tuées et plus de deux millions ont été mutilées. Le nombre d'accidents augmente également dans les charbonnages d'Angleterre : avant-guerre, chaque année un mineur sur six a été victime d'un accident; de 1949 à 1953 la proportion est passée à un sur trois.

Les données officielles des recensements relatifs à l'habitat établissent que près de 40 % des locaux d'habitation aux Etats-Unis ne répondent pas aux exigences minima d'hygiène et de sécurité. Le taux de mortalité de la population ouvrière est de beaucoup supérieur à celui des classes dominantes. La mortalité infantile dans les taudis de la ville de Détroit est six fois plus élevée que la moyenne des Etats-Unis.

Le niveau de vie du prolétariat est particulièrement bas dans les pays coloniaux, où la misère extrême et la mortalité exceptionnellement élevée des ouvriers, par suite d'un travail exténuant et d'une famine chronique, revêtent un caractère de masse.

Le niveau de vie de la paysannerie pauvre, en régime capitaliste, n'est pas supérieur, mais souvent même inférieur à celui des ouvriers salariés. Dans la société capitaliste, on assiste non seulement à la paupérisation absolue et relative du prolétariat, mais aussi à la ruine et à la paupérisation de la paysannerie. On comptait en Russie tsariste des dizaines de millions de paysans pauvres qui souffraient de la faim. Les recensements américains établissent qu'au cours des dernières décennies, près des deux tiers des fermiers des Etats-Unis, en règle générale, n'ont pas le minimum vital. Aussi bien, leurs intérêts vitaux poussent les paysans à s'unir à la classe ouvrière.

La voie du développement du capitalisme est celle de l'appauvrissement et de la sous-alimentation pour l'immense majorité des travailleurs. En régime bourgeois, l'essor des forces productives n'apporte pas aux masses laborieuses un allègement de leur situation, mais une aggravation de leur misère et de leurs privations.

En même temps se développe la lutte de la classe ouvrière contre la bourgeoisie, pour la libération du joug du capital, et grandissent sa conscience et son organisation. Dans cette lutte sont entraînées de plus en plus les masses de la paysannerie.

La contradiction fondamentale du mode de production capitaliste.

A mesure qu'il se développe, le capitalisme associe de plus en plus étroitement le travail d'une multitude d'hommes. La division sociale du travail s'étend. Des branches d'industrie autrefois plus ou moins indépendantes se transforment en une série de productions réciproquement liées et dépendantes les unes des autres. Les relations économiques se resserrent entre entreprises, régions, pays entiers.

Le capitalisme crée la grande production aussi bien dans l'industrie que dans l'agriculture. Le progrès des forces productives engendre des instruments et des méthodes de production qui exigent le travail en commun de centaines et de milliers d'ouvriers. La concentration de la production s'accroît. Il se produit ainsi une socialisation capitaliste du travail, une socialisation de la production.

Mais la socialisation de la production progresse dans l'intérêt d'un petit nombre d'entrepreneurs privés, soucieux d'augmenter leurs profits. Le produit du travail social de millions d'hommes devient la propriété privée des capitalistes.

Par conséquent, une contradiction profonde est inhérente au régime capitaliste : la production revêt un caractère social, alors que la propriété des moyens de production demeure propriété capitaliste privée, incompatible avec le caractère social du processus de production. *La contradiction entre le caractère social du processus de production et la forme capitaliste privée d'appropriation des résultats de la production* est la contradiction fondamentale du mode de production capitaliste; cette contradiction va s'aggravant à mesure que le capitalisme se développe. Elle se manifeste par une anarchie accrue de la production capitaliste, par l'accentuation des antagonismes de classe entre le prolétariat et toutes les masses laborieuses d'une part et la bourgeoisie de l'autre.

RESUME

1. La reproduction est le renouvellement constant, la répétition ininterrompue du processus de production. La reproduction simple est le renouvellement de la production sous un volume constant. La reproduction élargie signifie que la production se renouvelle sous un volume accru. Le capitalisme est caractérisé par la reproduction élargie, coupée périodiquement de crises économiques, pendant lesquelles la production est en baisse. La reproduction capitaliste élargie renouvelle sans cesse et approfondit les rapports d'exploitation.

2. La reproduction élargie en régime capitaliste suppose l'accumulation du capital. L'accumulation est l'addition au capital d'une partie de la plus-value, ou la transformation de la plus-value en capital. L'accumulation capitaliste aboutit à une élévation de la composition organique du capital, c'est-à-dire que le capital constant s'accroît plus rapidement que le capital variable. La reproduction capitaliste s'accompagne de la concentration et de la centralisation du capital. La

grande production possède des avantages décisifs sur la petite, ce qui permet aux grandes ou très grandes entreprises d'éliminer et de se subordonner les petites et moyennes entreprises capitalistes.

3. Avec l'accumulation du capital et l'élévation de sa composition organique, la demande de main-d'œuvre subit une diminution relative. Il se forme une armée industrielle de réserve de chômeurs. L'excédent de main-d'œuvre dans l'agriculture capitaliste, dû à la ruine des masses essentielles de la paysannerie, crée la surpopulation agraire. La loi générale de l'accumulation capitaliste signifie la concentration des richesses entre les mains d'une minorité exploiteuse et l'accroissement de la misère des travailleurs, c'est-à-dire de l'immense majorité de la société. La reproduction élargie en régime capitaliste aboutit nécessairement à la paupérisation relative et absolue de la classe ouvrière. La paupérisation relative est la diminution de la part de la classe ouvrière dans le revenu national des pays capitalistes. La paupérisation absolue est l'abaissement pur et simple du niveau de vie de la classe ouvrière.

4. La contradiction fondamentale du capitalisme est la contradiction entre le caractère social du processus de production et la forme capitaliste privée de l'appropriation. Avec le développement du capitalisme cette contradiction s'aggrave sans cesse et les antagonismes de classe deviennent plus profonds entre la bourgeoisie et le prolétariat.

CHAPITRE X - LE CYCLE ET LA ROTATION DU CAPITAL

Le cycle du capital. Les trois formes du capital industriel.

La condition d'existence du mode de production capitaliste est la circulation développée des marchandises, c'est-à-dire leur échange au moyen de l'argent. La production capitaliste est étroitement liée à la circulation.

Tout capital commence sa carrière sous la forme d'une somme déterminée d'argent ; c'est un *capital-argent*. Avec l'argent, le capitaliste achète des marchandises d'une espèce particulière : 1° des moyens de production et 2° de la force de travail. Cet acte de circulation peut être représenté par la formule :

$$A — M [T + Mp]$$

A — désigne l'argent ; M la marchandise ; T la force de travail et Mp les moyens de production. Ce changement de la forme du capital permet à son possesseur de disposer de tout ce qui est nécessaire à la production. Auparavant, il possédait du capital sous forme monétaire ; maintenant, il possède un capital de même grandeur, mais désormais sous forme de *capital productif*.

Par conséquent, le *premier stade* du mouvement du capital consiste dans la conversion du capital-argent en capital productif.

Vient ensuite le processus de production dans lequel s'opère la *consommation productive* des marchandises achetées par le capitaliste : les ouvriers dépensent leur travail, la matière première est transformée, le combustible est brûlé, les machines s'usent. De nouveau le capital change de forme : à l'issue du processus de production le capital avancé se trouve incorporé dans une masse déterminée de marchandises ; il prend la forme de *capital-marchandise*. Mais d'abord, ce ne sont plus les marchandises que le capitaliste a achetées en montant son affaire ; en second lieu, la valeur de cette masse de marchandises est supérieure à la valeur initiale du capital, car elle renferme la plus-value créée par les ouvriers.

Ce stade du mouvement du capital peut être représenté comme suit :

$$M [T + MP] \dots P \dots M'$$

Dans cette formule la lettre P représente la production ; les points placés avant et après cette lettre indiquent que le processus de circulation a été interrompu et que s'opère le processus de production ; la lettre M' désigne le capital sous sa forme marchandise, capital dont la valeur a augmenté du fait du surtravail des ouvriers.

Par conséquent, le *deuxième stade* du mouvement du capital consiste dans la conversion du capital productif en capital-marchandise.

Le mouvement du capital ne s'arrête pas là. Les marchandises produites doivent être réalisées. En échange des marchandises vendues, le capitaliste reçoit une somme déterminée d'argent.

Cet acte de circulation peut être représenté comme suit ;

$$M' — A'$$

Le capital change de forme pour la troisième fois : il reprend la forme de capital-argent. Après quoi, son possesseur se trouve avoir une somme d'argent plus importante qu'au début. Le but de la production capitaliste, qui consiste à tirer de la plus-value, a été atteint.

Par conséquent, le *troisième stade* du mouvement du capital consiste dans la conversion du capital-marchandise en capital-argent.

Le capitaliste emploie de nouveau l'argent, qu'il a tiré de la vente des marchandises, à l'achat des moyens de production et de la force de travail nécessaires pour continuer la production, et tout le processus recommence.

Tels sont les trois stades par lesquels le mouvement du capital passe successivement. A chacun de ces stades, le capital remplit une fonction déterminée. La conversion du capital-argent en éléments du capital productif assure l'union des moyens de production appartenant aux capitalistes avec la force de

travail des ouvriers salariés; à défaut de cette union, le processus de production ne peut avoir lieu. La fonction du capital productif est de créer par le travail des ouvriers salariés une masse de marchandises, une valeur nouvelle et, par suite, de la plus-value. La fonction du capital-marchandise consiste, par la vente de la masse des marchandises produites : en premier lieu, à restituer au capitaliste, sous forme argent, le capital qu'il a avancé pour la production ; en second lieu, à réaliser sous forme argent la plus-value créée dans le processus de production.

C'est par ces trois stades que passe le *capital industriel* dans son mouvement. Par capital industriel on entend, en l'occurrence, tout capital engagé dans la production des marchandises, qu'il s'agisse de l'industrie ou de l'agriculture.

Le capital industriel est le seul mode d'existence du capital, où sa fonction ne consiste pas seulement en appropriation mais également en création de plus-value, autrement dit de surproduit. C'est pourquoi il conditionne le caractère capitaliste de la production; son existence implique celle de la contradiction de classe entre capitalistes et ouvriers salariés. (K. MARX : *Le Capital*, livre II, t. I, p. 53.)

Ainsi, tout capital industriel accomplit un cycle.

On appelle *cycle du capital*, la transformation successive du capital d'une forme dans une autre, son mouvement à travers les trois stades. De ces trois stades, le premier et le troisième ont lieu dans la sphère de la circulation, le deuxième dans la sphère de la production. Sans circulation, c'est-à-dire sans transformation des marchandises en argent et reconversion de l'argent en marchandise, la reproduction capitaliste, c'est-à-dire le renouvellement constant du processus de production, devient impossible.

Le cycle du capital dans son ensemble peut être représenté comme suit :

$$A — M [T + MP] \dots P \dots M' — A'$$

Les trois stades du cycle du capital sont liés entre eux de la façon la plus étroite et dépendent l'un de l'autre. Le cycle du capital ne s'opère normalement que si ses différents stades se succèdent sans arrêt.

Si le capital est arrêté au premier stade, c'est que l'existence du capital-argent est inutile. S'il est arrêté au deuxième stade, c'est que les moyens de production restent inutilisés et que la force de travail est sans emploi. Si le capital subit un arrêt au troisième stade, les marchandises invendues s'accumulent dans les entrepôts et obstruent les canaux de la circulation.

Le deuxième stade où le capital se trouve sous la forme de capital productif, a une importance décisive dans le cycle du capital industriel ; c'est à ce stade que s'opère la production des marchandises, de la valeur et de la plus-value. Aux deux autres stades, il n'y a pas création de valeur ni de plus-value; il n'y a que succession des formes du capital.

Aux trois stades du cycle du capital correspondent *trois formes du capital industriel* : 1° le capital-argent, 2° le capital productif et 3° le capital-marchandise.

Chaque capital existe simultanément sous les trois formes : alors qu'une de ses parties représente un capital-argent qui se convertit en capital productif, l'autre partie représente un capital productif qui se convertit en capital-marchandise, et la troisième partie représente un capital-marchandise qui se convertit en capital-argent. Chacune de ces parties revêt et abandonne successivement chacune de ces trois formes. Il en est ainsi non seulement de chaque capital considéré à part, mais de tous les capitaux pris ensemble, ou, autrement dit, de l'ensemble du capital social. Aussi, comme l'indique Marx, ne peut-on concevoir le capital qu'en tant que mouvement et non en tant que chose au repos.

Il y a déjà là la possibilité d'une *existence individualisée* des trois formes du capital. Nous montrerons plus loin comment du capital engagé dans la production se détachent le capital commercial et le capital de prêt. C'est sur cette séparation que repose l'existence des différents groupes de la bourgeoisie — industriels, marchands, banquiers, — entre lesquels s'opère la répartition de la plus-value.

La rotation du capital. Le temps de production et le temps de circulation.

Tout capital accomplit son cycle sans arrêt, en le répétant constamment. Le capital accomplit ainsi sa rotation.

On appelle *rotation du capital*, son cycle non pas en tant qu'acte unique, mais en tant que processus qui se renouvelle et se répète périodiquement. Le *temps de rotation* du capital représente la somme du temps de production et du temps de circulation. En d'autres termes, le temps de rotation est l'intervalle de temps qui s'écoule entre le moment où le capital est avancé sous une forme déterminée et le moment où il retourne au capitaliste sous la même forme, mais augmenté de la grandeur de la plus-value.

Le *temps de production* est celui pendant lequel le capital se trouve dans la sphère de la production. La partie la plus importante du temps de production est la *période de travail*, pendant laquelle l'objet en cours de fabrication est soumis à l'action directe du travail. La période de travail dépend du caractère de chaque branche de la production, du niveau de la technique dans telle ou telle entreprise, ainsi que d'autres conditions. Ainsi, il ne faut que quelques jours dans une filature pour transformer une quantité déterminée de coton en filés prêts à être mis en vente; dans une usine de construction de locomotives, la sortie de chaque locomotive nécessite des dépenses de travail d'un grand nombre d'ouvriers pendant une longue période.

Le temps de production est généralement plus long que la période de travail. Il comprend aussi les temps d'arrêt dans l'opération, pendant lesquels l'objet du travail est soumis à l'action de processus naturels déterminés, comme, par exemple, la fermentation du vin, le tannage du cuir, la croissance du froment, etc.

Le *temps de circulation* est celui pendant lequel le capital passe de la forme argent à la forme productive et de la forme marchandise à la forme argent. La durée de la circulation dépend des conditions d'achat des moyens de production et des conditions de vente des produits finis, de la proximité du marché, du degré de développement des moyens de transport et de communication.

Le capital fixe et le capital circulant.

Les différentes parties du capital productif ne circulent pas de façon identique. Les différences de rotation des diverses parties du capital productif tiennent aux différentes façons dont chacune de ces parties transmet sa valeur au produit. De ce point de vue, le capital se divise en capital fixe et en capital circulant.

Le *capital fixe* est la partie du capital productif, qui, fonctionnant entièrement dans le processus de production, transfère sa valeur au produit non pas d'un coup, mais par portions, pendant une série de périodes de production. C'est la partie du capital dépensée pour la construction des bâtiments et des installations, pour l'achat des machines et de l'outillage.

Les éléments du capital fixe servent généralement à la production pendant de nombreuses années; ils subissent chaque année une certaine usure et finissent par être inutilisables. C'est là l'*usure matérielle* des machines, de l'équipement.

Parallèlement à l'usure matérielle, les instruments de production sont également sujets à une *usure morale*. La machine qui a servi cinq à dix ans peut être encore suffisamment solide, mais si, à ce moment-là, il a été créé une autre machine du même genre, plus perfectionnée, plus productive et meilleur marché, il s'ensuit une dépréciation de l'ancienne machine. Aussi le capitaliste a-t-il intérêt à utiliser entièrement son outillage dans les délais les plus brefs. D'où la tendance des capitalistes à allonger la journée, à intensifier le travail, à introduire dans les entreprises plusieurs postes de travail sans interruption.

Le *capital circulant* est la partie du capital productif, dont la valeur durant une seule période de production est entièrement restituée au capitaliste sous forme d'argent lors de la réalisation de la marchandise. C'est la partie du capital dépensée pour l'achat de la force de travail, ainsi que pour l'achat de moyens de production : matières premières, combustible et autres matériaux auxiliaires, qui ne rentrent pas dans la composition du capital fixe. La valeur des matières premières, du combustible et des matériaux consommés est entièrement transférée à la marchandise durant une seule période de production, tandis que les dépenses consacrées à l'achat de la force de travail sont récupérées par le capitaliste avec excédent (avec addition de plus-value).

Pendant que le capital fixe ne fait qu'une seule rotation, le capital circulant a le temps d'en accomplir plusieurs.

La vente de la marchandise procure au capitaliste une certaine somme d'argent qui comporte : 1° la valeur de la partie du capital fixe qui, dans le processus de production, a été transférée à la marchandise ; 2° la valeur du capital circulant ; 3° la plus-value. Pour continuer la production, le capitaliste réengage la somme retirée qui correspond au capital circulant, pour embaucher des ouvriers, acheter des matières premières, du combustible, des matériaux auxiliaires. Le capitaliste utilise la somme correspondant à la partie de la valeur du capital fixe, qui a été transférée à la marchandise, pour compenser l'usure des machines, des machines-outils, des bâtiments, c'est-à-dire aux fins d'amortissement.

L'amortissement est la compensation progressive, sous forme argent, de la valeur du capital fixe par des versements périodiques correspondant à son degré d'usure. Une partie des fonds d'amortissement est consacrée aux grosses réparations, c'est-à-dire à une compensation partielle de l'usure de l'outillage, des instruments, des bâtiments d'exploitation, etc. Mais la partie la plus importante des amortissements, les capitalistes la conservent sous forme argent (généralement, dans les banques) pour acheter, quand le besoin s'en fera sentir, de nouvelles machines en remplacement des anciennes, ou pour construire de nouveaux bâtiments au lieu de ceux qui ne sont plus utilisables.

L'économie politique marxiste distingue entre la division du capital en capital fixe et circulant et la division du capital en capital constant et variable. Le capital constant et le capital variable se différencient d'après le rôle qu'ils jouent dans le processus d'exploitation des ouvriers par les capitalistes, tandis que le capital fixe et le capital circulant se différencient par le caractère de la rotation. Ces deux modes de division du capital peuvent être représentés comme suit :

<i>Division d'après le rôle dans le processus d'exploitation</i>		<i>Division d'après le caractère de la rotation</i>
<i>Capital constant</i> ►	Bâtiments et installations d'usine. Outillage, machines.	◀ <i>Capital fixe</i>
	Matières premières, combustibles, matériaux auxiliaires	◀ <i>Capital circulant</i>
<i>Capital variable</i> ►	Salaires	

L'économie politique bourgeoise ne reconnaît que la division du capital en capital fixe et circulant, car cette division par elle-même ne montre pas le rôle de la force de travail dans la création de la plus-value; au contraire, elle voile la distinction essentielle entre les dépenses du capitaliste pour l'embauchage de la main-d'œuvre et les dépenses consacrées aux matières premières, au combustible, etc.

Le taux annuel de la plus-value. Les méthodes d'accélération de la rotation du capital.

Pour une grandeur donnée du capital variable, la vitesse de rotation du capital influe sur le volume de la plus-value que le capitaliste extorque en l'espace d'un an aux ouvriers.

Prenons deux capitaux, comprenant chacun 25.000 dollars de capital variable, le taux de la plus-value étant de 100 %. Supposons que l'un d'eux accomplit une rotation par an, et que l'autre en accomplit deux. Cela veut dire que le détenteur du second capital, avec la même somme d'argent, peut embaucher et exploiter en l'espace d'un an deux fois plus d'ouvriers que le possesseur du premier capital. Aussi, en fin d'année, les résultats seront-ils différents chez les deux capitalistes. Le premier aura 25.000 dollars de plus-value pour l'année ; le second, 50.000 dollars. La vitesse de rotation du capital influe aussi sur la grandeur de la partie du capital circulant qui est avancée pour l'achat des matières premières, du combustible, des matériaux auxiliaires.

Le taux annuel de la plus-value est le rapport de la plus-value produite en l'espace d'un an au capital variable avancé. Dans notre exemple, le taux annuel de la plus-value, exprimé en pourcentage, est pour le premier capitaliste de $25.000 / 25.000 = 100 \%$, pour le deuxième de $50.000 / 25.000 = 200 \%$

Il est donc évident que les capitalistes ont intérêt à accélérer la rotation du capital, puisque cette accélération leur permet de tirer la même somme de plus-value avec un moindre capital ou de toucher avec le même capital une plus grande somme de plus-value.

Marx a montré que, par elle-même, l'accélération de la rotation du capital ne crée pas un atome de valeur nouvelle. Une rotation plus rapide du capital et une réalisation plus rapide sous forme argent de la plus-value

créée au cours de l'année ne permettent aux capitalistes, pour un même capital, que d'embaucher un plus grand nombre d'ouvriers dont le travail crée en l'espace d'un an une masse plus importante de plus-value.

Comme nous l'avons vu, le temps de rotation du capital comprend le temps de production et le temps de circulation. Le capitaliste s'efforce de réduire l'un et l'autre.

La période de travail nécessaire à la production des marchandises diminue avec le développement des forces productives et le progrès technique. Par exemple, les méthodes modernes de production de la fonte et de l'acier accélèrent considérablement les processus par rapport aux méthodes que l'on pratiquait il y a 100 ou 150 ans. Les progrès dans l'organisation de la production, par exemple le passage à la production en série ou en masse, fournissent de même des résultats importants.

Dans un grand nombre de cas, les temps d'arrêt dans le travail, qui représentent une partie du temps de production et s'ajoutent à la période de travail, sont, grâce au progrès technique, également réduits. Ainsi, le tannage du cuir durait autrefois des semaines ; aujourd'hui, grâce à l'emploi de nouvelles méthodes chimiques, il ne demande que quelques heures. Dans maintes productions les catalyseurs, c'est-à-dire des substances qui accélèrent les réactions chimiques, sont d'un emploi fréquent.

Afin d'accélérer la rotation du capital, l'entrepreneur recourt aussi à la prolongation de la journée et à l'intensification du travail. Si, avec une journée de travail de 10 heures, la période de travail est de 24 jours, la prolongation de la journée de travail à 12 heures réduit la période de travail à 20 jours et accélère d'autant la rotation du capital. Même résultat avec l'intensification du travail, l'ouvrier dépensant en 60 minutes autant d'énergie qu'il en dépensait précédemment, par exemple, en 72 minutes. Ensuite, les capitalistes cherchent à accélérer la rotation du capital en réduisant le temps de circulation du capital. Cette réduction est rendue possible grâce au développement des moyens de transport, des P.T.T., grâce à une meilleure organisation du commerce. Cependant à la réduction du temps de circulation s'opposent, en premier lieu, la répartition extrêmement irrationnelle de la production dans le monde capitaliste, qui nécessite le transport des marchandises à de grandes distances, et en second lieu, l'aggravation de la concurrence capitaliste et la multiplication des difficultés d'écoulement.

Avec le capital circulant, la plus-value créée au cours d'une période donnée passe dans la circulation. Plus le temps de rotation du capital est court, et plus vite se réalise sous forme argent la plus-value créée par les ouvriers, plus vite aussi elle peut être employée à l'élargissement de la production.

RESUME

1. Tout capital industriel individuel accomplit un cycle ininterrompu, qui comporte trois stades. A ces trois stades correspondent trois formes du capital industriel — capital-argent, capital productif et capital-marchandise — qui diffèrent par leurs fonctions.

2. Le cycle du capital, pris non comme un acte isolé, mais comme un processus qui se renouvelle périodiquement, est appelé rotation du capital. Le temps de rotation du capital représente la somme du temps de production et du temps de circulation. La période de travail est la partie la plus importante du temps de production,

3. Tout capital productif se décompose en deux parties qui diffèrent par le caractère de leur rotation : le capital fixe et le capital circulant. Le capital fixe est la partie du capital productif dont la valeur est transférée à la marchandise non pas d'un seul coup, mais par fractions pendant une série de périodes de production. Le capital circulant est la partie du capital productif dont la valeur durant une seule période de production retourne entièrement au capitaliste après la vente de cette marchandise.

4. L'accélération de la rotation du capital permet aux capitalistes, avec le même capital, d'accomplir dans l'année un plus grand nombre de rotations et d'embaucher, par conséquent, un plus grand nombre d'ouvriers qui produiront une masse plus importante de plus-value. Les capitalistes s'efforcent d'accélérer la rotation du capital en améliorant leur outillage et, surtout, en renforçant l'exploitation des ouvriers, en allongeant la journée de travail et en intensifiant le travail.

CHAPITRE XI - LE PROFIT MOYEN ET LE PRIX DE PRODUCTION

Les coûts de production capitalistes et le profit. Le taux du profit.

La plus-value créée par le travail des ouvriers salariés dans le cours de la production est la source des revenus de toutes les classes exploiteuses de la société capitaliste. Examinons d'abord les lois en vertu desquelles la plus-value revêt la forme du profit des capitalistes qui placent leurs capitaux dans la production des marchandises.

La valeur de la marchandise produite dans l'entreprise capitaliste se divise en trois parties : 1° la valeur du capital constant (une partie de la valeur des machines, des bâtiments, la valeur des matières premières, du combustible, etc.) ; 2° la valeur du capital variable et 3° la valeur de la plus-value. La grandeur de la valeur de la marchandise est déterminée par la quantité de travail socialement nécessaire à sa production. Mais le capitaliste ne dépense pas son travail personnel dans la production de la marchandise; il y dépense son capital.

Les *coûts de production capitalistes* de la marchandise comportent les dépenses de capital constant et de capital variable ($c + v$), c'est-à-dire les dépenses en moyens de production et en salaire aux ouvriers. Ce qu'une marchandise coûte aux capitalistes se mesure par la dépense de *capital* ; ce qu'une marchandise coûte à la société se mesure par la dépense de *travail*. Aussi les coûts de production capitalistes d'une marchandise sont-ils inférieurs à sa valeur ou aux coûts réels de production ($c + v + p$). La différence entre la valeur ou les coûts réels de production, et les coûts de production capitalistes est égale à la plus-value (p) que s'approprie purement et simplement le capitaliste.

Lorsque le capitaliste vend la marchandise produite dans son entreprise, la plus-value apparaît comme un excédent, un surplus aux coûts de production capitalistes. En déterminant la rentabilité de l'entreprise, le capitaliste confronte cet excédent avec le capital avancé, c'est-à-dire avec la totalité du capital investi dans la production. La plus-value, rapportée à la totalité du capital, prend la forme du profit. Comme la plus-value est comparée non pas au capital variable, mais à tout le capital dans son ensemble, la différence s'efface entre le capital constant, dépensé pour l'achat des moyens de production, et le capital variable dépensé pour l'embauchage de la force de travail. Il en résulte l'apparence trompeuse que le profit est le fruit du capital. Cependant, en réalité, la source du profit est la plus-value créée uniquement par le travail des ouvriers, uniquement par la force de travail dont la valeur est incarnée dans le capital variable. Le *profit* est la plus-value considérée dans son rapport à la totalité du capital investi dans la production; elle apparaît, extérieurement, comme le fruit de ce capital. En raison de cette particularité, Marx appelle le profit une *forme modifiée* de la plus-value.

De même que la forme du salaire masque l'exploitation de l'ouvrier salarié, en faisant croire que tout le travail est payé, de même la forme du profit camoufle à son tour le rapport d'exploitation, en créant l'apparence trompeuse que le profit serait engendré par le capital lui-même. Ainsi les formes des rapports de production capitalistes estompent et masquent leur véritable nature.

Le degré de rentabilité de l'entreprise capitaliste pour son possesseur est déterminé par le taux du profit. Le *taux du profit* est le rapport exprimé en pourcentage entre la plus-value et l'ensemble du capital avancé. Par exemple, si le capital avancé représente un total de 200.000 dollars, et si le profit annuel se monte à 40.000 dollars, le taux du profit est de $40.000 / 200.000 \times 100$, soit 20 %.

Comme le capital total avancé est supérieur au capital variable, le taux du profit [$p / (c + v)$] est toujours inférieur au taux de la plus-value (p / v).

Si, dans notre exemple, le capital de 200.000 dollars se décompose en 160.000 dollars de capital constant et 40.000 dollars de capital variable, et si le taux de la plus-value représente $= 40.000 / 40.000 \times 100 = 100$ %, le taux du profit est égal à 20 %, soit 1/5 du taux de la plus-value.

Le taux du profit dépend en premier lieu du taux de la plus-value. Plus le taux de la plus-value est élevé, et plus élevé est le taux du profit, toutes circonstances restant égales. Tous les facteurs qui viennent augmenter le taux de la plus-value, c'est-à-dire élever le degré d'exploitation du travail par le capital (allongement de la journée de travail, intensification, accroissement de la productivité du travail, etc.), élèvent aussi le taux du profit.

Ensuite, le taux du profit dépend de la composition organique du capital. On sait que celle-ci est le rapport entre capital constant et capital variable. Plus la composition organique du capital est basse, c'est-à-dire plus le pourcentage de sa partie variable (valeur de la force de travail) est élevé, plus le taux du profit est élevé, le taux de la plus-value restant le même. Inversement, plus la composition organique du capital est élevée, et plus le taux du profit est bas.

Les économies de capital constant sont l'un des facteurs qui exercent une influence sur le taux du profit. Enfin, le taux du profit varie selon la vitesse de rotation du capital. Plus la rotation du capital est rapide, et plus est élevé le taux annuel du profit, qui représente le rapport entre la plus-value produite au cours de l'année et l'ensemble du capital avancé. Inversement, le ralentissement de la rotation du capital amène un abaissement du taux annuel du profit.

Le formation du taux moyen du profit et la transformation de la valeur des marchandises en prix de production.

En régime capitaliste, la répartition des capitaux entre les différentes branches de production et le progrès technique se réalisent dans une atmosphère de concurrence acharnée.

Il faut distinguer la concurrence à l'intérieur des branches d'industrie et la concurrence entre les branches d'industrie.

La concurrence à l'intérieur des branches d'industrie est celle qui est pratiquée entre les entreprises d'une seule et même branche produisant des marchandises d'une même espèce, pour un écoulement plus avantageux de ces marchandises et pour un profit supplémentaire. Les diverses entreprises travaillent dans des conditions inégales et se distinguent les unes des autres par les dimensions, le niveau de l'équipement technique et de l'organisation de la production. De ce fait, la valeur individuelle des marchandises produites par les diverses entreprises, n'est pas la même. Mais la concurrence entre les entreprises d'une seule et même branche d'industrie aboutit au fait que les prix des marchandises sont déterminés non par leur valeur individuelle, mais par leur valeur sociale. Or la grandeur de la valeur sociale des marchandises, comme on l'a dit, dépend des conditions moyennes de la production dans une branche donnée.

Du fait que le prix des marchandises est déterminé par leur valeur sociale, l'avantage revient aux entreprises où la technique industrielle et la productivité du travail sont supérieures au niveau moyen de la branche d'industrie considérée et où, par suite, la valeur individuelle des marchandises est inférieure à leur valeur sociale. Ces entreprises reçoivent un profit supplémentaire ou *surprofit* qui est une forme de la plus-value extra que nous avons étudiée plus haut (chapitre VII). Ainsi, par suite de la concurrence à l'intérieur des branches d'industrie, se forment, dans les différentes entreprises d'une branche donnée, des taux de profit différents. La concurrence entre les entreprises d'une même branche d'industrie aboutit à l'élimination des petites et moyennes entreprises par les grandes. Pour ne pas succomber à la concurrence, les capitalistes possesseurs d'entreprises arriérées, s'efforcent d'introduire chez eux les perfectionnements techniques appliqués par leurs concurrents, possesseurs d'entreprises plus développées au point de vue industriel. Il s'ensuit une élévation de la composition organique du capital dans l'ensemble de la branche d'industrie ; le surprofit, que recevaient les capitalistes possesseurs d'entreprises industriellement plus développées, disparaît, et le taux du profit accuse une baisse générale. C'est ce qui oblige les capitalistes à introduire de nouveaux perfectionnements techniques. C'est ainsi que par suite de la concurrence à l'intérieur des branches d'industrie, la technique se développe et les forces productives s'accroissent.

La concurrence entre les branches d'industrie s'établit entre les capitalistes de diverses branches de la production pour le placement le plus rentable du capital. Les capitaux investis dans les différentes branches de la production ont une composition organique inégale. Comme la plus-value n'est créée que par le travail des ouvriers salariés, dans les entreprises des branches d'industrie où domine une basse composition organique du capital, on produit, à capital égal, une masse relativement plus importante de plus-value. Dans les entreprises où la composition organique du capital est plus élevée, la masse de plus-value produite est relativement plus faible. Cependant la concurrence entre capitalistes des diverses branches d'industrie aboutit à une égalisation des profits pour des capitaux de même grandeur.

Supposons qu'il existe dans la société trois branches d'industrie : cuirs et peaux, textile et constructions mécaniques, avec un capital de même grandeur, mais de composition organique différente. La grandeur du capital avancé dans chacune de ces branches est égale à 100 unités (par exemple, à 100 millions de livres sterling). Le capital dans la branche des cuirs et peaux comprend 70 unités de capital constant et 30 unités de capital variable; le capital de la branche textile comprend 80 unités de capital constant et 20 unités de capital variable, et le capital de la branche des constructions mécaniques est formé de 90 unités de capital constant et de 10 unités de capital variable. Admettons que le taux de la plus-value dans les trois branches soit identique et égal à 100 %. Par conséquent, dans les cuirs et peaux, la plus-value produite sera de 30 unités, de 20 dans le textile et de 10 dans les constructions mécaniques.

La valeur des marchandises de la première branche d'industrie sera égale à 130; dans la seconde à 120; dans la troisième à 110 et, dans l'ensemble des trois, à 360 unités.

Si les marchandises sont vendues à leur valeur, le taux du profit dans les cuirs et peaux sera de 30 %, dans le textile, de 20 % et dans les constructions mécaniques, de 10 %. Une telle répartition du profit sera très avantageuse pour les capitalistes des cuirs et peaux, mais désavantageuse pour les capitalistes des constructions mécaniques.

Dès lors les entrepreneurs des constructions mécaniques chercheront un emploi plus avantageux de leurs capitaux. Et ils le trouveront dans les cuirs et peaux. Il se produira un transfert de capitaux de la branche des constructions mécaniques à celle des cuirs. Il s'ensuivra une augmentation de la quantité des marchandises produites dans les cuirs et peaux, la concurrence s'aggravera nécessairement et obligera les entrepreneurs de cette branche d'industrie à abaisser les prix de leurs marchandises, ce qui entraînerait aussi une baisse du taux de profit.

Au contraire, dans les constructions mécaniques la quantité des marchandises produites diminuera, et cette modification du rapport entre l'offre et la demande permettra aux entrepreneurs de relever les prix de leurs marchandises et d'élever ainsi le taux du profit. La chute des prix dans les cuirs et peaux et leur hausse dans les constructions mécaniques continueront jusqu'au moment où le taux du profit dans les trois branches sera à peu près égal. Cela se produira lorsque les marchandises des trois branches d'industrie se vendront au prix de 120 unités : $(130 + 120 + 110) / 3$. Le profit moyen de chaque branche d'industrie, dans ces conditions, sera égal à 20 unités. Le *profit moyen* est un profit égal pour des capitaux de même grandeur, investis dans des branches différentes de la production.

Ainsi, la concurrence entre les branches d'industrie conduit à l'égalisation des taux de profit différents existant dans les diverses branches de la production capitaliste pour tendre vers un seul taux général (ou moyen). Cette égalisation est réalisée par le transfert de capital (et, par suite aussi, de travail) d'une branche dans l'autre.

Avec la formation du taux de profit moyen, les capitalistes de certaines branches (dans notre exemple, ceux des cuirs) perdent une partie de la plus-value créée par leurs ouvriers. En revanche, les capitalistes d'autres branches (dans notre exemple, ceux des constructions mécaniques) réalisent un excédent de plus-value. Cela veut dire que les premiers vendent leurs marchandises à des prix inférieurs à leur valeur, les seconds, à des prix supérieurs à leur valeur. Le prix de la marchandise de chaque branche est formé désormais par les frais de production (100 unités) et le profit moyen (20 unités).

Le prix égal aux frais de production de la marchandise plus le profit moyen est le *prix de production*. Dans les diverses entreprises d'une branche donnée, par suite des différences dans les conditions de production, existent des prix individuels de production différents, qui sont déterminés par les frais de production individuels plus le profit moyen. Mais les marchandises sont vendues en moyenne à un prix de production commun, identique.

Le processus de formation du taux moyen du profit et du prix de production peut être illustré par le tableau suivant :

Branches de production	Capital constant	Capital variable	Plus-value	Valeur des marchandises	Taux de profit moyen en %	Prix de production des marchandises	Ecart du prix de production par rapport à la valeur
Cuirs et peaux	70	30	30	130	20	120	- 10
Textile	80	20	20	120	20	120	néant
Constructions mécaniques	90	10	10	110	20	120	+ 10
<u>Total</u> :	240	60	60	360	20	360	

Les marchandises produites dans chacune des trois branches, sont vendues 120 unités (par exemple, 120 millions de dollars). Cependant la valeur de la marchandise dans les cuirs et peaux est égale à 130 unités; dans le textile, à 120 et dans les constructions mécaniques à 110 unités. Contrairement à ce qui se passe dans la production marchande simple, en régime capitaliste les marchandises ne sont plus vendues à des prix qui correspondent à leur valeur, mais à des prix qui correspondent à leur prix de production.

La transformation de la valeur en prix de production résulte du développement historique de la production capitaliste. Dans le cadre de la production marchande simple, les prix des marchandises sur le marché correspondaient en gros à leur valeur. Aux premières phases du développement du capitalisme, subsistaient des différences notables entre les taux de profit des diverses branches de production; en effet elles n'étaient pas encore suffisamment liées entre elles et il y avait des restrictions corporatives et autres qui gênaient le libre transfert des capitaux d'une branche dans l'autre. Le processus de formation du taux moyen de profit et de transformation de la valeur en prix de production ne s'achève qu'avec la victoire de l'industrie mécanique capitaliste.

Avec la transformation de la valeur en prix de production, la loi économique fondamentale du capitalisme, la loi de la plus-value, se concrétise et se manifeste sous la forme du taux moyen du profit.

Les économistes bourgeois cherchent à réfuter la théorie de la valeur-travail de Marx en alléguant le fait que les prix de production, dans certaines branches d'industrie, ne correspondent pas à la valeur des marchandises. Mais en réalité, la loi de la valeur reste entièrement valable dans les conditions du capitalisme, car le prix de production ne représente que la *forme modifiée de la valeur*.

Les faits suivants le confirment :

Premièrement, certains entrepreneurs vendent leurs marchandises à des prix supérieurs à leur valeur, d'autres à des prix inférieurs, mais tous les capitalistes pris ensemble réalisent toute la masse de la valeur de leurs marchandises. A l'échelle de toute la société, la somme des prix de production est égale à la somme des valeurs de toutes les marchandises.

Deuxièmement, la somme des profits de toute la classe des capitalistes est égale à la somme de la plus-value produite par la totalité du travail non payé du prolétariat. La grandeur du taux moyen du profit dépend de la grandeur de la plus-value produite dans toute la société.

Troisièmement, l'abaissement de la valeur des marchandises entraîne l'abaissement de leurs prix de production; l'accroissement de la valeur des marchandises entraîne la hausse de leurs prix de production.

Ainsi, dans la société capitaliste, il existe une *loi du taux moyen du profit*, selon laquelle les différents taux de profit, qui dépendent de la composition organique différente du capital dans les diverses branches de production, tendent à s'égaliser du fait de la concurrence en un taux général (moyen) du

profit. La loi du taux moyen du profit, comme d'ailleurs toutes les lois régissant le mode de production capitaliste, agit spontanément à travers de multiples écarts et oscillations. Dans la lutte pour le placement le plus rentable du capital, une concurrence acharnée se livre entre capitalistes. Ces derniers cherchent à placer leurs capitaux dans les branches de production qui leur font entrevoir les profits les plus élevés. Dans la chasse aux gros profits, les capitaux sont transférés d'une branche d'industrie à l'autre, à la suite de quoi précisément s'établit le taux moyen du profit.

Ainsi, c'est sur la base de la loi du taux moyen du profit que se réalise la répartition du travail et des moyens de production entre les diverses branches de la production capitaliste. Par conséquent, dans un régime capitaliste développé, la loi de la valeur agit comme un régulateur spontané de la production par l'intermédiaire du prix de production.

Le prix de production est la moyenne autour de laquelle en définitive oscillent les prix de marché des marchandises, c'est-à-dire les prix auxquels les marchandises sont pratiquement vendues et achetées sur le marché.

L'égalisation du taux de profit et la transformation de la valeur en prix de production masquent encore davantage le rapport d'exploitation, cachent encore plus la source véritable de l'enrichissement des capitalistes.

La véritable différence de grandeur entre le profit et la plus-value... dans les sphères particulières de la production, cache maintenant complètement la vraie nature et l'origine du profit, non seulement pour le capitaliste qui a un intérêt particulier à s'illusionner lui-même, mais encore pour l'ouvrier. Du moment que les valeurs sont transformées en prix de production, la base même de la détermination de la valeur échappe à leur regard. (K. MARX : « Transformation du profit en profit moyen », *Le Capital*, L. III, chap. IX.)

En réalité, la formation du taux moyen du profit signifie la redistribution de la plus-value entre les capitalistes des différentes branches de la production. Les capitalistes des branches à composition organique du capital élevée s'approprient une partie de la plus-value créée dans les branches d'industrie à basse composition organique du capital. Par conséquent, les ouvriers sont exploités non seulement par les capitalistes qui les font travailler, mais aussi par toute la classe des capitalistes. Toute la classe des capitalistes a intérêt à voir s'élever le degré d'exploitation des ouvriers, puisque cela conduit à l'accroissement du taux moyen du profit. Comme l'indiquait Marx, le taux moyen du profit dépend du degré d'exploitation de l'ensemble du travail par l'ensemble du capital.

La loi du taux moyen du profit exprime, d'une part, les contradictions et la concurrence entre les capitalistes industriels pour le partage de la plus-value; d'autre part, l'antagonisme profond de deux classes hostiles, la bourgeoisie et le prolétariat. Cette loi confirme que dans la société capitaliste la bourgeoisie en tant que classe s'oppose à l'ensemble du prolétariat, que la lutte pour les intérêts partiels des ouvriers ou de groupes d'ouvriers, la lutte contre tels ou tels capitalistes ne peut amener un changement radical dans la situation de la classe ouvrière. Celle-ci ne peut secouer le joug du capital qu'à la condition de renverser la bourgeoisie en tant que classe, de supprimer le système même de l'exploitation capitaliste.

La baisse tendancielle du taux de profit.

Au fur et à mesure que le capitalisme se développe, la composition organique du capital s'élève sans discontinuer. Tout entrepreneur, qui remplace de plus en plus les ouvriers par des machines, cherche à rendre la production moins coûteuse, à élargir l'écoulement de ses marchandises et à tirer un surprofit. Mais lorsque les progrès techniques de certaines entreprises se répandent largement, il en résulte une élévation de la composition organique du capital dans la plupart des entreprises, ce qui amène la baisse du taux de profit général.

Dans le même sens agit l'accroissement plus rapide du capital fixe par rapport au capital circulant, ce qui ralentit la rotation de l'ensemble du capital.

Chaque capitaliste, en perfectionnant son équipement technique, cherche à tirer le plus de profit possible, mais les efforts de tous les capitalistes pour atteindre ce but aboutissent à ce que nul d'entre eux ne voulait — à la baisse du taux de profit général.

Reprenons l'exemple précédent. La somme de tous les capitaux, égale à 300 unités, est formée de 240 unités de capital constant et de 60 unités de capital variable. Le taux de la plus-value étant de 100 %, il est produit 60 unités de plus-value, le taux du profit est égal à 20 %. Supposons que, 20 ans plus tard, le montant total du capital soit passé de 300 à 500 unités. Dans le même temps, grâce au progrès technique, la composition organique du capital s'est élevée, et les 500 unités se divisent en 425 unités de capital constant et 75 unités de capital variable. Dès lors, avec le même taux de plus-value, il sera créé 75 unités de plus-value. Le taux de profit sera alors de $(75 / 500) \times 100 = 15\%$. La masse du profit est passée de 60 à 75 unités, tandis que le taux de profit est tombé de 20 à 15 %.

Ainsi, l'élévation de la composition organique du capital amène la baisse du taux moyen du profit. En même temps, une série de facteurs s'opposent à l'abaissement du taux de profit.

Premièrement, l'exploitation de la classe ouvrière se renforce. Le développement des forces productives du capitalisme, qui trouve son expression dans l'élévation de la composition organique du capital, aboutit du même coup à élever le taux de la plus-value. Dès lors, la baisse du taux de profit s'effectue avec plus de lenteur que dans le cas où le taux de la plus-value resterait invariable.

Deuxièmement, le progrès technique, tout en élevant la composition organique du capital, engendre le chômage qui pèse sur le marché du travail. Cela permet aux entrepreneurs de diminuer les salaires, et de les fixer sensiblement au-dessous de la valeur de la force de travail.

Troisièmement, au fur et à mesure que la productivité du travail se développe, la valeur des moyens de production : machines, outillage, matières premières, etc., diminue. Ceci a pour effet de ralentir l'élévation de la composition organique du capital et, par suite, s'oppose à l'abaissement du taux de profit.

Supposons que l'entrepreneur ait obligé l'ouvrier, qui conduisait auparavant cinq métiers à tisser, à travailler sur 20 métiers. Du fait de l'augmentation de la productivité du travail dans la construction des machines-outils, la valeur de ces dernières a diminué de moitié. Désormais les 20 métiers coûtent non plus quatre fois plus cher que 5, comme auparavant, mais seulement deux fois. Aussi la part du capital constant correspondant à un ouvrier, n'aura pas quadruplé, mais doublé.

Quatrièmement, à la baisse du taux de profit moyen s'oppose l'économie réalisée par les capitalistes sur le capital constant, aux dépens de la santé et de la vie des ouvriers. Afin d'augmenter leur profit, les entrepreneurs font travailler les ouvriers dans des locaux étroits, insuffisamment aérés; ils lésinent sur les dispositifs de sécurité. Cette avarice sordide des capitalistes a pour résultat de ruiner la santé des ouvriers, de provoquer une quantité énorme d'accidents de travail et d'accroître la mortalité parmi la population ouvrière.

Cinquièmement, la chute du taux de profit est freinée par le déséquilibre des échanges dans le commerce extérieur, grâce auquel les entrepreneurs des pays capitalistes développés, en exportant leurs marchandises dans les pays coloniaux, obtiennent du surprofit.

Tous ces facteurs d'opposition ne suppriment pas, mais affaiblissent seulement la baisse du taux de profit» lui confèrent un caractère tendanciel. Ainsi, l'élévation de la composition organique du capital a pour conséquence inévitable *la loi de l'abaissement tendanciel du taux général (ou moyen) du profit*.

La chute du taux de profit ne signifie pas la diminution de la *masse* du profit, c'est-à-dire du volume total de la plus-value produite par la classe ouvrière. Au contraire, la *masse du profit s'accroît* tant par l'élévation du taux de la plus-value que par l'augmentation du nombre total des ouvriers exploités par le capital. Par exemple, aux Etats-Unis, la somme des profits industriels, établie suivant les données officielles du recensement des industries, se montait, en 1859, à 316 millions de dollars; en 1869, à 516 millions, en 1879, à 660 millions; en 1889, à 1.513 millions; en 1899, à 2.245 millions.

Les capitalistes s'efforcent, en exploitant au maximum les ouvriers, de freiner la baisse tendancielle du taux de profit. Cela aboutit à aggraver les contradictions entre prolétariat et bourgeoisie.

La loi de la baisse tendancielle du taux de profit accentue la lutte au sein de la bourgeoisie elle-même pour la répartition de la masse globale des profits.

Dans leur course aux profits élevés les capitalistes dirigent leurs capitaux vers les pays retardataires, où la main-d'œuvre est meilleur marché et la composition organique du capital plus basse que dans les

pays à industrie hautement développée, et ils se mettent à exploiter à fond les peuples de ces pays. Cela aboutit à aggraver les contradictions entre pays capitalistes développés et pays retardataires, entre métropoles et colonies.

Ensuite, pour maintenir les prix à un niveau élevé, les entrepreneurs s'unissent en groupements de divers types. Ils cherchent ainsi à obtenir des profits élevés.

Enfin, soucieux de compenser la baisse du taux de profit en augmentant sa masse, les capitalistes élargissent le volume de la production au-delà des limites de la demande solvable. De ce fait, les contradictions résultant de la baisse tendancielle du taux de profit, se manifestent de façon particulièrement aiguë pendant les crises.

La loi de la baisse tendancielle du taux de profit est un des indices les plus frappants des limites historiques du mode de production capitaliste. En aggravant les contradictions capitalistes, cette loi montre clairement que, à un certain niveau, le régime bourgeois devient un obstacle au développement des forces productives.

RÉSUMÉ

1. Le profit est la plus-value considérée dans son rapport avec la totalité du capital investi dans la production; extérieurement, il se présente comme le fruit de l'ensemble du capital. Le taux du profit représente le rapport, exprimé en pourcentage, de la masse de plus-value produite à la totalité du capital.

2. La concurrence à l'intérieur des branches d'industrie aboutit au fait que les prix des marchandises similaires sont déterminés non pas par la valeur individuelle, mais par la valeur sociale de ces marchandises. La concurrence entre branches d'industrie amène le transfert des capitaux d'une branche dans l'autre et aboutit à la formation d'un taux moyen du profit dans le cadre de la totalité de la production capitaliste. C'est en vertu de la loi du taux moyen du profit que s'opère la répartition du travail et des moyens de production entre les diverses branches de l'industrie capitaliste.

3. Par suite de l'égalisation du taux de profit, les marchandises ne se vendent pas à leur valeur, mais à leur prix de production. Le prix de production est égal aux frais de production de la marchandise plus le profit moyen. Le prix de production est la forme modifiée de la valeur. La somme des prix de production est égale à la somme des valeurs de toutes les marchandises; la modification de la valeur des marchandises entraîne la modification du prix de production.

4. Avec le développement du capitalisme, au fur et à mesure que s'élève la composition organique du capital, le taux moyen du profit manifeste une tendance à la baisse. En même temps la masse des profits augmente sans cesse. La loi de la baisse tendancielle du taux de profit aggrave les contradictions du capitalisme.

CHAPITRE XII - LE CAPITAL COMMERCIAL ET LE PROFIT COMMERCIAL

Le profit commercial et sa source.

Le capital commercial et le capital usuraire sont antérieurs historiquement au capital industriel. Sous le régime de production capitaliste, ces formes du capital perdent leur ancien rôle indépendant; leurs fonctions consistent désormais à servir le capital industriel. Dès lors, en régime capitaliste, le capital commercial et le capital porteur d'intérêts se distinguent foncièrement de leurs formes précapitalistes.

Le capital industriel, comme on l'a déjà dit, prend dans le cours de son cycle successivement trois formes : la forme monétaire, la forme productive et la forme marchande, qui se différencient suivant leurs fonctions. Ces fonctions du capital industriel, à un certain degré de son développement, se distinguent l'une de l'autre. Du capital industriel occupé dans la production, se détachent le capital commercial sous la forme du capital du commerçant, et le capital de prêt, sous la forme du capital du banquier. A l'intérieur de la classe des capitalistes se forment trois groupes, qui participent à l'appropriation de la plus-value : les industriels, les commerçants et les banquiers.

Le *capital commercial* est le capital appliqué dans la sphère de la circulation marchande. Dans la sphère de la circulation, il n'est pas créé de plus-value. D'où provient donc le profit du commerçant ? Si le capitaliste industriel s'occupait lui-même de la réalisation de sa marchandise, il devrait dépenser une partie de son capital pour aménager ses locaux commerciaux, embaucher des commis et engager d'autres dépenses nécessitées par le commerce. Il lui faudrait pour cela augmenter le capital avancé ou bien, avec le même capital avancé, réduire le volume de la production. Dans un cas comme dans l'autre, il y aurait diminution de son profit. L'industriel préfère vendre ses marchandises à un intermédiaire, au capitaliste commerçant, qui s'occupe spécialement de la vente des marchandises et en assure l'acheminement aux consommateurs. Cette spécialisation du capital commercial dans les fonctions de la circulation marchande permet de réduire la durée de la circulation et les dépenses qui lui sont liées. Le capital commercial, en assurant le processus de la réalisation des marchandises de beaucoup de capitalistes industriels, réduit par là-même la part du capital social détournée de la production dans la sphère de la circulation marchande. En chargeant le commerçant des opérations de réalisation des marchandises, le capitaliste industriel accélère la rotation de son capital, ce qui a pour effet d'accroître son profit. L'industriel trouve ainsi avantage à céder au commerçant une certaine part de la plus-value, qui constitue le profit du capitaliste commercial. Le *profit commercial* est une partie de la plus-value que l'industriel cède au commerçant pour la réalisation de ses marchandises.

La réalisation des marchandises est assurée par le capital commercial au moyen de l'exploitation des employés de commerce. Le travail des salariés occupés à la réalisation des marchandises, c'est-à-dire à la transformation des marchandises en argent et de l'argent en marchandises ne crée ni valeur, ni plus-value, mais il offre au capitaliste commerçant la possibilité de s'approprier une partie de la plus-value créée dans la production.

De même que le travail non payé de l'ouvrier crée directement de la plus-value pour le capital productif, de même le travail non payé du salarié du commerce procure au capital commercial une part de cette plus-value. (K. MARX : *Le Capital*, livre III, chap. XVI.)

La journée de travail des employés de commerce, tout comme celle des ouvriers occupés dans la production, se divise en deux parties : pendant le temps de travail nécessaire, ils assurent la réalisation de la plus-value créée dans la sphère de la production, qui compense les dépenses des capitalistes en achat de force de travail; et pendant le temps de travail supplémentaire, ils travaillent gratuitement pour les capitalistes et leur assurent l'appropriation du profit commercial. Par conséquent, les travailleurs du commerce sont exploités par les capitalistes commerçants, de même que les ouvriers producteurs de marchandises le sont par les industriels.

Afin de réaliser une masse déterminée de marchandises, le commerçant doit avancer, pour un certain temps, un capital d'une grandeur correspondante. De ce capital, il s'efforce de retirer le plus de profit possible. Si le taux du profit commercial est inférieur au taux moyen du profit, le commerce devient une occupation peu avantageuse; dès lors les commerçants transfèrent leurs capitaux dans l'industrie, l'agriculture ou dans quelque autre branche de l'économie. Inversement, un taux élevé du profit

commercial attire le capital industriel dans le commerce. La concurrence entre capitalistes fait que le niveau du profit commercial est déterminé par le taux moyen du profit, le profit moyen s'entendant par rapport à tout le capital, y compris le capital qui fonctionne dans la sphère de la circulation.

Ainsi, non seulement le capital des capitalistes industriels, mais aussi le capital commercial participent au processus d'égalisation du taux du profit, ce qui fait que capitalistes industriels comme capitalistes commerçants reçoivent le taux moyen du profit, proportionnellement au capital qu'ils ont dépensé. Par conséquent, les capitalistes industriels ne réalisent pas tout le profit créé dans l'industrie, mais seulement la partie de ce profit qui constitue le profit moyen du capital qu'ils ont investi. Les capitalistes commerçants vendent la marchandise au prix de production, qui comprend le profit moyen de l'industriel ainsi que celui du commerçant. Ainsi ils peuvent réaliser le profit moyen du capital qu'ils ont investi, grâce à la différence entre le prix d'achat et le prix de vente.

Sous la forme du profit commercial, la source effective de l'accroissement du capital est encore plus cachée que sous la forme du profit industriel. Le capital du commerçant ne participe pas à la production. La formule du mouvement du capital commercial est : A - M - A'. Ici le stade du capital productif disparaît, la liaison avec la production est rompue en apparence. L'illusion se crée que le profit naît du commerce lui-même, par une augmentation du prix, en vendant les marchandises au-dessus du prix de production. En réalité, comme on l'a montré, c'est le contraire qui se produit : l'industriel en vendant la marchandise au commerçant au-dessous du prix de production, lui cède une partie de son profit.

Non seulement le capital commercial participe à la réalisation de la plus-value créée dans la production, mais il exploite par surcroît les travailleurs en tant que consommateurs. Soucieux d'obtenir un profit supplémentaire, les capitalistes commerçants haussent par tous les moyens les prix, trompent les acheteurs sur le poids et la mesure, vendent des marchandises falsifiées, de mauvaise qualité.

Une des sources du profit commercial est l'exploitation par le capital commercial des petits producteurs de marchandises. Les capitalistes commerçants obligent les paysans et les artisans à leur vendre les produits de leur travail à vil prix, et à leur acheter en même temps les outils, les matières premières et les matériaux au prix fort. La part des intermédiaires commerciaux dans le prix de détail des produits agricoles aux Etats-Unis, de 1913 à 1934, est passée de 54 à 63 %.

Tout cela aboutit à l'accroissement de la paupérisation des travailleurs et aggrave encore les contradictions du capitalisme.

Les frais de circulation.

Le processus de circulation capitaliste des marchandises nécessite certaines dépenses. Ces dépenses, liées au service de la sphère de circulation, constituent les *frais de circulation*.

Il faut distinguer deux sortes de frais capitalistes dans le commerce : premièrement, les frais de circulation proprement dits, qui se rattachent directement à la vente et à l'achat des marchandises, ainsi qu'aux particularités du régime capitaliste; en second lieu, les frais occasionnés par la continuation du processus de production dans la sphère de la circulation.

Les frais de circulation proprement dits forment la plus grande partie et une partie sans cesse croissante des frais de circulation du commerce capitaliste. Ils comprennent les dépenses liées à la transformation des marchandises en argent et de l'argent en marchandises. Ils comprennent les dépenses nécessitées par la concurrence et la spéculation, les dépenses de publicité, la majeure partie des dépenses destinées à payer le travail des employés de commerce, la tenue des livres comptables, la correspondance, l'entretien des bureaux commerciaux, etc. Ils n'ajoutent à la marchandise, ainsi que l'indiquait Marx, aucune valeur. Ils viennent en déduction directe du montant total de la valeur produite dans la société, et sont couverts par les capitalistes avec la masse générale de plus-value produite par le travail de la classe ouvrière. L'accroissement des frais de circulation proprement dits témoigne du gaspillage du régime capitaliste.

Aux Etats-Unis les seuls frais de publicité, ayant été l'objet d'un recensement, furent en 1934 de 1,6 milliard de dollars ; en 1940, de 2,1 milliards de dollars, et en 1953 de 7,8 milliards de dollars.

Avec le développement du capitalisme et l'aggravation des difficultés de réalisation des marchandises, il se forme un appareil commercial colossal doté d'une multitude d'échelons. Avant de parvenir au

consommateur, les marchandises passent entre les mains de toute une armée de commerçants, de spéculateurs, de revendeurs et de commissionnaires.

Les frais nécessités par la continuation du processus de production dans la sphère de la circulation comprennent les dépenses nécessaires pour la société et qui ne dépendent pas des particularités de l'économie capitaliste. Ce sont les dépenses pour la finition, le transport, l'emballage des marchandises. Chaque produit n'est prêt à la consommation que quand il est livré au consommateur. Les frais de finition, de transport et d'emballage des marchandises augmentent d'autant la valeur de leur production. Le travail fourni à cet effet par les ouvriers transfère à la marchandise la valeur des moyens de production dépensés et ajoute à la valeur des marchandises une valeur nouvelle.

L'anarchie de la production capitaliste et les crises, la concurrence et la spéculation provoquent l'accumulation d'immenses stocks de marchandises, allongent et dévient leur acheminement, ce qui entraîne d'énormes dépenses improductives. Dans l'immense majorité des cas la publicité capitaliste tend, plus ou moins, à tromper les acheteurs. La publicité capitaliste impose un emballage inutile et coûteux des marchandises. Cela signifie qu'une partie sans cesse accrue des dépenses nécessités par le transport, la conservation et l'emballage des marchandises se transforme en frais proprement dits, dus à la concurrence capitaliste et à l'anarchie de la production. L'augmentation des frais de circulation est l'un des indices de l'accentuation du parasitisme dans la société bourgeoise. Les frais du commerce capitaliste sont un lourd fardeau pour les travailleurs en tant qu'acheteurs.

Aux Etats-Unis, les frais de circulation formaient en 1929 31 % et en 1935, 32,8 % du chiffre d'affaires du commerce de détail. Dans les pays capitalistes d'Europe, les frais de circulation forment à peu près le tiers du chiffre d'affaires du commerce de détail.

Les formes du commerce capitaliste. Les Bourses de marchandises.

Le développement de la production et de la circulation capitalistes entraîne le développement des formes du commerce de gros et de détail. Le *commerce de gros* est le commerce entre entreprises industrielles et commerciales; le *commerce de détail* est la vente des marchandises directement à la population.

Dans le commerce comme dans l'industrie, il y a *concentration et centralisation du capital*. L'éviction des petits et des moyens capitalistes par les gros a lieu aussi bien dans le commerce de gros que dans le commerce de détail. Dans ce dernier, la concentration des capitaux se réalise principalement dans la création de grands magasins et de magasins spécialisés. Les grands magasins mettent en vente toute sorte de marchandises; les magasins spécialisés ne vendent qu'une sorte de marchandise, par exemple les chaussures ou les vêtements.

La production de marchandises de même nature permet aux commerçants de faire le commerce de gros sur échantillons. Les marchandises courantes de même nature (coton, lin, métaux ferreux et non ferreux, caoutchouc, grain, sucre, café, etc.) se vendent et s'achètent sur échantillons et standards établis dans les Bourses de marchandises.

La *Bourse de marchandises* est une forme particulière de marché où se fait le commerce en gros de marchandises de même nature et où se concentrent l'offre et la demande de ces marchandises à l'échelle de pays entiers, souvent même à l'échelle du marché capitaliste mondial.

Les marchandises, qui font l'objet de transactions en Bourse entre capitalistes, ne passent pas directement de main en main. Les transactions se font généralement à terme : le vendeur s'engage à faire parvenir à l'acheteur une quantité déterminée de marchandises dans un délai fixé. Par exemple, on conclut au printemps des transactions pour la fourniture du coton de la récolte à venir, alors que celui-ci n'a pas encore été semé. En concluant un marché en Bourse, le vendeur compte que le prix de la marchandise en question aura diminué à la date fixée et qu'il en retirera la différence de prix; l'acheteur, lui, escompte une hausse des prix. Souvent les vendeurs en Bourse ne disposent pas du tout des marchandises qu'ils vendent, et les acheteurs n'ont pas besoin des marchandises qu'ils achètent. C'est ainsi que les Bourses de marchandises deviennent le centre du *commerce de spéculation*. Les spéculateurs vendent et achètent le droit de propriété sur des marchandises auxquelles rien ne les rattache. La spéculation est étroitement liée à tout le système du commerce capitaliste dont le but n'est pas de pourvoir aux besoins de la société, mais de tirer du profit. Ce sont les gros capitalistes qui s'enrichissent principalement dans le commerce de spéculation. Celui-ci entraîne la ruine d'une grande partie des petits et moyens entrepreneurs.

Dans les pays bourgeois, on pratique assez souvent le commerce à crédit ou à tempérament. Cette forme de commerce aboutit souvent au fait que la masse des consommateurs est obligée, pour régler les échéances, d'aliéner ses propres biens, n'étant pas à même d'acquitter ses dettes à l'échéance. Le commerce à crédit est utilisé souvent par les capitalistes pour réaliser des marchandises de qualité intérieure ou laissées pour compte.

Le commerce extérieur.

Comme on l'a déjà dit, l'avènement du capitalisme a été lié à la création d'un marché mondial. D'après Lénine, le capitalisme est le résultat d'une

circulation marchande largement développée, qui dépasse les limites d'un Etat. C'est pourquoi il est impossible d'imaginer une nation capitaliste sans commerce extérieur, et une telle nation n'existe d'ailleurs pas. (V. LENINE : « Le développement du capitalisme en Russie » ; voir K. MARX : *Le Capital*, livre II, t. II, Annexes, p. 205.)

Le *commerce extérieur* du capitalisme s'élargit dans le cours du développement de la circulation marchande qui dépasse les limites des marchés nationaux. L'extension du commerce mondial traduit par elle-même le développement de la division internationale du travail, liée à la montée des forces productives. Mais, pour les capitalistes, le commerce extérieur est un moyen d'augmenter leurs profits. Dans leur chasse au profit, les capitalistes recherchent sans cesse de nouveaux débouchés et de nouvelles sources de matières premières. Le caractère limité du marché intérieur par suite de l'appauvrissement des masses et la mainmise des gros capitalistes sur les sources de matières premières intérieures accentuent l'effort de ces derniers pour établir leur domination sur les marchés extérieurs.

Le commerce extérieur n'a pris un large développement qu'à l'époque du capitalisme. En l'espace de cent ans, de 1800 à 1900, le chiffre d'affaires du commerce mondial a augmenté de plus de douze fois et demie, passant de 1,5 milliard de dollars à 18,9 milliards de dollars. Dans les trois décennies suivantes, il a été multiplié par plus de 3,5, atteignant 68,6 milliards de dollars en 1929.

Le commerce extérieur est une source de profit supplémentaire pour les capitalistes des pays bourgeois plus développés, car les articles industriels se vendent dans les pays sous-développés à des prix relativement plus élevés, tandis que les matières premières s'achètent dans ces pays à des prix inférieurs. Il est aussi un des moyens d'asservissement économique des pays sous-développés par les pays bourgeois développés, et un moyen d'élargissement des sphères d'influence des puissances capitalistes.

Ainsi, par exemple, pendant plus de 250 ans (de 1600 à 1858) la Compagnie anglaise des Indes orientales a pillé l'Inde. L'exploitation rapace de la population indigène par la Compagnie des Indes orientales a eu pour résultat la transformation en déserts de nombreuses provinces de l'Inde : les champs n'étaient pas cultivés, les terres restaient couvertes de broussailles, la population dépérissait.

Le commerce extérieur consiste en *exportations et importations*. Le rapport entre la somme des prix des marchandises exportées par un pays, et la somme des prix des marchandises importées par ce pays durant un certain temps, par exemple en l'espace d'un an, constitue sa *balance commerciale*. Si les exportations dépassent les importations, la balance commerciale est *active* ; dans le cas contraire la balance commerciale est *passive*.

Le pays, dont la balance commerciale est passive, doit couvrir le déficit en puisant à des sources telles que les réserves d'or, les recettes fournies par les transports de marchandises appartenant à des pays étrangers, les revenus de ses investissements de capitaux dans d'autres Etats, et, enfin, au moyen d'emprunts à l'étranger. La balance commerciale ne met pas en évidence toutes les formes des rapports économiques entre pays. Ces rapports trouvent une expression plus complète dans la balance des comptes. La *balance des comptes* est le rapport entre la somme de tous les paiements qu'effectuent les autres pays à un pays donné, et la somme de tous les paiements qu'effectue ce pays aux autres.

Le caractère des relations économiques entre les pays détermine aussi la politique du commerce extérieur des Etats capitalistes. L'époque du capitalisme prémonopoliste a vu se former deux types principaux de politique commerciale : la politique de la liberté commerciale (libre-échange) et la politique de protection de l'industrie nationale (protectionnisme), principalement par l'établissement de droits de douane élevés sur les marchandises étrangères.

RÉSUMÉ

- 1. Le capital commercial sert à la circulation du capital industriel. Le profit commercial est une partie de la plus-value, que l'industriel cède au commerçant.*
- 2. L'exploitation par le capital commercial de ses travailleurs salariés lui permet de s'approprier une partie de la plus-value créée dans la production. Le capital commercial exploite les petits producteurs de marchandises par un échange sans équivalence. Les ouvriers et les autres couches de travailleurs sont exploités par le capital commercial en tant qu'acheteurs d'objets de consommation.*
- 3. Les dépenses liées au service de la sphère de la circulation constituent les frais de circulation. Les frais de circulation se divisent en frais de circulation proprement dits qui se rattachent directement au service de l'achat et de la vente des marchandises, et en frais occasionnés par la continuation du processus de production dans la sphère de la circulation. Le développement du commerce capitaliste entraîne l'accroissement des dépenses improductives dans la sphère de la circulation. Le commerce extérieur est déterminé par la division internationale du travail. En régime capitaliste il est l'un des moyens d'asservissement économique des pays moins développés au point de vue industriel par les puissances capitalistes industrielles plus développées.*

CHAPITRE XIII - LE CAPITAL DE PRÊT ET L'INTÉRÊT DE PRÊT LA CIRCULATION MONÉTAIRE

Le capital de prêt.

Si le capital-marchandise prend la forme particulière du capital commercial, le capital-argent prend la forme particulière du capital de prêt.

Dans le cours de la rotation du capital, à des moments donnés, le capitaliste industriel dispose d'un capital-argent, qui ne trouve pas d'emploi dans son entreprise. Par exemple, quand un capitaliste accumule un fonds d'amortissement destiné à reconstituer des éléments hors d'usage du capital fixe, il se trouve à la tête de sommes d'argent momentanément disponibles. Ces sommes ne seront dépensées qu'au bout de quelques années pour l'achat d'un nouvel outillage, de nouvelles machines. Si l'industriel vend ses produits finis chaque mois, et achète des matières premières une fois tous les six mois, il a pendant cinq mois une somme d'argent disponible. C'est un capital inactif, c'est-à-dire un capital qui ne rapporte pas de profit.

A d'autres moments le capitaliste a besoin d'argent, par exemple, lorsqu'il n'a pas encore eu le temps de vendre ses produits, et qu'il lui faut acheter des matières premières. Alors qu'un entrepreneur dispose d'un surplus momentanément de capital-argent, un autre en manque. Dans sa course au profit, le capitaliste cherche à tirer un revenu de chaque parcelle de son capital. Le capitaliste *prête* son argent disponible, c'est-à-dire qu'il en accorde temporairement la jouissance à d'autres capitalistes.

Le *capital de prêt* est le capital-argent que son possesseur met pour un temps à la disposition d'un autre capitaliste contre une certaine rémunération. Le trait distinctif de ce capital est qu'il n'appartient pas au capitaliste qui l'emploie dans la production. Ayant la possibilité de se faire prêter de l'argent, le capitaliste industriel est libéré de la nécessité de laisser inactives d'importantes réserves monétaires entre ses mains. Les prêts permettent à l'industriel d'élargir la production, d'augmenter le nombre des ouvriers et, par conséquent, d'accroître la masse de la plus-value.

A titre de rémunération pour le capital-argent mis à sa disposition, l'industriel verse au propriétaire de ce capital une somme déterminée, que l'on appelle intérêt. *L'intérêt* est la partie du profit que le capitaliste industriel verse au capitaliste prêteur pour l'avance que ce dernier lui consent. Le capital de prêt est le capital qui porte intérêt. La source de l'intérêt est la plus-value.

Le mouvement du capital de prêt est entièrement fondé sur le mouvement du capital industriel. Le capital prêté est utilisé dans la production en vue de tirer de la plus-value. Aussi, comme tout capital en général, exprime-t-il avant tout les rapports de production entre les capitalistes et les ouvriers qu'ils exploitent. En même temps, il exprime directement les rapports entre deux groupes de capitalistes : d'une part, les capitalistes possesseurs d'argent, de l'autre les capitalistes exploitants (industriels et commerçants).

La formule du mouvement du capital de prêt est : $A - A'$. Ici se trouve éliminé non seulement le stade du capital productif, mais aussi le stade du capital-marchandise. Il semble que la source de revenu n'est pas la plus-value produite par l'exploitation des ouvriers dans la sphère de la production, mais l'argent par lui-même. Que le capital de prêt soit productif de revenu sous forme d'intérêt, semble être une propriété de l'argent aussi naturelle que porter des fruits l'est pour l'arbre fruitier. Le fétichisme caractéristique des rapports capitalistes atteint ici son plus haut degré.

Le possesseur du capital-argent met pour un certain temps son capital à la disposition du capitaliste industriel qui l'emploie dans la production afin de s'approprier la plus-value. Ainsi il se produit une *séparation de la propriété du capital et de l'utilisation du capital dans la production*, une séparation entre le capital en tant que propriété et le capital en tant que fonction.

L'intérêt et le bénéfice d'entrepreneur. Le taux d'intérêt et sa tendance à la baisse.

L'industriel ou le commerçant verse au capitaliste possesseur d'argent une partie de son profit sous forme d'intérêt. Ainsi, le profit moyen se décompose en deux parties. La partie du profit moyen qui reste aux industriels et aux commerçants, c'est-à-dire aux capitalistes exploitants, est appelée le *bénéfice d'entrepreneur*.

Si la forme de l'intérêt crée l'illusion que l'intérêt est le fruit naturel du capital-propriété, la forme du bénéfice d'entrepreneur engendre l'illusion que ce revenu représente la rémunération du « travail » du capitaliste

exploitant, pour la direction et la surveillance du travail des ouvriers salariés dans son entreprise. En réalité, le bénéfice d'entrepreneur de même que l'intérêt n'a aucun rapport avec le travail nécessité par la direction de la production ; il constitue une partie de la plus-value que s'approprient gratuitement les capitalistes.

La proportion, selon laquelle le profit moyen se décompose en bénéfice d'entrepreneur et en intérêt, dépend du rapport entre l'offre et la demande du capital de prêt, de l'état du marché financier. Plus la demande de capital-argent est élevée, et plus le taux d'intérêt l'est aussi, toutes choses égales d'ailleurs. On appelle *taux d'intérêt* le rapport entre le montant de l'intérêt et le capital-argent prêté. Dans les conditions habituelles, la limite supérieure du taux d'intérêt est le taux moyen du profit, l'intérêt étant une partie du profit. En règle générale, le taux d'intérêt est sensiblement inférieur au taux moyen du profit.

Avec le développement du capitalisme, le taux d'intérêt manifeste une tendance à la baisse. Cette tendance est due à deux causes : premièrement, à l'action de la loi de la baisse tendancielle du taux moyen du profit, puisque le taux moyen du profit forme la limite supérieure des variations du taux d'intérêt ; deuxièmement, au fait qu'avec le développement du capitalisme la masse générale du capital de prêt augmente plus vite que n'en augmente la demande. Une des causes de cet accroissement du capital de prêt est l'extension parmi la bourgeoisie du groupe des *rentiers*, c'est-à-dire des capitalistes détenteurs de capital-argent, qui n'ont aucune activité d'entrepreneurs. Il y a là aussi une manifestation du renforcement du parasitisme dans la société bourgeoise. L'accroissement du capital de prêt est favorisé par la centralisation des fonds disponibles dans les banques et les caisses d'épargne.

L'intérêt des crédits à court terme sur le marché financier aux Etats-Unis allait de 1866 à 1880 de 3,6 % (taux minimum) à 17 % (taux maximum) ; de 1881 à 1900, il variait de 2,63% à 9,75%; de 1901 à 1920, de 2,98% à 8,0%; de 1921 à 1935, de 0,75% à 7,81%; de 1945 à 1954, de 0,75% à 2,75%.

Les formes de crédit. Les banques et leurs opérations.

Le crédit capitaliste est la forme du mouvement du capital de prêt. Au moyen du crédit, le capital-argent momentanément disponible se transforme en capital de prêt. En régime capitaliste, il existe deux formes de crédit : le crédit commercial et le crédit bancaire.

Le *crédit commercial* est celui que s'accordent les uns aux autres dans la réalisation des marchandises les capitalistes exploitants (industriels et commerçants). L'industriel, soucieux d'accélérer la rotation de son capital converti en marchandise, livre sa marchandise à crédit à un autre industriel ou à un grossiste qui, à son tour, vend la marchandise à crédit à un détaillant. Le crédit commercial est utilisé par les capitalistes dans la vente et l'achat des matières premières, du combustible, de l'outillage, des machines, ainsi que des objets de consommation. Généralement le crédit commercial est à court terme : il est consenti pour un délai maximum de quelques mois. L'instrument du crédit commercial est la lettre de change. La *lettre de change* ou *traite* est une créance par laquelle le débiteur s'engage à rembourser, à une date fixée, l'argent dû pour une marchandise achetée. A l'échéance, l'acheteur qui a accepté la traite doit l'acquitter en argent comptant. Le crédit commercial est ainsi lié à une transaction marchande. Il constitue donc la base du système capitaliste de crédit.

On appelle *crédit bancaire* celui que les capitalistes possesseurs d'argent (les banquiers) consentent aux capitalistes exploitants. Le crédit bancaire, contrairement au crédit commercial, est consenti non pas aux dépens du capital engagé dans la production ou dans la circulation, mais aux dépens du capital-argent oisif, et aussi du capital momentanément disponible, en quête d'un emploi. Le crédit bancaire est réalisé par les banques. La *banque* est un établissement capitaliste qui fait le commerce du capital-argent et sert d'intermédiaire entre prêteurs et emprunteurs. La banque, d'une part, recueille les capitaux et les revenus disponibles, inactifs; d'autre part, elle met le capital-argent à la disposition des capitalistes exploitants : industriels et commerçants.

L'immense majorité des capitaux dont dispose une banque est la propriété d'autrui et est remboursable. Mais à un même moment, seule une partie relativement insignifiante de déposants formule une demande de retrait de leurs dépôts. Dans la plupart des cas, les retraits sont équilibrés et plus que compensés par un afflux de nouveaux dépôts. La situation change radicalement dans les périodes de perturbations, telles qu'une crise ou une guerre. Alors les déposants demandent en même temps la restitution de leurs dépôts. Mais en temps normal, la banque peut ne garder en caisse que des sommes relativement peu importantes pour faire face aux retraits. Quant à la plus grande partie du montant des dépôts, la banque les prête.

Les opérations de banque peuvent être passives et actives.

Les opérations *passives* sont celles par lesquelles la banque attire les fonds dans ses caisses. La principale de ces opérations est la réception des dépôts. Ces derniers sont acceptés à des conditions différentes : les uns pour un délai déterminé; d'autres sans échéance déterminée. Les dépôts à vue doivent être remboursés par la banque sur simple demande, tandis que les dépôts à échéance ne sont remboursables qu'à la date convenue. Ainsi les dépôts à échéance sont plus avantageux pour la banque.

Les opérations *actives* sont celles par lesquelles la banque place et utilise les ressources dont elle dispose. Il s'agit avant tout de l'octroi de prêts en argent. Une de ces opérations est *l'escompte des effets de commerce*. L'industriel qui a vendu sa marchandise à crédit remet la traite qu'il a reçue de l'acheteur à la banque qui rembourse immédiatement à l'industriel le montant de la traite, déduction faite d'un intérêt déterminé. A l'échéance, l'acheteur, sur qui la traite a été tirée, rembourse non plus l'industriel, mais la banque. Au cours de cette opération, le crédit commercial s'enchevêtre avec le crédit bancaire. Les opérations actives de la banque comprennent aussi des prêts gagés sur marchandises, valeurs, connaissance. Enfin la banque opère directement des investissements de fonds dans telles ou telles entreprises, sous forme de crédit à long terme.

Ainsi, le banquier fait le commerce du capital-argent. Au titre des opérations passives, la banque paie des intérêts ; au titre des opérations actives, elle touche des intérêts. La banque emprunte à des taux d'intérêt plus bas que ceux auxquels elle prête. La source du profit de la banque est la plus-value, créée dans la production. Le profit de la banque se forme grâce à la différence entre l'intérêt qu'elle prélève pour ses prêts, et l'intérêt qu'elle paie aux déposants. C'est avec cette différence que la banque couvre les dépenses nécessitées par ses opérations; ces dépenses sont des frais de circulation proprement dits. La somme restante forme le profit de la banque. Le mécanisme de la concurrence capitaliste ramène spontanément le niveau de ce profit au taux moyen du profit sur le capital de la banque. Le travail des salariés employés à la banque, tout comme celui des employés de commerce dans la réalisation des marchandises, ne crée ni valeur ni plus-value; mais il permet au banquier de s'approprier une partie de la plus-value créée dans la production. Les employés des banques sont donc exploités par les banquiers.

Les banques jouent le rôle de centres de règlements. Toute entreprise, qui met de l'argent en dépôt ou reçoit un prêt, se fait ouvrir un compte courant à la banque qui délivre des fonds de ce compte sur présentation d'une demande spéciale appelée *chèque*. Par conséquent, la banque remplit les fonctions de caissier pour un grand nombre d'entreprises. Cela permet de développer largement le système des virements de comptes. Le capitaliste A, ayant vendu sa marchandise au capitaliste B, reçoit de lui un chèque sur une banque où l'un et l'autre ont des comptes courants. La banque opère le règlement, en transférant le montant du chèque du compte courant de B au compte courant de A. Les entreprises ont des comptes courants dans différentes banques.

Dans les plus grandes villes, les banques créent des centres de règlements spéciaux, où les chèques provenant de nombreuses banques se compensent réciproquement. L'usage des chèques et des lettres de change réduit les besoins d'argent liquide.

Il existe en régime capitaliste trois grandes sortes de banques : commerciales, hypothécaires et d'émission. Les *banques commerciales* créditent les industriels et les commerçants surtout en consentant des prêts à court terme; l'escompte des traites joue là un rôle important. Ce crédit est prélevé principalement sur les dépôts.

Les *banques hypothécaires* accordent des prêts à long terme gagés sur biens immobiliers (terres, maisons, constructions). La création et l'activité des banques hypothécaires sont étroitement liées au progrès du capitalisme dans l'agriculture, à l'exploitation des paysans par les banquiers. Cette catégorie de banques comprend aussi les banques agricoles qui prêtent à long terme aux fins de production.

Les *banques d'émission* ont le droit d'émettre des billets de banque. Un rôle particulier appartient aux *banques centrales d'émission*. C'est là que sont concentrées les réserves d'or du pays. Elles jouissent du monopole d'émission des billets de banque. Les banques centrales ne font généralement pas d'opérations avec des industriels ou des commerçants; elles consentent des prêts aux banques commerciales qui traitent à leur tour avec les entrepreneurs. Les banques centrales d'émission sont donc les banques des banques.

En concentrant les opérations de prêt et de remboursement, les banques contribuent à accélérer la rotation des capitaux et à réduire les frais de circulation monétaire. En même temps, l'activité des banques favorise la centralisation du capital, l'élimination des petits et moyens capitalistes, le renforcement de l'exploitation des ouvriers, la spoliation des petits producteurs indépendants et des artisans. Les prêts sur hypothèque ruinent les paysans, car le paiement des intérêts, qui absorbe la majeure partie de leur revenu, ruine leur exploitation. L'amortissement de la dette se fait souvent par la mise en vente des biens et de la terre des paysans tombés sous la dépendance des banques.

Les banques, en concentrant tous les fonds liquides de la société et en jouant le rôle d'intermédiaires pour le crédit, constituent une sorte d'appareil de distribution spontanée des ressources entre les branches de l'économie. Cette distribution se fait non point dans l'intérêt de la société ni conformément à ses besoins, mais au profit des capitalistes. Le crédit concourt à élargir la production, mais cet élargissement se heurte sans cesse au cadre étroit de la demande solvable. Le crédit et les banques accentuent la socialisation du travail, mais le caractère social de la production entre en conflit de plus en plus aigu avec la forme privée de l'appropriation capitaliste. Ainsi, le développement du crédit aggrave les contradictions du mode de production capitaliste et en accentue l'anarchie.

Les sociétés par actions. Le capital fictif.

Dans les pays capitalistes modernes, l'immense majorité des grandes entreprises se présente sous la forme de sociétés par actions. Celles-ci sont nées au début du XVII^e siècle, mais elles n'ont pris de l'extension que depuis la seconde moitié du XIX^e siècle.

La *société par actions* est une forme d'entreprise dont le capital est constitué par les versements effectués par ses participants, qui possèdent un certain nombre d'actions, proportionnel au montant des sommes investies par chacun d'eux. *L'action* est un titre qui donne le droit de toucher une partie du revenu de l'entreprise, proportionnellement à la somme qu'elle représente.

Le revenu que le possesseur d'actions en retire s'appelle *dividende*. Les actions se vendent et s'achètent à un prix déterminé qui en est le *cours*.

Le capitaliste, qui achète des actions, pourrait placer son capital à la banque et toucher, par exemple, un intérêt de 5 %. Mais ce revenu ne le satisfait point et il préfère acheter des actions. Il est vrai que la chose comporte un risque, mais en revanche elle lui fait entrevoir un revenu plus élevé. Supposons qu'un capital social de dix millions de dollars soit partagé en 20.000 actions de 500 dollars chacune, et que l'entreprise ait rapporté un million de dollars de bénéfices. La société par actions décide de prélever sur cette somme 250.000 dollars de capital de réserve et de répartir les 750.000 dollars restants à titre de dividende entre les actionnaires. Chaque action rapportera alors à son possesseur un revenu, sous forme de dividende, de 37,5 dollars (750.000 dollars divisés par 20.000 actions), soit 7,5 % d'intérêt.

Les actionnaires s'efforcent de vendre les actions pour une somme qui, déposée en banque, leur rapporterait à titre d'intérêt le même revenu qu'ils reçoivent sous forme de dividende. Si une action de 500 dollars a rapporté 37,5 dollars de dividende, les actionnaires s'efforceront de la vendre 750 dollars, car en déposant cette somme dans une banque, qui paie 5 % d'intérêt pour les dépôts, on peut retirer les mêmes 37,5 dollars sous forme d'intérêt. Mais les acheteurs d'actions, en raison des risques qu'ils courent en investissant un capital dans la société par actions, cherchent à acquérir les actions pour une somme inférieure. Le cours des actions dépend du taux du dividende et du niveau de l'intérêt du capital de prêt. Le cours des actions s'élève lorsque s'élève le dividende ou que le taux d'intérêt tombe; inversement, il décroît avec la diminution du dividende ou avec l'augmentation du taux d'intérêt.

La différence entre la somme des prix des actions émises à la fondation de l'entreprise par actions, et la grandeur du capital réellement investi dans cette entreprise, forme le *profit de constitution*, une des sources importantes de l'enrichissement des gros capitalistes.

Si le capital investi antérieurement dans l'entreprise est de 10 millions de dollars, et si la somme des prix des actions émises était de 15 millions de dollars, le profit de constitution se montera alors à 5 millions de dollars. A la suite de la transformation de l'entreprise individuelle en société par actions, le capital acquiert pour ainsi dire une existence double. Le capital effectif de 10 millions de dollars, investi dans l'entreprise, existe sous la forme de bâtiments d'usine, de machines, de matières premières, d'entrepôts, de produits finis, sous la forme, enfin, de certaines sommes d'argent dans la caisse de l'entreprise ou à un compte courant dans une banque. Mais à côté de ce capital réel, lors de l'organisation de la société par actions, apparaissent des titres, des actions d'un montant de 15 millions de dollars. L'action n'est que le reflet du capital réellement existant de l'entreprise. Mais, les actions

ont désormais une existence indépendante de l'entreprise; on les achète et on les vend; les banques accordent des prêts sur les actions, etc.

Théoriquement, l'organisme suprême de la société par actions est l'assemblée générale des actionnaires, qui élit un conseil d'administration, nomme les directeurs, entend et approuve le compte rendu d'activité de l'entreprise, règle les questions essentielles du fonctionnement de la société. Cependant le nombre des voix à l'assemblée générale est fonction du nombre des actions représentées par leurs propriétaires. Aussi la société se trouve-t-elle en fait entièrement entre les mains d'une poignée de grands actionnaires.

Comme un certain nombre d'actions se trouve réparti entre de petits et moyens possesseurs, qui n'ont pas la possibilité d'exercer une influence sur la marche des affaires, les plus gros capitalistes n'ont pratiquement même pas besoin de détenir la moitié des actions pour être les maîtres de la société. La quantité d'actions qui donne la possibilité de dominer complètement la société par actions porte le nom de *participation de contrôle*.

Ainsi, la société par actions est une des formes sous lesquelles le grand capital met la main sur les ressources des petits et moyens capitalistes et les utilise dans son intérêt. L'expansion des sociétés par actions contribue puissamment à centraliser le capital et à concentrer la production.

Le capital sous forme de titres rapportant un revenu à leurs possesseurs est appelé *capital fictif*; il consiste en actions et obligations. *L'obligation* est une créance délivrée par les entreprises ou l'Etat et qui rapporte à son détenteur un intérêt annuel fixe.

Les titres (actions, obligations, etc.) s'achètent et se vendent dans les *Bourses de valeurs*. Ce sont des marchés de titres. La Bourse enregistre le cours auquel les titres se vendent et s'achètent; d'après ce cours s'effectuent aussi les transactions sur les titres en dehors de la Bourse (par exemple, dans les banques). Le cours des titres dépend du taux de l'intérêt et du plafond du revenu qu'on en escompte. C'est à la Bourse qu'a lieu la spéculation sur les titres, Comme tous les avantages, en matière de spéculation, sont du côté des gros et très gros capitalistes, la spéculation en Bourse contribue à la centralisation des capitaux, à l'enrichissement des gros capitalistes et à la ruine des moyens et des petits possédants.

Le développement du crédit, et surtout des sociétés par actions, transforme de plus en plus le capitaliste en un percepteur d'intérêts et de dividendes, tandis que la production est dirigée par des personnes salariées : administrateurs, directeurs. Ainsi s'accroît de plus en plus le caractère parasite de la propriété capitaliste.

La circulation monétaire des pays capitalistes.

Dès avant la naissance du capitalisme, des systèmes monétaires *métalliques* ont fait leur apparition, dans lesquels le métal joue le rôle de *marchandise-monnaie*. Les systèmes de monnaie métallique se divisent en systèmes *bimétalliques*, lorsque simultanément deux métaux — l'argent et l'or — sont la mesure de la valeur et la base de la circulation monétaire, et systèmes *monométalliques*, lorsque ce rôle est rempli par l'un seulement des deux métaux indiqués. Dès le début du développement du capitalisme (du XVI^e au XVIII^e siècle), de nombreux pays avaient des systèmes monétaires bimétalliques. A la fin du XIX^e siècle, presque tous les pays capitalistes avaient adopté un système monométallique, celui de la monnaie-or.

Les traits essentiels du système du monométallisme-or sont le libre monnayage de l'or, le change libre des autres signes monétaires contre des pièces d'or et le libre mouvement de l'or entre les pays. Le libre monnayage de l'or signifie le droit pour les particuliers d'échanger à l'Hôtel des Monnaies l'or dont ils disposent contre des pièces. En même temps, les possesseurs de pièces ont la possibilité de transformer ces pièces en lingots d'or. C'est ainsi que s'établit un lien direct et très étroit entre l'or en tant que marchandise et les pièces d'or.

Avec ce système, la quantité de monnaie en circulation correspond spontanément aux besoins de la circulation des marchandises. S'il y a excédent de monnaie, une partie de celle-ci quitte la sphère de la circulation et se convertit en trésor. S'il y a pénurie de monnaie, celle-ci afflue dans la sphère de la circulation; la monnaie, de trésor, se transforme en moyen de circulation et en moyen de paiement.

Pour assurer les petites transactions sous le régime du monométallisme-or, on met en circulation des monnaies de moindre valeur, faites d'un métal moins coûteux : argent, cuivre, etc.

L'instrument des règlements internationaux dans les opérations commerciales et financières est l'or, monnaie universelle. L'échange de la monnaie d'un pays contre la monnaie d'un autre pays se fait au cours du change. Le *cours du change* est le prix de l'unité monétaire d'un pays exprimé en unités monétaires d'autres pays. Par exemple, une livre sterling est égale à telle quantité de dollars.

Les règlements en matière de commerce extérieur peuvent s'effectuer aussi sans faire usage de l'or ni de devises étrangères. Cela peut être, dans un cas, le *clearing*, c'est-à-dire la mise en compte réciproque d'engagements relatifs à des livraisons de marchandises dans un commerce bilatéral; dans un autre cas, les règlements entre pays peuvent se faire par virement de traites d'un pays à l'autre, sans transfert d'or. Avec le développement des rapports de crédit et de la fonction de la monnaie comme moyen de paiement, apparaît la *monnaie de crédit* qui a reçu un large développement. Les traites, les billets de banque, les chèques se sont mis à servir surtout de moyen, de paiement. Bien que n'étant pas de la monnaie, la traite peut cependant servir de moyen de paiement en passant d'un capitaliste à l'autre.

Les banques émettent leurs propres créances; celles-ci sont de la monnaie de crédit, qui joue le rôle de moyen de circulation et de moyen de paiement. Les *billets de banque* sont la principale forme de monnaie de crédit. Ils sont émis par les banques en contrepartie des lettres de change qu'elles reçoivent. Cela veut dire qu'à la base du billet de banque il y a, en définitive, une transaction commerciale.

L'émission de billets de banque met au service d'une circulation accrue des marchandises des moyens de circulation et de paiement, sans que la quantité de monnaie métallique soit augmentée. Avec la circulation-or, les billets de banque peuvent être convertis à tout moment par les banques en or ou en autres monnaies métalliques. Dès lors, les billets de banque circulent à l'égal des monnaies d'or et ne peuvent se déprécier, car, en plus de la garantie-crédit, ils ont encore une garantie métallique. Avec le progrès du capitalisme, il se produit une réduction relative de la quantité d'or en circulation. L'or s'accumule de plus en plus sous forme de fonds de réserve dans les banques centrales d'émission.

Les Etats capitalistes ont entrepris de former des réserves d'or afin d'affermir leurs positions dans le commerce extérieur, de mettre la main sur des marchés nouveaux, de préparer et de mener des guerres. On a d'abord remplacé l'or en circulation par des billets de banque, puis on l'a remplacé par du papier-monnaie. Si au début, les billets de banque étaient, en règle générale, échangés contre de l'or, on a émis par la suite des billets de banque non échangeables. Cela a rapproché notablement les billets de banque du papier-monnaie.

Comme on l'a déjà dit, le *papier-monnaie* est né du développement de la fonction de la monnaie en tant que moyen de circulation. Le papier-monnaie émis par l'Etat, avec cours forcé, n'est pas convertible en or et il est le représentant de la monnaie métallique véritable dans sa fonction de moyen de circulation.

Depuis le début de la première guerre impérialiste mondiale (1914-1918), la plupart des pays capitalistes ont adopté le système de circulation du papier-monnaie. A l'heure actuelle dans aucun pays ne circule de monnaie-or. Les classes dirigeantes des Etats capitalistes utilisent l'émission de billets de banque non échangeables, de papier-monnaie, ainsi que la dépréciation des devises comme un moyen supplémentaire d'exploitation et de spoliation des travailleurs.

Cela se manifeste de façon particulièrement nette en cas d'inflation. Celle-ci est caractérisée par la présence dans les canaux de circulation d'une masse excédentaire de papier-monnaie, par sa dépréciation, par la hausse des prix des marchandises, par la chute du salaire réel des ouvriers et des employés, et la ruine accrue des paysans, par l'accroissement des profits capitalistes et des revenus des propriétaires fonciers.

Les Etats bourgeois utilisent l'inflation comme un instrument de guerre économique contre les autres pays et de conquête de nouveaux débouchés. L'inflation procure souvent des profits supplémentaires aux exportateurs qui achètent des marchandises dans leur pays avec de l'argent déprécié et les vendent à l'étranger contre des devises fermes. En même temps, l'aggravation de l'inflation jette le désordre

dans la vie économique et provoque l'indignation des masses. Cela oblige les Etats bourgeois à pratiquer des réformes monétaires pour consolider le système monétaire et stabiliser les changes.

La réforme monétaire la plus répandue est la dévaluation. La *dévaluation* est la baisse officielle du cours du papier-monnaie par rapport à l'unité de monnaie métallique : le papier-monnaie vieilli et déprécié est échangé contre une quantité inférieure de monnaie nouvelle. Ainsi, en Allemagne, en 1924, la vieille monnaie dépréciée a été échangée contre de nouveaux marks-or, à raison d'un trillion de marks anciens contre un mark nouveau. Dans nombre de cas, la dévaluation ne s'accompagne pas de l'échange de l'ancien papier-monnaie contre du nouveau.

Les réformes monétaires dans les pays capitalistes se font aux dépens des travailleurs par l'augmentation des impôts et la diminution des salaires.

RÉSUMÉ

1. Le capital de prêt est le capital-argent que son possesseur met pour un temps à la disposition du capitaliste contre une rétribution sous forme d'un intérêt de prêt. L'intérêt de prêt est une partie du profit du capitaliste industriel, remise au propriétaire du capital de prêt.

2. Le crédit capitaliste est une forme du mouvement du capital de prêt. Ses formes essentielles sont le crédit commercial et le crédit bancaire. Les banques concentrent dans leurs mains les fonds liquides de la société et les mettent sous forme de capital-argent à la disposition des capitalistes exploitants : industriels et commerçants. Les progrès du crédit accentuent les contradictions capitalistes. La séparation de la propriété du capital et de l'emploi du capital dans la production met en évidence le caractère parasite de la propriété capitaliste.

3. La société par actions est une forme d'entreprise dont le capital est composé des apports effectués par les participants, possesseurs d'un nombre déterminé d'actions, en proportion des fonds investis par chacun d'eux. Dans les sociétés par actions le gros capital met la main sur les ressources des petits et moyens capitalistes et les utilise dans son intérêt. Les sociétés par actions renforcent la centralisation du capital.

4. Avec le développement du crédit, les billets de banque, monnaie de crédit émise par les banques en contrepartie des lettres de change, prennent une large extension. Les classes dominantes de la société capitaliste utilisent l'émission du papier-monnaie pour renforcer l'exploitation des travailleurs. Au moyen de l'inflation, les dépenses de l'Etat retombent sur le dos des masses populaires. Les réformes monétaires sont faites par les Etats capitalistes aux dépens des travailleurs.

CHAPITRE XIV - LA RENTE FONCIÈRE LES RAPPORTS AGRAIRES EN RÉGIME CAPITALISTE

Le régime capitaliste de l'agriculture et la propriété privée de la terre.

Dans les pays bourgeois, le capitalisme règne non seulement dans l'industrie, mais aussi dans l'agriculture. La plus grande partie de la terre est concentrée dans les mains de la classe des gros propriétaires terriens. La masse de la production agricole marchande appartient à des entreprises capitalistes employant du travail salarié. Néanmoins, dans les pays bourgeois, la forme d'exploitation prédominante sous le rapport numérique dans l'agriculture reste la petite exploitation paysanne marchande. Les voies les plus typiques du développement du capitalisme dans l'agriculture sont les deux voies suivantes :

La première est celle du maintien, pour l'essentiel, de l'ancienne exploitation seigneuriale et de sa transformation progressive, au moyen de réformes, en exploitation capitaliste. En passant aux formes de gestion capitalistes, les propriétaires fonciers, parallèlement à l'emploi du travail salarié libre, utilisent aussi les méthodes d'exploitation du servage. Dans l'économie rurale subsistent des formes d'assujettissement des paysans aux propriétaires fonciers, telles que les redevances, le métayage, etc. Cette voie de l'évolution capitaliste de l'agriculture est caractéristique de l'Allemagne, de la Russie tsariste, de l'Italie, du Japon et de plusieurs autres pays.

La seconde voie est celle de la rupture de l'ancien système d'exploitation seigneuriale par la révolution bourgeoise, de l'affranchissement de l'économie rurale des entraves féodales, ce qui accélère le développement des forces productives. Ainsi, en France, la Révolution bourgeoise de 1789-1794 a supprimé la propriété foncière féodale. Les terres confisquées de la noblesse et du clergé furent mises en vente. Dans le pays, la petite exploitation paysanne devint prédominante encore qu'une grande partie des terres fût tombée entre les mains de la bourgeoisie. Aux Etats-Unis, à la suite de la guerre civile de 1861-1865, les latifundia des esclavagistes des Etats du Sud furent supprimés, la masse des terres libres fut distribuée à bas prix et le développement de l'agriculture suivit la voie capitaliste. Cependant dans ces pays aussi, avec les progrès du capitalisme, la grande propriété terrienne renaissait sur une base nouvelle, capitaliste.

A la suite de la transformation des formes précapitalistes de la propriété terrienne, la grande propriété féodale et la petite propriété paysanne cèdent de plus en plus le pas à la propriété terrienne bourgeoise. Une partie sans cesse grandissante des terres seigneuriales et paysannes passe entre les mains des banques, de la bourgeoisie rurale, des industriels, des marchands et des usuriers.

Les chiffres suivants témoignent de la concentration de la propriété terrienne. Aux Etats-Unis, en 1950, 76,4 % des fermes n'avaient que 23 % de la totalité des terres, tandis que 23,6 % des fermes détenaient 77 % de la terre. Notons que les grands latifundia de plus de 1.000 acres [Une acre = 0,4 ha] de terre chacun qui représentaient 2,3 % de l'ensemble des exploitations, possédaient 42,6 % de la terre.

En Angleterre, d'après les données du recensement de 1950 (sans l'Irlande du Nord), 75,9 % des exploitations ne possédaient que 20,4 % des terres en culture, tandis que 24,1 % des exploitations en possédaient 79,6 % ; 2,3 % des plus grandes exploitations détenaient à elles seules 34,6 % de la terre.

En France, en 1950, 62,1 % de la terre étaient détenus par 20,5 % des exploitations.

Dans la Russie d'avant la Révolution, les seigneurs terriens, la famille impériale, les couvents et les koulaks possédaient une quantité énorme de terres. Dans la Russie d'Europe, à la fin du XIX^e siècle, il y avait environ, 30.000 grands propriétaires qui possédaient plus de 500 déciatines [Une déciatine = 1,09 ha] chacun. Ils détenaient en tout 70 millions de déciatines. En même temps, 10,5 millions d'exploitations paysannes, écrasées par l'exploitation semi-féodale, ne possédaient que 75 millions de déciatines.

En régime capitaliste, la classe des grands propriétaires terriens a le monopole de la propriété privée du sol. Le gros propriétaire terrien donne généralement en location une grande partie de sa terre à des fermiers capitalistes et à des petits paysans. La propriété du sol se sépare de la production agricole.

Les capitalistes-fermiers, à des échéances déterminées, une fois l'an, par exemple, paient au propriétaire un *prix de fermage* établi par un bail, c'est-à-dire une somme d'argent pour le droit d'employer leur capital sur une terre donnée.

La plus grande partie du prix de fermage est constituée par la rente foncière. Le prix de fermage comprend, outre la rente foncière, d'autres éléments. Ainsi, lorsque sur la terre donnée en location, des capitaux ont été investis précédemment dans des bâtiments d'exploitation, des canaux d'irrigation, par exemple, le fermier, en plus de la rente foncière, est obligé de payer au propriétaire l'intérêt annuel de ces capitaux. Pratiquement il n'est pas rare que les capitalistes-fermiers couvrent les frais d'une partie du prix de fermage en diminuant le salaire de leurs ouvriers.

La rente foncière capitaliste reflète les rapports des trois classes de la société bourgeoise : ouvriers salariés, capitalistes et propriétaires terriens. La plus-value créée par le travail des ouvriers salariés tombe tout d'abord entre les mains du capitaliste-fermier qui en conserve une partie sous la forme du profit moyen du capital. L'autre partie de la plus-value, qui représente l'excédent sur le profit moyen, le fermier est obligé de la remettre au propriétaire terrien sous forme de rente foncière. La *rente foncière capitaliste* est la partie de la plus-value qui reste, déduction faite du profit moyen du capital investi dans l'exploitation; elle est payée au propriétaire terrien. Souvent, ce dernier ne donne pas sa terre en location, mais embauche lui-même des ouvriers pour exploiter son terrain. Dans ce cas, il est seul à percevoir la rente et le profit.

Il faut distinguer entre la rente différentielle et la rente absolue.

La rente différentielle.

Dans l'agriculture comme dans l'industrie, l'entrepreneur n'investit ses capitaux dans la production que s'il est assuré d'en tirer le profit moyen. Les entrepreneurs qui emploient leurs capitaux dans des conditions de production plus favorables, par exemple sur des terrains plus fertiles, reçoivent, en plus du profit moyen sur le capital, un surprofit.

Dans l'industrie, obtiennent le surprofit les entreprises dont l'équipement technique est supérieur à l'équipement technique moyen de la branche industrielle dont elles font partie. Le surprofit ne saurait y être un phénomène durable. Dès qu'un perfectionnement technique introduit dans une entreprise se généralise, cette entreprise cesse d'obtenir le surprofit. Mais dans l'agriculture le surprofit est assuré pour une période plus ou moins longue. Cela s'explique par le fait que dans l'industrie on peut édifier n'importe quelle quantité d'entreprises dotées des machines les plus perfectionnées, tandis que dans l'agriculture, on ne saurait créer n'importe quelle quantité de terrains, à plus forte raison de bons terrains, étant donné que la surface des terres est limitée et que toute la terre propre à la culture est occupée par des exploitations privées. Le caractère limité de la terre et le fait qu'elle est occupée par des exploitations, conditionnent le *monopole de l'exploitation capitaliste sur la terre* ou le monopole de la terre en tant qu'objet d'exploitation.

Ensuite, le prix de production des marchandises industrielles est déterminé par les conditions *moyennes* de production. Il en est autrement du prix de production des marchandises agricoles. Le monopole de l'exploitation capitaliste sur la terre, en tant qu'objet d'exploitation, aboutit au fait que le prix général, régulateur de la production (c'est-à-dire le coût de production plus le profit moyen) des produits agricoles est déterminé par les conditions de la production non pas sur les terres de qualité moyenne, mais sur les *plus mauvaises*, étant donné que la production des meilleures terres et des terres moyennes n'est pas suffisante pour couvrir la demande sociale. Si le fermier capitaliste, qui emploie son capital sur le plus mauvais terrain, ne réalisait pas le profit moyen, il transférerait ce capital dans une autre branche de production.

Les capitalistes qui exploitent des terrains moyens et les meilleurs terrains, produisent des denrées agricoles à meilleur marché, autrement dit le prix individuel de production est chez eux inférieur au prix général de production. Jouissant du monopole de la terre en tant qu'objet d'exploitation, ces capitalistes vendent leurs marchandises au prix général de production et reçoivent ainsi un surprofit, qui constitue la rente différentielle. Celle-ci prend naissance indépendamment de l'existence de la propriété privée de la terre ; elle se forme, parce que les denrées agricoles produites malgré des conditions de productivité du travail différentes, se vendent au prix identique du marché, déterminé par les conditions de production sur les plus mauvaises terres. Les fermiers capitalistes sont obligés de livrer la rente différentielle aux propriétaires terriens, et ne gardent que le profit moyen.

La *rente différentielle* est l'excédent de profit sur le profit moyen, obtenu dans les exploitations où les conditions de production sont plus favorables; elle représente la différence entre le prix général de production déterminé par les conditions de production sur les plus mauvais terrains et le prix individuel de production sur les meilleurs terrains et les terrains moyens.

Ce surprofit, comme d'ailleurs toute la plus-value dans l'agriculture, est créé par le travail des ouvriers agricoles. Les différences de fertilité des terrains ne sont que la condition d'une plus haute productivité du travail sur les meilleures terres. Mais en régime capitaliste, on a *l'illusion* que la rente, que s'approprient les détenteurs de la terre, est le produit de la terre et non du travail. Or, en réalité, l'unique source de la rente foncière est le surtravail, la plus-value.

Une conception saine de la rente amène tout d'abord à reconnaître que la rente ne provient pas du sol, mais du produit de l'agriculture, c'est-à-dire du travail et du prix de son produit, du blé, par exemple; de la valeur du produit agricole, du travail incorporé à la terre, et non du sol. (K. Marx : *Théories de la plus-value*, t. II, 1^{re} partie, p. 221 (éd. russe).)

Il existe deux formes de rente différentielle. La *rente différentielle I* est liée à la différence de fertilité du sol et de situation géographique des terrains par rapport aux débouchés. Sur un terrain plus fertile, les dépenses de capitaux étant les mêmes, la récolte est plus abondante. Prenons à titre d'exemple trois terrains, d'égale étendue, mais de *fertilité différente*.

TERRAINS	DEPENSES DE CAPITAUX EN DOLLARS	PROFIT MOYEN EN DOLLARS	PRODUIT EN QUINTAUX	PRIX INDIVIDUEL DE PRODUCTION		PRIX GENERAL DE PRODUCTION		RENTE DIFFERENTIELE EN DOLLARS
				DE LA TOTALITE DE LA PRODUCTION EN DOLLARS	D'UN QUINTAL EN DOLLARS	D'UN QUINTAL EN DOLLARS	DE LA TOTALITE DE LA PRODUCTION EN DOLLARS	
I	100	20	4	120	30	30	120	0
II	100	20	5	120	24	30	150	30
III	100	20	6	120	20	30	180	60

Le fermier de chacun de ces terrains dépense pour l'embauchage des ouvriers, l'achat des semences, des machines et du matériel agricole, pour l'entretien du bétail et autres frais 100 dollars. Le profit moyen est égal à 20 %. Le travail incorporé dans les terrains de différente fertilité, rapporté sur un premier terrain une récolte de 4 quintaux; sur le deuxième de 5 et sur le troisième de 6 quintaux.

Le prix individuel de production de toute la *masse* des produits obtenus sur chaque terrain est le même. Il est égal à 120 dollars (coût de production plus profit moyen). Le prix individuel de production d'une *unité* de produit sur chaque terrain est différent. Un quintal de produits agricoles du premier terrain devrait se vendre à raison de 30 dollars; du deuxième terrain, 24 ; du troisième, 20 dollars. Mais comme le prix général de production des denrées agricoles est le même et qu'il est déterminé par les conditions de production sur le plus mauvais terrain, chaque quintal de produits de tous les terrains se vendra à raison de 30 dollars. Le fermier du premier terrain (le plus mauvais) retirera de sa récolte de 4 quintaux 120 dollars, soit une somme équivalente à son coût de production (100 dollars), plus le profit moyen (20 dollars). Le fermier du second terrain retirera pour ses 5 quintaux 150 dollars. En plus du coût de production et du profit moyen, il percevra 30 dollars de surprofit qui constitueront la rente différentielle. Enfin, le fermier du troisième terrain percevra pour ses 6 quintaux 180 dollars. La rente différentielle ici se montera à 60 dollars.

La rente différentielle I est liée également à la *différence de situation géographique* des terrains. Les exploitations situées plus près des débouchés (villes, gares de chemin de fer, ports, élévateurs, etc.), économisent une part considérable de travail et de moyens de production sur le transport des produits, par rapport aux exploitations qui sont plus éloignées de ces points. En vendant leurs produits au même prix, les exploitations situées plus près des débouchés perçoivent un surprofit qui forme la rente différentielle de situation.

La *rente différentielle II* provient des investissements supplémentaires de moyens de production et de travail sur une même superficie de terre ; elle apparaît donc avec l'*intensification* de la culture. Contrairement à l'exploitation extensive qui se développe grâce à l'augmentation des surfaces ensemencées ou des pâturages, l'exploitation intensive se développe grâce à l'emploi de machines perfectionnées, d'engrais chimiques, grâce à des travaux de bonification, à l'élevage de bétail de races plus productives, etc. En dehors de tout perfectionnement technique, l'intensification de la culture peut s'exprimer dans un accroissement des dépenses de travail sur une parcelle de terrain donné.

Il en résulte des surprofits qui forment la rente différentielle.

Reprenons notre exemple. Sur le troisième terrain, le plus fertile, on a dépensé primitivement 100 dollars et obtenu une production de 6 quintaux; le profit moyen était de 20 dollars, la rente différentielle de 60 dollars. Supposons que, les prix restant les mêmes, on effectue sur ce terrain, pour augmenter la production, une dépense de capital supplémentaire de 100 dollars, dépense liée au progrès technique, à l'emploi d'une grande quantité d'engrais, etc. Il en résultera une récolte supplémentaire de 7 quintaux, un profit moyen de 20 dollars sur le capital additionnel, tandis que l'excédent sur le profit moyen sera de 90 dollars. C'est cet excédent de 90 dollars qui constitue la rente différentielle II. Tant que subsiste le bail précédent, le fermier paye pour ce terrain 60 dollars de rente différentielle, et il empoche l'excédent en plus du profit moyen, fruit de sa seconde dépense de capital. Mais la terre est affermée pour un délai déterminé. Lors du renouvellement du bail, le propriétaire terrien tiendra compte des avantages que procurent les dépenses additionnelles de capitaux et augmentera de 90 dollars le montant de la rente foncière sur ce terrain. Dans ce but, les propriétaires terriens cherchent à conclure des baux à court terme. Il en résulte que les fermiers capitalistes n'ont pas intérêt à faire de grosses dépenses qui ne produisent d'effet qu'au bout d'un long intervalle de temps, car c'est le propriétaire qui en définitive s'approprie le gain résultant de ces dépenses. L'intensification capitaliste de l'agriculture a pour but d'obtenir le plus grand profit possible. Dans la course aux profits élevés, les capitalistes utilisent abusivement la terre en développant des exploitations étroitement spécialisées pratiquant la monoculture. Ainsi, dans le dernier quart du XIX^e siècle, aux Etats-Unis, les terres des Etats du Nord ont été ensemencées principalement en céréales. Cela a eu pour effet la dégradation du sol, son érosion, les tempêtes de poussière ou « tempêtes noires ».

Le choix des cultures agricoles dépend de la variation des prix du marché. Cela constitue un obstacle à la pratique généralisée d'assolements réguliers, qui sont la base d'une agriculture évoluée. La propriété privée de la terre entrave la réalisation de grands travaux de bonification et autres, qui ne rapportent qu'au bout de plusieurs années. Le capitalisme rend donc difficile l'application d'un système rationnel de culture.

Chaque progrès de l'agriculture capitaliste est un progrès non seulement dans l'art d'exploiter le travailleur, mais encore dans l'art de dépouiller le sol ; chaque progrès dans l'art d'accroître sa fertilité pour un temps, un progrès dans la ruine de ses sources durables de fertilité. (K. MARX : *Le Capital*, livre I, t. II, p. 181.)

Les défenseurs du capitalisme, qui cherchent à masquer les contradictions de l'agriculture capitaliste et justifier la misère des masses, affirment que l'économie rurale serait soumise à l'action d'une loi naturelle éternelle, la « loi de la fertilité décroissante du sol » : tout travail additionnel appliqué à la terre fournirait un résultat inférieur au précédent. Cette invention de l'économie politique bourgeoise part de la fausse hypothèse que la technique de la production en agriculture reste invariable et que le progrès technique y est une exception. En réalité, les investissements additionnels de moyens de production dans un même terrain, en règle générale, sont liés au développement de la technique, à l'introduction de méthodes nouvelles, perfectionnées, de production agricole, ce qui aboutit à une élévation de la productivité du travail agricole. La véritable cause de l'épuisement de la fertilité naturelle, de la dégradation de l'agriculture capitaliste est non pas la « loi de la fertilité décroissante du sol », inventée par les économistes bourgeois, mais les rapports capitalistes, et surtout la propriété privée de la terre, qui entravent le développement des forces productives de l'agriculture. En effet, ce qui augmente en régime capitaliste, ce n'est pas la difficulté de produire les denrées agricoles, mais la difficulté pour les ouvriers de se les procurer en raison de leur paupérisation croissante.

La rente absolue. Le prix de la terre.

En plus de la rente différentielle, le propriétaire du sol reçoit la rente absolue. L'existence de celle-ci est liée au monopole de la propriété privée de la terre.

Quand nous avons examiné la rente différentielle, nous avons supposé que le fermier du plus mauvais terrain, en vendant les produits agricoles, ne récupérerait que son coût de production plus le profit moyen, c'est-à-dire qu'il ne payait pas de rente foncière. Or le propriétaire même du plus mauvais terrain ne le donne pas à cultiver gratuitement. Donc, le fermier d'un mauvais terrain doit avoir un excédent sur le profit moyen pour acquitter la rente foncière. Cela veut dire que le prix du marché des produits agricoles doit être supérieur au prix de production sur le plus mauvais terrain.

D'où provient cet excédent ? En régime capitaliste, l'agriculture est fort en retard sur l'industrie au point de vue technique et économique. La composition organique du capital dans l'agriculture est inférieure à ce qu'elle est dans l'industrie. Admettons que la composition organique du capital dans l'industrie soit en moyenne $80 c + 20 v$. Le taux de plus-value étant supposé égal à 100 %, un capital de 100 dollars donne 20 dollars de plus-value, et le prix de production est égal à 120 dollars. La composition organique du capital dans l'agriculture est, par exemple, de $60 c + 40 v$. Ici 100 dollars produisent 40 dollars de plus-value, et la valeur des produits agricoles est égale à 140 dollars. Le fermier capitaliste, tout comme le capitaliste industriel, reçoit de son capital un profit moyen de 20 dollars. Par conséquent, le prix de production des produits agricoles est égal à 120 dollars. La rente absolue est dès lors de $140 - 120 = 20$ dollars. Il ressort de là que la valeur des produits agricoles est supérieure au prix général de la production, et que la grandeur de la plus-value dans l'agriculture est supérieure au profit moyen. C'est cet excédent de plus-value sur le profit moyen qui constitue la source de la rente absolue.

S'il n'y avait pas de propriété privée de la terre, cet excédent entrerait dans la répartition générale entre capitalistes, et les produits agricoles se vendraient alors au prix de production. Mais la propriété privée du sol entrave la libre concurrence, le transfert des capitaux de l'industrie à l'agriculture et la formation d'un profit moyen, commun aux entreprises agricoles et industrielles. Aussi les produits agricoles se vendent-ils à un prix équivalent à leur valeur, c'est-à-dire supérieur au prix général de production. Dans quelle mesure cette différence peut-elle être réalisée et convertie en rente absolue ? Cela dépend du niveau des prix du marché, qui s'établit par le jeu de la concurrence.

Ainsi, le monopole de la propriété privée de la terre est la cause de l'existence de la rente absolue, payée pour chaque terrain indépendamment de sa fertilité et de sa situation géographique. La *rente absolue* est l'excédent de valeur sur le prix général de production créé dans l'agriculture par suite d'une composition organique du capital plus basse que dans l'industrie, et les propriétaires terriens se l'approprient en vertu de la propriété privée de la terre.

Outre la rente différentielle et la rente absolue, il existe en régime capitaliste, une rente monopole. La *rente monopole* est le revenu additionnel obtenu du fait que le prix d'une marchandise, produite dans des conditions naturelles particulièrement favorables, est supérieur à sa valeur. Telle est, par exemple, la rente pour les terres qui permettent de produire des cultures agricoles rares en quantité limitée (par exemple, des variétés particulièrement précieuses de raisin, des agrumes, etc.), et la rente pour l'usage de l'eau dans les régions de cultures irriguées. Les marchandises produites dans ces conditions se vendent, en règle générale, à des prix supérieurs à leur valeur, c'est-à-dire à des prix de monopole. C'est le consommateur qui fait les frais de la rente monopole dans l'agriculture.

La classe des grands propriétaires terriens, qui n'ont aucun rapport avec la production matérielle, par suite du monopole de la propriété privée de la terre, met à profit les progrès techniques dans l'agriculture pour s'enrichir. La rente foncière est un *tribut* que la société, en régime capitaliste, est tenue de payer aux grands propriétaires terriens. L'existence de la rente absolue et de la rente monopole renchérit les produits agricoles : denrées alimentaires pour les ouvriers, matières premières pour l'industrie. L'existence de la rente différentielle dépouille la société de tous les avantages liés à une productivité plus élevée du travail sur les terres fertiles. Ces avantages reviennent aux propriétaires terriens et aux fermiers capitalistes. On peut se faire une idée du fardeau de la rente foncière pour la société, quand on voit qu'aux Etats-Unis, d'après les chiffres de 1935-1937, elle représentait 26 à 29 % du prix du maïs, 26 à 36 % du prix du froment.

Les sommes énormes consacrées à l'achat de la terre sont retirées de leur emploi productif dans l'agriculture. Si l'on excepte les installations et les améliorations artificielles (constructions, irrigation, assèchement des marais, emploi d'engrais), la terre par elle-même n'a pas de valeur, puisqu'elle n'est

pas le produit du travail humain. Toutefois la terre, bien qu'elle n'ait pas de valeur, est en régime capitaliste un objet de vente et d'achat et possède un prix. Cela s'explique par le fait que la terre est accaparée par les propriétaires qui en font leur propriété privée.

Le prix du terrain est déterminé en fonction de la rente annuelle qu'il produit et du taux d'intérêt que la banque paye pour les dépôts. Le prix de la terre est égal à la somme d'argent qui, déposée en banque, fournit à titre d'intérêt un revenu de la même grandeur que la rente prélevée sur le terrain considéré. Supposons qu'un terrain rapporte 300 dollars de rente par an, et que la banque paye 4 % d'intérêt pour les dépôts. Dans ce cas, le prix du terrain sera de $(300 \times 100) / 4 = 7.500$ dollars. Le *prix de la terre* est donc une *rente capitalisée*. Le prix de la terre est d'autant plus élevé que la rente est plus forte et que le taux d'intérêt est plus bas.

Avec le développement du capitalisme, la grandeur de la rente s'élève. Cela entraîne une hausse systématique des prix de la terre. Les prix de la terre augmentent également par suite de la baisse du taux de l'intérêt.

Les chiffres suivants donnent une idée de la hausse des prix de la terre. Le prix des fermes aux Etats-Unis a augmenté en 10 ans (de 1900 à 1910) de plus de 20 milliards de dollars. Sur cette somme, l'augmentation de la valeur du matériel, des bâtiments, etc., ne représente que 5 milliards de dollars, les 15 milliards de dollars qui restent proviennent de la hausse du prix de la terre. Au cours des dix années suivantes, le prix global des fermes a augmenté de 37 milliards de dollars, dont plus de 26 milliards proviennent de la hausse du prix de la terre.

La rente dans l'industrie extractive. La rente sur les terrains à bâtir.

La rente foncière n'existe pas seulement dans l'agriculture. Elle est perçue par les propriétaires des terrains, dont le sous-sol fournit des minéraux utiles (minerais, charbon, pétrole, etc.), ainsi que par les propriétaires des terrains à bâtir dans les villes et les centres industriels, lorsqu'on y construit des maisons d'habitation, des entreprises industrielles et commerciales, des édifices publics, etc.

La rente dans l'industrie extractive se forme exactement de la même manière que la rente foncière. Les mines, les gisements de pétrole diffèrent par leur richesse, la profondeur des gisements, par l'éloignement des débouchés; des capitaux de grandeur différente y sont investis. Aussi le prix individuel de production de chaque tonne de minerai, de charbon, de pétrole diffère-t-il du prix général de production. Mais sur le marché chacune de ces marchandises est vendue au prix général de production, déterminé par les conditions de production les plus défavorables. Le surprofit obtenu de ce fait, dans les gisements les meilleurs et dans les gisements moyens, forme une rente différentielle que s'approprie le propriétaire terrien.

En outre, les propriétaires terriens prélèvent sur chaque terrain, indépendamment de la présence des minéraux utiles que recèle son sous-sol, la rente absolue. Elle constitue, comme on l'a déjà vu, l'excédent de la valeur sur le prix général de production. L'existence de cet excédent s'explique par le fait que, dans l'industrie extractive, la composition organique du capital, par suite du niveau relativement bas de la mécanisation et de l'absence des frais nécessités par les achats de matières premières, est inférieure au niveau moyen de l'industrie. La rente absolue augmente les prix du minerai, du charbon, du pétrole, etc.

Enfin, il existe, dans l'industrie extractive, une rente monopole sur les terrains où l'on extrait des minéraux extrêmement rares qui se vendent à des prix supérieurs à la valeur de leur extraction.

La rente foncière perçue par les gros propriétaires terriens sur les mines et les exploitations pétrolières empêche l'utilisation rationnelle du sous-sol. La propriété privée du sol détermine le morcellement des entreprises de l'industrie extractive, ce qui rend difficile la mécanisation et aboutit à renchérir la production.

La rente sur les terrains à bâtir est payée au propriétaire par les entrepreneurs qui louent la terre pour y construire des immeubles d'habitation, des entreprises industrielles, commerciales et autres. La plus grande partie de la rente foncière dans les villes est constituée par la rente des terrains occupés par les immeubles d'habitation. L'emplacement des terrains à bâtir exerce une influence énorme sur le montant de la rente différentielle. Les terrains situés plus près du centre de la ville et des entreprises industrielles fournissent la rente la plus élevée. C'est l'une des raisons pour lesquelles, dans les grandes villes des pays capitalistes, les logements s'entassent, les rues sont étroites, etc.

Outre la rente différentielle et absolue, les possesseurs de terrains urbains, profitant du nombre extrêmement limité des terrains dans beaucoup de villes et de centres industriels, lèvent sur la société un tribut sous forme de rente monopole, ce qui élève considérablement le prix des loyers. Avec l'accroissement de la population des villes, les détenteurs de terrains urbains font monter en flèche la rente sur les terrains à bâtir, ce qui freine la construction des logements. Une partie importante de la population ouvrière est obligée de s'entasser dans des taudis. La hausse constante des loyers diminue le salaire réel des ouvriers.

Le monopole de la propriété privée du sol freine le développement de l'industrie. Pour construire une entreprise industrielle, le capitaliste doit faire des dépenses improductives pour l'achat d'un terrain ou le paiement de la rente foncière d'un terrain loué. La rente foncière constitue un poste important des dépenses de l'industrie de transformation.

On peut juger de l'importance de la rente foncière sur les terrains à bâtir, par le fait que sur la somme totale de la rente de 155 millions de livres sterling, touchée chaque année par les landlords anglais entre 1930 et 1940, 100 millions de livres sterling provenaient de la rente foncière des villes. Les prix du terrain dans les grandes villes augmentent rapidement.

La grande et la petite production agricole.

Les lois économiques du développement du capitalisme sont les mêmes pour l'industrie et l'agriculture. La concentration de la production, dans l'agriculture comme dans l'industrie, aboutit à l'élimination des petites exploitations par les grandes exploitations capitalistes, ce qui a pour effet d'aggraver inévitablement les antagonismes de classe. Les défenseurs du capitalisme ont intérêt à atténuer et à masquer ce processus. Pour falsifier la réalité, ils ont créé la fausse théorie de « la stabilité de la petite exploitation paysanne ». Suivant cette théorie, la petite exploitation paysanne conserverait sa stabilité dans la lutte contre les grandes exploitations.

Mais en réalité, la grande production agricole possède une série d'avantages décisifs sur la petite. C'est avant tout qu'elle a la possibilité d'employer des machines coûteuses (tracteurs, moissonneuses-batteuses, etc.) qui augmentent considérablement la productivité du travail. Avec le mode de production capitaliste, les moyens mécaniques sont concentrés entre les mains des grands fermiers capitalistes et restent inaccessibles aux couches laborieuses de la campagne.

La grande production jouit de tous les avantages de la coopération capitaliste et de la division du travail. Un de ses avantages importants est son rendement marchand élevé. Les grandes et les très grandes entreprises agricoles aux Etats-Unis fournissent la majeure partie de l'ensemble de la production agricole marchande, tandis que la masse des fermiers n'exploite guère que pour sa propre consommation; ils n'ont même pas assez de leur production pour satisfaire les besoins immédiats de leur famille.

De par sa nature, la propriété parcellaire exclut le développement de la productivité sociale du travail, les formes sociales du travail, la concentration sociale des capitaux, l'élevage en grand, l'utilisation progressive de la science. (K. MARX : *Le Capital*, livre III, chap. LXVII.)

Cependant, le développement de la grande production et l'élimination de la petite production dans l'agriculture ont leurs particularités. Les grandes entreprises agricoles capitalistes se développent principalement dans le sens d'une intensification de l'agriculture. Souvent une exploitation d'une petite superficie constitue une grande entreprise capitaliste par le volume de sa production globale et de sa production marchande. La concentration de la production agricole dans de grandes exploitations capitalistes s'accompagne souvent d'un accroissement numérique des toutes petites exploitations paysannes. L'existence d'un nombre important de ces toutes petites exploitations, dans les pays capitalistes hautement évolués, s'explique par le fait que les capitalistes ont intérêt au maintien d'ouvriers agricoles ayant un petit lopin de terre, afin de les exploiter.

Le développement de la grande production agricole capitaliste accentue la différenciation de la paysannerie, en augmentant la servitude, la paupérisation et la ruine de millions de petites et de moyennes exploitations paysannes.

Dans la Russie tsariste, avant la Révolution d'Octobre, on comptait parmi les exploitations paysannes 65 % d'exploitations de paysans pauvres, 20 % de paysans moyens et 15 % de koulaks. En France, le nombre de

propriétaires terriens est tombé de 7.000.000-7.500.000 en 1850 à 2.700.000 en 1929 par suite de l'expropriation des petites exploitations paysannes parcellaires ; le nombre des prolétaires et semi-prolétaires atteignait en 1929 près de 4 millions dans l'agriculture française.

La petite exploitation agricole se maintient au prix d'incroyables privations, du gaspillage du travail de l'agriculteur et de toute sa famille. Le paysan a beau s'exténuer pour garder une indépendance illusoire, il perd sa terre et se ruine.

Un grand rôle dans la dépossession de la paysannerie appartient au crédit hypothécaire. Le *crédit hypothécaire* est un prêt gagé sur la terre et les biens immobiliers. Lorsque le cultivateur, qui exploite son propre terrain, a des besoins pressants d'argent (par exemple, pour payer ses impôts), il demande un prêt à une banque. Souvent, il demande un prêt pour l'achat d'un terrain. La banque délivre une certaine somme gagée sur le terrain. Si l'argent n'est pas remboursé à temps, la terre devient propriété de la banque. En réalité, la banque devient son véritable propriétaire bien avant, car le débiteur est obligé de lui rembourser sous forme d'intérêt une partie importante du revenu de cette terre. Sous forme d'intérêt, le paysan verse en fait à la banque une rente foncière pour son propre terrain.

La dette hypothécaire des fermiers américains en 1910 était de 3,2 milliards de dollars et en 1940, de 6,6 milliards de dollars. D'après les chiffres de 1936, l'intérêt du crédit et les impôts constituaient environ 45 % du revenu net des fermiers. L'endettement vis-à-vis des banques est un véritable fléau pour la petite exploitation agricole. Le pourcentage des fermes hypothéquées aux Etats-Unis était en 1890 de 28,2%, et en 1940 de 43,8%.

Chaque année un grand nombre d'exploitations paysannes hypothéquées sont vendues aux enchères. Les paysans ruinés sont chassés de leur terre. L'accroissement des dettes contractées par les paysans illustre le processus de séparation de la propriété terrienne d'avec la production agricole, sa concentration dans les mains des grands propriétaires terriens et la transformation du producteur indépendant en fermier ou en ouvrier salarié.

Un nombre considérable de petits paysans prend à bail, chez les gros propriétaires terriens, des parcelles de terres de peu d'étendue à des conditions très dures. La bourgeoisie rurale en prend à bail afin de produire pour le marché et d'en tirer bénéfice C'est l'*affermage d'entreprise*. Le petit fermier paysan est obligé de louer un lopin de terre pour pouvoir manger. C'est ce qu'on peut appeler l'*affermage d'alimentation ou de famine*. Le montant du loyer à l'hectare est généralement plus élevé pour les petits terrains que pour les grands. Le fermage du petit paysan engloutit souvent non seulement la totalité de son surtravail, mais aussi une fraction de son travail nécessaire. Les rapports d'affermage s'entremêlent ici avec les survivances du servage. La survivance la plus répandue de la féodalité dans les conditions du capitalisme est le *métayage*, dans lequel le paysan paye en nature, pour sa redevance, jusqu'à la moitié et plus de la récolte rentrée.

Aux Etats-Unis, en 1950, 57,5 % des cultivateurs étaient propriétaires de leurs terres et 26,5 % étaient fermiers. En outre, 15,6 % de l'ensemble des cultivateurs étaient des « propriétaires partiels », c'est-à-dire qu'ils étaient également obligés de louer une certaine partie de la terre cultivée par eux. Environ la moitié des paysans qui louent de la terre sont des métayers. Bien que l'esclavage aux Etats-Unis ait été officiellement aboli au siècle précédent, des survivances de l'esclavage, notamment en ce qui concerne les métayers noirs, subsistent encore aujourd'hui.

En France, il existe un grand nombre de métayers. Outre la redevance en nature, qui comprend la moitié de la récolte et même davantage dans certains cas, ils sont souvent obligés de ravitailler le propriétaire en produits de leur propre exploitation : fromage, beurre, œufs, volailles, etc.

L'aggravation de l'opposition entre la ville et la campagne.

Un trait caractéristique du mode de production capitaliste est le retard marqué de l'agriculture sur l'industrie, l'aggravation de l'opposition entre la ville et la campagne.

L'agriculture retarde dans son développement sur l'industrie, phénomène propre à *tous* les pays capitalistes et qui constitue une des causes les plus profondes du déséquilibre existant entre les diverses branches de l'économie nationale, des crises et de la vie chère. (V. LENINE : « Nouvelles données sur les lois du développement du capitalisme dans l'agriculture », *Œuvres*, t. XXII, p. 81 (édit. russe).)

L'agriculture en régime capitaliste retarde sur l'industrie avant tout par le niveau des forces productives. Le progrès technique se réalise dans l'agriculture avec beaucoup plus de lenteur que dans

l'industrie. On n'emploie les machines que dans les grandes exploitations, tandis que les exploitations paysannes à petite production marchande sont incapables d'en faire usage. D'autre part, l'emploi capitaliste des machines conduit à un renforcement de l'exploitation et à la ruine du petit producteur. L'emploi des machines en grand dans l'agriculture est retardé par suite du bon marché de la main-d'œuvre, conséquence de la surpopulation agraire.

Le capitalisme a considérablement accentué le retard de la campagne sur la ville dans le domaine *culturel*. Les villes sont des foyers scientifiques et artistiques. C'est là que se trouvent concentrés les établissements d'enseignement supérieur, les musées, les théâtres, les cinémas. Et ce sont les classes exploiteuses qui profitent des richesses de cette culture. Les masses prolétariennes ne peuvent profiter que médiocrement du progrès culturel des villes. Quant aux masses de la population paysanne des pays capitalistes, elles sont coupées des centres urbains et sont condamnées à rester en retard au point de vue culturel.

La base économique de l'opposition entre la ville et la campagne en régime capitaliste est l'exploitation du village par la ville, l'expropriation de la paysannerie et la ruine de la majorité de la population rurale par tout le cours du développement de l'industrie, du commerce et du système de crédit capitalistes. La bourgeoisie des villes, avec les capitalistes-fermiers et les propriétaires fonciers, exploite les millions de paysans. Les formes de cette exploitation sont multiples : la bourgeoisie industrielle et les commerçants exploitent la campagne grâce aux prix élevés des produits industriels et aux prix relativement bas des produits agricoles; les banques et les usuriers, par l'octroi de crédits à des conditions draconiennes; l'Etat bourgeois, par ses impôts de tout genre. Les sommes énormes que les grands propriétaires terriens s'approprient en prélevant la rente et en vendant la terre, les ressources que perçoivent les banques sous forme d'intérêts pour les prêts hypothécaires, etc., sont détournées de la campagne vers la ville pour la consommation parasite des classes exploiteuses. Ainsi, les causes du retard de l'agriculture sur l'industrie, l'approfondissement et l'aggravation de l'opposition entre la ville et la campagne résident dans le système même du capitalisme.

La propriété privée de la terre et la nationalisation de la terre.

Avec le développement du capitalisme, la propriété privée de la terre prend un caractère de plus en plus parasite. La classe des grands propriétaires terriens accapare, sous forme de rente foncière, une part immense des revenus provenant de l'agriculture. Une partie considérable de ces revenus est, par le prix de la terre, retirée de l'économie rurale et tombe entre les mains des grands propriétaires terriens. Tout cela entrave le progrès des forces productives et fait monter les prix des produits agricoles, ce qui pèse lourdement sur les épaules des travailleurs. Il en résulte que « la nationalisation de la terre est devenue une nécessité sociale » (K. MARX : « La nationalisation de la terre », dans K. MARX et F. ENGELS : *Œuvres*, t. XIII, 1^{re} partie, p. 341 (en russe)). La *nationalisation de la terre* est la transformation de la propriété privée de la terre en propriété de l'Etat.

En justifiant la nationalisation de la terre, Lénine parlait de l'existence de deux sortes de monopoles : le monopole de la propriété privée de la terre et le monopole de la terre en tant qu'objet d'exploitation. Nationaliser la terre, c'est supprimer le monopole de la propriété privée de la terre et la rente absolue *qui s'y rattache*. La suppression de la rente absolue amènerait la baisse des prix des produits agricoles. Mais la rente différentielle continuerait à exister, car elle est liée au monopole de la terre en tant qu'objet d'exploitation. Dans le cadre du capitalisme, en cas de la nationalisation de la terre, une partie importante de la rente différentielle serait mise à la disposition de l'Etat bourgeois. La nationalisation de la terre écarterait une série d'obstacles sur la voie du développement du capitalisme dans l'agriculture, obstacles dressés par la propriété privée de la terre, et affranchirait la paysannerie des survivances féodales du servage.

Le mot d'ordre de nationalisation de la terre a été formulé par le Parti communiste dès la première révolution russe de 1905-1907. La nationalisation de la terre impliquait la confiscation sans indemnité de toute la terre des gros propriétaires fonciers au profit des paysans.

Lénine n'estimait possible la nationalisation de la terre dans le cadre de la révolution démocratique bourgeoise qu'avec l'établissement de la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie. La nationalisation de la terre en tant que mot d'ordre de la révolution démocratique bourgeoise ne renferme en soi rien de socialiste. Mais l'abolition de la grande propriété terrienne renforce

l'alliance du prolétariat avec les masses de la paysannerie, déblaye le terrain de la lutte de classes entre prolétariat et bourgeoisie. La nationalisation de la terre en ce cas aide le prolétariat, allié avec la paysannerie pauvre, dans sa lutte pour la transformation de la révolution démocratique bourgeoise en révolution socialiste.

Développant la théorie marxiste de la rente, Lénine a montré que la nationalisation de la terre, dans le cadre de la société bourgeoise, n'est réalisable que dans la période des révolutions bourgeoises et est « inconcevable si la lutte des classes s'aggrave fortement entre le prolétariat et la bourgeoisie » (V. LENINE : « Le programme agraire de la social-démocratie dans la première révolution russe de 1905-1907 », p. 121, Editions en langues étrangères. Moscou, 1954.). A l'époque du capitalisme développé, lorsque la révolution socialiste est à l'ordre du jour, la nationalisation du sol ne peut être réalisée dans le cadre de la société bourgeoise pour les raisons suivantes : Premièrement, la bourgeoisie n'ose pas liquider la propriété privée de la terre, craignant qu'avec la montée du mouvement révolutionnaire du prolétariat, cela puisse ébranler les fondements de la propriété privée en général. En second lieu, les capitalistes se sont eux-mêmes pourvus de propriété terrienne. Les intérêts de la classe de la bourgeoisie et de la classe des propriétaires fonciers s'enchevêtrent de plus en plus. Dans la lutte contre le prolétariat et la paysannerie, ils agissent toujours de concert.

Tout le cours du développement historique du capitalisme confirme que, dans la société bourgeoise, les masses essentielles de la paysannerie, féroce­ment exploitées par les capitalistes, les propriétaires fonciers, les usuriers et les marchands, sont fatalement vouées à la ruine et à la misère. En régime capitaliste, les petits paysans ne peuvent espérer voir leur situation s'améliorer. Inéluctablement la lutte des classes s'accroît à la campagne.

Les intérêts vitaux des masses fondamentales de la paysannerie concordent avec les intérêts du prolétariat. C'est là la base économique de l'alliance du prolétariat et de la paysannerie laborieuse dans leur lutte commune contre le régime capitaliste.

RÉSUMÉ

1. Le régime capitaliste de l'agriculture est caractérisé par le fait que, premièrement, la plus grande partie de la terre est concentrée entre les mains de grands propriétaires fonciers, qui donnent la terre à bail; deuxièmement, les fermiers capitalistes organisent leur production sur la base de l'exploitation d'ouvriers salariés; troisièmement, une classe nombreuse de petits et moyens paysans participe à la propriété privée des moyens de production, et aussi de la terre. L'agriculture des pays bourgeois, malgré les progrès du capitalisme, est encore très morcelée entre petits et moyens propriétaires paysans, qui sont exploités par les capitalistes et les propriétaires fonciers.

2. La rente foncière capitaliste est une partie de la plus-value créée par les ouvriers salariés dans l'agriculture; elle représente un excédent sur le profit moyen, excédent que le fermier capitaliste verse au propriétaire du sol pour le droit de jouir de la terre. L'existence de la rente foncière capitaliste est liée à l'existence d'un double monopole. Le monopole de l'exploitation capitaliste sur la terre en tant qu'objet d'exploitation dérive de la quantité limitée des terres, de l'occupation de celle-ci par diverses exploitations et de ce fait le prix de production de la marchandise agricole est déterminé par les conditions de production les plus mauvaises. Le surprofit, provenant des meilleures terres ou d'une dépense plus productive de capital, forme la rente différentielle. Le monopole de la propriété privée de la terre, la composition organique du capital étant plus basse dans l'agriculture que la composition du capital dans l'industrie, engendre la rente absolue. Avec le développement du capitalisme, augmentent les taux de toutes les formes de rente, ainsi que le prix de la terre qui représente la rente capitalisée.

3. Dans l'agriculture comme dans l'industrie, la grande production supplante la petite. Cependant la grande production mécanique, même dans les pays capitalistes les plus développés, se répand dans l'agriculture avec beaucoup plus de lenteur que dans l'industrie. Ce n'est qu'au prix d'un effort immense et exténuant, d'un abaissement rapide du niveau de vie du petit paysan et de sa famille, que se maintient dans les pays capitalistes la masse des petites exploitations paysannes, que caractérise une extrême instabilité.

4. *Le capitalisme engendre inévitablement un retard grandissant de l'agriculture sur l'industrie, approfondit et aggrave l'opposition entre la ville et la campagne. Le monopole de la propriété privée de la terre détourne de l'agriculture, sous forme de rente foncière et de dépenses improductives pour l'achat de la terre, d'immenses ressources qui vont à la consommation parasite de la classe des propriétaires terriens et retardent le développement des forces productives de l'économie rurale.*

5. *Les masses essentielles de la paysannerie en régime capitaliste sont vouées à la ruine et à la paupérisation. Les intérêts vitaux du prolétariat et des masses exploitées de la paysannerie sont les mêmes. C'est seulement dans l'alliance avec le prolétariat et sous sa direction, par une révolution qui détruira le régime capitaliste, que la paysannerie laborieuse peut se libérer de l'exploitation et de la misère.*

CHAPITRE XV - LE REVENU NATIONAL

Le produit social total et le revenu national.

Toute la masse des biens matériels produits dans la société dans une période déterminée, par exemple en l'espace d'un an, forme le *produit social total* (ou produit global). Une partie de ce produit, équivalente à la valeur du capital constant consommé, sert dans le processus de reproduction à compenser les moyens de production dépensés. Le coton transformé à la fabrique est compensé par des lots de coton provenant de la récolte de l'année en cours. A la place du combustible brûlé sont livrées de nouvelles quantités de charbon et de pétrole. Les machines mises hors d'usage sont remplacées par d'autres. La partie restante du produit social total constitue la valeur nouvelle créée par la classe ouvrière dans le cours de la production. La partie du produit social total dans laquelle se trouve incarnée la valeur nouvellement créée, est le *revenu national*. Le revenu national dans la société capitaliste est équivalent par conséquent à la valeur du produit social total moins la valeur des moyens de production dépensés dans l'année, ou, en d'autres termes, il est égal à la somme du capital variable et de la plus-value. Sous sa forme matérielle, le revenu national est constitué par toute la masse des objets de consommation personnelle et par la partie des moyens de production qui sert à l'élargissement de la production. Ainsi, le revenu national se présente comme la somme de la *valeur* nouvellement créée en l'espace d'un an; comme la masse des biens matériels de toute sorte, la partie du *produit social total* dans laquelle est incarnée la valeur nouvellement créée.

Si, par exemple, dans un pays, il a été produit au cours d'un an pour 90 milliards de dollars ou de marks de marchandises, dont 60 milliards servent à compenser les moyens de production dépensés au cours de l'année, le revenu national créé en l'espace d'un an équivaldra à 30 milliards. Il existe en régime capitaliste une masse de petits producteurs, paysans et artisans, dont le travail crée également une partie déterminée du produit social total. Le revenu national du pays comprend donc aussi la valeur nouvellement créée durant la période donnée par les paysans et les artisans.

Le produit social total et, par suite, le revenu national, sont créés par les travailleurs occupés dans les branches de la *production matérielle*. Ce sont toutes les branches dans lesquelles sont produits les biens matériels : industrie, agriculture, construction, transports, etc. Dans les branches *non productives*, qui comprennent l'appareil d'Etat, le crédit, le commerce (à l'exception des opérations qui prolongent le processus de production dans la sphère de la circulation), les services médicaux, les spectacles, etc., il n'est pas créé de revenu national.

Dans les pays capitalistes, une partie très importante de la population apte au travail, non seulement ne crée pas de produit social et de revenu national, mais ne participe à aucun travail socialement utile. Ce sont avant tout les classes exploiteuses et leur cortège de parasites, le gigantesque appareil bureaucratique et policier, militariste, etc., qui assure la garde du système de l'esclavage salarié capitaliste. Une grande partie de la force de travail est dépensée sans aucune utilité pour la société. Ainsi, des dépenses improductives énormes sont liées à la concurrence, à une spéculation effrénée, à une publicité démesurément gonflée.

L'anarchie de la production capitaliste, les crises économiques dévastatrices, le sous-emploi important de l'appareil de production réduisent considérablement l'utilisation de la main-d'œuvre. Des masses énormes de travailleurs, en régime capitaliste, n'ont pas la possibilité de travailler. Dans les pays bourgeois, le nombre de chômeurs totaux inscrits dans les villes, dans la période de 1930 à 1938, n'a jamais été inférieur à 14 millions. Au fur et à mesure que le capitalisme se développe, l'appareil d'Etat s'hypertrophie, le nombre de personnes au service de la bourgeoisie augmente, la part de la population occupée dans la sphère de la production matérielle diminue, et l'on voit augmenter considérablement la proportion des gens qui sont occupés dans la sphère de la circulation. L'armée des chômeurs grandit, la surpopulation agraire s'accroît. Tout cela a pour effet de limiter à l'extrême l'accroissement du produit social total et du revenu national dans la société bourgeoise.

Aux Etats-Unis, les branches de la production matérielle occupaient en 1910, 43,9 % du total de la population apte au travail ; en 1930, 35,5 % ; en 1950, environ 34 %. Aux Etats-Unis, le rythme d'accroissement annuel du revenu national, durant les trente dernières années du siècle dernier, était en moyenne de 4,7 % ; dans la période comprise entre 1900 et 1919, de 2,8 % ; de 1920 à 1938, de 1 %, et dans les années qui suivirent la deuxième guerre mondiale (de 1945 à 1954), de 0,7 %.

La répartition du revenu national.

A chaque mode de production correspondent des formes de répartition historiquement définies. La répartition du revenu national en régime capitaliste est déterminée par le fait que la propriété des moyens de production est concentrée entre les mains des capitalistes et des propriétaires fonciers qui exploitent le prolétariat et la paysannerie.

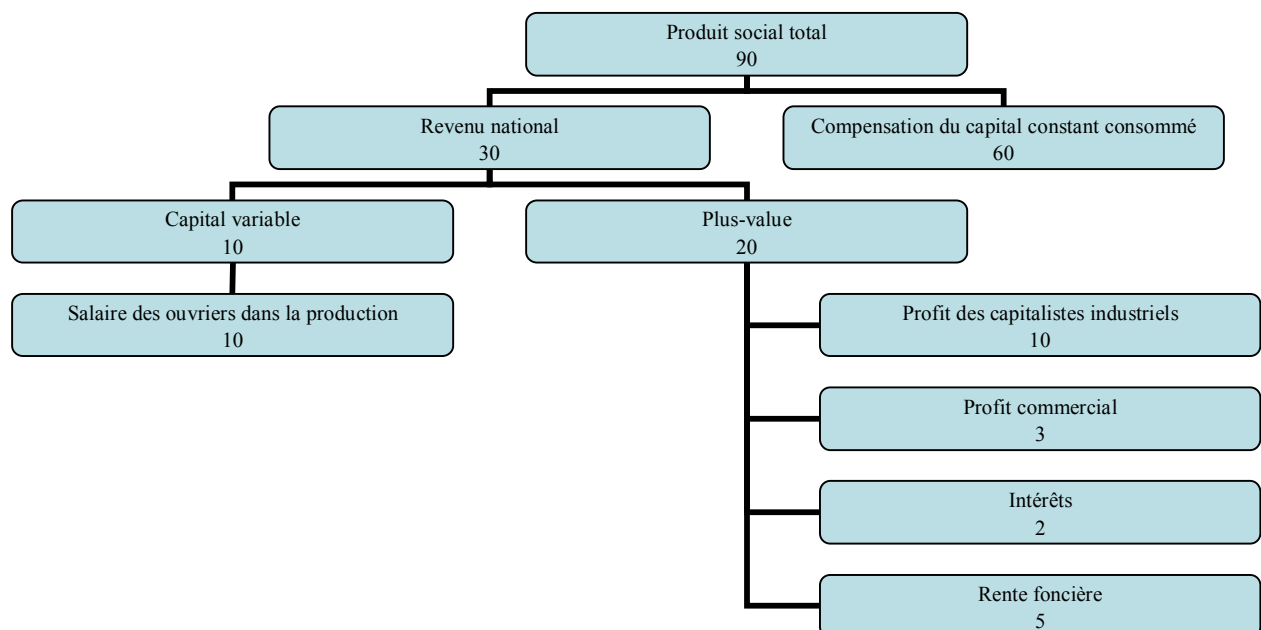
Dès lors, la répartition du revenu national s'opère non pas dans l'intérêt des travailleurs, mais dans celui des classes exploiteuses.

En régime capitaliste, le revenu national créé par le travail des ouvriers va d'abord aux capitalistes exploitants (y compris les entrepreneurs capitalistes dans l'agriculture).

Les capitalistes industriels, en réalisant les marchandises produites, perçoivent toute la somme de leur valeur, y compris la somme du capital variable et de la plus-value. Le capital variable se transforme en *salaire*, que les capitalistes industriels paient aux ouvriers occupés dans la production. La plus-value reste aux mains des capitalistes industriels; c'est elle qui est la source des revenus de tous les groupes des classes exploiteuses.

Une partie de la plus-value se transforme *en profit des capitalistes industriels*. Ils cèdent une partie de la plus-value aux capitalistes commerçants sous la forme du *profit commercial* et aux banquiers sous la forme de *l'intérêt*. Ils remettent une partie de la plus-value aux propriétaires terriens, sous la forme de la *rente foncière*.

Cette répartition du revenu national, entre les diverses classes de la société capitaliste, peut être représentée schématiquement de la façon suivante (en milliards de dollars ou de francs) :



La répartition comprend également la part du revenu national, qui a été créée dans la période considérée par le travail des paysans et des artisans : une partie reste aux paysans et aux artisans; une autre va aux capitalistes (paysans riches, revendeurs, marchands, banquiers, etc.) ; la troisième, aux propriétaires terriens.

Les revenus des travailleurs reposent sur leur travail personnel et représentent les *revenus du travail*. La source des revenus des classes exploiteuses est le travail des ouvriers, et aussi des paysans et des artisans. Les revenus des capitalistes et des propriétaires fonciers reposent sur l'exploitation du travail d'autrui et constituent des *revenus parasites*.

Dans le cours de la répartition ultérieure du revenu national, les revenus parasites des classes exploiteuses augmentent. Une partie des revenus de la population — en premier lieu des classes laborieuses — est redistribuée par l'intermédiaire du budget d'Etat et utilisée dans l'intérêt des classes exploiteuses. Ainsi, une part des revenus des ouvriers et des paysans, qui sous forme d'impôts entre dans le budget d'Etat, se transforme ensuite en revenus additionnels des capitalistes et en revenu des fonctionnaires. Les charges fiscales, imposées par les classes exploiteuses aux travailleurs, augmentent rapidement.

En Angleterre, à la fin du XIX^e siècle, les impôts représentaient de 6 à 7 % du revenu national ; en 1913, 11 % ; en 1924, 23 % ; en 1950, 38 % ; en France, à la fin du XIX^e siècle, 10 % ; en 1913, 13 % ; en 1924, 21 % ; en 1950, 29 % du revenu national.

De plus, une part du revenu national est transmise, par voie de paiement de ce qu'on appelle les services, dans les branches non productives (par exemple, pour les services médicaux, les spectacles, les établissements d'entretien domestique, etc.). Comme on l'a déjà indiqué, il n'est pas créé de produit social dans ces branches, et, par suite, pas de revenu national; mais les capitalistes, en exploitant les ouvriers salariés occupés dans ces secteurs, reçoivent une partie du revenu national créé dans les branches de la production matérielle. Avec ce revenu, les capitalistes, propriétaires d'entreprises des branches non productives, paient les salaires des travailleurs salariés, couvrent les dépenses matérielles (locaux, outillage, chauffage, etc.) et obtiennent un profit.

Ainsi, la rémunération des services doit compenser les frais de ces entreprises et assurer le taux moyen du profit, sinon les capitalistes cesseraient de placer leurs capitaux dans ces branches. Dans leur course au profit élevé, les capitalistes s'efforcent de faire monter le prix des services, ce qui aboutit à la baisse du salaire réel des ouvriers et des revenus réels des paysans. La redistribution du revenu national par l'intermédiaire du budget et par les prix élevés des services a pour effet d'aggraver la paupérisation des travailleurs.

A l'issue de la répartition du revenu national, ce dernier se décompose en deux parties : 1^o le revenu des classes exploiteuses et 2^o le revenu des travailleurs occupés tant dans les branches de la production matérielle que dans les branches non productives.

La part des ouvriers et des autres travailleurs de la ville et des campagnes, qui n'exploitent pas le travail d'autrui, dans le revenu national était égale aux Etats-Unis (en 1923) à 54 %, et la part des capitalistes, à 46 % ; en Angleterre (en 1924) la part des travailleurs était de 45 % ; celle des capitalistes, de 55 % ; en Allemagne (en 1929) la part des travailleurs était de 55 %, la part des capitalistes, de 45 %. A l'heure actuelle, dans les pays capitalistes, les travailleurs, qui forment les 9/10 de la population, reçoivent sensiblement moins de la moitié du revenu national ; tandis que les classes exploiteuses en reçoivent sensiblement plus.

La part des classes travailleuses dans le revenu national décroît sans cesse; celle des classes exploiteuses augmente. Aux Etats-Unis, par exemple, la part des travailleurs dans le revenu national était en 1870, de 58 % ; en 1890, de 56 % ; en 1923, de 54 % ; en 1951, à peu près de 40 %.

Le revenu national est utilisé en définitive à la consommation et à l'accumulation. L'utilisation du revenu national dans les pays bourgeois est déterminée par le caractère de classe du capitalisme et reflète le parasitisme sans cesse accentué des classes exploiteuses.

La part du revenu national destinée à la consommation personnelle des travailleurs, qui sont la principale force productive de la société, est si faible qu'elle n'assure en règle générale même pas le minimum vital. Une masse énorme d'ouvriers et de paysans travailleurs est obligée de se priver personnellement et de priver leurs familles du strict nécessaire, de s'entasser dans des masures, de priver leurs enfants d'instruction.

Une partie très importante du revenu national est destinée à la consommation parasite des capitalistes et des propriétaires terriens. Ils dépensent des sommes colossales pour l'achat d'objets de luxe et pour l'entretien d'une nombreuse domesticité.

En régime capitaliste, la part du revenu national destinée à élargir la production est très faible par rapport aux possibilités et aux besoins de la société. Ainsi, aux Etats-Unis, la part du revenu national

destinée à l'accumulation, était entre 1919 et 1928, d'environ 10 % ; pour la période comprise entre 1929 et 1938, l'accumulation n'a été en moyenne que de 2 % du revenu national des Etats-Unis, et dans les années de crise le capital fixe était entamé.

Le volume relativement faible de l'accumulation en régime capitaliste est déterminé par le fait qu'une partie considérable du revenu national va à la consommation parasite des capitalistes, à des dépenses improductives. Ainsi les frais de circulation atteignent des dimensions considérables : entretien de l'appareil commercial et de l'appareil de crédit, stockage des marchandises excédentaires, frais de publicité, de spéculation boursière, etc. Aux Etats-Unis, dans l'entre-deux-guerres, les frais de circulation proprement dits absorbaient de 17 à 19 % du revenu national. Une part toujours croissante du revenu national en régime capitaliste va aux dépenses militaires, à la course aux armements, à l'entretien de l'appareil d'Etat.

A la surface des phénomènes de la société capitaliste les revenus et leurs sources se présentent sous une forme défigurée, *fétichiste*. On a l'impression que le capital engendre par lui-même le profit; la terre — la rente, et que les ouvriers ne créent qu'une valeur égale à leur salaire.

Ces représentations fétichistes sont à la base des théories bourgeoises du revenu national. A l'aide des théories de ce genre, les économistes bourgeois cherchent à embrouiller la question du revenu national au profit de la bourgeoisie. Ils s'efforcent de prouver qu'à l'égal des ouvriers et des paysans, le revenu national est créé par les capitalistes et les propriétaires terriens, ainsi que par les fonctionnaires, les policiers, les spéculateurs en bourse, le clergé, etc. Ensuite, les économistes bourgeois présentent sous un faux jour la répartition du revenu national. Ils minimisent la part du revenu perçu par les capitalistes et les propriétaires terriens. Ainsi, par exemple, les revenus des classes exploiteuses sont déterminés sur la base des renseignements très inférieurs à la réalité que fournissent les contribuables eux-mêmes; on ne tient pas compte des appointements énormes que beaucoup de capitalistes touchent comme dirigeants de sociétés par actions: on ne tient pas compte des revenus de la bourgeoisie rurale, etc. En même temps, les revenus des travailleurs sont gonflés de façon artificielle en rangeant parmi eux les hauts fonctionnaires, les directeurs d'entreprises, de banques, de maisons commerciales, etc., grassement payés. Enfin, les économistes bourgeois dénaturent la répartition réelle du revenu national, en ne tenant pas un compte à part des dépenses de consommation des classes exploiteuses, des frais proprement dits de circulation, en minimisant la part des dépenses militaires, en camouflant de mille manières le gaspillage improductif d'une énorme partie du revenu national.

Le budget de l'Etat.

L'Etat bourgeois est l'organe des classes exploiteuses qui a pour but de maintenir en sujétion la majorité exploitée de la société et de sauvegarder les intérêts de la minorité exploitée dans l'ensemble de la politique intérieure et extérieure.

Pour accomplir sa mission, l'Etat bourgeois dispose de tout un appareil : armée, police, organismes punitifs et judiciaires, service de renseignements, différents organes d'administration et d'action idéologique sur les masses. Cet appareil est entretenu aux frais du budget de l'Etat. Les impôts et les emprunts sont la source qui alimente le budget de l'Etat.

Le *budget de l'Etat* est un instrument de redistribution d'une partie du revenu national dans l'intérêt des classes exploiteuses. Il est établi sous la forme d'un devis annuel des recettes et des dépenses de l'Etat. Marx écrivait que le budget de l'Etat capitaliste « n'était pas autre chose qu'un budget de classe, qu'un budget pour la bourgeoisie ». (K. MARX : « Livres, shillings, pence, ou un budget de classe et à qui il profite », K. MARX et F. ENGELS : *Œuvres*, t. IX. p. 146 (éd. russe).)

Les dépenses de l'Etat capitaliste pour la plus grande part sont improductives. Une part importante des ressources du budget de l'Etat en régime capitaliste va à la préparation et à la conduite des guerres. Il faut également y rattacher les dépenses nécessitées par les recherches scientifiques dans le domaine de la production et du perfectionnement des nouveaux engins de destruction massive des êtres humains, les dépenses pour les activités *de sabotage* à l'étranger.

Une autre part importante des dépenses de l'Etat capitaliste va à l'entretien de l'appareil d'oppression des travailleurs.

Le militarisme d'aujourd'hui est le résultat du capitalisme. Sous ses deux formes, il est une « manifestation vitale » du capitalisme : en tant que force militaire utilisée par les Etats capitalistes dans leurs conflits extérieurs... et en tant qu'instrument servant, entre les mains des classes

dominantes, à écraser les divers mouvements (économiques et politiques) du prolétariat. (V. LENINE : « Le militarisme belliqueux et la tactique antimilitariste de la social-démocratie », *Œuvres*, t. XV, p. 169 (éd. russe).)

L'Etat dépense des sommes fort importantes, notamment pendant les crises et les guerres, pour soutenir directement les entreprises capitalistes et leur assurer des profits élevés. Souvent les subventions accordées aux banques et aux industriels ont pour but de les sauver de la faillite pendant les crises. Au moyen de commandes d'Etat, réalisées aux dépens du budget, des milliards de profits supplémentaires vont dans les poches des gros capitalistes.

Les dépenses consacrées à la culture et à la science, à l'instruction et à la santé publiques représentent une part infime des budgets d'Etat des pays capitalistes. Aux Etats-Unis, par exemple, dans les budgets fédéraux de ces dernières années, plus des deux tiers de la somme totale des ressources ont été utilisés à des fins militaires; moins de 4 % à la santé, à l'instruction publique et à la construction de logements, la part de l'instruction publique étant inférieure à 1 %.

La masse essentielle des revenus de l'Etat capitaliste est constituée par les *impôts*. En Angleterre, par exemple, les impôts constituaient, en 1938, 89 % de la somme totale des revenus du budget de l'Etat.

Les impôts, en régime capitaliste, sont une forme d'exploitation supplémentaire des travailleurs par la redistribution budgétaire d'une partie de leurs revenus au profit de la bourgeoisie. Les impôts sont appelés *directs* s'ils grèvent les revenus des particuliers, et *indirects* s'ils grèvent les marchandises mises en vente (principalement les objets de consommation courante) ou bien les services (par exemple, les billets de cinéma et de théâtre, les tickets distribués aux usagers des transports urbains, etc.). Les impôts indirects élèvent le prix des marchandises et des services. En fait, les impôts indirects sont payés par les acheteurs. Les capitalistes font retomber aussi sur les acheteurs une partie de leurs contributions directes, s'ils parviennent à faire monter le prix des marchandises ou des services.

La politique de l'Etat bourgeois tend à réduire par tous les moyens les charges fiscales qui pèsent sur les classes exploiteuses. Les capitalistes se dérobent au paiement des impôts, en dissimulant l'ampleur réelle de leurs revenus. La politique des impôts indirects est particulièrement profitable aux classes possédantes.

Les impôts indirects sur les objets de consommation des masses sont particulièrement iniques. Ils pèsent de tout leur poids sur les pauvres, en créant des privilèges pour les riches. Plus l'homme est pauvre, et plus grande est la part de son revenu qu'il donne à l'Etat sous forme d'impôts indirects. La masse des petits possédants et des non-possédants forme les 9/10^e de la population ; elle consomme les 9/10^e des produits imposés et paye les 9/10^e du montant total des impôts indirects. (V. LENINE : « A propos du budget de l'Etat », *Œuvres*, t. V, p. 309 (éd. russe).)

Par conséquent, le poids principal des impôts pèse sur les masses laborieuses : ouvriers, paysans, employés. Comme nous l'avons déjà indiqué, à l'heure actuelle, dans les pays bourgeois, près d'un tiers des salaires des ouvriers et des employés est transféré sous forme d'impôts au budget de l'Etat. De lourds impôts pèsent sur les paysans et ont pour effet d'accroître leur misère.

Outre les impôts, les *emprunts* constituent un important chapitre des recettes de l'Etat capitaliste. L'Etat bourgeois recourt le plus souvent aux emprunts pour couvrir les dépenses exceptionnelles, en premier lieu les dépenses militaires. Une grande partie des ressources recueillies au moyen des emprunts, sert à l'Etat à payer des fournitures d'armement et d'équipements militaires qui rapportent des profits énormes aux industriels. En définitive, les emprunts amènent un nouvel accroissement des impôts frappant les travailleurs, afin d'acquitter les intérêts des emprunts et d'amortir les emprunts eux-mêmes. Le montant de la dette publique dans les pays bourgeois augmente rapidement.

Le montant total de la dette publique dans le monde entier est passé de 38 milliards de francs en 1825 à 250 milliards de francs en 1900; il a donc été multiplié par 6,6. La dette publique a augmenté encore plus rapidement au XX^e siècle. Aux Etats-Unis, en 1914, le montant de la dette publique était de 1,2 milliard de dollars; en 1938, de 37,2 milliards ; elle a donc été multipliée par 31. En Angleterre, en 1890, il a été payé à titre d'intérêt des emprunts 24,1 millions de livres sterling; en 1953-1954, 570,4 millions ; aux Etats-Unis, en 1940, il a été payé à titre d'intérêt des emprunts 1 milliard de dollars, en 1953-1954, 6,5 milliards de dollars.

Une des sources des revenus du budget de l'Etat capitaliste est *l'émission* de papier-monnaie. Provoquant l'inflation et la hausse des prix, elle fait passer à l'Etat bourgeois une partie du revenu national en abaissant le niveau de vie des masses populaires.

Ainsi, le budget de l'Etat en régime capitaliste est, entre les mains de l'Etat bourgeois, un instrument de dépossession supplémentaire des travailleurs et d'enrichissement de la classe capitaliste ; il accentue le caractère improductif et parasitaire de l'utilisation du revenu national.

RESUME

1. Le revenu national dans la société capitaliste est la partie du produit social total, dans laquelle est incarnée la valeur nouvellement créée. Il se forme dans les branches de la production matérielle par le travail de la classe ouvrière et aussi par celui des paysans et des artisans. Sous sa forme matérielle, le revenu national représente l'ensemble des objets de consommation produits et la partie des moyens de production qui est destinée à élargir la production. En régime capitaliste, une partie considérable de la population apte au travail non seulement ne crée pas de revenu national, mais ne participe pas à un travail socialement utile.

2. La répartition du revenu national en régime capitaliste se fait en vue d'enrichir les classes exploiteuses. La part des classes laborieuses dans le revenu national diminue, tandis que celle des classes exploiteuses augmente.

3. En régime capitaliste, le revenu national créé par la classe ouvrière est réparti sous forme de salaire des ouvriers, de profit des capitalistes (industriels, commerçants et propriétaires de capitaux de prêt) et de rente foncière prélevée par les propriétaires terriens. Une grande partie des produits du travail fourni par les paysans et les artisans est également accaparée par les capitalistes et les propriétaires terriens. Par le budget de l'Etat et au moyen du prix élevé des services, s'effectue la redistribution du revenu national, qui accentue encore la paupérisation des travailleurs.

4. Une part immense et sans cesse accrue du revenu national en régime capitaliste est utilisée de façon improductive : pour la consommation parasite de la bourgeoisie, pour couvrir des frais de circulation excessivement gonflés, pour entretenir l'appareil d'Etat en vue de l'oppression des masses, pour préparer et conduire des guerres de conquête.

CHAPITRE XVI - LA REPRODUCTION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social. La composition du produit social total.

La reproduction capitaliste comprend le processus immédiat de production ainsi que le processus de circulation. Pour que la reproduction se réalise, le capital doit avoir la possibilité d'accomplir sans entrave son cycle, c'est-à-dire de passer de la forme argent à la forme productive, de celle-ci à la forme marchandise, de la forme marchandise à la forme argent, etc. Cela ne concerne pas seulement chaque capital pris à part, mais tous les capitaux existant dans la société.

Les cycles des capitaux individuels s'entrelacent, se supposent et se conditionnent les uns les autres et c'est précisément cet enchevêtrement qui constitue le mouvement de l'ensemble du capital social. (K. MARX : *Le Capital*, livre II, t. II, p. 9, Editions Sociales, Paris 1954.)

Le *capital social* est l'ensemble des capitaux individuels dans leurs liens et dépendances réciproques. Il existe des liens multiples entre les différentes entreprises capitalistes : les unes procurent aux autres des machines, des matières premières et d'autres moyens de production; les autres produisent les moyens de subsistance achetés par les ouvriers, ainsi que les objets de consommation et de luxe achetés par les capitalistes. Chacun des capitaux individuels est indépendant des autres, et cependant tous les capitaux individuels sont liés entre eux et dépendent l'un de l'autre. Cette contradiction se manifeste dans le cours de la reproduction et de la circulation du capital social tout entier. Les multiples rapports de liaison et de dépendance réciproques qui existent entre les différents capitalistes se manifestent spontanément par suite de l'anarchie de la production propre au capitalisme.

En examinant le processus de reproduction et de circulation de l'ensemble du capital social, afin de ne pas compliquer les choses, nous supposons que toute l'économie du pays est gérée sur des bases capitalistes (c'est-à-dire que la société n'est composée que de capitalistes et d'ouvriers), que tout le capital constant est consommé dans l'année et que sa valeur est entièrement transférée au produit annuel. Dans cette hypothèse, le *produit social total* n'est pas autre chose que le capital social (avec addition de la plus-value), sorti du processus de production sous forme marchandise.

Pour que la production puisse continuer, le produit social doit passer par le processus de la circulation. Dans le processus de circulation, chaque partie du produit social transforme d'abord sa forme marchandise en forme argent, puis sa forme argent en la forme marchandise qui est nécessaire pour la poursuite de la production. La *réalisation du produit social* est la succession de ces formes : transformation marchandise-argent, puis transformation argent-nouvelle marchandise.

Comme il a été montré précédemment, *par sa valeur* tout le produit social se décompose en trois parties : la première compense le capital constant; la seconde compense le capital variable; la troisième représente la plus-value. Ainsi la valeur du produit social est égale à $c + v + p$. Ces différentes parties du produit social jouent un rôle différent dans le cours de la reproduction. Le capital constant doit continuer à servir dans le processus de production. Le capital variable se transforme en salaire que les ouvriers dépensent pour leur consommation. La plus-value, dans la reproduction simple, est entièrement consommée par les capitalistes; dans la reproduction élargie, elle est partiellement consommée par les capitalistes et va partiellement à l'achat de moyens supplémentaires de production et à l'embauchage d'une main-d'œuvre supplémentaire.

Par sa forme matérielle, tout le produit social est composé de moyens de production et d'objets de consommation. De ce point de vue toute la production sociale est divisée en deux grandes sections : la première (section I) est la production des moyens de production et la seconde (section II), la production des objets de consommation. Les objets de consommation se divisent à leur tour en moyens de subsistance nécessaires qui servent à satisfaire les besoins de la classe ouvrière, des masses travailleuses, et en objets de luxe qui ne sont accessibles qu'aux classes exploiteuses. Par suite de l'abaissement de leur niveau de vie les travailleurs sont contraints de plus en plus d'acheter, au lieu d'objets de consommation de bonne qualité, des marchandises de qualité inférieure et des succédanés. En même temps augmentent le luxe et le gaspillage des classes parasites.

La division du produit social sous sa forme matérielle assigne à son tour un rôle différent à ses diverses parties au cours de la reproduction. Ainsi, par exemple, les machines à tisser sont destinées à

servir à la fabrication des tissus et ne peuvent être utilisées à rien d'autre; les vêtements doivent servir à la consommation personnelle.

Quand on examine le cycle et la rotation du capital individuel, il importe peu de savoir quelles marchandises précises sous leur forme naturelle (valeurs d'usage) sont produites dans une entreprise donnée. Lorsqu'on examine la reproduction et la circulation du capital social total, la forme matérielle des marchandises produites dans la société prend une importance particulière : pour qu'il y ait renouvellement incessant du processus de production, il faut qu'il y ait en présence des moyens de production appropriés, mais aussi des objets de consommation.

Une question se pose alors : comment, dans les conditions de l'anarchie de la production capitaliste, se réalise le produit social ? Lénine disait que

la question de la réalisation se ramène précisément à l'analyse de la *compensation* de toutes les parties du produit social quant à la valeur et à la forme matérielle. (V. LENINE : *Pour caractériser le romantisme économique*, p. 39, Editions en langues étrangères, Moscou, 1954.)

Il s'agit donc de savoir comment, pour chaque partie du produit social quant à sa valeur (capital constant, capital variable et plus-value) et quant à sa forme matérielle (moyens de production, objets de consommation), trouver une autre partie du produit qui la remplace sur le marché.

A l'examen de la reproduction élargie, il faut joindre la question de savoir comment s'opère la transformation de la plus-value en capital, c'est-à-dire d'où viennent les moyens de production et les objets de consommation supplémentaires pour le supplément d'ouvriers nécessaires à l'élargissement de la production.

Les conditions de la réalisation dans la reproduction capitaliste simple.

Examinons tout d'abord les conditions nécessaires à la réalisation du produit social dans la reproduction capitaliste simple, lorsque toute la plus-value va à la consommation individuelle des capitalistes. Ces conditions peuvent être illustrées par l'exemple suivant.

Admettons que dans la section I, c'est-à-dire dans la production des moyens de production, la valeur du capital constant, exprimée, par exemple, en millions de livres sterling, soit égale à 4.000 unités, celle du capital variable à 1.000, celle de la plus-value à 1.000. Admettons que dans la section II, c'est-à-dire dans la production des objets de consommation, la valeur du capital constant soit égale à 2.000 unités, celle du capital variable à 500, la plus-value à 500. Dans cette hypothèse le produit social annuel comportera les éléments suivants :

$$\text{I. } 4.000 c + 1.000 v + 1.000 p = 6.000.$$

$$\text{II. } 2.000 c + 500 v + 500 p = 3.000.$$

La valeur du produit total confectionné dans la section I et existant sous la forme de machines, matières premières, matériaux, etc., est donc de 6.000 unités. Pour que le processus de production puisse se renouveler, une partie de ce produit, égale à 4.000 unités, doit être vendue à des entreprises de cette même section I pour le renouvellement du capital constant. Le reste du produit de la section I, qui représente la valeur reproduite du capital variable (1.000 unités) et la plus-value nouvellement produite (1.000 unités) et qui existe sous la forme de moyens de production, est vendue à des entreprises de la section II en échange des objets de consommation qui servent à la consommation personnelle des ouvriers et des capitalistes de la section I. De leur côté, les capitalistes de la section II ont besoin de moyens de production pour une somme de 2.000 unités afin de renouveler leur capital constant. La valeur du produit total confectionné dans la section II et existant sous la forme d'objets de consommation (pain, viande, vêtements, chaussures, etc., ainsi que les objets de luxe) s'élève à 3.000 unités. Une partie des objets de consommation produits dans la section II, soit 2.000 unités, est échangée contre les salaires et la plus-value de la section I; ainsi s'effectue la compensation du capital constant de la section II. Le reste du produit de la section II qui comprend la valeur reproduite du capital variable (500 unités) et la plus-value nouvellement produite (500 unités) est réalisé à l'intérieur même de la section II et sert à la consommation personnelle des ouvriers et des capitalistes de cette section.

Par conséquent, dans les conditions de la reproduction simple l'échange entre les deux sections comporte : 1° le capital variable et la plus-value de la section I, qui doivent être échangés contre les objets de consommation produits dans la section II et 2° le capital constant de la section II, qui doit être échangé contre les moyens de production produits dans la section I. La condition de la réalisation, dans la reproduction capitaliste simple, est l'égalité suivante : le capital variable et la plus-value de la section I doivent évaluer le capital constant de la section II, c'est-à-dire $I (v + p) = II c$.

Cette condition de la reproduction simple peut être exprimée encore comme suit. Toute la masse de marchandises, produites pendant un an dans la section I — par les entreprises fabriquant les moyens de production — doit être égale en valeur à la masse de moyens de production consommée en l'espace d'un an dans les entreprises des deux sections. Toute la masse de marchandises produites en l'espace d'un an dans la section II — par les entreprises fabriquant les objets de consommation — doit être égale en valeur à la somme des revenus des ouvriers et des capitalistes des deux sections.

Les conditions de la réalisation dans la reproduction capitaliste élargie.

La reproduction capitaliste élargie suppose l'accumulation du capital. Comme le capital de chaque section est composé de deux parties — capital constant et capital variable, la partie accumulée de la plus-value se décompose à son tour en ces deux parties : une partie va à l'achat de moyens de production supplémentaires; l'autre à l'embauchage d'un supplément de main-d'œuvre. Il s'ensuit que le produit annuel de la section I doit comporter un certain excédent par rapport à la quantité de moyens de production nécessaire à la reproduction simple. Autrement dit, le montant du capital variable et de la plus-value de la section I doit être *supérieur* au capital constant de la section II ; $I (v + p)$ doit être supérieur à $II c$. Telle est la condition essentielle de la reproduction capitaliste élargie.

Examinons d'un peu plus près les conditions de la réalisation dans la reproduction capitaliste élargie.

Admettons que dans la section I la valeur du capital constant soit égale à 4.000 unités; celle du capital variable à 1.000, la plus-value à 1.000; admettons que dans la section II la valeur du capital constant soit égale à 1.500 unités, celle du capital variable à 750, la plus-value à 750. Dans cette hypothèse, le produit social annuel comportera les éléments suivants :

$$I. 4.000 c + 1.000 v + 1.000 p = 6.000$$

$$II. 1.500 c + 750 v + 750 p = 3.000$$

Admettons que dans la première section, sur une plus-value équivalente à 1.000 unités, on accumule 500 unités. Conformément à la composition organique du capital de la section I (4 : 1) la partie accumulée de la plus-value se décompose comme suit : 400 unités pour l'augmentation du capital constant et 100 pour l'augmentation du capital variable. Le capital constant additionnel (400 unités) se trouve incorporé dans le produit même de la section I sous forme de moyens de production; quant au capital variable additionnel (100 unités), il doit être obtenu par échange avec la section II qui, par conséquent, doit également accumuler. Les capitalistes de la section II échangent une partie de leur plus-value égale à 100 unités contre des moyens de production et transforment ces moyens de production en capital constant additionnel. Alors, conformément à la composition organique du capital de la section II (2:1) le capital variable de celle-ci doit s'accroître de 50 unités. Par conséquent, dans la section II, avec une plus-value égale à 750 unités, l'accumulation doit en comprendre 150.

De même que dans la reproduction simple, la section II doit échanger avec la section I son capital constant égal à 1.500 unités, et la section I doit échanger avec la section II son capital variable égal à 1.000 unités, ainsi que la partie de la plus-value consommée par les capitalistes, égale à 500 unités.

Ainsi, la section I doit échanger :

La partie du produit reproduisant la valeur du capital variable — 1.000
 La partie de la plus-value accumulée, qui s'ajoute au capital variable — 100
 La partie de la plus-value consommée par les capitalistes — 500
 TOTAL..... 1.600

La section II doit échanger :

Le capital constant — 1.500
 La partie de la plus-value accumulée, qui s'ajoute au capital constant — 100
 TOTAL..... 1.600

L'échange entre les deux sections ne peut avoir lieu qu'en cas d'égalité de ces deux grandeurs. Ainsi dans la reproduction capitaliste élargie, la condition de la réalisation est l'égalité suivante : la valeur du capital variable plus la partie de la plus-value destinée à la consommation personnelle des capitalistes, plus la partie de la plus-value accumulée, ajoutée au capital variable, de la section I doivent être égales à la valeur du capital constant plus la partie de la plus-value accumulée, ajoutée au capital constant, de la section II.

Dans la reproduction élargie, le montant du capital variable et de la plus-value de la section I doit croître plus vite que le capital constant de la section II, et le capital constant de la section I doit croître encore plus vite que le capital constant de la section II.

Quel que soit le régime social, le développement des forces productives se traduit par l'augmentation de la part du travail social allant à la production des moyens de production par rapport à la part consacrée à la production des objets de consommation. La priorité de l'accroissement de la production des moyens de production sur la production des objets de consommation est une loi de la reproduction élargie. En régime capitaliste, l'accroissement plus rapide de la production des moyens de production par rapport à la production des objets de consommation s'exprime dans un progrès plus rapide du capital constant par rapport au capital variable, c'est-à-dire dans une élévation de la composition organique du capital.

Etudiant les conditions de la réalisation dans la reproduction capitaliste simple et élargie, afin de simplifier l'analyse, Marx avait laissé de côté l'élévation de la composition organique du capital. Les schémas de la reproduction donnés par Marx dans *Le Capital* supposent une composition organique du capital invariable. Lénine a poussé plus loin le développement de la théorie de la reproduction de Marx et a mis au point le schéma de la reproduction élargie en tenant compte de l'élévation de la composition organique du capital. Ce schéma montre que

ce qui croît avec le plus de rapidité, c'est la production des moyens de production pour les moyens de production; puis la production des moyens de production pour les moyens de consommation; et le plus lentement, la production des moyens de consommation. (V. LÉNINE : *A propos de la question des « marchés »*, p. 14. Éditions en langues étrangères, Moscou.)

Le schéma de Lénine est l'illustration concrète de l'action de la loi de la priorité de l'accroissement de la production des moyens de production au cours de la reproduction capitaliste élargie. Cette action s'exprime dans la rupture anarchique des proportions établies entre les branches de la production, dans l'inégalité de développement des diverses branches, dans le retard considérable de la consommation des masses populaires sur l'augmentation de la production, l'élévation de la composition organique du capital amenant inéluctablement une augmentation du chômage et un abaissement du niveau de vie de la classe ouvrière.

Le problème du marché. Les contradictions de la reproduction capitaliste.

Comme il ressort de ce qui précède, pour réaliser le produit social, il faut qu'il y ait des proportions déterminées entre ses diverses parties et, par suite, entre les branches et les éléments de la production. En régime capitaliste, où la production est assurée par des producteurs privés, qui se laissent guider par la course au profit et travaillent pour un marché qu'ils ne connaissent pas, ces proportions sont forcément sujettes à de perpétuelles perturbations. L'élargissement de la production s'effectue inégalement, ce qui fait que les proportions anciennes entre les branches sont constamment perturbées et que de nouvelles proportions s'établissent spontanément, au moyen du passage des capitaux de certaines branches à d'autres. C'est pourquoi l'équilibre entre les diverses branches constitue un hasard, et les perturbations constantes de l'équilibre la règle générale de la reproduction capitaliste. Analysant les conditions du cours normal de la reproduction capitaliste simple et élargie, Marx dit qu'elles

se convertissent en autant de conditions d'un développement anormal, en possibilités de crises, puisque l'équilibre — étant donnée la forme naturelle de cette production — est lui-même fortuit. (K. MARX : *Le Capital*, livre II, t. II, p. 111.)

Avec l'anarchie de la production capitaliste, la réalisation du produit social ne s'opère qu'au milieu de difficultés et de fluctuations incessantes qui se multiplient à mesure que le capitalisme se développe.

Une importance particulière s'attache dès lors au fait que l'élargissement de la production capitaliste et, par suite, la formation du marché intérieur se font moins au profit des objets de consommation qu'au

profit des moyens de production. Mais la production des moyens de production ne peut se développer de façon absolument indépendante de la production des objets de consommation et sans aucun lien avec elle, car les entreprises qui utilisent ces moyens de production jettent sur le marché des masses sans cesse accrues de marchandises qui servent à la consommation. Ainsi, la consommation productive, la consommation des moyens de production, est constamment liée, en dernière analyse, à la consommation individuelle, dont elle dépend toujours. Mais le volume de la consommation individuelle des larges masses de la population dans la société capitaliste est extrêmement limité en raison de l'action des lois économiques du capitalisme, lois qui déterminent la paupérisation de la classe ouvrière et la ruine de la paysannerie. De ce fait, la formation et l'élargissement du marché intérieur en régime capitaliste, loin de signifier un élargissement de la consommation des masses populaires, sont liés au contraire à l'accroissement de la misère de l'immense majorité des travailleurs.

Le caractère de la reproduction capitaliste est déterminé par la loi économique fondamentale du capitalisme; en vertu de celle-ci, le but de la production est le profit toujours accru et le moyen de parvenir à ce but l'élargissement de la production, qui se heurte inéluctablement aux cadres étroits des rapports capitalistes. C'est en ce sens que Marx parlait de « la production pour la production », de « l'accumulation pour l'accumulation », si caractéristiques du capitalisme. Mais les marchandises sont produites en définitive non pour la production, mais pour la satisfaction des besoins des hommes. Par conséquent, une contradiction profondément antagoniste entre la production et la consommation est inhérente au capitalisme.

Cette contradiction consiste en ce que la richesse nationale grandit en même temps que la misère populaire; en ce que les forces productives de la société se développent sans augmentation correspondante de la consommation du peuple. C'est là une des manifestations de la contradiction fondamentale du capitalisme, — entre le caractère social de la production et la forme capitaliste, privée de l'appropriation. Dénonçant les valets de la bourgeoisie, qui cherchent à escamoter les contradictions profondes de la réalisation capitaliste, Lénine a souligné que

même si la reproduction et la circulation de l'ensemble du capital social sont idéalement uniformes, proportionnelles, la contradiction entre l'augmentation de la production et les limites mêmes de la consommation reste inévitable. Et *en outre*, dans la réalité, le procès de la réalisation ne se déroule pas selon une proportionnalité idéalement uniforme, mais seulement au milieu de « difficultés », d'« oscillations », de « crises », etc. (V. LENINE : « A propos de la théorie de la réalisation ». Voir : K. MARX : *Le Capital*, livre II, t. II, Annexes, p. 193.).

Il convient de distinguer entre le marché intérieur (écoulement des marchandises à l'intérieur d'un pays donné) et le marché extérieur (écoulement des marchandises à l'étranger).

Le marché intérieur apparaît et s'étend en même temps que la production marchande, notamment avec le développement du capitalisme qui approfondit la division sociale du travail et différencie les producteurs directs en capitalistes et en ouvriers. La division sociale du travail multiplie les branches particulières de la production. Le développement de certaines branches d'industrie élargit le marché pour les marchandises fabriquées par d'autres branches d'industrie, avant tout pour les matières premières, les machines et autres moyens de production. Ensuite, la différenciation de classe des petits producteurs, le nombre croissant des ouvriers, l'augmentation des profits capitalistes aboutissent à un accroissement de la vente des objets de consommation. Le degré de développement du marché intérieur est le degré de développement du capitalisme dans un pays.

La socialisation du travail par le capitalisme se manifeste avant tout en ce que le morcellement antérieur des petites unités économiques est détruit et que l'on assiste à la fusion des petits marchés locaux en un immense marché national, puis mondial. Dans l'analyse du processus de reproduction et de circulation du capital social total, on laisse de côté le rôle du marché extérieur, dont les données ne changent pas le fond de la question. La participation du commerce extérieur ne fait que déplacer la question d'un pays sur plusieurs pays, mais le fond du processus de réalisation n'est nullement modifié. Cela ne veut cependant pas dire que le marché extérieur n'a pas une importance essentielle pour les pays capitalistes. Dans leur course au profit, les capitalistes élargissent systématiquement la production et cherchent les marchés les plus avantageux, qui sont souvent les marchés extérieurs. Les contradictions de la réalisation capitaliste s'affirment avec force dans les crises économiques périodiques de surproduction.

RÉSUMÉ

- 1. Les cycles des capitaux individuels dans leur ensemble constituent le mouvement du capital social. Celui-ci représente l'ensemble de tous les capitaux individuels dans leurs rapports réciproques.*
- 2. Le produit total de la société capitaliste se divise quant à sa valeur en capital constant, capital variable et plus-value, et, quant à sa forme matérielle, en moyens de production et objets de consommation. L'ensemble de la production sociale comporte deux sections : la section I, production des moyens de production ; la section II, production des objets de consommation. Le problème de la réalisation consiste à savoir de quelle manière on peut trouver pour chaque partie du produit social, quant à sa valeur et à sa forme matérielle, une autre partie du produit capable de la remplacer sur le marché.*
- 3. Dans la reproduction capitaliste simple la condition de la réalisation est que le capital variable plus la plus-value de la section I doivent être égaux au capital constant de la section II. Dans la reproduction capitaliste élargie, la condition de la réalisation est que la somme du capital variable et de la plus-value de la section I doit être supérieure au capital constant de la section II. Dans tout régime social, quel qu'il soit, l'accroissement prioritaire (plus rapide) de la production des moyens de production par rapport à la production des objets de consommation est la loi de la reproduction élargie.*
- 4. Au cours de son évolution, le capitalisme crée le marché intérieur. L'accroissement de la production et du marché intérieur en régime capitaliste se fait, la plupart du temps, grâce aux moyens de production plutôt que grâce aux objets de consommation. Dans le cours de la reproduction capitaliste apparaissent les disproportions dans la production et la contradiction entre production et consommation, inhérentes au capitalisme, cette dernière contradiction découlant de la contradiction fondamentale du capitalisme entre le caractère social de la production et la forme capitaliste, privée de l'appropriation. C'est dans les crises économiques périodiques de surproduction que les contradictions de la reproduction capitaliste se manifestent avec le plus d'éclat.*

CHAPITRE XVII - LES CRISES ÉCONOMIQUES

Le fondement des crises capitalistes de surproduction.

Dès le début du XIX^e siècle, depuis que la grande industrie mécanique a fait son apparition, le cours de la reproduction capitaliste élargie est coupé périodiquement de crises économiques.

Les crises capitalistes sont des crises de *surproduction*. La crise se traduit tout d'abord par le fait que les marchandises restent invendues, parce qu'il en a été produit plus que n'en peuvent acheter les principaux consommateurs, les masses populaires, dont le pouvoir d'achat sous la domination des rapports de production capitalistes est extrêmement limité. Les « surplus » de marchandises s'amoncellent dans les entrepôts. Les capitalistes réduisent la production et congédient les ouvriers. Des centaines et des milliers d'entreprises ferment. Le chômage s'étend brusquement. Une multitude de petits producteurs de la ville et des campagnes se ruinent. La mévente des marchandises produites désorganise le commerce. Les liens du crédit se rompent. Les capitalistes éprouvent un manque extrême d'argent liquide pour effectuer leurs paiements. Et c'est le krach en Bourse : le cours des actions, des obligations et des autres valeurs s'effondre irrésistiblement. Une vague de faillites déferle sur les entreprises industrielles, les firmes commerciales et bancaires.

La surproduction des marchandises pendant les crises n'est pas absolue, mais relative. C'est dire que le surplus de marchandises n'existe que par rapport à la demande solvable, et non point par rapport aux besoins réels de la société. En période de crise, les masses laborieuses manquent du plus strict nécessaire, leurs besoins sont satisfaits plus mal que jamais. Des millions d'hommes souffrent de la faim, parce qu'on a produit « trop » de blé ; les hommes souffrent du froid parce qu'on a extrait « trop » de charbon. Les travailleurs sont privés de moyens de subsistance précisément Parce qu'ils ont produit tous ces moyens « en trop grande quantité ». Telle est la contradiction criante du mode de production capitaliste, lorsque, selon le socialiste utopiste français Fourier, « la pauvreté naît en civilisation de l'abondance même ». (Fourier : *Textes choisis*, p. 105, « Classiques du peuple », Editions Sociales, Paris, 1953.)

Des perturbations de la vie économique ont eu lieu souvent aussi sous le régime des modes de production précapitalistes. Mais elles étaient dues à des calamités naturelles ou sociales exceptionnelles : inondation, sécheresse, guerre sanglante ou épidémie qui ravageaient parfois des pays entiers, vouant la population à la famine et à la mort. Mais la différence essentielle entre ces perturbations économiques et les crises capitalistes est que la famine et la misère qu'elles entraînaient étaient la conséquence d'une production peu développée, d'une extrême pénurie de produits. Or, en régime capitaliste, les crises sont engendrées par l'accroissement de la production alors que le niveau de vie des masses populaires est misérable, par un « excédent » relatif des marchandises produites.

Comme nous l'avons montré au chapitre IV, la production marchande simple et la circulation renferment déjà en elles des *possibilités* de crise. Mais les crises ne deviennent *inévitables* qu'en régime capitaliste, lorsque la production prend un *caractère social*, et que le produit du travail socialisé de milliers et de millions d'ouvriers fait l'objet de *l'appropriation privée des capitalistes*. La contradiction entre le caractère social de la production et la forme capitaliste, privée de l'appropriation des résultats de la production, contradiction fondamentale du capitalisme, constitue le *fondement* des crises économiques de surproduction. Ainsi, l'inévitabilité des crises a ses racines dans le système même de l'économie capitaliste.

La contradiction fondamentale du capitalisme se manifeste sous forme d'une opposition entre l'organisation de la production dans les entreprises isolées et l'anarchie de la production dans l'ensemble de la société.

Dans chaque fabrique prise à part le travail des ouvriers est organisé et subordonné à la volonté unique de l'entrepreneur. Mais dans la société prise dans son ensemble, par suite de la domination de la propriété privée des moyens de production, c'est l'anarchie qui règne dans la production; elle exclut le développement harmonieux de l'économie. Aussi les conditions complexes qui sont nécessaires à la réalisation du produit social dans la reproduction capitaliste élargie sont-elles inévitablement détruites. Ces perturbations peu à peu s'accumulent jusqu'à la crise, qui se produit quand le processus de réalisation est entièrement désorganisé.

Dans leur course au profit le plus élevé, les capitalistes élargissent la production, perfectionnent les techniques, introduisent de nouvelles machines et jettent des masses énormes de marchandises sur le marché. C'est dans le même sens qu'agit la tendance constante du taux de profit à la baisse, tendance conditionnée par l'élévation de la composition organique du capital. Les entrepreneurs s'efforcent de compenser la chute du taux de profit en augmentant la masse des profits par l'extension du volume de la production, l'augmentation de la quantité des marchandises fabriquées. Ainsi est inhérente au capitalisme la tendance à l'élargissement de la production, à l'accroissement énorme des possibilités de production. Mais la paupérisation de la classe ouvrière et de la paysannerie a pour effet une réduction relative de la demande solvable des travailleurs. De ce fait, l'élargissement de la production capitaliste se heurte inévitablement au cadre étroit de la consommation des masses essentielles de la population. De la loi économique fondamentale du capitalisme il résulte que le but de la production capitaliste, le profit toujours plus grand, entre en contradiction avec le moyen d'atteindre ce but, l'élargissement de la production. La crise est la phase du cours de la reproduction capitaliste élargie dans laquelle cette contradiction apparaît sous la forme aiguë de la surproduction de marchandises qui ne trouvent pas d'écoulement.

La base de la crise réside dans la contradiction entre le caractère social de la production et la forme capitaliste d'appropriation des résultats de la production. L'expression de cette contradiction fondamentale du capitalisme, c'est la contradiction existant entre *l'accroissement* colossal des possibilités productives du capitalisme visant à l'obtention d'un *maximum* de profit capitaliste, et la *réduction* relative de la demande solvable des millions de travailleurs, dont les capitalistes s'efforcent toujours de maintenir le niveau de vie dans les limites d'un *minimum* extrême. (*J. Staline : Rapport politique du Comité central au XVI^e Congrès du Parti communiste (b) de l'URSS, p. 12.* Editions en langues étrangères, Moscou, 1955.)

La contradiction fondamentale du capitalisme se manifeste dans l'antagonisme de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie. Ce qui est caractéristique du capitalisme, c'est la rupture entre les deux conditions les plus importantes de la production : entre les moyens de production concentrés entre les mains des capitalistes, et les producteurs directs qui sont privés de tout, sauf de leur force de travail. Cette rupture s'affirme nettement dans les crises de surproduction, où l'on est en plein cercle vicieux : d'un côté, excédent des moyens de production et des produits, de l'autre excédent de la force de travail, des masses de chômeurs privés de moyens de subsistance.

Les crises accompagnent inéluctablement le mode de production capitaliste. Pour supprimer les crises, il faut supprimer le capitalisme.

Le caractère cyclique de la reproduction capitaliste.

Les crises capitalistes de surproduction se renouvellent à des intervalles déterminés, tous les huit à douze ans. L'inévitabilité des crises est déterminée par les lois économiques générales du mode capitaliste de production qui agissent dans tous les pays qui suivent la voie capitaliste de développement. Cependant le cours de chaque crise, les formes de ses manifestations et ses particularités dépendent aussi des conditions concrètes du développement de chaque pays.

Des crises partielles de surproduction, qui frappaient telles ou telles branches de l'industrie, se sont produites en Angleterre dès la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e. La première crise industrielle, qui ait frappé toute l'économie d'un pays, a éclaté en Angleterre en 1825. En 1836, une crise commence en Angleterre et gagne ensuite les Etats-Unis. La crise de 1847-1848, en Angleterre, dans plusieurs pays du continent européen et aux Etats-Unis, a été au fond la première crise mondiale. La crise de 1857 frappe les principaux pays d'Europe et d'Amérique. Viennent ensuite les crises de 1866, 1873, 1882 et 1890. La plus aiguë de ces crises a été celle de 1873 qui a marqué le début du passage du capitalisme prémonopoliste au capitalisme monopoliste. Au XX^e siècle, des crises eurent lieu en 1900-1903 (cette crise a commencé en Russie, où son effet a été beaucoup plus violent que dans n'importe quel autre pays), en 1907, 1920-1921, 1929-1933, 1937-1938, 1948-1949 (aux Etats-Unis).

La période comprise entre le début d'une crise et celui d'une autre s'appelle *cycle*. Le cycle comporte quatre phases : la crise, la dépression, la reprise d'activité et l'essor. La phase principale du cycle est la crise qui constitue le point de départ d'un nouveau cycle.

La *crise* est la phase d'un cycle dans laquelle la contradiction entre l'accroissement des possibilités de production et la réduction relative de la demande solvable se manifeste sous une forme violente et destructrice. Cette phase est caractérisée par la surproduction des marchandises qui ne trouvent pas de débouché, par un brusque effondrement des prix, la pénurie des moyens de paiement et un krach boursier générateur de banqueroutes nombreuses, par une réduction brutale de la production, l'augmentation du chômage, la baisse des salaires. La dépréciation des marchandises, le chômage, la destruction directe des machines, de l'outillage et d'entreprises entières, tout cela marque une destruction énorme des forces productives de la société. C'est en ruinant et faisant périr une multitude d'entreprises, c'est en détruisant une partie des forces productives crue la crise adapte brutalement, et cela pour un très bref délai, la production à la demande solvable.

Les crises ne sont jamais que des solutions momentanées, violentes des contradictions existantes, des éruptions violentes qui rétablissent pour un moment l'équilibre troublé. (K. MARX : *Le Capital*, livre III, chap. xv.)

La *dépression* est la phase qui suit immédiatement la crise. Elle se caractérise par le fait que la production industrielle est à l'état de stagnation, les prix des marchandises sont bas, le commerce est languissant, il y a pléthore de capitaux disponibles. En période de dépression se créent les conditions d'une reprise d'activité et d'un essor ultérieurs. Les réserves accumulées de marchandises sont partiellement détruites, partiellement vendues à vil prix. Les capitalistes s'efforcent de trouver une issue à l'état de stagnation de la production en réduisant les frais de production. Ils cherchent à atteindre ce but, premièrement, en augmentant systématiquement l'exploitation des ouvriers, en réduisant les salaires et en intensifiant le travail; deuxièmement, en rééquipant les entreprises, en renouvelant le capital fixe, en introduisant des perfectionnements techniques qui ont pour but de rendre la production bénéficiaire avec les bas prix qui se sont établis à la suite de la crise. Le renouvellement du capital fixe donne une impulsion à l'accroissement de la production dans une série de branches d'industrie. Les entreprises qui fabriquent l'outillage reçoivent des commandes et font appel, à leur tour, à toutes sortes de matières premières et de matériaux. C'est là l'issue de la crise et de la dépression et le passage à la reprise d'activité.

La *reprise d'activité* est la phase du cycle pendant laquelle les entreprises se remettent des perturbations subies et procèdent à l'élargissement de la production. Peu à peu le niveau de la production atteint les proportions précédentes, les prix augmentent, les bénéfices de même. La reprise d'activité aboutit à l'essor.

L'essor est la phase du cycle pendant laquelle la production dépasse le point supérieur atteint dans le cycle précédent, à la veille de la crise. Pendant la période d'essor on construit de nouvelles entreprises industrielles, des voies ferrées, etc. Les prix augmentent, les commerçants s'efforcent d'acheter le plus de marchandises possible, escomptant une hausse ultérieure des prix et poussant par là les industriels à élargir encore davantage la production. Les banques consentent volontiers des prêts aux industriels et aux commerçants. Tout cela permet d'élargir le volume de la production et du commerce bien au-delà de la demande solvable. C'est ainsi que se créent les conditions d'une nouvelle crise de surproduction.

A la veille de la crise, la production atteint son niveau le plus haut, mais les possibilités d'écoulement paraissent encore plus grandes. La surproduction existe déjà, mais sous forme latente. La spéculation fait monter les prix en flèche et gonfle démesurément la demande des marchandises. Les excédents de marchandises s'accumulent. Le crédit cache encore davantage la surproduction : les banques continuent à accorder des crédits à l'industrie et au commerce, soutenant ainsi artificiellement l'extension de la production. Quand la surproduction atteint son point culminant, la crise éclate. Ensuite le cycle entier se renouvelle.

Chaque crise donne une impulsion à un renouvellement massif du capital fixe. Soucieux de rétablir la rentabilité de leurs entreprises dans le cadre d'une réduction brutale des prix, les capitalistes, tout en accentuant l'exploitation des ouvriers, introduisent de nouvelles machines, de nouvelles méthodes de production. Grâce au renforcement de l'exploitation de la classe ouvrière, à la ruine des petits producteurs, à l'absorption de nombreuses entreprises concurrentes, les gros capitalistes effectuent de nouveaux investissements de capitaux. Ainsi l'issue de la crise est assurée par les forces internes du mode capitaliste de production. Mais avec la reprise d'activité et l'essor

s'accumulent de nouveau inévitablement les violations des conditions de la reproduction, les disproportions, les contradictions entre l'accroissement de la production et les cadres étroits de la demande solvable. En conséquence, après un délai plus ou moins long, inévitablement, commence une nouvelle crise de surproduction.

Sans doute les périodes d'investissement du capital sont fort différentes, mais la crise sert toujours de point de départ à un puissant investissement; elle fournit donc plus ou moins — au point de vue de la société prise dans son ensemble — une nouvelle base matérielle pour le prochain cycle de rotation. (K. MARX : *Le Capital*, livre II, t. I, p. 171.)

Dans les branches-clés de l'industrie, la durée des principaux moyens de production, compte tenu de l'usure non seulement physique mais aussi morale, est en moyenne de dix ans environ. La nécessité du renouvellement périodique massif du capital fixe détermine la *base matérielle de la périodicité des crises*, qui se répètent avec régularité tout au long de l'histoire du capitalisme. Chaque crise prépare le terrain pour des crises nouvelles, encore plus profondes, ce qui fait qu'avec le développement du capitalisme leur force destructrice et leur acuité augmentent.

Les crises agraires.

Les crises capitalistes de surproduction, qui provoquent le chômage, la baisse des salaires, la réduction de la demande solvable en produits agricoles, engendrent inévitablement une surproduction partielle ou générale dans l'agriculture. Les crises de surproduction agricole s'appellent *crises agraires*.

L'inévitabilité des crises agraires est la conséquence de cette même contradiction fondamentale du capitalisme qui constitue la base des crises industrielles. Cependant, ces crises comportent certains traits particuliers : elles sont généralement de plus longue durée que les crises industrielles.

La crise agraire du dernier quart du XIX^e siècle, dans les pays d'Europe occidentale, en Russie, puis aux Etats-Unis, avait commencé vers 1875 et s'est poursuivie sous une forme ou une autre jusque vers 1895. Elle était due au fait que, le développement des transports maritimes et du réseau des voies ferrées aidant, du blé meilleur marché avait commencé à affluer en grandes quantités sur les marchés européens en provenance des Etats-Unis, de la Russie et de l'Inde. En Amérique, la production du blé était meilleur marché, par suite de la mise en culture de nouvelles terres fertiles et de la présence de terres vacantes sur lesquelles on ne prélevait pas la rente absolue. La Russie et l'Inde pouvaient exporter en Europe occidentale du blé à bas prix, les paysans russes et indiens, écrasés de lourds impôts, étant obligés de vendre leur blé à vil prix. Les fermiers capitalistes et les paysans d'Europe ne pouvaient, la rente étant élevée à l'excès par les gros propriétaires terriens, résister à cette concurrence. Après la première guerre mondiale, avec la réduction extrême du pouvoir d'achat de la population, une crise agraire aiguë éclatait au printemps de 1920, qui frappait surtout les pays non-européens (Etats-Unis, Canada, Argentine, Australie). L'agriculture ne s'était pas encore rétablie de cette crise que des signes évidents d'une nouvelle crise agraire se manifestèrent à la fin de 1928 au Canada, aux Etats-Unis, au Brésil et en Australie. Elle gagna les principaux pays du monde capitaliste, exportateurs de matières premières et de produits alimentaires. La crise s'étendit à toutes les branches de l'agriculture s'enchevêtra avec la crise industrielle de 1929-1933 et dura jusqu'au début de la deuxième guerre mondiale. Depuis la deuxième guerre mondiale une crise agraire se prépare de nouveau dans les pays exportateurs de produits agricoles (Etats-Unis, Canada, Argentine) ainsi que dans certaines branches de l'agriculture des pays de l'Europe occidentale.

La longue durée des crises agraires s'explique par les causes principales suivantes :

Premièrement, les propriétaires fonciers en raison du monopole de la propriété privée de la terre obligent les fermiers, pendant les crises agraires également, à payer le même fermage» fixé par contrat, que précédemment. Avec la baisse des prix des denrées agricoles, la rente foncière est payée aux dépens des salaires des ouvriers agricoles, et aussi des profits et parfois même du capital avancé par les fermiers. Dans ces conditions, sortir de la crise par l'introduction d'un matériel modernisé et la réduction des frais de production devient très difficile.

Deuxièmement, l'agriculture en régime capitaliste est une branche retardataire par rapport à l'industrie. La propriété privée de la terre, les survivances des rapports féodaux, la nécessité de payer aux propriétaires terriens une rente absolue et différentielle, tout cela fait obstacle au libre afflux des capitaux dans l'agriculture, retarde le développement des forces productives. La composition organique du capital dans l'agriculture est inférieure à celle de l'industrie; le capital fixe, dont le renouvellement massif constitue la base matérielle de la périodicité des crises industrielles, joue dans l'agriculture un rôle beaucoup moins important que dans l'industrie.

Troisièmement, les petits producteurs, les paysans, pendant les crises, s'appliquent à conserver le volume antérieur de la production, pour se maintenir à tout prix sur les lopins de terre qui leur appartiennent ou qu'ils louent, par un labeur excessif, par la sous-alimentation, par une exploitation forcenée du sol et du bétail. Cela a pour effet d'augmenter encore la surproduction des produits agricoles.

Ainsi, la longue durée des crises agraires a pour base générale le monopole de la propriété privée de la terre, les survivances féodales qui s'y rattachent, ainsi que le retard de l'agriculture des pays capitalistes.

Le poids principal des crises agraires retombe sur les larges masses de la paysannerie. La crise agraire ruine la masse des petits producteurs ; en rompant les rapports de propriété établis, elle accélère la différenciation de la paysannerie, le développement des rapports capitalistes dans l'agriculture. En même temps, les crises agraires exercent une influence destructrice sur l'agriculture des pays capitalistes en provoquant la réduction des surfaces cultivées, la baisse du niveau de la technique agricole, du rendement des cultures agricoles et de l'élevage.

Les crises et l'aggravation des contradictions du capitalisme.

Les crises économiques, explosions brutales de toutes les contradictions du mode de production capitaliste, aboutissent infailliblement à une nouvelle aggravation de ces contradictions.

Les crises capitalistes de surproduction revêtent, la plupart du temps, un *caractère général*. Débutant dans une branche quelconque de la production, elles s'étendent rapidement à l'ensemble de l'économie nationale. Elles naissent dans un ou plusieurs pays, et gagnent de proche en proche l'ensemble du monde capitaliste.

Toute crise amène une réduction brutale de la production, la chute des prix de gros des marchandises, ainsi que des cours des actions en Bourse, la diminution du volume du commerce intérieur et extérieur. Le volume de la production redescend au niveau où il se trouvait plusieurs années auparavant. Au XIX^e siècle, pendant les crises, le niveau de la vie économique des pays capitalistes était ramené en arrière de trois à cinq ans, et au XX^e siècle, de dizaines d'années.

L'extraction du charbon aux Etats-Unis est tombée pendant la crise de 1873, de 9,1% ; en 1882, de 7,5% ; en 1893, de 6,4% ; en 1907, de 13,4% ; en 1920-1921, de 27,5% ; en 1929-1933, de 40,9%. La production de fonte est tombée, pendant la crise de 1873, de 27% ; en 1882, de 12,5 % ; en 1893, de 27,3% ; en 1907, de 38,2% ; en 1920-1921, de 54,8% et en 1929-1933, de 79,4 %.

En Allemagne, le volume général de la production industrielle est tombé pendant la crise de 1873, de 6,1% ; en 1890, de 3,4% ; en 1907, de 6,5 % et en 1929-1933, de 40,6 %.

En Russie, pendant la crise de 1902-1903 la production de fonte a diminué de 17%, celle du pétrole de 10%, celle des rails de 30%, celle du sucre de 19 %.

Les Etats-Unis, à la suite de la crise de 1857, se sont trouvés ramenés en arrière, pour l'extraction du charbon, de 2 ans ; pour la production de la fonte, de 4 ans ; pour les exportations, de 2 ans et pour les importations, de 3 ans. A la suite de la crise de 1929, les Etats-Unis se sont trouvés ramenés en arrière, pour l'extraction du charbon, de 28 ans ; pour la production de la fonte, de 36 ans ; pour la production d'acier, de 31 ans ; pour les exportations, de 35 ans ; pour les importations, de 31 ans.

L'Angleterre, à la suite de la crise de 1929, s'est trouvée ramenée en arrière, pour la production du charbon, de 35 ans ; pour la production de la fonte, de 76 ans ; pour la production d'acier, de 23 ans ; pour le commerce extérieur, de 36 ans.

Les crises économiques font la démonstration éclatante de la *rapacité* du capitalisme. A chaque crise, qui voue des millions d'hommes à la misère et à la famine, des quantités énormes de marchandises qui ne trouvent pas de débouchés sont détruites : blé, pommes de terre, lait, bétail, coton. Des usines entières, des chantiers navals, des hauts fourneaux sont mis en sommeil ou jetés à la ferraille; on détruit des emblavures de céréales et de cultures industrielles, on abat des plantations d'arbres fruitiers.

Au cours des trois années de crise 1929-1933, on a démoli aux Etats-Unis 92 hauts fourneaux; en Angleterre, 72 ; en Allemagne, 28 ; en France, 10. Le tonnage des navires détruits au cours de ces années s'élève à 6.500.000 tonnes.

L'action destructrice des crises agraires ressort des données suivantes. Aux Etats-Unis, de 1926 à 1937, plus de 2 millions de fermes ont été vendues pour dettes. Le revenu de l'agriculture est tombé de 6,8 milliards de dollars en 1929, à 2,4 milliards en 1932. Dans le même temps, la vente des machines agricoles et de l'outillage est passée de 458 millions de dollars à 65 millions par an, soit sept fois moins. L'emploi des engrais chimiques a diminué de près de moitié. Le gouvernement des Etats-Unis a pris toutes mesures pour réduire la production agricole. En 1933, on a détruit, par un nouveau labour, 10,4 millions d'acres de plantations de coton, on a acheté et détruit 6,4 millions de porcs, on brûlait le blé dans les foyers des locomotives. Au Brésil, on a détruit près de 22 millions de sacs de café; au Danemark, 117.000 têtes de bétail.

Les crises entraînent des maux sans nombre pour la classe ouvrière, les masses essentielles de la paysannerie, pour tous les travailleurs. Elles provoquent un *chômage massif* qui voue à une inaction forcée, à la misère et à la famine, des centaines de milliers et des millions d'hommes. Les capitalistes utilisent le chômage pour intensifier l'exploitation de la classe ouvrière, pour abaisser sensiblement le niveau de vie des travailleurs.

Le nombre d'ouvriers occupés dans l'industrie de transformation aux Etats-Unis, pendant la crise de 1907, a diminué de 11,8%. Pendant la crise de 1929-1933, le nombre d'ouvriers de l'industrie de transformation américaine a diminué de 38,8% ; le montant des salaires payés a baissé de 57,7 %. D'après les chiffres des statisticiens américains, de 1929 à 1938, par suite du chômage, on a perdu 43 millions d'années-travail.

Les crises augmentent dans une notable mesure les privations des travailleurs, leur peur du lendemain. Ne trouvant pas à s'employer durant des années, les prolétaires finissent par perdre leur qualification; à l'issue de la crise, beaucoup d'entre eux ne peuvent plus retourner à leur travail. Les conditions de logement des travailleurs s'aggravent à l'extrême, le nombre des sans-foyer en quête d'un gagne-pain se multiplie. Dans les années de crise, les suicides dus au désespoir sont en progression rapide ; la mendicité et la criminalité augmentent.

Les crises amènent l'aggravation des *contradictions de classes* entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre les masses essentielles de la paysannerie et les propriétaires fonciers, les usuriers et les paysans riches qui les exploitent. Durant la crise, la classe ouvrière perd beaucoup des avantages qu'elle a conquis dans une longue et âpre lutte contre les exploiters et l'Etat bourgeois. Cela montre aux ouvriers que le seul moyen de remédier à la misère et à la faim est de supprimer l'esclavage salarié capitaliste. Les plus larges masses du prolétariat, que les crises vouent aux pires privations, acquièrent une conscience de classe et un esprit révolutionnaire. L'incapacité de la bourgeoisie à diriger les forces productives de la société sape parmi les couches petites-bourgeoises de la population la foi en l'immutabilité du régime capitaliste. Tout cela amène une aggravation de la *lutte de classes* dans la société capitaliste. L'Etat bourgeois, pendant les crises, vient en aide aux capitalistes par des subventions en argent, dont le poids en dernière analyse retombe sur le dos des masses laborieuses. Utilisant son appareil de violence et de coercition, l'Etat aide les capitalistes à conduire l'offensive contre le niveau de vie de la classe ouvrière et de la paysannerie. Tout cela augmente la paupérisation des masses laborieuses. D'autre part, les crises montrent l'incapacité totale de l'Etat bourgeois à maîtriser si peu que ce soit les lois spontanées du capitalisme dans les pays capitalistes, ce n'est pas l'Etat qui dirige l'économie, au contraire, c'est l'Etat lui-même qui est dominé par l'économie capitaliste, soumis au grand capital.

Les crises sont l'indice le plus frappant du fait que les forces productives créées par le capitalisme dépassent le cadre des rapports de production bourgeois; aussi ces derniers sont-ils devenus une entrave au progrès des forces productives.

La crise montre que la société contemporaine pourrait produire infiniment plus en vue d'améliorer la vie du peuple travailleur, si une poignée de propriétaires privés, qui tirent des millions de la misère du peuple, ne s'était pas emparée de la terre, des fabriques, des machines, etc. (V. LENINE : « Les leçons de la crise », *Œuvres*, t. V, p. 76 (éd. russe).)

Chaque crise rapproche l'effondrement du mode de production capitaliste. Comme c'est dans les crises que se manifestent de façon particulièrement nette et aiguë les contradictions insolubles du capitalisme, qui témoignent de l'inéluctabilité de sa fin, les économistes bourgeois cherchent par tous les moyens à cacher la vraie nature et les causes des crises. Voulant escamoter l'inéluctabilité des crises en régime capitaliste, ils déclarent d'ordinaire que les crises sont dues à des causes fortuites, que l'on peut soi-disant écarter, tout en maintenant le système capitaliste d'économie.

Dans ce but, les économistes de la bourgeoisie proclament qu'en fin de compte la cause des crises réside soit dans la rupture de l'équilibre entre les branches de la production, soit dans le retard de la consommation sur la production, et ils proposent pour guérir le capitalisme des crises de recourir à certains procédés de « consommation » comme la course aux armements et les guerres. En réalité l'absence d'équilibre dans la production, de même que la contradiction entre la production et la consommation ne sont pas des défauts fortuits du mode capitaliste de production, mais les formes inévitables de la manifestation de la contradiction fondamentale du capitalisme, qui ne saurait être supprimée tant qu'existe le capitalisme. Certains économistes bourgeois vont même jusqu'à prétendre que les crises sont le résultat du déplacement des taches solaires, qui exerceraient une influence sur les récoltes, et, par conséquent, sur l'ensemble de la vie économique.

Dans les intervalles entre les crises, les défenseurs de la bourgeoisie proclament d'ordinaire à grand renfort de diffusion la fin des crises et l'entrée du capitalisme dans la voie d'un développement sans crises ; la crise suivante révèle l'erreur de telles affirmations. Invariablement la vie met en lumière l'inconsistance totale des remèdes de toute sorte proposés pour guérir le capitalisme des crises.

La tendance historique du développement du capitalisme. Le prolétariat, fossoyeur du capitalisme.

Le capitalisme étant devenu le régime dominant, la concentration de la propriété entre les mains d'un petit nombre a progressé à pas de géant. Le développement du capitalisme amène la ruine des petits producteurs qui vont grossir les rangs de l'armée des ouvriers salariés. La concurrence s'aggrave entre capitalistes, ce qui a pour résultat qu'un capitaliste l'emporte sur beaucoup d'autres. La concentration du capital rassemble d'immenses richesses entre les mains d'un cercle de plus en plus étroit de personnes.

Tout en développant les forces productives et en socialisant la production, le capitalisme crée les conditions matérielles du socialisme ; en même temps, il engendre son fossoyeur en la personne de la classe ouvrière qui assume le rôle de dirigeant et de guide de toutes les masses laborieuses et exploitées. Le progrès de l'industrie s'accompagne d'un accroissement des effectifs du prolétariat, du développement de sa cohésion, de sa conscience et de son organisation. Le prolétariat se dresse avec toujours plus de résolution pour la lutte contre le capital. Le développement de la société capitaliste s'accompagne d'une aggravation des contradictions antagonistes qui lui sont propres et d'un renforcement de la lutte de classe, préparant ainsi les conditions nécessaires pour la victoire du prolétariat sur la bourgeoisie.

L'expression théorique des intérêts vitaux de la classe ouvrière est le *marxisme*, le *socialisme scientifique*, qui présente une conception du monde cohérente et harmonieuse. Le socialisme scientifique apprend au prolétariat à s'unir pour la lutte de classe contre la bourgeoisie. Les intérêts de classe du Prolétariat coïncident avec ceux du développement progressif de la société humaine ; ils se fondent avec les intérêts de l'immense majorité de la société, car la révolution du prolétariat signifie la destruction non point de telle ou telle formes d'exploitation, mais la destruction de toute exploitation en général.

Si à l'aube du capitalisme, un petit nombre d'usurpateurs, en la personne des capitalistes et des propriétaires fonciers, a exproprié les masses populaires, le développement du capitalisme rend inévitable l'expropriation du petit nombre des usurpateurs par les masses populaires. Cette tâche est accomplie par la révolution socialiste, qui socialise les moyens de production et supprime le capitalisme avec ses crises, son chômage et la misère des masses.

Le monopole du capital devient une entrave pour le mode de production qui a grandi et prospéré avec lui et sous ses auspices. La socialisation du travail et la centralisation des moyens de production arrivent à un point où elles ne peuvent plus tenir dans l'enveloppe capitaliste. Cette enveloppe se brise en éclats. L'heure de la propriété capitaliste a sonné. Les expropriateurs sont à leur tour expropriés. (K. MARX : *Le Capital*, livre I, t. III, p. 205.)

Telle est la *tendance historique* du développement du mode de production capitaliste.

RÉSUMÉ

1. *Les crises économiques sont des crises de surproduction. Le fondement des crises est la contradiction entre le caractère social de la production et la forme capitaliste, privée de l'appropriation des produits du travail. Les formes par lesquelles s'exprime cette contradiction sont, premièrement, l'opposition entre l'organisation de la production à l'intérieur des différentes entreprises capitalistes et l'anarchie de la production dans l'ensemble de la société; en second lieu, la contradiction entre le large développement des possibilités de production du capitalisme et la réduction relative de la demande, solvable des masses laborieuses. La contradiction fondamentale du capitalisme se manifeste dans l'antagonisme de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie.*

2. *La période comprise entre le début d'une crise et celui d'une autre s'appelle cycle. Celui-ci comporte les phases suivantes : la crise, la dépression, la reprise d'activité, l'essor. La base matérielle de la périodicité des crises capitalistes est la nécessité du renouvellement périodique du capital fixe. Avec les crises industrielles s'enchevêtrent les crises agraires qui se distinguent par leur longue durée, résultat du monopole de la propriété privée de la terre, des survivances féodales et du retard de l'agriculture en régime capitaliste.*

3. *Les crises capitalistes signifient une destruction gigantesque des forces productives. Elles causent des maux infinis aux masses laborieuses. Dans les crises se manifeste de façon saisissante le caractère historiquement limité du régime bourgeois, l'incapacité du capitalisme de continuer à diriger les forces productives qui ont grandi dans son sein. Pour supprimer les crises, il faut supprimer le capitalisme.*

4. *La tendance historique du développement du capitalisme est que, d'une part, il fait progresser les forces productives et socialise la production, créant ainsi les conditions matérielles du socialisme ; que d'autre part, il engendre son fossoyeur en la personne du prolétariat qui organise et dirige la lutte révolutionnaire de tous les travailleurs pour la libération du joug du capital.*

B — Le capitalisme monopoliste ou impérialisme

CHAPITRE XVIII - L'IMPÉRIALISME, STADE SUPRÊME DU CAPITALISME. LA LOI ÉCONOMIQUE FONDAMENTALE DU CAPITALISME MONOPOLISTE

Le passage à l'impérialisme.

Le capitalisme prémonopoliste avec la domination de la libre concurrence a atteint le point culminant de son développement vers les années 1860-1870. Au cours du dernier tiers du XIX^e siècle s'est opéré le passage du capitalisme prémonopoliste au capitalisme monopoliste. A la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, le capitalisme monopoliste s'est définitivement constitué.

Le *capitalisme monopoliste* ou *impérialisme* est le stade suprême et ultime du capitalisme, dont le trait distinctif essentiel est que la libre concurrence fait place à la domination des monopoles.

Le passage du capitalisme prémonopoliste au capitalisme monopoliste — à l'impérialisme — a été préparé par tout le processus de développement des forces productives et des rapports de production de la société bourgeoise.

Le dernier tiers du XIX^e siècle a été marqué par de grandes transformations techniques, le progrès de l'industrie et sa concentration. Dans la métallurgie se sont répandues largement de nouvelles méthodes de production de l'acier (procédés Bessemer, Thomas, Martin). La diffusion rapide des nouveaux types de moteurs — moteurs à combustion interne, turbines à vapeur, moteurs électriques — a accéléré le développement de l'industrie et des transports. Les acquisitions de la science et de la technique ont permis de produire l'énergie électrique en grande quantité dans des centrales thermiques, puis dans des centrales hydroélectriques de grande puissance. L'utilisation de l'énergie électrique a amené la création d'une série de nouvelles branches de l'industrie chimique et de la métallurgie. L'emploi des procédés chimiques s'est étendu dans de nombreuses branches et processus de production. Le perfectionnement des moteurs à combustion interne a contribué à l'apparition et à l'extension des transports automobiles, et ensuite de l'aviation.

Vers le milieu du XIX^e siècle, l'industrie légère tient encore une place prédominante dans l'industrie des pays capitalistes. De nombreuses entreprises d'importance relativement faible appartenaient à des propriétaires individuels, la part des sociétés par actions était relativement peu importante. La crise économique de 1873 a frappé à mort beaucoup de ces entreprises et donne une impulsion vigoureuse à la concentration et à la centralisation du capital. Le rôle primordial dans l'industrie des principaux pays capitalistes passa alors à l'industrie lourde, avant tout à la métallurgie et aux constructions mécaniques, de même qu'à l'industrie minière extractive, dont le développement nécessitait d'immenses capitaux. La grande extension des sociétés par actions a augmenté encore la centralisation du capital.

Le volume de la production industrielle mondiale a triplé de 1870 à 1900. La production mondiale de l'acier est passée de 0,5 million de tonnes en 1870 à 28 millions de tonnes en 1900, et la production mondiale de fonte de 12,2 millions de tonnes à 40,7 millions. Le développement de la production d'énergie, de la métallurgie et de la chimie a déterminé l'augmentation de l'extraction mondiale de charbon (de 218 millions de tonnes en 1870 à 769 millions de tonnes en 1900) et du pétrole (de 0,8 million de tonnes à 20 millions de tonnes). Le progrès de la production industrielle était étroitement lié au développement des transports ferroviaires. En 1835, dix ans après la construction de la première voie ferrée, il y avait dans le monde entier 2.400 kilomètres de voies ferrées; en 1870, on en comptait plus de 200.000 et en 1900, 790.000. De grands navires propulsés par des machines à vapeur et des moteurs à combustion interne furent mis en service sur les voies maritimes.

Au cours du XIX^e siècle, le mode de production capitaliste s'est rapidement étendu à tout le globe. Vers 1870, le plus vieux pays bourgeois — l'Angleterre — produisait encore plus de tissus, de fonte et de charbon que les Etats-Unis d'Amérique, l'Allemagne, la France, l'Italie, la Russie et le Japon réunis. C'est l'Angleterre qui se classait première dans la production industrielle mondiale et détenait un monopole absolu sur le marché mondial. A la fin du XIX^e siècle, la situation change radicalement. Les pays capitalistes neufs ont leur grande industrie. Cela a fait perdre à l'Angleterre la primauté

industrielle et sa situation de monopole sur le marché mondial. Pour le volume de la production industrielle, les Etats-Unis tiennent le premier rang dans le monde, et l'Allemagne en Europe. La Russie a avancé rapidement sur la voie du développement industriel malgré les obstacles dressés par les nombreuses survivances du servage dans le régime économique et social du pays et par le régime tsariste totalement pourri.

Au fur et à mesure que l'on passe à l'impérialisme, les contradictions entre les forces productives et les rapports de production du capitalisme prennent des formes de plus en plus aiguës. La subordination de la production à la course des capitalistes au profit maximum dresse de nombreuses barrières sur le chemin du développement des forces productives. Les crises économiques de surproduction deviennent plus fréquentes, leur force destructrice augmente, l'armée des chômeurs grandit. Avec l'accroissement de la misère et du dénuement des masses travailleuses des villes et des campagnes, la richesse, accumulée entre les mains d'une poignée d'exploiteurs, augmente comme jamais auparavant. L'aggravation des contradictions de classes inconciliables entre la bourgeoisie et le prolétariat aboutit au renforcement de la lutte économique et politique de la classe ouvrière.

Lors du passage à l'impérialisme, les plus grandes puissances capitalistes se sont emparées, par la violence et la duperie, de vastes possessions coloniales. Les cercles dirigeants des pays capitalistes développés ont transformé la majorité de la population du globe en esclaves coloniaux, qui haïssent leurs oppresseurs et se dressent pour lutter contre eux. Les conquêtes coloniales ont élargi considérablement le champ de l'exploitation capitaliste ; en même temps le degré d'exploitation des masses laborieuses ne cesse d'augmenter. L'aggravation extrême des contradictions du capitalisme trouve son expression dans les guerres impérialistes dévastatrices, qui emportent des multitudes de vies humaines et détruisent d'immenses richesses matérielles.

Le mérite historique de l'analyse marxiste de l'impérialisme, comme stade suprême et ultime du développement du capitalisme et comme prélude à la révolution socialiste du prolétariat, appartient à Lénine. Dans son ouvrage classique *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* et dans plusieurs autres écrits datant surtout des années de la première guerre mondiale, Lénine a fait le point du développement du capitalisme mondial au cours du demi-siècle écoulé depuis la parution du *Capital* de Marx. S'appuyant sur les lois découvertes par Marx et Engels sur la naissance, le développement et la décadence du capitalisme, Lénine a fait une analyse scientifique exhaustive de la nature économique et politique de l'impérialisme, de ses lois et de ses contradictions insolubles.

Suivant la définition classique de Lénine les caractères économiques fondamentaux de l'impérialisme sont :

- 1° Concentration de la production et du capital parvenue à un degré de développement si élevé, qu'elle a créé les monopoles dont le rôle est décisif dans la vie économique;
- 2° Fusion du capital bancaire et du capital industriel et création, sur la base de ce «capital financier», d'une oligarchie financière;
- 3° L'exportation des capitaux, devenue particulièrement importante, prend l'avantage sur l'exportation des marchandises;
- 4° Formation d'unions internationales capitalistes monopoleuses se partageant le monde et
- 5° Achèvement du partage territorial du globe par les plus grandes puissances capitalistes. (V. LÉNINE : *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, p. 80, Editions Sociales, Paris, 1952.)

La concentration de la production et les monopoles. Les monopoles et la concurrence.

La libre concurrence qui régnait au stade prémonopoliste du capitalisme avait déterminé un processus rapide de concentration de la production dans des entreprises de plus en plus grandes. L'action de la loi de la concentration et de la centralisation du capital a amené infailliblement la victoire des grandes et des très grandes entreprises, à côté desquelles les entreprises petites et moyennes jouent un rôle de plus en plus subalterne. A son tour la concentration de la production a préparé le passage du règne de la libre concurrence à la domination des monopoles, qui anéantissent la liberté de la concurrence et en même temps rendent la lutte pour la concurrence dans le monde capitaliste particulièrement acharnée et dévastatrice.

En *Allemagne*, les entreprises occupant plus de 50 travailleurs groupaient, en 1882, 22% de la totalité des ouvriers et des employés; en 1895, 30%; en 1907, 37%; en 1925, 47,2% et en 1939, 49,9%. La part des très grandes entreprises (occupant plus de 1.000 travailleurs) dans l'ensemble de l'industrie est passée de 1907 à 1925, pour le nombre des ouvriers occupés, de 9,6 à 13,3 %, pour la puissance des moteurs, de 32 à 41,1 %. En 1952, en *Allemagne Occidentale*, dans les entreprises employant 50 ouvriers et plus étaient concentrés 84,6 % de l'ensemble des ouvriers et employés, et dans les plus grandes entreprises (employant 1.000 ouvriers et plus) 34,1 %.

Aux Etats-Unis d'Amérique, en 1904, les plus grandes entreprises dont la production dépasse un million de dollars représentaient 0,9 % du nombre total des entreprises; ces entreprises occupaient 25,6% de l'ensemble des ouvriers, et elles fournissaient 38 % de la production globale de l'industrie. En 1909, les plus grandes entreprises, représentant 1,1 % de la totalité des entreprises, comptaient 30,5 % de tous les ouvriers occupés et fournissaient 43,8 % de la production globale. En 1939, les plus grandes entreprises, formant 5,2 % de la totalité des entreprises, concentraient 55 % de tous les ouvriers occupés et 67,5 % de la production globale de l'industrie. Un groupe encore plus restreint de sociétés industrielles géantes, au capital de plus de 100 millions de dollars chacune, produisait en 1954 47 % de la production industrielle totale et obtenait 63 % de la masse générale des profits. En *France*, en 1952, plus de 48 % des salaires étaient payés par de grandes entreprises qui ne représentaient que 0,5 % du nombre total des entreprises.

L'industrie de la *Russie* se distinguait par un haut degré de concentration. En 1879, les grandes entreprises (occupant plus de 100 ouvriers; formaient 4,4 % de toutes les entreprises et concentraient 54,8 % de la production totale. En 1903, les grandes entreprises concentraient déjà 76,6 % des ouvriers industriels et fournissaient la plus grande partie de la production industrielle.

La concentration de la production est plus rapide dans l'industrie lourde et dans les nouvelles branches d'industrie (produits chimiques, électrotechnique, automobile, etc.) ; elle est plus lente dans l'industrie légère qui, dans tous les pays capitalistes, compte de nombreuses entreprises petites et moyennes.

Une des formes de la concentration de la production est la *forme combinée*, c'est-à-dire la réunion dans une seule entreprise de plusieurs branches de la production, qui ou bien constituent des stades successifs de la transformation de la matière brute (par exemple, les combinats métallurgiques comprenant l'extraction des minerais, la coulée de la fonte et de l'acier, le laminage), ou bien jouent un rôle auxiliaire les unes par rapport aux autres (par exemple, l'utilisation des déchets de la production). La forme combinée donne aux grandes entreprises un avantage encore plus important dans la concurrence.

A un certain degré de son développement, la concentration de la production conduit tout droit au monopole. Il est plus facile à quelques dizaines d'entreprises géantes de parvenir à un accord entre elles qu'à des centaines et des milliers de petites entreprises. D'autre part, dans la lutte pour la concurrence entre les plus grandes entreprises, celles qui l'emportent sont les entreprises géantes qui disposent de masses énormes de profit, et c'est le monopole qui assure le profit élevé. Ainsi, la libre concurrence fait place au monopole. C'est l'essence *économique* de l'impérialisme. La formation du monopole qu'entraîne la concentration de la production est une loi au stade actuel du développement du capitalisme.

Le *monopole* est une entente ou une union de capitalistes qui concentrent entre leurs mains la production et l'écoulement d'une partie considérable de la production d'une ou de plusieurs branches d'industrie, en vue de fixer des prix élevés sur les marchandises et de s'attribuer un profit élevé de monopole. Les monopoles peuvent être constitués parfois par certaines très grandes firmes particulières qui occupent une position dominante dans une branche particulière de la production.

Les accords à court terme sur les prix de vente sont les formes les plus simples du monopole. Ils ont des appellations différentes : conventions, corners, rings, etc. Les formes plus développées du monopole sont les cartels, les syndicats, les trusts et les consortiums. Le *cartel* est une union monopoliste dont les membres se concertent sur les conditions de vente, les délais de paiement, se partagent les débouchés, déterminent la quantité de marchandises à produire, fixent les prix. La quantité de marchandises que chacun des participants d'un cartel est en droit de produire et de vendre, s'appelle la *quote-part* ; en cas de non-observation de la quote-part, une amende est versée à la caisse du cartel. Le *syndicat* est une organisation monopoliste dans laquelle la vente des marchandises, et parfois aussi l'achat des matières premières s'effectuent par un comptoir commun. Le *trust* est un monopole dans lequel la propriété de toutes les entreprises est réunie, et leurs propriétaires sont devenus des actionnaires percevant un dividende au prorata du nombre des parts ou des actions qui leur appartiennent. A la tête du trust, se trouve un conseil d'administration qui dirige l'ensemble de la production, l'écoulement des

articles fabriqués et les finances des entreprises antérieurement indépendantes. Les trusts font souvent partie de groupements plus vastes, dits consortiums. Le *consortium* groupe plusieurs entreprises de diverses branches d'industrie, des firmes commerciales, des banques, des compagnies de transports et d'assurances, sur la base d'une dépendance financière commune par rapport à un groupe déterminé de gros capitalistes.

Les monopoles occupent les postes de commande de l'économie des pays capitalistes. Ils englobent l'industrie lourde, ainsi que de nombreuses branches de l'industrie légère, les transports par fer et par eau, les assurances, le commerce intérieur et extérieur, les banques; ils exercent leur domination sur l'agriculture.

Dans la sidérurgie des *Etats-Unis d'Amérique* dominent huit monopoles sous le contrôle desquels, en 1963, se trouvaient 83 % du potentiel de production d'acier du pays; les deux plus puissants d'entre eux, la *U.S. Steel Corporation* et la *Bethleem Steel Corporation* disposaient de 49 % de tout le potentiel de production. Le monopole le plus ancien des Etats-Unis est la *Standard Oil*. Dans l'industrie automobile trois firmes jouent un rôle déterminant : la *General Motors*, *Ford* et *Chrysler*. Dans l'industrie électrotechnique le rôle dominant appartient à deux firmes : la *General Electric* et *Westinghouse*. L'industrie chimique est contrôlée par le consortium *Dupont de Nemours*, l'industrie de l'aluminium par le consortium *Mellon*.

En *Angleterre*, le rôle des groupements monopolistes a particulièrement grandi après la première guerre mondiale, où des cartels firent leur apparition dans l'industrie du textile et celle du charbon, dans la sidérurgie et dans une série de nouvelles branches d'industrie. Le trust *Impérial chemical Industries* contrôle près des 9/10^e des produits chimiques essentiels, près des 2/5^e de la production des colorants et presque toute la production de l'azote du pays. Il est étroitement lié aux principales branches de l'industrie anglaise et, notamment, aux consortiums militaires.

En *Allemagne*, les cartels sont largement répandus depuis la fin du siècle dernier. Dans l'entre-deux-guerres, l'économie du pays est dominée par le trust de l'acier (*Vereinigte Stahlwerke*) qui occupe près de 200.000 ouvriers et employés, le trust des produits chimiques (*Interessen-Gemeinschaft Farbenindustrie*) avec 100.000 ouvriers et employés, les monopoles de l'industrie houillère, le consortium des canons Krupp, les consortiums électrotechniques, la *Société générale d'électricité (A.E.G.)* et *Siemens*. En Allemagne Occidentale, les grandes compagnies par actions (au capital de plus de 10 millions de marks) possédaient en 1952 74 % de la totalité du capital des compagnies par actions. En 1955, elles totalisaient 80 % de ce capital. Dans l'industrie minière, les grandes entreprises possèdent 90 % du capital par actions, 81 % dans la sidérurgie, 99 % dans l'industrie du pétrole. Les capitaux des trois compagnies qui ont hérité de l'*I.G. Farbenindustrie* sont trois fois plus élevés que ceux de toutes les autres compagnies chimiques de l'Allemagne Occidentale. Dans l'industrie électrotechnique, huit grandes compagnies possèdent 82 % du capital par actions. Les deux plus importantes, la *Société générale d'électricité (A.E.G.)* et *Siemens*, avec les firmes qu'elles contrôlent, détiennent 75 % du capital par actions de l'industrie chimique.

En *France*, à l'heure actuelle, la totalité de la production d'aluminium est concentrée dans les mains d'un seul groupe. Une seule firme contrôle 80 % de la production des colorants. Deux sociétés possèdent 75 % des chantiers navals. Trois sociétés contrôlent 72 % de l'industrie des ciments ; trois autres 90% des pneumatiques; trois autres 65% de l'industrie du sucre. 96 % de la production des automobiles sont concentrés entre les entreprises de quatre sociétés. Cinq grandes sociétés détiennent 70 à 75 % de la production de l'acier; cinq autres 90 % de l'industrie du raffinage du pétrole ; cinq autres 50 % de l'industrie cotonnière.

En *Italie*, au *Japon* et même dans de petits pays tels que la *Belgique*, la *Suède*, la *Suisse*, les organisations monopolistes occupent les postes de commande de l'industrie.

En *Russie*, avant la Révolution, les grands monopoles englobèrent tout d'abord les branches maîtresses de l'industrie lourde. Le syndicat *Prodamet* (groupement pour la vente de la production des entreprises métallurgiques), formé en 1902, dirigeait l'écoulement de plus des 4/5^e des métaux ferreux. En 1904 a été fondé le syndicat *Prodwagon*, qui monopolisait presque entièrement la fabrication et la vente des wagons. Un syndicat analogue groupait les usines de construction de locomotives. Le syndicat *Prodougol*, créé en 1904 par les plus grandes entreprises houillères du bassin du Donetz, qui appartenaient au capital franco-belge, contrôlait les trois quarts de toutes les extractions de charbon de ce bassin.

Les économistes bourgeois, désireux de présenter le capitalisme actuel sous un jour favorable, prétendent que l'extension des monopoles aboutit à guérir le régime bourgeois de maux tels que la concurrence, l'anarchie de la production, les crises. En réalité, l'impérialisme est non seulement impuissant à supprimer la concurrence, l'anarchie de la production et les crises, mais il aggrave encore davantage toutes les contradictions du capitalisme.

Lénine disait que l'impérialisme ne peut réformer le capitalisme de fond en comble. Malgré le rôle dominant des monopoles, il subsiste de nombreuses entreprises moyennes et petites, ainsi qu'une masse de petits producteurs, paysans et artisans, dans tous les pays capitalistes. Le monopole, qui se crée dans une série de branches de l'industrie, accentue le chaos propre à l'ensemble de l'économie capitaliste.

... Les monopoles n'éliminent pas la libre concurrence, dont ils sont issus; ils existent au-dessus et à côté d'elle, engendrant ainsi des contradictions particulièrement aiguës et violentes, des frictions, des conflits. (V. Lénine : *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, p. 79.)

Premièrement, la concurrence subsiste à *l'intérieur* des monopoles. Les membres des syndicats et des cartels luttent entre eux pour des débouchés plus avantageux, pour une plus grande quote-part dans la production et la vente. Dans les trusts et les consortiums, la lutte se poursuit pour les postes de direction, pour le contrôle de l'affaire, pour la répartition des profits.

Deuxièmement, la concurrence a lieu *entre les monopoles* : tant entre les monopoles d'une même branche d'industrie qu'entre ceux des différentes branches qui s'approvisionnent en marchandises les unes les autres (par exemple, les trusts de l'acier et de l'automobile) ou qui produisent des marchandises susceptibles de se remplacer les unes les autres (charbon, pétrole, énergie électrique). Étant donné la capacité restreinte du marché intérieur, les monopoles produisant les objets de consommation, se font une guerre à outrance pour l'écoulement de leurs marchandises.

Troisièmement, la concurrence a lieu *entre les monopoles et les entreprises non monopolisées*. Les branches d'industrie monopolisées se trouvent dans une situation privilégiée par rapport aux autres branches. Les monopoles prennent toutes mesures utiles pour étouffer les entreprises « en marge », les « outsiders », qui ne font pas partie des groupements monopolistes.

La domination des monopoles confère à la concurrence un caractère particulièrement destructeur et rapace. Les monopoles pour étouffer l'adversaire mettent en jeu tous les procédés possibles de violence directe, de corruption et de chantage; ils recourent aux machinations financières les plus compliquées et utilisent largement l'appareil d'État.

La domination des monopoles entraîne une socialisation plus poussée de la production. Mais les fruits de cette socialisation reviennent à un petit nombre de monopoles, dont le joug sur le reste de la population devient particulièrement lourd. C'est l'aggravation continue de la contradiction fondamentale du capitalisme — celle qui existe entre le caractère social de la production et la forme privée de l'appropriation capitaliste; aussi les crises deviennent-elles encore plus dévastatrices.

La concentration et les monopoles dans les banques. Le nouveau rôle des banques.

On ne saurait avoir une idée suffisamment complète de la puissance et de l'importance réelles des monopoles actuels, si l'on ne tient pas compte du rôle que jouent les banques. Là, de même que dans l'industrie, il y a concentration du capital et passage de la libre concurrence au monopole.

Au début, les banques servaient principalement d'intermédiaire dans les paiements. Avec le développement du capitalisme, s'accroît l'activité des banques en tant que marchands de capitaux. L'accumulation du capital et la concentration de la production dans l'industrie ont amené la concentration dans les banques d'énormes fonds disponibles qui cherchent un emploi lucratif. La part des grandes banques dans la masse globale des chiffres d'affaires bancaires n'a cessé de croître.

Dans le système bancaire, de même que dans l'industrie, la concentration conduit au monopole. Les plus grandes banques, en accaparant les actions, en consentant des crédits, etc. mettent la main sur les petites. Détenant une situation de monopole, les grosses banques passent entre elles des accords pour le partage des zones d'influence. Il se crée des unions monopolistes de banques. Chacune de ces unions contrôle des dizaines et parfois des centaines de banques moins importantes qui deviennent, de fait, leurs filiales. Un réseau serré de succursales permet aux grandes banques de réunir dans leurs caisses les fonds d'un grand nombre d'entreprises. Presque tout le capital-argent de la classe capitaliste et les épargnes des autres couches de la population sont à la disposition de petits groupes de brasseurs d'affaires des banques.

Au cours des trente-trois années qui précèdent la première guerre mondiale (1880-1913), le seul accroissement des dépôts dans les systèmes bancaires des quatre plus grands Etats capitalistes — Etats-Unis d'Amérique, Allemagne, Angleterre et France — a atteint 127 milliards de marks. Depuis, l'accroissement des dépôts a été encore plus rapide; dans une période deux fois plus courte — de 1913 à 1928 — les dépôts dans ces pays se sont accrues de 183 milliards de marks.

Aux *Etats-Unis*, la part des 20 plus grandes banques était en 1900, de 15 %; en 1929, de 19 %; en 1939, de 27 % et en 1952 de 29 % de la totalité des dépôts dans toutes les banques des Etats-Unis. Le nombre total des banques commerciales aux Etats-Unis est passé de 30.100 en 1920 à 14.400 à la fin de 1954. En *Angleterre*, la somme des bilans des cinq plus grandes banques était en 1900, de 28%; en 1916, de 37%; en 1929, de 73% et en 1952, de 79 % de la somme globale des bilans de toutes les banques de dépôt britanniques. En *France*, la part de six banques de dépôt, en 1952, était de 66 % de la somme globale des dépôts dans toutes les banques françaises. En *Allemagne*, à la veille de la première guerre mondiale, les grandes banques de Berlin concentraient près de la moitié des dépôts existant dans toutes les banques allemandes; en 1929-1932, les deux tiers.

La concentration de l'industrie et la constitution des monopoles bancaires amènent une modification radicale des rapports entre les banques et l'industrie. Avec l'agrandissement des entreprises, une importance sans cesse accrue s'attache aux gros crédits à long terme que les banques consentent aux capitalistes industriels. L'accroissement de la masse des dépôts dont disposent les banques ouvre de larges possibilités pour le placement à long terme des fonds bancaires dans l'industrie. La forme la plus répandue de l'investissement des fonds bancaires dans l'industrie est l'achat d'actions de telles ou telles entreprises. Les banques contribuent à la formation d'entreprises par actions en se chargeant de la réorganisation des entreprises capitalistes isolées en sociétés par actions, ainsi que de la création de nouvelles sociétés par actions. La vente et l'achat des actions se font de plus en plus par l'intermédiaire des banques.

Les intérêts des banques et des entreprises industrielles s'entremêlent de plus en plus étroitement. Lorsqu'une banque consent des avances à plusieurs grandes entreprises d'une branche d'industrie donnée, elle a intérêt à une entente monopoliste entre elles et elle y contribue. C'est ainsi que les banques renforcent et accélèrent le processus de concentration du capital et la formation des monopoles. La transformation des banques, de modestes intermédiaires en une poignée de monopoles tout-puissants, constitue l'un des processus fondamentaux de la transformation du capitalisme de l'époque de la libre concurrence en capitalisme monopoliste.

Le capital financier et l'oligarchie financière.

Lorsque les banques deviennent copropriétaires d'entreprises industrielles, commerciales et de transport, en achetant leurs actions et obligations, et que les monopoles industriels possèdent, de leur côté, des actions des banques qui sont liées aux entreprises en question, cette interpénétration de capitaux bancaires monopolistes et de capitaux industriels monopolistes donne naissance à une nouvelle forme de capital, le capital financier. Le *capital financier* est le capital fusionné des monopoles bancaires et industriels. L'époque de l'impérialisme est celle du capital financier.

Définissant le capital financier, Lénine en a souligné trois aspects importants :

Concentration de la production avec, comme conséquence, les monopoles, fusion ou interpénétration des banques et de l'industrie, voilà l'histoire de la formation du capital financier et le contenu de cette notion. (V. Lénine : *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, p. 44.)

La fusion du capital bancaire et du capital industriel apparaît nettement dans l'union personnelle des dirigeants des monopoles bancaires et industriels. Les mêmes personnes sont à la tête des plus grands groupements monopolistes du système bancaire, de l'industrie, du commerce et des autres branches de l'économie capitaliste.

En *Allemagne*, à la veille de la première guerre mondiale, les six plus grandes banques berlinoises avaient leurs représentants aux postes de directeurs dans 344 entreprises industrielles et comme membres des conseils d'administration, dans 407 autres entreprises, au total 751 sociétés. D'autre part, faisaient partie des organismes de direction de ces six banques, 51 gros industriels. Plus tard, cette union personnelle a pris un développement encore plus grand. En 1932, faisaient partie des organismes de direction des trois principales banques de Berlin 70 grands représentants de l'industrie. Aux *Etats-Unis*, en 1950, un petit groupe comptant 400 industriels et banquiers occupait un tiers des 3.705 postes de directeurs dans les 250 plus grandes sociétés par actions, qui possédaient 42 % de tous les capitaux du pays.

Dans chaque pays capitaliste, des groupes peu nombreux de grands banquiers et d'industriels monopolistes détiennent toutes les branches vitales de l'économie, disposant à leur gré de l'immense masse des richesses sociales. L'activité des monopoles capitalistes devient inéluctablement la domination d'une *oligarchie financière* (le mot *oligarchie* signifie littéralement « domination d'un petit nombre »). L'impérialisme est caractérisé par la toute-puissance des trusts et des syndicats monopolistes, des banques et de l'oligarchie financière dans les pays capitalistes développés.

La domination de l'oligarchie financière dans le domaine économique s'exerce tout d'abord par ce qu'on appelle le « système de participation ». Il consiste en ce qu'un grand financier ou un groupe de brasseurs d'affaires a en main la principale société par actions (la « société-mère »), qui est à la tête du consortium; cette société, grâce aux actions qu'elle possède (participation de contrôle), exerce à son tour sa domination sur les « sociétés filiales » qui en dépendent; celles-ci font la loi à leur tour dans leurs « sociétés-filiales », etc. Au moyen de ce système, les brasseurs d'affaires de la finance ont la possibilité de disposer d'immenses sommes de capitaux appartenant à d'autres personnes.

Au moyen d'un système de participation largement ramifié, les huit plus puissants groupes financiers des Etats-Unis — Morgan, Rockefeller, Kuhn-Loebe, Mellon, Dupont, les groupes de Chicago, de Cleveland et de Boston — occupent une position prédominante dans l'ensemble de l'économie nationale. La zone d'influence de Morgan embrassait, vers 1948, des banques et des sociétés au capital de 55 milliards de dollars; celle des Rockefeller, 26,7 milliards; celle des Dupont, 6,5 milliards et celle des Mellon, 6 milliards de dollars. En 1952 aux Etats-Unis les sociétés étaient un nombre de 660.000. Plus de 75 % de la somme des capitaux de ces sociétés étaient contrôlées, grâce à un système de participation, par 66 sociétés milliardaires (c'est-à-dire avec un capital de 1 milliard de dollars au moins), qui disposaient directement de 28,3 % de la somme totale des capitaux.

L'oligarchie financière, qui jouit d'un monopole de fait, réalise des profits exorbitants provenant de la fondation de sociétés par actions, de l'émission d'actions et d'obligations, du placement des emprunts d'Etat, de commandes avantageuses de l'Etat. Le capital financier, concentré entre les mains d'un petit nombre, lève un tribut toujours croissant sur la société.

L'oligarchie financière a également la haute main sur le domaine politique. La politique intérieure et extérieure des Etats bourgeois est subordonnée aux intérêts cupides des plus grands monopoles.

L'exportation des capitaux.

L'exportation des marchandises était caractéristique du capitalisme prémonopoliste, sous le règne de la libre concurrence. Le capitalisme impérialiste, sous le règne des monopoles, est caractérisé par l'exportation des capitaux.

L'exportation des capitaux à l'étranger se fait en vue d'obtenir le profit maximum. Elle présente deux formes essentielles : ou bien consentement d'emprunts aux gouvernements, villes ou banques d'autres pays, ou bien création à l'étranger d'entreprises industrielles, commerciales ou bancaires, concessions, construction de voies ferrées, et aussi le rachat à vil prix d'entreprises existantes dans des pays affaiblis (par exemple à la suite d'une guerre).

L'exportation des capitaux est déterminée, premièrement, par la domination des monopoles dans tous les pays capitalistes développés et, deuxièmement, par la situation de monopole qu'occupe le petit nombre des pays les plus riches, où l'accumulation des capitaux est immense. Dans ces pays, au seuil du xx^e siècle, il s'est formé un vaste « excédent de capitaux ».

L'« excédent de capitaux » dans les pays capitalistes développés a un caractère relatif, car dans ces pays le bas niveau de vie des masses dresse des obstacles au développement de la production, accentue le retard de l'agriculture sur l'industrie et, d'une façon générale, l'inégalité du développement des différentes branches de l'économie. Si le capitalisme pouvait relever l'agriculture, améliorer le niveau de vie des masses travailleuses, il ne saurait être question d'« excédent de capitaux ». Mais alors le capitalisme ne serait point le capitalisme, car l'inégalité de développement et la sous-alimentation des masses de la population sont les conditions essentielles et préalables de ce mode de production.

La nécessité de l'exportation des capitaux est due à la « maturité excessive » du capitalisme dans certains pays où les placements « avantageux » (l'agriculture étant arriérée et les masses misérables) font défaut au capital. (V. Lénine : *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, p. 57.)

Dans sa course au profit maximum, le capital « excédentaire » se déverse à l'étranger. Il est exporté principalement vers les pays retardataires, dans lesquels les capitaux sont peu nombreux, les salaires bas, les matières premières bon marché, le prix de la terre relativement peu élevé. Dans ces pays, la possibilité s'offre au capital monopoliste de toucher, et il les touche effectivement, des profits énormes. L'exportation des capitaux est étroitement rattachée au développement de l'exportation des marchandises : les monopoles qui exportent des capitaux ont l'habitude d'imposer au pays débiteur leurs marchandises à des conditions avantageuses pour eux. Les monopoles étrangers s'emparent des débouchés et des sources de matières premières dans les pays débiteurs.

Outre les pays retardataires, le capital est exporté aussi dans les pays industriels développés. Cela a lieu pendant les périodes de développement rapide de ces pays, qui exigent un afflux de capitaux venant du dehors (par exemple, aux Etats-Unis avant la première guerre mondiale), ou bien dans une période d'affaiblissement dû à la guerre (l'Allemagne après la première guerre mondiale, les pays capitalistes d'Europe occidentale après la deuxième guerre mondiale).

Les économistes et les hommes politiques bourgeois présentent l'exportation des capitaux comme une « aide » et un « bienfait » qu'apporteraient les pays capitalistes développés aux peuples retardataires. En réalité, l'exportation des capitaux, tout en accélérant le développement des rapports capitalistes dans les pays retardataires, conduit en même temps à l'asservissement et au pillage systématique de ces pays par les monopoles étrangers. L'exportation des capitaux constitue une des bases du système de l'oppression impérialiste, dans lequel de riches pays-usuriers exploitent une grande partie du globe. Par suite de l'exportation des capitaux, le monde est partagé en une poignée d'Etats-usuriers et une immense majorité d'Etats-débiteurs.

L'exportation des capitaux a de graves conséquences pour les pays. D'une part, les pays en question multiplient leurs richesses et renforcent leur position sur le marché mondial. Il leur arrive du dehors un afflux constant de plus-value sous forme d'intérêts sur les emprunts ou de profit provenant de leurs entreprises à l'étranger. D'autre part, il se produit souvent une stagnation de l'industrie du pays exportateur de capitaux. Un des résultats les plus importants de l'exportation des capitaux est l'accentuation de la rivalité entre les puissances, la lutte pour les sphères d'investissement des capitaux les plus avantageuses.

Avant la première guerre mondiale, les principaux pays exportateurs de capitaux étaient l'Angleterre, la France et l'Allemagne. Leurs investissements à l'étranger s'élevaient de 175 à 200 milliards de francs : 75 à 100 milliards pour l'Angleterre, 60 milliards pour la France, 44 milliards pour l'Allemagne. L'exportation des capitaux des Etats-Unis ne jouait pas encore un grand rôle, et elle s'élevait à moins de 10 milliards de francs.

Après la guerre de 1914-1918, des changements radicaux se sont produits dans l'exportation mondiale des capitaux. L'Allemagne avait perdu ses capitaux à l'étranger. Les investissements à l'étranger avaient notablement diminué pour l'Angleterre et la France, et l'exportation de capitaux des Etats-Unis avait fortement augmenté. En 1929, les Etats-Unis atteignent à peu près au même niveau que l'Angleterre pour l'étendue de leurs investissements à l'étranger.

Après la deuxième guerre mondiale, l'exportation des capitaux des Etats-Unis s'est encore accrue. A la fin de 1949, les investissements de capitaux américains à l'étranger dépassaient la somme des investissements à l'étranger de tous les autres Etats capitalistes réunis. La somme totale des capitaux américains investis à l'étranger est passée de 11,4 milliards de dollars en 1939 à 39,5 milliards à la fin de 1953. La somme totale des investissements de capitaux anglais à l'étranger est passée de 3,5 milliards de livres sterling en 1938 à 2 milliards en 1951.

Le partage économique du monde entre les unions de capitalistes. Les monopoles internationaux.

A mesure que se développe l'exportation des capitaux et que s'étendent les liens et les « zones d'influence » des plus grands monopoles, des conditions favorables se créent pour le partage du marché mondial entre eux. Il se constitue des monopoles internationaux.

Les *monopoles internationaux* sont des ententes entre les plus gros monopoles des différents pays pour le partage des marchés, la politique des prix, le volume de la production. La formation des monopoles internationaux marque un degré nouveau, infiniment plus élevé que les précédents, de la concentration

de la production et du capital. Beaucoup de monopoles internationaux sont créés avec la participation effective des Etats capitalistes, et ils sont l'un des moyens essentiels de leur expansion économique.

Les défenseurs des monopoles internationaux s'attachent à les présenter comme un instrument de paix, en prétendant que les ententes internationales des monopolistes peuvent par des moyens pacifiques régler les contradictions qui surgissent entre les groupes et les pays impérialistes. Ces affirmations sont tout à fait contraires à la réalité. En effet, le partage économique du monde par les monopoles internationaux se fait en fonction de la puissance des parties engagées; or la puissance des différents groupes monopolistes varie. Chacun d'eux poursuit une lutte incessante pour l'augmentation de sa part, pour l'élargissement de sa sphère d'exploitation monopoliste. Les changements dans le rapport des forces entraînent inévitablement l'accentuation de la lutte pour un nouveau partage des marchés, l'aggravation des contradictions entre les divers groupes et les Etats qui les soutiennent. Les ententes monopolistes internationales se distinguent par leur fragilité et recèlent une source de conflits inéluctables.

Les monopoles internationaux ont fait leur apparition vers 1860-1880. A la fin du siècle dernier, leur nombre total ne dépassait pas 40. A la veille de la première guerre mondiale, on comptait dans le monde entier environ 100 cartels internationaux, et avant la deuxième guerre mondiale, leur nombre dépassait 300.

Dès avant la première guerre mondiale, le marché du pétrole était pratiquement partagé entre la *Standard OU* américaine de Rockefeller et la *Royal Dutch Shell*, où le capital anglais exerçait une influence prépondérante. Le marché des articles électrotechniques était partagé entre deux firmes monopolistes: la *Société générale d'électricité (A.E.G.)* allemande et la *General Electric* américaine, contrôlée par le groupe Morgan. Les ententes monopolistes internationales se sont même étendues à des domaines tels que la fabrication des armements. Les plus grandes firmes, qui fabriquaient les armements — *Vickers-Armstrong Ltd.*, en Angleterre, *Schneider-Creusot* en France, *Krupp* en Allemagne, *Bofors* en Suède, — sont de longue date unies entre elles par une multitude de liens.

Les monopoles internationaux ont joué un grand rôle dans la préparation de la deuxième guerre mondiale. Les plus grands monopoles des Etats-Unis, de l'Angleterre et de la France, liés par des conventions avec les trusts allemands, ont animé et orienté la politique des milieux dirigeants de ces pays, politique d'encouragement et d'excitation à l'agression hitlérienne, qui a entraîné la guerre.

Après la deuxième guerre mondiale a été créée une série de monopoles internationaux, qui garantissent les intérêts économiques et militaires de l'impérialisme américain. C'est le rôle que joue en particulier « *l'Union européenne du Charbon et de l'Acier* » qui englobe l'Allemagne Occidentale, la France, l'Italie, la Belgique, la Hollande et le Luxembourg.

L'achèvement du partage territorial du globe entre les grandes puissances et la lutte pour un nouveau partage.

Parallèlement au partage économique du monde entre les groupements de capitalistes et en liaison avec ce partage, on assiste au partage territorial du globe entre les Etats bourgeois, à la lutte pour la mainmise sur les terres d'autrui et pour les colonies et les semi-colonies.

Les *colonies* sont des pays dépourvus d'indépendance nationale; elles sont les possessions d'Etats-métropoles impérialistes. On appelle *semi-colonies* des pays sous-développés, en butte à l'exploitation coloniale de puissances impérialistes, sous la dépendance économique et politique desquelles ils se trouvent, tout en conservant une indépendance formelle. A côté des colonies et des semi-colonies, il existe à l'époque de l'impérialisme divers types de pays *dépendants*, dont le degré de dépendance est différent et est sujet à toutes sortes de variations.

Caractéristiques pour l'époque ne sont pas seulement les deux groupes principaux de pays : possesseurs de colonies et pays coloniaux, mais encore les formes variées de pays dépendants qui, nominalement, jouissent de l'indépendance politique, mais qui en réalité, sont pris dans les filets d'une dépendance financière et diplomatique. (V. Lénine : *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, p. 77.)

Les défenseurs de la bourgeoisie présentent la domination impérialiste sur les colonies comme une « mission civilisatrice », ayant soi-disant pour objet d'amener les peuples retardataires sur la voie du progrès et d'un développement autonome. En réalité, l'impérialisme voue les pays coloniaux et dépendants au retard économique, et les centaines de millions d'habitants de ces pays à une oppression

et à une servitude sans nom, à la privation de droits et à la misère, à la famine et à l'ignorance. La mainmise des impérialistes sur les colonies entraîne un accroissement sans précédent de l'oppression nationale et de la discrimination raciale. Selon la définition de Lénine, le capitalisme, de libérateur des nations qu'il était dans la période de lutte contre le féodalisme, est devenu, au stade de l'impérialisme, un monstrueux oppresseur des nations.

Dès le milieu du XVIII^e siècle, l'Angleterre a asservi l'Inde, pays aux très riches ressources naturelles et dont la population, numériquement, est de plusieurs fois supérieure à celle de la métropole. Au milieu du XIX^e siècle, les Etats-Unis d'Amérique se sont emparés de vastes territoires appartenant à leur voisin le Mexique, et, au cours des décennies suivantes, ils ont établi leur domination sur plusieurs pays de l'Amérique latine.

Vers 1860-1870, les possessions coloniales des pays européens n'occupaient encore qu'une partie relativement faible des territoires d'outre-mer.

Au cours du dernier quart du XIX^e siècle, pendant la période du passage au stade monopoliste du capitalisme, la carte du monde a subi des modifications radicales. A la suite de l'ancienne puissance coloniale — l'Angleterre — tous les pays capitalistes développés s'engagent dans la voie des annexions territoriales. La France devient, vers la fin du XIX^e siècle, une grande puissance coloniale dont les possessions s'étendent sur 3,7 millions de milles carrés. L'Allemagne s'est annexé un million de milles carrés de territoire avec une population de 14,7 millions d'habitants; la Belgique, 900.000 milles carrés avec 30 millions d'habitants; les Etats-Unis se sont emparés d'un point d'appui très important dans le Pacifique, les Philippines, ainsi que de Cuba, de Porto-Rico, de Guam, des îles Hawaiï, de Samoa et ils ont établi leur domination de fait sur plusieurs pays de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud.

De 1876 à 1914, les « grandes puissances » se sont emparées de près de 25 millions de kilomètres carrés de territoire, soit une superficie une fois et demie supérieure à celle des métropoles. Plusieurs pays se trouvaient placés dans une dépendance semi-coloniale vis-à-vis des Etats impérialistes : la Chine dont la population forme à peu près le quart de celle de l'humanité, ainsi que la Turquie et la Perse (Iran). Vers le début de la première guerre mondiale, plus de la moitié du genre humain était sous la domination des puissances coloniales.

Les impérialistes établissent et maintiennent leur pouvoir sur les colonies en recourant aux mensonges et à la violence, en utilisant la supériorité de leur matériel de guerre. L'histoire de la politique coloniale présente une chaîne ininterrompue de guerres de conquête et d'expéditions punitives contre les peuples asservis, ainsi que de conflits sanglants entre les pays possesseurs de colonies. Lénine qualifiait la guerre des Etats-Unis contre l'Espagne en 1898 de première guerre de type impérialiste, marquant le début de l'époque des guerres impérialistes. L'insurrection du peuple philippin contre l'envahisseur a été féroce écrasée par les troupes américaines.

Au début du XX^e siècle, le partage du globe était achevé. La politique coloniale des pays capitalistes avait amené la conquête de toutes les terres qui n'étaient pas encore occupées par les impérialistes. Il ne restait plus de terres « vacantes », et la situation était telle que chaque nouvelle conquête supposait que le possesseur était dépouillé de son territoire. L'achèvement du partage du monde a mis à l'ordre du jour la lutte pour un *nouveau partage*. La lutte pour un nouveau partage du monde déjà entièrement partagé est l'un des principaux traits distinctifs du capitalisme monopoliste. Cette lutte dégénère en définitive en une lutte pour la domination mondiale et entraîne infailliblement des guerres impérialistes à l'échelle mondiale.

Les guerres impérialistes et la course aux armements causent aux peuples des pays capitalistes d'énormes privations et coûtent des millions de vies humaines. En même temps, les guerres et la militarisation de l'économie constituent pour les monopoles une source de profits particulièrement élevés.

La loi économique fondamentale du capitalisme monopoliste.

Comme on l'a déjà dit, l'essence économique de l'impérialisme consiste à substituer la domination des monopoles à la libre concurrence. Les monopoles qui fixent des prix de monopole se proposent, selon la définition de Lénine, d'obtenir des profits élevés de monopole qui dépassent sensiblement le profit moyen. L'obtention de ces profits par les monopoles découle de la nature même de l'impérialisme; elle résulte d'une exploitation inouïe de la classe ouvrière par les monopoles, du dépouillement de la paysannerie et des autres petits producteurs, de l'exportation des capitaux vers les pays retardataires qui sont saignés à blanc, des conquêtes coloniales et des guerres impérialistes, véritable mine d'or pour les monopoles. Dans ceux de ses ouvrages où Lénine s'attache à analyser l'essence économique et

politique de l'impérialisme, sont exposées les thèses initiales de la loi économique fondamentale du capitalisme monopoliste. Partant de ces thèses fondamentales de Lénine, Staline a formulé la loi économique fondamentale du capitalisme actuel. Les principaux traits et exigences de la loi économique fondamentale du capitalisme monopoliste consistent en ceci :

assurer le profit capitaliste maximum par l'exploitation, la ruine et l'appauvrissement de la majorité de la population d'un pays donné, par l'asservissement et le pillage systématique des peuples des autres pays, surtout des pays arriérés, et enfin par les guerres et la militarisation de l'économie nationale utilisées pour assurer les profits les plus élevés. (J. STALINE : « Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S. », *Derniers écrits*, p. 128, Editions Sociales, Paris, 1953.)

Ainsi, la loi économique fondamentale du capitalisme — la loi de la plus-value — poursuit sous l'impérialisme son développement et sa concrétisation. Sous le régime du capitalisme prémonopoliste, la libre concurrence aboutissait à une égalisation du taux de profit des capitalistes; c'était le règne de la loi du taux moyen du profit. Dans le cadre de l'impérialisme, les monopoles s'assurent un profit élevé de monopole, le profit maximum. C'est lui le moteur du capitalisme monopoliste. Au stade du capitalisme monopoliste aussi il y a transfert de capitaux de certaines branches dans d'autres et tendance à l'égalisation des profits. Mais cette tendance se heurte à l'action de la loi économique fondamentale du capitalisme monopoliste, la loi du profit capitaliste maximum. A l'époque de l'impérialisme, dans les branches monopolisées, les marchandises sont vendues essentiellement à des prix de monopole, qui sont supérieurs aux prix de production et qui assurent le profit élevé de monopole, tandis que dans les branches non monopolisées, les marchandises sont souvent vendues à des prix inférieurs aux prix de production, ce qui ne procure même pas aux entrepreneurs le profit moyen.

Les conditions objectives pour réaliser le profit maximum sont créées par l'établissement de la domination des monopoles dans telles ou telles branches de la production. Au stade de l'impérialisme, la concentration et la centralisation des capitaux atteignent le plus haut degré. De ce fait, l'élargissement de la production nécessite d'immenses investissements de capitaux. D'autre part, en période de capitalisme monopoliste, la concurrence se poursuit avec acharnement entre des entreprises géantes. De cette lutte sortent victorieux les monopoles les plus forts qui disposent d'immenses capitaux et touchent le profit maximum.

Grâce à ces immenses profits, la possibilité s'offre aux monopoles d'assurer leur domination dans le monde capitaliste. La course des monopoles au profit maximum accentue à l'extrême toutes les contradictions du capitalisme.

La base générale du profit maximum des monopoles capitalistes, comme de tout profit capitaliste, est la plus-value extorquée aux ouvriers exploités dans le cours de la production. Les monopoles poussent à l'extrême l'exploitation de la classe ouvrière. En appliquant des systèmes de surmenage de toute sorte dans l'organisation et la rémunération du travail, ils arrivent à une intensification du travail exténuante, qui a pour effet tout d'abord d'augmenter énormément le taux et la masse de la plus-value extorquée aux ouvriers. Ensuite, l'intensification du travail a pour résultat qu'un nombre considérable d'ouvriers excédentaires va grossir l'armée des chômeurs et n'a plus aucun espoir de retrouver un emploi dans la production. Les entreprises jettent dehors aussi tous les ouvriers qui ne peuvent résister à l'accélération excessive des procédés de fabrication.

Aux Etats-Unis, le taux de la plus-value dans l'industrie minière et dans l'industrie de transformation, calculé sur la base des chiffres officiels, était en 1889, de 145%; en 1919, de 165%; en 1929, de 210%; en 1939, de 220%; en 1947, d'environ 260%. Ainsi, en moins de soixante ans, le taux de la plus-value a été multiplié par 1,8.

D'autre part, le salaire réel est en baisse par suite du renchérissement de la vie et du poids croissant des charges fiscales. A l'époque de l'impérialisme, l'écart entre le salaire de l'ouvrier et le prix de sa force de travail s'élargit encore davantage. Cela signifie que la loi générale de l'accumulation capitaliste, qui détermine la paupérisation relative et absolue du prolétariat, renforce son action. L'exploitation accrue de la classe ouvrière au cours de la production se double de la spoliation des travailleurs en tant que consommateurs; les ouvriers sont forcés de payer en supplément des sommes importantes aux monopoles qui fixent des prix de monopole élevés sur les marchandises qu'ils produisent et vendent.

Dans le cadre du capitalisme monopoliste, les marchandises fabriquées par les monopoles ne sont plus vendues au prix de production, mais à des prix sensiblement plus élevés, à des prix de monopole.

Le *prix de monopole* est égal aux frais de production plus le profit maximum qui dépasse sensiblement le profit moyen; le prix de monopole est supérieur au prix de production et, en règle générale, dépasse la valeur des marchandises. Cependant le prix de monopole, comme Marx l'indiquait déjà, ne peut supprimer les limites déterminées par la valeur des marchandises. Le niveau élevé des prix de monopole ne modifie pas la somme totale de la valeur et de la plus-value produites dans l'économie capitaliste mondiale. Une des sources du profit maximum, que touchent les monopoles, est la redistribution de la plus-value, qui a pour résultat une baisse sensible du niveau du profit des entreprises non monopolisées. En maintenant les prix à un niveau plus élevé que celui de la valeur des marchandises, les monopoles s'approprient le fruit de la productivité croissante du travail et de la baisse des frais de production. Ce qui est un gain pour les monopoles est une perte pour les ouvriers, les petits producteurs, la population des pays dépendants.

Un instrument important du gonflement des prix de monopole est la politique douanière des Etats bourgeois. A l'époque de la libre concurrence, c'étaient surtout les pays faibles, dont l'industrie avait besoin de se préserver de la concurrence étrangère, qui recouraient aux droits de douane élevés. A l'époque de l'impérialisme, au contraire, les droits élevés sont pour les monopoles un moyen d'attaque, de lutte pour s'emparer de nouveaux débouchés. Les droits de douane élevés permettent de maintenir les prix de monopole à l'intérieur du pays.

Afin de conquérir de nouveaux marchés extérieurs, les monopoles pratiquent largement le *dumping*, c'est-à-dire la vente des marchandises à l'étranger à vil prix, sensiblement au-dessous des prix du marché intérieur, souvent même au-dessous des frais de production. L'extension de la vente à l'étranger, grâce au dumping, permet de maintenir les prix élevés à l'intérieur du pays sans réduire la production, et les pertes causées par l'exportation de dumping sont couvertes en augmentant les prix sur le marché intérieur. Après avoir conquis un marché extérieur donné les monopoles y procèdent à la vente des marchandises à des prix de monopole.

L'exploitation des masses essentielles de la paysannerie par les monopoles se traduit tout d'abord par le fait que la domination de ces derniers engendre un écart croissant entre les prix des denrées agricoles et ceux des marchandises industrielles; c'est ce qu'on appelle les « ciseaux » des prix : tout en écoulant leurs marchandises à des prix gonflés, les monopoles accaparent les produits des paysans à des prix réduits (bas prix d'achat de monopole). Instrument servant à extorquer les ressources financières de l'économie rurale, les prix de monopole en entravent le développement. Un des leviers les plus puissants, destiné à ruiner les exploitations paysannes, est le crédit hypothécaire. Les monopoles accablent les paysans de dettes pour, ensuite, s'approprier à vil prix leur terre et leurs biens.

Par les hypothèques, les escroqueries des forbans de la finance, par les hauts impôts et les taxes, par le prix élevé des baux, et surtout par la concurrence des grandes exploitations foncières capitalistes, la bourgeoisie ruine les moyens et les petits paysans, a écrit Maurice Thorez dans son article « La politique du Parti communiste à la campagne ». (Maurice Thorez : *Œuvres*, t. III, p. 201, Editions Sociales, Paris, 1951.)

L'achat par les monopoles des produits des exploitations paysannes à des prix très bas, ne signifie nullement que le consommateur des villes bénéficie de vivres à bon marché. Entre le paysan et le consommateur urbain se trouvent des intermédiaires, marchands groupés dans des organisations monopolistes, qui ruinent les paysans et écorchent les consommateurs de la ville.

Ensuite, une source du profit maximum pour les monopoles est l'asservissement et le pillage des pays économiquement retardataires et dépendants par la bourgeoisie des Etats impérialistes. Le pillage systématique des colonies et des autres pays retardataires, la transformation d'une série de pays indépendants en pays dépendants constitue un trait inaliénable du capitalisme monopoliste. L'impérialisme ne peut vivre ni se développer sans l'afflux ininterrompu du tribut prélevé sur les pays étrangers.

Les monopoles tirent des revenus considérables tout d'abord de leurs *investissements de capitaux* dans les pays coloniaux et dépendants. Ces revenus sont le résultat de l'exploitation la plus féroce et la plus inhumaine des masses laborieuses du monde colonial. Les monopoles s'enrichissent grâce à des *échanges non équivalents*, c'est-à-dire par la vente dans les pays coloniaux et dépendants de leurs marchandises à des prix qui dépassent notablement leur valeur, et par achat des marchandises produites dans ces pays à des prix excessivement bas, qui ne couvrent pas leur valeur. Parallèlement,

les monopoles touchent dans les colonies des profits élevés sur les opérations de transport, d'assurance et de banque.

Enfin, les guerres et la militarisation de l'économie sont un des moyens de garantir les profits maximums des monopoles. Les guerres enrichissent démesurément les magnats du capital financier, qui, dans les intervalles entre les guerres, s'attachent à maintenir le niveau élevé de leurs profits grâce à une course effrénée aux armements. Les guerres et la militarisation de l'économie apportent aux monopolistes de riches commandes militaires, payées par le Trésor à des prix exorbitants, une abondance de prêts et de subventions prélevés sur le budget de l'Etat. En temps de guerre toutes les lois sur le travail sont abolies, les ouvriers sont déclarés mobilisés, les grèves sont interdites. Tout cela permet aux capitalistes d'élever le degré d'exploitation en intensifiant systématiquement le travail. En même temps, le niveau de vie des masses laborieuses décroît par suite de l'accroissement des impôts et de la vie chère.

Ainsi, la militarisation de l'économie capitaliste, en temps de guerre comme en temps de paix, se traduit par l'exploitation accrue des masses laborieuses dans l'intérêt de l'accroissement du profit maximum des monopoles.

La loi économique fondamentale du capitalisme actuel, qui détermine tout le cours du développement du capitalisme à son stade impérialiste, permet de comprendre et d'expliquer l'inéluctabilité de la montée et de l'aggravation des contradictions insolubles qui lui sont inhérentes.

RÉSUMÉ

1. L'impérialisme, ou capitalisme monopoliste, est le stade suprême et ultime du développement du mode de production capitaliste. Le passage du capitalisme prémonopoliste au capitalisme monopoliste s'est opéré au cours du dernier tiers du XIX^e siècle. L'impérialisme s'est définitivement constitué au début du XX^e siècle.

2. Les principaux indices économiques de l'impérialisme sont : 1° la concentration de la production et du capital, parvenue à un degré de développement si élevé qu'elle engendre les monopoles dont le rôle est décisif dans la vie économique; 2° la fusion du capital bancaire et du capital industriel et la formation, sur cette base, du capital financier, de l'oligarchie financière; 3° l'exportation des capitaux, qui, contrairement à l'exportation des marchandises, prend une importance particulière ; 4° la formation d'unions monopolistes internationales de capitalistes qui se partagent le monde ; 5° l'achèvement du partage territorial du globe par les plus grandes puissances impérialistes. L'achèvement du partage territorial du monde aboutit à la lutte pour un nouveau partage, lutte qui engendre infailliblement des guerres impérialistes à l'échelle mondiale.

3. La loi économique fondamentale du capitalisme monopoliste consiste à assurer le profit capitaliste maximum par l'exploitation, la ruine et l'appauvrissement de la majeure partie de la population d'un pays donné; par l'asservissement et le pillage systématique des peuples des autres pays, notamment des pays retardataires; enfin, par les guerres et la militarisation de l'économie nationale.

CHAPITRE XIX - LE SYSTÈME COLONIAL DE L'IMPÉRIALISME

Le rôle des colonies dans la période de l'impérialisme.

Les annexions coloniales, la tendance à former de vastes empires par la conquête de pays et de peuples plus faibles, existaient aussi avant l'époque de l'impérialisme et même avant la naissance du capitalisme. Mais, comme le montrait Lénine, dans la période de l'impérialisme le rôle et la portée des colonies changent de façon fondamentale, non seulement par rapport aux époques précapitalistes, mais aussi par rapport à la période du capitalisme prémonopoliste. Aux « vieilles » méthodes de la politique coloniale s'ajoute la lutte des monopolistes pour les sources de matières premières, pour l'exportation des capitaux, pour les zones d'influence, pour les territoires économiques et stratégiques.

Comme on l'a déjà montré, l'asservissement et le pillage systématique par les États impérialistes des peuples des autres pays, notamment des pays retardataires, la transformation d'une série de pays indépendants en pays dépendants, constituent un des traits principaux de la loi économique fondamentale du capitalisme actuel. Le capitalisme, en s'étendant au monde entier, a provoqué la tendance au rapprochement économique des divers pays, à la suppression de l'isolement national et à l'union progressive de vastes territoires en un tout cohérent. Le moyen par lequel le capitalisme monopoliste réalise l'union économique progressive de vastes territoires, est l'asservissement des colonies et des pays dépendants par les puissances impérialistes. Cette union se fait en créant des *empires coloniaux*, fondés sur l'oppression et l'exploitation implacables des pays coloniaux et dépendants par les métropoles.

Dans la période de l'impérialisme s'achève la constitution du système capitaliste d'économie mondiale, système qui repose sur des rapports de dépendance, de domination et de soumission. Les pays impérialistes, grâce à l'exportation accrue des capitaux, à l'extension des « zones d'influence » et aux annexions coloniales, ont soumis à leur domination les peuples des colonies et des pays dépendants.

Le capitalisme s'est transformé en un système universel d'oppression colonialiste et d'étranglement financier de l'immense majorité de la population du globe, par une poignée de pays « avancés ».
(V. LENINE : *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, préface, p. 10.)

Ainsi, les différentes économies nationales sont devenues les anneaux d'une chaîne unique, appelée économie mondiale. D'autre part, la population du globe s'est scindée en deux camps — le petit groupe de pays impérialistes qui exploitent et oppriment les pays coloniaux et dépendants, et une énorme majorité de pays coloniaux et dépendants, dont les peuples sont en lutte pour se libérer du joug de l'impérialisme.

Durant la phase monopoliste du capitalisme, s'est formé le *système colonial de l'impérialisme*. Ce système embrasse la totalité des colonies et des pays dépendants opprimés et asservis par les États impérialistes.

Le pillage et la conquête des colonies, l'arbitraire et la violence impérialistes, l'esclavage colonial, l'oppression nationale et la servitude, enfin la lutte des puissances impérialistes entre elles pour la domination des peuples des pays coloniaux : telles sont les formes sous lesquelles s'est poursuivi le processus de création du système colonial de l'impérialisme.

Les États impérialistes, en s'emparant des colonies et en les pillant, s'efforcent de surmonter leurs contradictions internes grandissantes. Les profits élevés extorqués aux colonies permettent à la bourgeoisie de corrompre certaines couches d'ouvriers qualifiés à l'aide desquels la bourgeoisie cherche à désorganiser le mouvement ouvrier. En même temps, l'exploitation des colonies conduit à l'accentuation des contradictions du système capitaliste dans son ensemble.

Les colonies, réserves de produits agricoles et de matières premières pour les métropoles.

A l'époque de l'impérialisme, les colonies constituent avant tout le champ d'application le plus sûr et le plus avantageux pour le capital. L'oligarchie financière des pays impérialistes, disposant dans les colonies du monopole sans partage de l'investissement des capitaux, touche des profits particulièrement élevés.

En pénétrant dans les pays retardataires, le capital financier désagrège les formes d'économie précapitalistes — petit artisanat, économie semi-naturelle des petits paysans — et provoque le développement des rapports capitalistes. Afin d'exploiter ces pays, les impérialistes y construisent des voies ferrées, des entreprises industrielles pour la production des matières premières. Mais en même temps l'exploitation impérialiste dans les colonies retarde le progrès des forces productives et prive ces pays des conditions nécessaires à leur développement économique indépendant. Les impérialistes sont intéressés au retard économique des colonies, qui leur permet de maintenir leur pouvoir sur les pays dépendants et d'intensifier leur exploitation. Même là où l'industrie est relativement plus développée, par exemple dans certains pays de l'Amérique latine, seules se développent l'industrie minière ainsi que certaines branches de l'industrie légère : coton, cuirs et peaux, alimentation. L'industrie lourde, base de l'indépendance économique d'un pays, est extrêmement faible; les constructions mécaniques font à peu près défaut. Les monopoles dominants prennent des mesures spéciales pour empêcher de créer la production d'instruments de production : ils refusent aux colonies et aux pays dépendants les crédits à cette fin, ne vendent ni l'outillage ni les brevets nécessaires. La dépendance coloniale des pays retardataires fait obstacle à leur industrialisation.

En 1920, la part de la Chine dans l'extraction mondiale du charbon était de 1,7%, dans la production de fonte de 0,8%; dans celle du cuivre de 0,03 %. Dans l'Inde, la production d'acier par habitant, à la veille de la deuxième guerre mondiale (1938), était de 2,7 kilogrammes par an contre 222 kilogrammes en Grande-Bretagne. L'Afrique tout entière ne disposait en 1946 que de 1,5 % du combustible et de l'énergie électrique produits dans le monde capitaliste. Même l'industrie textile des pays coloniaux et dépendants est une industrie sous-développée et retardataire. Dans l'Inde, on comptait en 1947 près de 10 millions de broches contre 34,5 millions en Angleterre, dont la population est huit fois moindre que celle de l'Inde : en 1945, il y avait en Amérique latine 4,4 millions de broches contre 23,1 millions aux Etats-Unis.

En l'absence de conditions favorables à un développement industriel indépendant, les colonies et les semi-colonies demeurent des pays agricoles. L'immense majorité de la population de ces pays tire ses moyens de subsistance de l'agriculture, qui se trouve entravée par des rapports semi-féodaux. Le marasme et la décadence de l'agriculture retardent le développement du marché intérieur.

Les monopoles ne tolèrent dans les colonies que les branches de production qui assurent aux métropoles des fournitures en matières premières et en denrées alimentaires : l'extraction des minéraux utiles, la culture des plantes agricoles marchandes et leur premier traitement. De ce fait, l'économie des colonies et semi-colonies prend un caractère unilatéral très prononcé. L'impérialisme transforme les pays asservis en *réserves de produits agricoles et de matières premières* pour les métropoles.

L'économie de nombreux pays coloniaux et dépendants est spécialisée dans la production d'un ou deux produits consacrés entièrement à l'exportation.

Ainsi, après la deuxième guerre mondiale, le pétrole représentait 97% des exportations du Venezuela; le minerai d'étain, 70% des exportations de la Bolivie; le café, près de 58% des exportations du Brésil; le sucre, plus de 80% des exportations de Cuba; le caoutchouc et l'étain, plus de 70% des exportations de la Malaisie; le coton près de 80% des exportations de l'Egypte; le café et le coton, 60% des exportations du Kenya et de l'Ouganda; le cuivre, environ 85% des exportations de la Rhodésie du Nord; le cacao, près de 50% des exportations de la Côte de l'Or (Afrique). Le développement unilatéral de l'agriculture (ce qu'on appelle la *monoculture*) réduit des pays entiers à la merci des monopoles, accapareurs de matières premières.

Avec la transformation des colonies en réserves de produits agricoles et de matières premières pour les métropoles, le rôle des colonies s'accroît considérablement en tant que *sources de matières premières à bon marché* pour les Etats impérialistes. Plus le capitalisme est développé, et plus la concurrence et la chasse aux sources de matières premières est âpre dans le monde entier, plus la lutte est acharnée pour la conquête des colonies. Dans le cadre du capitalisme monopoliste, alors que l'industrie consomme des masses énormes de charbon, de pétrole, de coton, de minerai de fer, de métaux non ferreux, de caoutchouc, etc., aucun monopole ne peut s'estimer pourvu s'il ne possède pas des sources sûres de matières premières. Des colonies et des pays dépendants, les monopoles tirent à vil prix les quantités énormes de matières premières dont ils ont besoin. La possession monopoliste des sources de matières premières donne des avantages décisifs dans la concurrence. La mainmise sur les sources de matières premières à bon marché permet aux monopoles industriels d'imposer des prix de monopole sur le marché mondial, de vendre leurs articles à des prix exorbitants.

Les puissances impérialistes reçoivent exclusivement ou en majeure partie des colonies et des semi-colonies un grand nombre de variétés importantes de matières premières. Ainsi, après la deuxième guerre mondiale, les pays coloniaux et dépendants fournissent une grande partie du caoutchouc naturel, de l'étain et du jute consommés dans le monde capitaliste, environ la moitié du pétrole, un certain nombre de produits alimentaires importants; canne à sucre, cacao, café, thé.

Les sources de diverses *matières premières stratégiques* de différentes sortes — charbon, pétrole, minerais de fer, métaux non ferreux et rares, caoutchouc, coton, etc., — font l'objet d'une lutte à outrance. Depuis des dizaines d'années, les puissances impérialistes — et surtout les Etats-Unis et l'Angleterre — luttent pour la possession exclusive des riches sources de *pétrole*. La répartition des réserves mondiales de pétrole touche non seulement les intérêts et les rapports économiques, mais aussi politiques, des puissances impérialistes.

A l'époque de l'impérialisme, le rôle des colonies, en tant que *débouchés* pour les métropoles, grandit. A l'aide d'une politique douanière appropriée, les impérialistes préservent les débouchés coloniaux de la concurrence étrangère. C'est ainsi que les monopoles ont la possibilité d'écouler dans les colonies, à des prix exorbitants, leur production, y compris les marchandises de qualité inférieure qui ne trouvent pas de débouché sur les autres marchés. La disparité des échanges, entre les puissances impérialistes et les pays dépendants, augmente sans cesse. Les monopoles qui font du commerce avec les colonies (accaparement des matières premières et vente des marchandises industrielles), font des bénéfices énormes. Ils sont les vrais maîtres de pays entiers, disposant de la vie et des biens de dizaines de millions d'hommes.

Les colonies sont une source de main-d'œuvre à très bon marché. L'exploitation monstrueuse des masses ouvrières rapporte des revenus particulièrement élevés pour les capitaux placés dans les colonies et les pays dépendants. En outre, les métropoles importent de ces pays des centaines de milliers d'ouvriers qui exécutent des travaux particulièrement pénibles pour un salaire de famine. Ainsi, les monopoles aux Etats-Unis, notamment dans le sud du pays, soumettent à une exploitation inhumaine les ouvriers du Mexique et de Porto Rico, les monopoles de France en font autant pour les ouvriers nord-africains, etc.

Les calculs suivants, effectués sur la base de chiffres officiels, donnent une idée du tribut prélevé par les monopoles dans les colonies et les semi-colonies. Le tribut annuel que l'impérialisme anglais percevait dans l'Inde, à la veille de la deuxième guerre mondiale, atteignait 150 à 180 millions de livres sterling, répartis comme suit : pour l'intérêt des investissements britanniques, 40 à 45 millions; pour les dépenses publiques de l'Angleterre, mises au compte de l'Inde, 25 à 30 millions; pour les revenus et traitements des fonctionnaires et spécialistes militaires anglais dans l'Inde, 25 à 30 millions; pour les revenus à titre de commission des banques anglaises, 15 à 20 millions; pour les revenus du commerce, 25 à 30 millions; pour les revenus de la navigation, 20 à 25 millions. Les monopoles américains ont tiré en 1948 des pays dépendants les revenus suivants : des investissements de capitaux, 1,9 milliard de dollars; des transports, assurances et autres opérations, 1,9 milliard; de la vente des marchandises à des prix exorbitants, 2,5 milliards; de l'achat de marchandises à des prix réduits, 1,2 milliard; soit un total de 7,5 milliards de dollars, à titre de tribut monopoliste. Sur ce tribut, 2,5 milliards de dollars au moins ont été fournis par les pays de l'Amérique latine.

Alors que le monde est déjà partagé et que se poursuivent les préparatifs d'une lutte armée pour un nouveau partage, les puissances impérialistes mettent la main sur tous les territoires ayant ou pouvant avoir une valeur quelconque comme point d'appui, base militaire navale ou aérienne.

Les colonies sont des pourvoyeurs de « chair à canon » pour les métropoles. Dans la première guerre mondiale, du côté français ont combattu un million et demi de soldats noirs des colonies africaines. Pendant la guerre, les métropoles font supporter aux colonies une part importante de leurs charges financières. Une grande partie des emprunts de guerre est placée dans les colonies; l'Angleterre a utilisé largement les réserves de devises de ses colonies pendant la première et la deuxième guerres mondiales. L'exploitation effrénée des pays coloniaux et dépendants par l'impérialisme aggrave la contradiction irréductible entre les besoins immédiats de l'économie de ces pays et les intérêts cupides des métropoles.

Les méthodes d'exploitation coloniale des masses laborieuses.

La combinaison du pillage impérialiste et des formes féodales d'exploitation des travailleurs est un trait caractéristique des méthodes d'exploitation coloniale qui assurent des bénéfices monopolistes au capital financier des métropoles.

Les progrès de la production marchande et l'extension des rapports monétaires, l'expropriation de terres appartenant à la population autochtone, la destruction de la petite production artisanale vont de pair avec le maintien factice de survivances féodales et l'implantation de méthodes de travail forcé. Avec le développement des rapports capitalistes, la rente en nature est remplacée par la rente en argent, les impôts en nature par des impôts en espèces, ce qui a pour effet de hâter la ruine des masses paysannes.

Les classes dominantes des colonies et des semi-colonies sont les propriétaires féodaux et les capitalistes des villes et des campagnes (les paysans riches). La classe des capitalistes se divise en bourgeoisie de compradores et bourgeoisie nationale. Les *compradores* sont les intermédiaires indigènes entre les monopoles étrangers et le marché colonial de produits importés et de matières premières exportées. Les propriétaires féodaux et la bourgeoisie des compradores sont les vassaux du capital financier étranger; ils constituent une agence vénale pure et simple de l'impérialisme international, qui asservit les colonies et les semi-colonies. Avec le développement d'une industrie propre dans les colonies grandit une bourgeoisie nationale qui se trouve placée dans une situation ambiguë : d'une part, l'oppression de l'impérialisme étranger et des survivances féodales lui barre le chemin vers la domination économique et politique; d'autre part, elle participe avec les monopoles étrangers à l'exploitation de la classe ouvrière et de la paysannerie. Etant donné que la lutte de libération nationale tend à renverser la domination de l'impérialisme, à conquérir l'indépendance nationale du pays et à liquider les survivances féodales qui entravent le développement du capitalisme, la bourgeoisie nationale participe, à une certaine étape, à cette lutte et joue un rôle progressiste.

La classe ouvrière grandit dans les colonies et les pays dépendants au fur et à mesure du développement de l'industrie et de l'extension des rapports capitalistes. Son avant-garde est constituée par le prolétariat industriel. Font également partie du prolétariat les masses des ouvriers agricoles, des ouvriers des manufactures capitalistes et des petites entreprises, ainsi que les manœuvres des villes, qui exécutent toutes sortes de travaux manuels.

La paysannerie forme la masse essentielle, au point de vue numérique, de la population des colonies et semi-colonies. Dans la plupart de ces pays, la population des campagnes est composée, dans son immense majorité, de paysans sans terre ou n'en possédant que peu — paysans pauvres et moyens. La nombreuse petite bourgeoisie des villes est formée de petits commerçants et d'artisans.

La concentration de la propriété foncière entre les mains des propriétaires terriens et des usuriers s'accompagne d'une mainmise des colonisateurs sur de vastes possessions territoriales. Dans une série de colonies, l'impérialisme a créé des *plantations*, grosses entreprises agricoles produisant diverses variétés de matières premières végétales (coton, caoutchouc, jute, café, etc.).

Elles appartiennent principalement aux colonisateurs, ne disposent que de faibles moyens techniques et reposent sur le travail semi-servile d'une population privée de tous droits. Dans les colonies et les pays dépendants à population très dense, prédomine la petite économie paysanne, tout enserrée dans les vestiges du féodalisme et les servitudes usuraires. Dans ces pays la concentration de la propriété foncière va de pair avec le régime de la petite exploitation terrienne.

Les grands propriétaires fonciers mettent en location la terre par petites parcelles, à des conditions asservissantes. La *sous-location* parasitaire à plusieurs degrés est pratiquée en grand : entre le propriétaire terrien et le paysan travaillant la terre s'interposent plusieurs intermédiaires qui enlèvent au cultivateur une grande partie de sa récolte. Le métayage est prédominant. D'ordinaire le paysan se trouve entièrement sous le pouvoir du propriétaire foncier, dont il reste pour toujours débiteur. Dans certains pays subsistent pratiquement la corvée et les prestations en travail : les paysans sans terre sont tenus, à titre de loyer ou pour acquitter leurs dettes, de travailler plusieurs jours par semaine au profit du propriétaire. L'extrême misère force le paysan à s'endetter, à se laisser asservir et parfois à devenir l'esclave de l'usurier; il arrive que le paysan vende les membres de sa famille comme esclaves.

Avant la domination britannique dans l'Inde, l'Etat recevait sous forme d'impôt une partie des produits cultivés par les paysans. Après leur mainmise sur l'Inde, les autorités britanniques ont fait des anciens collecteurs d'impôts d'Etat de gros propriétaires fonciers, possédant des domaines de centaines de milliers d'hectares. Près des trois quarts de la population rurale de l'Inde ont été pratiquement dépouillés de leurs terres. Le paysan était tenu de payer à titre de fermage de la moitié aux deux tiers de sa récolte au propriétaire, et du reste il doit

retrancher l'intérêt de ses dettes envers l'usurier. Au Pakistan, suivant les données des années d'après-guerre, 70 % de l'ensemble de la surface cultivée appartient à 50.000 gros propriétaires.

Dans les pays du *Proche-Orient*, à l'heure actuelle, 75 à 80 % de la population se livrent à l'agriculture. Ajoutons qu'en Egypte 770 grands propriétaires possèdent plus de terre que 2 millions d'exploitations pauvres qui forment près de 75% de toutes les exploitations; sur 14,5 millions de personnes vivant de l'agriculture, 12 millions sont des petits fermiers et des salariés agricoles; le fermage englutit jusqu'aux quatre cinquièmes de la récolte. En Iran, près des deux tiers de la terre appartiennent aux propriétaires fonciers, un sixième à l'Etat et à l'Eglise musulmane; le fermier ne reçoit que un à deux cinquièmes de la récolte. En Turquie, plus des deux tiers des paysans sont pratiquement privés de terre.

Dans les pays de *l'Amérique latine*, la terre est concentrée entre les mains des grands propriétaires fonciers et des monopoles étrangers. Ainsi, par exemple, au Brésil, d'après le recensement de 1940, 51 % des exploitations ne possédaient que 3,8 % de la terre. Dans les pays de l'Amérique latine, le paysan appauvri se voit obligé de demander au propriétaire des avances qui doivent être remboursées en prestations en travail; avec ce système (appelé « péonage »), les obligations passent d'une génération à l'autre, et toute la famille du paysan devient en fait la propriété du maître. Marx qualifiait le péonage d'esclavage déguisé.

Une grande partie du maigre produit du travail exténuant du paysan et de sa famille est accaparée par les exploiters : le propriétaire foncier, l'usurier, le revendeur, la bourgeoisie rurale, le capital étranger, etc. Ceux-ci prennent possession non seulement du produit du surtravail mais aussi d'une part importante du travail nécessaire du cultivateur. Le revenu restant au paysan est dans bien des cas insuffisant, même pour subvenir à une existence misérable. Nombreuses sont les exploitations paysannes qui se ruinent; leurs anciens possesseurs viennent grossir l'armée des salariés agricoles. La surpopulation agraire atteint de vastes proportions.

Ecrasée par le propriétaire et l'usurier, l'exploitation paysanne ne peut employer que l'outillage le plus primitif, qui demeure sans changement notable pendant des centaines et parfois des milliers d'années. La technique primitive du travail de la terre aboutit à un épuisement extrême du sol. Aussi beaucoup de colonies, tout en restant des pays agricoles, sont-elles incapables de faire vivre leur population et obligées d'importer des produits alimentaires. L'agriculture des pays asservis par l'impérialisme est vouée à la décadence et à la dégradation.

Dans ces pays, malgré l'immense surpopulation agraire et la pénurie de terre, une partie seulement des terres cultivables est utilisée de façon productive. Dans les pays du Proche-Orient, les systèmes d'irrigation sont abandonnés ou détruits. Sur les terres autrefois réputées les plus fertiles du monde, le rendement est extrêmement bas et décroît sans cesse. Les mauvaises récoltes fréquentes provoquent la mort de millions d'hommes.

L'oppression coloniale signifie pour la classe ouvrière la servitude politique et une exploitation féroce. Le bon marché de la main-d'œuvre entraîne un niveau technique extrêmement bas des entreprises industrielles et des plantations. Etant donné le niveau technique arriéré de la production, les énormes profits des monopoles sont assurés par l'allongement de la journée de travail, l'accroissement de son intensité et un salaire extrêmement bas.

La journée de travail dans les colonies atteint 14 à 16 heures et même davantage. En règle générale, dans les entreprises industrielles et dans les transports, la protection du travail fait complètement défaut. La grande usure de l'outillage, le refus des entrepreneurs de faire les dépenses nécessitées par les réparations et la sécurité du travail provoquent de fréquents accidents qui causent la mort ou la mutilation de centaines de milliers d'hommes. L'absence de toute législation sociale prive l'ouvrier de tout moyen d'existence en période de chômage, en cas de mutilation ou de maladie professionnelle.

Le salaire des ouvriers coloniaux n'est même pas suffisant pour satisfaire les besoins les plus immédiats. Les ouvriers sont obligés de payer une part déterminée de leur salaire dérisoire à des intermédiaires de toutes sortes — courtiers, contremaîtres, surveillants, ou personnes préposées à l'embauchage. On emploie en grand le travail des femmes, ainsi que celui des enfants à partir de 6 ou 7 ans, et il est payé encore plus misérablement que le travail des hommes. La plupart des ouvriers sont criblés de dettes. Très souvent, les ouvriers sont logés dans des baraquements spéciaux ou dans des camps, comme des prisonniers privés du droit de se déplacer librement. Le travail forcé est appliqué sur une vaste échelle tant dans l'agriculture que dans l'industrie.

Le retard économique extrême joint à un degré élevé d'exploitation condamne les peuples coloniaux à la famine et à la misère. Une part immense des biens matériels créés dans les colonies est accaparée sans compensation par les grands monopoles des Etats impérialistes. L'exploitation des colonies et le retard apporté au développement de leurs forces productives font que le revenu national par tête d'habitant n'y est que le dixième ou le quinzième de celui des métropoles. Le niveau de vie de la majeure partie de la population est très bas. La mortalité y est très élevée : la famine et les épidémies dépeuplent des régions entières.

Dans les colonies africaines, l'esclavage existe officiellement; les autorités organisent des battues contre les Noirs, la police encercler des villages et envoie les hommes ainsi capturés construire des routes, travailler dans les plantations de coton, etc. On pratique également la vente des enfants en esclavage. Dans les pays coloniaux, l'esclavage pour dettes est chose courante; il existait aussi dans la Chine d'avant la Révolution.

Dans les colonies sévit la discrimination raciale en matière de salaires. En Afrique occidentale française, les ouvriers qualifiés de la population autochtone touchent encore de quatre à six fois moins que les ouvriers européens de la même spécialité. Dans les mines du Congo belge, les ouvriers africains touchent cinq à dix fois moins que les ouvriers européens. Dans l'Union sud-africaine, 65 % des enfants de la population autochtone meurent avant d'avoir atteint l'âge de deux ans.

La lutte des peuples coloniaux pour la libération nationale.

Avant l'époque de l'impérialisme, la lutte des peuples pour la libération nationale touchait essentiellement des pays européens (Irlandais, Hongrois, Polonais, Finlandais, Serbes, et autres) et ne dépassait pas le cadre des Etats multinationaux. A l'époque de l'impérialisme, le capital financier des métropoles ayant asservi les peuples des pays coloniaux et dépendants, le cadre de la question nationale s'est élargi, et par le cours même des choses elle s'est fondue avec la question générale des colonies.

Par là même, la question nationale, de question particulière, de question intérieure d'Etat, est devenue une question générale et internationale, la question universelle de la libération des peuples opprimés des pays dépendants et des colonies, du joug de l'impérialisme. (J. STALINE : *Les Questions du léninisme*, t. I, p. 54, Editions Sociales, Paris, 1947.)

Le seul moyen qu'ont ces peuples de se libérer du joug de l'exploitation est la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme. Durant toute l'époque capitaliste, les peuples des pays coloniaux ont lutté contre les oppresseurs étrangers, déclenché souvent des insurrections féroceement réprimées par les colonisateurs. Dans la période de l'impérialisme, la lutte des peuples des pays coloniaux et dépendants pour leur libération prend une ampleur sans précédent. Dès le début du XX^e siècle, notamment après la première révolution russe de 1905, les masses laborieuses des pays coloniaux et dépendants s'éveillent à la vie politique. Des mouvements révolutionnaires éclatent en Chine, en Corée, en Perse, en Turquie, dans l'Inde.

Les pays du monde colonial se distinguent entre eux par le niveau du développement économique et par le degré de formation du prolétariat. Il faut distinguer au moins trois catégories de pays coloniaux et dépendants : 1° les pays qui ne sont absolument pas développés au point de vue industriel et qui n'ont pas ou presque pas de prolétariat; 2° les pays sous-développés au point de vue industriel et dont le prolétariat est relativement peu nombreux, et 3° les pays plus ou moins développés au point de vue capitaliste et dont le prolétariat est plus ou moins nombreux. Cela détermine les particularités du mouvement de libération nationale dans les pays coloniaux et dépendants.

Etant donné que la paysannerie prédomine dans la population des pays coloniaux et dépendants, la question coloniale et nationale est, quant au fond, une question paysanne. Le but général du mouvement de libération nationale dans les colonies et les pays dépendants est la libération du joug de l'impérialisme et la suppression de toutes les survivances féodales. De ce fait, tout mouvement de libération nationale dans les colonies et les pays dépendants, dirigé contre l'impérialisme et l'oppression féodale, si même le prolétariat y est relativement faible, revêt un caractère progressiste.

Le mouvement de libération nationale dans les colonies et les pays dépendants, dans lequel le prolétariat joue un rôle de plus en plus grand en tant que dirigeant reconnu des larges masses de la paysannerie et de tous les travailleurs, entraîne dans la lutte contre l'impérialisme l'immense majorité de la population du globe, opprimée par l'oligarchie financière de quelques grandes puissances

capitalistes. Les intérêts du mouvement prolétarien dans les pays développés au point de vue capitaliste et du mouvement de libération nationale dans les colonies, imposent l'union de ces deux formes de mouvement révolutionnaire en un front unique de lutte contre l'ennemi commun, contre l'impérialisme. L'internationalisme prolétarien part du point de vue qu'un peuple qui en opprime d'autres ne saurait être un peuple libre. Et, comme l'enseigne le léninisme, le soutien, la défense et la réalisation du mot d'ordre proclamant le droit des nations à se séparer et à se constituer en Etats indépendants, représente de la part du prolétariat des nations dominantes une aide efficace au mouvement de libération des peuples opprimés.

L'essor de la lutte pour la libération nationale des peuples opprimés des colonies et des pays dépendants sape les assises de l'impérialisme et en prépare l'effondrement.

RESUME

1. L'exploitation sans frein des colonies et des semi-colonies est un des traits caractéristiques du capitalisme monopoliste. Les profils maximums des monopoles sont étroitement liés à l'exploitation des colonies et des semi-colonies en tant que débouchés, sources de matières premières, sphères d'investissements des capitaux, réservoirs de main-d'œuvre à bon marché. Tout en détruisant les formes pré-capitalistes de la production et en hâtant le développement des rapports capitalistes, l'impérialisme ne permet aux colonies et pays dépendants qu'un développement qui les prive de l'autonomie et de l'indépendance économiques. Les colonies sont des réserves de produits agricoles et de matières premières pour les métropoles.

2. L'interpénétration de l'exploitation et du pillage capitalistes et de différentes survivances de l'oppression féodale, voire esclavagiste, est caractéristique du système colonial de l'impérialisme. Le capital financier maintient artificiellement dans les colonies et les pays dépendants les survivances du féodalisme, il y introduit le travail forcé, l'esclavage. Les dures conditions de travail, avec un niveau technique extrêmement bas, l'absence totale de droits, la ruine et la paupérisation, la famine et le déperissement massif, tel est le lot de la classe ouvrière et de la paysannerie des pays coloniaux et semi-coloniaux,

3. Le renforcement de l'exploitation coloniale et de l'oppression provoque inévitablement la résistance des masses les plus larges de la population des pays coloniaux et dépendants. Le mouvement de libération nationale des peuples asservis entraîne dans la lutte contre l'impérialisme l'immense majorité de la population du globe, ébranle les assises de l'impérialisme et en prépare l'effondrement.

CHAPITRE XX - LA PLACE HISTORIQUE DE L'IMPÉRIALISME

L'impérialisme, dernier stade du capitalisme.

Déterminant la place historique de l'impérialisme par rapport au capitalisme en général, Lénine écrivait :

L'impérialisme est un stade historique particulier du capitalisme. Cette particularité est de trois ordres : l'impérialisme est 1° le capitalisme monopoliste; 2° le capitalisme parasite ou pourrissant; 3° le capitalisme agonisant. (V. LENINE : « L'Impérialisme et la scission du socialisme », *Marx, Engels, marxisme*, p. 296, Editions en langues étrangères, Moscou, 1947.)

Le capitalisme monopoliste n'élimine pas et ne peut pas éliminer les fondements de l'ancien capitalisme. Il apparaît dans un certain sens comme une *superstructure* de l'ancien capitalisme prémonopoliste. De même qu'il n'y a pas et qu'il ne peut y avoir de « capitalisme pur », de même l'existence d'un « impérialisme pur » est inconcevable. Même dans les pays les plus développés, il existe, à côté des monopoles, une multitude de petites et moyennes entreprises, notamment dans l'industrie légère, dans l'agriculture, dans le commerce et d'autres branches de l'économie. Dans presque tous les pays capitalistes, une partie importante de la population est constituée par la paysannerie qui, dans sa grande masse, se livre à la production marchande simple. Dans les pays coloniaux et semi-coloniaux l'oppression impérialiste s'enchevêtre avec des formes d'exploitation précapitalistes, en particulier avec des formes féodales.

Un trait essentiel de l'impérialisme est que les monopoles existent parallèlement au marché, à la concurrence, aux crises. Comme l'impérialisme est le prolongement et le développement des particularités essentielles du capitalisme, à son stade monopoliste les lois économiques du capitalisme en général restent en vigueur. Mais avec la modification des conditions économiques, avec l'aggravation extrême de toutes les contradictions du capitalisme, ces lois reçoivent un nouveau développement et agissent avec une force de destruction accrue. Il en est ainsi des lois de la valeur et de la plus-value, de la loi de la concurrence et de l'anarchie de la production, de la loi générale de l'accumulation capitaliste qui conditionne la paupérisation relative et absolue de la classe ouvrière et voue les masses de la paysannerie laborieuse à l'appauvrissement et à la ruine; il en est de même des contradictions de la reproduction capitaliste, des crises économiques.

Les monopoles poussent la socialisation de la production à l'extrême limite possible en régime capitaliste. Les grandes et les très grandes entreprises, qui font travailler chacune des milliers d'ouvriers, fabriquent une partie considérable de l'ensemble de la production dans les branches maîtresses de l'industrie. Les monopoles unissent en un tout des entreprises géantes, ils font le compte des débouchés, des sources de matières premières, ils accaparent les cadres scientifiques, les inventions et les perfectionnements. Les grandes banques exercent leur contrôle sur la presque totalité des fonds d'un pays. Les liaisons entre les diverses branches de l'économie et leur interdépendance se resserrent considérablement. L'industrie, qui possède un énorme potentiel de production, est capable d'augmenter rapidement la masse des marchandises produites.

Cependant, les moyens de production restent la propriété privée des capitalistes et l'essentiel des moyens de production est détenu par un petit groupe de monopoles. Dans leur course au profit maximum, ils augmentent par tous les moyens le degré d'exploitation de la classe ouvrière, ce qui accroît l'appauvrissement des masses laborieuses et réduit leur pouvoir d'achat.

Ainsi, la domination des monopoles aggrave au plus haut degré la contradiction fondamentale du capitalisme, entre le caractère social de la production et la forme capitaliste privée de l'appropriation du fruit de la production. Il apparaît de plus en plus clairement que le caractère social du processus de production impose la propriété sociale des moyens de production.

A l'époque de l'impérialisme, les forces productives de la société atteignent un niveau de développement tel qu'elles ne peuvent plus tenir dans le cadre étroit des rapports de production capitalistes. Le capitalisme, qui vint, en tant que mode de production plus avancé, remplacer la féodalité, s'est transformé au stade impérialiste en une force réactionnaire qui retarde l'évolution de la société humaine. La loi économique de correspondance nécessaire entre les rapports de production et le caractère des forces productives exige que des rapports nouveaux, socialistes, soient substitués aux

rapports de production capitalistes. Cette loi rencontre l'opposition la plus énergique des classes dominantes et, tout d'abord, de la bourgeoisie monopoliste et des gros propriétaires terriens, qui entendent empêcher la classe ouvrière de s'allier avec la paysannerie et de renverser le régime bourgeois.

Le haut degré du développement des forces productives et de la socialisation de la production, l'approfondissement et l'aggravation de toutes les contradictions de la société bourgeoise témoignent du fait que le capitalisme, entré dans le dernier stade de son évolution, est mûr pour être remplacé par un régime social supérieur, le socialisme.

L'impérialisme, capitalisme parasite ou pourrissant.

L'impérialisme est le capitalisme *parasite* ou *pourrissant*. La tendance à la stagnation et au pourrissement est le résultat inévitable de la domination des monopoles qui veulent obtenir le profit maximum. Les monopoles, qui peuvent imposer les prix sur le marché et les maintenir artificiellement à un niveau élevé, n'ont pas toujours intérêt aux innovations techniques et entravent souvent le progrès technique; durant des années, ils gardent sous le boisseau des découvertes scientifiques et des inventions techniques très importantes.

Ainsi la tendance à la stagnation et au pourrissement est inhérente aux monopoles et cette tendance dans certaines conditions prend le dessus. Cela n'a cependant pas empêché le progrès relativement rapide de la production et du développement de la technique dans certaines branches de l'économie bourgeoise, dans certains pays capitalistes. Mais ce développement s'est effectué d'une façon très inégale, retardant de plus en plus sur les immenses possibilités qu'ouvraient la science et la technique modernes.

La technique moderne hautement développée propose des tâches immenses, dont l'accomplissement se heurte à des obstacles qui découlent des rapports de production capitalistes. Les pays capitalistes ne peuvent pas, par exemple, utiliser entièrement leurs ressources hydro-énergétiques à cause des obstacles dressés par la propriété privée de la terre et la domination des monopoles. Le monopole de la propriété privée de la terre, la surpopulation agraire dans les campagnes, la prépondérance des petites exploitations paysannes freinent l'application des résultats de la science et de la technique modernes dans la production agricole, ce qui pourtant n'exclut pas le progrès technique dans une série de grandes entreprises agricoles capitalistes. Les intérêts des monopoles capitalistes empêchent l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques.

Partout, à chaque pas, *écrivait Lénine dès 1913*, on se heurte aux problèmes que l'humanité serait à même de résoudre *immédiatement*. Le capitalisme l'en empêche. Il a accumulé des masses de richesses, et il a fait des hommes les *esclaves* de cette richesse. Il a résolu les problèmes les plus difficiles en matière de technique, et il a stoppé la réalisation de perfectionnements techniques en raison de la misère et de l'ignorance de millions d'habitants, en raison de l'avarice stupide d'une poignée de millionnaires. (V. LENINE : «La barbarie civilisée », *Œuvres*, t. XIX, p. 349, (éd. russe).)

Le pourrissement du capitalisme se traduit par l'accroissement du parasitisme. La classe des capitalistes perd toute liaison avec le processus de production. La gestion des entreprises se concentre entre les mains d'un personnel technique salarié. L'immense majorité de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers deviennent des *rentiers*, qui possèdent des titres et qui vivent des revenus qu'ils leur rapportent (la tonte des coupons). La consommation parasite des classes exploiteuses s'accroît.

La séparation totale de la couche des rentiers d'avec la production s'accroît encore par *l'exportation des capitaux*, par les revenus provenant des investissements à l'étranger. L'exportation des capitaux met une empreinte de parasitisme sur tout pays vivant de l'exploitation des peuples d'autres pays et des colonies. Les capitaux exportés hors des frontières constituent une part sans cesse accrue de la richesse nationale des pays impérialistes, et les revenus de ces capitaux une part croissante des revenus de la classe capitaliste. Lénine appelait l'exportation des capitaux du parasitisme au carré.

Les capitaux placés à l'étranger représentaient en 1929, par rapport à la richesse nationale: en Angleterre, 18%; en France, 15%; aux Pays-Bas, près de 20%; en Belgique et en Suisse, 12%. En 1929, le revenu des capitaux placés à l'étranger était supérieur à celui du commerce extérieur : en Angleterre, de plus de sept fois; aux Etats-Unis, de cinq fois.

Aux Etats-Unis, les revenus des rentiers provenant des titres étaient en 1913, de 1,8 milliard de dollars; en 1931, 8,1 milliards de dollars, ce qui dépassait de 40 % le revenu global en espèces des 30 millions de fermiers pendant cette même année. Les Etats-Unis sont le pays où les traits parasites du capitalisme contemporain, de même que la nature rapace de l'impérialisme, s'affirment d'une façon particulièrement frappante.

Le caractère parasite du capitalisme apparaît nettement dans le fait qu'une série de pays bourgeois se transforment en *Etats-rentiers*. Au moyen d'emprunts asservissants, les plus grands pays impérialistes tirent d'immenses revenus des pays débiteurs, se les subordonnent aux points de vue économique et politique. L'Etat-rentier est l'Etat du capitalisme parasite, pourrissant. L'exploitation des colonies et des pays dépendants, qui est une des sources fondamentales des profits maximums des monopoles, transforme la poignée des plus riches pays capitalistes en parasites sur le corps des peuples asservis.

Le caractère parasite du capitalisme trouve son expression dans l'accroissement du *militarisme*. Une part croissante du revenu national, et principalement des revenus des travailleurs, est absorbée par le budget de l'Etat et dépensée pour l'entretien d'armées énormes, pour la préparation et la conduite de guerres impérialistes. Tout en étant un des principaux moyens pour assurer le profit maximum aux monopoles, la militarisation de l'économie et les guerres impérialistes signifient en même temps la destruction forcenée d'une multitude de vies humaines et d'immenses richesses matérielles.

Le progrès du parasitisme est indissolublement lié au fait que des masses énormes d'êtres humains sont arrachées au travail socialement utile. L'armée des chômeurs augmente, de même que le nombre de personnes employées au service des classes exploiteuses, dans l'appareil d'Etat, ainsi que dans la sphère hypertrophiée de la circulation.

Le pourrissement du capitalisme se traduit ensuite dans le fait que la bourgeoisie impérialiste, avec les profits que lui rapporte l'exploitation des colonies et des pays dépendants, corrompt systématiquement, moyennant un plus haut salaire et d'autres avantages, une faible partie de la couche supérieure des ouvriers qualifiés, ce qu'on appelle l'aristocratie ouvrière. Avec l'appui de la bourgeoisie, l'aristocratie ouvrière s'empare des postes de commande dans une série de syndicats; elle forme avec des éléments petits-bourgeois, le noyau actif des partis socialistes de droite et constitue un danger grave pour le mouvement ouvrier. Cette couche d'ouvriers embourgeoisés est le fondement social de l'opportunisme.

L'opportunisme tend à subordonner le mouvement ouvrier aux intérêts de la bourgeoisie, en sapant la lutte révolutionnaire du prolétariat pour s'affranchir de l'esclavage capitaliste. Les opportunistes corrompent la conscience des ouvriers en prêchant la voie réformiste d'« amélioration » du capitalisme; ils demandent aux ouvriers de soutenir les gouvernements bourgeois dans leur politique impérialiste, intérieure et extérieure. Les opportunistes jouent au fond le rôle d'agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier. En divisant la classe ouvrière, ils empêchent les ouvriers de conjuguer leurs forces pour abattre le capitalisme. C'est là une des raisons pour lesquelles, dans nombre de pays, la bourgeoisie se maintient encore au pouvoir.

Au capitalisme prémonopoliste avec sa libre concurrence correspondait en qualité de superstructure politique une démocratie bourgeoise limitée. L'impérialisme avec la domination de ses monopoles est caractérisé par le passage de la démocratie à la *réaction* en matière de politique intérieure et extérieure des Etats bourgeois. La réaction politique sur *toute* la ligne est le propre de l'impérialisme. Les dirigeants des monopoles ou leurs hommes de confiance occupent les postes les plus élevés dans les gouvernements et dans l'ensemble de l'appareil d'Etat. Sous le régime de l'impérialisme, les gouvernements ne sont pas mis en place par le peuple, mais par les magnats du capital financier. Les cliques monopolistes réactionnaires, pour asseoir leur pouvoir, s'appliquent à réduire à néant les droits démocratiques conquis de haute lutte par des générations de travailleurs. Cela impose la nécessité d'intensifier par tous les moyens la lutte des masses pour la démocratie, contre l'impérialisme et la réaction.

Le capitalisme en général et l'impérialisme en particulier font de la démocratie une illusion; et cependant le capitalisme engendre des tendances démocratiques au sein des masses, fonde des institutions démocratiques, aggrave l'antagonisme entre l'impérialisme, négateur de la démocratie, et les masses qui aspirent à la démocratie. (V. LENINE : *Œuvres*, t. XXIII, p. 13 (éd. russe).)

A l'époque de l'impérialisme, la lutte des masses les plus larges, guidées par la classe ouvrière, contre la réaction engendrée par les monopoles, a une immense portée historique. C'est bien de l'activité, de

l'organisation, de la résolution des masses populaires que dépend l'échec des visées barbares des forces d'agression de l'impérialisme, qui préparent sans cesse aux peuples de nouvelles et pénibles épreuves et des catastrophes militaires.

L'impérialisme, prélude de la révolution socialiste.

L'impérialisme est le *capitalisme agonisant*. Il aggrave toutes les contradictions du capitalisme, les porte à leur limite extrême, au-delà de laquelle commence la révolution. Les plus importantes sont les suivantes :

Premièrement, *la contradiction entre le travail et le capital*. Le règne des monopoles et de l'oligarchie financière dans les pays capitalistes renforce le degré d'exploitation des classes laborieuses. L'aggravation de la condition matérielle et l'oppression politique accrue de la classe ouvrière accroissent son mécontentement et accentuent la lutte de classes entre prolétariat et bourgeoisie. Dès lors, les anciennes méthodes de lutte économique et politique de la classe ouvrière s'avèrent absolument insuffisantes. L'impérialisme conduit la classe ouvrière à la révolution socialiste.

Deuxièmement, *la contradiction entre les puissances impérialistes*. Dans la lutte pour le profit maximum, se heurtent les monopoles des différents pays, et chacun des groupes de capitalistes s'efforce de s'assurer la priorité en mettant la main sur les débouchés, les sources de matières premières, les investissements des capitaux. La lutte acharnée qui se livre entre les pays impérialistes pour les zones d'influence amène nécessairement des guerres impérialistes qui affaiblissent les positions du capitalisme renforcent le mécontentement des masses et les poussent dans la voie de la lutte révolutionnaire contre le régime capitaliste.

Troisièmement, *la contradiction entre les peuples opprimés des colonies et des pays dépendants et les puissances impérialistes qui les exploitent*. Le renforcement de l'oppression impérialiste ainsi que le développement du capitalisme dans les colonies et les semi-colonies a pour effet d'intensifier le mouvement de libération nationale contre l'impérialisme. De réserves de l'impérialisme, les colonies et les pays dépendants deviennent des réserves de la révolution prolétarienne.

Telles sont les principales contradictions qui caractérisent l'impérialisme comme capitalisme agonisant. Cela ne veut point dire que le capitalisme puisse dépérir de lui-même, par une sorte de « faillite automatique », sans que les masses populaires guidées par la classe ouvrière luttent avec résolution pour liquider la domination de la bourgeoisie. Cela veut dire seulement que l'impérialisme est la phase du développement du capitalisme, durant laquelle la révolution prolétarienne est devenue une nécessité pratique et où les conditions favorables à l'assaut direct des citadelles du capitalisme sont parvenues à maturité. Aussi Lénine a-t-il défini l'impérialisme comme le prélude de la révolution socialiste.

Le capitalisme monopoliste d'Etat.

A l'époque de l'impérialisme, l'Etat bourgeois, qui représente la dictature d'une oligarchie financière, oriente toute son activité dans l'intérêt des monopoles.

Au fur et à mesure que s'aggravent les contradictions de l'impérialisme, les monopoles renforcent leur mainmise directe sur l'appareil d'Etat. Les grands magnats du capital jouent de plus en plus souvent le rôle de dirigeants de l'appareil d'Etat. On assiste à la transformation du capitalisme monopoliste en capitalisme monopoliste d'Etat. Déjà la première guerre mondiale avait accéléré et accentué sensiblement ce processus.

Le *capitalisme monopoliste d'Etat* consiste à *subordonner* l'appareil d'Etat aux monopoles capitalistes et à l'utiliser pour intervenir dans l'économie du pays (notamment par sa militarisation), afin d'assurer le profit maximum aux monopoles et d'asseoir la toute-puissance du capital financier. Et l'on procède à la remise entre les mains de l'Etat bourgeois de certaines entreprises, branches et fonctions économiques (main-d'œuvre, approvisionnement en matières premières déficitaires, système de rationnement, construction d'entreprises militaires, financement de la militarisation de l'économie, etc.), tout en maintenant dans le pays le règne de la propriété privée des moyens de production.

La propriété d'Etat dans les pays impérialistes apparaît ou bien à la suite de la construction d'entreprises, de voies ferrées, d'arsenaux, etc., aux frais du budget de l'Etat, ou bien sous la forme de

la nationalisation bourgeoise, c'est-à-dire du transfert de certaines entreprises privées aux mains de l'Etat, moyennant une forte compensation. En dépit des affirmations des économistes bourgeois, qui présentent l'étatisation des entreprises sous la domination politique de la bourgeoisie comme un « pas vers le socialisme », celle-ci n'a rien de commun avec le socialisme. La propriété d'Etat dans les pays bourgeois est une variété de propriété capitaliste, où le propriétaire n'est pas un capitaliste particulier, mais l'Etat bourgeois, (qui est subordonné à une poignée de grands monopoles. L'étatisation des entreprises est utilisée par les monopoles pour renforcer l'exploitation de la classe ouvrière et de tous les travailleurs et pour multiplier leurs profits.

Les monopoles utilisent le pouvoir d'Etat pour collaborer activement à la concentration et à la centralisation du capital, augmenter leur puissance et leur influence : par des mesures spéciales, l'Etat force les entrepreneurs restés indépendants à se soumettre aux groupements monopolistes et, en temps de guerre, il fait procéder à la concentration forcée de la production, en fermant les portes d'une foule d'entreprises petites et moyennes. C'est dans l'intérêt des monopoles que l'Etat, d'une part, établit des droits élevés sur les marchandises importées et que, d'autre part, il encourage l'exportation des marchandises en payant aux monopoles des subventions à l'exportation et en leur facilitant la conquête de nouveaux marchés au moyen du dumping.

Les monopoles utilisent le budget d'Etat afin de piller la population du pays en la grevant d'impôts et en recevant de l'Etat des commandes qui leur rapportent de gros profits. L'Etat bourgeois, sous le prétexte « d'encourager les initiatives économiques », verse aux gros entrepreneurs des sommes considérables sous forme de subventions. Dans le cas où les monopoles sont menacés de faillite, ils reçoivent de l'Etat les crédits nécessaires pour couvrir leurs pertes, et on leur fait remise des impôts qu'ils doivent à l'Etat.

Le développement du capitalisme monopoliste d'Etat s'accroît particulièrement en période de préparation et de conduite de guerres impérialistes. Lénine disait que le capitalisme monopoliste d'Etat en temps de guerre était un bain pour les ouvriers et un paradis pour les capitalistes. Les gouvernements des pays impérialistes font aux monopoles de grosses commandes d'armements, d'équipements et de vivres; ils bâtissent des usines de guerre aux frais de l'Etat et les mettent à la disposition des monopoles; ils lancent des emprunts de guerre. En même temps, les Etats bourgeois font supporter toutes les charges de la guerre aux travailleurs. Tout cela procure des superprofits aux monopoles.

Le développement du capitalisme monopoliste d'Etat a pour effet, premièrement, de hâter encore la socialisation capitaliste de la production, créatrice des conditions matérielles nécessaires pour remplacer le capitalisme par le socialisme. Lénine disait que le capitalisme monopoliste d'Etat était la préparation matérielle complète du socialisme.

Le développement du capitalisme monopoliste d'Etat amène, en second lieu, une accentuation de la paupérisation relative et absolue du prolétariat. C'est au moyen du pouvoir d'Etat que les monopoles élèvent au maximum le degré d'exploitation de la classe ouvrière, de la paysannerie et de larges couches d'intellectuels, ce qui ne manque pas d'aggraver considérablement les antagonismes entre exploités et exploités.

Les défenseurs du capitalisme, en dissimulant la subordination de l'Etat bourgeois aux monopoles capitalistes, prétendent que l'Etat est devenu dans l'économie des pays capitalistes une force décisive, capable d'assurer la direction planifiée de l'économie nationale. En réalité, l'Etat bourgeois ne peut diriger de façon planifiée l'économie, car il n'en est pas maître : elle se trouve entre les mains des monopoles. L'effort de l'Etat pour « régler » l'économie, accompli dans l'intérêt du capital monopoliste, ne peut pas supprimer l'anarchie de l'économie capitaliste ni les crises économiques et il conduit en fait à une aggravation des contradictions du régime bourgeois.

La loi de l'inégalité du développement économique et politique des pays capitalistes à l'époque de l'impérialisme et la possibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays.

En régime capitaliste, les diverses entreprises, les diverses branches de l'économie d'un pays ne peuvent se développer également. Dans le cadre de la concurrence et de l'anarchie de la production, le développement inégal de l'économie capitaliste est inévitable. Cependant, à l'époque prémonopoliste,

la production était fragmentée entre un grand nombre d'entreprises, la libre concurrence régnait, il n'y avait pas de monopoles. Le capitalisme pouvait encore se développer d'une façon plus ou moins régulière. Certains pays en dépassaient d'autres durant une longue période. Il existait alors sur le globe de vastes territoires inoccupés. Tout se passait sans conflits militaires à l'échelle mondiale.

La situation a changé radicalement avec le passage au capitalisme monopoliste; alors le partage du monde est achevé entre les puissances impérialistes qui mènent une lutte serrée pour un nouveau partage du monde. Cependant le développement inouï de la technique permet à certains pays impérialistes de dépasser rapidement, par bonds, les autres pays impérialistes. Les pays engagés tardivement dans la voie de l'évolution capitaliste utilisent les résultats acquis du progrès technique : machines, méthodes de production, etc. De là le développement rapide, *par bonds*, de certains pays et un retard dans l'évolution d'autres pays. Ce développement par bonds s'accroît énormément aussi grâce à l'exportation des capitaux. La possibilité s'offre pour certains pays de gagner de vitesse les autres, de les évincer des marchés, de réaliser par la force des armes un nouveau partage du monde déjà partagé. Sous l'impérialisme, l'inégalité de développement des pays capitalistes est devenue une force déterminante du développement impérialiste.

Le rapport des forces économiques des puissances impérialistes se modifie avec une rapidité sans précédent. Il en résulte des modifications très irrégulières du potentiel de guerre des Etats impérialistes. La modification du rapport des forces économiques et militaires va à rencontre de l'ancienne répartition des colonies et des sphères d'influence, ce qui engendre inévitablement la lutte pour un nouveau partage du monde déjà partagé. La puissance véritable de tels ou tels groupes impérialistes est mise à l'épreuve au moyen de guerres sanglantes et dévastatrices.

En 1860, l'Angleterre occupait la première place dans la production industrielle du monde; la France la suivait de près. L'Allemagne et les Etats-Unis n'en étaient qu'à leurs débuts dans l'arène mondiale. Une dizaine d'années s'écoula, et le pays ascendant du jeune capitalisme — les Etats-Unis d'Amérique — gagnait de vitesse la France, et prenait sa place. Dix ans après, les Etats-Unis rattrapaient l'Angleterre et occupaient la première place dans la production industrielle mondiale, tandis que l'Allemagne dépassait la France et occupait la troisième place derrière les Etats-Unis et l'Angleterre. Au début du XX^e siècle, l'Allemagne refoulait l'Angleterre et prenait la deuxième place après les Etats-Unis. A la suite des changements survenus dans le rapport des forces des pays capitalistes, le monde capitaliste se scinde en deux camps impérialistes hostiles, et les guerres mondiales se déclenchent.

Le développement inégal des pays capitalistes détermine l'aggravation des contradictions dans le camp de l'impérialisme et l'inévitabilité de conflits militaires qui conduisent à un affaiblissement réciproque des impérialistes. Le front mondial de l'impérialisme devient facilement vulnérable pour la révolution prolétarienne. C'est sur cette base que la chaîne du front impérialiste peut se rompre en son maillon le plus faible, au point où les conditions sont les plus favorables pour la victoire du prolétariat.

L'inégalité du développement économique à l'époque de l'impérialisme détermine aussi l'inégalité du développement politique, qui entraîne pour les différents pays une différence de maturité des conditions politiques de la victoire de la révolution prolétarienne. Parmi ces conditions, il faut ranger avant tout l'acuité des antagonismes de classes et le degré de développement de la lutte des classes, le niveau de la conscience de classe, de l'organisation politique et de la fermeté révolutionnaire du prolétariat, son aptitude à entraîner les masses fondamentales de la paysannerie.

La loi de l'inégalité du développement économique et politique des pays capitalistes à l'époque de l'impérialisme est le point de départ de la théorie léniniste sur la possibilité de la victoire du socialisme au début dans plusieurs pays ou même dans un seul pays.

Marx et Engels, en étudiant au milieu du XIX^e siècle le capitalisme prémonopoliste, ont été amenés à conclure que la révolution socialiste ne pouvait vaincre que simultanément dans tous les pays ou dans la plupart des pays civilisés. Mais au début du XX^e siècle, notamment au cours de la première guerre mondiale, la situation avait changé radicalement. Le capitalisme prémonopoliste s'était développé en capitalisme monopoliste. Le capitalisme ascendant était devenu le capitalisme déclinant, agonisant. La guerre avait mis à nu les faiblesses incurables du front impérialiste mondial. Il découlait en même temps de la loi de l'inégalité du développement que la révolution prolétarienne viendrait à maturité à des époques différentes, dans les différents pays. Partant de la loi du développement inégal du

capitalisme à l'époque de l'impérialisme, Lénine est arrivé à la conclusion que la vieille formule de Marx et d'Engels ne répondait plus aux nouvelles conditions historiques; que, dans les conditions nouvelles, la révolution socialiste pouvait parfaitement triompher dans un seul pays; que la victoire simultanée de la révolution socialiste dans tous les pays ou dans la plupart des pays civilisés était impossible en raison de la maturité inégale de la révolution dans ces pays.

L'inégalité du développement économique et politique, *écrivait Lénine*, est une loi absolue du capitalisme. Il s'ensuit que la victoire du socialisme est possible au début dans un petit nombre de pays capitalistes ou même dans un seul pays capitaliste pris à part. (V. LENINE : « Du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe », *Œuvres choisies*, t. I, 2^e partie, p. 417.)

Lénine avait élaboré une théorie nouvelle, une théorie achevée de la révolution socialiste. Elle enrichissait le marxisme et le développait; elle ouvrait une perspective révolutionnaire aux prolétaires des différents pays, elle développait leur initiative dans le combat à livrer à la bourgeoisie, affermissait leur certitude dans la victoire de la révolution prolétarienne.

C'est dans la période de l'impérialisme que s'achève la formation du système capitaliste de l'économie mondiale, qui fait des différents pays les anneaux d'une seule et même chaîne. Le léninisme enseigne que, dans le cadre de l'impérialisme, la révolution socialiste triomphe d'abord, non pas nécessairement dans les pays où le capitalisme est le plus développé et où le prolétariat forme la majorité de la population, mais avant tout dans les pays qui constituent l'anneau le plus faible de la chaîne de l'impérialisme mondial. Les conditions objectives de la révolution socialiste sont parvenues à maturité dans l'ensemble du système capitaliste de l'économie mondiale. Dès lors, l'existence dans ce système de pays sous-développés au point de vue industriel, ne saurait être un obstacle à la révolution. Pour la victoire de la révolution socialiste dans un pays, il faut qu'il y ait un prolétariat révolutionnaire et une avant-garde prolétarienne, groupée au sein d'un parti politique, il faut qu'il y ait dans ce pays un allié solide du prolétariat en la paysannerie, allié capable de le suivre dans la lutte décisive contre l'impérialisme.

A l'époque de l'impérialisme, alors que le mouvement révolutionnaire progresse dans le monde entier, la bourgeoisie impérialiste fait bloc avec toutes les forces réactionnaires sans exception et utilise au maximum les survivances du servage afin de renforcer sa domination et d'augmenter ses profits. La liquidation des survivances de la féodalité et du servage est donc impossible sans une lutte décisive contre l'impérialisme. Dès lors, le prolétariat peut prendre la tête de la révolution démocratique bourgeoise, rallier autour de lui les masses de la paysannerie pour lutter contre les survivances féodales et l'oppression impérialiste aux colonies. Au fur et à mesure que sont résolus les problèmes de la lutte contre la féodalité et ceux de la libération nationale, la révolution démocratique bourgeoise se développe en révolution socialiste.

A l'époque de l'impérialisme, le mécontentement du prolétariat augmente dans les pays capitalistes, les éléments d'explosion révolutionnaire s'accumulent et la guerre libératrice contre l'impérialisme se développe dans les colonies et les pays dépendants. Les guerres impérialistes pour le partage du monde affaiblissent le système de l'impérialisme et accentuent les tendances à l'union des révolutions prolétariennes dans les pays capitalistes et du mouvement de libération nationale dans les colonies.

La révolution prolétarienne, qui a triomphé dans un seul pays, marque en même temps le début de la révolution socialiste mondiale. Lénine a prévu, d'une manière scientifique, que la révolution mondiale se développerait par le détachement révolutionnaire d'une série d'autres pays du système de l'impérialisme, grâce au soutien apporté aux prolétaires de ces pays par le prolétariat des Etats impérialistes. Les pays en question se détacheront d'autant plus vite et plus résolument que le socialisme sera plus fort dans les pays où la révolution prolétarienne a triomphé.

L'issue de la lutte, *écrivait Lénine en 1913*, dépend finalement de ce que la Russie, l'Inde, la Chine, etc., forment l'immense majorité de la population du globe. Et c'est justement cette majorité de la population qui, depuis quelques années, est entraînée avec une rapidité incroyable dans la lutte pour son affranchissement; à cet égard, il ne saurait y avoir une ombre de doute quant à l'issue finale de la lutte universelle. A cet égard, la victoire définitive du socialisme est absolument et pleinement assurée. (V. LENINE : « Mieux vaut moins mais mieux », *Œuvres choisies*, en deux volumes, t. II, 2^e partie, p. 776.)

RESUME

1. *L'impérialisme est : 1° le capitalisme monopoliste; 2° le capitalisme pourrissant ou parasite; 3° le capitalisme agonisant, le prélude de la révolution socialiste.*

2. *Le pourrissement et le caractère parasite du capitalisme se traduisent par le frein qu'opposent les monopoles au progrès technique et au développement des forces productives; par la transformation d'une série de pays bourgeois en Etats-rentiers qui vivent en exploitant les peuples des colonies et des pays dépendants; par le déchaînement du militarisme; par l'accroissement de la consommation parasite de la bourgeoisie; par une politique réactionnaire, intérieure et extérieure, des Etats impérialistes; par la corruption, par la bourgeoisie des pays impérialistes, d'une couche supérieure peu nombreuse de la classe ouvrière. Le pourrissement du capitalisme augmente la paupérisation de la classe ouvrière et des masses travailleuses de la paysannerie.*

3. *L'impérialisme aggrave à l'extrême les trois principales contradictions du capitalisme : 1° la contradiction entre le travail et le capital; 2° la contradiction entre les puissances impérialistes qui luttent pour la suprématie et en définitive pour la domination mondiale, et 3° la contradiction entre les métropoles et les colonies. L'impérialisme amène directement le prolétariat à la révolution socialiste.*

4. *Le capitalisme monopoliste d'Etat est la subordination de l'appareil d'Etat aux monopoles capitalistes et son utilisation pour intervenir dans l'économie du pays (en particulier à la faveur de sa militarisation), en vue d'assurer le profit maximum et d'asseoir la domination de l'oligarchie financière. Degré supérieur de la socialisation capitaliste de la production, le capitalisme monopoliste d'Etat aggrave encore l'exploitation de la classe ouvrière, la paupérisation et la ruine des larges masses laborieuses.*

5. *L'action de la loi de l'inégalité du développement économique et politique des pays capitalistes à l'époque de l'impérialisme affaiblit le front de l'impérialisme mondial. L'inégalité de maturité de la révolution exclut la possibilité d'une victoire simultanée du socialisme dans tous les pays ou dans la plupart des pays. Il devient possible de rompre la chaîne impérialiste en son point le plus faible, il devient possible pour la révolution socialiste de triompher d'abord dans un petit nombre de pays ou même dans un seul.*

CHAPITRE XXI - LA CRISE GÉNÉRALE DU CAPITALISME

L'essence de la crise générale du capitalisme.

Parallèlement au développement des contradictions de l'impérialisme, s'accumulaient les conditions de la crise générale du capitalisme. Les principes de la théorie de la crise générale du capitalisme ont été élaborés par Lénine.

La crise *générale du capitalisme* frappe l'ensemble du système capitaliste mondial et elle est caractérisée par des guerres et des révolutions, par la lutte entre le capitalisme agonisant et le socialisme ascendant. Elle embrasse tous les aspects du capitalisme, aussi bien économiques que politiques. Elle a pour base, d'une part la décomposition de plus en plus poussée du système capitaliste mondial, duquel se détachent sans cesse de nouveaux pays, et d'autre part la puissance économique ascendante des pays qui se sont détachés du capitalisme.

Les traits principaux de la crise générale du capitalisme sont : la division du monde en deux systèmes, capitaliste et socialiste, la crise du système colonial de l'impérialisme, l'aggravation du problème des marchés et, comme corollaire, la sous-production chronique des entreprises et le chômage massif chronique dans les pays capitalistes.

L'inégalité du développement des pays capitalistes à l'époque de l'impérialisme engendre à la longue une disparité entre le partage de fait des débouchés, des sphères d'influence, des colonies et le rapport modifié des forces des principaux Etats capitalistes. C'est sur cette base qu'apparaît une nette rupture d'équilibre à l'intérieur du système mondial du capitalisme, rupture qui amène la formation de groupements hostiles d'Etats capitalistes, et des guerres entre eux. Les guerres mondiales diminuent les forces de l'impérialisme et facilitent la rupture du front de l'impérialisme et le détachement de pays» les uns après les autres, du système capitaliste.

La crise générale du capitalisme embrasse toute une période historique, et elle fait partie intégrante de l'époque de l'impérialisme. Comme nous l'avons déjà signalé, la loi de l'inégalité du développement économique et politique des pays capitalistes à l'époque de l'impérialisme détermine une époque de maturité de la révolution socialiste différente dans les différents pays. Lénine disait que la crise générale du capitalisme n'était pas un fait unique, mais constituait une longue période de bouleversements économiques et politiques, de lutte de classes aggravée, une période de « faillite du capitalisme dans toute son étendue et de naissance de la société socialiste ». [V. Lénine. « Rapport sur la révision du programme et le changement de dénomination du Parti au VII^e Congrès du P.C. (b) », Œuvres, t. XXVII, p. 106 (éd. russe).] Cela détermine la nécessité historique d'une coexistence prolongée des deux systèmes, socialiste et capitaliste.

La crise générale du capitalisme, ouverte au cours de la première guerre mondiale, a pris de l'extension surtout après que l'Union soviétique se fut détachée du système capitaliste. Ce fut la *première étape* de la crise générale du capitalisme. Au cours de la deuxième guerre mondiale s'est ouverte la *deuxième étape* de la crise générale du capitalisme, qui s'est particulièrement développée après que les pays de démocratie populaire d'Europe et d'Asie se furent détachés du système capitaliste.

La première guerre mondiale et le début de la crise générale du capitalisme.

La première guerre mondiale eut pour cause l'aggravation des contradictions entre les puissances impérialistes dans la lutte pour un nouveau partage du monde et des sphères d'influence. A côté des anciennes puissances impérialistes, de nouveaux rapaces étaient apparus, arrivant en retard pour le partage du monde. L'impérialisme allemand entra en scène. L'Allemagne s'était engagée après les autres pays dans la voie du développement capitaliste et arrivait au partage des marchés et des sphères d'influence quand le monde était déjà partagé entre les vieilles puissances impérialistes. Mais, dès le début du XX^e siècle, l'Allemagne, ayant gagné de vitesse l'Angleterre, occupait au point de vue du développement industriel le deuxième rang dans le monde et le premier en Europe. Elle se mit à refouler sur les marchés mondiaux l'Angleterre et la France. Le changement survenu dans le rapport des forces économiques et militaires des principaux Etats capitalistes soulevait la question d'un nouveau partage du monde. Dans la lutte pour ce partage, l'Allemagne, alliée à l'Autriche-Hongrie, se heurta à l'Angleterre, à la France et à la Russie tsariste qui dépendait de ces deux derniers pays.

L'Allemagne voulait s'emparer d'une partie des colonies britanniques et françaises, évincer l'Angleterre du Proche-Orient et mettre fin à sa domination sur les mers, enlever à la Russie l'Ukraine, la Pologne, les Pays baltes, avoir la haute main sur toute l'Europe centrale et du Sud-Est. De son côté, l'Angleterre voulait en finir avec la concurrence allemande sur le marché mondial et asseoir définitivement sa domination dans le Proche-Orient et sur le continent africain. La France se proposait de reprendre l'Alsace et la Lorraine conquises par l'Allemagne en 1870-1871 et de mettre la main sur le bassin de la Sarre. La Russie tsariste, ainsi que les autres Etats bourgeois participant à la guerre, poursuivait également des visées annexionnistes.

La lutte des deux blocs impérialistes — anglo-français et allemand — pour un nouveau partage du monde affectait les intérêts de tous les pays impérialistes et amena, de ce fait, une guerre mondiale à laquelle allaient prendre part le Japon, les Etats-Unis et une série d'autres pays. La première guerre mondiale avait, de part et d'autre, un caractère impérialiste.

La guerre ébranla le monde capitaliste jusqu'en ses fondements. Par ses proportions, elle laissait loin derrière elle toutes les guerres précédentes de l'histoire de l'humanité.

Ce fut une source d'enrichissements, énormes pour les monopoles, pour les capitalistes des Etats-Unis en particulier. Les profits de tous les monopoles américains en 1917 dépassaient le niveau des profits de 1914 de trois à quatre fois. En cinq ans de guerre (de 1914 à 1918), les monopoles américains touchèrent plus de 35 milliards de dollars de bénéfices (impôts non déduits). Les bénéfices des plus gros monopoles furent décuplés.

La population des pays qui participaient activement à la guerre s'élevait à environ 800 millions d'individus. Près de 70 millions d'hommes furent appelés sous les drapeaux. La guerre devait engloutir autant de vies humaines qu'il en avait péri dans toutes les guerres d'Europe depuis mille ans. Le nombre des tués s'est élevé à 10 millions, celui des blessés et des mutilés a été supérieur à 20 millions. Des millions d'êtres humains sont morts de faim et d'épidémie. La guerre a causé un immense préjudice à l'économie nationale des pays belligérants. Les dépenses militaires proprement dites des belligérants se montèrent, pour toute la durée des hostilités (1914-1918) à 208 milliards de dollars (aux prix des années correspondantes).

Au cours du conflit, le rôle des monopoles s'était encore accru, de même que leur mainmise sur l'appareil d'Etat, qui fut utilisé par les plus grands monopoles pour s'assurer le profit maximum. L'économie de guerre était « réglementée » de façon à enrichir les gros monopoles. A cet effet, dans certains pays, la journée de travail fut allongée, les grèves interdites; on fit régner dans les entreprises un régime de caserne et le travail forcé. Les commandes militaires aux frais du budget d'Etat constituaient la source principale de l'accroissement inouï des profits. Les dépenses de guerre, qui absorbaient une part énorme du revenu national, étaient couvertes tout d'abord par un accroissement des impôts des travailleurs. L'essentiel des sommes consacrées à la guerre revenait aux monopolistes sous forme de paiement des commandes militaires, de prêts et de subventions à fonds perdus. Les prix de ces commandes assuraient aux monopoles des profits exorbitants. Lénine qualifiait les fournitures de guerre de vol légalisé des deniers publics. Les monopoles augmentaient leurs profits grâce à l'inflation qui diminuait le salaire réel des ouvriers et aussi en pillant directement les territoires occupés. Pendant la guerre, on introduisit dans les pays d'Europe un système de rationnement des produits alimentaires, qui réduisait les travailleurs à la portion congrue.

La guerre aggrava à l'extrême la misère et les souffrances des masses; elle rendit plus aigus les antagonismes de classes et intensifia la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière et des paysans travailleurs dans les pays capitalistes. En même temps la guerre, qui d'européenne était devenue mondiale, entraîna dans son orbite les arrières de l'impérialisme, les colonies et les pays dépendants, ce qui eut pour effet de faciliter l'union du mouvement révolutionnaire en Europe et du mouvement de libération nationale des peuples d'Orient.

La guerre avait affaibli le capitalisme mondial.

La guerre européenne, *écrivait Lénine*, constitue une des plus grandes crises historiques, le début d'une époque nouvelle. Comme toute autre crise, la guerre a aggravé les contradictions cachées et les a mises au grand jour. (V. LENINE. « Le chauvinisme mort et le socialisme vivant. » *Œuvres*, t. XXI, p. 81 (éd. russe).)

Elle a donné naissance à un vigoureux essor du mouvement révolutionnaire et anti-impérialiste.

La victoire de la Grande Révolution socialiste d'Octobre et la scission du monde en deux systèmes : capitaliste et socialiste.

La révolution prolétarienne a rompu le front de l'impérialisme tout d'abord en Russie, pays qui s'avéra l'anneau le plus faible de la chaîne impérialiste. La Russie était le point nodal de toutes les contradictions de l'impérialisme. La toute-puissance du capital s'y mêlait au despotisme tsariste, aux vestiges du servage et à l'oppression coloniale à l'égard des peuples non russes. Lénine qualifiait le tsarisme d' « impérialisme militaire et féodal ».

La Russie tsariste était la réserve de l'impérialisme occidental, comme sphère d'investissement du capital étranger qui y détenait les branches maîtresses de l'industrie — combustible et métallurgie — et comme point d'appui de l'impérialisme occidental à l'Est. Les intérêts du tsarisme et ceux de l'impérialisme occidental se confondaient dans un même écheveau.

La haute concentration de l'industrie russe et l'existence d'un parti révolutionnaire tel que le Parti communiste avaient fait de la classe ouvrière russe la force politique la plus considérable du pays. Le prolétariat russe avait pour allié sérieux la paysannerie pauvre, qui formait l'immense majorité de la population paysanne. Dès lors, la révolution démocratique bourgeoise en Russie devait nécessairement aboutir à la révolution socialiste, revêtir un caractère international et ébranler l'impérialisme mondial jusqu'en ses fondements.

La portée internationale de la Grande Révolution socialiste d'Octobre réside en ce que, premièrement, elle a rompu le front de l'impérialisme, détrôné la bourgeoisie impérialiste dans un des plus grands pays capitalistes et, pour la première fois dans l'histoire, porté au pouvoir le prolétariat. Deuxièmement, non seulement elle a ébranlé l'impérialisme dans les métropoles, mais elle a porté des coups sur les arrières de l'impérialisme, dont elle a sapé la domination dans les colonies et les pays dépendants. Troisièmement, en affaiblissant la puissance de l'impérialisme dans les métropoles et en ébranlant sa domination dans les colonies, elle a par là mis en question l'existence même de l'impérialisme mondial dans son ensemble.

La Grande Révolution socialiste d'Octobre a marqué un tournant radical dans l'histoire universelle de l'humanité. Elle a inauguré une époque nouvelle, l'époque des révolutions prolétariennes dans les pays de l'impérialisme, celle du mouvement de libération nationale dans les colonies. La Révolution d'Octobre a arraché au pouvoir du capital les travailleurs d'un sixième du globe. Le monde se divisa en deux systèmes, le système capitaliste et le système socialiste, ce qui est l'expression la plus éclatante de la crise générale du capitalisme. On vit apparaître alors une contradiction foncièrement nouvelle et d'une portée universelle : la contradiction entre le capitalisme agonisant et le socialisme ascendant. La lutte des deux systèmes — capitalisme et socialisme — a pris à l'époque actuelle une importance décisive.

Définissant la crise générale du capitalisme, Staline a dit :

Cela signifie avant tout que la guerre impérialiste et ses conséquences ont accentué la putréfaction du capitalisme et compromis son équilibre; que nous vivons à présent dans une époque de guerres et de révolutions; que le capitalisme ne constitue plus *l'unique et universel* système d'économie mondiale; qu'à côté du système d'économie *capitaliste*, existe le système *socialiste*, qui grandit, qui prospère, qui se dresse face au système capitaliste et qui, par le fait même de son existence, démontre la pourriture du capitalisme dont il ébranle les fondements. (J. STALINE : *Rapport politique du Comité central au XVI^e Congrès du Parti communiste (b), de l'U.R.S.S.*, p. 15, Editions en langues étrangères. Moscou, 1951.)

Les premières années qui suivirent la guerre de 1914-1918 constituèrent une période de désorganisation économique totale de la majorité des pays capitalistes qui avaient pris part à la guerre, une période de lutte à outrance entre le prolétariat et la bourgeoisie. A la suite de l'ébranlement du capitalisme mondial et sous l'influence directe de la Grande Révolution socialiste d'Octobre, des révolutions et des mouvements révolutionnaires se produisirent tant sur le continent européen que dans les pays coloniaux et semi-coloniaux. Ce puissant mouvement révolutionnaire, la sympathie et le soutien que témoignèrent à la Russie soviétique les masses laborieuses du monde entier, devaient déterminer l'effondrement de toutes les tentatives de l'impérialisme mondial pour étouffer la première république socialiste du monde. En 1920-1921, une profonde crise économique frappa les principaux pays capitalistes.

Une fois sorti du chaos économique d'après-guerre, le monde capitaliste entra, en 1924, dans une période de stabilisation relative. L'essor révolutionnaire fit place à un reflux momentané de la révolution dans une série de pays européens. C'était là une stabilisation momentanée, partielle, du capitalisme, obtenue en renforçant l'exploitation des travailleurs. Sous le drapeau de la « rationalisation » capitaliste, on procéda à une intensification poussée du travail. La stabilisation capitaliste conduisait inévitablement à l'accentuation des contradictions entre ouvriers et capitalistes, entre l'impérialisme et les peuples coloniaux, entre les impérialistes des divers pays. La crise économique mondiale qui commença en 1929 mit fin à la stabilisation capitaliste.

Pendant ce temps, l'économie nationale de l'U.R.S.S. suivait sans dévier une ligne ascendante, sans crise ni catastrophe. L'Union soviétique fut alors le seul pays qui ne connut pas les crises et les autres contradictions du capitalisme. L'industrie se développait sans discontinuer à des rythmes sans précédent. En 1938, la production industrielle de l'U.R.S.S. était de 908,8 % par rapport à celle de 1913, cependant que la production industrielle des Etats-Unis n'était que de 120 % ; celle de l'Angleterre, de 113,3 %; celle de la France, de 93,2 %.

La confrontation du développement économique de l'U.R.S.S. et des pays capitalistes montre nettement les avantages décisifs du système d'économie socialiste sur le système capitaliste.

La naissance du premier Etat socialiste du monde a exercé une immense influence sur le développement de la lutte révolutionnaire des travailleurs. L'expérience de l'U.R.S.S. montre que les travailleurs peuvent administrer efficacement un pays, édifier et diriger l'économie sans la bourgeoisie. Chaque année d'émulation pacifique entre socialisme et capitalisme ruine et affaiblit le capitalisme et renforce le socialisme. L'exemple des travailleurs de l'Union soviétique et des autres pays, qui ont rejeté le joug de l'exploitation capitaliste, anime les peuples opprimés dans la lutte contre l'impérialisme. L'impérialisme international cherche à étrangler ou au moins à affaiblir l'Etat socialiste. Il s'efforce de résoudre ses difficultés et ses contradictions internes en déclenchant la guerre contre l'U.R.S.S. et les pays de démocratie populaire. Dans la lutte contre les menées de l'impérialisme, l'Union soviétique s'appuie sur sa force économique et militaire, sur le soutien du prolétariat international et sur les masses laborieuses du monde entier.

L'expérience de l'histoire a montré que dans la lutte des deux systèmes, le système socialiste est assuré de l'emporter sur le capitalisme, sur la base de l'émulation pacifique. Dans sa politique extérieure, l'Etat soviétique part de la possibilité d'une coexistence pacifique des deux systèmes — capitalisme et socialisme — et poursuit fermement une politique de paix entre les peuples.

La crise du système colonial de l'impérialisme.

La crise du système colonial de l'impérialisme est l'un des traits essentiels de la crise générale du capitalisme. Ouverte au cours de la première guerre mondiale, cette crise se développe en étendue et en profondeur. La *crise du système colonial de l'impérialisme* consiste dans l'aggravation brutale des contradictions entre les puissances impérialistes d'une part, les colonies et les pays dépendants, d'autre part; dans le développement de la lutte pour la libération nationale des peuples opprimés de ces pays, dans la libération d'une série de colonies de l'asservissement impérialiste.

La Grande Révolution socialiste d'Octobre a joué un rôle immense dans l'essor du mouvement de libération nationale des colonies et des pays dépendants. Elle a déclenché une série de puissants mouvements de libération nationale dans les pays coloniaux de l'Orient. La victoire de la Révolution socialiste d'Octobre en Russie a joué un rôle immense dans l'essor du mouvement de libération nationale du grand peuple chinois. Un puissant mouvement de libération nationale a également grandi dans l'Inde, l'Indonésie et d'autres pays. La grande Révolution socialiste d'Octobre a ouvert l'ère des révolutions coloniales, qui apportent aux peuples des colonies la libération du joug impérialiste.

Au cours de la crise générale du capitalisme, s'accroît le rôle des colonies comme source du profit maximum pour les monopoles. L'aggravation de la lutte entre impérialistes pour les débouchés et les sphères d'influence, l'accroissement des difficultés et des contradictions à l'intérieur des pays capitalistes, aboutissent à renforcer la pression des impérialistes sur les colonies, à augmenter l'exploitation des peuples des pays coloniaux et dépendants. Cela provoque le renforcement de la lutte anti-impérialiste, de la lutte de libération nationale.

La crise du système colonial est déterminée également par le développement d'une industrie et d'un capitalisme local dans les colonies, ce qui aggrave le problème du marché capitaliste mondial et fait grandir dans les colonies un prolétariat industriel.

La première guerre mondiale qui a vu diminuer brusquement l'exportation des marchandises industrielles des métropoles, a donné une vigoureuse impulsion au développement industriel des colonies. Dans l'entre-deux guerres, grâce à l'exportation accrue des capitaux vers les pays arriérés, le capitalisme a continué à se développer dans les colonies. Ainsi le prolétariat grandissait dans les pays coloniaux.

Dans l'Inde le nombre total des entreprises industrielles est passé de 2.874 en 1914 à 10.466 en 1939. Par suite le nombre des ouvriers d'usine a augmenté. Le nombre des ouvriers de l'industrie de transformation s'élevait en 1914 à 951.000; en 1939, à 1.751.000. Le nombre total des ouvriers de l'Inde, y compris les mineurs, les ouvriers des transports par voie ferrée et par eau, ainsi que les ouvriers des plantations, s'élevait en 1939 à près de 5 millions. En Chine (sans la Mandchourie), le nombre des entreprises industrielles (occupant au moins 30 ouvriers) est passé de 200 en 1910 à 2.500 en 1937, et le nombre des ouvriers y travaillant passait de 150.000 en 1910 à 2.750.000 en 1937. Compte tenu de la Mandchourie, plus évoluée industriellement, le nombre des ouvriers dans l'industrie et les transports (à l'exception des petites entreprises) s'élevait en Chine, à la veille de la deuxième guerre mondiale, à près de 4 millions. Le prolétariat s'est notablement accru en Indonésie, en Malaisie, dans les colonies africaines et autres.

Au cours de la crise générale du capitalisme s'accroît l'exploitation de la classe ouvrière des colonies. Une commission d'enquête sur la situation des ouvriers indiens en 1929-1931, a établi que la famille d'un simple ouvrier touche un salaire qui ne représente par tête que la moitié environ de l'entretien d'un détenu dans les prisons de Bombay. La grande majorité des ouvriers des colonies est sous la dépendance des usuriers. Le travail forcé, notamment dans l'industrie extractive et l'agriculture (dans les plantations) est largement pratiqué dans les colonies.

La classe ouvrière des colonies mène une lutte efficace, la plus conséquente, contre l'impérialisme et elle est capable de rallier les millions de paysans et de faire aboutir la révolution. L'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, sous la direction de la classe ouvrière est la condition expresse du succès de la lutte pour la libération nationale des peuples opprimés des pays coloniaux. Par tout le cours de son développement économique et politique, la classe ouvrière des colonies apparaît de plus en plus comme la force dirigeante du mouvement de libération nationale.

Ainsi qu'on l'a montré, malgré un certain développement de l'industrie, l'impérialisme freine le progrès économique des colonies. Malgré un certain développement de leur propre industrie, l'industrie lourde ne se développe pas dans ces pays, qui demeurent des réserves de produits agricoles et de matières premières pour les métropoles. L'impérialisme maintient ce qui reste des rapports féodaux dans les colonies, et les utilise pour renforcer l'exploitation des peuples opprimés. Le développement des rapports capitalistes à (a campagne, qui détruit les formes naturelles d'économie, ne fait qu'accroître l'exploitation et la paupérisation de la paysannerie. La révolution coloniale est la fusion des deux courants du mouvement révolutionnaire, le mouvement contre les survivances féodales et le mouvement contre l'impérialisme. On ne saurait liquider les survivances féodales dans les colonies sans renversement révolutionnaire du joug impérialiste. La paysannerie, qui forme la masse de la population des colonies, est la force la plus importante des révolutions coloniales.

La bourgeoisie nationale des colonies, dont les intérêts sont étranglés par le capital étranger, à un certain stade de la révolution, participe à la lutte contre l'impérialisme. Sous une bonne direction prolétarienne du mouvement, l'inconséquence et les hésitations de la bourgeoisie nationale dans la lutte contre l'impérialisme et les survivances du féodalisme peuvent être surmontées, et cette bourgeoisie, à certaines périodes de la révolution, est capable de jouer un rôle progressiste. Cependant au fur et à mesure que se développe la lutte de libération nationale des peuples coloniaux, s'intensifie l'activité des forces réactionnaires des propriétaires terriens féodaux et de la bourgeoisie compradore.

La croissance des effectifs de la classe ouvrière dans les pays coloniaux et l'intensification de la lutte pour la libération nationale des peuples de ces pays, à la période de la crise générale du capitalisme, marquent une étape nouvelle du mouvement de libération nationale. Tandis qu'auparavant la lutte pour la libération nationale n'aboutissait qu'à confirmer le pouvoir de la bourgeoisie, la période de crise générale du capitalisme a créé la possibilité d'une hégémonie de la classe ouvrière, qui permet au pays

de s'engager dans la voie du socialisme sans passer par le stade capitaliste de développement. A l'époque de la crise générale du capitalisme le mouvement de libération nationale dans les colonies est de plus en plus lié à la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière dans les métropoles. Les colonies et les pays dépendants, de réserves de l'impérialisme qu'ils étaient, se transforment de plus en plus en réserves de la révolution socialiste.

L'aggravation du problème des marchés, la sous-production chronique des entreprises et le chômage chronique de masse.

Un des traits caractéristiques de la crise générale du capitalisme est l'aggravation du problème des marchés et la sous-production chronique des entreprises, ainsi que le chômage chronique et généralisé qui en découle.

L'aggravation du problème des marchés dans la période de la crise générale du capitalisme est due avant tout au fait que certains pays se sont détachés du système mondial de l'impérialisme. Le détachement de la Russie, avec son énorme marché et ses sources considérables de matières premières, devait forcément influencer sur la situation économique du monde capitaliste. A l'époque de la crise générale du capitalisme s'accroît nécessairement la paupérisation des travailleurs, dont les capitalistes cherchent à maintenir le niveau de vie dans les limites du strict minimum, ce qui réduit le pouvoir d'achat des masses. L'aggravation du problème des marchés est due également au développement dans les colonies et les pays dépendants d'un capitalisme national qui commence à concurrencer avec succès sur les marchés les vieux pays capitalistes. Le développement de la lutte pour la libération nationale des peuples coloniaux complique de même la situation des Etats impérialistes sur les marchés extérieurs.

Au total, l'entre-deux guerres a été caractérisé par une *stabilité relative des marchés* allant de pair avec le développement des possibilités de production du capitalisme. Cela ne pouvait manquer d'accentuer à l'extrême toutes les contradictions capitalistes.

Cette contradiction entre l'accroissement des possibilités de production et la stabilité relative des marchés fait actuellement du problème des marchés le problème fondamental du capitalisme. L'aggravation du problème des débouchés en général, l'aggravation surtout du problème des marchés extérieurs, l'aggravation du problème des marchés pour l'exportation des capitaux en particulier : tel est l'état actuel du capitalisme. C'est ce qui explique proprement que la sous-production des usines et des fabriques devient un phénomène habituel. (J. STALINE : *Rapport politique du Comité central au XV^e Congrès du Parti communiste (b) de l'U.R.S.S.*, p. 7. Editions en langues étrangères, Moscou, 1950.)

Auparavant, la sous-production massive des fabriques et des usines n'avait lieu que pendant les crises économiques. La *sous-production chronique des entreprises* est caractéristique de la crise générale du capitalisme.

Ainsi, dans la période d'essor de 1925-1929, le potentiel de l'industrie de transformation aux Etats-Unis n'était utilisé qu'à 80%. De 1930 à 1934, ce taux est tombé à 60 %. Et il faut tenir compte du fait que les statistiques bourgeoises des Etats-Unis, en établissant le potentiel de l'industrie de transformation, n'ont pas tenu compte des entreprises longtemps inactives et qu'elles avaient pour base le travail d'entreprises où ne fonctionnait qu'une seule équipe.

En liaison étroite avec la sous-production chronique des entreprises, il y a le *chômage chronique massif*. Avant la première guerre mondiale, l'armée de réserve du travail grandissait dans les années de crise; dans les périodes d'essor, elle diminuait, devenant relativement minime. Dans la période de la crise générale du capitalisme, le chômage prend des proportions énormes et se maintient à un niveau élevé même dans les années de reprise et d'essor. L'armée de réserve du travail devient une armée permanente, forte de millions de chômeurs.

Au moment du plus grand essor industriel dans l'entre-deux guerres — en 1929 — les effectifs des chômeurs complets aux Etats-Unis se montaient à 2 millions d'individus, et dans les années suivantes, jusqu'à la deuxième guerre mondiale, ils ne sont jamais descendus au-dessous de 8 millions. En Angleterre, le nombre de chômeurs complets parmi les assurés n'est pas descendu, de 1922 à 1938, au-dessous de 1,2 million de personnes par an. Des millions d'ouvriers devaient se contenter d'un emploi occasionnel et subissaient un chômage partiel.

Le chômage chronique massif aggrave brutalement la situation de la classe ouvrière. Il permet aux capitalistes d'intensifier au maximum le travail dans les entreprises, de jeter sur le pavé des ouvriers déjà épuisés par l'excès de travail et d'en embaucher d'autres, plus vigoureux et mieux portants. Dès lors, la « vie de travail » de l'ouvrier diminue, ainsi que la durée de sa présence à l'entreprise. L'incertitude du lendemain augmente chez les ouvriers qui travaillent. Les capitalistes utilisent le chômage massif à caractère chronique pour réduire brutalement les salaires des ouvriers occupés. Les revenus de la famille ouvrière baissent également en raison du nombre réduit des membres de la famille qui travaillent.

Aux Etats-Unis, suivant les données des statistiques bourgeoises, la croissance du chômage de 1920 à 1933 s'est accompagnée de la chute du salaire moyen annuel des ouvriers de l'industrie, du bâtiment et des transports ferroviaires, de 1.483 dollars en 1920 à 915 dollars en 1933, soit de 38,3 %. Les membres de la famille qui ne travaillent pas sont obligés de pourvoir à leur existence avec le salaire misérable des membres qui travaillent. Si l'on l'apporte la masse globale des salaires non seulement aux ouvriers occupés, mais à la totalité des ouvriers, occupés et chômeurs, le salaire d'un ouvrier (y compris les sans-travail) a diminué par suite de l'accroissement du chômage de 1.332 dollars en 1920 à 497 dollars en 1933, soit de 62,7%.

Le chômage massif à caractère chronique exerce aussi une influence sérieuse sur la condition du paysan. Il rétrécit tout d'abord le marché intérieur et diminue la demande de la population des villes en produits agricoles. Cela entraîne une aggravation des crises agraires. Il aggrave ensuite la situation du marché du travail et rend difficile la participation à la production industrielle des paysans ruinés, qui affluent dans les villes en quête de travail. La surpopulation agraire et la paupérisation de la paysannerie en sont accrues. Le chômage chronique massif, de même que la sous-production chronique des entreprises témoignent du pourrissement du capitalisme, de son incapacité à utiliser les forces productives de la société.

L'exploitation renforcée de la classe ouvrière et la baisse de son niveau de vie pendant la crise générale du capitalisme amènent une nouvelle aggravation des contradictions entre le travail et le capital.

L'aggravation des crises de surproduction et les modifications dans le cycle capitaliste.

Le retard des débouchés sur l'accroissement du potentiel de production dans le monde capitaliste, la sous-production chronique des entreprises et le chômage chronique massif, ont pour effet d'approfondir les crises de surproduction, de modifier foncièrement le cycle capitaliste. Ces changements se ramènent à ceci : la durée du cycle diminue et les crises deviennent plus fréquentes; leur action destructrice s'accroît; l'issue de la crise étant rendue plus difficile, sa durée augmente, la phase de dépression devient plus longue, tandis que l'essor devient moins stable et moins durable.

Avant la première guerre mondiale, les crises économiques éclataient généralement tous les dix ou douze ans et seulement parfois au bout de huit ans. Dans l'entre-deux guerres, de 1920 à 1938, c'est-à-dire en dix-huit ans, il y eut trois crises économiques : en 1920-1921, en 1929-1933, en 1937-1938.

La chute de la production dans la période de la crise générale du capitalisme s'est, dans son ensemble, sensiblement accrue. La production de l'industrie de transformation aux Etats-Unis était tombée pendant la crise de 1920-1921 (du point culminant qu'elle avait atteint avant la crise au point le plus bas de la crise) de 23%; pendant la crise de 1929-1933, de 47,10 %, et pendant la crise de 1937-1938, de 22,9 %.

La crise économique de 1929-1933 a été la plus grave et la plus profonde des crises de l'histoire du capitalisme. L'influence de la crise générale du capitalisme s'y est manifestée avec une grande force.

La crise actuelle, disait E. Thälmann, revêt le caractère d'une *crise cyclique* dans le cadre de la *crise générale* du système capitaliste à l'époque du capitalisme monopoliste. Ici, il nous faut comprendre l'interaction dialectique de la crise générale et de la crise périodique. D'une part, la crise périodique affecte des formes d'une violence sans précédent, car elle se déroule dans le cadre de la crise générale du capitalisme et elle est déterminée par les conditions du capitalisme monopoliste. D'autre part, les destructions occasionnées par la crise périodique approfondissent et accélèrent encore la crise générale du système capitaliste. (E. THÄLMANN : *Les tâches de la révolution populaire en Allemagne*, rapport à la session du Comité central du Parti communiste allemand du 15 janvier 1931.)

La crise économique de 1929-1933 s'était étendue à tous les pays du monde capitaliste sans exception. Dès lors, il devint impossible pour certains pays de manœuvrer aux dépens des autres. C'est le plus grand pays du capitalisme contemporain, les Etats-Unis d'Amérique, que la crise a frappé avec le plus de vigueur. La crise industrielle dans les principaux pays capitalistes s'entremêla avec la crise agricole dans les pays agraires, ce qui eut pour effet d'approfondir la crise économique dans son ensemble. La production industrielle dans l'ensemble du monde capitaliste est tombée de 36 % et, dans certains pays, encore davantage. Le chiffre d'affaires du commerce mondial s'est réduit des deux tiers. Les finances des pays capitalistes furent complètement désorganisées.

A l'époque de la crise générale du capitalisme, les crises économiques aboutissent à un accroissement considérable de l'effectif des chômeurs.

Le pourcentage des chômeurs complets, d'après les données officielles en 1932, période où la production atteignait son niveau le plus bas, était aux Etats-Unis, de 32 %; en Angleterre, de 22 %. En Allemagne, la proportion des chômeurs complets parmi les membres des syndicats en 1932 atteignait 43,8 %, et celle des chômeurs partiels, 22,6 %. En chiffres absolus, le nombre des chômeurs complets en 1932 était : aux Etats-Unis, d'après les chiffres officiels, de 13,2 millions d'individus; en Allemagne, de 5,5 millions; en Angleterre, de 2,8 millions. En 1933, on comptait dans l'ensemble du monde capitaliste, 30 millions de chômeurs complets. Le nombre des chômeurs partiels était colossal. Ainsi, aux Etats-Unis, les chômeurs partiels étaient en février 1932 au nombre de 11 millions.

La sous-production chronique des fabriques et des usines et l'appauvrissement extrême des masses *rendent difficile l'issue de la crise*. La sous-production chronique des entreprises rétrécit le cadre de la rénovation et de l'extension du capital fixe et gêne le passage de la dépression à une reprise d'activité et à l'essor. C'est dans le même sens qu'agissent le chômage chronique massif et la politique des prix élevés de monopole qui restreignent la vente des objets de consommation. De ce fait, la phase de crise s'allonge. Si auparavant les crises prenaient fin au bout d'un ou deux ans, celle de 1929-1933 a duré plus de quatre ans.

La reprise d'activité et l'essor, après la crise de 1920-1921, s'effectuèrent de façon très inégale, et furent interrompus à plusieurs reprises par des crises partielles. Aux Etats-Unis, des crises partielles de surproduction ont éclaté en 1924 et en 1927. En Angleterre et en Allemagne, une chute très accusée de la production a eu lieu en 1926. Après la crise de 1929-1933, il n'y eut plus une dépression ordinaire, mais une *dépression d'un genre particulier*, qui n'aboutit pas à un nouvel essor et à un nouvel épanouissement de l'industrie, encore qu'elle ne la fit pas revenir au point le plus bas de sa chute. Après cette dépression, il y eut une certaine reprise d'activité qui cependant n'aboutit pas à un épanouissement sur une base nouvelle, supérieure. La production industrielle du monde capitaliste en 1937 n'a dépassé que de 3,5 % le niveau de 1929, et elle n'a même pas atteint ce niveau dans beaucoup de pays capitalistes (Etats-Unis, France, Italie, etc.). Vers le milieu de 1937, dans le monde capitaliste commença une nouvelle crise économique qui débuta aux Etats-Unis, puis gagna ensuite l'Angleterre, la France et plusieurs autres pays.

Le volume global de la production industrielle dans le monde capitaliste, en 1938, était de 10,3 % inférieur à celui de 1937; aux Etats-Unis il l'était de 21,8 %; en Angleterre de 12%; en France de 9 %. Le volume de la production industrielle en 1938 par rapport au niveau de 1929 est tombé aux Etats-Unis à 72,3 %; en Angleterre à 98,7 %; en France à 66 %; en Italie à 98,5 %.

La crise de 1937-1938 diffère de celle de 1929-1933 tout d'abord en ce qu'elle est apparue non pas après une phase d'épanouissement de l'industrie, comme ce fut le cas en 1929, mais après une dépression d'un genre particulier et une certaine reprise d'activité. Ensuite, elle éclata dans la période où le Japon déclenchait la guerre en Chine, tandis que l'Allemagne et l'Italie avaient mis leur économie sur le pied de guerre, et que les autres pays capitalistes s'engageaient dans la même voie. Cela signifiait que le capitalisme possédait beaucoup moins de ressources pour sortir normalement de cette crise que de celle de 1929-1933.

Dans le cadre de la crise générale du capitalisme se multiplient et s'accroissent les crises agraires. A la suite de la crise agricole des années 1920-1925, s'ouvrit, en 1928, une nouvelle crise agricole profonde qui dura jusqu'à la deuxième guerre mondiale. La surproduction relative des produits agricoles provoqua une baisse rapide des prix, ce qui aggrava la situation des paysans.

En 1921, aux Etats-Unis, l'indice des prix agricoles à la production tombait à 58,5 % du niveau de 1920; en 1932, à 43,6 % du niveau de 1928. La production agricole aux Etats-Unis tombait en 1934 à 67,9 % du niveau de 1928 et à 70,6 % du niveau de 1920. Les revenus des paysans diminuèrent.

La ruine et la paupérisation des masses fondamentales de la paysannerie ont pour effet de stimuler leur esprit révolutionnaire et de les pousser dans la voie de la lutte contre le capitalisme, sous la direction de la classe ouvrière.

Dans les conditions de la crise générale du capitalisme, la course aux armements et les guerres mondiales utilisées par les monopoles pour s'assurer le profit maximum, exercent une grande influence sur la reproduction capitaliste et le cycle capitaliste. L'inflation et la militarisation de l'économie peuvent amener une reprise momentanée de la conjoncture et ralentir le développement de la crise ou retarder le déclenchement d'une nouvelle crise économique. Cependant, les guerres et la militarisation de l'économie ne sauraient mettre l'économie capitaliste à l'abri des crises. Bien plus, elles contribuent à l'approfondissement et à l'aggravation des crises économiques. Les guerres mondiales aboutissent à une destruction énorme des forces productives et de la richesse sociale : fabriques et usines, réserves de valeurs matérielles, vies humaines. Les guerres en développant de façon unilatérale l'économie nationale renforcent l'inégalité et le déséquilibre de l'économie capitaliste. La militarisation de l'économie rétrécit la production des objets de consommation au profit de la fabrication des armements et des équipements pour l'armée, elle accroît démesurément les impôts et la vie chère, ce qui amène nécessairement une réduction de la consommation de la population, l'aggravation de la contradiction entre production et consommation, et prépare la venue d'une nouvelle crise économique encore plus profonde.

Le développement du pourrissement du capitalisme pendant la crise générale se traduit par une diminution générale des rythmes de la production. Les rythmes d'accroissement moyens annuels de la production industrielle du monde capitaliste ont été, pour la période de 1890 à 1913, de 3,7 % ; pour celle de 1913 à 1953, de 2,5 %. De plus, l'inégalité du développement de la production capitaliste s'est encore beaucoup accrue.

Au cours de la crise générale du capitalisme, la bourgeoisie monopoliste, soucieuse de retarder la faillite du système capitaliste et de maintenir sa domination, mène l'offensive contre le niveau de vie et les droits démocratiques des travailleurs, instaure des méthodes policières de gouvernement. Dans les principaux pays capitalistes, le capitalisme monopoliste d'Etat est en progression rapide.

N'étant plus en mesure de régner par les vieilles méthodes du parlementarisme et de la démocratie bourgeoise, la bourgeoisie de certains pays — Italie, Allemagne, Japon et quelques autres — a instauré des régimes fascistes. Le *fascisme* est la dictature terroriste ouverte des groupes les plus réactionnaires et les plus agressifs du capital financier. Il se propose de détruire à l'intérieur du pays les organisations de la classe ouvrière et d'écraser toutes les forces progressistes; à l'extérieur, de préparer et de développer la guerre de conquête pour la domination mondiale. C'est par la terreur et la démagogie sociale que le fascisme cherche à réaliser ces objectifs.

Ainsi, la crise économique mondiale de 1929-1933 et celle de 1937-1938 ont amené une sensible aggravation des contradictions à l'intérieur des pays capitalistes, aussi bien qu'entre eux. La solution de ces contradictions, les Etats impérialistes l'ont cherchée en préparant la guerre pour un nouveau partage du monde.

RESUME

1. La crise générale du capitalisme embrasse l'ensemble du système capitaliste mondial, sous tous ses aspects économiques et politiques. Son fondement est la décomposition toujours plus poussée du système mondial du capitalisme dont se détachent sans cesse de nouveaux pays, d'une part, et la puissance économique ascendante des pays qui se sont détachés du capitalisme, d'autre part.

2. La crise générale du capitalisme embrasse toute une période historique, caractérisée par l'effondrement du capitalisme et la victoire du socialisme à l'échelle mondiale. La crise générale du capitalisme a éclaté au cours de la première guerre mondiale, notamment après que l'Union soviétique se fut détachée du système capitaliste.

3. *La Grande Révolution socialiste d'Octobre a marqué dans l'histoire universelle de l'humanité un tournant radical du monde capitaliste ancien à un monde nouveau, socialiste. La division du monde en deux systèmes — le système du capitalisme et le système du socialisme — et la lutte entre eux sont l'indice essentiel de la crise générale du capitalisme. Avec la division du monde en deux systèmes se sont affirmées deux lignes de développement économique : alors que le système capitaliste s'enferme de plus en plus dans des contradictions inextricables, le système socialiste progresse sans discontinuer, selon une courbe ascendante, sans crises ni catastrophes.*

4. *La crise du système colonial de l'impérialisme est un des traits essentiels de la crise générale du capitalisme. Cette crise se traduit par le développement de la lutte pour la libération nationale, qui sape les assises de l'impérialisme dans les colonies. La classe ouvrière est à la tête de la lutte pour la libération nationale des peuples opprimés. La Grande Révolution socialiste d'Octobre a stimulé l'activité révolutionnaire des peuples opprimés et inauguré l'époque des révolutions coloniales dirigées par le prolétariat.*

5. *Dans le cadre de la crise générale du capitalisme, à la suite du détachement de certains pays du système impérialiste, par suite de la paupérisation accrue des travailleurs et du développement du capitalisme dans les colonies, le problème du marché va en s'aggravant. Le trait caractéristique de la crise générale du capitalisme est le sous-emploi chronique des entreprises et le chômage chronique massif. Avec l'aggravation du problème du marché, le sous-emploi chronique des entreprises et le chômage chronique massif, les crises économiques s'aggravent, et des changements importants surviennent dans le cycle capitaliste.*

CHAPITRE XXII - L'AGGRAVATION DE LA CRISE GÉNÉRALE DU CAPITALISME APRÈS LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

La deuxième guerre mondiale et la deuxième phase de la crise générale du capitalisme.

Lénine avait prévu que la première guerre mondiale serait suivie d'autres guerres provoquées par les contradictions impérialistes.

Tout le monde voit, *disait-il après la fin de la guerre de 1914-1918*, qu'une nouvelle guerre du même genre est inévitable, si les impérialistes et la bourgeoisie se maintiennent au pouvoir. (V. LENINE : « Discours à la séance solennelle du Soviet de Moscou, consacré à l'anniversaire de la III^e Internationale », *Œuvres* t. XXX, p. 393 (éd. russe).)

La répartition des sphères d'influence entre les pays impérialistes, qui s'est effectuée à la suite de la première guerre mondiale, s'est révélée encore plus précaire que celle qui existait avant cette guerre. Le rôle de l'Angleterre et de la France dans la production industrielle du monde a sensiblement diminué, leurs positions sur le marché capitaliste mondial ont empiré. Les monopoles américains, qui s'étaient fortement enrichis pendant la guerre, ont augmenté leur potentiel de production et tiennent la première place dans le monde capitaliste pour l'exportation des capitaux. L'Allemagne, défaite au cours de la première guerre mondiale, n'a pas tardé à rétablir son industrie lourde grâce aux emprunts américains et aussi anglais, et elle s'est mise à réclamer un nouveau partage des sphères d'influence. Le Japon s'est engagé dans la voie de l'agression contre la Chine. L'Italie entama la lutte pour la conquête d'une série de possessions coloniales d'autres pays.

Ainsi, l'action de la loi de l'inégalité du développement des pays capitalistes dans la période qui suivit la première guerre mondiale, aboutit à un nouvel et brutal déséquilibre à l'intérieur du système mondial du capitalisme. Le monde capitaliste s'est divisé en deux camps hostiles, division qui a conduit à la deuxième guerre mondiale.

Préparée par les forces de la réaction impérialiste internationale, elle a été déclenchée par le bloc des Etats fascistes, Allemagne, Japon, Italie. Dans la période d'avant-guerre les milieux dirigeants des Etats-Unis, de Grande-Bretagne et de France, soucieux de diriger l'agression du fascisme allemand et de l'impérialisme nippon contre l'Union soviétique, ont par tous les moyens favorisé les agresseurs et les ont encouragés à déclencher la guerre. Pourtant l'impérialisme allemand a commencé d'abord la guerre contre la France, l'Angleterre et les Etats-Unis, puis a attaqué ensuite l'Union soviétique. Guerre de conquête et de rapine de la part de l'Allemagne hitlérienne et de ses partenaires, l'Italie fasciste et le Japon militariste, la deuxième guerre mondiale a été une guerre juste, libératrice» de la part de l'Union soviétique et des autres peuples, victimes de l'agression fasciste.

Par l'envergure des opérations militaires, les effectifs des forces armées et la quantité de matériel engagée, par le nombre des victimes humaines et l'ampleur des destructions matérielles, la deuxième guerre mondiale a dépassé de loin la première. De nombreux pays d'Europe et d'Asie ont subi des pertes énormes en hommes et en matériel.

Les dépenses de guerre proprement dites des Etats belligérants s'évaluent à près de mille milliards de dollars, sans compter les dommages causés par les destructions. L'action de brigandage des occupants fascistes allemands et japonais a porté à l'économie et à la culture de nombreux peuples d'Europe et d'Asie un préjudice énorme.

La guerre a amené un nouveau développement du capitalisme monopoliste d'Etat. Une série de mesures entraînées par la guerre furent prises par les Etats bourgeois pour assurer aux magnats du capital financier des profits de monopole maximums : ainsi la mise à la disposition des plus grands monopoles de milliards de commandes militaires à des conditions extrêmement avantageuses, la remise aux monopoles à vil prix d'entreprises d'Etat, la répartition des matières premières déficitaires et de la main-d'œuvre dans l'intérêt des firmes les plus importantes, la fermeture forcée de centaines et de milliers de petites et moyennes entreprises ou leur subordination à un petit nombre de firmes de l'industrie de guerre.

Les dépenses de guerre des puissances capitalistes belligérantes furent couvertes par les impôts, les emprunts et les émissions de papier-monnaie. En 1943-1944, dans les principaux pays capitalistes (Etats-Unis, Angleterre, Allemagne), les impôts absorbaient à peu près 35 % du revenu national. L'inflation a provoqué une hausse énorme des prix. L'allongement de la journée de travail, la militarisation du travail, l'accroissement des charges fiscales et la vie chère, l'abaissement du niveau de la consommation : tout cela s'est traduit par un accroissement encore plus grand de l'exploitation de la classe ouvrière et des masses de la paysannerie.

Les monopoles ont amassé pendant la guerre des profits fabuleux. Les profits des monopoles américains sont passés de 3,3 milliards de dollars en 1938 à 17 milliards en 1941, à 20,9 milliards en 1942, à 24,6 milliards en 1943 et 23,3 milliards de dollars en 1944. Les monopoles de l'Angleterre, de la France, de l'Allemagne fasciste, de l'Italie et du Japon ont réalisé des profits exorbitants.

Pendant et après la guerre, la toute-puissance économique et politique des monopoles s'est notablement accrue dans les pays capitalistes. Les monopoles américains, comme l'U.S. Steel, le consortium chimique Dupont de Nemours, les firmes automobiles *General Motors* et *Chrysler*, le monopole électrotechnique *General Electric*, etc., ont particulièrement élargi leurs opérations. La *General Motors*, par exemple, compte à l'heure actuelle 102 usines aux Etats-Unis et 33 usines dans 20 autres pays; ses entreprises occupent près d'un demi-million d'ouvriers.

Au cours de la première phase de la guerre, chacune des deux coalitions capitalistes aux prises espérait pouvoir battre l'adversaire et les impérialistes allemands aussi bien que les impérialistes américains s'efforçaient de conquérir la domination dans le monde. Elles cherchaient là une issue à la crise générale. Les deux groupements capitalistes comptaient voir l'Union soviétique succomber ou s'affaiblir notablement pendant la guerre, ils comptaient pouvoir étrangler le mouvement ouvrier dans les métropoles et le mouvement de libération nationale dans les colonies.

Grâce à la lutte héroïque du peuple soviétique, à la puissance économique et militaire de l'U.R.S.S., grâce à l'essor du mouvement de libération nationale anti-impérialiste en Europe et en Asie, les plans des impérialistes se sont effondrés. La deuxième guerre mondiale s'est terminée par l'écrasement total des Etats fascistes par les forces armées des pays de la coalition antihitlérienne. Le rôle décisif dans cette défaite revient à l'Union soviétique qui a sauvé des oppresseurs fascistes la civilisation, la liberté, l'indépendance et l'existence même des peuples européens.

En dépit des calculs des impérialistes qui rêvaient de détruire ou d'affaiblir l'Etat soviétique, celui-ci sortit de la guerre plus fort et accru, son prestige international. La grande guerre nationale de l'Union soviétique a montré la vigueur et la force de la première puissance socialiste du monde, les immenses avantages du régime socialiste dans le domaine social et le domaine politique. La défaite des agresseurs fascistes a libéré les forces du mouvement de libération nationale en Europe et en Asie. La loi du développement social de l'époque contemporaine, découverte par Lénine, en vertu de laquelle le remplacement révolutionnaire du système capitaliste d'économie par le système socialiste se réalise par le détachement successif de pays nouveaux du système mondial du capitalisme, a reçu là une complète confirmation.

En dépit des calculs des impérialistes qui rêvaient de l'affaiblissement et de la défaite du mouvement révolutionnaire, la guerre entraîna le détachement de nouveaux pays du système capitaliste. Les peuples de plusieurs pays de l'Europe centrale et du Sud-Est européen : Pologne, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Roumanie, Hongrie, Bulgarie, Albanie, secouèrent le joug des régimes réactionnaires et prirent en main le pouvoir. Les républiques de démocratie populaire réalisèrent des transformations économiques et sociales radicales et s'engagèrent dans la voie de l'édification des bases du socialisme. La formation de la République démocratique allemande, rempart des forces démocratiques du peuple allemand, dans la lutte pour la constitution d'une Allemagne unifiée, démocratique et pacifique a été une grave défaite de l'impérialisme mondial et un important succès du camp de la paix et de la démocratie.

En dépit des calculs des impérialistes qui rêvaient de continuer à asservir les peuples des colonies et des pays dépendants, il s'est produit un nouvel et puissant essor de la lutte pour la libération nationale dans ces pays. De grandes transformations historiques se sont accomplies en Asie, où vit plus de la moitié de la population du globe. Parmi ces changements, il faut signaler en premier lieu la victoire du grand peuple chinois, dirigé par le Parti communiste chinois, sur les forces unies de l'impérialisme et de la réaction féodale intérieure. La révolution populaire en Chine a liquidé la domination des exploiters féodaux et des impérialistes étrangers dans le plus grand des pays semi-coloniaux du monde, libérant du joug de l'impérialisme un peuple de 600 millions d'hommes. La formation de la République populaire chinoise a été le coup le plus violent porté à tout le système de l'impérialisme après la grande Révolution socialiste d'Octobre en Russie et la victoire de l'Union soviétique dans la deuxième guerre mondiale. Des républiques populaires se sont formées en Corée et au Viet-Nam.

Tout cela a amené une nouvelle modification sérieuse du rapport des forces entre le socialisme et le capitalisme, en faveur du premier et au détriment du second. Un certain nombre de pays d'Europe et d'Asie s'étant détachés du capitalisme, plus du tiers de l'humanité est actuellement libéré du joug capitaliste.

Au cours de la deuxième guerre mondiale, et surtout depuis que les pays de démocratie populaire d'Europe et d'Asie se sont détachés du système capitaliste, *la crise générale du capitalisme* est entrée dans une *deuxième phase*, caractérisée par une nouvelle aggravation de cette crise.

La formation de deux camps sur la scène internationale et la désagrégation du marché mondial unique.

Le résultat essentiel de la deuxième guerre mondiale a été la formation d'un camp mondial du socialisme et de la démocratie, qui unit les pays d'Europe et d'Asie qui se sont détachés du capitalisme; ils ont à leur tête l'Union soviétique et la République populaire chinoise. Les idées de la paix, de la démocratie et du socialisme rencontrent la sympathie de centaines de millions de travailleurs du monde capitaliste, de toutes les forces progressistes de l'humanité contemporaine. Au camp du socialisme et de la démocratie s'oppose le camp du capitalisme : il a à sa tête les Etats-Unis.

La deuxième guerre mondiale et la formation des deux camps sur la scène internationale ont eu pour conséquence économique la plus importante la *désagrégation du marché unique, universel*.

Le résultat économique de l'existence des deux camps opposés fut que le marché unique, universel s'est désagrégé, ce qui fait que nous avons maintenant deux marchés mondiaux parallèles qui eux aussi s'opposent l'un à l'autre. (J. STALINE : « Les Problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S. » *Derniers écrits*, p. 120.)

Cela a déterminé une nouvelle aggravation de la crise générale du capitalisme.

Pendant l'après-guerre, les pays du camp socialiste se sont unis économiquement et ont organisé entre eux une collaboration et une entraide économiques étroites. La collaboration économique des pays du camp socialiste est fondée sur le désir sincère de s'entraider et d'assurer un essor général de l'économie. Les principaux pays capitalistes — Etats-Unis, Angleterre et France — ont tenté de soumettre à un blocus économique l'Union soviétique, la Chine et les pays européens de démocratie populaire dans l'espoir de les étrangler. Mais ils ont concouru par là, à leur corps défendant, à former et à consolider un nouveau marché mondial parallèle. Grâce au développement sans crise de l'économie des pays du camp socialiste, le nouveau marché mondial ignore les difficultés de débouchés; son ampleur croît sans cesse.

Par suite du détachement d'une série de pays d'Europe et d'Asie du système de l'impérialisme, la sphère d'application des forces des principaux pays capitalistes (Etats-Unis, Angleterre, France) aux ressources mondiales a été sensiblement réduite. Cela a eu un retentissement particulièrement sensible aux Etats-Unis, car le potentiel de production de l'industrie américaine avait grandi considérablement pendant la guerre.

La sphère à l'intérieur de laquelle les forces des principaux pays capitalistes exploitent les ressources mondiales étant réduite, il en résulte une intensification de la lutte entre les pays du camp impérialiste pour les débouchés, les sources de matières premières, les sphères d'investissement du capital. Les impérialistes, et surtout les impérialistes américains, essaient de parer aux difficultés provenant de la perte de ces vastes marchés par une expansion renforcée aux dépens de leurs concurrents, par des actes d'agression, par la course aux armements et la militarisation de l'économie. Mais toutes ces mesures aboutissent à aggraver encore les contradictions du capitalisme.

Ces deux camps, le camp socialiste et le camp capitaliste, incarnent deux lignes de développement économique. La première est celle du développement rapide des forces productives, de l'essor continu d'une économie de paix et du mieux-être des masses laborieuses de l'Union soviétique et des pays de démocratie populaire. L'autre est celle de l'économie du capitalisme, qui freine le développement des forces productives; c'est la ligne de la militarisation de l'économie, de la baisse du niveau de vie des travailleurs dans le cadre d'une crise générale de plus en plus aiguë du système capitaliste mondial.

Ces deux camps — socialiste et capitaliste — incarnent deux tendances opposées de la politique internationale. Les milieux agressifs des Etats-Unis et des autres Etats impérialistes suivent la voie de la préparation d'une nouvelle guerre mondiale et du renforcement de la réaction dans la vie intérieure de leurs pays. Le camp socialiste mène la lutte contre la menace de nouvelles guerres et contre l'expansion impérialiste, pour le développement de la collaboration économique et culturelle entre les peuples, pour la consolidation de la paix et de la démocratie.

L'aggravation de la crise du système colonial de l'impérialisme.

La deuxième phase de la crise générale du capitalisme est caractérisée par une aggravation violente de la crise du système colonial. Les tentatives des puissances impérialistes pour faire retomber sur les peuples des pays dépendants les charges découlant de la guerre et de ses suites ont entraîné une baisse sensible du niveau de vie de la population laborieuse du monde colonial. Dans les colonies et les sphères d'influence des pays d'Europe occidentale, les monopoles américains pénètrent et s'installent systématiquement sous couleur d' « aide » aux pays sous-développés, ce qui soumet les peuples asservis à un pillage renforcé et aggrave les contradictions entre les puissances impérialistes. Par ailleurs, le développement de l'industrie dû à la guerre a contribué, dans une série de pays coloniaux et semi-coloniaux, au développement d'un prolétariat *qui* déploie une activité de plus en plus grande contre l'impérialisme. Tout cela a entraîné une aggravation des contradictions entre colonies et métropoles, un renforcement de la lutte pour la libération nationale chez les peuples du monde colonial. La défaite infligée aux forces armées des impérialismes allemands et japonais a créé une situation nouvelle favorable au succès de cette lutte. La deuxième guerre mondiale et la lutte encore plus intense pour la libération nationale des pays coloniaux et dépendants ont en fait déterminé la *désagrégation du système colonial de l'impérialisme*.

La désagrégation du système colonial de l'impérialisme est caractérisée tout d'abord par la rupture du front de l'impérialisme dans une série de pays coloniaux et semi-coloniaux, qui se sont détachés du système mondial de l'impérialisme et qui ont établi un régime de démocratie populaire. Comme on Ta déjà dit, le front mondial de l'impérialisme a été rompu en Chine et également en Corée et au Viet-Nam. La grande victoire de la révolution populaire en Chine a eu une influence énorme sur tous les arrières coloniaux de l'impérialisme dans son ensemble. Objet de l'exploitation impérialiste et de la rivalité entre les groupes de puissances capitalistes, la Chine est devenue une grande puissance autonome, possédant sa pleine souveraineté nationale et menant une politique indépendante sur l'arène internationale. La République populaire chinoise, que des liens étroits d'amitié et de collaboration unissent à l'Union soviétique et à tous les autres pays du camp socialiste, est devenue un puissant facteur de la paix et de la démocratie en Extrême-Orient et dans le monde entier.

La désagrégation du système colonial de l'impérialisme est caractérisée ensuite par le fait que les peuples d'une série d'autres pays coloniaux et dépendants ont réussi à se libérer du régime colonial et se sont engagés dans la voie d'un développement souverain autonome. Sous la pression du mouvement de libération nationale, en Inde, dont les pays totalisent une population de plus de 440 millions d'hommes, l'impérialisme anglais a été obligé de rappeler son administration coloniale.

L'Inde a été divisée en deux dominions, l'Inde et le Pakistan. L'Inde est devenue une république qui mène une politique indépendante sur l'arène internationale. Libéré du joug colonial, le peuple indien lutte pour le renforcement de son indépendance, pour l'industrialisation du pays et pour l'application de réformes agraires. En plus de l'Inde, l'Indonésie, la Birmanie et Ceylan ont rejeté le régime colonial. Les puissances impérialistes, et surtout l'Angleterre et les Etats-Unis, font tous leurs efforts pour maintenir et élargir leurs positions économiques dans ces pays et supprimer leur indépendance. Mais cette politique rencontre une opposition grandissante de la part des peuples de ces pays, qui défendent résolument leur indépendance.

L'aggravation de la crise du système colonial de l'impérialisme est caractérisée par l'essor du mouvement de libération nationale des peuples opprimés qui a pris des traits nouveaux. Dans plusieurs pays coloniaux, le rôle dirigeant du prolétariat et des partis communistes a grandi et s'est renforcé, ce qui constitue une condition importante du succès de la lutte des peuples asservis pour chasser les impérialistes et réaliser des transformations démocratiques. Sous la direction de la classe ouvrière se crée un front national démocratique unique, et se renforce l'alliance de la classe ouvrière et de la

paysannerie dans la lutte anti-impérialiste et antiféodale. Dans certains pays asservis, le développement du mouvement de libération nationale a conduit à une longue lutte armée des masses populaires contre les colonisateurs (Malaisie, Philippines). A la lutte pour la libération nationale se sont joints les peuples d'Afrique les plus opprimés par le joug impérialiste (Madagascar, Côte de l'Or, Kenya, Union Sud-africaine). La résistance aux impérialistes grandit dans le Proche et le Moyen-Orient (Iran, Egypte) et en Afrique du Nord (Algérie, Tunisie, Maroc). En Amérique latine la lutte se renforce contre la domination économique et l'oppression politique de l'oligarchie financière des Etats-Unis.

Les tentatives réactionnaires des impérialistes dirigées par les milieux agressifs des Etats-Unis, pour faire échec à la cause de la renaissance nationale et sociale des peuples d'Asie sur des bases anti-impérialistes et antiféodales, sont constamment déjouées. L'échec de l'intervention armée des Américains en Corée, l'effondrement des plans des impérialismes français et américain en Indochine, montrent avec évidence que les temps sont révolus où les impérialistes pouvaient, par la force des armes, imposer leur volonté aux peuples d'Asie et réprimer toute aspiration de leur part à la liberté et à l'indépendance.

Cette première désagrégation du système colonial de l'impérialisme entraîne une diminution croissante de la sphère de l'exploitation coloniale. Cela accroît inéluctablement les difficultés économiques et politiques des pays capitalistes et ébranle les fondements du système impérialiste dans son ensemble.

L'accentuation du développement inégal du capitalisme. L'expansion de l'impérialisme américain.

Résultat du développement inégal des pays capitalistes, la deuxième guerre mondiale a amené une nouvelle aggravation de cette inégalité. Trois puissances impérialistes — Allemagne, Japon et Italie — ont été militairement écrasées. Un préjudice énorme a été causé à la France; l'Angleterre a été très affaiblie. Pendant ce temps, les monopoles des Etats-Unis, qui s'étaient enrichis durant la guerre, ont consolidé leurs positions économiques et politiques dans le monde capitaliste.

Dans la période qui s'étend de 1929 à 1939, l'industrie américaine, malgré les réserves importantes de son potentiel de production, ne fit au fond que piétiner. Les entreprises fonctionnaient au ralenti à cause du rétrécissement des marchés d'écoulement. Pendant la deuxième guerre mondiale, le territoire des Etats-Unis ne fut pas touché par les opérations militaires et leur économie ne subit aucune destruction de guerre. Le marché d'écoulement des monopoles américains s'est alors considérablement élargi. La guerre provoqua une demande gigantesque d'armements et de matériel de guerre. Cela permit aux monopoles américains de mettre la main sur les anciens marchés des pays d'Europe occidentale dans leurs colonies d'outre-mer et leurs sphères d'influence. Dans ces conditions, les monopoles des Etats-Unis purent rapidement augmenter le volume de leur production et réaliser un large renouvellement de l'appareil de production de l'industrie.

La production de l'industrie américaine en 1943 dépassait de 120 % le niveau de 1939, tandis que dans les principaux pays capitalistes d'Europe occidentale qui avaient sérieusement souffert de la guerre, la production industrielle à la fin des hostilités avait sensiblement diminué. Aussi la part des Etats-Unis dans le total global de la production industrielle des pays du camp capitaliste passa-t-elle de 41% en 1937 à 56,4% en 1948.

Les milieux monopolistes des Etats-Unis annoncèrent un programme de domination mondiale et pratiquèrent une large expansion économique et politique dans les pays capitalistes et les colonies. Profitant de l'affaiblissement de leurs concurrents, les monopoles américains à la poursuite des profits maximums, pendant les premières années de l'après-guerre, s'emparèrent d'une partie importante du marché capitaliste mondial. Pour l'exportation des capitaux, ces monopoles eurent largement recours à la forme de prêts d'Etat, en vue d'asservir les pays étrangers.

Pourtant les calculs de l'oligarchie financière américaine, qui rêvait d'établir sa domination sur le marché capitaliste mondial, ne se réalisèrent pas. Les pays capitalistes d'Europe occidentale, à la fin de la guerre, se trouvèrent face à de grandes destructions. La guerre avait porté un coup sérieux à l'économie des principaux pays d'Europe occidentale, sur les territoires desquels avaient eu lieu les opérations militaires (Allemagne, France, Italie), ou qui avaient subi des attaques aériennes (Angleterre).

Après la guerre, la bourgeoisie de ces pays, grâce au renforcement de l'exploitation des travailleurs et à l'abaissement de leur niveau de vie, rétablit l'appareil de production de l'industrie, en le renouvelant dans une large mesure. Par suite du rétrécissement du marché intérieur, ces pays se retournent vers leurs marchés extérieurs, sur lesquels les monopoles américains avaient mis la main pendant la guerre. Au lendemain de la guerre, les Etats-Unis se heurtèrent sur le marché capitaliste mondial à une concurrence accrue de la part des pays de l'Europe occidentale, et d'abord de l'Angleterre. La lutte pour les débouchés s'accrut encore davantage du fait que, cinq ou six ans après la fin de la guerre, l'Allemagne occidentale et le Japon sont revenus y prendre part.

L'expansion de l'impérialisme américain s'est présentée au début sous forme d'une « aide pour le relèvement de l'Europe dans l'après-guerre ». Le plan Marshall qui a été en vigueur de 1948 à 1952 se proposait de mettre sous la dépendance des monopoles américains les pays d'Europe occidentale, de les entraîner dans l'orbite de la politique américaine d'agression, de pousser la militarisation de leur économie. Le plan Marshall a servi de base au pacte de l'Atlantique-Nord, bloc d'agression constitué en 1949 par l'impérialisme américain avec le soutien actif des milieux dirigeants britanniques en vue d'établir sa domination sur le monde. Arrivé à échéance, le plan Marshall fut remplacé par le programme dit de « sécurité mutuelle », aux termes duquel l'« aide » américaine n'était accordée que pour assurer la course aux armements et préparer une nouvelle guerre. Ainsi l'impérialisme américain jetait définitivement son masque de « restaurateur » de l'économie des pays capitalistes.

Pendant la guerre, les exportations américaines ont beaucoup augmenté au détriment des exportations des pays européens, et, surtout, de l'Angleterre. En 1945, la part des exportations des États-Unis, dans l'ensemble des exportations des pays capitalistes, était de 40,1 % contre 12,6 % en 1937, tandis que la part de l'Angleterre tombait de 9,9 % en 1937 à 7,4% en 1945. Cependant, après la guerre, par suite de l'aggravation de la lutte sur le marché mondial et du progrès des exportations des pays européens, la part des Etats-Unis dans les exportations des pays capitalistes était tombée en 1954 à 19,5 %, tandis que la part de l'Angleterre représentait, la même année, 10,1 %.

Les monopoles américains s'efforcent d'accroître au maximum l'exportation de leurs marchandises vers les autres pays du camp capitaliste, en utilisant à cet effet aussi bien l'octroi de prêts à des conditions asservissantes qu'un dumping non déguisé. En même temps, les Etats-Unis s'attachent à préserver leur marché intérieur contre l'importation de marchandises étrangères, en fixant des droits d'entrée extrêmement élevés. Ce caractère unilatéral du commerce extérieur américain engendra dans les autres pays capitalistes un déficit en dollars chronique, c'est-à-dire un manque de dollars pour payer les marchandises importées des Etats-Unis.

L'expansion économique des monopoles des Etats-Unis aboutit à la rupture du système des relations économiques qui s'étaient établies entre les pays au cours de l'histoire. L'impérialisme américain prive l'Europe occidentale de la possibilité de recevoir les produits alimentaires et les matières premières en provenance des pays de l'Europe orientale, qui fournissaient ces marchandises en échange de la production industrielle de l'Ouest européen. Le fait que les impérialistes se sont eux-mêmes interdit l'accès du marché mondial du camp démocratique, en réduisant à peu près à zéro leur commerce avec l'Union soviétique, la République populaire chinoise et les pays européens de démocratie populaire est un des facteurs de l'aggravation des difficultés rencontrées depuis la guerre par l'économie capitaliste.

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, de 1946 à 1954, les exportations des Etats-Unis ont atteint en moyenne 13,5 milliards de dollars par an, les importations 8,5 milliards seulement; les Etats-Unis ont importé des pays d'Europe occidentale, en moyenne, pour 1,3 milliard de dollars par an et exporté vers ces pays pour une somme de 4 milliards. En huit ans, l'écart entre les exportations des Etats-Unis vers les pays d'Europe occidentale et les importations en provenance de ces pays s'est élevé à 21,6 milliards de dollars.

Le chiffre d'affaires du commerce des Etats-Unis avec les pays aujourd'hui intégrés au camp démocratique, s'est réduit en 1951 au dixième de ce qu'il était en 1937; le chiffre d'affaires du commerce de l'Angleterre avec ces pays, au sixième, celui de la France, à moins du quart.

L'expansion des monopoles américains porte des coups sensibles aux intérêts des autres pays capitalistes. Sous couleur d'« aide », en consentant des crédits, les monopoles américains pénètrent dans l'économie de ces pays, et s'emparent de positions importantes dans les colonies des puissances de l'Europe occidentale. L'Angleterre et la France, pour lesquelles les matières premières à bon marché et les débouchés assurés ont une importance de premier plan, ne peuvent tolérer indéfiniment un tel état de choses. Les pays vaincus — l'Allemagne occidentale, le Japon, l'Italie — tombés sous le joug du capital financier américain, ne peuvent pas non plus prendre leur parti de ce sort.

Depuis la deuxième guerre mondiale, le développement inégal à l'intérieur du camp rétréci de l'impérialisme s'est accentué encore, ce qui conduit à une nouvelle *aggravation des contradictions* entre les pays capitalistes. La principale est la *contradiction entre les Etats-Unis et l'Angleterre*. Elle se manifeste dans la lutte ouverte entre monopoles américains et britanniques pour les débouchés, pour les sources de matières premières (surtout le pétrole, le caoutchouc, les métaux non ferreux et les métaux précieux), pour les sphères d'influence en général (en Europe occidentale, dans le Proche-Orient et en Extrême-Orient, en Amérique latine).

Les blocs agressifs d'Etats impérialistes forgés par les Etats-Unis, et dirigés contre les pays du camp socialiste, ne peuvent écarter les antagonismes et les conflits entre les membres de ces blocs dans la lutte pour les bénéfices élevés de monopole, alors que le territoire sous la domination du capital diminue. Ainsi, dans la période actuelle aussi, reste vraie la thèse de Lénine que l'action de la loi de l'inégalité de développement des pays capitalistes à l'époque de l'impérialisme est grosse de luttes et de conflits militaires entre ces pays.

Les milieux agressifs des puissances impérialistes — en premier lieu ceux des Etats-Unis —, dès la fin de la deuxième guerre mondiale, se mirent à pratiquer une politique de préparation d'une troisième guerre mondiale. Les valets des monopoles essaient de tromper les peuples, en affirmant que l'inéluçabilité des guerres serait due à l'existence, dans le monde actuel, de deux systèmes opposés — celui du capitalisme et celui du socialisme. Les faits de l'histoire démentent cette invention. La première guerre mondiale a été provoquée par l'aggravation des contradictions impérialistes dans un monde où le système capitaliste régnait encore sans partage. La deuxième guerre mondiale a commencé entre deux coalitions de pays capitalistes. Dans la période qui suit la deuxième guerre mondiale, les pays du camp socialiste, avec l'Union soviétique à sa tête, défendent avec fermeté et persévérance la cause du maintien et du renforcement de la paix entre les peuples, en partant du point de vue que les systèmes capitaliste et socialiste peuvent fort bien coexister pacifiquement, en rivalisant sur le terrain économique. La politique de l'Union soviétique et des pays de démocratie populaire, axée sur le développement de la coopération pacifique entre Etats, indépendamment de leur régime social, bénéficie de l'appui des masses laborieuses et de la sympathie de tous les défenseurs de la paix dans le monde entier.

Le mouvement des partisans de la paix rassemble des centaines de millions de gens de tous les pays, y compris des millions de gens des pays capitalistes. Sur la base générale de la défense de la paix et de la sécurité des peuples s'unissent les représentants de groupes sociaux différents, de conceptions politiques et religieuses différentes. Les plans d'une nouvelle guerre mondiale que les milieux impérialistes agressifs préparent actuellement seront voués à l'échec si les peuples prennent la cause du maintien de la paix entre leurs mains, et s'ils la défendent jusqu'au bout.

Les forces démocratiques du monde sont suffisamment puissantes pour empêcher la guerre à condition qu'elles agissent avec ensemble et qu'elles arrivent à neutraliser les profiteurs de guerre et les prétendants à la domination mondiale. (William Z. FOSTER : *Outline Political History of the America* (Essai sur l'histoire politique de l'Amérique), p. 590, New York, 1951.)

La militarisation de l'économie des pays capitalistes. Les modifications dans le cycle capitaliste.

Etant donné la désagrégation du marché mondial unique et le rétrécissement de la sphère d'application des forces des principaux pays capitalistes aux ressources du monde, les monopoles dominants ont de plus en plus recours à la militarisation de l'économie pour obtenir un certain accroissement de la production et s'assurer les bénéfices maximum. Dans les budgets, la part des dépenses, directement et indirectement consacrées à la course aux armements, augmente sans cesse. L'accroissement des budgets d'Etat, qui englobent une part toujours plus grande du revenu national, s'accompagne d'un accroissement de leur déficit et de la dette publique, d'un engorgement des canaux de circulation monétaire par le papier-monnaie, dont le pouvoir d'achat diminue. La militarisation de l'économie amène forcément une aggravation encore plus forte des contradictions insolubles de l'économie capitaliste.

D'après les chiffres officiels, manifestement inférieurs à la réalité, les profits des monopoles américains sont passés de 3,3 milliards de dollars en 1938 à 34,8 milliards en 1954, soit une augmentation de plus de 10 fois. Durant les neuf années qui ont suivi la guerre, les profits des monopoles américains se sont élevés à plus de 304

milliards de dollars. En Angleterre, les bénéfices des sociétés par actions en 1953 étaient de 3,5 milliards de livres sterling contre 1 milliard en 1938.

Dans l'après-guerre (1946-1954), le montant général des dépenses militaires aux Etats-Unis, y compris les sommes consacrées à l'armement des pays membres du bloc de l'Atlantique-Nord et à la production de bombes atomiques, a dépassé 258 milliards de dollars. Les dépenses de guerre proprement dites aux Etats-Unis, durant les trois dernières années (1952-1954), ont atteint 47 milliards de dollars par an, soit plus des deux tiers de l'ensemble du budget, contre 953 millions de dollars, ou 12 % de l'ensemble du budget durant les trois années qui précédèrent la deuxième guerre mondiale. En Angleterre, les dépenses de guerre ont augmenté pendant la même période de 173 millions à 1.429 millions de livres sterling, soit un tiers de l'ensemble du budget contre 18 % avant la guerre. En France, les dépenses de guerre en moyenne, durant les trois dernières années, dépassent le tiers du budget.

Le pouvoir d'achat du dollar aux Etats-Unis était en 1954, par rapport à 1939, de 34,6% seulement; le pouvoir d'achat de la livre sterling anglaise, 31,2%; celui du franc français, 2,8%; celui de la lire italienne, 1,8%.

La militarisation de l'économie est l'une des manifestations les plus nettes du renforcement du parasitisme et du pourrissement du capitalisme. Déjà pendant la première guerre mondiale, Lénine, constatant le développement rapide des Etats-Unis, écrivait :

justement *grâce* à cela les traits parasitaires du capitalisme américain sont apparus de façon particulièrement brillante. (V. LENINE : *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, p. 112.)

Dans la période qui suivit la deuxième guerre mondiale, ce caractère parasite du capitalisme américain se renforça encore. Cela est particulièrement net dans l'accroissement des dépenses improductives de l'Etat provoquées par la course aux armements et la militarisation généralisée de l'économie nationale.

Le parasitisme et le pourrissement du capitalisme ne signifient pas la cessation du progrès technique ni la stagnation de la technique. La tendance à la stagnation dans le domaine technique agit en même temps que la tendance contraire, la tendance à un progrès de la technique résultant de la concurrence et de la poursuite des profits maximum. La course aux armements provoque un progrès technique dans les branches de la production de guerre et dans les branches de l'industrie lourde qui lui sont liées. En conséquence, dans les pays capitalistes, la technique ne reste pas immobile, mais progresse. Mais le pourrissement du capitalisme se manifeste en ce que le progrès technique a lieu de façon extrêmement inégale et subit un retard sensible sur les possibilités considérables qu'ouvre le niveau actuel du développement de la science et de la technique.

La nature économique de la militarisation de l'économie consiste en ce que, premièrement, une partie de plus en plus importante des produits finis et des matières premières est absorbée par la consommation de guerre improductive ou bloquée sous forme d'énormes réserves stratégiques; deuxièmement, l'augmentation de la production de guerre s'opère par la baisse du salaire des ouvriers, la ruine de la paysannerie, l'accentuation des charges fiscales, le pillage des peuples des pays coloniaux et dépendants. Tout cela a pour effet de réduire sensiblement le pouvoir d'achat de la population, de diminuer la demande de produits industriels et agricoles, de faire tomber rapidement la production civile. Par conséquent, la militarisation de l'économie des pays capitalistes, en aggravant la disproportion entre les possibilités de production et la demande solvable toujours plus réduite de la population, aboutit nécessairement au développement des conditions d'une crise de surproduction.

Avec l'aggravation de la crise générale du système capitaliste mondial, s'opèrent des changements nouveaux dans le cycle capitaliste. Ces changements résultent de la désagrégation du marché mondial unique et de l'accentuation de l'inégalité du développement des pays capitalistes. Ils sont liés aux conséquences inévitables de la deuxième guerre mondiale et de la militarisation de l'économie. Les facteurs inflationnistes de guerre, c'est-à-dire la militarisation de l'économie et l'inflation qui l'accompagne, en retardant temporairement l'éclatement de la crise, ne peuvent ni supprimer ni limiter l'action des lois générales de la reproduction capitaliste qui déterminent l'inéluctabilité des crises.

Comme les Etats-Unis, d'une part, et les principaux pays de l'Europe occidentale, de l'autre, sont sortis de la guerre avec des situations économiques très différentes, le cours du cycle capitaliste ne pouvait être identique dans tout le monde capitaliste. Après la fin de la deuxième guerre mondiale, aux Etats-Unis, le volume de la production industrielle, que les demandes militaires avaient accru, subit une réduction sensible en 1946 (29 % par rapport à 1943). Puis en 1948-1949 eut lieu une crise

économique. Il est significatif qu'à la veille de la crise, en 1948, l'industrie américaine n'avait pas encore atteint le volume de 1943, volume maximum de la production du temps de guerre. La crise de 1948-1949 toucha dans une certaine mesure aussi une série de pays de l'Europe occidentale. D'octobre 1948 à octobre 1949, le volume de la production de l'industrie américaine subit une réduction de 10 %. Par rapport au niveau maximum de 1943, la production industrielle aux Etats-Unis subit en 1949 une réduction de 35 %, la construction des machines une réduction de 50 %. La réduction de la production s'accompagna de phénomènes de crise dans les transports, le crédit, le commerce extérieur. Il faut y rattacher l'accumulation de stocks énormes de marchandises invendues, la chute des opérations commerciales, une forte réduction des transports par voie ferrée, des krachs bancaires, la chute brutale des cours des actions, l'augmentation du nombre des faillites, la réduction du volume des exportations américaines.

Comme la guerre a causé d'importants dommages à l'économie des principaux pays capitalistes de l'Europe occidentale et que la reconstruction a freiné pour un certain temps le développement des conditions d'une crise de surproduction, il s'est produit dans ces pays au cours de l'après-guerre une augmentation du volume de la production industrielle. La crise de 1948-1949 aux Etats-Unis n'entraîna pas une chute générale de la production en Europe occidentale et, par conséquent, il n'en sortit pas de crise économique mondiale.

L'augmentation rapide des dépenses militaires aux Etats-Unis et dans les autres pays capitalistes, en particulier depuis le début de la guerre de Corée en 1950, constitua un stimulant temporaire à l'élargissement de la production, et en premier lieu, celle des armements et du matériel de guerre. Mais le caractère unilatéral de cette reprise d'activité détermina sa fragilité et sa courte durée. Dès le milieu de l'année 1953, commença aux Etats-Unis une nouvelle chute de la production, symptôme de crise. En moins d'un an, d'août 1953 à avril 1954, le volume de la production industrielle des Etats-Unis a diminué de 10 %. La réduction de la production fit doubler le nombre des chômeurs totaux, provoqua une vague de faillites et d'absorptions par les grands monopoles de firmes moins importantes. D'avril à novembre 1954, la production industrielle resta au même niveau, et ce n'est qu'à partir de novembre 1954, qu'elle se mit lentement à s'accroître.

Ainsi le cours de la reproduction à la deuxième étape de la crise générale du capitalisme est caractérisé par une inégalité accrue du développement des différents pays, ce qui donne une instabilité particulière à tout le système économique du capitalisme. Les conditions d'une crise économique mondiale continuent à se développer dans tous les pays capitalistes.

L'accentuation de la paupérisation de la classe ouvrière des pays capitalistes.

L'aggravation de la crise générale du capitalisme après la deuxième guerre mondiale a amené un nouvel appauvrissement du prolétariat. Dans leur course au profit maximum, les monopoles accentuent l'exploitation des travailleurs. Le capital monopoliste fait supporter aux travailleurs les conséquences désastreuses de la guerre et de la militarisation de l'économie.

Les monopoles, soutenus par les dirigeants syndicaux réactionnaires, cherchent à réduire le salaire réel des ouvriers par le « blocage » du salaire nominal, c'est-à-dire par l'interdiction de sa hausse, lors de l'inflation et de l'accroissement des charges fiscales. L'inflation fait monter le coût de la vie, provoque une hausse rapide des prix des objets de consommation, accroît le décalage entre salaire nominal et salaire réel. L'expansion extérieure et la militarisation de l'économie des pays capitalistes se réalisent grâce au fardeau fiscal imposé aux travailleurs. Un autre facteur de la baisse du niveau de vie de la classe ouvrière est l'augmentation rapide des loyers. Le fléchissement du salaire réel fait que la population ouvrière se nourrit de plus en plus mal.

La situation des travailleurs intellectuels s'aggrave dans les pays capitalistes : le chômage augmente parmi eux; les revenus sont en baisse par suite de la vie toujours plus chère, de l'accroissement des impôts et de l'inflation.

Aux Etats-Unis et en Angleterre et surtout en France et en Italie, le salaire réel des ouvriers a subi une réduction sensible par rapport à l'avant-guerre. Par exemple, en France le pouvoir d'achat du salaire horaire en 1955 est en gros la moitié de ce qu'il était avant la guerre.

Cette chute du pouvoir d'achat de l'argent va de pair avec une importante augmentation du coût de la vie; en 1954, par rapport à l'avant-guerre il avait été multiplié par 2,9 aux Etats-Unis, par plus de 30 en France, par 60 en Italie.

En 1952, malgré le développement de la production militaire, on comptait aux Etats-Unis au moins 3 millions de chômeurs complets et 10 millions de chômeurs partiels; en Allemagne de l'Ouest, près de 3 millions de chômeurs complets et partiels. En Italie, il y avait plus de 2 millions de chômeurs complets et encore plus de chômeurs partiels; au Japon, près de 10 millions de chômeurs complets et partiels. Aux Etats-Unis, au début de 1954, le nombre des chômeurs complets s'élevait à 3,7 millions, celui des chômeurs partiels à 13,4 millions.

Aux Etats-Unis, les impôts directs prélevés sur la population au cours de l'exercice budgétaire de 1953-1954, par rapport à 1937-1938, même en faisant état de la dépréciation monétaire, ont été multipliés presque par douze. Dans les pays d'Europe occidentale, où, même avant la deuxième guerre mondiale, les charges fiscales étaient très lourdes, les impôts pour la même période ont été multipliés en Angleterre par 2, en France par 2,5, en Italie par 1,5.

Le taux du loyer d'une famille ouvrière aux Etats-Unis, au début de 1955, avait plus que doublé par rapport à 1939.

D'après les évaluations du Bureau américain des recensements, en 1949, aux Etats-Unis, 72,2 % des familles américaines avaient un revenu inférieur au minimum vital officiel, 34,3 % des familles avaient un revenu inférieur à la moitié de ce minimum : 18,5 % un revenu, inférieur au quart et 9,4 % un revenu inférieur au huitième de ce minimum.

L'aggravation de la situation matérielle de larges couches de la population des pays capitalistes accroît le mécontentement et l'indignation des masses populaires, qui prennent une part de plus en plus active à la lutte contre le capital monopoliste. Cela se traduit par la montée du mouvement gréviste dans les pays capitalistes, le renforcement des syndicats progressistes que réunit la Fédération syndicale mondiale fondée en 1945, par les progrès des partis communistes et leur influence accrue sur les masses, par le développement de l'activité politique de la classe ouvrière. Les partis communistes et les syndicats progressistes, en ripostant résolument aux actes scissionnistes des socialistes de droite et des chefs syndicaux réactionnaires, éduquent la classe ouvrière dans l'esprit de la solidarité prolétarienne, dans l'esprit de la lutte pour la libération du joug impérialiste.

Le renforcement de la domination des monopoles dans l'agriculture des pays capitalistes et la ruine de la paysannerie.

L'aggravation de la crise générale du capitalisme depuis la deuxième guerre mondiale est caractérisée par une domination accrue des monopoles et du capital financier dans l'agriculture, une accentuation de la différenciation et de la ruine de la paysannerie.

Le capital financier exerce, d'une façon de plus en plus large et profonde, son emprise sur l'économie rurale. Les banques hypothécaires, qui consentent des crédits gagés sur la terre, deviennent les propriétaires réels des terrains appartenant aux paysans ruinés, de leur matériel agricole et de tous leurs biens. Les banques de crédit à court terme et les compagnies d'assurances enserrant les paysans dans un réseau de dettes.

Les monopoles s'enrichissent à tous les stades franchis par les produits agricoles, du producteur au consommateur. En établissant de bas prix pour les produits achetés aux petits paysans, et en faisant monter en flèche les prix de détail, les monopoles s'approprient une partie considérable des revenus de la paysannerie. Les monopoles de la transformation des produits agricoles (meunerie, boucherie, conserves, industrie sucrière) s'octroient d'énormes bénéfices aux dépens de la masse des paysans. Les interventions du pouvoir d'Etat — politique fiscale, opérations de stockage et les différentes formes de l' « aide » apportée à l'agriculture — accentuent encore l'enrichissement des monopoles et la paupérisation des masses de la paysannerie. L'exploitation des paysans par les monopoles se combine avec de nombreuses survivances de l'exploitation féodale et, en particulier, avec le métayage dans lequel le cultivateur est forcé de remettre au propriétaire de la terre une forte partie de la récolte comme prix de la location de la terre et du matériel.

Aux Etats-Unis, la part des grandes et des très grandes exploitations d'une superficie de plus de 500 acres, qui formaient en 1940 moins de 6 % des exploitations, est passée de 44,9 % de la superficie territoriale en 1940 à 53,5 % en 1950, et la part des latifundia d'une superficie de plus de 1.000 acres est passée de 34,3 % à 42,6 %.

D'après le recensement de 1950, 44 % des exploitations dont la production marchande ne dépassait pas 1.200 dollars, produisaient moins de 5 % de la production marchande totale, c'est-à-dire qu'elles travaillaient de façon primitive, peu productive, pour leur propre consommation, alors que 103.000 grosses fermes (dont la production marchande dépassait 25.000 dollars) qui ne représentaient que 2 % des exploitations donnaient 26 % de l'ensemble de la production marchande des Etats-Unis. En France, en 1950, les petites exploitations allant jusqu'à 10 hectares, qui formaient 56,7 % des exploitations, ne détenaient que 16,1 % de la terre cultivée, tandis que les grosses exploitations — 4,4 % du total — possédaient 29,9 % du sol. En Allemagne de l'Ouest, les petites exploitations allant jusqu'à 5 hectares, qui formaient, en 1949, 55,8% des exploitations, n'avaient que 11% de la terre, tandis que les grosses exploitations — 0,7 % du total — en détenaient 27,7 %. En Italie, il existe 2,5 millions de paysans sans terre et 1,7 million de paysans mal lotis. En dix ans, de 1940 à 1950, plus de 700.000 exploitations fermières ont été ruinées aux Etats-Unis.

Le total de la rente foncière aux Etats-Unis est passé de 760 millions de dollars en 1937 à 2,4 milliards de dollars en 1952. En Italie, quelques centaines de propriétaires fonciers touchent une rente foncière de 450 milliards de liras par an, tandis que le salaire de 2,5 millions d'ouvriers agricoles ne forme guère que 250 milliards de liras. Les dettes des fermiers américains aux banques et aux autres établissements de crédit ont plus que doublé de 1946 à 1954, atteignant au 1^{er} janvier 1955 18 milliards de dollars. L'impôt foncier des fermiers, en 1953, a été 2,3 fois supérieur à celui de 1942.

Depuis la deuxième guerre mondiale, l'accroissement de la paupérisation de la classe ouvrière et de la paysannerie des pays capitalistes, les dépenses énormes de ces pays pour la course aux armements, ont diminué la demande solvable et aggravé le problème des débouchés de la production agricole. Dès lors, dans les pays capitalistes, les stocks et les « surplus » de marchandises agricoles ne trouvant pas de débouchés augmentent rapidement; les emblavures diminuent; le gain que la vente de leur production procurait à la masse des paysans accuse une baisse notable; et l'on assiste à la ruine massive des petits producteurs, une énorme quantité de vivres est détruite cependant que la consommation des produits alimentaires diminue et que les masses laborieuses sont sous-alimentées. Tout cela prépare le début d'une nouvelle crise agraire.

Aux Etats-Unis, les stocks de blé dépassaient en 1954 le niveau maximum des stocks accumulés pendant la crise de 1929-1933 et étaient plus de 7 fois plus élevés que la moyenne des réserves annuelles de 1946 à 1948. Afin de maintenir des prix élevés sur les produits alimentaires, les organismes d'Etat, aux Etats-Unis, accaparent d'énormes quantités de grain, de coton, de pommes de terre, de légumes, de fruits, de bétail, de volaille; et ils détruisent systématiquement une partie de ces stocks.

En 1954, le revenu net des cultivateurs américains, par rapport à la moyenne du revenu annuel pour 1946-1948, a diminué de 4,6 milliards de dollars, soit de 36 %.

L'aggravation de la crise générale du capitalisme, depuis la deuxième guerre mondiale, se traduit par une recrudescence des antagonismes de la société capitaliste. Poussée à l'extrême, la contradiction entre les forces productives de la société et les rapports de production capitalistes montre nettement que le régime bourgeois déperissant est condamné par l'histoire.

La deuxième phase de la crise générale du capitalisme a aggravé la crise de la démocratie bourgeoise. Le caractère anti-populaire et antinational de la domination bourgeoise apparaît maintenant au grand jour. Les milieux réactionnaires de la bourgeoisie cherchent une issue à la crise générale du capitalisme dans la guerre et la fascisation de la vie politique.

Les masses populaires des pays capitalistes qui marchent sous le drapeau de l'internationalisme prolétarien cherchent une issue dans la lutte active et décisive contre l'ensemble du système d'esclavage impérialiste, pour la libération nationale et sociale.

L'internationalisme prolétarien, socialiste est à la base de la solidarité des travailleurs et de la collaboration entre les peuples pour la défense de leur indépendance contre les menées de l'impérialisme, pour la défense de la paix. Il apprend aux ouvriers à s'unir dans chaque pays pour lutter contre le pouvoir du capital, pour assurer le passage à l'économie socialiste. Il apprend à la classe ouvrière et aux peuples à développer les liens de la solidarité internationale afin de lutter mieux pour la paix, d'isoler et de mettre hors d'état de nuire les provocateurs d'une nouvelle guerre. (P. TOGLIATTI : « L'unité de la classe ouvrière et les tâches des partis communistes et ouvriers », *Pour une paix durable, pour une démocratie populaire* ! 2 décembre 1949.)

A la suite de la première guerre mondiale, la Russie s'est détachée du système capitaliste; à la suite de la deuxième, toute une série de pays d'Europe et d'Asie en ont fait autant; une troisième guerre, si les impérialistes parvenaient à la déclencher, amènerait la faillite de tout le système capitaliste mondial. Dans cette guerre, les agresseurs impérialistes ne se heurteraient pas seulement à la puissance indestructible des Etats du camp socialiste; ils assisteraient à l'explosion de toutes les contradictions aiguës, inhérentes au capitalisme contemporain : entre le travail et le capital, entre les puissances impérialistes, entre les métropoles et les colonies.

Les forces démocratiques et progressistes des peuples, guidées par la classe ouvrière et son avant-garde, les partis communistes, s'unissent pour résister activement à la réaction impérialiste, au danger fasciste, aux plans de nouvelles guerres. La politique de paix de l'Union soviétique, de la République populaire chinoise et des autres pays du camp socialiste, politique de réduction de la tension internationale, a amené la cessation de la guerre en Corée, le rétablissement de la paix en Indochine, la conclusion du traité d'Etat avec l'Autriche. A la conférence de Genève des chefs des gouvernements des quatre puissances : Union soviétique, Etats-Unis, Angleterre et France, en juillet 1955, furent obtenus certains succès sur la voie de l'assainissement de la situation internationale et de l'établissement d'une collaboration entre Etats de systèmes économiques et sociaux différents. Le camp de la paix, de la démocratie et du socialisme, ayant à sa tête l'Union soviétique et la République populaire chinoise, groupe les 900 millions d'habitants des pays qui se sont détachés du système capitaliste. Ce camp représente une force puissante qui exerce une action décisive sur tout le cours de l'histoire contemporaine.

RESUME

1. Au cours de la deuxième guerre mondiale, notamment après que les pays de démocratie populaire d'Europe et d'Asie se furent détachés du système capitaliste, s'est ouverte la seconde phase de la crise générale du capitalisme. A la suite de la formation de deux camps opposés sur la scène internationale, on a vu se désagréger le marché mondial unique, et se constituer deux marchés parallèles : le marché des pays du camp socialiste et celui des pays du camp capitaliste. La sphère d'application des forces des principaux pays capitalistes — Etats-Unis, Grande-Bretagne, France — aux ressources mondiales s'est notablement réduite.

2. L'un des résultats les plus importants de la deuxième guerre mondiale a été l'aggravation brutale de la crise du système colonial de l'impérialisme. L'essor de la lutte de libération nationale dans les pays coloniaux et dépendants a amorcé la désagrégation du système colonial et abouti au détachement de la Chine et de certains autres pays du système mondial de l'impérialisme.

3. L'accentuation de l'inégalité de développement des pays capitalistes entraîne nécessairement l'aggravation des contradictions internes dans le camp de l'impérialisme. La militarisation de l'économie a pour effet d'approfondir la rupture entre les possibilités de production de l'industrie des pays capitalistes et les possibilités d'écoulement de sa production, préparant ainsi le début d'une nouvelle crise économique.

4. La seconde phase de la crise générale du capitalisme est caractérisée par une nouvelle aggravation de la situation matérielle de la masse des travailleurs. De là, la chute du salaire réel de la classe ouvrière, l'accroissement des armées permanentes de chômeurs, une large application des systèmes de surmenage en matière d'organisation du travail, l'inflation et la vie chère, l'augmentation des charges fiscales, l'aggravation de la situation des masses de la paysannerie dans les pays capitalistes, l'accentuation de l'exploitation coloniale. Le renforcement du camp de la paix, de la démocratie et du socialisme, l'affaiblissement du camp impérialiste de la réaction et de la guerre, l'essor de la lutte libératrice de la classe ouvrière, de la paysannerie, des peuples coloniaux, montrent que l'époque actuelle est l'époque historique de l'effondrement du capitalisme, de la victoire du communisme.

LES THÉORIES ÉCONOMIQUES DE L'ÉPOQUE DU CAPITALISME

Avec le développement du capitalisme et l'accroissement de ses contradictions, diverses tendances, exprimant les intérêts des différentes classes, se sont formées et développées dans la pensée économique.

L'économie politique bourgeoise classique.

Dans la lutte contre le féodalisme, pour l'instauration du régime capitaliste, la bourgeoisie a créé sa propre économie politique qui a détrôné les conceptions économiques des idéologues du féodalisme et a joué pendant un certain temps un rôle progressiste.

Le mode de production capitaliste s'est établi tout d'abord en Angleterre. C'est là qu'est née aussi l'économie politique bourgeoise classique dont les représentants ont essayé de découvrir le lien interne des phénomènes économiques. Déjà son fondateur, *William Petty* (1623-1687), dont l'activité remonte à la période de décomposition du mercantilisme, a défini en fait la valeur des marchandises comme étant la quantité relative de travail contenue en elles, bien qu'il ait fait preuve de beaucoup d'inconséquence dans cette question.

Les *physiocrates* qui apparurent en France dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, pendant la période de préparation idéologique de la révolution bourgeoise, jouèrent un rôle important dans la formation de l'économie politique bourgeoise. Ce courant avait à sa tête *François Quesnay* (1694-1774). De même que les représentants de la philosophie française « des lumières » de ce temps, les physiocrates pensaient qu'il existait pour la société humaine des lois naturelles, données par la nature. La France était à l'époque un pays agricole. Contrairement aux mercantilistes, pour qui l'argent était la seule richesse, les physiocrates ont proclamé que la seule source de richesse était la nature et, par suite, l'agriculture, qui fournit à l'homme les fruits de la nature. De là le nom de l'école — les « physiocrates » — composé de deux mots grecs qui signifient : nature et pouvoir.

Au centre de la théorie des physiocrates se trouvait la doctrine du « produit net ». C'est ainsi que les physiocrates appelaient l'excédent du produit sur les dépenses engagées dans la production, — la fraction du produit qui, en régime capitaliste, constitue la plus-value. Pour les physiocrates, la richesse était une masse déterminée de produits sous leur forme matérielle, naturelle, une masse déterminée de valeurs d'usage. Ils soutenaient que le « produit net », « don de la nature », naît sur la base de l'emploi du travail salarié dans l'agriculture et l'élevage exclusivement, c'est-à-dire dans les branches où s'opèrent les processus naturels de croissance des plantes et des animaux; tandis que dans toutes les autres branches, il n'y a qu'une modification de la forme des produits fournis par l'économie rurale.

L'ouvrage le plus important de l'école des physiocrates fut le *Tableau économique* de Quesnay. Quesnay a eu le mérite de faire une tentative remarquable pour présenter le processus de la reproduction capitaliste dans son ensemble, encore qu'il n'ait pu donner une théorie scientifique de la reproduction.

Partant du point de vue que le « produit net » n'est créé que dans l'économie rurale, les physiocrates exigeaient que tous les impôts fussent payés par les propriétaires terriens, et que l'on exemptât les industriels de toute charge fiscale. C'était là une manifestation évidente de la nature de classe des physiocrates en tant qu'idéologues de la bourgeoisie. Les physiocrates étaient partisans de la domination illimitée de la propriété privée. En affirmant que seule la libre concurrence est conforme aux lois naturelles de l'économie et à la nature humaine, ils opposaient à la politique du protectionnisme celle de la *liberté du commerce*; ils combattaient énergiquement les restrictions corporatives et l'intervention de l'État dans la vie économique du pays.

L'économie politique bourgeoise classique est arrivée au point culminant de son évolution dans les travaux de A. Smith et de D. Ricardo.

Adam Smith (1723-1790) a fait, comparativement aux physiocrates, un grand pas en avant dans l'analyse scientifique du mode de production capitaliste. Son ouvrage principal est intitulé : *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* (1776). La richesse d'un pays réside, d'après A. Smith, dans toute la masse des marchandises qui y sont produites. Il a repoussé l'idée unilatérale et, par suite, erronée des physiocrates, selon lesquels le « produit net » n'est créé que par le travail agricole, et il proclame le premier que *tout travail* est source de valeur, quelle que soit la branche de production où ce travail est fait. Smith a été l'économiste de la période manufacturière du développement du capitalisme. Aussi voyait-il la base de l'augmentation de la productivité du travail dans la division du travail.

L'aspect le plus caractéristique de la pensée de Smith est l'interpénétration de deux manières différentes d'aborder les phénomènes économiques. D'une part, il analyse le lien interne des phénomènes en cherchant à pénétrer la structure intrinsèque ou, selon l'expression de Marx, la physiologie du système économique bourgeois. D'autre part, il décrit les phénomènes sous la forme qu'ils revêtent à la surface de la société capitaliste et, par conséquent, tels qu'ils se présentent au capitaliste praticien. Le premier de ces procédés est scientifique, le second ne l'est pas.

En recherchant le lien interne des phénomènes du capitalisme, Smith définit la valeur de la marchandise par la quantité de travail qui a été dépensée pour la produire; et il considère le salaire de l'ouvrier comme une partie du produit de son travail, déterminée par la valeur des moyens de subsistance; quant au profit et à la rente, il les regarde comme une déduction du produit créé par le travail de l'ouvrier. Cependant Smith ne développe pas ces principes avec rigueur. La définition de la valeur des marchandises par le travail qui s'y trouve intégré, est confondue constamment par lui avec la définition de la valeur des marchandises par la « valeur du travail ». Il affirmait que la définition de la valeur par le travail ne se rapportait qu'à un « état primitif de la société », par lequel il entendait l'économie marchande simple des petits producteurs. Mais dans le cadre du capitalisme, la valeur de la marchandise est *constituée* par les revenus : salaire, profit et rente. Pareille affirmation traduisait l'apparence trompeuse des phénomènes de l'économie capitaliste. Smith estimait que la valeur du produit social total ne comporte, elle aussi, que les revenus — salaire, profit et rente, c'est-à-dire qu'il faisait l'erreur d'omettre la valeur du capital constant, consommé lors de la production de la marchandise. Ce « dogme de Smith » excluait toute possibilité de comprendre le processus de reproduction sociale.

Smith a décrit la première structure de classe de la société capitaliste, en indiquant que celle-ci se décomposait en trois classes : 1° ouvriers, 2° capitalistes et 3° propriétaires terriens. Mais Smith était limité par la conception bourgeoise du monde, et ses vues montrent combien la lutte de classes à cette époque était peu développée; il prétendait qu'une communauté d'intérêts règne dans la société capitaliste, puisque chacun aspire à son propre avantage et que, du heurt des diverses tendances, surgit l'utilité commune. S'élevant résolument contre les vues théoriques et la politique des mercantilistes, Smith défendait avec ardeur la *libre concurrence*.

Dans les écrits de *David Ricardo* (1772-1823), l'économie politique bourgeoise classique a eu son couronnement. Ricardo a vécu à l'époque de la révolution industrielle en Angleterre. Son principal ouvrage, *Principes de l'économie politique et de l'impôt* parut en 1817.

Ricardo a élaboré la théorie de la valeur-travail avec le maximum de rigueur possible dans les limites des conceptions bourgeoises. Après avoir rejeté la thèse de Smith prétendant que la valeur n'est déterminée par le travail que dans l'« état primitif de la société », il a montré que la valeur créée par le travail de l'ouvrier est la *source* d'où naissent le salaire, aussi bien que le profit et la rente.

Ayant admis que la valeur est déterminée par le travail, Ricardo a montré l'opposition des intérêts de classes de la société bourgeoise telle qu'elle apparaît dans la sphère de la répartition. Il considérait que l'existence des classes est un phénomène éternel dans la vie de la société. D'après Marx, Ricardo fait « délibérément de l'opposition des intérêts de classes, de l'opposition entre salaire et profit, profit et rente, le point de départ de ses recherches; il la formule naïvement comme la loi naturelle immuable de la société humaine ». [K. Marx : *Le Capital*, livre I, t. I, p. 24.] Ricardo a formulé une loi économique importante : plus le salaire de l'ouvrier est élevé, plus le profit du capitaliste est bas, et inversement. Ricardo a montré également l'opposition entre profit et rente; mais il se trompait en ne reconnaissant que l'existence de la rente différentielle, qu'il associait à la prétendue « loi de la fertilité décroissante du sol ».

Ricardo a joué un grand rôle dans le développement de l'économie politique. Sa théorie suivant laquelle la valeur n'est déterminée que par le travail, a eu une immense portée historique. Observant le développement des contradictions capitalistes, certains de ses disciples en ont déduit que, si la valeur n'est créée que par le travail, il est nécessaire et juste que l'ouvrier, créateur de toutes les richesses, soit aussi le maître de toutes les richesses, de tous les produits du travail. C'est ce que réclamaient en Angleterre, dans la première moitié du XIX^e siècle, les premiers socialistes, disciples de Ricardo.

D'autre part, la théorie de Ricardo portait en elle les caractères de l'étroitesse bourgeoise. Le régime capitaliste avec ses intérêts de classes opposés semblait à Ricardo, comme à Smith, un régime naturel et éternel. Ricardo ne posait même pas la question de l'origine historique des catégories économiques telles que la marchandise, l'argent, le capital, le profit, etc. Il concevait le capital en dehors de l'histoire, en l'identifiant aux moyens de production.

La naissance de l'économie politique vulgaire.

Avec le développement du capitalisme et l'aggravation de la lutte de classes, l'économie politique bourgeoise classique fait place à l'économie politique vulgaire. Marx l'appelait vulgaire parce que ses représentants substituaient à la connaissance scientifique des phénomènes économiques la description de leur apparence extérieure, en se donnant pour but de présenter le capitalisme sous un jour favorable, d'escamoter ses contradictions. Les économistes vulgaires ont rejeté tout ce qui était scientifique, et se sont emparés de tout ce qu'il y avait de non scientifique dans les vues des économistes antérieurs (notamment de A. Smith), — de tout ce qui était conditionné par l'étroitesse de classe de leur horizon.

« Désormais il ne s'agit plus de savoir si tel ou tel théorème est vrai, mais s'il est bien ou mal sonnante, agréable ou non à la police, utile ou nuisible au capital. La recherche désintéressée fait

place au pugilat payé, l'investigation consciencieuse à la mauvaise conscience, aux misérables subterfuges de l'apologétique. » [K. Marx : *Le Capital*, livre I, t. I, p. 25.]

Dans le domaine de la théorie de la valeur, l'économie vulgaire a, à l'opposé de la définition de la valeur par le temps de travail, mis en avant une série de thèses déjà réfutées par l'école classique bourgeoise. Telles, par exemple : la théorie de l'offre et de la demande, qui ignore la valeur se trouvant à la base des prix, et substitue à l'explication de la base même des prix des marchandises la description des variations de ces prix; la théorie des frais de production, qui explique les prix de certaines marchandises à l'aide des prix d'autres marchandises, c'est-à-dire tourne pratiquement dans un cercle vicieux; la théorie de l'utilité qui, s'efforçant d'expliquer la valeur des marchandises par leur valeur d'usage, ignore volontairement le fait que les valeurs d'usage de marchandises hétérogènes diffèrent par la qualité et, par suite, ne sont pas comparables au point de vue de la quantité.

L'économiste vulgaire anglais *T. R. Malthus* (1766-1834) a prétendu que la misère des masses laborieuses, inhérente au capitalisme, était due au fait que les êtres humains se multiplient plus rapidement que ne peuvent augmenter les moyens d'existence fournis par la nature. D'après lui, la correspondance nécessaire entre le chiffre de la population et les moyens d'existence fournis par la nature, s'établit par la famine, la misère, les épidémies, les guerres. La « théorie » barbare de Malthus a été créée en vue de justifier le régime social dans lequel le parasitisme et le luxe des classes exploiteuses vont de pair avec le travail excessif et la misère grandissante des masses laborieuses.

Pour l'économiste vulgaire français *J. B. Say* (1767-1832), la source de la valeur est constituée par les « trois facteurs de la production » : le travail, le capital et la terre; de là, il tire la conclusion que les possesseurs de chacun des trois facteurs reçoivent les revenus qui leur sont dus : l'ouvrier, le salaire; le capitaliste, le profit (ou l'intérêt); le propriétaire terrien, la rente. La théorie des « trois facteurs », qui a été largement répandue dans l'économie politique bourgeoise, est destinée à cacher ce fait décisif que c'est seulement dans des conditions sociales déterminées que le travail se transforme en travail salarié, que les moyens de production deviennent du capital et la propriété de la terre, la source de la rente. Comme on le sait, le capital et la terre ne donnent un revenu à leur propriétaire qu'en vertu du fait que, par son travail non payé, l'ouvrier crée la plus-value, source réelle de tous les revenus ne provenant pas du travail dans la société capitaliste. En prétendant qu'en régime capitaliste il n'existerait pas de contradiction entre la production et la consommation, Say niait la possibilité de crises générales de surproduction. La théorie de Say était une grossière déformation de la vérité, dans le but de se rendre agréable aux classes exploiteuses. Des inventions fantaisistes sur l'harmonie des intérêts de classe en régime capitaliste ont été diffusées avec le plus grand zèle par l'économiste français *F. Bastiat* (1801-1850) et par l'Américain *H. Carey* (1793-1879). Sous prétexte de défendre la « liberté du travail » bourgeoise, l'économie politique vulgaire a mené une lutte acharnée contre les syndicats, les contrats collectifs, les grèves ouvrières. A partir du deuxième quart du XIX^e siècle, l'économie politique vulgaire exerce une domination sans partage dans la science économique bourgeoise.

L'économie politique petite-bourgeoise.

Au début du XIX^e siècle, apparaît en économie politique un courant petit-bourgeois qui reflète la position contradictoire de la petite bourgeoisie en tant que classe intermédiaire de la société capitaliste. L'économie politique petite-bourgeoise a son origine dans les travaux de l'économiste suisse *S. de Sismondi* (1773-1842). Contrairement à Smith et à Ricardo, pour qui le régime capitaliste est l'état naturel de la société, Sismondi a fait la critique du capitalisme, qu'il condamnait en se plaçant sur les positions de la petite-bourgeoisie. Sismondi idéalisait la petite production marchande des paysans et des artisans, et formulait des projets utopiques de perpétuation de la petite propriété, sans se rendre compte que la petite production marchande implique le développement des rapports capitalistes. Partant du fait que les revenus des ouvriers et des petits producteurs diminuent, Sismondi concluait faussement à la contraction inévitable du marché au fur et à mesure du développement du capitalisme. Il affirmait à tort que l'accumulation des capitaux n'est possible qu'avec l'existence de petits producteurs et d'un marché extérieur.

En France, c'est *P. J. Proudhon* (1809-1865) qui a développé les conceptions de l'économie politique petite-bourgeoise. Il soutenait l'idée réactionnaire selon laquelle on pourrait guérir toutes les plaies sociales du capitalisme par l'organisation d'une banque qui serait spécialement chargée du troc des produits des petits producteurs et qui consentirait un crédit gratuit aux ouvriers. Proudhon semait des illusions réformistes dans les masses ouvrières, qu'il détournait de la lutte de classes.

En Russie, à la fin du XIX^e siècle, c'étaient les populistes libéraux qui prêchaient les idées utopiques et réactionnaires de l'économie politique petite-bourgeoise.

Les socialistes utopistes.

Avec l'apparition et le développement de la grande industrie mécanique, à la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e les contradictions du capitalisme et les calamités qu'il apporte aux masses laborieuses ont pris de plus en

plus de relief. Mais la classe ouvrière n'avait pas encore pris conscience de son rôle historique de fossoyeur du capitalisme. A cette époque parurent les grands socialistes utopistes : *Henri de Saint-Simon* (1760-1825) et *Charles Fourier* (1772-1837) en France, *Robert Owen* (1771-1858) en Angleterre, qui jouèrent un rôle considérable dans l'histoire du développement des idées socialistes.

Dans l'explication qu'ils donnaient des phénomènes économiques, les socialistes utopistes demeuraient sur le terrain des philosophes du XVIII^e siècle, comme les représentants de l'économie politique classique bourgeoise. Mais, tandis que pour ces derniers le régime capitaliste était conforme à la nature humaine, pour les socialistes utopistes il était contraire à la nature humaine.

Le rôle historique des socialistes utopistes a été de faire une critique serrée de la société bourgeoise, dont ils flétrissaient sans merci les plaies telles que la misère et les privations des masses populaires vouées à un labeur pénible et exténuant, la vénalité et la corruption des milieux riches de la société, l'immense gaspillage des forces productives, résultat de la concurrence, des crises, etc. Ils ont eu une série d'intuitions remarquables sur le caractère du régime socialiste qu'ils opposaient au capitalisme. Mais les socialistes utopistes étaient loin de comprendre les véritables voies à suivre pour arriver au socialisme. Ignorant les lois du développement social et des lois de la lutte de classes, ils estimaient que les classes possédantes réaliseraient elles-mêmes le socialisme. Lorsqu'on serait parvenu à les convaincre du bien-fondé, de l'équité et de l'utilité de ce nouveau régime. Les socialistes utopistes n'avaient pas la moindre idée du rôle historique du prolétariat. Le socialisme utopique « ne savait ni expliquer la nature de l'esclavage salarié en régime capitaliste, ni découvrir les lois de son développement, ni trouver la *force sociale* capable de créer la société nouvelle ». [V. Lénine : « Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme », dans *Karl Marx et sa doctrine*, p. 63, Editions Sociales, Paris, 1953.]

Les démocrates révolutionnaires en Russie.

Au milieu du XIX^e siècle en Russie, apparut en pleine crise du servage, une brillante pléiade de penseurs, qui apportèrent une importante contribution au développement de la science économique.

A. I. Herzen (1812-1870) a fustigé le tsarisme et le servage en Russie et appelé le peuple à la lutte révolutionnaire contre eux. Il a aussi critiqué violemment le régime de l'exploitation capitaliste, instauré en Occident. Herzen a marqué le début du « socialisme paysan » utopique. Il voyait le « socialisme » dans l'émancipation des paysans doté de terre, dans la possession communale de la terre et dans l'idée paysanne du « droit à la terre ». Il n'y avait rien de vraiment socialiste dans ces opinions, mais elles traduisaient les aspirations révolutionnaires de la paysannerie russe en lutte pour renverser le pouvoir des propriétaires fonciers et abolir la grande propriété féodale.

Un immense mérite dans le développement de la science économique appartient au grand révolutionnaire et savant russe *N. G. Tchernychevski* (1828-1889). Tchernychevski a pris la tête de la lutte des démocrates révolutionnaires contre le servage et l'autocratie tsariste en Russie. Il a fait une brillante critique non seulement du servage, mais aussi du régime capitaliste qui s'était solidement établi à cette époque en Europe occidentale et en Amérique du Nord. Il a fait nettement ressortir le caractère de classe et l'étroitesse de l'économie politique bourgeoise classique et il a soumis à une critique serrée les économistes vulgaires : John Stuart Mill, Say, Malthus, etc. Marx estimait que Tchernychevski avait magistralement montré la faillite de l'économie politique bourgeoise.

A l'économie politique bourgeoise qui sert les intérêts cupides des capitalistes, Tchernychevski a opposé « l'économie politique des travailleurs », dans laquelle la place prépondérante doit être réservée au travail et aux intérêts des travailleurs. Par suite du faible développement des rapports capitalistes dans la Russie de son époque, Tchernychevski, représentant du « socialisme paysan » utopique, n'a pas remarqué que le développement du capitalisme et du prolétariat créait les conditions matérielles et la force sociale nécessaires pour réaliser le socialisme. Cependant, par sa conception de la nature et de la structure de classe de la société capitaliste, du caractère du développement économique de cette société, Tchernychevski est allé beaucoup plus loin que les socialistes utopistes d'Europe occidentale et a fait un grand pas sur le chemin du socialisme scientifique. Contrairement aux socialistes utopistes d'Occident, Tchernychevski accordait une importance décisive à l'activité révolutionnaire des masses laborieuses, à leur lutte pour leur émancipation et il appelait à la révolution populaire contre les exploités. Tchernychevski fut un démocrate révolutionnaire combatif et conséquent. Lénine disait que ses œuvres respiraient la lutte de classes.

La théorie économique de Tchernychevski est le point culminant du développement de l'économie politique avant Marx. Au point de vue philosophique, Tchernychevski a été un matérialiste militant. Comme Herzen, il est presque arrivé au matérialisme dialectique.

Les démocrates révolutionnaires Herzen, Tchernychevski et leurs partisans furent les précurseurs de la social-démocratie russe.

La révolution accomplie par K. Marx et F. Engels en économie politique.

Vers le milieu du XIX^e siècle, le système d'économie capitaliste est devenu dominant dans les principaux pays de l'Ouest européen et aux Etats-Unis. Il s'était formé un prolétariat qui commençait à entrer en lutte contre la bourgeoisie. Les conditions étaient nées pour la formation d'une conception du monde prolétarienne d'avant-garde, le *socialisme scientifique*.

Karl Marx (1818-1883) et *Friedrich Engels* (1820-1895) ont transformé le socialisme d'utopie en science. La doctrine élaborée par Marx et Engels traduit les intérêts vitaux de la classe ouvrière, et elle est le drapeau des masses prolétariennes dans leur lutte pour le renversement révolutionnaire du capitalisme, pour la victoire du socialisme.

La doctrine de Marx « naquit comme la *continuation* directe et immédiate des doctrines des représentants les plus éminents de la philosophie, de l'économie politique et du socialisme. » [V. Lénine : « Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme », *Karl Marx et sa doctrine*, p. 59.] Le génie de Marx, disait Lénine, consiste à avoir fourni la réponse aux questions que la pensée progressiste de l'humanité avait déjà posées. Sa doctrine est l'héritière légitime de ce que la pensée humaine a créé de plus parfait dans le domaine de la science de la société humaine. En même temps, la naissance du marxisme a marqué *un tournant révolutionnaire radical* en philosophie, en économie politique, dans toutes les sciences sociales. Marx et Engels ont armé la classe ouvrière d'une conception du monde harmonieuse et complète, le *matérialisme dialectique*, fondement théorique du communisme scientifique. En étendant le matérialisme dialectique à l'étude des phénomènes sociaux, ils ont créé le *matérialisme historique*, une des plus grandes conquêtes de la pensée scientifique. A l'étude de la société humaine en dehors de l'histoire, ils ont opposé la méthode historique fondée sur une étude approfondie de la marche réelle de son développement. A l'idée d'immuabilité et d'immobilisme de la société qui régnait jusque-là, ils ont substitué une doctrine cohérente qui découvre les lois objectives du développement social, les lois du remplacement de certaines formes de la société par d'autres.

Marx et Engels furent les fondateurs d'une économie politique véritablement scientifique. En appliquant la méthode du matérialisme dialectique à l'étude des rapports économiques, Marx a opéré une révolution profonde dans l'économie politique. C'est en abordant l'économie politique en idéologue de la classe ouvrière qu'il a dévoilé jusqu'au bout les contradictions du capitalisme et créé une *économie politique prolétarienne*. Marx a élaboré sa doctrine économique au cours d'une lutte intransigeante contre l'apologétique bourgeoise du capitalisme et la critique petite-bourgeoise de celui-ci. Utilisant et développant plusieurs thèses des classiques de l'économie politique bourgeoise — Smith et Ricardo — Marx a résolument fait justice des conceptions antiscientifiques et des contradictions de leur doctrine. La doctrine économique de Marx dresse le bilan et fait la synthèse d'une documentation gigantesque sur l'histoire de la société humaine et, en particulier, sur la naissance et le développement du capitalisme. C'est à Marx que l'on doit la découverte du caractère historique transitoire du mode de production capitaliste et l'étude des lois présidant à la naissance, au développement et à la disparition du capitalisme. Sur la base d'une analyse économique pénétrante du régime capitaliste, Marx a fait apparaître la mission historique du prolétariat en tant que fossoyeur du capitalisme et artisan de la société nouvelle, socialiste

Les fondements de la conception marxiste du monde ont été proclamés dès le premier document-programme du communisme scientifique, le *Manifeste du Parti communiste*, écrit par Marx et Engels en 1848. Marx a publié les résultats de ses recherches économiques ultérieures dans son ouvrage *Contribution à la critique de l'économie politique* (1859), consacré à l'analyse de la marchandise et de la monnaie, on trouve dans la préface un exposé classique des principes du matérialisme historique. L'ouvrage principal de Marx, dont il disait à bon droit qu'il était l'œuvre de sa vie, est *Le Capital*, dont le premier livre (*Le Développement de la production capitaliste*) fut publié par Marx en 1867 ; le deuxième livre (*Le Procès de la circulation du capital*) fut édité par Engels après la mort de Marx en 1885, et le troisième livre (*Le Procès d'ensemble de la production capitaliste*) parut en 1894. En travaillant au *Capital*, Marx se proposait d'écrire un quatrième livre, consacré à l'analyse critique de l'histoire de l'économie politique. Les manuscrits qu'il a laissés furent édités après la mort de Marx et d'Engels sous le titre *Les Théories de la plus-value*.

A l'élaboration de la théorie du communisme scientifique sont également consacrés plusieurs ouvrages classiques d'Engels : *La Situation des classes laborieuses en Angleterre* (1845), *l'Anti-Dühring* (1878) qui traite des questions les plus importantes en matière de philosophie, de sciences naturelles et de sciences sociales, *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* (1884), etc.

En créant l'économie politique prolétarienne, Marx a tout d'abord élaboré et développé de façon conséquente la *théorie de la valeur-travail*. En analysant la marchandise et la contradiction entre sa valeur d'usage et sa valeur d'échange, Marx a découvert que le travail incorporé dans la marchandise revêt un double caractère. C'est, d'une part, le travail concret qui crée la valeur d'usage de la marchandise, et, d'autre part, le travail abstrait qui crée sa valeur. La découverte du double caractère du travail a servi à Marx de clé pour expliquer scientifiquement tous les phénomènes du mode de production capitaliste, sur la base de la théorie de la valeur-travail. Marx a montré

que la valeur n'est pas une chose, mais un rapport de production entre les hommes, recouvert d'une enveloppe matérielle, et c'est ainsi qu'il a révélé le secret du fétichisme de la marchandise. Il a soumis la forme de la valeur à l'analyse, il en a recherché l'évolution historique depuis les germes de l'échange jusqu'à la domination intégrale de la production marchande, ce qui lui a permis de découvrir la nature véritable de l'argent.

Sur la base de la théorie de la valeur-travail, Marx a élaboré sa théorie de la *plus-value*. Il a montré le premier qu'en régime capitaliste, ce n'est pas le travail qui est une marchandise, mais la force de travail. Il a étudié la valeur et la valeur d'usage de cette marchandise spécifique et il a expliqué le caractère de l'exploitation capitaliste. La théorie de la plus-value de Marx révèle jusqu'au bout la nature du principal rapport de production du capitalisme, le rapport entre capitaliste et ouvrier; elle met à nu les bases les plus profondes de l'opposition de classes et de la lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie.

Marx a non seulement mis en lumière l'origine et la source de la plus-value, mais il a montré comment l'exploitation capitaliste est camouflée et estompée. Il a étudié la nature du *salaire* en tant que prix de la force de travail qui se manifeste sous la forme modifiée de prix du travail.

Marx a fait une analyse scientifique serrée des diverses formes que revêt la plus-value. Il a montré que la plus-value se manifeste sous une forme modifiée, le *profit* ; qu'elle revêt en outre la forme de *rente foncière* et *d'intérêt*. Et l'on a l'impression trompeuse que le salaire est le prix du travail, que le profit est engendré par le capital lui-même, la rente par la terre et l'intérêt par l'argent.

Dans sa théorie du prix de production et du profit moyen, Marx a résolu la contradiction qui consiste en ce qu'en régime capitaliste, les prix du marché s'écartent de la valeur. En même temps, il a fait ressortir la base objective de la solidarité de la classe capitaliste dans l'exploitation des ouvriers, le profit moyen de chaque capitaliste étant déterminé par le degré d'exploitation non point dans une entreprise donnée, mais dans la société capitaliste tout entière.

Marx a mis au point la théorie de la rente différentielle et il a, le premier, assigné un fondement scientifique à la rente absolue, Il a défini le rôle réactionnaire, parasite de la grande propriété terrienne, la nature et les formes d'exploitation des paysans par les propriétaires fonciers et la bourgeoisie.

Marx a le premier découvert les lois de *l'accumulation du capital*, en établissant que le développement du capitalisme, la concentration et la centralisation du capital entraînent inévitablement un approfondissement et une aggravation des contradictions inhérentes à ce régime, contradictions à la base desquelles se trouve la contradiction entre le caractère social de la production et la forme privée, capitaliste de l'appropriation. Marx a découvert la *loi générale de l'accumulation capitaliste* qui détermine l'accroissement de la richesse et du luxe à un pôle de la société et l'accroissement de la misère, de l'oppression, des tourments du travail à l'autre pôle. Il a montré que le développement du capitalisme entraîne la paupérisation relative et absolue du prolétariat, qui creuse encore l'abîme entre le prolétariat et la bourgeoisie, aggrave la lutte de classes entre eux.

L'analyse de la *reproduction* du capital social total, faite par Marx, a une importance considérable. Ayant écarté l'erreur de Smith, qui consiste à ignorer le capital constant consommé lors de la fabrication de la marchandise, et établi la division du produit social du point de vue de sa valeur en trois parties ($c + v + p$), puis du point de vue de sa forme matérielle en moyens de production et objets de consommation, Marx a découvert la loi économique générale selon laquelle, quel que soit le régime de la société, les forces productives se développent quand l'accroissement de la production des moyens de production est plus rapide que celui de la production des objets de consommation. Marx a soumis à l'analyse les conditions de la reproduction capitaliste simple et élargie, les profondes contradictions de l'économie capitaliste qui conduisent nécessairement aux crises de surproduction. Il a étudié la nature des *crises économiques* et démontré qu'elles étaient inévitables en régime capitaliste.

La doctrine économique de Marx et d'Engels constitue une ample et profonde démonstration de l'inéluctabilité de l'effondrement du capitalisme et de la victoire de la *révolution prolétarienne* instaurant la *dictature de la classe ouvrière* et inaugurant une ère nouvelle, l'ère de la construction de la société socialiste.

Entre 1870 et 1890 déjà, le marxisme avait commencé à recevoir de plus en plus largement l'approbation de la classe ouvrière et des intellectuels d'avant-garde des pays capitalistes. Un grand rôle dans la diffusion des idées du marxisme, à cette époque, fut joué par *Paul Lafargue* (1842-1911) en France, *Wilhelm Liebknecht* (1826-1900) et *August Bebel* (1840-1913) en Allemagne, *Georges Plékhanov* (1856-1918) en Russie, *Dmitri Blagoïev* (1855-1924) en Bulgarie et par d'autres personnalités marquantes du mouvement ouvrier des différents pays.

En Russie, le parti ouvrier marxiste et sa conception du monde se sont formés au cours d'une lutte implacable contre l'ennemi du marxisme, qu'était le populisme. Les populistes niaient le rôle d'avant-garde du prolétariat dans le mouvement révolutionnaire : ils prétendaient qu'en Russie le développement du capitalisme était impossible. Contre les populistes se sont élevés Plékhanov et le groupe « Libération du travail » qu'il avait organisé. Plékhanov a été le premier à donner une critique marxiste des conceptions erronées des populistes et à

défendre en même temps de manière brillante les conceptions marxistes. L'activité de Plékhanov entre 1880 et 1900 eut une grande importance pour la formation idéologique des révolutionnaires prolétariens en Russie. Plékhanov a écrit une série d'ouvrages remarquables sur la philosophie du marxisme. Il a popularisé avec succès les différents aspects de la doctrine économique de Marx, en la défendant contre la critique bourgeoise et les falsifications réformistes. Les travaux littéraires de Plékhanov ont porté un coup très dur aux positions populistes. Mais la défaite idéologique du populisme n'était pas achevée. Dès le début de son activité, Plékhanov donna de certains problèmes une appréciation erronée, qui contenait en germe ses futures conceptions menchéviks : il ne tenait pas compte du fait qu'au cours de la révolution, le prolétariat doit entraîner la paysannerie à sa suite; il considérait la bourgeoisie libérale comme une force susceptible de prêter appui à la révolution, etc. Il fallait achever le populisme en tant qu'ennemi du marxisme et réaliser la fusion du marxisme avec le mouvement ouvrier en Russie; ce fut Lénine qui s'acquitta de cette tâche.

Le déclin de la science économique bourgeoise. L'économie politique bourgeoise contemporaine.

Depuis que le marxisme a fait son apparition sur la scène historique, la tâche fondamentale et décisive des économistes bourgeois devint la « réfutation » du marxisme, toutes les variétés possibles et imaginables de philosophie idéaliste et de sociologie subjective servent de base méthodologique aux différentes écoles et tendances de l'économie politique bourgeoise.

En Allemagne, au milieu du XIX^e siècle, apparaît ce qu'on appelle *l'école historique* de l'économie politique (*F. Roscher, B. Hildebrand, etc.*). Les tenants de cette école niaient ouvertement l'existence de lois économiques du développement de la société et substituaient à l'investigation scientifique la description de faits historiques épars. La négation des lois économiques leur servait à justifier l'arbitraire réactionnaire, la servilité devant l'Etat bureaucratique et militaire, qu'ils exaltaient systématiquement. Les représentants plus récents de l'école historique, avec *G. Schmoller* à leur tête, constituèrent ce qu'on appelle la tendance historico-éthique ou historico-juridique. Le trait caractéristique de cette tendance est qu'elle substitue à la recherche économique des considérations idéalistes réactionnaires sur les objectifs moraux, les normes juridiques, etc.

Certains économistes de l'école historique (Hildebrand) ont formé en 1872 avec d'autres économistes bourgeois (*Adolf Wagner, L. Brentano, W. Sombart*) ce qu'on a appelé « l'Union de politique sociale » pour « prêcher du haut de la chaire » des réformes sociales en vue de prévenir la fin du régime capitaliste. Tout en continuant les traditions de leurs prédécesseurs, les représentants de cette tendance, appelée ironiquement « socialisme de la chaire », se firent les valets de l'Etat militariste allemand. Certains d'entre eux qualifiaient de « morceau de socialisme » chaque mesure de cet Etat. Les socialistes de la chaire exaltaient la politique réactionnaire de Bismarck et l'aidaient à tromper la classe ouvrière.

Au cours des dernières décennies du XIX^e siècle, au fur et à mesure que les idées du marxisme se propageaient, la bourgeoisie a eu besoin, pour les combattre, de recourir à de nouveaux moyens idéologiques. On vit alors apparaître sur la scène *l'école autrichienne*. L'appellation de cette école est liée au fait que ses principaux représentants — *K. Menger, F. Wieser* et *E. Böhm-Bawerk* — étaient professeurs dans des universités autrichiennes. Contrairement à l'orientation historique, les tenants de l'école autrichienne reconnaissent pour la forme la nécessité d'étudier les lois économiques, mais, pour présenter le régime capitaliste sous un jour plus favorable et en assumer la défense, ils reportèrent la recherche de ces lois, de la sphère des rapports sociaux dans le domaine psychologique subjectif, c'est-à-dire qu'ils suivirent la voie de l'idéalisme.

En ce qui concerne la théorie de la valeur, l'école autrichienne émit le principe dit de « l'utilité marginale ». Conformément à ce principe, la valeur de la marchandise est déterminée non pas simplement par son utilité, ainsi que l'affirmaient auparavant certains économistes vulgaires, mais par son utilité marginale, c'est-à-dire par l'appréciation subjective de l'utilité d'une unité de marchandise qui satisfait un des besoins les moins essentiels de l'individu. En réalité, cette théorie n'explique rien. Il est tout à fait évident, par exemple, que l'estimation subjective d'un kilogramme de pain est foncièrement différente chez un bourgeois rassasié et chez un chômeur affamé; mais cependant tous deux paient le pain le même prix. A la théorie de la plus-value de Marx, les économistes de l'école autrichienne opposent telle ou telle variété de la « théorie de la productivité du capital », qui n'est qu'une forme rénovée de la théorie vulgaire des « trois facteurs de la production ».

Le passage à l'impérialisme et l'aggravation extrême qui en résulte pour les contradictions sociales et la lutte des classes, déterminèrent la dégradation ultérieure de l'économie politique bourgeoise. Après la victoire de la révolution socialiste en Russie, qui donnait pratiquement un démenti aux affirmations des idéologues de la bourgeoisie sur le caractère éternel du régime capitaliste, de nombreux économistes bourgeois commencèrent à considérer comme une de leurs tâches principales le recours à la calomnie pour déformer la nature du régime soviétique, pour cacher aux travailleurs des pays capitalistes la vérité sur les réalisations historiques du pays du socialisme. L'économie politique bourgeoise de nos jours constitue une arme idéologique de l'oligarchie financière dont la majorité des représentants joue directement et ouvertement le rôle de défenseurs de la réaction et de l'agression impérialistes.

En commentant des catégories du capitalisme comme la valeur, le prix, le salaire, le profit, la rente, les économistes bourgeois contemporains se placent généralement sur les positions de la tendance psychologique subjective, dont une des variétés est l'école autrichienne examinée plus haut; et ils reprennent sur tous les tons la vieille théorie vulgaire des trois facteurs de la production. L'économiste anglais *Alfred Marshall* (1842-1924) a essayé de concilier de façon éclectique les trois théories vulgaires différentes de la valeur : celle de l'offre et de la demande, de l'utilité marginale et celle des frais de production. L'économiste américain *John B. Clark* (1847-1938), tout en prêchant l'idée mensongère de « l'harmonie des intérêts » des différentes classes de la société bourgeoise, a formulé la théorie de la « productivité optima », qui n'est en réalité qu'une tentative originale pour associer la vieille théorie vulgaire de la « productivité du capital » à la théorie vulgaire de « l'utilité marginale » de l'école autrichienne. Le profit, d'après Clark, serait la rémunération du travail de l'entrepreneur; les classes laborieuses, elles, ne créeraient qu'une faible part de la richesse et la recevraient intégralement.

Contrairement aux économistes bourgeois de l'époque du capitalisme prémonopoliste, qui chantaient la liberté de la concurrence comme condition fondamentale du développement de la société, les économistes bourgeois contemporains soulignent généralement la nécessité d'une intervention de l'Etat dans tous les domaines de la vie économique. Ils exaltent l'Etat impérialiste comme une force qui serait placée au-dessus des classes et qui serait capable de subordonner à un plan l'économie des pays capitalistes. Or, en réalité, l'ingérence de l'Etat bourgeois dans la vie économique n'a rien à voir avec la planification de l'économie nationale et ne fait qu'accentuer encore davantage l'anarchie de la production. Les apologistes des monopoles font hypocritement passer pour un « capitalisme organisé » la soumission de l'Etat impérialiste à l'oligarchie financière, la large utilisation par celle-ci de l'appareil d'Etat pour satisfaire son intérêt cupide et augmenter les profits des monopoles.

Dans les premières décennies du XX^e siècle, en Allemagne, s'est répandue ce qu'on a appelé la *tendance sociale* ou l'école organique sociale d'économie politique (*A. Ammon, R. Stolzmann, O. Spann* et autres). Contrairement à l'école autrichienne qui aborde les phénomènes économiques d'un point de vue psychologique et subjectif, les représentants de la tendance sociale donnaient une interprétation des rapports sociaux des hommes, mais ils les considéraient de façon idéaliste, comme des formes juridiques dénuées de tout contenu matériel. Les économistes de la tendance sociale affirmaient que la vie sociale serait régie par des normes juridiques et éthiques. Ils camouflaient la ferveur qu'ils vouaient aux monopoles capitalistes par des considérations démagogiques sur le « bien-être général » et la nécessité de subordonner la « partie », c'est-à-dire les masses laborieuses, au « tout », c'est-à-dire à l'Etat impérialiste. Ils exaltaient l'activité des capitalistes, en proclamant qu'elle servait la société. Dans leur forme la plus réactionnaire, ces idées ont servi d'arme idéologique au fascisme en Allemagne et dans d'autres pays bourgeois.

Le fascisme allemand a utilisé les éléments les plus réactionnaires de l'économie politique vulgaire allemande, son chauvinisme extrême, son culte de l'Etat bourgeois, sa propagande en faveur de la conquête de terres étrangères et de la « paix sociale » à l'intérieur de l'Allemagne. Ennemis jurés du socialisme et de l'humanité progressiste, les fascistes allemands eurent recours à la démagogie anticapitaliste et se disaient hypocritement national-socialistes. Les fascistes italiens et allemands prêchaient la théorie réactionnaire de « l'Etat corporatif », selon laquelle le capitalisme, les classes et les contradictions des classes auraient été liquidés dans les pays fascistes. Les économistes fascistes justifiaient la conquête et le pillage des terres d'autrui par l'Allemagne hitlérienne, à l'aide de la « théorie des races » et de la « théorie de l'espace vital ». Conformément à ces « théories », les Allemands auraient été la « race supérieure » et toutes les autres nations des nations « inférieures », et la « race des seigneurs » aurait eu le droit de s'emparer par la force des terres des autres peuples, des peuples « inférieurs », et d'étendre sa domination au monde entier. L'expérience de l'histoire a montré nettement toute l'absurdité et l'inanité des plans hitlériens délirants de conquête de la domination mondiale.

Au cours de la crise générale du capitalisme, où le problème des marchés a pris une acuité sans précédent, où les crises économiques se sont multipliées et aggravées, où le chômage massif est devenu permanent, des théories diverses ont cherché à faire croire à la possibilité d'assurer le « plein emploi », de supprimer l'anarchie de la production et les crises tout en conservant le régime capitaliste. La théorie que l'économiste anglais *J. M. Keynes* (1883-1946) a exposée dans un ouvrage intitulé : *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (1936) a eu une large diffusion parmi les économistes bourgeois.

Tout en estompant les causes réelles du chômage massif permanent et des crises en régime capitaliste, Keynes s'applique à démontrer que ces « déficiences » de la société bourgeoise sont dues non pas à la nature du capitalisme, mais à la mentalité des hommes. Keynes affirme que le chômage résulte de la demande insuffisante en objets de consommation personnelle et industrielle. L'insuffisance de la demande en objets de consommation personnelle serait due à la tendance inhérente aux hommes à épargner une partie de leur revenu, et la demande insuffisante pour les objets de consommation industrielle au relâchement de l'intérêt des capitalistes pour le placement de leurs capitaux dans les différentes branches de l'économie par suite de l'abaissement général de la « rentabilité du capital ». Pour augmenter l'emploi de la population, affirme Keynes, il est nécessaire d'accroître les investissements, ce pour quoi l'Etat doit, d'une part, assurer une plus grande rentabilité aux capitaux en

diminuant le salaire réel de l'ouvrier, moyennant l'inflation et l'abaissement du taux d'intérêt pour les prêts, et, d'autre part, effectuer de grands investissements sur le compte du budget. Pour élargir la demande en objets de consommation, Keynes recommande l'accroissement de la consommation parasite et du gaspillage des classes régnantes, l'augmentation des dépenses consacrées à des fins militaires et des autres dépenses improductives de l'Etat.

La théorie de Keynes n'est pas fondée. L'insuffisance de la demande en objets de consommation est due non point à une mythique « tendance des hommes à l'épargne », mais à l'appauvrissement des travailleurs. Les mesures proposées par Keynes soi-disant pour assurer le plein emploi de la population — inflation, augmentation des dépenses improductives pour la préparation et la conduite des guerres — conduisent en réalité à un nouvel abaissement du niveau de vie des travailleurs, à la contraction du marché et à l'extension du chômage. La théorie de Keynes est largement utilisée aujourd'hui sous une forme ou sous une autre par les économistes bourgeois, ainsi que par les socialistes de droite d'une série de pays capitalistes.

L'économie politique bourgeoise contemporaine des Etats-Unis est caractérisée par la théorie qui recommande l'accroissement du budget de l'Etat et de la dette publique comme moyen de remédier aux vices du capitalisme. Estimant que les possibilités de développement ultérieur du capitalisme par les seules forces économiques spontanées sont très restreintes, l'économiste américain *A. Hansen* démontre la nécessité pour l'Etat de « diriger » l'économie capitaliste en stimulant les placements de capitaux moyennant de fortes commandes de l'Etat. Selon la théorie de Hansen et de plusieurs autres économistes bourgeois américains, les dépenses de l'Etat doivent servir de « régulateur de l'emploi » : pendant la crise et la dépression, le gouvernement doit augmenter ses dépenses et, pendant l'inflation, les réduire. Partant de là, ils réclament l'extension de la pratique des commandes d'Etat, de la création d'entreprises au compte du Trésor, de l'achat de matières stratégiques sur une grande échelle, de l'extension de l'armée et de l'appareil gouvernemental. En fait, toutes ces formes de dépenses de l'Etat, liées à la militarisation de l'économie et à la course aux armements, contribuent largement à assurer des profits maximums aux monopoles.

Depuis la deuxième guerre mondiale, les économistes bourgeois américains font une vaste propagande en faveur de la militarisation de l'économie comme panacée des crises économiques de surproduction. D'après ce qu'ils affirment, une demande de matériel de guerre accrue assurerait un développement ininterrompu de la production. Cette théorie apologétique est démentie par la réalité car, en fin de compte, tout juste capable de retarder pour peu de temps l'arrivée d'une crise de surproduction, la militarisation de l'économie approfondit inévitablement la contradiction entre l'accroissement des possibilités de production et la réduction de la demande solvable de la population, contradiction qui conduit aux crises économiques.

Certains économistes bourgeois des Etats-Unis et de Grande-Bretagne se prononcent pour « le libre jeu des forces économiques », par lequel ils entendent en fait la liberté illimitée pour les monopoles d'exploiter les ouvriers et de dépouiller les consommateurs. Ces économistes proclament hypocritement que l'activité des syndicats en faveur des ouvriers est une violation de la « liberté économique » et ils exaltent la législation anti-ouvrière réactionnaire des Etats impérialistes. De même que les champions de l'économie « dirigée » par l'Etat bourgeois, les défenseurs du « libre jeu des forces économiques » traduisent les intérêts des différents groupes de l'oligarchie financière, qui cherche à s'assurer le profit maximum en intensifiant l'exploitation des masses laborieuses à l'intérieur du pays ainsi qu'en développant l'agression impérialiste sur le plan international.

Une série d'économistes bourgeois s'efforcent, par des élucubrations antiscientifiques sur la « valeur inégale » des différentes races et nations, sur la mission civilisatrice des races et nations « supérieures » à l'égard des races et nations « inférieures », etc., de justifier la politique agressive de mainmise des puissances impérialistes sur les terres d'autrui, d'asservissement et de pillage des autres peuples. Ce sont les représentants les plus réactionnaires de l'économie politique bourgeoise des Etats-Unis qui, à cet égard, font le plus de zèle : suivant les traces des fascistes allemands, ils répandent l'idée barbare de la « supériorité » des nations parlant l'anglais sur tous les autres peuples et s'appliquent à justifier par tous les moyens les plans délirants de domination des Etats-Unis dans le monde. A cette occasion, ils vantent avec zèle « le mode de vie américain », ressuscitant en fait la « théorie du caractère exceptionnel des Etats-Unis », depuis longtemps réfutée; elle avait cours entre 1920 et 1930 et affirmait que le capitalisme américain se distingue fondamentalement du capitalisme européen, qu'il est exempt des « maux » que sont les contradictions de classes et la lutte des classes, la domination des monopoles, le colonialisme, etc. Le capitalisme américain est déclaré « populaire », « démocratique », « travailleur ». Or, en réalité, nulle part la domination du capital sur le travail, l'emprise des monopoles sur tous les domaines de la vie économique et politique, la subordination de l'appareil d'Etat à l'oligarchie financière ne se manifestent sous une forme aussi brutale qu'aux Etats-Unis.

De nombreux apologistes de l'impérialisme américain s'élèvent contre l'indépendance des peuples et leur souveraineté nationale; ils proclament que l'existence d'Etats nationaux est la cause fondamentale de toutes les calamités sociales de la société bourgeoise contemporaine : militarisme, guerres, chômage, misère, etc. Au

principe de la souveraineté nationale des peuples, ils opposent l'idée cosmopolite d' « Etat mondial », dans lequel le rôle de direction est invariablement attribué aux Etats-Unis. La propagande en faveur du cosmopolitisme s'assigne pour tâche de désarmer les peuples sur le terrain idéologique, de briser leur volonté de résistance aux atteintes de l'impérialisme américain.

Nombreux sont les économistes bourgeois des Etats-Unis qui font une propagande directe en faveur d'une nouvelle guerre mondiale. Ils proclament que la guerre est un phénomène naturel et perpétuel de la vie sociale; ils prétendent que la coexistence pacifique des pays du camp capitaliste et de ceux du camp socialiste est impossible.

Afin de préparer une nouvelle guerre mondiale, les publications bourgeoises diffusent largement la théorie depuis longtemps réfutée de Malthus. Le malthusianisme contemporain a ceci de caractéristique qu'il allie les idées réactionnaires de Malthus à la théorie raciste. Les économistes malthusiens prétendent que le globe terrestre est surpeuplé par suite de la « multiplication excessive » des êtres humains, et que c'est là la cause profonde de la famine et de toutes les autres calamités qui frappent les masses laborieuses. Ils réclament une réduction sensible de la population, notamment dans les pays coloniaux et dépendants dont les peuples mènent une lutte de libération contre l'impérialisme. Les malthusiens d'aujourd'hui recommandent des guerres dévastatrices avec emploi de bombes atomiques et autres engins d'extermination massive.

La vie montre l'entière inconsistance des constructions théoriques de l'économie politique bourgeoise contemporaine, son rôle servile à l'égard du capital monopoliste, son incapacité de donner une analyse scientifique et une solution positive des problèmes économiques de l'époque actuelle.

La critique petite bourgeoise de l'impérialisme.

Contrairement à Sismondi qui voyait dans le système de la libre concurrence la source première de tous les maux du capitalisme, une grande partie des économistes petits-bourgeois de l'époque de l'impérialisme vantent le capitalisme de l'époque de la libre concurrence qu'ils représentent comme le meilleur régime économique de la société. Ils dirigent le feu de leur critique, non contre le capitalisme en général, mais seulement contre la domination illimitée des monopoles capitalistes, dans l'arbitraire desquels ils voient le principal danger qui menace la « liberté économique », l' « initiative privée », etc.

Dans les ouvrages des critiques petits-bourgeois de l'impérialisme se trouve rassemblée une riche collection de faits qui dénoncent la pratique de rapine des monopoles. Mais les économistes petits-bourgeois critiquent les monopoles en se plaçant sur des positions réactionnaires et utopiques, en demandant le retour au capitalisme de la libre concurrence. Ils nient la nécessité de passer au socialisme, faute de quoi on ne peut imaginer éliminer la domination des monopoles. La critique petite-bourgeoise de l'impérialisme sème l'illusion que l'on pourrait éliminer les « abus » des monopoles et consolider les positions des petites et moyennes entreprises à l'aide d'une législation « anti-trust », de toutes espèces de mesures en vue d'encourager les petites entreprises et de combattre les machinations spéculatives des requins de la finance tout en conservant le capitalisme. Les économistes petits-bourgeois sèment des illusions en affirmant que, dans les conditions du capitalisme, on peut sauver de la ruine les petits producteurs de marchandises, paysans et artisans, et améliorer radicalement la situation des ouvriers en développant les coopératives de consommateurs, d'agriculteurs, d'artisans.

Dans les conditions actuelles, de nombreux représentants de l'économie politique petite-bourgeoise se font les interprètes du mécontentement des couches petites-bourgeoises face à l'arbitraire des monopoles, au despotisme du pouvoir d'Etat, au joug fiscal insupportable, au danger croissant de guerre. Dans les pays d'Europe occidentale, et surtout dans les pays sous-développés, les représentants de cette tendance prennent une part active au mouvement démocratique contre l'étouffement de la souveraineté nationale des autres pays par l'impérialisme américain, contre la course aux armements, contre la politique de préparation d'une nouvelle guerre mondiale.

Les théories économiques des opportunistes de la II^e Internationale et des socialistes de droite contemporains.

Les tentatives sans nombre de la science bourgeoise pour « anéantir » le marxisme n'ont nullement ébranlé ses positions. Aussi la lutte contre le marxisme s'est-elle poursuivie sous le couvert d' « améliorations » et d' « interprétations » de la théorie de Marx. « La dialectique de l'histoire est telle que la victoire du marxisme en matière de théorie oblige ses ennemis à *se déguiser* en marxistes. » [V. Lénine : « Les destinées historiques de la doctrine de K. Marx », *Karl Marx et sa doctrine*, p. 67.] Les révisionnistes ont essayé d'adapter l'économie politique prolétarienne aux intérêts de la bourgeoisie.

Les dix dernières années du XIX^e siècle ont vu entrer en scène le *révisionnisme*, dont le principal représentant a été le social-démocrate allemand *Ed. Bernstein*. Les révisionnistes sont partis en guerre contre l'enseignement de Marx et d'Engels sur l'inévitabilité du renversement révolutionnaire du capitalisme et de l'établissement de la dictature du prolétariat. Ils ont soumis à une révision complète tous les aspects de la théorie économique

révolutionnaire de Marx. Les révisionnistes ont proposé de combiner la théorie marxiste de la valeur-travail avec la théorie de l'utilité marginale, mais, en réalité, ils lui substituaient cette dernière. Ils ont interprété la théorie marxiste de la plus-value dans le sens d'une « condamnation morale » de l'exploitation capitaliste. Retranchés derrière de prétendues « données nouvelles » sur le développement du capitalisme, les révisionnistes ont proclamé « périmée » la théorie marxiste de la victoire de la grande production sur la petite, de la paupérisation du prolétariat dans la société capitaliste, de l'irréductibilité et de l'aggravation des contradictions de classes, de l'inéluctabilité des crises économiques de surproduction en régime capitaliste. Ils appelaient les ouvriers à renoncer à la lutte révolutionnaire pour la suppression du régime capitaliste et à se contenter de la lutte pour leurs intérêts économiques immédiats. En Russie, les conceptions du révisionnisme ont été reprises par les « marxistes légaux », qui étaient en fait des idéologues bourgeois (*P. Strouvé, M. Tougan-Baranovski, etc.*), par les représentants du groupe opportuniste des « économistes » et par les menchéviks.

Les opportunistes de la II^e Internationale, *K. Kautsky* (1854-1938), *R. Hilferding* (1877-1941), et d'autres encore, ont adopté une forme plus subtile de falsification du marxisme. Au début de leur activité, ils étaient des marxistes, qui collaboraient à la diffusion de la théorie marxiste. Sous ce rapport, il faut mentionner les travaux de *K. Kautsky* tels que *La Doctrine économique de Karl Marx, La Question agraire* et plusieurs autres, ainsi que l'ouvrage d'*Hilferding, Le Capital financier* (1910) qui, malgré des erreurs, a joué un rôle positif déterminé dans l'étude scientifique de la phase contemporaine du développement du capitalisme. Cependant, par la suite, *K. Kautsky* et *R. Hilferding* sont passés en fait sur les positions des adversaires du marxisme révolutionnaire, tout en continuant pendant un certain temps à faire figure d'« orthodoxes », c'est-à-dire de disciples fidèles de Marx et d'Engels. S'opposant en paroles — et encore de façon peu conséquente — à certaines affirmations des révisionnistes, ces opportunistes vidaient de sa substance révolutionnaire le marxisme, qu'ils essayaient de transformer en un dogme stérile. Ils rejetaient la théorie de la dictature du prolétariat, qui constitue l'âme du marxisme, niaient la paupérisation absolue de la classe ouvrière et prétendaient que les crises finissent par disparaître en régime capitaliste.

Cachant par tous les moyens les contradictions profondes du capitalisme monopoliste, *K. Kautsky* traitait l'impérialisme seulement comme une forme particulière de politique, comme la tendance des pays industriels hautement évolués à se soumettre les régions agricoles. Cette théorie semait l'illusion que la politique de conquête ne découle pas de la nature du capitalisme monopoliste. Au cours de la première guerre mondiale, *Kautsky* a lancé la théorie antimarxiste de *l'ultra-impérialisme*, qui prétend que l'on peut, à l'époque de l'impérialisme, par voie d'entente entre capitalistes des différents pays, créer une économie mondiale organisée et éliminer ainsi l'anarchie de la production et les guerres. Ce qui est caractéristique de cette théorie réactionnaire, c'est la coupure entre l'économie et le politique et la méconnaissance de la loi du développement inégal des pays capitalistes à l'époque de l'impérialisme.

La théorie de l'« ultra-impérialisme » présentait l'impérialisme sous un jour favorable et désarmait la classe ouvrière au profit de la bourgeoisie, en créant l'illusion d'un développement pacifique et sans crises du capitalisme. C'est à ce même but que devait servir la « théorie des forces productives », théorie vulgaire que prêchait *Kautsky*, et suivant laquelle le socialisme serait le résultat mécanique du développement des forces productives de la société, sans lutte de classes ni révolution. Au lendemain de la grande Révolution socialiste d'Octobre, *Kautsky* est entré en lutte ouverte contre la première dictature du prolétariat du monde et a appelé à l'intervention contre la République des Soviets.

Dans son ouvrage *Le Capital financier*, *R. Hilferding* voilait déjà le rôle déterminant des monopoles dans le capitalisme contemporain et l'aggravation de ses contradictions; il a méconnu les traits essentiels de l'impérialisme : le parasitisme et le pourrissement du capitalisme, le partage du monde et la lutte pour un nouveau partage. Pendant les années de stabilisation provisoire et partielle du capitalisme qui suivirent la première guerre mondiale, *Hilferding* prétendit, à la suite des économistes bourgeois, que s'était ouverte l'ère du « capitalisme organisé » où, grâce à l'activité des monopoles, disparaissent la concurrence, l'anarchie de la production, les crises et où commence à dominer une organisation harmonieuse et consciente. De là, les chefs réactionnaires de la social-démocratie ont tiré la conclusion que les trusts et les cartels « évoluent » pacifiquement vers l'économie socialiste planifiée, qu'il ne reste plus à la classe ouvrière qu'à aider les hommes des trusts et les banquiers à organiser l'économie, et qu'alors le capitalisme actuel « s'intégrera » progressivement dans le socialisme sans lutte aucune ni révolution.

Ainsi, chez *Kautsky, Hilferding* et les autres théoriciens réformistes de la social-démocratie, la présentation de l'impérialisme sous un jour favorable est inséparable du thème de « l'intégration pacifique du capitalisme dans le socialisme », qu'ils prêchent pour détourner la classe ouvrière de la lutte révolutionnaire pour le socialisme, et subordonner le mouvement ouvrier aux intérêts de la bourgeoisie impérialiste. C'est à ce but que devait servir, en particulier, la théorie apologétique de la « démocratie économique », diffusée par certains leaders socialistes de droite dans l'entre-deux-guerres.

Selon cette théorie, en assumant le rôle de représentants syndicaux dans les directions d'usine et dans d'autres organismes, les ouvriers prendraient part sur un pied d'égalité à la gestion des affaires et deviendraient peu à peu les maîtres de la production.

Par leur politique de trahison des intérêts de la classe ouvrière, les social-démocrates de la II^e Internationale ont frayé la route au fascisme en Allemagne et dans plusieurs autres pays.

La théorie du « socialisme coopératif », fondée sur l'illusion que, dans le cadre de la domination du capital, la diffusion des formes coopératives conduirait au socialisme, est une variété de la théorie réformiste de l'intégration pacifique du capitalisme dans le socialisme.

Ce sont les ennemis du socialisme — menchéviks, trotskistes, boukhariniens, etc. — qui répandaient en Russie les conceptions kautskistes antimarxistes en matière de théorie de l'impérialisme. En prêchant les théories apologétiques de « l'impérialisme pur », du « capitalisme organisé », etc., ils s'évertuaient à escamoter les contradictions sans cesse aggravées du capitalisme monopoliste. En niant la loi du développement inégal du capitalisme à l'époque de l'impérialisme, ils cherchaient à verser dans la conscience de la classe ouvrière le poison du doute sur la possibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays.

Après la deuxième guerre mondiale, on vit les chefs réformistes de droite des travaillistes anglais, les chefs socialistes de droite en France, en Italie, en Allemagne occidentale, en Autriche et en d'autres pays (*L. Blum, K. Renner*, etc.), se poser en défenseurs du capitalisme. Les chefs socialistes de droite défendent les monopoles, prêchent la paix de classe entre les ouvriers et la bourgeoisie, souvent ils soutiennent activement la politique réactionnaire de l'impérialisme à l'intérieur et sa politique agressive à l'extérieur. Pour concilier les travailleurs avec l'impérialisme, inculquer à la classe ouvrière la foi en la possibilité de voir s'améliorer sa situation misérable tout en maintenant le régime capitaliste, les théoriciens socialistes de droite ont inventé la théorie du « socialisme démocratique », qui est une variété de la théorie de « l'intégration pacifique du capitalisme dans le socialisme ».

La théorie du « socialisme démocratique » prétend qu'en Angleterre, aux Etats-Unis, en France et dans les autres pays capitalistes, il n'existe plus maintenant ni exploitation, ni opposition entre les intérêts de classe du prolétariat et ceux de la bourgeoisie; elle déclare que l'Etat impérialiste est une organisation au-dessus des classes, et que toute entreprise, propriété de cet Etat, est une entreprise « socialiste ». Les chefs travaillistes ont déclaré que la nationalisation de la Banque d'Angleterre, des chemins de fer et de certaines branches d'industrie, qui fut réalisée alors qu'ils étaient au pouvoir, après la deuxième guerre mondiale, était un triomphe du socialisme démocratique ».

Mais en réalité, la nationalisation travailliste a été une mesure bourgeoise, qui n'a point modifié la nature économique des entreprises nationalisées en tant qu'entreprises capitalistes. La bourgeoisie monopoliste est demeurée la vraie maîtresse de l'Angleterre. Les détenteurs des entreprises nationalisées, précédemment déficitaires, se sont vu accorder une large compensation et un revenu élevé garanti, tandis qu'on oblige les ouvriers occupés dans les industries nationalisées à fournir un effort encore plus intense, pour un salaire maintenu à un bas niveau. La théorie du « socialisme démocratique » n'est qu'un paravent pour cacher l'oppression grandissante des masses laborieuses par le capitalisme monopoliste d'Etat, degré supérieur de la domination exercée par l'oligarchie financière.

Tout en prêchant la « paix sociale » dans la société capitaliste, les chefs des partis socialistes de droite aident activement la bourgeoisie à mener une grande offensive contre le niveau de vie des masses laborieuses, à réprimer le mouvement ouvrier dans les métropoles et le mouvement de libération nationale dans les colonies et les pays dépendants. Pour ce qui est de l'interprétation et de l'appréciation de tous les principaux phénomènes économiques de l'époque actuelle, ils suivent d'ordinaire les économistes bourgeois.

Une lutte suivie contre les théories des économistes bourgeois et des chefs socialistes de droite est menée par les partis communistes et ouvriers, qui, dans leur activité, s'inspirent de la théorie du marxisme-léninisme.

Les idées de la théorie d'avant-garde marxiste-léniniste sont de plus en plus répandues parmi les intellectuels progressistes des pays capitalistes, coloniaux et semi-coloniaux, y compris parmi les économistes. Le cours objectif du développement social, les faits de la vie réelle renforcent de plus en plus les économistes d'avant-garde des pays capitalistes dans la conviction que la théorie du marxisme-léninisme est historiquement juste. Dans les travaux de ces savants qui sont partisans de la conception matérialiste du monde et se sentent attirés vers le marxisme, on trouve souvent des matériaux de valeur montrant les contradictions et les vices du capitalisme actuel; les idées de coexistence pacifique entre les différents systèmes sociaux et de collaboration économique entre les peuples y sont développées. L'armée des savants d'avant-garde, des personnalités d'opinions et de tendances différentes, qui prennent une part active à la lutte pour l'indépendance nationale de leurs peuples, pour la paix, pour le développement des relations économiques et culturelles entre tous les pays, sans distinction de régime social, cette armée grandit et se multiplie.

Le développement par Lénine de l'économie politique marxiste du capitalisme. L'élaboration d'une série de nouvelles thèses de l'économie politique du capitalisme par Staline.

La doctrine économique de Marx et d'Engels a été développée dans les écrits de *Lénine* (1870-1924). Marx, Engels et Lénine sont les créateurs de l'économie politique véritablement scientifique. Fidèle disciple et continuateur de la doctrine de Marx et d'Engels, Lénine a mené une lutte intransigeante contre les ennemis avoués et cachés du marxisme. Il a défendu la doctrine révolutionnaire de Marx et d'Engels contre les attaques de la pseudo-science bourgeoise, contre les déformations que lui faisaient subir les révisionnistes et les opportunistes de tout poil. Faisant la synthèse de la nouvelle expérience historique de la lutte de classe du prolétariat, il a porté le marxisme à un *degré* nouveau, *supérieur*.

Lénine est entré dans la lutte politique entre 1890 et 1900, à l'époque où s'achevait le passage du capitalisme prémonopoliste à l'impérialisme, et où le centre du mouvement révolutionnaire mondial s'était déplacé vers la Russie, pays où était en train de mûrir la plus grande des révolutions populaires.

Dans les ouvrages qu'il écrivait alors : *A propos de la question dite des marchés* (1893), *Ce que sont les « amis du peuple » et comment Us luttent contre les social-démocrates ?* (1894), *Le Contenu économique du populisme et la critique qu'en fait dans son livre M. Strouvé* (1894), *Pour la caractéristique du romantisme économique* (1897), Lénine a mené une lutte suivie contre les populistes qui prétendaient que le capitalisme ne se développerait pas en Russie, et contre les « marxistes légaux » qui chantaient les louanges du capitalisme, en camouflaient les contradictions profondes et cherchaient à subordonner le mouvement ouvrier grandissant aux intérêts de la bourgeoisie. Une défaite idéologique définitive a été infligée au populisme par Lénine dans son ouvrage classique : *Le Développement du capitalisme en Russie* (1899), qui constitue l'œuvre la plus importante de la littérature marxiste depuis la publication du *Capital* de Marx.

Dans cet ouvrage, comme dans ses autres écrits de cette époque, Lénine a fourni une analyse pénétrante de l'économie de la Russie; il a fait ressortir les fondements économiques des antagonismes de classes et de la lutte de classes, des perspectives du mouvement révolutionnaire. En faisant la synthèse de l'expérience du développement économique et politique de la Russie et des autres pays au cours des dernières décennies du XIX^e siècle, Lénine a défendu et développé les thèses du marxisme sur les lois de la naissance et du développement du mode de production capitaliste, sur ses contradictions insolubles et sa disparition certaine.

Après avoir réfuté les élucubrations populistes sur le « caractère factice » du capitalisme russe, Lénine a mis en lumière les traits originaux de l'économie et du régime social de la Russie, liés aux particularités de son développement historique, notamment à la combinaison des méthodes d'exploitation capitaliste et des nombreux vestiges de l'oppression féodale, qui conférait aux rapports sociaux de la Russie une acuité spéciale.

Dans sa lutte contre l'attitude dédaigneuse du populisme à l'égard du prolétariat, Lénine montre que le développement du capitalisme conduit inévitablement à l'accroissement des effectifs, au développement de l'organisation et de la conscience de la classe ouvrière, avant-garde de la masse des travailleurs et des exploités. Il a établi de façon irréfutable le rôle dirigeant du prolétariat dans la révolution.

Lénine a expliqué la nature des processus de différenciation de la paysannerie dans la Russie, après l'abolition du servage, et l'étroite interpénétration des survivances de la servitude féodale et des rapports capitalistes oppressifs, réfutant ainsi la conception populiste de la paysannerie constituant une masse homogène. Il a démontré, du point de vue économique, la possibilité et la nécessité d'une alliance révolutionnaire entre la classe ouvrière et les masses travailleuses et exploitées de la paysannerie.

Lénine a dégagé le fondement économique des particularités de la révolution russe, qui en faisaient une révolution d'un type nouveau, une révolution démocratique bourgeoise avec hégémonie du prolétariat, et qui avait pour perspective de se *transformer* en révolution socialiste.

Le Développement du capitalisme en Russie fait le point d'une série d'ouvrages de Lénine sur la *théorie de la reproduction capitaliste*. Dans ces écrits, il a battu en brèche les affirmations sismondistes des populistes sur l'impossibilité de réaliser la plus-value sans l'existence de petits producteurs et d'un marché extérieur, et il a justifié de façon irréfutable la thèse marxiste, selon laquelle le marché pour le capitalisme se crée au cours du développement du capitalisme lui-même. Lénine a développé les thèses marxistes sur la loi du développement par priorité de la production des moyens de production dans la reproduction élargie, sur les contradictions de la réalisation capitaliste, sur l'élévation de la composition organique du capital en tant que facteur de la paupérisation du prolétariat, sur l'inéluctabilité des crises périodiques de surproduction en régime capitaliste.

Lénine a apporté une contribution des plus précieuses à l'économie politique marxiste dans ses travaux sur la *question agraire*, synthèse scientifique d'une vaste documentation sur le développement du capitalisme dans l'agriculture de la Russie et d'une série d'autres pays (France, Allemagne, Danemark, Etats-Unis, etc.).

Dans ses écrits *La Question agraire et les « critiques de Marx »* (1901-1907), *Le Programme agraire de la social-démocratie dans la première révolution russe de 1905-1907* (1907), *Nouvelles Données sur les lois du développement capitaliste dans l'agriculture* (1914-1915), etc., Lénine a analysé à fond et sous tous leurs aspects les lois du développement capitaliste de l'économie rurale, que Marx n'avait fait qu'ébaucher dans leurs grandes lignes.

Dans sa lutte contre le révisionnisme occidental et russe, qui prétendait que l'agriculture est une branche de l'économie où les lois de la concentration et de la centralisation du capital seraient inapplicables, Lénine a donné une analyse scientifique des particularités du développement du capitalisme à la campagne. Il a montré le caractère profondément contradictoire de la situation économique des masses principales de la paysannerie et l'inéluctabilité de leur ruine dans la société bourgeoise. Lénine a défendu et développé la théorie marxiste de la rente foncière différentielle et absolue. Ayant mis en lumière le rôle de la rente absolue comme l'un des principaux facteurs qui entravent le développement des forces productives dans l'agriculture, Lénine a mis au point dans le détail le problème de la possibilité, des conditions et des conséquences économiques de la nationalisation du sol dans les révolutions démocratique-bourgeoise et socialiste. Il a dénoncé les économistes bourgeois qui prêchaient la loi pseudo-scientifique « de la fertilité décroissante du sol ». Dans sa lutte contre l'attitude opportuniste des partis occidentaux de la II^e Internationale et du menchévisme russe, y compris le trotskisme, à l'égard de la paysannerie, Lénine a démontré la nécessité pour la classe ouvrière d'une politique destinée à faire des masses paysannes l'allié du prolétariat révolutionnaire.

La théorie de la question agraire, formulée par Lénine, a été l'argument économique sur lequel a reposé la politique du Parti communiste de Russie en ce qui concerne les rapports entre le prolétariat et la paysannerie, et particulièrement le point de son programme relatif à la nationalisation de la terre. Les écrits de Lénine sur la question agraire constituent le fondement théorique du programme et de la politique agraires des partis communistes frères.

La lutte que Lénine a soutenue pour défendre le matérialisme dialectique et historique dans son célèbre *Matérialisme et empiriocriticisme* a une importance énorme pour le développement de la théorie marxiste. Cet ouvrage a porté un coup irrémédiable aux racines mêmes des « théories » révisionnistes, à leur philosophie idéaliste.

Lénine a dénoncé l'inconsistance totale de la critique révisionniste de l'économie politique marxiste. Il a montré la faillite du révisionnisme dans toutes les questions fondamentales de l'économie politique du capitalisme : la théorie de la valeur, la théorie de la plus-value, la théorie de la concentration du capital, la théorie des crises, etc.

Marx et Engels, qui vivaient à l'époque du capitalisme prémonopoliste, n'ont naturellement pas pu faire l'analyse de l'impérialisme. C'est à Lénine que revient le grand mérite d'avoir fait l'analyse marxiste de la phase monopoliste du capitalisme.

En s'appuyant sur les thèses fondamentales du *Capital* et en faisant la synthèse des faits nouveaux de l'économie des pays capitalistes, Lénine fut le premier parmi les marxistes à faire une analyse complète de l'impérialisme en tant que phase ultime du capitalisme, en tant que prélude à la révolution sociale du prolétariat. Cette analyse est contenue dans son ouvrage classique *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* (1916), ainsi que dans d'autres ouvrages datant de la première guerre mondiale : *Le Socialisme et la guerre*, *Sur le mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe*, *Sur la caricature du marxisme et l'« économisme impérialiste »*, *L'Impérialisme et la scission du socialisme*, *Le Programme militaire de la révolution prolétarienne*.

Dans sa *théorie de l'impérialisme*, Lénine part du fait que la domination des monopoles constitue la base la plus profonde de l'impérialisme, son essence économique, que l'impérialisme est le capitalisme monopoliste. Lénine a fait une analyse pénétrante des principaux caractères économiques de l'impérialisme et des formes concrètes de la domination des monopoles. Dans sa théorie de l'impérialisme, du remplacement de la libre concurrence par la domination des monopoles qui reçoivent les profits élevés de monopole, des sources et des méthodes tendant à assurer ces profits, Lénine a posé les thèses initiales de la loi économique fondamentale du capitalisme monopoliste. Définissant l'impérialisme comme un stade nouveau, le stade suprême du capitalisme, il a déterminé la place historique de l'impérialisme et montré que l'impérialisme est le capitalisme monopoliste, parasite ou pourrissant et agonisant. La théorie léniniste de l'impérialisme découvre les contradictions du capitalisme à la phase monopoliste de son développement — contradictions entre travail et capital, métropoles et colonies, entre pays impérialistes. Elle explique les causes profondes qui rendent inévitables les guerres impérialistes pour un nouveau partage du monde. L'aggravation de toutes ces contradictions atteint la limite extrême, au-delà de laquelle commence la révolution. Lénine a démontré le caractère juste de la lutte libératrice des peuples contre l'oppression et l'asservissement impérialistes.

Lénine a étudié le problème du capitalisme monopoliste d'Etat et de la subordination de l'appareil d'Etat bourgeois aux monopoles. Il a montré que le capitalisme monopoliste d'Etat est une forme supérieure de la

socialisation capitaliste de la production et la préparation matérielle du socialisme, d'une part, l'accroissement de l'exploitation de la classe ouvrière et de toutes les masses travailleuses, d'autre part.

Lénine a découvert la *loi de l'inégalité du développement économique et politique* des pays capitalistes dans la période de l'impérialisme. Partant de cette loi, il a fait une grande découverte scientifique : la possibilité de rompre la chaîne de l'impérialisme mondial en son anneau le plus faible; il a conclu à la possibilité de la victoire du socialisme d'abord dans quelques pays ou même dans un seul pays pris à part, et à l'impossibilité d'une victoire simultanée du socialisme dans tous les pays. Lénine a démontré le rôle immense de la paysannerie comme alliée du prolétariat dans la révolution. Il a analysé la question nationale et coloniale et fixé la voie à suivre pour la résoudre. Il a prouvé la possibilité et la nécessité d'unir le mouvement prolétarien des pays développés et le mouvement de libération nationale des colonies en un front de lutte unique contre l'ennemi commun, l'impérialisme. La théorie léniniste de l'impérialisme a montré la nécessité de la révolution socialiste, de la dictature de la classe ouvrière dans les conditions de la nouvelle époque historique, de l'époque des batailles directes et décisives du prolétariat pour le socialisme. Ainsi, Lénine a créé une *théorie* nouvelle, achevée, *de la révolution socialiste*.

Lénine a élaboré les principes de la théorie de la crise générale du capitalisme, phase historique de l'effondrement du régime capitaliste et de la victoire d'un régime nouveau, supérieur, le régime socialiste. Déjà au cours de la première guerre mondiale, il était arrivé à la conclusion que l'époque du développement relativement pacifique du capitalisme était révolue, que la guerre impérialiste, qui est une des plus grandes crises de l'histoire, inaugurerait l'ère de la révolution socialiste. La guerre a donné naissance à une crise si immense, disait Lénine à la veille de la grande Révolution socialiste d'Octobre, que l'humanité s'est trouvée placée devant l'alternative : ou succomber ou s'en remettre à la classe la plus révolutionnaire pour passer au plus vite à un mode de production supérieur, au socialisme. Du fait, établi par Lénine, que la révolution socialiste n'arrive pas à maturité en même temps dans les différents maillons du système capitaliste mondial, découle la conclusion que le capitalisme s'effondre et le socialisme triomphe au fur et à mesure que se détachent du système capitaliste des pays où triomphe la classe ouvrière, étroitement et indissolublement alliée aux masses paysannes, et en ralliant l'immense majorité du peuple. Lénine a démontré la possibilité et la nécessité de la coexistence pacifique, durant une longue période historique, des deux systèmes capitaliste et socialiste.

Lénine a élaboré la théorie de l'impérialisme et de la crise générale du capitalisme dans une lutte implacable contre les économistes bourgeois et les opportunistes de la II^e Internationale. Il a dénoncé la carence théorique complète et la nocivité politique de la théorie antimarxiste de l'« ultra-impérialisme » de Kautsky et de ses variétés présentées par Trotski et Boukharine. Dans la lutte contre les déformations du marxisme par Boukharine, Lénine a maintes fois souligné que l'« impérialisme pur », sans la base fondamentale du capitalisme, n'a jamais existé, n'existe nulle part, et n'existera jamais. S'élevant au-dessus du vieux capitalisme en qualité de superstructure et de prolongement direct de ce capitalisme, l'impérialisme aggrave encore davantage toutes les contradictions de la société bourgeoise. Lénine a montré le lien profond qui existe entre l'opportunisme et l'impérialisme, et il a dénoncé le rôle politique des opportunistes en tant qu'agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier. Il a dévoilé l'origine des courants opportunistes qui s'y manifestent, et montré que ces courants se développent sur la base de la corruption et de la perversion des couches supérieures de la classe ouvrière par la bourgeoisie. Lénine a porté un coup décisif à l'apologie du capitalisme monopoliste d'Etat par les opportunistes, qui ont cherché à le présenter pour du « socialisme ». Les écrits de Lénine contre l'opportunisme ont une importance énorme pour le mouvement révolutionnaire car, sans dénoncer le contenu politique et idéologique de l'opportunisme et son rôle de trahison dans le mouvement ouvrier, il ne saurait y avoir de lutte véritable contre l'impérialisme.

Les problèmes de l'économie politique marxiste-léniniste ont encore été développés et concrétisés dans les décisions et les documents du Parti communiste de l'Union soviétique, dans les travaux de *J. Staline* (1879-1953) et des autres compagnons et disciples de Lénine. S'inspirant des travaux de Marx, d'Engels et de Lénine, Staline a formulé et développé une série de thèses nouvelles en matière de science économique, en faisant la synthèse de la nouvelle expérience du développement historique, de la nouvelle pratique de la lutte de la classe ouvrière et de son Parti communiste. En même temps, les travaux de Staline contiennent une défense conséquente de l'économie politique marxiste contre les ennemis du marxisme révolutionnaire, ainsi que la popularisation de ses thèses et problèmes fondamentaux.

En dénonçant la fausseté des affirmations des économistes bourgeois et des réformistes, qui prétendent que les contradictions du capitalisme s'atténuent au cours de son développement historique, Staline a démontré l'inéluctabilité d'une nouvelle aggravation de ces contradictions qui témoigne de la fin certaine du capitalisme. Les écrits de Staline développent une série de thèses importantes sur la question agraire. Dans sa lutte contre le révisionnisme, Staline a montré, sur la base d'arguments nouveaux, la carence totale de la théorie de la « stabilité » de la petite exploitation paysanne. Seule, la suppression du système d'esclavage capitaliste peut sauver la paysannerie de la ruine et de la misère. La question paysanne est celle de la transformation de la majorité

exploitée des paysans, de réserve de la bourgeoisie en réserve directe de la révolution, en alliée de la classe ouvrière qui lutte pour l'abolition du régime capitaliste. Dans son ouvrage *Le Marxisme et la question nationale* (1913), ainsi que dans d'autres écrits, Staline a continué l'étude de la question nationale. Il a démontré le rôle des conditions économiques de la vie de la société dans la formation des nations et des Etats nationaux. La communauté de vie économique des hommes constitue un des indices essentiels de la nation. Le processus de liquidation du féodalisme et de développement du capitalisme est en même temps le processus de constitution des hommes en nations. Staline a mis en lumière le rôle du marché national dans la formation des Etats nationaux en Europe occidentale; il a décrit ce qu'il y a d'original dans le cours historique de la formation des Etats en Orient.

Dirigé par son Comité central, Staline en tête, le Parti communiste de l'Union soviétique a défendu la théorie marxiste-léniniste dans son ensemble, la doctrine économique marxiste-léniniste en particulier, contre les attaques des ennemis du léninisme : les trotskistes, les boukhariniens, les nationalistes bourgeois. Et la défense et la continuation de l'élaboration de la théorie de Lénine sur la possibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays, de la théorie léniniste de la révolution socialiste ont eu une importance particulière pour les destinées du socialisme en U.R.S.S. et dans le monde entier.

Dans plusieurs de ses ouvrages (*Des principes du léninisme, Les Questions du léninisme, Les Problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.*, rapports aux congrès et aux conférences du P.C.U.S.), Staline a développé les thèses de Lénine sur la nature économique et politique de l'impérialisme et de la crise générale du capitalisme, sur les lois du développement du capitalisme monopoliste. Partant des indications classiques de Lénine sur la nature économique de l'impérialisme qui réside dans la domination des monopoles et sur les profits élevés de monopole, Staline a formulé la loi économique fondamentale du capitalisme actuel. Il a fourni une analyse détaillée de la crise générale du capitalisme et de ses deux phases : la première, qui a commencé dans la période de la première guerre mondiale, et la seconde, qui s'est ouverte pendant la deuxième guerre mondiale, surtout depuis que les pays de démocratie populaire en Europe et en Asie se sont détachés du système capitaliste.

Dénonçant les valets de la bourgeoisie qui font l'éloge du système d'économie capitaliste, il a caractérisé de manière approfondie la crise générale du capitalisme qui embrasse l'économique comme le politique. L'expression la plus éclatante de la crise générale du capitalisme est la victoire d'une portée historique de la grande Révolution socialiste d'Octobre en U.R.S.S. et la division du monde en deux systèmes : capitaliste et socialiste. La crise du système colonial de l'impérialisme est partie intégrante de la crise générale du capitalisme.

Les écrits de Staline mettent en lumière la nature et le rôle d'éléments de la crise générale du capitalisme, tels que l'aggravation extrême du problème des marchés, la sous-production chronique des entreprises et le chômage massif permanent. Après avoir fait l'analyse des changements survenus dans le cycle capitaliste et les crises économiques de j'époque actuelle, Staline a montré l'inanité des efforts tentés par l'Etat bourgeois pour combattre les crises, la carence des affirmations relatives à la possibilité, en régime capitaliste, de gérer l'économie suivant un plan. Les écrits de Staline dénoncent la nature profondément réactionnaire et agressive du fascisme et le rôle de trahison des socialistes de droite actuels.

L'économie politique marxiste-léniniste sert de guide pour l'action aux partis communistes et ouvriers de tous les pays. Elle éclaire pour les travailleurs la voie vers la libération du joug du capital.

DEUXIÈME PARTIE : **LE MODE DE PRODUCTION SOCIALISTE**

A. — La période de transition du capitalisme au socialisme

CHAPITRE XXIII - LES PRINCIPAUX TRAITES DE LA PÉRIODE DE TRANSITION DU CAPITALISME AU SOCIALISME

La révolution prolétarienne et la nécessité d'une période de transition du capitalisme au socialisme.

Le développement du mode de production capitaliste et de la lutte de classes dans la société bourgeoise conduit inévitablement au remplacement révolutionnaire du capitalisme par le socialisme. Le capitalisme donne naissance à la grande industrie mécanique, qui est la condition matérielle préalable du passage au socialisme. Sous la forme du prolétariat, le capitalisme, en se développant, prépare la force sociale qui réalise ce passage. A l'époque de l'impérialisme, comme nous l'avons montré plus haut, le conflit entre les forces productives qui ont grandi et les rapports de production bourgeois, qui sont devenus une entrave pour ces forces productives, atteint un degré d'acuité sans précédent. La loi de la correspondance nécessaire entre les rapports de production et le caractère des forces productives exige la suppression des anciens rapports de production bourgeois et l'établissement de rapports de production nouveaux, socialistes. D'où la nécessité objective d'une *révolution prolétarienne socialiste*.

L'opposition entre les fondements de la société bourgeoise et ceux de la société socialiste, l'antagonisme entre les intérêts du travail et ceux du capital rendent impossible l'« intégration » pacifique du capitalisme dans le socialisme, que prêchent les réformistes. Le passage du capitalisme au socialisme ne peut être réalisé que par la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat. Sa situation économique fait du prolétariat la seule classe capable de grouper autour d'elle tous les travailleurs pour renverser le capitalisme et assurer la victoire du socialisme.

La révolution prolétarienne se distingue foncièrement de toutes les révolutions qui l'ont précédée. Lors du passage du régime esclavagiste à la féodalité, puis de la féodalité au capitalisme, une forme de propriété privée succédait à une autre, le pouvoir de certains exploiters était remplacé par celui d'autres exploiters. Les formations sociales fondées sur l'exploitation ayant toutes une base semblable : la propriété privée des moyens de production, la nouvelle formation économique se développait progressivement au sein de l'ancien mode de production. Ainsi lors du passage du féodalisme au capitalisme, les nouveaux rapports de production bourgeois se sont peu à peu développés, des formes plus ou moins achevées du type capitaliste ont grandi au sein de l'ancien régime. La tâche de la révolution bourgeoise se réduisait à la prise du pouvoir par la bourgeoisie, à faire correspondre ce pouvoir à l'économie capitaliste existante, à détruire les entraves de l'ancienne société féodale qui empêchaient l'essor du capitalisme. Atteindre ce but est d'ordinaire le terme de la révolution bourgeoise.

La révolution prolétarienne se propose de remplacer la propriété privée des moyens de production par la propriété sociale et de supprimer toute exploitation de l'homme par l'homme. Elle ne trouve pas de formes d'économie socialiste toutes prêtes. Le régime socialiste, fondé sur la propriété sociale des moyens de production, ne peut pas naître et grandir au sein de la société bourgeoise, fondée sur la propriété privée. La révolution prolétarienne a pour mission d'instaurer le pouvoir du prolétariat et d'édifier une économie nouvelle, socialiste. La conquête du pouvoir par la classe ouvrière n'est que le début de la révolution prolétarienne, ce pouvoir étant ensuite utilisé pour opérer la refonte de l'ancienne économie et en organiser une nouvelle.

Par suite, le remplacement du régime capitaliste par le régime socialiste nécessite dans chaque pays une *période de transition* particulière qui s'étend sur toute une époque historique, au cours de laquelle s'opère l'édification de l'économie socialiste, la refonte radicale de tous les rapports sociaux.

Entre la société capitaliste et la société communiste, se place la période de transformation révolutionnaire de celle-ci en celle-là. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que *la dictature révolutionnaire du prolétariat*. (K. MARX et F. ENGELS : *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, p. 34, Editions Sociales, Paris, 1950.)

La période de transition du capitalisme au socialisme commence par l'instauration du pouvoir du prolétariat et se termine quand l'édification du socialisme, première phase de la société communiste, est achevée. Au cours de cette période, l'ancienne base capitaliste est détruite tandis qu'il se crée une base nouvelle, socialiste qui garantit le développement des forces productives, nécessaire à la victoire du socialisme. Le prolétariat doit, durant la période de transition, se tremper pour devenir une force capable d'administrer le pays, de bâtir la société socialiste et de rééduquer les masses petites-bourgeoises dans l'esprit du socialisme.

A l'aide des thèses de Marx et d'Engels, Lénine a construit une théorie complète de la période de transition du capitalisme au socialisme et de la dictature du prolétariat, armant ainsi la classe ouvrière et tous les travailleurs de la connaissance scientifique des voies de l'édification du socialisme.

La révolution prolétarienne a triomphé d'abord en Russie. Le capitalisme était, en Russie, suffisamment développé pour que la révolution prolétarienne pût triompher. La Russie était d'autre part le noeud de toutes les contradictions de l'impérialisme, ce qui contribua fortement aux progrès de l'esprit révolutionnaire parmi le prolétariat et au rassemblement des masses paysannes autour de ce dernier. En octobre 1917, sous la direction du Parti communiste, le prolétariat russe, armé de la théorie léniniste de la révolution socialiste, en alliance avec la paysannerie pauvre, renversa le pouvoir des capitalistes et des grands propriétaires fonciers et instaura sa dictature. La grande Révolution socialiste d'Octobre a, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, ouvert la voie du socialisme et donné l'exemple de ce que doit être, dans ses grandes lignes, la révolution prolétarienne dans tout pays, quel qu'il soit. La révolution socialiste ne peut toutefois manquer de présenter, dans chaque pays qui s'est détaché du système impérialiste, des particularités qui découlent des conditions historiques concrètes du développement de ce pays, ainsi que de la situation internationale.

Lénine a découvert et établi scientifiquement la possibilité, dans des conditions historiques déterminées, d'un développement *non capitaliste* des pays arriérés au point de vue social et économique. Après avoir rejeté le joug de l'impérialisme, ces pays peuvent, avec l'aide d'Etats plus avancés où la révolution prolétarienne a déjà triomphé, éviter le processus long et douloureux d'un développement capitaliste et s'engager graduellement dans la voie de l'édification du socialisme sans passer par le stade du capitalisme.

La République populaire de Mongolie, où régnaient auparavant des rapports féodaux, fournit un exemple de développement non capitaliste. Grâce à l'aide de l'Union soviétique, la République populaire de Mongolie a pu prendre le chemin du socialisme, sans passer par le capitalisme.

La dictature du prolétariat, instrument de la construction d'une économie socialiste.

La révolution prolétarienne a pour tâches de créer un système socialiste d'économie, fondé sur la propriété sociale des moyens de production, et de faire disparaître toute exploitation; elle ne peut donc se dispenser de briser l'ancienne machine d'Etat, qui opprimait les travailleurs, de mettre sur pied un Etat capable d'assurer l'édification de la nouvelle économie.

La révolution prolétarienne engendre un *Etat d'un type nouveau* : la dictature du prolétariat. La *dictature du prolétariat* est la direction politique de la société par la classe ouvrière. Sans dictature du prolétariat, l'affranchissement économique et politique des travailleurs est impossible, de même que le passage du mode de production capitaliste au mode de production socialiste.

Superstructure politique, la dictature du prolétariat naît du fait que le passage du capitalisme au socialisme est devenu pour la société une nécessité économique. Mais, une fois venue au monde, la dictature du prolétariat devient une force prodigieuse, l'instrument de l'édification d'une économie

socialiste. Elle prend une part active à la naissance et au développement de la base socialiste. Elle assure la destruction de la base ancienne, capitaliste et la victoire des formes socialistes d'économie sur les formes capitalistes.

Les formes socialistes d'économie ne peuvent ni apparaître ni se développer d'elles-mêmes, spontanément. Elles apparaissent et se développent grâce à l'action méthodique de l'Etat prolétarien, grâce à l'activité créatrice des masses laborieuses.

L'Etat prolétarien ne peut s'acquitter de sa mission de construction d'une base nouvelle que parce qu'il s'appuie sur la loi économique objective de la correspondance nécessaire entre les rapports de production et le caractère des forces productives, ainsi que sur les nouvelles lois économiques nées des nouvelles conditions économiques. La dictature du prolétariat assure la création d'un type d'organisation sociale du travail supérieur au capitalisme. Là est la source principale de la force du régime socialiste et la raison de sa victoire sur le régime capitaliste.

La dictature du prolétariat est une démocratie véritable; elle est l'interprète des intérêts vitaux des travailleurs. Sous la dictature du prolétariat, les travailleurs deviennent, pour la première fois dans l'histoire, les maîtres de leur pays. Jusque-là, l'Etat sous toutes ses formes opprimait la majorité exploitée dans l'intérêt d'une minorité exploiteuse. La dictature du prolétariat réprime la minorité exploiteuse dans l'intérêt de la majorité laborieuse. Alors que les révolutions bourgeoises, qui consacrent une nouvelle forme d'exploitation, la forme capitaliste, ne peuvent rassembler autour de la bourgeoisie les masses laborieuses et exploitées pour une période tant soit peu durable, la révolution prolétarienne, qui met fin à toute exploitation, peut et doit souder ces masses au prolétariat en une alliance durable. L'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie sous la direction de la classe ouvrière, alliance dirigée contre les classes exploiteuses, est le principe suprême de la dictature du prolétariat. Sans cette alliance, il est impossible d'affermir le pouvoir du prolétariat et d'édifier une économie socialiste.

La dictature du prolétariat est, dans des conditions et sous des formes nouvelles, la continuation de la lutte de classe du prolétariat contre les exploités à l'intérieur du pays et contre les forces d'agression de l'encerclement capitaliste.

La dictature du prolétariat est une lutte opiniâtre, sanglante et non sanglante, violente et pacifique, militaire et économique, pédagogique et administrative, contre les forces et les traditions de la vieille société. (V. LENINE : *La Maladie infantile du communisme (le « gauchisme »)*, p. 32, Editions Sociales, Paris, 1953.)

En fonction des objectifs de l'édification du socialisme, la dictature du prolétariat présente trois aspects essentiels. Elle est l'utilisation du pouvoir par le prolétariat, premièrement, pour écraser les exploités, défendre le pays, resserrer les liens avec les prolétaires des autres pays; deuxièmement, pour détacher définitivement de la bourgeoisie les masses laborieuses et exploitées, pour consolider l'alliance du prolétariat avec ces masses, pour faire participer ces dernières à l'édification du socialisme; troisièmement, pour édifier une société nouvelle, socialiste.

L'Etat prolétarien peut revêtir différentes formes.

Le passage du capitalisme au communisme ne peut évidemment pas ne pas fournir une énorme abondance et diversité de formes politiques; mais leur essence sera inévitablement une : *la dictature du prolétariat*. (V. LENINE : *L'Etat et la révolution*, p. 36, Editions Sociales, Paris, 1947.)

Cette thèse fondamentale du marxisme-léninisme a été entièrement confirmée tant par l'expérience historique de l'U.R.S.S., où a été instaurée la forme de dictature du prolétariat découverte par Lénine : le pouvoir des Soviets, que par l'expérience historique postérieure des pays où la dictature du prolétariat a pris la forme de la démocratie populaire.

C'est aux partis communistes (ouvriers) qu'appartient, dans les pays de dictature du prolétariat, la direction de tout le processus de la construction méthodique d'une économie socialiste. Armés de la théorie marxiste-léniniste, de la connaissance des lois du développement économique de la société, ces partis organisent les masses populaires et les orientent vers la solution des problèmes posés par l'édification socialiste.

La nationalisation socialiste.

Le développement du capitalisme a préparé les conditions nécessaires pour la collectivisation socialiste de la grande industrie mécanique et des transports mécanisés, des banques, etc. Aussi l'Etat prolétarien procède-t-il, dès le début de la période de transition, à la nationalisation de la grande production capitaliste.

La *nationalisation socialiste* est l'abolition révolutionnaire par le pouvoir prolétarien de la propriété des classes exploiteuses et sa transformation en propriété d'Etat, socialiste, patrimoine du peuple tout entier. La nationalisation socialiste conduit à l'élimination de la contradiction essentielle du capitalisme, celle entre le caractère social de la production et la forme privée de l'appropriation capitaliste. La nationalisation socialiste met les rapports de production dans l'industrie en accord avec le caractère des forces productives, ce qui ouvre la voie à leur développement.

La nationalisation socialiste, premièrement, liquide la propriété capitaliste des principaux moyens de production et met ainsi fin à la domination économique de la bourgeoisie dans le pays; deuxièmement, elle fournit une base économique à la dictature du prolétariat en plaçant entre les mains des travailleurs *les leviers de commande de l'économie nationale*, c'est-à-dire les branches maîtresses de l'économie où est instaurée la propriété sociale des moyens de production, fondement des rapports de production socialistes.

La nationalisation de la grande industrie, branche-clé de l'économie nationale, a une importance décisive pour l'édification du socialisme. Les banques, les chemins de fer, la marine marchande et les P.T.T., les grandes entreprises du commerce intérieur, le commerce extérieur, sont eux aussi nationalisés. La nationalisation des banques prive la bourgeoisie d'un des principaux instruments de sa domination économique, tandis que l'Etat prolétarien acquiert un appareil économique centralisé et ramifié qui, après sa refonte révolutionnaire, concourt à la construction du socialisme. La nationalisation du commerce extérieur est indispensable pour assurer au pays qui bâtit le socialisme son indépendance économique vis-à-vis du monde capitaliste.

Conscient de la nécessité vitale de faire disparaître les survivances du servage, de la propriété foncière féodale devenue depuis longtemps un anachronisme, l'Etat prolétarien procède à la *confiscation* immédiate des terres des grands propriétaires fonciers, de leurs exploitations et de leur cheptel vif et mort. La majeure partie des terres confisquées est remise à la paysannerie laborieuse. Sur une autre partie, plus petite, sont organisées de grandes entreprises agricoles d'Etat.

La *nationalisation de la terre*, c'est-à-dire la liquidation de la propriété privée de la terre et le transfert de la propriété du sol à l'Etat prolétarien, constitue une des mesures les plus importantes de la révolution socialiste. Le pouvoir prolétarien décide des méthodes et des délais de la nationalisation de *toute* la terre en fonction des conditions concrètes de chaque pays. En Russie, où les traditions de la propriété privée de la terre étaient, chez les paysans, moins puissantes qu'en Occident, le pouvoir des Soviets a, conformément aux revendications des masses paysannes, nationalisé toute la terre dès le début de la révolution, abolissant ainsi la rente foncière absolue. Pour la première fois dans l'histoire, la paysannerie soviétique a reçu de la révolution prolétarienne la terre en jouissance gratuite. Dans les pays où la propriété privée des petits paysans sur la terre existe depuis longtemps et où, par suite, les traditions de la propriété privée de la terre sont plus fortes, la classe ouvrière au pouvoir ne procède pas à la nationalisation de toute la terre au début de la révolution. Dans ces pays, une partie seulement des terres confisquées aux grands propriétaires fonciers est nationalisée et constitue le fonds d'Etat; la majeure partie des terres confisquées devient la propriété privée des paysans. La question de la nationalisation de toute la terre trouve sa solution pratique au cours de la refonte socialiste de l'agriculture.

Après avoir brisé l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, la grande Révolution socialiste d'Octobre a, dès les premiers mois, nationalisé et confisqué sans indemnité les moyens de production et les autres richesses des gros propriétaires fonciers et des grands capitalistes.

Le 26 octobre (8 novembre) 1917 fut promulgué le *décret sur la terre*. Les terres des gros propriétaires fonciers, de la bourgeoisie, de la famille impériale, de l'Eglise et des couvents, furent confisquées, aliénées sans rachat. Le droit de propriété privée sur la terre fut aboli pour toujours.

Toute la terre, le sous-sol, les forêts et les eaux devinrent propriété d'Etat (patrimoine du peuple tout entier). La vente et l'achat de la terre furent interdits. La paysannerie reçut en jouissance gratuite plus de 150 millions de déciatines de terres nouvelles, en plus de celles dont elle jouissait avant la révolution; elle était libérée des fermages qu'elle payait aux grands propriétaires fonciers, ainsi que des dépenses nécessitées par l'achat de terres, soit une économie totale de plus de 700 millions de roubles-or par an. [Déciatine : 1,0925 ha. (N.R.)] La nationalisation de la terre permit de liquider la classe des propriétaires fonciers. Elle extirpa entièrement les vestiges du servage. Ainsi la révolution socialiste, chemin faisant, accomplissait jusqu'au bout les tâches de la révolution démocratique bourgeoise. Si, par elle-même, la nationalisation de la terre n'établissait pas encore à la campagne des rapports de production socialistes, puisque l'exploitation privée subsistait sur la terre devenue propriété du peuple entier, elle n'en avait pas moins une importance considérable pour la construction du socialisme. Elle consolida la base économique de la dictature du prolétariat et améliora la situation économique des paysans travailleurs. Elle facilita par la suite le passage de la paysannerie sur la voie d'un développement socialiste.

A titre de mesure transitoire à une large nationalisation des entreprises capitalistes, et pour régler jusqu'à un certain point leur activité, le pouvoir des Soviets institua le *contrôle ouvrier*, c'est-à-dire un contrôle exercé par le personnel de ces entreprises sur la production, le commerce et les finances. En décembre 1917, il fut procédé à la *nationalisation des banques*. Le pouvoir des Soviets annula tous les emprunts contractés par le gouvernement du tsar et par le Gouvernement provisoire auprès des capitalistes, tant russes qu'étrangers. Le commerce extérieur fut déclaré monopole d'Etat, l'importation et l'exportation des marchandises furent retirées des mains des particuliers et confiées aux organismes de l'Etat. Le *monopole du commerce extérieur*, institué par le pouvoir des Soviets, mettait le pays à l'abri de l'agression économique des impérialistes qui s'efforçaient de l'asservir et d'en faire leur colonie. Les *chemins de fer* et les *P.T.T.*, le *trafic maritime* et le *grand trafic* fluvial furent nationalisés. Le pouvoir des Soviets procéda sur une échelle toujours plus étendue à la *nationalisation des entreprises industrielles* en les confisquant sans indemnité. En juin 1918, les grandes entreprises, dans toutes les industries, furent nationalisées.

En nationalisant la grande industrie, les banques, les transports, le commerce extérieur, le pouvoir des Soviets brisait la puissance économique de la bourgeoisie et prenait en main les leviers de commande de l'économie nationale.

Dans les entreprises nationalisées, les rapports de production capitalistes furent remplacés par des rapports socialistes. En devenant propriété sociale, les moyens de production cessaient de faire fonction de capital. L'exploitation de l'homme par l'homme fut abolie. Une discipline du travail nouvelle, socialiste, s'instaura. On assista à la naissance de l'émulation socialiste parmi les ouvriers. Peu à peu les principes socialistes de gestion de la production s'implantèrent, qui combinaient la direction personnelle unique avec l'activité créatrice des masses. Triomphant de la résistance de la bourgeoisie et du sabotage des spécialistes bourgeois, dans une lutte opiniâtre contre l'anarchisme petit-bourgeois, le pouvoir des Soviets entreprit d'organiser sur le plan national le recensement et le contrôle de l'ensemble de la production et de la répartition des produits.

Les types d'économie et les classes dans la période de transition. L'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie.

La nationalisation de la grande industrie, des transports, des banques, etc., donne naissance au type d'économie (secteur) socialiste. A côté de celle-ci, qui est fondée sur la propriété sociale des moyens de production, il existe encore, pendant la période de transition, des formes d'économie héritées du passé et fondées sur la propriété privée des moyens de production. Autrement dit, l'économie de la période de transition est une économie composite. Elle contient des types différents de rapports de production.

Comme l'indiquait Lénine, il existait en U.R.S.S. pendant la période de transition les cinq types d'économie suivants : 1. l'économie paysanne patriarcale; 2. la petite production marchande; 3. le capitalisme privé; 4. le capitalisme d'Etat; 5, l'économie socialiste.

L'économie paysanne patriarcale, fondée sur le travail personnel, était une petite économie presque entièrement naturelle, c'est-à-dire produisant surtout pour sa propre consommation.

La petite production marchande était une économie fondée sur le travail personnel et plus ou moins liée au marché. C'était surtout une économie de paysans moyens, qui produisait la plus grande partie

du blé marchand, et aussi une économie d'artisans n'employant pas le travail salarié. Pendant la période de transition, cette forme d'économie engloba longtemps la majorité de la population du pays.

Le capitalisme privé était représenté par la classe d'exploiteurs la plus nombreuse, celle des koulaks (paysans riches), par les propriétaires d'entreprises industrielles capitalistes non nationalisées, pour la plupart petites et moyennes, ainsi que par les commerçants. Dans les entreprises capitalistes, qui employaient le travail salarié, la force de travail était une marchandise, les rapports d'exploitation continuaient d'exister, les capitalistes s'approprièrent la plus-value.

Le capitalisme d'Etat se présentait principalement sous forme de concessions accordées par le pouvoir des Soviétiques à des capitalistes étrangers, et d'entreprises appartenant à l'Etat cédées à bail à des capitalistes. Sous la dictature du prolétariat, le capitalisme d'Etat diffère profondément de ce qu'il est en régime bourgeois. Sous la dictature du prolétariat, c'est une forme d'économie strictement limitée par le pouvoir prolétarien et que celui-ci utilise pour lutter contre l'anarchisme petit-bourgeois, pour édifier le socialisme. Le capitalisme d'Etat n'a occupé qu'une place insignifiante dans l'économie de l'U.R.S.S.

La forme socialiste d'économie comprenait, premièrement, les fabriques, les usines, les moyens de transport, les banques, les sovkhoz (fermes soviétiques d'Etat), les entreprises commerciales et autres appartenant à l'Etat soviétique, et, deuxièmement, les coopératives de consommation, d'achat, de crédit mutuel, de production, — y compris les kolkhoz (fermes collectives), qui en sont une forme supérieure. Le type d'économie socialiste avait pour base la grande industrie mécanique. Dès le début de la période de transition, ce type d'économie supérieur à tous les autres joua un rôle déterminant dans l'économie du pays.

Dans le secteur socialiste de l'économie, la force de travail avait cessé d'être une marchandise, le travail avait perdu son caractère de travail salarié et était devenu un travail pour soi, pour la société. La plus-value avait disparu. On procéda graduellement à la planification du travail des entreprises nationalisées, à l'échelle de chaque branche d'industrie, puis de tout le secteur d'Etat. Par suite de l'instauration de la propriété socialiste des moyens de production, les produits fabriqués dans les entreprises d'Etat revenaient non aux capitalistes, mais à l'Etat, c'est-à-dire à l'ensemble du peuple laborieux.

L'existence de ces cinq types d'économie n'est nullement inévitable dans chaque pays qui bâtit le socialisme. Mais comme Lénine l'a enseigné — et comme l'expérience de l'histoire l'a maintenant confirmé — on a dans chaque pays, pendant la période de transition du capitalisme au socialisme, les principales formes suivantes d'économie sociale : le socialisme, la petite production marchande, le capitalisme. Les classes qui correspondent à ces formes d'économie sociale sont : la classe ouvrière, la petite bourgeoisie (surtout la paysannerie), la bourgeoisie. L'économie, les rapports entre les classes, et par suite, les principes généraux de la politique économique pendant la période de transition ont dans tous les pays, des traits essentiels communs, ce qui n'exclut pas l'existence dans chaque pays de particularités spécifiques.

La situation des classes pendant la période de transition est radicalement différente de ce qu'elle est en régime capitaliste.

La *classe ouvrière*, classe opprimée sous le capitalisme, est devenue la classe dominante, qui détient le pouvoir et possède, concurremment avec tous les travailleurs, les moyens de production socialisés par l'Etat. La situation matérielle de la classe ouvrière ne cesse de s'améliorer, et son niveau culturel de s'élever.

A la *paysannerie*, à la masse des paysans pauvres et moyens, l'Etat donne la terre; il l'affranchit du joug des gros propriétaires fonciers, la protège contre le koulak, lui apporte son aide économique et culturelle dans tous les domaines. Grâce à la Révolution d'Octobre et à l'aide du pouvoir des Soviétiques, les paysans moyens et pauvres ont produit plus de 4 milliards de pouds de blé dès 1926-1927, contre 2,5 milliards de pouds par an avant la Révolution.

La petite production paysanne marchande engendre inévitablement des éléments capitalistes; il s'opère dans la paysannerie une différenciation de classe en paysans pauvres et en koulaks. Mais ce processus revêt, pendant la période de transition, un caractère tout autre qu'en régime capitaliste. En régime

capitaliste, le nombre des paysans pauvres et des koulaks augmente à la campagne, alors que celui des paysans moyens diminue; ceux-ci sont ruinés en masse et vont grossir les rangs des paysans pauvres et du prolétariat. Par suite des conditions nouvelles dans lesquelles se développe l'économie paysanne, les paysans moyens voient leur importance s'accroître au cours de la période de transition, tandis que les paysans pauvres et les koulaks voient la leur diminuer par rapport à la période qui précéda la révolution. En U.R.S.S., pendant la période de transition, avant que la masse de la paysannerie se fût engagée dans la voie du socialisme, le nombre et le pourcentage des paysans moyens avaient augmenté par rapport à la période d'avant la Révolution, du fait de la diminution du nombre et du pourcentage des paysans pauvres, dont une partie s'était élevée au niveau des paysans moyens. En même temps, le nombre et le pourcentage des koulaks avaient sensiblement diminué par rapport à la période d'avant la Révolution, et si pendant certaines années de la période de transition, il y eut une augmentation du nombre des koulaks, elle fut néanmoins très inférieure à ce qu'elle est en régime capitaliste. Le paysan moyen devint le personnage central de l'agriculture.

Après la Révolution d'Octobre, dès 1918, les paysans moyens prédominaient à la campagne. C'était là le résultat de la remise gratuite aux paysans de la terre ainsi que d'une partie du cheptel vif et mort appartenant aux gros propriétaires fonciers. On procéda en 1918 à une expropriation partielle des koulaks auxquels on enleva 50 millions d'hectares de terre qui furent remis aux paysans pauvres et moyens. En 1928-1929, les paysans pauvres constituaient 35 %, les paysans moyens 60 %, les koulaks de 4 à 5 % de l'ensemble des foyers paysans.

Dans sa politique à l'égard de la paysannerie pendant la période de transition, le pouvoir des Soviets s'inspira de la formule de Lénine : alliance solide avec le paysan moyen, appui sur le paysan pauvre, lutte intransigeante contre le koulak.

Lénine enseigne que la classe ouvrière, dirigeant la paysannerie, doit toujours distinguer chez le paysan le travailleur et le propriétaire privé.

La nature du paysan moyen est double : comme travailleur, il se sent attiré vers le prolétariat; comme petit propriétaire, vers la bourgeoisie. La bourgeoisie et le prolétariat s'efforcent tous deux de gagner les masses de la paysannerie moyenne. La classe ouvrière fait appel aux intérêts fondamentaux du paysan en tant que travailleur, alors que la bourgeoisie mise sur ses intérêts de propriétaire privé. Pendant la période de transition, et surtout tant que l'existence de la paysannerie est fondée sur la propriété privée et la petite production marchande, il existe entre la classe ouvrière et la paysannerie certaines contradictions non antagonistes, par exemple dans la question des prix, du montant des impôts. Mais ces contradictions ne sont pas fondamentales. Dans les questions essentielles, les intérêts de la classe ouvrière et des masses laborieuses de la paysannerie coïncident : ces deux classes ont un intérêt vital à la suppression de l'exploitation et à la victoire du socialisme. C'est sur cette base que repose l'alliance solide des deux classes amies : la classe ouvrière et la paysannerie. Le principe de l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, alliance où le rôle dirigeant appartient à la classe ouvrière, est à la base de l'édification socialiste.

La tâche politique la plus importante du Parti, dit la résolution du XII^e Congrès du P. C. (b) R., tâche dont dépend l'issue de la révolution, est de veiller avec la plus grande attention et le plus grand soin sur l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, et de la développer. (« Résolution du XII^e Congrès du P.C.(b) R. », Le P.C.U.S. dans les résolutions et décisions de ses congrès, de ses conférences et des assemblées plénières du Comité central, 1^{re} partie, pp. 682-683 (7^e édition russe).)

Une alliance solide de la classe ouvrière et de la paysannerie est indispensable à l'établissement de rapports économiques corrects entre la ville et la campagne, entre l'industrie et l'agriculture, au progrès de l'agriculture et à sa transformation socialiste. Ce n'est que sur la base de l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie que peuvent être assurées la liquidation des formes capitalistes d'économie et la victoire du socialisme.

Les principales classes de la période de transition sont la classe ouvrière et la paysannerie.

La bourgeoisie qui a perdu le pouvoir et les principaux moyens de production a cessé d'être une des principales classes de la société. Les grands capitalistes et une partie considérable de la moyenne bourgeoisie des villes ont été dépossédés des moyens de production au début de la période de

transition. Mais une fraction de la bourgeoisie des villes subsiste toujours, ainsi que la bourgeoisie rurale : les koulaks. Pendant un certain nombre d'années, la bourgeoisie dispose encore d'une force importante. Cela s'explique par la naissance spontanée et inéluctable d'éléments capitalistes à partir de la petite économie marchande et par l'impossibilité de remplacer d'emblée dans tous les domaines l'économie capitaliste par une économie socialiste. Même après la perte de sa domination, la bourgeoisie conserve dans une mesure plus ou moins grande des ressources financières et matérielles, des attaches avec une fraction importante des vieux spécialistes. Elle bénéficie en outre de l'appui du capital international.

La contradiction économique fondamentale de la période de transition est celle qui existe entre le socialisme naissant, auquel appartient l'avenir, mais qui dans les premiers temps est encore faible, et le capitalisme renversé, qui représente le passé, mais est encore fort au début et possède des racines dans la petite économie marchande. Dans tous les domaines de la vie économique, la lutte se déroule entre le socialisme et le capitalisme pour savoir «qui l'emportera». Entre la classe ouvrière et les masses paysannes, d'une part, et la bourgeoisie d'autre part, il existe des contradictions antagoniques, irréductibles. Pendant la période de transition, l'Etat prolétarien applique une politique visant d'abord à limiter et à évincer les éléments capitalistes, puis à les liquider entièrement. Il est logique que dans la période de transition le prolétariat, les masses laborieuses intensifient leur lutte de classe contre la bourgeoisie, qui accentue sa résistance à mesure que s'engage la construction du socialisme.

L'apparition des lois économiques du socialisme.

Du fait que le secteur socialiste détient les leviers de commande de l'économie, les formes capitalistes d'économie et les lois de leur développement cessent de jouer le rôle prépondérant dans l'économie nationale de l'U.R.S.S. dès le début de la période de transition. Le développement de l'économie nationale n'est plus commandé par l'action de la loi économique fondamentale du capitalisme actuel. L'action de la loi de la plus-value ne s'exerce plus que sur le secteur capitaliste de l'économie et sa sphère ne cesse de se rétrécir.

De nouvelles lois économiques, propres aux rapports de production socialistes, apparaissent sur la base des nouvelles conditions économiques et étendent progressivement leur champ d'action.

Avec la formation et le développement du type d'économie socialiste apparaît et commence à se manifester *la loi économique fondamentale du socialisme*. Cela se traduit, premièrement, par une modification radicale du but de la production : dans le secteur socialiste, le but de la production n'est plus de fournir le profit capitaliste, mais de satisfaire les besoins matériels et culturels des travailleurs, de concourir à la construction du socialisme. Deuxièmement, à mesure que les rapports de production socialistes s'affermissent et se développent, il se crée des conditions de plus en plus favorables pour atteindre cet objectif grâce à un progrès rapide et ininterrompu de l'industrie et à un large emploi de la technique moderne. Le développement de l'industrie perd son caractère cyclique, les crises économiques de surproduction cessent.

Aussi longtemps qu'à côté du secteur socialiste il existe dans l'économie du pays d'autres secteurs : ceux de la petite production marchande et du capitalisme, et que la question de savoir « qui l'emportera » n'est pas encore tranchée, le champ d'action de la loi économique fondamentale du socialisme se trouve limité. Cette loi ne s'applique que dans le cadre du secteur socialiste. Mais comme celui-ci joue un rôle déterminant et que son importance dans l'économie du pays ne cesse d'augmenter, la loi économique fondamentale du socialisme exerce une influence croissante sur le développement de l'ensemble de l'économie nationale.

Dans sa politique économique, l'Etat soviétique s'appuyait sur cette loi, développant la production socialiste, introduisant la technique la plus moderne dans toutes les branches de l'économie et s'attachant méthodiquement à augmenter le bien-être des travailleurs dans toute la mesure où le permettaient les conditions difficiles de la période de transition.

La propriété sociale, qui groupe les entreprises du secteur socialiste, rend nécessaire et possible le développement harmonieux de celui-ci. Pendant la période de transition, *la loi économique du développement harmonieux (proportionné) de l'économie nationale* apparaît et commence à manifester son action sur la base des rapports de production socialistes. Cette loi exige que l'économie soit régie

par un plan et que celui-ci établisse entre les différentes branches de l'économie les proportions nécessaires pour assurer la victoire du socialisme et satisfaire les besoins croissants de la société. La loi du développement harmonieux de l'économie nationale commence à jouer le rôle de régulateur de la production dans le secteur socialiste et exerce une influence de plus en plus déterminante sur les proportions de toute l'économie nationale. Au début, la sphère d'application de cette nouvelle loi économique en U.R.S.S. était restreinte, le secteur socialiste n'englobant que la plus petite partie de l'économie nationale. Le pouvoir des Soviets n'en était qu'à ses débuts en matière de planification. A mesure que se développait la forme socialiste d'économie, la loi de la concurrence et de l'anarchie de la production perdait du terrain, un champ de plus en plus vaste s'ouvrait à l'action de la loi du développement harmonieux de l'économie nationale.

La loi de la valeur de la force de travail cesse de jouer dans le secteur socialiste. Sur la base des nouveaux rapports de production, la *loi économique de la répartition selon le travail* apparaît et commence à exercer son action; en vertu de celle-ci chaque travailleur doit être rémunéré en fonction du travail qu'il a fourni.

La *loi de la valeur* subsiste puisque la production et la circulation marchandes continuent d'exister. Mais, grâce à la socialisation des principaux moyens de production et à l'apparition des lois économiques du socialisme, la sphère de la production marchande et de la loi de la valeur diminue de plus en plus, et leur rôle devient foncièrement autre qu'en régime capitaliste.

La loi de la valeur joue, dans certaines limites, le rôle de régulateur de la production dans les secteurs de la petite économie marchande et du capitalisme, mais non dans le secteur socialiste. La loi du taux moyen de profit cesse d'agir dans le secteur socialiste. Dans ce secteur, les investissements se réalisent à partir de la loi du développement harmonieux de l'économie nationale.

De plus en plus, le pouvoir prolétarien met à profit la production marchande, la loi de la valeur, le commerce, la circulation monétaire pour développer les formes socialistes d'économie, renforcer les liens économiques entre l'industrie et l'agriculture, et combattre les éléments capitalistes. Partant des thèses de Lénine sur le rôle nouveau du commerce et de la monnaie pendant la période de transition, Staline disait :

Que le commerce et le système monétaire soient des méthodes de l' « économie capitaliste » là n'est point la question. La question est que les éléments socialistes de notre économie en lutte contre les éléments capitalistes, s'emparent de ces méthodes et de ces instruments de la bourgeoisie pour vaincre les éléments capitalistes, qu'ils les utilisent *avec succès contre* le capitalisme, qu'ils les utilisent avec succès pour jeter les fondements socialistes de notre économie. La question est donc que, grâce à la dialectique de notre développement, les fonctions et la destination de ces instruments de la bourgeoisie se modifient *radicalement*, à fond, se modifient à l'avantage du socialisme, au détriment du capitalisme. (J. STALINE : *Discours de clôture de la discussion sur le rapport politique du Comité central du XIV^e Congrès du P.C.(b) de l'U.R.S.S.*, p. 99, Editions en langues étrangères, Moscou, 1951.)

Les principes fondamentaux de la politique économique pendant la période de transition du capitalisme au socialisme.

Il est impossible de bâtir le socialisme si l'on ne tient pas compte correctement des conditions économiques objectives de la période de transition et des lois économiques nées de ces conditions. La politique du Parti communiste de l'Union soviétique et de l'Etat soviétique s'inspirait du plan léniniste de construction du socialisme; elle s'appuyait sur les lois économiques et prenait en considération le rapport réel des forces des classes en présence.

La doctrine léniniste *de la victoire du socialisme dans un seul pays* avait une importance capitale pour la construction du socialisme en U.R.S.S. Elle donnait au Parti et à la classe ouvrière une perspective claire et la certitude que les idées du socialisme scientifique triompheraient.

Quand on parle de la victoire du socialisme dans un seul pays, il importe de distinguer les deux aspects de cette question : l'aspect intérieur et l'aspect international. L'aspect *intérieur* de la question de la victoire du socialisme dans un seul pays comprend le problème des rapports entre les classes à l'intérieur du pays. Le Parti communiste et l'Etat soviétique étaient convaincus que la classe ouvrière

pouvait surmonter les contradictions qui existaient entre elle et la paysannerie, resserrer son alliance avec cette dernière et entraîner les masses paysannes à l'édification du socialisme. La classe ouvrière alliée à la paysannerie est parfaitement en mesure, après avoir triomphé *politiquement* du capitalisme, de vaincre *économiquement* sa propre bourgeoisie, de liquider les classes exploiteuses et de construire une société socialiste. L'aspect *international* de la question de la victoire du socialisme dans un seul pays comprend le problème des rapports entre le pays de la dictature du prolétariat et les Etats capitalistes. Tant que coexistent deux régimes opposés : le régime socialiste et le régime capitaliste, le danger d'une agression armée des puissances impérialistes contre le pays du socialisme subsistera. Cette contradiction ne peut être levée par les seules forces du pays de la dictature du prolétariat. Aussi la victoire du socialisme ne sera-t-elle définitive que lorsque disparaîtra le danger d'une intervention et d'une restauration du capitalisme par les puissances impérialistes agressives.

Une condition indispensable au succès de l'édification socialiste en U.R.S.S. était l'écrasement des restaurateurs trotskistes-boukhariniens du capitalisme, qui prêchaient la théorie selon laquelle l'édification du socialisme dans un seul pays était impossible, la Russie « n'étant pas mûre » pour le socialisme par suite de son retard technique et économique — théorie qui désarmait la classe ouvrière.

Le Parti communiste et l'Etat soviétique prenaient pour point de départ les thèses de Lénine selon lesquelles l'U.R.S.S. avait tout ce qui était nécessaire et suffisant pour bâtir intégralement le socialisme, le retard technique et économique de la Russie pouvant parfaitement être comblé dans les conditions de la dictature du prolétariat. L'histoire a entièrement confirmé la justesse de ces thèses de Lénine.

Le plan établi par Lénine pour édifier le socialisme en U.R.S.S. comportait essentiellement la création d'une puissante industrie socialiste, base matérielle du socialisme et condition indispensable du passage graduel des petites exploitations paysannes à la grande production collective par la coopération. Dans le programme léniniste d'édification du socialisme, une place essentielle revenait au plan d'Etat pour l'électrification de la Russie (*plan Goelro*), adopté en 1920. C'était, dans l'histoire de l'humanité, le premier plan à longue échéance pour développer l'économie nationale, plan visant à créer en 10 ou 15 ans la base technique d'une production socialiste.

La victoire remportée sur le capitalisme par le socialisme et l'affermissement de ce dernier ne pourront être considérés comme acquis que lorsque le pouvoir d'Etat prolétarien, après avoir brisé définitivement toute résistance des exploités et s'être assuré la stabilité complète et une totale soumission, aura réorganisé toute l'industrie sur les bases de la grande production collective et de la technique moderne (fondée sur l'électrification de l'économie tout entière). C'est ce qui permettra aux villes de prêter aux campagnes arriérées et dispersées une aide décisive, technique et sociale, susceptible de créer la base matérielle d'un accroissement considérable du rendement dans la culture des terres et l'économie agricole en général, d'inciter par l'exemple les petits cultivateurs à passer, dans leur propre intérêt, à la grande culture collectivisée et mécanisée. (V. LENINE : « Première ébauche des thèses sur la question agraire », *Œuvres choisies*, t. II, 2^e partie, p. 488.)

Lénine a montré le chemin permettant de mettre la paysannerie sur la voie du socialisme, ainsi que le nouveau rôle de la *coopération* dans la réorganisation socialiste de la petite production marchande. Le plan léniniste de construction du socialisme suppose le développement maximum des liens économiques entre l'industrie d'Etat et l'économie paysanne. En raison du caractère de la petite économie paysanne, il est une forme de rapports économiques avec la ville dont la nécessité est vitale pour les paysans : l'échange fondé sur l'achat et la vente. Dans la période de transition, l'alliance, sur le plan commercial, de l'industrie d'Etat et de la petite exploitation paysanne est une nécessité économique.

L'existence, pendant la période de transition, de la petite production marchande paysanne rend donc nécessaire l'utilisation du marché et de l'économie monétaire pour construire le socialisme.

Dès le printemps de 1918, le pouvoir des Soviets entreprit d'organiser les échanges de marchandises avec la campagne sur la base de l'achat et de la vente. Une réforme monétaire fut amorcée. Mais l'intervention étrangère imposa l'obligation de mettre toute l'économie au service du front, et cela alors que les ressources matérielles étaient extrêmement limitées.

L'intervention aggrava terriblement la ruine du pays, conséquence de la première guerre mondiale. Le pouvoir des Soviets n'avait pas d'articles industriels à échanger contre les produits de l'agriculture, dont la quantité avait, elle aussi, fortement diminué. Il était impossible de constituer des stocks de denrées agricoles pour l'armée et la ville par l'achat et la vente. La *réquisition des excédents* devint nécessaire : autrement dit, l'Etat prenait aux paysans par voie de prélèvement tous leurs excédents de denrées alimentaires sans passer par le marché. C'est ainsi que les conditions objectives obligèrent le pouvoir des Soviets à appliquer la politique qui reçut le nom de « communisme de guerre ».

En dehors de la réquisition des excédents, qui était rendue nécessaire par la pénurie extrême, par la nécessité d'assurer du pain à l'armée, de sauver les masses ouvrières de la famine, la politique du « communisme de guerre » supposait l'application d'une série d'autres mesures. Comme l'Etat manquait de marchandises, le commerce des produits de base fut interdit afin d'éviter qu'ils ne tombent entre les mains des spéculateurs. Dans les villes, les objets de consommation étaient sévèrement rationnés et distribués selon un principe de classe; de plus, l'importance de la ration dépendait de la difficulté du travail et de l'importance de l'entreprise. Le service du travail général et obligatoire fut institué. La bourgeoisie était astreinte à un travail socialement utile. Les conditions créées par la guerre exigeaient que le pouvoir des Soviets prît en main, outre la grande et la moyenne industrie, une grande partie des petites entreprises. Les ressources étant très restreintes, un système de ravitaillement en nature, centralisé et très strict, fut appliqué dans l'industrie pour faire face aux besoins du front. Les entreprises recevaient et livraient les produits contre des bons, sans paiement en argent, et n'avaient aucune indépendance économique. Tout cela excluait la possibilité d'appliquer le principe de la gestion équilibrée, qui permet aux entreprises de couvrir leurs frais et d'assurer leur rentabilité.

A la suite de la guerre impérialiste et de la guerre civile, l'économie nationale de l'U.R.S.S. était dans un état de délabrement extrême. En 1920, la production de la grande industrie n'atteignait qu'un septième environ, et celle de l'agriculture que la moitié de celle de 1913. Pour couvrir ses dépenses, l'Etat avait émis une masse de papier-monnaie qui se dépréciait rapidement.

L'héroïsme était général chez les ouvriers dans les entreprises et chez les soldats de l'Armée rouge au front. Des formes d'émulation, comme les *samedis communistes*, jouèrent un grand rôle durant cette période. La classe ouvrière apprenait à diriger la production.

Pendant l'intervention étrangère et la guerre civile, on avait vu se créer et se fortifier l'alliance *politique et militaire* de la classe ouvrière et de la paysannerie pour repousser l'envahisseur étranger et les gardes blancs, défendre la patrie, l'Etat des ouvriers et des paysans. Le pouvoir des Soviets avait donné la terre à la paysannerie et la protégeait contre le grand propriétaire foncier et le koulak; la classe ouvrière recevait de la paysannerie les denrées provenant de la réquisition des excédents : telle était la base de l'alliance politique et militaire des ouvriers et des paysans à l'époque du «communisme de guerre».

Le « communisme de guerre » était inévitable dans des conditions historiques bien déterminées, celles de la guerre civile et de la ruine économique. Mais le « communisme de guerre », la réquisition des excédents et l'interdiction de faire du commerce enlevaient au paysan tout intérêt matériel à la production des denrées; ils étaient incompatibles avec l'alliance économique de la ville et de la campagne. S'il n'y a pas intervention étrangère et ruine économique provoquée par une longue guerre, l'Etat prolétarien n'a donc point recours au « communisme de guerre », ainsi que le confirme l'expérience des pays de démocratie populaire.

Après en avoir terminé avec l'intervention étrangère et la guerre civile, le pouvoir des Soviets passa, au printemps de 1921, à la nouvelle politique économique (Nep), ainsi nommée pour la distinguer de la politique du « communisme de guerre ». Les principes fondamentaux de la nouvelle politique économique avaient été formulés par Lénine dès le printemps de 1918. Mais leur application avait dû être ajournée par suite de l'intervention. Ce n'est que trois ans plus tard que le pouvoir des Soviets put de nouveau proclamer cette politique et la réaliser de façon suivie.

La *nouvelle politique économique*, appliquée par le pouvoir des Soviets pendant la période de transition, a pour but de construire le socialisme en utilisant le marché, le commerce, la circulation monétaire. L'essence de cette politique, c'est l'alliance *économique* de la classe ouvrière et de la paysannerie, alliance indispensable pour faire participer les masses paysannes à l'édification du socialisme.

Exposant les tâches de la Nep, Lénine disait au début de 1922 :

Il faut nous allier à la masse paysanne, aux simples paysans travailleurs, et avancer beaucoup moins vite, infiniment plus lentement que nous ne l'avions rêvé, mais, en revanche, de telle sorte que réellement toute la masse avance avec nous. Et alors il arrivera un moment où ce mouvement marquera une accélération comme nous ne pouvons pas même la rêver aujourd'hui. (V. LENINE : « Rapport politique du Comité central du Parti communiste (bolchévik) de Russie, présenté au XI^e Congrès du P.C.(b)R. », *Œuvres choisies*, t. II, 2^e partie, p. 657.)

Avec le passage à la Nep, la tâche qui se posait avant tout était de relever l'économie. On devait commencer par intéresser matériellement les paysans travailleurs au relèvement rapide de l'agriculture, afin de procurer des denrées alimentaires à la population des villes, et des matières premières à l'industrie. Il fallait, sur cette base, faire progresser l'industrie d'Etat et assurer son alliance étroite avec l'agriculture en évinçant le capital privé; puis, après avoir accumulé des ressources suffisantes, créer une puissante industrie socialiste capable d'assurer la réorganisation socialiste de l'agriculture, et d'engager résolument l'offensive contre les éléments capitalistes pour les liquider entièrement.

La nouvelle politique économique tolérait le capitalisme dans certaines limites, l'Etat prolétarien détenant les leviers de commande; elle tablait sur la lutte des éléments socialistes contre les éléments capitalistes, sur la victoire dans cette lutte des éléments socialistes, sur la liquidation des classes exploiteuses et la création de la base économique du socialisme.

Au début de la Nep, le *commerce* apparaissait comme le maillon essentiel de toute la chaîne de l'organisation économique. La fin de la guerre permit de remplacer les réquisitions d'excédents par *l'impôt en nature*. Celui-ci, dont le montant était fixé d'avance, avant les semailles de printemps, était moins élevé que les réquisitions et laissait entre les mains des paysans des excédents de blé et d'autres produits qu'ils pouvaient vendre librement sur le marché ou échanger contre des articles industriels. Lénine soulignait la nécessité pressante d'apprendre à faire du commerce pour que l'industrie socialiste pût satisfaire les besoins du paysan.

La nécessité d'une circulation marchande entre la ville et la campagne commandait le développement de liens commerciaux dans l'industrie elle-même et rendait indispensable l'affermissement de la monnaie. Avec le passage à la nouvelle politique économique, le ravitaillement en nature de l'industrie fut supprimé. Les entreprises d'Etat, désormais gérées selon les principes de la gestion équilibrée (*khozrastchot*), fonctionnèrent de plus en plus de manière à couvrir leurs frais et devinrent jusqu'à un certain point rentables. Le rationnement de la population fut remplacé par un commerce largement développé. La réforme monétaire de 1924 assura au pays une monnaie stable. S'appuyant sur la loi du développement harmonieux de l'économie nationale, le pouvoir des Soviets restreignait sans cesse le champ d'action de la loi de la valeur et passait peu à peu à la planification de l'industrie d'Etat.

Dans le secteur d'Etat, il procédait à la planification directement, en fixant ses tâches à chaque entreprise. Il établissait des prix fermes pour les marchandises produites par ses entreprises. Mais il ne pouvait planifier de même l'économie paysanne. L'action de l'Etat s'exerçait sur l'économie paysanne par une réglementation économique indirecte au moyen du commerce, des fournitures, des stocks, des prix, du crédit, de la politique financière. L'Etat soviétique mettait en œuvre tous ces instruments économiques pour consolider l'alliance avec l'économie paysanne, accentuer le rôle déterminant du secteur socialiste. L'action de la loi de la valeur se manifestait sur le marché privé en ceci que les prix s'établissaient d'eux-mêmes, que la concurrence et la spéculation subsistaient, que les éléments capitalistes s'enrichissaient aux dépens des travailleurs. Concentrant entre ses mains une quantité croissante de marchandises et procédant de plus en plus largement au stockage des produits agricoles, l'Etat soviétique, dans une lutte opiniâtre contre les éléments capitalistes, parvint essentiellement à fixer le prix du blé et des autres marchandises de base et à réduire au minimum le libre jeu des prix du marché. Le rôle régulateur de l'Etat vis-à-vis du marché privé s'affirma de plus en plus.

La tâche qu'assigna la XI^e conférence du P.C. (b) R. était la suivante :

Prenant en considération l'existence du marché et tenant compte de ses lois, apprendre à en tirer parti et, par des mesures d'ordre économique méthodiquement appliquées, mûrement pesées et fondées sur une estimation exacte des processus du marché, prendre en main la réglementation de celui-ci et de la circulation monétaire. (« Résolutions de la XI^e conférence du P.C.(b)R. », *Le P.C.U.S. dans les résolutions et décisions de ses congrès, de ses conférences et des assemblées plénières du Comité central*, 1^{re} partie, p. 588 (7^e éd. russe).)

Le Parti communiste et le gouvernement soviétique s'acquittèrent avec succès de cette tâche.

S'appuyant sur l'industrie socialiste, le système financier et du crédit, le commerce d'Etat et les coopératives, le pouvoir des Soviets appliquait, de façon suivie, tout en soutenant une lutte de classe acharnée, une politique de limitation et d'éviction des éléments capitalistes : industriels, koulaks, commerçants. Les impôts qui frappaient les capitalistes furent augmentés; les possibilités qui s'offraient à eux d'employer les moyens de production et le travail salarié diminuèrent. Autrement dit, la sphère d'application de la loi de la plus-value se rétrécissait. Si, dans les premières années de la Nep, on observait une certaine animation, une certaine croissance des éléments capitalistes, leur rôle dans l'économie commença bientôt à baisser de plus en plus rapidement.

Pour faire progresser l'industrie d'Etat, il était indispensable d'intéresser matériellement et personnellement les ouvriers au développement de la production socialiste. Appliquant la loi de la répartition d'après le travail, l'Etat socialiste fit de plus en plus correspondre le salaire des ouvriers et des employés à la quantité et à la qualité du travail fourni par chacun. Cela entraîna une élévation continue de la productivité du travail.

Pendant la période de transition, un double processus se poursuivait dans l'économie : d'une part, la croissance spontanée, jusqu'à un certain moment et dans certaines limites, des éléments capitalistes; d'autre part, le progrès régulier, ininterrompu et beaucoup plus rapide des éléments socialistes, progrès qui déterminait la marche du développement de toute l'économie nationale.

La part du secteur privé dans la production industrielle, qui était d'un quart pendant les premières années de la Nep, descendit à 1/10^e en 1929. Alors qu'en 1921-1922, les trois quarts environ du commerce de détail étaient aux mains du commerce privé, au début de 1926, le commerce d'Etat et coopératif, évinçant de plus en plus les commerçants privés, s'était définitivement assuré une situation prépondérante dans ce domaine.

La reprise du commerce, la consolidation de l'alliance sur le plan commercial étaient les conditions nécessaires à un relèvement rapide de l'économie et au progrès de l'industrie socialiste. La mise en œuvre, par le pouvoir des Soviets, des avantages de l'industrie socialiste permit à la grande industrie d'atteindre en 1926 le niveau de 1913 quant au volume de la production. Grâce à l'aide accordée dans tous les domaines par le pouvoir des Soviets à la paysannerie laborieuse, le volume global de la production agricole dépassait en 1926 celui de 1913.

Le rétablissement de l'industrie et de l'agriculture permit de passer à la reconstruction socialiste de toute l'économie nationale. A mesure que progressaient l'industrie et l'agriculture, le niveau d'existence matériel et culturel des travailleurs s'élevait lui aussi.

Au cours de la période de transition du capitalisme au socialisme, les travailleurs de l'U.R.S.S., guidés par le Parti communiste, menèrent successivement à bien les tâches suivantes : conquête des leviers de commande de l'économie nationale grâce à la nationalisation socialiste; établissement d'une alliance, sur le plan commercial, entre l'industrie socialiste et l'économie paysanne, et fourniture à la campagne d'articles de consommation; industrialisation socialiste du pays et établissement, sur le plan de la production, d'une alliance entre la ville et la campagne en fournissant à celle-ci l'outillage mécanique le plus moderne; collectivisation de l'agriculture et création de la base économique du socialisme à la campagne.

L'instauration des rapports de production socialistes dans l'industrie ouvrait de grandes possibilités pour l'industrialisation socialiste du pays. En donnant à l'agriculture une base technique moderne, l'industrialisation socialiste créait par là même le fondement matériel de la collectivisation socialiste des exploitations paysannes.

La nécessité objective de l'industrialisation du pays et de la collectivisation de l'agriculture découle de la loi de la correspondance nécessaire entre les rapports de production et le caractère des forces productives, ainsi que de la loi économique fondamentale du socialisme. Ces lois appellent l'établissement de rapports de production socialistes dans toute l'économie nationale, dans l'industrie comme dans l'agriculture. Alors seulement les forces productives auront le champ libre pour se développer. L'industrialisation socialiste du pays et la collectivisation de l'agriculture assurent la victoire du socialisme dans toute l'économie nationale, l'élévation constante de la production et du bien-être de la population.

La nouvelle politique économique était la concrétisation du plan de Lénine pour organiser une économie socialiste en U.R.S.S., plan développé par la suite dans les travaux de Staline et les décisions du Parti communiste. Tout pays qui bâtit le socialisme est tenu de se guider sur les principes fondamentaux qui étaient à la base de la nouvelle politique économique appliquée en U.R.S.S. Mais les formes concrètes de l'édification économique dans tel ou tel pays doivent tenir compte des particularités de son développement, de la conjoncture dans laquelle se déroule la révolution socialiste. Lénine a souligné que

Marx ne se liait les mains, ni à soi-même ni aux futurs artisans de la révolution socialiste, quant aux formes, procédés et moyens de faire la révolution : il se rendait fort bien compte qu'une quantité de nouveaux problèmes surgiraient alors; que toute la situation changerait, qu'elle changerait souvent et beaucoup au cours de la révolution. (V. LENINE : « Sur l'impôt en nature », *Œuvres choisies*, t. II, 2^e partie, p 550.)

L'organisation d'une économie socialiste dans les pays de démocratie populaire bénéficie de conditions plus favorables qu'en U.R.S.S. qui, à l'époque, était seule à bâtir le socialisme. C'est l'Union soviétique qui a dû, la première, frayer la voie au socialisme. Chaque pays de démocratie populaire s'appuie aujourd'hui sur une aide puissante de tout le camp du socialisme, et il profite de l'expérience de l'édification socialiste en U.R.S.S.

RÉSUMÉ

1. La grande Révolution socialiste d'Octobre a, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, frayé la voie au socialisme. C'est la loi de la correspondance nécessaire entre les rapports de production et le caractère des forces productives qui rend historiquement inévitable la révolution prolétarienne. Une période de transition est nécessaire pour la transformation révolutionnaire de la société capitaliste en société socialiste. L'Etat, dans la période de transition, est la dictature du prolétariat, sous la forme du pouvoir des Soviets ou celle de la démocratie populaire. La nationalisation socialiste des principaux moyens de production qui se trouvaient entre les mains des classes exploiteuses conduit à la création d'un secteur d'économie socialiste qui comprend les leviers de commande de l'économie nationale.

2. Pendant la période de transition, les principales formes d'économie sociale sont : le socialisme, la petite production marchande, le capitalisme, auxquelles correspondent les classes suivantes : la classe ouvrière, la paysannerie, la bourgeoisie. Les classes fondamentales, dans la période de transition, sont la classe ouvrière et la paysannerie. Le principe suprême de la dictature du prolétariat est l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie sous la direction de la classe ouvrière, alliance dirigée contre les classes exploiteuses. La contradiction fondamentale de la période de transition est celle qui existe entre le socialisme montant et le capitalisme moribond. La limitation et l'éviction, puis la liquidation des éléments capitalistes, sont réalisées au cours d'une lutte de classe acharnée.

3. Pendant la période de transition, à mesure que la forme d'économie socialiste se développe et se renforce, et que la victoire sur les éléments capitalistes se précise, les lois économiques du capitalisme, qui traduisent des rapports fondés sur l'exploitation, doivent quitter la scène. C'est alors que les lois économiques du socialisme, sur lesquelles s'appuie l'Etat prolétarien, surgissent et étendent progressivement leur champ d'action. Le pouvoir prolétarien utilise de plus en plus la loi de la valeur, le commerce, la monnaie, le crédit, au détriment du capitalisme et dans l'intérêt du socialisme.

4. La politique économique de la dictature du prolétariat, pendant la période de transition, vise à assurer la victoire, des éléments socialistes sur les éléments capitalistes et la construction d'une économie socialiste en utilisant la production marchande et le marché. Cette politique garantit l'alliance économique de l'industrie socialiste et de l'économie paysanne, l'industrialisation socialiste du pays et la collectivisation de l'agriculture.

CHAPITRE XXIV - L'INDUSTRIALISATION SOCIALISTE

La grande industrie, base matérielle du socialisme. La nature de l'industrialisation socialiste.

Le socialisme ne peut être édifié que sur la base de la grande production mécanique. Celle-ci est seule capable d'assurer, à la ville comme à la campagne, la victoire des formes socialistes de l'économie sur les formes capitalistes, l'augmentation continue de la productivité du travail et le bien-être accru des travailleurs.

Lénine écrivait :

La base matérielle du socialisme ne peut être que la grosse industrie mécanisée, susceptible de réorganiser aussi l'agriculture. (V. LENINE : « Thèses sur la tactique du Parti communiste russe présenté au III^e Congrès de l'Internationale communiste », *Œuvres choisies*, t. II, 2^e partie, p. 593.)

Le capitalisme a développé la grande industrie et créé ainsi les conditions matérielles de la révolution prolétarienne et de la construction du socialisme. Mais en raison des contradictions qui lui sont inhérentes, il n'a pas pu organiser dans tous les pays toutes les branches de l'économie sur la base de la grande production mécanique. La plupart des pays, et en particulier les pays coloniaux et dépendants, ne possèdent pas une grande industrie suffisamment développée. Dans les pays capitalistes, il existe une classe nombreuse de paysans dont la petite exploitation privée individuelle est fondée sur le travail manuel et une technique primitive. Or, il est impossible d'assurer la victoire du socialisme dans l'ensemble de l'économie nationale sans réorganiser toutes les branches de la production sur la base d'une technique avancée.

Ce sont les branches produisant les moyens de production : métal, houille, pétrole, machines, équipements, matériaux de construction, etc., autrement dit, *l'industrie lourde*, qui jouent le rôle déterminant dans la grande industrie. Aussi l'industrialisation socialiste est-elle avant tout le développement de l'industrie lourde et des constructions mécaniques, qui en sont le centre.

Le centre de l'industrialisation, sa base, c'est le développement de l'industrie lourde (combustible, métal, etc.), le développement, en dernière analyse, de la production des moyens de production, le développement de sa propre industrie des constructions mécaniques. (J. STALINE : *La situation économique de l'Union soviétique et la politique du Parti*. Editions en langues étrangères, p. 8-9.)

Celles-ci occupent une place à part dans l'économie du pays. Des constructions mécaniques développées sont à la base du rééquipement de toutes les branches de l'économie nationale en moyens techniques modernes : machines, machines-outils, appareils, outils; elles sont à la base du progrès technique.

L'industrialisation socialiste assure aux formes d'industrie socialistes une prépondérance croissante sur les formes de la petite production marchande et du capitalisme. Elle crée la base matérielle du développement des formes socialistes d'économie, de la liquidation des éléments capitalistes; elle assure aux formes socialistes d'économie la supériorité technique indispensable pour triompher entièrement de la formation économique capitaliste.

Le développement de l'industrie lourde est la clé de la transformation socialiste de l'agriculture sur la base d'un outillage mécanique perfectionné. En fournissant à l'agriculture des tracteurs, des moissonneuses-batteuses et d'autres machines agricoles, l'industrie socialiste permet la naissance et le développement à la campagne des nouvelles forces productives indispensables à la victoire du régime kolkhozien.

L'industrialisation socialiste entraîne une augmentation des effectifs de la classe ouvrière; elle accroît son importance et son rôle dirigeant dans la société; elle renforce les bases de la dictature de la classe ouvrière et son alliance avec la paysannerie.

L'industrialisation socialiste garantit *l'indépendance technique et économique*, ainsi que la capacité de défense du pays qui construit le socialisme face à l'hostilité du monde capitaliste. L'industrie lourde permet de fabriquer les armements modernes indispensables pour défendre le pays contre l'agression d'Etats impérialistes hostiles.

L'industrialisation socialiste est donc un développement de la grande industrie, et en premier lieu de l'industrie lourde, qui assure la refonte de toute l'économie nationale sur la base d'un outillage mécanique perfectionné, la victoire des formes socialistes d'économie, l'indépendance technique et économique du pays vis-à-vis du monde capitaliste, et sa capacité de défense.

L'industrialisation socialiste est rendue nécessaire par la loi de la correspondance nécessaire entre les rapports de production et le caractère des forces productives, et par la loi économique fondamentale du socialisme, par la nécessité de créer les conditions matérielles de l'édification du socialisme, de l'accroissement continu de la production et de l'élévation permanente du niveau de vie du peuple.

L'industrialisation socialiste du pays avait pour l'U.R.S.S. une importance vitale. Bien qu'elle possédât une grande industrie, la Russie d'avant la Révolution était un pays essentiellement agricole. Elle restait sensiblement en arrière des principaux pays capitalistes quant au niveau de développement de son industrie, et surtout de son industrie lourde.

Occupant la première place au monde par l'étendue de son territoire, et la troisième (après la Chine et l'Inde) par sa population, la Russie des tsars venait au cinquième rang dans le monde et au quatrième en Europe par le volume de sa production industrielle. En 1913, la production agricole constituait 57,9 % et la production industrielle 42,1 % de la production de l'agriculture et de la grosse industrie réunies. L'industrie lourde était très en retard sur l'industrie légère. De nombreuses industries importantes faisaient défaut : celles des machines-outils, des tracteurs, des automobiles, d'autres encore. La Russie d'avant la Révolution était quatre fois moins pourvue d'instruments de production modernes que l'Angleterre, cinq fois moins que l'Allemagne, dix fois moins que l'Amérique. Son retard économique et technique la plaçait sous la dépendance des pays capitalistes plus développés. Elle devait importer une partie considérable de ses équipements et de ses autres moyens de production. Les branches-clés de l'industrie lourde étaient entre les mains de capitalistes étrangers.

La domination des capitalistes et des grands propriétaires fonciers aggravait de plus en plus la dépendance de la Russie à l'égard des puissances impérialistes d'Occident. L'indépendance nationale du pays était directement menacée. Les classes exploiteuses étaient incapables de combler le retard technique et économique séculaire de la Russie. Seule la classe ouvrière pouvait s'acquitter de cette tâche historique. A la veille de la grande Révolution socialiste d'Octobre, Lénine soulignait déjà que *ratrapper et dépasser* les pays capitalistes les plus développés sous le rapport technique et économique était pour la Russie une question de vie ou de mort.

La révolution a fait que la Russie, en quelques mois, a rattrapé, quant à son régime *politique*, les pays avancés. Mais cela ne suffit pas. La guerre est inexorable. Elle pose la question avec une âpreté implacable : périr ou rejoindre les pays avancés et les dépasser aussi *au point de vue économique*... Périr ou s'élancer en avant à toute vapeur. C'est ainsi que l'histoire pose la question. (V. LENINE : « La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer », *Œuvres choisies*, t. II, 1^{re} partie, p. 156-157.)

Le niveau de développement des forces productives et, en particulier, l'existence en Russie d'une grande industrie concentrée étaient suffisants pour permettre la victoire de la révolution prolétarienne et l'établissement du pouvoir des Soviets, pouvoir politique le plus avancé du monde. Mais pour créer la base économique du socialisme, opérer la refonte socialiste de la petite agriculture arriérée et accroître le bien-être de la population, il fallait combler le retard technique et économique séculaire du pays, créer une puissante industrie lourde. Sans une industrie lourde développée, la Russie aurait été vouée à devenir un appendice agricole des pays capitalistes plus évolués, à perdre son indépendance, et avec elle toutes les conquêtes de la révolution socialiste.

Avec la victoire de la révolution prolétarienne en Russie, surgit une contradiction entre le pouvoir politique le plus avancé du monde — le pouvoir des Soviets — et sa base technique et économique arriérée héritée du passé. Le pouvoir des Soviets n'aurait pu se maintenir longtemps sur la base d'une industrie arriérée. Il devait, pour lever cette contradiction, procéder à l'industrialisation socialiste.

Ainsi, l'industrialisation socialiste de l'U.R.S.S. était une nécessité historique; les intérêts vitaux, pressants, de l'édification du socialisme l'exigeaient. Conscients de cette nécessité historique, le Parti communiste et l'Etat soviétique appliquèrent une politique conséquente d'industrialisation socialiste du pays. Le XIV^e Congrès du Parti communiste (1925) assigna pour tâche centrale l'industrialisation socialiste du pays. Il déclarait dans les résolutions :

Organiser l'économie de manière que l'U.R.S.S. devienne, de pays importateur de machines et d'équipements, un pays produisant machines et équipements; pour que l'U.R.S.S., entourée d'Etats capitalistes, ne puisse d'aucune manière devenir un appendice de l'économie mondiale capitaliste, mais constitue une unité économique indépendante, s'organisant sur le mode socialiste. (« Résolution du XIV^e Congrès du P.C.(b) de l'U.R.S.S. », *le P.C.U.S. dans les résolutions et décisions de ses congrès, de ses conférences et des assemblées plénières du Comité central*, 2^e partie, p. 75.)

Les rythmes de l'industrialisation socialiste.

Pour s'acquitter de ces tâches fondamentales : mener à bien la refonte socialiste du pays et sauvegarder son indépendance, il fallait réaliser l'industrialisation dans des délais historiques extrêmement brefs.

La nécessité de *rythmes* rapides d'industrialisation était dictée par les conditions extérieures et intérieures du développement de l'Union soviétique, premier pays du socialisme.

Les *conditions extérieures* du développement de l'U.R.S.S. étaient déterminées par l'existence d'un entourage capitaliste hostile. Les pays impérialistes possédaient une base industrielle plus puissante et voulaient anéantir, ou du moins affaiblir l'Etat soviétique. La question des rythmes du développement industriel ne se serait pas posée avec autant d'acuité si l'Union soviétique avait eu une industrie aussi développée que les pays capitalistes avancés, ou encore si la dictature du prolétariat avait été instaurée dans d'autres Etats plus développés au point de vue industriel. Mais l'Union soviétique était un pays arriéré au point de vue technique et économique, et le seul où existât la dictature du prolétariat. D'où la nécessité de créer à des rythmes rapides une base industrielle perfectionnée.

Les *conditions intérieures* du développement de l'U.R.S.S. rendaient également indispensables des rythmes rapides d'industrialisation. Tant que le pays des Soviets restait un pays de petits paysans, le capitalisme y conservait une base économique plus solide que le socialisme. Pour décider « qui l'emporterait », il fallait, en des délais historiques très brefs, transformer par le travail collectivisé disposant d'une technique avancée cette poussière d'exploitations paysannes fondées sur la propriété privée, et enlever au capitalisme la base qu'il avait dans la petite production marchande. Cette tâche ne pouvait être résolue qu'en développant rapidement l'industrie lourde.

Justifiant la nécessité historique de rythmes rapides de l'industrialisation socialiste, Staline disait :

Nous retardons de cinquante à cent ans sur les pays avancés. Nous devons parcourir cette distance en dix ans. Ou nous le ferons, ou nous serons broyés. (J. STALINE : «Les tâches des dirigeants de l'industrie». *Les Questions du léninisme*, t. II, p. 38.)

Les avantages du système socialiste d'économie et les particularités de la méthode socialiste d'industrialisation permettaient d'industrialiser le pays à des rythmes rapides.

De 1929 à 1937, le rythme d'accroissement annuel moyen de la production industrielle a été en U.R.S.S. d'environ 20 % contre 0,3 % seulement dans les pays capitalistes durant la même période. Les rythmes d'accroissement de l'industrie soviétique ont dépassé de plusieurs fois ceux de l'industrie des principaux pays capitalistes dans la période de leur développement le plus rapide. Ainsi, aux Etats-Unis, l'accroissement annuel moyen de la production industrielle a été de 8,2 % de 1890 à 1895, de 5,2 % de 1895 à 1900, de 2,6 % de 1900 à 1905, de 3,6 % de 1905 à 1910.

La méthode socialiste d'industrialisation. D'où viennent les ressources nécessaires à l'industrialisation socialiste ?

La méthode socialiste d'industrialisation, fondée sur les nouvelles lois économiques du socialisme, permet seule de réaliser l'industrialisation socialiste dans les délais historiques les plus brefs.

Dans les pays capitalistes, l'industrialisation commence d'ordinaire par le développement de l'industrie légère. Ce n'est qu'après un temps assez long que vient le tour de l'industrie lourde.

Le pays des Soviets ne pouvait s'engager dans cette voie qui aurait été fatale à la révolution socialiste et aurait fait de l'U.R.S.S. une colonie des Etats impérialistes. Le Parti communiste repoussa la méthode capitaliste d'industrialisation et entreprit d'industrialiser le pays en développant d'abord l'industrie lourde.

L'industrialisation capitaliste se réalise de façon anarchique. Elle est le résultat de la course au profit capitaliste. L'industrialisation socialiste est réalisée dans le cadre de la loi du développement harmonieux de l'économie nationale, pour construire le socialisme et satisfaire les besoins croissants des travailleurs. Elle ne pourrait pas être accomplie si la production dans le secteur socialiste avait pour régulateur la loi de la valeur. L'Etat soviétique répartit, conformément à un plan, la main-d'œuvre et les moyens de production entre les différentes branches dans les proportions que dictait la nécessité d'effectuer l'industrialisation socialiste du pays et qui assuraient le développement prioritaire de l'industrie lourde à un rythme accéléré. Au cours des deux premiers quinquennats, le gros des investissements de l'Etat soviétique alla non pas à l'industrie légère, cependant plus rentable, mais aux entreprises de l'industrie lourde dont la construction avait une importance décisive pour la victoire du socialisme. Le système financier, le crédit, le commerce extérieur furent mis au service de l'industrialisation.

L'industrialisation capitaliste accroît l'exploitation et la paupérisation de la classe ouvrière et de la paysannerie, approfondit le fossé entre la ville et la campagne, entraîne l'asservissement des peuples coloniaux. L'industrialisation socialiste, conformément aux exigences de la loi économique fondamentale du socialisme, assure la base matérielle d'une élévation constante de la production, grâce à une technique supérieure, entraîne la disparition du chômage et l'augmentation du salaire réel des ouvriers. L'industrialisation socialiste crée la base des progrès de l'agriculture; elle entraîne un bien-être croissant de la paysannerie, rapproche la campagne de la ville, renforce l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie. Le Parti communiste rejeta les conceptions hostiles des trotskistes qui proposaient d'effectuer l'industrialisation en ruinant la paysannerie et cherchaient à saper ainsi l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie. L'industrialisation socialiste est un puissant facteur de progrès économique et culturel pour les régions habitées par les minorités nationales autrefois arriérées.

La méthode socialiste d'industrialisation élargit constamment le marché intérieur, ce qui donne une base interne solide au développement de l'industrie.

Il s'ensuit que les ouvriers et les paysans ont un intérêt direct à l'industrialisation socialiste.

L'industrialisation d'un pays autrefois aussi arriéré que la Russie était une tâche difficile, car fonder une puissante industrie lourde exigeait des dépenses matérielles et financières considérables.

A côté d'une exploitation impitoyable des ouvriers et des paysans, l'afflux de ressources extérieures : pillages coloniaux, contributions de guerre, emprunts léonins, concessions, a joué un rôle essentiel dans l'industrialisation des pays capitalistes. Le recours à ces méthodes pour mobiliser les ressources destinées à bâtir une industrie est incompatible avec les principes du socialisme. Le pays des Soviets devait trouver chez lui les ressources indispensables à la création d'une industrie lourde, sans contracter au dehors des emprunts léonins, grâce à ses ressources intérieures, par une accumulation socialiste méthodique, *L'accumulation socialiste* consiste à utiliser une partie du revenu national pour élargir la production socialiste.

Pour accumuler les ressources nécessaires à l'édification de nouvelles usines, l'économie la plus stricte s'imposait. Nous économisons sur tout, écrivait Lénine, car

nous comprenons que, si nous ne sauvons pas l'industrie lourde, si nous ne la relevons pas, nous ne pourrions construire aucune industrie, et à défaut de celle-ci, c'en sera fait de nous, en général, comme pays indépendant. (V. LENINE : « Cinq ans de révolution russe et les perspectives de la révolution mondiale ». *Œuvres choisies*, t. II, 2^e partie, p. 720.)

Si l'Etat soviétique mena à bien la tâche difficile de réunir les fonds nécessaires à l'industrialisation, c'est qu'il mettait à profit les avantages de l'économie socialiste. L'expropriation des propriétaires fonciers et des capitalistes permettait de consacrer à l'industrialisation socialiste une partie importante des ressources que s'attribuaient autrefois les exploités pour leur consommation parasite. Le pouvoir des Soviets avait libéré le pays du paiement annuel des intérêts des emprunts tsaristes et des dividendes qu'empochaient les capitalistes étrangers pour les capitaux qu'ils avaient investis en Russie. Les versements effectués à ce titre s'élevaient avant la Révolution à 800 ou 900 millions de roubles-or par an.

La paysannerie soviétique, affranchie des fermages qu'elle payait aux propriétaires fonciers et des grosses dettes qu'elle avait contractées envers les banques, avait intérêt à voir l'industrie se développer et pouvait consacrer à cette fin une partie de ses ressources.

Les revenus de l'industrie nationalisée, du commerce extérieur, du commerce intérieur d'Etat et des banques fournissaient à l'industrialisation socialiste les ressources les plus importantes dont l'importance augmentait avec les progrès de l'industrie socialiste.

L'industrie socialiste, pour accroître les accumulations, présente des avantages indéniables par rapport à l'industrie capitaliste. Elle est l'industrie la plus grande et la plus concentrée, dont l'activité est coordonnée à l'échelle de tout le pays; la loi de la concurrence et de l'anarchie de la production n'a pas prise sur elle. La planification de l'industrie, l'utilisation rationnelle de ses ressources, l'initiative de la classe ouvrière dans le travail, le développement rapide de la technique, ont créé les conditions d'une élévation continue de la productivité du travail. Aussi l'industrie socialiste put-elle réduire de plus en plus ses *prix de revient*, c'est-à-dire les dépenses exprimées en argent effectuées par les entreprises pour fabriquer et réaliser leur production.

Un des grands avantages de l'économie socialiste par rapport à l'économie capitaliste est la concentration, dans les établissements de crédit de l'Etat, de tout l'argent accumulé par les entreprises d'Etat et les coopératives, ainsi que des ressources disponibles de la population, et leur utilisation planifiée pour développer l'industrie. L'Etat soviétique a assuré l'utilisation rationnelle des fonds accumulés pour satisfaire les principaux besoins de l'industrialisation. Il a appliqué un régime d'économie des plus stricts, poursuivi la simplification et réduit le coût de son appareil et de l'appareil des coopératives autant qu'il l'a pu, fait triompher le principe de la gestion équilibrée (*khozrastchot*), affermi la discipline financière, intensifié la lutte contre le gaspillage des fonds publics.

Toutes ces sources d'accumulation intérieure ont fourni des milliards de roubles pour l'industrialisation du pays et permis d'investir des sommes importantes dans l'industrie, et notamment dans l'industrie lourde.

Le pouvoir des Soviets a ainsi triomphé des difficultés inhérentes à l'accumulation des ressources nécessaires pour industrialiser le pays.

La méthode socialiste d'industrialisation a permis de gagner un temps précieux en assurant la création à bref délai d'une industrie socialiste de premier ordre et son développement à des rythmes accélérés.

Les grands travaux. L'assimilation de la nouvelle technique et le problème des cadres.

L'industrialisation socialiste exige une masse de grands travaux, qui furent entrepris en U.R.S.S. sur une grande échelle. Ces travaux furent centrés autour de la construction de nouvelles entreprises, qui absorba plus de la moitié des investissements dans l'industrie.

Du fait de la situation historique dans laquelle se développait le premier pays du socialisme, l'industrialisation socialiste de l'URSS se caractérisa par la nécessité de créer toutes les branches essentielles de l'industrie lourde en très peu de temps. Des dizaines de branches de l'industrie moderne, qui faisaient défaut dans la Russie d'avant la Révolution, furent créées en U.R.S.S. au cours des quinquennats d'avant-guerre : l'industrie automobile et celle des tracteurs, les constructions de machines-outils, plusieurs fabrications de l'industrie chimique, les constructions aéronautiques, la fabrication des machines agricoles modernes, la production d'aciers fins, etc. Les fonds fixes des principales branches de l'industrie lourde furent presque entièrement renouvelés en un espace de temps très court.

Pour construire les nouvelles entreprises et pour reconstruire les anciennes, on fit largement appel aux réalisations de la technique moderne mondiale. Les nouvelles entreprises industrielles furent équipées des machines, des machines-outils et des appareils les plus perfectionnés. Toutes les branches de l'industrie furent touchées par le processus de la reconstruction technique.

Tout cela eut pour résultat la création au cours des quinquennats d'avant-guerre d'une industrie puissante, équipée d'une technique moderne.

Au cours du premier plan quinquennal (1929-1932), les investissements dans l'industrie se sont élevés (aux prix actuels) à 35,1 milliards de roubles, dont 30,1 milliards dans l'industrie lourde; au cours du deuxième plan quinquennal (1933-1937), à 82,8 milliards de roubles, dont 69,1 milliards dans l'industrie lourde; durant les trois années et demie du troisième plan quinquennal (1938 — première moitié de 1941), 81,6 milliards de roubles, dont 70,3 milliards dans l'industrie lourde.

Dans l'ensemble de l'industrie, les fonds de production fixes (bâtiments d'exploitation et installations, machines et outillages) dépassaient, en 1937, de 450 % le niveau de 1928, et, dans les branches produisant des moyens de production, de 600 %.

Des milliers de fabriques et d'usines furent construites et mises en marche au cours des plans quinquennaux. Parmi elles, des dizaines de géants de l'industrie socialiste : les combinats métallurgiques de Magnitogorsk et de Kouznetsk, la centrale hydroélectrique du Dniepr, les usines de tracteurs de Stalingrad et de Kharkov, les usines d'automobiles de Moscou et de Gorki, les entreprises de constructions mécaniques lourdes de l'Oural et de Kramatorsk, l'usine de roulements à billes de Moscou, les combinats chimiques de Stalino-gorsk, de Solikamsk et de Bérézniki, et bien d'autres encore. Les nouveaux établissements fournissaient désormais la plus grande partie de la production industrielle. Dès 1937, plus de 80 % de celle-ci provenaient des entreprises construites ou réaménagées au cours des deux premiers plans quinquennaux.

La création d'un grand nombre d'entreprises équipées selon le dernier mot de la technique posa un nouveau et difficile problème : fournir à l'industrie les cadres d'ouvriers qualifiés et de spécialistes, capables de s'assimiler et de mettre entièrement à profit cette technique. Il fallait créer ces cadres en masse, et en peu de temps. Le problème de l'approvisionnement de l'industrie socialiste en main-d'œuvre fut résolu d'une toute autre façon qu'en régime capitaliste, où la main-d'œuvre s'accroît essentiellement en puisant dans l'armée de réserve des chômeurs. Dès le premier plan quinquennal, à la fin de 1930, le chômage était entièrement liquidé en U.R.S.S. Les cadres industriels ne pouvaient provenir que de l'accroissement naturel de la population urbaine et des réserves de main-d'œuvre qui se formaient à la campagne par suite de l'équipement technique de l'agriculture et de l'élévation de la productivité du travail. L'industrialisation socialiste exigeait une amélioration systématique de la qualification des ouvriers. Dès le premier quinquennat, on organisa sur une grande échelle la formation d'ouvriers qualifiés dans les écoles professionnelles des fabriques et des usines, ainsi que dans divers cours d'apprentissage. La préparation méthodique des cadres par l'Etat soviétique et l'intérêt des masses ouvrières à l'essor de la production sociale hâtèrent et facilitèrent la mise en œuvre de la technique nouvelle. Ainsi furent créées les conditions d'un accroissement rapide de la productivité du travail. Le problème de la préparation de nouveaux cadres d'ingénieurs et de techniciens se posa dans toute son acuité. La classe ouvrière devait former ses propres intellectuels, capables de servir les intérêts du peuple et de prendre une part active à l'édification du socialisme. Au cours des premier et deuxième plans quinquennaux, l'Etat soviétique accomplit un travail énorme, afin d'assurer, dans les établissements d'enseignement supérieur et les écoles techniques, la préparation de cadres pour l'industrie et les autres branches de l'économie nationale.

De 1928 à 1937, le nombre des ouvriers et des employés de la grande industrie passe de 3,8 millions à 10,1 millions, soit une augmentation de 173 %. Le nombre des ouvriers qualifiés utilisant les machines les plus modernes s'accrut beaucoup plus rapidement que l'effectif total de la classe ouvrière. De 1926 à 1939, le nombre des tourneurs est multiplié par 6,8, celui des fraiseurs par 13 et ainsi de suite; celui des ingénieurs par 7,7.

De pays agricole arriéré, l'U.R.S.S. se transforme en puissance industrielle avancée.

La victoire de l'industrialisation socialiste en U.R.S.S. a été possible parce que le Parti communiste et l'Etat soviétique s'appuyaient dans leur politique sur les lois du développement économique, et qu'ils surent tirer parti des avantages de l'économie socialiste. De gigantesques travaux de construction industrielle furent entrepris en vue d'édifier le socialisme et de satisfaire les besoins matériels et culturels croissants des travailleurs. Le programme d'industrialisation du pays se concrétisa dans les plans quinquennaux, qui donnaient au peuple soviétique des perspectives claires et mobilisaient les travailleurs pour bâtir le socialisme. L'intérêt des masses au développement de la production socialiste, le caractère nouveau du travail et l'élévation du niveau culturel et technique des ouvriers se manifestèrent par le développement de l'activité et de l'initiative créatrice de la classe ouvrière. On assista durant le premier plan quinquennal au déploiement d'une *émulation socialiste* de masse pour réaliser et dépasser les plans. Le deuxième plan quinquennal fut marqué par l'apparition du mouvement stakhanoviste; lié à l'acquisition par les ouvriers de la pratique d'un outillage moderne de

premier ordre, il renversait les anciennes normes techniques, trop basses, et les remplaçait par des normes plus élevées. Le mouvement stakhanoviste constituait une nouvelle étape de l'émulation socialiste. L'émulation des grandes masses de la classe ouvrière soulignait le rôle progressiste des rapports de production nouveaux, socialistes, comme facteur principal et déterminant du vigoureux essor des forces productives. Elle révéla l'existence de possibilités énormes d'accroître la productivité du travail et d'accélérer les rythmes de l'industrialisation.

C'est surtout grâce au grand développement de l'émulation socialiste que les premier et deuxième plans quinquennaux ont pu être exécutés avant terme. L'application consécutive de la loi économique de la répartition selon le travail, qui conciliait l'intérêt matériel des travailleurs avec les intérêts de la production sociale, joua un rôle important dans la lutte pour l'industrialisation du pays. La rémunération du travail selon sa quantité et sa qualité stimulait le rendement, incitait les travailleurs à augmenter leur valeur professionnelle et à perfectionner les méthodes de fabrication. La réalisation du programme d'industrialisation modifia les proportions entre l'industrie et l'agriculture : si la production agricole s'était accrue, la production industrielle augmentait beaucoup plus rapidement; par suite, sa part dans la production nationale avait monte en flèche. L'industrie socialiste devint la force décisive de l'économie nationale. Le rapport entre les industries produisant des moyens de production et les industries produisant des objets de consommation, lui aussi, avait changé. La production des moyens de production avait pris une place prépondérante dans la production industrielle globale, elle joua désormais le rôle déterminant dans le développement de l'industrie et de l'économie du pays. Les constructions mécaniques atteignirent en U.R.S.S. un niveau qui leur permit de produire n'importe quelle machine. L'Union soviétique devint indépendante des pays capitalistes sous le rapport technique et économique.

De 1913 à 1940, la production de la grande industrie a augmenté en U.R.S.S. de près de douze fois. Dès la fin du second plan quinquennal, l'Union soviétique occupait la première place en Europe et la deuxième dans le monde pour le volume de la production industrielle. Elle venait au deuxième rang pour le trafic ferroviaire. La part de la grande industrie dans la production globale de la grande industrie et de l'agriculture passa de 42,1 % en 1913 à 77,4 % en 1937. En 1913, la part des moyens de production constituait 33,3% de la production industrielle globale; elle représentait plus de 60 % en 1940. A la veille du premier plan quinquennal, l'U.R.S.S. importait environ un tiers de toutes ses machines. En 1932, elle en importait déjà moins de 13%, et en 1937, 0,9% seulement. Non seulement l'Union soviétique a cessé d'importer des pays capitalistes automobiles, tracteurs, machines agricoles et autres, mais elle s'est mise elle-même à en exporter.

Les progrès rapides de l'industrie soviétique ont assuré aux grandes entreprises socialistes un rôle prépondérant dans la production industrielle. En 1924-1925, la part du secteur privé dans cette dernière était de 20,7 %. L'accomplissement du second plan quinquennal a entraîné la disparition définitive de l'industrie privée. Il n'existe plus dans l'industrie de l'U.R.S.S. d'autre système que le système socialiste.

L'industrialisation socialiste a eu pour corollaire une élévation du niveau d'existence matériel et culturel des travailleurs. La création d'une industrie lourde permit le réaménagement technique et un vigoureux développement des branches produisant les objets de consommation : agriculture, industries légère et alimentaire. Les investissements dans l'industrie produisant des objets de consommation triplèrent au cours du deuxième plan quinquennal par rapport au premier. Des changements profonds intervinrent dans la *répartition de l'industrie* au cours de l'industrialisation socialiste. De nouvelles bases industrielles de premier ordre furent créées dans les régions orientales du pays : Oural, Sibérie occidentale, Kazakhstan. L'industrialisation socialiste s'accompagna de la création de *villes nouvelles* et du développement des anciennes. Dans tout le pays, mais surtout à l'Est, on vit apparaître de grandes villes et d'importants foyers industriels, qui devinrent des centres économiques et culturels transformant toute l'existence des régions voisines. L'exécution du programme d'industrialisation fit de l'Union soviétique, autrefois pays agricole, arriéré, une grande *puissance industrielle socialiste*. La solide base industrielle ainsi créée permettait de réaménager techniquement toute l'économie nationale, de renforcer la capacité de défense de l'U.R.S.S. et d'accroître sans cesse le bien-être de la population. La contradiction, entre le pouvoir politique le plus avancé du monde et la base technique et économique arriérée héritée du passé, n'existait plus. C'est ainsi qu'au cours des plans quinquennaux d'avant-guerre les forces productives de l'industrie socialiste connurent un développement impétueux.

Durant les treize années qui précédèrent la guerre, l'Union soviétique a parcouru un chemin qui avait demandé à peu près dix fois plus de temps aux pays capitalistes évolués. Ce fut un bond prodigieux du retard au progrès, un bond comme l'histoire n'en avait encore jamais connu. Le développement gigantesque des forces productives en U.R.S.S. n'aurait pu avoir lieu si les anciens rapports de production capitalistes n'avaient été remplacés par des rapports nouveaux, socialistes. Pour mener à bien l'industrialisation de l'U.R.S.S., le Parti communiste et l'Etat soviétique ont eu à surmonter des difficultés énormes, dues au retard économique du pays, à la résistance acharnée des éléments capitalistes en train de disparaître et à l'existence d'un entourage capitaliste hostile. Le Parti communiste fit triompher la politique d'industrialisation du pays contre les pires ennemis du socialisme, les trotskistes et les boukhariniens, qui, à la ligne générale du Parti tendant à industrialiser le pays, opposaient une politique tendant à faire du pays des Soviets un appendice agricole des pays impérialistes, et tentaient d'engager l'U.R.S.S. dans la voie d'un développement capitaliste.

L'industrialisation socialiste de l'U.R.S.S. a eu une immense portée internationale. La transformation rapide d'un pays, autrefois arriéré, en un puissant Etat industriel prouva de façon irréfutable les avantages du système socialiste d'économie et renforça la situation internationale de l'Union soviétique. L'expérience de l'industrialisation de l'U.R.S.S. est aujourd'hui mise à profit par les Etats de démocratie populaire, à leur tour engagés sur la voie de l'édification du socialisme.

Dans chaque pays qui bâtit le socialisme, le déroulement de l'industrialisation dépend des conditions intérieures et extérieures. L'Union soviétique, qui fut le premier et, pendant longtemps, le seul pays à avoir construit le socialisme, alors qu'elle était entourée de puissances capitalistes hostiles, a dû créer une industrie lourde, avec toutes ses principales branches, en des délais historiques extrêmement réduits et en recourant uniquement à ses ressources intérieures. Ceci explique les difficultés énormes auxquelles s'est heurtée la construction du socialisme en U.R.S.S. Les pays de démocratie populaire bénéficient aujourd'hui de conditions plus favorables, puisqu'il existe un camp puissant de la démocratie et du socialisme. Dans ces pays, on tient compte, pour créer une industrie, des particularités nationales, y compris des conditions naturelles, de l'opportunité économique de développer telles ou telles industries, dans la perspective de tous les avantages que comportent une large division du travail entre les pays du camp socialiste et leur entraide économique.

RÉSUMÉ

1. La grande industrie mécanique est la base matérielle du socialisme. L'existence d'une industrie lourde a une importance décisive pour la construction du socialisme. L'industrialisation socialiste consiste essentiellement à créer, en recourant aux sources d'accumulation intérieures, une puissante industrie lourde capable de réorganiser toute l'économie nationale, y compris l'agriculture, sur la base de la technique moderne, d'assurer la primauté absolue des formes socialistes d'économie, l'indépendance technique et économique du pays, ainsi que sa capacité de défense.

2. La méthode socialiste d'industrialisation, qui présente des avantages décisifs par rapport à la méthode capitaliste, assure la création prioritaire d'une grande industrie à un rythme accéléré. L'industrialisation socialiste se déroule selon un plan dans les délais historiques les plus courts et elle s'effectue dans l'intérêt des travailleurs. La nationalisation de l'industrie, des banques, des transports, du commerce extérieur, crée des sources d'accumulation nouvelles, inconnues du capitalisme, et permet de mobiliser rapidement les fonds nécessaires pour créer une industrie lourde.

3. L'Etat soviétique, dirigé par le Parti communiste, a pu réaliser avec succès le programme d'industrialisation concrétisé par les plans quinquennaux, parce qu'il s'appuyait dans sa politique sur les lois économiques, sur les avantages de l'économie socialiste, sur l'ardeur au travail de la classe ouvrière et de tous les travailleurs. Au cours des plans quinquennaux d'avant-guerre, une industrie, équipée techniquement de façon moderne, a été créée, qui a permis de ré-outiller toute l'économie nationale, de renforcer la capacité de défense du pays et d'accroître le bien-être de la population. L'Union soviétique est devenue un puissant Etat industriel, indépendant des autres pays, produisant par ses propres moyens toutes les machines et tous les équipements qui lui sont nécessaires. Les rapports de production nouveaux, socialistes, ont été la force principale qui a déterminé et assuré le développement rapide des forces productives de l'industrie socialiste.

CHAPITRE XXV - LA COLLECTIVISATION DE L'AGRICULTURE

La nécessité historique de la collectivisation de l'agriculture. Le plan coopératif de Lénine.

Pour construire le socialisme, il faut non seulement industrialiser un pays, mais aussi réaliser la transformation de son agriculture. Le socialisme est un système économique où l'industrie et l'agriculture étroitement associées ont pour base la propriété sociale des moyens de production et le travail collectif.

La transformation socialiste de l'agriculture est, après la conquête du pouvoir par la classe ouvrière, la tâche la plus difficile de la révolution. L'agriculture des pays capitalistes n'a pas atteint le même degré de socialisation capitaliste de la production que l'industrie, où la révolution socialiste trouve une grande production fortement concentrée. Les petites exploitations paysannes morcelées y sont numériquement prépondérantes. Tant que la petite économie individuelle reste la forme prédominante de la production agricole, subsiste une base pour le régime économique bourgeois à la campagne, ainsi que pour l'exploitation de la paysannerie pauvre et d'une importante fraction de la paysannerie moyenne par la bourgeoisie rurale. Le système de la petite production marchande est incapable d'arracher les masses paysannes à la misère et à l'oppression.

Le seul moyen, pour les masses laborieuses de la paysannerie, de se libérer de toute exploitation, de la misère et de la ruine, c'est de s'engager sur la voie du socialisme. Le marxisme-léninisme répudie comme insensées et criminelles l'expropriation des petits et des moyens producteurs et la transformation de leurs moyens de production en propriété d'Etat, car ceci rendrait impossible la victoire de la révolution prolétarienne et rejetterait pour longtemps la paysannerie dans le camp des ennemis du prolétariat. Engels écrivait :

Lorsque nous serons au pouvoir, nous ne pourrons songer à exproprier par la force les petits paysans (que ce soit avec ou sans indemnité), comme nous serons obligés de le faire pour les grands propriétaires fonciers. Notre devoir envers le petit paysan est, en premier lieu, de faire passer sa propriété et son exploitation individuelles à l'exploitation coopérative, non en l'y contraignant, mais en l'y amenant par des exemples et en mettant à sa disposition le concours de la société. (F. ENGELS : *La Question paysanne en France et en Allemagne*, p. 22. Editions Sociales, 1956.)

Le plan de Lénine pour construire une société socialiste s'inspirait du fait que la classe ouvrière doit bâtir le socialisme en alliance avec la paysannerie. Le plan, dressé par Lénine, pour faire passer les paysans de la petite exploitation privée à la grande économie socialiste grâce à la coopération, est partie intégrante du plan d'ensemble de l'édification du socialisme.

Le plan coopératif de Lénine repose sur le fait que, sous la dictature du prolétariat, la coopération constitue le moyen le plus compréhensible, le plus avantageux et le plus accessible aux millions de paysans pour passer de l'économie individuelle morcelée aux grandes associations de production, aux exploitations collectives. La première condition économique du groupement des grandes masses paysannes en coopératives de production, c'est de développer par tous les moyens une grande industrie socialiste, capable de réorganiser l'agriculture sur une base technique moderne. Pour entraîner la paysannerie à participer à l'édification socialiste, il faut commencer par les formes les plus simples de la coopération pour la vente et l'achat en commun, le crédit mutuel, pour passer ensuite graduellement à la coopération de production, à la coopération kolkhozienne. L'adhésion du paysan à la coopérative doit être entièrement volontaire. Avec la coopération des économies paysannes, on a trouvé la seule forme correcte permettant de concilier les intérêts personnels des paysans avec les intérêts de l'Etat, de faire participer la masse de la paysannerie à l'édification du socialisme sous la direction de la classe ouvrière.

Dans la société bourgeoise où les moyens de production appartiennent aux exploités, la coopération est une forme *capitaliste* d'économie, les coopératives agricoles sont économiquement sous la coupe de la bourgeoisie qui exploite les masses paysannes. Dans un régime social où le pouvoir politique est aux mains des travailleurs et où les principaux moyens de production sont la propriété de l'Etat prolétarien, la coopération est une forme *socialiste* d'économie.

Le régime des coopérateurs civilisés, quand les moyens de production appartiennent à la société et que le prolétariat a triomphé de la bourgeoisie comme classe, c'est le régime socialiste. (V. LENINE : « De la coopération », *Œuvres choisies*, t. II, 2^e partie, p. 743.)

Partant des travaux de Lénine, Staline a formulé et développé un certain nombre de thèses nouvelles au sujet de la transformation socialiste de l'agriculture.

L'économie de la période de transition, avec ses nombreuses formes d'économie, comprend, d'une part, la grande industrie socialiste, fondée sur la propriété sociale des moyens de production, et d'autre part la petite économie paysanne reposant sur la propriété privée des moyens de production. La grande industrie est abondamment dotée d'un outillage perfectionné, alors que la petite agriculture paysanne privée repose sur une technique primitive et le travail manuel. La grande industrie se développe à un rythme rapide, selon le principe de la reproduction élargie, alors que, dans sa masse, la petite économie paysanne ne réalise pas tous les ans la reproduction élargie, et même n'est pas toujours en mesure d'effectuer la reproduction simple. La grande industrie est centralisée à l'échelle nationale et régie par un plan d'Etat, alors que la petite économie paysanne est morcelée et soumise à l'influence anarchique du marché. La grande industrie socialiste *anéantit* les éléments capitalistes, alors que la petite économie marchande en *engendre* sans cesse de nouveaux et dans de vastes proportions. L'Etat socialiste et l'édification du socialisme ne peuvent s'appuyer pendant une période plus ou moins longue sur deux bases *différentes* : l'industrie socialiste la plus grande et la plus concentrée, et la petite économie paysanne marchande, la plus morcelée et la plus arriérée. Cela entraînerait en définitive la désorganisation de toute l'économie nationale.

Ainsi, dans l'économie de la période de transition du capitalisme au socialisme, il y a inévitablement contradiction entre la grande industrie socialiste et la petite économie paysanne. Cette contradiction ne peut être levée qu'en engageant la petite exploitation paysanne dans la voie de la grande agriculture socialiste.

Les progrès de l'industrie socialiste et l'accroissement de la population urbaine au cours de la période de transition s'accompagnèrent en U.R.S.S. d'une augmentation rapide de la demande de produits agricoles. Mais les rythmes du développement de l'agriculture retardaient beaucoup sur ceux du développement de l'industrie. La progression était particulièrement lente dans la production céréalière, principale branche de l'agriculture. La petite économie paysanne, principal fournisseur de blé marchand, était elle-même semi-consommatrice et ne fournissait au marché que le dixième de la récolte globale des céréales. Bien qu'en 1926 les surfaces emblavées et la récolte des céréales eussent presque atteint le niveau d'avant-guerre, la production de blé marchand n'atteignait que la moitié du chiffre de 1913. La petite exploitation paysanne se montrait incapable de satisfaire la demande croissante de denrées alimentaires pour la population et de matières premières pour l'industrie.

Il existe deux voies pour passer à la grande exploitation dans l'agriculture : la voie capitaliste et la voie socialiste. La voie capitaliste, c'est l'apparition et le développement dans l'agriculture de grandes exploitations capitalistes fondées sur l'exploitation du travail salarié : ils s'accompagnent fatalement de l'appauvrissement et de la ruine des masses laborieuses de la paysannerie. La voie *socialiste*, c'est le groupement des petites exploitations paysannes en grandes exploitations collectives dotées d'un outillage perfectionné, qui affranchissent les paysans de leurs exploiters, de la misère et de la pauvreté, et garantissent une élévation constante de leur niveau matériel et culturel. Il n'existe point d'autre voie.

Le passage de la petite exploitation paysanne individuelle à la grande exploitation socialiste ne peut se faire spontanément. En régime capitaliste, la campagne suit d'elle-même la ville parce que l'économie capitaliste à la ville et la petite exploitation paysanne à la campagne sont, quant au fond, des formes d'économie de même type, qui reposent l'une et l'autre sur la propriété privée des moyens de production. Sous la dictature de la classe ouvrière, la petite paysannerie des campagnes ne peut suivre spontanément la ville socialiste. Lénine parlait de la tendance *capitaliste et marchande* de la paysannerie, par opposition à la tendance *socialiste* du prolétariat.

La ville socialiste entraîne à sa suite les petits paysans. De grandes exploitations socialistes sont organisées dans l'agriculture. L'industrie socialiste fournit à la campagne un outillage mécanique perfectionné. En même temps, des cadres sont formés, qui apprennent à se servir de la technique nouvelle. Dans l'agriculture font leur apparition de nouvelles forces productives auxquelles les anciens rapports de production de la petite économie paysanne ont cessé de correspondre. La loi de la

correspondance nécessaire des rapports de production au caractère des forces productives engendre la nécessité de créer à la campagne des rapports de production nouveaux, socialistes, qui donnent libre cours aux forces productives. Ces rapports de production ne peuvent être créés que par le groupement des petites exploitations individuelles en grandes exploitations collectives.

Pour que la production socialiste puisse atteindre son but, c'est-à-dire pour qu'elle puisse satisfaire les besoins sans cesse croissants de la société, il faut une grande agriculture socialiste à grand rendement capable de fournir à l'industrie les matières premières et, à la population, les produits alimentaires. La satisfaction des exigences de la loi économique fondamentale du socialisme, l'accomplissement des tâches les plus importantes de l'édification du socialisme ainsi que la satisfaction des intérêts vitaux et essentiels de la paysannerie, ont donc pour condition indispensable la collectivisation de l'agriculture.

L'édification du socialisme impliquait la suppression des disproportions apparues entre le développement de l'industrie et celui de l'agriculture, la création de la grande production collective dans l'agriculture à côté de la grande industrie, ce qui traduisait les exigences de la loi du développement harmonieux, proportionné de l'économie nationale.

Ainsi, l'association graduelle des petites exploitations paysannes en coopératives de production, pourvues d'un outillage perfectionné, est une nécessité objective pendant la période de transition du capitalisme au socialisme. Le Parti communiste et l'Etat soviétique avaient conscience de la nécessité historique de la collectivisation. Ils rejetèrent la voie capitaliste de développement de l'agriculture comme funeste à la cause du socialisme, et choisirent la voie socialiste. Ils appliquèrent une politique conséquente de collectivisation de l'agriculture. Le XV^e Congrès du P.C. (b) de l'U.R.S.S. (1927) reconnut

nécessaire d'assigner pour tâche primordiale le passage graduel des exploitations paysannes morcelées à la grande production (travail collectif de la terre sur la base de l'intensification et de la mécanisation de l'agriculture) grâce à une coopération toujours plus poussée de la paysannerie, en aidant et en encourageant par tous les moyens le développement des germes du travail agricole socialisé. (« Résolution du XV^e Congrès du P.C.(b) de l'U.R.S.S. », *Le P.C.U.S. dans les résolutions et décisions de ses congrès, de ses conférences et des assemblées plénières du Comité central*, 2^e partie, p. 317 (7^e éd. russe).)

L'histoire de l'édification socialiste en U.R.S.S. a montré tout le bien-fondé du groupement des exploitations paysannes en coopératives de production. Après l'établissement du pouvoir de la classe ouvrière, cette voie de développement est la seule qui puisse conduire à la victoire du socialisme dans tous les pays où il existe une classe plus ou moins nombreuse de petits et de moyens paysans.

Les conditions préalables à la collectivisation intégrale.

Cette tâche historique grandiose de collectivisation de millions de petites exploitations paysannes demandait à être préparée. Si le développement du capitalisme a préparé les conditions matérielles d'une transformation socialiste de l'industrie, dans l'agriculture, ces conditions doivent être pour une large part créées au cours de la période de transition.

La politique économique du Parti communiste et de l'Etat soviétique à la campagne avant la collectivisation intégrale visait à venir en aide par toutes les mesures praticables aux couches pauvres et moyennes de la paysannerie, et à limiter les velléités exploiteuses de la bourgeoisie rurale. Les pauvres — 35 % de la population paysanne — furent entièrement exemptés d'impôts. Dans l'Etat socialiste, la législation du travail protégeait jalousement les intérêts des paysans pauvres et des ouvriers agricoles. Les aménagements fonciers dans les exploitations pauvres et les exploitations moyennes économiquement faibles étaient exécutés gratuitement aux frais de l'Etat. Celui-ci avait organisé des stations de louage de machines qui prêtaient assistance avant tout aux exploitations pauvres. Des crédits, des prêts de semences et de denrées étaient accordés à des conditions avantageuses aux paysans pauvres et moyens. L'aide dans le domaine agronomique, la fourniture d'engrais minéraux, la lutte contre la sécheresse, les grands travaux d'irrigation, etc. organisés par l'Etat contribuèrent dans une mesure importante aux progrès de l'économie paysanne. Par ailleurs, le Parti communiste et l'Etat soviétique limitaient et évinçaient les éléments capitalistes de la campagne en frappant les koulaks d'un impôt majoré, en diminuant le taux des fermages et en limitant l'emploi des salariés, en interdisant la vente et l'achat de la terre.

L'objectif essentiel de l'édification du socialisme à la campagne était d'amener les masses paysannes à abandonner l'ancienne voie de la propriété privée pour s'engager dans la voie nouvelle, socialiste, celle des kolkhoz, sous la direction de la classe ouvrière appuyée sur la grande industrie socialiste.

La *nationalisation de la terre* en U.R.S.S. avait affranchi le petit paysan de son attachement servile à son lopin de terre et lui avait ainsi rendu plus facile le passage de la petite économie paysanne à la grande exploitation collective. Elle créa des conditions favorables à l'organisation dans l'agriculture de grandes exploitations socialistes désormais exonérées de toutes les dépenses improductives qu'occasionnaient l'achat de terres et le paiement de la rente foncière.

Le développement systématique d'une *industrie socialiste*, clé de la transformation socialiste de l'agriculture, joua un rôle décisif dans la préparation de la collectivisation. Dès les premières années de l'industrialisation, il fut procédé à la construction sur une grande échelle d'usines produisant des tracteurs, des moissonneuses-batteuses et autres machines agricoles perfectionnées. Au cours du seul premier plan quinquennal, l'agriculture soviétique reçut 160.000 tracteurs (calculés en tracteurs de 15 CV). Ainsi fut créée une base industrielle fournissant à la campagne des tracteurs, des moissonneuses-batteuses et d'autres machines agricoles.

L'adhésion massive des paysans aux kolkhoz fut préparée par le développement de la *coopération agricole*. Le premier stade de la coopération des exploitations paysannes est l'association pour l'écoulement des produits agricoles et l'achat en commun d'articles industriels, ainsi que la coopération dans le domaine du crédit. A côté des formes spéciales de coopération agricole — pour la fabrication de l'huile, la culture du lin ou de la betterave, le crédit mutuel, etc. la *coopération artisanale* a une importance considérable. Ces différentes formes de coopération jouent un grand rôle dans le passage de l'économie paysanne individuelle à la grande exploitation collective. Elles habituent de larges couches de la paysannerie à la gestion collective des affaires économiques. A ce stade, l'alliance entre l'industrie socialiste et l'économie paysanne est principalement une *alliance commerciale*, qui est réalisée par l'extension du commerce d'Etat et du commerce coopératif, et par l'éviction du capital privé de la circulation des marchandises. Les paysans sont de la sorte libérés de l'exploitation exercée par les commerçants et les spéculateurs. Les *coopératives de consommation* à la campagne, qui font le commerce des objets de consommation personnelle, jouent en l'occurrence un rôle important. Dans les rapports entre l'Etat et les associations coopératives, le système des *contrats*, qui est une forme de commerce organisé et la forme la plus simple d'alliance économique entre la ville et la campagne, a une grande importance. Ce commerce est réglé par des contrats en vertu desquels l'Etat passe aux producteurs groupés en coopératives et aux paysans individuels la commande d'une quantité déterminée de denrées agricoles, fournit aux coopératives des semences, des instruments de production et stipule l'application des meilleurs procédés de culture (semences en ligne, emploi de graines sélectionnées, d'engrais, etc.), achète leur production marchande pour assurer des vivres à la population et des matières premières à l'industrie. Ce système est avantageux pour les deux parties et rattache les coopératives et les exploitations paysannes individuelles à l'industrie directement, sans l'intermédiaire de commerçants privés.

Le stade supérieur de la coopération paysanne est l'organisation d'exploitations collectives, ou kolkhoz, qui marquent le passage à la grande production socialisée. Le *kolkhoz* est une association coopérative de production reposant sur l'adhésion librement consentie des paysans; il est fondé sur la propriété sociale des moyens de production et le travail collectif, qui excluent l'exploitation de l'homme par l'homme.

Les premiers kolkhoz, créés peu après la Révolution socialiste, jouèrent un rôle important dans la préparation de la collectivisation générale. Les paysans se convainquirent sur leur exemple des avantages que présentent les formes d'économie collectives par rapport à l'exploitation individuelle.

Jusqu'à la collectivisation intégrale, les *coopératives pour le travail en commun de la terre* (T.O.Z.), où la jouissance du sol et le travail étaient collectifs, mais où le cheptel vif et mort restait la propriété privée du paysan, étaient la forme de kolkhoz la plus répandue. Avec la collectivisation générale, il s'avéra que ces coopératives étaient un stade déjà dépassé. Dans certaines régions furent organisées des *communes agricoles* où non seulement tous les moyens de production mais aussi l'exploitation personnelle du kolkhozien étaient socialisés. Ces communes n'étaient pas viables, car elles étaient

apparues alors que la technique était peu développée et que l'on manquait de produits; on y pratiquait la répartition égalitaire des objets de consommation. Les paysans décidèrent eux-mêmes de les transformer en artels agricoles.

La forme principale d'organisation kolkhozienne devint l'*artel agricole*. L'artel repose sur la socialisation des principaux moyens de production des paysans et sur le travail collectif de ces derniers, qui conservent la propriété personnelle d'une exploitation auxiliaire dont l'importance est déterminée par les Statuts de l'artel agricole.

Le rôle capital de la grande industrie socialiste dans la collectivisation de l'agriculture s'exerce par l'intermédiaire des *stations de machines et de tracteurs* (S.M.T.). Celles-ci sont des entreprises socialistes d'Etat dans l'agriculture, qui centralisent les tracteurs, les moissonneuses-batteuses et les autres machines agricoles complexes, et desservent les kolkhoz en vertu d'un contrat. La S.M.T. est la base industrielle de la grande agriculture collective. La S.M.T. concilie au mieux l'initiative des masses kolkhoziennes pour l'édification et le développement de leurs exploitations collectives avec la direction et l'aide de l'Etat socialiste. Les S.M.T. constituent un moyen des plus efficaces de mener à bien la réorganisation socialiste de l'agriculture, ainsi que le moyen fondamental permettant d'établir entre l'industrie et l'agriculture une *alliance sur le plan de la production*. En vertu de cette alliance, la grande industrie socialiste fournit à l'agriculture des machines et d'autres moyens de production, la dote d'un outillage nouveau et perfectionné.

Les grandes entreprises agricoles d'Etat, organisées par l'Etat socialiste sur une partie des terres ayant appartenu aux gros propriétaires fonciers, ainsi que sur les terres libres du fonds d'Etat, jouent un rôle important dans la transformation socialiste de l'agriculture. En U.R.S.S., des exploitations d'Etat (sovkhoz) ont été créées dès la première année de la Révolution socialiste. Le *sovkhoz* est une grande entreprise socialiste où les moyens de production et la production elle-même appartiennent à l'Etat. C'est des sovkhoz que proviennent une partie importante des denrées alimentaires et des matières premières dont dispose l'Etat. Exploitations socialistes, où la mécanisation est très poussée et le rendement marchand élevé, les sovkhoz ont permis aux paysans de se convaincre des avantages de la grande économie socialiste, les ont aidés de leurs tracteurs, leur ont fourni des semences sélectionnées et du bétail de race. Ils ont facilité le tournant des masses paysannes vers le socialisme, vers la collectivisation.

Le régime kolkhozien s'est constitué avec le concours de la classe ouvrière tant sur le plan financier que sur celui de l'organisation. L'Etat soviétique a dépensé des sommes considérables pour financer la création des kolkhoz et des sovkhoz. Dans les premières années du mouvement kolkhozien de masse les meilleurs militants du Parti et des dizaines de milliers d'ouvriers d'avant-garde ont été envoyés à la campagne où ils ont apporté aux paysans une aide précieuse pour l'organisation des exploitations collectives. L'éducation politique des masses paysannes par le Parti communiste a joué un rôle important dans la préparation de la collectivisation.

Le tournant des masses paysannes vers la collectivisation exigeait une lutte de classe intransigeante contre les koulaks. La résistance du koulak à la politique du pouvoir des Soviets à la campagne s'accrut en 1927-1928, quand le pays des Soviets connut des difficultés d'approvisionnement en céréales. Les koulaks sabotaient le stockage du blé, se livraient à des actes de terrorisme contre les kolkhoziens, les militants du Parti et les représentants de l'administration soviétique, incendiaient les bâtiments des kolkhoz et les dépôts de blé de l'Etat. La politique de lutte résolue contre le koulak, pour la défense des intérêts de la paysannerie laborieuse, groupa plus étroitement autour du Parti communiste et de l'Etat soviétique la masse des paysans pauvres et moyens.

La collectivisation intégrale et la liquidation des koulaks en tant que classe.

Le tournant décisif de la paysannerie vers les kolkhoz se dessina en U.R.S.S. dans la seconde moitié de 1929. A cette époque, les conditions économiques et politiques de la collectivisation de l'agriculture existaient déjà. Les paysans moyens, autrement dit la masse fondamentale de la paysannerie, avaient pris le chemin du kolkhoz. Les paysans entraient aux kolkhoz non plus par groupes isolés, mais par villages et par districts entiers. Ce fut le début de la *collectivisation intégrale* dans les campagnes soviétiques.

Jusqu'à-là, le Parti communiste et l'Etat soviétique avaient appliqué une politique de *limitation* et d'*éviction* des éléments capitalistes de la campagne. Mais cette politique ne supprimait pas la base économique des koulaks, n'entraînait pas leur liquidation en tant que classe. Cette politique était indispensable tant que les conditions d'une collectivisation intégrale n'avaient pas été réalisées, tant qu'il n'existait pas dans les campagnes un vaste réseau de kolkhoz et de sovkhoz capables de remplacer la production capitaliste des céréales par une production socialiste.

En 1926-1927, les koulaks produisirent 617 millions de pouds de blé dont ils vendirent 126 millions de pouds à titre d'échange en dehors des campagnes, alors que les sovkhoz et les kolkhoz ne produisaient que 80 millions de pouds, dont 37,8 millions de pouds de blé marchand. La situation changea radicalement en 1929, où les sovkhoz et les kolkhoz ne produisirent pas moins de 400 millions de pouds, dont 130 millions de pouds de blé marchand, c'est-à-dire plus que n'en produisaient les koulaks.

Le grand tournant des masses paysannes vers le socialisme marqua un regroupement des forces de classe dans le pays en faveur du socialisme, contre le capitalisme. Cela permit au Parti communiste et à l'Etat socialiste de passer de l'ancienne politique de limitation et d'éviction de éléments capitalistes à la campagne, à une politique nouvelle, celle de la *liquidation des koulaks en tant que classe* sur la base de la collectivisation intégrale.

Le passage à la collectivisation intégrale allait de pair avec une lutte acharnée des masses paysannes contre les koulaks. Ceux-ci opposaient à la collectivisation une résistance furieuse. La classe ouvrière conduisit les masses paysannes à l'assaut du dernier rempart du capitalisme dans le pays afin de triompher des koulaks dans une lutte ouverte sous les yeux de toute la paysannerie, et de convaincre les masses paysannes de la faiblesse des éléments capitalistes. Avec la collectivisation intégrale, les kolkhoz avaient désormais la jouissance de toutes les terres, autour des bourgs et des villages. Mais comme une partie notable du sol était détenue par les koulaks, les paysans qui s'organisaient en kolkhoz enlevaient aux koulaks la terre ainsi que le cheptel vif et mort, bref ils les « dékoulakisaient ». Le pouvoir des Soviets abolit les lois sur l'affermage du sol et l'emploi de la main-d'œuvre salariée. C'est ainsi que la liquidation des koulaks en tant que classe fit partie intégrante et nécessaire de la collectivisation intégrale. La collectivisation respectait strictement les principes léninistes d'organisation des kolkhoz : adhésion librement consentie des paysans; nécessité de tenir compte des particularités économiques et du niveau de culture des différentes régions du pays; refus du passage direct à la commune en sautant par dessus l'artel agricole, principale forme d'organisation des kolkhoz.

La collectivisation intégrale et, sur cette base, la liquidation des koulaks en tant que classe, constituaient

une transformation révolutionnaire des plus profondes, un bond effectué de l'ancien état qualitatif de la société à un nouvel état qualitatif, équivalant par ses conséquences à la Révolution d'Octobre 1917. (*Histoire du Parti communiste (bolchevik) de l'U.R.S.S.*, p. 430, éditions en langues étrangères, Moscou, 1953.)

C'était une révolution qui mettait fin dans les campagnes à l'ancien régime économique bourgeois, celui de l'exploitation paysanne individuelle, et instituait un régime nouveau, kolkhozien, socialiste. Cette révolution avait ceci d'original qu'elle avait été accomplie *d'en haut*, sur l'initiative du pouvoir d'Etat soutenu directement *d'en bas* par des millions de paysans en lutte contre l'emprise des koulaks, pour la libre vie kolkhozienne.

Cette révolution résolvait un certain nombre de problèmes fondamentaux de la construction du socialisme.

Premièrement, elle faisait disparaître la classe d'exploiteurs la plus nombreuse dans le pays, celle des koulaks. La liquidation des koulaks en tant que classe, sur la base de la collectivisation intégrale, joua un rôle décisif dans la destruction des classes exploiteuses. La question de savoir « qui l'emporterait » était tranchée en faveur du socialisme non seulement à la ville, mais aussi à la campagne. Les dernières racines d'une restauration du capitalisme à l'intérieur du pays étaient supprimées.

Deuxièmement, elle faisait passer la classe laborieuse la plus nombreuse du pays, celle des paysans, de l'économie individuelle, qui engendre le capitalisme, à l'économie collective, kolkhozienne, socialiste, s'acquittant ainsi de la tâche historique la plus difficile de la révolution prolétarienne.

Troisièmement, elle donnait au pouvoir des Soviets une base socialiste dans le domaine le plus vaste, le plus indispensable à l'existence, mais aussi le plus arriéré de l'économie nationale : l'agriculture, qui se développa dès lors comme l'industrie sur la base de la propriété sociale des moyens de production. Ainsi fut levée une des contradictions les plus profondes de la période de transition, la contradiction entre la grande industrie socialiste et la petite économie paysanne individuelle; ainsi fut supprimée la base de l'opposition entre la ville et la campagne.

Les rapports de production anciens, capitalistes et petits-bourgeois qui freinaient les forces productives, furent remplacés à la campagne par des rapports de production nouveaux, socialistes. Les forces productives dans l'agriculture reçurent de la sorte toute latitude pour se développer.

L'artel agricole, principale forme de l'économie collective.

L'expérience de l'organisation des kolkhoz en U.R.S.S. a montré que, de toutes les formes de kolkhoz, l'artel agricole est la plus favorable au développement des forces productives de l'agriculture socialiste. Elle concilie judicieusement les intérêts personnels des kolkhoziens et les intérêts collectifs du kolkhoz. Elle adapte de la façon la plus heureuse les intérêts personnels de la vie quotidienne aux intérêts collectifs, facilitant ainsi l'éducation du paysan individuel d'hier dans l'esprit du collectivisme. En vertu des statuts de l'artel agricole *sont socialisés* les instruments agricoles, le bétail, les stocks de semences, les fourrages destinés au bétail collectif, les locaux d'exploitation indispensables à la bonne marche de l'économie collective, toutes les entreprises traitant les produits agricoles. Des branches de la production aussi importantes que la culture des céréales et celle des plantes industrielles sont entièrement socialisées. L'élevage collectif est organisé dans les fermes des kolkhoz. L'exploitation collective des artels suffisamment développés se livre à la culture en grand de la pomme de terre et des légumes, à l'horticulture, à la viticulture, etc.

Ne sont pas socialisés et restent *propriété personnelle* du foyer kolkhozien les locaux d'habitation, une certaine quantité de bétail de rapport, la volaille, les bâtiments d'exploitation nécessaires à l'entretien du bétail appartenant en propre au paysan, le menu matériel agricole indispensable à son exploitation auxiliaire individuelle. La direction de l'artel met contre paiement un certain nombre de chevaux faisant partie du bétail collectif à la disposition des membres de l'artel pour leurs besoins personnels. Les kolkhoziens tirent le gros de leurs revenus de l'exploitation collective du kolkhoz, facteur principal et déterminant.

Conformément aux statuts de l'artel agricole, chaque foyer kolkhozien peut posséder en propre *dans les régions produisant des céréales et des plantes industrielles* : une vache, deux veaux, une truie et sa portée ou, si la direction du kolkhoz le juge bon, 2 truies et leurs portées, et jusqu'à 10 chèvres et moutons; *dans les régions agricoles où l'élevage est développé* : 2 ou 3 vaches et leurs veaux, 2 ou 3 truies et leurs portées, et 10 à 25 chèvres et moutons; *dans les régions d'élevage sédentaire et semi-nomade, où l'élevage joue le rôle déterminant* : de 4 à 5 vaches et leurs veaux, jusqu'à 30 à 40 chèvres et moutons, de 2 à 3 truies avec leurs portées, ainsi qu'un cheval, ou une jument fournissant du koumys [Boisson préparée avec du lait de jument fermenté. (N.T.)], on 2 chameaux, ou 2 ânes, ou 2 mulets ; *dans les régions d'élevage nomade* : de 8 à 10 vaches et leurs veaux, jusqu'à 100 ou 150 chèvres et moutons, jusqu'à 10 chevaux, de 5 à 8 chameaux.

En outre, dans toutes les régions, chaque foyer kolkhozien a droit à une quantité illimitée de volailles et de lapins, et jusqu'à 20 ruches.

Chaque foyer kolkhozien reçoit en jouissance personnelle, pour son économie auxiliaire, un petit terrain attenant à la maison et prélevé sur l'ensemble des terres collectivisées, terrain dont la superficie varie de un quart à un demi-hectare, mais peut atteindre un hectare dans certaines régions.

La période de réorganisation de l'agriculture prit fin en U.R.S.S. à l'issue du premier plan quinquennal. En 1932, les kolkhoz groupaient plus de 60 % de toutes les exploitations paysannes et disposaient de plus de 75 % de la superficieensemencée par la paysannerie. Mais les koulaks, battus en lutte ouverte, n'étaient toutefois pas écrasés. Ils pénétraient en fraude dans les kolkhoz et cherchaient à les saper du dedans par différentes méthodes de sabotage. Le Parti communiste et l'Etat soviétique assignèrent pour principale tâche de l'édification kolkhozienne, *le renforcement des kolkhoz sur le plan de l'organisation économique*; autrement dit, il s'agissait d'accentuer le rôle dirigeant du Parti et de l'Etat dans les kolkhoz, de débarrasser ceux-ci des éléments koulaks qui s'y étaient glissés, de protéger la propriété collective socialiste, d'améliorer l'organisation et de relever la discipline du travail collectif.

La victoire du régime kolkhozien fut le résultat d'une lutte énergique contre les classes exploiteuses et leurs agents trotskistes et boukhariniens qui, par tous les moyens, défendaient les koulaks, s'opposaient à la création des kolkhoz et des sovkhoz, demandaient leur dissolution et leur liquidation. Le Parti communiste détruisit les thèses trotskistes visant à exploiter et à exproprier la paysannerie en haussant le prix des articles industriels et en la frappant d'impôts excessifs, ainsi que la théorie de Boukharine, théorie opportuniste de droite, sur l' « intégration pacifique du koulak dans le socialisme », et le « laisser aller » en matière d'édification économique.

L'U.R.S.S., autrefois pays de petites exploitations paysannes, devient le pays de l'agriculture la plus grande et la plus mécanisée du monde.

A l'issue du deuxième plan quinquennal, la collectivisation de l'agriculture était achevée. Elle fut un puissant facteur de progrès, puisqu'elle permit de couvrir en quelques années l'ensemble du pays de grandes exploitations collectives, capables de tirer le meilleur parti de la technique nouvelle, de toutes les réalisations de l'agronomie, et de donner au pays une production marchande plus élevée; elle ouvrait à la paysannerie la perspective d'un bien-être toujours croissant.

En U.R.S.S. a été créée et s'est établie l'agriculture la plus grande du monde sous la forme d'un système généralisé de kolkhoz, de S.M.T. et de sovkhoz, qui constitue un mode nouveau, socialiste, de production agricole.

Au lieu des 25 millions d'exploitations paysannes que l'on comptait en U.R.S.S. à la veille de la collectivisation intégrale, il existait, en 1938, 242.400 kolkhoz (sans compter les kolkhoz de pêcheurs et de chasseurs) Chaque kolkhoz avait en moyenne 1.534 hectares de terres exploitables, dont 485 hectares de superficie ensemencée. Aux Etats-Unis, 1,6 % seulement des fermes avaient, en 1940, une superficie de 405 hectares et plus.

Le régime kolkhozien a donné la preuve de ses avantages indéniables par rapport au système de l'agriculture capitaliste et à la petite économie paysanne.

La grande importance des kolkhoz, c'est précisément qu'ils sont une base essentielle pour l'emploi des machines et des tracteurs dans l'agriculture, qu'ils sont la base essentielle pour la refonte du paysan, pour la transformation de sa mentalité dans le sens du socialisme. (J. STALINE : « Questions de politique agraire en U.R.S.S. », *Les Questions du léninisme*, T. I., p. 300.)

Au cours des deux premiers plans quinquennaux, l'agriculture en U.R.S.S. a été le théâtre d'une véritable révolution technique qui a permis de donner au socialisme une solide base matérielle à la campagne. Au début du troisième quinquennat, l'agriculture en U.R.S.S. était devenue la plus grande et la plus mécanisée du monde. Alors qu'en régime capitaliste, l'emploi des machines dans l'agriculture entraîne fatalement la ruine des petits paysans, la mécanisation de l'agriculture socialiste sur la base du travail collectif facilite l'effort du paysan, concourt à son mieux-être.

En 1940, l'agriculture soviétique possédait 684.000 tracteurs (calculés en unités de 15 CV), 182.000 moissonneuses-batteuses et 228.000 camions Le nombre des S.M.T. est passé de 158 au 1^{er} juin 1930 à la fin de 1940. En 1940, 83 % des labours de jachère, 71 % des labours d'automne, 52 à 53 % des semailles de printemps et d'automne, étaient exécutés à l'aide de tracteurs, 43 % de la récolte des céréales au moyen de moissonneuses-batteuses.

Le régime kolkhozien a assuré une augmentation très sensible de la production agricole et un rendement marchand élevé de l'agriculture, ce qui a la plus haute importance pour satisfaire les besoins du pays en denrées alimentaires et en matières premières. En 1940, la production agricole globale était presque le double de celle d'avant la Révolution (1913). Dans les kolkhoz et les sovkhoz, la production marchande des céréales atteignait, en 1938, 40 % de la production globale, contre 26 % en 1913. Et n'oublions pas qu'avant la Révolution, le rendement marchand des céréales dans les exploitations pauvres et moyennes était seulement de 14,7 %. Les kolkhoz et les sovkhoz ont toutes possibilités d'augmenter sans cesse la production. Ils n'ont pas à redouter les crises d'écoulement puisque l'élévation constante du bien-être de la population s'accompagne d'une demande toujours accrue de produits agricoles. La victoire du régime kolkhozien a ouvert à la paysannerie soviétique la voie de l'aisance et de la culture. Le régime kolkhozien a fait disparaître la possibilité d'une différenciation au sein de la paysannerie, la misère et la pauvreté à la campagne. Des millions de paysans pauvres sont devenus aisés après être entrés au kolkhoz.

Grâce au kolkhoz, il n'y a plus à la campagne d'exploitations paysannes sans cheval, sans vache, sans matériel agricole. Les revenus personnels des kolkhoziens provenant de l'économie collective des kolkhoz et de l'exploitation auxiliaire individuelle ont augmenté de 170 %, rien que de 1932 à 1937.

La victoire du régime kolkhozien a resserré l'alliance fraternelle des ouvriers et des paysans. La paysannerie kolkhozienne est devenue le ferme appui du pouvoir des Soviétiques à la campagne. Désormais, non seulement la classe ouvrière, mais aussi la paysannerie, fondaient leur existence sur la propriété collective, socialiste, des moyens de production.

L'expérience de l'organisation des kolkhoz en U.R.S.S. facilite énormément la solution du problème de la transformation socialiste de l'agriculture dans les autres pays à l'époque du passage du capitalisme au socialisme. Les particularités du développement historique de chaque pays, pendant la période de transition du capitalisme au socialisme, y déterminent par ailleurs les conditions spécifiques de la préparation, des formes et des méthodes de la collectivisation de l'agriculture. Ainsi, dans les démocraties populaires, à la différence de l'U.R.S.S. où toute la terre avait été nationalisée, la propriété privée de la terre subsiste encore pendant un certain temps lors du groupement des exploitations paysannes en coopératives. De là découlent les formes particulières de l'organisation et du fonctionnement des coopératives de production à la campagne. Dans ces pays prédominent les coopératives de production où les revenus ne se répartissent pas seulement proportionnellement à la quantité et à la qualité du travail, mais aussi d'après la superficie de la terre apportée à la coopérative, mais qui demeure la propriété personnelle du paysan coopérateur. Ces coopératives constituent une forme inférieure d'exploitation agricole, par rapport à l'artel agricole, où les revenus perçus par les kolkhoziens au titre de l'exploitation collective dépendent uniquement de leur travail.

Mais quelles que soient l'importance des particularités que présentent les conditions, les formes et les méthodes de la transformation socialiste de l'agriculture dans chaque pays, les principes fondamentaux du plan coopératif de Lénine, vérifiés par l'expérience de l'organisation des kolkhoz en U.R.S.S. restent valables pour tous les pays qui entreprennent cette transformation.

RÉSUMÉ

1. La collectivisation de l'agriculture est une condition indispensable de la construction du socialisme. Elle consiste essentiellement dans l'association graduelle et librement consentie des exploitations paysannes en coopératives de production. Elle signifie le passage de la petite économie privée individuelle, arriérée, à la grande économie socialiste, pourvue d'un outillage mécanique perfectionné. Elle répond aux intérêts vitaux de la paysannerie et de tous les travailleurs.

2. Les conditions essentielles de la collectivisation intégrale sont : l'industrialisation socialiste du pays, le développement de la coopération agricole, l'expérience des premiers kolkhoz et des entreprises agricoles d'Etat qui montrent aux paysans les avantages de la grande exploitation socialiste, la création de stations de machines agricoles et de tracteurs, une lutte énergique contre le koulak.

3. La collectivisation intégrale et, sur cette base, la liquidation des koulaks en tant que classe, réalisées sous la direction du Parti communiste et de l'Etat soviétique, constituaient une transformation révolutionnaire des plus profondes; elles marquaient le passage d'un régime économique bourgeois, celui de l'exploitation paysanne individuelle, à un régime nouveau, kolkhozien, socialiste. Cette révolution a liquidé la classe d'exploiteurs la plus nombreuse : celle des koulaks, et fait passer de la voie capitaliste dans la voie socialiste de développement la classe de travailleurs la plus nombreuse, la paysannerie; elle a donné à l'Etat soviétique une solide base socialiste dans l'agriculture.

4. La victoire du régime kolkhozien a fait de l'Union soviétique, autrefois pays de petite économie paysanne, le pays de l'agriculture la plus grande du monde et la plus mécanisée. Elle a donné libre cours au développement des forces productives de l'agriculture. La paysannerie soviétique est à jamais affranchie de l'exploitation; la pauvreté et la misère ont disparu des campagnes; les conditions sont créées pour une élévation constante du niveau d'existence matérielle et culturelle de la paysannerie kolkhozienne; l'alliance fraternelle des ouvriers et des paysans est renforcée.

CHAPITRE XXVI - LA VICTOIRE DU SOCIALISME EN U.R.S.S.

L'affermissement du mode socialiste de production.

Les succès de l'industrialisation socialiste et de la collectivisation de l'agriculture ont profondément modifié le rapport des secteurs économiques et des forces de classe en U.R.S.S. en faveur du socialisme, au détriment du capitalisme. Jusqu'à la seconde moitié de 1929, une offensive énergique contre les éléments capitalistes avait été menée principalement dans les villes. Avec le passage à la collectivisation intégrale et à la liquidation des koulaks en tant que classe, cette offensive s'étendit également à la campagne et prit ainsi un caractère *général*. Ce fut le début de *l'offensive du socialisme développée sur l'ensemble du front*. A la suite du tournant opéré par les masses paysannes vers le socialisme, la forme capitaliste d'économie perdait sa base : la petite production marchande, et était en train de sombrer. En 1930, le secteur socialiste détenait déjà les leviers de commande de l'ensemble de l'économie nationale. Non seulement il occupait une situation dominante dans l'industrie, mais encore il commençait à jouer un rôle décisif dans l'agriculture. Autrement dit, l'U.R.S.S. *était entré dans la période du socialisme*.

L'entrée dans la période du socialisme ne signifiait pas encore la fin de la période de transition, puisque l'édification de la société socialiste n'était pas achevée. Mais c'était déjà la *dernière étape* de la période de transition. Alors qu'au début de la Nep, on avait assisté à une certaine reprise du capitalisme, on était à présent au dernier stade de la Nep, celui de la liquidation complète des éléments capitalistes dans le pays.

L'offensive du socialisme sur l'ensemble du front allait de pair avec une aggravation de la lutte de classes, au milieu des énormes difficultés qu'entraînaient la reconstruction totale de l'industrie et de l'agriculture, la transformation de la base technique de toute l'économie nationale. Dans l'agriculture, cette reconstruction était impossible sans procéder en même temps à la refonte de l'ancienne forme d'économie, sans collectiviser les exploitations paysannes, sans extirper les racines du, capitalisme à la campagne.

L'offensive du socialisme ne pouvait manquer de se heurter à la résistance désespérée des classes exploiteuses moribondes qui, avec l'appui de l'entourage capitaliste, recouraient au sabotage et au terrorisme. Les difficultés de l'édification socialiste diffèrent essentiellement des difficultés propres à l'économie capitaliste (crises, chômage), dont on ne saurait venir à bout dans le cadre du capitalisme. Les difficultés de l'édification socialiste sont la conséquence des difficultés de la croissance, de l'essor, de la progression; c'est pourquoi elles renferment en elles-mêmes la possibilité de les surmonter.

Le premier plan quinquennal permit de jeter en U.R.S.S. *les fondements d'une économie socialiste* sous la forme d'une industrie socialiste et d'une grande agriculture collective pourvues, l'une et l'autre, d'une technique perfectionnée. Les éléments capitalistes furent liquidés dans l'industrie. La collectivisation fut réalisée pour l'essentiel dans les principales régions agricoles du pays; les koulaks furent écrasés, mais non achevés. Le commerce soviétique, commerce sans capitalistes, fut instauré; le commerce l'Etat, le commerce coopératif et le commerce kolkhozien, évincèrent complètement le commerce privé.

Au début du *second plan quinquennal*, des cinq types d'économie qui existaient autrefois dans l'économie nationale, trois : le capitalisme privé, le capitalisme d'Etat et l'économie patriarcale, avaient disparu; la petite économie marchande était refoulée sur des positions de second plan; le type d'économie socialiste dominait sans partage, était seul déterminant dans l'économie nationale. Autrement dit, le pouvoir des Soviets reposait désormais, à la ville comme à la campagne, sur une base socialiste.

Au cours du second plan quinquennal s'acheva *la reconstruction technique de toute l'économie nationale*. L'U.R.S.S. devint un pays indépendant sous le rapport économique, un pays produisant tout l'équipement technique nécessaire à son économie et à sa défense. Dans toutes les branches de l'économie nationale avaient été formés des cadres nombreux, capables d'utiliser avec succès la technique nouvelle.

La réalisation du deuxième plan quinquennal a permis de résoudre la *tâche historique essentielle* qu'il posait : toutes les classes exploiteuses ont été définitivement liquidées; les causes qui engendraient l'exploitation de l'homme par l'homme et la division de la société en exploités et exploités ont été supprimées. Une des tâches les plus difficiles de la Révolution socialiste a été accomplie : la collectivisation de l'agriculture est achevée et le régime kolkhozien s'est définitivement affermi. (Résolution du XVIII^e Congrès du PC(b)R, *Le P.C.U.S. dans les résolutions et décisions de ses congrès, de ses conférences et des assemblées plénières du Comité central*, II^e partie, p. 879, (éd. russe).)

Sur la base de la collectivisation intégrale les racines du capitalisme dans l'économie furent extirpées. La différenciation de la paysannerie, la naissance spontanée d'éléments capitalistes avaient cessé.

La contradiction fondamentale de la période de transition, la contradiction entre le socialisme montant et le capitalisme renversé, mais resté fort au début parce qu'il conserve une base dans la petite production marchande, avait été levée. La question de savoir *qui l'emporterait* était tranchée en faveur du socialisme. Le but de la Nep : assurer la victoire des formes socialistes d'économie, était atteint. Lénine disait que la Nep avait été instaurée pour de bon et pour longtemps, mais non pour toujours, et que la Russie de la Nep deviendrait la Russie socialiste. Cette prédiction scientifique de Lénine était entièrement vérifiée. La victoire du socialisme marquait la fin de la période de transition, la fin de la Nep.

En 1936, la part des formes socialistes d'économie dans l'ensemble des moyens de production atteignait 98,7 %, dont 99,95 % dans l'industrie et 96,3 % dans l'agriculture. De 1923-1924 à 1936, la part des formes socialistes d'économie était passée de 76,3 % à 99,8 % dans la production globale de l'industrie, de 1,5 % à 97,7 % dans la production globale de l'agriculture (y compris l'exploitation auxiliaire individuelle des kolkhoziens), de 43 % à 100% dans le commerce de détail; elle était passée de 35% en 1924-1925 à 99,1 % en 1936 dans le revenu national.

Ainsi, à l'issue de la période de transition en U.R.S.S., la victoire du socialisme était assurée. Cela avait été possible, parce qu'il s'était trouvé au pays des Soviets une force sociale telle que l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, alliance qui englobait l'immense majorité de la société. La classe ouvrière alliée à la paysannerie avait utilisé la loi de la correspondance nécessaire entre les rapports de production et le caractère des forces productives pour jeter bas les rapports de production anciens, bourgeois, et instaurer dans l'ensemble de l'économie nationale des rapports de production nouveaux, socialistes. La résistance de la bourgeoisie, dont cette loi contrecarrait les intérêts, avait été brisée.

Au cours de la période de transition, le mode de production le plus progressiste qui ait existé dans l'histoire, le *mode de production socialiste*, a triomphé en U.R.S.S. De nouvelles et puissantes forces productives se sont développées dans l'industrie et l'agriculture. Ainsi ont été créées les conditions matérielles d'une victoire complète des rapports de production socialistes, de leur consolidation dans l'ensemble de l'économie nationale. A leur tour, les rapports de production socialistes, après avoir vaincu à la ville comme à la campagne, ont donné libre cours au développement des forces productives et créé les conditions nécessaires à un essor ininterrompu et rapide de la production. L'édification du socialisme pouvait seule mettre fin au retard technique et économique séculaire de la Russie, affranchir le pays de la sujétion étrangère et assurer son indépendance nationale. L'U.R.S.S. est devenue, dans les délais historiques les plus brefs, une grande puissance industrielle et kolkhozienne. En construisant une société socialiste, la classe ouvrière et les travailleurs de l'U.R.S.S., conduits par le Parti communiste, ont réalisé les espoirs de nombreuses générations de travailleurs.

Le *socialisme* est un régime fondé sur la propriété sociale des moyens de production sous ses deux formes : la propriété d'Etat (bien du peuple tout entier), et la propriété coopérative et kolkhozienne; c'est un régime où l'exploitation de l'homme par l'homme a disparu, où l'économie nationale se développe selon un plan afin de satisfaire au mieux les besoins sans cesse croissants des travailleurs en augmentant toujours la production sur la base d'une technique supérieure et où est appliqué le principe de la répartition selon le travail.

La victoire du socialisme en U.R.S.S. constituait la plus profonde des révolutions qu'eût jamais connue l'histoire de l'humanité.

Les changements intervenus dans la structure de classes de la société.

L'organisation d'une économie socialiste a entraîné en U.R.S.S. de profonds changements dans la *structure de classes* de la société. En régime socialiste, il n'y a pas de classes exploiteuses. La société socialiste se compose de deux classes laborieuses et amies : la classe ouvrière et la paysannerie, ainsi que des intellectuels qui sont liés à ces classes par toutes leurs racines.

En 1913, avant la Révolution, les ouvriers et les employés formaient en Russie 16,7 % de la population, les petits producteurs de marchandises (paysans, artisans) 65,1 %, les classes exploiteuses 15,9 % (dont les koulaks : 12,3 %) ; le reste (étudiants, retraités, militaires et autres) 2,3 %.

En 1937, les ouvriers et les employés constituaient en U.R.S.S. 34,7 % de la population, la paysannerie kolkhozienne et les artisans groupés en coopératives 55,5 %, les étudiants, les retraités, les militaires et autres 4,2%; les paysans individuels et les artisans travailleurs non groupés en coopératives, c'est-à-dire les petits producteurs de marchandises, 5,6 % seulement. Les classes exploiteuses, grands propriétaires fonciers et bourgeois, avaient été liquidées au cours de la période de transition.

La victoire du socialisme modifia radicalement le caractère et la situation de la classe ouvrière, de la paysannerie et des intellectuels.

La *classe ouvrière* avait cessé d'être une classe dépourvue de moyens de production, vendant sa force de travail et exploitée par les capitalistes. Elle était devenue une classe absolument nouvelle, telle que l'histoire n'en avait encore jamais connue, qui possédait les moyens de production conjointement avec le peuple tout entier et qui était libérée de toute exploitation. En U.R.S.S., la classe ouvrière fonde son existence sur la propriété d'Etat (bien du peuple entier) et sur le travail socialiste. C'est la classe la plus avancée de la société, la force motrice de son développement. C'est pourquoi la direction politique de la société (dictature) appartient en U.R.S.S. à la classe ouvrière.

La *paysannerie*, autrefois classe de petits producteurs dispersés, fondant son existence sur la propriété privée, le travail individuel et une technique primitive, exploitée par les propriétaires fonciers, les koulaks, les marchands et les usuriers, est devenue une classe absolument nouvelle, telle que l'histoire n'en avait encore jamais connue. En U.R.S.S. la paysannerie est libérée de toute exploitation; elle fonde son travail et son avoir sur la propriété sociale, coopérative-kolkhozienne, sur le travail collectif et une technique moderne. En alliance étroite avec la classe ouvrière et sous sa direction, elle prend une part effective à la gestion de l'Etat soviétique, qui est l'Etat socialiste des ouvriers et des paysans.

La victoire du socialisme en U.R.S.S. a mis fin à l'exploitation de la campagne par la ville, à la ruine de la paysannerie. Ainsi a disparu la séculaire *opposition entre la ville et la campagne*. La ville, qui est en régime capitaliste le centre de l'exploitation de la campagne, est devenue en régime socialiste un centre d'aide économique, politique et culturelle de cette dernière. L'assistance efficace apportée à la paysannerie par la ville socialiste pour liquider les grands propriétaires fonciers et les koulaks, ainsi que la fourniture régulière de tracteurs et d'autres machines à la paysannerie et aux kolkhoz, ont resserré l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie.

Grâce à l'aide de la ville socialiste, la campagne a acquis de nouvelles et puissantes forces productives. L'alliance entre l'industrie et l'agriculture n'a cessé de se renforcer. L'opposition d'intérêts entre la ville et la campagne a disparu. Il n'est pas resté trace de la méfiance, et encore moins de la haine d'antan, de la campagne pour la ville. Comme la ville, la campagne se développe sur une base socialiste. Les ouvriers et les paysans ont, les uns comme les autres, intérêt à renforcer le régime socialiste et à bâtir le communisme.

En U.R.S.S. sont apparus des *intellectuels* nouveaux, auxquels se sont joints les intellectuels d'autrefois ralliés au peuple après la Révolution. Dans la société bourgeoise, les intellectuels sont surtout issus des classes possédantes; ils servent les capitalistes; ils sont exploités par eux et les aident à exploiter les ouvriers et les paysans. En régime capitaliste, une grande partie des intellectuels est obligée d'exécuter des travaux non qualifiés ou va grossir les rangs des chômeurs. En U.R.S.S., les intellectuels sont pour la plupart issus de la classe ouvrière et de la paysannerie. Ils ignorent l'exploitation, servent le peuple laborieux, la cause du socialisme, et ont toute possibilité d'appliquer avec fruit leurs connaissances. En régime socialiste, les intellectuels sont, comme la classe ouvrière et la paysannerie, des membres de la société égaux en droits, participant activement à l'administration du

pays. En 1937, les intellectuels soviétiques étaient au nombre de 9,6 millions et ils formaient avec leurs familles de 13 à 14 % de la population de l'U.R.S.S.

La victoire du socialisme en U.R.S.S. a mis fin à la séculaire *opposition entre le travail manuel et le travail intellectuel*. Le temps n'est plus où une grande partie des travailleurs intellectuels aidait les classes dominantes à exploiter les travailleurs manuels. En régime socialiste, les ouvriers et les dirigeants des entreprises constituent une seule et même collectivité de travailleurs vivement intéressée au progrès de la production. L'instruction a cessé d'être le monopole des classes possédantes. La science sert les intérêts du peuple tout entier, l'instruction est devenue le bien des ouvriers et des paysans.

La victoire du socialisme a créé toutes les conditions de l'aisance et de la culture pour les masses populaires. Conformément à la loi économique fondamentale du socialisme, le *bien-être* de la classe ouvrière, de la paysannerie et des intellectuels s'est sensiblement accru au cours de la période de transition. Le chômage et la misère ont disparu. Il n'y a plus à la campagne de paysans nécessiteux. Le salaire réel des ouvriers et des employés et les revenus réels de la paysannerie ont augmenté. Une *révolution culturelle* s'est accomplie dans le pays. A l'issue des deux premiers plans quinquennaux, l'enseignement primaire, donné dans les langues des nationalités de l'U.R.S.S., était devenu général et obligatoire. Le réseau des établissements d'enseignement et la formation des cadres ont pris un développement prodigieux dans l'ensemble du pays. Le nombre des spécialistes pour les différentes branches de l'économie et de la culture a augmenté de plusieurs fois.

Le revenu national de l'U.R.S.S., qui appartient tout entier aux travailleurs, a augmenté (à parité de prix) de plus de 4,5 fois en 1937 par rapport à 1913. La production des objets de consommation personnelle par la grande industrie a presque sextuplé en 1937 par rapport à 1913. Rien qu'au cours du second plan quinquennal, le salaire réel des ouvriers et des employés a doublé.

Le nombre des élèves des écoles primaires et secondaires est passé de 7,9 millions en 1914 à 29,6 millions en 1937; celui des étudiants des établissements d'enseignement supérieur de 117.000 à 547.200. Le tirage des livres a augmenté de 86,7 millions à 673,5 millions, celui des journaux (au numéro) de 2,7 millions à 36,2 millions.

Conformément aux principes du socialisme, le pouvoir des Soviets a mis fin à la situation inférieure de la femme. En U.R.S.S., la femme jouit réellement de droits égaux à ceux de l'homme dans tous les domaines de la vie économique, culturelle, sociale et politique. Elle reçoit pour un travail égal un salaire égal à celui de l'homme. La victoire du socialisme a permis à des millions de femmes d'accéder à un travail qualifié. Au cours des plans quinquennaux, de nombreux cadres dirigeants ont été formés parmi les femmes. La situation des femmes à la campagne a été totalement transformée à la suite de la victoire des kolkhoz, qui a supprimé l'inégalité de la femme par rapport à l'homme, telle qu'elle existait dans l'économie paysanne individuelle. Les femmes ont pu se placer sur un pied d'égalité avec les hommes et s'assurer une place d'honneur dans l'économie collective des kolkhoz. La femme est affranchie de son semi-esclavage dans un certain nombre de régions nationales périphériques, où des survivances féodales et patriarcales existaient encore. Dans ces régions comme dans le reste du pays, les femmes sont devenues des bâtisseurs actifs du socialisme.

Les femmes constituaient, en 1936, 42 % des élèves admis dans les établissements d'enseignement supérieur et 48 % des élèves admis dans les écoles techniques. En 1935, la proportion des femmes parmi les étudiants des grandes écoles industrielles était en U.R.S.S. sept fois plus élevée qu'en Allemagne, dix fois plus élevée qu'en Angleterre et vingt fois plus élevée qu'en Italie. En 1940, le nombre des femmes médecins avait augmenté en U.R.S.S. de quarante fois par rapport à 1913. Elles formaient, en 1940, environ 60 % du nombre total des médecins contre 9,7 % en 1913.

Depuis la victoire du socialisme et la disparition de l'exploitation de l'homme par l'homme, il n'existe plus en U.R.S.S. ni classes antagonistes ni contradictions de classes irréductibles. Ce qui caractérise les rapports de classes dans la société socialiste, c'est l'amitié indissoluble, la collaboration fraternelle de la classe ouvrière, de la paysannerie et des intellectuels. Les différences de classes entre la classe ouvrière et la paysannerie, ainsi qu'entre ces classes et les intellectuels, s'effacent peu à peu. Alors que la société capitaliste, déchirée par des antagonismes sociaux et nationaux, est rendue instable, la société socialiste, parce qu'elle ignore les antagonismes sociaux et nationaux, se distingue par son caractère monolithique et sa stabilité. La domination sans partage de la propriété sociale et du système socialiste d'économie a été, en U.R.S.S., la base économique sur laquelle se sont déployées des forces

motrices du développement social aussi puissantes que *l'unité morale et politique de la société soviétique, l'amitié des peuples de l'U.R.S.S., le patriotisme soviétique*. Ces forces motrices exercent à leur tour une action immense sur l'économie dont elles stimulent le développement.

Les transformations profondes intervenues dans l'économie socialiste et la structure de classes de l'U.R.S.S. ont eu leurs répercussions dans la superstructure politique. L'Etat socialiste a passé par deux phases principales. La première phase s'étend de la Révolution d'Octobre à la liquidation des classes exploiteuses. L'Etat, durant cette période, réprimait les classes renversées, défendait le pays contre l'agression du dehors. Il avait également une fonction d'organisation économique et une fonction éducative et culturelle, mais elles n'avaient pas pris alors leur plein développement, l'Etat soviétique ayant à organiser l'économie socialiste dans l'ensemble du pays et à faire disparaître les derniers vestiges des éléments capitalistes. La fonction de répression des exploités a fait place à celle de protection de la propriété socialiste; la fonction de défense militaire du pays contre l'encerclement capitaliste subsista. La création d'une base socialiste garantissait le développement complet de la fonction d'organisation économique et de la fonction culturelle et éducative des organismes de l'Etat.

A la suite des changements intervenus, la nouvelle *Constitution de l'U.R.S.S.*, adoptée en 1936, consacre sur le plan législatif les principes et les fondements du socialisme. Elle ne se borne pas à fixer formellement les droits des citoyens, mais elle se préoccupe surtout de garantir réellement ces droits. C'est ainsi qu'elle ne se contente pas de proclamer le droit des citoyens de l'U.R.S.S. au travail, au repos, à l'instruction, à la sécurité matérielle dans la vieillesse, en cas de maladie et de perte de capacité de travail. Ces droits sont garantis car l'organisation planifiée de l'économie nationale, la suppression du chômage, la journée de travail de huit heures, l'établissement de congés annuels payés pour les ouvriers et les employés, les assurances sociales des ouvriers et des employés aux frais de l'Etat, la mise à la disposition des travailleurs d'un vaste réseau de maisons de cure et de repos, la protection par l'Etat des intérêts de la mère et de l'enfant, l'instruction de sept ans générale et obligatoire, la gratuité de l'enseignement primaire, l'attribution par l'Etat de bourses aux étudiants, et par d'autres moyens matériels, etc. La victoire du socialisme en U.R.S.S. a donc créé une base économique solide qui garantit réellement les droits des travailleurs. C'est là une nouvelle preuve du démocratisme authentiquement socialiste de la société soviétique et de la Constitution de l'U.R.S.S.

La disparition de l'inégalité économique entre les nations.

En mettant fin à toute exploitation, le socialisme supprime les causes qui engendrent l'oppression des nations. Le régime socialiste fait disparaître l'inégalité politique, économique et culturelle des nations en assurant le progrès économique et culturel de tous les peuples sans exception.

S'il est inévitable que la propriété privée et le capital divisent les hommes, attisent les haines nationales et renforcent l'oppression nationale, il est non moins inévitable que la propriété et le travail collectifs rapprochent les hommes, minent les haines nationales et abolissent l'oppression nationale. L'existence du capitalisme sans oppression nationale est aussi inconcevable que celle du socialisme sans affranchissement des nations opprimées, sans liberté nationale. (J. STALINE : « Les tâches immédiates du Parti dans la question nationale », *Œuvres*, t. V, p. 27, Editions Sociales, Paris, 1955.)

Avec l'établissement de la dictature du prolétariat, l'inégalité politique des nations, l'oppression nationale et l'exploitation coloniale ont disparu en U.R.S.S. Il s'agissait ensuite de mettre fin à l'inégalité économique des nationalités, de combler le retard économique et culturel d'un certain nombre de peuples. Cette tâche ne pouvait être menée à bien que sur la base de l'édification socialiste.

Dans les régions périphériques de la Russie peuplées de minorités nationales, 25 millions d'hommes environ se trouvaient à un stade de développement précapitaliste; 6 millions d'entre eux appartenaient à des peuplades d'éleveurs qui ignoraient encore la culture du sol et vivaient sous le régime patriarcal de la gens. Il fallait aider les peuples de ces régions à s'affranchir de nombreuses survivances féodales et patriarcales, extirper les vestiges des éléments colonisateurs, leur donner la possibilité de bâtir une économie socialiste.

Comme nous l'avons déjà dit, les pays retardataires, qui ont jeté bas le joug de l'impérialisme, peuvent, avec l'aide des pays de la dictature du prolétariat plus avancés, s'engager peu à peu sur la voie de l'édification socialiste sans passer par le stade du développement capitaliste. C'est cette voie de

développement non capitaliste qu'ont suivie en U.R.S.S. les peuples des régions périphériques autrefois arriérées. Grâce au concours fourni dans tous les domaines par le peuple russe et les autres peuples de l'U.R.S.S., les peuples des régions nationales périphériques ont effectué un bond formidable des formes patriarcales et féodales d'économie au socialisme, sans passer par le développement capitaliste. C'est ainsi que se sont développés les peuples de l'Asie Centrale, certains peuples transcaucasiens, plusieurs populations du Nord et d'autres encore. La construction du socialisme en U.R.S.S., a soigneusement tenu compte des particularités de l'état économique, du passé, des mœurs et de la culture de chaque peuple.

L'inégalité de fait des différentes nationalités sous le rapport économique et culturel, héritage du régime bourgeois-féodal, l'inégalité entre la Russie centrale, qui avait pris les devants, et les régions nationales périphériques autrefois arriérées, ont été liquidées en U.R.S.S. Les régions nationales périphériques, colonies et semi-colonies de la Russie tsariste, sont devenues des Etats autonomes et développés, des républiques socialistes soviétiques. Dans les républiques et régions nationales jadis retardataires, une grande industrie socialiste a été créée, le régime kolkhozien instauré, de nombreux cadres d'ouvriers nationaux, y compris des ouvriers qualifiés, ont été formés, une intelligentsia nationale s'est développée. Le vigoureux essor économique des régions nationales périphériques s'est accompagné d'un progrès rapide du bien-être matériel et d'une élévation prodigieuse du niveau culturel des travailleurs.

Le rythme du développement industriel a été encore plus rapide dans les républiques nationales que dans l'ensemble de l'U.R.S.S. En 1940, la production globale de la grande industrie a, par rapport à 1913, augmenté de près de 12 fois pour l'ensemble de l'U.R.S.S., de 20 fois dans la R.S.S. de Kazakhie, de 27 fois dans la R.S.S. de Géorgie, de 153 fois dans la R.S.S. de Kirghizie, de 308 fois dans la R.S.S. de Tadjikie.

C'est sous le pouvoir des Soviets que 48 nationalités ont, pour la première fois, reçu un alphabet. Alors qu'avant la Révolution, la presque totalité des habitants des régions nationales périphériques était illettrée, l'immense majorité de la population des républiques nationales savait lire et écrire dès 1939. Par rapport à 1914-1915, le nombre des élèves des écoles primaires et secondaires avait, en 1940, augmenté de 9 fois dans la R.S.S. d'Azerbaïdjan, de 9,4 fois dans la R.S.S. d'Arménie, de 10,9 fois dans la R.S.S. de Kazakhie, de 35 fois dans la R.S.S. de Turkménie, de 47 fois dans la R.S.S. de Kirghizie, de 73 fois dans la R.S.S. d'Ouzbéknie, de 822 fois dans la R.S.S. de Tadjikie.

La construction du socialisme modifie profondément la nature même des nations. Par suite de la transformation révolutionnaire des rapports sociaux, les nations bourgeoises dont se compose la société capitaliste sont remplacées par des nations *nouvelles*, des *nations socialistes*, constituées sur la base de ces anciennes nations bourgeoises. Alors que le capitalisme divise les nations en classes et en groupements dont les intérêts s'opposent, le socialisme unit les nations sur la base de la propriété sociale et d'intérêts communs. Chaque nation socialiste est monolithique; elle se compose de travailleurs dirigés par la classe ouvrière.

La victoire du socialisme a consacré l'identité des intérêts économiques et politiques des peuples de l'U.R.S.S.; elle a permis l'épanouissement de leur culture, nationale par la forme et socialiste par le contenu.

L'Union soviétique est un Etat multinational solide et viable, fondé sur la collaboration fraternelle des peuples; il offre une solution modèle de la question nationale.

L'U.R.S.S. entre dans la phase de l'achèvement de l'édification de la société socialiste et du passage graduel du socialisme au communisme.

Après la victoire du socialisme, l'U.R.S.S. est entrée dans une nouvelle phase de son développement, celle de l'achèvement de l'édification du socialisme et du passage graduel du socialisme au communisme.

Le *communisme* est un régime social qui ignore les classes et les différences de classes, où tous les moyens de production sont la propriété de l'ensemble du peuple, où le niveau de développement des forces productives assure l'abondance des produits, et où le principe déterminant de la vie sociale est : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins. »

Le socialisme et le communisme sont deux phases d'une seule et même formation économique et sociale : la formation communiste, dont le socialisme constitue la phase *inférieure* et le communisme la phase *supérieure*, plus avancée. Le développement du socialisme entraîne la création de la base matérielle et technique du communisme et l'abondance des produits, une prodigieuse élévation du bien-être et du niveau culturel de la population. Ainsi, l'achèvement du stade socialiste du développement de la société marque en même temps le passage graduel au communisme. Le peuple tout entier — classe ouvrière, paysannerie, intellectuels — est intéressé de façon vitale à l'avènement du régime communiste; tous les travailleurs sont des bâtisseurs actifs du communisme où la société connaîtra une prospérité matérielle et un épanouissement culturel sans précédent. Comme en régime socialiste il n'y a ni classes ni groupe sociaux dont les intérêts seraient en contradiction avec le communisme, le passage au communisme s'opère graduellement, sans révolution sociale.

A la suite des plans quinquennaux d'avant-guerre, l'Union soviétique, par le volume global de la production industrielle, dépassait tous les autres pays d'Europe et occupait la seconde place dans le monde. La création des conditions matérielles du passage au communisme exige la suppression du retard de l'U.R.S.S. sur les pays capitalistes les plus évolués dans le volume de la production industrielle par habitant, ainsi qu'un développement considérable des forces productives. Le rapport du volume de la production industrielle à la population d'un pays est l'indice de sa puissance économique. La victoire du socialisme en U.R.S.S. imposa pratiquement la tâche proposée par Lénine et développée dans les travaux de Staline : rattraper et dépasser les principaux pays capitalistes du *point de vue économique*, c'est-à-dire par le volume de la production industrielle par habitant. Le XVIII^e Congrès du Parti communiste (1939) l'a définie comme *la tâche économique fondamentale* de l'Union soviétique.

Le *troisième plan quinquennal* a été un jalon important dans la voie du communisme. Les tâches assignées par le troisième plan quinquennal pour les trois premières années et demie (1938-juin 1941) ont été exécutées avec un plein succès. L'industrie, et avant tout l'industrie lourde, a connu un accroissement considérable, l'agriculture a continué à se renforcer et à se développer.

Le travail constructif et pacifique du peuple soviétique pour bâtir le communisme a été interrompu en 1941 par l'agression perfide de l'Allemagne fasciste et de ses vassaux.

La grande Guerre nationale de l'Union soviétique (1941-1945) a été la plus dure de toutes les guerres qu'ait connues la Russie. Elle a confirmé que l'U.R.S.S. possède le régime social et politique le plus solide et le plus viable qui soit. Le régime soviétique a prouvé qu'il était le plus apte non seulement à organiser le progrès économique et culturel du pays dans les années d'édification pacifique, mais aussi à mobiliser toutes les forces du peuple pour riposter à l'ennemi en temps de guerre.

La puissante base économique qui permit au pays de se défendre efficacement pendant la guerre, avait été créée au cours des plans quinquennaux d'avant-guerre grâce à la politique d'industrialisation et de collectivisation.

En 1940, l'U.R.S.S. avait produit 15 millions de tonnes de *fente*, soit près de quatre fois plus qu'en 1913; 18,3 millions de tonnes d'acier, soit 4,5 fois plus qu'en 1913; 166 millions de tonnes de *houille*, soit 5,5 fois plus qu'en 1913; 31 millions de tonnes de *pétrole*, soit 3,5 fois plus qu'en 1913; 38,3 millions de tonnes de *blé marchand*, soit 17 millions de tonnes de plus qu'en 1913; 2,7 millions de tonnes de *coton brut*, soit 3,5 fois plus qu'en 1913.

Le régime socialiste a permis en un temps très court de créer en U.R.S.S. une économie de guerre bien organisée qui s'est rapidement développée. La base économique de l'Etat soviétique s'est avérée incomparablement plus viable que l'économie des Etats ennemis. Grâce aux avantages de l'économie socialiste planifiée, l'Etat soviétique, dans les conditions incroyablement difficiles créées par la perte temporaire d'un certain nombre de régions importantes, a pu en temps utile mobiliser au maximum et utiliser de la manière la plus efficace les ressources matérielles et financières ainsi que la main-d'œuvre. Il a construit une foule d'entreprises nouvelles et intensifié l'effort industriel pour la victoire. Au cours de la guerre, les fabrications d'armements ont augmenté rapidement tandis que leur qualité s'améliorait. Malgré l'occupation temporaire par l'ennemi d'importantes régions agricoles, les kolkhoz et les sovkhos ont, pour l'essentiel, assuré sans à-coups graves l'approvisionnement de l'armée et du pays en denrées alimentaires et celui de l'industrie en matières premières. Le régime kolkhozien a subi sans faiblir les sévères épreuves de la guerre et montré sa vitalité.

La classe ouvrière, la paysannerie, les intellectuels, les femmes et les jeunes ont consenti d'immenses sacrifices et fait preuve d'une abnégation au travail exceptionnelle. L'émulation socialiste généralisée a donné de grands résultats. Grâce à l'élévation de la productivité du travail dans l'industrie lourde et l'industrie travaillant pour la défense, le prix de revient de la production a considérablement baissé, ce qui a permis d'accroître de manière appréciable la fabrication des armements.

L'unité morale et politique de la société socialiste, l'amitié des peuples, le patriotisme soviétique ont suscité un héroïsme de masse au front et à l'arrière. Le Parti communiste, qui dirigeait la défense du pays, a su orienter toutes les forces du peuple vers la défaite de l'ennemi. Les avantages décisifs du socialisme, la solidité inébranlable de l'arrière soviétique ont permis à l'U.R.S.S., en coopération avec les alliés, de remporter une victoire économique et militaire dans sa lutte à mort contre l'Allemagne impérialiste, qui disposait des ressources de nombreux pays européens, et contre le Japon impérialiste.

Le peuple soviétique, qui a dû supporter le poids principal de la guerre, n'a pas seulement sauvegardé la liberté et l'indépendance de son pays et ses conquêtes socialistes; il a encore libéré les peuples d'Europe du joug hitlérien.

La guerre a causé à l'économie nationale de l'U.R.S.S. un grave préjudice.

Les occupants fascistes ont brûlé et détruit 1.710 villes, comprenant de très importants centres industriels et culturels, plus de 70.000 villages, 31.850 entreprises industrielles; ils ont dévasté 98.000 kolkhoz, 1.876 sovkhos, 2.890 S.M.T., etc. L'ensemble des dommages qu'ils ont causé à l'économie nationale et aux citoyens de l'U.R.S.S. est évalué, en prix d'Etat, à 679 milliards de roubles. Pendant la guerre, la production civile de l'industrie et la production agricole ont subi une baisse considérable et les transports ont beaucoup souffert.

La société socialiste a supporté sans faiblir les épreuves d'une guerre particulièrement dure. C'était la preuve de la solidité inébranlable des nouveaux rapports socialistes de production, la preuve de leur supériorité sur les rapports capitalistes.

Tout Etat capitaliste, même le plus grand, aurait à coup sûr, dans ces conditions, été rejeté à des dizaines d'années en arrière et ravalé au rang de puissance de second ordre. Mais grâce aux avantages du régime socialiste, l'U.R.S.S. a mené à bien les tâches difficiles, entre toutes, que posait la liquidation des conséquences de la guerre. Après avoir triomphé de l'ennemi, elle a pu, en quelques années et par ses propres moyens, atteindre le niveau de sa production d'avant-guerre et même le dépasser sensiblement. Elle a réalisé avec succès son *quatrième plan quinquennal* (1946-1950) qui avait pour principal objectif d'assurer le relèvement des régions éprouvées, de ramener au niveau d'avant-guerre l'industrie et l'agriculture, puis de dépasser ce niveau dans des proportions importantes. Le quatrième l'industrie.

La réalisation du quatrième plan quinquennal marquait un très important progrès dans le développement économique et culturel de la société soviétique.

Le *cinquième plan quinquennal* (1951-1955) et les décisions qui furent prises alors par le Parti communiste et le gouvernement soviétique, en vue d'assurer un nouvel essor de l'industrie et de l'agriculture, une nouvelle élévation du bien-être et du niveau culturel du peuple soviétique constituent un pas nouveau vers le communisme. Les objectifs du cinquième plan quinquennal pour l'industrie ont été également atteints avant terme. La victoire du socialisme en U.R.S.S. a eu la plus grande *portée internationale*. Elle a été un nouveau coup vigoureux porté au système impérialiste mondial, un coup qui a ébranlé plus violemment encore ses assises.

L'affermissement du socialisme a prouvé de façon éclatante la supériorité du système socialiste d'économie nationale sur le système capitaliste. Il a fallu au capitalisme un siècle environ, et à la féodalité près de deux siècles pour affirmer leur supériorité sur les modes de production qui les avaient précédés. Le système socialiste d'économie a fourni la preuve de ses avantages indéniables par rapport au capitalisme dès la période de transition, c'est-à-dire en moins de vingt ans.

Les faits ont mis en évidence la justesse du marxisme, conception du monde révolutionnaire de la classe ouvrière, la justesse de la théorie léniniste de la révolution socialiste. Cela a renforcé la foi des masses laborieuses dans la force de la classe ouvrière, dans la victoire finale du socialisme à l'échelle mondiale.

RÉSUMÉ

1. *A la fin de la période de transition du capitalisme au socialisme, les éléments capitalistes avaient été liquidés en U.R.S.S. dans tous les domaines de l'économie; le système socialiste était devenu le seul système de l'économie nationale; la base économique de la société socialiste avait été créée. La victoire du socialisme a trouvé son expression et sa consécration législative dans la Constitution de l'U.R.S.S., la plus démocratique du monde.*

2. *Le socialisme est un régime fondé sur la propriété sociale des moyens de production sous ses deux formes : la propriété d'Etat (du peuple tout entier) et la propriété coopérative-kolkhozienne; un régime qui ignore l'exploitation de l'homme par l'homme, où l'économie nationale se développe selon un plan afin de satisfaire au mieux les besoins croissants des travailleurs en produisant toujours davantage, et où est appliqué le principe de la répartition selon le travail.*

3. *La société socialiste se compose de deux classes amies : la classe ouvrière et la paysannerie, ainsi que des intellectuels qui sont attachés par toutes leurs fibres à la classe ouvrière et à la paysannerie. La victoire du socialisme a entraîné une amélioration radicale de la situation matérielle et culturelle des travailleurs, la suppression de l'opposition entre la ville et la campagne, entre le travail intellectuel et le travail manuel, la disparition de l'inégalité des nations et l'apparition de nations nouvelles, socialistes.*

4. *A la suite de la victoire du socialisme, l'U.R.S.S. est entrée dans la phase du passage graduel du socialisme au communisme. Grâce aux avantages du régime socialiste, l'U.R.S.S. a remporté une victoire à la fois économique et militaire dans la grande Guerre nationale. Après la guerre, l'Union soviétique a réalisé en un temps très court le relèvement, puis un vigoureux essor, de son économie nationale, et elle poursuit sa marche vers le communisme. La victoire du socialisme en U.R.S.S. a une portée historique mondiale. Elle a démontré pratiquement la supériorité du socialisme sur le capitalisme.*

B. — Le système socialiste d'économie nationale

CHAPITRE XXVII - LA BASE MATÉRIELLE DE PRODUCTION DU SOCIALISME

Les principaux caractères de la base matérielle de production du socialisme.

La base matérielle de production du socialisme, c'est la grande production mécanique dans tous les domaines de l'économie nationale, production fondée sur une technique supérieure et le travail affranchi de toute exploitation.

La propriété sociale des moyens de production assure l'unité de la production socialiste qui se développe méthodiquement dans l'intérêt de toute la société. Le développement ne se heurte pas aux obstacles posés par la propriété privée des moyens de production.

La production socialiste est la plus grande et la plus concentrée du monde. Le régime socialiste implique la domination sans partage de la grande production non seulement dans l'industrie, mais aussi dans l'agriculture, alors qu'en régime capitaliste les petites exploitations de paysans individuels prédominent numériquement dans l'agriculture.

Le socialisme ne connaît pas les contradictions et les limitations de l'usage du machinisme qui sont propres au capitalisme. Dans la société bourgeoise, les machines sont un instrument d'exploitation et ne sont utilisées dans la production que lorsqu'elles augmentent le profit du capitaliste grâce à l'économie réalisée sur le salaire des ouvriers.

En régime socialiste, elles sont employées toutes les fois qu'elles épargnent du travail à la société, qu'elles allègent l'effort des ouvriers et des paysans, qu'elles contribuent à accroître le bien-être national. Et comme le chômage n'existe pas en société socialiste, les machines ne peuvent faire concurrence aux travailleurs. C'est pourquoi ceux-ci les emploient très volontiers dans la production.

La liquidation de la propriété privée des moyens de production fait qu'en régime socialiste les réalisations de la science et de la technique modernes deviennent le patrimoine de la société tout entière.

La production socialiste, qui se propose de satisfaire les besoins sans cesse croissants des masses populaires, implique le développement et le perfectionnement continus de la technique; la technique ancienne doit être remplacée par une technique nouvelle, celle-ci par une autre, plus nouvelle encore. D'où la nécessité de créer de nouveaux types de machines, mécanismes, instruments et appareils, de nouveaux matériaux et une technologie d'avant-garde, d'en acquérir la pratique et de les intégrer dans la production. L'Etat socialiste, qui concentre entre ses mains les principaux moyens de production et d'accumulation, peut procéder à d'importants investissements dans l'économie nationale en vue d'assurer un progrès technique continu et peut réaliser de grands travaux sur une échelle et à un rythme que le capitalisme ne saurait atteindre.

Le socialisme assure l'introduction conséquente du machinisme moderne dans tous les domaines de la production, y compris l'agriculture.

En régime socialiste, la situation des producteurs a radicalement changé. Le travail des ouvriers, des kolkhoziens et des intellectuels, travail affranchi de toute exploitation, est à la base de l'existence de la société socialiste. Les producteurs travaillent pour eux-mêmes, pour la société, et non pour des exploiters; aussi sont-ils profondément intéressés au perfectionnement de la production sur la base d'une technique supérieure et à l'utilisation la plus rationnelle de la technique existante. Par ailleurs, le socialisme entraîne l'élévation constante et rapide du niveau de culture générale et de formation technique des travailleurs. D'où la part active que ceux-ci prennent au développement de la production, au perfectionnement de la technique, à l'amélioration de la technologie et de l'organisation du travail.

A la différence du capitalisme, le socialisme assure un accroissement ininterrompu et rapide des forces productives.

L'industrie socialiste.

L'industrie socialiste est une industrie fortement concentrée, avancée sous le rapport technique, unifiée sur la base de la propriété sociale. Son rôle est déterminant dans l'économie nationale, à toutes les branches de laquelle elle fournit un outillage perfectionné; cela, grâce au développement plus rapide des industries produisant des moyens de production, au progrès accéléré des constructions mécaniques. L'industrie lourde est la base fondamentale de l'économie socialiste.

L'industrie joue un rôle des plus importants dans l'accroissement de la consommation nationale. Les industries légère et alimentaire, dotées d'un matériel perfectionné, produisent d'une année à l'autre plus d'articles de consommation courante.

Les fonds fixes de production, dans l'industrie de l'U.R.S.S., ont en 1954 plus que doublé par rapport à 1940, et ils étaient de 24 fois plus élevés qu'en 1913. En 1954, la production globale de la grande industrie a été multipliée (à parité de prix) par 35 par rapport à 1913. Si l'on prend pour base le niveau de 1940, la production industrielle en 1954 avait été multipliée par plus de 2,8 (celle des constructions mécaniques et de la métallurgie avait presque quadruplé). La production des branches maîtresses de l'industrie lourde a, de 1913 à 1945, augmenté comme suit : houille — de 29 millions à 347 millions de tonnes; pétrole — de 9 millions à 59,3 millions de tonnes; acier — de 4,2 millions à 41,4 millions de tonnes; ciment — de 1,5 millions à 19 millions de tonnes; énergie électrique — de 1,9 milliard à 149 milliards de kWh.

L'industrie socialiste est la plus concentrée du monde. En régime socialiste, la *concentration de la production* s'opère selon un plan et s'accompagne d'un essor général de l'économie nationale dans l'intérêt de toute la société, alors qu'en régime capitaliste la concentration s'effectue dans l'anarchie, entraîne la ruine et la disparition des petites et moyennes entreprises et la domination des monopoles.

Nous sommes le pays de l'industrie la plus concentrée. C'est dire que nous pouvons édifier notre industrie sur la base de la technique la meilleure, et garantir ainsi une productivité du travail jamais vue, un rythme d'accumulation sans précédent. (J. STALINE : « Les tâches des dirigeants de l'industrie », *Les Questions du léninisme*, t. II, p. 35.)

L'intégration, ou *concentration verticale*, reçoit en régime socialiste une large extension. Elle permet de tirer un meilleur parti des matières premières et du combustible, de réduire les frais de transport, d'accélérer le processus de production.

Dans l'industrie soviétique, les entreprises ayant un chiffre de production annuelle de plus de 5 millions de roubles (prix de 1926-1927) concentraient, en 1940, 71 % des ouvriers et 84 % de la production, et, en 1954, 80 % des ouvriers et 92 % de la production industrielle. Si l'on compare les chiffres relatifs à la concentration industrielle en U.R.S.S. et aux Etats-Unis (pour plus de commodité, on a groupé les entreprises d'après le nombre des ouvriers et des employés), on constate qu'en 1954, les entreprises comptant plus de 1.000 ouvriers et employés concentraient 64 % des ouvriers et employés et fournissaient 72 % de la production dans les industries de transformation de l'U.R.S.S. ; alors qu'aux Etats-Unis, dans les mêmes industries, ces entreprises concentraient, en 1952, 33 % des ouvriers et fournissaient 36 % de la production.

Dans la société socialiste, la propriété sociale des moyens de production crée des conditions particulièrement favorables à l'application sur une grande échelle de la spécialisation et de la coopération dans l'industrie.

Il y a *spécialisation* de la production industrielle quand l'entreprise se consacre exclusivement à la fabrication d'un produit déterminé, de ses différentes parties et pièces détachées, ou à certaines opérations de la fabrication d'un article. En régime socialiste, la spécialisation indique que la société tire méthodiquement parti des avantages de la division du travail entre les différentes entreprises. Elle permet d'utiliser un outillage à grand rendement, de standardiser, de produire en série et à la chaîne, ce qui assure une augmentation considérable de la productivité du travail.

En régime socialiste, la *coopération* des entreprises industrielles consiste dans l'établissement planifié de rapports de production réguliers entre les entreprises qui participent à la fabrication d'un article déterminé, mais constituent des unités économiques indépendantes les unes des autres. La coopération des entreprises dans le cadre d'une même région économique, qui évite les transports sur de trop longues distances, revêt une grande importance. La coopération planifiée des entreprises permet un important relèvement de la productivité du travail social.

La société socialiste s'assigne pour objectif d'appliquer plus largement la spécialisation et la coopération, en tant que formes les plus rationnelles d'organisation de la production.

Le développement de l'industrie et son rééquipement technique vont de pair avec l'augmentation numérique de la classe ouvrière et l'élévation de son niveau culturel et technique. L'application des techniques nouvelles entraîne l'accroissement du nombre absolu et relatif des ouvriers qualifiés, une diminution du nombre absolu et relatif des ouvriers manuels sans qualification. Quant aux ingénieurs et techniciens, leur nombre ne cesse d'augmenter.

En U.R.S.S. ont été créés de puissants *moyens de transport* d'une haute perfection technique. Pour reprendre la définition de Marx, les transports constituent la quatrième branche de la production matérielle (après l'industrie extractive, l'industrie de transformation et l'agriculture). Reliant entre elles toutes les branches de l'économie nationale et les différentes régions économiques du pays, ils jouent un rôle important dans le processus de la production et de la répartition des biens matériels. Ce rôle des transports augmente dans une économie socialiste planifiée qui se développe à des rythmes accélérés et où les différentes branches de la production et les régions économiques sont reliées entre elles par des liens multiples. Parlant des chemins de fer, Lénine disait qu'ils sont

une des manifestations de la liaison frappante entre la ville et la campagne, entre l'industrie et l'agriculture, liaison sur laquelle repose entièrement le socialisme. (V. LENINE : « Discours de clôture de la discussion sur le rapport relatif aux tâches immédiates à la séance du Comité exécutif central de la R.S.F.S.R. », le 29 avril 1918. *Œuvres*, t. XXVII, p. 277, (éd. russe).)

La concentration de toutes les formes de transport (ferroviaire, fluvial, maritime, automobile, aérien) entre les mains de la société a éliminé la concurrence qu'elles se font en régime capitaliste, et a permis leur coordination méthodique. Il a été créé en U.R.S.S. un *système de transports unique* pour l'ensemble du pays, associant méthodiquement toutes les formes de transport.

En régime socialiste, le système de transports unique est organisé conformément aux dernières réalisations de la technique la plus perfectionnée : emploi le plus étendu d'un matériel roulant moderne et de grande puissance, mécanisation des travaux de chargement et de déchargement, perfectionnement des installations de la voie, etc.

En U.R.S.S., les fonds fixes de production des transports étaient en 1954 environ 7 fois plus élevés qu'en 1913. Le trafic, pour toutes les formes de transport, était, en 1954, près de 9 fois celui de 1913 (et le seul trafic ferroviaire 13 fois).

L'agriculture socialiste.

La socialisation de l'économie paysanne autrefois morcelée, l'organisation de kolkhoz et de sovkhov ont permis un emploi étendu des machines et l'application dans l'agriculture des méthodes de culture les plus perfectionnées, et ont créé les conditions d'un essor de la production agricole.

L'agriculture socialiste de l'U.R.S.S., qui repose sur la propriété sociale, est la plus grande du monde et atteint un haut degré de mécanisation. Elle comprend les kolkhoz, les stations de machines et de tracteurs et les sovkhov. Le regroupement effectué en 1950-1951, sur la décision des assemblées générales des kolkhoziens, a sensiblement augmenté l'étendue des kolkhoz. On comptait, au 1^{er} janvier 1955, 89.000 kolkhoz au lieu de 254.000 au 1^{er} janvier 1950. Chaque kolkhoz avait en moyenne 589 hectares de terre arable avant le regroupement et 1.950 hectares au début de 1955.

Grâce aux stations de machines et de tracteurs, les kolkhoz ont pour base matérielle et technique la grande production mécanique. L'Etat soviétique a organisé un système largement ramifié de stations de machines et de tracteurs dans les régions productrices de céréales, de lin, de coton, de betterave et dans les banlieues des villes. Des stations spéciales ont été créées pour mécaniser les travaux exigeant une nombreuse main-d'œuvre dans l'élevage, les travaux d'assèchement des marais et d'amélioration des prairies et des pâturages. On a créé une première série de stations de machines et de tracteurs électriques qui utilisent sur une grande échelle l'électricité dans la production kolkhozienne. Les S.M.T. disposent de machines agricoles et de cadres de spécialistes en rapport avec le genre de production des kolkhoz qu'elles desservent. Au 1^{er} janvier 1955, on comptait en U.R.S.S. environ 9.000 S.M.T. et autres stations spécialisées au service des kolkhoz qui assuraient un niveau de mécanisation élevé de la production agricole.

Les sovkhoz, grandes entreprises d'Etat, dotées de l'équipement technique le plus moderne, jouent un rôle important dans l'agriculture de l'U.R.S.S. Au 1^{er} janvier 1955, il existait dans le pays plus de 5.000 sovkhoz spécialisés dans la culture des céréales, l'élevage (production de viande et de lait, élevage du porc, du mouton, de la volaille, du cheval), la culture du coton, etc.

L'industrie socialiste a fourni à l'agriculture un outillage perfectionné. Tout un ensemble de machines tractées a été mis au point pour exécuter les principaux travaux agricoles nécessités par les cultures les plus importantes : labours, semailles, travaux d'entretien, récolte.

Au 1^{er} juillet 1955, l'agriculture soviétique disposait de plus de 1.400.000 tracteurs (calculés en tracteurs de 15 CV), 350.000 moissonneuses-batteuses, plus de 450.000 camions et quantité d'autres machines. D'où un niveau élevé de mécanisation des travaux agricoles. L'emploi des machines a profondément modifié la structure des ressources énergétiques de l'agriculture. En 1916, le bétail de trait constituait 99,2 % et les moteurs mécaniques 0,8 % seulement des ressources énergétiques de l'agriculture. En 1940, la part du bétail de trait était de 22%, et celle des moteurs mécaniques de 78%; au début de 1955, la proportion était respectivement de 7 % et 93 % (tracteurs : 33 %, camions : 31 %, moteurs de moissonneuses-batteuses : 15 %, installations électriques : 31 %, autres moteurs : 10 %).

La transformation socialiste de l'agriculture a permis de remplacer le système primitif de l'assolement triennal, en usage depuis des siècles, par de nouveaux systèmes d'agriculture, les plus progressistes qui soient. Un large recours à l'outillage le plus moderne et aux dernières réalisations de l'agronomie, la pratique d'assolements rationnels s'accompagnant du développement des cultures fourragères, maraîchères et industrielles, l'emploi d'engrais chimiques et organiques, l'irrigation des terres dans les régions arides, l'assèchement des marécages, tels sont les principaux traits de ces systèmes.

Une agriculture socialiste rationnellement organisée suppose une certaine spécialisation des entreprises agricoles. La *spécialisation* des entreprises agricoles socialistes consiste à déterminer pour chacune d'elles, en vertu d'un plan et en fonction des conditions naturelles et économiques de la région ou de la zone correspondante, les branches maîtresses, et à côté d'elles les branches complémentaires. Elle ne répudie donc pas, mais suppose le développement *d'exploitations aux activités multiples*, où les branches maîtresses et complémentaires sont judicieusement associées. Cette organisation de l'agriculture socialiste permet de tirer le meilleur parti de la terre et de la main-d'œuvre.

L'agrandissement des exploitations et leur rééquipement technique s'accompagnent de la formation de nouveaux cadres de producteurs agricoles sachant mettre en œuvre les techniques modernes les plus perfectionnées et les connaissances agronomiques. En U.R.S.S., pour la première fois dans l'histoire, les réalisations de l'agronomie sont devenues le patrimoine des masses paysannes. L'emploi généralisé d'un outillage nouveau a donné naissance à de nouvelles professions nécessitées par la motoculture : celles de conducteur de tracteur et de moissonneuse-batteuse, de chauffeur, de mécanicien, de conducteur de batteuse, d'arracheuse de lin, de machine à récolter le coton, etc. Le régime kolkhozien a fait naître des centaines de milliers de dirigeants et d'organiseurs de la production hautement qualifiés : présidents de kolkhoz, chefs de brigade, agronomes et zootechniciens, directeurs de ferme d'élevage, etc.

Les voies du progrès technique en régime socialiste.

En régime socialiste, le progrès technique résulte surtout du perfectionnement des moyens de production et des processus technologiques, de la mécanisation et de l'automatisation de la production, de l'électrification de l'économie nationale, d'applications toujours plus étendues de la chimie à la production, de l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques.

La base du progrès technique est le *perfectionnement des instruments de production* : augmentation du rendement des machines, mesures tendant à rendre leur fonctionnement plus économique et plus sûr, à accroître leur durée de service, à développer l'automatisme de leur conduite, à réduire la quantité du métal et des autres matériaux nécessaires à leur fabrication. Le perfectionnement des instruments de production est étroitement lié à l'amélioration des processus technologiques : méthodes d'usinage et d'utilisation des matières premières et des matériaux, introduction de nouvelles matières premières et de nouveaux matériaux, accroissement des vitesses, des pressions et des températures.

Le socialisme ouvre de vastes possibilités au perfectionnement continu des instruments de production et des processus technologiques. Il est impossible de développer la base matérielle de production du socialisme sans lutter résolument contre la stagnation technique, la routine; il faut, à cet effet, intégrer dans la production, rapidement et sur une grande échelle, toutes les réalisations de la science et de la technique d'avant-garde de l'U.R.S.S. et des pays étrangers.

Depuis l'instauration du pouvoir soviétique, un large réseau d'instituts de recherche scientifique et de bureaux d'études a été créé, les ouvriers inventeurs se sont multipliés et le mouvement de masse des novateurs de la production a pris un large essor.

Les constructeurs soviétiques résolvent toute une série de problèmes techniques relatifs à la construction de machines et d'appareils nouveaux destinés à toutes les branches de la production. Ils ont créé des engins tels que, par exemple, les haveuses-chargeuses, de nombreuses machines agricoles (des planteuses et arracheuses de pommes de terre, une récolteuse de lin, une arracheuse-décolleteuse-groupeuse de betteraves), de nouveaux modèles d'équipement énergétique, de puissants appareils de construction, de nouveaux types de machines-outils, etc.

Une large utilisation des réalisations de la science et de la technique des pays étrangers constitue un facteur important du progrès technique. Dans un certain nombre de cas, l'outillage fabriqué dans nos entreprises n'atteint pas le niveau des meilleurs modèles étrangers. Les avantages du régime socialiste ouvrent toutes les possibilités à l'accélération du progrès technique, à l'élimination du retard qui existe dans certains secteurs de la production, ce qui doit permettre de dépasser à bref délai les réalisations scientifiques et techniques du monde capitaliste.

Dans le progrès technique en régime socialiste, un rôle immense est assigné à la mécanisation des processus du travail. La *mécanisation* substitue au travail manuel le travail de la machine. La mécanisation méthodique des différents processus du travail est, en régime socialiste, une nécessité économique. Une augmentation ininterrompue et rapide de la production socialiste ne peut être obtenue que par un perfectionnement constant de la technique et la mécanisation de toutes les opérations.

En U.R.S.S., la mécanisation des principaux processus du travail et des opérations les plus pénibles se poursuit systématiquement dans tous les domaines de l'économie nationale.

La mécanisation a atteint un niveau élevé dans l'industrie de l'U.R.S.S. Dans l'industrie houillère, qui reposait entièrement avant la Révolution sur un travail manuel pénible, l'emploi de haveuses, de moyens de transport électriques et d'appareils de chargement avait permis, dès 1940, de mécaniser le havage et l'abattage à 94,8 %, la desserte à 90,4 %, le herchage à 58,4 %, le chargement du charbon dans les wagons de chemin de fer à 86,5 %. Après la guerre, la mécanisation de toutes ces opérations a été réalisée à 100 %. La mécanisation réalise également de grands progrès dans les autres industries. Ainsi, les chantiers des centrales hydroélectriques mettent en œuvre de remarquables réalisations de la technique soviétique : nouveaux et puissants excavateurs, bulldozers, dragues suceuses-refouleuses, etc. L'excavateur marchant sorti de l'Usine de constructions mécaniques de l'Oural, dont la benne a une contenance de 14 m³, peut remuer plus de 2,5 millions de m³ de terre par an et exécute le travail de 7.000 ouvriers.

En 1954, la presque totalité des labours d'automne et des jachères était mécanisée dans les kolkhoz : les semailles des cultures d'automne l'étaient à 95 %, celles de printemps à 88 %, celles du coton, de la betterave à sucre et d'autres plantes industrielles l'étaient presque entièrement. Plus de 40 % de la superficie cultivée en pommes de terre par les kolkhoz a été plantée par les stations de machines et de tracteurs. 82 % des céréales et 93 % du tournesol ont été récoltés par des machines. La mécanisation des principaux travaux des champs dans les kolkhoz est en voie d'achèvement. C'est déjà chose faite dans les sovkhoz pour l'essentiel des principales opérations agricoles. Toutefois, les résultats obtenus en matière de mécanisation de l'agriculture ne suffisent pas à satisfaire les besoins croissants de la société en produits agricoles. La dépense de travail vivant humain par unité de production dans les sovkhoz et dans les kolkhoz est encore élevée. Il est indispensable de continuer à développer largement la mécanisation des travaux pénibles dans l'élevage, les cultures maraîchères, l'horticulture, le transport, le chargement et le déchargement des produits agricoles, la mécanisation de l'assèchement des terres marécageuses, ainsi que de l'irrigation.

La *mécanisation combinée* reçoit en régime socialiste un développement de plus en plus considérable. Elle consiste à mécaniser, grâce à un système de machines se complétant mutuellement, toutes les phases de la production liées entre elles, qu'elles soient fondamentales ou auxiliaires. Elle fait disparaître les solutions de continuité dans la mécanisation du travail. On a ainsi un *système de machines* qui embrasse l'ensemble du processus de production.

A son degré supérieur, la mécanisation devient *l'automatisation*, ou emploi de machines automatiques fonctionnant par auto-régulation. L'automatisation est étroitement liée à la *télémechanique*, c'est-à-dire à la commande et au contrôle à distance du fonctionnement des mécanismes (télécommande). Quand un ensemble de machines embrassant toutes les phases de la production fonctionne en se réglant lui-même, on a un *système automatique de machines* qui s'acquitte de toutes les opérations nécessaires pour transformer la matière première en produit fini sans l'intervention directe de l'homme et ne nécessite qu'un contrôle de la part de ce dernier.

Depuis la fin de la guerre, certains succès ont été obtenus dans diverses branches industrielles de l'U.R.S.S. quant à l'automatisation des processus de production. Dans la sidérurgie soviétique, plus de 90 % de la fonte proviennent de hauts fourneaux où la température de l'air soufflé est réglée automatiquement, et près de 90 % de l'acier Martin sont fondus dans des fours dont le régime thermique est également commandé par des moyens automatiques. L'automatisation des hauts fourneaux et des fours Martin a accru leur rendement de 7 à 10 % et réduit de 6 % la dépense de combustible. Le nombre des machines-outils automatiques et semi-automatiques, des presses à forger et des appareils automatiques de contrôle en usage dans les constructions mécaniques augmente d'une année à l'autre. Les équipements automatiques trouvent toujours plus d'emplois dans les industries chimiques, les papeteries, les raffineries de pétrole, etc. Il existe en U.R.S.S. deux catégories de systèmes automatiques de machines : les lignes automatiques de machines-outils et autres dispositifs et les entreprises entièrement automatisées.

L'extension de la mécanisation du travail en régime socialiste est la base d'une élévation rapide du rendement et contribue à rapprocher de plus en plus le travail manuel du travail intellectuel.

La réorganisation de toutes les branches de l'économie sur la base de la grande production mécanique et la mécanisation toujours plus poussée des différents processus du travail sont étroitement liées à *l'électrification*, qui constitue au point de vue technique le fondement de la grande production moderne.

Le socialisme assure l'application méthodique de l'électricité dans toutes les branches de l'économie nationale.

En régime socialiste, l'électrification est caractérisée : premièrement, par la centralisation de la production de l'énergie électrique et sa concentration dans de grandes stations; par le développement rapide des lignes de transport d'énergie à haute tension groupant les centrales en de grands systèmes régionaux ou interrégionaux, pour former par la suite un réseau unique; deuxièmement, par la construction de nombreuses centrales hydroélectriques et l'augmentation constante de leur part dans la production totale de l'énergie électrique, ce qui constitue un des principaux moyens d'accroître les ressources énergétiques du pays; troisièmement, par le développement du chauffage urbain dans les grandes villes et les centres industriels.

L'électrification transforme jusqu'à l'aspect des fabriques et des usines. Au lieu d'un moteur central pourvu d'un mécanisme de transmission compliqué, la commande par moteurs électriques individuels est installée dans presque toutes les entreprises. L'électrification des machines constitue la base énergétique de la mécanisation combinée et de l'automatisation de la production. L'emploi de l'électricité a donné naissance à des industries nouvelles : électrometallurgie des métaux ferreux et non-ferreux, électrochimie, ainsi qu'à de nouvelles méthodes d'usinage.

On attache une grande importance, pour les progrès ultérieurs de l'électrification en U.R.S.S., à la construction au cours du cinquième quinquennat, sur la Volga, le Dniepr, le Don, la Kama, l'Angara, l'Irtych, l'Obi et sur d'autres cours d'eau, de puissantes centrales hydroélectriques dont certaines seront les plus grandes du monde. Elles permettront, entre autres choses, d'obtenir en grosse quantité de l'énergie à bon marché, d'électrifier sur une vaste échelle l'agriculture et les transports, de créer de nouvelles industries, fortes consommatrices d'électricité, et d'améliorer la navigation.

Les quatre années du cinquième plan quinquennal ont vu entrer en exploitation de puissantes centrales hydroélectriques équipées selon le dernier mot de la technique : celles de Tsimlianskaïa (164.000 kW), de Guïoumouch (224.000 kW), du Haut-Svir (160.000 kW), de Minguétchaour (357.000 kW), la première tranche (126.000 kW) de la centrale de la Kama dont la puissance totale sera de 500.000 kW, et plusieurs autres. Pendant cette même période, d'importantes centrales thermiques ont été mises en service : celles de Mironovka (400.000 kW), de Slaviansk (200.000 kW), du sud du Kouzbass (400.000 kW), la première tranche (300.000 kW) de la centrale de Tchérépet, portée aujourd'hui à 600.000 kW, et d'autres encore. De nouvelles centrales hydroélectriques d'une grande puissance (celles de Kouibychev, de Gorki, de Kakhovka et plusieurs autres) ont livré leur premier courant industriel en 1955. La puissance des centrales hydroélectriques en chantier en U.R.S.S. représente environ le triple de la puissance de toutes les centrales hydroélectriques en service dans le pays au début de 1954. Après la guerre, on s'est préoccupé d'appliquer en grand l'électricité à l'agriculture. Au début de 1955, la puissance des centrales électriques rurales avait sextuplé par rapport à 1940; près de 40% des kolkhoz utilisaient l'énergie électrique. Dans de nombreux kolkhoz et sovkhov, c'est sur l'électricité que repose la mécanisation du battage ainsi que d'un certain nombre d'opérations dans l'élevage (préparation des fourrages, distribution d'eau, traite des vaches, tonte des moutons, etc.).

Le progrès de la technique moderne se traduit également par le prodigieux développement qu'a pris la *chimie* et par l'emploi des méthodes de traitement chimique de la matière, qui accélèrent la production, permettent une meilleure utilisation des matières premières et la création de nouveaux types de matières premières et de matériaux. L'industrie chimique est devenue en U.R.S.S. un puissant facteur du développement technique de toute l'économie nationale. A l'heure actuelle, les opérations chimiques industrielles sont en général automatisées, se poursuivent sans interruption dans des appareils hermétiquement clos, sont contrôlées et réglées automatiquement, sans l'intervention directe de l'homme. Des applications de la chimie à l'agriculture dépendent dans une grande mesure l'augmentation des rendements agricoles et la création de l'abondance des biens de consommation.

La découverte des méthodes d'obtention et d'utilisation de *l'énergie atomique* est le sommet de l'étape actuelle du développement de la technique. L'U.R.S.S. est le premier pays qui soit parvenu à utiliser l'énergie atomique à des fins pacifiques. La première centrale électrique industrielle au monde fonctionnant à l'énergie atomique, d'une puissance utile de 5.000 kW, est déjà en service en Union soviétique.

La répartition géographique de la production socialiste.

En régime socialiste, une nouvelle *répartition géographique de la production* et un nouveau système de rapports s'établissent entre les différentes branches d'activité et les différentes régions du pays.

Dans la société bourgeoise, la course au profit et la concurrence ont pour résultat une répartition inégale et irrationnelle de la production. L'industrie se concentre d'elle-même dans quelques centres, alors que d'immenses territoires, notamment les territoires coloniaux périphériques, sont condamnés à rester arriérés sous le rapport industriel. En régime socialiste, par contre, la répartition de la production s'effectue selon un plan, de façon à accroître la productivité du travail social, la puissance de l'Etat socialiste et le bien-être des travailleurs. La répartition par l'Etat soviétique de la production socialiste obéit aux principes suivants, découlant des lois économiques du socialisme.

Premièrement, rapprocher au maximum la production des sources de matières premières et des régions consommatrices. Esquissant un plan en vue de réorganiser l'industrie et d'assurer un essor économique général du pays, Lénine donnait l'indication suivante :

Ce plan doit prévoir :

une *répartition* rationnelle de l'industrie en Russie, prenant en considération la proximité des matières premières et la nécessité de réduire au minimum les pertes de travail depuis la première transformation de la matière brute, en passant par chacun des stades suivants du façonnage, jusqu'à l'obtention du produit fini. (V. LENINE : « Ebauche d'un plan de travaux scientifiques et techniques » *Œuvres*, t. XXVII, p. 288, (éd. russe).)

Cette répartition de la production permet de mieux utiliser les ressources naturelles, de mettre fin aux transports irrationnels, d'où une économie de travail considérable à l'échelle de toute la société et des rythmes accélérés de développement de l'économie nationale.

Deuxièmement établir une division méthodique du travail entre les différentes régions économiques tout en assurant un développement harmonieux de l'économie à l'intérieur de ces régions, compte tenu des conditions naturelles de chaque région et de l'opportunité économique de produire tels ou tels articles industriels et denrées agricoles. Un développement harmonieux de l'économie des différentes régions, qui tient compte des besoins de chacune en combustible, matériaux de construction, articles courants de l'industrie légère et produits alimentaires, réduit les transports sur de trop grandes distances et autres transferts irrationnels et contribue à mobiliser les ressources locales en matières premières.

Troisièmement, procéder à une répartition régulière de l'industrie à travers le pays de manière à assurer la formation de nouvelles villes et de nouveaux centres industriels dans les régions agricoles autrefois arriérées; rapprocher l'agriculture de l'industrie. Cela contribue à supprimer la différence essentielle entre la ville et la campagne.

Quatrièmement, faire disparaître l'inégalité économique de fait entre les peuples, assurer un progrès rapide de l'économie des régions habitées par les nationalités autrefois arriérées, donnant ainsi une base matérielle au resserrement de l'amitié et de la collaboration entre les peuples.

La répartition géographique de la production socialiste tient compte, en même temps, des intérêts du renforcement de la capacité de défense de l'Etat socialiste, ce qui rend nécessaire de développer très rapidement de nombreuses industries dans les régions intérieures les plus reculées du pays.

Depuis l'instauration du pouvoir soviétique, un grand travail a été accompli en U.R.S.S. pour mettre fin à l'inégalité qui régnait dans la répartition de la production, inégalité héritée du capitalisme.

Le fait que l'industrie a été rapprochée des sources de matières premières s'est traduit avant tout par le développement accéléré des régions orientales du pays et l'apparition de nouvelles bases houillères, pétrolières et métallurgiques, de nouveaux centres de constructions mécaniques et d'industrie légère dans l'Oural, en Sibérie occidentale, en Asie centrale et en Kazakhie. Les nouveaux foyers d'industrie sont devenus autant de centres économiques et culturels qui transforment l'aspect de ces régions. La création d'une puissante base industrielle dans l'Est du pays a été une condition essentielle de la victoire de l'Union soviétique dans la grande Guerre nationale.

Pendant la guerre nationale et après la guerre, l'industrie des régions orientales (Volga, Oural, Sibérie, Extrême-Orient, R.S.S. de Kazakhie et républiques soviétiques d'Asie centrale) s'est développée encore plus rapidement.

En 1954, ces régions ont fourni un tiers environ de la production industrielle de l'U.R.S.S., plus de 60 % du pétrole, plus de la moitié de l'acier et des laminés, près de la moitié de la houille et plus de 40 % de l'énergie électrique. Alors que, de 1940 à 1954, la production industrielle globale de l'U.R.S.S. a été multipliée par 2,8, elle a quadruplé dans les régions orientales.

Les Républiques soviétiques d'Ouzbékiste, de Kazakhie, de Kirghizie, de Turkménie et de Tadjikie, qui totalisent moins de 20 millions d'habitants, ont produit, en 1954, plus de 4 fois plus d'énergie électrique que les pays d'Orient voisins de l'U.R.S.S. : Turquie, Iran, Afghanistan et Pakistan pris ensemble, dont la population dépasse 130 millions d'habitants.

Le développement de l'industrie socialiste dans un certain nombre de régions économiques autrefois dépourvues d'industrie a fait que l'ancienne division en régions industrielles et en régions agricoles est, dans ses grandes lignes, devenue caduque. Les transformations profondes intervenues dans la distribution de la production agricole font peu à peu disparaître l'étroite spécialisation qui distinguait l'agriculture avant la Révolution. Une importante base céréalière a été constituée dans les régions orientales de l'U.R.S.S.; l'agriculture a réalisé une importante avance vers le Nord; les cultures vivrières se sont développées autour des villes et des centres industriels.

En dépit des résultats obtenus, il existe encore de graves insuffisances dans la répartition géographique de la production socialiste. C'est ainsi qu'à présent encore on construit souvent de nouvelles entreprises dans les anciennes régions industrielles, sans tenir compte de l'approvisionnement de ces entreprises en ressources locales (matières premières et combustible). Par ailleurs, la construction d'entreprises industrielles marque un sérieux retard dans l'Est du pays, notamment en Sibérie, en Extrême-Orient, en Asie centrale et en Kazakhie, où l'on trouve pourtant suffisamment de matières premières et de ressources énergétiques.

L'élimination de ces insuffisances et une meilleure répartition géographique de la production sont l'un des principaux facteurs de l'essor futur de l'économie socialiste.

La répartition socialiste de la production assure l'utilisation la plus efficace des richesses naturelles et de la main-d'œuvre et contribue au relèvement de la productivité du travail social, à l'accélération des rythmes d'accroissement de la production, au renforcement de la puissance économique de l'U.R.S.S.

RÉSUMÉ

1. La grande production mécanique étendue à toutes les branches de l'économie nationale et fondée sur une technique supérieure ainsi que sur le travail de travailleurs affranchis de toute exploitation constitue la base matérielle de production du socialisme. En régime socialiste, la machine est un moyen d'économiser et de faciliter le travail des ouvriers et des paysans, d'accroître le bien-être général. L'industrie socialiste de l'U.R.S.S., la plus concentrée du monde, est très avancée au point de vue technique et centralisée à l'échelle du pays; c'est d'elle que dépend le développement de toutes les branches de l'économie. L'agriculture socialiste est la plus grande du monde; elle est hautement mécanisée.

2. La base matérielle de production du socialisme repose sur les dernières conquêtes de la science et de la technique modernes. Le socialisme met fin à l'inégalité (propre au capitalisme) de l'emploi du machinisme dans les différentes branches et les processus de la production, et assure l'introduction méthodique des techniques nouvelles dans tous les domaines de l'économie nationale. En régime socialiste, le développement de la technique est réalisé avant tout par le perfectionnement des instruments de production et l'amélioration des processus technologiques, la mécanisation et l'automatisation des processus du travail, l'électrification de l'économie nationale et une application généralisée de la chimie, l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques.

3. Le socialisme a permis de procéder à une répartition méthodique et rationnelle de la production, il a rapproché celle-ci des sources de matières premières et des régions consommatrices; il a mis fin au retard économique des régions habitées par les minorités nationales, rapproché l'industrie et l'agriculture. La répartition socialiste de la production permet d'utiliser judicieusement les ressources naturelles et la main-d'œuvre, de réduire considérablement les frais de transport de la matière première et des produits ouvrés; elle contribue puissamment à accélérer l'accroissement de la production socialiste et à renforcer la capacité de défense du pays.

CHAPITRE XXVIII - LA PROPRIÉTÉ SOCIALE DES MOYENS DE PRODUCTION, BASE DES RAPPORTS DE PRODUCTION EN RÉGIME SOCIALISTE

Le système socialiste d'économie nationale et la propriété socialiste.

La base économique de la société socialiste est constituée par le système socialiste d'économie nationale, par la propriété socialiste des moyens de production, instaurée à la suite de la liquidation du système capitaliste d'économie, de la propriété privée des moyens de production et de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Réfutant les assertions des apologistes du capitalisme qui prétendaient que le programme du communisme scientifique prévoyait l'abolition de toute propriété, Marx et Engels ont écrit que

ce qui caractérise le communisme, ce n'est pas l'abolition de la propriété en général, mais l'abolition de la propriété bourgeoise. (K. MARX et F. ENGELS : *Manifeste du Parti communiste*, p. 42, Editions Sociales, Paris, 1954.)

Aucune société ne saurait se concevoir sans la domination d'une forme historiquement déterminée de propriété. La révolution prolétarienne, qui abolit la propriété privée des moyens de production, la remplace par la propriété socialiste.

En régime socialiste, les moyens de production ont cessé d'être un capital, c'est-à-dire un moyen d'exploitation. Dans la société socialiste, il n'existe pas de classes monopolisant les moyens de production, ni de classes qui en sont privées; les moyens de production sont *propriété sociale*. Les principaux éléments du processus de production : la force de travail et les moyens de production, sont ici associés sur une base nouvelle, qui est la grande production socialiste à la ville comme à la campagne; les moyens de production ayant cessé d'être un capital, le travail accumulé ne se divise plus en capital constant et capital variable. L'ensemble du travail accumulé par la société, c'est-à-dire l'ensemble des moyens de production et des moyens de consommation dont dispose la société pour continuer à produire, sert les intérêts du peuple et ne peut être un instrument d'exploitation.

Dans la société bourgeoise, le travail vivant n'est qu'un moyen d'accroître le travail accumulé. Dans la société communiste, le travail accumulé n'est qu'un moyen d'élargir, d'enrichir et d'embellir l'existence des travailleurs. (K. MARX et F. ENGELS : *Manifeste du Parti communiste*, p. 43.)

En régime socialiste, la propriété sociale règne sans partage dans tous les domaines de l'économie nationale. En 1950, elle englobait en U.R.S.S. 99,4 % des moyens de production. La domination sans partage de la propriété sociale a fait entièrement justice de la théorie mensongère des idéologues de la bourgeoisie, théorie selon laquelle la propriété capitaliste privée est éternelle et immuable.

La transformation des moyens de production en propriété sociale et la libération des producteurs de toutes les formes d'exploitation ont marqué l'avènement d'un système nouveau, socialiste, d'économie nationale.

Le *système socialiste d'économie nationale* se distingue foncièrement du système capitaliste et présente par rapport à lui des avantages décisifs.

1. Dans le système socialiste d'économie nationale, les moyens de production sont propriété sociale, c'est-à-dire appartiennent aux travailleurs en la personne de l'Etat socialiste ou des kolkhoz et des autres associations coopératives; par suite, les produits du travail appartiennent aussi aux travailleurs. Dans le système capitaliste d'économie, les moyens de production sont la propriété privée des capitalistes et des grands propriétaires fonciers; par suite, les produits du travail appartiennent aussi aux capitalistes et aux propriétaires fonciers.

2. Dans le système socialiste d'économie nationale, l'exploitation de l'homme par l'homme est abolie, et la production vise à satisfaire au maximum les besoins matériels et culturels croissants de toute la société, alors que la production capitaliste a pour but d'assurer le profit capitaliste maximum en exploitant, en ruinant et en asservissant les travailleurs.

3. La production socialiste se développe selon un plan et d'une façon continue; l'élévation ininterrompue du bien-être matériel des travailleurs et de leur pouvoir d'achat stimulent l'extension de la production et sont une garantie contre les crises de surproduction et le chômage. La production capitaliste se développe d'une manière anarchique, son essor se heurte à la condition prolétarienne des travailleurs et à la diminution relative de leur pouvoir d'achat, ce qui entraîne fatalement des crises de surproduction, une augmentation du chômage et de la misère des masses.

4. En régime socialiste, la quantité de biens matériels que reçoit chaque travailleur dépend de la quantité et de la qualité de son travail, et le revenu national est réparti de manière à élever le bien-être des travailleurs, à développer la production socialiste à la ville et à la campagne, à accroître la richesse sociale. En régime capitaliste, le revenu national est réparti de façon à enrichir les classes exploiteuses et leur nombreuse valetaille parasite.

5. En régime socialiste, le pouvoir politique appartient aux travailleurs de la ville et de la campagne; les ouvriers, les paysans, les intellectuels sont des bâtisseurs actifs du communisme; ils travaillent pour eux, pour le bien de toute la société. Le système capitaliste d'économie signifie que le pouvoir dans la société appartient aux capitalistes, qui usent de ce pouvoir pour maintenir un régime au gré et à l'avantage des classes possédantes, alors que le prolétariat et les masses travailleuses de la paysannerie sont des classes exploitées, contraintes de travailler pour les capitalistes et les propriétaires fonciers.

La propriété sociale est la base du régime socialiste, la source de la richesse et de la puissance du pays, la source de l'aisance et de la culture pour tous les travailleurs. Elle est sacrée et inviolable. La Constitution de l'U.R.S.S. fait un devoir à chaque citoyen soviétique de sauvegarder et d'affermir la propriété sociale. Quiconque attente à la propriété socialiste est un ennemi du peuple; il est puni par la loi.

Les deux formes de propriété socialiste.

Dans la première phase du communisme, la propriété collective socialiste revêt deux formes : 1) la forme de la propriété d'Etat, et 2) la forme de la propriété coopérative-kolkhozienne. La *propriété socialiste d'Etat* est celle du peuple tout entier représenté par l'Etat socialiste des ouvriers et des paysans. La propriété socialiste *coopérative-kolkhozienne* est celle des différents kolkhoz et associations coopératives.

A ces deux formes de propriété socialiste correspondent *deux types d'entreprises socialistes* : 1) les entreprises d'Etat (fabriques, usines, sovkhoz, S.M.T., etc.), et 2) les entreprises coopératives ou collectives (kolkhoz, artels d'artisans, coopératives de consommation).

L'existence de deux formes de propriété socialiste tient aux conditions historiques dans lesquelles se produisent la révolution prolétarienne et la construction du communisme. Après avoir conquis le pouvoir politique, la classe ouvrière trouve devant elle différentes formes de propriété privée historiquement constituées : d'une part, la grande propriété capitaliste, fondée sur l'exploitation du travail d'autrui; d'autre part, la petite propriété privée des paysans et des artisans, fondée sur leur travail personnel.

Au cours de la révolution socialiste, la grande propriété capitaliste est expropriée et passe aux mains de l'Etat socialiste. Ainsi apparaît la propriété socialiste d'Etat (bien du peuple tout entier). Mais le programme du communisme scientifique repousse comme un acte hostile et criminel l'expropriation des paysans et des artisans. Les petits et les moyens producteurs de marchandises s'associent de leur plein gré pour former des coopératives de production : kolkhoz, coopératives artisanales, et la propriété de leurs principaux moyens de production est socialisée sur des bases coopératives. Ainsi apparaît la propriété coopérative et kolkhozienne.

L'existence de deux formes de propriété sociale est donc une nécessité objective; elle marque les deux voies différentes par lesquelles la classe ouvrière et la paysannerie viennent au socialisme, puis au communisme.

L'une et l'autre des deux classes qui existent en U.R.S.S. bâtissent le socialisme, font partie du système de l'économie socialiste. Mais la classe ouvrière est rattachée par son travail à la propriété socialiste de l'Etat (bien du peuple tout entier), et la paysannerie kolkhozienne à la propriété

coopérative-kolkhozienne qui appartient aux kolkhoz et aux associations coopératives-kolkhoziennes. Ce sont ces liens avec des formes différentes de propriété socialiste qui déterminent au premier chef la situation différente de ces classes. Ceci détermine aussi une certaine différence entre les voies de leur développement ultérieur. Leur développement a ceci de commun que ces deux classes évoluent vers le communisme. (V. MOLOTOV : *La Constitution du socialisme. Articles et discours*, p. 267, 1937 (éd. russe).)

En U.R.S.S., la terre, le sous-sol, les eaux, les forêts, les usines, les fabriques, les mines, les chemins de fer, les transports par eau et par air, les banques, les P.T.T., les grandes entreprises agricoles organisées par l'Etat (sovkhoz, stations de machines et de tracteurs, etc.), les établissements de commerce et de stockage appartenant à l'Etat, ainsi que les entreprises municipales et la masse des habitations dans les villes et les agglomérations industrielles, sont *la propriété de l'Etat*.

Le territoire de l'U.R.S.S. a 22,4 millions de kilomètres carrés, couvrant le sixième des terres émergées. Plus du quart de cette superficie, plus de 600 millions d'hectares, se prête à l'agriculture; 700 millions d'hectares sont couverts de forêts.

L'U.R.S.S. possède les gisements de *minéraux utiles* les plus riches du monde. Le système socialiste d'économie a fait apparaître des richesses restées inutilisées dans la Russie des tsars. L'Union soviétique s'inscrit à la première place dans le monde par ses réserves de minerai de fer, de pétrole, de sels potassiques, d'apatites, de tourbe et d'un certain nombre d'autres minéraux utiles importants; elle occupe la deuxième place par ses réserves de houille.

200 000 entreprises de l'industrie d'Etat, l'ensemble du réseau ferroviaire, les transports par eau, les entreprises d'Etat dans l'agriculture : plus de 5.000 sovkhoz, près de 9.000 stations de machines et de tracteurs et des milliers d'entreprises agricoles annexes sont le patrimoine du peuple tout entier. Il en va de même pour les milliers d'établissements commerciaux de l'Etat. De nombreux établissements scientifiques et culturels appartiennent également à l'Etat. La propriété socialiste d'Etat, née de la nationalisation des fabriques, des usines, des moyens de transport, etc., s'est prodigieusement accrue durant les années de l'édification socialiste grâce à l'effort du peuple soviétique. C'est ainsi qu'en 1954 les fonds fixes de l'industrie étaient 24 fois plus élevés qu'en 1913.

La propriété socialiste d'Etat se distingue foncièrement de la propriété d'Etat capitaliste. Lorsque telles ou telles entreprises, ou même des branches entières de l'économie deviennent la propriété de l'Etat bourgeois, leur nature sociale ne change pas pour autant. L'Etat bourgeois contemporain représente les intérêts du capital monopoliste et est entre les mains de celui-ci un appareil de violence qui permet à la minorité possédante d'opprimer la majorité laborieuse. C'est pourquoi les entreprises de l'Etat capitaliste sont, elles aussi, fondées sur l'exploitation des travailleurs et s'opposent au peuple comme une force qui lui est étrangère et l'asservit.

Dans la société socialiste, ce sont les travailleurs avec à leur tête la classe ouvrière qui sont au pouvoir. Ils possèdent les moyens de production. Dans les entreprises socialistes, la force de travail n'est pas une marchandise, car les travailleurs, détenteurs des moyens de production, ne peuvent se vendre à eux-mêmes leur force de travail. Toute possibilité d'exploitation de l'homme par l'homme est donc exclue dans les entreprises socialistes.

La propriété d'Etat est la forme de propriété dominante dans la société socialiste : elle embrasse en U.R.S.S. environ 91 % des fonds de production. La plupart des richesses du pays des Soviets, les sources essentielles du bien-être matériel et de la culture des travailleurs sont ainsi le patrimoine du peuple tout entier.

En Union soviétique, les entreprises collectivisées des kolkhoz et des organisations coopératives, leur cheptel vif et mort, leur production et leurs locaux sont *propriété coopérative-kolkhozienne*. Les kolkhoz et les autres entreprises coopératives exercent leur activité sur un sol qui est le patrimoine du peuple tout entier. L'outillage moderne, concentré en abondance dans les stations de machines et de tracteurs et qui exécute les principaux travaux dans les kolkhoz, est lui aussi le patrimoine du peuple entier.

La propriété coopérative-kolkhozienne comprend avant tout l'avoir des 89.000 kolkhoz : bâtiments, centaines de milliers de fermes d'élevage, bétail de trait collectif, matériel agricole, un vaste réseau de services sociaux et culturels (clubs, salles de lecture, crèches, laboratoires ruraux, etc.). La propriété sociale kolkhozienne s'est accrue dans des proportions considérables au cours de la construction du socialisme. De 1940 à 1954, les fonds indivis des kolkhoz ont augmenté de 180 %.

Il existe dans la société socialiste une forme coopérative de production industrielle représentée par les *coopératives artisanales*. Celles-ci sont surtout appelées à développer la fabrication d'objets de consommation courante en utilisant en premier lieu les ressources locales. Les moyens de production mis en œuvre par les entreprises des coopératives artisanales et leur production sont la propriété de ces dernières. En 1954, on comptait en U.R.S.S. plus de 14.000 coopératives artisanales à production industrielle. Dans le commerce, les coopératives existent sous la forme de *sociétés de consommation* groupant surtout les habitants des campagnes. Les 23.000 coopératives de consommation possèdent un important réseau de magasins, de boutiques et d'entrepôts.

L'affermissement et le développement maximums de la propriété d'Etat d'une part, de la propriété coopérative-kolkhozienne d'autre part, sont une condition essentielle du progrès continu de l'économie nationale et du passage graduel de la société soviétique du socialisme au communisme.

La propriété d'Etat et la propriété coopérative-kolkhozienne, les entreprises d'Etat et les exploitations collectives, sont de *même type* quant à leur nature sociale. Les entreprises d'Etat et les exploitations collectives ont ceci de *commun* que les unes et les autres : 1° sont fondées sur des moyens de production socialisés, socialistes, et sur le travail collectif; 2° excluent la possibilité d'une exploitation de l'homme par l'homme; 3° fonctionnent suivant un plan en vue de satisfaire les besoins croissants des travailleurs; 4° appliquent le principe socialiste de la répartition selon le travail.

Mais, par ailleurs, entre la propriété d'Etat et la propriété coopérative-kolkhozienne, de même qu'entre les entreprises d'Etat et les exploitations coopératives (collectives), il existe certaines *différences*.

1° Dans les entreprises d'Etat règnent les rapports de production socialistes sous leur forme la plus évoluée et la plus conséquente. La propriété d'Etat est le *bien du peuple entier*; dans les entreprises d'Etat, tous les moyens de production sans exception sont socialisés. La propriété coopérative-kolkhozienne est la *propriété de groupes*, de collectivités ou d'associations de travailleurs (artel agricole, société de consommation, coopérative artisanale) ; dans les kolkhoz (lorsqu'ils ont la forme d'artels) les *principaux* moyens de production des paysans membres des coopératives sont collectivisés sur la base du libre consentement; en vertu des Statuts de l'artel agricole, une partie des moyens de production n'est pas socialisée et reste la propriété personnelle du foyer kolkhozien (exploitation auxiliaire individuelle du kolkhozien).

2° La production des entreprises d'Etat est la propriété de l'Etat socialiste et est réalisée selon les modalités et aux prix établis par les organismes d'Etat. La production du kolkhoz est la propriété de ce dernier. Une partie lui permet de s'acquitter de ses obligations envers l'Etat au titre du stockage à des prix fermes établis par l'Etat, et de payer en nature les travaux exécutés au kolkhoz par la station de machines et de tracteurs. Tout le reste est à la disposition de l'artel, sert à constituer les fonds sociaux kolkhoziens statutaires et est réparti entre les membres de l'artel au prorata des journées-travail effectuées. Une partie de la production des kolkhoz est aussi vendue à l'Etat à des prix supérieurs aux prix de stockage ou sur le marché kolkhozien aux prix de ce dernier.

3° Dans les entreprises d'Etat, qui sont le bien du peuple entier, la part du produit social qui va à la consommation personnelle de l'ouvrier lui est versée sous forme de *salaire*. L'Etat établit d'avance le taux de la rémunération du travail par pièce produite ou par unité de temps. Le kolkhozien, membre d'un artel, reçoit la part de revenu à laquelle il a droit d'après le nombre des *journées-travail* qu'il a accomplies, part qui est prélevée sur les fonds de son kolkhoz. Le montant de cette part du revenu dépend aussi bien du degré de participation du kolkhozien au travail social (nombre des journées-travail effectuées) que de la productivité du travail et du développement de l'économie collective du kolkhoz (montant de la rémunération de chaque journée-travail). Le revenu de chaque kolkhozien varie avec les résultats du travail du kolkhoz dans son ensemble, le rendement des cultures et la productivité de l'élevage. Le salaire est versé à l'ouvrier en espèces. Les revenus de l'artel sont répartis entre les kolkhoziens en espèces et en nature (produits agricoles). Si l'ouvrier tire son revenu uniquement du travail qu'il accomplit dans l'entreprise socialiste, le kolkhozien a pour principale source de revenu son travail dans l'exploitation collective du kolkhoz, et pour source d'appoint celui qu'il effectue dans son exploitation auxiliaire individuelle. Le kolkhozien réalise sur le marché une partie de la production qu'il a reçue au titre des journées-travail et de celle qui provient de son exploitation auxiliaire individuelle.

4° L'Etat socialiste administre lui-même les entreprises qui lui appartiennent par l'intermédiaire de directeurs, ses fondés de pouvoirs que nomment et révoquent ses organismes compétents. Ce sont des organismes d'Etat qui planifient toute l'activité de ces entreprises en matière de production et établissent les principales dispositions concernant l'organisation socialiste du travail. Dans les kolkhoz, en raison de leur nature coopérative, toutes les affaires sont gérées par l'organe supérieur de l'artel agricole : l'assemblée générale des kolkhoziens, ainsi que par la direction et le président du kolkhoz qu'elle a élus. Les plans de production et le budget de l'artel, le règlement intérieur, les normes de rendement et leur tarification, les modalités de la répartition des revenus sont fixés par les kolkhoziens eux-mêmes sur la base des Statuts de l'artel agricole, en s'inspirant des lois existantes, des objectifs assignés par le plan et les directives de l'Etat socialiste.

Les différences qui existent entre les entreprises d'Etat et les exploitations coopératives (collectives) ne sont pas essentielles. Ces différences entre les deux formes d'économie ne sortent pas du cadre des rapports de production *socialistes*. La propriété d'Etat est la forme supérieure de la propriété socialiste, de même que la production d'Etat est la forme supérieure de la production socialiste. Les entreprises fondées entièrement sur la propriété d'Etat sont des entreprises de type socialiste conséquent. Ce sont, disait Lénine, des entreprises où

les moyens de production appartiennent à l'Etat; de même la terre où se trouve l'entreprise et toute l'entreprise dans son ensemble. (V. LENINE : « De la coopération ». *Œuvres choisies*, t. II, 2^e partie, p. 745.)

Dans les entreprises d'Etat, les moyens de production, le travail des ouvriers et des employés et ce qu'ils produisent sont socialisés à l'échelle de toute la société. La production d'Etat règne sur toute l'industrie socialiste, branche maîtresse de l'économie nationale. Les grandes fabriques de denrées agricoles que constituent les sovkhoz sont le bien du peuple entier. La terre et les principaux moyens de production : tracteurs, moissonneuses-batteuses et autres machines agricoles, concentrées dans les stations de machines et de tracteurs et les sovkhoz, sont la propriété de l'Etat. La propriété d'Etat, forme supérieure de la propriété socialiste, joue un rôle capital, déterminant, dans l'économie nationale.

La propriété personnelle en régime socialiste.

La propriété sociale s'étend, en régime socialiste, aux moyens de production et à la production elle-même. Une partie de celle-ci est utilisée par la suite comme moyens de production et reste propriété sociale. L'autre partie, qui se compose de biens de consommation, est répartie entre les producteurs selon la quantité et la qualité du travail fourni par chacun d'eux, et devient leur *propriété personnelle*. Dans le *Manifeste du Parti communiste*, Marx et Engels ont souligné que le communisme n'enlève à personne la possibilité de s'attribuer personnellement une partie du produit du travail social. Le communisme n'abolit que le caractère sordide, inhérent au capitalisme, d'une appropriation en vertu de laquelle l'ouvrier ne vit que pour accroître le capital, et qu'autant que l'exigent les intérêts de la classe dominante. Définissant les bases de la future société socialiste, Engels a écrit dans l'*Anti-Dühring* qu'alors

la propriété sociale s'étend à la terre et aux autres moyens de production, et la propriété individuelle aux produits, donc aux objets de consommation. (F. ENGELS : *Anti-Dühring*, p. 162.)

Le mode de production capitaliste aboli, les lois économiques du capitalisme qui limitaient la propriété personnelle, la consommation personnelle des masses au minimum vital nécessaire pour entretenir et reproduire la force de travail, cessent de jouer. Loin d'abolir la propriété personnelle des objets de consommation, le socialisme crée la seule garantie durable d'une satisfaction toujours plus complète des besoins personnels de tous les membres de la société. Le droit des travailleurs de la société socialiste à la propriété personnelle s'étend aux revenus et à l'épargne provenant de leur travail, à leur maison d'habitation et à l'économie domestique, aux objets de ménage et d'usage quotidien, aux objets de consommation et de commodité personnelle.

La *propriété du foyer kolkhozien* est une forme particulière de la propriété personnelle en régime socialiste. Chaque foyer kolkhozien, conformément aux Statuts de l'artel agricole, possède en propre une exploitation auxiliaire sur un terrain attenant à l'habitation, une maison d'habitation, du bétail productif, de la volaille et du menu matériel agricole.

A l'époque du socialisme, la propriété personnelle ne peut provenir que du travail. Lorsque les rapports de production socialistes règnent sans partage, les objets qui sont propriété personnelle ne peuvent se transformer en capital, c'est-à-dire devenir un instrument d'exploitation. Le droit de propriété personnelle, de même que le droit d'héritage de la propriété personnelle, sont garantis par la Constitution de l'U.R.S.S.

La propriété personnelle, en régime socialiste, est indissolublement liée à la propriété sociale, qui en constitue la base. Avec l'accroissement de la propriété et de la richesse sociales, des quantités de produits toujours plus considérables viennent satisfaire les besoins personnels des travailleurs de la société socialiste. Le socialisme associe harmonieusement les intérêts individuels des membres de la société aux intérêts du peuple tout entier.

Le caractère des rapports de production socialistes.

Les rapports de production de la société socialiste se distinguent foncièrement des rapports de production du capitalisme et des autres formations sociales fondées sur la propriété privée des moyens de production.

Ils sont caractérisés : 1° par la domination sans partage de la propriété sociale des moyens de production, qui existe sous deux formes : la propriété d'Etat et la propriété coopérative-kolkhozienne; 2° par la libération des travailleurs de toute exploitation et par l'établissement de rapports de coopération amicale et d'entraide socialiste; 3° par la répartition des produits dans l'intérêt des travailleurs eux-mêmes suivant le principe : à chacun selon son travail.

La propriété socialiste des moyens de production confère aux rapports entre les hommes dans le processus de la production un caractère tout autre qu'en régime capitaliste. La propriété privée des moyens de production ne peut manquer de *désunir* les hommes, d'engendrer des rapports de domination et de subordination, l'exploitation des uns par les autres, de provoquer une opposition d'intérêts, la lutte des classes et la concurrence, alors que la propriété sociale des moyens de production *unit* les hommes, garantit une véritable communauté d'intérêts et une coopération amicale.

La domination de la propriété sociale des moyens de production confère également à la répartition des produits un caractère tout autre qu'en régime capitaliste.

Dans la société socialiste, les classes exploiteuses et l'exploitation de l'homme par l'homme ayant disparu, le travail ne se divise pas en travail nécessaire et surtravail; par suite, le produit, lui non plus, ne s'y divise pas en produit nécessaire et surproduit. Les rapports de production socialistes déterminent la nécessité objective d'une division du travail et de son produit tout autre qu'en régime capitaliste. En régime socialiste, les moyens de production sont propriété sociale et la production vise à satisfaire les besoins de toute la société et de chacun de ses membres; par suite, le travail s'y divise en deux parties : le *travail pour soi* et le *travail pour la société*. Le produit du travail (déduction faite de la partie destinée à remplacer les moyens de production usés) se divise également en deux parties : le *produit pour soi* et le *produit pour la société*. Le travail pour soi crée le produit à répartir entre les producteurs selon la quantité et la qualité de leur travail; il est destiné à satisfaire les besoins personnels du travailleur et de sa famille. Le travail pour la société crée le produit qui doit couvrir les besoins sociaux : extension de la production, développement de l'instruction, protection de la santé publique, organisation de la défense nationale, etc. Dans la société socialiste où les travailleurs sont au pouvoir, le travail pour la société leur est non moins nécessaire que le travail pour soi. Le produit pour la société, destiné à développer la production socialiste, multiplie les conditions matérielles d'un relèvement continu du bien-être des travailleurs. Le produit pour la société consacré à l'instruction, à la protection de la santé publique, à la sécurité sociale et aux autres besoins généraux de la population contribue à satisfaire les besoins des travailleurs au même titre que le produit pour soi.

La propriété sociale des moyens de production et des produits du travail, la répartition des produits du travail dans l'intérêt des travailleurs assurent au système socialiste d'économie des avantages décisifs par rapport au système capitaliste. Des bienfaits de la grande production sociale, qui accroît prodigieusement la puissance productive du travail, bénéficient la totalité de la société et les masses travailleuses, et non plus les exploités comme c'est le cas en régime capitaliste.

La domination de la propriété sociale des moyens de production fait que la production socialiste ignore la contradiction entre le caractère social de la production et la forme capitaliste privée de l'appropriation des résultats de cette production, contradiction inhérente au capitalisme. Au caractère social de la production correspond, en régime socialiste, la propriété collective, socialiste, des moyens de production.

Par suite, dans la société socialiste, la *concordance est entière* entre les rapports de production et les forces productives. Définissant le régime socialiste, Staline a écrit :

Les rapports de production sont parfaitement conformes à l'état des forces productives, car le caractère social du processus de production est étayé par la propriété sociale des moyens de production.

C'est ce qui fait que la production socialiste en U.R.S.S. ignore les crises périodiques de surproduction et toutes les absurdités qui s'y rattachent.

C'est ce qui fait qu'ici les forces productives se développent à un rythme accéléré, car les rapports de production qui leur sont conformes donnent libre cours à ce développement. (J. STALINE : *Matérialisme dialectique et matérialisme historique*, p. 27, Editions Sociales, Paris, 1956.)

Contrairement aux rapports de production du capitalisme actuel, qui entravent de plus en plus le développement des forces productives, les rapports de production socialistes assurent un accroissement ininterrompu des forces productives. Une fois qu'ils sont apparus et se sont développés sur la base de forces productives déterminées, les rapports de production socialistes, à leur tour, stimulent puissamment et accélèrent le développement de ces dernières.

Le fait que les rapports de production socialistes correspondent entièrement au caractère des forces productives de la société ne signifie cependant pas qu'il ne puisse exister entre eux aucune contradiction. Des contradictions surgissent inévitablement entre les forces productives et les rapports de production, car les forces productives, qui sont l'élément le plus mobile et le plus révolutionnaire de la production, continuent en régime socialiste à devancer les rapports de production.

Mais en régime socialiste, à la différence de ce qui se produit dans les formations sociales fondées sur l'exploitation, ces contradictions ne sont pas antagonistes, inconciliables. C'est pourquoi les choses ne vont pas jusqu'à un conflit entre les rapports de production et les forces productives. La société socialiste a la possibilité d'amener en temps utile les rapports de production à correspondre au niveau des forces productives, puisqu'il n'y existe pas de classes intéressées au maintien de formes d'économie périmées.

RÉSUMÉ

1. *Il existe en régime socialiste deux formes de propriété sociale : la propriété d'Etat et la propriété coopérative-kolkhozienne. Par suite, il existe aussi deux sortes d'exploitations socialistes : les entreprises d'Etat et les exploitations coopératives (collectives).*

2. *En société socialiste, la propriété d'Etat est le bien du peuple tout entier. La propriété d'Etat est la forme la plus haute, la plus évoluée, de la propriété socialiste; c'est à elle qu'appartient le rôle déterminant, le rôle dirigeant, dans l'économie nationale. En U.R.S.S., elle embrasse la majeure partie des richesses du pays. La propriété coopérative-kolkhozienne est une propriété de groupe; c'est la propriété des différents kolkhoz, coopératives artisanales, sociétés de consommation.*

3. *En régime socialiste, la propriété personnelle s'étend aux objets de consommation. La propriété du foyer kolkhozien en est une forme particulière. La propriété personnelle des travailleurs augmente à mesure que s'accroît la propriété collective socialiste.*

4. *Les rapports de production, en régime socialiste, sont caractérisés : 1° par la domination sans partage de la propriété sociale des moyens de production, qui existe sous deux formes : la propriété d'Etat et la propriété coopérative-kolkhozienne; 2° par la libération des travailleurs de toute exploitation, une coopération amicale et une entraide socialiste dans le processus de la production des biens matériels; 3° par la répartition du produit dans l'intérêt des travailleurs eux-mêmes suivant le principe : à chacun selon son travail.*

En régime socialiste disparaît la division du travail en travail nécessaire et surtravail, ainsi que celle du produit en produit nécessaire et surproduit. Le travail des producteurs, en régime socialiste, se divise en deux parties : le travail pour soi et le travail pour la société. Le travail pour soi crée le produit destiné à être réparti entre les producteurs selon la quantité et la qualité du travail fourni; le travail pour la société crée le produit destiné à satisfaire les besoins sociaux.

5. En régime socialiste, les rapports de production correspondent exactement au caractère des forces productives et sont le facteur principal, décisif de l'essor ininterrompu, à des rythmes rapides, des forces productives de la société. Les contradictions qui surgissent au cours de la construction du socialisme entre les forces productives et les rapports de production n'ont pas un caractère antagoniste et ne vont pas jusqu'à un conflit, car la société socialiste a la possibilité d'amener en temps utile les rapports de production à correspondre au niveau des forces productives.

CHAPITRE XXIX - LA LOI ÉCONOMIQUE FONDAMENTALE DU SOCIALISME

Le caractère des lois économiques en régime socialiste.

Une fois les rapports de production bourgeois remplacés par des rapports de production socialistes, les lois économiques du capitalisme, qui traduisent des rapports d'exploitation de l'homme par l'homme, cessent de jouer. La loi de la plus-value, la loi économique fondamentale du capitalisme actuel, la loi générale de l'accumulation capitaliste, la loi de la concurrence et de l'anarchie de la production et d'autres lois encore quittent la scène. Les catégories qui traduisent les rapports capitalistes : capital, plus-value, profit du capital, prix de production, travail salarié, valeur de la force de travail, etc., disparaissent également.

Quand les rapports de production socialistes sont apparus et se développent, de nouvelles lois économiques surgissent et commencent à agir : la loi économique fondamentale du socialisme, la loi du développement harmonieux, proportionné, de l'économie nationale, la loi de l'élévation constante de la productivité du travail, la loi de la répartition selon le travail, la loi de l'accumulation socialiste et d'autres encore.

Étant donné que la production marchande subsiste en régime socialiste, la loi de la valeur exerce son action au sein de l'économie socialiste, et les catégories qui s'y rattachent continuent d'exister. Les nouvelles conditions économiques, nées de la victoire du socialisme, modifient le caractère de la production et de la circulation marchandes, limitent leur champ d'action. Il existe, en régime socialiste, une production et une circulation marchandes sans capitalistes, mises au service de l'économie socialiste. Le champ d'action de la loi de la valeur est strictement limité. Les formes extérieures des catégories de la valeur dissimulent un contenu social différent dans son principe même; la destination de ces catégories est radicalement modifiée; la monnaie, le commerce, le crédit sont ici des instruments de l'édification socialiste. Le régime économique socialiste engendre des catégories économiques nouvelles, liées aux lois qui lui sont propres : les fonds fixes et les fonds circulants, la gestion équilibrée, le prix de revient, le produit pour la société, la journée-travail, etc.

Le développement du mode de production socialiste est également subordonné aux lois économiques communes à toutes les formations, comme la loi de la correspondance nécessaire entre les rapports de production et le caractère des forces productives.

Les lois économiques du socialisme reflètent la nature des rapports de production socialistes. Alors que les lois économiques du capitalisme traduisent l'exploitation croissante du travail par le capital, les lois économiques du socialisme traduisent les rapports de coopération et d'entraide fraternelles entre travailleurs libérés de toute exploitation. Les lois économiques du socialisme, de même que les lois économiques de tout autre mode de production, apparaissent et agissent en dehors de la volonté de l'homme, c'est-à-dire ont un caractère *objectif*. Elles ne peuvent être créées, formées, transformées ou abolies par la volonté de l'homme. C'est seulement en agissant sur la base de ces lois que peut s'effectuer le développement de la société socialiste. La violation des exigences des lois économiques engendre maintes difficultés et contradictions et peut entraîner une désorganisation de la vie économique du pays.

Nier le caractère objectif des lois économiques du socialisme, ce serait liquider l'économie politique du socialisme en tant que science, priver la société socialiste de la possibilité de prévoir le cours des événements dans la vie économique du pays et d'assurer la direction de l'économie nationale. C'est s'écarter du marxisme et rejoindre les positions de l'idéalisme subjectif, c'est aller inévitablement à une politique d'aventures, à l'arbitraire dans la gestion pratique de l'économie.

Le caractère objectif des lois économiques du socialisme ne signifie nullement qu'elles agissent comme une force spontanée qui domine les hommes, et que ceux-ci sont impuissants en face d'elles. Cette fétichisation des lois économiques conduit inévitablement à la théorie du laisser-faire et de la spontanéité dans la construction du socialisme. Elle est profondément opposée au marxisme-léninisme. En régime socialiste, la propriété privée des moyens de production ayant été remplacée par la propriété sociale, la société acquiert de larges possibilités de connaître et d'utiliser les lois du développement économique.

Si les lois économiques du capitalisme se fraient un chemin comme une force aveugle, destructrice, qui agit à l'insu des producteurs de marchandises privés, le socialisme fait disparaître l'anarchie de la production et confère au développement économique de la société un caractère organisé. Une fois le capitalisme aboli et les moyens de production socialisés, les hommes deviennent les maîtres de leurs rapports sociaux et économiques. Ayant appris à connaître les lois objectives, ils peuvent s'en rendre maîtres et les appliquer en connaissance de cause dans l'intérêt de toute la société.

Après le passage au socialisme, soulignait Engels,

les lois de leur propre pratique sociale qui, jusqu'ici, se dressaient devant eux comme des lois naturelles, étrangères et dominatrices, sont dès lors appliquées par les hommes en pleine connaissance de cause, et par là dominées. La vie en société propre aux hommes qui, jusqu'ici, se dressait devant eux comme octroyée par la nature et l'histoire, devient maintenant leur acte propre et libre. Les puissances étrangères objectives qui, jusqu'ici, dominaient l'histoire, passent sous le contrôle des hommes eux-mêmes. Ce n'est qu'à partir de ce moment que les hommes feront eux-mêmes leur histoire en pleine conscience; ce n'est qu'à partir de ce moment que les causes sociales mises par eux en mouvement auront aussi d'une façon prépondérante, et dans une mesure toujours croissante, les effets voulus par eux. C'est le bond de l'humanité du règne de la nécessité dans le règne de la liberté. (F. ENGELS : *Anti-Dühring*, p. 322.)

Il s'agit ici de la liberté au sens marxiste, c'est-à-dire de la liberté en tant que nécessité comprise, considérée comme le fondement de l'activité consciente des hommes.

Dans la société capitaliste, le caractère anarchique du développement économique et les œillères de classe de la bourgeoisie limitent étroitement la connaissance des lois économiques du capitalisme qui, en fin de compte, entraînent la faillite du régime capitaliste et la victoire du socialisme. La bourgeoisie, dans la mesure où elle est capable de connaître les lois économiques objectives, utilise ces dernières dans ses intérêts égoïstes de classe qui sont en contradiction avec les intérêts des masses laborieuses. Les intérêts de classe du prolétariat correspondent entièrement à la marche objective du développement progressiste de la société, développement qui conduit à la victoire du communisme, et ils coïncident avec ceux de l'immense majorité de la société. En régime socialiste, il n'y a pas de conditions sociales de classe qui empêchent les hommes d'acquérir une entière connaissance des lois du développement économique et de les mettre au service de la société. La classe ouvrière, tous les travailleurs ont un intérêt vital à connaître et à utiliser les lois du développement économique.

La domination de la propriété sociale des moyens de production et le caractère harmonieux du développement de l'économie socialiste font de la connaissance et de l'utilisation des lois économiques une nécessité objective, car il est impossible, sans cela, de diriger d'une façon planifiée la construction du communisme.

Les lois économiques du socialisme donnent la *possibilité* de développer et de faire progresser l'économie socialiste dans la voie du communisme. Mais, pour que cette possibilité devienne une *réalité*, il faut appliquer ces lois économiques objectives en connaissance de cause. La connaissance scientifique et l'application correcte des lois économiques objectives est à la base de la politique économique du Parti communiste et de l'Etat socialiste. La société socialiste atteint d'autant mieux ses objectifs qu'elle connaît mieux les lois économiques et qu'elle en reflète plus fidèlement les exigences dans son activité pratique. Pour appliquer les lois économiques en pleine connaissance de cause, il faut apprendre à tenir compte, sous tous leurs aspects, des conditions économiques et politiques concrètes dans lesquelles ces lois agissent à l'intérieur de chaque période considérée.

Les traits essentiels de la loi économique fondamentale du socialisme.

Marx et Engels avaient prévu qu'en régime socialiste le but de la production harmonieusement organisée serait de satisfaire les besoins de toute la société et de chacun de ses membres. Développant cette thèse marxiste, Lénine écrivait en 1902, dans le projet de programme du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, que le remplacement de la société capitaliste par la société socialiste serait réalisé

« pour assurer le bien-être total, le développement libre et harmonieux de tous ses membres ». (V. LENINE : « Projet de programme du Parti ouvrier social-démocrate de Russie », *Œuvres*, t. VI, p. 12 (éd. russe).)

Se fondant sur des considérations scientifiques, Lénine a indiqué la nécessité et la possibilité objectives d'augmenter systématiquement et rapidement la production socialiste, d'électrifier le pays, de développer l'industrie lourde en tant que base matérielle du socialisme, d'obtenir une productivité du travail social supérieure à celle du capitalisme et d'élever le bien-être et le niveau culturel des masses laborieuses. Il a ainsi été amené à énoncer les thèses initiales de la loi économique fondamentale du socialisme, thèses qui ont été le principe directeur de la politique du Parti communiste et du pouvoir des Soviets. S'appuyant sur ces thèses, Staline a formulé et développé la loi économique fondamentale du socialisme.

Les traits essentiels et les exigences de la *loi économique fondamentale du socialisme* peuvent être formulés ainsi : Assurer au maximum la satisfaction des besoins matériels et culturels sans cesse croissants de toute la société, en développant et en perfectionnant sans cesse la production socialiste sur la base d'une technique supérieure. (J. STALINE : « Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S. », *Derniers écrits*, p. 130.)

La loi économique fondamentale du socialisme indique le *but* de la production socialiste et le *moyen* d'y parvenir.

Le but de la production est déterminé par les rapports qui découlent du caractère de la propriété des moyens de production. Si les moyens de production appartiennent à la bourgeoisie, la production a nécessairement pour but d'enrichir les détenteurs du capital, et les travailleurs, c'est-à-dire l'immense majorité de la société, n'interviennent que comme objet d'exploitation. La consommation des travailleurs n'intéresse le capitalisme que dans la mesure où elle lui assure des profits; aussi l'homme et ses besoins ne peuvent-ils être en l'occurrence le but de la production. Quand les moyens de production appartiennent au peuple laborieux, et que les classes exploiteuses ont été anéanties, la production sert les intérêts des travailleurs, c'est-à-dire de toute la société socialiste. Satisfaire au mieux les besoins matériels et culturels croissants des hommes devient donc le but immédiat de la production.

Le but auquel est subordonnée la production est inséparable du moyen employé pour en assurer la réalisation.

Le degré de satisfaction des besoins de la population dépend du niveau du développement de la production dans la période considérée, des ressources dont dispose la société socialiste. Sans un essor permanent de la production, il est impossible d'augmenter sans cesse la consommation nationale. L'essor permanent de la production n'assure pas seulement la fabrication des produits nécessaires à la satisfaction des besoins croissants de la société, mais stimule aussi l'apparition de nouveaux besoins. A son tour, l'augmentation continue des besoins matériels et culturels des travailleurs, de leur pouvoir d'achat, est la condition nécessaire d'un progrès indéfini de la production. Grâce à l'augmentation systématique du pouvoir d'achat de la population se forme une demande solvable constamment accrue des produits de l'industrie et de l'agriculture socialistes.

En régime socialiste, la contradiction entre le caractère social de la production et la forme capitaliste privée de l'appropriation, contradiction fondamentale du capitalisme, est supprimée. Aussi le socialisme ignore-t-il la contradiction inhérente au capitalisme entre la production et la consommation, qui exprime la contradiction fondamentale du régime bourgeois. La loi économique fondamentale du socialisme permet de mettre le pouvoir d'achat croissant de la population en harmonie avec l'augmentation simultanée de la production. En régime capitaliste, le faible niveau de la consommation, du pouvoir d'achat des masses populaires freine inévitablement le développement de la production, retarde sur celui-ci, ce qui amène des temps d'arrêt dans le développement de l'économie, où une crise succède à un essor et un essor suit une crise. La société socialiste, où la consommation nationale augmente régulièrement, n'a pas à redouter les crises de surproduction et peut, par suite, développer sans arrêt la production.

Dans la société socialiste, la contradiction non-antagoniste qui surgit au cours de son développement entre le niveau de la production socialiste à un moment donné et les besoins rapidement accrus des masses, est régulièrement levée par l'essor de la production, qui entraîne l'augmentation de la consommation des travailleurs et un nouvel accroissement des besoins, lequel appelle à son tour une nouvelle extension de la production.

Le développement de la production socialiste ne se limite pas à son extension quantitative. L'essor ininterrompu de la production socialiste requiert le perfectionnement continu des méthodes de production, l'élévation incessante de la productivité du travail social, qui permet d'abaisser systématiquement les prix et d'améliorer la qualité de la production, ce qui est d'une grande importance pour la satisfaction des besoins des travailleurs. Tout cela n'est possible que si le niveau technique de la production s'élève constamment. Aussi le développement d'une technique supérieure est-il la condition nécessaire du développement et du perfectionnement continus de la production socialiste.

La loi économique fondamentale exprime la nature des rapports de production socialistes et détermine les principales phases de développement du mode de production socialiste. Les autres lois économiques expriment les différents aspects essentiels des rapports de production socialistes et déterminent les différentes phases de développement du mode de production socialiste. La loi économique fondamentale joue un rôle dirigeant dans le système des lois économiques agissant au sein de la société socialiste. C'est ainsi que les exigences de la loi économique fondamentale déterminent le caractère des proportions établies dans l'économie nationale en fonction de la loi du développement harmonieux, proportionné, de cette dernière; l'élévation systématique de la productivité du travail est le moyen essentiel d'assurer le développement continu de la production socialiste; la satisfaction des besoins matériels et culturels croissants des travailleurs s'effectue par l'intermédiaire de la loi de la répartition selon le travail, etc.

Des rapports d'interaction déterminés relient chaque loi non seulement à la loi économique fondamentale du socialisme, mais aux autres lois de l'économie socialiste. Ainsi, par exemple, les proportions entre les diverses branches industrielles, établies en fonction de la loi du développement harmonieux, proportionné de l'économie nationale, dépendent du niveau de la productivité du travail dans ces branches. De son côté, l'élévation de la productivité du travail dépend de plusieurs conditions très importantes, et exige notamment que soient, remplies les exigences de la loi de la répartition selon le travail.

La loi économique fondamentale du socialisme et le développement de la production socialiste.

L'action de la loi économique fondamentale du socialisme permet d'imprimer à la production un essor ininterrompu et incomparablement plus rapide qu'en régime capitaliste. S'appuyant sur cette loi et l'utilisant judicieusement, la société soviétique accroît d'année en année la masse des biens matériels produits dans l'ensemble de l'économie nationale. L'industrie socialiste suit constamment une ligne ascendante, sans que la production connaisse des dépressions ou des crises.

En 1939, la production de la grande industrie soviétique atteignait 552 % du niveau de 1929, alors que le niveau de la production industrielle n'était que de 99 % aux Etats-Unis, 123 % en Angleterre, 80 % en France. Le développement de l'industrie a été provisoirement interrompu en U.R.S.S. du fait de la guerre de 1941-1945, mais il a repris aussitôt après. Malgré les immenses destructions subies en ces années par son économie nationale, l'U.R.S.S. a rapidement et notablement dépassé son niveau de production d'avant-guerre. La production de la grande industrie soviétique a été multipliée par 18 en 1954 par rapport à 1929. Aux Etats-Unis, la production industrielle a piétiné sur place de 1929 à 1939, après quoi elle a augmenté grâce à l'accroissement des productions de guerre et à la course aux armements, et en 1954 elle avait un peu plus que doublé par rapport à 1929. En 1954, l'augmentation de la production industrielle par rapport à 1929 n'était que de 72 % en Angleterre et de 14 % en France.

La loi économique fondamentale du socialisme est indissolublement liée à la loi du développement prioritaire, c'est-à-dire relativement plus rapide, des branches produisant des moyens de production par rapport à celui des branches fournissant des objets de consommation individuelle. Cette loi économique de la reproduction élargie est d'une importance particulière pour le socialisme. L'industrie lourde et les constructions mécaniques, qui en constituent en quelque sorte le cœur, sont la principale source de l'essor continu de la production socialiste dans son ensemble. Le développement prioritaire de l'industrie lourde est la condition nécessaire du progrès technique dans toute l'économie nationale, d'un meilleur équipement technique du travail social, et par conséquent du perfectionnement de la production sur la base d'une technique supérieure. Si l'on ne développe pas en premier lieu l'industrie lourde, qui fournit à toutes les branches de l'économie nationale équipement, machines, combustibles et énergie électrique, il est impossible d'assurer le progrès régulier des branches produisant des objets de consommation et de satisfaire les besoins croissants des travailleurs.

Le développement prioritaire de la production des moyens de production est une condition capitale de l'augmentation de la productivité du travail, dont le levier essentiel est l'intégration dans la production des techniques d'avant-garde, d'instruments de travail toujours plus perfectionnés, créés par l'industrie lourde. Le développement prioritaire de la production des moyens de production, de l'industrie lourde, joue un rôle d'une importance vitale dans la garantie de la puissance économique et de la capacité de défense du pays.

L'économie politique marxiste rejette toute interprétation vulgaire, inspirée de préoccupations étroitement consommatrices, de la loi économique fondamentale du socialisme. Cette interprétation antimarxiste consiste à négliger le rôle déterminant de la production par rapport à la consommation, à nier la nécessité du développement prioritaire de la production des moyens de production en régime socialiste, à affirmer que dans ce régime les deux sections de la production sociale doivent se développer au même rythme et même que les branches produisant les objets de consommation doivent se développer à un rythme plus rapide que celles qui produisent les moyens de production.

A propos des mesures appliquées ces derniers temps en vue d'accroître la production des marchandises de consommation courante, certains camarades font une confusion au sujet des rythmes de développement de l'industrie lourde et de l'industrie légère dans notre pays. Se référant à la loi économique fondamentale du socialisme, qu'ils ont mal comprise et qu'ils interprètent de manière vulgaire, ces piètres théoriciens tentent de démontrer qu'à une certaine étape de la construction du socialisme le développement de l'industrie lourde cesserait d'être la tâche essentielle et que l'industrie légère pourrait et devrait devancer toutes les autres branches industrielles. Ce sont là des vues profondément erronées, étrangères à l'esprit du marxisme-léninisme. (N. KHROUCHTCHEV : *De l'accroissement de la production des produits de l'élevage. Rapport à la séance plénière du C.C. du P.C.U.S., le 25 Janvier 1955, p. 4 (éd. russe).*)

Une révision des thèses du marxisme-léninisme sur le développement prioritaire de la production des moyens de production conduirait pratiquement à réduire la production de l'industrie lourde, ce qui entraînerait inévitablement un étiolement de toutes les branches de l'économie nationale, un abaissement du niveau de vie des travailleurs, un ébranlement de la puissance économique et de la capacité de défense de l'Union soviétique. Le développement prioritaire de l'industrie lourde est la base de l'essor rapide de l'agriculture, du développement continu des industries légère et alimentaire.

Exprimant les immenses avantages qu'offre le régime socialiste par rapport au régime capitaliste, la loi économique fondamentale du socialisme ouvre à l'Union soviétique la possibilité objective de rattraper et dépasser les principaux pays capitalistes au point de vue économique, c'est-à-dire pour la production par habitant. Pour atteindre cet objectif, il faut développer les grands travaux, améliorer sans cesse l'organisation de la production, utiliser rationnellement toutes les ressources de la production, augmenter systématiquement la productivité du travail dans tous les secteurs de l'économie socialiste.

Les rapports de production socialistes donnent le champ libre au progrès technique et accroissent considérablement, par rapport au capitalisme, les possibilités d'emploi des techniques les plus modernes dans tous les domaines de l'économie nationale. En régime socialiste, ainsi qu'il a été déjà dit, les nouvelles machines sont introduites quand elles apportent une économie de travail social, facilitent le travail, permettent de pratiquer de nouvelles sortes de production et favorisent l'augmentation du bien-être du peuple.

Si le capitalisme est caractérisé par l'inégalité et des arrêts périodiques du développement de la technique, qui résultent du caractère cyclique du développement de la production et de l'étroitesse du marché, le socialisme, lui, est caractérisé par le perfectionnement constant de la technique à l'échelle de l'économie nationale.

Plus le niveau de la technique et de l'organisation de la production est élevé, et plus vastes sont les ressources dont dispose la société socialiste pour satisfaire les besoins croissants des travailleurs. Le régime économique socialiste fait que les travailleurs ont un intérêt direct à augmenter la production, à appliquer en grand les techniques modernes. A son tour, cet intérêt du peuple à développer la production socialiste stimule sans cesse l'initiative créatrice des masses en vue de perfectionner au maximum la production. C'est là la principale raison de l'essor ininterrompu que connaît l'économie socialiste.

La loi économique fondamentale du socialisme et l'accroissement du bien-être des travailleurs.

La loi économique fondamentale du socialisme exprime l'unité organique qui existe entre le but de la production socialiste et le moyen d'atteindre ce but, le fait que l'augmentation de la consommation nationale est directement fonction de l'accroissement de la production, de la productivité du travail social. Seul le socialisme fait du travail social la source d'une élévation continue du bien-être du peuple. Dans la société socialiste, le développement prioritaire de la production des moyens de production sert de base à l'augmentation de la consommation nationale, alors qu'en régime capitaliste il entraîne un accroissement du chômage et de la paupérisation des travailleurs. Le socialisme a supprimé les limites étroites imposées par le régime bourgeois à la consommation des masses laborieuses, limites déterminées par la course des capitalistes au profit maximum.

Les progrès ininterrompus de la production socialiste sont la base solide de l'élévation constante du niveau d'existence matérielle et culturelle du peuple. En régime socialiste, la masse du produit créé par le travail pour soi et destiné à la consommation individuelle des travailleurs ne cesse de s'accroître, de même que la masse du produit créé par le travail pour la société, destiné d'une part à développer la production et d'autre part à satisfaire les besoins matériels et culturels des travailleurs.

On assiste en U.R.S.S. à une augmentation constante des revenus réels de la population et à un accroissement régulier de la quantité des marchandises de consommation, que la population achète à des prix toujours plus bas.

Par rapport à 1913, les revenus réels (c'est-à-dire calculés en tenant compte de l'évolution des prix) des travailleurs de l'U.R.S.S. avaient, en 1954, augmenté comme suit par personne active : d'environ six fois chez les ouvriers, compte tenu de la disparition du chômage; d'environ six fois et demie chez les paysans.

Comparée à celle de 1913, la production des objets de consommation par la grande industrie de l'U.R.S.S. avait, à parité de prix, été multipliée par 7,6 fois en 1940 et environ par 16 en 1954.

L'existence d'un vaste réseau de services sociaux et culturels gratuits, que l'Etat soviétique met à la disposition de toute la population, est un facteur constant d'accroissement des revenus réels des travailleurs de l'U.R.S.S. Il existe en Union soviétique un système d'assurances sociales et de sécurité sociale qui ne saurait être égalé en régime capitaliste.

Le socialisme, c'est l'amélioration constante des conditions de travail et de vie des masses populaires. Les services d'utilité publique, autrefois source d'enrichissement pour les capitalistes, deviennent un moyen d'élever le niveau d'existence de la population. Le capitalisme aggrave sans cesse les conditions de logement des travailleurs et oblige une grande partie de la population à vivre dans des taudis, alors que le socialisme assure l'amélioration constante de l'habitat des masses populaires. Grâce à la propriété sociale de la plupart des habitations dans les villes et à la construction en grand de maisons par l'Etat, les habitations mal aménagées font place de plus en plus à des logis neufs et confortables.

Dans les pays bourgeois, les soins médicaux, affaire privée, coûtent ordinairement très cher et restent de ce fait peu accessibles à la masse de la population. En U.R.S.S., l'Etat a créé un système très développé de protection de la santé publique qui assure gratuitement l'assistance médicale sous toutes ses formes à la population.

Le socialisme ouvre de grandes possibilités de progrès culturel pour les travailleurs, de développement des aptitudes et des talents dont le peuple est une source inépuisable. Alors qu'en régime capitaliste les travailleurs n'ont accès à l'instruction que dans les limites étroites dictées par les intérêts de l'exploitation capitaliste, le socialisme crée les conditions qui permettent de donner de plus en plus satisfaction aux besoins rapidement accrus des masses dans le domaine de l'instruction, de la culture, de la science et de l'art.

Autrefois, *disait Lénine en 1918*, tout l'esprit humain, tout son génie ne créaient que pour donner aux uns tous les bienfaits de la technique et de la culture, et pour priver les autres du strict nécessaire : l'instruction et la culture. Mais à présent tous les miracles de la technique, toutes les conquêtes de la culture deviendront le patrimoine commun du peuple; désormais l'intelligence et le génie humains ne seront plus jamais des instruments de violence, des instruments d'exploitation. (V. LENINE : « Discours de clôture au III^e Congrès des Soviets de Russie », *Œuvres*, t. XXVI, p. 436 (éd. russe).)

D'importantes mesures ont été prises en U.R.S.S. dans le domaine de la culture pour donner satisfaction aux besoins culturels croissants du peuple : gratuité de l'instruction et de l'enseignement professionnel, attribution de bourses aux étudiants, extension méthodique du réseau des écoles, des établissements culturels et éducatifs, des bibliothèques, des clubs, augmentation du volume des éditions, etc.

Le nombre des personnes qui étudient en U.R.S.S. est passé de 8 millions en 1914 à plus de 50 millions en 1954. Le nombre des élèves des 8^e, 9^e et 10^e classes des écoles secondaires et des établissements d'enseignement technique secondaire, qui était de 200.000 en 1914, s'élevait à 3,6 millions en 1940 et à 7,8 millions en 1954. On comptait, en 1914, 117.000 étudiants dans les établissements d'enseignement supérieur; il y en a eu 812.000 en 1940 et 1.732.000 en 1954. Le nombre des instituteurs et des professeurs de tous les établissements d'études, ainsi que des pédagogues des établissements préscolaires, dépassait 2 millions en 1954, soit près de dix fois plus qu'en 1914.

S'appuyant sur la loi économique fondamentale du socialisme, le Parti communiste et l'Etat soviétique appliquent une politique qui garantit l'élévation constante du bien-être et du niveau culturel des masses.

Le rôle économique de l'Etat socialiste.

C'est dans la pratique de l'édification communiste que l'Etat socialiste apprend à connaître et à utiliser les lois économiques objectives du socialisme, et c'est avant tout dans la mesure où elle satisfait à leurs exigences que sa politique économique est couronnée de succès.

Le caractère de l'Etat socialiste est déterminé par la base économique du socialisme. Le système socialiste d'économie, la propriété sociale du peuple laborieux sur les moyens de production ont pour corollaire le pouvoir politique des travailleurs dirigés par la classe ouvrière. Si la politique de l'Etat bourgeois actuel exprime les intérêts des monopoles capitalistes, vise à accroître leurs profits et est hostile aux masses populaires, la politique de l'Etat socialiste, Etat des ouvriers et des paysans, traduit les intérêts vitaux, fondamentaux, des travailleurs et bénéficie de l'appui sans réserve des masses populaires.

Les rapports de production socialistes déterminent le rôle économique de l'Etat socialiste, rôle nouveau, jusque-là inconnu dans l'histoire. L'Etat soviétique possède au moins les 9/10^e des moyens de production du pays. Grâce à la domination sans partage de la propriété sociale (nationale et coopérative-kolkhozienne) des moyens de production, il a pu, en s'appuyant sur les lois économiques du socialisme et en les appliquant sciemment, diriger l'économie nationale d'après un plan, s'acquitter de sa fonction d'organisateur de l'économie. Ce rôle ne saurait être joué par l'Etat bourgeois en raison de la propriété capitaliste privée des moyens de production et de l'anarchie qui préside au développement économique de la société capitaliste.

La loi économique fondamentale du socialisme entraîne pour l'Etat socialiste la nécessité de veiller constamment à la satisfaction maximum des besoins sans cesse croissants du peuple, sur la base d'un développement rapide des forces productives. L'Etat socialiste consacre son activité à l'amélioration générale de la vie des travailleurs.

L'Etat socialiste tient compte de la variété des besoins de la société, et c'est en conformité de ces besoins croissants qu'il développe et perfectionne la production, organise l'intégration des techniques modernes dans toutes les branches de l'économie nationale et l'augmentation continue de la productivité du travail social, procède aux grands travaux et à la répartition géographique de la production, assure l'accroissement de l'accumulation socialiste. L'Etat soviétique applique un système de mesures tendant à créer dans le pays l'abondance des marchandises industrielles et agricoles. A cette fin, il développe au maximum l'industrie lourde et assure, sur cette base, un puissant essor de l'agriculture, de la production des objets de grande consommation. En fonction des conditions réelles, d'ordre intérieur et international, l'Etat définit à chaque étape les tâches concrètes qui se posent en matière d'organisation économique, fixe l'orientation et les rythmes du développement de l'économie nationale, améliore les méthodes de gestion. Il s'appuie sur les résultats du passé, mais aussi sur les tendances qui se dessinent, et il exerce sa fonction d'organisation économique en se fondant sur les prévisions scientifiques. Le marxisme-léninisme, science sociale d'avant-garde, constitue la base théorique des activités multiples de l'Etat socialiste.

L'action de l'Etat soviétique en matière d'organisation économique, culturelle et éducative, s'étend à tous les aspects de la vie de la société socialiste. C'est l'Etat soviétique qui assure la direction et la gestion planifiées de ses entreprises dans toutes les branches de l'économie. C'est lui et ses organismes qui nomment les dirigeants des entreprises d'Etat, de leurs groupements, des branches d'activité auxquelles elles se rattachent, et qui contrôlent leur fonctionnement. L'Etat planifie l'économie nationale : il détermine dans le cadre du plan le volume, la structure et les rythmes d'accroissement de la production et du commerce intérieur et extérieur; il fixe les prix des marchandises et le prix de revient planifié de la production, ainsi que le niveau des salaires des ouvriers et des employés; il répartit les ressources matérielles, la main-d'œuvre, les ressources financières, etc. Il donne son orientation à la vie économique des kolkhoz et assure la direction de ces derniers par l'intermédiaire des Soviets locaux, des S.M.T., des organismes élus de l'artel agricole, en prenant en considération leur caractère particulier d'entreprises coopératives. Il s'attache par tous les moyens à resserrer l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, à étendre les rapports économiques entre la ville et la campagne. L'Etat soviétique assure aux citoyens la possibilité de jouir effectivement de droits vitaux comme le droit au travail et au repos, le droit à l'instruction, le droit à la sécurité matérielle en cas de perte de la capacité de travail et dans la vieillesse. L'Etat soviétique dirige l'instruction publique et la formation de cadres qualifiés; il favorise le développement de la science et de l'art d'avant-garde, l'application dans la pratique des réalisations de la science et de la technique.

La force de l'appareil d'Etat soviétique est dans ses attaches avec les masses populaires. La nature même du régime socialiste veut que la direction centralisée, exercée par l'Etat, soit associée à l'initiative d'en bas, qu'elle tienne compte des particularités locales.

Un principe essentiel de la direction de l'économie par l'Etat est l'unité de l'économie et de la politique.

La politique et l'économie sont en pratique inséparables. Elles existent ensemble et agissent ensemble. Et celui qui, dans notre travail politique, pense séparer l'économie et la politique, renforcer le travail économique en diminuant l'importance du travail politique, ou, inversement, renforcer le travail politique en diminuant l'importance du travail économique, celui-là sera nécessairement acculé dans une impasse. (J. STALINE : *L'Homme, le capital le pins précieux*, suivi de *Pour une formation bolchevik*, p. 35, Editions Sociales, Paris, 1952.)

Le Parti communiste, qui oriente l'activité de tous les organismes d'Etat et de toutes les organisations sociales des travailleurs, est la force dirigeante et organisatrice de l'Etat socialiste. Le Parti donne des directives sur la base desquelles sont dressés les plans de l'économie nationale; il met au point les principales mesures d'ordre économique qui ont une importance vitale pour l'ensemble du pays. Etant étroitement lié aux masses laborieuses, il mobilise les ouvriers, les kolkhoziens, les intellectuels pour l'accomplissement des tâches économiques et politiques, fait l'éducation des masses, élève leur conscience communiste. La politique du Parti communiste et de l'Etat socialiste, qui vise à satisfaire les besoins nouveaux du développement économique de la société, joue un rôle éminemment progressiste. Le mode de production socialiste se développe à travers la lutte du nouveau contre l'ancien, de ce qui naît contre ce qui meurt, du progrès contre le retard, en dépassant les contradictions et en surmontant les difficultés. Lénine indiquait qu'en régime communiste les antagonismes disparaissent, mais que les contradictions demeurent. Dans la société socialiste, ces contradictions ne revêtent pas un caractère antagoniste, car elles ne sont pas liées aux intérêts de classes opposées; elles sont dépassées au cours même de l'édification du communisme.

Dans la société socialiste, les classes exploiteuses ont disparu, mais il existe toujours des éléments arriérés, porteurs de tendances et d'habitudes nées de la propriété privée, qui contrarient le développement des tendances nouvelles, progressistes, dans l'économie socialiste; il existe encore des dilapidateurs de la propriété sociale, des bureaucrates qui se moquent des besoins du peuple; des survivances du capitalisme subsistent encore dans la conscience des hommes. L'Etat soviétique, dirigé par le Parti communiste, encourage les initiatives des travailleurs, accorde son appui aux tendances de progrès dans tous les domaines de la vie sociale. Il se penche avec sollicitude sur le nouveau qui commence à poindre, l'affermir, concourt à la diffusion des méthodes de travail les plus avancées; il soutient une lutte opiniâtre contre toutes les forces d'inertie, contre toutes les manifestations de retard, de stagnation, de routine, qui empêchent un développement rapide de la production socialiste.

En régime socialiste, la critique et l'autocritique sont une des formes essentielles de la lutte du nouveau contre l'ancien. Puissants facteurs du développement de la société socialiste, elles stimulent l'activité des masses populaires, permettant ainsi de déceler les défauts et les difficultés dans le travail et d'y remédier, d'éliminer toute manifestation d'esprit bureaucratique, de faire apparaître de nouvelles possibilités d'accélérer les rythmes du développement économique et de lever ainsi les contradictions de la société socialiste. Outre les contradictions internes, non antagonistes, de la société socialiste, il existe une contradiction externe, antagoniste, entre les pays du camp socialiste et les forces de l'impérialisme. Elle s'exprime dans le fait que les milieux impérialistes agressifs cherchent à déclencher la guerre contre l'U.R.S.S. et les pays de démocratie populaire; ils organisent dans ces pays un travail de sape. D'où la nécessité de renforcer le plus possible la puissance économique et la capacité de défense de l'U.R.S.S. et des pays de démocratie populaire.

Partant du principe léniniste de la possibilité d'une coexistence pacifique du système socialiste et du système capitaliste, l'Etat soviétique pratique une politique conséquente de paix, développe les œuvres de paix et ses relations commerciales avec tous les pays. Il renforce la coopération économique avec les pays du camp de la démocratie et du socialisme, coopération qui représente un type nouveau, socialiste, de rapports entre les peuples. Mettant à profit les avantages du système socialiste d'économie et s'appuyant sur les lois économiques, l'Etat soviétique des ouvriers et des paysans oriente le développement de l'U.R.S.S. dans la voie du communisme.

RÉSUMÉ

1. Les lois économiques du socialisme sont des lois objectives qui ne dépendent ni de la volonté ni de la conscience des hommes. Elles traduisent les rapports de collaboration amicale et d'entraide socialiste de producteurs libérés de toute exploitation. Elles n'agissent pas à la manière de forces aveugles et dévastatrices; la société socialiste apprend à les connaître et à les utiliser. Le Parti communiste et l'Etat socialiste s'inspirent, dans leur politique économique, des lois économiques du socialisme.

2. La loi économique fondamentale du socialisme détermine les principaux aspects, les principaux processus du développement du mode de production socialiste, le but de la production socialiste et le moyen d'atteindre ce but. On peut formuler comme suit les traits essentiels et les exigences de la loi économique fondamentale du socialisme : assurer la satisfaction maximum des besoins matériels et culturels sans cesse croissants de toute la société, en développant et en perfectionnant sans cesse la production sur la base d'une technique supérieure.

3. En régime socialiste, l'augmentation des besoins (du pouvoir d'achat) des masses est le moteur de la production socialiste qu'elle ne cesse de faire progresser. Les progrès constants de la production socialiste sont la base matérielle d'un accroissement ininterrompu, de la consommation populaire et de la croissance de nouveaux besoins. Le développement prioritaire de la production des moyens de production est la condition nécessaire de l'accroissement constant de la production socialiste. Le socialisme assure le développement continu de la technique avancée, développement indispensable au progrès et au perfectionnement ininterrompus de la production socialiste, qui satisfait de mieux en mieux les besoins croissants des travailleurs.

4. Grâce à l'augmentation constante de la masse du produit pour soi et du produit pour la société, le montant des revenus réels des travailleurs ne cesse de s'accroître. Le socialisme, c'est l'amélioration constante des conditions de travail et de la vie des hommes. Il ouvre à la culture les plus larges perspectives de développement en faisant de tous les bienfaits de la technique, de la science et de la culture le patrimoine du peuple entier.

5. Se faisant l'interprète des intérêts vitaux du peuple, l'Etat socialiste, dirigé par le Parti communiste, étend de plus en plus son activité en matière d'organisation économique, culturelle et éducative, qui vise à assurer le développement ininterrompu de la production et l'élévation continue du bien-être et du niveau culturel au peuple. Le mode de production socialiste doit, pour se développer surmonter des contradictions et des difficultés. Fort de la connaissance scientifique des lois économiques objectives et tirant parti de celles-ci, l'Etat socialiste assure dans tous les domaines de l'économie la victoire de ce qui est nouveau, progressiste, sur ce qui est ancien, en orientant le développement de la société dans la voie du communisme.

CHAPITRE XXX - LA LOI DU DÉVELOPPEMENT HARMONIEUX, PROPORTIONNÉ, DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

La nécessité d'un développement harmonieux de l'économie nationale en régime socialiste.

On sait que toute formation sociale exige pour exister et se développer des proportions déterminées dans la répartition du travail et des moyens de production entre les diverses branches de l'économie nationale. En régime capitaliste, le développement de la production dans les proportions nécessaires s'effectue d'une façon anarchique, par des oscillations et des disproportions incessantes et par des crises périodiques. Lorsqu'ils investissent leurs capitaux dans telle ou telle branche de la production, les capitalistes sont guidés par les baromètres spontanés de la vie économique que sont les fluctuations des prix du marché, du taux du profit, du taux de l'intérêt, du cours des actions, etc.

Dans l'économie socialiste, la socialisation des moyens de production fait disparaître les baromètres spontanés de la vie économique. L'anarchie et le laissez-faire sont incompatibles avec le développement de la société socialiste. En régime socialiste, les proportions nécessaires dans la répartition des moyens de production et de la main-d'œuvre entre les différentes branches de l'économie nationale ne peuvent s'établir que d'une façon harmonieuse. La nécessité et la possibilité d'un développement harmonieux de l'économie socialiste découlent de la propriété sociale des moyens de production. Engels écrivait que lorsque les moyens de production appartiennent à la société, « une production sociale suivant un plan déterminé est désormais possible ». (F. ENGELS : *Anti-Dühring*, p. 324.)

Contrairement à la propriété privée des moyens de production, qui *divise* les producteurs de marchandises et engendre la concurrence et l'anarchie de la production, la propriété sociale *unit* les nombreuses entreprises en un tout économique subordonné à un but commun, découlant des exigences de la loi économique fondamentale du socialisme. La grande production collectivisée socialiste ne peut se développer sans un plan commun, qui donne à toute la société une unité d'action et assure les proportions nécessaires dans le développement des différentes branches et entreprises et de l'économie nationale dans son ensemble.

Démontrant la nécessité d'un développement harmonieux de l'économie nationale, Lénine indiquait qu'on ne saurait gérer l'économie socialiste sans un plan embrassant une longue période, et que la Révolution socialiste doit s'acquitter de la tâche gigantesque de

transformer l'ensemble du mécanisme économique de l'Etat en une seule grande machine, en un organisme économique fonctionnant de telle sorte que des centaines de millions d'hommes sont dirigés d'après un plan unique. (V. LENINE : « Rapport sur la guerre et la paix », *Œuvres choisies*, t. II, 1^{re} partie, p. 404.)

De même que le capitalisme suppose la concurrence et l'anarchie de la production qui entraînent un gaspillage du travail social, le socialisme ne saurait se concevoir sans un développement harmonieux de l'économie nationale, assurant un usage rationnel, dans un esprit d'épargne, du travail et de ses résultats.

Ainsi la propriété sociale, socialiste, des moyens de production, la grande production collectivisée socialiste, dans l'industrie comme dans l'agriculture, engendrent la nécessité objective et créent la possibilité objective d'un développement harmonieux, proportionné, de toute l'économie nationale.

Le développement harmonieux, proportionné, de l'économie nationale est une loi économique du socialisme.

Les traits et les exigences essentiels de la loi du développement harmonieux de l'économie nationale.

La loi du développement harmonieux, proportionné, de l'économie nationale est le *régulateur* de la production socialiste; c'est en fonction de cette loi que s'effectue la répartition des moyens de production et de la main-d'œuvre entre les différentes branches de l'économie socialiste. Cette loi exige une gestion planifiée de l'économie nationale, un développement proportionné de toutes les branches de l'économie socialiste, l'utilisation la plus complète et la plus efficace des ressources matérielles, de la main-d'œuvre et des ressources financières du pays.

La loi du développement harmonieux de l'économie nationale signifie avant tout qu'il est nécessaire de maintenir des proportions déterminées entre les parties et les éléments de l'économie nationale. Lénine indiquait que l'harmonie signifie le maintien conscient de proportions constantes.

Mais la loi du développement harmonieux n'indique pas la tâche à l'accomplissement de laquelle doivent être subordonnées les proportions à établir dans l'économie nationale. Le caractère des proportions dans l'économie socialiste est déterminé par les exigences de la loi économique fondamentale du socialisme.

La loi du développement harmonieux de l'économie nationale ne peut donner l'effet voulu que dans le cas où il y a une tâche au nom de laquelle ce développement se poursuit... Cette tâche est contenue dans la loi économique fondamentale du socialisme. (J. STALINE : « Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S. », *Derniers écrits*, p. 130-131.)

La loi du développement harmonieux, proportionné, de l'économie nationale joue donc le rôle de régulateur de la production dans l'économie socialiste conformément aux exigences de la loi économique fondamentale du socialisme.

Celles-ci sont, à chaque étape, réalisées en fonction du niveau de développement des forces productives, des ressources matérielles existantes, de la conjoncture intérieure et extérieure que connaît le pays du socialisme. C'est sous cet angle et conformément à la loi du développement harmonieux, proportionné, que sont déterminées les proportions dans l'économie nationale.

Ce qu'il faut avant tout, parmi les principales proportions du développement de l'économie nationale, c'est une juste corrélation entre la production des moyens de production et celle des objets de consommation. Pour qu'il y ait augmentation constante de la production sur la base d'une technique supérieure, les branches produisant des moyens de production doivent, nous l'avons dit, se développer plus rapidement que les branches fournissant des objets de consommation. Du développement de l'industrie lourde dépendent l'équipement technique et le progrès ininterrompu de toutes les branches de l'économie nationale, et notamment des industries légère et alimentaire, produisant des objets de consommation courante. La justesse des proportions à établir entre les deux sections de la production sociale exige donc avant tout le développement prioritaire des branches fabriquant des moyens de production, et en tout premier lieu de l'industrie lourde et des constructions mécaniques qui en sont en quelque sorte le cœur; d'autre part, elle exige le progrès des branches produisant des objets de consommation, dans la mesure indispensable pour satisfaire au maximum, compte tenu du niveau des forces productives, les besoins sans cesse croissants des masses populaires.

Le développement des branches de l'industrie soviétique produisant des objets de consommation courante prend appui sur l'essor de l'industrie lourde. De 1925 à 1954, la production des moyens de production a, dans son ensemble, été multipliée par plus de 60, et celle des objets de consommation par 14. Par rapport à 1940, la production des moyens de production dans toute l'industrie a été multipliée en 1954 par près de 3,5, et celle des objets de consommation a doublé. Le niveau atteint et le rythme de développement de la production des objets de consommation courante ne correspondent pas encore aux besoins accrus de la population dans ce domaine. Les succès remportés par l'industrie lourde au cours du cinquième plan quinquennal ont créé les conditions concrètes permettant de développer rapidement la production des objets de consommation courante. Aussi, tout en continuant à développer en premier lieu l'industrie lourde, le Parti communiste et l'Etat soviétique appliquent-ils un vaste programme dont l'exécution entraînera un rapide essor de l'agriculture ainsi que des industries légère et alimentaire, afin d'assurer à bref délai une augmentation notable de la production des objets de large consommation et de poursuivre l'élévation du niveau de vie matérielle et culturelle du peuple soviétique.

L'établissement de justes proportions entre l'industrie et l'agriculture a une importance primordiale pour le développement harmonieux de l'économie nationale. Il s'agit d'assurer, d'une part, le rôle déterminant de l'industrie qui fournit un outillage perfectionné à l'agriculture et des articles industriels aux campagnes, et d'autre part, de nouveaux progrès de la production des kolkhoz et des sovkhos qui procurent les denrées alimentaires à la population des villes et des matières premières à l'industrie.

L'agriculture socialiste a remporté d'importants succès grâce au régime kolkhozien. Mais ses rythmes de développement ne suffisent pas pour satisfaire les besoins croissants de la société en produits agricoles. De 1940 à 1952, la production industrielle a augmenté de 130 % et la production globale de l'agriculture (à parité des prix) de 10 % seulement. Des secteurs aussi importants que la culture des céréales, l'élevage, la production de la pomme de terre et des légumes sont particulièrement en retard.

Par suite, la disproportion était devenue manifeste entre les besoins accrus de la population en blé, viande, produits laitiers, légumes, fruits, etc., d'une part, et le niveau de la production agricole, d'autre part.

Ce retard de l'agriculture par rapport aux besoins croissants de la société ne permettait pas d'élever la consommation au niveau qu'elle aurait pu atteindre étant donné le développement industriel du pays. Le puissant essor de l'industrie lourde a créé les conditions nécessaires à un progrès rapide de l'agriculture socialiste. Il est devenu possible et nécessaire d'accélérer sensiblement les rythmes du développement de la production agricole. Aussi la séance plénière de janvier 1955 du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique a-t-elle fixé la tâche, au cours des cinq ou six années à venir, de porter la récolte annuelle globale des céréales à 10 milliards de pouds au moins et de multiplier par 2 et plus la production des principaux produits de l'élevage, afin de pouvoir satisfaire largement les besoins croissants de la population en denrées alimentaires et de fournir à l'industrie légère et à l'industrie alimentaire les matières brutes dont elles ont besoin.

Il existe une étroite corrélation entre l'industrie et l'agriculture, de même qu'entre les différentes branches de l'industrie et de l'agriculture. Pour que la production puisse se développer sans à-coups, des proportions correctes sont donc nécessaires non seulement entre l'industrie et l'agriculture, mais aussi entre les différentes branches industrielles (par exemple entre les industries d'extraction et les industries de transformation) et les diverses branches de l'agriculture. C'est ainsi qu'un retard prolongé de l'élevage freine le développement continu des industries légère et alimentaire. De leur côté, les progrès de l'élevage sont contrecarrés par l'insuffisance de la base fourragère, par le retard de la production des céréales. L'Etat soviétique remédie à cette disproportion en stimulant énergiquement l'extension de l'élevage, de sa base fourragère et de la production des céréales.

Pour que la demande sans cesse accrue de denrées agricoles et d'articles industriels par les masses laborieuses soit satisfaite régulièrement et sans à-coups, il doit exister entre les revenus en espèces toujours plus élevés de la population et la quantité des marchandises destinées à la consommation individuelle une corrélation qui tienne compte du niveau des prix; il faut aussi de justes proportions entre l'augmentation de la production des objets de consommation courante et le développement du commerce.

L'augmentation considérable, au cours de ces dernières années, du salaire réel des ouvriers et des employés, ainsi que des revenus des kolkhoziens, a eu pour résultat que la demande des travailleurs croît plus vite, pour diverses marchandises, que la production des articles de consommation et des denrées alimentaires. Supprimer cette disposition, tel est l'objectif que s'assigne le programme d'essor rapide de l'agriculture et d'accroissement de la production des articles industriels et des denrées alimentaires sur la base du développement continu de l'industrie lourde, programme que le Parti communiste et l'Etat soviétique ont adopté et réalisent avec succès.

Le socialisme a mis fin à l'antagonisme, propre au capitalisme, entre l'accumulation et la consommation. Conformément à la loi économique fondamentale du socialisme, des proportions correctes entre l'accumulation et la consommation doivent assurer le progrès ininterrompu de la production socialiste, avec développement prioritaire de la production des moyens de production, pour pouvoir utiliser les techniques les plus modernes, aussi bien que l'élévation méthodique du niveau d'existence matériel et culturel des masses populaires.

Les proportions dans la répartition des ressources entre les branches de l'économie nationale dépendent pour beaucoup de l'utilisation plus ou moins rationnelle de ces ressources. Par exemple, si la dépense moyenne de métal par machine-outil diminue, il s'ensuit une diminution du besoin total de métal dans les constructions mécaniques, ou bien une augmentation de la production de machines-outils, ce qui entraîne à son tour un changement de proportions entre la métallurgie et les constructions mécaniques. Utiliser rationnellement les ressources est l'une des conditions assurant le développement continu et rapide de la production.

Le développement proportionné de l'économie nationale exige que la production socialiste soit rationnellement répartie entre les différentes régions du pays : que l'industrie se rapproche des sources de matières premières et des régions consommatrices; que soit assuré le développement économique complexe des différentes régions, compte tenu de leurs particularités, en associant de façon judicieuse l'activité des diverses branches de production et en utilisant le plus complètement possible les ressources locales; que soit réduit le nombre des transports lointains et irrationnels par chemin de fer et par eau; que les républiques des minorités nationales progressent sur le plan économique et culturel.

La répartition socialiste de la production s'appuie sur la division du pays en régions économiques. La *division en régions économiques* est la division planifiée de tout le territoire du pays en grandes régions suivant leurs particularités économiques et naturelles.

Ainsi qu'il a été dit, les avantages du régime socialiste ont permis de remporter de grands succès dans la répartition rationnelle de la production en U.R.S.S. Toutefois, ces avantages sont encore loin d'être utilisés dans leur totalité, d'où des défauts dans la répartition de la production, qui engendrent des disproportions partielles dans l'économie nationale, entravent une utilisation plus rationnelle et plus efficace des ressources locales et donnent lieu à des transports sur de trop longues distances, ainsi qu'à des allers et retours inutiles.

Ainsi, la disproportion entre la production et la consommation de certains types de laminés sidérurgiques dans le Sud, dans l'Oural et en Sibérie orientale entraîne inévitablement des transports croisés considérables de métaux ferreux. Le retard de l'extraction du charbon sur sa consommation dans la partie européenne de l'U.R.S.S. rend nécessaire le transport de charbon sur des distances énormes. Chaque année, près de 2.000 wagons de laine brute sont transportés d'Asie centrale et de Sibérie dans les usines de dessuintage ukrainiennes, tandis que 500 wagons de laine dessuintée sont expédiés d'Ukraine en Sibérie, en Asie centrale et en Extrême-Orient.

Il est devenu urgent de mettre au point sur des bases scientifiques, un schéma de développement et de répartition des principales branches industrielles de l'U.R.S.S. pour les 10 ou 15 prochaines années.

Pour passer du socialisme à la phase supérieure du communisme, il importe d'établir, dans le développement de l'économie nationale, des proportions qui assurent l'affermissement et l'essor continus de la production socialiste, la création graduelle de la base matérielle de production du communisme et l'abondance des produits.

Etant donné qu'un certain nombre de puissances capitalistes pratiquent la course aux armements et que les milieux agressifs de l'impérialisme échafaudent les plans d'une guerre dirigée contre les pays du camp socialiste, il est nécessaire de maintenir dans l'économie nationale des proportions qui garantissent au pays du socialisme une solide base économique en cas d'agression du dehors. Les progrès rapides de l'industrie socialiste et de la production kolkhozienne sont une condition essentielle du renforcement de l'indépendance économique et de la capacité de défense de l'U.R.S.S.

L'existence d'un camp socialiste puissant et uni rend indispensable la coordination planifiée de l'économie de tous les pays qui le composent. La politique de coopération économique et d'entraide qui existe entre l'U.R.S.S. et les pays de démocratie populaire facilite la construction du socialisme, renforce l'indépendance économique de ces pays vis-à-vis du monde capitaliste et leur capacité de défense, contribue à l'édification du communisme en Union soviétique.

La loi du développement harmonieux de l'économie nationale et la planification socialiste.

Le Parti communiste et l'Etat socialiste répondent aux exigences de la loi du développement harmonieux de l'économie nationale au moyen de plans qui organisent et orientent l'activité créatrice des masses laborieuses. La direction de l'économie nationale selon un plan est une particularité essentielle de la fonction d'organisation économique de l'Etat socialiste.

En développant l'économie suivant un plan, l'Etat socialiste a la possibilité d'assurer un essor continu, rapide et général de la production, de satisfaire le plus complètement possible les besoins du peuple. Aux mains de l'Etat soviétique, le plan est une force puissante, qui organise et oriente le travail de millions d'hommes. (N. BOULGANINE : *Les tâches à accomplir pour un nouvel essor de l'industrie, pour le progrès technique et l'amélioration de l'organisation de la production*. Rapport présenté le 4 juillet 1955 à la session plénière du C.C. du P.C.U.S. Cf. *Paix et démocratie*, 22 juillet 1955.)

La planification socialiste repose sur des bases rigoureusement scientifiques; elle requiert une synthèse continue de l'expérience de l'édification communiste, la mise à profit de toutes les réalisations de la science et de la technique. Diriger l'économie nationale selon un plan, c'est prévoir. La prévision scientifique est fondée sur la connaissance des lois économiques objectives; elle a son point de départ dans les besoins du développement de la vie matérielle de la société.

Pour planifier correctement, il faut avant tout connaître et savoir appliquer la loi du développement harmonieux de l'économie nationale.

On ne doit pas confondre la loi du développement harmonieux de l'économie nationale avec la planification de l'économie par les organismes compétents de l'Etat socialiste, ni avec les plans annuels et quinquennaux de développement de l'économie nationale. La loi du développement harmonieux de l'économie nationale est une loi économique objective. Elle donne aux organismes d'Etat la possibilité de planifier correctement la production sociale. Mais possibilité n'est pas réalité. Pour que cette possibilité devienne une réalité, il faut savoir; appliquer la loi du développement harmonieux, il faut dresser des plans qui répondent entièrement aux exigences de cette loi.

Dans la pratique, les plans ne répondent pas toujours exactement aux exigences de la loi du développement harmonieux de l'économie nationale. Quand celles-ci sont enfreintes, des disproportions se révèlent dans certains secteurs de l'économie nationale, le cours normal de la production et de la circulation est troublé. Si, par exemple, le plan prévoit la fabrication d'un certain nombre d'automobiles, mais non la quantité nécessaire de tôle d'acier, le programme de production d'automobiles peut ne pas être exécuté. Un plan de production de la fonte est irréalisable sans une production correspondante de coke.

Les organismes de planification ont à tenir compte, lorsqu'ils établissent les plans, des exigences de la loi du développement harmonieux, à prévenir toute disproportion et, s'il s'en produit, à prendre en temps utile les mesures propres à y remédier. Les *réserves*, qu'il s'agisse de ressources matérielles ou financières ou de main-d'œuvre, jouent un rôle important dans le développement ininterrompu, de l'économie nationale. Elles donnent la possibilité d'éliminer rapidement les disproportions qui se manifestent dans certains secteurs, ou de les prévenir; elles permettent plus de souplesse dans le maniement des ressources.

La planification de l'économie nationale ne peut donc donner de bons résultats, assurer le développement proportionné de l'économie nationale et l'essor permanent de la production que si elle tient compte correctement des exigences de la loi du développement harmonieux de l'économie nationale et se conforme en tous points à celles de la loi économique fondamentale du socialisme.

La planification socialiste s'appuie également sur l'utilisation des autres lois économiques du socialisme. C'est ainsi que la loi de la répartition selon le travail est une condition nécessaire de la gestion planifiée de l'économie. Cette loi fait que les producteurs ont un intérêt matériel à augmenter la productivité du travail; elle est l'un des moteurs de la production socialiste. La planification socialiste implique la nécessité d'utiliser des instruments économiques se rattachant à l'action de la loi de la valeur : prix, monnaie, commerce, crédit. Le principe de la gestion équilibrée (*khozrastchot*), qui incite à gérer la production dans un esprit d'épargne, à mobiliser les ressources intérieures, à réduire les prix de revient et à augmenter la rentabilité de l'entreprise, est aussi un instrument de planification.

La planification socialiste exige l'étude approfondie et la large utilisation des réalisations modernes de la science et des techniques soviétiques et étrangères en vue d'assurer un progrès technique rapide de toutes les branches de l'économie nationale, de perfectionner sans relâche la technologie, d'augmenter sans cesse la productivité du travail.

S'inspirant des lois économiques du socialisme, synthétisant l'expérience acquise en matière d'édification économique et culturelle et tenant compte des conditions intérieures et extérieures, le Parti communiste et l'Etat socialiste déterminent à chaque étape les objectifs économiques et politiques essentiels des plans d'Etat; c'est ainsi que sont fixés le volume de la production, les rythmes du développement de chaque branche de l'économie nationale, le montant des investissements au titre des fonds fixes, le niveau des salaires, etc.

La direction planifiée de l'économie soviétique est exercée, sur la base des directives du Parti communiste, par le Conseil des ministres de l'U.R.S.S. et les Conseils des ministres des républiques fédérées. Les plans d'Etat sont dressés à l'échelle de toute l'économie nationale, mais aussi pour les diverses branches et leurs différents départements, par républiques, par territoires, par régions et zones économiques. Leur élaboration et le contrôle de leur exécution sont confiés à la Commission d'Etat auprès du Conseil des ministres de l'U.R.S.S. pour la planification perspective (Gosplan de l'U.R.S.S., à la Commission économique d'Etat auprès du Conseil des ministres de l'U.R.S.S. pour la planification courante (Commission économique d'Etat de l'U.R.S.S.), aux ministères de l'U.R.S.S. et des républiques, ainsi qu'aux Soviets locaux, qui possèdent également leurs organismes de planification.

La planification socialiste combine les *plans prospectifs*, qui traduisent la ligne fondamentale du développement économique pour un certain nombre d'années, avec les *plans courants*, programmes concrets des travaux à exécuter dans des délais plus réduits.

Il faut mentionner, parmi les plans prospectifs, les plans quinquennaux de développement de l'économie nationale, ainsi que ceux qui sont dressés pour de plus longues périodes. Parmi les plans courants, il convient de ranger les *plans annuels*. Les plans courants sont élaborés à partir des plans prospectifs.

Au fur et à mesure du développement de l'économie socialiste, la planification perspective gagne sans cesse en importance. Lénine indiquait que

l'on ne peut travailler sans avoir un plan calculé pour une longue période et destiné à remporter un important succès. (V. LENINE : « Rapport d'activité du Conseil des commissaires du peuple au VIII^e Congrès des Soviets de Russie », *Œuvres*, t. XXXI, p. 479 (éd. russe).)

Le Gosplan de l'U.R.S.S. a pour tâche d'élaborer les plans quinquennaux avec leurs subdivisions annuelles, ainsi que les perspectives du développement des diverses branches et de l'ensemble de l'économie nationale pour une période plus longue, de dix à quinze ans.

La Commission économique d'Etat de l'U.R.S.S. a pour tâche d'élaborer, à partir des plans quinquennaux, les plans d'Etat annuels du développement de l'économie nationale et les plans d'approvisionnement en matières premières et en machines avec leurs subdivisions trimestrielles.

Chaque entreprise d'Etat (usine, mine, sovkhoz, S.M.T., etc.) possède son *plan financier et technique de production*, qui est établi à partir des objectifs prévus au plan d'Etat et constitue le plan général pour l'activité financière et technique de la production de l'entreprise.

Le développement harmonieux de l'économie socialiste exige que la planification centralisée de l'économie, quant aux indices essentiels, laisse aux organismes locaux chargés de la planification de la production l'autonomie et l'initiative indispensables. Les conditions et particularités locales doivent jouer un très grand rôle dans la planification qui, si elle est stéréotypée et ignore ces particularités, contredit aux exigences de la loi du développement harmonieux de l'économie nationale.

Une centralisation excessive, la tendance à planifier d'en haut jusqu'aux moindres détails sans connaître suffisamment ni prendre en considération les conditions et les possibilités locales entraînent des erreurs dans la planification, paralysent les initiatives de la base, empêchent d'utiliser au maximum les ressources locales et les immenses réserves existant dans les différentes branches de l'économie socialiste et dans les entreprises.

La direction planifiée des kolkhoz par l'Etat présente des particularités, qui découlent du caractère de la propriété coopérative-kolkhoziennne. L'Etat socialiste s'appuie ici sur l'initiative des kolkhoz et des masses kolkhoziennes, qui est un facteur déterminant de l'essor de l'agriculture, de l'utilisation plus complète des conditions économiques et naturelles de chaque région, de chaque kolkhoz.

Un système de planification bien compris implique que les organismes centraux compétents fixent pour chaque région, territoire et république les indices et les objectifs *fondamentaux et déterminants* relatifs à la production agricole et à la livraison des produits agricoles à l'Etat. Ces objectifs sont exprimés en production marchande, nécessaire pour satisfaire les besoins de la population en denrées alimentaires et ceux de l'industrie en matières premières. D'après les objectifs fixés pour la livraison à l'Etat des produits de l'agriculture et de l'élevage, les kolkhoz déterminent à leur gré les dimensions des emblavures, la productivité de l'élevage et la quantité des différentes espèces de bétail. La direction de chaque kolkhoz dresse un *plan de production annuel*, qui est soumis à l'examen et à l'approbation de l'assemblée générale des kolkhoziens.

Le perfectionnement des méthodes de planification socialiste suppose une centralisation conséquente de la planification quant aux indices fondamentaux et déterminants, tout en accordant plus d'importance et en laissant plus de latitude à l'initiative des organismes locaux, des entreprises industrielles, des sovkhoz et des kolkhoz pour diriger la production, assurer une planification différenciée dans chaque région économique, chaque zone agricole, chaque entreprise ou kolkhoz.

Diriger l'économie nationale selon un plan, c'est établir quels sont les *principaux maillons* de l'économie. Le plan met en relief les branches maîtresses dont dépend l'exécution du plan de l'économie nationale dans son ensemble. Les principaux maillons des plans quinquennaux sont les branches de l'industrie lourde (et notamment les constructions mécaniques), car elles déterminent le développement de toutes les branches industrielles et de l'économie nationale dans son ensemble. Ce sont ces branches qui reçoivent en premier lieu moyens de production, main-d'œuvre et argent. C'est par rapport à elles que sont dressés les plans des autres branches, de manière à assurer l'essor de toute l'économie nationale et la coordination la plus rationnelle de ses éléments.

La loi du développement harmonieux, proportionnel, de l'économie nationale requiert une coordination rigoureuse des plans de développement des différentes branches et leur harmonisation dans un plan économique unique.

Tous les plans des différentes branches de la production, *disait Lénine*, doivent être rigoureusement coordonnés, reliés entre eux et constituer ensemble le plan économique unique dont nous avons tant besoin. (V. LENINE : « Rapport d'activité du Conseil des commissaires du peuple au VIII^e Congrès des Soviets de Russie », *Œuvres*, t. XXXI, p. 480 (éd. russe).)

Les plans économiques comportent un certain nombre d'indices, exprimés les uns *en nature* (catégories de produits, assortiments, etc.), les autres *en argent* (production globale, prix de revient, revenus et dépenses, etc.). Parmi les indices en nature et en argent, il y a lieu de distinguer les indices *qualitatifs* (augmentation de la productivité du travail, diminution du prix de revient, rentabilité, amélioration de la qualité des produits, efficacité de l'emploi des moyens de production : équipement, machines, matières premières, etc.). Dans l'agriculture, l'indice fondamental est l'obtention d'un maximum de production pour 100 hectares de surface agricole avec le minimum de dépense de travail et de moyens de production par unité de produit.

Le plan de développement de l'économie nationale comporte les subdivisions suivantes : programme de production de l'industrie et de l'agriculture; plan des transports et développement des communications; plan des grands travaux, du développement et de l'introduction de nouvelles techniques; plan d'approvisionnement par l'Etat de l'économie nationale; plan concernant le travail et les salaires; plan concernant le commerce et les stockages; plan des mesures d'ordre social et culturel; plan concernant le prix de revient de la production; plan du développement de l'économie nationale par république fédérée et par région économique; partie synthétique du plan de l'économie nationale, comprenant les indices généraux du développement de l'économie nationale et les principaux objectifs des différentes branches industrielles. L'indice donnant la meilleure vue d'ensemble du plan est l'accroissement du revenu national et le pourcentage qu'y occupent respectivement le fonds de consommation et le fonds d'accumulation. Font aussi partie intégrante de la planification d'Etat la planification des prix et des finances (budget d'Etat, plans de crédit et de caisse de la Banque d'Etat), ainsi que celle du commerce extérieur.

Le plan de développement et d'introduction des nouvelles techniques embrasse les objectifs les plus importants, d'importance nationale, concernant la mécanisation et l'automatisation des processus de la production, la mise au point de la production de nouvelles machines et de nouveaux matériaux, l'implantation des processus technologiques d'avant-garde, ainsi que les principaux travaux de recherche scientifique, des bureaux d'études et d'essais relatifs aux techniques nouvelles.

Dans la planification socialiste, une importance croissante est réservée à la répartition géographique rationnelle des forces productives, au développement dans tous les domaines des régions économiques et à la coordination des plans de développement de l'économie nationale de l'U.R.S.S. et des pays de démocratie populaire.

Une des principales méthodes utilisées pour établir dans l'économie nationale des proportions correctes, répondant aux exigences de la loi du développement harmonieux, est la mise au point d'un système de *balances*. L'Etat socialiste fixe ainsi les proportions, exprimées en nature et en argent, dans le développement de l'économie nationale, détermine les ressources et leur répartition par branches d'activité et catégories de produits. La confrontation des ressources existantes et des besoins que l'on en éprouve fait apparaître les points faibles de l'économie nationale, les disproportions entre les différentes branches quant au niveau et aux rythmes de leur développement, et suggère les mesures à prendre pour y remédier. Par ailleurs, le système des balances permet de déceler des ressources supplémentaires résultant d'une économie de matières premières et de matériaux, ainsi que d'une meilleure utilisation de l'équipement, ressources qui contribueront à accroître la production et la consommation.

On distingue les balances des ressources matérielles (exprimées en nature), les balances exprimées sous forme monétaire, et les balances de la main-d'œuvre.

Les *balances des ressources matérielles* font apparaître la corrélation qui existe entre la production et la consommation d'un produit ou d'un groupe de produits sous leur forme naturelle. Elles portent sur les principaux produits : machines-outils, minerais, métaux, coton et autres moyens de production, objets de consommation individuelle (viande, sucre, huile, beurre, etc.).

Elles sont indispensables pour dresser les plans de fourniture de moyens de production à toutes les branches de l'économie nationale par ministères et par départements. Ces plans prévoient une meilleure utilisation de l'équipement, des matières premières, du combustible, etc., grâce à l'application de normes progressives.

Parmi les *balances exprimées sous forme monétaire*, il faut ranger notamment celles des revenus et des dépenses en argent de la population, du revenu national et de sa répartition.

Les *balances de la main-d'œuvre* déterminent les besoins de l'économie nationale en main-d'œuvre et en cadres qualifiés, ainsi que les moyens de couvrir ces besoins.

La balance apportant la synthèse la plus complète est la *balance de l'économie nationale*, qui représente un système d'indices économiques caractérisant les principaux rapports et proportions de l'économie socialiste. Elle comprend les balances essentielles suivantes : produit social global, revenu national, travail.

La planification socialiste, qui reflète les exigences de la loi du développement harmonieux de l'économie nationale, établit des *directives*. Les plans d'Etat ne sont pas des plans-pronostics, mais des plans-directives, que les organismes dirigeants sont tenus d'exécuter et qui déterminent l'orientation du développement économique de tout le pays. Une fois sanctionnés par les organismes supérieurs de l'Etat socialiste, les plans d'Etat ont force de loi. Les dirigeants de l'économie sont tenus d'en assurer l'exécution régulière, suivant le rythme prévu, par chaque entreprise, tout au long de l'année, du trimestre et du mois, en ce qui concerne non seulement le volume de la production, mais aussi son assortiment; ils sont tenus d'améliorer sans cesse la qualité de la production et de réduire les prix de revient conformément aux prévisions du plan.

Une particularité essentielle de la planification socialiste est qu'elle associe le maintien des proportions nécessaires à l'essor ininterrompu de la production socialiste, au progrès technique. Les proportions définies par le plan pour le développement de l'économie nationale ne représentent pas quelque chose de figé, d'intangible. La planification socialiste a un caractère actif, mobilisateur. Les plans orientent le travail de millions d'hommes à l'échelle de tout le pays, donnent aux masses laborieuses une perspective nette, les incitent à accomplir de véritables exploits dans le travail. Le plan, c'est l'activité créatrice et vivante des masses. La réalité des plans de production, ce sont les millions de travailleurs qui bâtissent une vie nouvelle.

Dresser un plan n'est que le début de la planification. Lénine, qui qualifiait le plan d'électrification de la Russie (plan Goelro) de second programme du Parti, soulignait que « ce programme serait chaque jour, dans chaque atelier et dans chaque canton, amélioré, approfondi, perfectionné et modifié ». (V. LENINE : « Rapport d'activité du Conseil des commissaires du peuple au VIII^e Congrès des Soviets de Russie », *Œuvres*, t. XXXI, p. 483 (éd. russe).) Tout plan est précisé, modifié et perfectionné en tenant compte de l'expérience des masses et du déroulement de son exécution, aucun plan ne pouvant prévoir à l'avance toutes les possibilités que renferme le régime socialiste et qui ne se révèlent qu'au cours du travail. Dans la lutte pour l'exécution du plan à la fabrique, à l'usine, au sovkhos, au kolkhoz, l'initiative créatrice et l'activité des masses se donnent libre cours, l'émulation socialiste se développe, et la mise au jour de nouvelles réserves permet d'accélérer les progrès de l'économie. La mobilisation des masses est effectuée par le Parti communiste et sous sa direction, à l'appel des organisations d'Etat et des organisations sociales, des syndicats, des Jeunesses communistes. La participation active des masses à la lutte pour l'exécution des plans de développement de l'économie nationale est l'une des principales conditions de l'exécution et du dépassement des plans, de l'accélération des rythmes de la construction de la société communiste.

Les plans socialistes ne peuvent jouer un rôle mobilisateur que si les organismes de planification tablent sur les éléments nouveaux, progressistes qui naissent dans la pratique de l'édification communiste, dans l'œuvre créatrice des masses.

Les plans de production doivent partir, non pas de la moyenne arithmétique des normes déjà atteintes, mais de *normes progressives* de travail, d'utilisation de l'équipement, des matières premières, du combustible et des matériaux, c'est-à-dire de normes qui s'alignent sur l'expérience des entreprises d'avant-garde, des travailleurs d'élite.

Le Parti communiste et l'Etat soviétique combattent énergiquement toute tentative de dresser des plans minimisés qui ne mobilisent personne, l'alignement sur les secteurs retardataires, de même que la manie des projets qui ne tiennent pas compte des possibilités réelles du développement de l'économie socialiste. La planification socialiste exige qu'une lutte intransigeante soit menée contre les tendances, contraires aux intérêts de l'Etat, qui se traduisent par les tentatives faites pour opposer les intérêts d'une entreprise, d'une région ou d'un service à ceux du pays tout entier.

L'un des aspects les plus importants de la direction planifiée de l'économie nationale est la *vérification de l'exécution du plan*, qui permet d'établir jusqu'à quel point celui-ci traduit les exigences de la loi du développement harmonieux de l'économie nationale, et comment il se réalise. Elle donne la possibilité de déceler en temps utile les disproportions existantes et de prévenir l'apparition de nouvelles disproportions, de découvrir des réserves de production jusque-là ignorées et d'apporter les correctifs nécessaires aux plans de l'économie nationale.

Pour diriger l'économie nationale d'après un plan, un système unique de recensement s'impose. Lénine enseignait que « le socialisme, c'est le recensement ». Une organisation socialiste planifiée ne saurait se concevoir sans un recensement correct. Or, qui dit recensement dit statistique. Dans l'économie socialiste, le recensement et la statistique sont organiquement associés au plan de l'économie nationale. Les statistiques relatives à l'accomplissement du plan sont indispensables à l'établissement du plan pour la période suivante. Le système socialiste de recensement et de statistique permet de contrôler l'exécution du plan dans son ensemble et dans chacune de ses parties.

Les avantages de l'économie planifiée.

Le développement harmonieux de l'économie nationale assure à la société socialiste des avantages énormes sur le capitalisme. Contrairement à ce dernier, où des rapports proportionnés sont un effet du hasard et où l'économie se développe de façon cyclique, en passant par des crises périodiques, l'économie socialiste se développe sans discontinuer, suivant une ligne ascendante et à des rythmes élevés, sur la base des proportions établies par l'Etat socialiste conformément aux exigences de la loi du développement harmonieux de l'économie nationale et de la loi économique fondamentale du socialisme. L'économie socialiste ignore les crises qui ravagent l'économie nationale, infligent à la société un préjudice matériel énorme et la rejettent périodiquement en arrière.

Au cours des plans quinquennaux d'avant-guerre, c'est-à-dire en environ 13 ans, l'Union soviétique a effectué un bond formidable qui, de pays autrefois agricole et arriéré, a fait d'elle une puissance industrielle avancée, alors que le monde capitaliste traversait deux crises économiques : celle de 1929-1933 et celle de 1937, qui se sont accompagnées de la destruction d'importantes forces productives, d'une augmentation prodigieuse du chômage et d'une brutale aggravation de la paupérisation des masses. Après la guerre, l'économie socialiste en U.R.S.S. progresse méthodiquement et continûment, alors que les Etats-Unis et certains autres pays capitalistes ont connu la crise de 1948-1949, qui a provoqué une baisse de la production et une augmentation du chômage. Aux Etats-Unis, en 1953-1954, il y a encore eu une baisse de production présentant un caractère de crise.

L'économie socialiste planifiée exclut le chômage et garantit le plein emploi de toute la force de travail de la société. L'économie capitaliste engendre fatalement le chômage, qui est pour les capitalistes un moyen de s'assurer une main-d'œuvre à bon marché. L'économie planifiée développe la production afin de satisfaire les besoins de toute la société. Les capitalistes investissent leurs capitaux dans les branches de l'économie où le taux de profit est le plus élevé. L'économie socialiste planifiée permet un développement méthodique de la science et de la technique conforme aux besoins de l'économie nationale. En régime capitaliste, le progrès technique se heurte à la loi de la concurrence et de l'anarchie de la production; très inégal, il aggrave fatalement le déséquilibre de la production.

Contrairement à la conception capitaliste de la rentabilité, subordonnée à l'obtention du profit maximum, la loi du développement harmonieux de l'économie nationale et la planification socialiste garantissent une forme supérieure de rentabilité, une rentabilité considérée du point de vue de l'économie nationale dans son ensemble.

L'économie socialiste planifiée met un terme au formidable gaspillage de travail social qui est inhérent à l'économie capitaliste et permet la mise en œuvre la plus économique et la plus efficace de toutes les ressources, tant à l'intérieur des entreprises qu'à l'échelle nationale; elle découvre sans cesse des réserves nouvelles et de nouveaux moyens d'accroître la production.

L'Etat socialiste règle par un plan les rapports de production entre les entreprises et procède à la répartition géographique la plus rationnelle de la production socialiste.

L'expérience de l'Union soviétique en matière de planification de l'économie nationale retient l'attention et suscite l'intérêt dans tous les pays. Des savants bourgeois prêchent un « capitalisme planifié » et sèment parmi les travailleurs l'illusion qu'en éliminant la concurrence, les monopoles créent les conditions d'une planification de l'économie capitaliste et de la suppression des crises économiques. Mais, ainsi qu'il a été démontré, la planification de l'économie a pour condition décisive l'existence de la propriété sociale des moyens de production et de la loi du développement harmonieux, proportionné, de l'économie nationale, alors que dans la société capitaliste dominant la propriété privée des moyens de production, la loi de la concurrence et l'anarchie de la production. La limitation de la concurrence dans les entreprises et les branches monopolisées s'accompagne d'une accentuation brutale de la concurrence entre les monopoles, ainsi qu'entre les entreprises et les branches monopolisées et celles qui ne le sont pas. Toute tentative de planifier l'économie nationale dans les pays capitalistes et d'y éliminer les crises de surproduction aboutit inmanquablement à un échec. L'expérience soviétique en matière de planification de l'économie nationale est largement utilisée dans les pays de démocratie populaire, qui développent avec succès leur économie sur la base de plans d'Etat.

RÉSUMÉ

1. La propriété sociale, socialiste, des moyens de production rend nécessaire et possible un développement harmonieux de l'économie nationale. Le développement harmonieux, proportionné, de l'économie nationale est une loi économique du socialisme.

2. La loi du développement harmonieux, proportionné, de l'économie nationale règle la répartition des moyens de production et de la force de travail dans l'économie socialiste en conformité avec la loi économique fondamentale du socialisme. Elle exige que l'économie soit planifiée, que toutes les branches de l'économie socialiste se développent proportionnellement, que les ressources matérielles et financières, ainsi que la main-d'œuvre soient utilisées de la façon la plus rationnelle et la plus efficace.

3. La planification socialiste donne de bons résultats si elle tient compte correctement des exigences de la loi du développement harmonieux de l'économie nationale et se conforme en tout à celles de la loi économique fondamentale du socialisme. La direction planifiée de l'économie nationale met en œuvre des instruments économiques liés à l'action de la loi de la valeur. L'établissement de balances a une importance extrême pour la détermination de justes proportions dans le développement de l'économie nationale.

4. La direction planifiée de l'économie nationale est une particularité essentielle de la fonction d'organisation économique de l'Etat socialiste. Les plans économiques sont dressés par les organismes d'Etat sur la base des directives du Parti communiste, à partir d'une synthèse scientifique de l'expérience de l'édification socialiste et compte tenu des avantages du système socialiste d'économie, ainsi que de la situation à l'extérieur et à l'intérieur du pays. Les plans d'Etat tablent sur tout ce qui naît de progressiste dans la pratique de l'édification communiste, dans l'œuvre créatrice des masses; ils ont le caractère de directives. La mobilisation des masses pour l'exécution et le dépassement des objectifs du plan, et l'organisation d'un contrôle quotidien de l'exécution de celui-ci sont les conditions nécessaires de la gestion planifiée de l'économie nationale.

5. Le développement harmonieux et sans crises de l'économie nationale est le plus grand des avantages que le socialisme a sur le capitalisme; il procure une économie de ressources inconcevable en régime bourgeois et donne l'entière possibilité d'un progrès ininterrompu, rapide, dans tous les domaines, de la production dans l'intérêt des masses populaires.

CHAPITRE XXXI - LE TRAVAIL SOCIAL EN RÉGIME SOCIALISTE

Le caractère du travail en régime socialiste.

L'instauration des rapports de production socialistes modifie radicalement le caractère du travail. La force de travail a cessé d'être une marchandise. Les travailleurs mettent en œuvre des moyens de production qui sont leur propriété; ils travaillent pour eux-mêmes, pour leur société. En régime socialiste, le travail est *affranchi de toute exploitation*.

Après des siècles de travail pour autrui, de labeur servile pour les exploités, on a pour la première fois la possibilité de *travailler pour soi*, et de travailler en bénéficiant de toutes les conquêtes de la technique et de la culture modernes. (V. LENINE : « Comment organiser l'émulation ? », *Œuvres choisies*, t. II, 1^{re} partie, p. 351.)

Alors qu'en régime capitaliste le travail, qui n'est pas libre, se présente directement comme un travail privé, son caractère social ne se manifestant que sur le marché, à l'insu et en dehors des producteurs, en régime socialiste le travail a un *caractère directement social* et est méthodiquement organisé à l'échelle de l'Etat. Le travail de chaque producteur se présente donc directement comme une partie de l'ensemble du travail social. L'organisation méthodique du travail social crée la possibilité, inconnue en régime capitaliste, d'utiliser intégralement les ressources en main-d'œuvre à l'échelle de toute la société.

En régime socialiste, la situation sociale du travailleur est complètement transformée. Contrairement à ce qui se passe en régime capitaliste, où la situation d'un homme est déterminée par son origine sociale et sa richesse, la situation de chacun en société socialiste dépend uniquement de son travail et de ses aptitudes.

L'affranchissement de toute exploitation et le changement survenu dans la situation du travailleur au sein de la société modifient du tout au tout la façon de considérer le travail, engendrent une attitude nouvelle envers le travail. Alors que le régime d'exploitation a, pendant des siècles, inspiré à de nombreuses générations de travailleurs le dégoût du travail considéré comme un lourd fardeau et un déshonneur, le socialisme fait du travail une question d'honneur, de vaillance et d'héroïsme, lui confère un caractère de plus en plus *créateur*. Dans la société socialiste, l'homme qui travaille, s'il travaille bien et fait preuve d'initiative pour améliorer la production, est entouré de considération et de gloire.

Tout cela crée des *stimulants sociaux* du travail, inconnus en régime capitaliste.

Néanmoins, le travail n'est pas encore devenu en régime socialiste le premier besoin vital des membres de la société, l'habitude de consacrer ses efforts au bien commun. Au stade du socialisme, les survivances du capitalisme n'ont pas entièrement disparu dans la conscience des hommes. A côté de la grande masse des producteurs qui s'acquittent scrupuleusement de leurs obligations envers la société et font preuve d'initiative créatrice dans le travail, il en est qui n'accomplissent pas leur devoir, enfreignent la discipline du travail, cherchent à donner le minimum à la société socialiste et à en obtenir le maximum.

En régime socialiste, il subsiste d'importants vestiges de l'ancienne division du travail : les différences essentielles entre le travail manuel et le travail intellectuel, entre le travail de l'ouvrier et le travail du paysan, les différences entre le travail simple et le travail qualifié, le travail pénible et le travail facile. Ces vestiges ne disparaissent que graduellement à mesure que se développent les forces productives du socialisme et qu'est créée la base matérielle de production du communisme.

C'est dire qu'en régime socialiste, le *principe de l'intérêt matériel* du producteur au résultat de son travail acquiert une importance extrême en tant que stimulant du développement de la production. Cet intérêt s'explique par le fait que la situation du travailleur dans la société dépend de la quantité et de la qualité de son travail. L'utilisation de l'intérêt matériel de chaque travailleur aux résultats de son travail est l'une des méthodes fondamentales de la gestion socialiste de l'économie. Lénine écrivait : « Il faut édifier chaque branche importante de l'économie nationale sur l'intérêt personnel. » (V. LENINE : « La nouvelle politique économique et les tâches de l'éducation politique », *Œuvres*, t. XXXIII, p. 47, (éd. russe).)

Le principe de l'intérêt matériel trouve les applications les plus étendues, notamment dans la rémunération du travail des ouvriers et des employés, la répartition des revenus au kolkhoz, l'établissement des modalités de la gestion équilibrée, la fixation des prix des produits industriels et agricoles. Le changement radical du caractère du travail en régime socialiste crée les conditions nécessaires à un essor systématique et rapide de sa productivité, à la création d'une productivité supérieure à celle qui existe en régime capitaliste.

Le travail, devoir des membres de la société socialiste. La réalisation du droit au travail.

Le socialisme et le travail sont inséparables. Le socialisme a mis fin à la contradiction flagrante du régime capitaliste, dans lequel les classes exploiteuses de la société mènent une existence parasite alors que les masses ouvrières sont condamnées à un travail épuisant qui n'est coupé que par des périodes d'inaction forcée : le chômage. En abolissant la propriété capitaliste des moyens de production, le socialisme a fait disparaître les conditions qui permettaient à une classe, celle des détenteurs des moyens de production, de vivre du travail d'une autre classe, celle des hommes privés des moyens de production. La propriété socialiste des moyens de production fait à tous également un devoir de prendre part au travail social, le travail personnel étant en régime socialiste l'unique source des moyens d'existence. Le travail, en U.R.S.S., est pour chaque citoyen apte au travail un devoir et une question d'honneur.

Pour la première fois dans l'histoire, en régime socialiste, tous les citoyens aptes au travail ont non seulement le même devoir de travailler, mais encore le même droit au travail. Ainsi s'est trouvé réalisé le rêve séculaire des masses laborieuses. Le droit au travail est conditionné par la propriété sociale des moyens de production qui donne à tous les citoyens une possibilité égale de travailler sur la terre, dans les fabriques et les usines socialisées. Le *droit au travail* est le droit pour chaque membre de la société apte au travail de recevoir un emploi garanti, avec rémunération de son travail selon sa quantité et sa qualité. Le droit au travail, consacré par la Constitution de l'U.R.S.S., est rendu effectif par l'organisation socialiste de l'économie nationale, le développement ininterrompu des forces productives de la société, l'impossibilité des crises économiques et la suppression du chômage.

Le chômage, ce fléau des travailleurs en régime capitaliste, a été liquidé en U.R.S.S. une fois pour toutes; les ouvriers ne sont plus menacés d'être à tout moment jetés à la rue et privés de moyens d'existence. La suppression du chômage et la certitude du lendemain chez l'ouvrier, la disparition de la misère et du paupérisme à la campagne ont été une grande conquête du peuple soviétique.

La réalisation du droit au travail permet d'utiliser plus à fond la force de travail de la société pour produire toujours davantage. L'augmentation constante de la production en régime socialiste entraîne tout naturellement celle du nombre des ouvriers et des employés.

En U.R.S.S., le nombre des ouvriers et des employés s'élevait en fin d'année à 10,8 millions en 1928, 22,8 millions en 1932, 27 millions en 1937, 31,5 millions en 1940, environ 47 millions en 1954.

La suppression du chômage à la ville, la disparition du surpeuplement agraire et de la misère à la campagne, l'augmentation constante de la production socialiste ont modifié radicalement les conditions dans lesquelles les entreprises recrutent leur main-d'œuvre. En régime capitaliste, la demande de main-d'œuvre est satisfaite spontanément du fait de l'existence d'une armée de réserve de chômeurs et du surpeuplement agraire, alors qu'en régime socialiste les entreprises sont assurées méthodiquement d'une main-d'œuvre, par un recrutement, une préparation et une répartition organisés.

Contrairement au capitalisme, qui fait de l'ouvrier un appendice de la machine et étouffe ses dons, le socialisme crée les conditions indispensables au développement et à la libre manifestation des aptitudes des travailleurs en affranchissant le travail de toute exploitation et en permettant à tous d'accéder librement à l'instruction.

L'essor continu de la production socialiste sur la base d'une technique supérieure exige une élévation constante du niveau culturel et technique des travailleurs, une proportion croissante de travailleurs qualifiés dans toutes les branches de l'économie nationale. En régime socialiste, pour la première fois dans l'histoire, la formation des travailleurs pour les différentes branches de l'économie nationale s'effectue méthodiquement et sur une grande échelle.

L'élévation du niveau culturel et technique des travailleurs est assurée avant tout par le développement de l'instruction publique. En U.R.S.S., l'enseignement de sept ans est obligatoire et l'enseignement secondaire (de dix ans) général et obligatoire en voie de réalisation; l'instruction secondaire spécialisée et l'instruction supérieure ont pris un grand développement. D'où une élévation considérable du niveau culturel de la classe ouvrière et de la paysannerie. De plus en plus nombreux sont les ouvriers et les kolkhoziens qui possèdent une instruction primaire ou secondaire.

L'élévation du niveau culturel et technique s'opère aussi par l'enseignement technique à l'entreprise : il forme de nouveaux travailleurs et augmente la valeur professionnelle des anciens sans qu'ils aient à abandonner l'exercice de leur profession. Pour satisfaire les besoins des branches maîtresses de l'économie nationale en cadres qualifiés, l'Etat soviétique a organisé un système de réserves de main-d'œuvre qui comprend tout un réseau d'écoles professionnelles, d'écoles de cheminots et d'écoles d'apprentissage auprès des fabriques et des usines. Durant toute la période d'apprentissage, les élèves de ces écoles sont entretenus aux frais de l'Etat. Des millions d'ouvriers qualifiés sont en outre formés grâce à l'apprentissage individuel ou par équipe, ou par les cours à l'entreprise. Le nombre des intellectuels et celui des spécialistes hautement qualifiés, issus de la classe ouvrière et de la paysannerie, augmente rapidement.

Dès le début de 1952, en U.R.S.S., plus de la moitié du total des ouvriers de l'industrie avaient une instruction correspondant au moins à 5 ou 6 classes de l'école secondaire. Le nombre d'ouvriers ayant terminé les cours des écoles de dix ans va croissant. En quatorze ans (de 1941 à 1954 inclusivement), les écoles professionnelles, les écoles de cheminots, les écoles d'apprentissage auprès des fabriques et des usines et les écoles de mécanisation de l'agriculture ont préparé aux frais de l'Etat plus de 7,5 millions de jeunes ouvriers qualifiés de toutes professions. Au cours des quatre années du cinquième plan quinquennal, l'apprentissage individuel et par équipe ainsi que les cours à l'entreprise ont formé en moyenne chaque année 2,5 millions de nouveaux ouvriers qualifiés et élevé la valeur professionnelle de 3,5 millions d'autres; près de 2,5 millions de kolkhoziens ont suivi chaque année les cours agro-zootechniques de trois ans. L'enseignement par correspondance des ouvriers et des kolkhoziens est également très répandu.

La répartition selon le travail, loi économique du socialisme.

Le mode de protection socialiste détermine la forme de répartition qui lui correspond. Engels écrivait que, dans la société socialiste,

la répartition, pour autant qu'elle sera dominée par des préoccupations purement économiques, se réglera par l'intérêt de la production, et que la production sera le plus favorisée par un mode de répartition permettant à *tous* les membres de la société de développer, de maintenir et d'exercer leurs facultés avec le maximum d'universalité. (F. ENGELS : *Anti-Dühring*, p. 232-233.)

En régime socialiste, la répartition selon le travail répond à cette exigence.

Dans la première phase du communisme, les forces productives n'ont pas encore atteint ce haut degré de développement qui assure l'abondance des produits, indispensable pour pouvoir effectuer la répartition selon les besoins. En régime socialiste, ainsi qu'il a été dit, le travail n'est pas encore devenu le premier besoin vital pour toute la masse des travailleurs et un stimulant matériel des producteurs est donc nécessaire. Il subsiste des différences, dans la société socialiste, entre le travail simple et le travail qualifié, entre les travaux plus ou moins pénibles, entre le travail des gens consciencieux et de ceux qui prennent leurs obligations à la légère. Par conséquent, la répartition des objets de consommation doit tenir compte des différences entre la quantité et la qualité du travail que fournit chacun dans la production sociale.

D'où la nécessité de la part « de la société *et de l'Etat* qu'ils exercent le contrôle *le plus rigoureux* sur la mesure du travail et la mesure de la consommation ». (V. LENINE : *L'Etat et la révolution*, p. 88, Editions Sociales, Paris, 1947.) La société socialiste doit contrôler la participation de ses membres au travail, tenir compte de leur plus ou moins grande qualification, déterminer les normes du travail et le taux de sa rétribution afin que celui qui travaille plus et mieux reçoive une part plus grande du produit du travail social.

Le seul mode possible et nécessaire de répartition des biens matériels en régime socialiste est donc la répartition selon le travail.

En intéressant matériellement chaque travailleur aux résultats de son travail, elle contribue puissamment à développer la production. Et parce qu'elle stimule la productivité du travail, elle concourt au mieux-être croissant des travailleurs.

En établissant un rapport direct entre la part du produit du travail social qui revient à chaque travailleur et le degré de sa participation à la production sociale, la répartition selon le travail établit un lien entre l'intérêt personnel du travailleur et les intérêts généraux de l'Etat.

Elle fait une nécessité de tenir rigoureusement compte de la différence entre le travail qualifié et le travail non qualifié. Une rémunération supérieure récompense le travail qualifié; l'ouvrier non qualifié est ainsi poussé à améliorer sa valeur professionnelle pour devenir un ouvrier qualifié. Cela stimule l'essor du niveau culturel et technique des travailleurs et entraîne la disparition graduelle de la différence essentielle entre le travail intellectuel et le travail manuel.

La répartition selon le travail permet d'en finir avec les fluctuations de la main-d'œuvre, de créer des cadres permanents et d'améliorer ainsi l'organisation du travail dans les entreprises. Sans un personnel permanent qui connaît à fond la technique et possède l'expérience de son métier, il est impossible de développer la production socialiste. La répartition selon le travail est donc une nécessité objective, une loi économique du socialisme.

La loi économique de la répartition selon le travail exige que les produits soient répartis en fonction directe de la quantité et de la qualité du travail de chacun, qu'il soit attribué un salaire égal pour un travail égal, indépendamment du sexe, de l'âge, de la race et de la nationalité des citoyens de la société socialiste. La rémunération du travail, dans l'industrie comme dans l'agriculture, doit s'effectuer conformément à cette loi.

Le Parti communiste et l'Etat soviétique appliquent la loi économique de la répartition selon le travail en soutenant une lutte énergique contre l'égalitarisme petit-bourgeois, c'est-à-dire contre le nivellement des salaires indépendamment de la quantité et de la qualité du travail fourni, de la valeur professionnelle du travailleur, de la productivité du travail. L'égalitarisme traduit une conception petite-bourgeoise du socialisme qui serait alors une uniformisation universelle, qu'il s'agisse de la consommation, des conditions de vie, des goûts ou des besoins. Il cause un grave préjudice à la production, entraîne l'instabilité de la main-d'œuvre, la baisse de la productivité du travail, la non-exécution des plans. Dénonçant cette interprétation petite-bourgeoise du socialisme, Lénine a défini la conception marxiste de l'égalité. Par égalité, le marxisme entend non pas l'égalité des aptitudes physiques et intellectuelles, mais l'égalité sociale, économique; c'est-à-dire l'abolition, égale pour tous, de la propriété privée des moyens de production et de l'exploitation, la possibilité, égale pour tous, de travailler en utilisant les moyens de production socialisés, le devoir, égal pour tous, de travailler, le principe, applicable à tous, de la rémunération selon le travail.

La coopération socialiste du travail.

Par rapport aux formations qui l'ont précédé, le socialisme marque une phase nouvelle, supérieure, du développement historique de la coopération du travail. La *coopération socialiste du travail* est la coopération de producteurs libres de toute exploitation, liés entre eux par des rapports de collaboration amicale et d'entraide; elle repose sur les moyens techniques les plus modernes. Elle permet de conférer au travail une puissance de production infiniment plus élevée qu'en régime capitaliste. Les méthodes grâce auxquelles la coopération accroît la force productive du travail social : division du travail et machinisme, économie des moyens de production, etc., sont portées en régime socialiste à leur plus haut degré de développement.

Contrairement à la propriété privée des moyens de production, qui pose des limites à la coopération du travail, la propriété sociale en recule notablement les frontières et rend possible le travail en commun sur une échelle impraticable en régime capitaliste. D'où une concentration supérieure de la production industrielle et agricole, et l'application de mesures économiques de grande envergure à l'échelle de toute l'économie nationale.

La coopération socialiste se distingue par une discipline du travail nouvelle, foncièrement différente de celle qui a existé dans toutes les formations antérieures. L'organisation capitaliste du travail social repose sur la discipline de la faim, sur la séparation des travailleurs d'avec les moyens de production.

La *discipline socialiste du travail* est la discipline consciente, fraternelle de travailleurs maîtres de leur pays. En régime socialiste, les intérêts fondamentaux des masses laborieuses veulent que la discipline indispensable du travail soit respectée. L'éducation des travailleurs dans l'esprit de la discipline socialiste du travail, la lutte systématique contre ceux qui enfreignent la discipline du travail sont une des principales tâches de l'Etat socialiste.

Le travail en commun de nombreux producteurs rend nécessaire l'existence d'une *administration* qui coordonne leurs activités, organise leurs rapports dans la production. La coopération socialiste dans le travail suppose une direction unique, ferme et permanente, à tous les échelons de l'appareil de production et d'administration. La *direction unique* est la méthode d'administration des entreprises et établissements socialistes d'Etat, fondée sur la subordination des masses à la volonté unique de celui qui dirige le travail; elle se combine avec l'initiative créatrice la plus développée des masses dans le processus de la production.

La suppression de l'exploitation capitaliste a mis fin au despotisme administratif qui en était inséparable, à la toute-puissance du capital, à l'arbitraire du patron et de ses représentants, à la privation de droits de la masse ouvrière. Dans la société socialiste, les dirigeants des entreprises, des trusts, des directions générales, les ministres sont les fondés de pouvoir et les serviteurs du peuple, de l'Etat socialiste. En régime capitaliste, les travailleurs considèrent les dirigeants de l'économie : directeur, administrateurs, chefs d'atelier, contremaîtres comme leurs ennemis, car ils dirigent l'économie dans l'intérêt des capitalistes, pour augmenter leurs profits. En régime socialiste, les dirigeants de l'économie ont la confiance du peuple, car ils gèrent l'économie non pour augmenter les profits des capitalistes, mais dans l'intérêt du peuple tout entier.

L'abolition de l'exploitation modifie radicalement les rapports entre les travailleurs intellectuels et les travailleurs manuels. L'opposition d'intérêts entre les ouvriers et le personnel dirigeant des entreprises, opposition caractéristique du capitalisme, a disparu. En régime socialiste, les travailleurs manuels et le personnel dirigeant des entreprises sont membres d'une même collectivité de producteurs qui ont un intérêt vital au progrès et à l'amélioration de la production. D'où la collaboration féconde des travailleurs manuels et intellectuels en vue de perfectionner sans cesse la production.

En régime capitaliste, le travail des ouvriers se vide de plus en plus de sa substance intellectuelle, et le fossé s'élargit entre le travail intellectuel et le travail manuel, tandis que, dans la société socialiste, le travail manuel s'enrichit de plus en plus d'un contenu intellectuel, un rapprochement s'opère entre le travail manuel et le travail intellectuel, la différence essentielle entre eux disparaît progressivement. Cela se traduit par l'élévation constante du niveau culturel et technique de la classe ouvrière et de la paysannerie, par le développement de l'émulation socialiste qui constitue une particularité essentielle de la coopération du travail en régime socialiste.

L'émulation socialiste.

L'émulation socialiste permet d'accroître la productivité du travail et de perfectionner les méthodes de production en stimulant au maximum l'activité des masses laborieuses. Lénine a signalé que, pour la première fois, le socialisme permet à l'émulation de se déployer très largement, sur une échelle de masse, et d'entraîner des millions de travailleurs. L'émulation socialiste vise à assurer l'exécution et le dépassement des plans de l'économie nationale, l'augmentation continue de la production socialiste.

A des stimulants de la production tels que la course aux profits et la concurrence, le socialisme a substitué des stimulants nouveaux, infiniment plus efficaces. C'est avant tout l'intérêt profond des masses au développement de la production sociale, intérêt qui découle de la loi économique fondamentale du socialisme. La subordination de la population socialiste à la satisfaction la plus complète des besoins croissants des travailleurs est une source intarissable de l'essor de la productivité du travail, du perfectionnement de la production sur la base d'une technique supérieure. La répartition selon le travail joue un rôle important dans l'extension de l'émulation socialiste. En faisant dépendre la rémunération de chacun de la quantité et de la qualité de son travail, la répartition selon le travail encourage l'initiative créatrice des masses dans le processus de la production.

L'émulation socialiste se distingue foncièrement de la concurrence qui règne dans la société bourgeoise.

Principe de la concurrence : *défaite et mort des uns*, victoire et domination des autres.

Principe de l'émulation socialiste : *aide* amicale de ceux qui arrivent en tête aux retardataires, afin de réaliser un progrès *général*.

La concurrence dit : *achève ceux qui sont restés en arrière* afin d'asseoir ta domination.

L'émulation socialiste dit : les uns travaillent mal, les autres bien, d'autres mieux encore; *ratrape les meilleurs* et contribue au *progrès général*. (J. STALINE : « L'émulation et l'enthousiasme des masses au travail », *Œuvres*, t. XII, p. 110 (éd. russe).)

L'émulation socialiste est la collaboration amicale des travailleurs, leur lutte en commun pour le progrès général de la production. Elle donne le champ libre aux aptitudes créatrices des travailleurs et permet l'utilisation la plus complète de tous les avantages du travail social en régime socialiste.

L'initiative créatrice des novateurs de la production et des travailleurs qui connaissent à fond les machines modernes, rejettent les normes et les méthodes de travail vieilles, périmées, et en proposent de nouvelles, est une particularité caractéristique de l'émulation. En combattant tout ce qui est vieilli et a déjà fait son temps, les travailleurs d'élite ouvrent des voies nouvelles au développement de la production, découvrent de nouveaux moyens d'élever la productivité du travail.

L'initiative créatrice des travailleurs empêche la production de stagner, de piétiner sur place; elle est à l'origine de son progrès et de son perfectionnement continuel. Les méthodes progressistes appliquées par les novateurs améliorent radicalement l'organisation du travail et de la production (division du travail, cumul des professions, travail « au graphique » respectant strictement un horaire et un ensemble de normes techniques, etc.), de la technologie et de la technique de la production (intensification des différents processus, perfectionnement de l'outillage, des montages, des machines-outils, etc.). Les travailleurs d'élite de l'agriculture ont recours à de nouveaux procédés qui augmentent le rendement des cultures et la productivité de l'élevage.

L'émulation socialiste suppose une large et rapide diffusion de l'expérience des travailleurs d'avant-garde. En régime socialiste, l'exemple exerce, pour la première fois, une action massive; il est un moyen de stimuler et de perfectionner sans cesse la production. C'est la conséquence, premièrement, d'une aide active, amicale, des novateurs aux autres producteurs pour familiariser ceux-ci avec les méthodes progressistes de travail, aide qui prend les formes les plus variées (enseignement individuel, parrainage des novices par les ouvriers expérimentés, cours de travailleurs d'élite et de novateurs de la production, etc.); deuxièmement, du désir de la masse des travailleurs de rattraper les ouvriers d'élite, de profiter de leur expérience pour réaliser un progrès général; troisièmement, de la large publicité faite à l'émulation, de la possibilité de confronter les résultats du travail des entreprises. La diffusion de l'expérience d'avant-garde est l'une des tâches essentielles incombant aux dirigeants de l'économie et aux organisations sociales. S'appuyant sur l'expérience des novateurs, les organismes économiques de l'Etat fixent des normes progressives de travail, d'utilisation des moyens de production, qui sont mises à la base des plans de production. La popularisation de l'expérience d'avant-garde, la réalisation des nouvelles normes et l'application des méthodes nouvelles par la plupart des travailleurs contribuent à élever sans cesse la productivité du travail.

Le Parti communiste et l'Etat soviétique dirigent l'émulation socialiste des masses et lui accordent tout leur appui. Les succès remportés au travail sont récompensés non seulement par une gratification, mais encore par des décorations, et les innovations d'importance par l'attribution du titre de Héros du travail socialiste et du Prix Staline.

L'émulation socialiste a pris en U.R.S.S. un *caractère général*. Dans les entreprises, la forme d'émulation la plus commune et la plus efficace est l'émulation individuelle et entre équipes. Il y a aussi l'émulation entre ateliers, entreprises, kolkhoz, S.M.T., sovkhos, districts, régions et républiques. Une forme d'émulation très répandue est celle qui vise à assurer une haute qualité de la production, une meilleure utilisation du potentiel de production, la réduction des prix de revient, une économie de matériaux et d'argent en sus des prévisions du plan, un rendement élevé des cultures et une haute productivité de l'élevage. En 1954, plus de 90 % des ouvriers ont pris part à l'émulation socialiste dans l'industrie; plus de 900.000 inventions, perfectionnements techniques et propositions de rationalisation ont été appliqués dans l'industrie, le bâtiment et les transports.

L'émulation socialiste à la ville et à la campagne est une puissante force motrice du développement de l'économie socialiste, de la construction de la société communiste.

L'augmentation constante de la productivité du travail, loi économique du socialisme.

L'élévation continue de la productivité du travail est une condition essentielle du triomphe du socialisme sur le capitalisme, de l'édification du communisme. Lénine écrivait :

La productivité du travail, c'est, en dernière analyse, ce qu'il y a de plus important, d'essentiel pour la victoire du nouvel ordre social. Le capitalisme a créé une productivité du travail inconnue sous le servage. Le capitalisme peut être définitivement vaincu, et le sera définitivement, parce que le socialisme crée une productivité du travail nouvelle, beaucoup plus élevée. (V. LENINE : « La grande initiative », *Œuvres choisies*, t. II, 2^e partie, p. 232.)

La productivité du travail, on le sait, se mesure par la quantité de produits que fournit un ouvrier pendant l'unité de temps choisie, ou par le temps de travail dépensé par unité de produit. L'élévation de la productivité du travail se traduit par une réduction de la part du travail vivant dans le produit, alors que la part du travail antérieur augmente relativement et que la somme totale du travail contenu dans chaque unité de produit diminue. L'augmentation de la productivité du travail implique un accroissement de la production par unité de temps de travail.

La productivité augmente en fonction de l'économie de travail réalisée tant en ce qui concerne le travail vivant que le travail cristallisé à l'échelle de toute la société. Marx enseigne que, pour être réelle, l'économie doit porter sur le temps de travail, et que cette économie équivaut au développement de la force productive du travail. Marx parle de la loi économique générale « selon laquelle les frais de production diminuent constamment, tandis que le travail vivant devient sans cesse plus productif ». (*Archives Marx-Engels*, t. IV, p. 43 (éd. russe).) Mais cette loi joue différemment dans des conditions économiques différentes. Par suite des contradictions inhérentes au capitalisme, l'augmentation de la productivité du travail dans la société bourgeoise connaît un rythme ralenti et présente un caractère instable.

« La loi de l'accroissement de la force productive du travail ne vaut pas, d'une façon absolue, pour le capital ». (K. MARX : *Le Capital*, livre III, chap. XV.)

En supprimant la propriété privée capitaliste, le socialisme détruit du même coup les obstacles au développement de la productivité du travail. Il engendre la nécessité objective et crée la possibilité d'une élévation *continue* de la productivité du travail conformément aux exigences de la loi économique fondamentale du socialisme.

L'augmentation continue de la productivité du travail est la condition nécessaire du développement ininterrompu de la production socialiste et de la satisfaction la plus complète des besoins sans cesse croissants de la population. L'essor ininterrompu de la production socialiste est dû, en premier lieu, à l'élévation de la productivité du travail, en second lieu, à l'augmentation du nombre absolu des travailleurs occupés dans la production matérielle. Entre 1940 et 1954, 70 % environ de l'accroissement de la production industrielle ont résulté de l'élévation de la productivité du travail, et 30 % environ de l'augmentation du nombre absolu des travailleurs. Ainsi, l'augmentation de la productivité du travail est le facteur principal, essentiel, de l'essor ininterrompu de la production socialiste.

Du fait qu'elle entraîne un accroissement rapide de la quantité des produits, l'élévation constante de la productivité du travail permet à la fois d'élargir la production et d'augmenter la consommation. Elle est nécessaire aussi pour assurer la victoire du socialisme dans la compétition économique avec les pays capitalistes développés.

Le socialisme crée les conditions nécessaires à l'augmentation systématique et rapide de la productivité du travail. Il fait disparaître l'énorme gaspillage de travail découlant de l'anarchie de la production et des crises économiques de surproduction et permet une utilisation méthodique et hautement rationnelle des moyens de production et de la main-d'œuvre sur la base d'un perfectionnement continu de la technique et de l'organisation du travail. En régime socialiste, contrairement à ce qui se passe en régime capitaliste, les travailleurs ont un profond intérêt à économiser au maximum le temps de travail et les moyens de production, étant donné que la production sert les intérêts du peuple.

L'ouvrier soviétique est directement intéressé à l'augmentation de la productivité du travail, car il sait qu'elle renforce la puissance économique de l'U.R.S.S. et élève le niveau de vie des travailleurs. L'unité d'intérêts de l'Etat et du peuple est le fondement de la productivité élevée du travail social en régime socialiste. (G. MALENKOV : *Rapport d'activité du Comité central du P.C.(b) de l'U.R.S.S. au XIX^e Congrès du Parti*, cf. *Cahiers du communisme*, n° spécial (novembre 1952), p. 113.)

Tout cela prouve que, dans la société socialiste, agit la *loi économique au développement continu de la productivité du travail*.

Cette loi entraîne la nécessité, aussi bien de l'augmentation de la production par ouvrier que de l'essor de la productivité de tout le travail social.

Il est indispensable que chaque travailleur de la production socialiste augmente sans cesse dans son propre secteur la productivité de son travail par une meilleure utilisation du temps de travail, par la mise en œuvre de méthodes de travail toujours plus productives.

En même temps, il faut accroître la productivité de l'ensemble du travail social. Du point de vue de la société, la productivité du travail s'accroît quand le travail est économisé à l'échelle de toute la société, c'est-à-dire quand il y a une meilleure utilisation des machines et de l'équipement, des matières premières, des combustibles, des matériaux, une meilleure répartition et utilisation de la main-d'œuvre, une répartition géographique plus rationnelle de la production par régions, une amélioration de la qualité de la production, etc. Ainsi, en rapprochant la production des sources de matières premières et des régions de consommation, on réduit les frais de transport, d'où une économie de travail pour la société. De même, une amélioration de la qualité entraînant, par exemple, une augmentation de la durée de service de tel ou tel article représente une économie de travail pour l'ensemble de la société. L'accroissement de la productivité du travail social dépend pour beaucoup de l'augmentation du pourcentage des travailleurs occupés dans la production matérielle, ce qui s'obtient par la réduction de l'appareil administratif. Il dépend aussi de l'augmentation du pourcentage des travailleurs occupés dans les processus essentiels de la production, ce qui s'obtient par la réduction du personnel occupé à des travaux auxiliaires et secondaires.

Les sources et les réserves de l'augmentation de la productivité du travail.

Pour diriger l'économie, le Parti communiste et l'Etat soviétique utilisent la loi de l'augmentation continue de la productivité du travail. Les plans de l'économie nationale prévoient chaque année un accroissement considérable de la productivité du travail, en tant que condition essentielle de l'accroissement général de la production. Le Parti communiste et l'Etat soviétique mobilisent les masses pour une augmentation continue de la productivité du travail dans toutes les branches de l'économie, dans chaque entreprise, dans chaque secteur de la production.

L'économie socialiste de l'U.R.S.S. a dépassé tous les pays capitalistes pour les rythmes d'accroissement de la productivité du travail. Le niveau de cette dernière dans l'économie nationale de l'U.R.S.S. dépasse de plusieurs fois le niveau de la Russie prérévolutionnaire.

La productivité du travail industriel s'est accrue en U.R.S.S. de 41 % durant le premier plan quinquennal (augmentation annuelle moyenne de 9 %) et de 82 % durant le second (augmentation annuelle moyenne de 12,7 %). En 1940, la productivité du travail dans l'industrie de l'U.R.S.S. avait quadruplé et, si l'on tient compte de la réduction de la journée de travail, elle avait été multipliée par 5,2 par rapport à 1913. Après la guerre, il y a eu un nouvel essor de la productivité du travail qui, en 1954, avait augmenté de 83 % dans l'industrie et de 61 % dans le bâtiment par rapport à 1940. De 1928 à 1954, la productivité du travail a été multipliée par plus de 6 dans l'industrie, environ par 4 dans le bâtiment et les transports ferroviaires. Dans les kolkhoz et les sovkhoz, elle a à peu près triplé par rapport à ce qu'elle était dans l'agriculture avant la Révolution.

Mais si l'on considère les tâches de l'édification communiste et de la compétition économique avec les pays capitalistes développés, ainsi que les possibilités existantes, le niveau atteint est insuffisant. Pour la productivité du travail dans l'industrie, l'U.R.S.S. a rattrapé les pays capitalistes développés d'Europe, mais elle retarde sur les Etats-Unis. De sérieux défauts n'ont pas encore été éliminés dans l'industrie, l'agriculture, les transports, le bâtiment; ils entravent l'utilisation intégrale des avantages qu'offre le régime socialiste pour l'élévation de la productivité du travail; d'énormes réserves restent inutilisées.

Alors que le plan a été dépassé au cours des quatre années du cinquième plan quinquennal (1951-1954) en ce qui concerne la production industrielle, il n'a pas été réalisé pour la productivité du travail. De nombreuses entreprises industrielles sont systématiquement en retard sur le plan dans ce domaine. Dans les années d'après-guerre, l'élévation de la productivité du travail a marqué un retard sur l'accroissement des salaires réels. Entre 1951 et 1954, elle a augmenté dans l'industrie de 33 %, et les salaires réels de 37 %. Si la productivité du travail a augmenté dans son ensemble, certaines branches sont très en retard et ont même piétiné sur place. Ainsi, pour un accroissement général de 83 % dans toute l'industrie en 1954 par rapport à 1940, la productivité du travail dans l'industrie houillère et l'industrie forestière n'a dépassé que de peu le niveau de 1940.

L'utilisation de toutes les réserves existantes permettra d'obtenir de nouveaux et importants succès dans l'essor de la productivité du travail.

En régime socialiste, l'augmentation de la productivité du travail résulte avant tout de la fourniture systématique à l'économie nationale de moyens techniques modernes constamment perfectionnés, du renforcement de l'équipement technique du travail. Le perfectionnement de la technique et l'augmentation continue de la productivité du travail ne peuvent être réalisés que sur la base de la loi du développement prioritaire de la production des moyens de production, de l'industrie lourde.

Au cours des quatre années du cinquième plan quinquennal, l'industrie de l'U.R.S.S. a reçu annuellement un équipement neuf d'une valeur moyenne de 26 milliards de roubles. Au début de 1955, le nombre des machines-outils à usiner les métaux avait été multiplié par 2,4 dans l'économie nationale de l'U.R.S.S. par rapport à 1940. L'équipement électrique du travail dans la grande industrie avait augmenté de 30 % en 1954 par rapport à 1950 et représentait le double du niveau de 1940.

Cependant, les possibilités existantes de progrès technique et d'augmentation de la productivité du travail sont insuffisamment utilisées dans la pratique de l'édification économique.

Les rythmes de perfectionnement des machines, des mécanismes et des processus technologiques retardent sur les rythmes de développement de la production et des besoins de l'économie nationale. De nombreux modèles de machines et des équipements créés dans nos entreprises sont inférieurs par leur qualité et leurs caractéristiques techniques aux meilleurs modèles fabriqués à l'étranger.

La mécanisation complexe et l'automatisation de la production sont insuffisamment développées et il y a des disproportions dans le niveau de mécanisation des processus de production interdépendants. Si les processus fondamentaux de la production sont hautement mécanisés, les processus auxiliaires le sont généralement très peu. Mais plus le niveau de mécanisation est élevé dans les secteurs et les maillons essentiels, plus la productivité du travail y est élevée, et plus il faut de main-d'œuvre dans les secteurs et pour les opérations non mécanisés (par exemple, pour le chargement du charbon). D'où une large utilisation du travail manuel dans l'industrie et dans d'autres branches de l'économie nationale.

Ainsi, le pourcentage des ouvriers travaillant à la main s'élève à 68 % dans l'industrie forestière, 44 % dans l'industrie houillère, 35 % dans la sidérurgie, 69 % dans le bâtiment. Le travail de ces ouvriers est peu productif. De ce fait, le gain résultant de la mécanisation et de l'augmentation de la productivité du travail dans les processus fondamentaux de la production est considérablement réduit par suite de l'emploi du travail manuel pour les opérations auxiliaires.

Pour assurer dans l'avenir un essor important de la productivité du travail, il faut accroître radicalement les rythmes de l'équipement technique de la production sur la base du perfectionnement continu des machines, de l'outillage et des processus technologiques; il faut développer largement la mécanisation complexe et l'automatisation des processus de production.

Le perfectionnement continu de l'organisation de la production joue un rôle important dans l'augmentation de la productivité du travail. A l'intérieur de l'entreprise, il comprend la lutte contre le travail par à-coups, l'introduction du travail régulier « au graphique », l'emploi de la méthode de production à la chaîne et en série, ainsi que d'autres mesures. Dans le cadre d'une branche donnée et à l'échelle de toute l'économie nationale, il exige une spécialisation et une coopération étendues de la production, ainsi que leur corollaire : l'unification et la standardisation des pièces détachées et des éléments de machine; il exige aussi une meilleure répartition géographique de la production; c'est-à-dire qu'il requiert avant tout l'utilisation des avantages qu'offre la division socialiste du travail, méthodiquement réalisée.

L'utilisation des avantages de la division sociale du travail entre branches comme entre régions permet de réduire la dépense de travail pour la production des marchandises et leur transport.

Une spécialisation poussée des entreprises industrielles associée à l'emploi de la production à la chaîne et en série permet d'organiser la production des articles sur une vaste échelle, d'introduire largement les techniques modernes, de rationaliser l'organisation de la production et d'augmenter considérablement, sur cette base, la productivité du travail.

L'importance économique de la spécialisation de la production peut être illustrée par les exemples suivants. Dans une usine spécialisée de petite mécanique, le prix de revient d'un boulon de 12 millimètres de diamètre et 60 millimètres de long est de 10 kopeks; il est de 1 rouble 40 kopeks (14 fois plus) dans les ateliers de mécanique des usines consommatrices. Ajoutons que l'usine spécialisée réalise sur la fabrication des boulons une grande économie de métal. Dans l'industrie de l'automobile, la fabrication d'un outil normalisé revient quatre fois plus cher que dans une usine d'outillage spécialisée.

De grandes possibilités d'essor de la productivité du travail sont ouvertes par l'organisation socialiste du travail, fondée sur la discipline consciente et la coopération fraternelle des travailleurs, ainsi que par la rémunération du travail selon sa quantité et sa qualité. L'amélioration continue de l'organisation du travail (lutte contre les temps morts, renforcement de la discipline et de l'ordre à l'entreprise, perfectionnement de l'établissement des normes du travail et de sa rémunération) est une importante réserve d'augmentation de la productivité du travail.

L'élévation constante du niveau culturel et technique et de la valeur professionnelle des travailleurs est une condition importante de l'augmentation continue de la productivité du travail. La technique moderne exige des ouvriers hautement qualifiés, capables de fabriquer des machines complexes et de s'en servir.

L'augmentation continue de la productivité du travail exige qu'une attention constante soit portée à la formation des cadres, à l'amélioration générale de la qualité de cette formation, compte tenu des rapides progrès de la technique et de la technologie de la production.

L'initiative féconde dont les travailleurs font preuve pour perfectionner la technique et l'organisation de la production, initiative qui trouve son expression dans l'émulation socialiste, est un autre puissant facteur de l'augmentation de la productivité du travail en régime socialiste.

Pour intensifier cette dernière, il faut développer plus largement l'émulation socialiste, soutenir par tous les moyens les initiatives des travailleurs d'élite et des novateurs de la production et populariser méthodiquement leur expérience d'avant-garde pour que leurs réalisations deviennent le patrimoine des masses.

RÉSUMÉ

1. Le socialisme a affranchi les travailleurs de l'exploitation et substitué au travail non libre pour les exploitants le travail libre pour soi, pour toute la société. En régime socialiste, le travail revêt un caractère créateur et est organisé d'après un plan à l'échelle de toute la société. Mais il n'est pas encore devenu pour tous les hommes la première des exigences de la vie et il doit être matériellement encouragé. La société socialiste exerce le contrôle le plus rigoureux sur la mesure du travail et de la rémunération de chaque travailleur.

2. Le travail est, en régime socialiste, un devoir et une question d'honneur pour chaque membre de la société apte au travail. Dans le système socialiste d'économie nationale, le chômage a disparu et le droit au travail est garanti à tous les membres de la société. L'augmentation constante de la production va de pair avec un accroissement continu du nombre des travailleurs occupés et l'élévation de leur niveau culturel et technique.

3. En régime socialiste, la loi économique de la répartition selon le travail veut que les biens matériels soient répartis en raison directe de la quantité et de la qualité du travail fourni par les travailleurs, chacun recevant un salaire égal pour un travail égal, indépendamment du sexe, de l'âge, de la race ou de la nationalité. La rétribution du travail répond aux exigences de cette loi, dans l'industrie comme dans l'agriculture.

4. La coopération du travail socialiste, c'est la coopération de producteurs affranchis de toute exploitation, unis par des rapports de collaboration amicale. Elle repose sur une technique supérieure et est caractérisée par une discipline consciente et un type nouveau de gestion, qui combine harmonieusement la direction unique avec un grand développement de l'activité et de l'initiative des masses. L'émulation socialiste est le trait essentiel de la coopération socialiste; elle est la force motrice du développement de l'économie socialiste.

5. Le socialisme crée une productivité du travail social supérieure à celle du capitalisme. L'augmentation continue de la productivité du travail est une loi économique du socialisme. L'accroissement de la productivité du travail est une condition décisive d'un progrès ininterrompu de la production socialiste et de l'élévation du bien-être de la population.

CHAPITRE XXXII - LA PRODUCTION MARCHANDE, LA LOI DE LA VALEUR ET LA MONNAIE EN RÉGIME SOCIALISTE

La nécessité de la production marchande en régime socialiste; ses particularités.

La nécessité de la production marchande en régime socialiste résulte de l'existence de deux formes essentielles de production socialiste : la forme étatique et la forme kolkhozienne. Dans les entreprises d'Etat, les moyens de production et les objets produits sont propriété du peuple tout entier. Dans les kolkhoz, les moyens de production (bêtes de trait et bétail de rapport, matériel agricole, bâtiments d'exploitation, semences, etc.) et les produits obtenus sont propriété d'un groupe, propriété coopérative-kolkhozienne. Les moyens principaux, déterminants de la production agricole (la terre et les machines des S.M.T.), sont propriété d'Etat. La production des entreprises d'Etat appartenant à l'Etat socialiste, alors que celle des kolkhoz appartient à ces derniers, les relations économiques entre l'industrie et l'agriculture prennent nécessairement la forme d'échanges de marchandises par achat et vente. Et comme toujours quand il s'agit d'achat et de vente, le producteur de marchandises perd son droit de propriété sur la marchandise au profit de celui qui l'a acquise.

Lénine a indiqué que « l'échange des produits de la grande industrie (« socialisée ») contre des produits paysans constitue l'essence économique du socialisme » (V. LENINE : « Plan de la brochure *L'Impôt en nature* », Œuvres, t. XXXII, p. 300 (éd. russe.) ; que l'échange des marchandises permet de vérifier la justesse des rapports qui existent entre l'industrie et l'agriculture, entre la classe ouvrière et la paysannerie. Cette thèse de Lénine reste vraie pour toute la première phase du communisme. C'est avant tout dans les kolkhoz et chez les kolkhoziens, par la circulation marchande, par voie de stockage et d'achats, que l'Etat soviétique se procure des denrées alimentaires pour la population des villes et des matières premières pour l'industrie. A leur tour, les kolkhoz et les kolkhoziens ne peuvent se procurer l'argent dont ils ont besoin pour acquérir des produits industriels qu'en vendant leur production marchande à l'Etat, aux coopératives et sur les marchés kolkhoziens.

Ainsi, les produits agricoles et les matières premières que l'Etat et les coopératives reçoivent du secteur kolkhozien par voie de stockage et d'achats, aussi bien que les denrées agricoles vendues sur les marchés kolkhoziens par les kolkhoz et les kolkhoziens, sont des marchandises. Il en est de même pour les articles industriels, et surtout les objets de consommation individuelle, produits par les entreprises d'Etat et achetés par les kolkhoz et les kolkhoziens. Etant des marchandises, les produits industriels et agricoles de consommation courante parviennent à la population urbaine également par l'achat et la vente. Dans ce cas, les marchandises cessent d'être la propriété de l'Etat ou des coopératives ou la propriété personnelle des kolkhoziens pour devenir la propriété personnelle des ouvriers et des employés.

La production marchande est, en régime socialiste, une production marchande d'un type à part, une production marchande sans propriété privée des moyens de production, sans capitalistes. Elle est, dans l'essentiel, le fait de producteurs socialistes collectifs (Etat, kolkhoz, coopératives). Grâce à ces conditions économiques déterminantes que sont la propriété sociale des moyens de production, l'abolition du salariat et de l'exploitation de l'homme par l'homme, elle se trouve placée, en régime socialiste, dans des limites déterminées. Elle ne peut se transformer en production capitaliste; elle est au service de la société socialiste.

La production marchande n'a pas ici une extension aussi illimitée et universelle qu'en régime capitaliste. En régime socialiste, la sphère de la production et de la circulation marchandes est limitée principalement aux objets de consommation individuelle; la force de travail n'est pas une marchandise; la terre et le sous-sol sont la propriété de l'Etat et ne peuvent être ni vendus, ni achetés. Les entreprises d'Etat — usines, fabriques, mines, centrales électriques avec leurs fonds fixes essentiels (instruments de production, bâtiments, installations, etc.) — ne sauraient être vendues ou achetées; elles ne peuvent être remises par une organisation d'Etat à une autre qu'en vertu d'une autorisation spéciale, et ne sont donc pas des marchandises susceptibles d'être vendues et achetées.

Les moyens de production fabriqués dans le secteur d'Etat : machines, métaux, charbon, pétrole, etc., sont répartis pour la plupart entre les entreprises d'Etat. Les plans de l'économie nationale prévoient l'attribution à chaque entreprise de fonds matériels dont le montant est déterminé par son programme

de production. Ces fonds sont fournis par les entreprises productrices aux entreprises consommatrices en vertu de contrats passés entre elles. Quand des moyens de production sont livrés à telle ou telle entreprise, l'Etat socialiste en conserve l'entière propriété. Lorsque des directeurs d'entreprise ont reçu de l'Etat socialiste des moyens de production, ils n'en deviennent pas pour autant les propriétaires; ils sont les représentants de l'Etat, chargés par lui de les utiliser conformément aux plans qu'il a établis. Les machines agricoles essentielles : tracteurs, moissonneuses-batteuses, etc., ne sont pas vendues aux kolkhoz mais concentrées dans des entreprises d'Etat : les stations de machines et de tracteurs, qui les utilisent pour desservir les kolkhoz.

Les moyens de production achetés par les coopératives de production, les kolkhoz et les kolkhoziens : véhicules automobiles, équipements destinés à l'exploitation collective du kolkhoz, ciment, fer, briques, charbon, bois de charpente, machines agricoles simples et matériel divers, sont des marchandises. Les moyens de production vendus aux Etats étrangers le sont également. Dans ces cas, il y a vente et achat; les marchandises changent de propriétaires.

Ainsi, les moyens de production fabriqués par des entreprises d'Etat et répartis à l'intérieur du secteur d'Etat ne sont pas, en fait, des marchandises. Mais étant donné que les objets de consommation, les matières premières agricoles et une partie des moyens de production sont des marchandises et que l'économie socialiste forme un tout dont les parties constituantes sont étroitement liées, les moyens de production circulant à l'intérieur du secteur d'Etat conservent, eux aussi, la forme marchandise. Ils sont donc exprimés en valeur et évalués en termes monétaires, ce qui est indispensable pour la réalisation de la gestion équilibrée, pour le recensement et la comptabilité.

La valeur d'usage et la valeur de la marchandise dans l'économie socialiste.

Tout ce qui, dans la société socialiste, est produit et réalisé comme marchandise a une *valeur d'usage*, créée par le travail concret, et une *valeur*, créée par le travail abstrait. En d'autres termes, en régime socialiste, la marchandise a un double caractère déterminé par le double caractère du travail incarné dans la marchandise.

Ce double caractère du travail, en régime socialiste, diffère foncièrement du double caractère du travail dans l'économie marchande simple et dans l'économie capitaliste. Le régime socialiste abolit la contradiction entre le travail privé et le travail social, qui caractérise la production marchande fondée sur la propriété privée. Dans l'économie socialiste, nous l'avons déjà dit, le travail est non pas privé, mais directement social. La société planifie le processus de production, la répartition du travail entre les différentes branches de l'économie nationale et les différentes entreprises. C'est pourquoi, dans l'économie socialiste, le fétichisme de la marchandise a disparu et les rapports sociaux entre les hommes ne prennent pas l'apparence fallacieuse de rapports entre les choses.

Cependant, en régime socialiste, il existe dans le caractère directement social du travail des différences suivant qu'il s'agit d'entreprises d'Etat ou de kolkhoz; ces différences découlent de celles qui distinguent les deux formes de propriété socialiste des moyens de production. Dans les entreprises d'Etat, le travail est socialisé à l'échelle nationale, et les produits du travail appartiennent donc à toute la société, incarnée par l'Etat socialiste. Dans les kolkhoz, le travail est socialisé dans le cadre de chaque artel agricole, et les produits du travail sont donc la propriété de l'artel. De plus, les kolkhoziens appliquent aussi leur travail dans leur exploitation auxiliaire personnelle, qui joue un rôle subalterne. Le travail dans l'exploitation auxiliaire est un travail personnel; il n'est pas directement social.

L'existence, conditionnée par les deux formes de propriété sociale, de différents degrés de socialisation du travail dans les entreprises d'Etat et les kolkhoz, ainsi que de relations marchandes entre l'industrie d'Etat et les kolkhoz, exclut la possibilité d'exprimer et de confronter directement, en temps de travail, le travail social dépensé pour obtenir les produits dans le secteur d'Etat et dans le secteur kolkhozien. D'où la nécessité de recourir à un biais et de trouver une commune mesure du travail social dépensé pour obtenir les produits industriels et kolkhoziens en recourant à la valeur et à ses formes. On y parvient en ramenant les différentes formes du travail concret des ouvriers et des kolkhoziens au travail abstrait qui crée la valeur de la marchandise.

L'Etat socialiste, qui dirige l'économie nationale selon un plan, tient compte des deux aspects de la marchandise considérée comme valeur d'usage et comme valeur. Il exige de ses entreprises des produits déterminés, des valeurs d'usage bien définies. Si la valeur d'usage n'intéresse le capitaliste que comme support de la valeur et de la plus-value, la création de valeurs d'usage et l'amélioration de la qualité des produits revêtent dans l'économie socialiste une importance exceptionnelle en tant que telles, car la production s'y propose d'assurer la satisfaction maxima des besoins croissants de toute la société.

Dans l'économie socialiste, la valeur de la marchandise a, elle aussi, une importance considérable. L'Etat planifie la production à l'aide d'indices exprimés en nature et à l'aide d'indices exprimés en monnaie. La diminution méthodique de la valeur des marchandises produites et, par suite, la baisse des prix, tiennent une place importante dans les efforts déployés pour satisfaire au maximum les besoins de la société.

L'économie socialiste ignore l'antagonisme entre la valeur d'usage et la valeur, antagonisme lié à la possibilité de crises de surproduction. Cependant, une contradiction non-antagoniste entre la valeur d'usage et la valeur peut surgir même en régime socialiste. L'économie socialiste donne toutes les possibilités d'accomplir les plans de production, en monnaie comme en nature.

Mais cette possibilité ne devient pas toujours réalité. Au cours de l'édification économique, la contradiction entre la valeur d'usage et la valeur se manifeste, par exemple lorsqu'il y a un excédent de marchandises, celles-ci ne pouvant être vendues du fait de leur mauvaise qualité, parce qu'elles ne correspondent pas à la demande, etc., ou bien quand certaines entreprises, cherchant à produire des articles plus avantageux pour elles, n'exécutent pas le plan sous le rapport de l'assortiment et de la qualité de la production. Les contradictions de ce genre sont mises en lumière et résolues grâce à la gestion planifiée de l'économie.

Dans l'économie socialiste, il existe une différence entre le travail complexe (qualifié) et le travail simple, le travail complexe étant ramené à du travail simple. On prend en considération la corrélation entre le travail complexe et le travail simple lorsqu'on dresse les plans de production, lorsqu'on détermine les normes de rendement, et aussi quand on fixe le taux des salaires, de la rémunération du travail selon la qualification, etc.

Le montant de la valeur des marchandises produites et réalisées dans l'économie socialiste est déterminé par le temps de travail socialement nécessaire pour les produire. On appelle temps de travail socialement nécessaire le temps de travail moyen dépensé par les entreprises qui livrent le gros des produits dans la branche d'activité considérée. Le temps socialement nécessaire est une grandeur qui a une existence objective. Le temps de travail socialement nécessaire pour produire une unité de marchandise détermine la grandeur de la valeur sociale de la marchandise. Le temps réellement exigé dans les différentes entreprises pour produire une unité de marchandise constitue le temps de travail individuel, qui définit la grandeur de la valeur individuelle de la marchandise pour chacune de ces entreprises.

En régime capitaliste, le temps socialement nécessaire s'établit spontanément, à l'insu des producteurs de marchandises. Dans l'économie socialiste, l'Etat, se fondant sur les conditions économiques objectives et les lois économiques du socialisme, établit un plan prévoyant l'élévation de la productivité du travail et la diminution du prix de revient de la production, fixe les normes de dépense de travail et de matériaux pour chaque entreprise; par là même, il influe dans le cadre du plan, pour la diminuer, sur la grandeur du temps socialement nécessaire à la production d'une marchandise.

En régime capitaliste, la contradiction entre le temps de travail individuel et le temps de travail socialement nécessaire revêt un caractère antagonique. Les entreprises qui emploient un outillage plus perfectionné et réalisent un surprofit gardent jalousement le secret de leurs perfectionnements techniques et battent leurs concurrents, les acculant à la ruine et à la faillite. Dans l'économie socialiste, la contradiction entre le temps socialement nécessaire et le temps individuel dépensé dans les différentes entreprises ne prend pas un caractère antagonique. L'économie socialiste ignore le « secret commercial » : les réalisations techniques des entreprises d'avant-garde sont rapidement diffusées, ce qui assure un essor général de l'économie socialiste.

Les normes progressives de dépense de travail et de matériaux, établies en tenant compte de l'expérience des entreprises d'avant-garde, sont, pour l'Etat socialiste, un moyen efficace d'action planifiée sur la grandeur du temps socialement nécessaire. Ces normes sont un puissant stimulant, car elles incitent les dirigeants de l'économie et la masse des travailleurs à rationaliser la production, à utiliser un outillage perfectionné, à augmenter la productivité du travail et à abaisser le prix de revient. Quand elles sont couramment exécutées par la plupart des entreprises qui fournissent le gros de la production, elles coïncident de plus en plus avec la dépense de travail socialement nécessaire et cessent d'être progressives. Pendant ce temps, les entreprises d'avant-garde sont de nouveau parvenues à réduire la dépense de travail. Leur expérience permet d'établir de nouvelles normes progressives dont la réalisation entraîne, encore une fois, une diminution du temps socialement nécessaire.

Ce sont là autant de facteurs qui contribuent à l'accélération du progrès technique, au rapide accroissement des forces productives de la société socialiste.

Le caractère de l'action de la loi de la valeur en régime socialiste.

La loi de la valeur continue à jouer en régime socialiste dans la mesure où il existe une production et une circulation marchandes. Sous le régime économique du socialisme, l'action de la loi de la valeur s'exerce dans un cadre strictement limité. Le rôle de cette loi est restreint par la socialisation des moyens de production à la ville et à la campagne, par le rétrécissement de la sphère de la production et de la circulation marchandes, par l'action des lois économiques du socialisme, et avant tout de la loi du développement harmonieux de l'économie nationale, par la planification de l'économie nationale, et plus généralement par toute l'activité économique de l'Etat socialiste.

En régime socialiste, la loi de la valeur ne peut jouer le rôle de régulateur de la production. Ainsi qu'il a été montré, c'est la loi du développement harmonieux, proportionné, qui est le régulateur de la production socialiste. L'Etat socialiste crée des entreprises, des branches entières de production non pour réaliser des profits, mais en s'inspirant des exigences de la loi économique fondamentale du socialisme et de la loi du développement harmonieux de l'économie nationale. Si la loi de la valeur jouait dans la société socialiste le rôle de régulateur de la production, les branches et les entreprises de l'industrie légère, les plus rentables, s'y développeraient en premier lieu, et l'on fermerait les entreprises de l'industrie lourde, très importantes pour l'économie nationale mais qui, pendant un certain temps, peuvent ne pas être rentables. Or, en U.R.S.S., les entreprises qui, au début, sont non ou peu rentables, mais sont indispensables à l'économie nationale, loin d'être fermées, sont conservées et encouragées, et des mesures sont prises pour les rendre rentables.

Si, en régime capitaliste, la loi de la valeur agit comme une force aveugle qui domine les hommes, dans l'économie socialiste l'action de la loi de la valeur est au contraire étudiée, prise en considération et utilisée par l'Etat pour planifier l'économie nationale. Le champ d'action de la loi de la valeur s'étend, en régime socialiste, tout d'abord à la circulation et à l'échange des marchandises, surtout des articles d'usage personnel. Ici, la loi de la valeur conserve, dans certaines limites, un rôle régulateur. Le rôle régulateur de la loi de la valeur dans la sphère de la circulation marchande se manifeste en premier lieu par l'intermédiaire des prix. Lorsqu'il planifie les prix, l'Etat socialiste prend en considération et utilise l'action de la loi de la valeur. Le problème du bien-fondé économique des prix planifiés est de la plus grande importance pour le développement de l'économie nationale.

Tous les principaux problèmes économiques, et par suite politiques, de l'Etat soviétique interfèrent dans le problème des prix. L'établissement de rapports corrects entre la paysannerie et la classe ouvrière, le développement interdépendant et réciproquement conditionne de l'agriculture et de l'industrie... la garantie du salaire réel, la consolidation du tchervonets (*billet de 10 roubles N.T.*)... tout cela est fonction du problème des prix. (Résolution de l'Assemblée plénière de février 1927 du Comité central du Parti communiste (bolchevik) de l'U.R.S.S., *Le P.C.U.S. dans les résolutions et décisions de ses congrès, de ses conférences et des assemblées plénières du Comité central*, 2^e partie, p. 225 (éd. russe).)

L'Etat établit les prix de manière à compenser les dépenses et à assurer une certaine rentabilité aux entreprises; il tient compte de la quantité de telles ou telles marchandises, de leur importance respective pour l'économie; au moyen des prix, il stimule la production de tels ou tels articles, en règle la demande. L'Etat soviétique pratique une politique systématique de baisse des prix, qui vise à accroître le bien-être de la population.

En établissant les prix des articles d'usage personnel, l'Etat tient compte non seulement de la valeur, mais aussi du rapport de l'offre et de la demande. Ignorer l'offre et la demande peut entraîner une forte baisse de la demande des marchandises dont les prix sont trop hauts, et par contre une hausse artificielle de la demande des marchandises dont les prix sont excessivement bas.

Le rôle régulateur de la loi de la valeur se manifeste avant tout sur le marché kolkhozien où les prix s'établissent en fonction de l'offre et de la demande, le mouvement des prix influant sur le volume et la structure du commerce kolkhozien. Mais l'Etat socialiste exerce une action économique considérable sur le marché kolkhozien, du fait que la grande masse des marchandises est vendue dans les magasins de l'Etat et des coopératives aux prix fermes fixés par le plan.

L'action régulatrice de la loi de la valeur dans la sphère de la circulation marchande s'exerce à l'intérieur d'un cadre limité. Le « libre jeu des prix » n'existe pas dans le commerce d'Etat et le commerce coopératif. L'Etat socialiste établit des prix qui diffèrent plus ou moins de la valeur des marchandises. Ce faisant, il s'inspire avant tout de la nécessité, déterminée par la loi économique fondamentale du socialisme, d'assurer une augmentation constante de la production sur la base d'une technique supérieure, en vue de satisfaire les besoins croissants de toute la société. Il met à profit le mécanisme des prix pour établir, dans la répartition des ressources entre les différentes branches, les proportions que commandent les besoins du développement harmonieux de l'économie nationale. C'est ainsi, par exemple, que l'Etat, grâce à une politique des prix appropriée, utilise une partie des revenus provenant de certaines branches pour assurer le développement rapide d'autres branches. L'action de la loi de la valeur ne se limite pas à la sphère de la circulation marchande. Elle exerce aussi une influence sur la production socialiste.

Par l'intermédiaire des prix, la loi de la valeur agit sur la production kolkhozienne. Le niveau et les rapports des prix de réalisation de leurs produits par les kolkhoz et les kolkhoziens exercent une influence considérable en stimulant matériellement la production de telle ou telle denrée agricole. On ne saurait, par exemple, établir le même prix pour une tonne de coton et une tonne de blé livrés à l'Etat, et négliger ainsi le fait que la valeur du coton est très supérieure à celle du blé. On ne doit pas non plus fixer pour celui-ci des prix trop bas, car cela diminuerait l'intérêt matériel qu'ont les kolkhoz et les kolkhoziens à produire du blé et serait préjudiciable au développement de la culture des céréales.

Ainsi, des prix de stockage économiquement justifiés pour le coton et certaines autres cultures industrielles en ont favorisé la production. La production a au contraire été freinée quelque temps pour la pomme de terre, les légumes, le lait, la viande et le blé en raison des prix de stockage et d'achat trop bas établis pour ces produits. Le relèvement notable du prix de ces produits, pratiqués de 1953 à 1955, en a puissamment stimulé la production.

L'action de la loi de la valeur sur les industries légère et alimentaire tient au fait que les articles d'usage personnel qu'elles produisent sont des marchandises. La valeur des matières premières produites par les kolkhoz en tant que marchandises entre dans la valeur des articles de consommation industriels. Une partie de la valeur nouvellement créée de ces articles sert à compenser les dépenses monétaires effectuées pour le paiement des salaires, et une autre partie forme le revenu de l'entreprise, lui aussi exprimé en monnaie. Par ailleurs, la production des articles de consommation industriels entraîne l'usure des moyens de travail : machines, bâtiments d'exploitation, qui ne sont pas, au fond, des marchandises. Tous les autres éléments qui composent la valeur des articles de consommation industriels ayant une valeur exprimée en monnaie, les moyens de travail doivent, eux aussi, être exprimés et calculés en monnaie. Bien que les moyens de production qui sont produits et circulent à l'intérieur du secteur d'Etat ne soient pas, quant au fond, des marchandises, ils n'en ont pas moins la forme valeur, étant donné qu'ils conservent la forme marchande. C'est dans ce sens qu'on parle de la valeur des moyens de production, de leur prix de revient, de leur prix, etc. Il faut se rappeler à ce propos que ces catégories dissimulent les rapports de production du secteur socialiste d'Etat, lesquels n'ont pas, quant au fond, un caractère marchand.

C'est que, écrit J. Staline, dans nos conditions socialistes, le développement économique se fait non par révolutions, mais par modifications graduelles, lorsque l'ancien n'est pas purement et simplement aboli, mais change de nature pour s'adapter au nouveau et ne conserve que sa forme; le nouveau, pour sa part, ne supprime pas purement et simplement l'ancien, mais le pénètre, modifie sa nature, ses fonctions, sans briser sa forme mais en l'utilisant pour le développement du nouveau. (J. STALINE : « Les Problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S. », *Derniers écrits*, p. 142.)

En régime socialiste, la forme valeur des moyens de production présente une grande importance pour l'économie nationale. L'action de la loi de la valeur sur la production des moyens de production s'exerce par l'intermédiaire des articles de consommation nécessaires pour compenser la force de travail dépensée. En tant que marchandises, les produits de consommation ne peuvent être achetés par les ouvriers que contre l'argent qu'ils reçoivent à titre de salaire. D'où la nécessité, dans la production des moyens de production, de calculer en valeur, en monnaie, tous les éléments qui, outre le salaire, entrent dans le prix de revient des produits industriels.

L'action de la loi de la valeur sur la production des moyens de production et des articles de consommation s'exerce à travers le système de la gestion équilibrée, qui repose sur le principe de la compensation en argent des dépenses de travail et stimule l'élévation de la productivité du travail, l'abaissement du prix de revient et l'augmentation de la rentabilité de la production. Connaître l'action de la loi de la valeur et savoir en tirer parti permet aux dirigeants de l'économie de gérer rationnellement la production, d'améliorer méthodiquement les méthodes de travail, de découvrir et d'utiliser les réserves latentes pour obtenir plus de produits.

L'Etat socialiste utilise la loi de la valeur en contrôlant, par l'intermédiaire des finances et du crédit, la production et la répartition du produit social. L'utilisation de la loi de la valeur joue un rôle important dans la réalisation de la loi économique de la répartition selon le travail. La forme monétaire du salaire donne le moyen de contrôler la mesure de travail et la mesure de rémunération dans la société socialiste. En limitant la loi de la valeur, en s'en rendant maître et en l'utilisant méthodiquement, le socialisme s'assure un immense avantage sur le capitalisme. C'est grâce à cette limitation que l'action de la loi de la valeur n'a pas en U.R.S.S. de conséquences destructrices comme les crises, alors qu'en régime capitaliste, malgré les rythmes lents d'accroissement de la production, elle entraîne des crises périodiques de surproduction, le chômage, la destruction d'une partie des forces productives.

La monnaie et ses fonctions dans l'économie socialiste.

Dans la société socialiste, la monnaie est une nécessité puisqu'existent une production marchande et la loi de la valeur.

Dès avant la révolution socialiste, les socialistes ont écrit qu'on ne pourrait d'emblée abolir la monnaie... De très nombreux progrès techniques et, chose beaucoup plus difficile et importante, de très grands progrès en matière d'organisation, sont indispensables pour pouvoir abolir la monnaie... Il faut pour cela organiser la répartition des produits pour des centaines de millions d'hommes, et cela demande des années. (V. LENINE : « Comment on trompe le peuple par les mots d'ordre de liberté et d'égalité. », Discours prononcé au 1^{er} Congrès de l'enseignement parascolaire de la R.S.F.S.R., *Œuvres*, t. XXIX, p. 329-338 (éd. russe).)

En régime socialiste, la monnaie change complètement de nature conformément aux besoins du développement de l'économie socialiste. A la différence de ce qui se passe en régime capitaliste, où elle se transforme en capital et est un moyen de s'approprier le travail non rémunéré d'autrui, la monnaie, dans la société socialiste, est un moyen d'organiser l'édification économique dans l'intérêt des masses populaires conformément aux exigences de la loi économique fondamentale du socialisme. Elle exprime les rapports de production socialistes.

En régime socialiste, la monnaie joue le rôle d'équivalent général dans l'ensemble de l'économie nationale. La forme monétaire est utilisée non seulement pour la circulation des articles de consommation et des moyens de production qui sont des marchandises, mais aussi pour la circulation économique des moyens de production qui, n'étant pas au fond des marchandises, conservent néanmoins la forme marchandise. L'unité de l'économie nationale de la société socialiste, la liaison indissoluble et l'interdépendance de la production des moyens de production et de celle des articles de consommation, ainsi que de l'industrie d'Etat et de la production kolkhozienne, exigent une mesure unique pour l'expression et le calcul du travail social dépensé dans la production. Dans la société socialiste, où existent deux formes de propriété socialiste, cette mesure universelle du travail social ne peut être que la monnaie. Si, en régime capitaliste, la monnaie est l'instrument d'un recensement spontané du travail social, qui s'effectue à l'insu des producteurs par l'intermédiaire des fluctuations du marché, dans l'économie socialiste la monnaie est l'instrument économique de la gestion planifiée de l'économie; elle sert la production et la répartition du produit social.

Par conséquent, dans la société socialiste, la monnaie est l'équivalent général, l'instrument économique de la planification de l'économie nationale, le moyen permettant d'assurer un recensement et un contrôle d'ensemble de la production et de la répartition du produit social, ainsi que de la mesure du travail et de la rémunération.

La nouvelle nature de la monnaie en régime socialiste s'exprime par le fait qu'en conservant son ancienne forme, elle change de contenu social et de destination par rapport aux fonctions de la monnaie en régime capitaliste.

La monnaie remplit avant tout la fonction de *mesure de la valeur* des marchandises, c'est-à-dire qu'elle sert à mesurer la quantité de travail social qu'elles renferment. En régime socialiste, l'existence de deux formes principales de production socialiste fait que le bilan de l'activité économique d'une entreprise, la comparaison des résultats du travail des entreprises et des branches fournissant des produits différents, le volume de la production de diverses branches de l'économie nationale et de l'économie nationale dans son ensemble ne peuvent être exprimés qu'en monnaie. Comme les moyens de production, sans être des marchandises, gardent la forme marchandises et la forme valeur, la monnaie dans sa fonction de mesure de la valeur permet aussi de calculer le travail social dépensé pour produire les moyens de production.

On sait que seule une marchandise-monnaie, ayant une valeur propre, peut remplir le rôle de mesure de la valeur. Cette marchandise-monnaie, c'est l'or.

En Union soviétique comme dans les autres pays du camp socialiste, c'est l'or qui joue le rôle d'équivalent général. La monnaie soviétique a une teneur en or et est une monnaie-or. Dans la société socialiste, la monnaie ne peut remplir sa fonction de mesure de la valeur des marchandises qu'en vertu de cette liaison avec l'or. Lénine rattachait l'abolition de la monnaie-or à la victoire du socialisme à l'échelle mondiale.

Pour le moment, *disait-il*, il faut nous montrer ménagers de l'or en R.S.F.S.R., le vendre aussi cher que possible et acheter avec cet or des marchandises aussi bon marché que possible. (V. LENINE : « Sur le rôle de l'or aujourd'hui et après la victoire complète du socialisme », *Œuvres choisies*, t. II, 2^e partie, p. 628.)

Partant du fait que l'or se présente comme un équivalent général, l'Etat soviétique a, lors de la réforme monétaire de 1922-1924, fixé la teneur en or du rouble. Par la suite, celle-ci a été fixée d'une manière indirecte en établissant le cours du rouble soviétique par rapport au franc, puis au dollar. En 1950, l'augmentation du pouvoir d'achat du rouble et la diminution du pouvoir d'achat du dollar et des autres monnaies capitalistes ont incité l'Etat soviétique à fixer directement à 0,222 168 gramme d'or la teneur en or du rouble. Le cours de celui-ci par rapport aux monnaies étrangères a été relevé en conséquence.

L'Etat soviétique extrait et accumule l'or en tant que monnaie mondiale pour le commerce avec les pays du marché mondial capitaliste, comme avec les pays du marché mondial du camp socialiste.

Il utilise la monnaie dans sa fonction de mesure de la valeur comme le moyen d'assurer la direction planifiée, le recensement et le contrôle de la production et de la répartition du produit social, comme l'instrument permettant de réaliser la gestion équilibrée. Ainsi, la confrontation des prix de revient planifiée et réels permet d'élucider les raisons pour lesquelles le prix de revient planifié a été dépassé et d'arrêter les mesures nécessaires pour abaisser le prix de revient et accroître la rentabilité de l'entreprise.

Comme mesure de la valeur, la monnaie est pour l'Etat socialiste un élément de la planification des prix. Dans l'économie socialiste, le *prix* est l'expression monétaire, déterminée par le plan, de la valeur d'une marchandise.

Dans l'économie socialiste, la monnaie sert aussi *d'étalon des prix*. En U.R.S.S., l'étalon des prix est le rouble.

En régime socialiste la monnaie est un *moyen de circulation*. C'est en cette qualité qu'elle intervient lors de la vente et de l'achat des articles de consommation courante et qu'elle est mise à profit pour développer la circulation des marchandises.

Dans l'économie socialiste, la monnaie est un *moyen de paiement*, quand il s'agit, par exemple, de payer leur salaire aux ouvriers et aux employés, et aussi de verser leur revenu en argent aux kolkhoziens, quand les entreprises socialistes obtiennent des avances ou les remboursent, quand on acquitte les impôts. L'Etat socialiste utilise la monnaie, moyen de paiement, pour contrôler l'activité des entreprises socialistes. Ainsi, les banques ne délivrent de l'argent à ces dernières que dans la mesure où elles ont exécuté leur plan de production. En exigeant le remboursement des prêts à la date prévue, la banque stimule l'accomplissement du plan par l'entreprise, faute de quoi celle-ci ne peut réunir les fonds nécessaires pour se libérer de sa dette.

En régime socialiste, la monnaie est un *moyen d'accumulation socialiste et d'épargne*. Les entreprises d'Etat et les kolkhoz déposent leur argent en banque. Les revenus, sous leur forme monétaire, et l'argent liquide des entreprises et des organisations sont utilisés pour concourir à l'accumulation socialiste, développer la production, constituer des réserves, satisfaire les besoins matériels et culturels de la population. Le bien-être croissant des travailleurs entraîne une augmentation de leurs économies, qui sont déposées à la caisse d'épargne.

Dans la société socialiste, l'or est une *monnaie universelle*. La réserve-or est avant tout une réserve de monnaie universelle dont l'Etat dispose, en tant que moyen d'achat et de paiement, pour le règlement de ses comptes internationaux en matière de commerce extérieur.

La stabilité de la monnaie soviétique est garantie non seulement par une réserve en or, mais encore et surtout par l'énorme quantité de marchandises concentrées entre les mains de l'Etat et mises en circulation aux prix fermes fixés par le plan. Aucune monnaie capitaliste ne possède une couverture aussi solide.

RÉSUMÉ

1. *L'existence, en régime socialiste, de deux formes principales de production socialiste : la production d'Etat et la production kolkhozienne, détermine la nécessité d'une production marchande. La production et la circulation marchandes sont surtout limitées aux articles d'usage personnel. En régime socialiste, la production marchande est une production marchande d'un genre particulier, sans propriété privée des moyens de production, sans capitalistes. Elle est au service de la société socialiste.*

2. *Dans l'économie socialiste, la marchandise a une valeur d'usage, créée par le travail concret, et une valeur, créée par le travail abstrait. La société socialiste ignore la contradiction entre le travail privé et le travail social. Dans l'économie socialiste, la création de valeurs d'usage et l'amélioration de la qualité de la production ont une importance extrême, ainsi que la diminution systématique de la valeur des marchandises, réalisée par la réduction méthodique du temps socialement nécessaire pour les produire.*

3. *La loi de la valeur a, en régime socialiste, un champ d'action limité. Elle ne règle pas la production, mais influe sur elle et exerce une influence régulatrice sur la circulation marchande. La gestion planifiée de l'économie nationale tire parti de la loi de la valeur. L'action de celle-ci est prise en considération lors de la planification des prix.*

4. *En société socialiste, la monnaie est un équivalent général, un instrument économique de planification de l'économie nationale en même temps qu'un moyen de recenser et de contrôler la production et la répartition du produit social, la mesure du travail et la mesure de la consommation. Elle remplit les fonctions de mesure de la valeur, de moyen de circulation, de moyen de paiement, de moyen d'accumulation socialiste et d'épargne, de monnaie mondiale. La monnaie soviétique est garantie non seulement par une réserve d'or, mais encore et surtout par la masse des marchandises concentrées entre les mains de l'Etat et vendues à des prix fixés par le plan.*

CHAPITRE XXXIII - LE SALAIRE EN RÉGIME SOCIALISTE

Le salaire et la loi économique de la répartition selon le travail.

Le socialisme, enseigne Lénine, suppose que

l'avant-garde organisée, la partie la plus avancée des travailleurs, procède à l'inventaire, au contrôle et à la surveillance les plus stricts du travail social, que la mesure du travail et sa rémunération sont nettement définies. (V. LENINE : « Rapport sur les samedis communistes à la conférence de l'organisation de Moscou-Ville du P.C. (b) R. », *Œuvres*, t. XXX, p. 260.)

Cette rémunération de leur travail, les travailleurs des entreprises d'Etat la reçoivent sous forme de salaire. Il existe une différence fondamentale entre le salaire en régime socialiste et le salaire en régime capitaliste. La force de travail ayant cessé, en société socialiste, d'être une marchandise, le salaire n'est plus le prix de la force de travail. Il traduit non un rapport entre exploiteur et exploité, mais un rapport entre la société dans son ensemble, représentée par l'Etat socialiste, et le travailleur travaillant pour soi, pour sa société.

En régime capitaliste, le salaire est le prix de la force de travail; mais, à la différence du prix des autres marchandises, il reste généralement inférieur à sa valeur et ne permet pas toujours à l'ouvrier de satisfaire ses besoins même *minimums*. En régime socialiste, le salariat est aboli et la loi de la valeur de la force de travail cesse entièrement de jouer comme régulateur du salaire. La loi économique fondamentale du socialisme fait une nécessité de satisfaire au *maximum* les besoins matériels et culturels sans cesse croissants de toute la société. Une fois le salaire affranchi des entraves capitalistes,

il devient possible de lui donner l'extension de la consommation permise d'un côté par la force productive de la société... et exigée d'un autre côté par le plein développement de l'individualité... (K. MARX : *Le Capital*, livre III, chap. L.)

Le salaire réel augmente à mesure que la production socialiste progresse et se perfectionne. Les exigences de la loi économique fondamentale du socialisme visant à stimuler la production et à assurer le mieux-être des travailleurs se réalisent par l'intermédiaire de la loi de la répartition selon le travail, en vertu de laquelle la part du produit social qui revient à chacun est déterminée par la quantité et la qualité de son travail.

Le salaire est un des principaux facteurs économiques qui font que, dans la société socialiste, chaque travailleur est personnellement et matériellement intéressé aux résultats de son travail : qui travaille plus et mieux reçoit davantage. Par suite, le salaire est un moyen efficace d'augmenter la productivité du travail; il permet de concilier judicieusement l'intérêt personnel, matériel, du travailleur avec les intérêts de l'Etat (du peuple tout entier).

Etant donné l'existence, en régime socialiste, de la production marchande et de la loi de la valeur, le salaire s'exprime nécessairement *en argent*. Ainsi que nous l'avons déjà dit, les objets de consommation destinés à reconstituer la force de travail dépensée sont produits et réalisés en régime socialiste comme des marchandises, soumises à l'action de la loi de la valeur. La forme argent du salaire permet de déterminer avec souplesse et de façon différenciée la part du produit social qui revient au travailleur en fonction des résultats de son travail.

Le *salaire en régime socialiste* est donc la part, exprimée en argent, de la portion du produit social que l'Etat attribue aux ouvriers et aux employés selon la quantité et la qualité du travail fourni par chacun d'eux.

Le salaire en argent que reçoit chaque ouvrier et employé constitue son salaire *individuel*. Celui-ci a sa source dans le produit pour soi créé par les travailleurs de la production socialiste et réparti selon le travail. Mais, en régime socialiste, le niveau de vie des ouvriers et des employés n'est pas déterminé uniquement par le salaire individuel en argent. A ce dernier viennent s'ajouter les fonds considérables alloués par l'Etat et les organisations sociales pour les besoins culturels et sociaux des travailleurs, fonds qui proviennent du produit créé par le travail pour la société.

S'inspirant des exigences de la loi économique fondamentale du socialisme et de la loi de la répartition selon le travail, l'Etat socialiste établit dans ses plans le fonds des salaires pour une période déterminée et en fixe le niveau pour les différentes catégories de travailleurs.

Le *fonds des salaires* est la somme des ressources monétaires, arrêtée en vertu d'un plan, que l'Etat consacre à rétribuer le travail accompli au cours d'une certaine période (un an, un mois, etc.) dans l'ensemble de l'économie nationale et dans ses différentes branches et entreprises.

Conformément aux exigences de la loi économique de la répartition selon le travail, la politique de l'Etat socialiste en matière de salaire repose sur une différenciation très poussée de la rémunération du travail. Le nivellement des salaires, qui ne fait aucune distinction entre le travail qualifié et le travail non qualifié, le travail pénible et le travail facile, est incompatible avec la loi économique de la répartition selon la quantité et la qualité du travail. Il sape l'intérêt matériel personnel que portent les travailleurs aux résultats de leur travail et freine leur désir d'améliorer leur qualification. Le travail qualifié, qualitativement supérieur, nécessite un apprentissage du travailleur et est plus productif que le travail non qualifié. C'est pourquoi il est mieux payé. Les travailleurs sont ainsi encouragés à accroître leur habileté professionnelle.

A qualification égale, un travail pénible est mieux rémunéré en régime socialiste qu'un travail plus facile, alors qu'en régime capitaliste les ouvriers employés aux travaux manuels les plus durs sont généralement de beaucoup les plus mal payés. Ainsi, les mineurs, dont le salaire est bas dans les pays capitalistes, touchent dans la société socialiste des salaires élevés, ce qui n'empêche pas que les durs travaux physiques auxquels ils se livrent soient rendus de plus en plus faciles par l'emploi de machines.

Etant donné la nécessité économique d'encourager avant tout le travail dans les branches maîtresses de l'économie nationale, les travailleurs de l'industrie lourde : métallurgie, extraction de la houille et du pétrole, constructions mécaniques, etc., reçoivent un salaire plus élevé. A conditions égales, les ouvriers, les ingénieurs et les techniciens des entreprises et des chantiers situés dans des régions économiques particulièrement importantes ou bien dans des régions éloignées ou nouvellement mises en valeur touchent également des salaires majorés.

Les salaires sont ainsi un des instruments économiques grâce auxquels la main-d'œuvre qualifiée est méthodiquement distribuée et redistribuée entre les diverses entreprises et branches de la production sociale, conformément aux exigences de la loi du développement harmonieux de l'économie nationale.

La politique des salaires de l'Etat socialiste se réalise en combattant l'égalitarisme petit-bourgeois dans la rémunération du travail, ainsi que les tendances arriérées, contraires aux intérêts de l'Etat, hostiles à la mécanisation.

L'absence de la différenciation nécessaire dans la rémunération du travail est en contradiction avec la loi économique de la répartition selon le travail : dans ces conditions, les travailleurs qualifiés ne bénéficient d'aucun avantage marqué par rapport aux ouvriers accomplissant un travail simple, ni les ouvriers exécutant des travaux pénibles par rapport à ceux qui s'acquittent de travaux plus faciles ou sont placés dans des conditions de travail ordinaires. L'absence de la différenciation nécessaire conduit au nivellement des salaires, fait obstacle à l'application des techniques nouvelles et des méthodes modernes d'organisation de la production.

Faute de proportions correctes entre les salaires des ouvriers, du personnel de maîtrise et des ingénieurs, les ingénieurs et les techniciens de certaines entreprises ou branches de l'économie touchent moins que les ouvriers qualifiés. La hausse injustifiée des salaires dans certaines branches et régions économiques non déterminantes entrave l'application de mesures d'encouragement en matière de salaire dans les branches et régions dont l'importance économique est primordiale.

Les *syndicats* sont appelés à jouer un rôle important dans ce domaine. Ils prennent une part active aux travaux des organismes d'Etat chargés de mettre au point les mesures relatives à l'organisation et à la rémunération du travail, gèrent directement les assurances sociales, encouragent l'expérience et l'initiative des novateurs de la production, coopèrent au déploiement de l'émulation socialiste et à l'élévation de la productivité du travail, à l'amélioration des services sociaux et culturels, ainsi que des conditions de travail des ouvriers et des employés. Une *convention collective* est conclue chaque année entre l'administration et les travailleurs de chaque entreprise, avec la participation active des syndicats. Elle règle toutes les questions relatives au travail, aux salaires, aux conditions de vie des ouvriers et des employés. Les deux parties s'y engagent à prendre les mesures indispensables pour assurer une rémunération équitable du travail et l'augmentation de sa productivité, ainsi que pour satisfaire les besoins culturels et matériels croissants des travailleurs des entreprises socialistes.

Les formes du salaire. Le système des tarifs.

Les différentes formes du salaire sont, en régime socialiste, les moyens concrets de réaliser les exigences de la loi économique de la répartition selon le travail.

Le *salaire aux pièces* est la principale forme de rémunération du travail dans les entreprises socialistes d'Etat. En 1954, plus des trois quarts des ouvriers de l'industrie soviétique étaient payés aux pièces.

En régime socialiste, le système du salaire aux pièces est celui qui permet le mieux d'intéresser le travailleur aux résultats de son travail. Il diffère radicalement du salaire aux pièces en régime capitaliste, qui repose sur une intensification effrénée du travail et entraîne une élévation du taux de la plus-value, le salaire de l'ouvrier diminuant à mesure que le travail s'intensifie.

En régime socialiste, le montant du salaire de chaque ouvrier est en raison directe de la quantité et de la qualité de son travail.

Le salaire aux pièces, qui garantit l'augmentation du salaire parallèlement à l'accroissement de la production par unité de temps, stimule la productivité du travail. Il incite à une utilisation plus complète et plus rationnelle des machines, de l'équipement, des matières premières et du temps de travail, à l'introduction de perfectionnements techniques, à une meilleure organisation du travail et de la production. Il concourt au développement de l'émulation socialiste, une productivité du travail élevée entraînant de hauts salaires.

Le *salaire aux pièces direct* est le plus répandu. Dans ce système, la rémunération du travail dépend de la quantité de la production effectuée par l'ouvrier pendant un laps de temps déterminé (en pièces, en kilogrammes, en tonnes, en mètres, en litres, etc.). Chaque pièce produite est payée au même tarif, correspondant au genre de travail considéré. Le salaire du travailleur est en raison directe du nombre de pièces de la qualité voulue qu'il a produites.

Avec le *salaire aux pièces progressif*, l'ouvrier est payé à un tarif invariable s'il accomplit sa norme de production, et à un autre tarif, plus élevé et qui augmente progressivement, pour ce qu'il produit en sus de la norme. La progression des tarifs est la plus forte dans les professions-clés, pour les ouvriers du sous-sol et des ateliers de forge, ou employés à d'autres travaux pénibles. Le système du salaire aux pièces progressif perd de son efficacité lorsque la multiplicité des barèmes rend difficiles l'évaluation du travail et le calcul du salaire, ainsi que l'établissement d'un rapport direct et tangible entre le salaire et la productivité du travail. L'efficacité de ce système diminue aussi quand il existe des différences sensibles injustifiées entre les tarifs de la production réalisée en sus de la norme dans les différentes branches de l'économie.

Dans le *salaire aux pièces avec primes*, le salaire aux pièces direct est complété par des primes pour des indices déterminés : économie de combustible, d'électricité, diminution du prix de revient, réduction des malfaçons, amélioration de la qualité des articles produits, etc. Dans certaines entreprises, ce système de primes est également appliqué au salaire aux pièces progressif.

Si les conditions du travail rendent impossible le salaire aux pièces individuel (par exemple, quand plusieurs ouvriers travaillent en même temps sur une grande machine ou sur un groupe de machines), le système appliqué est celui du *salaire aux pièces par équipe*, ou *par groupe*. Chaque membre de l'équipe reçoit sa part du salaire collectif, compte tenu de son temps de travail et de son habileté professionnelle.

Soulignant la nécessité d'appliquer systématiquement le principe d'un encouragement matériel à ceux qui travaillent bien, la XVIII^e Conférence du P.C. (b) de l'U.R.S.S. avait adopté la décision suivante :

Il faut absolument en finir avec la pratique pernicieuse du nivellement des salaires et faire que le salaire aux pièces et que le salaire avec primes deviennent davantage encore les leviers essentiels de l'élévation de la productivité du travail et, par suite, du développement de toute notre économie nationale. (« Résolution de la XVIII^e Conférence du P.C.(b) de l'U.R.S.S. », *Le P.C.U.S. dans les résolutions et décisions de ses congrès, de ses conférences et des assemblées plénières du Comité central*, 2^e partie, p. 975 (éd. russe).)

On a recours au *salaire au temps* là où le système du salaire aux pièces est inapplicable, ou économiquement irrationnel en raison du caractère même du travail (pointage, gardiennage, fabrication d'appareillages spéciaux, contrôle et réception, etc.). On distingue le salaire au temps simple et le salaire au temps avec primes.

Le *salaire au temps simple* est différencié d'après la durée du travail et l'habileté professionnelle de l'ouvrier. Le *salaire au temps avec primes* intéresse davantage l'ouvrier aux résultats de son travail : il reçoit, en sus du taux fixé par unité de temps de travail, une prime pour tels ou tels indices quantitatifs ou qualitatifs : réduction de la durée des réparations, économie de matières premières, de combustible ou d'électricité, fonctionnement impeccable des appareils, réduction des malfaçons, etc.

Le salaire au temps avec primes est largement appliqué pour rémunérer le personnel dirigeant de l'économie, les ingénieurs, les techniciens. Le salaire de cette catégorie de travailleurs (directeurs d'entreprise, ingénieurs en chefs, chefs d'ateliers, contremaîtres, etc.) comporte un traitement fixe mensuel qui dépend de la grandeur de l'entreprise (de l'atelier, de l'équipe, etc.), de son importance économique, de l'ancienneté de l'intéressé, etc., et auquel vient s'ajouter un certain pourcentage de la prime pour l'exécution et le dépassement par l'entreprise de son plan de production marchande, à condition qu'elle ait accompli son plan de production globale, qu'elle ait livré toute la gamme des articles qu'elle est tenue de fournir, et réalisé le plan en ce qui concerne le prix de revient de la production.

Le traitement des enseignants, du personnel médical, des fonctionnaires est également différencié d'après le caractère du travail, l'instruction, l'ancienneté et un certain nombre d'autres indices.

La différenciation très poussée des salaires en tenant compte de l'habileté professionnelle, de la productivité du travail et de la qualité des produits fournis est réalisée par la fixation de normes de travail et par un système de tarifs.

Fixer des normes de travail , c'est déterminer le temps nécessaire pour l'accomplissement d'un certain travail (*norme de temps*), ou le nombre de pièces à produire par unité de temps (*norme de rendement*). L'économie planifiée ne se conçoit pas sans des normes techniques. Une normalisation judicieuse du travail est une condition essentielle pour diriger le processus de production, améliorer l'organisation et la productivité du travail, supprimer le nivellement des salaires et permettre le déploiement de l'émulation socialiste. Les normes techniques sont une puissante force régulatrice, qui organise à l'entreprise les masses ouvrières autour des travailleurs d'élite et amène les éléments retardataires au niveau des plus avancés.

Les méthodes socialistes de gestion de l'économie exigent l'établissement de *normes de rendement progressives, techniquement justifiées* , se situant entre les normes qu'exécutent déjà la plupart des ouvriers, et celles qui ont été obtenues par les meilleurs novateurs, les entreprises d'avant-garde. Contrairement aux normes de rendement capitalistes, qui sont un moyen d'intensifier le travail sans retenue, ruinent la santé des ouvriers et abrègent leur existence, les normes de rendement, dans les entreprises socialistes, sont progressives et en même temps parfaitement exécutables par l'ensemble des travailleurs.

L'introduction des normes de rendement progressives s'accompagne d'une lutte énergique contre les éléments conservateurs qui se cramponnent aux normes périmées, trop basses, entravant l'élévation de la productivité du travail et la réalisation des plans. Parmi les normes retardataires, citons notamment les normes « statistiques expérimentales », qui ne tiennent pas compte des progrès réalisés dans la technique et l'organisation de la production, s'alignent sur les ouvriers qui n'ont pas une pratique suffisante de leur machine, et légalisent les pertes de temps dans le travail. En raison du perfectionnement continu de l'outillage, les normes de rendement doivent être périodiquement révisées afin d'être relevées. Une normalisation correcte du travail doit refléter les progrès de l'équipement technique, l'élévation du niveau culturel et technique des ouvriers. Les intérêts de la société socialiste, des masses laborieuses, exigent l'application de normes progressives techniquement justifiées, entièrement conformes au niveau actuel de la technique de la production et qui sont un important facteur d'augmentation de la productivité du travail.

L'estimation de chaque sorte de travail selon l'habileté professionnelle du travailleur, le caractère du travail, les conditions et les particularités de la branche de production correspondante, se fait d'après un *système de tarifs* , sur la base duquel est établi le niveau des salaires dans les différentes branches de l'économie nationale et pour les différentes catégories de travailleurs.

Le barème, les répertoires des tarifs selon la qualification et les taux de salaire sont les principaux éléments du système des tarifs.

La différenciation des salaires selon la valeur professionnelle des travailleurs est établie en vertu d'un *barème*. Les ouvriers sont divisés en catégories d'après leur niveau professionnel. L'ouvrier non qualifié est rangé dans la première catégorie et son salaire est pris comme unité. Plus l'ouvrier est qualifié, et plus élevée est la catégorie à laquelle il appartient, plus son salaire est élevé.

Les caractères spécifiques des différents travaux exécutés dans une branche donnée sont consignés dans les *répertoires des tarifs selon la qualification*, qui servent à déterminer les aptitudes professionnelles de l'ouvrier et à le classer dans telle ou telle catégorie du barème.

Les *taux de salaire* fixent le montant de la rémunération du travail de l'ouvrier par unité de temps dans les différentes catégories. Ils permettent à l'Etat socialiste de différencier la rémunération du travail en fonction de l'importance économique de chaque branche, du degré de mécanisation du travail, des particularités des diverses régions économiques, etc.

L'Assemblée plénière de juillet 1955 du Comité central du P.C.U.S. a mis en lumière d'importants défauts dans l'organisation des salaires, notamment dans l'établissement des normes de travail et dans l'application du système de tarifs. C'est ainsi qu'un certain nombre d'entreprises appliquent couramment des normes statistiques expérimentales de rendement sous-évaluées ; les barèmes et les taux de salaire ont vieilli et retardent sur le niveau des salaires, qui s'est élevé; il est inadmissible que soit largement répandue l'habitude d'ajouter divers suppléments aux taux de salaire et aux traitements de base; les différences entre les salaires des catégories extrêmes sont insignifiantes. La multiplicité des systèmes de rémunération du travail complique les calculs de la rémunération du travail, les rend difficiles à comprendre pour les ouvriers, engendre des discordances dans les salaires d'ouvriers effectuant des travaux identiques. Tout cela fait que les travailleurs ont moins intérêt à élever leur qualification, d'où une tendance au nivellement et une entrave à l'élévation de la productivité du travail.

Un système de tarifs correct permet de réglementer les salaires de telle façon qu'ils stimulent l'élévation de la productivité du travail et intéressent les travailleurs à obtenir une qualification plus élevée. L'Assemblée plénière de juillet 1955 du Comité central du P.C.U.S., ayant mis en lumière les défauts de l'organisation des salaires, a adopté la décision suivante :

Appliquer systématiquement, dans la réglementation des salaires, le principe léniniste qui consiste à intéresser matériellement les travailleurs aux résultats de leur travail. Assurer dans les entreprises une large utilisation des normes de rendement techniquement justifiées, correspondant au niveau de développement actuel de la technique et de l'organisation de la production; perfectionner l'organisation du travail dans les entreprises, en plaçant tous les ouvriers dans des conditions propices à un travail hautement productif. (*Résolutions de l'Assemblée plénière de juillet 1955 du C.C. du P.C.U.S.*, p. 17 (éd. russe).)

L'augmentation constante du salaire réel en régime socialiste.

En régime socialiste, *le salaire réel ne cesse d'augmenter*, conformément à la loi économique fondamentale du socialisme. Les progrès ininterrompus de la production socialiste sur la base d'une technique supérieure et l'élévation de la productivité du travail sont le principal fondement économique de l'augmentation du salaire réel.

Pour que la société socialiste puisse vivre et se développer, l'élévation de la productivité du travail doit toujours *dépasser* l'augmentation des salaires. C'est à cette seule condition que la société peut disposer des ressources nécessaires pour développer la production, augmenter ses réserves et satisfaire de mieux en mieux les besoins croissants des travailleurs. Si l'augmentation constante de la productivité du travail et de la production sociale est la ferme assise de l'élévation continue du salaire réel, celle-ci entraîne l'accroissement du pouvoir d'achat des travailleurs, qui à son tour stimule sans cesse la production sociale.

Les progrès ininterrompus de la production socialiste ont pour corollaire un accroissement régulier du nombre des ouvriers et des employés, qui est passé en U.R.S.S. de 10,8 millions à la fin de 1928 à près de 47 millions à la fin de 1954, c'est-à-dire qu'il a été multiplié par 4,3, tout en s'accompagnant d'une élévation considérable du salaire réel. En régime capitaliste, la nécessité d'entretenir l'armée de réserve des chômeurs est une lourde charge pour les familles ouvrières et diminue le salaire réel de la classe ouvrière dans son ensemble. L'absence de chômage dans la société socialiste libère la classe ouvrière et toute la société de ce fardeau. La production croissante donne la possibilité de trouver un emploi à tous les membres de la famille aptes au travail, ce qui augmente d'une manière appréciable les revenus de celle-ci.

Les travailleurs de la société socialiste ignorent les lourdes pertes de salaires que subit la classe ouvrière des pays capitalistes en raison des limitations apportées à la rémunération du travail selon le sexe, l'âge, la nationalité et la race.

Dans la société socialiste est réalisé pour la première fois le principe : à travail égal salaire égal, sans distinction de sexe, d'âge, de nationalité et de race. Le travail des enfants est interdit. L'égalité réelle de la femme et de l'homme est assurée par un salaire égal, par l'octroi aux femmes de congés de grossesse avec maintien du salaire, par un vaste réseau de maternités, de crèches et de jardins d'enfants, par des allocations de l'Etat aux mères de familles nombreuses et aux mères seules. Toute restriction, directe ou indirecte, aux droits du travailleur en matière de rémunération du travail, pour raison de race ou de nationalité, est punie comme un crime des plus graves.

L'augmentation ininterrompue des salaires dans la société socialiste est ensuite conditionnée par les progrès culturels et techniques des travailleurs, par l'élévation de leur valeur professionnelle. En régime capitaliste, le développement de la technique industrielle fait que des couches nombreuses d'ouvriers qualifiés sont supplantées par des machines et reléguées à des travaux non qualifiés moins bien payés. D'autre part, les ouvriers épuisés par l'intensification capitaliste du travail vont grossir les rangs des chômeurs et sont remplacés par des ouvriers mieux portants et plus vigoureux. Dans la société socialiste, l'essor de la production est inséparable d'un progrès technique accéléré. Les anciennes professions manuelles, pénibles, sont remplacées par de nouvelles, fondées sur le travail qualifié, mieux rémunéré et mettant en œuvre les moyens techniques les plus modernes.

L'Etat socialiste verse chaque année, pour récompenser un service prolongé et irréprochable dans la même branche de travail, des sommes importantes à titre de primes d'ancienneté à diverses catégories de travailleurs employés dans l'économie nationale, dans les organismes culturels et dans l'appareil d'Etat.

Un important facteur d'élévation constante du salaire réel est la politique systématiquement pratiquée par l'Etat socialiste de baisse des prix des articles de consommation courante et d'augmentation du pouvoir d'achat de la monnaie.

De 1947 à 1954, les prix de détail des articles de consommation courante ont été diminués de 56,5 %, procurant à la population un gain de plusieurs centaines de milliards de roubles, alors que dans les pays capitalistes le coût de la vie a, d'après les chiffres officiels, augmenté de 21 % aux Etats-Unis et de 40 % en Angleterre.

La nationalisation de la terre a supprimé l'énorme tribut qu'en régime capitaliste les propriétaires de terrains dans les villes prélèvent sur la société en qualité de rente foncière. Dans les pays capitalistes, le loyer, le chauffage et l'éclairage absorbent environ le quart du salaire d'une famille ouvrière. En société socialiste, grâce à la propriété sociale de la terre, de la masse fondamentale des habitations dans les villes et des services municipaux, le loyer et les charges n'entrent que pour une fraction infime dans le budget des familles ouvrières : en U.R.S.S., un peu plus de 4 % en moyenne. C'est là un facteur essentiel de l'élévation du salaire réel.

En Union soviétique, l'ampleur considérable qu'a prise la construction d'habitations assure une amélioration systématique des conditions de logement des travailleurs. Rien que de 1946 à 1954, les entreprises et les services de l'Etat et des Soviets locaux, ainsi que les habitants des villes et des cités ouvrières bénéficiant de crédits de l'Etat, ont construit ou rebâti près de 220 millions de m² de surface habitable. Près de 4,5 millions de maisons ont été en outre construites ou rebâties dans les localités rurales. Pour satisfaire les besoins croissants de la population en logements, il faut continuer à développer la construction d'habitations en améliorant sa qualité.

Les ouvriers et les employés de la société socialiste sont délivrés du lourd fardeau que fait peser sur les masses laborieuses des pays capitalistes la politique fiscale de l'Etat bourgeois. Dans les pays capitalistes, les impôts élevés réduisent très sensiblement le salaire réel des ouvriers. En U.R.S.S., l'impôt ne prélève qu'une partie infime du salaire; de plus, son produit est consacré à satisfaire les besoins de l'économie nationale et à financer des mesures d'ordre social et culturel.

Les sommes toujours croissantes dépensées pour ces mesures par l'Etat socialiste constituent un appoint très important au salaire individuel en argent.

Dans la société socialiste, les *assurances sociales* des ouvriers et des employés sont obligatoires et entièrement à la charge de l'Etat, alors qu'en régime capitaliste elles n'ont été instituées que dans peu de pays, et sont en grande partie alimentées par les cotisations des ouvriers eux-mêmes. Le gouvernement soviétique a dépensé au titre des assurances sociales 8,9 milliards de roubles au cours du premier quinquennat, 32,1 milliards au cours du second quinquennat, 79,1 milliards au cours du quatrième quinquennat, plus de 92 milliards durant les quatre années du cinquième quinquennat.

Les ouvriers et les employés de l'U.R.S.S. reçoivent au titre de la sécurité sociale des pensions payées par l'Etat; ils ont droit à l'assistance médicale gratuite, reçoivent des places gratuites ou à prix réduits dans les centres de cure, les maisons de repos et les établissements pour enfants; ils peuvent étudier et améliorer leurs connaissances professionnelles sans qu'il leur en coûte rien; des bourses sont accordées aux étudiants. Tous les ouvriers et employés ont droit à des congés annuels de deux semaines au moins payés par l'Etat; les travailleurs d'un certain nombre de professions bénéficient de congés d'une plus longue durée.

Les crédits affectés par le budget d'Etat de l'U.R.S.S. aux mesures d'ordre social et culturel ont été multipliés par près de 3,5 de 1940 à 1954. Ceux de l'instruction publique sont passés de 22,5 milliards de roubles à 65,6 milliards; ceux de la santé publique, y compris les dépenses afférentes aux assurances sociales, de 11,2 milliards à 33,5 milliards; ceux de la sécurité sociale, de 3,1 milliards à 24,2 milliards; des sommes considérables sont allouées en outre aux mères de familles nombreuses et aux mères seules : 4,7 milliards de roubles en 1954. Toujours en 1954, la population de l'U.R.S.S. a reçu du budget d'Etat 146 milliards de roubles du fait de l'augmentation des crédits consacrés aux mesures d'ordre social et culturel, ainsi qu'à d'autres affectations budgétaires visant à élever le bien-être matériel des travailleurs.

Ainsi les dépenses effectuées par l'Etat et les organisations sociales pour les mesures d'ordre social et culturel permettent de satisfaire de nombreux besoins matériels et culturels des ouvriers et des employés. C'est là un important facteur d'élévation constante du salaire réel. Le salaire réel des ouvriers et des employés de l'U.R.S.S. se trouve de ce fait augmenté d'environ un tiers par rapport à ce qu'ils reçoivent chaque année sous forme de salaire individuel en argent.

L'Etat socialiste, qui tient en main tous les leviers du bien-être matériel des travailleurs, applique une politique d'élévation constante du salaire réel. Dès 1930, le salaire réel des ouvriers, compte tenu des assurances sociales et des prélèvements effectués sur le revenu net des entreprises (bénéfice) pour améliorer les conditions de vie des ouvriers, atteignait 167 % du niveau de 1913.

En 1954, le salaire mensuel moyen des ouvriers et des employés de l'U.R.S.S., comparé à celui de 1940, était à l'indice 206. Les prix de détail dans le commerce d'Etat et coopératif et sur les marchés kolkhoziens, le loyer et le coût des services de toutes catégories s'élevaient en 1954 à 118 % du niveau de 1940. Le salaire réel des ouvriers et employés soviétiques a donc, de 1940 à 1954, augmenté de 74 %; et si l'on tient compte de l'augmentation des dépenses de l'Etat pour les besoins culturels et sociaux de la population, le salaire réel des ouvriers et des employés a plus que doublé au cours de cette période.

Le salaire réel des ouvriers de l'U.R.S.S. avait, en 1954, à peu près sextuplé par rapport à ce qu'il était avant la Révolution.

Cet accroissement du salaire réel des ouvriers soviétiques par rapport à l'époque d'avant la Révolution découle de toute une série de facteurs. Le salaire en argent a augmenté beaucoup plus que les prix des marchandises et les redevances pour les charges et services. Le loyer et les charges, qui absorbaient avant la Révolution le tiers du salaire dans les budgets ouvriers, ne dépassent plus environ 6 %. Outre leur salaire individuel, les ouvriers soviétiques reçoivent de l'Etat des sommes importantes sous la forme de prestations au titre des assurances sociales, d'allocations diverses, d'avantages, de pensions, de bourses, des congés payés, d'instruction gratuite, d'assistance médicale, etc. Par contre, avant la Révolution, les ouvriers ne recevaient presque rien en plus du salaire individuel; ils ne bénéficiaient généralement pas de congés payés. Dans le calcul du salaire réel, il est tenu compte de l'élimination absolue du chômage en U.R.S.S., ce qui assure le plein emploi à tous les membres de la famille aptes au travail, d'où une réduction considérable du nombre des personnes ne travaillant pas dans les familles ouvrières. Enfin, il faut aussi considérer qu'en U.R.S.S. la journée de travail est nettement plus courte que dans la Russie d'avant la Révolution, et que l'ouvrier reçoit donc un salaire plus élevé pour chaque heure de travail.

L'élévation constante du salaire réel entraîne une amélioration de la nourriture des travailleurs de la société socialiste, une consommation accrue par ceux-ci des articles industriels et l'augmentation de leurs *épargnes*. En 1954, le montant des sommes déposées par les travailleurs à la caisse d'épargne avait été multiplié par 6,7 par rapport à 1940. Dans la société socialiste, où est garanti le droit au travail, au repos, à une assistance matérielle en cas de vieillesse, de maladie et de perte de la capacité de travail, l'augmentation de l'épargne est un indice direct du bien-être croissant de la population.

Notre révolution, *a dit Staline*, est la seule qui ait brisé les chaînes du capitalisme, donné au peuple la liberté, et qui ait encore eu le temps de lui donner les conditions matérielles d'une vie aisée. Là réside la force, l'invincibilité de notre révolution. (J. STALINE : « Discours prononcé à la première conférence des stakhanovistes de l'U.R.S.S. », *Les Questions du léninisme*, t. II, p. 203-204.)

RESUME

1. *Dans la société socialiste, le salaire est la part, exprimée en argent, qui revient au travailleur dans la portion du produit social répartie par l'Etat selon la quantité et la qualité du travail fourni. Conformément aux exigences de la loi économique fondamentale du socialisme et de la loi de la répartition selon le travail, l'Etat socialiste établit selon un plan et pour chaque période le salaire des différentes catégories de travailleurs de manière à en assurer l'augmentation constante parallèlement aux progrès de l'économie nationale et à l'élévation de la productivité du travail.*

2. *Le salaire correctement réglementé est un puissant stimulant de la production socialiste : il encourage le relèvement de la qualification du travailleur, le perfectionnement constant de la technique, une meilleure organisation de la production et l'augmentation de la productivité du travail social. En régime socialiste, c'est le système du salaire aux pièces qui concilie le mieux l'intérêt matériel personnel du travailleur et les intérêts de l'économie nationale. Dans la société socialiste, les systèmes suivants de salaire aux pièces sont appliqués : le salaire aux pièces direct, le salaire aux pièces progressif, le salaire aux pièces avec primes. Le salaire au temps dépend de la durée du travail et de l'habileté professionnelle du travailleur.*

3. *Le système des tarifs, dans l'économie socialiste, vise à réglementer les salaires de telle façon qu'ils stimulent l'augmentation de la productivité du travail, surtout dans les maillons essentiels de la production, et encouragent le relèvement de la qualification. Les principes socialistes de gestion de l'économie ont pour corollaire des normes progressives, techniquement justifiées. La politique des salaires de l'Etat socialiste est appliquée en combattant l'égalitarisme petit-bourgeois, sur la base d'une différenciation très poussée des salaires : paiement d'un salaire plus élevé pour un travail qualifié ou pénible, ainsi que pour le travail dans les professions et branches-clés de l'économie nationale.*

4. *La loi économique fondamentale du socialisme conditionne l'augmentation ininterrompue du salaire réel. Les facteurs de l'augmentation du salaire réel sont : le développement continu de la production socialiste et de la productivité du travail et l'absence complète de chômage; la baisse méthodique du prix des articles de consommation courante; l'élévation du niveau culturel et technique des ouvriers, de leur habileté professionnelle; l'amélioration des conditions de logement des travailleurs. Au salaire individuel en argent des ouvriers et des employés viennent s'ajouter des sommes importantes allouées par l'Etat et les organisations sociales pour financer les mesures d'ordre social et culturel, ce qui contribue grandement à élever le salaire réel.*

CHAPITRE XXXIV - LA GESTION ÉQUILBRÉE ET LA RENTABILITÉ. LE PRIX DE REVIENT ET LE PRIX

La gestion équilibrée* et la rentabilité des entreprises. (* En russe : khozrastchot.)

Le système économique du socialisme ignore les contradictions du capitalisme, qui entraînent un énorme gaspillage de ressources matérielles et de main-d'œuvre. Comparé à tous les modes de production qui l'ont précédé, le système planifié socialiste de l'économie nationale permet et nécessite la plus grande économie de moyens de production et de travail. Les nombreuses façons d'économiser qui existent dans la société se ramènent toutes en définitive à une économie du temps de travail, à une économie du travail vivant et passé; autrement dit, elles se traduisent par une augmentation de la productivité du travail social.

Le temps que la société épargne quand elle produit du blé, du bétail, etc., *écrivait Marx*, est du temps de gagné pour une autre production, matérielle ou spirituelle. Pour l'individu comme pour la société, la plénitude de son développement, de sa consommation et de son activité dépend du temps économisé. (*Archives Marx-Engels*, t. IV, p. 119 (éd. russe).)

L'économie du temps de travail est, pour la société socialiste, une nécessité objective. C'est l'un des principaux facteurs du progrès ininterrompu de la production.

C'est pourquoi l'application méthodique d'un régime d'économie est de la plus haute importance pour l'économie socialiste. Le *régime d'économie* est le principe de la gestion socialiste qui consiste à économiser, dans l'intérêt de toute la société, le temps de travail, ainsi que les ressources matérielles et monétaires, dans l'ensemble des entreprises et établissements.

L'application du régime le plus strict d'économie des ressources est une des tâches fondamentales de l'Etat socialiste sur le plan de l'organisation économique. Le Parti communiste et l'Etat soviétique mobilisent les masses pour la réalisation d'économies, pour que chaque heure de travail social, chaque unité d'outillage, de combustible, d'énergie, de matières premières produise toujours davantage.

Contrairement à la compression des frais de production en régime capitaliste, réalisée au détriment des travailleurs, en aggravant leurs conditions de travail et en intensifiant l'exploitation, l'économie de travail et de ressources matérielles en société socialiste, s'opère dans l'intérêt de toute la société, entraîne une amélioration de la situation des travailleurs et devient de ce fait la préoccupation de tous.

Dans les entreprises socialistes, le travail vivant et le travail cristallisé sont économisés par la gestion équilibrée. Comme l'a souligné Lénine,

ce n'est pas en s'appuyant directement sur l'enthousiasme, mais au moyen de l'enthousiasme engendré par la grande Révolution, en faisant jouer l'intérêt personnel, l'avantage personnel, en appliquant le principe de la gestion équilibrée. (V. LENINE : « Quatrième anniversaire de la révolution d'Octobre », *Œuvres choisies*, t. II, 2^e partie, p. 620.)

que l'on bâtira le socialisme et que l'on amènera des dizaines et des dizaines de millions d'hommes au communisme.

La *gestion équilibrée* est une méthode de gestion économique planifiée des entreprises socialistes, conditionnée par l'action de la loi de la valeur, qui exige que les dépenses et les résultats de l'activité économique aient l'argent comme commune mesure, que les frais des entreprises soient compensés par leurs revenus propres, que les ressources soient économisées et que la production soit rentable.

La gestion équilibrée repose sur l'utilisation de la loi de la valeur. Dans l'économie socialiste, les frais et les résultats de la production, les revenus et les dépenses des entreprises socialistes sont, comme il a déjà été dit, exprimés et mesurés sous la forme valeur en termes monétaires. La gestion équilibrée est précisément la méthode de direction socialiste de l'économie qui permet, en utilisant la forme monétaire de la valeur, de procéder aux calculs comptables, de comparer les dépenses et les revenus de l'entreprise, de voir si elle est rentable ou déficitaire.

La gestion équilibrée suppose la nécessité, pour les entreprises, de compenser leurs dépenses par les revenus provenant de la réalisation de leur production aux prix fixés par l'Etat, et de tenir compte ainsi des exigences de la loi de la valeur.

La gestion équilibrée vise à obtenir les meilleurs résultats économiques avec le minimum de dépenses, à assurer la rentabilité de l'entreprise par l'économie des fonds et l'utilisation rationnelle de toutes les ressources. Est *rentable* une entreprise dont les ressources provenant de la réalisation de sa production compensent le prix de revient et procurent en outre un revenu. La rentabilité est l'un des principaux indices de l'efficacité économique du travail de l'entreprise pendant une période déterminée.

La rentabilité des différentes entreprises et branches de production a une importance énorme pour le développement de notre production. On doit en tenir compte en planifiant la construction aussi bien que la production. C'est l'a b c de notre activité économique au stade de son développement actuel. (J. STALINE : « Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S. », *Derniers écrits*, p. 145.)

La gestion équilibrée stimule matériellement l'amélioration de l'activité économique des entreprises, forme les dirigeants d'entreprise et leurs collaborateurs à la conduite rationnelle de la production, les discipline, leur apprend à évaluer correctement les divers éléments de la production, à introduire les techniques modernes, à élever la productivité du travail, à réduire le prix de revient et à augmenter la rentabilité de la production.

Etant conditionnée par la loi de la valeur, la gestion équilibrée est en même temps un moyen de réaliser les exigences de la loi économique fondamentale, de la loi du développement harmonieux de l'économie nationale et des autres lois économiques du socialisme.

En incitant à économiser le temps de travail et à mobiliser les réserves internes des entreprises, la gestion équilibrée favorise l'essor ininterrompu de la production socialiste par l'utilisation de la technique moderne et l'élévation continue de la productivité du travail dans l'intérêt de la satisfaction maxima des besoins croissants de toute la société, des masses laborieuses.

Pour satisfaire aux exigences de la loi du développement harmonieux, proportionné, de l'économie nationale, la gestion équilibrée est nécessaire. Elle est un instrument de la direction planifiée des entreprises par l'Etat. C'est elle qui sert à assurer l'exécution et le dépassement des plans d'Etat avec le minimum de dépense de travail et de moyens de production et l'utilisation rationnelle de toutes les ressources. Elle sert aussi à contrôler l'exécution des plans selon leurs indices quantitatifs et qualitatifs.

L'économie planifiée socialiste assure non seulement la rentabilité des différentes entreprises et branches de production, mais encore une rentabilité supérieure, impossible à réaliser en régime capitaliste, à l'échelle de toute l'économie nationale. Cela signifie que la rentabilité se définit non seulement du point de vue de telle ou telle entreprise ou branche de production, et non seulement pour une période d'une année, mais aussi sous l'angle de toute l'économie nationale et pendant une longue période. En même temps, l'élévation de la rentabilité des différentes entreprises et des différentes branches de l'économie est la condition nécessaire qui permet d'accélérer les rythmes du développement de toute l'économie nationale.

On a déjà vu qu'il peut exister dans l'économie socialiste, à côté des entreprises rentables, certaines entreprises temporairement non rentables et même déficitaires, mais ayant une grande importance pour l'économie nationale. A ces entreprises l'Etat socialiste vient en aide en leur accordant des subventions, tout en prenant des mesures pour qu'elles deviennent rentables.

Pendant la guerre de 1941-1945, par exemple, des subventions étaient inévitables pour couvrir le déficit de l'industrie lourde. Mais ce système empêchait d'appliquer le principe de la gestion équilibrée dans toute son ampleur, ôtait de leur efficacité aux stimulants matériels de la réduction des prix de revient. Aussi, après la guerre, le système des subventions a-t-il été aboli à partir du 1^{er} janvier 1949. Cette mesure a été rendue possible par l'élévation de la productivité du travail et la réduction du prix de revient, ainsi que par le relèvement temporaire du prix des produits dans certaines branches de l'industrie lourde. Les prix de gros ont été ajustés aux prix de revient. La suppression des subventions a renforcé le principe de la gestion équilibrée, encouragé les économies de travail et de ressources matérielles dans l'industrie et créé les conditions indispensables à une baisse ultérieure des prix de gros.

Le renforcement de la gestion équilibrée exige des organismes économiques qu'ils interviennent pour faire réaliser les plans d'accumulation par toutes les entreprises; il est incompatible avec la méthode qui consiste à retirer des moyens aux entreprises travaillant bien pour les remettre à celles qui travaillent mal.

La gestion équilibrée traduit les rapports qui existent entre l'Etat socialiste et ses entreprises, ainsi qu'entre les différentes entreprises socialistes.

Elle réalise une synthèse de la *direction centralisée* des entreprises socialistes par l'Etat, et de *l'autonomie* de chaque entreprise dans son activité économique pratique. L'autonomie économique pratique de l'entreprise réside en ce qu'elle dispose de moyens matériels et financiers appartenant à l'Etat et peut faire preuve d'une grande initiative afin de les mettre en oeuvre aussi rationnellement que possible pour exécuter au mieux les objectifs fixés par le plan.

L'Etat socialiste répartit les moyens de production entre ses entreprises et attribue à chacune les ressources matérielles et l'argent dont elle a besoin pour exécuter ses plans. L'entreprise, entité économique indépendante au point de vue juridique, entre en rapports d'affaires avec d'autres entreprises et organisations, recrute le personnel qui lui est nécessaire, organise sa production, ses services d'approvisionnement et de vente. Elle a un compte à la Banque d'Etat où elle dépose ses fonds disponibles; elle peut recourir au crédit bancaire et possède son propre bilan comptable.

L'autonomie des entreprises d'Etat dans leur activité économique pratique s'exerce dans le cadre de la propriété nationale des moyens de production : l'Etat socialiste reste le propriétaire des moyens de production qu'il a confiés à telle ou telle entreprise pour qu'elle en fasse usage. Il coordonne l'activité des différentes entreprises compte tenu du rôle de chacune dans le système général de l'économie nationale. Entre les entreprises socialistes, il existe non pas des rapports de concurrence, comme en régime capitaliste, mais des rapports de coopération en vue d'exécuter tels ou tels objectifs dans l'intérêt du peuple tout entier.

La gestion équilibrée suppose que l'entreprise, ses dirigeants sont *responsables* devant l'Etat de l'accomplissement du plan et de l'utilisation rationnelle des ressources.

L'entreprise est responsable du paiement aux dates et dans les formes prévues des salaires à ses ouvriers et employés, de l'exécution intégrale et en temps prescrit des versements à effectuer au budget de l'Etat, de l'emploi régulier des fonds budgétaires et des crédits bancaires qu'elle a reçus.

La gestion équilibrée implique également que l'entreprise est matériellement responsable vis-à-vis des autres entreprises et organisations économiques de l'exécution de ses engagements.

Les relations économiques entre les entreprises sont réglées par des *contrats économiques*. Selon les dispositions du plan général d'Etat, les entreprises acquièrent les moyens de production dont elles ont besoin et réalisent leur production.

Le contrat détermine les conditions et les délais de livraison, le volume, l'assortiment, la qualité de la production, le prix, les délais et les modalités de paiement, les responsabilités et le montant des pénalités encourues pour toute infraction à ses clauses.

La stricte observation du contrat par les entreprises est l'un des principaux éléments requis par la gestion équilibrée. Celle-ci repose sur *l'intérêt* matériel de l'entreprise et de tout son personnel, dirigeants compris, à l'accomplissement du plan, à l'augmentation ininterrompue et rapide de la production, à une gestion économe et rationnelle, à la rentabilité de l'entreprise.

L'intérêt matériel de l'entreprise et de son personnel à l'exécution du plan, au progrès de la production, est assuré avant tout par le fait que l'entreprise reçoit de l'argent en fonction des résultats de son activité économique. Enfin, une partie du revenu (bénéfice) de l'entreprise reste à sa disposition et sert à compléter les moyens circulants et les investissements, à améliorer les conditions de vie matérielle et culturelle des ouvriers et des employés, à verser des primes aux meilleurs travailleurs.

La gestion équilibrée est liée à l'utilisation de la loi économique de la répartition selon le travail. La répartition selon le travail intéresse matériellement et personnellement le travailleur à l'augmentation de la productivité du travail et à l'économie des ressources, elle affermit le principe de la gestion équilibrée qui, à son tour, concourt à la réalisation conséquente de la loi de la répartition selon le travail et au mieux-être des travailleurs. Plus le revenu de l'entreprise est élevé et plus elle a la possibilité d'encourager les membres de son personnel en améliorant leurs conditions d'existence matérielle et culturelle, en attribuant des primes aux travailleurs d'élite. Mieux le principe de la gestion équilibrée est appliqué, et plus il est versé de primes pour économie de ressources.

La gestion équilibrée suppose un contrôle financier constant de l'activité de l'entreprise et de ses différentes parties. Le *contrôle par le rouble* s'exerce comme suit : les indices monétaires de l'activité économique de l'entreprise (prix de revient, rentabilité, etc.) permettent d'établir la qualité de son travail; l'entreprise reçoit de l'argent en fonction de la qualité de son travail, du degré d'exécution du plan; elle doit s'acquitter en temps voulu de ses obligations financières (remboursement des avances consenties par la banque, versements au budget, etc.); elle est tenue de régler à temps ses comptes avec les autres entreprises (fournisseurs ou acheteurs) conformément aux contrats qu'elle a conclus. Le contrôle par le rouble du travail des entreprises est effectué par les organismes économiques et financiers, par le système bancaire. Les entreprises liées entre elles par des contrats exercent un contrôle réciproque par le rouble. A l'intérieur de l'entreprise, le contrôle par le rouble est réalisé par la comptabilisation et la confrontation des dépenses et des résultats de la production exprimés en argent.

Une organisation rationnelle de la production socialiste exige que certains éléments de la gestion équilibrée soient appliqués dans les ateliers et les sections de l'entreprise. L'atelier, la section jouissent d'une certaine autonomie sous le rapport technique, mais non en matière de gestion économique, comme l'entreprise. Aussi la gestion équilibrée n'y est-elle applicable que dans certaines limites. Les éléments de gestion équilibrée applicables dans les ateliers et les sections sont : la comptabilité des dépenses exprimées en termes monétaires, la confrontation de ces dépenses avec les objectifs fixés par le plan, l'encouragement matériel des travailleurs qui ont obtenu les meilleurs résultats en matière d'économie des ressources.

En intéressant matériellement l'entreprise et son personnel aux résultats de la production et à l'exécution du plan, l'application conséquente de la gestion équilibrée stimule l'activité des travailleurs à l'entreprise et l'émulation socialiste des masses pour une utilisation plus complète et plus rationnelle des ressources, pour une gestion bien comprise, dans un esprit d'épargne, de l'économie. La gestion équilibrée vise à assurer une utilisation toujours meilleure de tous les fonds mis à la disposition des entreprises.

Les fonds des entreprises. Les fonds fixes et les fonds circulants.

Les ressources matérielles et monétaires attribuées aux entreprises d'Etat, propriété du peuple entier, forment ce qu'on appelle les *fonds* de ces entreprises.

Les moyens de production constituent les *fonds de production de l'entreprise*. Bien qu'en U.R.S.S., les moyens de production des entreprises d'Etat, ainsi que nous l'avons déjà montré, ne soient pas en réalité des marchandises, ils gardent la forme marchandise, la forme valeur; ils se présentent sous une forme matérielle, mais aussi monétaire; ils ont un prix. La répartition des moyens de production ne s'effectue pas par l'intermédiaire de livraisons sans intervention de l'argent, mais par leur réalisation contre de l'argent. Dans ce sens, il y a une *circulation* des moyens de production. Les fonds accomplissent donc, conformément à un plan, une rotation incessante, passant successivement par le stade de la production et celui de la circulation et changeant de forme en conséquence : forme argent, puis forme production, puis forme marchandise, puis forme argent, etc. Selon le caractère de leur rotation, les fonds de production de l'entreprise se divisent en fonds fixes et fonds circulants.

Les *fonds fixes* desservent la production pendant un temps assez long en conservant leur forme naturelle. Leur valeur s'incorpore aux dépenses de la production peu à peu, par fractions, à mesure qu'ils s'usent. Parmi les fonds de production fixes il faut ranger les moyens de travail : bâtiments d'exploitation, installations, machines, outils et autre matériel d'usage durable, moyens de transport. Les *fonds circulants* sont entièrement absorbés dans le processus de la production au cours d'un cycle de production, et leur valeur s'incorpore entièrement aux frais de production de la marchandise. Les fonds de production circulants comprennent les matières premières, les matériaux, le combustible, les produits semi-ouvrés et autres objets du travail.

Les fonds fixes constituent l'appareil de production de la société socialiste. Leur volume et leur degré d'utilisation déterminent pour une grande part l'échelle de la production.

Le développement harmonieux de la technique en régime socialiste exige qu'il soit tenu compte, sous tous ses aspects, de l'efficiency que présente l'introduction dans la production de chaque nouveau type de machines, des perspectives qu'ouvre son utilisation.

L'invention et l'emploi dans la production de machines nouvelles, plus productives et plus économiques, signifie que les machines périmées se déprécient, subissent une usure morale avant d'être usées au sens propre du terme. Dans la société socialiste, l'usure *morale* des machines est un aspect très important, car le rythme rapide du progrès technique oblige à remplacer sans tarder les moyens techniques périmés par de nouveaux, et ceux-ci par des moyens techniques encore plus modernes. L'usure morale des machines est ici foncièrement différente de ce qu'elle est en régime capitaliste. Le remplacement de l'outillage périmé ne s'effectue pas anarchiquement, comme un épisode d'une lutte entre concurrents, mais d'une façon méthodique; il n'entraîne donc ni la ruine et la faillite des petites et moyennes entreprises, ni le gaspillage des forces productives qui l'accompagnent en régime capitaliste. La gestion planifiée de l'économie ouvre de larges possibilités à l'utilisation rationnelle de tous les moyens techniques existants.

L'usure des fonds fixes dans les entreprises est couverte par un *fonds d'amortissement*. Les provisions pour amortissement doivent assurer la rénovation technique continue de l'appareil de production. Le fonds d'amortissement est constitué en incorporant aux dépenses nécessitées par chaque unité de production la fraction de la valeur des fonds fixes qui correspond à leur usure. Une partie du fonds d'amortissement des entreprises est utilisée dans la mesure prévue par le plan d'Etat pour reconstituer les fonds fixes usés, l'autre partie restant à la disposition de l'entreprise pour les grandes réparations de fonds fixes.

Outre les fonds se trouvant dans la sphère de la production, les entreprises disposent de ressources dans la sphère de la circulation : les *fonds de roulement*. Ceux-ci se composent des produits prêts à être réalisés et des ressources monétaires dont l'entreprise a besoin pour acheter les matières premières, le combustible, payer les salaires, etc. Les fonds de production circulants et les fonds de roulement forment ensemble les *moyens circulants* de l'entreprise. Ceux-ci se divisent en moyens propres et moyens d'emprunt, constitués les uns et les autres en vertu d'un plan.

Les moyens circulants propres sont attribués par l'Etat à l'entreprise pour couvrir ses besoins minimums. Le besoin supplémentaire ou temporaire de moyens circulants, en raison, par exemple, de la nécessité de constituer des stocks saisonniers de matières premières et de combustible, ou du fait que la marchandise est en cours de route, est couvert au moyen d'emprunt, de crédits de la Banque d'Etat, pour l'utilisation desquels celle-ci perçoit un intérêt. Ces modalités d'attribution des moyens circulants incitent l'entreprise à les utiliser de la manière la plus rationnelle et la plus économe, en accélérant leur rotation.

Le système socialiste d'économie assure une augmentation constante des fonds fixes et circulants, qu'il permet d'utiliser beaucoup mieux que le capitalisme. L'Etat établit les *normes technico-économiques progressives*, obligatoires pour les entreprises, concernant l'utilisation des machines et de l'équipement, la dépense de matières premières, de combustible et d'autres éléments des fonds circulants par unité de produits finis (dépense de minerai de fer et de coke pour une tonne de fonte, de betterave sucrière pour une tonne de sucre, etc.) et les *normes des réserves* pour les différents éléments des fonds circulants et les produits finis. L'établissement correct de ces normes est un important facteur d'augmentation méthodique de l'efficacité d'emploi des fonds fixes et circulants.

Dans la sidérurgie de l'U.R.S.S., l'efficacité de l'utilisation des hauts fourneaux avait presque doublé, dès 1940, par rapport à 1913. En 1954, elle avait augmenté de 43 %, et celle des fours Martin de 48 %, par rapport à 1940.

L'un des principaux indices de la qualité de l'activité économique d'une entreprise est la vitesse de rotation des moyens circulants.

La *vitesse de rotation* des moyens de l'entreprise dépend, premièrement, du temps de production pendant lequel ils se trouvent dans la sphère de la production, c'est-à-dire sous forme de stocks alimentant la production, de produits en cours de fabrication, de produits semi-ouvrés, et, deuxièmement, du temps pendant lequel ces moyens se trouvent engagés dans la sphère de la circulation (sous la forme de stocks de produits finis à réaliser, etc.).

L'accélération de la rotation des moyens circulants joue un grand rôle dans l'application d'un régime d'économie et dans la libération de ressources supplémentaires qui vont à l'accroissement de la production. Elle est, pour l'entreprise, un important facteur de l'exécution du plan de production et d'augmentation de l'accumulation. Elle permet d'exécuter le plan avec un minimum de moyens.

L'accélération de la rotation des moyens circulants exige la réduction du temps de production et du temps de circulation, ainsi qu'une lutte constante contre la constitution de réserves superflues (excédant la norme) de matières premières, de matériaux, de produits semi-ouvrés, de produits finis. La réduction de la durée du cycle de production résulte de l'accélération des opérations de la production grâce à l'emploi de techniques et d'une technologie avancées, à l'application des dernières réalisations de la science, à une meilleure organisation du travail. Le temps de circulation est réduit par un meilleur fonctionnement des transports, une organisation plus rationnelle de l'approvisionnement des entreprises et de l'écoulement de leurs produits. L'émulation socialiste joue un rôle important dans le renforcement du principe de la gestion équilibrée et dans l'accélération de la rotation des moyens circulants. La réduction de la durée du cycle de production, une meilleure organisation de l'approvisionnement des entreprises et de l'écoulement des produits, ainsi que l'affermissement de la discipline financière permettent d'améliorer notablement l'efficacité de l'emploi des moyens circulants par les entreprises d'Etat.

Outre les fonds de production et les fonds de roulement, l'entreprise possède des fonds fixes de consommation : habitations, clubs et autres établissements publics ou d'intérêt social et culturel avec leurs installations.

Un emploi économique et efficace des fonds fixes et circulants par les entreprises socialistes accroît le volume de la production et en abaisse le prix de revient.

Le prix de revient de la production.

Dans la société socialiste, toutes les dépenses de travail social nécessitées par la fabrication de tel ou tel produit sont des frais sociaux de production. Les frais sociaux de production d'une marchandise constituent la valeur de cette marchandise. Les frais de production des moyens de production sont eux aussi exprimés et mesurés sous la forme valeur, en termes monétaires. Les frais sociaux de production se composent, dans la société socialiste, de trois éléments : la valeur des moyens de production dépensés, la valeur du produit créé par le travail pour soi, la valeur du produit créé par le travail pour la société.

Les deux premiers éléments entrent dans le prix de revient de la production des entreprises socialistes. Le *prix de revient* est la partie de la valeur de la production, exprimée en argent, qui comprend les moyens de production consommés et la rémunération du travail. Il incarne donc le travail passé incorporé dans les moyens de production consommés et aussi la partie du travail nouvellement dépensée qui crée le produit pour soi.

On ne doit pas confondre ces catégories très différentes que sont le prix de revient de la production des entreprises socialistes et les frais de production capitalistes, qui traduisent une dépense de capital. La compression des frais de production capitalistes est réalisée par une exploitation renforcée des travailleurs, alors qu'en régime socialiste, la réduction du prix de revient de la production signifie une économie de travail social dans l'intérêt de tous.

Le prix de revient montre ce que coûtent concrètement à une entreprise donnée la fabrication et la vente du produit. Le calcul et la planification du prix de revient sont un facteur essentiel de la gestion équilibrée.

La valeur des moyens de production consommés se reflète dans le prix de revient par l'intermédiaire des prix de l'outillage, des matières premières, du combustible, des matériaux, etc., qui peuvent s'écarter de la valeur. Dans la pratique, le prix de revient de la production des entreprises d'Etat se compose des dépenses effectuées pour l'achat des matières premières, des matériaux, du combustible, de l'électricité, ainsi que des frais d'amortissement, des salaires et des sommes additionnelles aux salaires, des dépenses administratives et de l'intérêt des crédits. Les sommes additionnelles aux salaires versées par l'entreprise et l'intérêt des crédits représentent, en termes monétaires, une partie du produit pour la société.

L'inclusion dans le prix de revient de certains éléments de la valeur du produit pour la société tient à la nécessité, déterminée par la gestion équilibrée, de mettre dans une catégorie à part les dépenses en argent de l'entreprise pour la production et la réalisation des produits, indépendamment de leurs sources.

Il existe deux types principaux de prix de revient industriel : le prix de fabrique et le prix de revient complet (ou commercial). Le *prix de fabrique* comprend les dépenses de l'entreprise afférentes à la production proprement dite. Le *prix de revient complet* se compose du prix de fabrique, des dépenses nécessitées par la réalisation du produit (entretien de comptoirs de vente et d'entrepôts, frais de transport) et des dépenses administratives et autres des trusts et des combinats.

En 1954, le prix de revient de la production industrielle se composait en U.R.S.S. pour les trois quarts environ de frais matériels (matières premières, combustible, électricité, amortissement, etc.), et pour un quart environ du salaire.

Le prix de revient est l'expression synthétique de toute l'activité de production de l'entreprise, ainsi que de son approvisionnement en matériaux et de l'écoulement des produits finis. Plus le prix de revient est bas — le plan étant exécuté au double point de vue de la quantité et de la qualité — et plus est élevé le niveau de l'activité économique de l'entreprise.

Parmi les indices de la qualité du travail de l'économie nationale, l'abaissement du prix de revient de la production, des transports et de la construction est celui qui présente le caractère le plus synthétique. Le prix de revient dépend du niveau de la productivité du travail et des frais de main-d'œuvre, du degré d'utilisation de l'équipement, du souci d'économie et de l'observation des normes dans l'utilisation des matières premières, du combustible et des autres matériaux, ainsi que des frais de circulation, particulièrement des frais de transport. (L. KAGANOVITCH : Discours à la 1^{re} session du Soviet suprême de l'URSS, le 24 avril 1954, p. 3 (éd. russe).)

L'Etat établit un plan méthodique de réduction des prix de revient par l'élévation de la productivité du travail, en prenant pour base des normes progressives de dépense de travail et d'utilisation des moyens fixes et circulants de production, l'accélération de la rotation des moyens, la réduction des frais d'entretien de l'appareil administratif. La réduction systématique du prix de revient de la production des entreprises socialistes représente une économie constante de travail vivant et passé et reflète les exigences de la loi de l'élévation incessante de la productivité du travail social. La réduction du prix de revient est l'une des tâches centrales de la gestion socialiste de l'économie. Chaque réduction de 1 % du prix de revient de la production, des transports et de la construction apporte à la société socialiste des milliards de roubles, qui servent à élargir la production et à accroître le bien-être de la population. La participation active des masses à la lutte pour les économies dans l'économie nationale joue un rôle immense dans l'abaissement du prix de revient.

Le prix de revient de la production dans l'industrie d'Etat de l'U.R.S.S. ne cesse de baisser. Il a diminué, par rapport à l'année précédente et compte tenu de la baisse du prix des matières premières, des matériaux, du combustible, ainsi que du coût de l'énergie électrique et thermique et des transports, de 7 % en 1951, de plus de 8 % en 1952, de plus de 5 % en 1953 et de près de 4 % en 1954. Il existe, dans l'économie soviétique, d'importantes réserves inutilisées d'abaissement des dépenses de production. Une partie considérable des entreprises industrielles n'atteint pas les objectifs du plan en ce qui concerne la réduction du prix de revient de la production, ne réalise pas les économies indispensables de matières premières, de matériaux, de combustible et d'énergie électrique, ne fait pas la chasse aux dépenses improductives. Les pertes importantes de production dues aux malfaçons sont l'une des principales causes de la non-exécution des plans de réduction du prix de revient. L'essor continu de l'industrie soviétique exige une sérieuse amélioration des indices qualitatifs de la production dans toutes les entreprises.

Le revenu net de l'entreprise d'Etat. Le revenu net centralisé de l'Etat.

La différence entre la valeur et le prix de revient de la production constitue le *revenu net de la société*; il exprime le produit pour la société créé par le travail des producteurs de l'économie socialiste. De sorte que, si le prix de revient de la production constitue l'un des éléments essentiels de la valeur de cette production, le second élément en est le revenu net. Dans le secteur d'Etat, tout le revenu net est la propriété du peuple entier. Il s'exprime en monnaie et revêt deux formes principales : celle de revenu net de l'entreprise d'Etat et celle de revenu net centralisé de l'Etat. Les deux formes du revenu net sont créées dans la sphère de la production, dans les entreprises socialistes. Elles diffèrent par les méthodes de leur accumulation et de leur utilisation. Le *revenu net de l'entreprise d'Etat* est la partie du revenu net créé par le travail pour la société qui est accumulée par l'entreprise et utilisée en grande partie pour ses besoins. Le *revenu net centralisé de l'Etat* est la partie du revenu net de la société qui est concentrée entre les mains de l'Etat, afin d'être utilisée pour les besoins généraux de tout le pays.

La gestion équilibrée, d'une part, et la nécessité, pour l'économie socialiste, de centraliser une partie notable du revenu net, d'autre part, rendent indispensable l'existence de ces deux formes de revenu net. Ceci permet à l'Etat socialiste de stimuler l'intérêt qu'ont les travailleurs à accroître la rentabilité de leur entreprise et d'assurer la satisfaction des besoins de toute la société.

On appelle couramment « profit » le revenu net des entreprises d'Etat. Toutefois, dans la société socialiste, les raisons d'être de la catégorie économique du profit (ou bénéfice) ont entièrement disparu, puisque le profit traduit des rapports d'exploitation capitaliste.

Par suite, le revenu net d'une entreprise d'Etat n'est pas en fait un profit. Son montant dépend de l'exécution des plans de production et de la réalisation du produit, de l'accomplissement du plan de réduction du prix de revient. Il existe une étroite corrélation entre le prix de revient et le revenu net de l'entreprise : la réduction du premier entraîne l'augmentation du second.

L'Etat règle l'emploi du revenu net des entreprises : une partie est consacrée à développer la production dans l'entreprise ou la branche considérée (investissements au titre des fonds fixes et augmentation des moyens circulants propres) ; une autre partie forme ce qu'on appelle le *fonds de l'entreprise*, qui est destiné à l'amélioration des conditions de vie matérielle et culturelle des travailleurs et au perfectionnement de la production. Le reste va au budget d'Etat au titre de « prélèvements sur les bénéfices ».

Le fonds de l'entreprise est constitué dans toutes les entreprises industrielles d'Etat appliquant le principe de la gestion équilibrée et ayant une balance autonome. Pour qu'il puisse être créé, l'entreprise doit accomplir ou dépasser, d'une part, le plan d'Etat en ce qui concerne la production marchande globale et l'assortiment des produits essentiels, d'autre part, les tâches relatives à la réduction du prix de revient, et enfin le plan d'accumulation du revenu net (profit ou bénéfice). Le fonds de l'entreprise tire sa source du revenu net de l'entreprise ou, dans celles pour lesquelles le plan ne prévoit pas de bénéfice, de l'économie résultant de la réduction du prix de revient. Il se voit attribuer de 1 à 6 % du revenu net de l'entreprise tel qu'il a été prévu par le plan ou de l'économie résultant de la réduction du prix de revient. Si le plan d'accumulation du revenu net ou la réduction du prix de revient sont dépassés, le fonds de l'entreprise se voit attribuer de 20 à 50 % des surplus obtenus par rapport aux prévisions. La constitution de ce fonds dépend donc de la qualité de l'activité économique de l'entreprise, d'où l'importance du rôle qu'il joue pour stimuler matériellement l'accomplissement et le dépassement du plan, pour renforcer la gestion équilibrée et élever la rentabilité de la production.

La moitié du fonds de l'entreprise est consacrée à l'introduction de techniques nouvelles et au perfectionnement de l'outillage existant, au développement de la production, à la construction et à l'entretien des maisons d'habitation appartenant à l'entreprise en sus des plans d'investissement. L'autre moitié du fonds de l'entreprise sert à améliorer la vie sociale et culturelle des travailleurs de l'entreprise (extension des exploitations auxiliaires, entretien des établissements pour enfants, équipement des maisons de repos et des centres de cure, des réfectoires, des clubs, développement de la culture physique et du sport), ainsi qu'à verser des primes individuelles aux ouvriers, employés, ingénieurs et techniciens, à acquérir des bons de séjour dans les maisons de repos et centres de cure et à attribuer des secours occasionnels aux ouvriers et aux autres travailleurs de l'entreprise.

Le revenu net des entreprises ne cesse de s'accroître en raison des progrès ininterrompus et rapides de la production, de l'élévation de la productivité du travail et de la réduction des prix de revient. La somme globale du revenu net des entreprises et des organismes économiques s'élevait en U.R.S.S. à 6,6 milliards de roubles en 1932, 31,8 milliards en 1940 et 89,8 milliards en 1953; le plan prévoyait 143,3 milliards pour 1955.

Le montant du revenu net de l'entreprise d'Etat dépend directement en grande partie de son travail, de la réduction du prix de revient par unité de production et de la réalisation du plan de production et de vente. Son augmentation permet de consacrer davantage au fonds de l'entreprise, d'accroître les moyens circulants et les investissements.

Il existe donc un rapport étroit entre la gestion équilibrée et le revenu net de l'entreprise d'Etat; le revenu net stimule directement l'amélioration du travail de l'entreprise.

L'Etat socialiste fixe le niveau du revenu net des entreprises, et établit ainsi le taux (niveau) de rentabilité pour chaque article et chaque entreprise. Le *taux de rentabilité* de l'entreprise est le rapport, en pourcentage, du revenu net de l'entreprise au prix de revient complet de la production réalisée.

Le taux de rentabilité de l'entreprise socialiste diffère essentiellement du taux de profit capitaliste, inséparable des rapports d'exploitation. Dans l'économie socialiste, la loi du taux de profit moyen et du prix de production ne joue plus. Le taux de rentabilité ne résulte pas d'une égalisation du revenu net entre les entreprises, mais est fixé par l'Etat en prenant en considération les conditions concrètes du fonctionnement de l'entreprise, d'une part, son intérêt, qui est d'obtenir le revenu net, et, d'autre part, la nécessité d'un contrôle comptable de l'activité de l'entreprise.

L'Etat tient compte aussi de la nécessité, pour chaque entreprise, d'avoir un taux de rentabilité qui ne lui permette pas d'accumuler un argent superflu, qui l'incite sans cesse à appliquer plus rigoureusement les principes de la gestion équilibrée et à diminuer le prix de revient de sa production. Si le taux de rentabilité est trop élevé, l'entreprise peut obtenir un revenu net considérable sans lutter pour la réduction du prix de revient de sa production. Le revenu net centralisé de l'Etat est versé au budget d'Etat sous la forme de divers prélèvements sur les revenus des entreprises socialistes. Il provient pour l'essentiel de prélèvements d'après des normes fixes sur les revenus des entreprises; ces prélèvements entrent dans le prix de la production industrielle pour un montant fixé d'avance. Les prélèvements d'après des normes fixes sont appelés couramment l' « impôt sur le chiffre d'affaires ».

N'étant pas mis à la disposition des entreprises, ils sont versés au budget d'Etat sitôt la production réalisée. Le montant de cette partie du revenu net centralisé (l' « impôt sur le chiffre d'affaires »), qui est fixé par unité de production, par exemple par mètre de tissu ou par paire de chaussures, ne dépend pas directement de l'exécution par l'entreprise du plan relatif au prix de revient, alors que le montant du revenu net (profit ou bénéfice) de l'entreprise est en fonction directe de l'abaissement du prix de revient de l'unité de production, par exemple un mètre de tissu ou une paire de chaussures. Plus le prix de revient de la production est bas, plus le revenu net de l'entreprise est élevé.

Bien que la partie du revenu net centralisé de l'Etat, qui est versée au budget d'Etat d'après des normes fixes, porte le nom d' « impôt sur le chiffre d'affaires », elle ne constitue nullement un impôt ou un prélèvement effectué sur les revenus des travailleurs. Ainsi, le montant du salaire est déterminé par l'Etat socialiste, soucieux d'en relever sans cesse le niveau réel, en tenant compte du prix des articles de consommation où entre l' « impôt sur le chiffre d'affaires ».

Dans le processus de sa répartition, une partie du revenu net des entreprises d'Etat va également grossir le revenu net centralisé de l'Etat sous forme de prélèvements sur les bénéfices, de sommes additionnelles aux salaires pour les assurances sociales, sommes qui entrent pratiquement dans le prix de revient mais sont en fait une partie du revenu net, etc. Le revenu net centralisé de l'Etat comprend en outre une partie du revenu net des entreprises coopératives et kolkhoziennes.

Le prix dans l'entreprise industrielle d'Etat.

Le prix de revient, le revenu net de l'entreprise et la partie du revenu net centralisé de l'Etat qui revêt la forme de l' « impôt sur le chiffre d'affaires », entrent dans la composition du prix de la production.

Il existe dans l'industrie d'Etat soviétique deux variétés principales de prix : le prix de gros de l'entreprise et le prix de gros de l'industrie. Le *prix de gros de l'entreprise* est égal au prix de revient prévu par le plan plus le revenu net de l'entreprise. Le *prix de gros de l'industrie* comprend le prix de gros de l'entreprise et la partie du revenu net centralisé de l'Etat qui est versée au budget d'après des normes fixes (l' « impôt sur le chiffre d'affaires »).

Toutes les branches de production (industrie, agriculture, transports, etc.) concourent à la formation du revenu net de la société. Mais ce sont surtout celles qui produisent des articles de consommation qui versent au budget d'Etat, par le mécanisme des prix, la partie du revenu net centralisé de l'Etat prélevée d'après des normes fixes. Quant au prix des produits fournis par les branches produisant des moyens de production, il est généralement établi au-dessous de la valeur, car il ne contient pas une partie du revenu net créé dans ces branches.

Cette partie du revenu net passe ainsi de l'industrie lourde dans les industries légère et alimentaire et est réalisée dans les prix des articles d'usage personnel.

Cela assure un prix relativement bas des moyens de production employés dans l'industrie, dans l'agriculture et dans le bâtiment et entraîne une réduction correspondante du prix de revient de la production.

Le prix de gros de l'entreprise permet à celle-ci de couvrir ses dépenses effectuées dans le cadre du plan et d'obtenir le revenu net. En fixant les prix de gros de l'entreprise à un niveau assurant la rentabilité de cette dernière, l'Etat tient compte de la loi de la valeur.

Les prix de gros de l'entreprise jouent un rôle important dans le système de la gestion équilibrée et du contrôle par le rouble du prix de revient. La gestion équilibrée requiert un niveau des prix de gros stimulant l'amélioration de la qualité de la production, l'économie des ressources, la réduction du prix de revient. Si les prix de gros n'assurent pas la rentabilité de la production ou même le remboursement des dépenses alors que l'entreprise exécute le plan relatif au prix de revient, le système de la gestion équilibrée en est affaibli, de même que l'intérêt porté à l'amélioration de la qualité de l'activité économique de l'entreprise.

D'autre part, des prix de gros élevés assurant la rentabilité même si l'entreprise travaille selon des méthodes retardataires ne stimulent pas l'application de normes de production progressives.

La baisse des prix de gros repose sur le développement et le perfectionnement continu de la production socialiste. L'Etat socialiste applique une politique de réduction méthodique des prix de revient dans l'industrie et des prix des articles industriels. Et la réduction des prix favorise à son tour celle du prix de revient. Pour obtenir le revenu net avec des prix en baisse, l'entreprise doit réduire le plus possible les dépenses par unité de produit.

En réduisant les prix de gros, l'Etat incite les dirigeants d'entreprise à réduire les dépenses afin d'assurer la rentabilité de l'entreprise, à améliorer l'organisation du travail, à mettre en lumière et utiliser les ressources latentes de l'économie.

Entre 1950 et 1955, le développement de la production et la diminution du prix de revient ont permis de réduire à trois reprises les prix de gros dans l'industrie, de sorte que dans l'industrie lourde, au milieu de 1955, ils étaient inférieurs au niveau de la fin de 1948 à la veille de la suppression des subventions compensant les pertes de l'industrie lourde et de l'augmentation provisoire des prix de gros pour la production de certaines branches de l'industrie lourde.

La baisse systématique des prix de gros affermit le principe de la gestion équilibrée et crée la base d'une réduction des prix de détail.

RÉSUMÉ

1. Le socialisme permet d'économiser largement toutes les ressources de production, ce qui se ramène en définitive à une économie constamment croissante du temps de travail, c'est-à-dire du travail vivant et passé. Dans les entreprises socialistes, l'économie du travail vivant et du travail cristallisé se fait au moyen de la gestion équilibrée. Celle-ci est une méthode de gestion planifiée de l'économie des entreprises socialistes, conditionnée par l'action de la loi de la valeur et exigeant la comparaison en termes monétaires des dépenses et des résultats de l'activité économique, la couverture des dépenses des entreprises par leurs revenus propres, l'économie des ressources et la rentabilité de la production. La gestion équilibrée suppose que l'entreprise est autonome dans son activité économique pratique, qu'elle est responsable de l'emploi économe des ressources mises à sa disposition et qu'elle est matériellement intéressée à améliorer les résultats de son travail. Son objectif est l'exécution et le dépassement des plans selon les indices quantitatifs et qualitatifs.

2. Les fonds de production des entreprises socialistes d'Etat se divisent en fonds fixes et fonds circulants. Les fonds circulants et les fonds de roulement constituent ensemble les moyens circulants de l'entreprise. Le système socialiste d'économie permet de tirer le parti le meilleur, le plus rationnel, des fonds fixes et des moyens circulants.

3. Le prix de revient de la production est la partie de sa valeur, exprimée en argent, qui représente les dépenses pour les moyens de production consommés et pour la rémunération du travail. C'est un indice essentiel de la qualité du travail de l'entreprise. La réduction méthodique du prix de revient et des prix est un des principes fondamentaux de la gestion socialiste de l'économie.

4. Le produit du travail pour la société constitue le revenu net de la société socialiste. Dans le secteur de la production d'Etat, le revenu net se présente sous deux formes principales : le revenu net de l'entreprise d'Etat et le revenu net centralisé de l'Etat. Le revenu net de l'entreprise d'Etat est la partie du revenu net créé par le travail pour la société qui est accumulée par l'entreprise et utilisée en grande partie pour ses besoins. Le revenu net centralisé de l'Etat est la partie du revenu net de la société qui est concentrée entre les mains de l'Etat pour subvenir aux besoins de la collectivité. Cette division du revenu net de la société est due à la nécessité, d'une part, d'appliquer le principe de la gestion équilibrée et, d'autre part, de centraliser l'emploi d'une partie importante du revenu net de la société pour les besoins du peuple entier.

5. Dans l'industrie d'Etat de l'U.R.S.S. existent deux variétés principales de prix : le prix de gros de l'entreprise et le prix de gros de l'industrie. Le prix de gros de l'entreprise est égal au prix de revient prévu par le plan plus le revenu net de l'entreprise. Le prix de gros de l'industrie comprend le prix de gros de l'entreprise et la partie du revenu net centralisé de l'Etat qui est versée au budget d'après des normes fixes.

CHAPITRE XXXV - LE SYSTÈME SOCIALISTE D'AGRICULTURE

La place et le rôle de l'agriculture socialiste dans l'économie nationale.

Le système socialiste d'agriculture est fondé sur la propriété d'Etat (du peuple entier) et la propriété coopérative-kolkhozienne des moyens de production. Il comprend les kolkhoz, les stations de machines et de tracteurs et les sovkhoz.

L'agriculture socialiste joue un rôle important dans la garantie de la satisfaction maxima des besoins matériels et culturels sans cesse croissants de toute la société. Elle est la *base de ravitaillement* qui fournit des denrées alimentaires à la population, et la *base de matières premières* des industries légère et alimentaire, qui produisent des articles d'usage courant.

La société socialiste est une coopérative de production et de consommation des travailleurs de l'industrie et de l'agriculture. Si, dans cette coopérative, l'industrie n'est pas étroitement coordonnée à l'agriculture qui lui procure des matières premières et des denrées alimentaires, et absorbe ses produits, si l'industrie et l'agriculture ne forment pas de la sorte un tout économique, il n'est pas de socialisme possible. (J. STALINE : « Questions et réponses », *Œuvres*, t. VII, p. 200 (éd. russe).)

L'industrie joue le rôle dirigeant par rapport à l'agriculture. L'agriculture dépend dans une très grande mesure de l'industrie produisant des tracteurs, des moissonneuses-batteuses et d'autres machines agricoles, des pièces de rechange, du carburant, des engrais chimiques, des insecticides, etc. L'essor ininterrompu de l'agriculture socialiste ne peut être assuré que grâce à l'accroissement rapide de la production des moyens de production que lui fournit l'industrie socialiste.

De son côté, le développement de l'industrie et des autres branches de l'économie nationale dépend d'un progrès rapide et constant de l'agriculture. Le mieux-être général, l'accroissement de la population des villes rendent nécessaire une production plus abondante de céréales, de viande, de lait, de pommes de terre, de légumes et d'autres denrées agricoles. Pour produire davantage d'articles industriels, il faut plus de matières premières agricoles pour les industries légère et alimentaire : coton, lin, laine, betterave à sucre, oléagineux, etc.

Le système socialiste d'agriculture permet une élévation systématique de la productivité de l'agriculture et de son rendement marchand.

La productivité du travail agricole a triplé en 1954 dans l'agriculture socialiste de l'U.R.S.S. par rapport à ce qu'elle était avant la Révolution, ce qui est une preuve éclatante des avantages considérables du système kolkhozien et sovkhozien de production.

De 1926-1927 à 1952-1953, la production marchande de l'agriculture est passée de 10,3 millions de tonnes à 40,4 millions de tonnes pour les céréales, de 3 à 12,5 millions de tonnes pour les pommes de terre, de 2,4 à 5 millions de tonnes pour la viande (poids vif), de 4,3 à 13,2 millions de tonnes pour le lait. D'importants succès ont été remportés dans la production du coton, de la betterave à sucre et de quelques autres plantes industrielles.

Mais le niveau actuel de la production agricole ne correspond ni à l'équipement technique élevé de l'économie rurale ni aux possibilités du régime socialiste dans l'agriculture et ne permet pas encore de satisfaire les besoins accrus de la population en denrées alimentaires et de l'industrie en matières premières agricoles.

Pour satisfaire tous les besoins de la population en produits alimentaires des plus variés et développer largement les différentes branches des industries légère et alimentaire, il est indispensable d'accroître rapidement la production agricole dans son ensemble, mais aussi d'en améliorer la structure (accorder plus d'importance à l'élevage, aux cultures de haute valeur, etc.).

L'accroissement de la production des céréales a, sous ce rapport, une importance primordiale. Les céréales sont à la base de toute la production agricole. Pour résoudre à bref délai le problème de l'élevage, il faut assurer à l'ensemble du bétail les fourrages céréaliers : maïs, orge, avoine, dont il a besoin. Pour produire davantage de coton, de lin, de betterave à sucre, de tournesol et d'autres plantes industrielles, il faut que ceux qui les cultivent aient leur pain garanti. Le développement de toutes les branches de l'agriculture dépend donc de l'accroissement de la production des céréales.

Pour satisfaire intégralement les besoins alimentaires de la population et améliorer la structure de l'alimentation, il importe aussi de développer l'élevage et toutes les autres branches de l'agriculture (culture de la pomme de terre et des légumes, horticulture, viticulture, etc.). L'agriculture socialiste dispose de grandes possibilités, qui sont encore loin d'être toutes mises à profit, pour approvisionner pleinement la population en produits agricoles et l'industrie en matières premières.

Les grands succès remportés dans le développement de l'industrie lourde ont permis au Parti communiste et à l'Etat soviétique d'élaborer en 1953-1954 un programme d'essor rapide de toutes les branches de l'agriculture et d'en amorcer la réalisation. La session plénière de janvier 1955 du Comité central du P.C.U.S. a décidé de porter la récolte globale annuelle des céréales à 10 milliards de pouds au cours des 5 ou 6 années à venir et de multiplier par deux et plus la production des principaux produits ou d'élevage. Pour augmenter la récolte globale des céréales, il faut accroître les rendements sur toutes les terres cultivées, réduire les pertes au moment de la récolte, défricher les terres vierges et incultes. Obtenir rapidement une quantité accrue de céréales est une tâche de première importance pour la réalisation des grands plans de l'édification communiste. Lutter pour l'extension de la production céréalière, c'est lutter pour renforcer la puissance économique de notre patrie, pour continuer d'améliorer le bien-être du peuple. Une récolte globale de céréales de 10 milliards de pouds permettra de couvrir entièrement tous les besoins en blé, de créer des réserves plus puissantes, de développer le commerce avec les pays étrangers et aussi d'affecter à l'élevage plus de 4 millions de pouds de grain, notamment de maïs, ainsi qu'une quantité considérable de son, de tourteaux et de divers fourrages combinés. L'élevage sera doté d'une base fourragère stable, deviendra hautement productif, accroîtra sa production marchande et fournira à la population la quantité indispensable de produits. L'expérience des kolkhoz, des S.M.T. et des sovkhoz les plus avancés montre que cette tâche peut être résolue dans des délais plus courts encore que ceux qui ont été prévus.

L'utilisation la plus complète et la plus diversifiée de la terre, principal moyen de production dans l'agriculture, est une condition essentielle du progrès de toutes les branches de la production agricole. La nationalisation de la terre contribue grandement à diminuer le coût de la production des denrées agricoles, à élever de plus en plus le niveau matériel d'existence de la paysannerie soviétique.

Avant la Révolution, les paysans pauvres et moyens possédaient en Russie environ 135 millions d'hectares de terres cultivées. Grâce à la Révolution socialiste d'Octobre et à la victoire du régime kolkhozien, la paysannerie kolkhozienne avait, dès 1937, la jouissance de plus de 370 millions d'hectares de terres cultivées, soit près de trois fois plus. A l'heure actuelle, compte tenu des kolkhoz des régions occidentales de la R.S.S. d'Ukraine et de la R.S.S. de Biélorussie, des districts occidentaux de la R.S.S. de Moldavie et des républiques soviétiques baltes, elle a la jouissance perpétuelle de 397 millions d'hectares de terres cultivées; ce chiffre est porté à 578 millions d'hectares si l'on y ajoute les forêts et autres terres encore non mises en valeur. Elle bénéficie en outre de l'usage gratuit et à long terme de 180 millions d'hectares des fonds agraire et forestier de l'Etat, dont 66 millions d'hectares de terres cultivées.

Les sovkhoz disposent d'environ 70 millions d'hectares de terres cultivées; les exploitations auxiliaires des entreprises et établissements divers, ainsi que les autres exploitants du sol, de plus de 19 millions d'hectares.

Il existe dans les kolkhoz et les sovkhoz d'immenses réserves de *terres vierges et incultes* d'une grande fertilité. Leur mise en valeur permettra d'augmenter considérablement et à très bref délai la production des denrées agricoles.

La nécessité, pour l'économie nationale, d'accroître la production des céréales et des autres denrées agricoles a exigé l'exécution par l'Etat de grands travaux en vue de mettre en valeur aussi complètement que possible les richesses foncières du pays. En vertu des décisions de l'assemblée plénière de février-mars 1954 du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique relatives à « l'augmentation de la production des céréales dans le pays et au défrichement des terres vierges et incultes », ainsi que des décisions ultérieures du Parti communiste et de l'Etat soviétique, un programme grandiose a été adopté, qui prévoit la mise en valeur de terres nouvelles, principalement dans les régions orientales du pays : 28 à 30 millions d'hectares cultivés en céréales et autres plantes dès 1956. L'exécution de cette tâche d'intérêt national a permis aux kolkhoz et aux sovkhoz de défricher, dès 1954 et au cours du premier semestre 1955, plus de 26 millions d'hectares de terres vierges et incultes d'une exceptionnelle fertilité.

Les vastes étendues attribuées à chaque kolkhoz et à chaque sovkhos permettent d'utiliser de la façon la plus productive tracteurs, moissonneuses-batteuses et autres machines agricoles perfectionnées, d'établir des assolements rationnels, d'effectuer des travaux d'aménagement foncier, de creuser des canaux d'irrigation et d'assèchement, de procéder à des plantations forestières, etc. La terre, a dit Marx, ne cesse de s'améliorer si on la traite comme il convient. Le régime socialiste permet d'appliquer un système rationnel assurant une élévation constante de la fertilité du sol et le rendement maximum de l'agriculture.

Un système rationnel d'agriculture suppose l'intensification de cette dernière. *L'intensification* de l'agriculture implique l'investissement de moyens de production supplémentaires pour une surface déterminée et l'amélioration des méthodes de gestion afin d'obtenir le maximum de produits par hectare de terre mise en valeur en réduisant la dépense de travail et de moyens par unité de produit. Elle exige l'emploi d'engrais organiques et chimiques, l'élevage de races d'animaux d'une haute productivité, la mise en pratique des dernières réalisations de l'agronomie et de la zootechnie, etc. C'est la ligne principale du développement de l'agriculture socialiste.

Les stations de machines et de tracteurs, base industrielle de la production kolkhozienne.

Les kolkhoz sont desservis par les stations de machines et de tracteurs appartenant à l'Etat, où sont concentrés les principaux instruments de production agricole.

La réunion aux mains de l'Etat des principaux moyens de production agricole est un des avantages majeurs du régime kolkhozien. La technique agricole ne cesse de se perfectionner, sans quoi le progrès de l'agriculture socialiste serait inconcevable. La fabrication de nombreuses machines de plus en plus perfectionnées nécessite d'importantes mises de fonds qui ne sont amorties qu'au bout d'un certain nombre d'années. L'Etat soviétique investit dans l'agriculture des sommes considérables et toujours croissantes qui excèdent les possibilités des entreprises agricoles, même les plus puissantes.

Les dépenses budgétaires et les autres crédits de l'Etat pour développer l'agriculture se sont élevés à 52 milliards de roubles en 1953 et à 74,4 milliards en 1954. Le budget de 1954 a consacré plus de 32 milliards de roubles au renforcement des stations de machines et de tracteurs.

Les stations de machines et de tracteurs, base matérielle et technique industrielle de la production kolkhozienne, sont la force déterminante du développement des kolkhoz. C'est par leur intermédiaire que l'alliance se réalise entre l'industrie et l'agriculture. Les relations qui se sont établies entre les stations de machines et de tracteurs et les kolkhoz traduisent les rapports de production socialistes existant entre la classe ouvrière et la paysannerie kolkhozienne.

Grâce aux S.M.T., les kolkhoz se développent sur la base d'une technique supérieure. Le niveau élevé de mécanisation de la production kolkhozienne conditionne l'accroissement de la productivité du travail dans les kolkhoz. La mécanisation a grandement facilité le travail des kolkhoziens; elle permet d'exécuter les opérations agricoles dans les délais recommandés par l'agronomie, d'appliquer les réalisations de l'agrotechnique la plus moderne. L'emploi généralisé des machines des S.M.T. dans la production kolkhozienne procure une économie considérable du travail nécessaire pour l'obtention des produits agricoles.

Au début de 1954, les stations de machines et de tracteurs disposaient de plus des trois quarts de la puissance totale des moteurs mécaniques (moteurs électriques compris) se trouvant dans les S.M.T. et les kolkhoz. En 1954, elles ont exécuté dans les kolkhoz plus de 80 % des principaux travaux des champs, et notamment la presque totalité des labours. Les travaux exécutés en 1953 par les S.M.T. à l'aide de tracteurs et de moissonneuses-batteuses auraient exigé 23 millions de travailleurs supplémentaires s'ils avaient été accomplis par des exploitations paysannes individuelles.

La tâche fondamentale des stations de machines et de tracteurs est d'élever au maximum le rendement de toutes les cultures dans les kolkhoz, d'assurer l'accroissement du cheptel collectif tout en augmentant sa productivité, d'accroître la production globale et marchande de l'agriculture et de l'élevage dans les kolkhoz qu'elles desservent. (« Décision de l'assemblée plénière de septembre 1953 du C.C. du P.C.U.S. », *Le P.C.U.S. dans les résolutions et décisions de ses congrès et conférences et des assemblées plénières du C.C.*, 2^e partie, p. 1182 (7^e édition russe).)

Pour résoudre ce problème, il importe d'assurer la *mécanisation complexe* de toutes les branches de la production kolkhozienne : culture des céréales, des plantes industrielles et fourragères, de la pomme de terre et des légumes, travaux exigeant une main-d'œuvre nombreuse dans les fermes d'élevage des kolkhoz. Il existe dans les S.M.T. et les stations spécialisées des cadres permanents qualifiés pour la motoculture : conducteurs de tracteurs, de moissonneuses-batteuses et d'autres machines agricoles perfectionnées, chefs de brigades de tracteurs. Cela permet d'utiliser de la façon la plus complète et la plus productive un matériel agricole abondant et complexe. Les stations de machines et de tracteurs, grandes entreprises d'Etat du type industriel qui desservent les kolkhoz, sont appelées à promouvoir les techniques agricoles les plus modernes, à organiser la production kolkhozienne. C'est par leur intermédiaire que l'Etat soviétique exerce son rôle dirigeant en vue de consolider les kolkhoz sur le plan économique et de l'organisation. Elles aident les kolkhoz à planifier l'exploitation collective, à organiser rationnellement le travail, à former des cadres, bref dans toutes les autres sphères de la vie économique, politique et culturelle.

Jusqu'en 1953, l'outillage abondant et perfectionné des S.M.T. était confié à des ouvriers kolkhoziens saisonniers, désignés par les kolkhoz pour travailler dans les S.M.T. uniquement à l'époque des travaux des champs. Conformément aux décisions de l'assemblée plénière de septembre 1953 du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, des cadres permanents de spécialistes de la motoculture ont été créés dans les stations de machines et de tracteurs : le personnel permanent des S.M.T. comptait en 1954 près de 2 millions d'ouvriers, dont plus de 1 million conducteurs de tracteurs, 200.000 chefs de brigade de tracteurs et leurs adjoints, 240.000 conducteurs de moissonneuses-batteuses. Tout un réseau d'écoles de motoculture a été organisé.

Les stations de machines et de tracteurs desservent les kolkhoz en vertu de contrats passés avec ces derniers; ils ont force de loi pour les deux parties. Le principal indice économique de l'activité de la S.M.T. est la quantité maximum de produits et de revenus en argent obtenus par les kolkhoz qu'elle dessert pour 100 hectares de terres cultivées avec le minimum de dépenses en travail et en moyens. La S.M.T. porte la responsabilité de la livraison à l'Etat par les kolkhoz de la quantité prévue de produits agricoles. Conformément au contrat, les travaux exécutés pour les kolkhoz par la S.M.T. sont payés en nature (produits agricoles) ; toutefois certains le sont en argent. Le *paiement en nature* des travaux exécutés par la S.M.T. est la partie de la production globale du kolkhoz destinée à couvrir les dépenses effectuées par la S.M.T. pour l'obtention de cette production. Il représente le travail passé (moyens de production consommés par la S.M.T.), ainsi que le travail des ouvriers de la S.M.T., lequel se compose de travail pour soi et de travail pour la société. Le taux du paiement en nature est un taux fixe, différencié selon les zones du pays en fonction des conditions économiques et naturelles. Si le plan de rendement des cultures a été dépassé, la S.M.T. reçoit des kolkhoz une portion déterminée de la récolte obtenue en sus du plan.

La réalisation des produits agricoles livrés par les kolkhoz au titre du paiement en nature fournit à l'Etat des ressources monétaires qu'il dépense pour reconstituer les moyens de production consommés par les S.M.T. et payer le salaire des travailleurs de ces dernières. Elle procure également à l'Etat un revenu net, dont il se sert pour développer les S.M.T. existantes et en organiser de nouvelles, ainsi que pour satisfaire d'autres besoins généraux. L'établissement de taux fixes de paiement en nature est l'une des principales conditions indispensables pour que la gestion des S.M.T., jusque là financées par l'Etat, puisse reposer désormais sur le principe de la gestion équilibrée, chaque S.M.T. réglant ses dépenses sur ses revenus. L'adoption du principe de la gestion équilibrée par les S.M.T. et l'observation d'un régime d'économie ont une grande importance pour la réduction du prix de revient au quintal du produit agricole reçu au titre du paiement en nature, pour l'utilisation plus complète et plus efficiente des machines, leur réparation en temps opportun avec le maximum de soin, la qualité de leur entretien.

L'intérêt matériel que les travailleurs ont dans les résultats de leur travail est, dans les S.M.T., stimulé par des formes de rémunération qui diffèrent de celles en usage dans les autres entreprises d'Etat et les kolkhoz. Les ouvriers permanents et saisonniers des brigades de tracteurs sont payés aux pièces, à la fois *en argent* et *en nature*. A l'époque des travaux des champs, le salaire est calculé d'après les normes de rendement accomplies et leur évaluation en journées-travail. Par l'intermédiaire des stations de machines et de tracteurs, l'Etat paie aux ouvriers permanents et saisonniers des brigades de tracteurs pour chaque journée-travail fournie par eux un *minimum garanti* en nature (céréales), dont le montant dépend de l'exécution des tâches fixées par le plan en ce qui concerne le rendement des cultures dans les kolkhoz desservis.

De plus, le kolkhoz où travaillent les ouvriers des brigades de tracteurs leur remet, pour les journées-travail qu'ils ont fournies, le montant de la différence entre la quantité réelle de céréales remise par journée-travail et le minimum garanti, ainsi que d'autres produits agricoles, à l'égal des kolkhoziens. Pour les travaux autres que ceux des champs (réparations, mécanisation des fermes d'élevage et travaux de construction à la S.M.T.), les ouvriers sont payés par la station en argent et aux pièces.

Le système de rémunération des travailleurs de la S.M.T. les encourage matériellement à utiliser au mieux l'outillage agricole et à faire progresser la production dans les kolkhoz.

L'exploitation collective des kolkhoz. La planification de la production kolkhozienne.

Libérés de la nécessité de dépenser des sommes considérables pour acheter ou louer de la terre, ainsi que pour se procurer les principaux moyens de production, les kolkhoz peuvent utiliser leurs revenus croissants pour développer leur exploitation collective. *L'exploitation collective du kolkhoze*, organisée sur des terres appartenant à l'Etat, met en oeuvre l'outillage moderne concentré dans les S.M.T. et qui est la propriété du peuple entier. Les moyens de production de l'artel et les produits obtenus par lui sont propriété coopérative-kolkhozienne.

Conformément à la nature de l'artel agricole, entreprise de type coopératif, les moyens de production socialisés font partie du fonds indivis du kolkhoz. Le *fonds indivis du kolkhoz* comprend les instruments de travail du kolkhoz, le bétail de trait et le bétail de rapport, les bâtiments, les moyens de transport, les entreprises auxiliaires, les plantations diverses, les ouvrages d'irrigation, les matériaux et l'argent destinés à développer l'économie collective. Il convient d'y ajouter les bâtiments à destination sociale et culturelle (clubs kolkhoziens, salles de lecture, jardins d'enfants, etc.). L'augmentation constante de fonds indivis est la condition essentielle du développement de l'économie collective des kolkhoz, de l'accroissement de la richesse kolkhozienne.

Les kolkhoz consacrent leurs ressources à construire des locaux d'exploitation, des étables, des canaux d'irrigation et d'assèchement, des réservoirs d'eau, à défricher le sol, à édifier des centrales électriques kolkhoziennes et d'autres ouvrages. Les fonds investis par eux dans l'économie collective, qu'il s'agisse de leurs ressources propres ou du travail des kolkhoziens, sans compter les dépenses effectuées pour augmenter le cheptel, se sont élevés à environ 40 milliards de roubles en 1946-1950 et à 52 milliards en 1951-1954. Les kolkhoz ont en outre dépensé plus de 11 milliards de roubles en 1946-1950, et 6 milliards en 1951-1954 pour accroître leur bétail collectif et leur volaille.

Grandes entreprises socialistes, les kolkhoz doivent être gérés selon un plan; ils ne sauraient exister et se développer spontanément. Le développement planifié de l'économie collective des kolkhoz dans la voie d'un essor continu est la base de l'élévation du niveau de vie matérielle et culturelle des kolkhoziens. Faisant partie du système de l'économie socialiste, les kolkhoz doivent, en développant le plus possible leur exploitation collective, accroître toujours plus leur production marchande dans la proportion nécessaire à l'approvisionnement des villes et des centres industriels, aux besoins du commerce extérieur et à la création de réserves. On applique dans les kolkhoz une planification à long terme visant à promouvoir un essor rapide de l'agriculture dans les délais les plus brefs et en fonction de laquelle sont dressés les plans annuels.

Le point de départ de la planification par l'Etat de la production kolkhozienne est la planification de la production marchande mise par les kolkhoz à la disposition de l'Etat.

La production marchande des kolkhoz s'accroît en même temps que l'économie collective. La gestion planifiée de l'agriculture prévoit la nécessité d'une utilisation plus productive des terres cultivées. L'indice le plus important des résultats de l'activité économique des kolkhoz est l'obtention du maximum de production globale de l'agriculture et de l'élevage pour 100 hectares de terre (labours, prés, pâturages) et par journée-travail dépensée.

Le plan d'Etat de développement de l'économie rurale prévoit un accroissement des livraisons à l'Etat des produits de l'agriculture et de l'élevage au titre des stockages obligatoires d'Etat, du paiement en nature des S.M.T., du règlement des contrats et des achats. Les S.M.T. se voient fixer le volume des travaux à effectuer à l'aide de tracteurs dans les kolkhoz. Les kolkhoz doivent, avec le concours des S.M.T., prévoir dans leur plan un niveau de production qui assure l'exécution intégrale des tâches assignées par le plan d'Etat pour la livraison et la vente à l'Etat des produits de l'agriculture et de l'élevage, et l'entière satisfaction des besoins de l'économie collective et des kolkhoziens eux-mêmes.

Ils déterminent à cet effet, comme ils l'entendent, la superficie des emblavures, le niveau des rendements, le cheptel par espèces et la productivité de l'élevage, le système des mesures agrotechniques et zootechniques. Les plans d'ensemencement et d'élevage sont discutés et ratifiés par les assemblées générales des kolkhoziens.

Ce mode de planification développe l'initiative des kolkhoz en vue d'obtenir le maximum de produits par hectare de terrain. Il renforce en même temps la responsabilité des kolkhoz et des S.M.T. quant à la livraison à l'Etat de la quantité nécessaire de produits de l'agriculture et de l'élevage. Ce mode de planification est appelé à accroître chez les kolkhoziens et les travailleurs des S.M.T. l'intérêt pour un développement dans les kolkhoz d'une économie à branches multiples, compte tenu des conditions naturelles et économiques des diverses régions du pays, et à multiplier les initiatives en ce sens.

L'un des grands avantages des entreprises agricoles socialistes est qu'elles peuvent développer une économie à *branches multiples* qui permet d'associer rationnellement les différentes branches de la production rurale, avant tout l'agriculture et l'élevage et d'obtenir le maximum de production à l'hectare. Dans les kolkhoz qui combinent judicieusement, en conformité avec les conditions naturelles et économiques de la région, la production des céréales, des plantes industrielles, des fourrages et des légumes, ainsi que l'élevage, la main-d'œuvre est utilisée de façon plus complète et plus régulière au cours de l'année, les indices de productivité du travail et les revenus sont plus élevés. Les rentrées de fonds se font plus régulièrement tout au long de l'année, ce qui permet de financer en temps voulu les mesures économiques appliquées. L'économie à branches multiples n'abolit pas, mais suppose au contraire la spécialisation des régions, des districts et des exploitations elles-mêmes par branche, par culture et par espèce de bétail. Une gestion rationnelle de l'exploitation rurale socialiste exclut aussi bien l'universalisme de la petite agriculture où l'on cultive de tout, principalement en vue de la consommation propre, que le développement unilatéral des exploitations capitalistes, qui se spécialisent généralement dans une culture déterminée (monoculture).

La *spécialisation* de l'économie rurale socialiste signifie, premièrement, l'utilisation la plus complète des conditions naturelles et économiques concrètes propres à chaque région et district pour obtenir méthodiquement un produit nécessaire à la société (tel le coton dans les républiques soviétiques d'Asie centrale) ; deuxièmement, une combinaison judicieuse des branches économiques d'activité fondamentales et complémentaires et avant tout de l'agriculture et de l'élevage, des cultures céréalières, industrielles et potagères; troisièmement, selon les particularités régionales, un choix de cultures et de bétail tel qu'il assure le maximum de produits de haute qualité avec le minimum de dépenses en travail et en moyens par unité de produit. La répartition planifiée de la production rurale dans le pays doit répondre, elle aussi, à ces exigences. Tout schématisme dans la répartition géographique des cultures et des variétés de bétail, toute application uniforme des assolements et de l'agrotechnique ne tenant pas compte des particularités naturelles et économiques de la région va à l'encontre des principes d'une gestion rationnelle de l'économie socialiste planifiée.

Les formes socialistes d'organisation du travail dans les kolkhoz. La journée-travail.

L'exploitation collective de l'artel agricole repose sur le travail collectif des kolkhoziens. La principale forme d'organisation du travail dans les kolkhoz est la *brigade de production* permanente, constituée par la direction du kolkhoz pour exécuter les travaux dans les diverses branches de l'exploitation collective.

Il existe des brigades de production pour les travaux des champs, l'élevage, la récolte et la préparation des fourrages, la culture des légumes, l'horticulture, les travaux de construction, etc.

Les *brigades des champs* se voient attribuer dans les aires d'assolement du kolkhoz des terrains dont les dimensions doivent assurer aux tracteurs, aux moissonneuses-batteuses et aux autres machines des S.M.T. la possibilité de donner toute leur mesure. Chaque brigade des champs dispose de bêtes de trait, du matériel agricole indispensable, de locaux d'exploitation. Elle est subdivisée en *équipes* qui permettent un meilleur emploi du travail manuel pour les cultures demandant une grande somme de travail. Les équipes sont directement subordonnées au chef de la brigade. L'assemblée plénière de juin 1954 du C.C. du P.C.U.S. a estimé indispensable, tout en renforçant les brigades de production dans les kolkhoz, d'encourager l'organisation d'équipes pour la culture des plantes sarclées et industrielles, et de les aider par tous les moyens à obtenir d'abondantes récoltes sur les terrains qui leur sont confiés.

Les *brigades d'élevage* ont à travailler dans les fermes des kolkhoz. Chacune est d'ordinaire affectée à une ferme et dispose des locaux et des moyens de production indispensables à l'entretien du bétail.

La coordination du travail de la S.M.T. et des kolkhoz est une condition importante de l'emploi le plus efficace de l'outillage perfectionné des stations de machines et de tracteurs. A cette fin, chaque brigade de tracteurs de la S.M.T. est affectée à une ou plusieurs brigades de production permanentes du kolkhoz qu'elle dessert pendant plusieurs années de suite.

Conformément au caractère de la propriété coopérative-kolkhozienne, les exigences de la loi économique de la répartition selon le travail sont réalisées dans les kolkhoz au moyen de la *journée-travail*. Celle-ci est la mesure du travail dépensé par les kolkhoziens dans l'exploitation collective de l'artel; elle détermine aussi la part des revenus du kolkhoz à laquelle a droit chacun de ses membres. C'est en journées-travail qu'est calculé le travail dépensé par les kolkhoziens dans l'exploitation collective, et c'est d'après le nombre des journées-travail que le kolkhoz répartit entre ses membres la portion de ses revenus qui est réservée à la consommation individuelle.

Il est établi pour chaque travail effectué au kolkhoz une norme de rendement par journée de travail, norme qui peut être exécutée par tout kolkhozien travaillant consciencieusement, compte tenu de l'état des bêtes de trait, des machines et de la qualité du sol. D'après cette norme de rendement est déterminée pour chaque travail *une évaluation en journées-travail* selon la qualification du travailleur, la complexité, la difficulté et l'importance de tel ou tel travail pour l'artel. Une norme de rendement journalière dans l'accomplissement de travaux champêtres relativement simples constitue une journée-travail. C'est par rapport à elle que sont évalués tous les autres travaux au kolkhoz. Le travail accompli au cours d'une journée peut donner droit à une journée-travail, à une fraction de journée-travail ou à plusieurs journées-travail, selon la catégorie du travail accompli et le degré d'exécution ou de dépassement des normes de rendement. La journée-travail diffère par conséquent de la journée de travail. Les kolkhoz déterminent le nombre de journées-travail pour chaque branche d'activité et pour chaque culture et contrôlent rigoureusement l'attribution des journées-travail conformément au travail accompli par la brigade, l'équipe, le kolkhozien.

La journée-travail prend donc en considération la quantité aussi bien que la qualité du travail lors des différentes opérations, ce qui permet d'avoir une commune mesure entre les diverses formes de travail au kolkhoz. Le travail qualifié procure plus de journées-travail que le travail non qualifié, et un travail plus intensif, plus que celui qui l'est moins. La journée-travail permet aussi d'évaluer des efforts de productivité différente appliqués aux mêmes travaux. Le kolkhozien qui a dépassé la norme de rendement se voit attribuer de ce fait plus de journées-travail. Dans la journée-travail, le travail de chaque kolkhozien apparaît comme une partie de la somme du travail directement social accompli au kolkhoz. L'effort personnel de chacun dans la production kolkhozienne est de la sorte évalué d'après un critère social. La journée-travail traduit les rapports de production socialistes qui existent entre les kolkhoziens à l'intérieur du kolkhoz et elle est un important instrument économique de l'organisation de la production kolkhozienne.

Etant donné que l'existence de deux formes principales de production socialiste entraîne celle d'une production et d'une circulation marchandes, les kolkhoz ne peuvent se borner à établir en journées-travail les dépenses nécessitées par la production kolkhozienne. Ils ont une comptabilité financière : ils calculent en argent la production kolkhozienne et leurs revenus, ils effectuent des accumulations en argent; la rémunération des journées-travail s'effectue en nature, mais aussi en argent.

La journée-travail exprime les principes d'égalité socialistes : le fait que tous les travailleurs sont affranchis de l'exploitation, l'obligation pour chacun de travailler et son droit d'être rémunéré selon la quantité et la qualité du travail accompli. Elle assure à la femme une rémunération égale à celle de l'homme pour un même travail. Le régime kolkhozien a mis fin à l'inégalité économique séculaire de la paysanne. C'est au kolkhoz que celle-ci a pu, pour la première fois, devenir l'égale de l'homme.

La journée-travail constitue donc une nouvelle catégorie économique, née du régime kolkhozien.

La production kolkhozienne. Les revenus des kolkhoz.

Toute la production fournie par l'exploitation collective de l'artel est une propriété de groupe, une propriété coopérative-kolkhozienne. Mais les stations de machines et de tracteurs, qui exécutent d'importants travaux dans les kolkhoz, participent conjointement avec ceux-ci à l'obtention de la production et des revenus.

La *production globale du kolkhoz* comprend l'ensemble des produits agricoles et des matières premières produits par l'exploitation collective au cours d'une année. Le montant de la valeur, ou des frais sociaux de production, de la production annuelle du kolkhoz est défini par la somme des dépenses de travail socialement nécessaire, vivant et cristallisé, incorporé dans cette production, y compris les dépenses de l'année précédente correspondant à la récolte de l'année considérée (travaux de labour et de scarifiage sur les jachères, semailles d'automne, labours d'automne, etc.).

Du fait du rôle croissant joué par les S.M.T. dans les kolkhoz, la valeur de la production kolkhozienne inclut un pourcentage toujours plus grand de travail dépensé par les ouvriers de l'industrie pour produire les tracteurs, les moissonneuses-batteuses et autres machines agricoles et les pièces détachées correspondantes, le carburant, les lubrifiants, etc. Les dépenses de travail qualifié des ingénieurs et des techniciens des S.M.T. y entrent aussi pour une part qui va croissant.

La valeur de la production kolkhozienne comprend : premièrement, la valeur des moyens de production consommés par le kolkhoz et la S.M.T.; deuxièmement, la valeur du produit pour soi créée par les kolkhoziens et les travailleurs de la S.M.T.; troisièmement, la valeur du produit pour la société créée par les kolkhoziens et les travailleurs de la S.M.T.

Les particularités de la propriété coopérative-kolkhozienne et la participation d'une S.M.T. à la création de la production du kolkhoz font que la formation, la reconstitution et la répartition de la valeur de la production kolkhozienne s'opèrent autrement que dans une entreprise d'Etat, par exemple dans un sovkhos. Il faut établir une distinction à ce propos entre les dépenses de travail et de moyens effectuées directement par la S.M.T. et celles effectuées directement par le kolkhoz.

Le *prix de revient de la production kolkhozienne* est l'un des principaux indices des résultats de la gestion socialiste d'un kolkhoz et de la S.M.T. qui le dessert. Pour le calculer, il faut tenir compte de la valeur des moyens de production consommés par le kolkhoz et la S.M.T. pour une unité de produit, ainsi que des frais de rémunération du travail des kolkhoziens et du personnel de la S.M.T.

La valeur des moyens de production consommés par la S.M.T., la rétribution des travailleurs de la S.M.T., ainsi que le revenu net créé par ces derniers en aidant le kolkhoz à assurer sa production sont compensés par les produits agricoles que le kolkhoz remet à la S.M.T. à titre de paiement en nature. Cette part en nature de la production kolkhozienne est versée directement à l'Etat sans prendre la forme marchandise, sans achat ni vente. Elle constitue une partie de ce qu'on appelle la circulation extra-rurale et entre en ligne de compte lors de la détermination de la production marchande des kolkhoziens.

Les moyens de production qu'ils consomment pour produire, les kolkhoz les reconstituent principalement en nature, en les reproduisant dans l'exploitation collective. Parmi ces moyens de production, il convient de ranger notamment les semences, le fourrage, les bêtes de trait et le bétail de rapport, les engrais naturels. Les kolkhoz reconstituent une partie des moyens de production consommés : les véhicules automobiles, le petit matériel-agricole, les petits moteurs, les machines les plus simples, les engrais chimiques, les bêtes de race, les matériaux de construction, etc., — en les achetant aux organisations d'Etat et aux coopératives.

Le travail fourni par les kolkhoziens pour assurer la production collective crée le *revenu global du kolkhoz*. Celui-ci résulte du travail des kolkhoziens pour soi et pour la société. La partie du revenu global qui résulte du travail pour soi des kolkhoziens dans l'exploitation collective constitue le *revenu personnel des kolkhoziens*, à répartir d'après le nombre des journées-travail. Par ailleurs, l'exploitation auxiliaire attachée à l'habitation procure aux kolkhoziens des revenus individuels supplémentaires. La partie du revenu global qui est créée par le travail des kolkhoziens pour la société (pour l'exploitation collective du kolkhoz et pour la société dans son ensemble) forme le *revenu net du kolkhoz*.

Le montant du revenu net dépend avant tout du niveau atteint par la productivité du travail, laquelle, dans l'agriculture, dépend de nombreux facteurs dont les principaux sont : la mécanisation des travaux agricoles, l'utilisation la plus complète et la plus efficiente du parc de machines et de tracteurs et des moyens de production kolkhoziens, une organisation et une rémunération judicieuses du travail, le développement de l'émulation socialiste, l'application à la production des réalisations de l'agronomie et de la zootechnie, de l'expérience des travailleurs d'élite de l'agriculture.

Comme l'indiquait Lénine, c'est le rendement des cultures qui résume, en fin de compte, toutes les différences dans l'organisation économique des entreprises agricoles. Les résultats de l'activité économique en matière d'élevage s'expriment en quantités de viande, de lait, de laine et d'autres produits d'élevage.

L'augmentation de la productivité du travail et l'économie de travail vivant et cristallisé dépensé par unité de produit doivent assurer une réduction systématique du prix de revient de la production kolkhoziennne.

Plus la productivité du travail y est élevée, plus la dépense de moyens de production et de rémunération du travail par quintal de céréales, de coton, de lin, de betteraves, de viande, de lait, de laine et d'autres produits agricoles sont faibles et les revenus de l'exploitation collective élevés. La comparaison des frais engagés et des résultats obtenus, des dépenses et des recettes, l'observation d'un régime strict d'économie du travail cristallisé et du travail vivant, la lutte contre les dépenses superflues et improductives de toute sorte, l'organisation adéquate des finances, des comptes et de la comptabilité sont les conditions nécessaires d'une direction correcte du développement de l'exploitation collective des kolkhoz dans la voie d'un progrès continu.

Le décompte des dépenses des kolkhoz et des S.M.T. pour la production kolkhoziennne est très important pour la détermination de l'avantage économique qu'il peut y avoir à produire telle ou telle denrée agricole, pour la répartition rationnelle planifiée des cultures et de variétés de bétail entre les régions du pays, pour l'appréciation des résultats de l'activité économique des kolkhoz et des S.M.T. et de leur rentabilité.

Les revenus kolkhoziens se divisent en *revenus en nature* et *revenus en argent*. Une partie de la rémunération du travail des kolkhoziens leur est versée en nature (céréales, légumes, viande, lait, fruits, etc.), et l'autre partie en argent. L'accroissement des fonds sociaux des kolkhoz se fait, partie en nature (fonds de semences, de fourrage, etc.), partie en argent (fonds indivis, etc.). Dans les conditions de l'économie marchande, les revenus en argent des kolkhoz jouent un grand rôle dans le développement de la production kolkhoziennne et dans l'élévation du bien-être des kolkhoziens. Les revenus en argent des kolkhoz sont constitués par la réalisation de la production marchande : livraison à l'Etat et aux coopératives par le système des stockages d'Etat et des ventes à l'Etat, et vente directe à la population sur les marchés kolkhoziens.

Les *stockages d'Etat* de produits agricoles mettent à la disposition de l'Etat une partie importante de la production marchande des kolkhoz, soit au titre des livraisons obligatoires, soit en vertu de contrats. Les stockages au titre des fournitures obligatoires portent sur les céréales, les produits de l'élevage, les pommes de terre et un certain nombre d'autres légumes; les stockages effectués en vertu de contrats intéressent surtout les plantes industrielles.

L'application conséquente du principe de l'intérêt matériel des kolkhoz et des kolkhoziens à l'accroissement de la production des denrées agricoles est à la base de la politique du Parti communiste et du gouvernement soviétique en matière de stockages et d'achats des produits agricoles par l'Etat. On établit dans ce but des prix de stockage et d'achat qui permettent de couvrir les dépenses nécessitées par la production des denrées agricoles et d'accroître les revenus en argent des kolkhoz, ainsi que des normes fixes de livraisons obligatoires pour chaque district.

Les fournitures obligatoires de produits agricoles par les kolkhoz au titre des stockages d'Etat sont calculées *par hectare*, c'est-à-dire qu'elles correspondent à la quantité de terre attribuée au kolkhoz. Chaque kolkhoz est tenu en conséquence de vendre à l'Etat à ce titre une quantité déterminée de produits cultivés par hectare de sol arable et de produits de l'élevage par hectare de terre. Les normes de livraisons obligatoires par hectare sont constantes. Le système est éminemment progressif : il encourage les kolkhoziens à développer l'agriculture et l'élevage collectifs, à tirer le meilleur parti des terres socialisées du kolkhoz.

L'établissement de normes fixes, constantes, de livraisons obligatoires donne aux kolkhoz l'assurance qu'une fois acquittées leurs obligations envers l'Etat, ils peuvent disposer à leur guise de toute leur production.

La résolution de l'assemblée plénière de septembre 1953 du C.C. du P.C.U.S. et les décisions ultérieures du Parti communiste et de l'Etat soviétique ont mis fin, en matière de stockages, à la pratique erronée d'assigner des normes majorées de livraisons obligatoires aux kolkhoz d'avant-garde, ce qui diminuait l'intérêt matériel des kolkhoz et des kolkhoziens à produire davantage. Les normes de fournitures obligatoires à l'Etat d'un certain nombre de produits agricoles ont de même été abaissées. Elles sont fixées pour chaque district et ne peuvent être majorées par les organismes locaux.

Les fournitures obligatoires de produits agricoles par les kolkhoz ne constituent pas un impôt au sens économique du terme puisque l'Etat paie ces produits. L'Etat soviétique établit dans ses plans des prix fermes ou *prix de stockage*, pour les produits agricoles qui lui sont fournis par voie de stockages centralisés. Ce faisant, il prend en considération la valeur de chaque produit agricole, son importance pour l'économie nationale, les avantages économiques qu'il présente pour le kolkhoz.

Par ailleurs, les prix de stockage sont fixés à un niveau qui garantit le versement à l'Etat, pour satisfaire ses besoins généraux, d'une partie du revenu net des kolkhoz.

Les revenus que l'Etat tire de la réalisation des produits provenant du stockage sont consacrés aux besoins généraux de la société : développement de l'industrie socialiste qui fournit des machines et des engrais à l'agriculture, instruction publique, santé publique, etc. Pour un certain nombre de produits agricoles, l'Etat ajoute au prix de stockage des primes en argent, organise la vente, à titre de réciprocité du pain, d'articles manufacturés et de denrées alimentaires, certaines de ces marchandises étant vendues par l'Etat à des prix inférieurs aux prix courants.

Outre les livraisons obligatoires ou les livraisons de plantes industrielles faites en vertu de contrats, il y a les *achats effectués par l'Etat*; celui-ci achète aux kolkhoz et aux kolkhoziens des produits agricoles à des prix dits *prix d'achat*, supérieurs aux prix de stockage, et leur vend à titre de réciprocité des articles manufacturés.

Enfin, les kolkhoz vendent une partie de leur production marchande à la population sur les marchés kolkhoziens aux prix déterminés par l'offre et la demande.

Les stockages et les achats de produits agricoles par l'Etat sont pour les kolkhoz la source essentielle de leurs revenus en argent, qui servent à augmenter le fonds indivis, à payer les journées-travail des kolkhoziens, à d'autres fins encore.

Le niveau des prix de stockage et d'achat joue un rôle très important dans l'accroissement de l'intérêt matériel retiré par les kolkhoz et les kolkhoziens du développement de la production agricole. Ainsi qu'il a été dit, si la loi de la valeur n'est pas le régulateur de la production socialiste, elle exerce néanmoins une influence sur la formation des prix des produits agricoles. Les prix de réalisation de la production marchande influent considérablement sur l'état et le développement de la production kolkhozienne et de ses différentes branches. Ils doivent couvrir les dépenses engagées pour obtenir la production et assurer une certaine rentabilité de l'exploitation. Ignorer ces exigences de la loi de la valeur peut saper l'intérêt matériel retiré par les kolkhoz et les kolkhoziens du développement de telle ou telle branche de l'exploitation collective. C'est ainsi que l'assemblée plénière de septembre 1953 du C.C. du P.C.U.S. a reconnu que les prix de stockage et d'achat d'un certain nombre de produits agricoles étaient insuffisants pour inciter les kolkhoz et les kolkhoziens à en accroître la production, et qu'il était nécessaire de les relever conformément aux exigences de la loi de la valeur.

Afin d'intéresser davantage, matériellement et personnellement les kolkhoziens au progrès de l'agriculture, il a été décidé de relever notablement les prix de stockage et d'achat, de réduire les normes des livraisons obligatoires et d'augmenter la part des achats de produits à des prix plus élevés, de diminuer l'impôt agricole sur l'exploitation auxiliaire individuelle des kolkhoziens. L'augmentation de la production marchande de l'agriculture et le relèvement indiqué plus haut des prix de stockage et d'achat des produits agricoles ont entraîné un accroissement considérable des revenus en argent des kolkhoz et des kolkhoziens. Pour leur production livrée et vendue à l'Etat, ceux-ci ont reçu, par rapport à 1952, 12 milliards de roubles de plus en 1953 et 25 milliards de plus en 1954.

L'élévation du niveau de la production kolkhozienne, l'augmentation de la production globale et marchande, la diminution des dépenses par unité de produit est le facteur essentiel d'un nouvel et vigoureux essor de toutes les branches de la production kolkhozienne.

La rente différentielle en régime socialiste.

Un certain nombre de conditions économiques et naturelles concourent à la formation d'une rente différentielle dans les kolkhoz. Celle-ci est due au fait que, premièrement, la terre nationalisée, bien du peuple entier, remise aux kolkhoz en jouissance perpétuelle et gratuite est mise en valeur par des kolkhoz différents, fondés sur la propriété coopérative-kolkhozienne, propriété de groupe; deuxièmement, en économie marchande, des marchandises produites dans des conditions différentes de productivité du travail sont vendues au même prix. Les terres des kolkhoz diffèrent par la fertilité, la situation et l'efficacité de leur mise en valeur, qui dépend surtout de la mécanisation de l'agriculture. Etant donné que les meilleures terres sont en quantité limitée, la société socialiste se voit contrainte de cultiver aussi des terrains moins fertiles pour satisfaire ses besoins en produits agricoles. Le travail de kolkhoziens placés dans des conditions dissemblables a une productivité différente. Les kolkhoz dont la productivité du travail diffère obtiennent une quantité différente de produits agricoles à l'hectare. Autrement dit, ils ne dépensent pas la même quantité de travail par unité de produit obtenue.

Les kolkhoz dont le travail s'exerce sur les meilleures terres, dans des conditions de production et d'écoulement plus favorables, créent un revenu supplémentaire par rapport aux kolkhoz travaillant sur des terres moins fertiles, dans de moins bonnes conditions. Sous sa forme naturelle, ce revenu se compose de produits agricoles : céréales, coton, viande, lait, laine, etc. Une partie de ce revenu supplémentaire est dépensée en nature, une autre partie est réalisée en argent.

Tout ce que produisent les kolkhoz est leur propriété; aussi les revenus supplémentaires résultant d'une productivité du travail supérieure (par exemple, sur des terrains meilleurs, plus fertiles) deviennent-ils également la propriété des kolkhoz. Les revenus supplémentaires réalisés en argent par les kolkhoz sont liés aux particularités de la formation des prix dans l'agriculture. Tout le revenu supplémentaire créé dans le kolkhoz et exprimé en argent, est constitué par la différence entre les frais sociaux de production (ou valeur sociale) du produit agricole et les frais individuels de production (ou valeur individuelle) de ce produit. Dans quelle mesure cette différence est-elle réalisée par les kolkhoz ? Cela dépend du niveau des prix.

Le fait que les meilleures terres sont en quantité limitée ne peut manquer d'influer sur le niveau des prix des produits agricoles. Il convient, quand on établit les prix, d'assurer une culture rémunératrice de telle ou telle plante, non seulement dans les meilleures conditions de production, mais aussi dans les plus mauvaises.

La production obtenue par les kolkhoz dans des conditions *différentes* de productivité du travail est réalisée par eux à des prix de stockage et d'achat *identiques* pour une zone déterminée, ou encore au même prix sur les marchés kolkhoziens. Par suite, les kolkhoz où la productivité du travail est plus élevée qu'ailleurs bénéficient de revenus en argent supplémentaires.

La *rente différentielle* des kolkhoz est le revenu net supplémentaire, en nature ou en argent, obtenu par les kolkhoz disposant de terrains plus fertiles ou mieux situés, ou encore utilisant la terre de façon plus productive.

En régime socialiste, la rente différentielle se distingue foncièrement de ce qu'elle est en régime capitaliste. Elle résulte non de l'exploitation, mais de l'effort commun des kolkhoziens travaillant pour eux-mêmes, pour leur exploitation collective, ainsi que du travail du personnel des S.M.T. desservant les kolkhoz. En régime socialiste, elle ne prend pas la forme de fermage et revient non à la classe des grands propriétaires fonciers, mais aux kolkhoz, aux kolkhoziens, et aussi à l'Etat socialiste.

Il convient de distinguer deux formes de rente différentielle.

La *rente différentielle I* est le revenu net supplémentaire créé par les kolkhoz auxquels ont été attribuées les meilleures terres, ou qui sont situés plus près des centres d'écoulement. A conditions égales, le niveau de mécanisation et le système d'agriculture étant les mêmes, les kolkhoz situés sur de meilleures terres obtiennent par hectare plus de produits que les kolkhoz disposant de terres moins fertiles. Une productivité du travail supérieure procure aux kolkhoz situés sur les meilleures terres des revenus plus élevés.

Le transport des produits demande moins de travail et de moyens aux kolkhoz se trouvant plus près des gares, des quais d'embarquement, des centres de stockage, des villes et autres points d'écoulement. Dans ces kolkhoz, les dépenses par unité de produit sont de ce fait inférieures à celles des kolkhoz éloignés des points d'écoulement. Les kolkhoz avantagés sous ce rapport reçoivent eux aussi un revenu supplémentaire.

La *rente différentielle II* est le revenu net supplémentaire créé dans les kolkhoz où le système d'agriculture appliqué dans l'économie collective est plus intensif. Les kolkhoz où le niveau de mécanisation est plus élevé, qui fertilisent le sol par des travaux d'amélioration, des engrais, etc., qui disposent d'une plus grande quantité de bétail hautement productif, bref où l'exploitation est plus intensive, obtiennent par hectare de terre plus de produits que les autres. Grâce à une productivité du travail supérieure, une exploitation intensive dépense moins de travail par unité de produit et obtient, en nature et en argent, des revenus plus élevés. Cela incite les kolkhoz à intensifier l'agriculture.

La répartition de la rente différentielle en régime socialiste présente les particularités suivantes. Etant donné que la rente différentielle I, obtenue dans les kolkhoz, n'exige pas de leur part de dépenses supplémentaires de moyens de production et de travail, elle doit être affectée aux besoins du peuple entier. Dans la « Loi fondamentale sur la socialisation de la terre », signée par Lénine, il est dit :

Le revenu supplémentaire résultant de la fertilité naturelle des meilleures terres, ainsi que leur situation plus avantageuse par rapport aux marchés d'écoulement, est affecté aux besoins de la société et mis à la disposition des organes du pouvoir soviétique. (*La Politique agraire du pouvoir des Soviets (1917-1918)*. Documents et matériaux, p. 137, Académie des Sciences de l'U.R.S.S., 1954 (éd. russe).)

Du fait que la rente différentielle II résulte de l'intensification de l'agriculture grâce à des investissements supplémentaires de moyens de production et de travail pour une même superficie de terrain par les kolkhoz et les S.M.T., elle doit être répartie entre eux proportionnellement aux frais engagés.

La partie de la rente différentielle reçue par les kolkhoz concourt au développement de leur exploitation collective, à l'élévation du niveau d'existence matérielle et culturelle des kolkhoziens. Une partie est versée à l'Etat, pour les besoins du peuple entier, par différents canaux : d'abord par les paiements en nature à la S.M.T., où est incorporé le revenu net supplémentaire créé par le travail du personnel de la S.M.T., le taux des paiements en nature différant sensiblement selon les zones et une partie de la récolte en sus du plan étant versée à la S.M.T. pour le dépassement des plans de rendement des cultures; ensuite, par le système des stockages d'Etat, puisque les prix de stockage supposent la redistribution d'une partie du revenu net des kolkhoz pour couvrir les dépenses générales de l'Etat, et que les normes de livraisons obligatoires par les kolkhoz à l'Etat varient selon les conditions de la production dans les diverses régions; enfin, dans une certaine mesure, par l'impôt sur le revenu des kolkhoz, dont le chiffre dépend du montant des revenus kolkhoziens.

La répartition de la production et des revenus des kolkhoz. Le bien-être croissant de la paysannerie kolkhozienne.

En raison des particularités de la propriété coopérative-kolkhozienne, les formes de la répartition des produits dans les kolkhoz diffèrent de celles qui sont en usage dans les entreprises d'Etat.

Les kolkhoz sont partie intégrante de l'économie socialiste. La paysannerie kolkhozienne est intéressée de façon vitale au progrès économique et culturel de la société socialiste, au renforcement de sa puissance. L'Etat accorde une aide matérielle immense aux kolkhoz, tant pour assurer leur production que pour développer, sous toutes ses formes, la vie culturelle dans les campagnes. Aussi les kolkhoz doivent-ils avant tout s'acquitter en temps prescrit de leurs obligations envers l'Etat. Conformément aux Statuts de l'artel agricole, les kolkhoz vendent à l'Etat une partie de la récolte et des produits de l'élevage à des prix fermes, fixés par le plan, au titre des livraisons obligatoires ou en vertu de contrats. Ils versent à l'Etat un paiement en nature pour les travaux exécutés par la S.M.T. Ils remboursent à l'Etat les prêts d'argent qu'il leur a consentis ainsi que les intérêts afférents. Ils acquittent également un impôt minime sur le revenu et une prime d'assurance. L'exécution intégrale et en temps voulu par les kolkhoz de leurs obligations envers l'Etat permet d'associer judicieusement les intérêts de chaque kolkhoz et ceux de l'Etat, c'est-à-dire du peuple tout entier.

Les *fonds sociaux* des kolkhoz, en nature et en argent, jouent un rôle important dans l'essor ininterrompu de la production kolkhozienne et du bien-être des kolkhoziens.

Les fonds sociaux destinés à *reconstituer* les moyens de production kolkhoziens consommés prennent la forme de *fonds fixes de semences et de fourrages*. Une partie considérable des moyens de production kolkhoziens consommés est, nous l'avons déjà dit, reconstituée directement à partir de la production du kolkhoz; et une certaine partie est acquise contre argent.

Quand les moyens de production consommés ont été reconstitués, les kolkhoz consacrent une partie de ce qui reste du revenu global à la formation de fonds sociaux d'accumulation et de consommation, et en répartissent l'autre partie entre les kolkhoziens au prorata des journées-travail.

Les *fonds d'accumulation* sociaux du kolkhoz sont alimentés par le revenu net. L'accroissement des fonds d'accumulation kolkhoziens résulte avant tout de prélèvements annuels sur les revenus en argent, prélèvements versés au fonds indivis et dont il faut défalquer la partie affectée à l'amortissement. Une autre source d'accroissement des fonds indivis, ce sont les investissements directs de travail par les kolkhoziens pour la construction de bâtiments d'exploitation, la fabrication de matériel agricole pour le kolkhoz, l'aménagement d'étangs et de réservoirs d'eau, l'augmentation du cheptel collectif, l'amélioration de sa qualité, etc. Une partie du revenu net est accumulée en nature : semences et fourrages destinés à accroître les fonds de semences et de fourrages en vue d'étendre les superficies ensemencées, d'augmenter le cheptel collectif et sa productivité; *fonds d'assurance* (semences et fourrages), créés pour parer éventuellement à une mauvaise récolte et au manque de fourrage.

Le mieux-être des kolkhoziens est aussi lié en grande partie à la création dans les kolkhoz de *fonds sociaux de consommation* alimentés par le revenu net : *fonds d'approvisionnement*, pour l'éventualité d'une mauvaise récolte; *fonds d'aide* aux invalides, à tous ceux qui sont temporairement incapables de travailler, aux familles dans l'embarras dont un membre fait son service militaire, ainsi que pour l'entretien des crèches et des orphelins; *fonds culturel*, pour satisfaire les besoins de la campagne kolkhozienne dans le domaine culturel (formation de cadres kolkhoziens, organisation de crèches, etc.). Le travail dans les kolkhoz est rémunéré de telle sorte que les kolkhoziens sont *matériellement et personnellement intéressés* à obtenir plus de céréales, de produits de l'élevage et d'autres denrées agricoles.

Après s'être acquitté de toutes ses obligations envers l'Etat et avoir constitué les fonds sociaux réglementaires, le kolkhoz répartit le reste de la production et des revenus en argent entre les membres de l'artel au prorata des journées-travail. Ces revenus des kolkhoziens ne sont frappés d'aucun impôt.

Le montant du revenu que chaque kolkhozien reçoit de l'économie collective de l'artel dépend : 1° du nombre des journées-travail qu'il a effectuées; 2° de la rémunération de la journée-travail. Le nombre des journées-travail accomplies au cours de l'année est déterminé par le travail de *chaque* kolkhozien. La rémunération de la journée-travail, c'est-à-dire la quantité de produits et d'argent que reçoit le kolkhozien pour une journée-travail, dépend du travail de *tous* les membres du kolkhoz.

Mieux le kolkhoz a travaillé, plus son exploitation collective est développée, et plus élevé est le montant global du revenu du kolkhoz, ainsi que de sa partie destinée à être répartie au titre des journées-travail. Est également répartie entre les kolkhoziens, au prorata des journées-travail, la portion du revenu net du kolkhoz qui lui reste après qu'il s'est acquitté de ses obligations envers l'Etat et a constitué les fonds sociaux réglementaires. Les revenus que fournit aux kolkhoziens l'exploitation collective sont encore augmentés du fait de l'existence des fonds sociaux de consommation. Aussi chaque kolkhozien est-il matériellement intéressé au développement de l'exploitation collective du kolkhoz.

Pour mieux appliquer la loi économique de la répartition selon le travail, un système est établi, d'après lequel un kolkhozien qui a produit plus qu'un autre reçoit une rémunération plus élevée.

Un important moyen d'intéresser matériellement et personnellement les kolkhoziens au résultat de leur effort est la rémunération *supplémentaire* (en nature ou en argent) pour le dépassement du plan fixé aux brigades et aux équipes, en ce qui concerne le rendement des cultures et la productivité de l'élevage collectif.

Ainsi, les kolkhoziens d'une brigade travaillant aux champs, qui ont dépassé le plan de rendement des cultures pour toute la surface qui leur est attribuée, reçoivent, à titre supplémentaire, du quart à la moitié des céréales récoltées par eux en sus du plan. Les brigades et les équipes qui ont dépassé le plan de rendement des cultures se voient aussi gratifiées d'un *nombre supplémentaire* de journées-travail, alors qu'on en *retranche* une certaine partie à celles qui n'ont pas exécuté le plan.

La rémunération des kolkhoziens travaillant dans les fermes d'élevage des kolkhoz dépend de la quantité de lait et de laine obtenue, du nombre des jeunes animaux mis au monde et élevés, de l'augmentation du poids vif du bétail de rapport, etc.

Le système des *avances* accordées régulièrement en argent et en nature au cours de l'année, à valoir sur le paiement des journées-travail, contribue grandement à élever l'intérêt matériel et personnel des kolkhoziens.

De la sorte, la journée-travail et le système de répartition des revenus kolkhoziens associent correctement les intérêts personnels des kolkhoziens aux intérêts sociaux du kolkhoz. Les mesures prises par le Parti communiste et l'Etat soviétique pour stimuler l'intérêt matériel des kolkhoz et des kolkhoziens à un nouvel essor de l'agriculture renforcent l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie kolkhozienne, base de la puissance de l'Etat socialiste.

Dans l'artel agricole, à côté de l'exploitation collective qui joue le rôle déterminant, existe *l'exploitation individuelle* auxiliaire du kolkhozien, située sur le terrain attenant à sa demeure. Par là aussi l'artel combine judicieusement l'élément social et l'élément personnel, celui-ci étant subordonné à celui-là. Toute infraction au principe d'une combinaison judicieuse de l'élément social et de l'élément personnel dans les kolkhoz sape les assises de l'artel agricole, de l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie.

Les revenus en argent des kolkhoz sont passés de 5,7 milliards de roubles en 1933 à 20,7 milliards en 1940, 49,6 milliards en 1953 et 63,3 milliards en 1954. L'exploitation auxiliaire individuelle fournit également aux kolkhoziens des revenus en argent. Ces deux sources de revenus en argent permettent aux kolkhoziens d'acheter des articles manufacturés dans les magasins d'Etat et les magasins coopératifs à des prix établis par le plan et qui diminuent sans cesse.

Le régime kolkhozien a totalement transformé la campagne soviétique. La campagne ancienne a fait place à une campagne nouvelle, avec ses bâtiments publics et ses locaux d'exploitation, ses centrales électriques, ses écoles, ses bibliothèques, ses clubs, ses crèches. Le paysan soviétique est un paysan de type nouveau, qui jouit des bienfaits de la science et de la culture. De nombreux intellectuels soviétiques : ingénieurs, médecins, agronomes, zootechniciens, enseignants, organisateurs de la grande production socialiste, sont issus de la paysannerie kolkhozienne. De nombreux kolkhoziens ont appris à se servir de l'outillage agricole le plus moderne, à obtenir d'abondantes récoltes et à pratiquer l'élevage de grand rapport.

Quelques faits attesteront la profondeur de la révolution culturelle qui s'est accomplie dans les campagnes soviétiques. Le nombre total des élèves dans les écoles élémentaires, primaires et secondaires y est passé de 6,1 millions en 1914-1915 à 21,1 millions en 1951-1952; 29 millions de personnes étudiaient en 1952 à la campagne dans toutes les branches d'enseignement, y compris celles où se forment et se perfectionnent les cadres des professions courantes, les spécialistes, etc. Au 1^{er} janvier 1955, on comptait dans les villages 275.000 établissements culturels et éducatifs, bibliothèques publiques, clubs et cinémas. L'enseignement élémentaire est obligatoire et l'enseignement général de sept ans en voie de réalisation.

Le développement des sovkhos et les moyens d'élever leur rentabilité.

Les sovkhos constituent, en raison de leur nature sociale et économique, la forme supérieure d'organisation de l'agriculture socialiste. Ce sont des entreprises socialistes d'Etat produisant des céréales, de la viande, du lait, de la laine, des plantes industrielles. Tous leurs moyens de production et tout ce qu'ils produisent sont la propriété du peuple entier. Les sovkhos, grandes entreprises agricoles, sont en mesure d'utiliser à fond la technique agricole moderne, de réaliser une division du travail rationnelle, d'économiser sur les locaux d'exploitation, l'équipement, etc. Ils sont dotés du matériel agricole le plus moderne, qui permet de mécaniser la presque totalité des opérations, rendant ainsi possible une haute productivité du travail. C'est dans la culture des céréales que le niveau de mécanisation est le plus élevé. Dans les sovkhos se réalise le passage à la mécanisation complexe de toutes les branches de la production.

Les dimensions des sovkhoz sont déterminées par le caractère de leur production, les conditions économiques et naturelles de la région, le niveau de la technique, la nécessité de tirer le meilleur parti de chaque hectare de terre. Le principal indice économique de l'importance d'un sovkhoz, compte tenu de l'orientation donnée à son activité, est le montant de sa production globale et marchande. Les dimensions des sovkhoz diffèrent suivant les régions du pays.

Un grand avantage des sovkhoz, c'est leur rendement marchand élevé : environ 70 % en moyenne dans les sovkhoz céréaliers. Les sovkhoz fournissent à l'Etat de grosses quantités de denrées agricoles.

Pourtant, leurs immenses possibilités sont utilisées de façon encore très insuffisante. Bien des sovkhoz, mal dirigés, ne savent pas tirer parti des grandes étendues de terre dont ils disposent, fournissent trop peu de céréales, de viande, de lait et d'autres produits, et accusent un déficit. Quand ils auront remédié à ces défauts et mis à profit tous leurs avantages, ces grandes entreprises socialistes puissamment mécanisées que sont les sovkhoz pourront à bref délai produire et fournir à l'Etat des denrées agricoles en quantités beaucoup plus importantes.

Le rôle des sovkhoz dans le ravitaillement du pays en denrées alimentaires ne cesse d'augmenter au cours du développement de l'agriculture socialiste dans la période du passage graduel du socialisme au communisme.

Le système de planification de la production sovkhozienne, établi par l'Etat et faisant du volume de la production marchande livrée à l'Etat l'indice principal, donne le champ libre à l'initiative des travailleurs des sovkhoz pour perfectionner la production afin d'obtenir par son intensification pour 100 hectares de terres le maximum de production avec le minimum de dépenses de travail et de moyens. Les sovkhoz ont la possibilité d'être des exploitations d'une productivité et d'une rentabilité supérieures, donnant l'exemple d'une organisation rationnelle, de l'agriculture, d'un rendement élevé des cultures et d'une haute productivité de l'élevage. L'utilisation complète et rationnelle du *fonds agraire* joue un rôle important dans l'élévation de la rentabilité des sovkhoz.

L'orientation fondamentale à donner au sovkhoz, c'est-à-dire sa spécialisation dans la production soit des céréales, soit de la viande, du lait, de la laine, du coton, du lin, de la betterave à sucre, etc., est déterminée par les conditions naturelles et économiques de la région. Dans les sovkhoz spécialisés, une de ces branches est l'essentielle. Parallèlement aux branches d'activité fondamentales, il importe de développer au maximum les branches complémentaires et auxiliaires : culture des légumes, horticulture, viticulture, aviculture, apiculture. Le développement que prend chaque branche complémentaire et auxiliaire dépend de la possibilité de lui assurer un rendement marchand et une rentabilité élevés.

La monoculture ou une spécialisation excessive de l'élevage ne permet pas d'utiliser le sol d'une manière efficiente, elle entraîne un déficit et est préjudiciable à l'Etat. L'organisation de sovkhoz aux productions multiples, harmonieusement développées, comportant des branches d'activité principales spécialisées, garantit l'obtention du maximum de produits agricoles par hectare de terre arable, de prairie et de pâturage. Il est particulièrement important pour les sovkhoz de disposer de leurs propres semences pour toutes leurs emblavures et de fourrages pour tout leur cheptel.

L'augmentation de la production globale et marchande par hectare de terre cultivée entraîne l'abaissement du *prix de revient* et une plus haute rentabilité. Les sovkhoz, vastes exploitations puissamment mécanisées, sont en mesure de produire les denrées agricoles avec une dépense de travail minima et de les fournir au pays aux prix les plus bas. La diminution des prix de revient résulte dans les sovkhoz d'une mécanisation de plus en plus poussée, d'une utilisation plus efficiente des machines et des tracteurs, d'une meilleure organisation du travail, de l'application, dans toutes les branches, des dernières réalisations de la science agricole et de l'expérience des travailleurs d'élite, ainsi que d'un ensemble de mesures d'ordre agronomique et zootechnique, de la lutte contre les pertes, de l'établissement d'un régime d'économie. L'élévation de la productivité du travail, qui est la conséquence de tout cela, se traduit par une augmentation du rendement des cultures et de la productivité de l'élevage.

La gestion équilibrée est à la base de la gestion des sovkhoz. La rentabilité de ces derniers est fonction du montant de leur revenu net.

Le *revenu net créé* par le sovkhos est la différence entre le prix de revient et la valeur du produit agricole. Le montant du *revenu net réalisé* par le sovkhos est la différence entre le prix de revient et le prix du produit agricole livré à l'Etat par le sovkhos ou vendu en partie sur le marché. Une partie du *revenu net créé* dans le sovkhos est réalisée par les organismes de stockage et lors de la vente par l'Etat de la production sovkhosienne à la population.

Afin d'intéresser matériellement les sovkhos au développement de la production, le système des subventions d'Etat aux sovkhos a été aboli en 1954 et de nouveaux prix de livraison ont été fixés pour les céréales, les plantes oléagineuses et les principales catégories de produits de l'élevage, prix qui permettent à chaque sovkhos d'obtenir un *revenu net* en abaissant les prix de revient. Les sovkhos livrent à prix ferme la production de leurs principales branches d'activité aux centres de stockage de l'Etat. Les produits fournis par les branches auxiliaires, y compris ceux qui ont été traités dans l'exploitation même, sont vendus directement au consommateur aux prix de détail d'Etat. La suppression des subventions de l'Etat et l'application rigoureuse de la gestion équilibrée constituent une mesure économique des plus importantes, qui assigne une base solide à la gestion rationnelle des sovkhos.

Le *revenu net* laissé à la disposition du sovkhos et accumulé en argent est consacré à renforcer et à développer l'exploitation, à améliorer les services culturels et sociaux organisés à l'intention des travailleurs du sovkhos (établissements pour enfants, clubs, maisons de repos et de cure, etc.). Des fonds spéciaux sont formés en conséquence : *fonds pour le renforcement et le développement économiques du sovkhos, fonds d'assurance, fonds de l'entreprise.*

Les progrès de la production dans les sovkhos dépendent pour une très grande part du renforcement des formes socialistes d'organisation du travail et de l'application conséquente du principe socialiste de la rémunération selon le travail. La forme essentielle d'organisation du travail dans les sections et les fermes des sovkhos est la *brigade permanente de production*. La culture des champs est confiée à des *brigades de tracteurs pour la culture des champs* auxquelles sont attribués une étendue déterminée de terres assolées, des tracteurs, des moissonneuses-batteuses et d'autres machines agricoles, les moyens de transport et le matériel d'exploitation nécessaires. Les brigades comprennent des équipes s'occupant plus spécialement de telles ou telles cultures dont la production est peu mécanisée. Il existe dans les fermes des *brigades d'élevage* auxquelles sont attribués du bétail, le matériel et les locaux indispensables à son entretien, etc.

Un système de salaire aux pièces, payable en argent, incite les travailleurs des sovkhos à améliorer le rendement des cultures et la productivité de l'élevage, à accroître la rentabilité de l'exploitation. Des *primes en argent* sont accordées pour un rendement des cultures supérieur aux prévisions du plan et pour de hauts indices de productivité de l'élevage : quantité de lait fourni ou de laine tondue, nombre des jeunes animaux obtenus et conservés, etc. Les spécialistes de la motoculture (conducteurs de moissonneuses-batteuses et leurs adjoints, mécaniciens de tracteurs, etc.) reçoivent, outre leur salaire en argent, un *salaire en nature* et des *primes en nature* (céréales). Le personnel dirigeant et les spécialistes touchent des primes en argent si le sovkhos a exécuté ou dépassé ses plans de production et de livraisons à l'Etat. L'intérêt matériel de l'ensemble du sovkhos et de chacun de ses membres pour les résultats du travail est une condition fondamentale d'un accroissement et d'un perfectionnement ininterrompus de la production sovkhosienne.

RESUME

1. Le système socialiste d'agriculture, représenté par les kolkhoz, les S.M.T. et les sovkhos, est la forme supérieure et la plus progressiste d'organisation de la production agricole. En régime socialiste, l'agriculture est appelée à satisfaire intégralement les besoins de la population en denrées alimentaires et de l'industrie en matières premières. L'élévation de la productivité du travail dans l'agriculture socialiste se traduit par l'obtention du maximum de produits par hectare de terre cultivée en dépensant le minimum de travail et de moyens par unité de produit.

2. Les stations de machines et de tracteurs sont la base matérielle et technique industrielle de la production des kolkhoz; c'est sur elles que l'Etat socialiste s'appuie pour diriger ces derniers. Elles ont essentiellement pour tâche d'élever au maximum le rendement de toutes les cultures, d'assurer l'augmentation du cheptel collectif et d'en élever la productivité, d'accroître la production globale et marchande de l'agriculture et de l'élevage dans les kolkhoz qu'elles desservent. Elles jouent un rôle décisif dans le développement de la production kolkhozienne.

3. *L'artel agricole est, en régime socialiste, la seule forme correcte d'économie collective. Les kolkhoz, entreprises coopératives socialistes, reposent sur le travail collectif des kolkhoziens s'aidant des principaux moyens de production possédés par l'Etat socialiste et de certains autres moyens de production possédés par les kolkhoz. En U.R.S.S., la terre occupée par les kolkhoz leur a été remise par l'Etat en jouissance perpétuelle et gratuite. L'Etat soviétique consacre des sommes importantes à l'agriculture et à la satisfaction des besoins culturels de la paysannerie kolkhozienne.*

4. *L'exploitation collective est la source d'augmentation de la richesse des kolkhoz et la base du bien-être de la paysannerie kolkhozienne. Dans les kolkhoz, les exigences de la loi économique de la répartition selon le travail sont réalisées au moyen de la journée-travail. Celle-ci est une mesure particulière de travail et de consommation, née du régime kolkhozien et qui concilie l'intérêt matériel et personnel des kolkhoziens avec les intérêts de l'économie collective du kolkhoz. L'application conséquente du principe de l'intérêt matériel et personnel des kolkhoziens pour les progrès de la production kolkhozienne est la condition indispensable du développement continu de l'agriculture.*

5. *La grande exploitation collective permet d'obtenir des revenus élevés. Les revenus supplémentaires des kolkhoz situés sur les meilleures terres ou tirant un meilleur parti du sol forment une rente différentielle qui revient aux kolkhoz et aux kolkhoziens, et qui est mise aussi à la disposition de l'Etat.*

6. *Conformément aux Statuts de l'artel agricole, la production et les revenus en argent du kolkhoz lui servent à s'acquitter de ses obligations envers l'Etat, à constituer un certain nombre de fonds sociaux et à rémunérer les kolkhoziens au prorata de leurs journées-travail. Conformément à la loi économique fondamentale du socialisme, le régime kolkhozien assure une élévation constante du bien-être matériel et du niveau de vie culturelle de la paysannerie kolkhozienne.*

7. *Les sovkhos sont des entreprises agricoles d'Etat, les plus grandes et les plus mécanisées de toutes, qui jouent un rôle croissant dans la production agricole. Leur fonctionnement obéit aux principes de la gestion équilibrée. L'élévation constante de la productivité du travail, l'intérêt matériel des sovkhos et de leur personnel pour les résultats du travail sont des conditions indispensables pour faire de tous les sovkhos des entreprises modèles, des entreprises rentables et d'une haute productivité.*

CHAPITRE XXXVI - LE COMMERCE EN RÉGIME SOCIALISTE

La nature et le rôle du commerce en régime socialiste.

La nécessité du commerce dans la société socialiste découle de l'existence de la production marchande et de la loi de la valeur. Les articles de consommation courante produits dans la société socialiste étant des marchandises, leur répartition, leur acheminement jusqu'au consommateur, se fait nécessairement par la voie commerciale. Au mode de production socialiste correspond une forme particulière d'échange des marchandises qui a reçu en U.R.S.S. le nom de *commerce soviétique*, et qui diffère profondément par sa nature du commerce capitaliste. C'est un commerce sans capitalistes. En U.R.S.S., les marchandises sont réalisées par les entreprises et les organismes d'Etat et coopératifs, par les kolkhoz et par les kolkhoziens. Les moyens dont disposent les entreprises du commerce soviétique sont propriété socialiste. La domination sans partage de la propriété socialiste, dans toutes les sphères de l'économie nationale, a fait entièrement disparaître en U.R.S.S. les conditions d'existence de catégories telles que le capital commercial, le profit commercial, etc. En régime socialiste, le commerce obéit aux exigences de la loi économique fondamentale du socialisme : satisfaire au maximum les besoins matériels et culturels croissants des travailleurs, contrairement au commerce capitaliste qui, étant une fonction du capital commercial, sert à enrichir les capitalistes. Dans la société socialiste, la population se procure la grande masse des articles de consommation individuelle par l'intermédiaire du commerce. C'est à l'achat de ces articles : denrées alimentaires, vêtements, chaussures, objets d'agrément, articles de ménage et d'usage courant, qu'elle consacre la majeure partie de ses revenus. Une portion seulement des articles de consommation individuelle est répartie directement, sans passer par le commerce, par exemple les produits délivrés aux kolkhoziens pour leurs journées-travail.

Le développement du commerce contribue d'une manière très efficace à intéresser matériellement et personnellement les travailleurs de la ville et de la campagne aux résultats de leur travail, à l'élévation de sa productivité. Le commerce soviétique est la condition nécessaire de l'application de la loi économique de la répartition selon le travail, la réalisation des revenus en argent des travailleurs de l'U.R.S.S. s'opérant par l'intermédiaire du commerce soviétique. C'est de ses progrès, de la façon dont sont desservis les acheteurs qu'il dépend pour une bonne part que les besoins des travailleurs soient satisfaits conformément à leurs revenus. C'est dans le commerce que les kolkhoz achètent les objets d'usage productif : machines agricoles, matériel divers, équipement électrique, combustible, matériaux de construction, automobiles, etc. Font aussi partie du commerce les opérations de stockage et d'achat des denrées agricoles que l'Etat et les coopératives acquièrent auprès des kolkhoz et des kolkhoziens.

Le commerce soviétique, nous enseigne Lénine, est une forme de l'alliance économique entre la ville et la campagne. C'est un élément vital dans le système des *relations économiques entre l'industrie d'Etat et l'agriculture kolkhozienne*. Le développement de cette alliance sur le plan commercial entre la ville et la campagne est la condition indispensable du resserrement constant de l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, la condition de la fourniture de biens de consommation à la population des villes et des campagnes, ainsi que de matières premières agricoles à l'industrie. La division du travail entre les organismes de la production et du commerce, l'attribution aux organismes de commerce et de stockage de la fonction consistant à assurer la circulation des marchandises permettent à la société socialiste de réaliser une grande économie en accélérant la rotation du produit social et en diminuant la somme des moyens employés dans la sphère de la circulation, ce qui permet de consacrer davantage de moyens à l'extension de la production socialiste. Le commerce soviétique, qui repose sur la production socialiste, est en même temps la condition indispensable de l'extension et du renforcement de cette dernière.

Pour que la vie économique du pays puisse battre son plein; pour que l'industrie et l'agriculture aient un stimulant au développement de leur production, il faut qu'une autre condition soit encore remplie, à savoir que les *échanges* soient très actifs entre la ville et la campagne, entre les différents districts et régions du pays, entre les différentes branches de l'économie nationale. Il faut que le pays soit couvert d'un réseau serré de dépôts, de magasins, de boutiques. Il faut que les marchandises circulent sans arrêt, affluant des lieux de production vers le consommateur, par le canal de ces dépôts, magasins et boutiques. (J. STALINE : « Rapport au XVII^e Congrès du P.C.(b) de l'U.R.S.S. », *Les Questions du léninisme*, t. II, p. 169-170.)

Le commerce soviétique relie la production socialiste à la consommation populaire. En régime capitaliste, la liaison entre la production et la consommation s'établit spontanément par le mécanisme de la concurrence, à travers les crises. En régime socialiste, grâce à l'action de la loi du développement harmonieux, proportionné de l'économie nationale, le commerce peut et doit nécessairement servir à réaliser une *coordination planifiée de la production et de la consommation*.

La loi du développement harmonieux, proportionné, de l'économie nationale, qui exerce son influence dans notre pays, exige une coordination consciente et organisée de la production et de la consommation. Grâce à la planification de notre économie, nous pouvons tenir compte directement de la demande, sans faire de détours, et développer la production en conséquence. Ici s'affirment les grands avantages de notre régime. Mais il en découle en même temps une énorme responsabilité pour les organisations commerciales, car le succès en ce domaine ne dépend que de nous-mêmes, de notre organisation et de notre savoir-faire. (A. MIKOÏAN : *Des mesures à prendre pour assurer le développement continu du commerce et améliorer l'organisation du commerce d'Etat, coopératif et kolkhozien*. Rapport présenté le 17 octobre 1953 à la conférence des dirigeants d'organisations commerciales de l'U.R.S.S., p. 16 (éd. russe).)

Le commerce soviétique se développe harmonieusement; il s'appuie, d'une part, sur l'extension ininterrompue de la production socialiste et, d'autre part, sur l'augmentation constante des besoins, du pouvoir d'achat des masses. Le mieux-être de la population, l'augmentation des revenus en argent des travailleurs et la baisse systématique du prix des marchandises créent une demande toujours accrue des articles manufacturés et des denrées agricoles. Aussi le commerce soviétique ignore-t-il les difficultés de réalisation et les crises d'écoulement inhérentes au capitalisme.

L'Etat soviétique et ses organes déterminent le volume et la structure de la production des objets de consommation courante, les sources et le montant des fonds de marchandises, les modalités d'une circulation rationnelle des marchandises; ils règlent l'organisation et la distribution du réseau commercial. Ils répartissent les marchandises entre les différentes régions en tenant compte du pouvoir d'achat de la population, de ses revenus et de ses dépenses.

Le *commerce en régime socialiste* est donc la forme d'échange des marchandises par laquelle s'opère la liaison harmonieuse entre la ville et la campagne, la production socialiste et la consommation des masses, en vue de satisfaire les besoins croissants des travailleurs.

Le commerce soviétique est, par essence, dans l'obligation de tenir compte intégralement de la demande de la population, des goûts toujours plus affinés du consommateur, des particularités nationales et locales, des conditions climatiques, saisonnières et autres. Ainsi seulement le commerce peut être planifié de telle sorte que la masse des marchandises envoyées dans chaque région réponde à la demande non seulement par sa somme, c'est-à-dire quant à sa valeur, mais aussi par la variété de l'assortiment, c'est-à-dire par ses valeurs d'usage.

Le commerce soviétique influe activement sur la formation de la demande des consommateurs; il contribue à faire entrer dans les mœurs des produits nouveaux. Il utilise dans ce but la publicité pour informer loyalement le consommateur des qualités et de la destination de telles ou telles marchandises, contrairement à la publicité capitaliste dont le but est d'enrichir le capitaliste aux dépens du consommateur. Le niveau et la corrélation des prix des marchandises vendues à la population sont un facteur important de la formation de la demande.

Si la population de l'U.R.S.S. a un pouvoir d'achat élevé, il ne s'ensuit nullement que toute marchandise est de ce fait assurée de trouver un écoulement. Avec les progrès du bien-être des masses, leurs besoins se diversifient, les consommateurs se montrent de plus en plus exigeants sur la qualité. Pour satisfaire plus complètement les besoins de la population, il est nécessaire d'éliminer les défauts dans la planification de la production des articles de consommation courante et du commerce; celle-ci est pratiquée, souvent encore, sans tenir suffisamment compte de la demande et sans utiliser les possibilités existantes de production et d'écoulement d'un certain nombre de marchandises. Les organisations commerciales sont tenues de faire face rapidement aux fluctuations de la demande, de ne pas répartir les marchandises d'une manière mécanique, d'éviter toute erreur d'attribution dans les envois aux différentes régions, de desservir de mieux en mieux leurs clients, de tout faire pour la commodité de l'acheteur et d'économiser son temps.

Le rôle du commerce soviétique est d'influer activement sur la production en la poussant à fabriquer davantage de marchandises demandées par la population, à en améliorer la qualité, à élargir et à perfectionner leur assortiment. Les principaux moyens d'action du commerce soviétique sur la production sont les contrats conclus entre les organisations commerciales et industrielles pour la fourniture de produits d'un assortiment et d'une qualité déterminés, la pratique généralisée des commandes préalables passées par les organisations commerciales à l'industrie, un contrôle rigoureux des marchandises livrées et l'application de sanctions pour toute dérogation aux clauses du contrat, jusques et y compris le refus de réceptionner les articles de mauvaise qualité. Pour renforcer l'influence active qu'exerce le commerce soviétique sur la production, on doit répandre la pratique des contrats passés directement par les organisations et entreprises commerciales locales avec les entreprises productrices.

Une planification correcte du commerce suppose la coordination de l'approvisionnement centralisé avec une large initiative laissée aux organes locaux pour mobiliser les ressources en marchandises, ainsi qu'une responsabilité accrue quant à l'approvisionnement de la population. Dans ce système, la quantité des marchandises acheminées vers telle ou telle région dans le cadre de l'approvisionnement centralisé dépend de l'utilisation qui y est faite des possibilités locales de mobilisation des ressources en marchandises. Les organismes locaux sont ainsi mieux intéressés à l'accroissement de la production et des stockages locaux.

L'accroissement du rôle des organismes locaux dans la planification du commerce fait mieux connaître les demandes de la population, donne plus de souplesse et d'efficacité au travail des organisations commerciales appelées à favoriser par tous les moyens l'entrée dans le commerce d'un nombre toujours plus grand de nouvelles ressources locales supplémentaires.

La circulation des marchandises dans le pays est conditionnée par l'emplacement des régions de production, par le niveau et la structure de la demande consommatrice par régions. La régularité des transports, dont dépend dans une grande mesure la rapidité avec laquelle s'effectue la circulation des marchandises, est à cet égard d'une grande importance.

Outre la circulation des marchandises, les organismes de commerce et de stockage assurent le transport, la conservation, le triage et l'emballage des marchandises, autrement dit poursuivent le processus de production dans la sphère de la circulation.

Le commerce assure la rentrée régulière, dans le secteur d'Etat et dans celui des kolkhoz, des fonds nécessaires pour renouveler et étendre la production. C'est de la rapidité avec laquelle les marchandises sont réalisées que dépend en grande partie la rapidité de la rotation des fonds dans l'ensemble de l'économie nationale. Et c'est par l'entremise du commerce que l'industrie socialiste produisant des biens de consommation reçoit l'argent qui sert à couvrir ses dépenses et constitue le revenu net des entreprises ainsi que le revenu net centralisé de l'Etat. Une partie de l'argent retiré par les industries légère et alimentaire de la vente des marchandises revient à l'industrie lourde en paiement des moyens de production. La réalisation régulière des marchandises par le commerce soviétique assure la rentrée en temps voulu dans le fonds général de l'Etat de ressources monétaires qui seront utilisées dans l'ensemble de l'économie nationale. La vente par les kolkhoz et les kolkhoziens de leur production marchande est la source de leurs revenus en argent, qui servent à renforcer et à développer l'économie collective des kolkhoz et à satisfaire les besoins personnels des kolkhoziens.

Le développement du commerce soviétique, l'augmentation de la masse des marchandises vendues aux prix fermes établis par le plan sont un facteur essentiel de la solidité croissante de la monnaie soviétique.

Avec le progrès de la production socialiste et le mieux-être de la population, le commerce prend toujours plus d'ampleur et sa structure s'améliore : la part des marchandises de haute qualité et de valeur augmente, l'assortiment s'enrichit.

De 1928 à 1940, le volume du commerce d'Etat et coopératif de détail a été multiplié (à parité de prix) par 2,3 en U.R.S.S., alors que, dans les pays capitalistes, il était, à la veille de la seconde guerre mondiale, au-dessous du niveau de 1929. En 1954, le commerce de détail (à parité de prix) avait doublé en U.R.S.S. par rapport à 1940, et augmenté de 80 % par rapport à 1950, tandis que le volume du commerce intérieur augmentait à peine par rapport au niveau de 1950 aux Etats-Unis et restait à peu près stationnaire en Angleterre.

En 1954, les magasins de l'Etat et des coopératives ont, par rapport à 1940, vendu à la population 2,8 fois plus de viande, plus de 2 fois plus de poisson et de produits dérivés, 2,6 fois plus de beurre, plus de 3 fois plus d'huile et d'autres matières grasses, 2,8 fois plus de sucre, 2,5 fois plus de tissus, dont près de 3 fois plus de tissus de laine et 6 fois plus de tissus de soie; plus de 2 fois plus de chaussures, plus de 6 fois plus de montres, plus de 7,5 fois plus de machines à coudre, près de 12 fois plus de bicyclettes, 18 fois plus de postes de radio.

Les tâches du cinquième plan quinquennal relatives au volume du commerce ont été réalisées en quatre ans. De 1950 à 1955, la masse des marchandises fournies à la population par le commerce de l'Etat et des coopératives a presque doublé.

Toutefois, le niveau actuel du commerce retarde encore sensiblement sur le pouvoir d'achat accru des masses laborieuses. L'ensemble des mesures appliquées par le Parti communiste et l'Etat soviétique pour assurer un vigoureux essor de l'agriculture et l'augmentation de la production d'articles d'usage courant créent les conditions indispensables à un développement considérable du commerce à la ville et à la campagne conformément à l'accroissement de la demande.

La base matérielle et technique du commerce soviétique se renforce, les entrepôts et les magasins, notamment les magasins spécialisés, se multiplient. Le passage graduel du socialisme au communisme exige le développement au maximum du commerce soviétique.

Les formes du commerce en régime socialiste.

En régime socialiste, étant donné l'existence dans la production d'un secteur d'Etat et d'un secteur coopératif-kolkhozien, le commerce prend trois formes : 1° le commerce d'Etat, 2° le commerce coopératif et 3° le commerce kolkhozien.

Le *commerce d'Etat* joue en U.R.S.S. le rôle déterminant et occupe une place décisive dans le commerce de gros comme dans celui de détail. La grande masse des ressources marchandes du pays qui sont livrées au commerce soviétique est concentrée entre les mains de l'Etat socialiste. C'est l'industrie d'Etat qui fournit aux organismes commerciaux la plupart des marchandises. Celles-ci passent d'abord, en règle générale, par le commerce de gros d'Etat, puis par le commerce de détail qui les vend à la population.

Le stockage et les achats de produits agricoles aux kolkhoz par l'Etat constituent la principale source de matières premières pour l'industrie produisant des articles de consommation individuelle et des denrées alimentaires pour la population. La production des sovkhos et le paiement en nature aux S.M.T. sont une autre source importante de denrées alimentaires et de matières premières agricoles.

En 1954, le commerce de détail d'Etat, qui dessert principalement la population des villes et des régions industrielles, représente en U.R.S.S. 63 % du commerce de détail.

Le commerce de détail d'Etat pour les articles de consommation individuelle est effectué par le réseau commercial (magasins, boutiques, entrepôts, etc.) des ministères du Commerce de l'U.R.S.S. et des républiques fédérées, par les offices du ravitaillement ouvrier dans les transports, les industries houillère, pétrolière, métallurgique et autres, par le réseau commercial spécialisé de certains ministères où est écoulée la production de leurs entreprises.

Le *commerce coopératif* est effectué par les entreprises commerciales des coopératives de consommation et des coopératives artisanales. Les fonds dont disposent les organisations coopératives sont la propriété coopérative de leurs membres. L'Etat soviétique accorde de gros crédits à ces organisations.

En 1954, le commerce coopératif effectuait 27 % du commerce de détail. La majeure partie de ses opérations était effectuée par les coopératives de consommation. Celles-ci desservent surtout la population rurale et constituent la principale organisation faisant le commerce à la campagne. La population rurale achète aussi des marchandises à la ville. Les coopératives de consommation jouent un rôle important dans le stockage et l'achat de produits agricoles. Elles sont appelées à approvisionner la population rurale en articles d'usage courant, à aider au maximum les kolkhoz et les kolkhoziens à écouler leurs produits, contribuant ainsi au développement de toutes les branches de l'agriculture, à l'élévation du bien-être matériel de la paysannerie kolkhozienne et de tous les travailleurs des campagnes.

Au commerce de l'Etat et des coopératives sont rattachées les entreprises de *l'alimentation publique* : cuisines-fabriques, cantines, restaurants, buvettes, etc., qui vendent leurs produits à la population. Le développement de l'alimentation publique permet de réaliser d'importantes économies de temps de travail dans l'économie nationale, de remplacer le travail peu productif dans le ménage par un travail socialisé plus productif et d'améliorer notablement les conditions d'existence de la population. L'alimentation publique libère des travaux du ménage des millions de femmes qui peuvent de la sorte participer à la production socialiste et à la vie sociale. Elle permet d'utiliser d'une manière plus rationnelle et plus économique les ressources alimentaires et d'organiser l'alimentation sur des bases scientifiques et hygiéniques.

Le commerce d'Etat et le commerce coopératif constituent un *marché organisé*, directement planifié par l'Etat socialiste. Ce marché organisé occupe dans le commerce soviétique une place prépondérante. Il existe à côté de lui un *marché non organisé* : le commerce kolkhozien.

Le *commerce kolkhozien* est une forme du commerce soviétique de détail où kolkhoz et kolkhoziens vendent à la population des denrées agricoles aux prix qui s'établissent sur le marché en fonction de l'offre et de la demande. Les kolkhoziens réalisent au marché une partie des produits que leur a fournis leur exploitation auxiliaire individuelle ou qu'ils ont reçus de l'exploitation collective des kolkhoz pour leurs journées-travail. La nécessité du commerce kolkhozien découle du caractère de la propriété de groupe kolkhozienne et de l'existence de l'exploitation individuelle des kolkhoziens. Les kolkhoz et les kolkhoziens sont propriétaires de leur production et en disposent à leur gré; ils peuvent la réaliser non seulement au titre des stockages et achats par l'Etat, mais aussi sur les marchés. Le commerce kolkhozien n'est pas directement planifié par l'Etat : celui-ci n'assigne pas aux kolkhoz et aux kolkhoziens un plan pour la réalisation de leurs produits sur les marchés kolkhoziens, ni n'établit le prix des denrées agricoles vendues par eux. Mais le commerce kolkhozien est soumis à l'action économique du commerce de l'Etat et du commerce coopératif. L'extension de la circulation des marchandises et l'abaissement des prix de détail dans le commerce d'Etat et le commerce coopératif entraînent une diminution des prix sur le marché kolkhozien. Sur ce dernier, le libre jeu du marché s'exerce dans certaines limites. Si l'influence économique régulatrice de l'Etat vient à faiblir sur tel ou tel marché kolkhozien, les spéculateurs peuvent relever la tête; mettant à profit le manque temporaire de certaines marchandises, ils font monter les prix. A mesure que s'accroît la production kolkhozienne marchande dont l'Etat dispose grâce aux stockages et aux achats, que la production se développe dans les sovkhos, que la quantité des denrées alimentaires augmente dans les magasins de l'Etat et des coopératives, l'action de l'Etat sur le marché inorganisé s'accroît.

Le commerce kolkhozien contribue dans une mesure importante à stimuler la production agricole et à assurer des denrées alimentaires aux villes et aux agglomérations industrielles; il fournit à la population une grande partie des denrées telles que les légumes, la pomme de terre, la viande, les produits laitiers. En 1954, la part du commerce kolkhozien était d'environ 10 % dans l'ensemble du commerce de détail et d'environ 16 % dans le commerce des denrées alimentaires.

Les kolkhoz et les kolkhoziens réalisent une partie de leurs produits agricoles à la commission, par l'intermédiaire des coopératives de consommation. Ils livrent leurs produits aux coopératives, reçoivent de celles-ci l'argent retiré de la vente et leur versent une certaine rémunération à titre de commission. Cette méthode est avantageuse pour les kolkhoz et les kolkhoziens, qui économisent les frais afférents à la réalisation des marchandises. Le développement du commerce des produits agricoles à la commission par l'intermédiaire des coopératives présente une grande importance. Le commerce à la commission permet aux kolkhoziens de consacrer davantage de temps aux travaux agricoles, fait entrer dans le circuit commercial une quantité supplémentaire de denrées alimentaires et contribue à abaisser les prix sur les marchés kolkhoziens.

Le prix et les frais de circulation dans le commerce d'Etat et le commerce coopératif.

La domination sans partage de la propriété sociale avec la prépondérance de la propriété d'Etat, propriété du peuple tout entier, dans la sphère de la production et dans celle de la circulation marchande permet à l'Etat socialiste de planifier les prix dans toutes les branches de l'économie nationale.

En U.R.S.S., les prix du marché organisé sont arrêtés d'après un plan : prix de stockage et d'achat de la production marchande des kolkhoz et des kolkhoziens vendue aux organisations d'Etat et aux coopératives; prix de gros pour l'industrie et les organisations commerciales; prix de détail du commerce d'Etat et du commerce coopératif, qui sont ceux auxquels la population achète les articles de consommation.

Ainsi qu'il a été dit, la loi de la valeur exerce, par l'intermédiaire des prix, une influence régulatrice sur la sphère de la circulation marchande. L'Etat socialiste est obligé de tenir compte des effets de cette loi dans sa planification des prix. Il prend en considération la valeur de la marchandise, le niveau de l'offre et de la demande, l'importance de la marchandise dans la consommation nationale, la nécessité d'utiliser les prix pour la redistribution des fonds dans l'économie nationale. Pour la plupart des marchandises, on établit des prix de détail valables dans tout le pays. Afin de mieux tenir compte des conditions de production et d'écoulement, l'Etat établit pour un certain nombre de marchandises (surtout alimentaires) des prix de zone (différenciés suivant les régions), et pour diverses marchandises des prix de détail saisonniers. Les prix de stockage et d'achat par l'Etat sont différenciés suivant les régions, et aussi suivant les saisons, pour certains types de marchandises.

La *baisse* systématique *des prix de détail* est un des principaux moyens d'élever le bien-être des masses populaires. Les sept diminutions de prix successives effectuées depuis 1947 ont accru considérablement le pouvoir d'achat et les revenus réels des travailleurs de la ville et de la campagne. La baisse des prix est un facteur important qui permet d'influer méthodiquement sur la demande et d'élargir la consommation de certaines marchandises. La baisse des prix de détail se fonde sur la réduction des frais de production et de commerce, ainsi que sur l'accroissement de la masse des marchandises vendues par l'Etat à la population.

En U.R.S.S., grâce à la baisse méthodique des prix de détail d'Etat, on pouvait en 1954 acquérir pour 433 roubles une quantité de marchandises qui en coûtaient 1.000 en 1947. En 1954, les prix de détail étaient égaux pour le pain et le beurre au tiers, pour la viande à environ au tiers, pour le sucre aux deux cinquièmes de qu'ils étaient en 1947. L'objectif du cinquième plan quinquennal pour la réduction des prix de détail a été atteint avant le terme fixé. Cependant aux Etats-Unis, en Angleterre, en France et dans la plupart des autres pays bourgeois, le prix de ces denrées a accusé au cours de cette même période une forte augmentation.

Les organisations commerciales reçoivent les marchandises aux prix de gros et les revendent à la population aux prix de détail. La différence entre le prix de détail et le prix de gros constitue la majoration commerciale. Celle-ci couvre les frais de circulation des organisations commerciales et constitue leur revenu net. Ainsi, le *prix de détail* des organisations commerciales est égal au prix de gros plus la majoration commerciale dont le montant représente un certain pourcentage généralement décompté du prix de détail. Les majorations commerciales sont fixées par le plan d'Etat; leur réduction incite les organisations commerciales à mieux travailler, à diminuer les frais de circulation.

Dans le commerce soviétique, les *frais de circulation* sont l'expression monétaire des dépenses effectuées par les entreprises commerciales pour faire parvenir les marchandises au consommateur. Dans le commerce d'Etat et le commerce coopératif, ils sont planifiés par l'Etat. Ils comprennent: les frais d'amortissement (locaux, matériel), les frais de conservation, de triage et d'emballage des marchandises, le coût des transports, le salaire des travailleurs du commerce, etc.

Il existe dans le commerce soviétique deux catégories de frais de circulation. D'abord, les frais occasionnés par le prolongement du processus de production dans la sphère de la circulation (transport, conservation, emballage des marchandises) ; à la différence de ce qui se passe dans le commerce capitaliste, ces frais tiennent dans le commerce soviétique une place prépondérante par rapport aux autres frais; ensuite, les frais attachés à la forme marchande de la production (opérations d'achat et de vente, frais de comptabilité des entreprises commerciales, etc.). Ces deux catégories de frais de circulation sont couvertes par des sources différentes.

La première catégorie de frais de circulation est compensée par le travail qu'exécutent les travailleurs du commerce en vue de poursuivre le processus de production dans la sphère de la circulation. Ce travail accroît la valeur des marchandises et permet ainsi de couvrir les frais de transport, de conservation, d'emballage et autres, nécessités par les fonctions de production qu'assument les organisations commerciales.

La deuxième catégorie de frais de circulation, c'est-à-dire les frais attachés à la forme marchande de la production, est couverte par un prélèvement opéré sur le revenu net créé dans les branches productives. Le niveau des prix de gros industriels est établi de manière qu'une partie du revenu net de l'industrie soit versée aux organisations commerciales.

Grâce aux avantages du système socialiste planifié de l'économie, le taux des frais de circulation, c'est-à-dire le rapport des frais de circulation au chiffre d'affaires du commerce, est en U.R.S.S. de plusieurs fois inférieur à celui des pays capitalistes. Le commerce soviétique ignore les formidables dépenses improductives qui constituent la plus grande partie des frais de circulation capitalistes et qui sont déterminées par l'anarchie de la production, les crises, la concurrence, la spéculation, la débauche de publicité. Dans la société socialiste, la circulation des marchandises est planifiée, la production est assurée d'un marché intérieur de plus en plus large. D'où, par rapport aux pays bourgeois, une réduction considérable du temps de circulation et du nombre des degrés intermédiaires par lesquels doivent passer les marchandises avant d'arriver au consommateur.

La circulation des marchandises est en U.R.S.S. nettement plus rapide que dans les pays capitalistes, ce qui permet de réaliser d'importantes économies.

Contrairement à ce qui se produit en régime capitaliste, caractérisé par la création d'énormes stocks superflus de marchandises, le montant des stocks est, en régime socialiste, réglé par un plan conformément aux besoins du commerce et à la nécessité d'assurer des arrivages réguliers et ininterrompus de marchandises dans le réseau commercial. Ceci permet de prévenir la formation de stocks superflus.

A mesure que le commerce soviétique se développe, ses frais de circulation diminuent. La diminution des frais de circulation dans la société socialiste, va de pair avec l'amélioration de l'organisation et de la technique du commerce et avec le perfectionnement du service des consommateurs et procure une économie importante de travail social. Elle permet de consacrer des ressources supplémentaires à l'augmentation de la production matérielle, à l'extension du commerce et à un perfectionnement de ses méthodes. Ses facteurs essentiels sont la mécanisation du travail commercial, l'élévation de sa productivité, l'émulation socialiste des travailleurs du commerce en vue d'assurer un meilleur fonctionnement du réseau commercial, une utilisation plus rationnelle de la main-d'œuvre.

L'Etat soviétique stimule matériellement, grâce à un système de salaire aux pièces et avec primes, l'obtention par les travailleurs du commerce d'indices de travail plus élevés. Pour abaisser encore les frais de circulation, il importe de réaliser une planification toujours meilleure de la circulation des marchandises et d'étudier attentivement la demande, d'organiser rationnellement les arrivages de marchandises dans le réseau commercial, de développer le commerce des articles sous emballage, de lutter contre les pertes dans le commerce et le stockage, de rationaliser les transports et la conservation des marchandises et d'utiliser plus efficacement les transports. La diminution des distances parcourues par les marchandises et la réduction du nombre des échelons intermédiaires dans le réseau commercial contribuent grandement à la réduction des frais de circulation.

A la veille de la seconde guerre mondiale, les frais de circulation du commerce de gros et de détail constituaient en U.R.S.S. environ 10 % du chiffre d'affaires du commerce de détail. En 1954, ceux du commerce d'Etat et du commerce coopératif entraînent pour environ 8 % dans le chiffre d'affaires du commerce de détail.

La réduction des frais de circulation est étroitement liée au renforcement, dans les entreprises commerciales, du principe de la gestion équilibrée qui veut que celles-ci soient rentables, c'est-à-dire aient un revenu net (bénéfice), tout en observant strictement les prix établis. Le *revenu net des entreprises commerciales socialistes* se distingue foncièrement du profit commercial capitaliste; il est créé, en dehors de toute exploitation, par les travailleurs du commerce (dans la mesure où leur travail est le prolongement du processus de la production matérielle dans la sphère de la circulation) et aussi par les travailleurs de la production socialiste (une partie de la majoration commerciale étant couverte par les branches productives). Ce revenu est utilisé pour satisfaire les besoins généraux de l'Etat (prélèvements au bénéfice du budget), développer le réseau commercial, accroître les ressources des organisations commerciales, améliorer la situation matérielle et culturelle des travailleurs du commerce.

Le commerce extérieur.

L'économie socialiste exige un large développement du commerce extérieur, de l'échange de marchandises avec les pays étrangers, ce qui permet d'utiliser les avantages de la division internationale du travail. Tous les articles de la production socialiste entrant dans le commerce extérieur sont, ainsi qu'il a été dit, des marchandises. Dans la société socialiste, le développement du commerce extérieur est subordonné à la loi économique fondamentale et aux autres lois économiques du socialisme; il s'effectue méthodiquement, compte tenu de l'action de la loi de la valeur. En régime socialiste, le commerce extérieur concourt à mieux satisfaire les besoins croissants de la société. Il fournit un appoint de ressources pour développer la production, utiliser les réalisations de la technique mondiale et améliorer l'approvisionnement de la population en biens de consommation.

Le commerce extérieur en régime socialiste est le monopole de l'Etat socialiste. En U.R.S.S., toutes ses opérations relèvent d'un organisme d'Etat spécial : le ministère du Commerce extérieur, et sont subordonnées aux besoins de l'édification socialiste; elles reposent sur des plans d'exportation et d'importation qui sont partie intégrante du plan d'ensemble de l'économie nationale. Le monopole du commerce extérieur est une condition nécessaire de l'existence et du développement de l'économie socialiste. Le *monopole du commerce extérieur* en U.R.S.S. sert au développement méthodique des échanges avec les pays étrangers et remplit à l'heure actuelle deux fonctions essentielles. Premièrement, il garantit l'indépendance économique du pays du socialisme face à l'entourage capitaliste, protège son économie nationale, son marché intérieur, contre toute pénétration du capital étranger, contre l'influence pernicieuse des crises économiques, de l'anarchie qui règne sur le marché mondial capitaliste. Deuxièmement, c'est un instrument servant à renforcer la coopération économique avec les pays de démocratie populaire, un moyen pour l'U.R.S.S. d'aider ces pays à se développer économiquement. Cette nouvelle fonction du monopole du commerce extérieur est apparue depuis que s'est formé un marché mondial des pays du camp démocratique, qui fondent leurs relations commerciales non sur la concurrence, mais sur une entraide fraternelle.

Le monopole du commerce extérieur a permis à l'économie soviétique de se défendre efficacement contre l'agression économique des pays impérialistes. Il a joué un rôle important dans l'industrialisation de l'U.R.S.S. en procurant aux entreprises industrielles un grand nombre de machines importées. Depuis que l'U.R.S.S. est devenue une puissance industrielle, la structure de son commerce extérieur s'est profondément modifiée : les articles industriels ont pris dans les exportations soviétiques une place prépondérante, alors qu'avant la Révolution la Russie exportait principalement des produits agricoles. Au cours des quatrième et cinquième quinquennats, l'U.R.S.S. n'a cessé de développer ses exportations de produits de l'industrie lourde. Les exportations d'outillage ont été multipliées par 16,5 (à parité de prix) entre 1938 et 1954. Dans son commerce extérieur, l'Union soviétique applique scrupuleusement les principes du respect de la souveraineté nationale de tous les pays, de l'égalité complète des parties contractantes et de l'avantage réciproque. Convaincue de la possibilité d'une coexistence pacifique des deux systèmes, socialiste et capitaliste, elle estime que l'extension des relations commerciales est un des principaux moyens de rapprocher les peuples, d'amener une détente internationale et de consolider la paix. Grâce aux immenses progrès de la production socialiste en U.R.S.S. et à la formation d'un nouveau marché mondial, celui du camp démocratique, le chiffre d'affaires du commerce extérieur soviétique augmente d'année en année. Les échanges entre l'U.R.S.S. et les pays de démocratie populaire se développent rapidement. Ils constituent, et de beaucoup, la plus grosse part des transactions de l'Union soviétique avec l'étranger. En 1954, le commerce avec les pays capitalistes entrait pour $\frac{1}{5}$, et le commerce avec les pays du camp démocratique pour $\frac{4}{5}$ dans l'ensemble des opérations commerciales extérieures de l'U.R.S.S.

La politique immuable de l'Union soviétique est de développer les relations d'affaires avec les pays capitalistes à des conditions réciproquement avantageuses. Mais son commerce avec les pays capitalistes se heurte à la politique de discrimination appliquée sous la pression des milieux agressifs des Etats-Unis. Cette politique se traduit par la répudiation des relations commerciales avec l'U.R.S.S. et les pays de démocratie populaire, et par une pression exercée sur les Etats bourgeois dépendants pour les obliger à suivre la même voie. Cette politique est mise en échec parce qu'elle cause un grave préjudice aux pays qui s'y conforment. De 1953 à 1955, un certain nombre d'Etats bourgeois ont manifesté une tendance à établir des relations d'affaires plus actives avec l'Union soviétique et les pays de démocratie populaire.

En 1953, l'U.R.S.S. faisait du commerce avec 51 Etats; 25 d'entre eux avaient conclu avec elle des accords commerciaux pour une durée d'un an ou davantage. Les transactions extérieures de l'U.R.S.S. se chiffraient en 1953 à 23 milliards de roubles et avaient presque quadruplé (à parité de prix) par rapport à l'avant-guerre. Le commerce de l'U.R.S.S. s'est considérablement développé avec les pays du camp démocratique, mais aussi avec un certain nombre d'Etats d'Europe occidentale, du Proche et du Moyen-Orient, tandis que la gamme des marchandises exportées et importées ne cessait de s'enrichir. En 1954, l'Union soviétique a continué d'étendre ses relations économiques avec les pays étrangers; elle a fait du commerce avec 56 Etats.

RÉSUMÉ

1. Au mode de production socialiste correspond un mode particulier d'échange des marchandises qui revêt l'aspect du commerce des entreprises socialistes et dont le but est de satisfaire les besoins croissants des travailleurs. Le commerce en régime socialiste est régi par un plan; il relie entre elles la production socialiste en progrès et la consommation nationale croissante, la ville et la campagne, les différentes branches de l'économie nationale, les diverses régions du pays.

2. Il existe en U.R.S.S. deux marchés : un marché organisé, sous la forme du commerce d'Etat et du commerce coopératif, et un marché inorganisé, auquel appartient le commerce kolkhozien. Le premier, qui est directement planifié par l'Etat, joue le rôle déterminant dans la circulation des marchandises. Le marché inorganisé n'est pas directement planifié, mais réglé par l'Etat à l'aide de mesures d'ordre économique.

3. Les prix des marchandises dans le commerce d'Etat et le commerce coopératif sont fixés en vertu d'un plan. Les prix du marché kolkhozien s'établissent en fonction de l'offre et de la demande, et sont soumis à l'influence régulatrice des prix d'Etat. L'Etat soviétique abaisse les prix de détail, d'où une élévation du pouvoir d'achat des ouvriers, des employés et des paysans, et un accroissement de la consommation nationale.

4. Le commerce soviétique repose sur la gestion équilibrée et ses frais sont de beaucoup inférieurs à ceux du commerce capitaliste, car il ignore les formidables dépenses improductives qu'entraînent la propriété privée, la concurrence et l'anarchie de la production.

5. En régime socialiste, le commerce extérieur est un monopole d'Etat; il concourt à renforcer et à développer l'économie socialiste en utilisant les avantages de la division internationale du travail. Le monopole du commerce extérieur sert à développer méthodiquement le commerce extérieur de l'U.R.S.S. avec tous les pays étrangers, indépendamment de leur régime social, sur la base d'une égalité absolue et de l'avantage mutuel; il protège l'économie socialiste contre la pénétration du capital étranger et vise à renforcer la coopération économique avec les pays du camp socialiste.

CHAPITRE XXXVII - LE REVENU NATIONAL DE LA SOCIÉTÉ SOCIALISTE

Le produit social total et le revenu national en régime socialiste.

Le produit social total est, en régime socialiste, constitué par la masse des biens matériels : moyens de production et objets de consommation, produits dans la société au cours d'une période déterminée, un an par exemple.

Le produit social total est créé par les travailleurs de la production matérielle : industrie, agriculture, bâtiment, transports desservant la production, ainsi que par les travailleurs du commerce exécutant des opérations qui sont une continuation du processus de production dans la sphère de la circulation (conservation, finition, transport, emballage de la marchandise, etc.). A côté des travailleurs manuels, les travailleurs intellectuels (savants, ingénieurs, etc.) occupés dans les différentes branches de la production matérielle, concourent directement à la création des biens matériels.

Les branches improductives (administration de l'Etat, services culturels, sociaux et médicaux) ne participent pas à la création du produit social total. Les travailleurs qu'elles emploient ne produisent pas de biens matériels. Mais leur travail est indispensable à la société socialiste, à la production matérielle; c'est un travail socialement utile. L'Etat socialiste déploie en matière d'organisation économique, et dans le domaine culturel et éducatif, une activité dont l'importance est vitale pour la société. En régime socialiste, le rôle de la science dans le progrès et la technique, dans le développement de la production, s'accroît prodigieusement. Le travail dépensé en vue de former des cadres qualifiés pour la production prend une importance considérable. La science, l'instruction, l'art satisfont les besoins culturels des travailleurs, à qui les services sociaux et médicaux assurent les conditions d'un labeur fécond. Il y a ainsi, dans la société socialiste, échange d'activités entre les travailleurs de la production matérielle et ceux de la sphère improductive.

La production, c'est-à-dire la sphère où sont produits les biens matériels, constitue la base du régime socialiste, comme de tout autre régime. D'où l'importance économique capitale qui s'attache à l'augmentation de la part du travail accompli dans la sphère de la production matérielle, quand elle résulte de la diminution de la part du travail exécuté dans un certain nombre de branches improductives. Ainsi, l'hypertrophie de l'appareil administratif d'Etat, un personnel de direction et de gestion trop nombreux dans les entreprises d'Etat et les kolkhoz, des frais de circulation élevés — tout cela contribue à détourner une partie de la main-d'œuvre, et avant tout des cadres qualifiés, de la sphère de la production matérielle, ce qui entrave l'accroissement du revenu national et est préjudiciable à l'économie nationale.

L'augmentation systématique de la part du travail exécuté dans la sphère de la production matérielle, une simplification et une réduction du coût de l'appareil administratif poussées aussi loin que possible, la diminution des frais de circulation concourent à l'accroissement de la richesse sociale, à l'abondance des produits, indispensable pour bâtir la société communiste.

Lénine estimait qu'une des tâches essentielles du pouvoir des Soviets était de

procéder systématiquement à la réduction de l'appareil administratif soviétique et à la diminution de son coût en l'allégeant, en perfectionnant son organisation, en supprimant les lenteurs et les procédures bureaucratiques, en comprimant les dépenses improductives. (V. LENINE : « Adresse au V^e Congrès de la Fédération syndicale des travailleurs des Soviets », 22 novembre 1922, *Œuvres*, t. XXXIII, p. 406. (éd. russe).)

Dans le processus de la production, une partie du produit social total sert à remplacer les moyens de production usés. A cette partie sont incorporées les dépenses de travail passé, transférées des moyens de production consommés au produit. Le revenu national de la société est le produit social total dont on a déduit la partie qui compense les moyens de production usés.

Le revenu national en régime socialiste, est la partie du produit social total, créé par les travailleurs de la production socialiste, qui reste après qu'ont été reconstitués les moyens de production usés au cours d'une période déterminée et à laquelle est incorporé le travail nouvellement dépensé.

Sous sa forme *matérielle*, le revenu national se compose de la somme des moyens de consommation produits dans le pays pour satisfaire les besoins de la société, et de la partie des moyens de production produits qui sont destinés à développer la production socialiste à la ville et à la campagne.

D'autre part, étant donné que la production marchande continue d'exister en régime socialiste, l'ensemble du revenu national et tous ses éléments, indépendamment de leur forme matérielle, prennent aussi la forme valeur, la forme *monétaire*. Par suite, non seulement toute la masse des articles de consommation individuelle, mais aussi la fraction du revenu national qui consiste en moyens de production sont exprimées et mesurées par l'intermédiaire de l'argent.

En raison de la variation des prix, le calcul du revenu national s'effectue sur la base non seulement des prix courants, mais aussi de prix de référence (prix invariables, constants), pour lesquels on prend les prix d'une année déterminée. Ceci permet de déterminer les variations réelles du volume du revenu national au cours d'un certain nombre d'années.

En régime capitaliste, ce sont les capitalistes et les grands propriétaires fonciers qui disposent du revenu national, produit par des travailleurs subissant l'exploitation; ils s'en approprient la majeure partie qui leur fournit ainsi des revenus provenant du travail d'autrui, les travailleurs ne recevant que la plus petite partie du revenu national. En régime socialiste, le revenu national est créé par des travailleurs affranchis de toute exploitation et leur appartient intégralement. Il ne peut exister en régime socialiste d'autres revenus que ceux qui ont pour source le travail.

Le revenu national de la société socialiste se compose du produit pour soi et du produit pour la société. Le produit pour soi, créé par les travailleurs de la production matérielle, est réparti entre eux selon le travail fourni; il sert à satisfaire leurs besoins personnels et ceux de leurs familles.

Le produit pour la société, créé par les travailleurs de la production matérielle, constitue le revenu net de la société socialiste, qui est utilisé pour accroître la production, développer les services culturels et l'hygiène publique, couvrir les dépenses de l'administration d'Etat, etc.

L'augmentation constante du revenu national en régime socialiste.

Le revenu national de la société socialiste augmente constamment et à un rythme rapide. Ceci résulte de l'essor ininterrompu de la production socialiste qui se développe en conformité avec les exigences de la loi économique fondamentale du socialisme. L'accroissement du revenu national, en régime socialiste, est nettement plus rapide qu'en société capitaliste.

A parité de prix, le revenu national de l'U.R.S.S. par rapport à 1913 était multiplié par 6 environ en 1940, par 10 en 1950 et par 15 environ en 1954. De 1929 à 1954, le revenu national des Etats-Unis, à parité de prix, a un peu moins que doublé, alors que celui de l'U.R.S.S., également à parité de prix, a été multiplié par plus de 11, malgré le préjudice énorme causé à l'économie nationale par les envahisseurs fascistes pendant la guerre.

Dans la société socialiste, le revenu national s'accroît rapidement par suite : 1° de l'élévation de la productivité du travail social et 2° de l'augmentation du nombre des producteurs. Le premier de ces deux facteurs est, en régime socialiste, le plus important. Ainsi, durant le quatrième quinquennat, l'augmentation du nombre des producteurs a fourni 20 %, et l'élévation de la productivité du travail 80 % de l'accroissement du revenu national.

Ainsi qu'il a été dit, la productivité du travail, dans la production socialiste, augmente rapidement en raison de l'emploi des techniques les plus modernes dans toutes les branches (y compris l'agriculture), d'une meilleure organisation du travail et de la production, de l'accroissement de la valeur professionnelle des ouvriers, des kolkhoziens et des intellectuels, de l'élévation systématique du bien-être matériel et du niveau culturel des travailleurs, du développement de l'émulation socialiste.

Pour que la productivité du travail social augmente, l'emploi méthodique et rationnel des ressources matérielles et de la main-d'œuvre, notamment l'économie des moyens de production, est nécessaire.

L'économie des moyens de production permet, avec la même quantité de matières premières et d'équipements, d'obtenir davantage de production, d'accroître le volume du produit social et, par conséquent, de celle de ses parties qui constitue le revenu national.

Un important facteur d'accroissement du revenu national est l'augmentation du nombre des travailleurs occupés dans la production matérielle. En régime socialiste, où, à la différence du capitalisme, les classes exploiteuses et leur nombreuse valetaille ont disparu, où le chômage est inconnu, où la sphère de la circulation n'accapare pas une partie excessive de la main-d'œuvre, etc., une fraction sensiblement plus importante de la population adulte active est occupée dans les branches de la production matérielle qui créent le produit social total. En outre, le nombre des travailleurs de la science, de l'enseignement, de l'art, de la santé publique augmente systématiquement. Toutes les réalisations de la culture matérielle et spirituelle sont le patrimoine du peuple, au lieu d'être surtout l'apanage, comme en régime capitaliste, des classes exploiteuses.

En U.R.S.S., il y a longtemps que le chômage a disparu, alors que de 1950 à 1954 le nombre des chômeurs (exprimé en chômeurs totaux annuels) représentait aux Etats-Unis, en moyenne, 10 % de la population apte au travail. Plus de la moitié de la population active occupée dans les branches improductives travaille en U.R.S.S. dans les services de la culture et de la santé publique, contre un septième seulement aux Etats-Unis.

En régime socialiste, l'augmentation du revenu national est l'indice essentiel de l'élévation du bien-être des travailleurs, car elle entraîne un accroissement des revenus des ouvriers, des paysans et des intellectuels. En régime capitaliste, elle ne saurait être un indice du mieux-être des travailleurs, car une part toujours plus importante du revenu national est accaparée par les capitalistes et les grands propriétaires fonciers, celle des travailleurs ne cessant de diminuer. En 1954, le revenu national avait, à parité de prix, été multiplié en U.R.S.S. par 3 par rapport à 1945. Aux Etats-Unis, le revenu national, à parité de prix, n'avait au cours de cette même période augmenté que de 12 %.

La répartition du revenu national.

Le revenu national créé dans le processus de la production socialiste est réparti et utilisé, en définitive, pour la consommation nationale et l'accumulation socialiste. En régime socialiste, contrairement à ce qui se passe en régime capitaliste,

la répartition du revenu national ne se fait pas en vue de l'enrichissement des classes exploiteuses et de leur nombreuse valetaille parasitaire, mais en vue de l'élévation systématique de la situation matérielle des ouvriers et des paysans et de l'extension de la production socialiste à la ville et à la campagne. (J. STALINE : *Rapport politique du Comité central au XVI^e Congrès du P.C.(b) de l'U.R.S.S.*, p. 80-81, Editions en langues étrangères, Moscou, 1951.)

Voici comment s'opère, en société socialiste, la répartition du revenu national. Celui-ci prend d'abord les différentes formes des revenus dans les branches où il est créé, c'est-à-dire dans la sphère de la production matérielle : le secteur d'Etat et le secteur coopératif-kolkhozien de l'économie nationale.

Le revenu national créé dans le secteur d'Etat de l'économie nationale se décompose en deux parties principales. Celle qui représente le produit pour soi, créé par les travailleurs de la production matérielle, forme le salaire des ouvriers et des employés des entreprises productrices d'Etat. L'autre partie constitue le produit pour la société, ou revenu net. Le revenu net du secteur productif d'Etat se présente essentiellement sous deux formes : 1° revenu net des entreprises d'Etat (ce qu'on est convenu d'appeler le bénéfice des entreprises) et 2° revenu net centralisé de l'Etat (« impôt sur le chiffre d'affaires », prélèvement sur les bénéfices, somme additionnelle aux salaires destinée au fonds des assurances sociales, etc.).

Le revenu national créé dans l'économie collective des kolkhoz est la propriété de ces derniers et se compose lui aussi essentiellement de deux parties : le produit pour soi et le produit pour la société. Le produit pour soi, créé par le travail des kolkhoziens dans l'économie collective, forme les revenus en nature et en argent répartis entre les kolkhoziens au prorata des journées-travail. L'exploitation individuelle des kolkhoziens, sur le terrain attenant à la demeure, leur procure également des revenus en nature et en argent. Le produit pour la société créé par les kolkhoziens dans l'économie collective constitue le revenu net du kolkhoz. Une partie est consacrée à développer la production kolkhozienne, à satisfaire les besoins généraux du kolkhoz, les besoins matériels et culturels des kolkhoziens; l'autre partie du revenu net créé dans l'exploitation collective des kolkhoz est transformée en revenu net centralisé de l'Etat par le mécanisme des prix et de l'impôt sur le revenu. Les kolkhoz participent ainsi aux dépenses générales de l'Etat pour augmenter la production à la ville et à la campagne, développer la culture, renforcer la défense du pays, etc.

A la somme totale du revenu net centralisé de l'Etat est donc incorporée non seulement une partie du travail pour la société fourni par la classe ouvrière, mais aussi une partie du travail pour la société fourni par la paysannerie kolkhozienne.

Le produit pour soi créé par les travailleurs des ateliers artisanaux (coopératives de production) constitue leurs salaires; le produit pour la société forme le revenu net de ces entreprises coopératives artisanales. Une partie de ce revenu sert à développer la production et à satisfaire les besoins des membres des ateliers. L'impôt sur le revenu et l'« impôt sur le chiffre d'affaires » transforment l'autre partie en revenu net centralisé de l'Etat.

C'est ainsi que se forment en régime socialiste les différentes sortes de revenus obtenus directement dans la sphère de la production matérielle. Une partie du revenu national, celle qui constitue le produit pour soi créé par les producteurs, est répartie selon le travail et représente le salaire des ouvriers et des employés occupés dans la production, les revenus personnels des kolkhoziens et le salaire des travailleurs des coopératives artisanales. L'autre partie du revenu national, qui constitue le produit pour la société créé par les producteurs, ou revenu net de la société, prend les formes suivantes : revenu net des entreprises d'Etat, revenu net des kolkhoz et des entreprises coopératives, revenu net centralisé de l'Etat. Comme nous l'avons déjà dit, une fraction du revenu net des entreprises devient revenu net centralisé de l'Etat dans le processus de la répartition du revenu national.

Au cours de la répartition ultérieure du revenu national, principalement par le canal du budget d'Etat, une partie de ce revenu devient celui des branches improductives et des travailleurs qu'elles emploient. L'Etat socialiste dépense des sommes considérables pour un certain nombre de besoins sociaux : instruction publique, protection de la santé publique, entretien de l'appareil d'Etat, renforcement de la capacité de défense du pays, etc.

La société socialiste ne saurait se développer sans accumuler d'une année à l'autre, sans augmenter la production sociale, faute de quoi elle ne pourrait développer les forces productives et donner satisfaction aux besoins toujours croissants de la population. D'où la nécessité économique pour l'Etat de concentrer une importante partie du revenu national, sous la forme d'un fonds en argent qu'il dépense aux fins que nous venons d'indiquer. Ce fonds est constitué presque entièrement par le revenu net centralisé de l'Etat; seule une infime partie est fournie par la population (impôts et emprunts). La concentration des ressources aux mains de l'Etat et leur répartition en vue de satisfaire les besoins sociaux sont assurées avant tout par le budget d'Etat.

La fraction du revenu net de la société dépensée par l'Etat pour les besoins sociaux, culturels et administratifs forme le salaire des travailleurs de la science, de l'instruction et de la santé publiques, ainsi que de l'appareil d'Etat, et la solde des militaires. Une partie considérable des besoins culturels et sociaux de la population des villes et des campagnes (instruction publique, protection de la santé publique) est satisfaite gratuitement, aux frais de l'Etat. Certains établissements et entreprises culturels et sociaux couvrent leurs frais en faisant payer leurs services. L'Etat verse des pensions, des allocations, des bourses, accorde différents avantages, assure des congés payés, etc. Le salaire réel des ouvriers et des employés, ainsi que les revenus réels des paysans, s'en trouvent augmentés d'autant.

En définitive, l'ensemble du revenu national de la société socialiste se divise en fonds de consommation et fonds d'accumulation.

Le *fonds de consommation* est la partie du revenu national qui sert à satisfaire les besoins matériels et culturels croissants des ouvriers, des paysans et des intellectuels. Il est constitué avant tout par le produit pour soi créé par les travailleurs de la production. Une fraction importante du fonds de consommation est en outre fournie par l'Etat, les kolkhoz, les associations coopératives; il s'agit du produit pour la société consacré aux besoins sociaux et culturels. L'accroissement du fonds de consommation est la condition nécessaire de l'augmentation des revenus réels des travailleurs.

En régime socialiste, les revenus des ouvriers, des paysans et des intellectuels augmentent rapidement pour les raisons suivantes : 1° le développement ininterrompu de la production permet d'y faire participer chaque année un nouveau contingent de travailleurs fourni par l'accroissement de la population, d'où une élévation du revenu total des travailleurs; 2° la qualification et la productivité du travail s'élèvent systématiquement, en même temps que s'accroissent le salaire moyen des ouvriers et

des employés et le revenu moyen des kolkhoziens; 3° le budget d'Etat accorde des crédits de plus en plus élevés pour la culture, l'instruction et la santé publiques; 4° le montant des sommes dont bénéficient les travailleurs au titre des assurances sociales, de la sécurité sociale, etc., ne cesse d'augmenter. Et les revenus réels des travailleurs de la société socialiste s'accroissent plus vite que les revenus nominaux (en argent), du fait que l'Etat abaisse le prix des objets de consommation.

Les progrès rapides et ininterrompus de la production déterminent une élévation constante du niveau de vie matérielle et culturelle des travailleurs. Mais pour que la production puisse augmenter, une partie du revenu national doit aller au fonds d'accumulation.

Le *fonds d'accumulation* est la partie du revenu national de la société socialiste qui sert à développer et à perfectionner la production socialiste à la ville et à la campagne, à accroître les fonds improductifs culturels et sociaux, y compris le fonds d'habitations, ainsi qu'à créer des réserves. Il assure de la sorte les conditions matérielles d'un essor et d'un perfectionnement de la production socialiste sur la base d'une technique supérieure, ainsi que d'un bien-être toujours accru de la population.

Les travailleurs de l'U.R.S.S. reçoivent, pour satisfaire leurs besoins individuels, tant matériels que culturels, environ les trois quarts du revenu national, fournis par le produit pour soi et le produit pour la société. La partie restante est utilisée aux fins de l'accumulation socialiste à la ville et à la campagne.

RÉSUMÉ

1. Le revenu national de la société socialiste est la partie du produit social total qui incarne le travail nouvellement dépensé par les ouvriers, les paysans et les intellectuels occupés dans la production. En régime socialiste, à la différence de ce qui se passe en régime capitaliste, l'ensemble du revenu national appartient aux travailleurs.

2. En régime socialiste, le revenu national augmente beaucoup plus rapidement qu'en régime capitaliste, car le socialisme ignore l'anarchie de la production, le gaspillage, les crises économiques inhérents au capitalisme, et assure une utilisation méthodique et rationnelle des ressources matérielles et de la main-d'œuvre. L'accroissement du revenu national résulte en premier lieu de l'élévation de la productivité du travail social, et ensuite de l'augmentation du nombre des travailleurs occupés dans la production matérielle.

3. La répartition du revenu national s'opère conformément aux exigences de la loi économique fondamentale du socialisme et entraîne une augmentation continue des revenus de la classe ouvrière, de la paysannerie et des intellectuels. Les dépenses effectuées par l'Etat, les kolkhoz, les associations coopératives et les organisations sociales pour satisfaire les besoins sociaux et culturels de la population sont un facteur important de l'augmentation des revenus des travailleurs. L'accroissement du revenu national est, en régime socialiste, un des principaux indices des progrès du bien-être des travailleurs.

4. Le revenu national de la société socialiste se décompose en un fonds de consommation, servant à satisfaire les besoins matériels et culturels sans cesse accrus de la population, et un fonds d'accumulation qui assure les conditions matérielles d'un essor et d'un perfectionnement rapides de la production socialiste sur la base d'une technique supérieure.

CHAPITRE XXXVIII - LE BUDGET D'ÉTAT, LE CRÉDIT ET LA CIRCULATION MONÉTAIRE EN RÉGIME SOCIALISTE

Les finances de la société socialiste.

En raison de l'existence, en régime socialiste, de la production et de la circulation marchandes, tout ce qui est produit par les entreprises socialistes s'exprime non seulement en nature, mais aussi en termes monétaires (en valeur). Les entreprises socialistes, celles de l'Etat aussi bien que les coopératives et les kolkhoz, reçoivent, en échange de leurs produits, de l'argent dont elles se servent pour couvrir leurs dépenses (amortissement, acquisition de matières premières, de combustible et de matériaux, rémunération du travail, etc.) et pour développer la production. Des fonds monétaires sont ainsi constitués et dépensés dans les entreprises socialistes. C'est le côté financier de l'activité économique de ces entreprises.

Une partie des ressources monétaires des entreprises est versée au fonds général de l'Etat qui les répartit d'une façon centralisée pour satisfaire les besoins du peuple tout entier, développer l'économie nationale et la culture. La constitution de ce fonds monétaire centralisé et sa répartition constituent l'essence du budget d'Etat.

Des fonds monétaires sont créés pour les assurances sociales, pour les assurances des personnes et des biens.

Les ressources monétaires momentanément disponibles des entreprises sont mobilisées et utilisées par voie centralisée au moyen du crédit.

Malgré leurs particularités et leurs différences, toutes ces formes de constitution et d'utilisation des fonds monétaires sont organiquement liées entre elles et constituent un système financier unique. Les *finances de la société socialiste* sont un système de relations économiques se traduisant par la constitution et la répartition méthodiques des fonds monétaires dans l'économie nationale en vue d'assurer le développement ininterrompu de la production, l'élévation constante du niveau de vie matérielle et culturelle de la population et le renforcement continu de la puissance de l'Etat socialiste. Elles comprennent : le budget d'Etat, les finances des entreprises d'Etat, des kolkhoz, des coopératives artisanales et de consommation, les assurances sociales d'Etat, les assurances d'Etat sur les biens et sur les personnes, les différentes formes de crédit.

La production socialiste constitue la base matérielle des finances. Le système financier s'appuie sur les progrès de la production industrielle et agricole, sur l'extension du commerce. En même temps, les finances influent activement sur le développement de la production et du commerce.

C'est par l'intermédiaire des finances que s'effectue la répartition du produit social total sous sa forme monétaire entre les secteurs de la production socialiste — le secteur d'Etat et le secteur coopératif kolkhozien — entre les différentes branches et entreprises, entre les régions du pays, entre la société dans son ensemble et ses membres. Ce faisant, les finances sont appelées à assurer l'emploi le plus rationnel de toutes les ressources de l'économie socialiste, à concourir à l'affermissement du régime d'économie, du principe de la gestion équilibrée, de la discipline financière dans l'économie nationale et à l'accroissement de la rentabilité de la production. C'est au moyen des finances que l'Etat socialiste contrôle par le rouble toute l'activité économique des entreprises et des différentes branches de l'économie.

Le budget de l'Etat socialiste.

Le budget d'Etat occupe la première place dans le système financier du socialiste. En régime socialiste, le *budget d'Etat* est la forme principale sous laquelle s'opèrent la constitution et l'utilisation méthodique du fonds centralisé des ressources monétaires en vue d'élargir la production socialiste et de satisfaire les besoins croissants de toute la société. Une partie importante du revenu national du pays est répartie par l'intermédiaire du budget d'Etat. Celui-ci comprend un chapitre des recettes (rentrées des fonds monétaires centralisés et mis à la disposition de l'Etat) et un chapitre des dépenses (affectation de ces fonds aux besoins de la société). Le plan des recettes et des dépenses du budget est le plan financier essentiel de l'Etat socialiste.

En régime socialiste, le budget d'Etat est foncièrement différent, par sa nature, de ce qu'il est en régime capitaliste, où il constitue un instrument d'exploitation supplémentaire des masses laborieuses et d'enrichissement des monopoles et où il est mis à profit pour la militarisation de l'économie et la course aux armements. Le budget de l'Etat socialiste, conformément à la loi économique fondamentale du socialisme, est un facteur très important du développement de l'économie de paix et de l'essor des forces productives en vue de satisfaire les besoins matériels et culturels croissants de toute la société.

Les revenus que les exploiters tiraient du travail du peuple restent aujourd'hui dans les mains des travailleurs et sont utilisés, en partie, pour élargir la production et y intégrer de nouveaux contingents de travailleurs, et, en partie, pour augmenter directement les revenus des ouvriers et des paysans. (J. STALINE : « Rapport au XVII^e Congrès du P.C.(b) de l'U.R.S.S. », *Les Questions du léninisme*, t. II, p. 166.)

Grâce à la domination de la propriété sociale des moyens de production, le budget d'Etat en régime socialiste est étroitement lié à toute l'économie nationale dans son ensemble et est un facteur du développement harmonieux de l'économie socialiste, de l'utilisation rationnelle des ressources de production dans toutes les branches de l'économie. Reflétant le plan de l'économie nationale, le budget influe en même temps de diverses façons sur sa réalisation. Il est, pour l'Etat socialiste, le moyen indispensable servant à établir dans l'économie nationale les proportions exigées par la loi du développement harmonieux de cette dernière. C'est par le budget que l'Etat socialiste mobilise les ressources monétaires de l'économie nationale et les répartit entre les entreprises et les branches d'activité en fonction des tâches assignées par le plan et de la marche de leur exécution, et qu'il contrôle l'état des finances des branches d'activité et des entreprises, ainsi que l'application du régime d'économies.

Le budget d'Etat s'appuie sur le développement de toute l'économie socialiste. Il est indissolublement lié, avant tout, à la gestion financière, aux revenus et aux dépenses des entreprises d'Etat. La majeure partie du revenu net de la société créé dans ces entreprises alimente le budget d'Etat. Les investissements opérés au titre des fonds fixes dans toutes les branches de l'économie nationale, l'accroissement des fonds fixes et circulants des entreprises d'Etat sont en grande partie assurés par le budget. Les rapports qui s'établissent entre le budget et les kolkhoz revêtent une grande importance. Une partie du revenu net des kolkhoz est versée au budget et utilisée pour les besoins généraux de la société. Par l'intermédiaire du budget, l'Etat accorde une aide financière au secteur kolkhozien pour développer la production, entretient les écoles, les hôpitaux et les autres établissements sociaux et culturels desservant les kolkhoziens.

Le *chapitre des recettes* du budget d'Etat de l'U.R.S.S. est alimenté avant tout par le revenu net de la société, plus précisément par la partie de celui-ci qui forme le revenu net centralisé de l'Etat. En 1954, les rentrées fournies par le revenu net de la société (provenant de l'économie socialiste) ont constitué 86 % des recettes budgétaires.

Le revenu net centralisé de l'Etat est versé au budget d'Etat sous forme d'« impôt sur le chiffre d'affaires », de prélèvements sur le revenu net (bénéfices) des entreprises d'Etat, des sommes additionnelles aux salaires destinées aux assurances sociales, de l'impôt sur les revenus des kolkhoz et autres entreprises coopératives, etc. Les deux premiers articles fournissent la majeure partie des recettes du budget d'Etat de l'U.R.S.S.

Une autre source de recettes, pour le budget d'Etat, ce sont les versements effectués par la population sous forme d'impôts et d'emprunts. Les *impôts* transfèrent au budget une partie des revenus personnels des membres de la société. Dans la société socialiste, à la différence de ce qui se passe en régime capitaliste, les impôts frappant la population sont consacrés aux besoins généraux de la société et constituent une partie infime des revenus des travailleurs. En 1954, ils ne constituaient que 8,3 % des recettes du budget d'Etat de l'U.R.S.S. Les versements et les allocations budgétaires de toute sorte dont bénéficie la population dépassent de plusieurs fois le montant des impôts qu'elle paye.

En U.R.S.S., une partie des travailleurs est totalement exonérée d'impôts. Le taux de l'imposition dépend du montant des revenus. En 1954, l'impôt agricole acquitté par les paysans constituait moins de 1 % des recettes de l'Etat et le montant des impositions frappant la population rurale avait été divisé par plus de 2,5 par rapport à 1952.

Dans la société socialiste, les *emprunts d'Etat* sont un moyen de faire appel pour un temps déterminé à l'argent disponible de la population pour couvrir les besoins de toute la société. En souscrivant à l'emprunt, les travailleurs confient volontairement à l'Etat, en jouissance temporaire, une partie de leurs revenus personnels. Par ailleurs, l'emprunt est une forme d'épargne qui procure à la population un revenu sous forme d'obligations à lots et portant intérêt. Il a fourni de 1951 à 1954 un peu plus de 5 % en moyenne des recettes du budget d'Etat de l'U.R.S.S.

Le *chapitre des dépenses* du budget est constitué par les mesures de financement par l'Etat, c'est-à-dire l'affectation sans remboursement de ressources monétaires principalement aux fins suivantes : 1° développement de l'économie nationale; 2° mesures d'ordre social et culturel; 3° entretien des organismes administratifs de l'Etat et 4° défense nationale. Le gros des ressources budgétaires de l'Etat est, en U.R.S.S., consacré au financement de l'économie nationale et des œuvres sociales et culturelles. Depuis la fin de la guerre, plus des deux tiers des dépenses budgétaires vont à ces fins.

Les crédits budgétaires sont un des facteurs essentiels du développement économique de l'U.R.S.S. De 1946 à 1954, le budget d'Etat a consacré 1.462 milliards de roubles à l'économie nationale, c'est-à-dire à assurer le développement prioritaire de la production des moyens de production, le progrès de l'industrie lourde, l'essor de l'agriculture, et à étendre la production des marchandises de consommation courante. L'Etat socialiste procède chaque année à des investissements considérables au titre des fonds fixes dans toutes les branches de l'économie. Il finance un vaste programme de construction d'usines, de mines, de centrales électriques, de sovkhoz, de S.M.T., de chemins de fer, d'entreprises municipales, d'habitations, d'écoles, d'hôpitaux, de maisons de cure, etc. Une partie des ressources budgétaires va accroître les moyens circulants des entreprises existantes en s'ajoutant à la partie de leur revenu net qui leur est laissée à cette fin. C'est au compte des ressources budgétaires que sont constituées les réserves matérielles de l'Etat, indispensables à une gestion planifiée de l'économie et aux besoins de la défense nationale.

Une partie notable des ressources budgétaires est dépensée pour les œuvres sociales et culturelles qui contribuent dans une mesure importante à l'élévation continue du niveau de vie matérielle et culturelle de la population. Le budget consacre des sommes considérables au développement de la science, à l'enseignement, à la protection de la santé publique, à la culture physique, au paiement des pensions et des allocations, etc.

Dans la société socialiste, une partie du budget va à l'entretien de l'appareil d'Etat qui exerce une activité multiple dans les domaines économique et culturel. L'application d'un régime d'économie en vue de développer la production et de satisfaire les besoins croissants de la population exige que le coût de l'appareil administratif soit réduit au minimum. Aussi l'Etat socialiste pratique-t-il une politique visant à rationaliser l'appareil administratif et à diminuer les dépenses qu'il entraîne.

Une partie des ressources budgétaires est dépensée pour renforcer la capacité de défense du pays. L'Union soviétique, qui mène une politique conséquente de paix, ne consacre à ses forces armées qu'une fraction relativement minime du budget.

Rien qu'au cours des cinq premières années d'après-guerre (1946-1950), l'Etat soviétique a dépensé 524,5 milliards de roubles pour les mesures sociales et culturelles; il leur a consacré 512,5 milliards durant les quatre premières années du cinquième quinquennat.

En U.R.S.S., les frais d'entretien des organismes administratifs de l'Etat absorbaient 4,2 % du budget en 1932, 3,9 % en 1940, et les prévisions étaient de 2,2 % pour 1955.

Le budget 1955 prévoyait pour la défense du pays 19,9 % du total des dépenses budgétaires, alors qu'aux Etats-Unis, les dépenses militaires proprement dites constituaient à elles seules de 1954 à 1955 près des deux tiers du budget.

Dans la société socialiste, le budget d'Etat s'accroît régulièrement en fonction de l'essor continu de l'économie nationale. L'élévation rapide et ininterrompue du revenu national en régime socialiste a pour corollaire l'augmentation continue de la partie de ce dernier qui va au budget d'Etat. Ainsi, les recettes budgétaires de 1954 avaient plus que triplé par rapport à 1940. Le budget d'Etat de l'U.R.S.S. est équilibré et stable. Les budgets des pays capitalistes sont généralement déficitaires. Celui de l'U.R.S.S., loin d'être déficitaire, est régulièrement équilibré avec un excédent notable des recettes sur les dépenses.

L'exécution du budget est directement fonction de la marche de la production, de la réalisation des marchandises, de la réduction des frais de production et de circulation, de l'accroissement de l'accumulation, donc du degré d'utilisation des réserves intérieures de la production ainsi que de l'application de la gestion équilibrée dans l'économie nationale. En même temps, le budget aide à mettre au jour et à utiliser ces réserves, ainsi qu'à augmenter la rentabilité de la production.

Au cours de la réalisation du budget, les organismes financiers contrôlent l'exécution des plans économiques, s'assurent que le régime d'économie et la discipline financière sont respectés dans l'ensemble de l'économie nationale. Ce contrôle s'effectue en établissant le montant des prélèvements à verser au budget et en vérifiant si les obligations envers ce dernier ont été remplies. Les organismes financiers analysent l'activité économique des différentes entreprises et organisations, font apparaître les défauts, vérifient le bon usage des ressources de l'Etat et le bien-fondé de leur dépense, l'état de la comptabilité et des finances des entreprises; ils s'opposent à toute dépense injustifiée. Souvent les fonds sont attribués aux organisations économiques suivant la qualité de leur travail.

Le budget d'Etat de l'U.R.S.S. se compose : 1° du *budget de l'Union*, et 2° des *budgets des républiques fédérées*, qui à leur tour comprennent : a) le budget de la république, et b) les budgets locaux. Le rôle déterminant appartient ici au budget de l'Union qui concentre le gros des ressources budgétaires. Cette organisation du budget, qui découle de la structure de l'Etat soviétique, permet d'appliquer les principes du centralisme démocratique et une politique nationale correcte dans l'Etat socialiste multinational. Le budget d'Etat de l'U.R.S.S. est établi pour un an et a force de loi après qu'il a été ratifié par le Soviet suprême de l'U.R.S.S. Les budgets des républiques fédérées sont ratifiés par leurs Soviets suprêmes respectifs.

La répartition centralisée des ressources monétaires est aussi réalisée en partie par le canal des assurances sociales d'Etat et des assurances d'Etat sur les biens et sur les personnes.

Les *assurances sociales d'Etat* garantissent matériellement les ouvriers, les employés et les membres de leur famille en cas de perte temporaire ou permanente de la capacité de travail. Elles comportent l'assistance médicale gratuite, l'entretien de maisons de repos et de cure, d'hôpitaux, etc. Elles sont gérées par les organismes syndicaux et alimentées par l'Etat ou les organisations coopératives correspondantes. Les assurances sociales sont alimentées par le revenu net de la société sous forme de versements effectués par les entreprises, organisations et établissements divers, versements qui représentent un certain pourcentage du montant global des salaires des ouvriers et des employés (somme additionnelle aux salaires). Les fonds des assurances sociales d'Etat, recettes et dépenses, sont inclus dans le budget d'Etat et administrés par les syndicats. Les dépenses effectuées au titre des assurances sociales augmentent rapidement. Elles étaient en 1954 supérieures de plus de 190 % à celles de 1940.

Les *assurances d'Etat sur les biens et sur les personnes* compensent et préviennent les pertes que peuvent subir les citoyens, les entreprises et les organisations à la suite de sinistres ou d'accidents. Elles constituent en U.R.S.S. un monopole d'Etat et sont administrées par des organismes d'assurances; elles desservent, pour l'essentiel, la population, les kolkhoz et les coopératives. Les fonds en sont constitués principalement par les primes d'assurances que versent la population, les entreprises et les organisations.

Le crédit en régime socialiste.

Le crédit est l'un des instruments économiques de la société socialiste. Sa nécessité en régime socialiste découle de l'existence de la production et de l'économie marchandes, du développement de la fonction de la monnaie en tant que moyen de paiement. L'économie socialiste suppose une organisation méthodique de tout le circuit de paiement du pays avec un large développement du crédit. L'utilisation rationnelle à l'échelle de toute l'économie nationale des ressources monétaires provisoirement disponibles acquiert à cet égard une extrême importance. Dans l'économie nationale, il se constitue, d'une part, des fonds provisoirement disponibles, tandis que, d'autre part, certaines entreprises ont provisoirement besoin de ressources supplémentaires.

C'est qu'au cours du mouvement circulatoire des fonds des entreprises socialistes, la date des rentrées résultant de la réalisation du produit ne coïncide pas avec celle des dépenses nécessitées par les besoins de la production. Une partie des ressources des entreprises revêt constamment la forme monétaire, mais elle est dépensée à des intervalles déterminés. A mesure que la production est réalisée,

de l'argent est accumulé pour l'acquisition des matières premières et du combustible, dont les stocks se renouvellent périodiquement, ainsi que pour le fonds des salaires dont le versement s'effectue habituellement deux fois par mois. Le fonds d'amortissement s'accumule lui aussi sous forme monétaire, mais n'est dépensé pour l'acquisition de nouvelles machines, d'équipement, la construction de locaux ou leur réparation, qu'au bout d'un certain temps. Le revenu net des entreprises n'est réinvesti pour accroître les fonds fixes que lorsqu'il atteint un montant suffisamment élevé. C'est ainsi que les entreprises d'Etat ont de l'argent momentanément disponible. De même les kolkhoz, sous forme de prélèvements sur les revenus en argent versés aux fonds indivis, sommes destinées à être dépensées dans un avenir plus ou moins éloignés et de revenus monétaires non encore répartis entre les kolkhoziens, etc. Au cours de l'exécution du budget, de l'argent se trouve momentanément disponible : excédents des recettes sur les dépenses, soldes des comptes courants des administrations financières et crédits spéciaux du budget. L'augmentation des revenus des travailleurs entraîne chez ceux-ci également l'apparition d'argent disponible en quantités toujours croissantes. Par ailleurs, les entreprises socialistes et les organisations économiques ont, d'une manière périodique, temporairement besoin d'argent pour les dépenses saisonnières, les stockages de matières premières, etc. D'où la nécessité économique du crédit. Celui-ci est étroitement lié à la circulation des fonds des entreprises socialistes, dont il est l'un des instruments.

En régime socialiste, le *crédit* permet à l'Etat de mobiliser l'argent momentanément disponible, qui sera ensuite remboursé, et d'en faire méthodiquement usage pour les besoins de l'économie socialiste. Contrairement au régime capitaliste, l'économie socialiste ignore le capital de prêt; dans sa majeure partie, l'argent mis à la disposition du système de crédit est propriété sociale, et le reste est la propriété personnelle des travailleurs. Ces ressources sont utilisées dans l'intérêt des entreprises socialistes et des masses laborieuses. En régime socialiste, le crédit est régi par un plan. Conformément aux besoins de l'économie socialiste, l'Etat dresse des *plans des crédits* où il en détermine le volume, les sources et la destination. Le plan des crédits reflète le plan de l'économie nationale et en favorise l'exécution.

Dans la société socialiste, les établissements de crédit de l'Etat : banques et caisses d'épargne, mobilisent l'argent momentanément disponible. Ainsi, les entreprises où est appliquée la gestion équilibrée sont tenues d'ouvrir un compte à la Banque d'Etat et d'y déposer leur argent. Les kolkhoz ont un compte courant à la Banque d'Etat ou dans les caisses d'épargne et ils y déposent leurs fonds. L'argent accumulé par les entreprises socialistes est, lui aussi, concentré dans des banques spéciales (ainsi, les sommes réservées par les entreprises d'Etat pour être investies dans de nouveaux travaux de construction, les fonds indivis des kolkhoz, etc.).

A la Banque d'Etat sont déposés les ressources budgétaires disponibles, l'argent des administrations publiques, des syndicats, des assurances, etc. Le crédit est également un moyen de mobiliser l'argent disponible de la population par l'entremise des caisses d'épargne d'Etat. Les crédits avancés par les banques sont à court terme ou à long terme : les crédits à *court terme* sont appelés à faciliter le mouvement des moyens circulants des entreprises d'Etat, des kolkhoz et des autres entreprises coopératives; les crédits à *long terme* intéressent principalement la sphère des grands travaux. L'Etat accorde aussi des crédits à long terme aux kolkhoz et aux associations coopératives (pour couvrir les frais d'aménagement), aux travailleurs (pour la construction d'habitations individuelles) et aux kolkhoziens (pour l'achat de vaches, etc.). Une autre source de crédit à long terme pour les kolkhoz et les coopératives réside dans leurs propres accumulations. Les entreprises d'Etat reçoivent des sommes à investir dans les fonds fixes sous forme de crédits budgétaires non remboursables; elles font aussi appel dans ce but à leurs ressources propres : fonds d'amortissement et revenu net.

Conformément au plan, les entreprises et les organisations économiques se voient accorder des avances à titre de crédits bancaires directs. Une entreprise ne peut recevoir d'avances que de la banque. Le crédit commercial, c'est-à-dire la vente mutuelle de marchandises à crédit par les entreprises, n'existe pas en U.R.S.S. La pratique du crédit commercial affaiblirait le contrôle exercé par les banques sur l'activité économique des entreprises et rendrait possible une redistribution hors plan et sans contrôle des moyens entre les entreprises. La banque accorde une avance à l'entreprise pour des mesures économiques déterminées, tels le stockage saisonnier de matières premières, la constitution de stocks temporaires de produits finis ou semi-ouvrés. Ainsi est assurée la liaison directe du crédit bancaire avec les processus de production et de circulation.

L'octroi par la banque de crédits directs à court terme aux entreprises et aux organisations économiques est subordonné aux conditions fondamentales suivantes : 1° remboursement de l'avance dans un délai déterminé; 2° destination précise de l'avance accordée; 3° garantie de l'avance que la banque accorde par des valeurs matérielles. L'obligation de rembourser l'avance dans un délai déterminé incite les organisations économiques et les entreprises à accélérer la rotation des fonds, et concourt à la réalisation du contrôle financier par la banque. L'obligation de garantir l'avance par des valeurs matérielles permet à la banque de vérifier si le crédit a été utilisé correctement et conformément au but spécifié; elle rattache le crédit à la circulation des ressources matérielles.

Les banques paient un intérêt pour les dépôts qui leur sont confiés et perçoivent un intérêt un peu plus élevé pour les avances qu'elles accordent. Dans l'économie socialiste, *l'intérêt* est la partie du revenu net de l'entreprise que celle-ci verse à la banque pour l'utilisation temporaire de l'argent emprunté. Le taux de l'intérêt qui, en régime capitaliste, s'établit spontanément, par le simple jeu de la concurrence, est, en régime socialiste, fixé par l'Etat et d'après un plan. L'Etat fait en sorte que les entreprises et les organisations aient un intérêt matériel à déposer leur argent disponible à la banque, et à utiliser de la manière la plus rationnelle et la plus économique leurs ressources et celles qu'elles ont empruntées.

En régime socialiste, le crédit est inséparable d'une organisation rationnelle des fonds des entreprises et de leurs règlements réciproques des comptes. La société socialiste a largement recours aux *règlements par compensation*. Le règlement des comptes entre les entreprises et les organisations s'opère à la banque par des virements réciproques à la demande des intéressés. La centralisation planifiée des fonctions de règlement des comptes et de crédit permet d'effectuer en U.R.S.S. sur une vaste échelle, impossible en régime capitaliste, des opérations de clearing intérieur, c'est-à-dire le règlement des comptes réciproques des organisations économiques. En U.R.S.S., les règlements au comptant ne se pratiquent entre les entreprises que s'il s'agit de sommes minimales. Le développement qu'ont pris les règlements par compensation supplée l'argent liquide dans le circuit économique et réduit ainsi la quantité d'argent nécessaire aux besoins de la circulation dans l'économie nationale. Les règlements par compensation accélèrent la rotation des moyens monétaires et de l'ensemble du produit social et concourent au renforcement du système monétaire.

Le crédit accordé aux entreprises d'Etat joue un rôle important dans l'organisation de la production. Il constitue une partie considérable des moyens circulants des entreprises. Le crédit contribue au développement de la production socialiste, à l'utilisation rationnelle des fonds et à l'accélération de leur rotation, à l'abaissement du prix de revient de la production et à l'augmentation de la rentabilité de la production.

En régime socialiste, le crédit est, aux mains de l'Etat, un important moyen de contrôler financièrement l'activité des entreprises et des organisations économiques. L'octroi de crédits s'accompagne de vérifications préalables et ultérieures de la situation financière de l'entreprise. Les organismes de crédit vérifient si les plans relatifs aux revenus et à l'accumulation ont été exécutés, si les moyens circulants propres et empruntés ont été dépensés comme prévu, la manière dont l'entreprise tire parti de ses ressources et sa ponctualité dans les paiements, la solidité de sa base financière dans l'éventualité de l'octroi de crédits. Ils prennent des mesures pour assurer la ponctualité des paiements, renforcer le principe de la gestion équilibrée et le régime d'économie dans les entreprises.

Les banques dans la société socialiste.

L'organisation bancaire est concentrée en U.R.S.S. entre les mains de l'Etat socialiste. En régime socialiste, les banques sont des organismes d'Etat qui assurent méthodiquement, dans l'intérêt du développement de l'économie socialiste, l'octroi de crédits aux entreprises, le financement des investissements au titre des fonds fixes, les règlements et les paiements dans l'économie nationale. Tout en conservant leur forme ancienne, elles ont donc un autre contenu que les banques capitalistes.

Le système bancaire soviétique comprend la Banque d'Etat de l'U.R.S.S., à laquelle revient un rôle prépondérant, et des banques spéciales d'Etat d'investissements à long terme.

La *Banque d'Etat* de l'U.R.S.S. (Gosbank) est une banque d'émission, une banque de crédits à court terme et un centre de règlement des comptes. Ses fonctions sont les suivantes :

Premièrement, elle *règle la circulation monétaire*, le mouvement de l'argent liquide dans le pays, procède au retrait de la monnaie de la circulation ou à *l'émission de la monnaie* conformément à un plan et selon les modalités arrêtées par le gouvernement de l'U.R.S.S.

Deuxièmement, elle s'acquitte des *opérations de caisse*, autrement dit elle rassemble dans ses caisses l'argent liquide des entreprises socialistes, des organisations d'Etat et sociales, et leur en accorde pour les besoins courants.

Troisièmement, elle ouvre des *crédits à court terme* aux entreprises et aux organisations économiques fonctionnant sur la base de la gestion équilibrée dans toutes les branches de l'économie nationale (à l'exception de l'industrie du bâtiment).

Quatrièmement, elle est un *centre de règlement des comptes*, c'est-à-dire qu'elle procède, à l'intérieur du pays, au règlement des comptes entre les différents établissements, entreprises et organisations.

Cinquièmement, elle est chargée du *mouvement des fonds du budget* : elle reçoit les sommes versées au budget d'Etat, délivre des fonds d'une façon strictement conforme aux prévisions budgétaires et, dans la mesure des crédits ouverts, tient la comptabilité des recettes et des dépenses budgétaires.

Sixièmement, elle est la dépositaire des *fonds de devises* du pays et procède au règlement des comptes relatifs aux opérations économiques — commerciales et autres — de l'U.R.S.S. avec les pays étrangers; une partie de ces comptes est réglée par la Banque du commerce extérieur de l'U.R.S.S. (Vnechtorg-bank).

La Banque d'Etat de l'U.R.S.S. est la plus grande banque du monde. Elle possède ses succursales dans toutes les capitales des républiques, les chefs-lieux des territoires et des régions, ainsi que de la plupart des districts du pays. Assurant le règlement réciproque des comptes et s'acquittant des opérations de crédit, elle est en mesure d'exercer ses fonctions d'organisme d'Etat, le plus important, chargé de contrôler l'activité économique et financière des entreprises et des organisations. Les règlements des comptes par compensation qu'effectue la Banque d'Etat comprennent la quasi totalité des paiements des entreprises et des organisations économiques du pays.

Les *banques d'investissements à long terme* desservent certaines branches de l'économie socialiste. Elles ont pour principale fonction d'accorder les sommes et les crédits à long terme qui seront investis au titre des fonds fixes dans les entreprises de la branche considérée. Tout l'argent destiné par le plan à cet usage est concentré dans les banques appropriées. Ce sont elles qui règlent tous les comptes afférents aux travaux de construction, délivrent les fonds nécessaires à l'exécution de ces travaux et contrôlent le bien-fondé de leur emploi en conformité du plan.

Il existe en U.R.S.S. une banque chargée de financer le» investissements de fonds fixes dans les entreprises d'Etat et les organisations de construction appartenant à l'industrie, aux transports et aux P.T.T. (*Prombank*) ; une banque chargée de financer les investissements de fonds fixes dans les entreprises d'Etat et les organisations appartenant à l'agriculture et à la sylviculture, ainsi que d'accorder les crédits à long terme aux kolkhoz et à la population rurale (*Selkhozbank*) ; une banque chargée de financer les investissements de fonds dans le commerce et les coopératives (*Torgbank*) ; une banque centrale chargée de financer les entreprises municipales et la construction d'habitations (*Tsékombank*), et des banques municipales locales, relevant des organismes locaux.

Les banques assurent le contrôle financier de la production et de la circulation, contribuant de la sorte à renforcer le régime d'économie et le principe de la gestion équilibrée. Ce contrôle est réalisé, premièrement, par le financement des mesures prévues dans le plan, et en fonction de l'accomplissement du plan, ainsi que par l'octroi de crédits à cette fin; deuxièmement, en exigeant le remboursement des avances consenties dans les délais fixés pour l'exécution des tâches prévues par le plan; troisièmement, en appliquant les sanctions appropriées, en cas d'infraction aux clauses concernant l'utilisation des fonds et le délai de remboursement de l'avance (par exemple, perception d'un intérêt majoré et privation du droit de recourir ultérieurement au crédit bancaire).

Pour que l'activité économique des entreprises s'améliore et que le régime d'économie soit appliqué dans toute sa rigueur, le contrôle financier des banques sur la production et leur intervention active auprès des entreprises mal gérées doivent être renforcés.

Pour renforcer le principe de la gestion équilibrée, ainsi que le contrôle financier, la Banque d'Etat joue un rôle important en adoptant une attitude différenciée lorsqu'elle accorde des crédits aux entreprises, suivant qu'elles travaillent bien ou mal. Quand des entreprises travaillent mal, ne s'acquittent pas des tâches relatives à la réduction du prix de revient, n'exécutent pas les plans d'accumulation, ne conservent pas leurs propres fonds de roulement, il leur est appliqué un régime plus strict de crédit et de règlements, jusques et y compris, notamment, la cessation de l'octroi ultérieur de crédits et le recouvrement avant terme des crédits précédemment accordés. Par contre, les entreprises travaillant bien bénéficient d'une série d'avantages lors de l'octroi de crédits, notamment de l'augmentation de ces derniers. Cette attitude différenciée renforce le rôle du contrôle bancaire dans l'encouragement à l'élévation de la qualité du travail des entreprises et à l'observation d'un régime d'économies.

Le principe de la gestion équilibrée s'applique également aux banques. Le revenu net de la banque est constitué par la différence entre la somme des intérêts perçus, d'une part, et celle des intérêts versés ainsi que des dépenses d'entretien et de personnel, d'autre part.

Les progrès de l'économie socialiste et le développement des rapports de crédit entraînent une augmentation du chiffre d'affaires des banques. A la fin de 1954, le total des crédits de la Banque d'Etat investis dans l'économie nationale s'élevait à 190 milliards de roubles, soit 3,4 fois plus qu'en 1940.

Les *caisses d'épargne de l'Etat* reçoivent en dépôt l'argent des particuliers, ainsi que des kolkhoz et des organisations sociales, et servent un intérêt aux déposants; elles rendent différents services aux travailleurs en effectuant leurs règlements monétaires tels que le paiement des services municipaux, des loyers, etc.

Ainsi qu'il a été dit, l'augmentation constante des fonds déposés par la population est un indice du bien-être grandissant des travailleurs. A la fin de 1954, le montant des sommes versées aux caisses d'épargne par la population s'élevait à 48,4 milliards de roubles, contre 18,5 milliards en 1950. Les caisses d'épargne s'acquittent également des opérations afférentes aux emprunts d'Etat : paiement des obligations gagnantes et des intérêts.

La circulation monétaire en régime socialiste.

La monnaie soviétique est une monnaie-or, un équivalent général. Sa stabilité est garantie, nous l'avons déjà dit, avant tout par le fait que l'Etat dispose d'énormes masses de marchandises qu'il met en circulation à des prix fermes. D'autre part, la monnaie soviétique est couverte par de l'or. Le développement continu de la production socialiste et de la circulation des marchandises donne une base solide à la monnaie. Un facteur d'une grande importance pour l'élévation du pouvoir d'achat du rouble soviétique est la baisse des prix, fondée sur la réduction du prix de revient et des frais de circulation, sur l'accroissement de la quantité de marchandises.

La monnaie soviétique circule sous la forme de billets de banque de 10, 25, 50 et 100 roubles. Ces billets sont garantis par l'or, les métaux précieux et les autres avoirs de la Banque d'Etat de l'U.R.S.S. Des coupures de 1, 3 et 5 roubles, ainsi qu'une monnaie divisionnaire en métal sont également en circulation.

La monnaie soviétique ne peut jouer normalement son rôle d'étalon-or que si sa quantité est en rapport avec les besoins réels de l'économie nationale en moyens de circulation et en moyens de paiement.

Dans l'économie socialiste, la circulation monétaire est réglée par la loi économique selon laquelle la quantité d'argent nécessaire à la circulation marchande est déterminée par la somme des prix des marchandises en circulation et la vitesse de circulation de l'argent. La compensation des comptes, dans le processus de la circulation des marchandises, diminue les besoins d'argent liquide. La somme globale d'argent en circulation nécessaire à la société pour une période déterminée est, en outre, fonction du montant total des paiements au comptant exécutés au cours de cette période. En régime socialiste, les paiements de ce genre concernent notamment les salaires, les revenus en argent répartis au prorata des journées-travail, les obligations gagnantes; ceux qui sont effectués par la population sont relatifs aux loyers et aux impôts, aux dépôts à la caisse d'épargne, etc.

Ainsi, la quantité d'argent nécessaire à la circulation dans une économie socialiste, est déterminée par la somme des prix des marchandises réalisées au comptant, par le montant total des paiements au comptant, par la vitesse de rotation des unités monétaires.

Le fonctionnement normal de la circulation monétaire est une condition importante du développement harmonieux de l'économie nationale. S'appuyant sur la loi du développement harmonieux de l'économie nationale et utilisant la loi de la circulation monétaire, l'Etat socialiste planifie la circulation de la monnaie dans le pays en liaison étroite avec la planification de l'économie nationale dans son ensemble. En U.R.S.S., l'émission de la monnaie est rigoureusement centralisée : la monnaie livrée à la circulation est émise par la Banque d'Etat de l'U.R.S.S., chaque nouvelle émission étant décidée par le gouvernement. Le gros de l'argent liquide délivré par la Banque d'Etat sert, conformément aux prévisions du plan, à payer les salaires, à effectuer les versements en espèces au prorata des journées-travail, à payer les produits agricoles stockés et achetés aux kolkhoziens. D'autre part, l'argent liquide qui fait retour à la banque provient surtout des recettes des organisations commerciales, qui fournissent plus des quatre cinquièmes des encaissements de la Banque d'Etat, ainsi que des recettes versées chaque jour à la banque par les entreprises municipales, les transports et les P.T.T.

La Banque d'Etat remet également des espèces pour le paiement des intérêts des obligations gagnantes ou amorties des emprunts d'Etat, des pensions, des allocations, des assurances, des petites factures, etc. Elle reçoit régulièrement l'argent des impôts et des autres versements faits au budget, des fonds déposés dans les caisses d'épargne, des primes d'assurances, etc. Une masse monétaire considérable passe ainsi par ses caisses sans discontinuer.

Le rapport qui existe entre les revenus monétaires de la population, d'une part, et le volume des marchandises en circulation ainsi que des services payants offerts à la population, d'autre part, est l'un des principaux facteurs qui influent sur la circulation monétaire. Pour mettre ce rapport en évidence et établir dans le plan de l'économie nationale les proportions nécessaires entre l'augmentation des revenus monétaires de la population et celle de la masse de marchandises et des services payants, on dresse la balance des revenus et des dépenses monétaires de la population. Cette balance prend en considération tous les revenus et toutes les dépenses monétaires de la population pour la période envisagée. Les rapports prévus dans le mouvement de la monnaie en ce qui concerne certains éléments du plan de l'économie nationale (fonds des salaires, circulation des marchandises, budget d'Etat, etc.), permettent de fixer les objectifs indispensables dans le domaine de la circulation monétaire.

Un élément important dans la planification de la circulation monétaire est le *plan du mouvement des fonds* de la Banque d'Etat, plan arrêté par le gouvernement et qui embrasse de haut en bas l'ensemble du système de la Banque d'Etat. Il établit les prévisions concernant l'argent liquide qui entrera à la Banque d'Etat et qui en sortira au cours de la période envisagée. Le plan du mouvement des fonds tient compte de la balance des revenus et des dépenses monétaires de la population. Il prend donc en considération le volume du commerce de détail, des produits agricoles à stocker, le montant global des salaires des ouvriers et des employés et les autres éléments dont dépend le montant des rentrées et des sorties. Il prévoit l'émission de monnaie ou le retrait d'une partie de la monnaie en circulation, en fonction du rapport qui existe entre les rentrées d'argent liquide dans les caisses de la Banque d'Etat à travers tout le pays, et les sorties. La Banque d'Etat règle également la circulation monétaire dans le pays au moyen du plan des crédits. L'organisation planifiée de la circulation monétaire permet d'augmenter ou de réduire la quantité d'argent liquide en circulation, et d'avoir à tout moment, dans chaque région comme dans l'ensemble du pays, la quantité d'argent liquide nécessaire aux besoins. Ainsi est assurée la stabilité de la circulation monétaire.

La réforme monétaire effectuée à la fin de 1947 a joué un rôle considérable dans le renforcement du système monétaire soviétique. Elle a consisté à échanger, sous certaines conditions, l'ancienne monnaie, qui s'était en partie dépréciée pendant la guerre, contre une nouvelle monnaie, émise en 1947. Contrairement aux réformes monétaires effectuées dans les pays capitalistes, qui aggravent la condition des travailleurs, elle a été réalisée dans l'intérêt de ces derniers. Le salaire des ouvriers et des employés est resté le même, mais il a été désormais payé en argent nouveau, non déprécié. La réforme monétaire s'est accompagnée d'une baisse du prix des marchandises. Elle a remédié aux effets de la guerre dans la circulation monétaire; elle a rendu au rouble soviétique toute sa valeur, augmenté l'importance de la monnaie dans l'économie nationale, facilité le passage au commerce, à des prix uniformes, sans rationnement, entraîné une élévation du salaire réel des ouvriers et des employés, ainsi que des revenus réels de la paysannerie kolkhozienne.

La stabilisation de la circulation monétaire, la production croissante de marchandises d'usage courant et le développement du commerce du détail, la baisse du prix des marchandises ont eu pour conséquence une hausse du pouvoir d'achat et du cours du rouble. Le gouvernement soviétique a relevé à partir du 1^{er} mars 1950 le cours officiel du rouble, qui est désormais établi non plus sur la base du dollar, comme c'était le cas depuis 1937, mais directement sur la base de l'or, d'après la teneur en or du rouble.

Dans l'économie socialiste, *l'Etat possède le monopole des devises*; autrement dit, c'est à lui seul qu'il appartient de régler les comptes avec les Etats étrangers, d'acheter, de vendre et de stocker des devises étrangères. Le monopole d'Etat des devises et du commerce extérieur assure l'indépendance de la monnaie soviétique vis-à-vis de la conjoncture toujours changeante du marché capitaliste. Cette indépendance ne cesse de se renforcer grâce à l'accumulation de réserves d'or, grâce aussi à une balance commerciale et à une balance des comptes créditrice en faveur de l'U.R.S.S.

RÉSUMÉ

1. Les finances de la société socialiste comprennent le budget d'Etat, les finances des entreprises socialistes, les assurances sociales d'Etat, les assurances d'Etat sur les biens et sur les personnes, les diverses formes de crédit.

2. C'est avant tout par le budget d'Etat que s'opèrent la constitution et l'utilisation méthodiques du fonds centralisé des ressources monétaires destinées à satisfaire les besoins généraux de la société. Les recettes du budget sont fournies essentiellement par le revenu net de la société, qui sert avant tout à financer l'édification économique et culturelle.

3. Dans la société socialiste, le crédit permet à l'Etat de mobiliser les ressources monétaires provisoirement disponibles et de les utiliser méthodiquement pour la satisfaction des besoins de l'économie nationale, contre remboursement ultérieur. L'intérêt est une redevance dont le taux est fixé par l'Etat, pour l'utilisation temporaire de l'argent emprunté. La source de l'intérêt est le revenu net des entreprises. Les opérations de crédit sont effectuées par les banques et les caisses d'épargne. Il existe en U.R.S.S. deux sortes de banques : la Banque d'Etat, qui est une banque d'émission, une banque de crédits à court terme et le centre de règlement des comptes du pays, et banques d'Etat spéciales d'investissements à long terme. Les banques assurent le contrôle financier de la production et de la circulation et concourent à renforcer le principe de la gestion équilibrée.

4. S'appuyant sur la loi du développement harmonieux de l'économie nationale et sur la loi de la circulation monétaire, l'Etat socialiste planifie la circulation de la monnaie dans le pays. L'organisation planifiée de la circulation monétaire dans l'économie socialiste permet d'adapter la masse monétaire aux besoins en argent de la circulation des marchandises. Sur la base des progrès de la production, du développement du commerce et de la baisse des prix, l'Etat socialiste consolide la circulation monétaire et élève le pouvoir d'achat du rouble.

CHAPITRE XXXIX - LA REPRODUCTION SOCIALISTE

Le caractère de la reproduction socialiste.

La production sans cesse renouvelée des biens matériels, autrement dit la reproduction, est la condition de l'existence et du développement de la société socialiste comme de toute autre société.

Les principes fondamentaux de la théorie marxiste-léniniste de la reproduction — relatifs à la reproduction simple ou élargie, au produit social total et au revenu national, à la division de la production sociale en production de moyens de production et production d'objets de consommation, au développement prioritaire de la production des moyens de production lors de la reproduction élargie, à l'accumulation en tant que seule source de la reproduction élargie, à la nécessité de certaines proportions entre les différentes parties du produit social total — gardent toute leur valeur en régime socialiste et en régime communiste. La société socialiste ne peut passer outre à ces principes quand elle planifie son économie.

Il n'empêche qu'en régime socialiste, la reproduction se distingue foncièrement de la reproduction capitaliste.

Conformément aux exigences de la loi économique fondamentale du socialisme, la reproduction socialiste est subordonnée à un but : assurer au maximum la satisfaction des besoins matériels et culturels sans cesse croissants de toute la société, alors que la reproduction capitaliste vise à assurer le profit maximum aux capitalistes.

Alors que la reproduction capitaliste se réalise d'une manière anarchique et est périodiquement coupée de crises économiques, le mode de production socialiste est caractérisé par *un développement sans crises, une reproduction élargie ininterrompue*. Partant de la loi du développement harmonieux de l'économie nationale et se conformant en tout point aux exigences de la loi économique fondamentale du socialisme, l'Etat socialiste détermine dans ses plans les rythmes de développement de l'économie nationale, les proportions et les rapports entre les différentes branches, le volume de l'accumulation et de la consommation.

Pris dans son ensemble, le processus de la reproduction est avant tout un processus de reproduction du *produit social*. Dans la reproduction du produit social, le rôle déterminant appartient à la reproduction des moyens de production, et avant tout des *instruments de travail*. La multiplication et le perfectionnement constants des instruments de travail sont la condition nécessaire du progrès technique. La reproduction socialiste s'effectue sur la base d'une technique supérieure. En même temps que les instruments de travail, sont reproduits les autres éléments des moyens de production : on agrandit les installations existantes et on en construit de nouvelles, on crée de nouveaux moyens de transport, la production des matières premières augmente, etc.

La reproduction élargie des moyens de production est la condition nécessaire du développement de la production des objets de consommation : vêtements, chaussures, denrées alimentaires, etc.

La société socialiste est caractérisée par des *rythmes rapides* de reproduction du produit social. Cela s'explique avant tout par la disparition des classes exploiteuses et de leur valetaille parasite, par l'absence de crises et de chômage, par l'utilisation méthodique et rationnelle de l'ensemble de la main d'oeuvre, par l'élévation systématique et rapide de la productivité du travail social. Les rythmes rapides d'accroissement du produit social s'expliquent par l'émulation socialiste, par les méthodes socialiste de gestion : application conséquente d'un régime d'économies, mise en œuvre méthodique des fonds de l'économie nationale, renforcement du principe de la gestion équilibrée, abaissement continu du prix de revient de la production.

Les chiffres suivants témoignent des rythmes rapides de la reproduction socialiste. En 1954, la production globale de la grande industrie soviétique avait, par rapport à 1913, été multipliée par 35 (à parité de prix), celle des moyens de production par près de 60, celle de l'énergie électrique par plus de 75. Les rythmes d'accroissement ont été encore plus rapides pour l'industrie chimique et les constructions mécaniques. De 1928 à 1954, le produit social total (à parité de prix) a été multiplié par 11. En U.R.S.S., les rythmes d'accroissement de la production industrielle sont plusieurs fois plus rapides que dans les pays capitalistes. Au cours du dernier quart de siècle (déduction faite des années de guerre), le rythme d'accroissement annuel moyen de la production industrielle a été de 18,2 % en U.R.S.S., 2,4 % aux Etats-Unis, 3,6 % en Angleterre, 2,1 % en France.

La reproduction socialiste comporte aussi la *reproduction de la force de travail*. Assurer méthodiquement aux entreprises la force de travail dont elles ont besoin est une condition fondamentale de la reproduction socialiste élargie. Les progrès de l'économie nationale entraînent un accroissement constant de la classe ouvrière. Le recrutement de la force de travail pour toutes les branches de la production sociale est effectué d'une façon organisée par les entreprises et les organismes économiques. L'industrie, le bâtiment, les transports, l'agriculture reçoivent des cadres qualifiés sortant du système d'Etat de formation de la main-d'œuvre, d'un réseau spécial d'écoles, de cours, d'écoles techniques et d'établissements d'enseignement supérieur, en fonction des besoins de l'économie nationale. La main-d'œuvre est répartie méthodiquement entre les différentes branches de l'économie et entre les entreprises. Un trait caractéristique de la reproduction des cadres est l'élévation ininterrompue du niveau de qualification et de culture de l'ensemble des travailleurs.

En régime socialiste, la reproduction élargie suppose également une *reproduction élargie des rapports de production socialistes*.

La reproduction élargie des rapports de production socialistes est la reproduction : a) de la propriété socialiste sous ses deux formes (propriété d'Etat et propriété coopérative-kolkhozienne); b) des rapports de coopération fraternelle et d'entraide socialiste des travailleurs dans la production des biens matériels; c) des rapports entre les travailleurs dans la répartition des objets de consommation selon la quantité et la qualité du travail fourni par chacun.

Les rapports de production socialistes sont exempts des profondes contradictions inhérentes aux rapports de production capitalistes, dont la reproduction implique une exploitation accrue du travail par le capital, l'extension et l'approfondissement des contradictions de classes entre exploités et exploités, qui ne peuvent manquer d'aboutir à la révolution et à la chute du capitalisme. La reproduction des rapports de production socialistes implique par contre le renforcement de l'alliance des deux classes amies : la classe ouvrière et la paysannerie, et des intellectuels, qui leur sont étroitement rattachés; le renforcement de l'unité morale et politique de la société, la disparition graduelle des démarcations de classe et des différences sociales entre les hommes. C'est dans le processus de la reproduction socialiste élargie que s'accomplit le passage graduel du socialisme au communisme.

La richesse nationale de la société socialiste. La composition du produit social total.

L'ensemble des biens matériels dont dispose la société socialiste constitue sa *richesse nationale*.

Le premier élément de la richesse nationale de la société socialiste, ce sont les *fonds de production* de l'économie nationale, c'est-à-dire les moyens de production, qui se divisent en : a) fonds fixes et b) fonds circulants. Font aussi partie de la richesse nationale de la société socialiste les ressources naturelles (terres cultivées et cultivables, gisements de minéraux utiles, eaux, forêts, etc.), entraînées dans le processus de la reproduction.

Les fonds *fixes* sont constitués par les moyens de travail appartenant soit à l'Etat, soit aux coopératives ou aux kolkhoz (bâtiments d'exploitation, machines, outillage, ouvrages d'art, etc.) en service dans toutes les branches de la production matérielle. Les fonds *circulants* sont constitués par les objets du travail (matières premières, matériaux, combustible, etc.), soit en cours de production, soit en réserve dans les entreprises d'Etat, les kolkhoz ou les autres organisations coopératives.

Un deuxième élément de la richesse nationale, ce sont les *fonds de roulement* de l'économie nationale : stocks de produits finis se trouvant dans les dépôts des entreprises d'Etat productrices, dans ceux des kolkhoz, des ateliers artisanaux, des entreprises et des organisations commerciales d'Etat ou coopératives.

Un troisième élément de la richesse nationale, ce sont les *réserves* matérielles d'Etat et coopératives-kolkhoziennes, ainsi que les fonds dits d'assurance.

Un quatrième élément de la richesse nationale, ce sont les *fonds non-productifs* de l'économie nationale, constitués par des biens appartenant soit à l'Etat, soit aux coopératives ou aux kolkhoz, et qui sont d'un usage improductif prolongé : fonds des habitations, immeubles et installations des services sociaux et culturels : écoles, théâtres, clubs, hôpitaux, etc.

Tels sont les principaux éléments de la richesse nationale, qui sont propriété collective, socialiste.

La richesse nationale comprend aussi les *biens personnels de la population*, la propriété personnelle qui ne cesse de s'accroître sur la base du développement ininterrompu de la propriété collective, socialiste.

L'expérience en matière de production, les connaissances et l'habileté professionnelle des travailleurs de la société socialiste, les diverses richesses spirituelles jouent un rôle important dans la reproduction de la richesse matérielle. « Le degré d'habileté de la population est toujours la condition première de toute production, donc la principale richesse accumulée. » (K. MARX : *Théories de la plus-value*, t. III, p. 229 (éd. russe).)

La richesse nationale de l'U.R.S.S. s'est prodigieusement accrue au cours des quinquennats soviétiques. Ainsi, les fonds de production fixes de l'économie nationale avaient, par rapport à 1913, sextuplé à la fin de 1940, et ils avaient été multipliés environ par 12 à la fin de 1954.

En régime capitaliste, la majeure partie de la richesse nationale appartient aux classes exploiteuses, et l'accroissement de la richesse prend la forme d'une accumulation de capital entraînant la paupérisation des masses populaires. Les rapports capitalistes donnent naissance à cette richesse fictive que représentent les actions, le prix de la terre, etc. En régime socialiste, toute la richesse nationale est la propriété soit de l'Etat, c'est-à-dire du peuple entier, soit des kolkhoz et des autres associations coopératives, soit la propriété personnelle des travailleurs. Le socialisme ignore la richesse fictive; toute la richesse de la société est une *richesse réelle*. L'accroissement de la richesse nationale de la société socialiste entraîne l'élévation constante du bien-être matériel et du niveau de vie culturelle de l'ensemble de la population.

La richesse nationale comprend tous les biens matériels dont dispose la société socialiste à un moment donné. Autrement dit, elle fait le point de tout le développement antérieur de la société. Quant au produit social total, il se compose des biens matériels créés dans la société au cours d'une période déterminée, un an par exemple.

En régime socialiste, le produit social se présente sous deux formes : *a*) une forme naturelle, matérielle, et *b*) une forme valeur, c'est-à-dire monétaire. L'ensemble de la production de la société socialiste se divise en deux grandes sections : la *production des moyens de production*, destinés à participer de nouveau au processus de production (section I), et la *production des biens de consommation*, destinés à satisfaire les besoins de la population (section II). Par suite, le produit social considéré sous sa forme *naturelle, matérielle*, se compose de moyens de production et de biens de consommation.

Dans la pratique de l'édification économique, la division du produit social total en moyens de production et en biens de consommation se fait généralement d'après l'utilisation effective de la production. La section I comprend toute la production destinée à la consommation productive. Il faut ranger dans cette catégorie la production de l'industrie lourde, qui consiste en moyens de production, une partie de la production des industries légère et alimentaire, qui sert de matière première et subit des transformations, les constructions à des fins productives, et aussi la production agricole utilisée pour la consommation productive : semences, bétail, fourrages, matières premières agricoles devant être traitées par l'industrie.

La section II comprend toute la production qui sert directement à satisfaire les besoins individuels de la population, y compris la construction d'habitations, ainsi que la partie du produit social dépensé dans les établissements et organisations de la sphère non productive, par exemple pour la construction d'écoles ou d'hôpitaux, pour le chauffage et l'éclairage des bâtiments non productifs, etc.

Dans la section I, il faut établir une distinction entre la production des moyens de production pour la section I et celle qui est destinée à la section II. Le rôle essentiel dans le processus de reproduction appartient à la production des moyens de production, et plus spécialement à la production d'instruments de travail destinés à la section I.

La reproduction socialiste élargie exige le renouvellement et l'accroissement constants de la production tant des moyens de production que des biens de consommation selon une proportion qui est établie par le plan de l'économie nationale.

Sous le rapport de la valeur, le produit social se décompose en : 1° valeur des moyens de production consommés, qui est transférée au produit; 2° valeur nouvellement créée, produite par le travail pour soi; 3° valeur nouvellement créée, produite par le travail pour la société. La nature sociale et économique de chacune de ces parties de la valeur du produit social est foncièrement autre qu'en régime capitaliste. Les fonds de l'économie nationale ont pris, dans le processus de la reproduction socialiste, la place du capital constant et du capital variable, et le revenu net de la société celle de la plus-value.

La reproduction socialiste suppose avant tout la *reconstitution* planifiée, en nature et en valeur, des moyens de production consommés, en faisant appel à une partie du produit social total. La reconstitution des fonds fixes en nature s'opère par le remplacement partiel ou complet des machines, des locaux, des installations. La reconstitution des fonds fixes en valeur est réalisée par l'amortissement.

Le *fonds d'amortissement* de l'économie socialiste de l'U.R.S.S. doit permettre de procéder aux grosses réparations d'entretien des fonds fixes durant toute la période de leur fonctionnement et à la reconstitution de la valeur des fonds fixes consommés.

La reproduction socialiste suppose, ensuite, que les biens de consommation, répartis selon le travail et utilisés pour satisfaire les besoins personnels des travailleurs de la production matérielle et de leurs familles, doivent être recréés par le travail de ces mêmes travailleurs.

Enfin, dans le processus de la reproduction socialiste, les travailleurs de la production matérielle créent par leur travail le produit pour la société, qui est destiné à l'accumulation socialiste et à la satisfaction des besoins matériels et culturels de la société (enseignement, santé publique, administration, défense du pays).

Le rapport entre les deux sections de la production sociale.

Le plan établi, conformément aux exigences de la loi économique fondamentale du socialisme et de la loi du développement harmonieux, proportionné, de l'économie nationale, les proportions indispensables entre la production des moyens de production et celle des biens de consommation, entre les différentes branches de l'économie nationale, entre la production et la circulation, entre l'accumulation, la consommation et les réserves, etc.

Une condition essentielle de la reproduction socialiste est l'établissement d'un juste rapport entre les sections I et II de la production sociale, le rôle déterminant dans toute l'économie appartenant à la section I, qui fournit les moyens de production. Sans développement prioritaire de la production des moyens de production, la reproduction élargie est impossible.

Pour élargir la production (« accumuler » au sens absolu du mot), il est nécessaire de produire d'abord des moyens de production; il faut donc, pour cela, élargir la section de la production sociale qui fournit les moyens de production. (V. LENINE : *Pour caractériser le romantisme économique*, p. 31, Editions en langues étrangères, Moscou, 1954.)

Lénine indiquait que le développement prioritaire de la production des moyens de production par rapport à celle des biens de consommation, lors de la reproduction élargie, est une loi économique.

La loi du développement prioritaire de la production des moyens de production acquiert en régime socialiste une importance plus grande encore qu'en régime capitaliste. Le développement plus rapide de la section I que de la section II est la condition nécessaire de l'essor ininterrompu de la production socialiste sur la base d'une technique supérieure.

Le développement prioritaire de la production des moyens de production (et avant tout de l'industrie lourde) est la condition nécessaire de l'emploi généralisé des moyens techniques les plus modernes dans tous les domaines de la production socialiste et d'une élévation constante de la productivité du travail.

Le développement prioritaire de la production des moyens de production entraîne par ailleurs un développement plus rapide de l'industrie par rapport à l'agriculture. En régime socialiste, les proportions établies entre l'industrie et l'agriculture assurent un accroissement ininterrompu non seulement de la production industrielle, mais aussi de la production agricole.

Seul le développement prioritaire, et plus rapide qu'en régime capitaliste, de la production des moyens de production peut assurer un accroissement systématique de la production des biens de consommation et une élévation continue du bien-être du peuple. L'essor ininterrompu et rapide de l'industrie lourde, dépassant celui de toutes les autres branches de l'industrie et de l'économie nationale, est la condition nécessaire du développement régulier de l'agriculture et des industries légères et alimentaires, qui produisent des articles de consommation courante.

Ainsi, la reproduction socialiste élargie, qui s'accompagne d'un progrès technique accéléré, est caractérisée par une augmentation de la production où le développement des branches fournissant des moyens de production (section I) est plus rapide que celui des branches produisant des biens de consommation (section II). D'autre part, en régime socialiste, la production des biens de consommation augmente sans cesse, en chiffres absolus, ce qui se traduit par un accroissement de la production dans l'agriculture, ainsi que dans les industries légère et alimentaire, par l'extension donnée à la construction d'habitations dans les villes et à la campagne, par le développement de la circulation des marchandises.

La part des moyens de production dans l'ensemble de la production industrielle de l'U.R.S.S. était de 34 % en 1924-1925, de 58 % en 1937, d'environ 70 % en 1954. De 1925 à 1954, la production industrielle des objets de consommation courante a été multipliée en U.R.S.S. environ par 14. De 1926 à 1954, la circulation des marchandises (à parité de prix) a été multipliée par plus de 9.

Le développement prioritaire de la production des moyens de production, loi économique de la reproduction élargie, n'exclut pas l'utilité et la nécessité pratiques, durant certaines années, d'un développement plus rapide de l'agriculture et des industries légère et alimentaire afin de combler le retard de la production des objets de consommation courante, et d'éliminer des disproportions partielles résultant de cette situation. C'est ainsi qu'au cours de ces dernières années, le Parti communiste et l'Etat soviétique, s'appuyant sur la puissance constamment croissante de l'industrie lourde, ont mis au point et appliquent avec succès un programme d'ensemble visant à promouvoir un essor rapide de l'agriculture. La réalisation de ce programme permettra d'accélérer les rythmes de développement de la production des articles de consommation courante et de continuer à élever le niveau de vie du peuple soviétique. Pour résoudre ces tâches, il faut un progrès incessant de l'industrie lourde. Sans machines, sans mécanisation complexe de la culture et de l'élevage, il n'est pas question d'assurer un essor rapide de l'agriculture. Tout cela indique que le développement prioritaire de la production des moyens de production est le fondement intangible de la ligne générale de développement de l'économie socialiste.

Le bilan du travail de l'industrie dans les dernières années confirme de nouveau la justesse de la ligne générale de notre parti, axée sur le développement prioritaire de l'industrie lourde. En appliquant cette ligne sans défaillance, le Parti s'inspire des indications du grand Lénine sur la nécessité d'un développement plus rapide de la production des moyens de production par rapport à celle des biens de consommation, condition nécessaire de la reproduction socialiste élargie.

L'industrie lourde doit continuer de se développer plus rapidement que les autres branches de l'économie nationale. Plus sera élevé dans notre pays le niveau de développement de l'industrie lourde, qui détermine l'essor ultérieur de toutes les branches de l'économie nationale, et plus nous serons à même de satisfaire complètement les besoins sans cesse croissants du peuple soviétique, de créer rapidement l'abondance des biens de consommation et de réaliser le passage du socialisme au communisme. (*Résolutions de l'assemblée plénière de juillet 1955 du C.C. du P.C.U.S.*, p. 6. (éd. russe).)

En 1955, la production industrielle des biens de consommation (industrie du groupe B) a progressé de 72 % par rapport à 1950 (au lieu des 65 % prévus par le plan quinquennal). En même temps, la production des moyens de production (industrie du groupe A) a progressé de 84 % (au lieu des 80 % du plan). L'essor rapide de l'industrie lourde a créé la base solide du développement des industries légère et alimentaire et de l'agriculture.

Comment s'effectuent, en régime socialiste, les échanges entre les sections I et II de la production sociale et à l'intérieur de chacune d'elles ? Il y a, d'abord, échange entre les différentes branches de la section I. Une partie des moyens de production créés dans la section I reste dans cette même section pour la reproduction simple. Elle sert à reconstituer les moyens et objets de travail partiellement ou entièrement consommés (remplacement des machines usées, grosses réparations d'outillage, renouvellement des stocks de matières premières épuisés, etc.). Une autre partie des moyens de production assure la reproduction élargie entre les différentes branches d'activité faisant partie de la section I. Ainsi, les industries de la houille et du pétrole fournissent du combustible aux constructions mécaniques dont elles reçoivent à leur tour l'équipement nécessaire; la métallurgie qui fournit le métal indispensable à l'industrie du bâtiment, a besoin des matières brutes de l'industrie minière pour augmenter la production des métaux, etc.

Ainsi s'opère, entre les différentes branches de la section I, l'échange méthodique des moyens de production qui permettent de poursuivre et d'étendre la production dans ces branches. Dans le secteur d'Etat de la production, nous l'avons déjà dit, les moyens de production fabriqués ne sont pas, au fond, des marchandises, mais sont répartis au titre de l'approvisionnement matériel et technique, en ne conservant des marchandises que la forme.

Il y a, ensuite, échange entre les différentes branches de la section II qui produit des biens de consommation. Une partie de ceux-ci sont consommés individuellement par les travailleurs de cette section, échangés par le canal de la circulation marchande contre le salaire des ouvriers et des employés, contre les revenus en argent des kolkhoziens. Une certaine quantité de biens de consommation produits dans les kolkhoz est répartie et consommée dans les kolkhoz mêmes sans avoir pris la forme de marchandises et sans être passée par le marché.

En troisième lieu, il y a échange entre les sections I et II. Une partie des moyens de production fabriqués dans la section I doit servir à reconstituer les moyens de travail partiellement ou entièrement usés, les stocks de matières premières, de combustible et d'autres matériaux consommés dans la section II, ainsi qu'à augmenter les moyens de travail, les stocks de matières premières, de combustible et de matériaux de cette section en vue de la reproduction élargie. Une partie des biens de consommation produits dans la section II est échangée, par l'entremise du réseau commercial, contre le salaire des travailleurs de la section I. Les rythmes d'extension de la production et du progrès technique, dans les branches de la section II, dépendent avant tout de la quantité et de la qualité des moyens de production que ces branches reçoivent de la section I. D'où le rôle déterminant de la section I par rapport à la section II. Lénine a signalé que la formule de Marx concernant la relation existant entre les sections I et II de la production sociale ($Iv + p$ et IIc) reste valable pour le socialisme et le communisme, bien que les rapports sociaux et économiques *que* recouvre cette formule se soient radicalement modifiés.

Dans la reproduction socialiste élargie, la section I doit fournir des moyens de production en quantité suffisante pour permettre le développement ininterrompu de la production sur la base d'une technique supérieure dans les deux sections, le développement de la section I devant avoir la priorité. D'autre part, la section II doit produire des biens de consommation en quantité suffisante pour satisfaire les besoins toujours accrus des travailleurs des deux sections, tant anciens que nouvellement appelés à participer à la production, ainsi que des travailleurs occupés dans les branches non productives. En toute période, une partie des moyens de production et des biens de consommation produits va grossir les réserves existantes.

En raison de l'anarchie de la production capitaliste et de la demande solvable limitée des masses laborieuses, le problème de la réalisation du produit social est le plus difficile qui se pose à la reproduction capitaliste. Le développement harmonieux et sans crises de la production socialiste ne se heurte pas aux difficultés de réalisation inhérentes au capitalisme, puisque le pouvoir d'achat toujours plus élevé de la population entraîne une demande sans cesse accrue des articles industriels et des denrées agricoles. Cela, toutefois, ne signifie pas que certaines disproportions ne puissent apparaître dans l'économie nationale au cours de la reproduction socialiste élargie : par exemple, si des erreurs de planification ont été commises, s'il n'a pas été suffisamment tenu compte des exigences de la loi du développement harmonieux de l'économie nationale ou de calamités naturelles, comme la sécheresse, qui ont des répercussions fâcheuses sur la production. Pour prévenir les disproportions qui peuvent en résulter dans l'économie nationale, et y remédier, l'Etat socialiste constitue les réserves nécessaires.

La formation et la destination des fonds sociaux en régime socialiste.

Le mode de production socialiste détermine les formes adéquates de répartition du produit social total. La société, en la personne de l'Etat socialiste, répartit méthodiquement le produit social conformément aux exigences de la loi économique fondamentale du socialisme. Comme nous l'avons déjà dit, le produit social total, déduction faite de la partie qui sert à reconstituer les moyens de production usés, forme le revenu national de la société socialiste. Celui-ci se compose de deux fonds principaux : le *fonds d'accumulation*, qui permet le développement et le perfectionnement constants de la production socialiste, et le *fonds de consommation*, qui assure la satisfaction des besoins matériels et culturels sans cesse croissants de toute la société.

La majeure partie du fonds d'accumulation est consacrée à *l'extension de la production*. En régime socialiste, la production augmente régulièrement, d'une année à l'autre, et à des rythmes inconnus du monde capitaliste.

Une autre partie du fonds d'accumulation est consacrée à *l'exécution de travaux de construction à des fins culturelles et sociales*, comprenant notamment un programme de plus en plus vaste de construction d'écoles, d'hôpitaux, d'installations pour les services municipaux.

Enfin, une troisième partie du fonds d'accumulation constitue le *fonds de réserve* ou *d'assurance* de la société. Les réserves d'Etat de matières premières, de combustible, de denrées alimentaires, de même que les fonds de réserve des kolkhoz permettent de prévenir d'éventuels à-coups dans le processus de reproduction.

Le fonds de consommation se compose à son tour de deux parties : la majeure partie du fonds de consommation constitue le *fonds de rémunération selon le travail*, qui est distribué sous forme de salaires aux ouvriers et aux employés occupés dans la production, qui sert à rétribuer le travail des kolkhoziens, etc., conformément à la loi économique de la répartition selon le travail; l'autre partie forme le *fonds de consommation sociale*, qui permet de couvrir les différents besoins de la société socialiste considérée dans son ensemble.

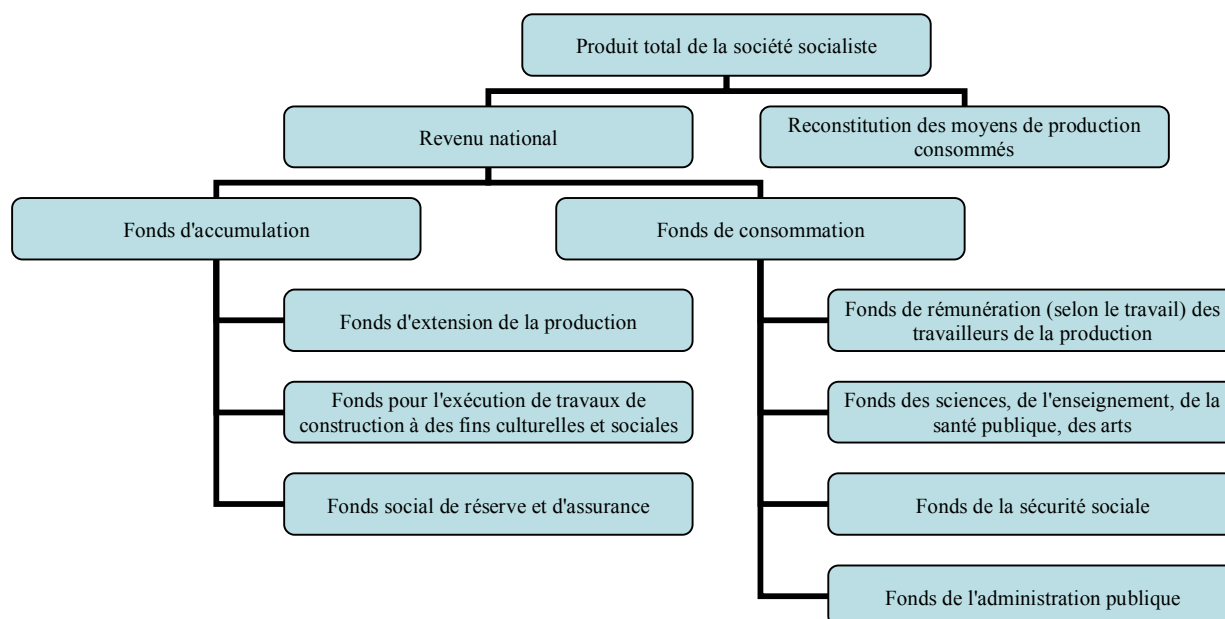
Une partie du fonds de consommation sociale est dépensée à des *fins sociales et culturelles* : pour satisfaire les besoins croissants de la société socialiste dans le domaine des sciences, de l'enseignement, de la santé publique, de l'art, etc. C'est aussi de ce fonds que provient le salaire versé aux travailleurs de la culture et des services sociaux conformément à la loi économique de la répartition selon le travail.

Une autre fraction du fonds de consommation sociale alimente le fonds de la *sécurité sociale*, qui permet à l'Etat d'accorder une aide aux mères de familles nombreuses, aux mères seules, aux enfants, aux vieillards, aux invalides, conformément au droit, garanti par l'Etat socialiste, d'être assuré matériellement dans la vieillesse et en cas d'incapacité de travail.

Une partie du fonds de consommation sociale sert à couvrir les *frais administratifs* : rémunération des travailleurs de l'appareil d'Etat, etc.

Une portion du revenu national va à la *défense*. Face au danger d'agressions militaires des impérialistes contre l'U.R.S.S. et les autres pays du camp socialiste, le renforcement de la capacité de défense de ces pays revêt une très grande importance.

Schéma de la répartition du produit total dans la société socialiste



La majeure partie (environ les trois quarts) du revenu national de l'U.R.S.S. est, nous l'avons déjà dit, dépensée pour satisfaire les besoins personnels, tant matériels que culturels, des travailleurs.

L'accumulation socialiste. L'accumulation et la consommation dans la société socialiste.

La reproduction socialiste élargie a sa source dans *l'accumulation socialiste*, constituée par l'utilisation d'une partie du revenu net de la société, composée de moyens de production et de biens de consommation, pour étendre la production ainsi que pour former des réserves matérielles et accroître les fonds sociaux et culturels non productifs.

L'accumulation socialiste entraîne un accroissement des valeurs matérielles qui sont la propriété de l'Etat ou celle des coopératives et des kolkhoz; cet accroissement marque une augmentation de la richesse nationale de la société socialiste. La part accumulée du revenu national s'exprime également en monnaie. La majeure partie de l'argent accumulé dans toutes les branches de l'économie nationale et une partie de l'argent de la population sont mobilisées par le canal du budget d'État pour subvenir aux besoins généraux.

L'accumulation socialiste s'accomplit par les *investissements au titre des fonds fixes* de l'économie nationale. Ces investissements sont l'ensemble des dépenses destinées, au cours d'une période déterminée, à la création de nouveaux fonds fixes, productifs et non productifs, ou à la modernisation de ceux qui existent déjà. Une partie de ces investissements servent à reconstituer les fonds fixes usés. L'Etat soviétique exécute méthodiquement et systématiquement des travaux d'une ampleur exceptionnelle : construction et agrandissement d'usines, de centrales électriques et de mines, organisation de sovkhos et de stations de machines et de tracteurs, installation de moyens de transport et de communication, construction d'habitations, d'écoles, d'hôpitaux, d'établissements pour enfants.

Les investissements effectués par l'Etat soviétique au titre des fonds fixes de l'économie nationale se sont élevés (aux prix actuels) à 68 milliards de roubles en 1929-1932, à 158 milliards en 1933-1937, à plus de 900 milliards en 1946-1954. La majeure partie en est destinée au développement de l'industrie socialiste. Ce sont ces investissements qui ont permis de construire et de mettre en service plus de 1.500 grandes entreprises industrielles durant le premier quinquennat, 4.500 pendant le deuxième quinquennat, environ 3.000 au cours des trois années et demie du troisième quinquennat; de relever et de bâtir, de 1946 à 1954 plus de 8.000 entreprises industrielles d'Etat, sans compter les entreprises agricoles et des milliers d'établissements culturels et sociaux.

L'accumulation socialiste repose sur l'élévation constante de la productivité du travail social, sur l'abaissement méthodique du prix de revient de la production.

La planification de l'économie socialiste, l'absence de crises, le niveau élevé des investissements au titre des fonds fixes dans l'économie nationale, l'utilisation méthodique et rationnelle des moyens de production et de la main-d'œuvre dans la production sociale, l'absence de consommation parasite déterminent des *rythmes rapides* d'accumulation, comme le capitalisme n'en a jamais connu, même aux périodes les plus favorables de son développement.

Aux Etats-Unis, la part du revenu national accumulée a été en moyenne d'environ 10 % de 1919 à 1928, et de 2 % seulement de 1929 à 1938. En U.R.S.S., le fonds d'accumulation (réserves comprises) constitue un quart environ du revenu national.

Le socialisme a fait disparaître l'antagonisme entre la production et la consommation, caractéristique du capitalisme. La reproduction socialiste élargie, basée sur le développement prioritaire de la production des moyens de production, suppose en même temps l'augmentation constante de la production des biens de consommation.

La société socialiste ignore également la division (propre au capitalisme et résultant de l'existence de classes antagonistes) des biens de consommation en moyens de consommation nécessaires des masses travailleuses et en objets de luxe consommés exclusivement par les classes exploiteuses. En régime socialiste, le fonds de consommation est tout entier à la disposition des masses laborieuses.

A mesure que la production se développe, que le revenu national s'accroît, ainsi que le volume de l'accumulation socialiste, les fonds de consommation courante augmentent également, et les besoins sociaux et personnels des travailleurs sont de mieux en mieux satisfaits.

L'accroissement de la consommation courante va de pair avec une amélioration de sa structure : la part des marchandises et des produits de haute qualité ne cesse d'augmenter. De 1947 à 1954, la vente à la population a augmenté de plus de 7 fois pour le pain blanc, de plus de 2,5 fois pour la viande et les produits dérivés, de plus de 2 fois pour le beurre et l'huile, de presque 6 fois pour le sucre, de plus de 3,5 pour les fruits. Les articles industriels formaient en 1940 36,9 % des marchandises circulant dans le pays, et 45,2 % en 1954.

C'est donc que le socialisme a une loi économique de l'accumulation, une loi qui lui est propre. La *loi de l'accumulation socialiste* détermine le progrès ininterrompu de la richesse nationale du fait qu'une partie du revenu net est toujours consacrée à développer la production pour satisfaire les besoins croissants de toute la société.

Contrairement à la loi générale de l'accumulation capitaliste, en vertu de laquelle l'augmentation de la richesse des classes exploiteuses s'accompagne inévitablement de la paupérisation des masses laborieuses, la loi de l'accumulation socialiste fait que l'accroissement de la richesse nationale entraîne une élévation constante du niveau d'existence matérielle et culturelle de la population.

L'Etat soviétique établit dans ses plans, pour chaque période, des proportions déterminées entre le fonds d'accumulation et le fonds de consommation en fonction des tâches fondamentales de la construction du communisme. En prenant d'importantes mesures pour assurer un vigoureux essor de l'agriculture et le développement de l'industrie produisant des biens de consommation, le Parti communiste et le gouvernement soviétique assurent l'accroissement du fonds de consommation courante.

La balance de l'économie nationale de l'U.R.S.S. englobe tous les éléments de la reproduction socialiste élargie : production, répartition, circulation et consommation — dans leur unité et leur conditionnement réciproque. Concrétisée par le plan de l'économie nationale, elle traduit l'ensemble du processus et les résultats de la reproduction socialiste élargie.

En régime socialiste a cessé de jouer la loi de population capitaliste, en vertu de laquelle une partie toujours croissante de la population ouvrière devient superflue, est rejetée hors de la production et va grossir l'armée des chômeurs à mesure que s'accroît la richesse sociale. Le socialisme assure le plein emploi de toute la population apte au travail. Il n'y a donc pas et il ne peut y avoir surpopulation en régime socialiste.

Un accroissement ininterrompu et rapide de la population, un niveau de bien-être matériel élevé, un taux faible de morbidité et de mortalité, l'utilisation complète et rationnelle de toute la population capable de travailler caractérisent essentiellement la *loi de population socialiste*.

De 1926 à 1939, l'accroissement net moyen de la population a été en U.R.S.S. d'environ 2 millions de personnes par an, soit de 1,23 %, contre 0,08 % en France, 0,62 % en Allemagne, 0,36 % en Angleterre, 0,67 % aux Etats-Unis. Au cours de ces dernières années, l'accroissement net annuel de la population soviétique est de plus de 3 millions de personnes. En 1954, la mortalité avait diminué en U.R.S.S. de plus de moitié par rapport à 1927, et de plus des deux tiers par rapport à 1913. Elle est moins élevée qu'aux Etats-Unis, en Angleterre et en France.

La reproduction socialiste est donc caractérisée par une extension méthodique et constante de l'ensemble de la production sociale à des rythmes rapides qui seraient impossibles en régime capitaliste; par une augmentation rapide et ininterrompue de l'ensemble de la population, y compris la classe ouvrière et les intellectuels; par l'élévation incessante du bien-être matériel et du niveau culturel des masses populaires.

RÉSUMÉ

1. *La reproduction socialiste est une reproduction sans cesse élargie du produit social total, de la force de travail et des rapports de production socialistes. Les avantages de l'économie socialiste, son développement harmonieux et sans crises, déterminent son progrès ininterrompu et les rythmes rapides de la reproduction socialiste élargie.*

2. *La richesse nationale comprend tous les biens matériels qui sont à la disposition de la société socialiste. Elle se compose des fonds de production (fixes et circulants) de l'économie nationale, des fonds de roulement, des réserves matérielles de l'Etat, des coopératives et des kolkhoz, des réserves des assurances, des fonds non productifs, des biens personnels de la population.*

3. *En régime socialiste, le produit social revêt deux formes : une forme naturelle, matérielle, et une forme valeur. La production du produit social, en régime socialiste, se divise en production des moyens de production (section I) et production des biens de consommation (section II). Sous sa forme valeur, le produit social renferme la valeur des moyens de production consommés, la valeur nouvellement créée produite par le travail pour soi et la valeur nouvellement créée produite par le travail pour la société. La reproduction socialiste élargie suppose nécessairement une certaine corrélation (proportion) entre les différentes parties du produit social sous sa forme naturelle et sous sa forme valeur. La reproduction socialiste élargie se réalise sur la base de la loi économique de la croissance prioritaire, c'est-à-dire plus rapide, des moyens de production (et d'abord de l'industrie lourde) par rapport à la production des biens de consommation.*

4. *En régime socialiste, la répartition du produit social assure l'extension ininterrompue de la production socialiste à la ville et à la campagne, la satisfaction des besoins matériels et culturels sans cesse croissants de la société socialiste, le renforcement de la puissance économique et de la capacité de défense du pays.*

5. *L'accumulation socialiste est constituée par l'utilisation d'une partie du revenu net de la société, composée de moyens de production et de biens de consommation, pour étendre la production, constituer les réserves sociales et augmenter les fonds sociaux et culturels non productifs. Le socialisme ignore la contradiction antagonique, inhérente au capitalisme, entre la production et la consommation. Contrairement à la loi générale de l'accumulation capitaliste, en vertu de laquelle l'augmentation de la richesse des classes exploiteuses s'accompagne inévitablement de la paupérisation des masses laborieuses, la loi de l'accumulation socialiste fait que l'accroissement de la richesse nationale entraîne une élévation constante du niveau d'existence matérielle et culturelle de la population.*

6. *En régime socialiste, la loi de population capitaliste a cessé de jouer. La loi de population socialiste se traduit par une augmentation incessante et rapide de la population, par l'utilisation rationnelle et complète, dans l'intérêt de toute la société, de sa partie qui est apte au travail.*

CHAPITRE XL - LE PASSAGE GRADUEL DU SOCIALISME AU COMMUNISME

Les deux phases de la société communiste.

La société, en se développant, passe à des formes d'organisation de plus en plus élevées : toute l'histoire de l'humanité est là pour le confirmer. Le degré le plus élevé, le plus progressiste, du développement social est la société communiste, but final de la lutte des travailleurs de tous les pays pour leur émancipation.

La société communiste passe par deux phases de développement : une phase inférieure, appelée socialisme, et une phase supérieure, appelée communisme. Au premier stade de son évolution, la société communiste ne peut pas encore être affranchie des pratiques et des survivances du capitalisme, dont elle est issue. Seul le développement ultérieur du socialisme sur sa base propre, qu'il a lui-même créée, conduit à la seconde phase, la phase supérieure de la société communiste. Le socialisme et le communisme représentent donc deux degrés différents de maturité d'une formation nouvelle, la formation sociale communiste.

Les deux phases du communisme possèdent la même base économique : la propriété sociale des moyens de production, qui détermine le développement harmonieux de l'économie nationale. Elles sont caractérisées l'une et l'autre par l'absence de classes exploiteuses et l'absence d'exploitation de l'homme par l'homme, d'oppression raciale et nationale. Pour le socialisme comme pour le communisme, le but de la production est de satisfaire au maximum les besoins matériels et culturels sans cesse croissants de l'ensemble de la société, et le moyen d'y parvenir est d'accroître et de perfectionner sans cesse la production sur la base d'une technique supérieure.

Mais la phase supérieure du communisme n'en présente pas moins des différences essentielles par rapport à sa phase inférieure, car elle marque un degré supérieur de maturité économique et culturelle de la société communiste.

Avec le socialisme, les forces productives ont déjà atteint un niveau élevé : la production socialiste se développe régulièrement à des rythmes rapides; la productivité du travail social croît également. Mais les forces productives de la société et la productivité du travail des producteurs sont encore insuffisantes pour créer l'abondance des biens matériels. Le communisme suppose un niveau de développement des forces productives de la société et de la productivité du travail social capable d'assurer cette abondance.

En régime socialiste coexistent deux formes de propriété collective, socialiste : la propriété d'Etat et la propriété coopérative-kolkhozienne; en régime communiste, la propriété communiste unique des moyens de production règne sans partage.

En régime socialiste, en raison de l'existence de deux formes principales de production socialiste : la production d'Etat et la production kolkhozienne, la production et la circulation marchandes continuent d'exister; en régime communiste, où régnera la propriété communiste unique, une forme unique de production communiste, il n'y aura plus ni production marchande, ni circulation marchande; la monnaie ne sera donc plus nécessaire.

En régime socialiste, l'opposition a disparu entre la ville et la campagne, entre le travail intellectuel et le travail manuel; mais il subsiste entre eux des différences essentielles. Avec le communisme, il n'y aura plus de différences essentielles entre la ville et la campagne, entre le travail intellectuel et le travail manuel; il ne subsistera entre eux que des différences non essentielles.

La société socialiste comprend deux classes : la classe ouvrière et la paysannerie kolkhozienne, classes amies, mais qui se différencient par leur situation dans la production sociale; il existe à côté d'elles une autre couche sociale, celle des intellectuels socialistes. Lorsque la différence entre les deux formes de propriété socialiste, ainsi que les différences essentielles entre la ville et la campagne, entre le travail manuel et le travail intellectuel auront disparu, les démarcations s'effaceront définitivement entre ouvriers, paysans et intellectuels; tous deviendront des travailleurs de la société communiste. Le communisme est une société sans classes.

En régime socialiste, le travail, affranchi de toute exploitation, est équipé d'une technique moderne et est une question d'honneur. Mais la production n'est pas encore entièrement mécanisée, le travail n'est pas encore devenu le premier besoin vital de tous les hommes, certains membres de la société se montrent encore négligents dans le travail, et la nécessité subsiste d'un contrôle très strict, par la société, de la façon dont s'opère la mesure du travail et de la rémunération. En régime communiste, la production sera entièrement mécanisée et automatisée, et le travail cessera d'être seulement un moyen de subvenir à l'existence pour devenir aux yeux de toute la société le premier besoin vital.

Le communisme assure à tous les membres de la société l'épanouissement de leurs facultés physiques et intellectuelles.

Tous seront des hommes cultivés, d'une instruction générale étendue dans tous les domaines, et pourront se choisir librement une profession. Le communisme suppose un développement encore sans précédent de la science, des arts et de la

Un niveau élevé de développement des forces productives et de la productivité du travail social procurera l'abondance de tous les biens matériels et culturels; c'est alors que l'on pourra passer du principe socialiste de répartition au principe communiste :

Dans une phase supérieure de la société communiste, *écrivait Marx*, quand auront disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle, l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel; quand le travail ne sera pas seulement un moyen de vivre, mais deviendra lui-même le premier besoin vital; quand, avec le développement multiple des individus, les forces productives se seront accrues elles aussi, et que toutes les sources de la richesse collective jailliront avec abondance, alors seulement... la société pourra écrire sur ses drapeaux : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ». (K. MARX et F. ENGELS : *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, p. 25, Editions Sociales, Paris, 1950.)

Telles sont les principales différences entre le socialisme et le communisme.

Développant et enrichissant la théorie marxiste du communisme, Lénine a formulé les principes fondamentaux concernant les voies à suivre pour bâtir la société communiste. Justifiant le programme du Parti communiste, il déclarait :

Quand nous entreprenons des transformations socialistes, nous devons prendre nettement conscience du but vers lequel tendent en définitive ces transformations, à savoir la création d'une société communiste qui ne se contentera pas d'exproprier les fabriques, les usines, la terre et les moyens de production, qui ne se contentera pas de procéder à un inventaire et à un contrôle sévères de la production et de la répartition, mais qui ira plus loin afin de réaliser le principe : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ». (V. LENINE : « Rapport au VII^e Congrès du P.C. (b) R. sur la révision du programme et le changement de dénomination du Parti », *Œuvres*, t. XXVII, p. 103 (éd. russe).)

L'Union soviétique a tout ce qui est nécessaire pour édifier intégralement le communisme. Elle dispose de ressources matérielles et de richesses naturelles prodigieuses, d'une puissante industrie et d'une grande agriculture hautement mécanisée. L'activité créatrice des masses, qui se traduit par l'émulation socialiste généralisée, accélère puissamment le développement de l'économie soviétique dans la voie du communisme. Le peuple soviétique va au communisme sous la direction du Parti communiste, armé de la théorie marxiste-léniniste de la connaissance des lois économiques du socialisme, d'un programme scientifiquement fondé d'édification de la société communiste.

Les conditions internationales de la construction du communisme en U.R.S.S. se sont profondément modifiées après la deuxième guerre mondiale. Alors que l'Union soviétique était auparavant le seul pays socialiste, il existe aujourd'hui un puissant camp du socialisme qui compte des centaines de millions d'hommes.

Le rapport des forces, dans l'arène mondiale, est à présent tout autre, et il s'est créé une situation entièrement nouvelle pour l'édification du socialisme et du communisme. Les pays de démocratie populaire, en Europe et en Asie, jettent les fondements du socialisme, première phase de la société communiste. Le renforcement ininterrompu de la puissance du camp socialiste, une coopération économique, politique et culturelle toujours plus étroite des peuples qui en font partie, sont la condition déterminante de la victoire du socialisme et du communisme dans tous ces pays.

Mais, à côté du camp socialiste, il existe un camp impérialiste, qui lui est hostile. Et tant que ce camp continue d'exister, le danger subsiste d'une agression militaire contre l'Union soviétique et les pays de démocratie populaire de la part des puissances impérialistes agressives.

Le marxisme-léninisme enseigne qu'à la phase supérieure du communisme, quand les classes et les différences de classes auront disparu, l'Etat deviendra inutile et déperira. Encore faudra-t-il compter avec la situation internationale. L'Etat subsistera-t-il à l'époque du communisme ? A cette question, Staline a donné la réponse suivante :

Oui, il subsistera si l'encerclement capitaliste n'est pas liquidé, si le danger d'agressions militaires du dehors n'est pas écarté. Et l'on conçoit que les formes de notre Etat seront de nouveau modifiées en conformité des changements qui pourront survenir dans la situation intérieure et extérieure.

Non, il ne subsistera pas, il disparaîtra, si l'encerclement capitaliste est liquidé, s'il est remplacé par l'encerclement socialiste. (J. STALINE : « Rapport d'activité du Comité central au XVIII^e Congrès du P.C.(b) de l'U.R.S.S. », *Les Questions du léninisme*, t. II, p. 305.)

L'Etat socialiste est nécessaire tant que subsistera le danger d'une agression des Etats impérialistes contre l'U.R.S.S. et les autres pays du camp socialiste. Aussi l'Union soviétique et les autres pays du camp du socialisme, qui mènent une politique de paix conséquente, doivent-ils en même temps se tenir prêts à repousser toute agression du dehors. Il faut pour cela renforcer au maximum l'Etat socialiste, accroître la puissance économique du pays, assurer sa capacité de défense. Il ne faut pas s'imaginer que le passage au communisme peut se faire du jour au lendemain. Il s'accomplit graduellement, par le développement harmonieux des assises et des principes du socialisme. Achever l'édification de la société socialiste, c'est réaliser en même temps le passage graduel du socialisme au communisme.

Le passage graduel du socialisme au communisme n'exclut pas des bonds révolutionnaires dans le développement de la technique, de l'économie, de la science et de la culture. Ainsi, la découverte de nouvelles sources d'énergie et de nouvelles matières premières, l'application de nouvelles inventions techniques entraînent une véritable révolution technique. Le passage des deux formes de la propriété sociale à la propriété communiste unique des moyens de production, le passage du principe socialiste de la répartition selon le travail au principe communiste de la répartition selon les besoins marqueront de profonds changements qualitatifs dans l'économie et dans toute la vie de la société.

La loi selon laquelle le passage d'un ancien état qualitatif de la société à un nouveau se fait par explosion, loi qui est obligatoire pour une société divisée en classes hostiles, ne l'est nullement pour une société qui, telle la société socialiste, ne comporte pas de classes hostiles. Les conditions matérielles et culturelles du communisme apparaissent à mesure que se développent les forces productives de la société socialiste, que sa richesse et sa culture augmentent, que la propriété sociale des moyens de production s'affermisse et s'étend, que progresse l'éducation des masses dans l'esprit du communisme. Cela ne signifie pas que le développement de la société vers le communisme se produise sans qu'il y ait à surmonter des contradictions internes. Mais ces contradictions, ainsi qu'il a été dit, n'ont pas un caractère antagonique. Le Parti communiste et l'Etat soviétique sont en mesure, en apprenant à connaître les lois économiques du développement de la société et en s'appuyant sur elles, de déceler en temps utile les contradictions naissantes et de prendre les mesures nécessaires pour les éliminer.

La tâche économique fondamentale de l'U.R.S.S.

L'Union soviétique est une grande puissance industrielle. Par les rythmes du développement de son industrie, elle devance tous les pays capitalistes. Par le volume global de sa production industrielle, par la production de fonte et d'acier, l'extraction de charbon, la production d'énergie électrique, branches décisives de l'économie nationale, l'U.R.S.S. a dépassé tous les pays capitalistes, sauf les Etats-Unis, et occupe la deuxième place dans le monde.

Pourtant, la tâche fixée par Lénine — rattraper et dépasser au point de vue économique les pays capitalistes les plus développés — n'est pas encore réalisée. La puissance économique d'un pays ne se mesure pas au volume absolu de la production, mais au volume de production rapporté au chiffre de la population, c'est-à-dire calculé par habitant. A cet égard, le volume de la production industrielle, et particulièrement de la production de l'industrie lourde, est d'une importance décisive.

La *tâche économique fondamentale de l'U.R.S.S.* consiste à rattraper et dépasser au point de vue économique, c'est-à-dire pour la production (et avant tout la production industrielle) par habitant, les pays capitalistes européens les plus développés et les Etats-Unis.

C'est à la seule condition de dépasser au point de vue économique les principaux pays capitalistes, que nous pouvons compter que notre pays sera entièrement pourvu d'objets de consommation, que nous aurons abondance de produits et serons à même de passer de la première phase du communisme à sa seconde phase. (J. STALINE : « Rapport d'activité du Comité central au XVIII^e Congrès du P.C.(b) de l'U.R.S.S. », les *Questions du léninisme*, t. II, p. 278.)

La lutte pour la réalisation de la *tâche économique fondamentale de l'U.R.S.S.* est d'une importance décisive pour l'édification du communisme, pour la victoire du système économique socialiste dans sa compétition économique avec le système capitaliste. Dans cette compétition des deux systèmes opposés, le système socialiste d'économie bénéficie d'avantages décisifs qui lui permettent de réaliser sa *tâche économique fondamentale* dans des délais historiques très courts. Pour résoudre la *tâche économique fondamentale*, il importe d'assurer le progrès continu de l'ensemble de la production sociale, avec développement prioritaire de la production des moyens de production.

L'extension continue de la production et son perfectionnement sur la base d'une technique supérieure exigent un accroissement considérable du potentiel de production dans toutes les branches de l'économie nationale, et avant tout dans l'industrie lourde. Le potentiel de production est accru par la construction de grandes entreprises socialistes basées sur les dernières réalisations de la science et de la technique, par le réaménagement technique des usines existantes, le remplacement de l'équipement périmé par un nouvel équipement plus productif, la modernisation de l'équipement vieilli, l'utilisation intégrale et rationnelle des machines et des mécanismes.

Le progrès technique dans toutes les branches de l'économie nationale de l'U.R.S.S. est assuré par une nombreuse armée de cadres d'ingénieurs, de travailleurs scientifiques et d'ouvriers qualifiés, par une industrie lourde hautement développée et des constructions mécaniques modernes, par la grande agriculture socialiste. Il s'opère dans une coopération croissante avec les pays du camp socialiste et en élargissant l'échange d'expérience technique avec les autres pays étrangers.

Il ne faut pas oublier que dans les pays capitalistes non plus, la technique ne reste pas dans un état stationnaire. Sous l'influence de la course aux armements, de la concurrence, de la poursuite du profit maximum par les capitalistes, dans une série de branches de l'économie des pays capitalistes, il se produit des changements considérables dans la technique de la production, il y a progrès technique. La *tâche* est donc, en profitant des avantages du système socialiste d'économie, de dépasser les résultats de la science et de la technique étrangères. La lutte pour le progrès technique exige qu'il soit mis fin résolument à la routine, à la présomption et à l'optimisme béat, et que l'on introduise avec audace dans la production tout ce que la science, les novateurs de la production apportent de nouveau et de progressiste dans le domaine du perfectionnement de la technique.

Une condition décisive, pour réaliser la *tâche économique fondamentale de l'U.R.S.S.*, est l'essor continu de la productivité du travail dans toutes les branches de l'économie nationale.

Le communisme, *écrivait Lénine*, c'est une productivité du travail supérieure au rendement capitaliste, d'ouvriers bénévoles, conscients, associés, qui mettent à profit la technique moderne. (V. LENINE : « La grande initiative », *Œuvres choisies*, t. II, 2^e partie, p. 232.)

Les rythmes d'accroissement de la productivité du travail sont plus élevés en U.R.S.S. que dans les pays capitalistes, ce qui a permis de rattraper dans ce domaine les pays capitalistes avancés d'Europe occidentale. Toutefois, l'Union soviétique retarde encore à cet égard sur les Etats-Unis. Pour remporter la victoire dans la compétition économique avec le capitalisme, il faut non seulement rattraper, mais encore dépasser, les pays capitalistes avancés pour ce qui est du niveau de la productivité du travail.

La création de la base matérielle de production du communisme.

La *base matérielle de production du communisme*, que l'on est en train de créer en U.R.S.S., c'est la grande production mécanique à la ville et à la campagne, fondée sur l'électrification de tout le pays, sur la mécanisation et l'automatisation combinées, sur les applications généralisées de la chimie dans la production, sur une large utilisation de l'énergie atomique dans l'économie nationale.

Lénine disait que l'électrification de toute l'économie nationale constituerait la base technique de la production industrielle et agricole en régime communiste. « *Le communisme, c'est le pouvoir des Soviets plus l'électrification de tout le pays.* » (V. LENINE : « Rapport d'activité du Conseil des commissaires du peuple au VIII^e Congrès des Soviets de la R.S.F.S.R., », *Œuvres*, t. XXXI, p. 484 (éd. russe).) Autrement dit l'industrie, les transports et l'agriculture reposeront entièrement sur une base technique nouvelle, supérieure, étroitement rattachée à l'électrification.

L'électrification de *toute* l'économie nationale est le trait caractéristique de la base matérielle de production du communisme. Au cours du passage graduel du socialisme au communisme, les travaux d'électrification prennent une ampleur exceptionnelle dont témoigne la construction en U.R.S.S. des centrales hydroélectriques les plus grandes du monde.

L'économie socialiste planifiée permet d'organiser un *réseau unique à haute tension* reliant entre elles les nombreuses centrales électriques des différentes régions économiques, chose impossible dans le régime capitaliste où règnent la propriété privée et l'anarchie de la production. L'économie électro-énergétique de l'U.R.S.S. entre dans une phase nouvelle de son développement. La mise en service des centrales hydroélectriques de Kouïbychev et de Stalingrad, ainsi que des lignes de transport de force rattachant ces centrales à Moscou, à l'Oural et au bassin du Donetz, sera un grand pas en avant vers la création d'un puissant système énergétique unique sur tout le territoire de la partie européenne de l'U.R.S.S. L'interconnexion, c'est-à-dire la réunion, en un réseau unique, de centrales électriques fonctionnant séparément, accroît la sécurité d'approvisionnement en courant des différentes régions du pays et améliore l'utilisation du potentiel énergétique.

L'électrification de l'ensemble de l'économie nationale, condition nécessaire de la création de la base matérielle de production du communisme, s'accompagne nécessairement de la *mécanisation combinée* de toutes les opérations, de *l'automatisation* de la production, de *l'emploi généralisé des procédés chimiques* et de l'application des dernières réalisations de la technique.

La réalisation de la mécanisation combinée entraînera le remplacement du travail manuel par le travail mécanisé, l'élévation du niveau culturel et technique des travailleurs, l'augmentation de la productivité du travail. La mécanisation combinée est le premier pas vers l'automatisation de la production ainsi que de la commande des processus technologiques, et en fin de compte vers la création dans chaque branche de la production d'un système automatique de machines.

L'automatisation générale de la production est le degré supérieur du développement de la grande production mécanisée; elle constitue une particularité caractéristique de la base matérielle de production du communisme. Elle conduit au remplacement du travail non qualifié par du travail qualifié et crée la base technique qui permettra d'éliminer définitivement les différences essentielles entre le travail intellectuel et le travail manuel. Le passage de l'automatisation partielle des processus de production à un système automatique de machines assurera une énorme augmentation de la productivité du travail.

La création d'entreprises totalement mécanisées, d'entreprises ayant des lignes de machines automatiques, d'usines automatiques, est un des succès des constructions mécaniques soviétiques. Les centrales hydroélectriques actuellement en service en U.R.S.S. sont entièrement automatisées. Celles qui sont en cours de construction ne sont mises en exploitation qu'équipées d'un dispositif de commande automatique. De nombreuses centrales électriques sont dirigées à distance, par télécommande. Les entreprises métallurgiques emploient de nouvelles machines mécanisées, à commande automatique : laminoirs, laminoirs à tuyaux, bloomings. Dans les installations hydrotechniques, les écluses sont commandées automatiquement. Le béton est fabriqué dans des usines où tout est entièrement automatique, depuis l'arrivée et la pesée des matériaux bruts jusqu'à la livraison du béton terminé. A l'heure actuelle, l'automatisation des différentes opérations du travail n'est qu'une préfiguration de la base technique nouvelle du communisme; mais avec le temps, cette grande conquête de la science et de la technique sera intégrée dans toutes les branches de la production.

La base matérielle et technique subira de grandes transformations révolutionnaires lorsqu'on emploiera largement dans la production *l'énergie atomique*. La découverte de méthodes pour obtenir et utiliser l'énergie nucléaire est le sommet de l'étape actuelle de développement de la science et de la technique. Elle annonce l'approche d'une nouvelle révolution scientifico-technique et industrielle qui dépassera de loin en importance les révolutions industrielles du passé. Les problèmes que pose l'emploi de cette nouvelle forme d'énergie à des fins pacifiques ont été résolus dans la pratique en U.R.S.S.

L'un des principaux moyens d'utiliser le combustible nucléaire consiste à produire de l'énergie électrique dans des centrales électriques fonctionnant à l'énergie atomique. Au cours de l'été 1954, la première centrale atomique industrielle au monde, d'une puissance utile de 5.000 kW, construite par des savants et des ingénieurs soviétiques, a été mise en marche et a fourni du courant à l'industrie et à l'agriculture des régions voisines. Les spécialistes soviétiques poursuivent les travaux en vue de créer des centrales électriques industrielles fonctionnant à l'énergie atomique d'une puissance de 50.000 à 100.000 kW. Les centrales électriques fonctionnant à l'énergie atomique peuvent économiser une quantité énorme de travail, de combustible, de moyens de transport. L'industrie atomique de l'U.R.S.S. livre à la science et à la technique des éléments radioactifs qui trouvent déjà des applications de plus en plus nombreuses dans l'industrie, l'agriculture, la médecine. Dans l'industrie, les substances radioactives servent à déterminer les propriétés et à déceler les défauts de divers matériaux et sont utilisées pour la commande automatique, la prospection de minéraux, etc. La science biologique s'en sert pour étudier dans ses aspects les plus divers l'activité vitale des organismes animaux et végétaux, pour mettre au point de nouveaux procédés d'accroissement des rendements des cultures et de la productivité du bétail. En médecine, les appareils et les médicaments utilisant les éléments radioactifs sont employés avec succès pour diagnostiquer et guérir un certain nombre de maladies.

L'emploi de l'énergie atomique pour produire des biens matériels, les perfectionnements sans cesse apportés à la technique de la propulsion par réaction, à la radiotechnique, à la télémécanique, etc., ouvrent des perspectives sans précédent au progrès de la production et à l'élévation de la productivité du travail. Cela ne peut manquer de donner une prodigieuse impulsion au développement économique et d'être l'un des facteurs décisifs qui porteront les forces productives au niveau indispensable pour passer à la phase supérieure du communisme.

Comment disparaîtra la différence essentielle entre la ville et la campagne.

La croissance des forces productives de la société socialiste entraînera nécessairement des changements dans les rapports de production. A la phase supérieure du communisme, ceux-ci auront pour base une forme unique de propriété collective : *la propriété communiste du peuple tout entier* des moyens de production. Pour passer à la propriété communiste unique, il faut renforcer et développer au maximum la propriété d'Etat (du peuple tout entier) et la propriété coopérative-kolkhozienne, et élever graduellement la propriété coopérative-kolkhozienne au niveau de la propriété du peuple tout entier. C'est sur la base de la propriété communiste unique que disparaîtra la différence essentielle entre la ville et la campagne.

Au stade du socialisme, la différence essentielle entre la ville et la campagne, entre l'industrie et l'agriculture, entre les ouvriers et la paysannerie kolkhozienne, est la suivante : l'industrie est propriété d'Etat (du peuple tout entier), alors que dans l'agriculture existe la propriété kolkhozienne, propriété de groupe. L'industrie est beaucoup plus électriée, mécanisée, automatisée, les applications de la chimie y sont plus nombreuses. Malgré la révolution culturelle qui s'est produite à la campagne, le niveau culturel et technique de l'ensemble de la population rurale n'a pas encore atteint celui de la population urbaine. La différence essentielle entre la ville et la campagne disparaît au cours même de l'édification du communisme. L'industrie socialiste est le facteur déterminant de la suppression de la différence essentielle entre la ville et la campagne, entre l'industrie et l'agriculture. Le développement au maximum de la grande industrie permettra seul de réaliser intégralement la mécanisation combinée de toutes les branches de l'agriculture.

L'industrie socialiste s'acquitte de son rôle de transformatrice de l'agriculture avant tout par l'intermédiaire des stations de machines et de tracteurs qui jouent le rôle capital dans le développement de la production kolkhozienne. Les S.M.T., importants centres industriels de l'agriculture socialiste et promotrices des meilleures méthodes de culture, desservent dans une mesure toujours plus grande et plus efficace la production kolkhozienne grâce à un matériel ultra-moderne et à des cadres permanents d'ingénieurs et de techniciens qualifiés. Par l'intermédiaire des S.M.T., l'Etat socialiste dirige le développement des kolkhoz dans la voie du passage graduel du socialisme au communisme. L'importance des sovkhos, prototypes de l'agriculture la plus grande et la plus mécanisée, s'affirme toujours davantage. C'est ainsi que la propriété d'Etat, du peuple tout entier, joue un rôle croissant dans l'essor continu de toute l'agriculture socialiste.

L'électrification contribue puissamment à rapprocher la campagne de la ville. Les nouvelles et puissantes centrales hydroélectriques fourniront de prodigieuses quantités d'électricité à l'industrie, mais aussi à l'agriculture. Ce sont surtout elles qui permettront d'électrifier cette dernière. Parallèlement, la construction de petites centrales kolkhoziennes se poursuit sur une grande échelle. Les stations de *machines et de tracteurs électriques*, qui emploient des tracteurs et des moissonneuses-batteuses électriques et qui permettent d'utiliser largement l'énergie électrique dans l'élevage, seront autant de points d'appui de l'électrification combinée de l'agriculture. Ces stations constituent de nouvelles bases énergétiques de l'agriculture, mais aussi des foyers culturels.

L'artel agricole est, pour les kolkhoz, la forme fondamentale durant la période du passage graduel du socialisme au communisme. Associant l'exploitation collective, force principale du kolkhoz, à l'exploitation auxiliaire individuelle des kolkhoziens, il répond le mieux, en régime socialiste, aux intérêts de l'Etat, des kolkhoz et des kolkhoziens. Il comporte des réserves prodigieuses, qui sont encore loin d'avoir été complètement utilisées, d'élévation de productivité du travail et d'augmentation de la richesse des kolkhoz. S'aidant de l'équipement technique perfectionné des S.M.T., les kolkhoz développent leur exploitation collective, appelée à assurer l'abondance des produits agricoles.

A mesure que se renforce et se développe l'exploitation collective des kolkhoz, les problèmes relatifs à l'organisation des services sociaux et culturels et à la construction d'habitations reçoivent progressivement leur solution. L'exploitation collective des kolkhoz sera de plus en plus capable de contenter les multiples besoins personnels des kolkhoziens. Elle pourra, une fois réalisée l'abondance des produits agricoles, satisfaire les besoins de l'Etat, et des kolkhoz, et des kolkhoziens. Ces derniers n'auront plus intérêt à posséder en propre des vaches et de petit bétail, à cultiver des pommes de terre et des légumes sur le terrain attenant à leur habitation. Alors disparaîtra la nécessité économique d'une exploitation auxiliaire individuelle.

Le renforcement et le développement ininterrompus de la base matérielle et technique de la production kolkhozienne créeront peu à peu les conditions d'une transformation de l'artel agricole en une *commune agricole* hautement développée, forme supérieure du mouvement kolkhozien.

L'artel développé et aisé donnera naissance à la commune future. La commune agricole de demain naîtra lorsque les champs et les fermes de l'artel regorgeront de céréales, de bétail, de volailles, de légumes et de produits de toutes sortes; lorsque l'artel ouvrira des lavoirs mécaniques, des cuisines et des réfectoires modernes, des usines de panification, etc.; lorsque le kolkhozien verra qu'il lui est plus avantageux de prendre la viande et le lait à la ferme du kolkhoz que d'élever sa vache et son petit bétail; lorsque la kolkhozienne verra qu'il est plus avantageux de prendre ses repas au réfectoire, de prendre son pain à l'usine de panification et de faire laver son linge au lavoir public que de s'occuper de ces choses elle-même. La commune de demain naîtra sur la base d'une technique et d'un artel plus développés, à la faveur de l'abondance des produits. (J. STALINE : « Rapport au XVII^e Congrès du P.C.(b) de l'U.R.S.S. », *Les Questions du léninisme*, t. II, p. 177.)

La transformation de l'artel en commune se produira à mesure que seront créées les conditions matérielles indispensables et que les kolkhoziens se convaincront par eux-mêmes de la nécessité du passage à la commune.

La suppression de la différence essentielle entre la ville et la campagne ne signifie nullement une diminution du rôle des grandes villes. La répartition méthodique de l'industrie dans l'ensemble du pays, le rapprochement des entreprises industrielles des sources de matières premières entraînent l'apparition de villes nouvelles. Les villes, foyers du développement maximum de la culture matérielle et spirituelle, centres de la grande industrie, contribueront à égaliser les conditions d'existence à la ville et à la campagne. Le rôle progressiste de la ville socialiste, incarnation et promotrice des conquêtes les plus récentes de la science et de la culture d'avant-garde, s'affirme de plus en plus. La physionomie des vieilles cités se modifie profondément. En régime socialiste, le réaménagement des villes a pour but de remédier au surpeuplement et d'améliorer les conditions sanitaires par des plantations de verdure et l'application des dernières réalisations en matière d'urbanisme.

Les *moyens de transport* sont appelés à jouer un rôle considérable dans la suppression de la différence essentielle entre la ville et la campagne. Ils relient en un tout les centres industriels et les régions agricoles.

Le développement des transports ferroviaires, automobiles, par eau et aériens, le transport de l'énergie électrique à grande distance, le perfectionnement et l'usage de plus en plus répandu de la radio et de la télévision, constituent d'importants facteurs de rapprochement économique et culturel entre la ville et la campagne. Ils permettent à la population des campagnes de bénéficier de tous les bienfaits de la culture à l'égal de la population des villes.

Tant qu'il existe dans l'économie nationale deux principaux secteurs de production : celui de l'Etat et celui des kolkhoz, subsistent forcément la production et la circulation marchandes, que l'Etat socialiste utilise avec succès pour bâtir le communisme. Ce n'est que sur la base de la propriété communiste unique que la production marchande et les catégories économiques qui y sont attachées finiront par disparaître. A la phase supérieure du communisme, en même temps que la production marchande disparaîtront la valeur et ses différentes formes, de même que la loi de la valeur. La quantité de travail dépensé pour créer des produits sera mesurée non par une voie détournée : par l'intermédiaire de la valeur et de ses différentes formes, comme sous le régime de la production marchande, mais directement par le temps de travail dépensé pour créer ces produits.

Le temps de travail *reste toujours*, même quand la valeur d'échange a disparu, l'essence créatrice de la richesse et la mesure des *frais* nécessités par sa production. (K. MARX : *Les Théories de la plus-value*, t. III, p. 198, (éd. russe).)

Dans la période correspondant à l'achèvement de l'édification de la société socialiste et au passage graduel du socialisme au communisme, l'alliance fraternelle des ouvriers et des paysans se renforce de plus en plus. Ces deux classes ont les mêmes intérêts fondamentaux et un but unique : l'édification du communisme. La consolidation de la propriété communiste des moyens de production est la base de la disparition définitive de la ligne de démarcation entre la classe ouvrière et la paysannerie kolkhozienne.

Après la disparition, en régime communiste, de la différence essentielle entre la ville et la campagne, il subsistera entre elles des *différences non essentielles* résultant des particularités de l'industrie et de l'agriculture, tels le caractère saisonnier des travaux agricoles, lié au processus naturel de croissance et de maturation des plantes, le temps d'emploi limité de certaines machines agricoles, etc.

Comment disparaîtra la différence essentielle entre le travail intellectuel et le travail manuel.

Pour passer au communisme, la société doit atteindre un niveau de culture qui assure à chacun le développement complet et harmonieux de ses facultés physiques et mentales.

L'opposition entre le travail manuel et le travail intellectuel ayant disparu, le problème posé au cours de l'édification du communisme, est de supprimer la différence essentielle qui continue d'exister entre eux en régime socialiste. La *différence essentielle* entre le travail manuel et le travail intellectuel réside dans le fait que, par leur niveau culturel et technique, la plupart des ouvriers restent encore au-dessous des ingénieurs et des techniciens, et la plupart des kolkhoziens au-dessous des agronomes.

Or, le perfectionnement constant de la technique, dans l'industrie et l'agriculture : électrification, mécanisation combinée, applications multiples de la chimie, etc., requiert de plus en plus des travailleurs un niveau élevé de connaissances générales aussi bien que spéciales (du niveau des ingénieurs et des techniciens et des agronomes), faute de quoi il est impossible d'atteindre le niveau de la productivité du travail social qui est indispensable pour passer au communisme. De là découle la nécessité objective d'un progrès culturel rapide de la société, de la suppression de la différence essentielle entre le travail manuel et le travail intellectuel. Pour supprimer cette différence essentielle, il faut élever le niveau culturel et technique des ouvriers jusqu'à celui des ingénieurs et des techniciens, et le niveau culturel et technique des kolkhoziens jusqu'à celui des agronomes.

L'émulation socialiste, à laquelle participe la très grande majorité de la classe ouvrière et de la paysannerie kolkhozienne, contribue très efficacement à faire disparaître la différence essentielle entre le travail manuel et le travail intellectuel. Un nombre toujours croissant d'ouvriers s'assimilent à la perfection la technique et la technologie modernes de la production; le nombre des rationalisateurs et des inventeurs augmente. Des couches étendues d'ouvriers s'élèvent graduellement au niveau des ingénieurs et des techniciens.

Définissant le mouvement stakhanoviste comme une nouvelle étape de l'émulation socialiste, Staline signalait, dès 1935, qu'il contenait en germe le futur essor culturel et technique de la classe ouvrière, qu'il ouvrait la voie

qui seule nous permettra d'atteindre les indices plus élevés de la productivité du travail, indices nécessaires pour passer du socialisme au communisme. (J. STALINE : « Discours prononcé à la première conférence des stakhanovistes de l'U.R.S.S. », *Les Questions du léninisme*, t. II, p. 201.)

Quand les ouvriers se seront élevés au niveau culturel et technique des ingénieurs et des techniciens, et les kolkhoziens au niveau des agronomes, un nouvel essor de la productivité du travail, sans précédent dans l'histoire, sera réalisé, qui assurera l'abondance de tous les biens matériels. A mesure que la productivité du travail social augmentera, seront créées les conditions économiques d'une réduction graduelle de la journée de travail. A son tour, ceci permettra aux membres de la société de consacrer beaucoup plus de temps et d'efforts à acquérir des connaissances et à cultiver leur esprit, à développer harmonieusement toutes leurs aptitudes physiques et intellectuelles.

Pour que disparaisse la différence essentielle entre le travail manuel et le travail intellectuel, il faut rendre général et obligatoire l'enseignement polytechnique qui, a dit Lénine, familiarisera théoriquement et pratiquement les élèves avec les principales branches de production. En élargissant l'horizon des travailleurs, en leur faisant connaître les bases sur lesquelles repose la grande production moderne, l'enseignement polytechnique leur permettra de se choisir librement une profession.

Pour élever le niveau culturel de tous les membres de la société, il faudra développer l'instruction polytechnique générale et obligatoire, l'enseignement technique secondaire et l'enseignement supérieur, l'enseignement par correspondance, créer un vaste réseau de différents cours et former, sur les lieux mêmes du travail, des cadres pour les professions courantes. Le relèvement du niveau de connaissances et de culture des ouvriers et des paysans jusqu'à celui des ingénieurs, des techniciens et des agronomes fera disparaître les différences qui existent entre les ouvriers et les paysans, d'une part, et les intellectuels, d'autre part. La société socialiste a remporté d'importants succès en ce qui concerne l'élévation du bien-être de la population. Mais pour assurer dans tous les domaines le progrès culturel qui seul permettra de passer au communisme, il faudra améliorer radicalement les conditions de logement, élever sensiblement le salaire réel des ouvriers et des employés, ainsi que les revenus réels des kolkhoziens. Cela ne peut être réalisé que grâce à une croissance rapide de la production et de la productivité du travail.

L'essor général des forces productives et de la culture fera disparaître définitivement le travail non qualifié et les durs travaux manuels, ainsi que l'ancienne division du travail qui entraînait l'obligation d'exercer toute sa vie une même profession. S'il ne supprime pas l'ancienne division du travail, le communisme ne nie pas pour autant la nécessité de la division du travail. Pour édifier le communisme, des spécialistes qualifiés, harmonieusement développés, sont indispensables dans les différents domaines de la production, des sciences et de la technique.

Les membres de la société communiste posséderont la formation technique nécessaire pour employer les moyens techniques perfectionnés et diriger les opérations complexes de la production, et ils pourront non seulement produire des biens matériels, mais encore s'adonner aux sciences et aux arts. La disparition de la différence essentielle entre le travail intellectuel et le travail manuel ne signifie pas que toute différence disparaîtra entre ces formes de travail. Il subsistera certaines distinctions, non essentielles il est vrai, liées aux particularités des divers domaines de la production, de la science et de la culture. L'éducation communiste, dont le but fondamental est de former un homme nouveau pour qui le travail deviendra le premier besoin vital, acquiert dans ces conditions une importance énorme. Définissant le travail en régime communiste, Lénine écrivait :

Le travail communiste, au sens le plus étroit, le plus strict du mot, c'est le travail fourni gratuitement au profit de la société; un travail qui n'est accompli ni comme une prestation déterminée, ni pour avoir droit à certains produits, ni selon des normes légales fixées d'avance; c'est un travail volontaire fourni en dehors de toute norme, sans attendre une rémunération, sans convenir d'une récompense, un travail conditionné par l'habitude de travailler pour la collectivité et par le sentiment (devenu habitude) de la nécessité de travailler au profit de la communauté — un travail répondant au besoin d'un organisme sain. (V. LENINE : « De la destruction d'un ordre séculaire et de la création d'un ordre nouveau », *Œuvres choisies*, t. II, 2^e partie, p. 343.)

Le communisme suppose un niveau de conscience élevé chez les membres de la société. Les germes d'une attitude nouvelle, communiste, envers le travail et la propriété sociale, dans les rapports entre les hommes, existent déjà dans la société socialiste. Avec le temps, appliquer les principes communistes deviendra chose toute naturelle et ordinaire pour des hommes ayant atteint un haut degré d'instruction et de culture. Mais n'oublions pas que, dans la société socialiste, les survivances du capitalisme sont encore loin d'avoir disparu de la conscience des hommes, du fait que la conscience retarde sur l'être, et que les forces réactionnaires du monde bourgeois s'attachent par tous les moyens à les entretenir et à les ranimer. D'où la nécessité de triompher de ces survivances, d'élever très haut le niveau de culture et de conscience communiste des masses populaires. La lutte contre les vestiges de l'ancienne attitude envers le travail et la propriété sociale, contre le bureaucratisme, contre les survivances du passé dans la vie et la morale, contre les préjugés religieux, a une importance considérable durant toute la période du passage du socialisme au communisme. Pour triompher de toutes ces survivances du capitalisme, il est indispensable d'effectuer parmi les masses un travail politique et éducatif persévérant et opiniâtre, d'éduquer le peuple tout entier dans l'esprit du communisme.

Le passage au principe communiste « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ».

Les conditions nécessaires pour passer au principe communiste : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins », se réalisent graduellement, à mesure que la production augmente, entraînant l'abondance des objets de consommation; à mesure que s'instaure la propriété communiste unique et que les membres de la société acquièrent le niveau de culture et de conscience qui correspond au communisme. Ce principe signifie que, dans la société communiste, chacun travaillera selon ses capacités et recevra des biens de consommation selon ses besoins, qui seront ceux d'un homme évolué et cultivé.

Les conditions du passage à la phase supérieure du communisme sont le fruit de l'utilisation la plus complète des lois économiques du socialisme par l'Etat socialiste. Conformément aux exigences de la loi économique fondamentale du socialisme, la production socialiste et le bien-être de la population augmentent à des rythmes toujours plus rapides. La loi du développement harmonieux de l'économie nationale est de plus en plus utilisée et les méthodes de planification socialistes se perfectionnent. Les plans de l'économie nationale, établis pour une longue période, déterminent concrètement la voie à suivre pour créer la base matérielle de production du communisme, pour assurer une productivité du travail plus élevée qu'en régime capitaliste.

Pour assurer une augmentation considérable de la richesse sociale, il importe d'utiliser à fond, dans la période du passage du socialisme au communisme, les instruments économiques d'une direction planifiée de l'économie nationale qui se rattachent à l'existence de la loi de la valeur, tels que la monnaie, le crédit, le commerce, la gestion équilibrée.

L'élévation ininterrompue du niveau d'existence matérielle et culturelle des travailleurs est fondée sur l'application conséquente de la loi économique de la répartition selon le travail. L'augmentation de la productivité du travail va de pair avec la baisse des prix des articles industriels et des denrées agricoles. Le salaire réel des ouvriers et des employés et les revenus des kolkhoziens augmentent régulièrement. Les travailleurs peuvent se procurer toujours plus de denrées alimentaires, de vêtements, d'objets d'usage domestique, etc.

La réalisation du programme visant à assurer un vigoureux essor de l'agriculture et à augmenter la production des objets de consommation courante, appliqué par le Parti communiste et le gouvernement soviétique, joue un rôle capital dans la création des conditions nécessaires pour passer au communisme. On s'est assigné en U.R.S.S. la tâche de satisfaire intégralement les besoins de l'homme en denrées alimentaires conformément aux exigences de la science.

Il faut faire en sorte, *a dit N. Khrouchtchev*, que la consommation des denrées alimentaires soit basée sur des normes de nourriture scientifiquement établies, qui assurent le développement harmonieux et complet d'un homme bien portant. (N. KHROUCHTCHEV : *Des mesures tendant à assurer le développement de l'agriculture en U.R.S.S.*, p. 12, Editions en langues étrangères.)

L'essor considérable de la production des biens matériels fait que le niveau du salaire des ouvriers et des employés et celui des revenus des kolkhoziens permettent de satisfaire de mieux en mieux les besoins matériels et culturels croissants des travailleurs. A mesure qu'augmentera l'abondance des produits seront créées les conditions qui permettront de passer de la répartition selon le travail à la répartition selon les besoins. Pendant toute la période du passage graduel du socialisme au communisme, une grande importance sera dévolue au développement maximum du commerce, qui assure la répartition d'une masse croissante de biens de consommation courante. Les progrès du commerce soviétique prépareront l'appareil largement ramifié par lequel s'effectuera, à la phase supérieure du communisme, la répartition directe des produits selon les besoins, sans circulation marchande ni monétaire.

Le communisme assurera la satisfaction intégrale de tous les besoins personnels des membres de la société, aussi bien en multipliant les biens de consommation et d'usage domestique destinés à devenir propriété personnelle, qu'en pourvoyant dans une mesure toujours accrue aux besoins de la population sur le plan collectif (services culturels et sociaux, habitations, maisons de cure, théâtres, etc.).

L'Union soviétique, premier pays au monde qui ait construit le socialisme, bâtit aujourd'hui l'édifice du communisme. Mettant à profit l'expérience de l'Union soviétique, les pays de démocratie populaire édifient le socialisme, première phase de la société communiste. Le développement de toute l'humanité suivra infailliblement la voie du communisme. Dessinant les perspectives de la construction du communisme, Lénine disait :

Si la Russie se couvre d'un réseau dense de centrales électriques et de puissantes installations techniques, l'économie communiste édiflée par nous servira de modèle à l'Europe et à l'Asie socialistes de demain. (V. LENINE : « Rapport d'activité du Conseil des commissaires du peuple au VIII^e Congrès des Soviets de la R.S.F.S.R. », *Œuvres*, t. XXXI, p. 486 (éd. russe).)

Le grand exemple de l'Union soviétique, qui avance vers la phase supérieure du communisme, et des pays de démocratie populaire, qui édifient le socialisme, montre à tous les peuples la voie à suivre pour s'affranchir de l'esclavage capitaliste. Chaque pas en avant du peuple soviétique vers le communisme confirme avec toujours plus d'éloquence la supériorité du socialisme sur le capitalisme et affermit chez les travailleurs de tous les pays la certitude, dictée par l'histoire, de la condamnation irrémédiable du capitalisme et du triomphe du communisme.

RÉSUMÉ

1. Le socialisme et le communisme sont les deux phases de développement de la formation sociale communiste. Le communisme est la phase supérieure de cette formation; il est caractérisé par un niveau de développement des forces productives plus élevé que celui du socialisme, par la propriété communiste unique, du peuple tout entier, sur les moyens de production, par l'absence de classes et de différences de classe, ainsi que de différences essentielles entre la ville et la campagne, entre le travail manuel et le travail intellectuel. En régime communiste, le travail sera pour tous les hommes non seulement un moyen d'existence, mais aussi le premier besoin vital. Une élévation prodigieuse du niveau des forces productives et de la productivité du travail social permettra de réaliser l'abondance des objets de consommation et de passer au principe communiste : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ».

2. Pour passer au communisme, il est nécessaire que l'U.R.S.S. résolve la tâche économique fondamentale de rattraper et de dépasser au point de vue économique, c'est-à-dire pour la production par habitant, les pays capitalistes les plus développés. Il faut créer une base matérielle de production du communisme capable d'assurer l'abondance des objets de consommation; de faire disparaître la différence essentielle entre la ville et la campagne sur la base de la propriété communiste unique des moyens de production, et pour cela il faut accentuer au maximum le rôle de la propriété d'Etat (propriété du peuple entier) des moyens de production dans l'économie nationale et surtout dans l'agriculture, et renforcer l'exploitation collective de l'artel agricole; de réaliser un progrès culturel général qui permette de faire disparaître la différence essentielle entre le travail intellectuel et le travail manuel, et d'élever le niveau d'instruction et de connaissances techniques de tous les travailleurs jusqu'à celui des ingénieurs, des techniciens et des agronomes.

3. Le passage graduel du socialisme au communisme, en voie de réalisation en U.R.S.S., est accompli par des millions de travailleurs sous la conduite du Parti communiste et de l'État soviétique, dont l'activité repose sur la connaissance et l'utilisation des lois objectives du développement économique. Il existe déjà en régime socialiste des germes de communisme dans la production, dans l'attitude envers le travail et la propriété sociale, dans les rapports entre les hommes. La construction du communisme nécessite une lutte énergique contre les survivances du capitalisme dans la conscience des hommes. L'éducation communiste des travailleurs est une des conditions nécessaires de la liquidation de ces survivances.

4. Le renforcement au maximum de la collaboration et de l'amitié fraternelle des pays du camp socialiste est la condition déterminante du succès de l'édification du communisme en U.R.S.S. et de l'édification du socialisme dans les pays de démocratie populaire. La construction du communisme en U.R.S.S. a une immense portée internationale.

C. — *L'édification du socialisme dans les pays de démocratie populaire*

CHAPITRE XLI - LE RÉGIME ÉCONOMIQUE DES PAYS EUROPÉENS DE DÉMOCRATIE POPULAIRE

Les conditions préalables à la révolution démocratique populaire.

Dans les pays de l'Europe centrale et sud-orientale, la révolution démocratique populaire a été préparée par toute la marche de l'évolution du capitalisme et de la lutte de classe de la classe ouvrière et des masses laborieuses de ces pays, par toute la marche du mouvement de libération dans le monde entier. Dans l'économie de ces pays, à l'exception de l'Albanie, les rapports capitalistes dominaient. La Tchécoslovaquie était un pays industriel développé, où prédominait une industrie légère travaillant pour l'exportation; la Pologne et la Hongrie avaient une industrie moyennement développée et l'agriculture y jouait un rôle prédominant; la Roumanie et surtout la Bulgarie étaient des pays agricoles à industrie faiblement développée. L'Albanie était un pays à l'économie retardataire avec d'importantes survivances du régime patriarcal et du régime de la *gens*.

Les pays de l'Europe centrale et sud-orientale ont subi pendant longtemps le joug des puissances impérialistes. Les propriétaires fonciers et la grande bourgeoisie au pouvoir dépendaient du capital financier étranger dont ils exécutaient la volonté. La classe ouvrière était exploitée à outrance. Dans la majorité de ces pays, le capitalisme se développait tandis que se maintenaient d'importantes survivances des rapports féodaux et du servage; les masses paysannes, qui constituaient la majorité de la population, souffraient du manque de terre et vivaient dans la misère. D'où les progrès de l'esprit révolutionnaire dans la classe ouvrière et la paysannerie.

Avant la révolution, dans la majorité des pays d'Europe centrale et sud-orientale, une grande partie des terres appartenait à de gros propriétaires, féodaux et capitalistes. En Pologne, les exploitations paysannes de moins de 5 hectares constituaient environ les deux tiers du nombre total des exploitations et possédaient moins de 15 % des terres, alors que les domaines des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, d'une superficie de plus de 50 hectares, constituaient 0,9 % du nombre total des exploitations et détenaient environ la moitié des terres. En Hongrie, les exploitations de moins de 5,7 hectares constituaient 84 % du nombre total des exploitations et possédaient un cinquième des terres, tandis que celles de plus de 50 hectares, constituant 0,9 % de toutes les exploitations, disposaient de près de la moitié du sol. En Roumanie, les exploitations de moins de 5 hectares constituaient les $\frac{3}{4}$ du nombre total des exploitations et possédaient 28% des terres; en Tchécoslovaquie, elles en constituaient les 70,5 % avec 15,7 % des terres. En Bulgarie, dans l'ensemble, la grande propriété féodale avait déjà été liquidée à la suite de la guerre russo-turque de 1877-1878. Avant la révolution du 9 septembre 1944, une partie importante de la terre y était concentrée dans de grandes exploitations capitalistes et les masses paysannes ne possédaient que peu de terre. Ainsi, les exploitations de moins de 5 hectares constituant les $\frac{2}{3}$ de toutes les exploitations, possédaient seulement 30 % de la terre.

L'industrie des pays de l'Europe centrale et sud-orientale se trouvait sous la coupe des monopoles capitalistes; de plus, toutes les positions-clés étaient aux mains du capital étranger. Dans la Pologne d'avant-guerre, celui-ci possédait près des $\frac{2}{3}$ des capitaux investis dans l'industrie. En Roumanie, il contrôlait 91,9 % des capitaux investis dans l'industrie pétrolière. En 1937, 40 % des capitaux investis dans l'industrie hongroise appartenaient à des compagnies étrangères. En Bulgarie, la moitié environ des sommes investies dans la grande industrie et près des deux tiers des capitaux des sociétés de transports étaient, à la même date, aux mains de compagnies étrangères.

Pendant la deuxième guerre mondiale, les pays d'Europe orientale et sud-orientale tombèrent sous le joug de l'impérialisme allemand qui les saigna à blanc. Les grands propriétaires fonciers et la bourgeoisie monopoliste se firent les agents du fascisme allemand, s'isolant ainsi complètement de la nation. Les contradictions sociales et nationales s'aggravèrent à l'extrême. Sous la direction de la classe ouvrière, partis communistes et ouvriers en tête, les masses laborieuses ont mené une lutte obstinée pour se libérer de l'esclavage fasciste, contre l'envahisseur allemand et les cliques féodalo-capitalistes, traîtres au pays. Tout au long de la lutte des travailleurs pour leur libération nationale et sociale, l'influence et l'autorité des partis marxistes-léninistes de la classe ouvrière ont immensément grandi.

Au cours de sa lutte victorieuse contre l'Allemagne hitlérienne, l'Union soviétique a libéré les peuples de l'Europe centrale et sud-orientale du joug fasciste allemand. Les masses populaires de ces pays ont renversé le pouvoir des valets hitlériens et ont pu se mettre à organiser leur vie sur des bases nouvelles, démocratiques. C'est ainsi qu'a commencé la révolution démocratique populaire.

Le caractère de la révolution démocratique populaire.

La classe ouvrière et la paysannerie — le rôle dirigeant appartenant à la classe ouvrière — sont les principales forces motrices de la révolution démocratique populaire. Au cours de la lutte contre le fascisme, un front national réunissant toutes les forces antifascistes s'est constitué dans les pays d'Europe centrale et sud-orientale. A côté de la classe ouvrière et de la paysannerie, la petite bourgeoisie des villes et une partie de la moyenne bourgeoisie sont également entrées dans le front national.

La révolution a mis fin à la domination politique des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie monopoliste. Un pouvoir démocratique populaire a été créé sur la base de l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie. Les bases d'un Etat de type nouveau, de la république démocratique populaire, ont été jetées. A côté des partis communistes et ouvriers, les partis petits-bourgeois et bourgeois qui avaient fait partie du front national de lutte contre le fascisme entrèrent au gouvernement et dans les organismes de l'Etat d'une série de pays.

La révolution démocratique populaire a été, premièrement, une révolution *anti-impérialiste*, puisqu'elle a affranchi les peuples asservis au joug impérialiste et leur a donné l'indépendance nationale; elle a été, deuxièmement, une révolution *antiféodale*, puisqu'elle a aboli les survivances de la féodalité et du servage dans l'économie et le régime politique.

La révolution anti-impérialiste et antiféodale est une révolution bourgeoise démocratique de type nouveau, caractéristique de la deuxième étape de la crise générale du capitalisme. Ne se fixant pas pour but immédiat de renverser le capitalisme et d'instaurer la dictature du prolétariat, elle se range parmi les révolutions bourgeoises démocratiques, mais, par son contenu, elle est plus large et plus profonde qu'une révolution bourgeoise démocratique ordinaire, car, premièrement, étant dirigée contre le joug impérialiste, toute révolution anti-impérialiste et antiféodale conduit à l'affaiblissement de l'ensemble du système impérialiste mondial, elle en ébranle les fondements; deuxièmement, la victoire de la révolution anti-impérialiste et antiféodale crée les conditions les plus favorables à sa transformation en révolution socialiste.

La victoire de la révolution anti-impérialiste et antiféodale, dirigée par la classe ouvrière, signifie l'instauration de la dictature révolutionnaire et démocratique du prolétariat et de la paysannerie, dictature qui fait avancer la révolution en réalisant le passage direct à sa deuxième étape : la révolution *socialiste*. Ainsi, la révolution anti-impérialiste et antiféodale et la révolution socialiste sont les maillons d'une même chaîne, les deux étapes d'un seul processus révolutionnaire.

A sa première étape, la révolution démocratique populaire a principalement accompli les tâches de la révolution bourgeoise démocratique; l'ampleur de ces tâches, l'esprit de suite et les méthodes avec lesquelles elles ont été accomplies, étant fonction du développement historique et de la situation concrète existant dans chaque pays.

Dans tous les pays de démocratie populaire, le régime social et politique a été largement démocratisé. La monarchie a été abolie là où elle existait. Dans la majorité des pays, les transformations agraires révolutionnaires ont eu une très grande importance. Les terres des grands propriétaires fonciers, avec leur cheptel vif et mort, ont été confisquées et, pour la plupart, réparties entre les salariés agricoles et les petits paysans dont elles devinrent la propriété privée. Des exploitations agricoles d'Etat ont été organisées sur une partie des terres confisquées.

Par suite des transformations agraires révolutionnaires, la classe des grands propriétaires fonciers a disparu et la situation des paysans travailleurs a été considérablement améliorée. La terre qu'ils ont reçue a élevé un grand nombre de salariés agricoles et de paysans pauvres au niveau des paysans moyens qui sont devenus la figure centrale de l'agriculture. La proportion des exploitations de paysans riches a sensiblement diminué.

En Roumanie, les paysans pauvres et moyens qui, avant la révolution, possédaient moins de la moitié des terres, en avaient 80,7 % en 1948. En Hongrie, les exploitations pauvres et moyennes ont reçu environ deux millions d'hectares; elles possédaient en 1947 70,7 % du sol contre 40,4 % avant la révolution. En Pologne, par suite des transformations agraires et de la récupération des territoires de l'Ouest, les paysans dépourvus de terre ou en ayant peu et les paysans moyens, ont reçu plus de 6 millions d'hectares. En Bulgarie, comme il n'existait pas de grande propriété foncière féodale, les tâches antiféodales accomplies par la révolution lors de la réforme agraire (liquidation de la propriété foncière des monastères et de l'Eglise, etc.), ont eu moins d'ampleur que dans les autres pays de démocratie populaire et la réforme agraire a eu essentiellement le caractère d'une réforme dirigée contre les paysans riches.

Les transformations agraires révolutionnaires ont été réalisées avec la participation active des masses paysannes sous la direction de la classe ouvrière au cours d'une lutte de classe acharnée. Soutenues par les impérialistes étrangers, les forces réactionnaires leur ont opposé une résistance farouche et ont tenté de les torpiller par tous les moyens. Les transformations agraires ont eu les plus grandes conséquences économiques et politiques. L'abolition de la grande propriété foncière a privé les forces réactionnaires d'une base matérielle très importante. La liquidation de la grande propriété terrienne a fait disparaître les survivances de l'exploitation féodale de la paysannerie. L'attribution de terre aux petits paysans et aux salariés agricoles les a attachés au régime populaire. Aboutissement des tâches de la révolution démocratique bourgeoise, les transformations agraires ont été en même temps une des conditions nécessaires pour passer à l'édification socialiste.

Par la réalisation de ses tâches antiféodales, la révolution démocratique populaire est passée peu à peu à sa seconde étape, elle s'est transformée en révolution socialiste. Bien que la première étape de la révolution eût pour contenu principal des transformations de caractère démocratique général, néanmoins la classe ouvrière, force dirigeante de la dictature révolutionnaire et démocratique du prolétariat et de la paysannerie, ne pouvait pas s'en tenir à ces seules transformations et elle a pris une série de mesures qui ont préparé le passage à la deuxième étape de la révolution. Parmi ces mesures, citons : l'instauration du contrôle ouvrier sur la production; la confiscation des biens des criminels de guerre et des capitalistes ayant collaboré avec l'occupant, ainsi que de la bourgeoisie monopoliste étroitement liée à eux, ce qui a affaibli les positions économiques de la bourgeoisie et a fait passer entre les mains de l'Etat populaire une partie de la grande industrie; l'instauration du monopole de l'Etat sur le commerce des marchandises les plus importantes et du contrôle de l'Etat sur le commerce extérieur, ainsi que plusieurs autres mesures. Au cours de la révolution, la nationalisation des moyens de production a pris une ampleur de plus en plus grande. Tout cela a affaibli la bourgeoisie dans son ensemble et renforcé les positions de la classe ouvrière.

La nationalisation de la grande et de la moyenne industries, des transports, des P.T.T., etc., s'est faite de plusieurs manières dans les pays européens de démocratie populaire. Elle a commencé dès 1945-1946 et a été terminée dans l'essentiel en 1947-1948.

Au fur et à mesure que l'on passait de la solution des tâches démocratiques générales à celle des tâches de la révolution socialiste, la lutte s'intensifiait inévitablement entre la classe ouvrière et la bourgeoisie contre-révolutionnaire. S'appuyant sur la puissance économique qu'elle gardait encore et sur le capital étranger, utilisant ses agents dans l'appareil d'Etat et souvent au sein même du gouvernement, la bourgeoisie a cherché par tous les moyens à faire échec aux mesures prises par le pouvoir de démocratie populaire et à rétablir sa domination économique et politique. Après avoir consolidé ses forces par l'unification des partis ouvriers sur la base du marxisme-léninisme, la classe ouvrière a rallié la paysannerie et les autres couches laborieuses. Au cours de la révolution démocratique populaire, les organismes de l'Etat ont été débarrassés des éléments contre-révolutionnaires, bourgeois et agrariens; le vieil appareil d'Etat bourgeois a été définitivement brisé et remplacé par un nouvel appareil d'Etat, répondant aux intérêts des travailleurs. Les masses populaires ont riposté de façon décisive aux tentatives de la bourgeoisie de restaurer le joug impérialiste étranger. Par suite de la défaite de la bourgeoisie, le rôle dirigeant de la classe ouvrière dans l'Etat s'est définitivement affirmé. Toutes ces tâches ont été accomplies dans la majorité des pays européens de démocratie populaire vers 1947-1948.

Le régime politique de la démocratie populaire s'est mis à remplir avec succès les fonctions de la dictature du prolétariat; la démocratie populaire est devenue une des formes de la dictature prolétarienne.

Incarnant la domination des travailleurs sous la direction de la classe ouvrière, *a dit G. Dimitrov*, le régime de la démocratie populaire peut et doit, ainsi que l'expérience l'a déjà prouvé, exercer avec succès les fonctions de la dictature du prolétariat pour la liquidation du capitalisme et l'organisation de l'économie socialiste. (G. DIMITROV : « La démocratie populaire », dans *Œuvres choisies*, Editions Sociales, Paris, 1952.)

C'est ainsi que s'est opérée la transformation d'une révolution bourgeoise démocratique, par son caractère, en une révolution socialiste, que s'est effectué le passage progressif d'une étape de la démocratie populaire à une autre : de la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie à la démocratie populaire exerçant les fonctions de la dictature du prolétariat.

Le renforcement de l'hégémonie du prolétariat et du rôle dirigeant des partis communistes au cours des transformations démocratiques a été la condition décisive du passage à la révolution socialiste et à la dictature du prolétariat; il a également déterminé le caractère de ce passage. L'instauration de la dictature du prolétariat n'a pas pris la forme d'un acte unique, du renversement du pouvoir existant, mais s'est faite par le renforcement graduel des positions du prolétariat qui a gagné à soi les masses laborieuses et par l'application d'une série de mesures tendant à faire disparaître la domination économique de la bourgeoisie. Parmi ces mesures, la nationalisation des grandes entreprises capitalistes et des banques a été décisive. Réalisant les objectifs de la révolution socialiste, le pouvoir de démocratie populaire a fait des fabriques et des usines, des mines et des centrales électriques, la propriété socialiste du peuple tout entier. Les transports et les P.T.T., le sous-sol et une partie du sol, les banques, le commerce extérieur, le commerce intérieur de gros ont été nationalisés également. Ainsi, partant des exigences de la loi économique de la correspondance nécessaire entre les rapports de production et le caractère des forces productives, le pouvoir de démocratie populaire, dirigé par la classe ouvrière, a liquidé la domination économique de la bourgeoisie et pris les postes de commande de l'économie nationale. Ainsi, les conditions nécessaires pour passer à la transformation socialiste de la société ont été créées. Par suite de la nationalisation, les rapports de production dans l'industrie ont été mis en accord avec le caractère social de la production : les principaux moyens de production sont devenus le bien du peuple tout entier en la personne de l'Etat de démocratie populaire. Les pays de démocratie populaire sont entrés dans la période de transition du capitalisme au socialisme.

La formation du pouvoir de démocratie populaire et la période transitoire du capitalisme au socialisme diffèrent par certaines particularités dans la République démocratique allemande, formée par les forces démocratiques du peuple allemand après la division de l'Allemagne en deux par les puissances occidentales. Il existe à l'heure actuelle, sur le territoire de l'Allemagne, deux Etats : la République démocratique allemande et la République fédérale allemande, dans lesquels se sont constitués des régimes sociaux et économiques de nature différente.

Dans la République démocratique allemande, c'est la classe ouvrière, alliée à la paysannerie travailleuse, qui est au pouvoir. L'alliance des ouvriers et des paysans est la force décisive de la vie politique et économique de la république. Le pouvoir d'Etat s'appuie sur le bloc des partis et des organisations antifascistes et démocratiques et sa politique est déterminée par l'objectif de sa lutte : la création d'une Allemagne démocratique et pacifique, unie. Dans ce bloc, le rôle dirigeant revient au parti de la classe ouvrière, le Parti socialiste unifié d'Allemagne. Avec la suppression de la domination économique des junkers-proprétaires fonciers et des monopoles, les racines sociales du militarisme et du fascisme ont été extirpées de la République démocratique allemande.

Le fait que les travailleurs de la République démocratique allemande se sont engagés dans la voie de l'édification socialiste est un grand événement historique dans la vie du peuple allemand. L'édification du socialisme dans la République démocratique allemande répond aux intérêts de tous les travailleurs d'Allemagne. Dans l'économie de la République, la place déterminante appartient à la propriété sociale des moyens de production sur laquelle reposent les entreprises populaires de l'industrie, les domaines populaires de l'agriculture, les stations de machines et de tracteurs et les coopératives agricoles de production.

A côté du secteur socialiste, qui est le principal, il existe dans l'industrie, les transports, le commerce et l'agriculture, de nombreuses exploitations individuelles de simples producteurs de marchandises : paysans et artisans, ainsi que de petites et moyennes entreprises capitalistes. La République démocratique allemande se fixe pour tâche primordiale de lutter pour la réunification de l'Allemagne sur des bases pacifiques et démocratiques.

La Yougoslavie appartient au nombre des pays qui se sont détachés du système capitaliste au cours de la deuxième guerre mondiale. A la place de l'ancienne Yougoslavie, avec son régime monarchiste et réactionnaire, fondé sur l'exploitation cruelle des travailleurs et sur l'oppression nationale, la République populaire fédérative de Yougoslavie est née par suite de la révolution populaire. Le pouvoir y appartient à la classe ouvrière et à la paysannerie, et l'inégalité nationale y a été supprimée. En Yougoslavie, la propriété sociale des principaux moyens de production est dominante : dans le domaine de la grande et de la moyenne industrie, des transports, dans le système bancaire, le commerce de gros et la majeure partie du commerce de détail. Malgré les intrigues des forces impérialistes, la Yougoslavie a gardé son indépendance nationale et a résisté aux tentatives du capital étranger pour pénétrer dans son économie.

A l'étape actuelle du développement mondial, étant donné l'existence du camp puissant du socialisme, la démocratie populaire représente la voie de la transformation socialiste et révolutionnaire de la société. L'expérience historique de l'Union soviétique et des pays de démocratie populaire confirme la thèse léniniste selon laquelle, l'unité de vue étant acquise pour l'essentiel sur les moyens de faire triompher le socialisme, la solution des problèmes concrets de l'édification socialiste peut cependant être obtenue sous des formes et par des méthodes différentes dans les divers pays de démocratie populaire, compte tenu des particularités historiques et nationales de chaque pays. Lénine a écrit :

Toutes les nations arriveront au socialisme, c'est inévitable, mais elles seront loin d'y arriver toutes par des moyens identiques; chacune apportera son originalité dans telle ou telle forme de démocratie, dans telle ou telle variété de dictature du prolétariat, dans tel ou tel rythme de transformation socialiste des divers aspects de la vie sociale. (V. LENINE : « Une caricature du marxisme et l'« économisme impérialiste », *Œuvres*, t. XXIII, p. 58, (éd. russe).)

Les classes et les types d'économie.

L'économie des pays européens de démocratie populaire est caractérisée par l'existence simultanée de plusieurs types d'économie, propre à la période transitoire. Elle comprend trois principaux types, ou secteurs de l'économie nationale : le secteur socialiste, le secteur de la petite production marchande, le secteur capitaliste. Au type *socialiste* se rattachent : 1. les entreprises industrielles et les moyens de transport, les banques, les entreprises commerciales, les domaines agricoles, les stations de machines et de tracteurs qui sont la propriété de *l'Etat*, du peuple tout entier; 2. les entreprises fondées sur la propriété *coopérative* : coopératives artisanales, de consommation, de crédit mutuel, agricoles, de vente et d'achat, de production agricole.

Dans tous les pays européens de démocratie populaire, le secteur socialiste occupe une situation déterminante dans l'économie. C'est dans ce secteur qu'est créée la partie essentielle du revenu national. L'industrie, les transports, toutes les opérations bancaires, tout le commerce intérieur de gros et la majeure partie du commerce de détail sont concentrés entre les mains de l'Etat. Le monopole du commerce extérieur a été institué. Dans l'agriculture, par contre, le secteur socialiste n'est pas encore prépondérant, sauf en Bulgarie.

Le secteur socialiste, qui occupe une situation dominante dans l'économie nationale et détient les leviers de commande de l'économie, constitue la force déterminante du développement économique de chacun des pays de démocratie populaire. Et d'année en année, il renforce ses positions.

Ces dernières années, la part des formes socialistes de l'économie a été : dans le revenu national : de 76 % en Pologne (en 1953), de 92 % en Tchécoslovaquie (en 1953), de 81 % en Hongrie (en 1954), de 70 % en Roumanie (en 1952), de 87 % en Bulgarie (en 1954), d'environ 70 % en Albanie (en 1952); dans la production industrielle: de 99,5 % en Pologne (en 1953), de 99,6 % en Tchécoslovaquie (en 1953), de 97 % en Hongrie (en 1954), de 99 % en Roumanie (en 1954) ; dans le commerce de gros : de 100 % dans tous ces pays; dans le commerce de détail en 1954 : de 96 % en Pologne, de 99,8 % en Tchécoslovaquie, de 99,7 % en Hongrie, de 76 % en Roumanie, de 99,5 % en Bulgarie.

Dans la République démocratique allemande, la part du secteur socialiste a été, en 1953, de : 86,5 % dans l'industrie; de 94,5 % dans le commerce de gros ; de 70 % environ dans le commerce de détail.

Dans le secteur socialiste, l'exploitation de l'homme par l'homme a disparu et le travail a changé de caractère : ce n'est plus un travail pour les capitalistes, mais un travail pour soi, pour la société. En raison des changements intervenus dans les conditions économiques, les lois économiques du capitalisme, qui traduisaient des rapports fondés sur l'exploitation et l'anarchie de la production, ont cessé de jouer dans le secteur socialiste; il y est apparu et entré en vigueur des lois nouvelles, celles de l'économie socialiste : loi économique fondamentale du socialisme, loi du développement harmonieux (proportionné) de l'économie nationale, loi de la répartition selon le travail, etc. L'industrie socialiste se développe sans cesse sur la base d'une technique supérieure afin d'assurer le triomphe du socialisme et de satisfaire les besoins croissants des travailleurs. La production socialiste est régie par un plan conformément à la loi du développement harmonieux (proportionné) de l'économie nationale. Les méthodes de planification ne cessent de se perfectionner.

L'existence de deux formes de propriété socialiste et de la petite production marchande détermine, dans les pays de démocratie populaire, l'action de la loi de la valeur et des catégories économiques qui s'y rattachent : monnaie, commerce, crédit, etc. La loi de la valeur n'est pas régulatrice de la production socialiste, mais elle exerce sur celle-ci une action dont les Etats de démocratie populaire doivent tenir compte pour planifier les prix, appliquer la gestion équilibrée, etc. Le commerce, la monnaie, le crédit et les autres catégories économiques liées à la loi de la valeur sont utilisées avec succès dans l'intérêt du socialisme et deviennent des instruments de l'édification socialiste.

Etant donné que le secteur socialiste joue un rôle déterminant dans l'économie des pays de démocratie populaire, la loi économique fondamentale du socialisme, la loi du développement harmonieux de l'économie nationale et les autres lois économiques du socialisme exercent une influence croissante sur le développement de l'ensemble de l'économie nationale. Au fur et à mesure que les rapports de production socialiste se développent, la sphère d'action des lois économiques du socialisme s'élargit infailliblement.

A la *petite production marchande* se rattachent les exploitations individuelles des paysans travailleurs ainsi que celles des petits artisans, qui reposent sur le travail personnel de leurs propriétaires. Dans certains pays (Albanie), des survivances de l'économie patriarcale subsistent encore dans les campagnes. Les exploitations paysannes individuelles produisent la plus grande partie des denrées agricoles. Parmi les exploitations des paysans individuels, celles des paysans moyens sont prédominantes. L'exploitation paysanne individuelle, petite productrice de marchandises, fondée sur la propriété privée des moyens de production, engendre inévitablement des éléments de capitalisme. Dans les pays européens de démocratie populaire, la planification ne s'étend pas encore à toute l'économie nationale. Dans le secteur de la petite production marchande, la loi de la valeur est le régulateur de la production. Cependant, en démocratie populaire, du fait qu'il s'appuie sur la loi du développement harmonieux de l'économie nationale, le pouvoir exerce aussi une action régulatrice sur la petite production marchande par l'intermédiaire du commerce, des stockages, des prix, du crédit, de l'impôt, etc.

Le secteur *capitaliste* comprend les exploitations des paysans riches, les entreprises commerciales et les entreprises industrielles privées reposant sur l'exploitation du travail salarié.

Dans le secteur capitaliste, la loi de la valeur est régulatrice de l'économie. Dans les limites de ce secteur, la loi de la plus-value continue de jouer, mais sa sphère d'action est considérablement réduite. La grandeur des entreprises capitalistes et les possibilités d'exploiter le travail salarié sont fortement limitées. Parmi les moyens employés pour limiter les éléments capitalistes, il y a le taux élevé des impositions et une série de mesures destinées à combattre le libre jeu du marché.

La classe ouvrière et la paysannerie constituent les principales classes des pays de démocratie populaire. A côté des classes laborieuses, il existe une bourgeoisie représentée par les paysans riches ainsi que par les entrepreneurs privés du commerce et de l'industrie.

L'alliance étroite de la classe ouvrière, qui assume le rôle dirigeant, et de la paysannerie travailleuse, alliance dirigée contre le capitalisme en vue de bâtir une société socialiste, est la base vitale de l'existence et du développement du régime social et politique des pays de démocratie populaire.

L'alliance des ouvriers et des paysans, sous la direction de la classe ouvrière, a été et demeure le pivot, la force motrice de nos transformations révolutionnaires. Au cours de dizaines d'années de lutte contre le capitalisme et le fascisme, la classe ouvrière a renforcé son alliance avec les masses fondamentales de la paysannerie travailleuse. Etendre, consolider, approfondir cette alliance, tel est le principe essentiel dont s'inspire la politique du pouvoir populaire, le gage de sa force et de ses succès. (B. BIERUT : « Rapport d'activité du Comité central au II^e Congrès du Parti ouvrier polonais », *Paix et démocratie*, 19 mars 1954, p. 13.)

La contradiction essentielle de l'économie des pays de démocratie populaire durant la période de transition du capitalisme au socialisme, est celle qui existe entre le socialisme en plein essor et le capitalisme battu, mais non encore anéanti, qui conserve des racines dans la petite production marchande. Le socialisme s'édifie ici dans un climat de lutte de classes exacerbée. La résistance des classes agonisantes se traduit par l'activité hostile des vestiges des partis politiques antipopulaires écrasés, ainsi que par des déviations nationalistes, de droite et de « gauche », au sein des partis communistes (ouvriers), par le travail de sape, le sabotage et les actes de diversion des agents de l'impérialisme. Les partis communistes (ouvriers), les masses populaires démasquent les éléments hostiles au socialisme et font triompher une politique axée sur l'édification du socialisme.

Dans sa politique, le pouvoir d'Etat des pays de démocratie populaire, part des lois économiques objectives qu'il utilise pour assurer la victoire complète des formes d'économie socialistes sur les formes capitalistes.

S'inspirant de la théorie marxiste-léniniste sur la période de transition du capitalisme au socialisme, le pouvoir démocratique populaire renforce l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie et mène la lutte contre les éléments capitalistes de la ville et de la campagne qu'il limite et élimine progressivement. Les Etats de démocratie populaire utilisent au maximum le marché pour développer les liens commerciaux entre l'industrie et l'agriculture. En même temps qu'ils procèdent à l'industrialisation socialiste, ils resserrent l'alliance entre la ville et la campagne dans le domaine de la production et appliquent une politique dont l'objectif est d'amener les exploitations paysannes à se grouper de leur plein gré en coopératives de production.

La construction du socialisme, dans les pays de démocratie populaire, repose donc sur les principes fondamentaux qui ont inspiré la nouvelle politique économique en U.R.S.S. Mais nous l'avons déjà dit, ces principes sont appliqués dans les pays de démocratie populaire en tenant compte de la grande originalité du développement historique des conditions économiques, politiques et nationales de chaque pays. Dans les pays européens de démocratie populaire, l'édification du socialisme s'accomplit dans des conditions historiques beaucoup plus favorables qu'en U.R.S.S., premier pays du socialisme triomphant. Ces pays, qui jettent les fondements économiques et culturels du socialisme, bénéficient largement de la très riche expérience de l'édification socialiste en Union soviétique; ils s'appuient sur la puissance du camp socialiste tout entier et sur l'entraide croissante de tous les pays faisant partie de ce camp. La solution des problèmes de l'édification socialiste s'en trouve énormément facilitée.

L'aide décisive de l'Union soviétique a permis de déjouer les plans d'intervention impérialiste contre les pays européens de démocratie populaire qui ont de la sorte fait l'économie d'une longue période de guerre civile et n'ont pas eu besoin d'appliquer une politique de « communisme de guerre ». Ils ont pu ainsi, dans les délais les plus brefs, relever leur économie et entreprendre la reconstruction socialiste de l'économie nationale.

L'industrialisation socialiste.

L'industrialisation socialiste, réalisée en tenant compte des particularités de chaque pays, de son rôle dans la division internationale du travail à l'intérieur du camp socialiste, est la condition la plus importante de l'édification du socialisme dans les pays de démocratie populaire. Grâce à l'industrialisation, ces pays créent la base matérielle et technique du socialisme, ils assurent un fondement solide à l'élévation ininterrompue de la production et du bien-être général.

Avant la deuxième guerre mondiale, la part de la production industrielle dans la production totale de l'industrie et de l'agriculture était de 47,6 % en Pologne, de 53 % en Hongrie, de 40 % en Roumanie, de 33,8 % en Bulgarie, de 18,3 % en Albanie. En Pologne, 65 % de la population active travaillaient dans l'agriculture et environ 17 % dans l'industrie; en Roumanie, 78 % dans l'agriculture et 7 % dans l'industrie; en Bulgarie, 79,9 % dans l'agriculture et 8 % dans l'industrie et l'artisanat.

Par le niveau du revenu national, par la fabrication et la consommation des produits industriels par habitant, ainsi que par un certain nombre d'autres indices économiques, ces pays étaient très en retard sur les pays industriels plus développés, Ainsi en Pologne, la consommation des métaux ferreux par habitant était 10 fois moins importante qu'en Angleterre et près de 8 fois moins qu'en Allemagne; la consommation d'énergie électrique y était d'environ 7 fois plus faible qu'en Angleterre et en Allemagne, et 5 fois plus faible qu'en France.

Tous ces pays ont dû, pendant une certaine période, relever leur économie qui avait beaucoup souffert de la guerre et des pillages fascistes. Avec l'appui de l'Union soviétique et grâce aux avantages d'une économie socialiste planifiée, les pays de démocratie populaire ont réussi à relever leur économie en un laps de temps très court, en deux ou trois ans.

Le relèvement de l'économie nationale a donné une base solide à la reconstruction socialiste. La construction des fondements du socialisme a été la tâche centrale des premiers plans quinquennaux (sexennal en Pologne) de développement de l'économie nationale. L'industrialisation socialiste (développement de la grande industrie socialiste, et avant tout de l'industrie lourde) a été l'élément essentiel de ces plans. Mais dans chaque pays, elle présente des particularités qui sont fonction du niveau de développement et de la structure de l'industrie, des conditions historiques, économiques et naturelles.

Le gros des ressources nécessaires à l'industrialisation des pays de démocratie populaire provient des accumulations opérées dans le secteur socialiste. Il est aussi fait appel aux épargnes des travailleurs sous forme d'emprunts d'Etat. Ensuite, une partie des revenus des éléments capitalistes de la ville et de la campagne, prélevée surtout au moyen d'un impôt progressif, concourt aussi à ce but.

L'accroissement de l'accumulation socialiste résulte avant tout de l'élévation continue de la productivité du travail social grâce à l'emploi des techniques les plus modernes et à une meilleure organisation du travail. L'émulation socialiste, à laquelle participe la grande masse des ouvriers, contribue puissamment à élever la productivité du travail. Les ouvriers d'avant-garde appliquent avec succès la riche expérience de l'U.R.S.S. et des autres pays du camp socialiste en matière de production. La répartition selon le travail, les différentes formes de salaire aux pièces, la lutte contre le nivellement des salaires jouent un rôle de premier plan dans l'élévation ininterrompue de la productivité du travail. L'utilisation de la loi de la valeur, le renforcement au maximum du régime d'économies et l'application conséquente de la gestion équilibrée ont une importance énorme pour l'accroissement continu des accumulations dans la production socialiste.

Klement Gottwald a écrit :

N'avons-nous pas, n'avons-nous pas nombre de responsables et de militants de l'économie politique qui ont oublié l'action de la loi de valeur, et qui, en conséquence, ont négligé le rôle de la gestion équilibrée, de la rentabilité des entreprises, du prix de revient, des prix, etc. ? N'est-il pas clair que cette attitude erronée porte un grand préjudice à notre économie et freine notre avance dans la voie du socialisme ? Je crois que cela est clair et que, par conséquent, tous nos travailleurs, et surtout ceux qui occupent des postes dirigeants et responsables doivent respecter toujours le régime d'économies dans la production, dans le domaine du stockage et de l'écoulement. (K. GOTTWALD : « Le XIX^e Congrès historique du Parti communiste de l'Union soviétique et nos tâches ». *Paix et démocratie*, 7 novembre 1952, p. 11.)

L'industrialisation socialiste des pays de démocratie populaire se déroule dans des conditions historiques plus favorables qu'en U.R.S.S., et présente des particularités essentielles. L'Union soviétique était seule à édifier le socialisme; elle s'est industrialisée sans aucune aide extérieure, en recourant exclusivement à ses ressources propres. Les pays de démocratie populaire, eux, réalisent leur industrialisation alors qu'il existe un puissant camp du socialisme. Pour réaliser leur industrialisation socialiste, les pays de ce camp s'appuient sur une large entraide aux formes les plus diverses.

L'Union soviétique a dû créer chez elle à un rythme accéléré toutes les branches de l'industrie, de l'industrie lourde en premier lieu. Les pays de démocratie populaire sont exemptés de cette tâche qui excéderait leurs possibilités. Parce qu'il appartient au camp du socialisme, chacun d'eux peut créer et développer en premier lieu les branches d'industrie pour lesquelles il dispose des conditions économiques et naturelles les plus favorables. La division du travail très poussée, l'entraide économique et la coopération entre les Etats du camp socialiste contribuent au succès de l'accomplissement de cette tâche.

Grâce à la réalisation des plans à long terme de reconstruction socialiste l'économie nationale, le niveau de la production industrielle d'avant-guerre a été dépassé en 1954 : de plus de 300 % en Pologne, de près de 250 % en Hongrie, de 130 % en Tchécoslovaquie, de 400 % en Bulgarie, d'environ 160 % en Roumanie. La part de la production industrielle dans la production totale de l'industrie et de l'agriculture a fortement augmenté. Dans tous les pays de démocratie populaire, la Bulgarie et l'Albanie exceptées, la production des branches de l'industrie fournissant des moyens de production représente plus de la moitié de l'ensemble de la production industrielle. Les pays européens de démocratie populaire sont devenus des pays possédant une grande industrie équipée selon la technique la plus moderne. La Pologne a donné un développement considérable aux industries houillère et chimique, à la sidérurgie, à l'industrie des matériaux de construction. Elle fabrique aujourd'hui des automobiles, des tracteurs, des navires, de la fibre artificielle, etc. En 1954, la production par habitant y avait été multipliée, par rapport à 1938, par 3,5 pour l'acier, par plus de 5 pour l'électricité, par 3 environ pour le ciment. En Hongrie, l'industrie de l'aluminium, les constructions mécaniques, la production de matériel de mine et de machines agricoles ont pris un vigoureux essor, de même qu'en Roumanie l'extraction et le raffinage du pétrole, l'industrie chimique; dans ce dernier pays, d'importantes branches des constructions mécaniques ont été créées, telles l'industrie des machines agricoles et celle des équipements pétroliers, les constructions navales, etc. Dans la République démocratique allemande, le volume de la production industrielle a, en 1954, atteint presque le double du niveau de 1936; ces dernières années, les disproportions provoquées dans l'économie nationale par la coupure de l'Allemagne ont été considérablement réduites; une base métallurgique a été créée dans la république, le potentiel des constructions mécaniques lourdes et des constructions navales a été développé, on a organisé la construction de machines agricoles modernes, la fabrication des produits chimiques a augmenté.

Tout en assurant le développement par priorité de l'industrie lourde, base de l'essor de la reconstruction technique de toute l'économie nationale, les Etats de démocratie populaire procèdent à d'importants investissements dans l'agriculture ainsi que dans les industries légère et alimentaire, afin d'accroître notablement la production des denrées agricoles, des articles industriels de consommation courante, et d'élever le niveau de vie des travailleurs.

La transformation socialiste de l'agriculture.

Pour que le socialisme puisse être construit, les formes socialistes d'économie doivent triompher non seulement à la ville mais aussi à la campagne. La seule solution juste de la question paysanne, c'est, comme l'a montré l'expérience de l'U.R.S.S., le passage des masses paysannes, de la petite exploitation individuelle à la grande exploitation collective. Le groupement graduel et volontaire des petites et moyennes exploitations paysannes en *coopératives de production* est une nécessité objective pour les pays qui ont entrepris d'édifier le socialisme.

C'est pourquoi les pays de démocratie populaire développent la production des tracteurs et autres machines agricoles, organisent un réseau d'exploitations agricoles d'Etat qui montrent les avantages de la grande production socialiste, créent des stations de machines et de tracteurs qui assurent le rééquipement technique de l'agriculture. De plus, les masses pauvres et moyennes de la paysannerie bénéficient d'une aide de toute sorte pour développer leurs exploitations, des mesures sont prises pour les amener à adhérer aux différentes formes de coopératives d'achat, de vente et de production.

La transformation socialiste de l'agriculture dans les pays de démocratie populaire a ses particularités. La transformation socialiste de l'économie paysanne s'y réalise alors qu'il existe en U.R.S.S. une agriculture socialiste développée sous la forme de kolkhoz, de S.M.T. et de sovkhoz. La connaissance de l'expérience acquise en Union soviétique dans le domaine de la transformation socialiste de l'agriculture, ainsi que des résultats obtenus par les kolkhoz, les S.M.T. et les sovkhoz, joue un grand rôle pour amener les masses des pays de démocratie populaire dans la voie du socialisme. L'expérience du renforcement des kolkhoz du point de vue de l'organisation et de l'économie en U.R.S.S., les formes d'organisation et de rémunération du travail, de répartition des revenus, etc., sont largement mises à profit lors du groupement des exploitations paysannes en coopératives de production.

Les particularités essentielles du groupement de la paysannerie en coopératives de production dans les pays de démocratie populaire sont dues au fait que la petite propriété paysanne de la terre continue d'exister, alors qu'en U.R.S.S. la collectivisation s'est effectuée quand *toute* la terre était nationalisée. L'expérience de ces pays montre que la nationalisation immédiate de toute la terre n'est pas partout la condition expresse de l'édification socialiste à la campagne. Dans les pays de démocratie populaire, une partie de la terre retirée aux propriétaires fonciers au cours de la révolution agraire est restée entre les mains de l'Etat et l'autre est devenue la propriété privée des paysans. Mais par suite de l'interdiction de l'achat et de la vente de la terre et des restrictions apportées à sa location, le maintien de la propriété privée des paysans sur la terre ne conduit pas à une concentration de la propriété foncière chez les éléments capitalistes.

Dans les pays de démocratie populaire, il existe trois types principaux de coopératives agricoles de production qui diffèrent les uns des autres par le degré de socialisation de la terre et des moyens de production ainsi que par les modes de répartition des revenus qui en découlent. Premièrement, les coopératives pour le travail en commun de la terre, où n'est socialisé que le travail nécessaire à l'accomplissement de différents travaux agricoles (labour, semailles, entretien des cultures, récolte) effectués sur les terrains qui restent la propriété de chaque membre de la coopérative. Deuxièmement, les coopératives de production où les moyens de production et le travail sont socialisés, et où les parcelles réunies ne forment plus qu'un seul tenant, tout en restant la propriété privée des membres de la coopérative; la majeure partie des produits obtenus (70-75 %) est distribuée d'après le nombre des journées-travail, et le reste en fonction de l'étendue des terrains qui représentent l'apport de chacun. Troisièmement, les coopératives où le travail, la terre et les moyens de production sont socialisés et où la répartition des produits s'effectue selon la quantité et la qualité du travail.

Ainsi, à l'heure actuelle, dans les pays de démocratie populaire, les formes suivantes de propriété de la terre existent : la propriété d'Etat, la propriété coopérative et la propriété privée. La victoire complète du socialisme dans l'agriculture suppose la socialisation de toute la terre, sa transformation en propriété sociale. Le passage à la socialisation de toute la terre s'accomplira sur la base du libre consentement à mesure que la paysannerie, au cours même du développement des coopératives de production et de l'extension de leurs formes supérieures, se convaincra elle-même des avantages incontestables de la grande exploitation collective par rapport aux petites exploitations privées.

La transformation socialiste de l'agriculture se réalise dans les conditions d'une lutte de classes acharnée. Les paysans riches cherchent par tous les moyens à faire échec au groupement des exploitations paysannes en coopératives de production. En même temps qu'ils apportent une aide matérielle de toute sorte aux exploitations pauvres et moyennes, les Etats de démocratie populaire prennent des mesures pour renforcer les coopératives de production sur le plan économique et sur le plan de l'organisation, et mènent une lutte impitoyable contre les paysans riches.

La Bulgarie comptait, en 1954, plus de 2700 coopératives de production agricole, groupant 52 % des exploitations paysannes, 108 exploitations d'Etat et 150 stations de machines et de tracteurs. Le secteur socialiste de l'agriculture comprend plus de 60 % des terres cultivées. En Hongrie, les coopératives de production groupent 200.000 familles paysannes environ; elles occupent 18 % et les exploitations d'Etat 12 % des terres arables. En Pologne, on comptait, en 1954, plus de 9.300 coopératives de production disposant de 7,5 % des terres arables. Les exploitations agricoles d'Etat disposent de plus de 12 % des surfaces ensemencées. En Roumanie, à la fin de 1954, on comptait 5.000 exploitations collectives et coopératives réunissant 318.000 familles paysannes avec 1,1 million d'hectares de sol arable, soit plus de 10 %. En Tchécoslovaquie, les coopératives de production cultivent environ 33 % des terres arables et les exploitations d'Etat environ 10 %. Dans l'agriculture de la République démocratique allemande, en 1955, les domaines populaires disposaient de 4 % et les coopératives de production agricole de 18 % de toutes les superficies utiles à l'agriculture.

Au cours de la transformation socialiste des campagnes, deux sortes de fautes ont été commises dans les pays de démocratie populaire : d'une part, l'accélération artificielle du groupement des exploitations paysannes en coopératives et la violation du principe de l'adhésion volontaire; d'autre part, la sous-estimation de la nécessité d'organiser et de diriger le mouvement pour la formation de coopératives, le laisser-faire en ce domaine. Les partis communistes et ouvriers des pays de démocratie ouvrière combattent vigoureusement ces deux erreurs.

Grâce aux transformations socialistes réalisées à la campagne, des succès notables ont été remportés, dans les pays de démocratie populaire, en ce qui concerne le développement de l'agriculture et l'élévation du bien-être de la paysannerie. Mais les progrès de la production agricole retardent fortement encore sur ceux de la production industrielle et sont insuffisants pour satisfaire les besoins croissants de l'économie nationale et de la population.

Il est donc très important, pour l'économie nationale dans son ensemble, d'assurer dorénavant un essor rapide à l'agriculture. Pour y parvenir, il faut continuer à développer les coopératives de production, à renforcer les coopératives existantes sur le plan économique et le plan de l'organisation, à améliorer le fonctionnement des exploitations agricoles d'Etat.

En même temps qu'il applique une ligne générale commune conduisant à la transformation socialiste graduelle de l'agriculture, le pouvoir d'Etat des pays de démocratie populaire utilise les possibilités de développement de l'exploitation du paysan travaillant individuellement, possibilités qui ne sont pas encore épuisées, en vue d'assurer un nouvel essor à l'agriculture. Une aide matérielle, d'ordre technique et agronomique, ainsi que des crédits sont accordés dans ce but aux paysans travaillant individuellement; on stimule le développement de leurs exploitations par l'alliance commerciale de la ville et de la campagne, par les conditions avantageuses des contrats, par une politique fiscale et de stockage correspondante. Tout cela concourt à l'essor de l'agriculture et à l'affermissement de l'alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie.

L'élévation du bien-être et du niveau culturel des travailleurs.

L'édification socialiste, dans les pays de démocratie populaire, va de pair avec une élévation constante du bien-être matériel et du niveau culturel des travailleurs, manifestation de l'action de la loi économique fondamentale du socialisme. Par suite du développement rapide de l'industrie, dès 1948-1949, le chômage a disparu à la ville comme à la campagne. Le nombre des ouvriers travaillant dans les entreprises socialistes s'accroît d'année en année. Le revenu national augmente constamment à un rythme rapide. La classe des propriétaires fonciers et celle des grands capitalistes ayant été liquidées, le revenu national sert à assurer le mieux-être des travailleurs et la reproduction socialiste élargie à la ville et à la campagne.

Le salaire réel des ouvriers et des employés, ainsi que les revenus réels des paysans ne cessent d'augmenter. La baisse du prix des marchandises joue un rôle très important dans l'élévation des revenus réels de la population. La diminution des loyers et du prix des autres services municipaux est un facteur essentiel de l'accroissement des revenus réels des travailleurs. Le développement des assurances sociales des ouvriers et des employés aux frais de l'Etat, la gratuité de l'instruction et de l'aide médicale, la création d'un large réseau de maisons de cure et de repos concourent également au mieux-être des travailleurs.

Par rapport à l'avant-guerre, le revenu national a plus que doublé en Pologne en 1954; augmenté de 86,7 % en Bulgarie en 1953; augmenté des deux tiers à peu près en Tchécoslovaquie en 1954. En Pologne, les revenus réels par habitant occupé hors de l'agriculture étaient, en 1953, supérieurs de 40 % à ceux des années qui ont précédé directement la guerre. Les revenus réels par habitant des campagnes étaient supérieurs de 75 % à ceux de 1938. En Hongrie, au premier semestre de 1954, le salaire réel de l'ouvrier d'usine était de 57 % et le revenu réel d'une famille paysanne de 50 % plus élevés qu'en 1938. L'augmentation des revenus réels de la population a déterminé un notable accroissement de la consommation des travailleurs. En Roumanie, la consommation d'une famille ouvrière en 1953 a, par rapport à 1938, augmenté de 20 % pour le pain, de 48 % pour le sucre, de 164 % pour l'huile. Le paysan roumain consommait à la même époque 50 % de plus de seigle et de froment qu'en 1938. Le salaire réel des ouvriers et des employés bulgares a, en 1953, augmenté de 38 % par rapport à 1939. En 1954, il y a eu un nouvel accroissement des revenus réels des travailleurs dans les pays de démocratie populaire.

La construction du socialisme dans les pays de démocratie populaire est étroitement liée à la révolution culturelle. Les couches les plus étendues de travailleurs y accèdent à l'instruction et à la culture. La révolution a mis fin au monopole de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers dans ce domaine. L'instruction et la culture sont devenues le bien du peuple tout entier. Une nouvelle couche d'intellectuels socialistes se constitue rapidement. Le nombre des ingénieurs et des techniciens est en augmentation constante. Utilisant à plein le riche héritage laissé par la culture progressiste du passé de leurs peuples, lesquels ont apporté une importante contribution à la culture mondiale, les pays de démocratie populaire créent une culture nouvelle, socialiste par le contenu et nationale par la forme.

La culture socialiste de l'U.R.S.S., profondément internationaliste, exerce une influence considérable sur le développement des cultures nationales dans les pays de démocratie populaire. Par suite de la grande extension de la collaboration culturelle entre les pays du camp socialiste, leurs cultures s'enrichissent mutuellement.

En Roumanie, le nombre des élèves a été multiplié, en 1953-1954, par 4,7 par rapport à 1938-1939 dans les écoles de sept ans, par plus de 4 dans l'enseignement secondaire, par plus de 2,2 dans les écoles supérieures (passant de 29.000 à 64.300), sans compter 19.000 étudiants par correspondance. Dans l'ancienne Pologne, on comptait en 1937-1938 28 établissements d'enseignement supérieur et 48.000 étudiants, dont 5 % au plus étaient fils d'ouvriers et 9 % fils de paysans. En 1953, il y avait en Pologne 83 établissements d'enseignement supérieur et 134.000 étudiants, pour la plupart enfants d'ouvriers et de paysans. En Hongrie, en 1954-1955, le nombre des élèves des écoles secondaires a triplé par rapport à la dernière année d'avant la guerre et celui des étudiants a quadruplé. En 1938, il y avait dans toute la Tchécoslovaquie 9 établissements d'enseignement supérieur avec 19.000 étudiants en tout. Il y a actuellement 40 de ces établissements avec 47.900 étudiants. En Albanie, en 1954, le nombre des élèves des écoles primaires a été multiplié par plus de 2,6 par rapport à 1938 et celui des élèves des écoles secondaires, par plus de 7,7 fois.

Les succès de l'édification socialiste dans les pays de démocratie populaire sont une nouvelle preuve de la supériorité indéniable du système d'économie socialiste par rapport au système capitaliste.

RÉSUMÉ

1. La révolution démocratique populaire dans les pays de l'Europe centrale et sud-orientale a, à sa première étape, accompli les tâches de la révolution démocratique bourgeoise. Le caractère anti-impérialiste de la révolution s'est traduit par le fait qu'elle a libéré du joug impérialiste les peuples de ces pays et, avec le soutien de l'Union soviétique et du camp socialiste tout entier, elle leur a assuré l'indépendance nationale. Le caractère antiféodal de la révolution s'est exprimé dans la large démocratisation du régime social et politique, dans l'abolition de la monarchie là où elle existait, dans la réalisation de transformations agraires révolutionnaires : les terres des grands propriétaires fonciers ont été confisquées et partagées entre les paysans qui n'avaient pas de terre ou en avaient très peu. Au fur et à mesure que les tâches anti-féodales ont été accomplies, la révolution démocratique bourgeoise s'est transformée en révolution socialiste, ce qui s'est traduit par la nationalisation socialiste de la grande et de la moyenne industrie, des transports, des banques, du commerce extérieur, du commerce intérieur de gros. L'Etat de démocratie populaire s'est mis à exercer avec succès les fonctions de la dictature du prolétariat.

2. Durant la période de transition du capitalisme au socialisme, il existe trois types économiques fondamentaux dans l'économie des pays de démocratie populaire : socialisme, petite production marchande et capitalisme, le rôle dirigeant appartenant au type d'économie socialiste. L'Etat de démocratie populaire, qui s'inspire des lois économiques objectives et s'appuie sur le secteur socialiste, édifie le socialisme en combattant les éléments capitalistes.

3. L'industrialisation socialiste des pays européens de démocratie populaire est la condition décisive pour bâtir le socialisme et élever le bien-être du peuple. Grâce aux avantages des formes socialistes d'économie, à l'entraide et à la coopération au sein du camp socialiste, les pays de démocratie populaire avancent rapidement dans la voie du développement industriel en assurant le développement par priorité de l'industrie lourde.

4. La transformation socialiste de l'agriculture est une condition nécessaire à la victoire du socialisme dans les pays européens de démocratie populaire. La transformation socialiste des exploitations paysannes s'opère, dans ces pays, par leur groupement graduel et volontaire en coopératives de production, la terre restant la propriété privée des paysans. La socialisation de toute la terre résultera du développement des formes supérieures des coopératives de production. L'essor de l'agriculture est obtenu par le développement continu des coopératives de production, par l'aide croissante venant de l'industrie socialiste ainsi que par la mise en œuvre des possibilités de développement que recèle encore l'exploitation paysanne individuelle.

5. L'édification du socialisme dans les pays européens de démocratie populaire conduit à l'élévation constante du niveau de vie matérielle et culturelle des travailleurs. Dans ces pays, le chômage a disparu le salaire réel des ouvriers et employés, ainsi que les revenus réels des paysans augmentent.

CHAPITRE XLII - LE RÉGIME ÉCONOMIQUE DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

Les conditions préalables à la révolution populaire en Chine.

Jusqu'à la victoire de la révolution populaire, la Chine était un pays agricole retardataire, dépendant des puissances impérialistes. L'économie chinoise revêtait un caractère semi-féodal et semi-colonial.

Le caractère *semi-féodal* de l'économie résidait dans la domination de la propriété des grands propriétaires fonciers féodaux et dans les méthodes semi-féodales d'exploitation de la paysannerie, ce qui était la principale cause de la stagnation, du retard et de l'absence de droits du pays. La terre était cultivée avec des procédés primitifs. D'ordinaire, les grands propriétaires fonciers n'exploitaient pas un grand domaine, mais louaient la terre aux paysans par petites parcelles. Le fermage était la forme de faire-valoir la plus usitée, le sol étant généralement affermé pour une période indéterminée ou à perpétuité. Les formes précapitalistes de la rente : rente-travail, rente en nature et rente en espèces étaient les plus largement répandues.

Le caractère *semi-colonial* de l'économie résidait dans le fait que pendant longtemps, les impérialistes étrangers y ont fait la loi. D'une part, l'intrusion de l'impérialisme étranger a accéléré la décomposition des rapports féodaux et, d'autre part, ayant intérêt à maintenir les survivances féodales en Chine, l'impérialisme a traité avec les forces féodales et a freiné le développement du capitalisme chinois. La clique des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie compradore, qui gouvernait la Chine, favorisait par tous les moyens la pénétration des monopoles étrangers dans l'économie du pays. Malgré un certain développement, le capitalisme n'est pas devenu le principal type d'économie de la Chine.

Jusqu'à la révolution, la Chine est restée un pays où le capitalisme était extrêmement peu développé. L'industrie moderne, l'industrie lourde surtout, était très faible. Les monopoles étrangers freinaient le développement de l'industrie, surtout des branches produisant les moyens de production; ils maintenaient le pays dans un état de retard technique et économique. Les entreprises industrielles modernes n'existaient que dans très peu de régions côtières et au nord-est tandis que sur presque tout l'immense territoire du pays on ne connaissait absolument pas l'industrie mécanique. Avant la révolution, en Chine, la production de l'industrie moderne ne s'élevait qu'à 17 % de la somme globale de la production industrielle et agricole. La majeure partie des articles industriels était fabriquée par de petites entreprises artisanales et des manufactures. En même temps, le développement des rapports marchands à la ville et à la campagne aggravait à l'extrême le joug insupportable des formes semi-féodales d'exploitation de la paysannerie. L'extension du travail salarié avait créé de nombreux cadres de prolétaires à la ville et à la campagne.

Les grands propriétaires fonciers, qui représentaient de 4 à 5 % de la population rurale, détenaient plus de la moitié du sol; les paysans pauvres et moyens, soit 90 % de la population rurale, ne possédaient que 30 % des terres. Les paysans prenaient la terre en *métayage* et remettaient au propriétaire foncier de 50 à 70 % de la récolte en échange du droit de cultiver sa terre et d'employer son cheptel. Les paysans pauvres et moyens — la grande masse de la population rurale — étaient obligés de solliciter des prêts en argent et en nature auprès des grands propriétaires fonciers et des usuriers. Environ 60 % des exploitations paysannes avaient constamment recours à l'« aide » des usuriers pour payer les impôts; la moitié environ des paysans manquaient régulièrement de vivres et devaient en emprunter chez les riches. Les usuriers et les propriétaires fonciers percevaient des intérêts énormes pour les prêts qu'ils consentaient aux paysans. La Chine tombait de plus en plus dans la dépendance des puissances impérialistes : de l'Angleterre, du Japon et des États-Unis principalement. 75 % des capitaux investis dans l'industrie appartenaient à des étrangers. L'impérialisme américain avait acquis, depuis 1930-1940, une place prépondérante en Chine. En 1938, 23 % du commerce extérieur chinois et, en 1946, 53 % se faisaient avec les États-Unis. Les monopoles américains contrôlaient l'industrie, le commerce intérieur et extérieur, les finances.

Dès le milieu du siècle dernier, quand les puissances capitalistes ont commencé à pénétrer profondément en Chine, la classe des grands propriétaires féodaux qui gouvernait le pays s'est montrée absolument incapable de défendre l'État contre les atteintes des ennemis de l'extérieur, si bien que la Chine, cet immense pays, cessa en fait d'être un État indépendant. Le caractère semi-féodal et semi-colonial de l'économie chinoise déterminait la structure sociale de la population.

Les *grands propriétaires fonciers* constituaient la classe exploiteuse la plus réactionnaire. C'est principalement sur eux que s'appuyaient les impérialistes étrangers pour assujettir le peuple chinois.

La *paysannerie* était la classe la plus nombreuse. Depuis que les rapports marchands s'étaient développés à la campagne, une différenciation de classes se poursuivait dans son sein. A la veille de la victoire de la révolution populaire, les ouvriers agricoles (dépourvus de terre) et les paysans pauvres (insuffisamment pourvus de terre) constituaient 70 % de la population rurale; les paysans moyens, 20 % et les paysans riches, de 5 à 6 %. Les masses fondamentales de la paysannerie, qui souffraient cruellement du joug de l'impérialisme et du féodalisme, haïssaient leurs oppresseurs. Au XX^e siècle, le développement du capitalisme fit apparaître de nouvelles classes à côté des grands propriétaires fonciers et des paysans : la bourgeoisie et le prolétariat.

Dès ses premiers pas, *la bourgeoisie* s'est trouvée sous la dépendance économique étroite des impérialistes étrangers. La grande bourgeoisie *compradore* était étroitement liée à la propriété foncière féodale et aux capitalistes étrangers, pour la plupart américains, anglais et japonais. Elle servait d'intermédiaire entre les impérialistes étrangers et le marché chinois et elle s'était assurée des richesses considérables par une exploitation impitoyable des masses ouvrières et paysannes. Sous la domination de la clique du Kouomintang, une petite poignée de monopolistes qui utilisaient largement le pouvoir de l'Etat pour piller le pays (et qu'on a appelée « le capital bureaucratique »), s'est emparée de positions importantes dans l'économie du pays.

La *bourgeoisie nationale* (surtout moyenne) constituait une autre fraction de la bourgeoisie. Les monopolistes étrangers entravant par tous les moyens le développement d'une industrie chinoise, la bourgeoisie nationale avait adopté une attitude d'opposition vis-à-vis des impérialistes étrangers et de la bourgeoisie compradore.

La bourgeoisie rurale, — les paysans riches, — employait largement la main-d'œuvre salariée (les ouvriers agricoles), alliant l'exploitation capitaliste de la paysannerie aux méthodes d'exploitation semi-féodales.

La *petite bourgeoisie des villes* (artisans, petits commerçants) constituait une couche très nombreuse de la population, couche parmi laquelle le mécontentement grandissait à l'égard de l'asservissement impérialiste et de l'oppression féodale.

A la veille de la victoire de la révolution populaire, le *prolétariat industriel* comptait environ 4 millions de personnes. En dehors des prolétaires des fabriques et des usines, il existait des millions de prolétaires et de semi-prolétaires : dockers, portefaix (coolies, tireurs de pousse-pousse), terrassiers, ainsi qu'un prolétariat rural (ouvriers agricoles) qui s'élevait à plusieurs dizaines de millions de personnes. Le prolétariat industriel, fraction la mieux organisée et la plus consciente des masses laborieuses, dont il était l'avant-garde, a exercé, à partir de 1920-1930, une influence décisive sur la vie politique du pays. Après la première guerre mondiale, sous l'influence de la grande Révolution socialiste d'Octobre en Russie, un large mouvement révolutionnaire, anti-impérialiste et antiféodal, lié au rapide essor du mouvement ouvrier, est né en Chine. La révolution chinoise, dont le but était de rejeter le joug de l'impérialisme et du féodalisme, est devenue une partie de la révolution mondiale.

Le caractère de la révolution chinoise.

La révolution populaire, qui a triomphé en Chine en 1949, avait de profondes racines historiques. Pendant longtemps, les impérialistes étrangers et l'Etat des féodaux et des compradores ont pillé et opprimé le peuple chinois. Le joug impérialiste et les méthodes féodales d'exploitation ont exacerbé à l'extrême les contradictions de classes et ont conduit le pays au bord de la catastrophe économique et politique. La révolution populaire est devenue la seule issue à la situation ainsi créée.

Etant donné la situation semi-coloniale du pays et la domination des rapports semi-féodaux, la révolution populaire a eu, en Chine, à sa première étape, le caractère d'une révolution *démocratique bourgeoise de libération nationale*. Les principales contradictions sur la base desquelles cette révolution est née et s'est développée étaient, d'une part, la contradiction entre le peuple chinois et l'impérialisme étranger et, d'autre part, la contradiction entre les masses populaires et le féodalisme. La révolution chinoise avait pour principaux ennemis les forces de l'impérialisme et du féodalisme qui agissaient en liaison étroite.

De ce fait, la révolution était appelée à accomplir deux tâches indissolublement liées : d'une part, renverser le joug de l'impérialisme étranger et, d'autre part, renverser le joug des grands propriétaires fonciers féodaux à l'intérieur du pays. Ainsi, la révolution démocratique bourgeoise a été dès le début, en Chine, une révolution *anti-impérialiste et antiféodale*. Staline a dit en 1927 :

La révolution démocratique bourgeoise en Chine est à la fois une lutte contre les survivances féodales et une lutte contre l'impérialisme. (J. STALINE : « La révolution en Chine et les tâches de l'Internationale communiste », *Œuvres*, t. IX, p. 286-287 (éd. russe).)

Les principales forces motrices de la révolution populaire chinoise ont été la classe ouvrière et la paysannerie. La classe ouvrière a formé, avec la paysannerie, marchant sous sa direction, le gros de l'armée de la révolution, qui a donné au peuple chinois la victoire sur ses ennemis du dedans et de dehors. Au cours de la lutte révolutionnaire, il s'est formé un front démocratique populaire uni comprenant la classe ouvrière, la paysannerie, la petite bourgeoisie des villes, la bourgeoisie nationale, tous les éléments démocratiques du pays. La lutte révolutionnaire du peuple chinois a été dirigée par le Parti communiste qui, s'inspirant de la théorie marxiste-léniniste, applique cette théorie dans les conditions particulières de son pays et met à profit l'expérience de la révolution victorieuse en Union soviétique.

La révolution populaire chinoise présente cette particularité de s'être déroulée au moment de la crise générale du capitalisme, alors que le système mondial du capitalisme est en décadence et que le système socialiste vient prendre sa place, alors qu'il existe un camp du socialisme ayant à sa tête l'Union soviétique. Dans ces conditions, la révolution chinoise ne pouvait instaurer la dictature de la bourgeoisie et faciliter le développement du capitalisme. Elle a été une révolution démocratique bourgeoise d'un *type nouveau*, qui se transforme en révolution *socialiste*. Le Parti communiste chinois est parti du fait que, dans la situation internationale de l'époque contemporaine, la Chine évitera la voie de développement capitaliste à la suite de la révolution démocratique bourgeoise et suivra une voie non capitaliste, c'est-à-dire socialiste.

Développant la théorie de Lénine concernant le caractère des révolutions coloniales à l'époque de la crise générale du capitalisme et la transformation de la révolution démocratique bourgeoise en révolution socialiste, Mao Tsé-toung écrit :

Le mouvement révolutionnaire chinois dirigé par le Parti communiste chinois est dans son ensemble un mouvement révolutionnaire complet comprenant les deux étapes de la révolution : la révolution démocratique et la révolution socialiste. La nature de ces deux processus révolutionnaires est différente, et c'est seulement après l'achèvement du premier que nous pouvons travailler à la réalisation du second. La révolution démocratique est la préparation nécessaire à la révolution socialiste, et la révolution socialiste est l'aboutissement nécessaire de la révolution démocratique. Le but ultime de tous les communistes est de lutter pour la réalisation d'une société socialiste, puis communiste. (MAO TSE-TOUNG : *La Révolution chinoise et le Parti communiste chinois*, p 57-58, éditions en langues étrangères, Pékin, 1953.)

Pendant près de trente années, les masses populaires du pays ont mené, sous la direction de la classe ouvrière et Parti communiste en tête, une lutte armée opiniâtre contre l'impérialisme étranger, contre la domination des féodaux et de la bourgeoisie compradore.

Dans cette lutte anti-impérialiste et anti-féodale de longue haleine, le peuple chinois a créé de vastes bases révolutionnaires sur le territoire desquelles il a instauré le pouvoir démocratique populaire du front uni, réalisé des transformations sociales radicales et accumulé une riche expérience révolutionnaire; il y a graduellement créé une puissante armée populaire et révolutionnaire qui a remporté la victoire en 1949. A l'étape de la révolution démocratique bourgeoise, la révolution chinoise a su réaliser avec succès le renversement, par les masses populaires dirigées par le prolétariat, de la domination de l'impérialisme étranger, du pouvoir des grands propriétaires fonciers féodaux et de la grande bourgeoisie monopoliste et compradore, elle a instauré une république de démocratie populaire, et procédé à des transformations agraires révolutionnaires.

Au fur et à mesure que les objectifs de la révolution démocratique bourgeoise étaient atteints, cette dernière a évolué en révolution socialiste, elle a entrepris des transformations socialistes.

La République populaire de Chine est un *Etat de démocratie populaire dirigé par la classe ouvrière et fondé sur l'alliance des ouvriers et des paysans*. A l'étape socialiste de la révolution, le pouvoir de démocratie populaire s'est mis à remplir avec succès les fonctions de la dictature du prolétariat. Le pouvoir de démocratie populaire a développé l'édification des fondements du socialisme en même temps qu'il menait à bonne fin les tâches de la révolution démocratique. La Chine est entrée dans la *période du passage au socialisme*.

L'importance exceptionnelle de la Révolution chinoise consiste en ce qu'elle a ouvert la voie du développement socialiste à un immense pays à l'économie extrêmement retardataire dans laquelle prédominaient les formes semi-féodales et semi-coloniales d'économie. C'est là la principale particularité du développement économique de la République populaire de Chine par rapport aux pays européens de démocratie populaire. Dans les nouvelles conditions historiques, la possibilité s'est offerte à la Chine d'édifier avec succès le socialisme. Fort de l'aide du camp socialiste et de l'appui des masses, le pouvoir populaire a réalisé en des délais record de profondes transformations révolutionnaires dans l'économie chinoise et engagé le pays dans la voie de la construction du socialisme sans passer par le stade du capitalisme.

Les transformations agraires révolutionnaires. La nationalisation socialiste.

Entre toutes les transformations sociales et économiques fondamentales accomplies dans la République populaire chinoise, celles qui ont été opérées dans le domaine agraire revêtent une importance exceptionnelle. Pendant la guerre révolutionnaire, puis au cours des transformations agraires de 1950-1952, il a été mis fin au système féodal de possession de la terre et à l'exploitation féodale. En vertu de « la Loi sur les transformations agraires », adoptée par le Gouvernement populaire central de Chine en 1950, les terres appartenant aux grands propriétaires fonciers ont été confisquées sans indemnité; les terres des temples et des monastères ont également été réquisitionnées. Ont de même été confisqués les bêtes de trait, le matériel agricole des grands propriétaires fonciers ainsi que les locaux excédant leurs besoins. Les terres et les autres moyens de production confisqués ont été partagés entre les paysans en parts égales (par tête), indépendamment de l'âge, du sexe et de la nationalité. Le gros de la terre et du cheptel, ayant appartenu aux grands propriétaires fonciers, a été distribué aux paysans dépourvus ou insuffisamment pourvus de terre. Toutes les dettes contractées par les paysans chez les grands propriétaires fonciers pour l'affermage de la terre et chez les usuriers ont été abolies. Les transformations agraires ont été réalisées par le pouvoir de démocratie populaire avec la participation active des grandes masses paysannes. Au début de 1953, elles ont été terminées dans tout le pays (à l'exception de quelques régions peuplées de minorités nationales) sur un territoire dont la population rurale s'élève à environ 450 millions d'habitants. Les paysans dépourvus ou insuffisamment pourvus de terre ont reçu 47 millions d'hectares de terre arable. En même temps, on a aboli l'ancienne fiscalité féodale, en vertu de laquelle il existait dans les campagnes une foule d'impôts généraux et locaux qui, de plus, étaient réclamés à la population des années à l'avance. Les transformations agraires en Chine ont abouti à la disparition de la classe des propriétaires fonciers. A la grande propriété foncière s'est substituée la propriété privée du petit paysan sur la terre. Les forces productives de l'agriculture ont été débarrassées des entraves des rapports féodaux périmés. C'est ainsi qu'a été tracée la voie pour l'accomplissement de la tâche grandiose qu'est l'industrialisation de la Chine. Tout en accomplissant les transformations agraires qui ont achevé la révolution démocratique bourgeoise, le pouvoir démocratique populaire est entré dans la voie des transformations socialistes. Il a réalisé d'abord la nationalisation socialiste de la grande industrie et des banques : on a confisqué au profit de l'Etat populaire toutes les entreprises industrielles et commerciales, les banques, les moyens de transports et autres biens appartenant à la bourgeoisie monopoliste et à la bourgeoisie compradore.

Tous les traités inégaux conclus avec les Etats étrangers, toutes les anciennes lois et règlements douaniers qui permettaient aux impérialistes étrangers de piller le peuple chinois et d'étrangler l'industrie nationale, ont été liquidés. La plupart des entreprises appartenant au capital étranger ont été réquisitionnées. L'Etat a établi son contrôle sur le commerce extérieur. La Chine a définitivement secoué le joug impérialiste. La nationalisation socialiste réalisée en Chine par le pouvoir de démocratie populaire présente cette particularité de n'avoir pas touché à la propriété de la bourgeoisie nationale, qui est dans sa majorité une bourgeoisie moyenne.

Elle a permis de créer un secteur d'Etat socialiste, qui constitue le principal point d'appui économique de l'Etat de démocratie populaire dans l'édification économique et culturelle.

Les types économiques et les classes dans la République populaire de Chine pendant la période de transition.

Les transformations agraires révolutionnaires et l'instauration de la propriété du peuple tout entier sur les leviers de commande de l'économie nationale ont entraîné de profondes modifications dans l'économie chinoise. Une économie à types multiples a pris la place pendant la période de transition de l'ancienne économie semi-féodale et semi-coloniale; elle présente en Chine une série de particularités.

Le *secteur socialiste* occupe une place déterminante dans l'économie à types multiples de la République populaire de Chine. Le secteur socialiste englobe, premièrement, les entreprises reposant sur la propriété de l'Etat et, deuxièmement, les entreprises reposant sur la propriété coopérative.

Sont propriétés d'Etat les entreprises qui étaient autrefois la propriété de la bourgeoisie compradore et des capitalistes étrangers, nationalisées par le pouvoir démocratique populaire, ainsi que les entreprises fondées par l'Etat après la victoire de la révolution : fabriques et usines, mines et centrales électriques, chemins de fer et autres moyens de transports, P.T.T., etc. Le sous-sol, les eaux, les forêts domaniales, les terrains suburbains, les terres vierges et les autres ressources naturelles sont aussi la propriété de l'Etat et appartiennent au peuple. Il en est de même, dans l'agriculture, des stations de machines et de tracteurs, des stations de louage et agrotechniques et des entreprises agricoles d'Etat. Dans la sphère de la circulation, les entreprises commerciales qui jouent un rôle déterminant dans le commerce de gros appartiennent à l'Etat. La presque totalité du commerce extérieur et des opérations bancaires est concentrée entre ses mains.

Ensuite, le secteur socialiste de l'économie englobe les entreprises coopératives qui reposent entièrement sur la propriété collective des masses laborieuses. Ici se rangent les coopératives d'achat et de vente, les coopératives de consommation et de crédit, les coopératives de production agricole de forme supérieure (kolkhoz) et une partie des coopératives de production artisanale dans lesquelles tous les moyens de production sont la propriété coopérative de leurs membres. Les coopératives d'achat et de vente subissent l'influence déterminante du commerce d'Etat et contribuent à resserrer les liens économiques entre la petite économie marchande du paysan et l'économie socialiste de l'Etat, à renforcer le caractère planifié de la fourniture d'articles industriels aux paysans, ainsi que celui de l'achat par l'Etat de céréales, de coton et d'autres matières premières destinées à l'industrie. Les coopératives de crédit sont liées à la Banque populaire d'Etat qui oriente leur activité et leur accorde son concours financier. L'Etat de démocratie populaire encourage par tous les moyens le groupement des paysans et des artisans individuels en coopératives de production, leur passage graduel des formes inférieures aux formes supérieures de ces coopératives.

La part du secteur socialiste dans l'industrie et le commerce grandit rapidement. En 1949, 34 % de la production industrielle provenaient des entreprises d'Etat, 2 % des entreprises mixtes et 63 % des entreprises privées. Or, en 1954, la part des entreprises d'Etat dans la production globale de l'industrie du pays est passée à 59 %, celle des entreprises mixtes à 12,3 % et celle des entreprises privées a été réduite à 24,9 %. En 1954, le commerce d'Etat et le commerce coopératif constituaient les 89 % de tout le commerce de gros. En application du plan quinquennal, la part des organisations de l'Etat et des coopératives dans le commerce de détail doit passer de 34 % en 1952 à 55 % en 1957. L'Etat contrôle l'ensemble du commerce extérieur; plus de 90% des opérations d'importation et d'exportation, y compris tout le commerce avec l'U.R.S.S. et les pays de démocratie populaire, sont directement concentrés entre ses mains. La Banque populaire d'Etat a le privilège exclusif d'émettre des billets de banque et contrôle plus de 90 % des dépôts et des prêts. En 1950, pour la première fois dans l'histoire de la Chine, un budget d'Etat unique a été dressé sur une base réelle. Depuis 1951, le budget est régulièrement exécuté avec un excédent des recettes sur les dépenses. Plus de 60 % des sommes budgétaires de 1955 sont assignées pour l'édification économique, ainsi que pour les besoins sociaux, culturels et éducatifs. Plus de 89 % des crédits destinés à l'industrie par le budget de 1955 vont à l'industrie lourde. A la fin de 1954, les coopératives de vente et de consommation réunissaient 172 millions de personnes. Les coopératives de crédit à la campagne se présentent sous la forme de coopératives de crédit agricole, de groupes de crédit mutuel et de bureaux de crédit auprès des coopératives d'achat et de vente. Au printemps 1955, il y avait dans le pays 150.000 coopératives de crédit comptant plus de 90 millions de membres. Toutes les formes des coopératives de crédit se développent rapidement.

Le secteur socialiste est la force déterminante de toute l'économie nationale. Il est la base sur laquelle s'appuie l'Etat de démocratie populaire pour réaliser de nouvelles transformations socialistes. C'est sur la base de rapports de production socialistes que la loi économique fondamentale du socialisme est née et se manifeste. Dans le secteur socialiste, la production n'a pas pour but de faire des profits, mais de satisfaire les besoins croissants de toute la société. La production augmente sans cesse dans ce secteur. Les entreprises socialistes sont de plus en plus équipées de moyens techniques modernes. Mais l'action de la loi économique fondamentale du socialisme est pour le moment très restreinte, du fait que les formes d'économie fondées sur la propriété privée sont encore dominantes dans l'économie nationale.

Grâce à la propriété sociale des moyens de production, la loi économique du développement harmonieux (proportionné) de l'économie nationale est apparue face à la loi de la concurrence et de l'anarchie de la production et elle commence à agir. En s'appuyant sur le secteur socialiste, le pouvoir populaire établit les plans à court et à long terme de l'économie nationale. Les entreprises d'Etat se développent d'après le plan. Elles appliquent le principe de la gestion équilibrée. Les ouvriers et les employés sont rémunérés selon la quantité et la qualité du travail accompli. L'Etat fixe le prix des principales marchandises industrielles et agricoles, règle la circulation monétaire et contrôle le commerce extérieur. Il exerce ainsi une influence régulatrice sur les autres secteurs de l'économie nationale. Pour assurer la satisfaction des besoins du pays en vivres et autres marchandises et surmonter les tendances capitalistes spontanées, l'Etat a instauré un système planifié d'achat et de fourniture de céréales, de matières grasses et de cotonnades, ainsi que d'achat du coton.

Au secteur socialiste s'ajoutent différentes sortes de coopératives qui reposent en partie sur la propriété collective des travailleurs et sur leur travail en commun. Ces coopératives de type semi-socialiste sont, en Chine, la principale forme transitoire dans la transformation socialiste de l'agriculture et de l'industrie artisanale. A ces formes transitoires appartiennent les brigades d'entraide pour la production agricole, dans lesquelles on emploie le travail collectif des paysans pour effectuer certains travaux. Elles laissent subsister non seulement la propriété privée du sol, mais aussi celle des instruments de production agricole et des produits obtenus. Progressivement, ces formes de coopération évoluent en coopératives de production agricole dans lesquelles la terre entre dans la coopérative à titre de participation et l'exploitation est gérée en commun. Dans les conditions historiques concrètes de la Chine, l'emploi large et progressif des formes d'exploitation coopérative transitoires les plus simples permet d'amener avec plus de succès la masse des paysans individuels à la production collective.

Dès avant la constitution de la République populaire chinoise, pendant les guerres révolutionnaires, des organisations d'entraide pour la production agricole, qui portaient en elles les germes du socialisme, ont été créées à la campagne après l'accomplissement de transformations agraires. Alors déjà des coopératives de production agricole de type semi-socialiste et de type socialiste étaient nées dans les régions libérées. Cependant, c'est seulement après la constitution de la République populaire chinoise que l'organisation sur une vaste échelle de brigades d'entraide pour la production agricole et la création en masse de coopératives de production agricole sur la base des brigades d'entraide dans le travail commencèrent. A la fin de 1951, il y avait en Chine plus de 300 coopératives de production agricole, tant de type socialiste que de type semi-socialiste. A la fin de 1953, leur nombre dépassait 14.000, il avait été multiplié par 47 en deux ans. En juin 1955, on comptait déjà dans le pays 650.000 coopératives de production agricole englobant 16.900.000 exploitations paysannes. Ainsi, il revient en moyenne 26 foyers à chaque coopérative. Le nombre global des exploitations groupées dans les brigades d'entraide pour la production agricole et dans les coopératives de production agricole s'est élevé, en 1954, à 60 % de toutes les exploitations paysannes.

Le secteur de la petite production marchande englobe les exploitations des paysans et des artisans reposant sur la petite propriété privée de la terre et des autres moyens de production et sur le travail personnel. Tant que la Chine est encore un pays agraire à l'industrie faiblement développée, la petite production marchande continue à occuper une place prédominante dans l'économie et à être la source des moyens d'existence des grandes masses de la population. Les transformations agraires révolutionnaires ont considérablement accru le nombre des paysans moyens. Un grand nombre de paysans pauvres et d'ouvriers agricoles qui ont reçu de la terre, se sont mis à la cultiver pour leur propre compte et le paysan moyen est devenu la figure centrale à la campagne.

Le secteur de la petite production marchande comprend aussi la production artisanale, particulièrement répandue dans les campagnes, les petits établissements commerciaux des villes, les petits ateliers desservant les besoins courants de la population, etc.

Dans l'agriculture chinoise, la petite production paysanne, dispersée et retardataire, prédomine. La terre est morcelée en parcelles minuscules et travaillée à la main par les paysans ou à l'aide de vieux instruments aratoires primitifs, tirés par des bêtes de trait. Mais, peu à peu, les machines et les instruments agricoles modernes, fournis aux exploitations paysannes par l'industrie lourde chinoise en plein développement, viennent faire la relève de la technique retardataire de l'agriculture. On compte à peu près 110 millions de petites et très petites exploitations paysannes dans la campagne chinoise. Il y a dans le pays 30 millions d'artisans environ. La majeure partie des marchandises industrielles utilisées par la paysannerie est fabriquée par les artisans.

La petite production marchande, paysanne et artisanale, engendre inévitablement des éléments de capitalisme. Il se produit à la campagne une différenciation de classes : la paysannerie se décompose en paysans pauvres et paysans riches. Mais, en régime de démocratie populaire, cette différenciation reste limitée.

Dans le secteur de la petite production marchande, c'est la loi de la valeur, dont l'action s'exerce de façon spontanée, qui garde le rôle de régulateur. Son action sur la production est également importante dans le secteur socialiste. A mesure que la propriété d'Etat et la propriété coopérative se renforcent, et que la loi du développement harmonieux de l'économie nationale étend son champ d'action, l'Etat contrôle de mieux en mieux la loi de la valeur, la monnaie, le commerce et il en fait autant d'instruments de l'édification socialiste.

Le pouvoir de démocratie populaire aide les exploitations paysannes individuelles et les artisans à tirer parti de toutes les possibilités de production dont ils disposent. En même temps, il les encourage au maximum à s'engager dans la voie du développement socialiste par la coopération, celle-ci devant toujours être librement consentie.

Dans l'économie de la Chine, il existe encore des vestiges du régime patriarcal. Une partie importante des paysans vivant dans les régions éloignées et peu peuplées du pays ont une exploitation naturelle et semi-naturelle (patriarcale) sous forme d'agriculture primitive et d'élevage nomade, qui satisfait les besoins personnels des paysans et qui est très peu liée à l'échange et au marché. Le pouvoir populaire encourage la création, dans ces régions, de groupes d'entraide et de coopératives d'éleveurs.

Le *secteur capitaliste privé* comprend les entreprises industrielles capitalistes dans les villes, les exploitations des paysans riches à la campagne, les entreprises du capital commercial. A ce secteur se rattachent également de nombreux ateliers artisanaux employant une main-d'œuvre salariée et les manufactures, dont le nombre est assez élevé. Le secteur capitaliste privé occupe une grande place dans l'économie de la Chine.

En 1953, il y avait en Chine plus de 200.000 entreprises capitalistes privées où étaient occupés plus de 2.750.000 ouvriers et employés. La valeur de la production de ces entreprises atteignait 38 % de la valeur de toute la production industrielle du pays. En 1957, d'après le plan quinquennal, la part du capital privé dans la production industrielle tombera à 12% à peu près et celle des entreprises privées dans le commerce de détail sera d'à peu près 21 %. Depuis l'abolition de la propriété féodale des grands propriétaires fonciers, subsistent dans la campagne chinoise la propriété capitaliste des paysans riches et l'océan infini de la petite propriété individuelle des paysans, sur la base de laquelle les éléments capitalistes grandissent spontanément; de nouveaux paysans riches apparaissent et une partie des paysans moyens aisés essaient de devenir des paysans riches.

La loi de la valeur est régulatrice de la production dans le secteur capitaliste privé. En même temps, la loi de la plus-value reste en vigueur. Cependant, sa sphère d'action est de plus en plus limitée.

A l'égard de l'industrie et du commerce capitalistes, le pouvoir populaire de Chine fait une politique d'utilisation, de limitation et de transformation ayant pour but final de liquider le système d'exploitation capitaliste, de liquider les classes exploiteuses, de remplacer la propriété capitaliste par la propriété du peuple sur les moyens de production. Dans les conditions concrètes de la Chine, pour atteindre ce but, il faudra un temps relativement long. Etant donné le retard économique de la Chine et la prédominance d'une petite production marchande morcelée, le pouvoir populaire utilise sous son contrôle l'industrie et le commerce privés pour étendre la production industrielle et agricole, accumuler des fonds, former des techniciens, maintenir le plein emploi de la population. En vue d'accroître la production industrielle et agricole et de développer la circulation des marchandises, le pouvoir populaire accorde des crédits aux entreprises privées, il leur passe des commandes de marchandises déterminées, il leur fournit des matières premières et achète leurs produits finis.

En même temps, il fait une politique de limitation des tendances exploiteuses des capitalistes à la ville et des paysans riches à la campagne. Le pouvoir populaire réprime l'activité des capitalistes qui essaient de faire monter les prix des marchandises en tournant les lois existantes, de mettre en échec le contrôle de la classe ouvrière sur les entreprises privées, d'empêcher la réalisation des plans d'Etat et de porter ainsi préjudice aux intérêts du peuple. La politique fiscale joue le rôle essentiel dans la limitation des éléments capitalistes de la ville et de la campagne.

Le pouvoir populaire encourage la transformation des entreprises industrielles et commerciales du capitalisme privé en entreprises mixtes de différents genres en créant graduellement les conditions nécessaires à la transformation de la propriété des capitalistes en propriété nationale du peuple tout entier.

Le *capitalisme d'Etat* comprend les entreprises capitalistes qui sont liées au secteur économique d'Etat et collaborent avec lui sous différentes formes. Il est représenté par des entreprises industrielles et commerciales, des banques, des sociétés de crédit.

Les formes principales du capitalisme d'Etat représentant les degrés successifs de son développement, qui se sont répandues en Chine, sont les suivantes : la forme inférieure du capitalisme d'Etat, qu'est le système des achats périodiques de produits aux entreprises privées par les organismes d'Etat; la forme moyenne qu'est la transformation par des entreprises privées, de matières premières et de produits semi-finis appartenant à l'Etat, que sont les commandes d'Etat en produits finis, les achats centralisés, les débouchés garantis; la forme supérieure qu'est la création d'entreprises mixtes dites entreprises privées d'Etat. Ce sont des entreprises dans lesquelles l'Etat investit des fonds et dans lesquelles il a ses fondés de pouvoir pour diriger la production de concert avec des capitalistes. Dans ces entreprises, le rôle dirigeant revient à l'Etat. L'exploitation du travail par le capital y est limitée; les capitalistes ne reçoivent qu'une partie des bénéfices. Avec le temps, cette forme supérieure de capitalisme d'Etat prend de plus en plus d'importance.

Le développement de toutes les formes de capitalisme d'Etat s'accompagne d'une lutte des classes. L'expérience de la Chine confirme entièrement la thèse de Lénine selon laquelle, dans la période de transition, le capitalisme d'Etat est

la continuation de la lutte des classes sous une autre forme et nullement le remplacement de la lutte des classes par la paix entre les classes. (V. LENINE : « L'impôt en nature », Voir *Œuvres choisies*, t. II, 2^e partie, p. 540-585.)

Le développement du capitalisme d'Etat prépare les conditions nécessaires à la future nationalisation socialiste des entreprises.

Par conséquent, l'économie chinoise de transition compte actuellement les trois mêmes types essentiels d'économie : socialisme, petite production marchande et capitalisme, qui existaient en Union soviétique, dans la période du passage du capitalisme au socialisme et qui existent à l'heure actuelle dans les pays européens de démocratie populaire. Cependant, par suite du retard économique et technique hérité du passé, la part des formes d'économie socialiste dans l'économie de la Chine est beaucoup moins grande que dans celle des pays européens de démocratie populaire et la part du capitalisme, et surtout de la petite production marchande, y est relativement plus grande. Contrairement à ce qui se passe dans les pays européens de démocratie populaire, en Chine, on utilise largement le capitalisme d'Etat dans l'intérêt de l'édification socialiste.

La structure de classes de la société chinoise s'est modifiée conformément aux changements intervenus dans l'économie. Les principales classes sont la *classe ouvrière et la paysannerie*. Aux masses laborieuses des ouvriers et des paysans s'ajoute le grand nombre des artisans et autres travailleurs de la ville et de la campagne. Il existe en outre une bourgeoisie nationale dans les villes, une classe de paysans riches à la campagne et une couche nombreuse de petits bourgeois dans les villes.

C'est en tenant compte de l'existence des types d'économie et des classes de la période de transition que le Parti communiste chinois, qui connaît et sait utiliser les lois économiques du développement de la société, a tracé la ligne générale de l'édification économique pour toute la durée de cette période. En 1953, Mao Tsé-toung a dit :

La ligne générale et la tâche centrale du Parti dans cette période de transition, c'est de réaliser progressivement, pendant un temps assez long, l'industrialisation socialiste du pays, de réaliser progressivement la transformation socialiste de l'agriculture, de l'industrie artisanale, du commerce et de l'industrie privée. Cette ligne générale est le phare qui éclaire tout notre travail. Effectuer en dehors d'elle un travail, quel qu'il soit, c'est commettre l'erreur de la déviation de droite ou de la déviation de gauche. (*Pravda*, 22 juin 1954.)

Le régime de démocratie populaire donne toute possibilité de supprimer l'exploitation et la misère, et de bâtir une société socialiste dans le pays. En Chine, pays immense à économie retardataire, aux conditions variées et complexes, la construction de la société socialiste constitue une œuvre gigantesque. Le Parti communiste chinois part du point de vue que la société socialiste sera édifiée, pour l'essentiel, environ au cours de trois quinquennats.

Le renforcement de l'alliance des ouvriers et des paysans, sous la direction de la classe ouvrière, joue un rôle décisif dans l'édification socialiste. C'est la condition fondamentale pour entraîner les masses paysannes à la construction du socialisme. Le pouvoir populaire tend, par sa politique, à développer au maximum l'alliance économique de l'industrie d'Etat et de l'économie paysanne, à amener les exploitations paysannes à se grouper en coopératives. Le Parti communiste chinois part du fait que, pour renforcer l'alliance des ouvriers et des paysans, il faut, en même temps qu'on y réalise graduellement l'industrialisation socialiste, réaliser graduellement la transformation socialiste de l'agriculture dans son entier. Cela signifie grouper les exploitations paysannes en coopératives, c'est-à-dire, passer des exploitations individuelles aux formes coopératives d'exploitation avec liquidation graduelle du système des exploitations de paysans riches, afin que toute la population rurale connaisse l'aisance.

En Chine, le front démocratique populaire uni, dirigé par la classe ouvrière, joue un rôle important dans la période transitoire. C'est un large rassemblement, fondé sur l'alliance des ouvriers et des paysans et comprenant tous les éléments patriotiques, c'est-à-dire également les éléments de la bourgeoisie nationale qui sont prêts à collaborer avec l'Etat de démocratie populaire. En vertu des conditions historiques particulières de la Chine qui était, dans le passé, opprimée par l'impérialisme étranger et qui ne peut être un Etat indépendant et puissant qu'en suivant la voie du socialisme, il y a non seulement la lutte entre la classe ouvrière et la bourgeoisie nationale, mais il existe aussi entre elles des relations de collaboration dans les affaires. Le pouvoir populaire fait participer la bourgeoisie nationale à la vie de l'Etat, à la solution des tâches à l'ordre du jour de l'édification économique tout en réprimant énergiquement toutes les formes d'activité antipopulaire.

La contradiction de classe essentielle, dans la période de transition, est celle qui existe entre les éléments socialistes et capitalistes de la ville et de la campagne, entre la classe ouvrière et les masses laborieuses de la paysannerie, d'une part, la bourgeoisie des villes et les paysans riches à la campagne, de l'autre. Pour édifier le socialisme, il faut résoudre la contradiction entre l'économie socialiste et l'économie capitaliste. Cette contradiction se résout par la réalisation graduelle de transformations économiques radicales qui modifient la physionomie de la Chine : industrialisation socialiste du pays, transformation socialiste de l'agriculture et de l'artisanat, transformation radicale de l'industrie et du commerce privés conduisant à la liquidation complète des rapports capitalistes dans ces branches de l'économie et à leur remplacement par des rapports socialistes. De plus, l'industrialisation socialiste du pays est le principal maillon de son édification socialiste, et la transformation de l'agriculture et de l'industrie artisanale, la transformation de l'industrie et du commerce privés en sont d'importantes parties constitutives, inséparables de l'industrialisation socialiste. La transformation socialiste de l'économie chinoise va de pair avec une lutte de classes acharnée contre les éléments socialistes et les éléments capitalistes qui se déroule pour décider « qui l'emportera ».

Les voies de l'industrialisation socialiste en Chine.

En une brève période, de 1949 à 1952, la République populaire de Chine a relevé l'économie nationale, ruinée par une guerre prolongée. Dès 1952, la production, dans les branches-clés de l'industrie et dans l'agriculture, avait dépassé le niveau le plus élevé qu'elle eût jamais atteint dans le passé. La part des formes socialistes d'économie a augmenté et leur rôle déterminant s'est affirmé dans l'ensemble de l'économie nationale.

Au cours de la même période, on a achevé l'unification de tout le territoire continental de la Chine, on a terminé les transformations agraires, on a appliqué une série de mesures de transformation démocratique du régime social et de répression des éléments contre-révolutionnaires. La consolidation du système financier et la réforme monétaire ont marqué le début de la stabilisation des prix. Tout cela a préparé les conditions nécessaires au développement de l'édification économique planifiée, qui a pour but la réorganisation graduelle de la société.

A partir de 1953, la République populaire de Chine est passée à l'exécution du premier plan quinquennal de développement de l'économie nationale (1953-1957). Ce plan a été ratifié sous sa forme définitive par la deuxième session de l'Assemblée des représentants du peuple de toute la Chine, en juillet 1955, mais on a commencé à en réaliser les objectifs fondamentaux dès 1953. Le premier plan quinquennal de développement de l'économie nationale de la République populaire de Chine est surtout appelé à créer la base initiale de l'industrialisation socialiste du pays. Conformément à la loi économique du développement prioritaire de la production des moyens de production, le premier plan quinquennal prévoit la concentration des forces principales du pays sur la création de l'industrie lourde : métallurgie, industrie des combustibles, industrie énergétique, constructions mécaniques, industrie chimique, comme base des bases du développement de toute l'économie nationale. Le gouvernement démocratique populaire de Chine part du fait que c'est seulement sur la base de l'industrie lourde qu'on peut assurer l'essor de toutes les branches de l'industrie et de l'agriculture, la satisfaction des besoins de la défense du pays et l'élévation constante du niveau de la vie matérielle et culturelle du peuple. A côté de l'objectif principal : développer l'industrie lourde au maximum, le plan quinquennal prévoit aussi l'essor des moyens de transports, de l'industrie légère, de l'agriculture, l'extension du commerce en assurant l'accroissement systématique de la part des formes d'économie socialiste.

En même temps, le plan quinquennal a pour objectif de créer la base initiale de la transformation socialiste de l'agriculture et de l'industrie artisanale, de créer les conditions pour la transformation socialiste de l'industrie et du commerce privés, d'élever progressivement le niveau de la vie matérielle et culturelle du peuple sur la base de l'accroissement de la production. La Chine dispose de toutes les conditions nécessaires et de vastes possibilités pour atteindre les objectifs de l'industrialisation socialiste du pays. La Chine possède de prodigieuses réserves humaines. La classe ouvrière chinoise, conduite par le Parti communiste, dirige l'édification économique et culturelle. Classe la plus avancée de la société, elle rassemble et entraîne par l'exemple d'un travail plein d'abnégation, par son esprit d'organisation et sa discipline, les couches les plus étendues de travailleurs dans la lutte pour le socialisme. L'alliance fraternelle des ouvriers et des paysans s'est affermie. L'industrialisation du pays jouit du soutien actif de centaines de millions de paysans. A la suite des transformations agraires, les paysans ont été débarrassés des paiements énormes qu'ils faisaient aux grands propriétaires fonciers, ce qui leur permet non seulement d'améliorer leurs conditions de vie, mais encore de réserver à l'industrialisation une partie des fruits de leur travail.

La Chine dispose en abondance des ressources naturelles indispensables au développement de toutes les branches d'industrie, de l'industrie lourde en premier lieu. Cependant, elle rencontre inévitablement dans cette voie des obstacles assez grands, dus au retard technique, au manque de cadres industriels qualifiés, à la répartition irrationnelle de l'industrie et aux disproportions entre ces diverses branches — héritage du passé —, à la prospection insuffisante des ressources naturelles, etc.

La Chine s'industrialise en construisant des entreprises qu'elle équipe de l'outillage le plus moderne et en reconstruisant de fond en comble un certain nombre de grandes usines, ainsi qu'en utilisant d'une façon plus rationnelle et plus complète les vieilles entreprises. La République populaire de Chine reçoit de l'Union soviétique et des pays européens de démocratie populaire un équipement de premier ordre; elle bénéficie de leur très riche expérience technique, de leur expérience de l'organisation du travail et de la production dans de grandes entreprises socialistes.

Au cours du premier quinquennat, on prévoit la construction et la reconstruction de 3.000 objectifs dont 694 gros objectifs industriels; les principaux sont les 156 entreprises équipées avec l'aide fraternelle de l'Union soviétique. La mise en marche de ces entreprises marquera un sérieux pas en avant dans le développement des branches principales de l'industrie et dans l'élévation du niveau technique de cette dernière. A la fin du quinquennat, la Chine créera sa propre industrie lourde qui assurera la base de l'industrialisation du pays. Le volume de la production industrielle exprimée en valeur sera presque doublé.

En application du plan quinquennal, la production des moyens de production devra augmenter de 126,5 %; celle des marchandises de consommation, de 79,7 % et la part des moyens de production dans la somme globale de la production industrielle doit passer de 39,7 % en 1952 à 45,4 % en 1957.

L'industrialisation socialiste conduit à un essor particulièrement rapide de l'industrie d'Etat. Au cours du premier quinquennat, la valeur globale de la production industrielle doublera environ par rapport à 1952; autrement dit, l'accroissement annuel moyen sera de près de 15 % ; on projette de multiplier par 2,3 la valeur globale de la production de l'industrie d'Etat en 1957, soit un accroissement moyen d'environ 18 % par an. D'après le plan, à la fin du quinquennat, la part de la production des entreprises d'Etat, des entreprises coopératives et des entreprises mixtes (Etat et capital privé) dans l'ensemble de la production industrielle du pays s'élèvera à 88 % et celle des entreprises privées sera réduite à 12 %, sans compter que la majorité d'entre elles exécuteront des commandes d'Etat.

Le développement rapide de l'industrie exige des ressources considérables. Celles-ci proviennent avant tout des accumulations réalisées dans le secteur économique de l'Etat, des revenus du commerce intérieur et extérieur, et ensuite des impôts frappant les entreprises capitalistes, ainsi que de ceux acquittés par la population.

Une des conditions majeures du progrès de l'économie nationale chinoise est l'élévation de la productivité du travail des ouvriers et des paysans. Il y a émulation entre les ouvriers des entreprises d'Etat pour produire davantage, améliorer la qualité des produits, économiser les matières premières et tirer le meilleur parti de l'équipement. Les ouvriers d'élite sont matériellement encouragés. On compte des milliers de héros du travail qui ont été récompensés.

La transformation socialiste graduelle de l'agriculture.

Les transformations agraires révolutionnaires ont exercé une influence profonde sur le développement des forces productives de l'agriculture et la situation des masses paysannes chinoises. Pour la première fois, des mesures visant à accroître considérablement la production agricole sont appliquées dans l'ensemble du pays. Le gouvernement vient en aide aux paysans nécessiteux, auxquels il fournit des semences et accorde des crédits. La lutte est organisée contre les parasites de l'agriculture. La connaissance des méthodes modernes d'agriculture se répand de plus en plus. Le pouvoir populaire exécute, avec le concours des grandes masses paysannes, des travaux d'irrigation d'une grande importance dans les principales régions agricoles du pays, afin de mettre des dizaines de millions de paysans à l'abri des inondations.

Les grands travaux du bassin de Houaïho, auxquels deux millions de personnes ont travaillé pendant trois ans, sont une des plus grandes entreprises hydrotechniques existantes. Les lits de 77 cours d'eau, d'une longueur totale de 3.000 kilomètres, ont été nettoyés et réaménagés; 104 écluses ont été construites. A elle seule, la digue établie sur le cours inférieur du Houaïho préserve de l'inondation 20 millions de paysans. D'après des données incomplètes, les paysans ont, de 1950 à 1953, construit eux-mêmes plus de 6 millions de petits canaux d'irrigation, d'étangs et de réservoirs, creusé plus de 800.000 puits, relevé ou construit plus de 250 grands ouvrages d'irrigation. Grâce à quoi la superficie des terres irriguées s'est accrue de 56 millions de mou. (Un mou = 0,06 ha.) En 1954, on a terminé, sur le cours supérieur du Ioungtingho (Chine du Nord), la construction du réservoir d'eau de Kouanting, le plus grand de toute la Chine, qui protège de l'inondation la région de Pékin et de Tientsin. Au cours du premier quinquennat, on réalisera des travaux qui permettront d'utiliser les eaux du Houangho et de contrôler entièrement ce fleuve. Le long du fleuve et de ses affluents, on construira des dizaines d'immenses jetées; on projette aussi de construire un certain nombre de très grands réservoirs et des centrales hydro-électriques.

En 1952, la production agricole atteint le niveau le plus élevé qu'elle eût connu dans l'histoire de la Chine, dépassant de très loin les chiffres maximums d'avant-guerre. La récolte globale des céréales a été de 45 % et celle du coton d'environ 200 % supérieure à celle de 1949.

D'après le plan, au cours du premier quinquennat, le volume global de la production de l'agriculture et des industries rurales auxiliaires augmentera de 23,3 % en valeur. A la fin du quinquennat, la production des vivres augmentera de 17,6 % par rapport à 1952; celle du coton, de 25,4 %; du jute et du kenaf, de 19,7 %; du tabac, de 76,6 %; de la canne à sucre, de 85,1 %; de la betterave sucrière, de 346,4 %; les surfaces plantées en oléagineux augmenteront de 37,8 %. On présume qu'après deux quinquennats ou un peu plus, la récolte des céréales sera portée à 275 ou 300 millions de tonnes, dépassant de 70 % le niveau de 1952; on aura ainsi en moyenne 500 kilogrammes de céréales par habitant et par an.

Malgré les nets progrès réalisés par l'agriculture de la République populaire de Chine, la situation du pays est la suivante : la population est immense; il n'y a pas assez de terres cultivées; il y a de temps en temps des calamités agricoles; les méthodes de gestion des exploitations sont retardataires à la campagne. La petite exploitation paysanne n'est pas en état de satisfaire les besoins sans cesse accrus de la population en vivres et ceux de l'industrie en matières premières agricoles. Il existe une contradiction aiguë entre le bas niveau de production des céréales marchandes et des matières premières agricoles, d'un part, et l'accroissement rapide des besoins de l'Etat en vivres et en matières premières, d'autre part. Il est impossible, sur la base de la petite production, d'enrayer la différenciation qui se poursuit au sein des masses fondamentales de la paysannerie, d'améliorer foncièrement leur situation et de leur assurer l'aisance.

La victoire de la révolution démocratique populaire a ouvert à l'agriculture chinoise la voie d'une transformation socialiste graduelle. Le Parti communiste et le gouvernement populaire ont tracé et réalisent un plan prévoyant le passage graduel et volontaire de la petite exploitation paysanne privée à la grande exploitation socialiste collective, en partant du fait que l'industrialisation socialiste ne peut pas se faire isolément, en dehors de la coopération dans l'agriculture.

Dans la décision du Comité central du Parti communiste chinois en date du 16 décembre 1953 sur « Le développement des coopératives de production agricole », il est dit :

Afin de développer les forces productives de l'agriculture, le Parti a assigné à son activité dans les campagnes l'objectif central suivant : usant de formes d'action et de méthodes compréhensibles aux paysans et acceptables pour eux, faire l'éducation des masses paysannes et les amener graduellement à se grouper et à s'organiser; réaliser progressivement une réorganisation socialiste de l'agriculture, afin de transformer cette dernière, fondée sur la petite exploitation marchande, individuelle et arriérée, en une économie coopérative avancée et hautement productive; remédier progressivement à la disproportion entre l'industrie et l'agriculture et donner au paysan la possibilité de s'affranchir progressivement de la misère, de parvenir à une vie aisée et heureuse. (*La Chine populaire*, n° 8, 1954.)

La voie du rassemblement graduel des paysans pour la production en commun, tracée par le Parti communiste chinois, passe par les brigades d'entraide pour la production agricole pour aller vers les petites coopératives de production agricole de type semi-socialiste, puis vers les grandes coopératives de production agricole de forme supérieure, reposant entièrement sur la propriété sociale des moyens de production et ayant un caractère complètement socialiste.

Les *brigades d'entraide pour la production agricole* rassemblent plusieurs exploitations paysannes pour la réalisation en commun de certains travaux agricoles, tout en maintenant la propriété privée de la terre et des autres moyens de production. De nombreuses brigades réunissent le travail des paysans, non seulement dans l'agriculture, mais aussi dans les métiers auxiliaires. Il existe dans ces brigades une certaine division et une certaine spécialisation du travail. Quelques-unes d'entre elles créent des fonds sociaux. Grâce au travail en commun, collectif, des paysans, ces formes de coopération présentent déjà de nets avantages sur l'exploitation individuelle des paysans. Les formes inférieures de coopération préparent les paysans individuels à passer aux coopératives de production agricoles.

Les *coopératives de production agricoles* de type semi-socialiste supposent la mise en commun des terres « en participation », la gestion de l'exploitation unique sur la base du travail collectif et l'établissement de fonds sociaux déterminés. Ici, les revenus sont répartis d'après la superficie de la terre constituant l'apport de chacun et d'après le travail exécuté dans l'exploitation collective. La terre et les autres moyens de production restent la propriété privée des membres de la coopérative; les paysans sont rémunérés en fonction, non seulement de la terre, mais aussi du bétail et des instruments agricoles mis par eux à la disposition de la collectivité. Peu à peu, au fur et à mesure que ces coopératives se renforcent, la part des revenus répartis selon le travail augmente de plus en plus et la rémunération proportionnelle à l'apport de chacun perd de plus en plus de son importance, la propriété sociale croît sans cesse.

La *forme supérieure de la coopération agricole* est la coopérative de production de type analogue à l'artel agricole soviétique, fondée sur la propriété sociale des moyens de production, la terre comprise, et sur le travail collectif.

Dans ces coopératives de production agricoles de type socialiste, les revenus sont répartis uniquement au prorata des journées-travail. Le passage des formes inférieures à la forme supérieure de groupement coopératif s'effectue graduellement en tenant compte des différences existant dans le développement économique, politique et culturel de chaque région et à la condition expresse de respecter les principes du libre consentement et de l'entraide. Le Parti communiste et le gouvernement de la République populaire de Chine ont engagé une lutte énergique aussi bien contre le laisser-aller dans l'organisation des coopératives paysannes, que contre les infractions au principe du libre consentement.

La coopération dans la campagne chinoise se déroule alors que l'industrialisation du pays commence à peine et que, par suite, la base nécessaire pour équiper l'agriculture de techniques modernes d'avant-garde n'existe pas encore. L'immense majorité des coopératives de production agricoles n'a pas encore la base matérielle de la production mécanisée. C'est seulement dans quelques-unes que la terre est cultivée à l'aide des machines fournies par les premières stations de machines et de tracteurs. Les autres coopératives cultivent la terre à la main et à l'aide du bétail et utilisent des instruments aratoires archaïques ou des outils plus perfectionnés.

Mais même dans ces coopératives primitives, par suite de la simple association des moyens de production et du travail collectif des paysans, le rendement des cultures est en général plus élevé que dans les exploitations paysannes individuelles. Ce qui témoigne de la grande activité au travail des membres des coopératives, de la supériorité des coopératives sur les brigades d'entraide et, à plus forte raison, sur les exploitations individuelles.

Le Parti communiste chinois part du fait que pendant les deux premiers quinquennats, les transformations sociales formeront le contenu principal des transformations à la campagne et les transformations techniques ne seront qu'accessoires. Mais au cours du troisième quinquennat, la transformation de la campagne résidera dans la réalisation simultanée des transformations sociales et techniques. Pour achever dans l'essentiel le rééquipement technique de l'agriculture à l'échelle de tout le pays, il faudra à peu près de 4 à 5 quinquennats, c'est-à-dire de 20 à 25 ans.

A l'heure actuelle, dans une série de régions agricoles de la Chine, le mouvement de masse pour la coopération de la campagne a déjà commencé et il s'étend rapidement à tout le pays. La majorité des paysans chinois est absolument décidée à marcher dans la voie socialiste. L'industrialisation socialiste du pays et ses succès renforcent de jour en jour cette volonté des paysans, qui comprennent que, seule, la voie de la réunion en coopératives, la voie du socialisme, les tirera de la misère et améliorera radicalement leur vie. Ce puissant mouvement vers le socialisme de plus de 500 millions d'habitants des campagnes chinoises a une immense portée internationale.

La réorganisation d'à peu près 110 millions d'exploitations paysannes individuelles sur des bases collectives et la réalisation des transformations techniques dans l'agriculture s'accompagnent de difficultés non négligeables. Le Parti communiste chinois, qui est à la tête du vaste mouvement des masses paysannes vers le socialisme, mobilise les masses pour venir à bout des difficultés sans ralentir le rythme de la coopération dans l'agriculture.

C'est en tenant compte de la grande expérience historique de l'Union soviétique dans l'édification du socialisme, que le Parti communiste chinois dirige la paysannerie dans sa marche sur la voie du socialisme. Selon les plans actuellement ébauchés, au printemps de 1958, les coopératives agricoles à caractère semi-socialiste engloberont 250 millions d'individus, ou 55 millions d'exploitations paysannes, c'est-à-dire la moitié de toute la population de la campagne. A ce moment-là, les transformations de caractère semi-socialiste seront achevées pour l'essentiel dans de nombreux districts et dans certaines provinces et, dans différentes régions du pays, une petite partie des coopératives de caractère semi-socialiste seront devenues des coopératives de caractère entièrement socialiste.

Dans la première moitié du deuxième plan quinquennal, c'est-à-dire vers 1960, les transformations semi-socialistes seront achevées pour l'essentiel dans l'économie de la moitié la plus retardataire de l'agriculture. A ce moment-là, le nombre des coopératives agricoles de caractère entièrement socialiste sera devenu encore plus grand.

Dans la sphère de la circulation, les *coopératives d'achat et de vente* et les *coopératives de crédit* prennent toujours plus d'extension. Elles aident les paysans à s'affranchir peu à peu des commerçants et des usuriers qui les exploitaient. Elles facilitent la vente par les paysans de denrées alimentaires et de matières premières agricoles à l'Etat, la fourniture aux campagnes de moyens de production et d'objets de consommation, l'octroi aux paysans de crédits à bon marché, le développement des caisses d'épargne. Elles favorisent l'association des exploitations paysannes en coopératives de production agricoles. Les entreprises agricoles d'Etat sont appelées à jouer un grand rôle dans la transformation socialiste des exploitations paysannes. Au début de 1955, il y avait plus de 100 grandes exploitations agricoles, mécanisées, d'Etat et plus de 2.000 exploitations agricoles d'Etat, rattachées à l'administration d'une circonscription ou d'un district, environ 100 stations de machines et de tracteurs, beaucoup de stations de louage et de stations agro-techniques. Les entreprises agricoles d'Etat apportent aux paysans une aide réelle en leur montrant dans la pratique les avantages de la grande exploitation mécanisée.

La réalisation graduelle des transformations socialistes dans l'agriculture se déroule au milieu d'une lutte de classe aiguë. Les paysans riches essaient par tous les moyens de faire échouer la coopération, de désorganiser les coopératives ou de les utiliser à leurs fins. Les masses fondamentales de la paysannerie surmontent la résistance des paysans riches et marchent avec assurance dans la voie coopérative qui correspond à leurs intérêts vitaux.

Le groupement des petits artisans individuels en coopératives fait partie intégrante des transformations socialistes réalisées au cours de la période de transition. Orientant le développement de la petite industrie artisanale dans la voie du socialisme, le pouvoir populaire organise les artisans dans les différents types d'artels de *coopération artisanale* (groupes de production dans l'industrie artisanale, coopératives d'achat et de vente, coopératives de production artisanale).

L'élévation du niveau de la vie matérielle et culturelle du peuple chinois.

Dans la République populaire de Chine, la construction du socialisme va de pair avec une amélioration des conditions de travail et d'existence des ouvriers, des paysans et des intellectuels. Par suite de l'application des transformations agraires, la vie de la paysannerie chinoise s'est considérablement améliorée par rapport au passé. Cependant, les masses paysannes ne pourront sortir complètement de la misère qu'en marchant dans la voie socialiste : dans la voie de l'association au sein de coopératives agricoles.

La situation de la classe ouvrière s'est beaucoup améliorée. Dans les entreprises d'Etat et dans les entreprises privées, la journée de travail a été ramenée à 8 et 10 heures (au lieu de 14 et 16 heures autrefois); des conventions collectives sont conclues entre les entreprises et leurs ouvriers. A catégorie égale, le salaire des ouvriers et des employés est le même dans les entreprises d'Etat et dans les entreprises privées. Il a été créé dans tout le pays des syndicats qui groupent des ouvriers et des employés. En 1951, des assurances sociales ont été instituées pour les ouvriers et les employés.

Le peuple chinois a déjà remporté d'importants succès dans le domaine culturel. Avant la révolution, non seulement les ouvriers et les paysans n'avaient pas accès aux établissements d'enseignement secondaire et supérieur, mais les écoles primaires elles-mêmes leur étaient fermées ; environ 90 % de la population étaient illettrés. Dans la République populaire de Chine, l'instruction est à la portée des masses laborieuses.

L'amélioration de la situation matérielle des travailleurs chinois se traduit par une élévation sensible du pouvoir d'achat de la population qui, dans la seule année 1953, a augmenté d'environ 20 %. Le volume global du commerce de détail a été, en 1953, de 80 % supérieur à ce qu'il avait été en 1950 (à parité de prix). En 1954, il a encore augmenté de 12 % par rapport à 1953. En 1952, le salaire des ouvriers et employés de toutes les entreprises d'Etat s'est accru de 60 à 120 % par rapport à 1949 dans les différentes branches. En 1953, il a augmenté en moyenne de 5 % par rapport à 1952 et, en 1954, de 5,2 % encore.

En 1955, plus de 55 millions d'enfants ont fréquenté l'école primaire, soit 2,4 fois plus que le nombre maximum d'écoliers enregistré avant la libération de la Chine. A la même date, on comptait 4.600.000 élèves dans les écoles secondaires et 290.000 étudiants dans les établissements d'enseignement supérieur. En 1954, plus d'un dixième des adultes et des enfants du pays ont suivi les divers cours du soir.

Pour transformer la Chine, autrefois pays agraire arriéré, en une grande puissance socialiste ayant une industrie moderne très développée, il faudra surmonter de sérieuses difficultés économiques et financières. L'accroissement des forces productives a une importance décisive pour l'élévation du bien-être du peuple. Le peuple chinois part du fait que c'est seulement en étendant et en accroissant sans cesse la production, en élevant la productivité du travail, en réalisant des économies rigoureuses en tout, qu'il pourra échapper progressivement à une misère séculaire, consolider les grandes conquêtes historiques de la révolution populaire et s'assurer un avenir heureux.

La révolution a transformé radicalement la condition de la femme. La femme jouit de droits politiques égaux à ceux de l'homme, elle prend une part active à la vie économique, sociale et politique du pays. A travail égal, elle reçoit aujourd'hui un salaire égal à celui de l'homme. Lors de la réforme agraire, la paysanne a reçu un lot de terre au même titre que l'homme. Une grande attention est portée à la protection de la mère et de l'enfant. La victoire de la révolution démocratique populaire a arraché le peuple chinois à l'asservissement national; elle a créé, pour toutes les nationalités de la Chine libre, les conditions d'un progrès économique et culturel, sur la base d'une égalité complète.

Le triomphe de la révolution populaire et l'édification du socialisme en Chine ont une portée historique mondiale. Leur rôle est particulièrement important pour les pays coloniaux et semi-coloniaux qui, par leur situation politique et économique, sont placés dans des conditions voisines de celles où se trouvait la Chine avant la victoire de la révolution populaire. L'exemple du grand peuple chinois encourage les peuples de ces pays à mener une lutte énergique contre l'impérialisme et le féodalisme, pour la libération nationale et sociale.

RÉSUMÉ

1. En se développant, la révolution populaire chinoise, qui était d'abord une révolution démocratique bourgeoise, s'est transformée en révolution socialiste et la Chine est entrée dans la période de passage au socialisme. La République populaire de Chine, née de la victoire de la révolution, est un Etat de démocratie populaire dirigé par la classe ouvrière et reposant sur l'alliance des ouvriers et des paysans. Cet Etat remplit avec succès les fonctions de la dictature du prolétariat.

2. L'Etat de démocratie populaire a réalisé de profondes transformations sociales et économiques. Grâce aux transformations agraires révolutionnaires, la terre et les autres moyens de production des grands propriétaires fonciers ont été confisqués sans indemnité et partagés en parts égales (par tête) entre les paysans, dont ils deviennent la propriété privée. Par ailleurs, l'Etat de démocratie populaire a procédé à des transformations de caractère socialiste. La plupart des entreprises de la grande industrie moderne, les banques, les principaux moyens de transport, la majeure partie du commerce de gros, presque tout le commerce extérieur sont passés aux mains de l'Etat populaire par suite de l'expropriation de la grande bourgeoisie compradore et du capital étranger. C'est ainsi que s'est constitué dans l'économie nationale le secteur socialiste qui englobe les entreprises d'Etat ainsi que les entreprises coopératives reposant entièrement sur la propriété collective des masses laborieuses.

3. Dans la République populaire de Chine, il y a une économie à types multiples. Le secteur socialiste y occupe la place déterminante. Au secteur socialiste s'ajoutent des formes de coopératives qui reposent en partie sur le travail en commun et ont un caractère transitoire, semi-socialiste. Ensuite, il existe dans l'économie de la République populaire de Chine le secteur capitaliste privé de petite production marchande et le secteur capitaliste d'Etat. Le secteur de la petite production marchande, qui englobe les exploitations des paysans et des artisans, continue à occuper une place prédominante dans l'économie du pays. Le capital privé, qui se trouve sous le contrôle de l'Etat et qui est utilisé par le pouvoir de démocratie populaire pour accroître la production des marchandises industrielles, joue un rôle important dans l'industrie et le commerce de la Chine. De plus, les différentes formes du capitalisme d'Etat ont pris une grande extension. Les trois formes principales de l'économie sociale dans l'économie transitoire de la République populaire de Chine sont le socialisme, la petite production marchande et le capitalisme.

4. Les principales classes de la Chine actuelle sont la classe ouvrière et la paysannerie. La lutte de classes se déroule entre la classe ouvrière, alliée aux grandes masses de la paysannerie, d'une part, la bourgeoisie des villes et les paysans riches de la campagne, d'autre part, entre les éléments socialistes et capitalistes de l'économie nationale.

5. La ligne générale et les objectifs centraux du Parti communiste chinois dans la période transitoire consistent à réaliser graduellement l'industrialisation socialiste du pays, à réaliser graduellement les transformations socialistes de l'agriculture, de l'industrie artisanale, ainsi que du commerce privé et de l'industrie privée. En réalisant ces transformations, l'Etat de démocratie populaire crée, les conditions pour liquider le retard technique et économique séculaire du pays, abolir l'exploitation de l'homme par l'homme, liquider la misère et le besoin, édifier la société socialiste.

CHAPITRE XLIII - LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE DES PAYS DU CAMP SOCIALISTE

La naissance et l'affermissement du marché mondial des pays du camp socialiste.

Après la deuxième guerre mondiale, nous l'avons déjà dit, les pays, qui se sont détachés du système mondial du capitalisme et ont formé avec l'Union soviétique le camp socialiste, se sont groupés sur le plan économique et coopèrent étroitement. Parallèlement au marché mondial capitaliste s'est constitué un *marché mondial des pays du camp socialiste*.

Font aujourd'hui partie de ce marché : l'Union soviétique, la République populaire chinoise, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la République démocratique allemande, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie, l'Albanie, la République populaire de Mongolie, la République démocratique populaire de Corée, la République démocratique du Viet-Nam. Dans ces pays, dont le territoire occupe le quart des terres émergées, vit plus du tiers de l'humanité. Depuis que les relations commerciales entre les Etats membres du nouveau marché mondial et la Yougoslavie ont repris, la coopération économique avec ce pays a de vastes perspectives de développement.

Les pays de l'Europe centrale et sud-orientale, qui se sont détachés du système capitaliste, ont, dès l'instauration du régime de démocratie populaire, établi des relations économiques étroites avec l'Union soviétique et commencé à coopérer. Ces relations, qui reposent sur les principes d'une entraide fraternelle, ont puissamment contribué au relèvement économique rapide des Etats de démocratie populaire et à la solution d'autres problèmes économiques urgents de l'après-guerre. Après la formation, en 1949, de la République populaire chinoise, une grande puissance de 600 millions d'hommes est venue grossir le camp du socialisme.

Quand les pays de démocratie populaire sont passés à la réalisation de plans économiques à long terme ayant pour but de jeter les bases du socialisme, la coopération économique des Etats du camp socialiste est entrée dans une phase nouvelle. Celle-ci est marquée par la conclusion *de traités et d'accords économiques à long terme* portant sur des livraisons réciproques de marchandises. Ces traités et accords assurent à chaque pays, pour une longue période, la fourniture de sortes déterminées de machines, d'équipement, de matières premières et d'autres marchandises nécessaires à l'exécution de ses plans économiques. D'autre part, ces accords à long terme assurent à chaque pays l'écoulement de ses produits sur le marché extérieur. Des relations économiques stables et prolongées ouvrent la perspective d'un développement continu de l'économie et sont une condition essentielle de la construction méthodique du socialisme dans les pays de démocratie populaire.

L'expérience de la coopération économique des Etats du camp socialiste montre que le marché mondial des pays du camp socialiste dispose de ressources telles qu'elles permettent à chaque pays de trouver dans le cadre de ce marché tout ce dont il a besoin pour son développement économique.

Un *Conseil d'entraide économique* a été créé en 1949, sur la base de l'égalité complète de tous les Etats participants, pour coordonner la coopération économique des pays du camp socialiste. Le Conseil organise l'échange d'expérience technique et économique, l'assistance mutuelle en ce qui concerne les matières premières, les denrées alimentaires, les machines, l'équipement; il coordonne le développement de l'économie des Etats du camp socialiste sur la base d'une division rationnelle du travail entre tous. Cela est parfaitement conforme aux intérêts du développement le plus rapide des forces productives de chacun de ces pays et du camp socialiste tout entier.

Les progrès et le renforcement ininterrompu du marché mondial des pays du camp socialiste sont la preuve irréfutable de son caractère historiquement progressiste. Cependant, le développement qu'a pris la coopération économique des pays du camp socialiste, loin d'exclure l'extension de leurs relations commerciales avec les pays du monde capitaliste, crée des conditions favorables à cette extension. Les pays du camp socialiste s'attachent à développer les relations d'affaires avec les pays du camp capitaliste sur la base de l'égalité, de l'avantage réciproque et du respect le plus strict des engagements contractés. Ils considèrent ces relations comme un facteur essentiel de l'essor ultérieur de leur économie, de l'accélération du progrès technique, de l'élévation du niveau de vie de la population.

Partant du principe léniniste de la coexistence pacifique des deux systèmes et luttant avec esprit de suite pour la coopération pacifique des Etats à régimes économiques et sociaux différents, les pays du camp socialiste aspirent à développer largement le commerce avec tous les Etats qui sont prêts, à leur

tour, à étendre leurs relations économiques avec le camp du socialisme. Dans les pays capitalistes, grandit le désir de normaliser et d'étendre le commerce avec les Etats du camp socialiste, de vaincre les obstacles artificiellement dressés dans la voie du développement de la coopération économique internationale, de lever les nombreuses interdictions et restrictions engendrées par la politique de la « guerre froide » et la militarisation de l'économie. Les pays capitalistes sont obligés de tenir compte que les pays du camp socialiste constituent un marché stable, non soumis aux oscillations de la conjoncture et aux crises économiques de surproduction. Les Etats d'Europe occidentale ont particulièrement intérêt à commercer avec les pays du camp socialiste.

En même temps, le développement de la coopération économique internationale entre les Etats des deux camps constitue un facteur important du renforcement de la paix et de la détente internationale, de l'établissement d'une atmosphère de confiance internationale.

L'extension constante des relations économiques entre les Etats du camp socialiste et les pays sous-développés a une grande importance. Pour ces pays, la coopération économique avec les Etats du camp socialiste est un moyen important pour assurer leur indépendance économique. Tandis que les monopoles capitalistes essaient invariablement d'assujettir économiquement les pays sous-développés, l'Union soviétique et les Etats de démocratie populaire s'en tiennent rigoureusement, dans leurs rapports économiques avec ces pays, aux principes de la non-immixtion dans les affaires intérieures des autres peuples, de l'égalité et de l'avantage réciproque. L'application conséquente de ces principes favorisera l'extension de la coopération entre les pays sous-développés, qui essaient de combler au plus vite leur retard, et les pays du camp socialiste.

Le caractère des relations économiques entre les pays du camp socialiste.

Les pays du camp socialiste diffèrent par le niveau de leur développement technique et économique. Mais leurs rapports sont commandés par le fait décisif que tous sont engagés dans la voie de l'édification du socialisme et du communisme. Les formes socialistes occupent une *place déterminante* dans l'économie des pays de démocratie populaire. Par suite, les lois économiques du capitalisme, traduisant l'exploitation de l'homme par l'homme, la concurrence et l'anarchie de la production, ont cessé de jouer dans les rapports entre ces pays. Dans ce camp, les rapports entre Etats reposent sur les lois économiques du socialisme. La coopération économique des Etats du camp socialiste représente *un type nouveau de relations internationales*, que l'histoire ne connaissait pas encore. Au cours du renforcement et de l'extension de cette coopération, le système socialiste de l'économie mondiale se constitue et se développe.

Conformément à la *loi économique fondamentale du socialisme*, les relations économiques entre les pays faisant partie du nouveau marché mondial doivent servir à développer et à perfectionner sans cesse la production socialiste sur la base d'une technique supérieure en vue de satisfaire au maximum les besoins sans cesse croissants des travailleurs. Il ne saurait donc y avoir, dans le camp socialiste, ni expansion économique aux dépens de l'un des membres, ni échanges non équivalents, ni concurrence, ni exploitation, ni assujettissement des Etats faibles par des Etats plus puissants. Les rapports entre les pays de ce camp sont des rapports de coopération et d'entraide fraternelles.

La particularité essentielle du camp socialiste est que les relations économiques des pays qui en font partie obéissent à un plan. Conformément à la *loi du développement harmonieux, proportionné, de l'économie nationale*, la coopération économique des pays du camp socialiste progresse sur la base d'une coordination réciproque des plans des économies nationales. Les plans de développement de l'économie nationale, en Union soviétique et dans les pays de démocratie populaire, prennent en considération les plans de coopération économique. C'est là la grande supériorité du marché mondial des pays du camp socialiste sur le marché mondial capitaliste, en proie à des crises périodiques de surproduction.

S'appuyant sur leurs ressources propres et une entraide fraternelle, les pays du camp socialiste assurent l'essor constant de leur économie nationale et l'élévation systématique du bien-être matériel des masses laborieuses. Ce qui, à son tour, assure une base solide à l'extension ininterrompue du nouveau marché mondial, lequel ignore les difficultés d'écoulement inhérentes au marché mondial capitaliste.

Le développement harmonieux de l'économie des pays du camp socialiste permet l'utilisation la plus rationnelle des ressources dont ils disposent pour accroître au plus vite les forces productives, assurer le progrès constant de l'économie et du bien-être du peuple. Les pays du camp socialiste ont intérêt à développer au maximum les forces productives de chacun d'eux, puisque cela renforce la puissance économique du camp tout entier. Des conditions extrêmement favorables sont ainsi créées pour l'extension et le renforcement de la coopération économique entre les Etats faisant partie de ce camp.

Le développement et le renforcement de la coopération économique entre les pays du camp socialiste s'effectue sur la base d'une *division internationale nouvelle, socialiste, du travail*, qui diffère foncièrement de la division du travail telle qu'elle existe dans le système capitaliste de l'économie mondiale. Contrairement à ce qui se passe en régime capitaliste, la division du travail entre les Etats du camp socialiste s'opère, non au moyen de la contrainte ou de la violence, non à la suite d'une concurrence acharnée, mais sur la base de la collaboration entre Etats égaux en droits.

La division du travail entre les pays du camp socialiste tient compte des possibilités de chaque pays et entraîne un progrès général. Chaque pays consacre une partie de ses ressources à satisfaire les besoins des autres pays et bénéficie à son tour de leur aide amicale. La division rationnelle du travail entre les pays du camp socialiste concourt au développement harmonieux de leurs forces productives sur la base du développement prioritaire de la production des moyens de production, étant donné que chaque pays peut, selon un plan, mobiliser non seulement ses ressources propres, mais aussi utiliser celles des pays frères dans l'intérêt de l'essor général.

Par ailleurs, la division socialiste du travail permet aux différents pays, en se complétant mutuellement en tant que membres égaux en droits du système général du camp socialiste, d'accélérer les rythmes de leur développement économique grâce aux forces et aux ressources formidables ainsi épargnées et d'éviter un parallélisme inutile dans le développement de certaines branches de l'économie nationale. Chaque pays peut concentrer ses efforts et ses ressources sur le développement des branches pour lesquelles il dispose de conditions économiques et naturelles plus favorables, ainsi que des cadres et de l'expérience indispensables. Certains pays s'abstiendront de fabriquer tels ou tels produits qui peuvent leur être fournis par d'autres Etats. On aboutit ainsi à une *spécialisation* et une *coopération de la production* dans l'industrie, et à la division du travail la plus rationnelle dans la production des denrées alimentaires et des matières premières. Cette spécialisation et cette coopération se réalisent par la coordination des plans de grands travaux et par la conclusion d'accords d'entraide et de collaboration bilatéraux et multilatéraux à long terme. Elles sont appelées à jouer un rôle particulièrement important dans les branches maîtresses de l'industrie lourde — les constructions mécaniques et la métallurgie — où elles ouvrent la perspective d'un abaissement considérable du prix de revient. Dans l'agriculture, l'établissement d'une division adéquate du travail crée des conditions favorables à un essor général très rapide grâce à l'élévation de la productivité du travail et à une utilisation rationnelle de la terre.

Par suite des résultats heureux de la coopération économique, les possibilités de coordonner méthodiquement le développement de l'économie nationale des pays du camp socialiste ont considérablement grandi. A l'heure actuelle, dans les pays européens de démocratie populaire comme en Union soviétique, on travaille à l'établissement des plans quinquennaux pour les années 1956-1960. Ainsi, les plans à long terme de ces pays s'étendront sur une seule et même période. Cela fera naître des conditions favorables à une coordination encore plus étroite de l'édification économique en Union soviétique et dans les pays de démocratie populaire.

Pour la première fois dans l'histoire, les rapports entre les différents pays du camp socialiste ont fait disparaître la contradiction, irréductible pour le capitalisme, entre la tendance objectivement progressiste à l'union économique des différents pays, et les méthodes impérialistes utilisées pour réaliser cette union : asservissement financier et assujettissement colonial des peuples économiquement faibles par les Etats capitalistes développés. Dans le camp capitaliste, les rapports économiques entre pays développés et pays retardataires reposent sur la domination, d'une part, la subordination, de l'autre, et traduisent avant tout le rapport des forces des partenaires. Les Etats impérialistes, qui drainent les matières premières de valeur des pays sous-développés, des colonies et des semi-colonies, s'efforcent de perpétuer le retard et l'état de dépendance de ces derniers, leur rôle d'appendices agraires et de fournisseurs de matières premières des métropoles.

Les rapports économiques, dans le camp socialiste, sont caractérisés par l'entraide sous toutes ses formes, par l'élévation des pays sous-développés au niveau des pays avancés. La division internationale socialiste du travail facilite la liquidation du retard économique et du développement unilatéral de l'économie hérités du capitalisme par les pays de démocratie populaire; elle crée des conditions favorables à leur industrialisation, renforce leur indépendance économique et politique à l'égard du monde capitaliste, accélère leur progrès économique, élève le bien-être de la population.

Les rapports qui se sont établis entre les pays du camp socialiste sont l'incarnation des principes de *l'internationalisme prolétarien*, de la solidarité internationale des travailleurs. Ils sont fondés sur un appui mutuel désintéressé, sur le respect de la souveraineté politique et des intérêts nationaux de chaque pays. L'amitié fraternelle et la coopération étroite des pays du camp socialiste sont un élément très important de la puissance invincible de ce camp, la condition décisive du succès de l'édification socialiste dans ces pays.

Les formes essentielles de coopération économique des pays du camp socialiste.

Les principales formes de coopération entre les pays du camp socialiste sont le commerce extérieur, les crédits, l'aide scientifique et technique, la collaboration dans le domaine de la formation des cadres, l'échange d'expérience au sujet de l'édification économique.

De toutes ces formes, le *commerce extérieur* est la plus importante.

Le commerce extérieur des pays du camp socialiste repose sur des principes tout autres que ceux du commerce extérieur sur le marché mondial capitaliste. Dans le monde capitaliste, le commerce extérieur, tout entier aux mains des monopoles, est dominé par le souci de réaliser le profit maximum à l'aide d'échanges non équivalents et d'autres moyens de piller et d'assujettir les pays retardataires et dépendants. Dans les pays du camp socialiste, le commerce extérieur est le monopole de l'Etat (U.R.S.S. et pays européens de démocratie populaire) ou bien il est étroitement contrôlé par l'Etat (République populaire de Chine) et concourt à l'essor général, accélère le développement économique, permet d'élever le niveau de vie de la population.

Chacun des pays participant au nouveau marché mondial réalise par son commerce extérieur une part toujours croissante de sa production et reçoit en échange une quantité de plus en plus grande de valeurs matérielles : équipement industriel, matières premières et autres marchandises nécessaires à son développement économique. Chaque pays importe les marchandises qui lui sont indispensables et exporte celles dont d'autres ont besoin, aucun des participants à ces échanges n'imposant à son partenaire des produits dont ce dernier n'a que faire, comme cela se pratique souvent sur le marché capitaliste.

Les prix du marché mondial des pays du camp socialiste sont établis sur la base d'accords librement consentis et sur un pied d'égalité, dans le respect total des intérêts réciproques, ce qui exclut toute discrimination et tout échange non-équivalent. Ce sont des prix stables.

Le progrès ininterrompu du commerce extérieur des pays du camp socialiste témoigne avec éclat du développement et du renforcement du nouveau marché mondial.

Le volume du commerce extérieur de l'Union soviétique a été, en 1954, le quintuple de ce qu'il était avant la guerre, tandis que le commerce extérieur des pays capitalistes n'a augmenté dans le même temps que d'un peu plus de 50 %.

Les échanges commerciaux de la République populaire chinoise avec l'étranger ont doublé par rapport à 1950. Ceux de six pays européens de démocratie populaire (Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Roumanie, Bulgarie et Albanie) ont augmenté de plus de 70 % en 1954 par rapport à 1948. Et par rapport à 1946, le commerce extérieur de 1954 a été multiplié par : 6,5 fois environ en Pologne, 4 fois environ en Tchécoslovaquie, 14,5 fois en Hongrie, 16 fois en Roumanie, 3,5 fois en Bulgarie. Dans la République démocratique allemande, il a été multiplié par plus de 25 fois par rapport à 1947. Les échanges commerciaux entre pays du camp socialiste se développent à un rythme particulièrement rapide.

En 1938, les transactions de l'U.R.S.S. avec la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie et l'Albanie ne constituaient que 1,5 % du commerce extérieur soviétique, alors qu'en 1954, elles se sont élevées à 40 % du trafic extérieur de l'U.R.S.S. Les échanges de l'U.R.S.S. avec la Chine constituaient 4 % de son commerce extérieur en 1938 et 18 % en 1954.

En 1954, la part des pays du camp socialiste s'est élevée à plus de 70 % dans le commerce extérieur de la Pologne, à environ 75 % dans celui de la Tchécoslovaquie, à environ 82 % dans celui de la Roumanie, à 70 % dans celui de la Hongrie, à 87 % dans celui de la Bulgarie, à près de 100 % dans celui de l'Albanie, à plus de 75 % dans celui de la République démocratique allemande.

L'Union soviétique, qui dispose d'une industrie lourde hautement développée, et notamment d'une industrie des constructions mécaniques, fournit une grande quantité d'équipement de toute sorte aux pays de démocratie populaire. De 1948 à 1954, les fournitures soviétiques d'équipement industriel et de machines à ces pays ont plus que décuplé.

Les machines, les biens d'équipement et autres moyens de production occupent aussi une place importante dans les exportations d'autres pays du camp socialiste. La Tchécoslovaquie exporte les produits de ses constructions mécaniques, de sa métallurgie et de son industrie chimique, ainsi que du coke et des chaussures. La Pologne fournit de la houille, du coke, des laminés ferreux, du zinc, du matériel roulant, des denrées alimentaires. La Hongrie exporte des machines-outils, des turbines, des transformateurs, du matériel de levage et de transport, de l'aluminium, de la bauxite, des denrées alimentaires. Le pétrole et ses dérivés, le bois occupent une grande place dans les exportations de la Roumanie. La Bulgarie exporte des minerais de zinc et de plomb enrichis, du ciment, du bois, des produits chimiques, des fruits, du tabac et du vin; l'Albanie, des minerais, du pétrole, du bitume, du cuir, des fruits; la République démocratique allemande, des constructions mécaniques, de l'appareillage électrique et des produits chimiques, des instruments de précision et d'optique. La République populaire de Chine exporte différentes matières premières industrielles et agricoles, des denrées alimentaires.

Les crédits sont une forme importante de la coopération économique entre les pays du camp socialiste. Dans le monde capitaliste, ils sont un des instruments les plus efficaces du pillage des pays sous-développés par les monopoles des puissances impérialistes. L'octroi de crédits est d'ordinaire subordonné à l'engagement de les dépenser pour acquérir des marchandises dans le pays créditeur. Les impérialistes écoulent ainsi dans les pays débiteurs, à des prix de monopole, des marchandises, et en premier lieu des objets de consommation qui, autrement, ne trouveraient pas preneur. Dans le camp socialiste, l'octroi de crédits n'entraîne aucun privilège pour le créditeur. Les crédits sont accordés avant tout pour l'achat d'équipement, de machines et autres moyens de production, ainsi que de marchandises dont la population du pays a besoin et qui ne sont pas fabriqués sur place. Les Etats bénéficiaires de crédits amortissent ceux-ci et les intérêts qu'ils portent en fournissant à des prix équitables des marchandises courantes dont ils sont habituellement exportateurs.

C'est ainsi que, par l'accord du 14 février 1950, l'Union soviétique a ouvert, à des conditions avantageuses (1 % d'intérêt annuel), à la République populaire de Chine un crédit à long terme de 300 millions de dollars américains à dépenser en 5 ans, à dater du 1^{er} janvier 1950, par parties annuelles égales, pour payer l'équipement et les matériaux fournis par l'U.R.S.S., notamment l'équipement de centrales électriques, d'usines métallurgiques et de constructions mécaniques, de mines, de chemins de fer et d'autres moyens de transport, des rails et autres matériaux indispensables au relèvement et au développement de l'économie nationale chinoise. En 1954, l'Union soviétique a fourni à la République populaire de Chine un crédit à long terme de 520 millions de roubles. En vertu des accords économiques de 1953 et de 1954, l'Union soviétique, qui aide la Chine à réaliser son premier plan quinquennal, s'est chargée d'établir les plans et de fournir l'équipement pour la construction et la reconstruction des 156 entreprises industrielles les plus importantes. L'Union soviétique aide la Chine à bâtir ces usines, à en monter les installations et à les mettre en exploitation.

Conformément aux accords de crédit à long terme qu'elle a conclus, l'Union soviétique livre de grosses quantités de machines et d'équipement à la Pologne, à la Bulgarie, à l'Albanie et aux autres pays. Grâce aux crédits soviétiques, l'Albanie a reçu l'équipement complet d'usines et de fabriques entières : celui d'un combinat textile, d'une sucrerie, d'une fabrique de ciment, d'une raffinerie de pétrole et d'autres entreprises. La Bulgarie a reçu un équipement complet pour le combinat chimique Staline, pour la centrale thermique V. Tchervenkov, pour une usine métallurgique et une usine traitant le plomb et le zinc, ainsi que pour un certain nombre d'autres entreprises.

L'aide technique et scientifique concourt efficacement à l'essor économique des pays du camp socialiste. Cette aide revêt des formes variées; elle consiste avant tout dans la communication de brevets, l'octroi de licences et la fourniture de la documentation technologique relative aux inventions et aux perfectionnements techniques les plus récents, l'échange d'expérience technique, l'exploitation en commun des ressources naturelles, la construction en commun d'entreprises industrielles, l'envoi de spécialistes. Les pays du camp socialiste s'accordent mutuellement l'aide technique et scientifique la plus large sur la base d'une coopération et d'une entraide étroites.

L'Union soviétique aide les pays de démocratie populaire à construire de grandes entreprises modernes, à monter des branches industrielles entières, en premier lieu dans l'industrie lourde, qui est la base du développement économique de tous les pays marchant dans la voie du socialisme. Elle fournit aussi l'équipement le plus perfectionné aux entreprises industrielles et aux établissements culturels aménagés d'après des projets soviétiques.

L'Union soviétique transmet aux autres pays du camp socialiste des inventions scientifiques, des brevets et des licences portant sur les dernières réalisations de la technique; les frais qu'entraînent l'établissement des projets et la préparation de la documentation technique étant seuls remboursés. Des ingénieurs et des techniciens soviétiques aident les pays de démocratie populaire à effectuer des travaux de prospection, à exploiter des gisements de minéraux utiles, à exécuter des travaux de montage et de construction particulièrement délicats sur un certain nombre de grands chantiers. Le large échange, entre pays du camp socialiste, des résultats obtenus par eux dans la science et la technique est appelé à jouer un rôle important dans l'accélération du progrès technique de tous ces pays, dans l'adoption très rapide des types d'équipement et des méthodes de production les plus perfectionnées dans l'industrie, les transports et l'agriculture. La décision, prise par l'Union soviétique, d'apporter aux pays de démocratie populaire l'aide scientifique et technique nécessaire à la création de bases expérimentales permettant de faire des recherches dans le domaine de la physique nucléaire et l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques, a une importance énorme pour le développement des forces productives de ces pays. Il leur est attribué la quantité de matériaux fissiles nécessaire aux piles atomiques et aux expériences scientifiques; à leur tour, ils fournissent à l'Union soviétique les matières premières correspondantes.

Parmi les grandes entreprises industrielles construites avec l'aide de l'Union soviétique dans les pays européens de démocratie populaire, citons le combinat métallurgique Lénine, une usine d'automobiles et une usine d'aluminium en Pologne, le combinat métallurgique Gottwald en Tchécoslovaquie, le combinat métallurgique Staline en Hongrie, la centrale hydroélectrique Lénine et une usine de tracteurs en Roumanie, le combinat chimique Staline et l'usine métallurgique Lénine en Bulgarie, la centrale hydroélectrique Lénine en Albanie et un certain nombre d'autres combinats, entreprises de constructions mécaniques lourdes et centrales électriques. L'aide technique généreuse accordée par l'U.R.S.S. a été l'un des principaux facteurs qui ont permis aux pays de démocratie populaire de créer en des délais records des industries qu'ils ne possédaient pas. C'est ainsi que la Roumanie non seulement extrait davantage de pétrole, mais a aussi créé une industrie de constructions mécaniques qui produit presque tout l'équipement indispensable à cette extraction et la majeure partie de l'appareillage perfectionné que nécessite le raffinage. Jamais encore un petit pays, possédant d'importantes richesses pétrolières, n'avait réussi à mettre sur pied une industrie produisant tout ce qu'il faut pour exploiter le pétrole. C'est ce dont ne peuvent même rêver, dans le monde capitaliste, les petits pays possesseurs de gisements pétroliers, qui sont féroceusement exploités par les monopoles américains et anglais. En vertu d'un traité conclu entre la Hongrie et la Tchécoslovaquie, celle-ci a pu monter une industrie de l'aluminium alimentée par la bauxite hongroise. La Pologne a aidé la Tchécoslovaquie à organiser la production de carbures et à construire des fonderies de zinc. La Pologne et la Tchécoslovaquie ont bâti en commun à Nowe Dwory (Pologne) une centrale qui fournit du courant électrique aux deux pays. La Pologne a ouvert à la Tchécoslovaquie un accès à la mer en lui concédant par un bail à long terme une partie du port de Szczecin.

A la coopération technique et scientifique des pays du camp socialiste est étroitement liée la *collaboration dans le domaine de la formation des cadres*. De nombreux jeunes gens venus des pays frères poursuivent leurs études dans les écoles supérieures, font un stage dans les entreprises et les établissements scientifiques de l'U.R.S.S., de la Tchécoslovaquie et de la Pologne.

L'étude et l'échange d'expérience dans le domaine des problèmes les plus variés de la production, de la technique et de l'organisation, prennent de plus en plus d'ampleur. Dans ce but, on échange de nombreuses délégations d'hommes d'Etat, d'administrateurs, d'ingénieurs, on organise des expositions industrielles, etc.

Le développement des relations commerciales et des autres relations économiques entre l'Union soviétique et des Etats de démocratie populaire (Tchécoslovaquie, Pologne, Hongrie), d'une part, et les pays sous-développés, d'autre part, est un facteur important du renforcement de la coopération économique entre pays pacifiques. Ces relations se développent sans cesse sur la base d'accords commerciaux et d'autres accords économiques, destinés à favoriser le développement des forces productives et l'élévation du bien-être des peuples.

Ainsi, en vertu de l'accord soviéto-indien du 2 février 1955, l'Union soviétique construit, dans l'Inde, une grande usine métallurgique d'une capacité annuelle de 1 million de tonnes d'acier pour laquelle elle a accordé un crédit avantageux à long terme. Elle fournit toute l'installation et apporte à l'Inde l'aide technique nécessaire, y compris l'envoi de spécialistes hautement qualifiés, ainsi que la formation d'un personnel indien, tant en Inde qu'en Union soviétique.

Les succès remportés grâce à la coopération économique des pays du camp socialiste, le développement constant des relations économiques de toute sorte entre eux-mêmes, ainsi qu'entre eux et les Etats capitalistes, favorisent le renforcement de la paix et de l'amitié entre les peuples.

RÉSUMÉ

1. Les rapports économiques entre les pays du camp socialiste constituent un type de relations internationales entièrement nouveau, socialiste. Alors que dans le monde capitaliste les rapports économiques entre les différents pays reposent sur les principes de la domination du plus fort sur le plus faible, de la lutte de tous contre tous, de l'anarchie et de l'absence de planification, les rapports économiques dans le camp socialiste se fondent sur les principes de l'égalité complète des parties, de l'avantage réciproque, du respect de la souveraineté politique de tous les peuples, grands et petits, d'une entraide fraternelle, de la planification et de la réglementation de toutes les relations économiques. Les rapports entre les pays du camp socialiste sont l'incarnation des principes de l'internationalisme prolétarien, de la solidarité internationale des travailleurs.

2. La coopération économique des pays du camp socialiste est fondée sur les lois économiques du socialisme. Conformément à la loi économique fondamentale du socialisme et à la loi du développement harmonieux, proportionné, de l'économie nationale, les rapports économiques entre les pays du camp socialiste sont subordonnés au but qui leur est commun : assurer au maximum la satisfaction des besoins sans cesse croissants de toute la société en augmentant toujours la production, et ils se développent d'après un plan sur la base d'échanges équivalents. Cela garantit une capacité d'absorption toujours accrue du marché mondial des pays du camp socialiste et son développement sans crises. Le développement planifié de l'économie des pays du camp socialiste permet l'utilisation la plus rationnelle des ressources existantes. La coopération économique des pays du camp socialiste repose sur une division internationale du travail nouvelle, socialiste.

3. Le commerce extérieur, qui augmente rapidement d'année en année, occupe une place prépondérante parmi les différentes formes de coopération économique entre les pays du camp socialiste. Les crédits et les emprunts, l'aide scientifique et technique, la collaboration dans le domaine de la formation des cadres et l'échange d'expérience concernant l'édification socialiste, jouent aussi un rôle important. Toutes ces formes de coopération économique entre les pays du camp socialiste visent à assurer le développement le plus rapide des forces productives, un progrès ininterrompu de l'économie et du bien-être des peuples.

CONCLUSIONS

L'économie politique marxiste-léniniste a derrière elle plus d'un siècle de développement. Comme le marxisme-léninisme dans son ensemble, elle a un caractère essentiellement actif et créateur. Profondément étrangère au dogmatisme, elle se développe en liaison étroite, indissoluble, avec la pratique du mouvement ouvrier, avec la pratique de la lutte menée par la classe ouvrière et tous les travailleurs pour le socialisme et le communisme, elle s'enrichit de thèses théoriques nouvelles fondées sur la généralisation de l'expérience historique récente.

Marx et Engels ont donné une analyse scientifique des bases du capitalisme; ils ont montré que celui-ci était, historiquement parlant, un mode de production transitoire; ils ont découvert les lois économiques qui président à sa naissance, à son développement et à sa chute. Dans le *Manifeste du Parti communiste*, *Le Capital*, la *Critique du programme de Gotha*, *l'Anti-Dühring*, et d'autres ouvrages, ils ont mis en évidence le rôle historique du prolétariat, fossoyeur du capitalisme et bâtisseur de la société socialiste. Ils ont créé la théorie de la révolution prolétarienne, montré la nécessité économique d'une période de transition du capitalisme au socialisme, période historique particulière, marquée par la transformation révolutionnaire de la société capitaliste en société socialiste; ils ont défini dans leurs grandes lignes les deux phases du développement de la société communiste.

Une importance capitale s'attache, dans le marxisme, à la théorie de la dictature du prolétariat, Etat d'un type nouveau, qui joue un rôle décisif dans la transformation socialiste de la société. Marx et Engels ont tracé le programme des principales mesures que doit appliquer la dictature du prolétariat : exproprier les expropriateurs, remplacer la propriété privée des moyens de production par la propriété sociale, abolir l'exploitation de l'homme par l'homme et les classes exploiteuses, assurer un accroissement rapide des forces productives de la société.

Marx et Engels ont prévu que, dans la société socialiste, l'anarchie de la production serait remplacée par le développement harmonieux de l'économie sociale et que le principe de la répartition selon le travail y serait appliqué. Le développement accéléré des forces productives, l'abondance accrue des produits, la transformation du travail en premier besoin vital de l'homme permettront seuls de passer de la phase inférieure du communisme à la phase supérieure, où régnera le principe : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ». Développant l'économie politique marxiste, Lénine l'a enrichie d'une étude scientifique du stade monopoliste du capitalisme, l'impérialisme, et de la crise générale du capitalisme. La principale conclusion de cette étude a été une théorie nouvelle et achevée d» la révolution socialiste, la théorie de la possibilité de faire triompher le socialisme tout d'abord dans quelques pays ou même dans un seul.

S'inspirant de la thèse de Marx et d'Engels, selon laquelle l'expropriation des expropriateurs est le tout premier objectif de la révolution prolétarienne, Lénine a, dans ses ouvrages *Les Tâches du prolétariat dans la présente révolution*, *La Catastrophe imminente et le moyen de la conjurer*, *Les Bolcheviks garderont-ils le pouvoir ?* et divers autres, établi scientifiquement que la nationalisation de la terre, de la grande industrie, des banques et du commerce extérieur étaient les principales mesures qu'aurait à prendre la dictature du prolétariat pour se rendre maîtresse des leviers de commande de l'économie.

Se fondant sur une synthèse scientifique de l'expérience historique de la grande Révolution socialiste d'Octobre et de la pratique de l'édification socialiste en U.R.S.S., Lénine a enrichi le marxisme dans son ensemble, et l'économie politique marxiste en particulier, d'une analyse approfondie des lois de la transformation socialiste de la société. Dans *L'Etat et la révolution*, *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, *La Maladie infantile du communisme* (« le gauchisme »), *L'Economie et la politique à l'époque de la dictature du prolétariat* et ailleurs, Lénine a analysé sous tous ses aspects la question de la dictature du prolétariat. Il a défini la dictature du prolétariat comme une forme particulière de l'alliance de classe du prolétariat et des grandes masses de la paysannerie sous la direction du prolétariat, comme un type supérieur de démocratie : la démocratie prolétarienne, qui traduit les intérêts des masses laborieuses. Il a mis en lumière le contenu et la mission historique de la dictature du prolétariat, dont il a défini les trois tâches essentielles : a) écraser les exploiters, b) diriger les masses travailleuses, c) bâtir la société socialiste.

Lénine a élucidé la nature et le rôle des classes sociales et de la lutte de classes dans la période de transition du capitalisme au socialisme; il a donné une analyse scientifique de l'économie et de la structure de classes de la société durant cette période. Il a traité à fond la question de l'alliance de la classe ouvrière et des grandes masses de la paysannerie, alliance dans laquelle le rôle dirigeant appartient à la classe ouvrière. Il a indiqué la voie à suivre pour liquider les classes exploiteuses et abolir l'exploitation de l'homme par l'homme dans la période de dictature de la classe ouvrière, et montré que la construction du socialisme s'accompagne d'une violente lutte de classe contre les classes exploiteuses.

Dans ses ouvrages : *Les Tâches immédiates du pouvoir des Soviets, Comment organiser l'émulation ?*, *La Grande Initiative, Du plan économique unique, L'Impôt en nature, De la coopération* et ailleurs, Lénine a donné les bases théoriques de la politique économique pendant la période de transition du capitalisme au socialisme, et indiqué concrètement les moyens de l'appliquer. Il est l'auteur du plan concret d'édification du socialisme en U.R.S.S., plan d'une portée historique universelle, dont les parties essentielles sont l'industrialisation socialiste du pays et la collectivisation de l'agriculture. Il a montré que pour jeter les fondements d'une économie socialiste et assurer l'indépendance économique du pays des Soviets vis-à-vis de l'impérialisme mondial, il fallait, dans les délais historiques les plus courts, mettre fin au retard séculaire de la Russie et créer une grande industrie socialiste. Lénine a présenté le plan coopératif destiné à entraîner progressivement la paysannerie à l'édification du socialisme, grâce à la coopération de l'industrie et de l'agriculture, d'abord dans le domaine du commerce, puis dans celui de la production.

Généralisant l'expérience de l'édification socialiste, Lénine a élaboré les thèses initiales de la loi économique fondamentale du socialisme, de la loi du développement harmonieux de l'économie nationale, et d'autres encore. Il a défini les principes fondamentaux d'une gestion socialiste de l'économie, il a mis en lumière toute l'importance du principe de l'intérêt matériel personnel pour l'essor de la production socialiste et développé de façon féconde les thèses marxistes relatives à la répartition selon le travail en régime socialiste, au salaire, etc. Dans ses travaux, Lénine démontre la nécessité de développer à fond le commerce, d'utiliser la monnaie pour développer l'économie soviétique et consolider l'alliance entre la ville et la campagne. Il avait scientifiquement prévu qu'en réalisant la grande relève du travail effectué sous la contrainte au profit d'exploiteurs, par le travail libre pour soi, pour toute la société, la révolution socialiste engendrerait parmi les masses un enthousiasme révolutionnaire sans précédent dans l'histoire et, pour la première fois, permettrait d'appliquer largement l'émulation à l'échelle des masses. Il a traité les problèmes de l'enregistrement et du contrôle rigoureux et général de la production et de la répartition des produits, de la création d'une discipline du travail nouvelle, socialiste, de l'emploi de la gestion équilibrée. Dans ses travaux, Lénine a développé de façon féconde les thèses fondamentales du marxisme sur les voies et moyens d'édifier la société communiste, sur le rôle de l'électrification et de l'accroissement de la productivité du travail dans la création de la base matérielle et technique du communisme, sur les conditions du passage au principe communiste de la répartition selon les besoins.

S'appuyant sur les travaux de Marx, d'Engels et de Lénine, fondateurs de la seule économie politique réellement scientifique, Staline a formulé et développé un certain nombre de nouvelles thèses de la science économique. Dans ses ouvrages, il a donné une analyse du capitalisme monopoliste actuel et brossé le tableau de la crise générale du système capitaliste, crise qui porte sur tous les aspects du capitalisme et s'étend aussi bien à l'économie qu'à la politique.

Synthétisant l'expérience de l'édification socialiste en U.R.S.S., Staline a traité un certain nombre de problèmes de l'économie politique du socialisme. S'inspirant des indications de Lénine, il a, dans ses rapports aux congrès et aux conférences du Parti, dans *Les Questions du léninisme, Les Problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.* et dans d'autres ouvrages, établi les voies et les méthodes concrètes de l'édification socialiste, de l'industrialisation socialiste du pays et de la collectivisation de l'agriculture. S'appuyant sur les thèses initiales contenues dans les travaux de Marx, d'Engels et de Lénine, il a formulé la loi économique fondamentale du socialisme et la loi du développement harmonieux, proportionné de l'économie nationale.

Dans ses ouvrages Staline a développé les thèses de Lénine sur les méthodes de gestion socialiste de l'économie, sur la nécessité d'utiliser la loi de la valeur et la monnaie, sur la gestion équilibrée et sur le principe de l'intérêt matériel que les résultats de leur travail doivent procurer aux producteurs, sur la supériorité du système socialiste d'économie par rapport au système capitaliste.

Staline a développé et concrétisé les thèses marxistes-léninistes sur le passage du socialisme au communisme : celles qui concernent le problème de l'Etat en régime communiste et la disparition des différences essentielles entre la ville et la campagne, entre le travail manuel et le travail intellectuel.

L'économie politique marxiste-léniniste continue à se développer grâce à l'analyse des processus économiques se déroulant dans les pays capitalistes, à la synthèse de la pratique de l'édification du communisme en U.R.S.S. et de la construction du socialisme dans les pays de démocratie populaire. Elle s'enrichit de l'expérience récente de la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière et des grandes couches de travailleurs contre l'oppression et l'exploitation dans les pays capitalistes, ainsi que de l'expérience de la lutte de libération nationale des peuples coloniaux.

Le développement créateur du marxisme-léninisme et la synthèse théorique de la lutte pratique pour le communisme trouvent leur éclatante expression dans les décisions du Parti communiste de l'Union soviétique, ainsi que dans celles des communistes et ouvriers, partis frères des autres pays. Les dirigeants des partis prolétariens de tous les pays, étroitement liés aux grandes masses laborieuses et interprétant dans leurs travaux les tendances progressistes du développement de la vie matérielle de la société, enrichissent la théorie économique d'idées nouvelles.

Partie constitutive essentielle du marxisme-léninisme, l'économie politique marxiste-léniniste est une arme idéologique puissante du prolétariat qui lutte contre le capitalisme, pour le socialisme. Elle est réellement scientifique, puisqu'elle traduit les intérêts de la classe ouvrière et de toutes les forces progressistes de l'humanité, qui ont un intérêt vital à étudier objectivement les lois du développement économique de la société lois qui conduisent inéluctablement à la chute du capitalisme et à la victoire du communisme

L'économie politique marxiste-léniniste dénonce la nature antiscientifique et réactionnaire de l'économie politique bourgeoise. Elle dénonce le sens de classe des conceptions réformistes des économistes petits-bourgeois qui apportent de l'eau au moulin de l'économie politique bourgeoise. Elle arme la classe ouvrière de la connaissance des lois économiques du développement de la société; elle permet aux partis marxistes-léninistes, partis révolutionnaires, de fonder leur politique sur des bases scientifiques.

Quelles sont les conclusions essentielles à tirer de l'étude de l'économie politique ? Qu'enseigne l'économie politique ?

1. L'économie politique nous apprend tout d'abord que l'évolution économique de la société humaine obéit à des lois. La naissance et le développement de chaque mode de production, le remplacement d'un mode de production par un autre ne sont pas dus à l'arbitraire des hommes mais résultent de l'action de lois économiques objectives.

Les lois de l'économie politique, comme celles de toute autre science, sont le reflet de lois objectives dans le cerveau des hommes. D'autre part, l'économie politique apporte une confirmation théorique approfondie et complète à la thèse marxiste essentielle, selon laquelle la force principale du développement de la société, le véritable artisan de l'histoire, c'est le peuple, les masses laborieuses. Elle montre le rôle mobilisateur, organisateur et transformateur des idées avancées, nées des besoins du développement de la vie matérielle de la société.

Mettant en lumière les lois de la production sociale et de la répartition des biens matériels aux différentes phases du développement de la société, l'économie politique fournit la clé de l'évolution de la société humaine, évolution qui malgré toute sa diversité et toutes ses contradictions, constitue un processus unique obéissant à des lois.

Dans son développement, la société humaine passe des formes inférieures d'existence à des formes supérieures. Chaque mode de production marque un stade déterminé du progrès de la société, de l'évolution de ses forces productives et de ses rapports de production. Jusqu'à la révolution socialiste,

les rapports de production d'un régime social et économique qui a remplacé un régime devenu périmé, contribuent pendant une certaine période à développer les forces productives, mais deviennent ensuite des entraves pour ces dernières. Ce régime économique cède alors la place à un autre, plus avancé. Dans une société divisée en classes antagonistes, cette substitution s'opère par la lutte de classes, au moyen d'une révolution sociale, qui renverse le pouvoir d'une classe dominante qui a fait son temps et instaure le pouvoir d'une classe nouvelle, plus avancée.

Grâce à une étude approfondie de la naissance, du développement et du déclin des formations sociales et économiques fondées sur la propriété privée des moyens de production, l'économie politique dégage les racines économiques de la lutte de classes. Elle montre que les masses travailleuses créent la richesse, et que les classes exploiteuses s'approprient les fruits de leur labeur. La lutte de classes est donc déterminée par les intérêts matériels fondamentaux de classes bien définies, par les lois du développement économique d'un mode de production déterminé.

Chaque nouveau régime social fondé sur la propriété privée des moyens de production — esclavage, féodalité, capitalisme — a placé des exploités au pouvoir et n'a fait que changer les formes de l'exploitation et de l'oppression qui pesaient sur les travailleurs. Tout le déroulement de l'évolution économique de la société atteste que le capitalisme est le dernier régime social fondé sur l'exploitation de l'homme par l'homme. L'économie politique montre qu'à son stade monopoliste, le capitalisme est depuis longtemps devenu un régime réactionnaire qui entrave la marche en avant de la société. Le capitalisme agonisant est remplacé par un nouveau régime social : le socialisme, qui marque la suppression des classes exploiteuses et l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme.

L'histoire du développement de la société humaine confirme entièrement la justesse de cette conclusion scientifique de l'économie politique marxiste-léniniste. Une société socialiste a été édiflée en Union soviétique. La victoire du socialisme en U.R.S.S. a fait complètement justice des inventions anti-scientifiques selon lesquelles la propriété privée des moyens de production et le régime capitaliste seraient éternels. Le socialisme est en train de s'édifier dans les pays européens de démocratie populaire. Les grandes transformations révolutionnaires réalisées dans l'économie de la Chine ont créé les conditions de l'édification du socialisme dans ce pays, le plus vaste de l'Orient. En Union soviétique s'opère le passage graduel du socialisme au communisme. L'U.R.S.S. a tout ce qu'il faut pour édifier la société communiste. La société communiste, dont le socialisme est la première phase, est le but final de la lutte que mènent les travailleurs de tous les pays.

L'économie politique donne à la classe ouvrière et à tous les travailleurs l'assurance que le communisme vaincra, en montrant que cette victoire est déterminée par tout le cours antérieur de l'évolution historique de la société.

2. Se fondant sur l'expérience de l'U.R.S.S. et des pays de démocratie populaire, l'économie politique apprend aux travailleurs des pays capitalistes comment ils peuvent s'arracher à la servitude capitaliste. Elle montre que l'oppression et la paupérisation des travailleurs des pays bourgeois ne dépendent pas de causes fortuites, mais ont leurs racines dans le système d'économie capitaliste et sont conditionnées par les lois économiques propres à ce système. Les crises, le chômage, la misère des masses populaires ne peuvent disparaître si la base même des rapports de production n'est changée, c'est-à-dire si les moyens de production, propriété privée des capitalistes et des grands propriétaires fonciers, ne deviennent la propriété collective du peuple laborieux

Mettant en évidence l'opposition qui existe entre les principes de l'économie bourgeoise et ceux de l'économie socialiste, l'incompatibilité des intérêts de classe de la bourgeoisie, d'une part, du prolétariat et de tous les travailleurs, d'autre part, l'économie politique montre l'impossibilité pour le capitalisme de « se transformer » pacifiquement en socialisme.

Aucune tentative de réformer, d'« améliorer » le capitalisme, ne saurait en finir avec le système de l'esclavage salarié. Le grande Révolution socialiste d'Octobre a prouvé irréfutablement que seule la suppression des assises mêmes du capitalisme permettra à la classe ouvrière et à la paysannerie travailleuse de secouer les chaînes des exploités et de s'engager dans la voie qui conduit à la liberté, à l'aisance et à la culture. L'histoire confirme entièrement la justesse de la thèse marxiste, selon laquelle la révolution socialiste est inévitable et il est impossible de remplacer le capitalisme par le socialisme sans l'instauration du pouvoir des travailleurs, sans la dictature du prolétariat, sans l'alliance

de la classe ouvrière et de la paysannerie. Il faut, pour atteindre ce but, un Parti communiste capable de préparer le prolétariat et les grandes masses travailleuses à la lutte décisive contre la bourgeoisie et d'organiser la victoire de la révolution socialiste.

L'économie politique montre que l'asservissement et le pillage des peuples coloniaux par les métropoles sont déterminés par la nature même de l'impérialisme, étroitement lié aux propriétaires fonciers féodaux et à la bourgeoisie compradore des pays coloniaux. Les peuples des pays coloniaux et semi-coloniaux doivent, pour s'arracher à l'esclavage, à la misère et à leur retard, secouer le joug de l'impérialisme et de ses vassaux dans ces pays, détruire les survivances du féodalisme et réaliser de profondes transformations démocratiques. Après avoir rompu avec le système de l'impérialisme et assuré leur indépendance, les pays coloniaux peuvent, grâce à l'appui économique de l'U.R.S.S. et des autres pays du camp socialiste, éviter la voie douloureuse d'un développement capitaliste et créer graduellement les conditions permettant de passer à l'édification du socialisme. L'expérience de la lutte révolutionnaire et de la victoire du peuple chinois a confirmé dans la pratique cette conclusion de l'économie politique marxiste-léniniste et prouvé qu'en s'affranchissant du joug de l'impérialisme, les pays coloniaux et semi-coloniaux s'engagent par là même dans la voie d'une vie libre, de la prospérité matérielle et de l'épanouissement de la culture.

Si le régime capitaliste est renversé dans tel ou tel pays bourgeois et remplacé par le régime socialiste, si un pays colonial se détache du système de l'impérialisme et réalise des transformations démocratiques, ce n'est pas là le résultat d'une « exportation de la révolution », qui n'est qu'une invention des impérialistes, mais l'effet de profondes nécessités internes du développement économique de ces pays.

3. L'économie politique nous apprend à transformer l'économie dans l'esprit du socialisme. Le passage au socialisme ne peut s'opérer par des moyens choisis arbitrairement; c'est un processus qui obéit à des lois. L'économie politique montre que, dans l'édification de la société nouvelle, socialiste, la dictature de la classe ouvrière s'appuie avant tout sur la loi de la correspondance nécessaire entre les rapports de production et le caractère des forces productives. C'est sur la base de cette loi que, dans la période de transition, s'opèrent la socialisation des moyens de production, l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme et la création des formes socialistes d'économie. Au fur et à mesure que disparaissent les rapports d'exploitation capitalistes et que naissent et se développent les rapports de production socialistes, les lois économiques du socialisme entrent en vigueur et se développent. Utilisant ces lois, l'Etat socialiste fait une politique conséquente d'industrialisation du pays et de collectivisation de l'agriculture, il crée la société socialiste. La construction du socialisme s'accomplit au cours d'une lutte de classe implacable contre les éléments capitalistes de la ville et de la campagne.

L'économie politique a fait justice des élucubrations mensongères des idéologues bourgeois, selon lesquelles la classe ouvrière arrivée au pouvoir serait incapable d'organiser l'économie. L'expérience historique de l'U.R.S.S. a montré quelles forces créatrices inépuisables suscite le pouvoir du peuple travailleur. Pour la première fois dans l'histoire, la classe ouvrière et les travailleurs d'un immense pays couvrant un sixième du globe ont secoué le joug de l'exploitation et de l'oppression, sont devenus les maîtres de leur pays et ont fondé un régime socialiste qui assure un essor ininterrompu des forces productives, de la richesse sociale, du bien-être matériel et de la culture des masses populaires. La preuve est ainsi faite que le peuple peut parfaitement se passer des exploités, que la classe ouvrière et les masses laborieuses sont non seulement capables de détruire le vieux système bourgeois d'économie, mais aussi d'édifier un système d'économie nouveau, socialiste, supérieur. C'est ce qu'atteste éloquemment la pratique de l'édification socialiste dans les pays de démocratie populaire.

L'économie politique étaye d'arguments d'ordre économique la nécessité du rôle dirigeant de la classe ouvrière dans l'édification socialiste, ainsi que d'une alliance solide de la classe ouvrière et de la paysannerie pour bâtir le socialisme et abolir l'exploitation de l'homme par l'homme. L'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie constitue la base indestructible du régime social de tous les pays du camp socialiste. C'est grâce à cette alliance qu'après des siècles la question paysanne reçoit sa solution et que s'opère le passage de la petite exploitation paysanne individuelle à la grande exploitation collective, qui soustrait la paysannerie à la ruine et à la misère. La victoire du régime

kolkhozien en U.R.S.S. a réfuté dans les faits les assertions de la bourgeoisie selon lesquelles la paysannerie serait incapable de s'engager dans la voie du socialisme.

L'économie politique fait la synthèse de l'expérience historique de la construction du socialisme en U.R.S.S. Elle montre comment un pays autrefois misérable et faible, comme l'était la Russie avant la révolution, est devenue le pays riche et puissant qu'est aujourd'hui l'Union Soviétique. Les pays de démocratie populaire puisent au trésor de l'expérience soviétique la connaissance des voies éprouvées qu'a suivies l'édification socialiste, la connaissance des lois de la lutte de classes dans la période de transition, la connaissance de ce que doit faire la classe ouvrière pour nouer avec la paysannerie une amitié inaltérable et une alliance solide, consolider la coopération économique entre la ville et la campagne, remporter la victoire sur les classes exploiteuses et bâtir la société socialiste.

Mettre à profit l'expérience soviétique, c'est tenir soigneusement compte, dans chaque pays, des particularités concrètes de l'économie et des rapports de classes, particularités et rapports déterminés par l'ensemble des conditions historiques du développement de ce pays. Dans les pays de démocratie populaire, la construction du socialisme bénéficie de conditions plus favorables qu'en Union soviétique, car, à l'heure actuelle, il existe un puissant camp socialiste ayant l'U.R.S.S. et la République populaire de Chine à sa tête et une très riche expérience en matière d'édification socialiste a été acquise. La condition décisive de la victoire du socialisme et du communisme dans tous les pays qui se sont détachés du système capitaliste, c'est de continuer à renforcer le camp du socialisme et à resserrer la coopération économique, politique et culturelle des pays qui font partie de ce camp.

4. L'économie politique nous apprend que le travail pratique pour édifier le socialisme ne peut être couronné de succès que s'il s'appuie sur les lois économiques du développement de la société. L'économie politique permet de connaître les lois objectives du développement économique et de les utiliser dans l'intérêt de la société.

La connaissance des lois économiques permet de pénétrer l'essence des processus économiques, de dégager les tendances progressistes du développement quand elles sont encore à l'état embryonnaire, de prévoir scientifiquement la marche de l'évolution économique et de l'orienter conformément aux objectifs de l'édification du communisme.

L'économie politique fournit aux cadres une arme qui aide au triomphe de ce qui est nouveau, progressiste, sur ce qui est ancien et a fait son temps. La connaissance scientifique des lois économiques étudiées par l'économie politique est à la base de la politique économique des partis communistes (ouvriers) au pouvoir dans les pays du camp socialiste. S'inspirant de la théorie marxiste-léniniste, de la connaissance des lois économiques objectives, ces partis élaborent et appliquent une politique établie scientifiquement et qui a fait ses preuves, politique qui traduit les besoins du développement de la vie matérielle de la société et les intérêts vitaux du peuple; ils éveillent et organisent le génie créateur et révolutionnaire des masses.

Mettant en évidence l'action de la loi économique fondamentale du socialisme, l'économie politique incite les cadres à organiser leur travail conformément au but de la production socialiste : satisfaire au maximum les besoins matériels et culturels de la population. Elle éclaire les conditions d'un essor et d'un perfectionnement continu de la production sur la base d'une technique supérieure. Elle montre que cet accroissement de la production socialiste a pour condition indispensable l'utilisation de la loi économique du développement prioritaire de la production des moyens de production, l'essor de l'industrie lourde et, sur, cette base, le progrès continu de la technique, le développement maximum de la science et l'adoption, dans l'industrie, des réalisations les plus récentes de la science et de la technique.

L'économie politique enseigne que l'essor de l'économie nationale et le développement harmonieux de celle-ci ont pour facteur décisif l'élévation maxima de la productivité du travail dans toutes les branches : industrie, transports, agriculture. Sans élévation ininterrompue de la productivité du travail social, il est impossible de satisfaire au maximum les besoins croissants du peuple. C'est dans la voie du progrès technique et de l'élévation de la productivité du travail que l'U.R.S.S. avance vers son objectif économique fondamental : rattraper et dépasser les pays capitalistes les plus développés sous le rapport économique.

L'économie politique montre que la politique du laisser faire est totalement étrangère au régime économique du socialisme, que la construction de la société communiste n'est possible que si l'économie est régie par un plan fondé sur la loi du développement harmonieux de l'économie nationale et conforme aux exigences de la loi économique fondamentale du socialisme.

L'étude des exigences de la loi du développement harmonieux de l'économie nationale dans les conditions concrètes de chaque étape de l'édification communiste aide à respecter les proportions nécessaires dans le développement de l'économie, à répartir convenablement la production socialiste entre les régions, à utiliser avec le maximum d'efficacité les ressources matérielles, financières et humaines.

L'économie politique met en lumière l'importance énorme, pour l'édification socialiste, du fait que les masses sont intéressées matériellement à l'accroissement continu de la production, ce qui est une conséquence logique des rapports socialistes de production. En soulignant le rôle et l'importance de la loi de la répartition selon le travail pour le développement de l'économie socialiste, l'économie politique incite les cadres à appliquer de façon conséquente, dans toutes les branches de l'économie nationale, le principe de la rémunération différenciée du travail en raison directe de ses résultats, à éliminer tout élément d'égalitarisme. Elle montre le rôle de l'émulation socialiste, puissante force motrice du développement économique de la société socialiste.

L'économie politique fait apparaître toute l'importance, pour l'édification du socialisme, d'une utilisation judicieuse de la loi de la valeur et des instruments économiques qui s'y rattachent.

Comprendre l'action de la loi de la valeur en régime socialiste, c'est, pour les cadres, acquérir un moyen important d'améliorer les méthodes de production, d'abaisser le prix de revient de la production, d'affermir le principe de la gestion équilibrée et d'augmenter la rentabilité des entreprises socialistes, de faire une politique des prix reposant sur des principes économiques corrects, de stimuler matériellement le développement de la production kolkhozienne, de développer le commerce et de perfectionner le système financier. L'économie politique met en évidence les immenses possibilités qu'a l'économie socialiste planifiée d'appliquer un régime d'économie rigoureux et d'augmenter l'accumulation socialiste.

L'activité créatrice toujours plus intense des masses en matière d'édification économique et culturelle est un trait caractéristique de l'Union soviétique et des pays de démocratie populaire. Il importe donc de plus en plus que les masses du peuple connaissent les lois du développement économique et les principes de la gestion socialiste de l'économie. En armant les cadres de la connaissance des lois économiques, l'économie politique permet d'utiliser et d'appliquer ces lois avec un succès toujours croissant et d'augmenter ainsi l'efficacité de tout le travail d'édification du socialisme et du communisme.

En mettant en lumière l'interdépendance des processus économiques, l'économie politique permet à chaque travailleur de comprendre l'importance de son activité pour le développement de tout le système socialiste de l'économie nationale. Elle aide à comprendre qu'en régime socialiste, les intérêts du peuple, les intérêts de l'Etat sont au-dessus de tout.

5. L'économie politique montre que le socialisme est un mode de production plus progressiste et qu'il a une supériorité éclatante sur le capitalisme. Cela se traduit de façon frappante par l'opposition des lois économiques fondamentales du socialisme et du capitalisme qui déterminent deux lignes de développement différentes.

Alors que dans les pays capitalistes, la production est subordonnée à la loi du profit maximum qui voue les travailleurs au chômage, à la ruine et à la misère, à des guerres sanglantes, la production, en société socialiste, est subordonnée aux intérêts de l'homme, à la satisfaction de ses besoins croissants.

Alors que, dans les pays capitalistes, l'accroissement de la production retarde de loin sur les immenses possibilités qu'offre aujourd'hui le niveau de la science et de la technique et se trouve périodiquement interrompu par des crises économiques dévastatrices, dans les pays du socialisme, l'économie se développe selon un plan et la production croît sans cesse à un rythme qui dépasse de beaucoup celui de l'accroissement de la production dans les pays capitalistes développés.

Dans le monde capitaliste, il y a concurrence entre les pays, asservissement des uns par les autres. Le capital monopoliste essaie, dans sa course effrénée au profit maximum, de procéder à un nouveau partage économique du monde, il aspire à la domination mondiale, ce qui aboutit à une aggravation de la situation internationale, à la militarisation de l'économie, et fait naître le danger de nouvelles guerres. Dans le camp du socialisme, il n'y a pas de classe exploiteuse ayant intérêt à des conflits internationaux et à des collisions militaires; les pays socialistes, qui rejettent totalement la politique d'asservissement colonial et d'expansion impérialiste, luttent résolument et avec esprit de suite pour la paix, pour la détente internationale, pour la coopération pacifique et l'amitié entre les peuples, indépendamment du régime social de leurs Etats. Les rapports entre les pays du camp du socialisme, qui sont fondés sur les principes d'une entière égalité et de l'avantage réciproque en vue de l'essor économique commun de ces pays et de l'épanouissement de leur culture, donnent un exemple éclatant de rapports internationaux d'un type nouveau, socialiste.

Dans sa compétition pacifique avec le capitalisme, le système socialiste d'économie affirme chaque année avec plus d'évidence sa supériorité sur le système capitaliste. En même temps, ce dernier système d'économie, déchiré par des contradictions internes, manifeste plus nettement d'année en année son instabilité et confirme sa condamnation par l'histoire.

La société communiste sans classes ouvre au progrès humain des perspectives grandioses. L'économie politique met en lumière les conditions économiques du passage au communisme en faisant la synthèse de l'expérience de l'édification communiste en U.R.S.S. Elle montre que le mouvement qui entraîne la société actuelle vers le communisme obéit aux lois objectives du développement social. Le communisme naît de l'activité créatrice consciente de millions de travailleurs que dirige le Parti communiste, armé de la théorie du marxisme-léninisme. Il n'est pas de force au monde capable d'arrêter la marche en avant de la société dans la voie du communisme. L'essor prodigieux des forces de la démocratie et du socialisme, l'aggravation brutale des contradictions de classes entre la bourgeoisie impérialiste, d'une part, la classe ouvrière et les travailleurs d'autre part, l'ampleur croissante du mouvement de libération nationale dans les colonies, le puissant mouvement des masses populaires et de toutes les forces progressistes de l'humanité actuelle pour la paix, contre la réaction impérialiste et la préparation d'une nouvelle guerre attestent irréfutablement que le capitalisme a fait son temps et que l'avenir appartient au communisme.